ADEQ-1

Portrait du marché québécois de la vente au détail d'essence et de diesel

Recensement des essenceries en opération au Québec au 31 décembre 2024

Décembre 2025

.

Régie de l'énergie Québec

Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2025

ISBN : 978-2-555-02850-0

© Gouvernement du Québec

Faits saillants

Le présent portrait du marché québécois de la vente au détail d'essence et de diesel est le 6e recensement des essenceries en opération au Québec publié par la Régie de l'énergie (la Régie) depuis 2010. Entre 2010 et 2022, la Régie réalisait ce recensement aux trois ans. Toutefois afin de se préparer adéquatement àcertains changements règlementaires anticipés, la Régie a devancé d'un an le présent exercice.

Les principaux constats de ce recensement au 31 décembre 2024 sont les suivants :

- 2 671 essenceries sont en opération au Québec, ce qui représente une diminution de 3,9 % par rapport à 2022. La baisse du nombre d'essenceries s'accélère depuis 2019; en effet, le solde net de fermetures d'essenceries a été plus élevé entre 2022 et 2024 (108) qu'entre 2019 et 2022 (42);
- Les trois régions comptant le plus grand nombre d'essenceries sont la Montérégie, Montréal et les Laurentides, trois régions caractérisées par une forte densité de population;
- Les ventes de carburant des essenceries du Québec totalisent 8 437 millions de litres (ML), soit une hausse de 1,5 % par rapport à 2022 (8 316 ML). Près de 40 % (39,6 %)de ces ventes sont associées aux essenceries de la Montérégie, de Montréal et des Laurentides;
- Les ventes annuelles moyennes par essencerie sont de 3,17 ML, comparativement à 3,00 ML en 2022, soit une augmentation de 5,6 %. Cette hausse est particulièrement marquée dans les régions de l'Abitibi-Témiscamingue (20,9 %), de la Gaspésie-îles-de-la-Madeleine (19,6 %) et de Chaudière-Appalaches (10,5 %);
- C'est à Laval (5,14 ML/an), à Montréal (4,22 ML/an) et en Montérégie (3,76 ML/an) que les ventes de carburant par essencerie sont les plus importantes. Au Québec, seule la région des Laurentides enregistre une baisse du volume de vente par essencerie en 2024, par rapport à 2022 (baisse de 2,0 %);
- Bien que leur nombre soit en baisse depuis 2019, les essenceries à faible débit (moins de 3 ML de ventes par année) demeurent bien présentes (60,0 % de l'ensemble des essenceries du Québec). Elles sont particulièrement concentrées dans les régions de la Côte-Nord, de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine et du Saguenay-Lac-Saint-Jean;

- Les essenceries à fort volume de ventes (7 ML et plus par année) n'ont, pour leur part, gagné qu'une part marginale du marché depuis le précédent recensement, passant de 4,2 % en 2022 à 5,0 % en 2024.
- Le nombre d'essenceries offrant du carburant diesel (79,1 % du marché) demeure stable depuis 2022 (78,7 %), mais les ventes de carburant diesel (632 ML) sont en baisse de 6,6 % par rapport à 2022;
- En moyenne, le Québec compte 0,005 essencerie/km^2. Les régions de la Côte-Nord, du Nord-du-Québec, de la Gaspésie-îles-de-la-Madeleine, de l'Abitibi-Témiscamingue et de la Mauricie se situent sous ce seuil. Par contre, tenant compte de la densité de population, c'est le Nord-du-Québec qui dispose du plus grand nombre d'essenceries pour desservir les consommateurs, soit 5,57 essenceries pour 5 000 habitants. En comparaison, Montréal compte moins d'une essencerie (0,57) par 5 000 habitants;
- Le modèle commercial le plus répandu au Québec est celui de l'« *essencerie jumelée à un dépanneur* », qui représente 87,4 % du marché et 86,1 % de volumes vendus. Le modèle d'essencerie de type « *libre-service* » demeure omniprésent, regroupant 81,8 % des essenceries et générant 89,4 % des ventes de carburant au Québec;
- En 2024, 112 essenceries offrent un service de bornes de recharge pour véhicules électriques, comparativement à 130 en 2022. Ces essenceries disposent cependant de deux fois plus de bornes de recharge qu'au dernier recensement (432 versus 241) et se retrouvent désormais dans 16 des 17 régions administratives du Québec;
- Au Québec, 98,8 % des essenceries sont ouvertes toute l'année. De plus, 33,1 % sont en service 24 heures par jour tandis que 15,4 % sont ouvertes 18 heures par jour;
- La structure commerciale de type « *détaillant corporatif* » est la plus répandue au Québec. Elle regroupe 1 156 essenceries (43,3 %), qui vendent 59,8 % du carburant. Pour sa part, la structure « *détaillant indépendant pur* » est passée de 2,5 % à 2,7 % des essenceries du marché entre 2022 et 2024 ;
- Près des deux-tiers des essenceries du Québec (66,3 %) sont liées à un centre de prix qui leur dicte le prix à afficher et 76,8 % du volume d'essence et de diesel est vendu à un prix déterminé par un centre de prix;

- Le marché de la vente au détail d'essence et de diesel au Québec est concentré entre cinq acteurs majeurs, auxquels sont associés 72,0 % des essenceries et 68,0 % des volumes vendus en 2024. Le classement des principaux acteurs impliqués, sur la base du nombre des essenceries et sur celle des volumes vendus, a peu changé depuis 2019;
- 411 des 1 099 municipalités du Québec, ne sont pas desservies par au moins une essencerie, ce qui représente une augmentation de 4,9 % par rapport à 2022;
- Le modèle de référence retenu par la Régie de l'énergie dans le cadre de ses dossiers d'établissement des coûts d'exploitation d'une essencerie efficace[1], qui correspond à une «*essencerie libre-service jumelée à un dépanneur*», représente 77,9 % des essenceries en opération au Québec, 79,1 % des volumes de carburant vendus au Québec et un volume annuel de vente moyen de 3,20 ML.

[1] Aux fins de la fixation des coûts d'exploitation encadrée par l'article 59 de la Loi sur la Régie de l'énergie (R.L.R.Q., chapitre R-6.01.), « *les coûts d'exploitation sont les coûts nécessaires et raisonnables pour faire le commerce au détail d'essence ou de carburant diesel de façon efficace* » [nous soulignons].

Table des matières

Faits saillants 3

Table des matières 6

1. Introduction 10

1.1. Pouvoirs et rôle de surveillance de la Régie 10

1.2. Contexte et méthodologie 10

1.2.1. Qualité des données 11

1.3. Confidentialité des données 13

2. Résultats et analyse 14

2.1. Résultats généraux 14

2.2. Nombre d'essenceries en opération au Québec 16

2.3. Volumes de ventes des essenceries 19

2.4. Données démographiques et géographiques 23

2.5. Modèles commerciaux des essenceries 27

2.6. Structure commerciale et concentration du marché 31

2.7. Résultats selon différents découpages démographiques et géographiques 37

3. Lien avec les dossiers règlementaires de la Régie 39

3.1. Fixation d'un montant au titre des coûts d'exploitation 39

3.2. Modèle de référence 41

3.3. Représentation des trois régions définies par la Régie selon le recensement de 2024 42

4. Conclusion : portrait du marché en 2024 44

Annexe 1 : Portrait des essenceries au Québec – tableaux 46

Tableau 1 : Variation du nombre d'essenceries en opération au Québec, du volume de ventes et de la répartition par région administrative depuis 2019 47

Tableau 2 : Variation du nombre d'essenceries en opération au Québec et du volume annuel de ventes par intervalle de volumes depuis 2019 48

Tableau 3 : Répartition des essenceries en opération au Québec par région administrative selon les intervalles de volumes annuels de ventes en 2024 50

Tableau 4 : Nombre d'essenceries et volumes annuels de ventes par région administrative du Québec et par type de carburant depuis 2019 52

Tableau 5 : Volumes annuels de ventes par essencerie, population, densité et nombre d'essenceries par 5 000 habitants, par région administrative du Québec depuis 2019 53

Tableau 6 : Modèles commerciaux présents au Québec 54

Tableau 7 : Structures commerciales des essenceries par région administrative 55

Tableau 8 : Nombre d'essenceries et volumes annuels de ventes selon la taille démographique des municipalités et des régions urbaines 56

Tableau 9 : Représentativité du modèle de référence par région administrative : libre-service jumelé à un dépanneur 57

Tableau 10 : Statistiques par MRC et par région administrative, 2024 58

Tableau 11 : Statistiques par municipalité, 2024 63

Annexe 2 : Liste des participants 102

Annexe 3 : Liste des municipalités visées par le décret 961-2021 103

Table des illustrations

Tableaux

Tableau A : Évolution du marché de la vente au détail d'essence et de diesel au Québec, de 2019 à 2024 14

Tableau B : Ouvertures et fermetures d'essenceries au Québec, de 2019 à 2024 16

Tableau C : Offre de bornes de recharge pour véhicule électrique dans les essenceries au Québec, de 2019 à 2024 30

Tableau D : Statistiques des heures d'ouverture des essenceries au Québec, 2024 ... 31

Tableau E : Nombre d'essenceries et volume vendu, par structure commerciale, 2022 et 2024 32

Tableau F : Détaillants corporatifs - cinq plus importants grossistes et bannières exploitées, 2024 32

Tableau G : Part de marché, sur la base des volumes vendus, des cinq entreprises les plus actives sur le marché de la vente au détail, de 2019 à 2024 36

Tableau H : Nombre d'essenceries et volumes annuels de ventes selon la taille démographique des municipalités et des régions urbaines, en 2022 et 2024 38

Tableau I : Caractéristiques des trois régions définies dans la décision D-2022-017, 2024 43

Graphiques

Graphique 1 : Répartition du nombre d'essenceries et des ventes d'essence et de diesel par région administrative au Québec (%), en comparaison avec la population, 2024 15

Graphique 2 : Variation du nombre d'essenceries par région administrative du Québec entre 2022 et 2024 (%) 17

Graphique 3 : Variation des ventes d'essence et de diesel par région administrative du Québec entre 2022 et 2024 (%) 20

Graphique 4 : Répartition du nombre d'essenceries par intervalle de volumes d'essence et de diesel vendus au Québec, 2024 (%) 22

Graphique 5 : Nombre d'essenceries par 5 000 habitants, par région administrative du Québec, 2024 25
Graphique 6 : Volume annuel de ventes par 5 000 habitants, par région administrative, 2024 (ML) 26
Graphique 7 : Répartition du nombre d'essenceries selon le modèle commercial au Québec, 2024 (%) 28
Graphique 8 : Répartition des essenceries au Québec par structure commerciale, selon le nombre d'essenceries, 2024 34
Graphique 9 : Part de marché des cinq entreprises les plus actives dans le marché de la distribution de carburant au Québec selon le nombre d'essenceries, de 2019 à 2024 (%) 35
Graphique 10 : Part de marché des cinq entreprises les plus actives dans le marché de la distribution de carburant au Québec, selon les volumes vendus, de 2019 à 2024 (%) 36

Carte

Carte 1 : Emplacement des essenceries par région au Québec, 2024 18

1. Introduction

1.1. Pouvoirs et rôle de surveillance de la Régie

[1] La Régie de l'énergie (la Régie) surveille les prix des produits pétroliers dans les diverses régions du Québec, conformément aux articles 55 à 58 de la *Loi sur la Régie de l'énergie*[2] (la LRÉ), qui encadrent ses pouvoirs de surveillance, d'inspection et d'enquête dans ce domaine. Elle peut également donner des avis au ministre, concernant les prix des produits pétroliers[3].

[2] La Régie exerce ce rôle en publiant, notamment, des données relatives aux carburants vendus au détail dans les essenceries[4] québécoises et en mettant à la disposition du public, sur son site internet, plusieurs statistiques actuelles et historiques portant sur les prix et le marché des produits pétroliers, dont les recensements des essenceries en opération au Québec.

1.2. Contexte et méthodologie

[3] Entre 2010 et 2022, la Régie a procédé au recensement des essenceries du Québec tous les trois ans. Anticipant certains changements règlementaires, elle a devancé d'un an le présent exercice (le Recensement). Cette sixième édition dresse un portrait du marché québécois de la vente au détail d'essence[5] et de carburant diesel[6] au 31 décembre 2024 et permet d'en mesurer l'évolution. À cette fin, la Régie compare, dans le présent rapport, la situation observée au 31 décembre 2024 à celles de 2019 et 2022. Le Recensement présente donc un portrait actualisé du

---

2 R.L.R.Q., chapitre R-6.01.

3 Article 42 de la LRÉ.

4 Établissement de commerce de détail vendant du carburant au moyen d'une pompe distributrice reliée à un réservoir souterrain, accessible à tout véhicule automobile et approvisionné en carburant au cours de l'année du Recensement, même si ce n'était que pour une partie de l'année. Sont exclus les marinas, pourvoiries, relais de motoneiges, dépôts à approvisionnement sélectif par carte, dépôt avec réservoir externe et essenceries situées au Nunavik ou en territoire autochtone. Voir à cet égard le *Guide méthodologique pour l'établissement des différents relevés sur les produits pétroliers*, Partie 1 : Procédures et définitions, 2 septembre 2015, page 5.

5 Tout type d'essence vendu au détail et employé principalement comme carburant dans les moteurs à allumage commandé.

6 Carburant diesel clair à basse teneur en soufre, vendu au détail et destiné à alimenter les moteurs diesel.

marché, en termes de nombre d'essenceries, de volumes de ventes, de modèles commerciaux[7], de répartition géographique et de tendances.

[4] Au total, 49 entreprises œuvrant dans le marché, à titre de grossistes ou de détaillants, ont été mises à contribution pour cet exercice exhaustif[8]. Les formulaires à remplir leur ont été envoyés en février 2025 et des suivis ont été effectués, entre février et mai 2025, afin de valider, de concilier et de compléter les informations obtenues. Toutes les entreprises avaient répondu, en juin 2025.

[5] Depuis 2020, de nouvelles questions concernant, notamment, la disponibilité de bornes de recharge, la structure commerciale des essenceries[9], les escomptes consentis sur les prix à la rampe de chargement et les coûts de transport jusqu'à l'essencerie ont été introduites. Ces questions ont été maintenues pour le Recensement. En revanche, celles qui portaient sur le nombre de futures bornes de recharge ou sur les coûts d'investissement requis ont été retirées.

[6] Enfin, certaines informations recueillies ne sont pas présentées dans le présent rapport. Elles sont plutôt utilisées aux fins de la mise à jour des paramètres servant aux différents calculs de la Régie et à ses publications.

1.2.1. Qualité des données

[7] À des fins de validation, la liste des essenceries participantes a été comparée avec la *Liste des titulaires d'un permis d'utilisation d'équipements pétroliers à risque élevé* de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) produite en 2024. Les volumes totaux déclarés par ces essenceries ont également été comparés aux données de Statistique Canada, lorsque celles-ci étaient disponibles[10].

---

7 Établis en fonction des services offerts aux consommateurs.

8 La liste des participants est présentée à l'annexe 2.

9 Établie en fonction du type d'exploitation d'une essencerie.

10 Les volumes obtenus se comparent à 98 % du volume d'essence vendus au détail au Québec en 2018 selon les plus récentes données de Statistique Canada. Tableau 25-10-0044-01 Approvisionnement et utilisation de produits pétroliers raffinés, mensuel.

[8] Lorsqu'il était impossible de communiquer avec un détaillant ayant participé au recensement précédent et que l'essencerie ne figurait plus sur la liste de la RBQ en 2024, la Régie a présumé que l'établissement n'était plus en opération.

[9] En juillet 2021, les Municipalités régionales de Comté (MRC)[11] de Brome-Missisquoi et de la Haute-Yamaska, ainsi que les municipalités locales y étant rattachées, ont été reclassées de la Montérégie à l'Estrie par le décret 961-2021[12]. Ces modifications ont eu un impact sur le découpage géographique des données répertoriées par la Régie. Ainsi, afin d'éviter toute disparité entre les résultats par région du Recensement et ceux des recensements antérieurs, les tableaux et l'analyse du Recensement portent sur le découpage régional antérieur au décret. Le lecteur retrouvera toutefois, en annexe, des tableaux détaillés tenant compte du nouveau découpage des municipalités[13].

[10] Comme pour les recensements précédents, la Régie n'inclut pas les dépôts à approvisionnement sélectif par carte[14], qui vendent principalement du diesel, puisqu'elle n'est pas en mesure d'en valider les réponses à l'aide d'autres sources.

[11] Advenant que de nouvelles informations, non disponibles au moment de la présente publication, lui soient transmises, la Régie évaluera la pertinence de réviser les données lors des prochains recensements.

---

11 Telle que définie par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH). Le terme MRC réfère également aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC.

12 Gazette officielle du Québec, 28 juillet 2021, p.4483, décret 961-2021 du 7 juillet 2021.

13 La liste des municipalités de la Montérégie et de l'Estrie ayant changé de région d'appartenance est présentée à l'annexe 3.

14 « *Cardlock* ».

1.3. CONFIDENTIALITÉ DES DONNÉES

[12] En vertu de l'article 23 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*[15], un organisme public ne peut communiquer un renseignement commercial de nature confidentielle fourni par un tiers et habituellement traité par ce tiers de façon confidentielle, sans son consentement.

[13] Afin d'assurer la confidentialité des données, les répondants ont transmis à la Régie les informations requises par l'entremise de fichiers sécurisés par un mot de passe. La Régie s'engage à ce que les données transmises dans le cadre du Recensement soient traitées de façon confidentielle.

[14] La Régie s'engage également à n'utiliser les renseignements obtenus qu'à des fins statistiques, administratives, ou pour la gestion de ses échantillons. Les données recueillies ne sont présentées que sous forme d'agrégat ou de moyenne, de façon à en préserver la confidentialité.

[15] Enfin, considérant la nature stratégique et l'impact commercial des données relatives aux escomptes, celles-ci seront utilisées strictement à des fins statistiques et demeureront confidentielles.

[15] R.L.R.Q., chapitre A-2.1.

2. Résultats et analyse

2.1. Résultats généraux

[16] Dans le cadre du Recensement, la Régie a identifié 2 671 essenceries en opération au Québec au 31 décembre 2024, ce qui représente une diminution de 3,9 % par rapport au recensement de 2022, soit près du double de la baisse observée entre 2019 et 2022. Ces essenceries ont vendu 8 437 millions de litres (ML) de carburant, soit une hausse de près de 1,5 % par rapport à 2022. Ce volume correspond à 3,17 ML par année, par essencerie. Le nombre d'essenceries en opération au Québec est donc en baisse, tandis que les volumes annuels de ventes croissent. Ces résultats révèlent que, malgré les soubresauts du marché des produits pétroliers entre 2020 et 2022, le marché de la vente d'essence et de diesel tend vers un modèle plus efficace au sens de l'article 59 de la LRÉ[16]. Le tableau 1 de l'annexe 1 présente le détail des résultats analysés dans cette section.

[17] Le tableau A, ci-après, présente le sommaire des données relatives au marché des essenceries entre 2019 et 2024. Les résultats détaillés du Recensement sont analysés dans les sections suivantes et les tableaux détaillés relatifs à ces résultats se trouvent à l'annexe 1.

Tableau A : Évolution du marché de la vente au détail d'essence et de diesel au Québec, de 2019 à 2024

Recensements	Tous les carburants					
	Essenceries		Volume annuel de ventes (millions de litres)			
	Nombre	Variation (%)[1]	Total	Variation (%)[1]	Par essencerie[3]	Variation (%)[1]
2019[2]	2 821	-1,9	9 103	3,5	3,24	6,0
2022	2 779	-1,5	8 316	-8,6	3,00	-7,6
2024	2 671	-3,9	8 437	1,5	3,17	5,6

Source : Régie de l'énergie

Notes :

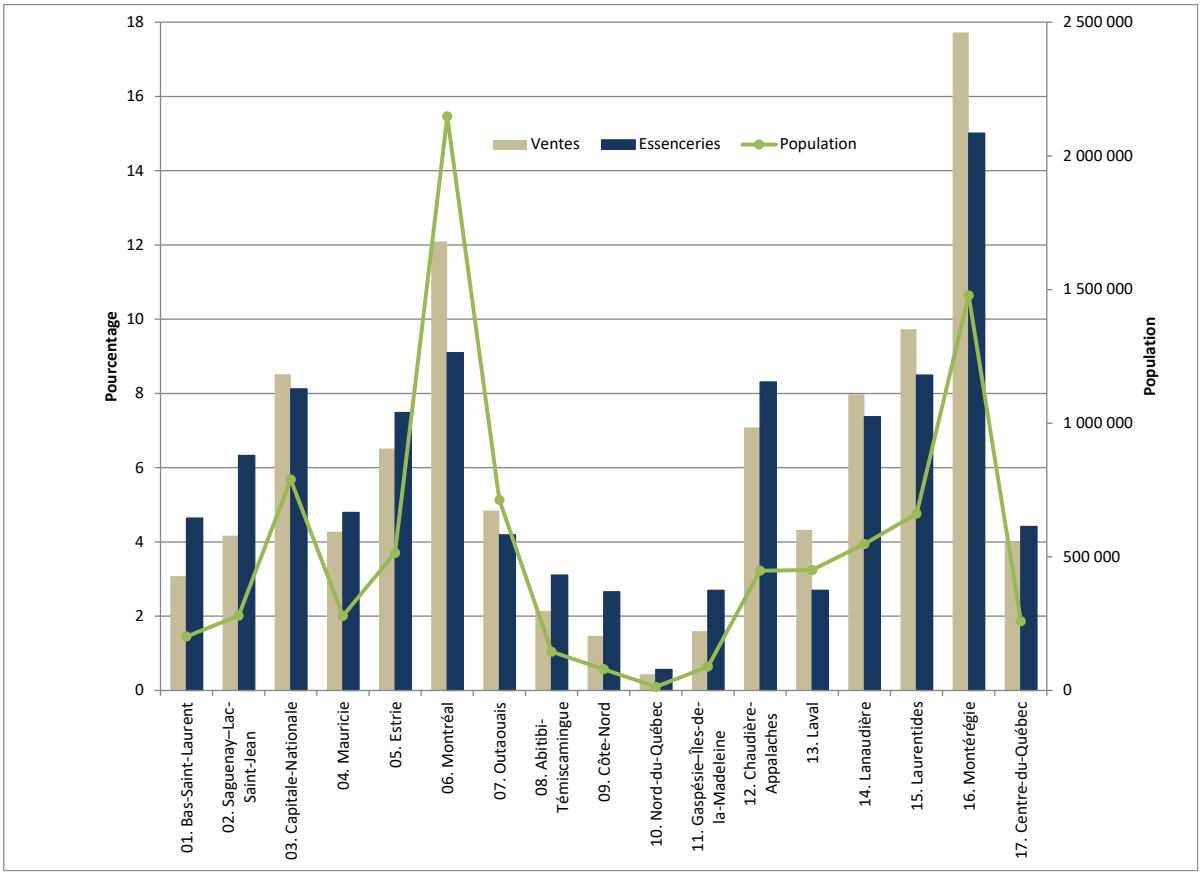
1. *Certains des résultats présentés au tableau sont arrondis. Ainsi, les totaux pourraient différer de ceux que le lecteur pourrait obtenir en les recalculant à partir des données arrondies.*
2. *Variation par rapport à 2016.*
3. *Calculé à partir des essenceries pour lesquelles le volume annuel de ventes est disponible.*

[16] Augmentation des ventes par établissement et optimisation du nombre d'établissements.

[18] Le graphique 1, ci-après, présente la répartition du nombre d'essenceries et des ventes d'essence et de diesel par région administrative, en 2024. Les trois régions qui comptent le plus grand nombre d'essenceries en opération sont la Montérégie (401), Montréal (243) et les Laurentides (227). La région de Chaudière-Appalaches suit d'assez près, avec 222 essenceries.

[19] En termes de volumes de ventes, la Montérégie prend les devants avec 17,7 % du total des volumes vendus en 2024 (soit 1 496 ML sur 8 437 ML). Les ventes de carburant totalisent 1 021 ML dans la région de Montréal (soit 12,1 %) et 821 ML dans les Laurentides (soit 9,7 %). À elles trois, ces régions administratives totalisent 39,6 % des ventes au Québec. Cette situation s'explique en bonne partie par le fait que ces régions regroupent, collectivement, 47,1 % de la population du Québec.

Graphique 1 : Répartition du nombre d'essenceries et des ventes d'essence et de diesel par région administrative au Québec (%), en comparaison avec la population, 2024



Source : Régie de l'énergie et *décrets 1836-2023, 1516-2021 et 1099-2019*

2.2. Nombre d'essenceries en opération au Québec

[20] Les différents recensements de la Régie indiquent que le nombre d'essenceries en opération au Québec est à la baisse depuis plusieurs années. Or, une accélération de cette tendance est observée depuis 2022. En effet, le tableau B, ci-après, montre qu'entre 2022 et 2024, 160 essenceries ont cessé leurs activités, 19 ont rouvert et seulement 33 nouvelles essenceries ont ouvert leurs portes, pour une variation nette de 108 essenceries en moins. Cette variation nette, calculée sur deux années dans le cadre du Recensement 2024, est environ deux fois plus élevée que celles observées lors des deux derniers recensements, lesquels portaient chacun sur une période de trois années.

Tableau B : Ouvertures et fermetures d'essenceries au Québec, de 2019 à 2024

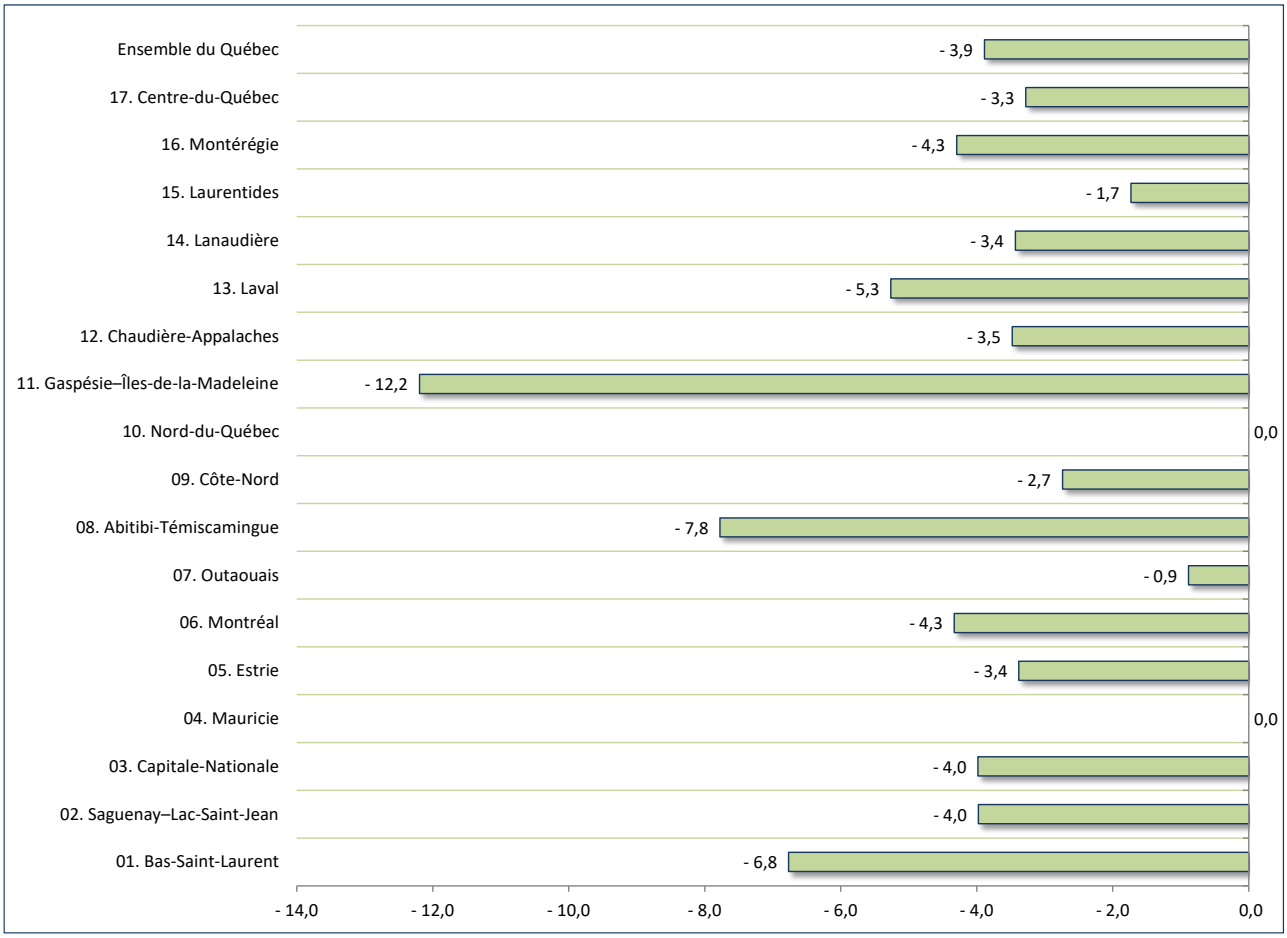
	2019 [1]	2022	2024
Fermetures	219	147	160
Nouvelles essenceries	138	75	33
Réouvertures	26	30	19
Variation nette	**-55**	**-42**	**-108**

Source : Régie de l'énergie
Note :
1. Par rapport à 2016.

[21] Cette forte diminution du nombre net d'essenceries au cours des deux dernières années a été plus marquée dans les régions ayant, au départ, le plus grand nombre d'essenceries. Ainsi, Montréal et la Montérégie comptent, collectivement, 29 fermetures nettes. Pour sa part, la Montérégie se démarque avec 87 fermetures nettes entre 2019 et 2024, soit près de 58,0 % des fermetures nettes pour l'ensemble du Québec.

[22] En analysant la situation du point de vue de la variation de l'offre, il semble que la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (baisse nette de 12,2 % du nombre net d'essenceries), l'Abitibi-Témiscamingue (baisse de 7,8 %) et le Bas-Saint-Laurent (baisse de 6,8 %) soient les régions les plus durement touchées, tel que l'illustre le graphique 2.

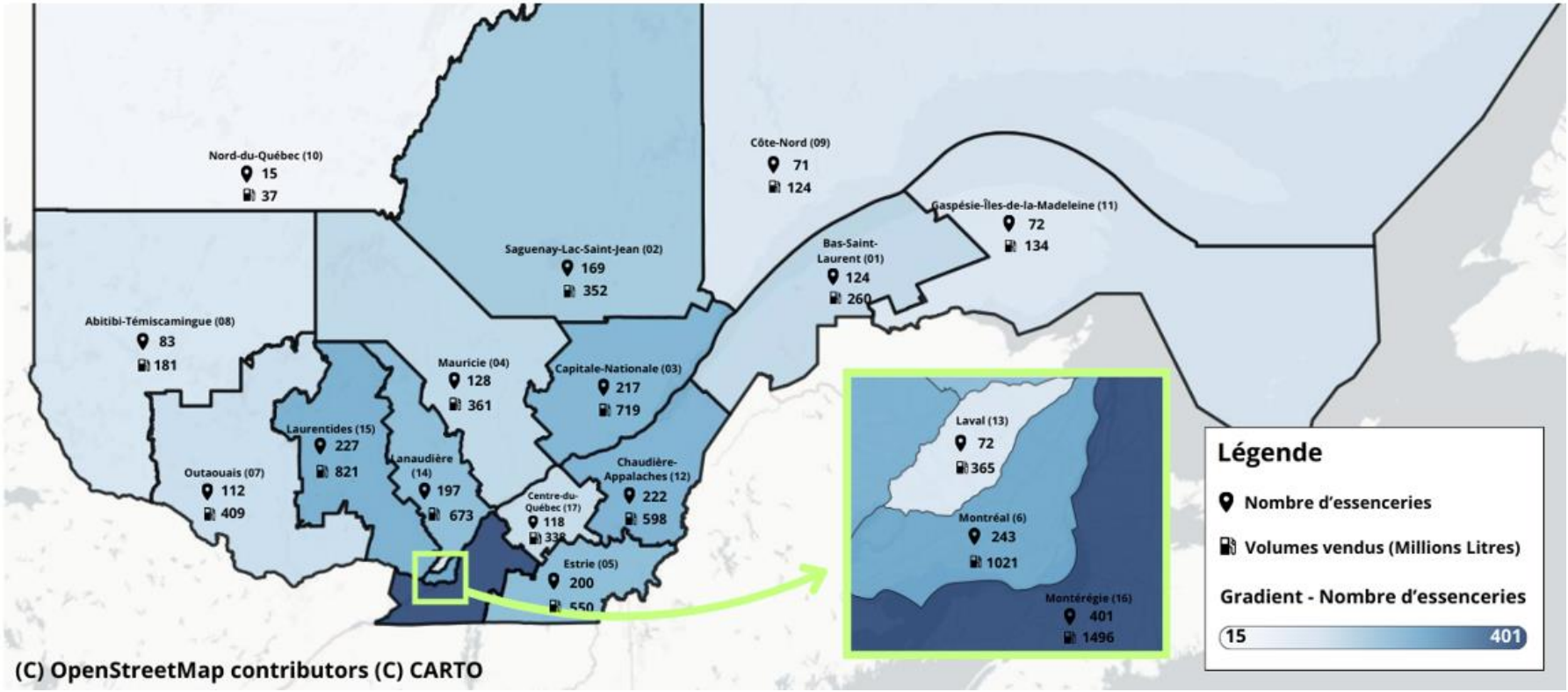
Graphique 2 : Variation du nombre d'essenceries par région administrative du Québec entre 2022 et 2024 (%)



Source : Régie de l'énergie

[23] Par ailleurs, tel que l'illustre la carte 1, l'offre des essenceries au Québec par région administrative est surtout concentrée dans les secteurs à plus forte densité de population. Les régions ayant une coloration plus forte dans la carte présentent un nombre plus élevé d'essenceries : la Montérégie, Montréal, la Capitale-Nationale, l'Estrie et les Laurentides sont du nombre.

Carte 1 : Emplacement des essenceries par région au Québec, 2024



Source : Régie de l'énergie

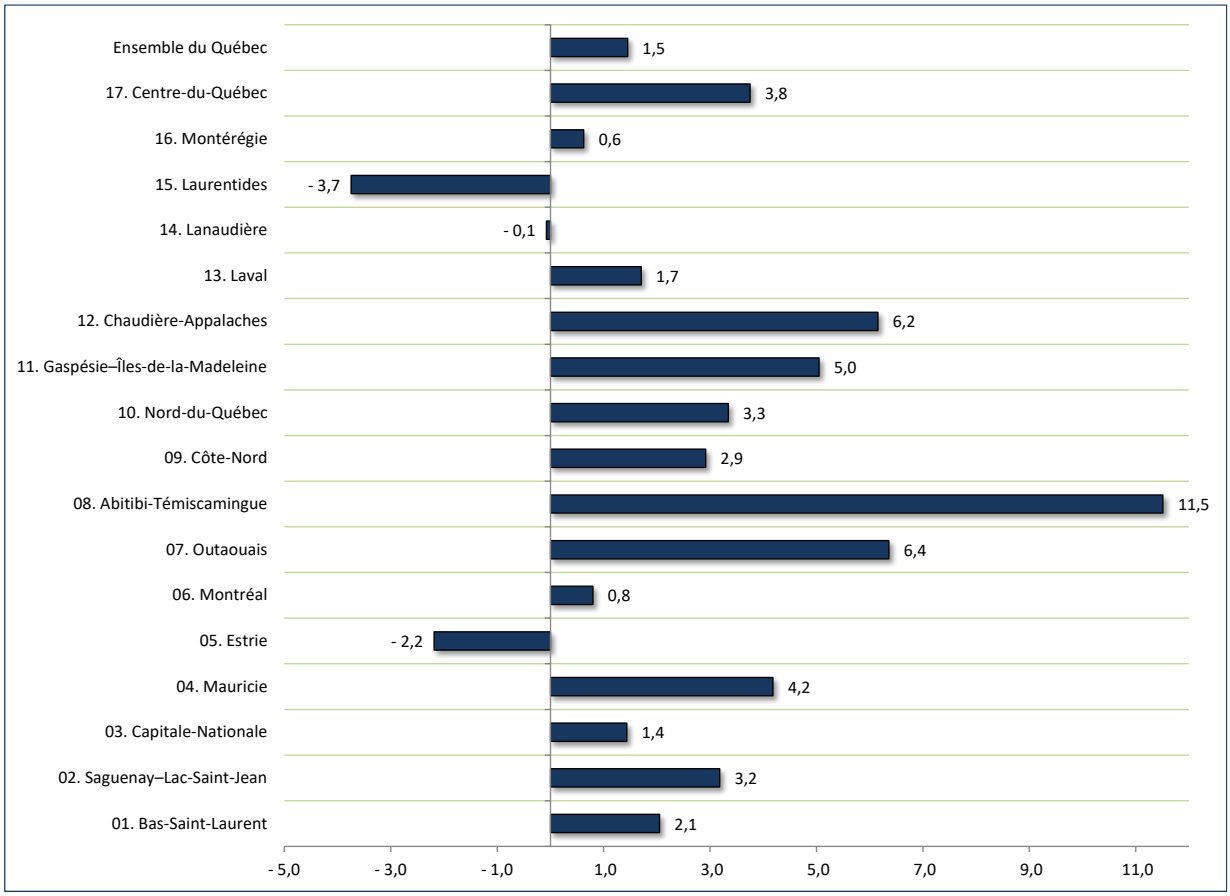
2.3. VOLUMES DE VENTES DES ESSENCERIES

[24] La carte 1 illustre également que les régions administratives de Montréal et de la Montérégie se démarquent en vendant, chacune, plus de 1 000 millions de litres de carburant annuellement. Pour sa part, le Nord-du-Québec affiche un volume de ventes beaucoup plus faible, avec seulement 37 millions de litres vendus par année.

[25] Plus précisément, le volume annuel des ventes d'essence et de diesel au Québec a augmenté de 1,5 % en 2024 par rapport à 2022, passant de 8 316 ML à 8 437 ML, tel que l'indique le tableau 1 de l'annexe 1. Globalement, les consommateurs ont donc acheté 120 ML d'essence et de diesel de plus en 2024 que deux ans auparavant.

[26] Le graphique 3, qui suit, illustre que les régions de l'Abitibi-Témiscamingue (11,5 %), de l'Outaouais (6,4 %) et de Chaudière-Appalaches (6,2 %) ont connu les plus plus fortes croissance de ventes par essencerie depuis 2022. À l'inverse, les Laurentides et l'Estrie ont enregistré des diminutions respectives de 3,7 % et 2,2 % de leur volume de ventes entre 2022 et 2024.

Graphique 3 : Variation des ventes d'essence et de diesel par région administrative du Québec entre 2022 et 2024 (%)



Source : Régie de l'énergie

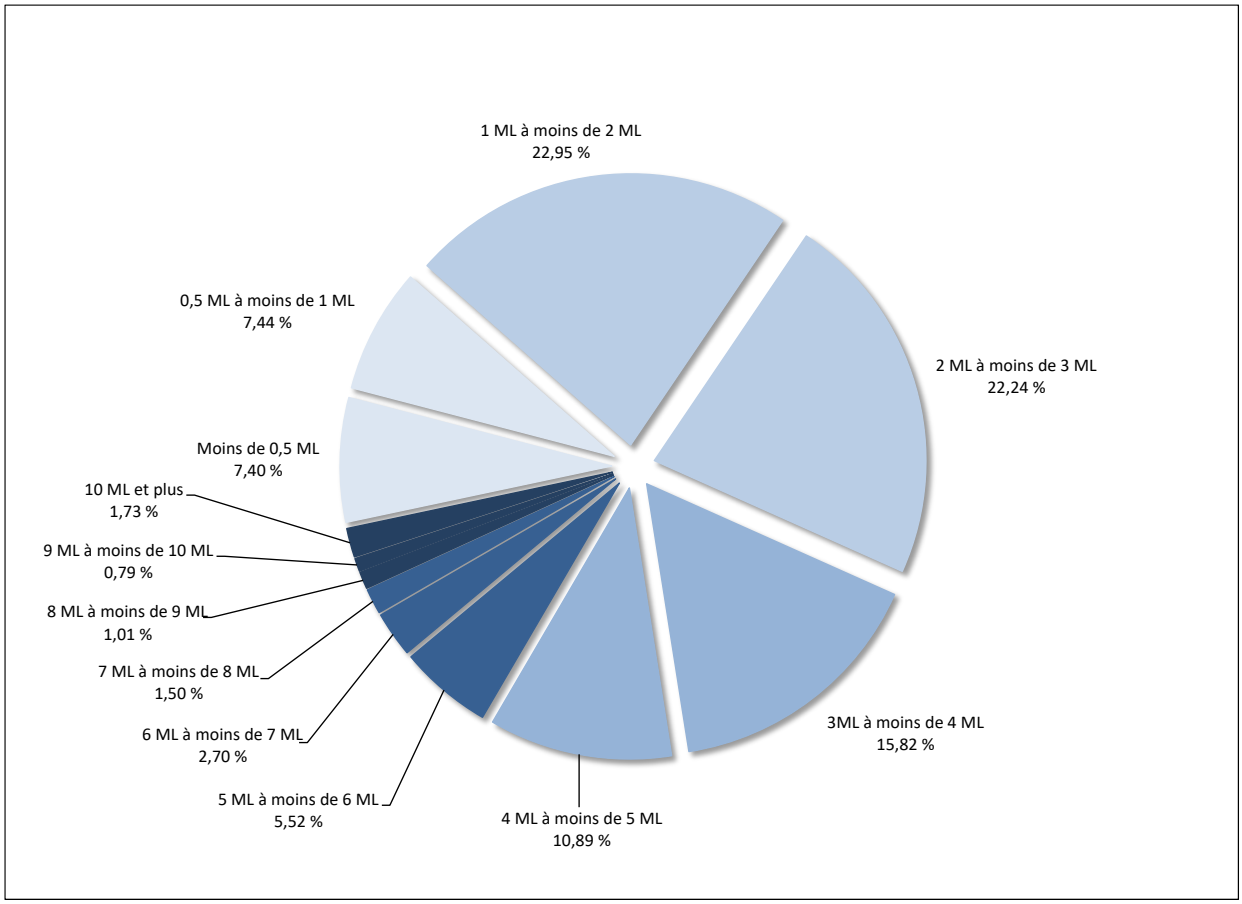
[27] La variation des volumes de vente par essencerie suit la même tendance que celle observée pour les volumes vendus. Le tableau 1 de l'annexe 1 montre en effet que le volume annuel de ventes par essencerie est passé de 3,00 ML en 2022 à 3,17 ML en 2024, ce qui représente une augmentation de 5,6 %. Cette progression témoigne d'une évolution du marché vers un modèle d'affaires plus efficace, où un nombre réduit d'essenceries supporte un volume de ventes croissant.

[28] Cette augmentation des ventes par établissement, entre 2022 et 2024, s'observe surtout en Abitibi-Témiscamingue (20,9 %), en Gaspésie-îles-de-la-Madeleine (19,6 %) et dans Chaudière-Appalaches (10,5 %).

[29] C'est à Laval (5,14 ML/an), à Montréal (4,22 ML/an) et en Montérégie (3,76 ML/an) que les ventes de carburant par essencerie sont les plus importantes et seule la région des Laurentides (- 2,0 %) a vu son volume de vente par essencerie baisser en 2024, par rapport à 2022.

[30] Le tableau 2 de l'annexe 1 présente une ventilation des essenceries selon les intervalles de volumes vendus, ce qui permet de mieux visualiser les tendances du marché, en termes de volume de vente par essencerie. Ce tableau montre que, bien que le nombre des essenceries à faible débit (moins de 3 ML de ventes par année) ait diminué depuis 2019, confirmant la tendance observée au cours des recensements précédents, elles sont encore bien présentes au Québec (près de 60,0 % du nombre total des essenceries). À cet égard, le graphique 4, qui suit, illustre que les essenceries vendant moins de 2 ML occupent plus du tiers du marché en 2024 (37,8 %) et que les essenceries dont les ventes varient de 2 à moins de 3 ML, représentant 22,2 % de l'offre.

Graphique 4 : Répartition du nombre d'essenceries par intervalle de volumes d'essence et de diesel vendus au Québec, 2024 (%)



Source : Régie de l'énergie

[31] Le tableau 3 de l'annexe 1 montre que les essenceries vendant de 1 ML à moins de 2 ML par année se situent surtout dans les régions de la Côte-Nord et de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine. Les essenceries vendant de 2 ML à moins de 3 ML par année se retrouvent, quant à elles, principalement en Montérégie et au Saguenay-Lac-Saint-Jean.

[32] Par ailleurs, les essenceries dont le volume annuel des ventes est élevé (7 ML et plus) ont gagné une part de marché, passant de 4,2 % en 2022 à 5,0 % en 2024. Ces établissements se situent principalement dans les régions de l'Outaouais (11,6 %), de Montréal (10,3 %) et de Laval (12,5 %).

Ce sont les régions de la Montérégie (3,5 %) et du Centre du Québec (3,4 %) qui comptent le plus grand nombre d'essenceries vendant 10 ML et plus de carburant par année.

[33] Enfin, le tableau 4 de l'annexe 1 montre que 2 668 des 2 671 essenceries en opération au Québec vendent de l'essence et que 2 114 d'entre elles vendent du carburant diesel. Ainsi, en 2024, les essenceries offrant du carburant diesel représentent 79,1 % du marché, soit une proportion presque identique à celle observée lors du précédent recensement (78,7 %). Les ventes de carburant diesel totalisent un volume de 632 ML en 2024, soit une baisse de 6,6 % par rapport à 2022. Ces ventes sont principalement associées aux régions de la Montérégie, des Laurentides et de Lanaudière (collectivement, 226 ML, soit 35,8 % des ventes totales de ce produit). Il importe cependant de rappeler ici que le volume réel de carburant diesel vendu au Québec est vraisemblablement supérieur à la donnée du Recensement, puisqu'une portion importante du diesel est vendu au Québec à partir de dépôts à approvisionnement sélectif par carte dont les ventes ne sont pas prises en compte dans le Recensement.

2.4. Données démographiques et géographiques

[34] L'évolution du marché de la vente au détail d'essence et de diesel peut être influencée par certains facteurs démographiques ou géographiques, tels que la croissance et l'étalement de la population, ainsi que l'étendue du territoire.

[35] En 2024, la population du Québec a augmenté, mais à un rythme plus lent que les années précédentes, tel que l'indique le tableau 5 de l'annexe 1. Entre 2022 et 2024 la croissance démographique a été de 2,1 %, soit moins de la moitié de celle observée entre 2019 et 2022 (5,9 %). Il convient néanmoins de rappeler que seulement deux ans, plutôt que les trois habituels, séparent les deux derniers recensements. Tenant compte de cette réserve, il semble que la région des Laurentides, habituellement en tête pour la croissance de population au Québec, n'enregistre qu'une progression de 0,6 %. Des baisses de population sont également observées sur la Côte-Nord (- 0,8 %) et en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (- 1,0 %). C'est dans la région de Montréal que

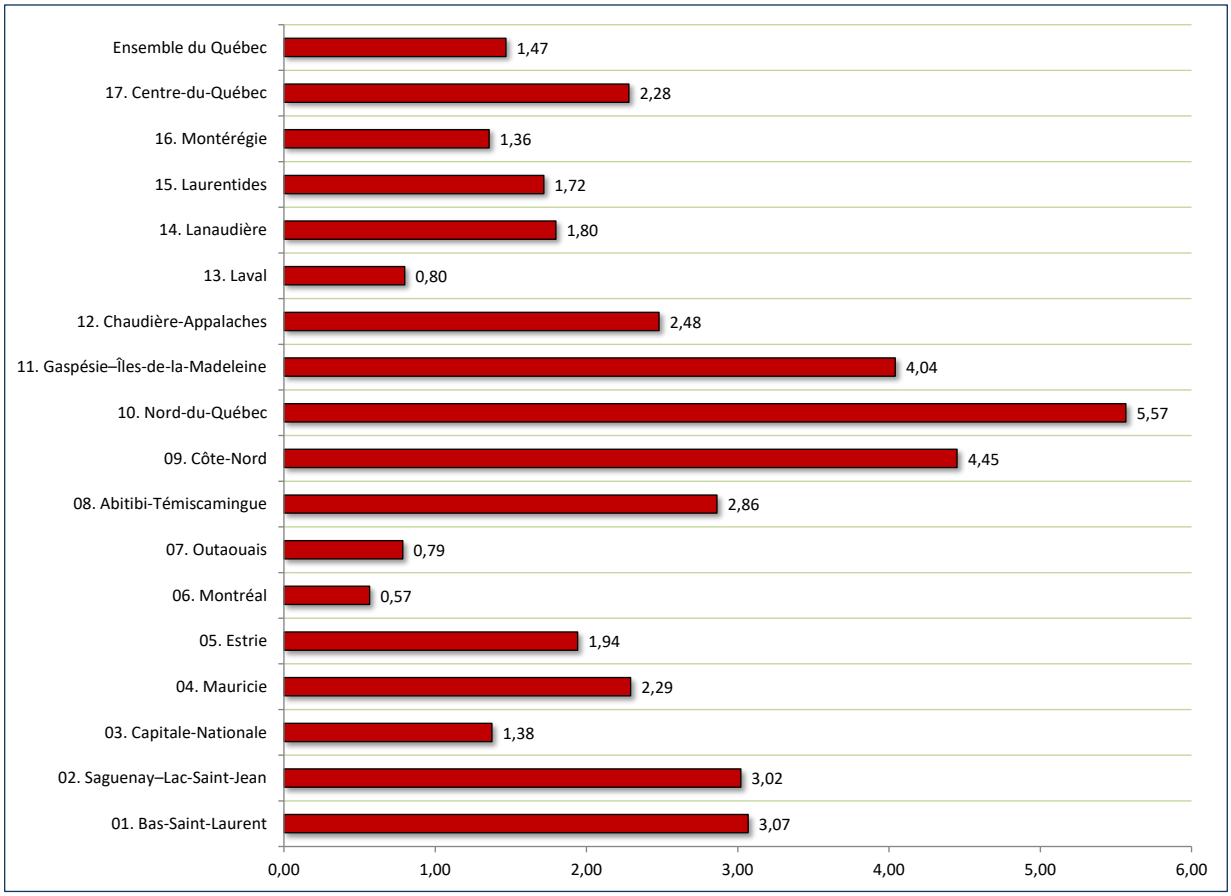
la croissance de la population est la plus élevée, avec une augmentation de 4,8 %, suivie de l'Outaouais, avec une augmentation de 2,2 %. Les régions de Montréal et de Laval présentent également les densités de population les plus élevées par kilomètre carré (km^2).

[36] La densité des essenceries peut se calculer de deux manières. D'abord en mettant en relation le nombre d'essenceries d'une région et le territoire couvert. Suivant cette approche, la moyenne québécoise des essenceries par km^2 est de 0,005. Seules les régions de la Côte-Nord, du Nord-du-Québec, de la Gaspésie-îles-de-la-Madeleine, de l'Abitibi-Témiscamingue et de la Maurice se situent sous ce seuil moyen.

[37] La seconde approche consiste à mettre en relation le nombre d'essenceries d'une région et sa population. Le graphique 5, ci-après, montre le Nord-du-Québec dispose du plus grand nombre d'essenceries par habitant, soit 5,57 essenceries pour 5 000 habitants. Ce ratio est stable dans cette région depuis 2019, bien qu'il s'agisse du territoire le moins densément peuplé du Québec, avec 0,04 individu par km^2. La Côte-Nord et la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine suivent (respectivement, 4,45 essenceries et 4,04 essenceries pour 5 000 habitants), bien que ce soit dans cette dernière région que l'offre d'essenceries par 5 000 habitants a le plus diminué entre 2022 et 2024 (-11,3 %).

[38] Par opposition, les régions de Montréal (0,57 essencerie par 5000 habitants) et de Laval (0,80 essencerie par 5000 habitants) disposent d'une faible densité d'essenceries par habitant, malgré leurs populations croissantes.

Graphique 5 : Nombre d'essenceries par 5 000 habitants, par région administrative du Québec, 2024

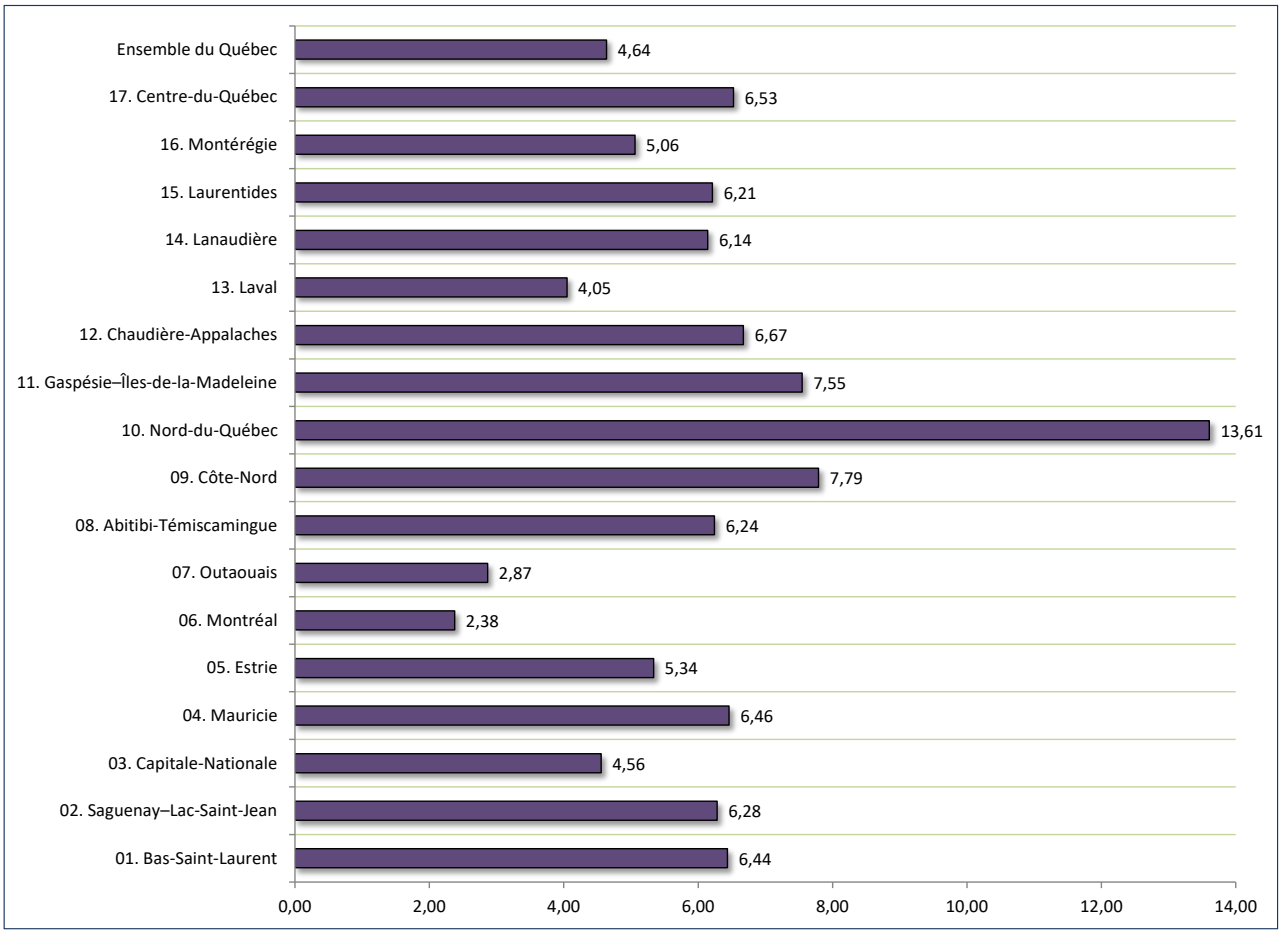


Source : Régie de l'énergie

[40] Le graphique 6 présente, quant à lui, le volume annuel de ventes par 5 000 habitants. C'est dans la région du Nord-du-Québec, la moins densément peuplée du Québec, que le volume annuel des ventes par 5 000 habitants est le plus élevé (13,61 ML vendus par 5 000 habitants). Par comparaison, le volume annuel des ventes par 5 000 habitants de Montréal n'est que de 2,38 ML. Il est probable que l'utilisation de véhicules à forte consommation de carburant est plus fréquente dans les régions ne disposant pas d'infrastructures de transport collectif bien développées. Ceci permettrait également d'expliquer que le volume annuel des ventes par 5 000 habitants des

régions de Montréal, de Laval, de la Capitale-Nationale et de l'Outaouais soient plus faibles que pour la moyenne du Québec.

Graphique 6 : Volume annuel de ventes par 5 000 habitants, par région administrative, 2024 (ML)



Source : Régie de l'énergie

2.5. MODÈLES COMMERCIAUX DES ESSENCERIES

NOTE : Une récapitulation de l'ensemble des modèles commerciaux dont il est question dans la présente section se trouve au tableau 6 de l'annexe 1.

[41] En 2024, le modèle commercial le plus répandu demeure l'« *essencerie jumelée à un dépanneur* »[17], avec service ou libre-service[18]. Ce modèle représente 87,4 % du marché en termes de nombre d'essenceries et est associé à 86,1 % des volumes de ventes, tel que l'illustrent le graphique 7, qui suit, et le tableau 6 de l'annexe 1. Il ne s'agit que d'un très léger recul de la fréquence de ce modèle par rapport à 2022 (-0,1 %).

[42] Aucun modèle commercial n'a connu de croissance entre 2022 et 2024; voire, les essenceries de type « *gaz bar* »[19] et celles jumelées à un petit commerce ont vu leur fréquence diminuer, respectivement, de 26,7 % et 18,1 %, alors que cette fréquence avait augmenté lors du dernier recensement. Les baisses les plus importantes sont observées pour les modèles commerciaux d'essencerie jumelée à un service de restauration (-46,1 %) et à un atelier mécanique (-31,9 %).

[43] Le modèle des « *essenceries seules* », aussi identifiées comme essenceries de type « *poste autonome* », qui permettent la vente de l'essence à la carte, sans commis ni cabine, a maintenu sa distribution en 2024 (13 essenceries), par rapport à 2022.

[44] Bien que le modèle de type « *libre-service* » demeure omniprésent, atteignant 81,8 % des essenceries en 2024, son nombre absolu a diminué de trois essenceries par rapport à 2022. Il s'agit de la première baisse observée depuis 2010. Ce modèle commercial est associé à 89,4 % des volumes de carburant vendus au Québec.

---

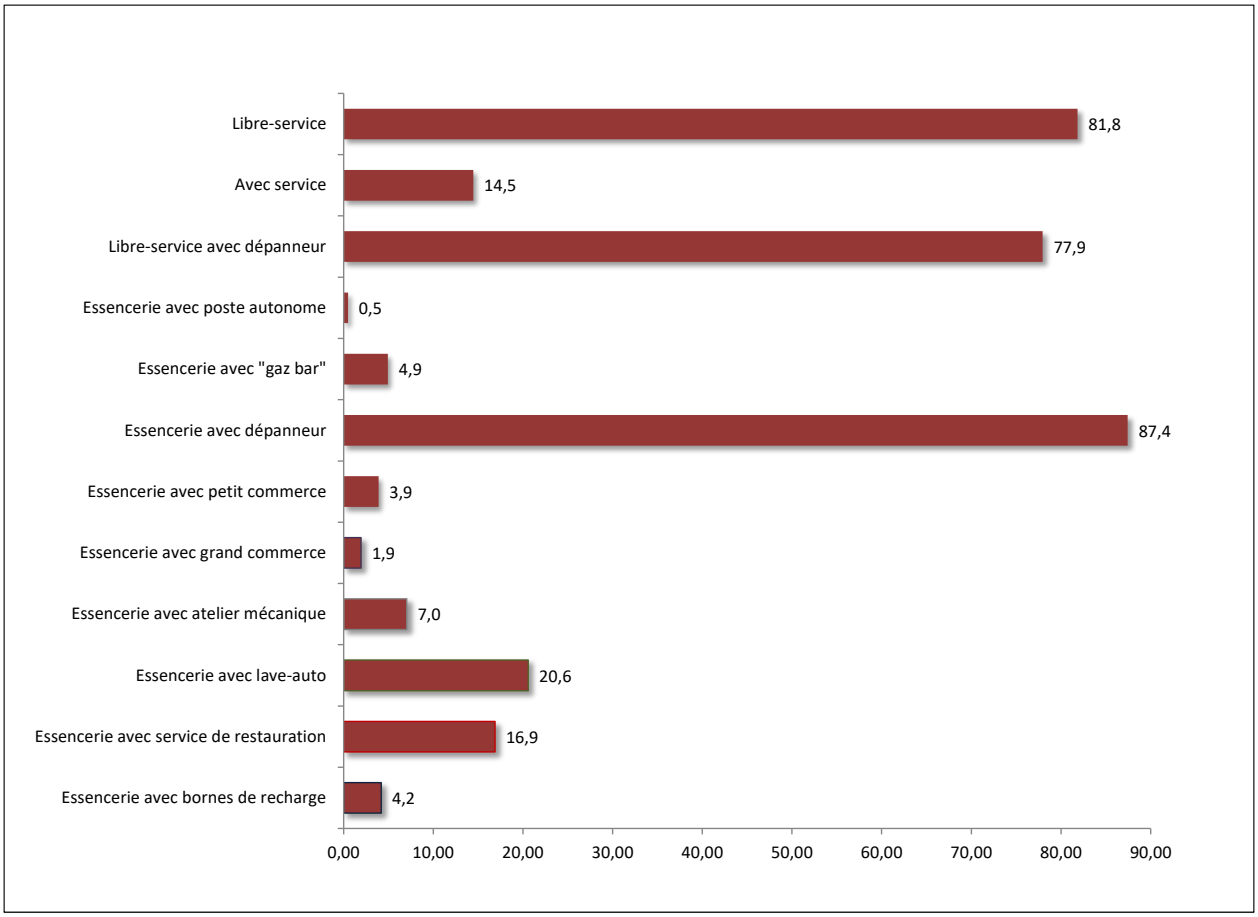
17 Essencerie jumelée à un magasin de produits de consommation et alimentaires courants.

18 Respectivement, essencerie où le plein de carburant d'un véhicule automobile est effectué par un employé de l'essencerie et essencerie où le client doit lui-même faire le plein de carburant de son véhicule automobile.

19 Essencerie avec employés qui n'est jumelée à aucun autre commerce.

[45] Par ailleurs, bien que le modèle commercial d'« *essencerie jumelée avec un grand commerce* »[20] soit stable depuis 2022, en termes de nombre d'essenceries, le volume annuel de ventes qui y est associé a atteint 16,27 ML par essencerie en 2024, soit une augmentation de 10,1 % par rapport à 2022. Ce modèle commercial occupe actuellement 1,9 % du marché .

Graphique 7 : Répartition du nombre d'essenceries selon le modèle commercial au Québec, 2024 (%)



Source : Régie de l'énergie

[20] Essencerie jumelée à un magasin à grande surface et opérant sous une bannière affiliée à ce magasin.

[46] Depuis le recensement de 2019, la Régie collige des données sur les essenceries offrant un service de bornes de recharge pour véhicule électrique, considérant que cet élément est intrinsèque au modèle commercial.

[47] Le tableau C, qui suit, permet d'observer que le nombre d'essenceries offrant le service de bornes de recharge pour voiture électrique est passé de 130 à 112 entre 2022 et 2024, soit une baisse de 13,8 %. Les essenceries offrant le service de bornes de recharge sont cependant présentes dans 16 régions administratives en 2024, soit deux de plus qu'en 2022 et six de plus qu'en 2019.

[48] En 2024, un total de 432 bornes de recharge est disponible dans les essenceries du Québec, soit environ deux fois le nombre observé au dernier recensement (241). Cette croissance du nombre de bornes pourrait s'expliquer par la croissance du parc de véhicules électriques légers, qui est passé de 168 544 à 245 116 entre 2022 et 2023, selon l'Institut de la Statistique du Québec[21].

[49] Aucune essencerie en Abitibi-Témiscamingue, ni sur la Côte-Nord n'offrait le service de bornes de recharge en 2019 ou en 2022. Néanmoins, depuis 2024, une essencerie de chacune de ces régions offre, respectivement, le service de 9 et 6 bornes de recharge. La région administrative de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine compte également 2 bornes dans la seule essencerie de la région qui offre ce service.

[21] Part des véhicules électriques légers en circulation, ensemble du Québec, 2014 à 2023; Vitrine statistique sur le développement durable, Institut de la statistique du Québec.

Tableau C : Offre de bornes de recharge pour véhicule électrique dans les essenceries au Québec, de 2019 à 2024

Région administrative		Essenceries offrant le service de bornes de recharge pour voiture électrique					
		Nombre d'essenceries			Nombre total de bornes disponibles		
		2019	2022	2024	2019	2022	2024
1	Bas-Saint-Laurent	2	8	5	3	12	19
2	Saguenay-Lac-Saint-Jean	2	14	6	2	19	11
3	Capitale-Nationale	1	9	9	2	23	52
4	Mauricie	1	5	6	1	6	25
5	Estrie	0	11	7	0	18	17
6	Montréal	0	5	6	0	8	25
7	Outaouais	1	3	4	2	6	9
8	Abitibi-Témiscamingue	0	0	1	0	0	9
9	Côte-Nord	0	0	1	0	0	6
10	Nord-du-Québec	0	0	0	0	0	0
11	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	0	2	1	0	4	2
12	Chaudière-Appalaches	7	6	11	20	19	63
13	Laval	0	2	3	0	5	15
14	Lanaudière	4	11	7	8	15	12
15	Laurentides	12	22	16	22	34	59
16	Montérégie	6	21	18	12	36	70
17	Centre-du-Québec	2	11	11	2	36	38
	Ensemble du Québec	**38**	**130**	**112**	**74**	**241**	**432**

Source : Régie de l'énergie

[50] Considérant que les heures d'ouvertures des essenceries du Québec n'ont varié que marginalement depuis 2019, la Régie limite son analyse à ce qui a été observé en 2024. Ainsi, le tableau D montre que 98,8 % des essenceries sont ouvertes à l'année, que 33,1 % des essenceries sont ouvertes 24 h par jour et que 15,4 % d'entre elles sont ouvertes 18 h par jour.

Tableau D : Statistiques des heures d'ouverture des essenceries au Québec, 2024

	Région administrative	Essenceries					
		Nombre			Pourcentage		
		18h/jour	24h/jour	À l'année	18h/jour	24h/jour	À l'année
1	Bas-Saint-Laurent	13	16	120	0,5	0,6	4,5
2	Saguenay–Lac-Saint-Jean	15	32	168	0,6	1,2	6,3
3	Capitale-Nationale	61	74	212	2,3	2,8	7,9
4	Mauricie	14	32	127	0,5	1,2	4,8
5	Estrie	19	57	190	0,7	2,1	7,1
6	Montréal	25	164	243	0,9	6,1	9,1
7	Outaouais	18	40	111	0,7	1,5	4,2
8	Abitibi-Témiscamingue	12	10	83	0,4	0,4	3,1
9	Côte-Nord	11	13	70	0,4	0,5	2,6
10	Nord-du-Québec	1	2	15	0,0	0,1	0,6
11	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	10	5	71	0,4	0,2	2,7
12	Chaudière-Appalaches	38	39	214	1,4	1,5	8,0
13	Laval	5	47	71	0,2	1,8	2,7
14	Lanaudière	44	79	196	1,6	3,0	7,3
15	Laurentides	42	81	226	1,6	3,0	8,5
16	Montérégie	68	161	407	2,5	6,0	15,2
17	Centre-du-Québec	14	33	115	0,5	1,2	4,3
Ensemble du Québec		**410**	**885**	**2 639**	**15,4**	**33,1**	**98,8**

Source : Régie de l'énergie

2.6. STRUCTURE COMMERCIALE ET CONCENTRATION DU MARCHÉ

NOTE : Une récapitulation de l'ensemble des structures commerciales dont il est question dans la présente section se trouve au tableau 7 de l'annexe 1.

[51] Afin de mieux comprendre la structure commerciale des essenceries du marché québécois et d'en obtenir un portrait plus détaillé, la Régie a défini, dans le cadre des précédents recensements, l'ensemble des structures présentes dans le domaine et a demandé aux répondants des essenceries d'identifier la structure correspondant le mieux à leur type d'exploitation.

[52] Ainsi, le tableau E, ci-après, et le tableau 7, en annexe 1, montrent que la structure « *détaillant corporatif* » est le modèle d'affaires le plus fréquent au Québec (1 156 essenceries). Cette structure représente 43,3 % des essenceries en opération (soit une baisse de 1,2 % par rapport à 2022) et est associée à 59,8 % des volumes de ventes d'essence et de diesel sur le marché québécois. Le « *détaillant corporatif* » exploite une essencerie, sans être propriétaire du site. Le site est sous la responsabilité d'un distributeur-grossiste qui l'approvisionne et qui décide du prix de vente au détail du carburant. Ce type de détaillant est donc lié à un centre de prix.

Tableau E : Nombre d'essenceries et volume vendu, par structure commerciale, 2022 et 2024

Structure commerciale	Nombre d'essencerie		Répartition du nombre d'essenceries (%)		Lié à un centre de prix	Volume moyen annuel de vente (ML)		Répartition du volume moyen (%)	
	2022	2024	2022	2024		2022	2024	2022	2024
Détaillant corporatif	1 170	1 156	42,1	43,3	oui	4 958	5 044	59,6	59,8
Concessionnaire affilié	669	613	24,1	23,0	oui	1 490	1 436	17,9	17,0
Concessionnaire indépendant	656	557	23,6	20,9	non	1 247	1 094	15,0	13,0
Détaillant affilié	59	52	2,1	1,9	non	72	62	0,9	0,7
Détaillant distributeur	155	221	5,6	8,3	non	427	664	5,1	7,9
Détaillant indépendant pur	70	72	2,5	2,7	non	122	138	1,5	1,6
Total	**2 779**	**2 671**	**100**	**100**		**8 316**	**8 437**	**100**	**100**

Source : Régie de l'énergie

[53] Le tableau F présente, quant à lui, les cinq grossistes associés à la catégorie « *détaillant corporatif* » les plus souvent rencontrés en 2024 et précise le nom des bannières exploitées.

Tableau F : Détaillants corporatifs - cinq plus importants grossistes et bannières exploitées, 2024

Détaillants corporatifs	
Nom du grossiste	Nom de la bannière exploitée
Couche-Tard inc.	Couche-Tard, Esso, Irving, Petro-Canada, Shell, Ultramar
Les Pétroles Parkland	Crevier, Petro-Canada, Shell, Ultramar
Sobeys	Shell
Harnois Énergies	Esso, Harnois, Pétro-T
Suncor	Petro-Canada

Source : Régie de l'énergie

[54] Pour sa part, la structure « *détaillant indépendant pur* » ne regroupe que 72 essenceries, soit 2,7 % du marché. Un tel détaillant est propriétaire du site, il s'approvisionne auprès d'un ou des grossistes de son choix et il détermine lui-même son prix de vente au détail. Cette structure commerciale est associée à près de 1,6 % du volume moyen annuel de vente du marché.

[55] Enfin, le « *détaillant affilié* », dont le site est la propriété d'un distributeur-grossiste qui lui fournit le carburant à un prix établi par contrat, est propriétaire du carburant dans les réservoirs et décide du prix de vente au détail de ses produits, sans être lié à un centre de prix. Cette structure, qui est la moins populaire en 2024, est associée à un volume annuel moyen de vente (62 ML/an) inférieur au volume de vente annuel moyen du « *concessionnaire indépendant* »[22] (1 094 ML/an), du « *détaillant distributeur* »[23] (664 ML/an) et supérieur à celui du « *détaillant indépendant pur* » (138 ML/an).

[56] Au 31 décembre 2024, 66,3 %[24] des essenceries sont liées, d'une manière ou d'une autre, à un centre de prix qui leur dicte le prix à afficher. En termes de volume, cela signifie que 76,8 % des volumes d'essence et de diesel sont vendus à un prix déterminé par un centre de prix. Le reste, soit 23,2 %, est vendu à un prix déterminé par le commerçant lui-même.

[57] Le graphique 8, qui suit, permet d'illustrer la répartition des types de structures dans les différentes régions du Québec. La structure « *détaillants corporatifs* », la plus populaire au Québec, est davantage présente dans les régions de Montréal, de la Montérégie et de la Capitale-Nationale. Les régions où se trouve le plus grand nombre de détaillants « *indépendants purs* » sont l'Abitibi-Temiscamingue et la Montérégie. Il convient de noter que deux régions du Québec n'ont aucun détaillant « *indépendant pur* » : la Capitale-Nationale et l'Outaouais.

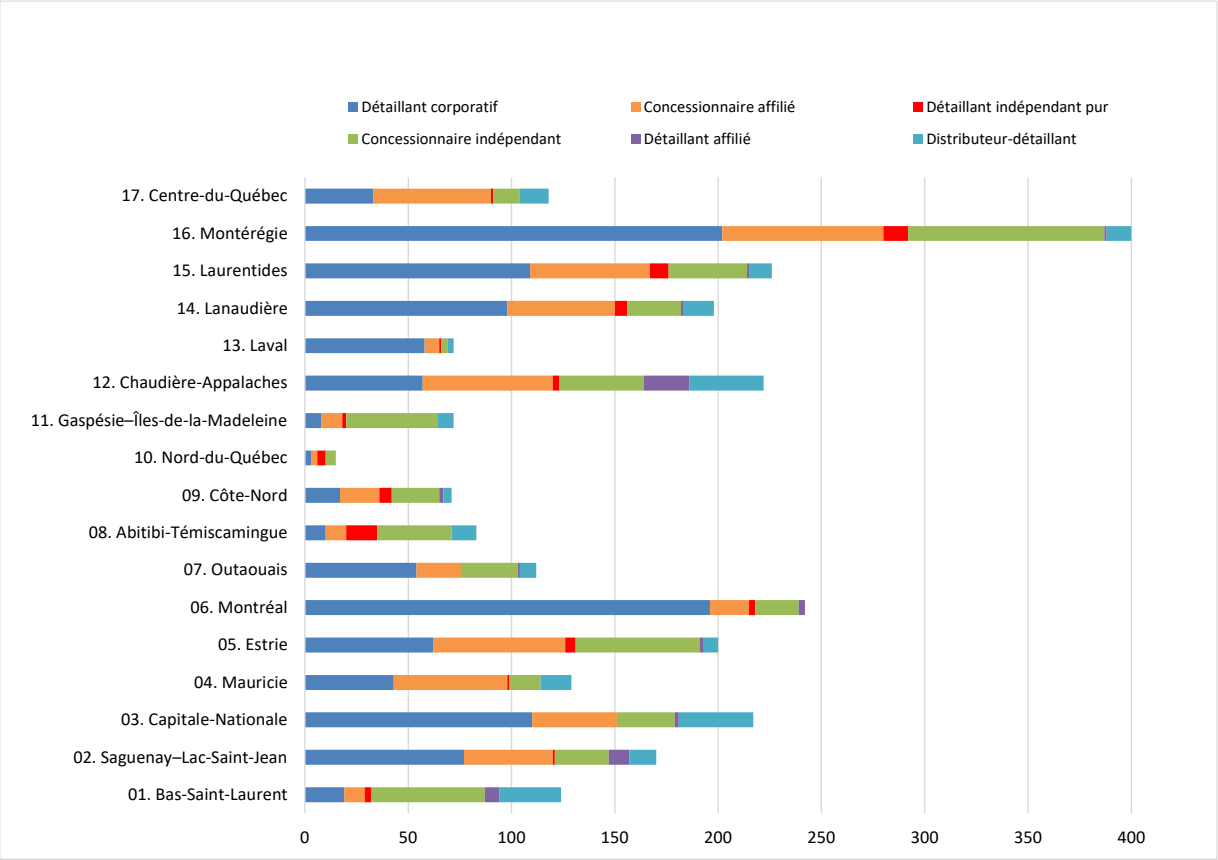
---

22 Détaillant propriétaire de son site, qui s'approvisionne auprès du même distributeur-grossiste avec lequel il a un contrat d'achat. Le concessionnaire indépendant peut vendre son produit au prix qu'il détermine et n'est pas lié à un centre de prix.

23 Détaillant qui est aussi un distributeur-grossiste. Le site est sous sa responsabilité et il est propriétaire du carburant. Ce détaillant-distributeur est responsable des opérations de la station et décide du prix de vente du produit.

24 Les essenceries dont le prix à affiché est dicté par un centre de prix incluent les essenceries ayant une structure commerciale « *détaillant corporatif* » et « *concessionnaire affilié* ».

Graphique 8 : Répartition des essenceries au Québec par structure commerciale, selon le nombre d'essenceries, 2024

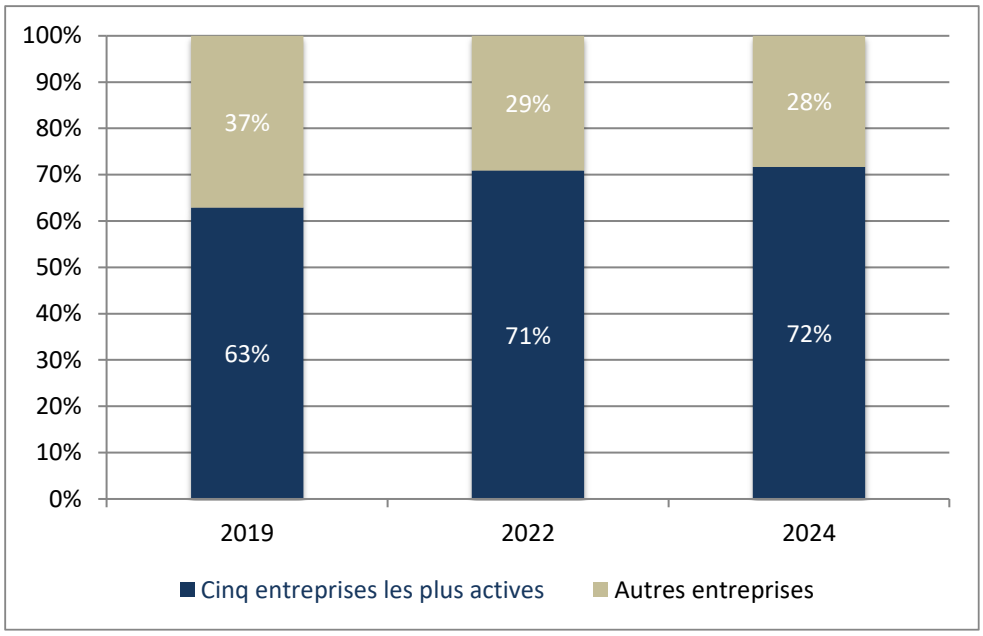


Source : Régie de l'énergie

[58] Bien que les volumes totaux de ventes d'essence et de diesel vendus au Québec semblent évoluer lentement, le graphique 9 illustre les changements à l'organisation du marché depuis 2019. Ainsi, les parts de marché des cinq entreprises les plus actives dans le marché de la vente au détail ou de la distribution de carburant (Couche-Tard, Parkland, Harnois Énergies, Groupe Filgo-Sonic et Pétroles Cadeko) sont passées, en termes de nombre d'essenceries exploitées, de 63 % en 2019, à 72 % en 2024.

[59] En 2010, trois raffineries québécoises comptaient parmi les cinq entreprises les plus actives dans la vente au détail et la distribution de carburant au Québec[25]. En 2024, ne reste plus qu'une raffinerie parmi les cinq entreprises les plus actives, en termes de nombre d'essenceries.

Graphique 9 : Part de marché des cinq entreprises les plus actives dans le marché de la distribution de carburant au Québec selon le nombre d'essenceries, de 2019 à 2024 (%)

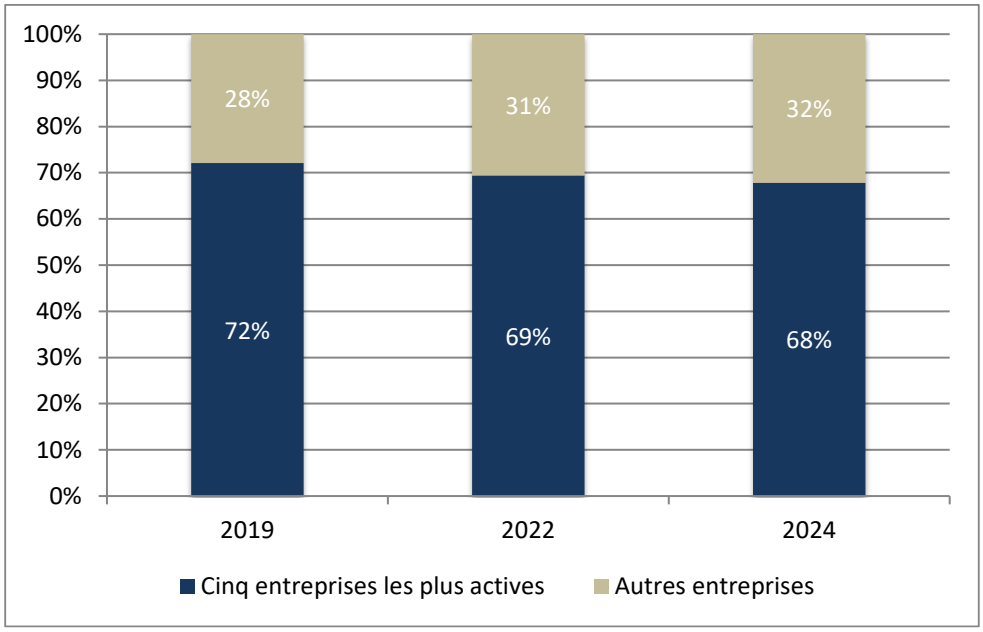


Source : Régie de l'énergie

[60] Le graphique 10 révèle que la part de marché des cinq entreprises les plus actives semble moins importante, selon que l'analyse des données soit faite sous l'angle des volumes vendus ou sur la base du nombre d'essenceries en opération. En effet, les cinq entreprises les plus actives (Couche-Tard, Parkland, Sobey's, Harnois Énergies et Suncor), qui représentent 72 % des essenceries, ne vendent que 68 % de l'essence et du diesel au Québec en 2024, ce qui est inférieur à ce qui pouvait être observé en 2019.

[25] Portrait du marché québécois de la vente au détail d'essence et de diesel - Recensement des essenceries en opération au Québec au 31 décembre 2019, novembre 2020, page 30.

Graphique 10 : Part de marché des cinq entreprises les plus actives dans le marché de la distribution de carburant au Québec, selon les volumes vendus, de 2019 à 2024 (%)



Source : Régie de l'énergie

[61] En 2024, la vente au détail d'essence et de diesel au Québec demeure concentrée entre ces cinq acteurs, comme l'indique le tableau G. Le classement des principaux acteurs, tant sur la base du nombre des essenceries que sur celle des volumes vendus, a peu changé depuis 2019.

Tableau G : Part de marché, sur la base des volumes vendus, des cinq entreprises les plus actives sur le marché de la vente au détail, de 2019 à 2024

Année	2019		2022		2024	
Entreprise	Nom	Part de marché (%)	Nom	Part de marché (%)	Nom	Part de marché (%)
	Couche-Tard inc.	22%	Couche-Tard inc.	20%	Couche-Tard inc.	18%
	Les Pétroles Parkland	15%	Les Pétroles Parkland	17%	Les Pétroles Parkland	17%
	Suncor Energy	12%	Harnois Énergies	13%	Harnois Énergies	14%
	Harnois Énergies	12%	Suncor Energy	10%	Suncor Energy	10%
	Sobeys*	10%	Sobeys*	10%	Sobeys*	9%

**Filiale de Produits Shell Canada Ltée*

Source : Régie de l'énergie

2.7. RÉSULTATS SELON DIFFÉRENTS DÉCOUPAGES DÉMOGRAPHIQUES ET GÉOGRAPHIQUES

[62] La répartition du nombre d'essenceries en opération au Québec et les volumes d'essence et de diesel vendus selon la taille démographique des municipalités donnent une perspective différente du marché, perspective à laquelle il vaut la peine de s'attarder.

[63] Le tableau H, qui suit, et le tableau 8 de l'annexe 1 montrent qu'en 2024, 1 274 essenceries, soit 47,7 % du total des essenceries en opération au Québec, étaient situées dans des municipalités de 100 000 habitants et plus, ce qui représente une baisse de 4,1 % par rapport à 2022. Par contre, 57,2 % du carburant vendu au Québec l'ont été dans ces mêmes municipalités, ce qui correspond à une augmentation marginale (0,5 %) depuis 2022. Bien que non incluses au tableau H, pour des raisons de lisibilité, les données de 2019[26] indiquent que le nombre d'essenceries en opération au Québec situées dans les municipalités de 100 000 habitants et plus avait baissé de 0,6 % par rapport à l'exercice précédent et que le volume de vente y avait augmenté de 3,7 % .

[64] Les municipalités de moins de 5 000 habitants sont, pour leur part, desservies par 691 essenceries, soit 39 essenceries de moins qu'en 2022. La diminution de service observée semble s'accélérer, puisqu'il y avait 12 essenceries de moins dans ces municipalités en 2022 qu'en 2019. Ces 691 essenceries représentent 25,9 % du nombre total des essenceries au Québec et leur volume de ventes représente 18,4 % du total, pour des volumes annuels moyens de ventes de 2,25 ML par essencerie.

[26] Portrait du marché québécois de la vente au détail d'essence et de diesel - Recensement des essenceries en opération au Québec au 31 décembre 2019, page 46.

Tableau H : Nombre d'essenceries et volumes annuels de ventes selon la taille démographique des municipalités et des régions urbaines, en 2022 et 2024

Région[1]	Nombre d'essenceries			Volume annuel de ventes (millions de litres)					
				Total			Par essencerie[2]		
	2022	2024	Var. (%)[3] 2022-2024	2022	2024	Var. (%)[3] 2022-2024	2022	2024	Var. (%)[3] 2022-2024
Régions métropolitaines de recensement de 100 000 habitants et plus									
RMR (100 000 habitants +)-Gatineau	75	75	0,0	310	334	7,7	4,13	4,45	7,7
RMR (100 000 habitants +)-Montréal	784	755	-3,7	3 053	3 010	-1,4	3,91	4,00	2,4
RMR (100 000 habitants +)-Québec	239	226	-5,4	806	830	2,9	3,37	3,69	9,3
RMR (100 000 habitants +)-Saguenay	92	87	-5,4	194	206	6,3	2,10	2,36	12,4
RMR (100 000 habitants +)-Sherbrooke	76	71	-6,6	241	244	1,3	3,17	3,39	6,9
RMR (100 000 habitants +)-Trois-Rivières	63	60	-4,8	197	202	2,1	3,13	3,30	5,5
Total régions de 100 0000 habitants et plus	**1 329**	**1 274**	**-4,1**	**4 802**	**4 825**	**0,5**	**3,62**	**3,79**	**4,7**
Municipalités de moins de 5 000 habitants	730	691	-5,3	1 521	1 550	1,9	2,09	2,25	8,0
Municipalités de 5 000 à 9 999 habitants	180	176	-2,2	562	568	1,0	3,12	3,24	3,9
Municipalités de 10 000 habitants et plus	96	92	-4,2	289	284	-1,6	3,01	3,08	2,6
AR (10 000 - 49 000 habitants)[4]	267	265	-0,7	648	673	3,8	2,43	2,55	5,0
AR (50 000 - 99 000 habitants)[4]	177	173	-2,3	495	538	8,8	2,81	3,11	10,7
Ensemble du Québec	**2 779**	**2 671**	**-3,9**	**8 316**	**8 437**	**1,5**	**3,00**	**3,17**	**5,6**

Source : Régie de l'énergie

Notes :

1. *Selon le recensement de 2016 de Statistique Canada.*
2. *Calculé à partir des essenceries pour lesquelles le volume annuel de ventes est disponible.*
3. *Pour simplifier la présentation, certains des résultats présentés au tableau sont arrondis, soit à une décimale soit à deux décimales. Ainsi, les totaux pourraient différer de ceux que le lecteur pourrait obtenir en les recalculant à partir des données arrondies.*
4. *AR = Arrondissements.*

[65] Les tableaux 10 et 11 de l'annexe 1 montrent qu'en 2024, 411 des 1 099 municipalités du Québec[27] (soit 37,4 %) n'étaient pas desservies par une essencerie. Le nombre de ces municipalités a crû de 4,9 % depuis 2022. La taille des muncipalités, en termes de population, peut expliquer cette situation, puisque la grande majorité des municipalités non desservies, soit 71,0 %, comptent moins de 1 000 habitants. C'est en Outaouais que se trouve la plus forte population non desservie par au moins une essencerie. Il convient néanmoins de noter que cette région est limitrophe avec l'Ontario, dont les essenceries sont soumises à des taxes différentes, ce qui pourrait expliquer la situation.

27 Cantons, municipalités, paroisses, villes et villages.

3. Lien avec les dossiers règlementaires de la Régie

[66] Le Recensement est un outil essentiel qui permet d'obtenir les données du marché de la vente au détail des produits pétroliers sur lesquelles la Régie se base, notamment, pour exercer certaines de ses compétences règlementaires. Ces dernières ont cependant été modifiées récemment par la *Loi assurant la gouvernance responsable des ressources énergétiques et modifiant diverses dispositions législatives*[28] (PL69).

3.1. Fixation d'un montant au titre des coûts d'exploitation

[67] Le PL69, sanctionné le 7 juin 2025 modifie, notamment, l'article 59 de la LRÉ et l'article 67 de la *Loi sur les produits pétroliers*[29] (LPP).

[68] Ces deux articles se lisent désormais comme suit (les modifications apportées sont en gras) :

> « *59. Pour l'application de l'article 67 de la Loi sur les produits pétroliers (chapitre P-30.01) :*
>
> *1° la Régie fixe* ***de sa propre initiative ou à la demande du ministre*** *un montant, par litre, au titre des coûts d'exploitation que doit supporter un détaillant en essence ou en carburant diesel; elle peut fixer des montants différents selon des régions qu'elle détermine;* […] ».
>
> « *67. Lorsque, dans une zone* ***située dans un territoire que le gouvernement peut déterminer par règlement,*** *une entreprise vend au détail de l'essence ou du carburant diesel à un prix inférieur à ce qu'il en coûte à un détaillant de cette zone pour acquérir et revendre ces produits, cette entreprise est présumée exercer ses droits de manière excessive et déraisonnable, contrairement aux exigences de la bonne foi, et commettre une faute envers ce détaillant.* »

[28] Projet de loi no 69 (2025, chapitre 24).

[29] R.L.R.Q., chapitre P-30.01.

[69] Par conséquent, tant que le gouvernement ne prend pas de règlement à cet égard, l'article 67 de la LPP de s'applique pas. Par souci de cohérence, la Régie a donc cessé de publier l'Indicateur quotidien des coûts d'acquisition (IQCA) et, plus précisément, l'IQCA du vendredi qui servait de référence pour une éventuelle présomption de pratique abusive, pour l'application de l'article 67 de la LPP [30]. Cependant, advenant l'adoption d'un règlement ayant pour conséquence l'application de l'article 67 de la LPP, la Régie conserve, en vertu de la LRÉ, le pouvoir de juger de l'opportunité d'inclure le montant fixé au titre des coûts d'exploitation (le Montant) dans les coûts qu'un détaillant en essence ou en carburant diesel doit supporter pour faire le commerce au détail de façon efficace, pour une période et une zone donnée.

[70] Le dossier règlementaire R-4289-2025, initié par la Régie en janvier 2025, dont l'objectif premier était de revoir le Montant, se poursuit[31]. Dans ce contexte, les données du présent Recensement demeurent d'actualité, puisqu'elles sont, notamment, utilisées par les participants pour étayer leur preuve, quant au modèle de référence à retenir et quant aux éléments des coûts d'exploitation.

[30] Le 9 juin 2025, la ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie et ministre responsable du Développement économique régional, M^me^ Christine Fréchette, annonçait l'abolition du « prix plancher » pour l'essence et le carburant diesel. Cette nouvelle disposition s'inscrit dans l'adoption, par l'Assemblée nationale, de la *Loi assurant la gouvernance responsable des ressources énergétiques et modifiant diverses dispositions législatives* (projet de loi 69). Dans ce contexte et par souci de cohérence avec les annonces du gouvernement, la Régie a cessé de publier l'IQCA et l'IQCA du vendredi, le 17 juin 2025.

[31] Dossier R-4289-2025.

3.2. MODÈLE DE RÉFÉRENCE

[71] Afin d'évaluer le Montant, la Régie doit d'abord définir un modèle d'essencerie représentant les tendances du marché. Il s'agit du modèle de référence qui sert de base pour l'analyse des coûts d'exploitation.

[72] Les données du recensement alors disponibles, ainsi que l'évolution globale du marché depuis l'établissement du premier modèle de référence, en 1999, ont été utilisées comme intrants lors de l'examen du Montant par la Régie, en 2021[32].

[73] Ainsi, dans sa décision D-2022-017[33] la Régie fixe un montant distinct pour trois régions du Québec : 4,4 cents par litre pour les coûts d'exploitation d'une essencerie de la région 1 (la région de Montréal), 4,7 cents par litre, pour la région 2 (le Québec central) et 5,5 cents par litre pour les coûts d'exploitation unitaires d'une essencerie de la région 3 (les régions éloignées)[34].

[74] La Régie retient, dans cette décision, que l'essencerie de référence est exploitée par un « *détaillant propriétaire* » qui est « *concessionnaire affilié* », « *détaillant indépendant pur* » ou « *concessionnaire indépendant* ». Le modèle de référence demeure celui d'une « *essencerie libre-service jumelée à un dépanneur* » exploitée, respectivement, 24 h, 18 h et 17 h par jour, pour les régions 1, 2 et 3.

[75] Le volume de ventes de référence retenu pour une essencerie efficace était de 5,1 ML par année pour la région 1, de 3,8 ML/an pour la région 2 et de 2,4 ML/an pour la région 3. Ce volume correspondait alors à une augmentation de 20 % du volume moyen des essenceries de chaque région et visait à refléter un potentiel raisonnable de gains d'efficience additionnel.

[76] Le modèle de référence retenu par la Régie dans le cadre du dossier R-4141-2020 représente, en 2024, 77,9 % des essenceries en opération au Québec, avec un volume annuel de ventes de

---

32 Dossier R-4141-2020.

33 Dossier R-4141-2020, décision D-2022-017.

34 Une liste complète des municipalités incluses dans chacune des trois régions, ainsi que des cartes géographiques correspondant à ces régions sont fournies à l'Annexe 1 de la décision D-2022-017.

3,20 ML. Ce volume a très peu augmenté par rapport à 2022 (3,16 ML) et représente 79,1 % des volumes totaux vendus au Québec.

3.3. Représentation des trois régions définies par la Régie selon le recensement de 2024

[77] Le tableau I, qui suit, détaille les résultats du Recensement pour les trois régions définies par la Régie dans sa décision D-2022-017. Selon ce tableau, le nombre d'essenceries a diminué dans les régions 1, 2 et 3, respectivement, de 3,7 %, 3,1 % et 6,1 % par rapport au précédent recensement. Comme en 2022, la majorité des essenceries se trouve dans la région 2 (Québec Central), où il se vend plus de carburant que dans les autres régions. La structure commerciale de *« détaillant indépendant pur »* se retrouve plus fréquemment dans la région 3. Cependant, c'est dans la région 1 (Montréal) que le volume annuel de ventes par essencerie est le plus élevé (4,02 ML)[35]. Le regroupement par région met en évidence le fait que les régions éloignées (région 3) perdent plus rapidement du service, en termes de nombre d'essenceries, que les deux autres régions.

[35] Portrait du marché québécois de la vente au détail d'essence et de diesel - Recensement des essenceries en opération au Québec au 31 décembre 2022, novembre 2020, pages 37 et 38.

Tableau I : Caractéristiques des trois régions définies dans la décision D-2022-017, 2024

Régions [1]	Région 1	Région 2	Région 3
Nombre d'essenceries et volume annuel de vente			
Nombre d'essenceries	735	1402	534
Volume annuel de vente en million de litres (ML)	2939	4410	1088
Volume annuel de vente en million de litres (ML) par essencerie[2]	4,02	3,15	2,05
Nombre d'essenceries selon le modèle commercial			
Poste autonome	0	2	11
Avec "gaz bar"	23	44	65
Avec dépanneur	667	1268	400
Avec petit commerce	3	68	33
Avec grand commerce	21	24	7
Avec atelier mécanique	40	87	61
Avec lave-auto	229	264	57
Avec service de restauration	142	256	53
Libre-service	648	1173	365
Avec service	66	200	120
Avec bornes de recharge	28	70	14
Libre-service avec dépanneur [3]	623	1130	329
Nombre d'essenceries selon la structure commerciale			
Détaillant corporatif	512	510	134
Concessionnaire affilié	103	413	95
Concessionnaire indépendant	86	281	189
Détaillant affilié	4	29	19
Détaillant distributeur	17	140	67
Détaillant indépendant pur	11	30	31
Nombre d'essenceries selon les heures d'ouverture			
17 heures / jour	58	199	95
18 heures / jour	105	243	62
24 heures / jour	427	380	78
À l'année	732	1380	527

Source : Régie de l'énergie

Notes :

1. *Régions déterminées par la décision D-2022-017.*
2. *Calculé à partir des essenceries pour lesquelles le volume annuel de ventes est disponible.*
3. *Modèle commercial retenu par la Régie comme modèle de référence d'une essencerie efficace.*

4. Conclusion : portrait du marché en 2024

[78] Le recensement des essenceries en opération au Québec demeure un outil essentiel pour la Régie et sa mise à jour permet de suivre l'évolution du marché de la vente d'essence et de carburant diesel. En effet, les résultats pour chaque période de recensement continuent de révéler des variations importantes et des différences régionales marquées, bien que les modèles commerciaux et les structures commerciales observées semblent stables.

[79] Le présent Recensement met en évidence la diminution du nombre d'essenceries au Québec, particulièrement en région éloignée. Le phénomène de rationalisation du marché, qui se manifeste, notamment, par la réduction progressive du nombre d'essenceries en opération depuis près de 25 ans, semble s'accélérer. En effet, la baisse observée de l'offre de service est la plus importante depuis 2016. Par ailleurs, l'augmentation de 1,5 % des ventes totales d'essence et de carburant diesel entre 2022 et 2024 contribue à cette rationnalisation du marché. Ainsi, les essenceries ont vu leur efficacité augmenter, au sens où l'entend la Régie : les ventes annuelles par essencerie sont passées de 3,00 ML en 2022 à 3,17 ML en 2024.

[80] La densité de population plus importante, ainsi que l'achalandage généré par la proximité des principales autoroutes du Québec, pourraient expliquer la croissance des volumes annuels de ventes observée dans certaines régions.

[81] L'un des constats marquants de ce Recensement concerne l'essor des bornes de recharge offertes en essenceries. Leur nombre est desormais deux fois plus important dans l'ensemble du Québec qu'il ne l'était en 2022. Cette augmentation pourrait être attribuée à la croissance du parc de voitures électriques en circulation.

[82] Les résultats du Recensement permettent en outre de constater que le modèle de référence retenu par la Régie dans le cadre de ses compétences règlementaires (l'« *essencerie libre-service jumelée à un dépanneur* ») demeure le plus répandu au Québec. Par contre, s'il est toujours adéquat pour la Régie de rechercher un potentiel raisonnable de gains d'efficience pour les essenceries, il serait opportun, dans un prochain dossier, d'évaluer si un objectif de gains en

efficacité de 30 %[36] demeure réaliste à long terme. Les résultats de ce Recensement et la répartition des caractéristiques par région, qui présente une baisse marquée du nombre d'essenceries dans la Région 3 (-6,1 %), soit presque le double de la baisse observée pour les régions 1 et 2, permettront d'ajuster, voire de réviser les balises du prochain examen du Montant par la Régie.

[36] Volumes annuels de vente de 5,1 ML pour la région 1, de 3,8 ML pour la région 2 et de 2,4 ML pour la région 3.

Annexe 1 :

Portrait des essenceries au Québec – tableaux

Tableau 1 : Variation du nombre d'essenceries en opération au Québec, du volume de ventes et de la répartition par région administrative depuis 2019

	Région administrative	Essenceries					Volume annuel de ventes en million de litres (ML)										Répartition (%)					
		Nombre			Var. 2022-2024		Total			Var. 2022-2024		Par essencerie [1]			Var. 2022-2024		Essenceries			Ventes		
		2019	2022 [2]	2024	Nbre	%	2019	2022 [2]	2024	ML	%	2019	2022 [2]	2024	ML	%	2019	2022 [2]	2024	2019	2022 [2]	2024
1	Bas-Saint-Laurent	139	133	124	-9	-6,8	289	255	260	5,2	2,1	2,10	1,92	2,10	0,2	9,5	4,9	4,8	4,6	3,2	3,1	3,1
2	Saguenay–Lac-Saint-Jean	171	176	169	-7	-4,0	374	341	352	10,8	3,2	2,18	1,94	2,08	0,1	7,5	6,1	6,3	6,3	4,1	4,1	4,2
3	Capitale-Nationale	231	226	217	-9	-4,0	783	709	719	10,2	1,4	3,39	3,14	3,31	0,2	5,6	8,2	8,1	8,1	8,6	8,5	8,5
4	Mauricie	128	128	128	0	0,0	373	346	361	14,5	4,2	2,91	2,71	2,84	0,1	5,0	4,5	4,6	4,8	4,1	4,2	4,3
5	Estrie	137	207	200	-7	-3,4	378	562	550	-12,3	-2,2	2,76	2,72	2,74	0,0	0,7	4,9	7,4	7,5	4,1	6,8	6,5
6	Montréal	266	254	243	-11	-4,3	1 146	1 012	1 021	8,1	0,8	4,31	4,02	4,22	0,2	5,0	9,4	9,1	9,1	12,6	12,2	12,1
7	Outaouais	112	113	112	-1	-0,9	429	385	409	24,5	6,4	3,87	3,43	3,65	0,2	6,4	4,0	4,1	4,2	4,7	4,6	4,8
8	Abitibi-Témiscamingue	90	90	83	-7	-7,8	213	162	181	18,7	11,5	2,40	1,80	2,18	0,4	20,9	3,2	3,2	3,1	2,3	2,0	2,1
9	Côte-Nord	80	73	71	-2	-2,7	127	121	124	3,5	2,9	1,72	1,65	1,80	0,1	8,9	2,8	2,6	2,7	1,4	1,5	1,5
10	Nord-du-Québec	16	15	15	0	0,0	35	35	37	1,2	3,3	2,21	2,37	2,44	0,1	3,3	0,6	0,5	0,6	0,4	0,4	0,4
11	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	89	82	72	-10	-12,2	133	128	134	6,5	5,0	1,50	1,56	1,87	0,3	19,6	3,2	3,0	2,7	1,5	1,5	1,6
12	Chaudière-Appalaches	239	230	222	-8	-3,5	618	563	598	34,6	6,2	2,60	2,45	2,70	0,3	10,5	8,5	8,3	8,3	6,8	6,8	7,1
13	Laval	74	76	72	-4	-5,3	378	359	365	6,1	1,7	5,18	4,72	5,14	0,4	8,9	2,6	2,7	2,7	4,2	4,3	4,3
14	Lanaudière	209	204	197	-7	-3,4	712	674	673	-0,5	-0,1	3,41	3,32	3,42	0,1	3,0	7,4	7,3	7,4	7,8	8,1	8,0
15	Laurentides	229	231	227	-4	-1,7	919	853	821	-31,9	-3,7	4,01	3,69	3,62	-0,1	-2,0	8,1	8,3	8,5	10,1	10,3	9,7
16	Montérégie	488	419	401	-18	-4,3	1 829	1 486	1 496	9,3	0,6	3,77	3,56	3,76	0,2	5,7	17,3	15,1	15,0	20,1	17,9	17,7
17	Centre-du-Québec	123	122	118	-4	-3,3	366	326	338	12,2	3,8	3,00	2,67	2,84	0,2	6,4	4,4	4,4	4,4	4,0	3,9	4,0
	Ensemble du Québec	**2 821**	**2 779**	**2 671**	**-108**	**-3,9**	**9 103**	**8 316**	**8 437**	**120,8**	**1,5**	**3,24**	**3,00**	**3,17**	**0,2**	**5,6**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**

Source : Régie de l'énergie.

1. *Calculé à partir des essenceries pour lesquelles le volume annuel de ventes est disponible.*
2. *Les MRC de Brome-Missisquoi et de la Haute-Yamaska, ainsi que les municipalités les constituant, ont changé de région administrative d'appartenance, passant de la Montérégie (16) à l'Estrie (5), par le décret 961-2021 publié dans la Gazette officielle du Québec, partie 2, du 28 juillet 2021.*

Pour simplifier la présentation, certains des résultats présentés au tableau sont arrondis, soit à une décimale soit à deux décimales. Ainsi, les totaux pourraient différer de ceux que le lecteur pourrait obtenir en les recalculant à partir des données arrondies.

Tableau 2 : Variation du nombre d'essenceries en opération au Québec et du volume annuel de ventes par intervalle de volumes depuis 2019

Volume annuel de ventes (millions de litres)	Nombre d'essenceries				Volumes de vente				Volumes de vente moyen par essencerie			
					Millions de litres							
	2019	2022	2024	Var. (%) 2022-2024	2019	2022	2024	Var. (%) 2022-2024	2019	2022	2024	Var. (%) 2022-2024
moins de 1	448	459	395	-13,9	224	226	197	-12,7	0,50	0,49	0,50	1,4
1 à moins de 2	547	652	611	-6,3	833	985	933	-5,3	1,52	1,51	1,53	1,1
2 à moins de 3	579	605	592	-2,1	1 430	1 492	1 476	-1,1	2,47	2,47	2,49	1,1
3 à moins de 4	454	448	421	-6,0	1 577	1 551	1 462	-5,7	3,47	3,46	3,47	0,3
4 à moins de 5	299	276	290	5,1	1 328	1 233	1 294	4,9	4,44	4,47	4,46	-0,2
5 à moins de 6	192	139	147	5,8	1 051	758	803	6,0	5,48	5,45	5,46	0,2
6 à moins de 7	105	80	72	-10,0	677	510	461	-9,6	6,44	6,37	6,40	0,4
7 à moins de 8	63	28	40	42,9	472	209	297	41,6	7,49	7,48	7,41	-0,9
8 à moins de 9	36	29	27	-6,9	305	244	228	-6,5	8,49	8,41	8,45	0,4
9 à moins de 10	23	20	21	5,0	217	188	199	6,0	9,44	9,38	9,46	0,9
10 et plus	60	38	46	21,1	988	920	1 087	18,2	16,46	24,22	23,64	-2,4
Total avec volume connu	**2 806**	**2 774**	**2 662**	**-4,0**	**9 103**	**8 316**	**8 437**	**1,5**	**3,24**	**3,00**	**3,17**	**5,7**
Volume inconnu	15	5	9	80								

Source : Régie de l'énergie.

Pour simplifier la présentation, certains des résultats présentés au tableau sont arrondis, soit à une décimale soit à deux décimales. Ainsi, les totaux pourraient différer de ceux que le lecteur pourrait obtenir en les recalculant à partir des données arrondies.

Tableau 2 : Variation du nombre d'essenceries en opération au Québec et du volume annuel de ventes par intervalle de volumes depuis 2019 (suite)

Volume annuel de ventes (millions de litres)	Nombre d'essenceries				Volumes de vente				Volumes de vente moyen par essencerie			
					Millions de litres							
	2019	2022	2024	Var. (%) 2022-2024	2019	2022	2024	Var. (%) 2022-2024	2019	2022	2024	Var. (%) 2022-2024
moins de 500 000	223	237	197	-16,9	57	61	50	-18,1	0,25	0,26	0,25	-1,4
500 000 à moins de 1	225	222	198	-10,8	167	165	147	-10,8	0,74	0,74	0,74	0,0
1 à moins de 2	547	652	611	-6,3	833	985	933	-5,3	1,52	1,51	1,53	1,1
2 à moins de 3	579	605	592	-2,1	1 430	1 492	1 476	-1,1	2,47	2,47	2,49	1,1
3 à moins de 4	454	448	421	-6,0	1 577	1 551	1 462	-5,7	3,47	3,46	3,47	0,3
4 à moins de 5	299	276	290	5,1	1 328	1 233	1 294	4,9	4,44	4,47	4,46	-0,2
5 à moins de 6	192	139	147	5,8	1 051	758	803	6,0	5,48	5,45	5,46	0,2
6 à moins de 7	105	80	72	-10,0	677	510	461	-9,6	6,44	6,37	6,40	0,4
7 à moins de 8	63	28	40	42,9	472	209	297	41,6	7,49	7,48	7,41	-0,9
8 à moins de 9	36	29	27	-6,9	305	244	228	-6,5	8,49	8,41	8,45	0,4
9 à moins de 10	23	20	21	5,0	217	188	199	6,0	9,44	9,38	9,46	0,9
10 à moins de 15	40	17	25	47,1	459	202	306	51,9	11,49	11,87	12,26	3,3
15 à moins de 25	7	6	5	-16,7	117	113	100	-11,8	16,77	18,85	19,95	5,8
25 à moins de 35	11	5	6	20,0	329	151	178	18,1	29,88	30,19	29,71	-1,6
35 et plus	2	10	10	0,0	82	454	503	10,7	41,14	45,44	50,30	10,7
Total avec volume connu	**2 806**	**2 774**	**2 662**	**-4,0**	**9 103**	**8 316**	**8 437**	**1,5**	**3,24**	**3,00**	**3,17**	**5,7**
Volume inconnu	15	5	9	80								

Source : Régie de l'énergie.

Pour simplifier la présentation, certains des résultats présentés au tableau sont arrondis, soit à une décimale soit à deux décimales. Ainsi, les totaux pourraient différer de ceux que le lecteur pourrait obtenir en les recalculant à partir des données arrondies.

Tableau 3 : Répartition des essenceries en opération au Québec par région administrative selon les intervalles de volumes annuels de ventes en 2024

Volume annuel de ventes (ML)	Répartition en % du nombre d'essenceries en 2024																	
	Bas-Saint-Laurent	Saguenay–Lac-Saint-Jean	Capitale-Nationale	Mauricie	Estrie	Montréal	Outaouais	Abitibi-Témiscamingue	Côte-Nord	Nord-du-Québec	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	Chaudière-Appalaches	Laval	Lanaudière	Laurentides	Montérégie	Centre-du-Québec	Ensemble du Québec
	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12	13	14	15	16	17	
moins de 1	30,6	28,4	7,8	14,1	13,5	6,6	14,3	31,3	29,6	33,3	25,0	19,8	4,2	11,7	9,3	7,7	19,5	14,8
1 à moins de 2	21,0	21,9	28,6	32,8	32,0	9,1	15,2	20,5	38,0	6,7	37,5	27,9	11,1	21,8	18,5	20,7	26,3	22,9
2 à moins de 3	21,0	27,8	23,5	24,2	24,5	21,8	17,9	19,3	11,3	26,7	20,8	20,7	12,5	17,3	23,3	26,9	18,6	22,2
3 à moins de 4	15,3	13,6	19,4	13,3	15,0	21,0	13,4	10,8	11,3	13,3	11,1	15,3	15,3	17,3	15,4	15,5	17,8	15,8
4 à moins de 5	8,9	4,7	11,5	5,5	9,5	16,0	15,2	10,8	4,2	13,3	2,8	9,0	23,6	12,7	11,5	12,2	9,3	10,9
5 à moins de 6	0,8	1,8	5,1	3,1	2,0	9,1	8,9	3,6	2,8	6,7	1,4	4,1	12,5	8,6	10,1	5,5	4,2	5,5
6 à moins de 7	0,8	0,6	2,3	3,1	1,0	5,8	3,6	3,6	0,0	0,0	1,4	0,5	6,9	4,6	4,0	3,0	0,8	2,7
7 à moins de 8	1,6	0,6	0,5	0,8	1,5	2,5	3,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6,9	3,0	0,9	2,2	0,0	1,5
8 à moins de 9	0,0	0,0	0,5	0,0	0,5	3,3	4,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,8	0,0	1,8	1,5	0,0	1,0
9 à moins de 10	0,0	0,0	0,0	0,8	0,0	2,1	0,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	1,4	1,5	3,1	0,5	0,0	0,8
10 et plus	0,0	0,6	0,9	1,6	0,5	2,5	2,7	0,0	0,0	0,0	0,0	1,8	1,4	1,5	2,2	3,5	3,4	1,7

Source : Régie de l'énergie.

Tableau 3 : Répartition des essenceries en opération au Québec par région administrative selon les intervalles de volumes annuels de ventes en 2024 (suite)

Volume annuel de ventes (ML)	Répartition en % du nombre d'essenceries en 2024																	
	Bas-Saint-Laurent	Saguenay–Lac-Saint-Jean	Capitale-Nationale	Mauricie	Estrie	Montréal	Outaouais	Abitibi-Témiscamingue	Côte-Nord	Nord-du-Québec	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	Chaudière-Appalaches	Laval	Lanaudière	Laurentides	Montérégie	Centre-du-Québec	Ensemble du Québec
	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12	13	14	15	16	17	
moins de 500 000	19,4	10,7	2,8	5,5	8,5	4,1	6,3	21,7	11,3	13,3	9,7	9,5	4,2	6,6	5,3	3,0	10,2	7,4
500 000 à moins de 1	11,3	17,8	5,1	8,6	5,0	2,5	8,0	9,6	18,3	20,0	15,3	10,4	0,0	5,1	4,0	4,7	9,3	7,4
1 à moins de 2	21,0	21,9	28,6	32,8	32,0	9,1	15,2	20,5	38,0	6,7	37,5	27,9	11,1	21,8	18,5	20,7	26,3	22,9
2 à moins de 3	21,0	27,8	23,5	24,2	24,5	21,8	17,9	19,3	11,3	26,7	20,8	20,7	12,5	17,3	23,3	26,9	18,6	22,2
3 à moins de 4	15,3	13,6	19,4	13,3	15,0	21,0	13,4	10,8	11,3	13,3	11,1	15,3	15,3	17,3	15,4	15,5	17,8	15,8
4 à moins de 5	8,9	4,7	11,5	5,5	9,5	16,0	15,2	10,8	4,2	13,3	2,8	9,0	23,6	12,7	11,5	12,2	9,3	10,9
5 à moins de 6	0,8	1,8	5,1	3,1	2,0	9,1	8,9	3,6	2,8	6,7	1,4	4,1	12,5	8,6	10,1	5,5	4,2	5,5
6 à moins de 7	0,8	0,6	2,3	3,1	1,0	5,8	3,6	3,6	0,0	0,0	1,4	0,5	6,9	4,6	4,0	3,0	0,8	2,7
7 à moins de 8	1,6	0,6	0,5	0,8	1,5	2,5	3,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6,9	3,0	0,9	2,2	0,0	1,5
8 à moins de 9	0,0	0,0	0,5	0,0	0,5	3,3	4,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,8	0,0	1,8	1,5	0,0	1,0
9 à moins de 10	0,0	0,0	0,0	0,8	0,0	2,1	0,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	1,4	1,5	3,1	0,5	0,0	0,8
10 à moins de 15	0,0	0,6	0,0	0,0	0,0	1,2	2,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,9	0,0	1,0	1,8	1,7	2,5	0,9
15 à moins de 25	0,0	0,0	0,0	0,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,7	0,0	0,2
25 à moins de 35	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,4	0,2	0,8	0,2
35 et plus	0,0	0,0	0,9	0,8	0,5	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	1,4	0,0	0,0	0,7	0,0	0,4

Source : Régie de l'énergie

Pour simplifier la présentation, certains des résultats présentés au tableau sont arrondis, soit à une décimale soit à deux décimales. Ainsi, les totaux pourraient différer de ceux que le lecteur pourrait obtenir en les recalculant à partir des données arrondies.

Tableau 4 : Nombre d'essenceries et volumes annuels de ventes par région administrative du Québec et par type de carburant depuis 2019

	Région administrative / type de carburants	Essence									Carburant diesel								
		Nombre d'essenceries[1]			Volume annuel de ventes (millions de litres)						Nombre d'essenceries[1]			Volume annuel de ventes (millions de litres)					
					Total			Par essencerie[2]						Total			Par essencerie[2]		
		2019	2022[3]	2024	2019	2022[3]	2024	2019	2022[3]	2024	2019	2022[3]	2024	2019	2022[3]	2024	2019	2022[3]	2024
1	Bas-Saint-Laurent	139	133	124	269	232	238	1,95	1,75	1,92	102	101	94	21	23	22	0,20	0,23	0,24
2	Saguenay–Lac-Saint-Jean	171	176	169	336	311	322	1,96	1,77	1,90	119	136	130	38	29	30	0,32	0,22	0,23
3	Capitale-Nationale	231	226	217	753	666	677	3,26	2,95	3,12	121	166	163	31	43	42	0,25	0,26	0,26
4	Mauricie	128	128	128	348	308	324	2,72	2,41	2,55	94	105	105	25	38	37	0,27	0,36	0,35
5	Estrie	137	207	199	346	513	504	2,52	2,48	2,52	110	168	163	32	49	46	0,29	0,29	0,28
6	Montréal	266	254	243	1 086	959	973	4,08	3,80	4,02	160	160	153	60	54	48	0,38	0,34	0,31
7	Outaouais	112	113	112	397	344	383	3,58	3,08	3,42	81	92	86	32	40	26	0,40	0,44	0,31
8	Abitibi-Témiscamingue	90	90	83	188	143	158	2,11	1,59	1,90	71	70	68	25	19	23	0,36	0,28	0,34
9	Côte-Nord	80	73	71	116	105	108	1,56	1,44	1,56	52	55	56	12	15	17	0,26	0,28	0,31
10	Nord-du-Québec	16	15	15	25	24	26	1,54	1,62	1,75	15	14	14	11	11	10	0,71	0,80	0,74
11	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	89	82	72	121	111	118	1,36	1,36	1,63	68	70	61	13	17	17	0,19	0,24	0,27
12	Chaudière-Appalaches	238	229	221	575	518	552	2,42	2,26	2,51	171	182	177	43	45	46	0,25	0,25	0,26
13	Laval	74	76	72	359	340	348	4,92	4,47	4,91	51	54	51	19	19	16	0,38	0,35	0,33
14	Lanaudière	209	204	197	649	615	616	3,10	3,03	3,13	172	173	168	64	58	57	0,37	0,34	0,34
15	Laurentides	229	231	227	849	768	754	3,71	3,33	3,32	193	197	194	71	85	67	0,37	0,43	0,34
16	Montérégie	488	419	401	1 682	1 372	1 393	3,47	3,28	3,50	373	338	325	147	115	102	0,40	0,34	0,32
17	Centre-du-Québec	123	122	117	330	299	312	2,71	2,45	2,64	99	108	106	36	27	26	0,36	0,25	0,24
Ensemble du Québec		**2 820**	**2 778**	**2 668**	**8 426**	**7 630**	**7 805**	**3,00**	**2,75**	**2,93**	**2 052**	**2 189**	**2 114**	**677**	**687**	**632**	**0,33**	**0,31**	**0,30**

Source : Régie de l'énergie

Notes :

1. *Lorsque le volume de ventes n'est pas disponible, la Régie pose l'hypothèse que les essenceries vendent les deux types de carburants.*
2. *Calculé à partir des essenceries pour lesquelles le volume annuel de ventes est disponible.*
3. *Les MRC de Brome-Missisquoi et de la Haute-Yamaska, ainsi que les municipalités les constituant, ont changé de région administrative d'appartenance, passant de la Montérégie (16) à l'Estrie (5), par le décret 961-2021 publié dans la Gazette officielle du Québec, partie 2, du 28 juillet 2021.*

Certains des résultats présentés au tableau sont arrondis. Ainsi, les totaux pourraient différer de ceux que le lecteur pourrait obtenir en les recalculant à partir des données arrondies.

Tableau 5 : Volumes annuels de ventes par essencerie, population, densité et nombre d'essenceries par 5 000 habitants, par région administrative du Québec depuis 2019

	Région administrative	Population				Superficie km²	Densité Pop./km²			Nombre d'essenceries par 5 000 habitants				Volume annuel de ventes par 5000 habitants (millions de litres)				Nombre d'essenceries par km²
		2019	2022 [1]	2024	Var. (%) 2022-2024		2019	2022 [1]	2024	2019	2022 [1]	2024	Var. (%) 2022-2024	2019	2022 [1]	2024	Var. (%) 2022-2024	2024
1	Bas-Saint-Laurent	197 689	200 111	202 060	1,0	15 659	12,6	12,8	12,9	3,52	3,32	3,07	-7,7	7,32	6,37	6,44	1,1	0,008
2	Saguenay–Lac-Saint-Jean	275 538	279 222	279 821	0,2	12 219	22,6	22,9	22,9	3,10	3,15	3,02	-4,2	6,78	6,10	6,28	3,0	0,014
3	Capitale-Nationale	748 948	767 307	788 819	2,8	8 874	84,4	86,5	88,9	1,54	1,47	1,38	-6,6	5,23	4,62	4,56	-1,3	0,024
4	Mauricie	267 637	276 825	279 251	0,9	35 903	7,5	7,7	7,8	2,39	2,31	2,29	-0,9	6,97	6,26	6,46	3,3	0,004
5	Estrie	329 747	506 199	515 060	1,8	12 833	25,7	39,4	40,1	2,08	2,04	1,94	-5,0	5,73	5,55	5,34	-3,9	0,016
6	Montréal	2 050 053	2 048 125	2 147 390	4,8	551	3 721,1	3 717,6	3 897,8	0,65	0,62	0,57	-8,8	2,79	2,47	2,38	-3,9	0,441
7	Outaouais	394 417	698 279	713 332	2,2	13 723	28,7	50,9	52,0	1,42	0,81	0,79	-3,0	5,44	2,75	2,87	4,1	0,008
8	Abitibi-Témiscamingue	144 273	144 866	144 974	0,1	26 650	5,4	5,4	5,4	3,12	3,11	2,86	-7,8	7,40	5,60	6,24	11,4	0,003
9	Côte-Nord	81 262	80 401	79 772	-0,8	33 010	2,5	2,4	2,4	4,92	4,54	4,45	-2,0	7,84	7,51	7,79	3,7	0,002
10	Nord-du-Québec	13 821	13 313	13 474	1,2	337 016	0,04	0,04	0,04	5,79	5,63	5,57	-1,2	12,78	13,33	13,61	2,1	0,000
11	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	88 194	90 000	89 078	-1,0	41 682	2,1	2,2	2,1	5,05	4,56	4,04	-11,3	7,56	7,11	7,55	6,1	0,002
12	Chaudière-Appalaches	428 437	442 678	447 779	1,2	15 624	27,4	28,3	28,7	2,79	2,60	2,48	-4,6	7,21	6,36	6,67	4,9	0,014
13	Laval	439 754	446 369	450 629	1,0	267	1 645,8	1 670,5	1 686,5	0,84	0,85	0,80	-6,2	4,30	4,02	4,05	0,7	0,269
14	Lanaudière	513 445	541 422	547 924	1,2	6 328	81,1	85,6	86,6	2,04	1,88	1,80	-4,6	6,93	6,22	6,14	-1,3	0,031
15	Laurentides	620 955	657 099	660 950	0,6	12 223	50,8	53,8	54,1	1,84	1,76	1,72	-2,3	7,40	6,49	6,21	-4,3	0,019
16	Montérégie	1 569 202	1 462 605	1 478 024	1,1	9 336	168,1	156,7	158,3	1,55	1,43	1,36	-5,3	5,83	5,08	5,06	-0,4	0,043
17	Centre-du-Québec	248 542	257 240	258 739	0,6	7 252	34,3	35,5	35,7	2,47	2,37	2,28	-3,8	7,36	6,33	6,53	3,2	0,016
Ensemble du Québec		**8 411 914**	**8 912 061**	**9 097 076**	**2,1**	**589 150**	**14,3**	**15,1**	**15,4**	**1,68**	**1,56**	**1,47**	**-5,8**	**5,41**	**4,67**	**4,64**	**-0,6**	**0,005**

Sources : Décrets 1836-2023, 1516-2021, 1099-2019 et Régie de l'énergie.

Note:

1. *Les MRC de Brome-Missisquoi et de la Haute-Yamaska, ainsi que les municipalités les constituant, ont changé de région administrative d'appartenance, passant de la Montérégie (16) à l'Estrie (5), par le décret 961-2021 publié dans la Gazette officielle du Québec, partie 2, du 28 juillet 2021.*

Pour simplifier la présentation, certains des résultats présentés au tableau sont arrondis, soit à une décimale soit à deux décimales. Ainsi, les totaux pourraient différer de ceux que le lecteur pourrait obtenir en les recalculant à partir des données arrondies.

Tableau 6 : Modèles commerciaux présents au Québec

Modèle commercial[1] Essencerie :	Nombre d'essenceries				Volume annuel de ventes (millions de litres)							Répartition (%)	
					Total				Par essencerie[2]			En nombre d'essenceries	En volume de ventes
	2019	2022	2024	Var. (%) 2022-2024	2019	2022	2024	Var. (%) 2022-2024	2019	2022	2024	2024	
Poste autonome[3]	14	13	13	0,0	14	11	10	-14,4	0,97	0,87	0,74	0,5	0,1
Avec "gaz bar"[4]	125	180	132	-26,7	209	254	202	-20,2	1,76	1,41	1,53	4,9	2,4
Avec dépanneur	2 285	2 338	2 335	-0,1	7 739	7 170	7 265	1,3	3,40	3,07	3,12	87,4	86,1
Avec petit commerce	100	127	104	-18,1	188	205	165	-19,6	1,96	1,62	1,59	3,9	2,0
Avec grand commerce	55	52	52	0,0	589	768	830	8,1	10,70	14,77	16,27	1,9	9,8
Avec atelier mécanique	370	276	188	-31,9	584	440	263	-40,3	1,59	1,60	1,40	7,0	3,1
Avec lave-auto	558	560	550	-1,8	2 495	2 197	2 246	2,2	4,50	3,93	4,08	20,6	26,6
Avec service de restauration	853	836	451	-46,1	3 786	3 476	2 370	-31,8	4,44	4,17	5,27	16,9	28,1
Libre-service[5]	2 127	2 189	2 186	-0,1	7 783	7 329	7 544	2,9	3,68	3,35	3,46	81,8	89,4
Avec service[6]	677	450	386	-14,2	1 318	886	834	-5,9	1,96	1,98	2,17	14,5	9,9
Avec bornes de recharge	38	130	112	-13,8	187	278	552	98,3	4,91	2,14	4,93	4,2	6,5
Libre-service avec dépanneur[7]	***1 967***	***2 080***	***2 082***	***0,1***	***6 995***	***6 564***	***6 671***	***1,6***	***3,56***	***3,16***	***3,20***	***77,9***	***79,1***

Source : Régie de l'énergie.

Notes :

1. *Non mutuellement exclusif. Les essenceries avec service mixte sont comptabilisées à la fois dans "Libre-service" et "Avec service".*
2. *Calculé à partir des essenceries pour lesquelles le volume annuel de ventes est disponible.*
3. Essencerie sans employé et avec paiement par carte seulement, équipée ou non d'un système de surveillance et d'assistance.
4. Essencerie avec employés qui n'est jumelée à aucun autre commerce.
5. Essencerie où le client doit lui-même faire le plein de carburant de son véhicule automobile.
6. Essencerie où le plein de carburant d'un véhicule automobile est effectué par un employé de l'essencerie.
7. *Modèle commercial retenu par la Régie comme modèle de référence d'une essencerie efficace dans ses décisions D-2013-087, D-2018-087 et D-2022-017.*

Pour simplifier la présentation, certains des résultats présentés au tableau sont arrondis, soit à une décimale soit à deux décimales. Ainsi, les totaux pourraient différer de ceux que le lecteur pourrait obtenir en les recalculant à partir des données arrondies.

Tableau 7 : Structures commerciales des essenceries par région administrative

	Région administrative	Détaillant corporatif [1]			Concessionnaire affilié [2]			Détaillant indépendant pur [3]			Concessionnaire indépendant [4]			Détaillant affilié [5]			Détaillant distributeur [6]		
		2019	2022	2024	2019	2022	2024	2019	2022	2024	2019	2022	2024	2019	2022	2024	2019	2022	2024
1	Bas-Saint-Laurent	28	20	19	47	15	10	7	4	3	47	66	55	4	8	7	6	20	30
2	Saguenay–Lac-Saint-Jean	74	79	76	64	44	43	3	2	1	26	30	26	4	9	10	0	12	13
3	Capitale-Nationale	122	113	110	71	45	41	0	0	0	33	40	28	4	3	2	1	25	36
4	Mauricie	50	43	43	54	55	54	1	1	1	19	18	15	2	0	0	2	11	15
5	Estrie [7]	61	65	62	68	70	64	3	4	5	66	60	60	4	2	2	4	6	7
6	Montréal	197	200	197	33	20	19	2	6	3	22	24	21	12	4	3	0	0	0
7	Outaouais	45	52	54	28	24	22	0	0	0	24	32	27	13	1	1	2	4	8
8	Abitibi-Témiscamingue	20	10	10	21	9	10	12	12	15	23	55	36	14	0	0	0	4	12
9	Côte-Nord	16	17	17	27	19	19	8	6	6	29	26	23	0	2	2	0	3	4
10	Nord-du-Québec	4	3	3	7	4	3	0	3	4	3	5	5	2	0	0	0	0	0
11	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	11	10	8	33	12	10	6	2	2	37	52	44	2	0	0	0	6	8
12	Chaudière-Appalaches	61	59	57	85	73	63	4	3	3	50	46	41	20	23	22	19	26	36
13	Laval	58	59	58	10	8	7	2	1	1	2	5	3	1	1	0	1	2	3
14	Lanaudière	94	96	98	69	62	53	4	4	6	35	30	26	3	1	1	4	11	13
15	Laurentides	113	110	109	62	65	58	6	7	9	36	41	39	6	2	1	6	6	11
16	Montérégie [7]	191	199	202	104	88	80	12	12	12	90	107	95	19	3	1	3	10	11
17	Centre-du-Québec	27	35	33	65	56	57	4	3	1	20	19	13	1	0	0	6	9	14
Ensemble du Québec		**1 172**	**1 170**	**1 156**	**848**	**669**	**613**	**74**	**70**	**72**	**562**	**656**	**557**	**111**	**59**	**52**	**54**	**155**	**221**

Source : Régie de l'énergie.

Notes :

1. *Détaillant qui exploite la station-service mais qui n'est pas propriétaire du site. Le site est sous la responsabilité d'un distributeur-grossiste qui fournit le carburant et décide du prix de vente au détail du carburant. Ce détaillant est lié à un centre de prix.*
2. *Détaillant propriétaire de son site, qui s'approvisionne auprès du même distributeur-grossiste avec lequel il a un contrat d'achat et dont le carburant est en consigne. Le concessionnaire affilié est lié au centre de prix du distributeur-grossiste.*
3. *Détaillant propriétaire du site, qui s'approvisionne auprès d'un ou des grossistes de son choix et qui détermine lui-même son prix de vente au détail.*
4. *Détaillant propriétaire de son site, qui s'approvisionne auprès du distributeur-grossiste avec lequel il a un contrat d'achat. Le concessionnaire indépendant peut vendre son produit au prix qu'il détermine et n'est pas lié à un centre de prix.*
5. *Détaillant qui n'est pas propriétaire du site. Le site est sous la responsabilité d'un distributeur-grossiste qui fournit le carburant à un prix établi par contrat. Le détaillant affilié est toutefois propriétaire du carburant dans les réservoirs, décide du prix de vente au détail de ses produits et n'est pas lié à un centre de prix.*
6. *Détaillant qui est aussi un distributeur-grossiste. Le site est sous sa responsabilité et il est propriétaire du carburant. Ce détaillant-distributeur est responsable des opérations de la station et décide du prix de vente du produit.*
7. *Les MRC de Brome-Missisquoi et de la Haute-Yamaska, ainsi que les municipalités les constituant, ont changé de région administrative d'appartenance, passant de la Montérégie (16) à l'Estrie (5), par le décret 961-2021 publié dans la Gazette officielle du Québec, partie 2, du 28 juillet 2021.*

Tableau 8 : Nombre d'essenceries et volumes annuels de ventes selon la taille démographique des municipalités et des régions urbaines

Région[1]	Nombre d'essenceries				Volume annuel de ventes (millions de litres)							
					Total				Par essencerie[2]			
	2019	2022	2024	Var. (%) 2022-2024	2019	2022	2024	Var. (%) 2022-2024	2019	2022	2024	Var. (%) 2022-2024
Régions métropolitaines de recensement de 100 000 habitants et plus												
RMR (100 000 habitants +)-Gatineau	74	75	75	0,0	353	310	334	7,7	4,77	4,13	4,45	7,7
RMR (100 000 habitants +)-Montréal	795	784	755	-3,7	3 343	3 053	3 010	-1,4	4,21	3,91	4,00	2,4
RMR (100 000 habitants +)-Québec	242	239	226	-5,4	886	806	830	2,9	3,68	3,37	3,69	9,3
RMR (100 000 habitants +)-Saguenay	89	92	87	-5,4	212	194	206	6,3	2,38	2,10	2,36	12,4
RMR (100 000 habitants +)-Sherbrooke	78	76	71	-6,6	235	241	244	1,3	3,01	3,17	3,39	6,9
RMR (100 000 habitants +)-Trois-Rivières	61	63	60	-4,8	227	197	202	2,1	3,73	3,13	3,30	5,5
Total régions de 100 0000 habitants et plus	**1 339**	**1 329**	**1 274**	**-4,1**	**5 255**	**4 802**	**4 825**	**0,5**	**3,93**	**3,62**	**3,79**	**4,7**
Municipalités de moins de 5 000 habitants	742	730	691	-5,3	1 550	1 521	1 550	1,9	2,12	2,09	2,25	8,0
Municipalités de 5 000 à 9 999 habitants	185	180	176	-2,2	628	562	568	1,0	3,41	3,12	3,24	3,9
Municipalités de 10 000 habitants et plus	99	96	92	-4,2	292	289	284	-1,6	2,95	3,01	3,08	2,6
AR (10 000 - 49 000 habitants)	278	267	265	-0,7	774	648	673	3,8	2,80	2,43	2,55	5,0
AR (50 000 - 99 000 habitants)	178	177	173	-2,3	604	495	538	8,8	3,40	2,81	3,11	10,7
Ensemble du Québec	**2 821**	**2 779**	**2 671**	**-3,9**	**9 103**	**8 316**	**8 437**	**1,5**	**3,24**	**3,00**	**3,17**	**5,6**

Source : Régie de l'énergie.

1. *Selon le recensement de 2016 de Statistique Canada.*
2. *Calculé à partir des essenceries pour lesquelles le volume annuel de ventes est disponible.*

Pour simplifier la présentation, certains des résultats présentés au tableau sont arrondis, soit à une décimale soit à deux décimales. Ainsi, les totaux pourraient différer de ceux que le lecteur pourrait obtenir en les recalculant à partir des données arrondies.

Tableau 9 : Représentativité du modèle de référence par région administrative : libre-service jumelé à un dépanneur

	Région administrative	Nombre d'essenceries du modèle de référence[1]			Volume annuel de ventes (millions de litres)						Répartition (%)		Prévalence du modèle de référence dans chacune des régions (%)	
					Total			Par essencerie[2]			En nombre d'essencerie	En volume de ventes	En nombre d'essencerie	En volume de ventes
		2019	2022[3]	2024	2019	2022[3]	2024	2019	2022[3]	2024	2024		2024	
1	Bas-Saint-Laurent	76	77	77	188	199	210	2,48	2,58	2,73	3,7	3,1	62,1	80,8
2	Saguenay - Lac-Saint-Jean	97	113	118	235	249	276	2,42	2,20	2,34	5,7	4,1	69,8	78,5
3	Capitale-Nationale	185	191	191	621	552	548	3,35	2,89	2,87	9,2	8,2	88,0	76,3
4	Mauricie	92	99	101	266	267	274	2,89	2,70	2,71	4,9	4,1	78,9	75,9
5	Estrie	88	160	159	281	434	417	3,20	2,71	2,62	7,6	6,2	79,5	75,8
6	Montréal	201	208	197	962	869	851	4,79	4,18	4,32	9,5	12,8	81,1	83,4
7	Outaouais	77	81	90	329	309	358	4,28	3,82	3,98	4,3	5,4	80,4	87,6
8	Abitibi-Témiscamingue	36	52	47	119	118	123	3,31	2,27	2,61	2,3	1,8	56,6	67,8
9	Côte-Nord	41	42	47	75	85	89	1,82	2,02	1,88	2,3	1,3	66,2	71,2
10	Nord-du-Québec	4	6	8	13	18	23	3,16	3,04	2,83	0,4	0,3	53,3	61,7
11	Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	42	30	32	78	67	67	1,86	2,24	2,09	1,5	1,0	44,4	49,7
12	Chaudière-Appalaches	153	167	174	447	437	480	2,92	2,62	2,76	8,4	7,2	78,4	80,3
13	Laval	59	64	62	301	276	281	5,11	4,31	4,54	3,0	4,2	86,1	77,1
14	Lanaudière	168	172	168	597	589	593	3,55	3,42	3,53	8,1	8,9	85,3	88,1
15	Laurentides	174	179	181	770	704	685	4,43	3,93	3,78	8,7	10,3	79,7	83,4
16	Montérégie	389	340	333	1 456	1 127	1 126	3,74	3,32	3,38	16,0	16,9	83,0	75,3
17	Centre-du-Québec	85	99	97	257	263	272	3,03	2,66	2,80	4,7	4,1	82,2	80,4
	Ensemble du Québec	**1 967**	**2 080**	**2 082**	**6 995**	**6 564**	**6 671**	**3,56**	**3,16**	**3,20**	**100**	**100**	**77,9**	**79,1**

Source : Régie de l'énergie

Notes :

1. *Modèle commercial retenu par la Régie comme modèle de référence d'une essencerie efficace dans ses décisions D-2013-087, D-2018-087 et D-2022-017.*
2. *Calculé à partir des essenceries pour lesquelles le volume annuel de ventes est disponible.*
3. *Les MRC de Brome-Missisquoi et de la Haute-Yamaska, ainsi que les municipalités les constituant, ont changé de région administrative d'appartenance, passant de la Montérégie (16) à l'Estrie (5), par le décret 961-2021 publié dans la Gazette officielle du Québec, partie 2, du 28 juillet 2021.*

Pour simplifier la présentation, certains des résultats présentés au tableau sont arrondis, soit à une décimale soit à deux décimales. Ainsi, les totaux pourraient différer de ceux que le lecteur pourrait obtenir en les recalculant à partir des données arrondies.

Tableau 10 : Statistiques par MRC et par région administrative, 2024

Région	MRC[1]	Nombre d'essenceries[2]	Volume annuel de ventes[2] (millions de litres)		Population[4]	Superficie[5] km²	Densité Pop./km²	Nombre d'essenceries par 5 000 habitants
			Total	Par essencerie[3]				
1	MRC Kamouraska	11	27	2,48	21 234	1 843	11,52	2,59
	MRC La Matanie	15	28	1,84	21 330	1 701	12,54	3,52
	MRC La Matapédia	19	19	0,99	17 790	1 961	9,07	5,34
	MRC La Mitis	13	27	2,05	18 542	1 351	13,73	3,51
	MRC Les Basques & Rivière-du-Loup	22	64	2,90	45 062	2 797	16,11	2,44
	MRC Rimouski-Neigette	26	65	2,49	58 373	1 981	29,47	2,23
	MRC Témiscouata	18	31	1,73	19 729	4 026	4,90	4,56
Total 1	Bas-Saint-Laurent	124	260	2,10	202 060	15 659	12,90	3,07
2	MRC Lac-Saint-Jean-Est	34	66	1,95	53 311	1 757	30,35	3,19
	MRC Le Domaine-du-Roy	19	39	2,04	29 337	3 009	9,75	3,24
	MRC Le Fjord-du-Saguenay	16	27	1,69	24 206	3 731	6,49	3,30
	MRC Maria-Chapdelaine	20	32	1,58	24 081	2 445	9,85	4,15
	Saguenay (arr. Chicoutimi)	40	100	2,51	68 652	456	150,62	2,91
	Saguenay (arr. Jonquière)	29	67	2,32	61 505	499	123,18	2,36
	Saguenay (arr. La Baie)	10	20	1,97	18 729	321	58,36	2,67
Total 2	Saguenay–Lac-Saint-Jean	168	351	2,09	279 821	12 219	22,90	3,00
3	MRC Charlevoix & Charlevoix-Est	20	40	2,00	29 622	3 263	9,08	3,38
	MRC La Côte-de-Beaupré & L'Île-d'Orléans	13	44	3,41	38 613	940	41,10	1,68
	MRC La Jacques-Cartier	13	47	3,61	49 997	1 549	32,29	1,30
	MRC Portneuf	26	70	2,71	57 859	2 555	22,64	2,25
	Québec (arr. Beauport)	36	96	2,66	85 400	74	1 148,78	2,11
	Québec (arr. Charlesbourg)	10	33	3,26	85 605	66	1 301,98	0,58
	Québec (arr. La Cité-Limoilou)\Notre-Dame-des-Anges	15	31	2,07	112 070	22	5 039,12	0,67
	Québec (arr. La Haute-Saint-Charles)\L'Ancienne-Lorette	27	74	2,74	109 011	156	698,34	1,24
	Québec (arr. Les Rivières)	32	146	4,55	82 148	49	1 689,94	1,95

Région	MRC[1]	Nombre d'essenceries[2]	Volume annuel de ventes[2] (millions de litres)		Population[4]	Superficie[5] km[2]	Densité Pop./km[2]	Nombre d'essenceries par 5 000 habitants
			Total	Par essencerie[3]				
	Québec (arr. Sainte-Foy–Sillery–Cap-Rouge)\Saint-Augustin-de-Desmaures	25	138	5,53	138 494	200	692,47	0,90
Total 3	Capitale-Nationale	217	719	3,31	788 819	8 874	88,89	1,38
4	Agglomération de La Tuque	10	18	1,83	12 111	29 375	0,41	4,13
	MRC Les Chenaux & Mékinak	19	37	2,06	33 193	2 894	11,47	2,86
	MRC Maskinongé	25	74	2,97	38 326	2 502	15,32	3,26
	Shawinigan	23	58	2,54	51 149	799	64,03	2,25
	Trois-Rivières	51	173	3,38	144 472	334	432,94	1,77
Total 4	Mauricie	128	361	2,84	279 251	35 903	7,78	2,29
5	MRC Brome-Missiquoi [6]	32	72	2,25	68 067	1 686	40,37	2,35
	MRC Coaticook & Le Haut-Saint-François	24	47	1,96	42 907	3 662	11,72	2,80
	MRC La Haute-Yamaska [6]	35	87	2,48	95 593	650	146,98	1,83
	MRC Le Granit	12	28	2,33	22 384	2 832	7,90	2,68
	MRC Les Sources & Le Val-Saint-François	23	47	2,04	48 152	2 210	21,79	2,39
	MRC Memphrémagog	21	75	3,59	56 597	1 449	39,06	1,86
	Sherbrooke	52	189	3,63	181 360	345	526,15	1,43
Total 5	Estrie	199	545	2,73	515 060	12 833	40,13	1,93
6	Agglomération de Montréal (centre-est de l'île)	45	147	3,35	388 791	44	8 836,16	0,58
	Agglomération de Montréal (centre-ouest de l'île)	36	141	3,92	367 701	44	8 266,66	0,49
	Agglomération de Montréal (est de l'île)	40	187	4,67	314 816	95	3 303,42	0,64
	Agglomération de Montréal (nord de l'île)	40	189	4,73	347 847	77	4 511,63	0,57
	Agglomération de Montréal (ouest de l'île)	43	181	4,22	300 160	212	1 418,32	0,72
	Agglomération de Montréal (sud de l'île)	39	175	4,48	428 075	78	5 458,75	0,46
Total 6	Montréal	243	1 021	4,22	2 147 390	551	3 897,75	0,57
7	Gatineau (Aylmer\Hull)	29	124	4,29	139 682	125	1 113,45	1,04
	Gatineau (Buckingham\Masson-Angers\Gatineau)	37	184	4,98	158 444	217	730,63	1,17
	MRC La Vallée-de-la-Gatineau & Pontiac	27	47	1,72	34 532	7 976	4,33	3,91
	MRC Les Collines-de-l'Outaouais & Papineau	19	54	2,84	380 674	5 405	70,43	0,25

Région	MRC[1]	Nombre d'essenceries[2]	Volume annuel de ventes[2] (millions de litres)		Population[4]	Superficie[5] km²	Densité Pop./km²	Nombre d'essenceries par 5 000 habitants
			Total	Par essencerie[3]				
Total 7	Outaouais	112	409	3,65	713 332	13 723	51,98	0,79
8	MRC Abitibi	15	33	2,23	24 312	5 266	4,62	3,08
	MRC Abitibi-Ouest	13	27	2,05	20 318	3 077	6,60	3,20
	MRC La Vallée-de-l'Or	18	59	3,26	42 180	5 419	7,78	2,13
	MRC Témiscamingue	16	17	1,09	15 337	6 447	2,38	5,22
	Rouyn-Noranda	20	43	2,13	42 827	6 441	6,65	2,33
Total 8	Abitibi-Témiscamingue	82	179	2,18	144 974	26 650	5,44	2,83
9	MRC Caniapiscau & Minganie & Le Golfe-du-Saint-Laurent	15	16	1,15	11 101	25 119	0,44	6,76
	MRC La Haute-Côte-Nord	14	25	1,80	9 873	2 254	4,38	7,09
	MRC Manicouagan	24	38	1,58	27 662	2 143	12,91	4,34
	MRC Sept-Rivières	18	45	2,66	31 136	3 494	8,91	2,89
Total 9	Côte-Nord	71	124	1,80	79 772	33 010	2,42	4,45
10	Territoire de la Baie-James	14	31	2,21	13 474	337 016	0,04	5,20
Total 10	Nord-du-Québec	14	31	2,21	13 474	337 016	0,04	5,20
11	MRC Avignon	11	24	2,21	12 796	1 728	7,40	4,30
	MRC Bonaventure	14	27	1,95	17 759	1 350	13,16	3,94
	MRC Le Rocher-Percé \ Les Îles-de-la-Madeleine	22	40	1,83	30 118	35 258	0,85	3,65
	MRC Haute-Gaspésie & La Côte-de-Gaspé	25	43	1,70	28 405	3 346	8,49	4,40
Total 11	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	72	134	1,87	89 078	41 682	2,14	4,04
12	Lévis (arr. Desjardins)	19	40	2,11	61 041	133	458,27	1,56
	Lévis (arr. Les Chutes-de-la-Chaudière-Est\Ouest)	33	142	4,44	95 184	311	306,25	1,73
	MRC Beauce-Centre	11	27	2,47	19 772	845	23,40	2,78
	MRC Beauce-Sartigan	28	63	2,27	54 606	1 977	27,62	2,56
	MRC Bellechasse	24	50	2,08	39 058	1 782	21,92	3,07
	MRC La Nouvelle-Beauce	23	83	3,61	39 437	912	43,25	2,92
	MRC Les Appalaches	25	43	1,70	44 535	1 987	22,41	2,81
	MRC Les Etchemins & Montmagny	28	57	2,05	39 893	3 542	11,26	3,51

Région	MRC[1]	Nombre d'essenceries[2]	Volume annuel de ventes[2] (millions de litres)		Population[4]	Superficie[5] km[2]	Densité Pop./km[2]	Nombre d'essenceries par 5 000 habitants
			Total	Par essencerie[3]				
	MRC L'Islet	12	35	2,91	17 829	2 449	7,28	3,37
	MRC Lotbinière	19	57	2,99	36 424	1 687	21,59	2,61
Total 12	Chaudière-Appalaches	222	598	2,70	447 779	15 624	28,66	2,48
13	Laval (secteurs 1 et 2)	20	69	3,62	126 565	n/d	n/d	0,79
	Laval (secteur 3)	23	165	7,19	112 651	n/d	n/d	1,02
	Laval (secteurs 4 à 6)	29	131	4,51	211 413	n/d	n/d	0,69
Total 13	Laval	72	365	5,14	450 629	267	1686,49	0,80
14	MRC D'Autray	28	93	3,31	46 486	1352	34,38	3,01
	MRC Joliette	32	85	2,65	73 763	424	173,89	2,17
	MRC L'Assomption	37	118	3,18	131 463	285	460,63	1,41
	MRC Les Moulins	49	173	3,53	177 722	266	667,38	1,38
	MRC Matawinie	26	76	2,92	55 643	3 283	16,95	2,34
	MRC Montcalm	25	129	5,15	62 847	716	87,73	1,99
Total 14	Lanaudière	197	673	3,42	547 924	6 328	86,59	1,80
15	Mirabel	26	92	3,54	64 973	487	133,47	2,00
	MRC Antoine-Labelle	32	74	2,30	37 475	6 121	6,12	4,27
	MRC Argenteuil	17	65	3,85	36 710	1 307	28,10	2,32
	MRC Deux-Montagnes	35	95	2,72	107 363	294	365,06	1,63
	MRC La Rivière-du-Nord	41	175	4,28	145 217	466	311,56	1,41
	MRC Les Laurentides	22	112	5,11	52 707	2 600	20,27	2,09
	MRC Les Pays-d'en-Haut	16	67	4,19	48 852	737	66,25	1,64
	MRC Thérèse-De Blainville	38	140	3,67	167 653	212	791,19	1,13
Total 15	Laurentides	227	821	3,62	660 950	12 223	54,07	1,72
16	Agglomération de Longueuil (Boucherville & Saint-Bruno-de-Montarville)	18	131	7,30	68 369	124	549,59	1,32
	Agglomération de Longueuil (Brossard & Saint-Lambert)	24	119	4,95	118 336	62	1 899,45	1,01
	Agglomération de Longueuil (Longueuil (arr. Greenfield Park & Saint-Hubert))	20	69	3,47	112 226	71	1 585,11	0,89

Région	MRC[1]	Nombre d'essenceries[2]	Volume annuel de ventes[2] (millions de litres)		Population[4]	Superficie[5] km²	Densité Pop./km²	Nombre d'essenceries par 5 000 habitants
			Total	Par essencerie[3]				
	Agglomération de Longueuil (Longueuil (arr. Le Vieux-Longueuil))	24	81	3,50	149 290	45	3 317,56	0,80
	MRC Acton & Les Maskoutains	41	178	4,33	108 434	1 897	57,16	1,89
	MRC Beauharnois-Salaberry	27	95	3,51	71 953	523	137,55	1,88
	MRC La Vallée-du-Richelieu	33	83	2,50	135 052	606	223,04	1,22
	MRC Le Haut-Richelieu	38	143	3,75	123 605	1 000	123,64	1,54
	MRC Le Haut-Saint-Laurent & Les Jardins-de-Napierville	28	66	2,43	56 529	2 050	27,58	2,48
	MRC Marguerite-D'Youville	22	78	3,54	82 119	406	202,31	1,34
	MRC Pierre-De Saurel	21	51	2,57	52 938	639	82,85	1,98
	MRC Roussillon	41	134	3,28	192 386	404	476,67	1,07
	MRC Rouville	19	73	3,82	38 939	490	79,45	2,44
	MRC Vaudreuil-Soulanges	45	196	4,36	167 848	1 020	164,61	1,34
Total 16	Montérégie	401	1 496	3,76	1 478 024	9 336	158,32	1,36
17	MRC Arthabaska	34	99	2,90	76 256	1 911	39,91	2,23
	MRC Bécancour & Nicolet-Yamaska	26	68	2,52	45 690	2 414	18,93	2,85
	MRC Drummond	42	139	3,32	112 363	1 627	69,05	1,87
	MRC L'Érable	16	32	1,98	24 430	1 301	18,78	3,27
Total 17	Centre du Québec	118	338	2,84	258 739	7 252	35,68	2,28
Ensemble du Québec		**2 667**	**8 424**	**3,17**	**9 097 076**	**589 150**	**15,44**	**1,47**

Source : Régie de l'énergie

Notes :

1. *Comprend les agglomérations et municipalités exerçant certaines compétences de MRC. Afin de préserver la confidentialité des sources de données, les MRC de moins de 10 essenceries ont été regroupées avec des MRC voisines; les MRC comptant plus de 50 essenceries ont été divisées en secteurs homogènes de plus petite taille. Comprend seulement les municipalités, cantons, paroisses, villes et villages.*
2. *Source : Régie de l'énergie.*
3. *Calculé à partir des essenceries pour lesquelles le volume annuel de ventes est disponible.*
4. *Sources : Décret de population pour 2024 : Décret 1836-2023 du 20 décembre 2023, Gazette officielle du Québec, partie 2, 27 décembre 2023.*
5. *Sources : Ministère Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire, villes de Montréal, de Québec, de Saguenay et de Sherbrooke.*
6. *Les MRC de Brome-Missisquoi et de la Haute-Yamaska, ainsi que leurs municipalités sont passées de la Montérégie (16) à l'Estrie (5), par le décret 961-2021 du 28 juillet 2021.*
7. *La MRC Robert-Cliche a changé de nom pour MRC Beauce-Centre, conformément à l'avis publié dans la Gazette officielle du Québec, partie 1, du 30 juillet 2022.*

Certains des résultats présentés au tableau sont arrondis. Ainsi, les totaux pourraient différer de ceux que le lecteur pourrait obtenir en les recalculant à partir des données arrondies.

Tableau 11 : Statistiques par municipalité, 2024

Région	MRC[1]	Municipalité[2]	Nombre d'essenceries[3]	Population[4]	Nombre d'essenceries par 5 000 habitants
1	Kamouraska	Kamouraska	0	620	0,00
		La Pocatière	2	4 123	2,43
		Mont-Carmel	1	1 154	4,33
		Rivière-Ouelle	0	1 017	0,00
		Saint-Alexandre-de-Kamouraska	1	2 367	2,11
		Saint-André	0	662	0,00
		Saint-Bruno-de-Kamouraska	0	523	0,00
		Saint-Denis-De La Bouteillerie	0	509	0,00
		Sainte-Anne-de-la-Pocatière	0	1 596	0,00
		Sainte-Hélène-de-Kamouraska	1	876	5,71
		Saint-Gabriel-Lalemant	0	646	0,00
		Saint-Germain	0	303	0,00
		Saint-Joseph-de-Kamouraska	0	387	0,00
		Saint-Onésime-d'Ixworth	0	530	0,00
		Saint-Pacôme	2	1 572	6,36
		Saint-Pascal	3	3 520	4,26
		Saint-Philippe-de-Néri	1	829	6,03
	La Matanie	Baie-des-Sables	2	620	16,13
		Grosses-Roches	1	403	12,41
		Les Méchins	1	990	5,05
		Matane	9	14 316	3,14
		Saint-Adelme	1	490	10,20
		Sainte-Félicité	0	1 080	0,00
		Sainte-Paule	0	254	0,00
		Saint-Jean-de-Cherbourg	0	166	0,00
		Saint-Léandre	0	378	0,00
		Saint-René-de-Matane	1	942	5,31

Région	MRC[1]	Municipalité[2]	Nombre d'essenceries[3]	Population[4]	Nombre d'essenceries par 5 000 habitants
		Saint-Ulric	0	1 691	0,00
	La Matapédia	Albertville	1	266	18,80
		Amqui	5	6 129	4,08
		Causapscal	3	2 146	6,99
		Lac-au-Saumon	1	1 480	3,38
		Saint-Alexandre-des-Lacs	0	305	0,00
		Saint-Cléophas	0	315	0,00
		Saint-Damase	1	384	13,02
		Sainte-Florence	0	350	0,00
		Sainte-Irène	1	407	12,29
		Sainte-Marguerite-Marie	0	186	0,00
		Saint-Léon-le-Grand	2	973	10,28
		Saint-Moïse	0	551	0,00
		Saint-Noël	0	385	0,00
		Saint-Tharcisius	1	417	11,99
		Saint-Vianney	1	434	11,52
		Saint-Zénon-du-Lac-Humqui	1	366	13,66
		Sayabec	1	1 771	2,82
		Val-Brillant	1	925	5,41
	La Mitis	Grand-Métis	0	212	0,00
		La Rédemption	1	388	12,89
		Les Hauteurs	1	476	10,50
		Métis-sur-Mer	1	588	8,50
		Mont-Joli	4	6 426	3,11
		Padoue	0	253	0,00
		Price	1	1 714	2,92
		Saint-Charles-Garnier	0	226	0,00
		Saint-Donat	0	876	0,00
		Sainte-Angèle-de-Mérici	1	1 046	4,78

Région	MRC[1]	Municipalité[2]	Nombre d'essenceries[3]	Population[4]	Nombre d'essenceries par 5 000 habitants
		Sainte-Flavie	0	940	0,00
		Sainte-Jeanne-d'Arc	0	214	0,00
		Sainte-Luce	2	2 870	3,48
		Saint-Gabriel-de-Rimouski	2	1 233	8,11
		Saint-Joseph-de-Lepage	0	580	0,00
		Saint-Octave-de-Métis	0	500	0,00
	Les Basques	Notre-Dame-des-Neiges	0	1 164	0,00
		Saint-Clément	0	491	0,00
		Sainte-Françoise	0	423	0,00
		Saint-Éloi	0	318	0,00
		Sainte-Rita	0	318	0,00
		Saint-Guy	0	79	0,00
		Saint-Jean-de-Dieu	1	1 691	2,96
		Saint-Mathieu-de-Rioux	0	715	0,00
		Saint-Médard	0	221	0,00
		Saint-Simon	1	475	10,53
		Trois-Pistoles	3	3 139	4,78
	Rimouski-Neigette	Esprit-Saint	0	324	0,00
		La Trinité-des-Monts	1	242	20,66
		Rimouski	20	50 019	2,00
		Saint-Anaclet-de-Lessard	1	3 019	1,66
		Saint-Eugène-de-Ladrière	1	408	12,25
		Saint-Fabien	3	1 857	8,08
		Saint-Marcellin	0	414	0,00
		Saint-Narcisse-de-Rimouski	0	1 146	0,00
		Saint-Valérien	0	944	0,00
	Rivière-du-Loup	Cacouna	1	1 873	2,67
		L'Isle-Verte	0	1 404	0,00
		Notre-Dame-des-Sept-Douleurs	0	70	0,00

Région	MRC[1]	Municipalité[2]	Nombre d'essenceries[3]	Population[4]	Nombre d'essenceries par 5 000 habitants
		Notre-Dame-du-Portage	0	1 307	0,00
		Rivière-du-Loup	11	20 472	2,69
		Saint-Antonin	3	4 526	3,31
		Saint-Arsène	0	1 215	0,00
		Saint-Cyprien	1	1 058	4,73
		Saint-Épiphane	0	852	0,00
		Saint-François-Xavier-de-Viger	0	247	0,00
		Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	1	1 478	3,38
		Saint-Modeste	0	1 201	0,00
		Saint-Paul-de-la-Croix	0	325	0,00
	Témiscouata	Auclair	1	461	10,85
		Biencourt	1	435	11,49
		Dégelis	4	2 913	6,87
		Lac-des-Aigles	0	499	0,00
		Lejeune	1	240	20,83
		Packington	1	586	8,53
		Pohénégamook	2	2 473	4,04
		Rivière-Bleue	1	1 306	3,83
		Saint-Athanase	0	298	0,00
		Saint-Elzéar-de-Témiscouata	0	334	0,00
		Saint-Eusèbe	0	589	0,00
		Saint-Honoré-de-Témiscouata	1	763	6,55
		Saint-Jean-de-la-Lande	0	245	0,00
		Saint-Juste-du-Lac	0	555	0,00
		Saint-Louis-du-Ha! Ha!	0	1 358	0,00
		Saint-Marc-du-Lac-Long	0	375	0,00
		Saint-Michel-du-Squatec	3	1 031	14,55
		Saint-Pierre-de-Lamy	0	141	0,00
		Témiscouata-sur-le-Lac	3	5 127	2,93

Région	MRC[1]	Municipalité[2]	Nombre d'essenceries[3]	Population[4]	Nombre d'essenceries par 5 000 habitants
2	Lac-Saint-Jean-Est	Alma	18	30 649	2,94
		Desbiens	1	1 008	4,96
		Hébertville	2	2 518	3,97
		Hébertville-Station	1	1 263	3,96
		Labrecque	1	1 376	3,63
		Lamarche	1	498	10,04
		L'Ascension-de-Notre-Seigneur	1	2 196	2,28
		Métabetchouan–Lac-à-la-Croix	3	4 184	3,59
		Saint-Bruno	2	2 888	3,46
		Sainte-Monique	1	859	5,82
		Saint-Gédéon	1	2 320	2,16
		Saint-Henri-de-Taillon	1	804	6,22
		Saint-Ludger-de-Milot	1	642	7,79
		Saint-Nazaire	1	2 106	2,37
	Le Domaine-du-Roy	Chambord	2	1 800	5,56
		La Doré	2	1 401	7,14
		Lac-Bouchette	2	1 185	8,44
		Roberval	4	9 887	2,02
		Saint-André-du-Lac-Saint-Jean	1	477	10,48
		Sainte-Hedwidge	1	920	5,43
		Saint-Félicien	6	10 224	2,93
		Saint-François-de-Sales	0	629	0,00
		Saint-Prime	1	2 814	1,78
	Le Fjord-du-Saguenay	Bégin	1	871	5,74
		Ferland-et-Boileau	2	696	14,37
		L'Anse-Saint-Jean	1	1 332	3,75
		Larouche	1	1 686	2,97
		Petit-Saguenay	1	630	7,94
		Rivière-Éternité	1	440	11,36

Région	MRC[1]	Municipalité[2]	Nombre d'essenceries[3]	Population[4]	Nombre d'essenceries par 5 000 habitants
		Saint-Ambroise	2	4 153	2,41
		Saint-Charles-de-Bourget	1	806	6,20
		Saint-David-de-Falardeau	1	3 065	1,63
		Sainte-Rose-du-Nord	0	450	0,00
		Saint-Félix-d'Otis	1	1 171	4,27
		Saint-Fulgence	2	2 166	4,62
		Saint-Honoré	2	6 740	1,48
	Maria-Chapdelaine	Albanel	1	2 200	2,27
		Dolbeau-Mistassini	10	13 717	3,65
		Girardville	1	1 030	4,85
		Normandin	3	3 027	4,96
		Notre-Dame-de-Lorette	0	161	0,00
		Péribonka	1	535	9,35
		Saint-Augustin	0	330	0,00
		Saint-Edmond-les-Plaines	0	359	0,00
		Sainte-Jeanne-d'Arc	2	1 108	9,03
		Saint-Eugène-d'Argentenay	1	497	10,06
		Saint-Stanislas	0	377	0,00
		Saint-Thomas-Didyme	1	740	6,76
	Municipalités hors MRC	Saguenay	79	148 886	2,65
3	Charlevoix	Baie-Saint-Paul	5	7 600	3,29
		Les Éboulements	1	1 570	3,18
		L'Isle-aux-Coudres	2	1 099	9,10
		Petite-Rivière-Saint-François	1	1 245	4,02
		Saint-Hilarion	1	1 201	4,16
		Saint-Urbain	0	1 384	0,00
	Charlevoix-Est	Baie-Sainte-Catherine	1	163	30,67
		Clermont	2	3 083	3,24
		La Malbaie	4	8 442	2,37

Région	MRC[1]	Municipalité[2]	Nombre d'essenceries[3]	Population[4]	Nombre d'essenceries par 5 000 habitants
		Notre-Dame-des-Monts	0	805	0,00
		Saint-Aimé-des-Lacs	1	1 175	4,26
		Saint-Irénée	0	698	0,00
		Saint-Siméon	2	1 157	8,64
	La Côte-de-Beaupré \ CMQ	Beaupré	3	4 194	3,58
		Boischatel	2	8 854	1,13
		Château-Richer	0	4 540	0,00
		L'Ange-Gardien	3	3 919	3,83
		Sainte-Anne-de-Beaupré	2	3 067	3,26
		Saint-Ferréol-les-Neiges	1	3 915	1,28
		Saint-Joachim	0	1 425	0,00
		Saint-Louis-de-Gonzague-du-Cap-Tourmente	0	2	0,00
		Saint-Tite-des-Caps	1	1 519	3,29
	La Jacques-Cartier \ CMQ	Fossambault-sur-le-Lac	0	2 421	0,00
		Lac-Beauport	1	8 396	0,60
		Lac-Delage	0	796	0,00
		Lac-Saint-Joseph	0	278	0,00
		Sainte-Brigitte-de-Laval	2	8 781	1,14
		Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	4	9 161	2,18
		Saint-Gabriel-de-Valcartier	1	3 314	1,51
		Shannon	2	6 903	1,45
		Stoneham-et-Tewkesbury	3	9 947	1,51
	L'Île-d'Orléans \ CMQ	Sainte-Famille	0	875	0,00
		Sainte-Pétronille	0	1 091	0,00
		Saint-François-de-l'Île-d'Orléans	0	569	0,00
		Saint-Jean-de-l'Île-d'Orléans	0	1 114	0,00
		Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans	0	1 773	0,00
		Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans	1	1 756	2,85
	Municipalités hors MRC	Notre-Dame-des-Anges	0	250	0,00

Région	MRC[1]	Municipalité[2]	Nombre d'essenceries[3]	Population[4]	Nombre d'essenceries par 5 000 habitants
	Municipalités hors MRC \ CMQ	L'Ancienne-Lorette	4	17 406	1,15
		Québec	136	574 482	1,18
		Saint-Augustin-de-Desmaures	5	20 590	1,21
	Portneuf	Cap-Santé	1	3 750	1,33
		Deschambault-Grondines	3	2 269	6,61
		Donnacona	3	7 653	1,96
		Lac-Sergent	0	598	0,00
		Neuville	2	4 575	2,19
		Pont-Rouge	5	10 993	2,27
		Portneuf	2	3 461	2,89
		Rivière-à-Pierre	1	625	8,00
		Saint-Alban	1	1 238	4,04
		Saint-Basile	1	2 781	1,80
		Saint-Casimir	1	1 466	3,41
		Sainte-Christine-d'Auvergne	0	687	0,00
		Saint-Gilbert	0	308	0,00
		Saint-Léonard-de-Portneuf	0	1 181	0,00
		Saint-Marc-des-Carrières	1	2 875	1,74
		Saint-Raymond	4	11 547	1,73
		Saint-Thuribe	0	316	0,00
		Saint-Ubalde	1	1 536	3,26
4	Les Chenaux	Batiscan	1	1 028	4,86
		Champlain	0	1 945	0,00
		Notre-Dame-du-Mont-Carmel	2	6 400	1,56
		Sainte-Anne-de-la-Pérade	1	2 037	2,45
		Sainte-Geneviève-de-Batiscan	1	1 130	4,42
		Saint-Luc-de-Vincennes	0	553	0,00
		Saint-Maurice	0	3 720	0,00

Région	MRC[1]	Municipalité[2]	Nombre d'essenceries[3]	Population[4]	Nombre d'essenceries par 5 000 habitants
		Saint-Narcisse	2	1 832	5,46
		Saint-Prosper-de-Champlain	0	474	0,00
		Saint-Stanislas	1	1 027	4,87
	Maskinongé	Charette	1	1 109	4,51
		Louiseville	4	7 565	2,64
		Maskinongé	2	2 408	4,15
		Saint-Alexis-des-Monts	2	3 082	3,24
		Saint-Barnabé	1	1 208	4,14
		Saint-Boniface	4	5 329	3,75
		Sainte-Angèle-de-Prémont	2	640	15,63
		Saint-Édouard-de-Maskinongé	1	806	6,20
		Saint-Élie-de-Caxton	2	2 020	4,95
		Saint-Étienne-des-Grès	4	4 706	4,25
		Sainte-Ursule	0	1 343	0,00
		Saint-Justin	0	957	0,00
		Saint-Léon-le-Grand	0	889	0,00
		Saint-Mathieu-du-Parc	0	1 554	0,00
		Saint-Paulin	0	1 590	0,00
		Saint-Sévère	0	361	0,00
		Yamachiche	2	2 759	3,62
	Mékinac	Grandes-Piles	0	588	0,00
		Hérouxville	0	1 492	0,00
		Lac-aux-Sables	1	1 409	3,55
		Notre-Dame-de-Montauban	1	819	6,11
		Saint-Adelphe	1	941	5,31
		Sainte-Thècle	2	2 453	4,08
		Saint-Roch-de-Mékinac	1	323	15,48
		Saint-Séverin	0	792	0,00
		Saint-Tite	3	3 770	3,98

Région	MRC[1]	Municipalité[2]	Nombre d'essenceries[3]	Population[4]	Nombre d'essenceries par 5 000 habitants
		Trois-Rives	2	460	21,74
	Municipalités hors MRC	La Bostonnais	0	586	0,00
		La Tuque	9	11 307	3,98
		Lac-Édouard	1	218	22,94
		Shawinigan	23	51 149	2,25
		Trois-Rivières	51	144 472	1,77
5	Brome-Missisquoi	Abercorn	0	345	0,00
		Bedford (ville & canton)	2	3 340	2,99
		Bolton-Ouest	0	732	0,00
		Brigham	1	2 331	2,15
		Brome	0	355	0,00
		Bromont	4	11 834	1,69
		Cowansville	8	16 434	2,43
		Dunham	2	3 612	2,77
		East Farnham	0	682	0,00
		Farnham	5	10 848	2,30
		Frelighsburg	2	1 266	7,90
		Lac-Brome	5	6 252	4,00
		Notre-Dame-de-Stanbridge	1	672	7,44
		Pike River	0	470	0,00
		Saint-Armand	1	1 222	4,09
		Sainte-Sabine	0	1 123	0,00
		Saint-Ignace-de-Stanbridge	1	700	7,14
		Stanbridge East	0	862	0,00
		Stanbridge Station	0	288	0,00
		Sutton	1	4 699	1,06
	Coaticook	Barnston-Ouest	0	557	0,00
		Coaticook	6	8 893	3,37
		Compton	1	3 320	1,51

Région	MRC[1]	Municipalité[2]	Nombre d'essenceries[3]	Population[4]	Nombre d'essenceries par 5 000 habitants
		Dixville	0	821	0,00
		East Hereford	0	306	0,00
		Martinville	0	455	0,00
		Sainte-Edwidge-de-Clifton	0	549	0,00
		Saint-Herménégilde	0	722	0,00
		Saint-Malo	0	532	0,00
		Saint-Venant-de-Paquette	0	71	0,00
		Stanstead-Est	0	661	0,00
		Waterville	2	2 408	4,15
	La Haute-Yamaska	Granby	25	70 329	1,78
		Roxton Pond	2	4 597	2,18
		Saint-Alphonse-de-Granby	3	3 517	4,26
		Sainte-Cécile-de-Milton	1	2 292	2,18
		Saint-Joachim-de-Shefford	1	1 548	3,23
		Shefford	1	7 587	0,66
		Warden	0	390	0,00
		Waterloo	2	5 333	1,88
	Le Granit	Audet	0	717	0,00
		Courcelles	0	826	0,00
		Frontenac	0	1 839	0,00
		Lac-Drolet	1	1 080	4,63
		Lac-Mégantic	2	5 820	1,72
		Lambton	1	1 717	2,91
		Marston	0	806	0,00
		Milan	0	314	0,00
		Nantes	2	1 423	7,03
		Notre-Dame-des-Bois	0	1 105	0,00
		Piopolis	0	403	0,00
		Saint-Augustin-de-Woburn	1	672	7,44

Région	MRC[1]	Municipalité[2]	Nombre d'essenceries[3]	Population[4]	Nombre d'essenceries par 5 000 habitants
		Sainte-Cécile-de-Whitton	0	892	0,00
		Saint-Ludger	1	1 071	4,67
		Saint-Robert-Bellarmin	1	521	9,60
		Saint-Romain	1	699	7,15
		Saint-Sébastien	1	690	7,25
		Stornoway	1	539	9,28
		Stratford	0	1 068	0,00
		Val-Racine	0	182	0,00
	Le Haut-Saint-François	Ascot Corner	1	3 546	1,41
		Bury	0	1 259	0,00
		Chartierville	0	319	0,00
		Cookshire-Eaton	5	5 468	4,57
		Dudswell	1	1 777	2,81
		East Angus	3	3 969	3,78
		Hampden	0	198	0,00
		La Patrie	1	808	6,19
		Lingwick	1	441	11,34
		Newport	0	708	0,00
		Saint-Isidore-de-Clifton	1	713	7,01
		Scotstown	1	477	10,48
		Weedon	1	2 800	1,79
		Westbury	0	1 129	0,00
	Le Val-Saint-François	Bonsecours	0	664	0,00
		Cleveland	0	1 639	0,00
		Kingsbury	0	135	0,00
		Lawrenceville	0	616	0,00
		Maricourt	0	469	0,00
		Melbourne	1	1 135	4,41
		Racine	1	1 416	3,53

Région	MRC[1]	Municipalité[2]	Nombre d'essenceries[3]	Population[4]	Nombre d'essenceries par 5 000 habitants
		Richmond	3	3 440	4,36
		Saint-Claude	0	1 193	0,00
		Saint-Denis-de-Brompton	2	4 990	2,00
		Sainte-Anne-de-la-Rochelle	2	627	15,95
		Saint-François-Xavier-de-Brompton	0	2 601	0,00
		Stoke	2	3 310	3,02
		Ulverton	0	470	0,00
		Valcourt (ville & canton)	2	3 328	3,00
		Val-Joli	0	1 723	0,00
		Windsor	4	5 380	3,72
	Les Sources	Asbestos	3	7 285	2,06
		Danville	2	3 925	2,55
		Ham-Sud	0	224	0,00
		Saint-Adrien	0	563	0,00
		Saint-Camille	0	568	0,00
		Saint-Georges-de-Windsor	0	1 003	0,00
		Wotton	1	1 448	3,45
	Memphrémagog	Austin	1	1 880	2,66
		Ayer's Cliff	2	1 230	8,13
		Bolton-Est	0	1 208	0,00
		Eastman	1	2 499	2,00
		Hatley (municipalité & canton)	0	3 102	0,00
		Magog	10	28 790	1,74
		North Hatley	0	691	0,00
		Ogden	0	801	0,00
		Orford	1	5 291	0,95
		Potton	1	2 131	2,35
		Saint-Benoît-du-Lac	0	42	0,00
		Sainte-Catherine-de-Hatley	0	2 808	0,00

Région	MRC[1]	Municipalité[2]	Nombre d'essenceries[3]	Population[4]	Nombre d'essenceries par 5 000 habitants
		Saint-Étienne-de-Bolton	0	864	0,00
		Stanstead (ville & canton)	4	4 046	4,94
		Stukely-Sud	1	1 214	4,12
	Municipalités hors MRC	Sherbrooke	52	181 360	1,43
6	Municipalités hors MRC \ CMM	Baie-D'Urfé	0	3 710	0,00
		Beaconsfield	4	19 290	1,04
		Côte-Saint-Luc	1	37 833	0,13
		Dollard-Des Ormeaux	10	50 171	1,00
		Dorval	6	20 382	1,47
		Hampstead	0	7 469	0,00
		Kirkland	6	19 564	1,53
		L'Île-Dorval	0	9	0,00
		Montréal	201	1 895 211	0,53
		Montréal-Est	3	4 808	3,12
		Montréal-Ouest	0	5 250	0,00
		Mont-Royal	6	21 775	1,38
		Pointe-Claire	5	35 429	0,71
		Sainte-Anne-de-Bellevue	0	5 380	0,00
		Senneville	0	1 016	0,00
		Westmount	1	20 093	0,25
7	La Vallée-de-la-Gatineau	Aumond	1	783	6,39
		Blue Sea	0	710	0,00
		Bois-Franc	1	410	12,20
		Bouchette	0	755	0,00
		Cayamant	1	944	5,30
		Déléage	2	1 955	5,12
		Denholm	0	559	0,00
		Egan-Sud	0	520	0,00

Région	MRC[1]	Municipalité[2]	Nombre d'essenceries[3]	Population[4]	Nombre d'essenceries par 5 000 habitants
		Gracefield	2	2 454	4,07
		Grand-Remous	3	1 171	12,81
		Kazabazua	1	1 100	4,55
		Lac-Sainte-Marie	0	716	0,00
		Low	1	1 055	4,74
		Maniwaki	4	3 784	5,29
		Messines	1	1 638	3,05
		Montcerf-Lytton	2	655	15,27
		Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau	0	567	0,00
	Les Collines-de-l'Outaouais	Cantley	2	12 001	0,83
		Chelsea	2	8 825	1,13
		La Pêche	0	9 100	0,00
		L'Ange-Gardien	0	298 126	0,00
		Notre-Dame-de-la-Salette	0	6 661	0,00
		Pontiac	1	6 328	0,79
		Val-des-Monts	2	14 037	0,71
	Municipalités hors MRC	Gatineau	66	298 126	1,11
	Papineau	Boileau	0	612	0,00
		Bowman	1	941	5,31
		Chénéville	1	1 107	4,52
		Duhamel	0	522	0,00
		Fassett	0	471	0,00
		Lac-des-Plages	0	550	0,00
		Lac-Simon	0	1 188	0,00
		Lochaber	0	485	0,00
		Lochaber-Partie-Ouest	0	998	0,00
		Mayo	0	693	0,00
		Montebello	1	965	5,18

Région	MRC[1]	Municipalité[2]	Nombre d'essenceries[3]	Population[4]	Nombre d'essenceries par 5 000 habitants
		Montpellier	0	857	0,00
		Mulgrave-et-Derry	0	500	0,00
		Namur	2	902	11,09
		Notre-Dame-de-Bonsecours	0	288	0,00
		Notre-Dame-de-la-Paix	1	701	7,13
		Papineauville	2	2 257	4,43
		Plaisance	1	1 184	4,22
		Ripon	1	1 767	2,83
		Saint-André-Avellin	1	3 811	1,31
		Saint-Émile-de-Suffolk	0	396	0,00
		Saint-Sixte	0	523	0,00
		Thurso	0	3 342	0,00
		Val-des-Bois	1	536	9,33
	Pontiac	Alleyn-et-Cawood	0	227	0,00
		Bristol	0	1 133	0,00
		Bryson	1	652	7,67
		Campbell's Bay	0	706	0,00
		Chichester	1	356	14,04
		Clarendon	0	1 432	0,00
		Fort-Coulonge	0	1 251	0,00
		L'Île-du-Grand-Calumet	1	663	7,54
		L'Isle-aux-Allumettes	0	1 398	0,00
		Litchfield	0	500	0,00
		Mansfield-et-Pontefract	3	2 317	6,47
		Otter Lake	1	964	5,19
		Portage-du-Fort	0	231	0,00
		Rapides-des-Joachims	0	147	0,00
		Shawville	1	1 707	2,93
		Sheenboro	0	130	0,00

Région	MRC[1]	Municipalité[2]	Nombre d'essenceries[3]	Population[4]	Nombre d'essenceries par 5 000 habitants
		Thorne	0	542	0,00
		Waltham	0	400	0,00
8	Abitibi	Amos	7	12 757	2,74
		Barraute	3	1 936	7,75
		Berry	0	541	0,00
		Champneuf	0	88	0,00
		La Corne	1	827	6,05
		La Morandière	0	353	0,00
		La Motte	0	504	0,00
		Landrienne	0	915	0,00
		Launay	0	213	0,00
		Preissac	1	950	5,26
		Rochebaucourt	0	0	0,00
		Saint-Dominique-du-Rosaire	0	461	0,00
		Sainte-Gertrude-Manneville	0	782	0,00
		Saint-Félix-de-Dalquier	1	1 011	4,95
		Saint-Marc-de-Figuery	1	895	5,59
		Saint-Mathieu-d'Harricana	0	818	0,00
		Trécesson	1	1 261	3,97
	Abitibi-Ouest	Authier	0	293	0,00
		Authier-Nord	1	295	16,95
		Chazel	0	286	0,00
		Clermont	0	479	0,00
		Clerval	0	360	0,00
		Duparquet	1	735	6,80
		Dupuy	1	962	5,20
		Gallichan	0	480	0,00
		La Reine	0	301	0,00
		La Sarre	5	7 188	3,48

Région	MRC[1]	Municipalité[2]	Nombre d'essenceries[3]	Population[4]	Nombre d'essenceries par 5 000 habitants
		Macamic	2	2 684	3,73
		Normétal	1	774	6,46
		Palmarolle	1	1 430	3,50
		Poularies	0	661	0,00
		Rapide-Danseur	0	397	0,00
		Roquemaure	0	385	0,00
		Sainte-Germaine-Boulé	1	941	5,31
		Sainte-Hélène-de-Mancebourg	0	398	0,00
		Saint-Lambert	0	194	0,00
		Taschereau	0	893	0,00
		Val-Saint-Gilles	0	182	0,00
	La Vallée-de-l'Or	Belcourt	0	214	0,00
		Malartic	2	3 470	2,88
		Rivière-Héva	1	1 537	3,25
		Senneterre (ville & paroisse)	2	3 981	2,51
		Val-d'Or	14	32 978	2,12
	Municipalités hors MRC	Rouyn-Noranda	20	42 827	2,33
	Témiscamingue	Béarn	0	777	0,00
		Belleterre	1	297	16,84
		Duhamel-Ouest	0	941	0,00
		Fugèreville	0	336	0,00
		Guérin	0	335	0,00
		Kipawa	0	429	0,00
		Laforce	2	552	18,12
		Latulipe-et-Gaboury	1	322	15,53
		Laverlochère-Angliers	1	977	5,12
		Lorrainville	2	1 276	7,84
		Moffet	1	210	23,81
		Nédélec	0	373	0,00

Région	MRC[1]	Municipalité[2]	Nombre d'essenceries[3]	Population[4]	Nombre d'essenceries par 5 000 habitants
		Notre-Dame-du-Nord	2	1 105	9,05
		Rémigny	1	294	17,01
		Saint-Bruno-de-Guigues	0	1 211	0,00
		Saint-Édouard-de-Fabre	1	681	7,34
		Saint-Eugène-de-Guigues	0	463	0,00
		Témiscaming	2	2 349	4,26
		Ville-Marie	2	2 409	4,15
9	Caniapiscau	Fermont	1	2 181	2,29
		Schefferville	0	259	0,00
	La Haute-Côte-Nord	Colombier	1	618	8,09
		Forestville	4	2 842	7,04
		Les Bergeronnes	1	625	8,00
		Les Escoumins	3	1 800	8,33
		Longue-Rive	1	917	5,45
		Portneuf-sur-mer	1	579	8,64
		Sacré-Coeur	2	1 688	5,92
		Tadoussac	1	804	6,22
	Le Golfe-du-Saint-Laurent	Blanc-Sablon	2	1 113	8,98
		Bonne-Espérance	3	679	22,09
		Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	1	790	6,33
		Gros-Mécatina	0	358	0,00
		Saint-Augustin	0	680	0,00
	Manicouagan	Baie-Comeau	17	20 684	4,11
		Baie-Trinité	1	426	11,74
		Chute-aux-Outardes	2	1 413	7,08
		Franquelin	0	294	0,00
		Godbout	0	279	0,00
		Pointe-aux-Outardes	1	1 429	3,50
		Pointe-Lebel	1	1 831	2,73

Région	MRC[1]	Municipalité[2]	Nombre d'essenceries[3]	Population[4]	Nombre d'essenceries par 5 000 habitants
		Ragueneau	2	1 306	7,66
	Minganie	Aguanish	1	223	22,42
		Baie-Johan-Beetz	1	79	63,29
		Havre-Saint-Pierre	3	3 347	4,48
		L'Île-d'Anticosti	0	199	0,00
		Longue-Pointe-de-Mingan	1	414	12,08
		Natashquan	1	267	18,73
		Rivière-au-Tonnerre	1	287	17,42
		Rivière-Saint-Jean	0	225	0,00
	Sept-Rivières	Port-Cartier	4	6 545	3,06
		Sept-Îles	14	24 591	2,85
10	Baie-James	Baie-James	5	1 224	20,42
		Chapais	1	1 436	3,48
		Chibougamau	4	7 321	2,73
		Lebel-sur-Quévillon	2	2 153	4,64
		Matagami	2	1 340	7,46
11	Avignon	Carleton-sur-Mer	4	4 140	4,83
		Escuminac	1	628	7,96
		L'Ascension-de-Patapédia	0	158	0,00
		Maria	1	2 728	1,83
		Matapédia	1	561	8,91
		Nouvelle	2	1 791	5,58
		Pointe-à-la-Croix	1	1 316	3,80
		Ristigouche-Partie-Sud-Est	0	169	0,00
		Saint-Alexis-de-Matapédia	0	503	0,00
		Saint-André-de-Restigouche	0	147	0,00
		Saint-François-d'Assise	1	655	7,63
	Bonaventure	Bonaventure	3	2 746	5,46
		Caplan	1	1 984	2,52

Région	MRC[1]	Municipalité[2]	Nombre d'essenceries[3]	Population[4]	Nombre d'essenceries par 5 000 habitants
		Cascapédia–Saint-Jules	0	767	0,00
		Hope	0	601	0,00
		Hope Town	0	335	0,00
		New Carlisle	1	1 366	3,66
		New Richmond	3	3 806	3,94
		Paspébiac	2	3 079	3,25
		Saint-Alphonse	1	723	6,92
		Saint-Elzéar	1	464	10,78
		Saint-Godefroi	1	366	13,66
		Saint-Siméon	1	1 190	4,20
		Shigawake	0	332	0,00
	La Côte-de-Gaspé	Cloridorme	0	624	0,00
		Gaspé	14	15 137	4,62
		Grande-Vallée	1	1 069	4,68
		Murdochville	1	613	8,16
		Petite-Vallée	1	148	33,78
	La Haute-Gaspésie	Cap-Chat	1	2 573	1,94
		La Martre	1	189	26,46
		Marsoui	0	273	0,00
		Mont-Saint-Pierre	0	202	0,00
		Rivière-à-Claude	0	151	0,00
		Sainte-Anne-des-Monts	4	6 090	3,28
		Sainte-Madeleine-de-la-Rivière-Madeleine	0	290	0,00
		Saint-Maxime-du-Mont-Louis	2	1 046	9,56
	Le Rocher-Percé	Chandler	5	7 419	3,37
		Grande-Rivière	3	3 324	4,51
		Percé	2	3 126	3,20
		Port-Daniel–Gascons	2	2 300	4,35
		Sainte-Thérèse-de-Gaspé	2	1 012	9,88

Région	MRC[1]	Municipalité[2]	Nombre d'essenceries[3]	Population[4]	Nombre d'essenceries par 5 000 habitants
	Municipalités hors MRC	Grosse-Île	1	509	9,82
		Les Îles-de-la-Madeleine	7	12 428	2,82
12	Beauce-Centre	Beauceville	4	6 285	3,18
		Saint-Alfred	0	535	0,00
		Saint-Frédéric	1	1 156	4,33
		Saint-Joseph-de-Beauce	3	5 208	2,88
		Saint-Joseph-des-Érables	0	390	0,00
		Saint-Jules	0	543	0,00
		Saint-Odilon-de-Cranbourne	1	1 436	3,48
		Saint-Séverin	0	311	0,00
		Saint-Victor	1	2 358	2,12
		Tring-Jonction	1	1 550	3,23
	Beauce-Sartigan	La Guadeloupe	2	1 846	5,42
		Lac-Poulin	0	174	0,00
		Notre-Dame-des-Pins	1	1 894	2,64
		Saint-Benoît-Labre	1	1 676	2,98
		Saint-Côme–Linière	2	3 406	2,94
		Saint-Éphrem-de-Beauce	2	2 411	4,15
		Saint-Évariste-de-Forsyth	0	511	0,00
		Saint-Gédéon-de-Beauce	1	2 144	2,33
		Saint-Georges	14	33 546	2,09
		Saint-Hilaire-de-Dorset	0	99	0,00
		Saint-Honoré-de-Shenley	1	1 615	3,10
		Saint-Martin	3	2 645	5,67
		Saint-Philibert	0	361	0,00
		Saint-René	0	987	0,00
		Saint-Simon-les-Mines	0	593	0,00
		Saint-Théophile	1	698	7,16
	Bellechasse	Armagh	1	1 449	3,45

Région	MRC[1]	Municipalité[2]	Nombre d'essenceries[3]	Population[4]	Nombre d'essenceries par 5 000 habitants
		Beaumont	2	3 096	3,23
		Honfleur	1	875	5,71
		La Durantaye	2	820	12,20
		Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckland	1	792	6,31
		Saint-Anselme	2	4 368	2,29
		Saint-Charles-de-Bellechasse	1	2 652	1,89
		Saint-Damien-de-Buckland	2	1 867	5,36
		Sainte-Claire	2	3 619	2,76
		Saint-Gervais	1	2 192	2,28
		Saint-Henri	2	6 009	1,66
		Saint-Lazare-de-Bellechasse	1	1 345	3,72
		Saint-Léon-de-Standon	1	1 037	4,82
		Saint-Malachie	1	1 726	2,90
		Saint-Michel-de-Bellechasse	1	1 902	2,63
		Saint-Nazaire-de-Dorchester	0	336	0,00
		Saint-Nérée-de-Bellechasse	0	748	0,00
		Saint-Philémon	1	702	7,12
		Saint-Raphaël	1	2 497	2,00
		Saint-Vallier	1	1 026	4,87
	La Nouvelle-Beauce	Frampton	1	1 382	3,62
		Saint-Bernard	1	2 637	1,90
		Sainte-Hénédine	1	1 469	3,40
		Saint-Elzéar	1	2 792	1,79
		Sainte-Marguerite	1	1 262	3,96
		Sainte-Marie	9	13 374	3,36
		Saint-Isidore	2	3 462	2,89
		Saint-Lambert-de-Lauzon	4	6 955	2,88
		Saints-Anges	1	1 315	3,80
		Scott	1	2 807	1,78

Région	MRC[1]	Municipalité[2]	Nombre d'essenceries[3]	Population[4]	Nombre d'essenceries par 5 000 habitants
		Vallée-Jonction	1	1 982	2,52
	Les Appalaches	Adstock	3	3 102	4,84
		Beaulac-Garthby	0	948	0,00
		Disraeli (ville & paroisse)	2	3 548	2,82
		East Broughton	1	2 279	2,19
		Irlande	0	898	0,00
		Kinnear's Mills	0	421	0,00
		Sacré-Coeur-de-Jésus	0	554	0,00
		Saint-Adrien-d'Irlande	0	365	0,00
		Sainte-Clotilde-de-Beauce	1	601	8,32
		Sainte-Praxède	0	384	0,00
		Saint-Fortunat	0	272	0,00
		Saint-Jacques-de-Leeds	1	728	6,87
		Saint-Jacques-le-Majeur-de-Wolfestown	0	197	0,00
		Saint-Jean-de-Brébeuf	1	365	13,70
		Saint-Joseph-de-Coleraine	1	1 893	2,64
		Saint-Julien	0	401	0,00
		Saint-Pierre-de-Broughton	1	895	5,59
		Thetford Mines	14	26 684	2,62
	Les Etchemins	Lac-Etchemin	3	4 076	3,68
		Saint-Benjamin	0	1 189	0,00
		Saint-Camille-de-Lellis	1	745	6,71
		Saint-Cyprien	1	473	10,57
		Sainte-Aurélie	0	856	0,00
		Sainte-Justine	2	1 812	5,52
		Sainte-Rose-de-Watford	2	756	13,23
		Sainte-Sabine	0	362	0,00
		Saint-Louis-de-Gonzague	0	382	0,00
		Saint-Luc-de-Bellechasse	0	470	0,00

Région	MRC[1]	Municipalité[2]	Nombre d'essenceries[3]	Population[4]	Nombre d'essenceries par 5 000 habitants
		Saint-Magloire	0	732	0,00
		Saint-Prosper	3	3 720	4,03
		Saint-Zacharie	1	1 654	3,02
	L'Islet	L'Islet	2	3 903	2,56
		Saint-Adalbert	0	484	0,00
		Saint-Aubert	0	1 446	0,00
		Saint-Cyrille-de-Lessard	0	770	0,00
		Saint-Damase-de-L'Islet	0	567	0,00
		Sainte-Félicité	0	367	0,00
		Sainte-Louise	0	695	0,00
		Sainte-Perpétue	1	1 684	2,97
		Saint-Jean-Port-Joli	4	3 307	6,05
		Saint-Marcel	0	440	0,00
		Saint-Omer	0	295	0,00
		Saint-Pamphile	3	2 337	6,42
		Saint-Roch-des-Aulnaies	2	965	10,36
		Tourville	0	569	0,00
	Lotbinière	Dosquet	0	954	0,00
		Laurier-Station	3	2 684	5,59
		Leclercville	0	507	0,00
		Lotbinière	0	865	0,00
		Notre-Dame-du-Sacré-Coeur-d'Issoudun	0	902	0,00
		Saint-Agapit	2	4 703	2,13
		Saint-Antoine-de-Tilly	1	1 752	2,85
		Saint-Apollinaire	5	8 689	2,88
		Sainte-Agathe-de-Lotbinière	1	1 048	4,77
		Sainte-Croix	1	2 628	1,90
		Saint-Édouard-de-Lotbinière	1	1 311	3,81
		Saint-Flavien	1	1 666	3,00

Région	MRC[1]	Municipalité[2]	Nombre d'essenceries[3]	Population[4]	Nombre d'essenceries par 5 000 habitants
		Saint-Gilles	1	3 185	1,57
		Saint-Janvier-de-Joly	0	1 141	0,00
		Saint-Narcisse-de-Beaurivage	1	1 207	4,14
		Saint-Patrice-de-Beaurivage	1	1 092	4,58
		Saint-Sylvestre	1	1 051	4,76
		Val-Alain	0	1 039	0,00
	Montmagny	Berthier-sur-Mer	1	1 784	2,80
		Cap-Saint-Ignace	2	3 156	3,17
		Lac-Frontière	0	187	0,00
		Montmagny	7	10 952	3,20
		Notre-Dame-du-Rosaire	1	394	12,69
		Saint-Antoine-de-l'Isle-aux-Grues	0	112	0,00
		Sainte-Apolline-de-Patton	0	529	0,00
		Sainte-Euphémie-sur-Rivière-du-Sud	0	371	0,00
		Sainte-Lucie-de-Beauregard	1	280	17,86
		Saint-Fabien-de-Panet	1	1 010	4,95
		Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud	0	1 586	0,00
		Saint-Just-de-Bretenières	1	652	7,67
		Saint-Paul-de-Montminy	1	821	6,09
		Saint-Pierre-de-la-Rivière-du-Sud	0	832	0,00
	Municipalités hors MRC \ CMQ	Lévis	52	156 225	1,66
13	Municipalités hors MRC \ CMM	Laval	72	450 629	0,80
14	D'Autray	Berthierville	7	4 477	7,82
		La Visitation-de-l'Île-Dupas	0	710	0,00
		Lanoraie	2	5 387	1,86
		Lavaltrie	7	15 807	2,21
		Mandeville	1	2 437	2,05

Région	MRC[1]	Municipalité[2]	Nombre d'essenceries[3]	Population[4]	Nombre d'essenceries par 5 000 habitants
		Saint-Barthélemy	1	2 083	2,40
		Saint-Cléophas-de-Brandon	0	300	0,00
		Saint-Cuthbert	1	1 933	2,59
		Saint-Didace	1	748	6,68
		Sainte-Élisabeth	1	1 446	3,46
		Sainte-Geneviève-de-Berthier	1	2 254	2,22
		Saint-Gabriel	0	2 934	0,00
		Saint-Gabriel-de-Brandon	4	2 736	7,31
		Saint-Ignace-de-Loyola	1	2 122	2,36
		Saint-Norbert	1	1 112	4,50
	Joliette	Crabtree	1	4 210	1,19
		Joliette	10	21 919	2,28
		Notre-Dame-de-Lourdes	1	3 232	1,55
		Notre-Dame-des-Prairies	6	9 528	3,15
		Saint-Ambroise-de-Kildare	3	4 421	3,39
		Saint-Charles-Borromée	5	16 178	1,55
		Sainte-Mélanie	0	3 387	0,00
		Saint-Paul	5	6 956	3,59
		Saint-Pierre	0	298	0,00
		Saint-Thomas	1	3 634	1,38
	L'Assomption	L'Épiphanie (ville & paroisse)	4	9 090	2,20
	L'Assomption \ CMM	Charlemagne	4	6 495	3,08
		L'Assomption	9	24 502	1,84
		Repentigny	18	87 980	1,02
		Saint-Sulpice	2	3 396	2,94
	Les Moulins \ CMM	Mascouche	16	54 540	1,47
		Terrebonne	33	123 182	1,34
	Matawinie	Chertsey	1	5 478	0,91
		Entrelacs	1	1 045	4,78

Région	MRC[1]	Municipalité[2]	Nombre d'essenceries[3]	Population[4]	Nombre d'essenceries par 5 000 habitants
		Notre-Dame-de-la-Merci	1	1 084	4,61
		Rawdon	4	12 234	1,63
		Saint-Alphonse-Rodriguez	2	3 487	2,87
		Saint-Côme	2	2 718	3,68
		Saint-Damien	1	2 464	2,03
		Saint-Donat	3	4 731	3,17
		Sainte-Béatrix	1	2 314	2,16
		Sainte-Émélie-de-l'Énergie	1	1 784	2,80
		Sainte-Marcelline-de-Kildare	0	1 841	0,00
		Saint-Félix-de-Valois	3	7 308	2,05
		Saint-Jean-de-Matha	3	5 053	2,97
		Saint-Michel-des-Saints	2	2 760	3,62
		Saint-Zénon	1	1 342	3,73
	Montcalm	Saint-Alexis	0	1 450	0,00
		Saint-Calixte	2	7 194	1,39
		Sainte-Julienne	7	11 993	2,92
		Sainte-Marie-Salomé	1	1 277	3,92
		Saint-Esprit	1	2 294	2,18
		Saint-Jacques	3	4 618	3,25
		Saint-Liguori	1	2 199	2,27
		Saint-Lin–Laurentides	7	25 908	1,35
		Saint-Roch-de-l'Achigan	3	5 631	2,66
		Saint-Roch-Ouest	0	283	0,00
15	Antoine-Labelle	Chute-Saint-Philippe	1	1 095	4,57
		Ferme-Neuve	1	2 785	1,80
		Kiamika	1	799	6,26
		La Macaza	1	1 098	4,55
		Lac-des-Écorces	2	3 029	3,30
		Lac-du-Cerf	1	495	10,10

Région	MRC[1]	Municipalité[2]	Nombre d'essenceries[3]	Population[4]	Nombre d'essenceries par 5 000 habitants
		Lac-Saguay	1	541	9,24
		Lac-Saint-Paul	1	564	8,87
		L'Ascension	0	959	0,00
		Mont-Laurier	11	14 521	3,79
		Mont-Saint-Michel	1	586	8,53
		Nominingue	2	2 206	4,53
		Notre-Dame-de-Pontmain	2	813	12,30
		Notre-Dame-du-Laus	1	1 828	2,74
		Rivière-Rouge	2	4 734	2,11
		Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	1	860	5,81
		Sainte-Anne-du-Lac	3	562	26,69
	Argenteuil	Brownsburg-Chatham	2	7 764	1,29
		Gore	0	2 574	0,00
		Grenville	4	1 879	10,64
		Grenville-sur-la-Rouge	1	3 006	1,66
		Harrington	0	939	0,00
		Lachute	9	14 941	3,01
		Mille-Isles	0	1 803	0,00
		Saint-André-d'Argenteuil	1	3 161	1,58
		Wentworth	0	643	0,00
	Deux-Montagnes	Saint-Placide	1	1 776	2,82
	Deux-Montagnes \ CMM	Deux-Montagnes	4	18 347	1,09
		Oka	2	6 059	1,65
		Pointe-Calumet	1	6 257	0,80
		Sainte-Marthe-sur-le-Lac	4	21 250	0,94
		Saint-Eustache	19	46 398	2,05
		Saint-Joseph-du-Lac	4	7 276	2,75
	La Rivière-du-Nord	Prévost	5	13 957	1,79
		Saint-Colomban	4	18 446	1,08

Région	MRC[1]	Municipalité[2]	Nombre d'essenceries[3]	Population[4]	Nombre d'essenceries par 5 000 habitants
		Sainte-Sophie	5	18 890	1,32
		Saint-Hippolyte	2	11 650	0,86
		Saint-Jérôme	25	82 274	1,52
	Les Laurentides	Amherst	0	1 622	0,00
		Arundel	0	607	0,00
		Barkmere	0	82	0,00
		Brébeuf	0	1 006	0,00
		Huberdeau	0	866	0,00
		Ivry-sur-le-Lac	0	388	0,00
		La Conception	0	1 612	0,00
		La Minerve	1	1 471	3,40
		Labelle	1	2 845	1,76
		Lac-Supérieur	0	2 024	0,00
		Lac-Tremblant-Nord	0	76	0,00
		Lantier	0	926	0,00
		Montcalm	0	648	0,00
		Mont-Tremblant	7	11 621	3,01
		Sainte-Agathe-des-Monts	8	11 726	3,41
		Sainte-Lucie-des-Laurentides	1	1 561	3,20
		Saint-Faustin–Lac-Carré	2	3 948	2,53
		Val-David	2	5 733	1,74
		Val-des-Lacs	0	735	0,00
		Val-Morin	0	3 210	0,00
	Les Pays-d'en-Haut	Estérel	0	292	0,00
		Lac-des-Seize-Îles	0	187	0,00
		Morin-Heights	2	4 894	2,04
		Piedmont	2	3 557	2,81
		Saint-Adolphe-d'Howard	1	3 821	1,31
		Sainte-Adèle	4	14 763	1,35

Région	MRC[1]	Municipalité[2]	Nombre d'essenceries[3]	Population[4]	Nombre d'essenceries par 5 000 habitants
		Sainte-Anne-des-Lacs	0	4 037	0,00
		Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	2	3 651	2,74
		Saint-Sauveur	5	11 939	2,09
		Wentworth-Nord	0	1 711	0,00
	Municipalités hors MRC \ CMM	Mirabel	26	64 973	2,00
	Thérèse-De Blainville \ CMM	Blainville	9	61 114	0,74
		Boisbriand	9	29 229	1,54
		Bois-des-Filion	6	10 602	2,83
		Lorraine	0	9 680	0,00
		Rosemère	4	14 138	1,41
		Sainte-Anne-des-Plaines	4	15 887	1,26
		Sainte-Thérèse	6	27 003	1,11
16	Acton	Acton Vale	5	7 823	3,20
		Béthanie	0	348	0,00
		Roxton	0	1 154	0,00
		Roxton Falls	1	1 378	3,63
		Sainte-Christine	0	821	0,00
		Saint-Nazaire-d'Acton	0	870	0,00
		Saint-Théodore-d'Acton	0	1 624	0,00
		Upton	2	2 169	4,61
	Beauharnois-Salaberry	Sainte-Martine	3	5 734	2,62
		Saint-Étienne-de-Beauharnois	0	1 117	0,00
		Saint-Louis-de-Gonzague	1	2 380	2,10
		Saint-Stanislas-de-Kostka	1	2 091	2,39
		Saint-Urbain-Premier	0	1 325	0,00
		Salaberry-de-Valleyfield	18	44 561	2,02
	Beauharnois-Salaberry \ CMM	Beauharnois	4	14 745	1,36

Région	MRC[1]	Municipalité[2]	Nombre d'essenceries[3]	Population[4]	Nombre d'essenceries par 5 000 habitants
	La Vallée-du-Richelieu	Saint-Antoine-sur-Richelieu	0	1 800	0,00
		Saint-Charles-sur-Richelieu	0	1 781	0,00
		Saint-Denis-sur-Richelieu	1	2 333	2,14
		Saint-Marc-sur-Richelieu	0	2 244	0,00
	La Vallée-du-Richelieu \ CMM	Beloeil	7	24 775	1,41
		Carignan	1	12 260	0,41
		Chambly	6	31 692	0,95
		McMasterville	2	6 097	1,64
		Mont-Saint-Hilaire	6	19 302	1,55
		Otterburn Park	3	9 141	1,64
		Saint-Basile-le-Grand	3	17 302	0,87
		Saint-Jean-Baptiste	1	3 251	1,54
		Saint-Mathieu-de-Beloeil	3	3 074	4,88
	Le Haut-Richelieu	Henryville	0	1 558	0,00
		Lacolle	3	2 701	5,55
		Mont-Saint-Grégoire	1	3 133	1,60
		Noyan	0	1 453	0,00
		Saint-Alexandre	0	2 693	0,00
		Saint-Blaise-sur-Richelieu	0	2 129	0,00
		Sainte-Anne-de-Sabrevois	0	2 214	0,00
		Sainte-Brigide-d'Iberville	2	1 502	6,66
		Saint-Georges-de-Clarenceville	0	1 181	0,00
		Saint-Jean-sur-Richelieu	30	99 494	1,51
		Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix	0	2 194	0,00
		Saint-Sébastien	1	726	6,89
		Saint-Valentin	0	432	0,00
		Venise-en-Québec	1	2 195	2,28
	Le Haut-Saint-Laurent	Dundee	0	384	0,00

Région	MRC[1]	Municipalité[2]	Nombre d'essenceries[3]	Population[4]	Nombre d'essenceries par 5 000 habitants
		Elgin	0	383	0,00
		Franklin	3	1 707	8,79
		Godmanchester	0	1 480	0,00
		Havelock	1	745	6,71
		Hinchinbrooke	0	2 298	0,00
		Howick	1	884	5,66
		Huntingdon	2	2 778	3,60
		Ormstown	4	4 121	4,85
		Saint-Anicet	1	2 757	1,81
		Saint-Chrysostome	2	2 631	3,80
		Sainte-Barbe	1	1 893	2,64
		Très-Saint-Sacrement	0	1 231	0,00
	Les Jardins-de-Napierville	Hemmingford (village & canton)	2	3 047	3,28
		Napierville	3	4 179	3,59
		Saint-Bernard-de-Lacolle	3	1 637	9,16
		Saint-Cyprien-de-Napierville	0	1 878	0,00
		Sainte-Clotilde	0	3 296	0,00
		Saint-Édouard	0	1 458	0,00
		Saint-Jacques-le-Mineur	0	1 929	0,00
		Saint-Michel	0	3 821	0,00
		Saint-Patrice-de-Sherrington	0	2 308	0,00
		Saint-Rémi	5	9 684	2,58
	Les Maskoutains	La Présentation	1	2 684	1,86
		Saint-Barnabé-Sud	1	1 025	4,88
		Saint-Bernard-de-Michaudville	0	642	0,00
		Saint-Damase	1	2 434	2,05
		Saint-Dominique	1	2 916	1,71
		Sainte-Hélène-de-Bagot	2	1 798	5,56
		Sainte-Madeleine	2	2 274	4,40

Région	MRC[1]	Municipalité[2]	Nombre d'essenceries[3]	Population[4]	Nombre d'essenceries par 5 000 habitants
		Sainte-Marie-Madeleine	0	2 873	0,00
		Saint-Hugues	0	1 367	0,00
		Saint-Hyacinthe	20	59 448	1,68
		Saint-Jude	0	1 354	0,00
		Saint-Liboire	2	3 056	3,27
		Saint-Louis	0	727	0,00
		Saint-Marcel-de-Richelieu	1	507	9,86
		Saint-Pie	2	5 965	1,68
		Saint-Simon	0	1 395	0,00
		Saint-Valérien-de-Milton	0	1 782	0,00
	Marguerite-D'Youville \ CMM	Calixa-Lavallée	0	507	0,00
		Contrecoeur	2	10 194	0,98
		Saint-Amable	2	13 796	0,72
		Sainte-Julie	9	30 413	1,48
		Varennes	8	21 433	1,87
		Verchères	1	5 776	0,87
	Municipalités hors MRC \ CMM	Boucherville	11	41 726	1,32
		Brossard	21	95 066	1,10
		Longueuil	44	261 516	0,84
		Saint-Bruno-de-Montarville	7	26 643	1,31
		Saint-Lambert	3	23 270	0,64
	Pierre-De Saurel	Massueville	1	543	9,21
		Saint-Aimé	0	455	0,00
		Saint-David	0	885	0,00
		Sainte-Anne-de-Sorel	0	2 716	0,00
		Sainte-Victoire-de-Sorel	1	2 525	1,98
		Saint-Gérard-Majella	0	236	0,00

Région	MRC[1]	Municipalité[2]	Nombre d'essenceries[3]	Population[4]	Nombre d'essenceries par 5 000 habitants
		Saint-Joseph-de-Sorel	0	1 577	0,00
		Saint-Ours	1	1 744	2,87
		Saint-Robert	0	1 863	0,00
		Saint-Roch-de-Richelieu	1	2 798	1,79
		Sorel-Tracy	15	35 849	2,09
		Yamaska	2	1 747	5,72
	Roussillon \ CMM	Candiac	6	24 097	1,24
		Châteauguay	10	52 320	0,96
		Delson	3	8 557	1,75
		La Prairie	6	27 015	1,11
		Léry	1	2 515	1,99
		Mercier	5	15 371	1,63
		Saint-Constant	5	31 311	0,80
		Sainte-Catherine	3	17 579	0,85
		Saint-Isidore	0	2 888	0,00
		Saint-Mathieu	1	2 443	2,05
		Saint-Philippe	1	8 290	0,60
	Rouville	Ange-Gardien	4	3 021	6,62
		Marieville	4	11 778	1,70
		Rougemont	2	2 726	3,67
		Saint-Césaire	3	6 129	2,45
		Sainte-Angèle-de-Monnoir	0	1 832	0,00
		Saint-Paul-d'Abbotsford	1	2 968	1,68
	Rouville \ CMM	Richelieu	4	5 872	3,41
		Saint-Mathias-sur-Richelieu	1	4 613	1,08
	Vaudreuil-Soulanges	Coteau-du-Lac	5	7 681	3,25
		Les Coteaux	1	5 938	0,84
		Pointe-Fortune	0	593	0,00
		Rigaud	7	7 951	4,40

Région	MRC[1]	Municipalité[2]	Nombre d'essenceries[3]	Population[4]	Nombre d'essenceries par 5 000 habitants
		Rivière-Beaudette	2	2 651	3,77
		Saint-Clet	1	1 734	2,88
		Sainte-Justine-de-Newton	0	978	0,00
		Sainte-Marthe	0	1 023	0,00
		Saint-Polycarpe	1	2 509	1,99
		Saint-Télesphore	0	771	0,00
		Saint-Zotique	3	10 245	1,46
		Très-Saint-Rédempteur	0	1 080	0,00
	Vaudreuil-Soulanges \ CMM	Hudson	0	5 542	0,00
		Les Cèdres	2	7 226	1,38
		L'Île-Cadieux	0	125	0,00
		L'Île-Perrot	5	11 678	2,14
		Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	1	11 699	0,43
		Pincourt	2	15 095	0,66
		Pointe-des-Cascades	0	1 834	0,00
		Saint-Lazare	4	22 761	0,88
		Terrasse-Vaudreuil	0	1 929	0,00
		Vaudreuil-Dorion	11	45 442	1,21
		Vaudreuil-sur-le-Lac	0	1 363	0,00
17	Arthabaska	Chesterville	1	901	5,55
		Daveluyville	2	2 422	4,13
		Ham-Nord	1	903	5,54
		Kingsey Falls	1	2 050	2,44
		Maddington Falls	0	436	0,00
		Notre-Dame-de-Ham	1	418	11,96
		Saint-Albert	1	1 718	2,91
		Saint-Christophe-d'Arthabaska	0	3 274	0,00
		Sainte-Clotilde-de-Horton	1	1 626	3,08

Région	MRC[1]	Municipalité[2]	Nombre d'essenceries[3]	Population[4]	Nombre d'essenceries par 5 000 habitants
		Sainte-Élizabeth-de-Warwick	0	393	0,00
		Sainte-Hélène-de-Chester	0	400	0,00
		Sainte-Séraphine	0	449	0,00
		Saint-Louis-de-Blandford	2	1 095	9,13
		Saint-Norbert-d'Arthabaska	0	1 305	0,00
		Saint-Rémi-de-Tingwick	0	476	0,00
		Saint-Rosaire	1	986	5,07
		Saint-Samuel	0	781	0,00
		Saints-Martyrs-Canadiens	0	293	0,00
		Saint-Valère	0	1 185	0,00
		Tingwick	1	1 530	3,27
		Victoriaville	20	48 790	2,05
		Warwick	2	4 825	2,07
	Bécancour	Bécancour	7	14 438	2,42
		Deschaillons-sur-Saint-Laurent	1	938	5,33
		Fortierville	0	677	0,00
		Lemieux	0	281	0,00
		Manseau	1	873	5,73
		Parisville	1	513	9,75
		Sainte-Cécile-de-Lévrard	0	363	0,00
		Sainte-Françoise	0	482	0,00
		Sainte-Marie-de-Blandford	0	474	0,00
		Sainte-Sophie-de-Lévrard	0	750	0,00
		Saint-Pierre-les-Becquets	1	1 187	4,21
		Saint-Sylvère	0	791	0,00
	Drummond	Drummondville	28	82 790	1,69
		Durham-Sud	1	1 055	4,74
		L'Avenir	0	1 405	0,00
		Lefebvre	0	928	0,00

Région	MRC[1]	Municipalité[2]	Nombre d'essenceries[3]	Population[4]	Nombre d'essenceries par 5 000 habitants
		Notre-Dame-du-Bon-Conseil (village & paroisse)	2	2 677	3,74
		Saint-Bonaventure	0	1 061	0,00
		Saint-Cyrille-de-Wendover	2	5 042	1,98
		Sainte-Brigitte-des-Saults	0	815	0,00
		Saint-Edmond-de-Grantham	0	818	0,00
		Saint-Eugène	0	1 191	0,00
		Saint-Félix-de-Kingsey	1	1 525	3,28
		Saint-Germain-de-Grantham	3	5 004	3,00
		Saint-Guillaume	2	1 504	6,65
		Saint-Lucien	1	1 923	2,60
		Saint-Majorique-de-Grantham	0	1 382	0,00
		Saint-Pie-de-Guire	0	462	0,00
		Wickham	2	2 781	3,60
	L'Érable	Inverness	1	951	5,26
		Laurierville	1	1 364	3,67
		Lyster	1	1 676	2,98
		Notre-Dame-de-Lourdes	0	838	0,00
		Plessisville (ville & paroisse)	5	9 497	2,63
		Princeville	5	6 334	3,95
		Sainte-Sophie-d'Halifax	0	603	0,00
		Saint-Ferdinand	1	2 049	2,44
		Saint-Pierre-Baptiste	1	588	8,50
		Villeroy	1	530	9,43
	Nicolet-Yamaska	Aston-Jonction	0	456	0,00
		Baie-du-Febvre	1	979	5,11
		Grand-Saint-Esprit	0	481	0,00
		La Visitation-de-Yamaska	0	301	0,00
		Nicolet	4	8 726	2,29
		Pierreville	2	2 192	4,56

Région	MRC[1]	Municipalité[2]	Nombre d'essenceries[3]	Population[4]	Nombre d'essenceries par 5 000 habitants
		Saint-Célestin (municipalité & village)	1	1 538	3,25
		Sainte-Eulalie	1	1 020	4,90
		Saint-Elphège	0	255	0,00
		Sainte-Monique	0	531	0,00
		Sainte-Perpétue	1	950	5,26
		Saint-François-du-Lac	1	1 921	2,60
		Saint-Léonard-d'Aston	3	2 621	5,72
		Saint-Wenceslas	1	1 227	4,07
		Saint-Zéphirin-de-Courval	0	725	0,00
Ensemble du Québec			**2 670**	**9 097 076**	**1,47**

Source : Régie de l'énergie

Notes :

1. *Comprend les agglomérations et municipalités exerçant certaines compétences de MRC.*
2. *Comprend seulement les municipalités, les cantons, les paroisses, les villes et les villages.*
3. *Source : Régie de l'énergie.*
4. *Sources : Décret de population pour 2024 : Décret 1836-2023 du 20 décembre 2023, Gazette officielle du Québec, partie 2, 27 décembre 2023. Pour Gatineau et Laval, estimation provisoire de la Régie sur la base des informations du Recensement 2011 par ex-municipalités - Ville de Laval, Statistique Canada - Recensement 2011 et Ville de Gatineau. Profil démographique et socioéconomique – Chiffres clés du recensement et de l'enquête nationale auprès des ménages de 2011 : Ville de Gatineau, secteurs et villages urbains. Portrait de Gatineau, volume 5, cahier 1.*
5. *Les MRC de Brome-Missisquoi et de la Haute-Yamaska, ainsi que les municipalités les constituant, ont changé de région administrative d'appartenance, passant de la Montérégie (16) à l'Estrie (5), par le décret 961-2021 publié dans la Gazette officielle du Québec, partie 2, du 28 juillet 2021.*
6. *La MRC Robert-Cliche a changé de nom pour MRC Beauce-Centre, conformément à l'avis publié dans la Gazette officielle du Québec, partie 1, du 30 juillet 2022.*
7. *CMQ : Communauté métropolitaine de Québec*
8. *CMM : Communauté métropolitaine de Montréal*

Certains des résultats présentés au tableau sont arrondis. Ainsi, les totaux pourraient différer de ceux que le lecteur pourrait obtenir en les recalculant à partir des données arrondies.

Annexe 2 :

Liste des participants

1714141 Alberta Ltd. t/a Les Pétroles Parkland
9088-4396 Qc Inc. (Dépanneur des riverains maestro)
9225-4002 Québec Inc. (Desroches secteur Pétroles Chaleurs)
Bang!Com
BG Fuels
Canadian Tire Corporation
Chauffage Élie Nadeau inc.
Costco Wholesale Canada Ltd
Couche-Tard inc.
Dépanneur Roger Jones Enr.
Épicerie Johnville
Francis Canda Products a division of Aldus Capital Corp.
Garage A. Garceau & Fils inc.
Garage Alain Côté inc.
Green Repair Garage
Groupe Énergie BDL
Harnois Énergies
L. Laberge et Fils
Les Entreprises J.A.G.R.
Les Huiles Berthier Inc.
Les Huiles de la Desert inc.
Les Huiles H.L.H. Ltée
Les pétroles Bélisle et Bélisle inc.
Les Pétroles Coulombe & Fils inc.
Les Pétroles Expert inc.
Les Pétroles Global Inc.
Les Pétroles Hubert Gouin et Fils
Les Pétroles Irving Marketing S.E.N.C.
Les Pétroles J. Larochelle
Les Pétroles Maurice
Les Pétroles R.L. inc.
Les Produits pétroliers Intergaz
MacEwen Petroleum inc.
Mazout Bélanger
Nutrinor Énergies
Paquet et Fils Ltée
Paul Grand'Maison inc.
Pétrole Léger inc.
Pétroles Cadeko inc.
Pétronor inc.
Philippe Gosselin & Associés Limitée
Propulses Énergies
Relais 22 milles inc.
Sobeys
Société de développement de la Baie-James
St-Jean Auto Centre inc.
Suncor Energy Products inc.
Super Gas Ltée
W.O. Stinson & Son Ltd

Annexe 3 :

Liste des municipalités visées par le décret 961-2021

MRC de Brome-Missisquoi

- Abercorn
- Bedford (ville & canton)
- Bolton-Ouest
- Brigham
- Brome
- Bromont
- Cowansville
- Dunham
- East Farnham
- Farnham
- Frelighsburg
- Lac-Brome
- Notre-Dame-de-Stanbridge
- Pike River
- Saint-Armand
- Saint-Ignace-de-Stanbridge
- Sainte-Sabine
- Stanbridge-East
- Stanbridge Station
- Sutton

MRC de la Haute-Yamaska

- Granby
- Roxton Pond
- Saint-Alphonse-de-Granby
- Saint-Joachim-de-Shefford
- Sainte-Cécile-de-Milton
- Shefford
- Warden
- Waterloo

Régie de l'énergie
500, boulevard René-Lévesque Ouest
5e étage, bureau 5.100
Montréal (Québec) H2Z 1W7
Téléphone : 514-873-2452

Site : https://www.regie-energie.qc.ca/fr
Courriel : Communications@regie-energie.qc.ca

Médias sociaux

2025 c/litre	Regular Unleaded Retail prices, exclu											ADEQ-2
	Jan/jan	Feb/fev	Mar/mar	Apr/avr	May/mai	Jun/jui	Jul/jui	Aug/aou	Sep/sep	Oct/oct	Nov/nov	Dec/dec
WHITEHORSE	137,5	142,3	139,2	138,0	138,0	138,0	138,0	138,0	138,0	134,6	126,6	126,6
VANCOUVER*	118,3	125,1	120,1	121,0	128,5	120,8	119,4	123,7	126,6	117,2	117,0	103,1
VICTORIA	119,4	129,0	124,2	124,4	134,3	130,9	122,3	131,0	134,4	125,5	122,3	113,2
PRINCE GEORGE	110,7	111,4	109,7	107,8	107,3	105,5	114,1	113,8	112,6	108,2	101,6	99,3
KAMLOOPS	114,8	117,6	115,2	112,8	116,2	116,3	114,7	118,5	116,0	112,2	113,4	106,8
KELOWNA	114,3	118,1	110,7	110,1	112,8	111,2	112,2	116,9	111,5	108,7	111,1	101,4
FORT ST. JOHN	115,4	114,8	112,8	105,5	110,7	110,8	109,5	113,8	113,3	99,5	110,6	99,2
ABBOTSFORD	115,6	123,5	119,5	118,0	129,0	118,4	116,1	124,6	127,9	116,5	113,7	100,9
YELLOWKNIFE	116,5	116,2	116,7	117,1	115,0	116,2	117,0	117,9	118,3	117,4	116,7	111,9
CALGARY*	101,5	102,4	100,4	100,8	102,3	102,0	101,0	103,6	103,0	96,0	97,7	85,9
RED DEER	96,8	99,4	98,5	94,9	101,4	103,1	101,4	100,9	103,2	97,8	98,7	89,8
EDMONTON	96,9	99,8	97,8	97,5	100,2	98,3	97,3	100,1	101,3	94,8	93,9	83,9
LETHBRIDGE	97,8	101,6	99,3	97,6	95,7	98,6	102,0	101,0	95,8	90,9	92,4	87,9
LLOYDMINSTER	99,4	101,3	99,3	99,1	98,6	99,2	96,5	99,4	96,9	94,1	93,7	84,9
GRANDE PRAIRIE	102,0	103,7	104,1	102,6	102,6	100,8	100,2	101,5	101,5	98,0	95,3	87,1
REGINA*	99,8	106,8	103,8	107,2	103,8	101,5	100,5	107,8	108,0	100,7	97,9	94,6
SASKATOON	101,9	105,3	103,9	104,1	104,0	104,0	102,8	102,5	106,6	97,4	95,5	86,4
PRINCE ALBERT	100,8	104,4	103,5	101,9	101,2	100,9	98,6	104,0	105,9	97,7	97,2	88,7
MOOSE JAW	99,7	106,8	105,1	104,5	104,2	104,2	103,6	108,3	108,5	101,6	98,4	92,7
WINNIPEG	101,4	108,1	105,6	103,4	103,6	103,4	105,6	108,9	106,3	98,5	101,9	88,8
BRANDON	92,3	96,7	90,8	89,1	95,3	101,2	101,6	99,9	102,4	99,0	99,5	93,9
CITY OF TORONTO*	101,5	101,2	99,3	99,1	102,0	101,9	101,1	101,6	104,4	98,8	102,4	92,7
BRAMPTON	101,5	101,1	99,5	99,0	102,3	101,8	100,8	101,6	104,2	98,6	102,6	92,5
ETOBICOKE	101,2	101,0	99,0	98,6	101,8	101,5	100,6	101,1	103,5	98,1	101,9	92,3
MISSISSAUGA	100,4	100,0	98,4	98,2	100,9	100,9	99,9	100,3	103,2	97,3	101,4	91,6
NORTH YORK	101,7	101,3	99,7	99,2	102,1	102,1	101,1	102,0	104,5	98,9	102,7	92,6
SCARBOROUGH	101,2	101,0	99,3	98,6	102,1	101,4	100,7	101,2	103,8	98,1	102,3	92,1
VAUGHAN/MARKHAM	101,3	101,1	99,3	98,7	101,9	101,8	100,9	101,7	104,3	98,8	102,5	92,5
OTTAWA	101,4	101,1	99,5	98,2	101,3	100,4	99,9	100,8	103,3	97,8	101,5	91,5
KINGSTON	93,0	91,5	91,1	88,3	93,0	92,1	91,7	91,5	97,3	94,2	95,4	88,8
PETERBOROUGH	94,8	92,7	91,1	87,4	93,0	91,3	90,6	91,6	98,2	90,1	95,4	91,3

WINDSOR	100,6	100,1	98,3	97,3	100,7	100,4	99,7	100,3	103,6	97,8	101,7	91,7
LONDON	101,4	101,0	99,4	98,6	102,2	101,7	100,7	101,4	104,2	98,7	102,9	92,5
SUDBURY	98,0	101,8	95,9	94,0	102,3	98,8	96,7	98,0	100,4	91,9	96,1	86,4
SAULT STE MARIE	96,4	97,5	96,8	94,9	94,8	94,6	94,2	93,8	96,2	96,0	96,9	95,1
THUNDER BAY	101,1	100,7	100,5	100,8	101,9	100,5	99,6	103,4	99,7	95,7	99,2	85,7
NORTH BAY	101,7	101,2	100,5	94,1	95,3	97,4	98,7	96,7	95,2	88,9	92,7	88,0
TIMMINS	105,4	109,5	105,2	101,1	103,6	109,0	104,4	103,3	105,9	104,2	101,7	100,8
HAMILTON	99,7	99,4	97,5	96,7	99,7	99,7	99,1	99,6	103,2	97,8	101,7	92,2
ST. CATHARINES	99,3	99,2	97,2	95,7	97,8	98,5	97,1	98,2	99,4	94,2	98,5	88,8
BARRIE	100,7	100,4	98,6	98,2	101,7	100,9	100,1	101,3	103,6	98,0	101,9	91,6
BRANTFORD	98,4	97,5	95,4	94,6	97,8	99,2	99,2	100,0	102,3	97,0	100,8	91,0
GUELPH	100,5	100,2	98,1	98,0	101,5	101,2	100,2	100,6	103,4	98,1	102,1	92,2
KITCHENER	99,7	99,5	97,7	96,9	100,1	100,1	99,8	100,4	103,4	98,1	102,1	92,0
OSHAWA	101,3	101,1	99,2	98,7	101,6	101,5	100,4	100,3	104,0	98,5	102,2	92,4
SARNIA	94,6	93,6	92,0	87,7	93,0	91,9	91,0	92,6	97,1	92,1	95,3	85,9
MONTRÉAL*	109,8	109,0	105,7	105,7	107,6	106,1	104,1	105,9	108,9	101,3	103,3	95,1
QUÉBEC	109,3	108,2	104,8	105,8	105,2	104,7	101,7	103,1	108,9	103,1	101,6	98,4
SHERBROOKE	105,0	109,8	104,3	104,8	102,5	102,9	101,1	101,0	108,8	106,5	102,1	98,9
GASPÉ	115,2	115,7	115,4	111,9	111,4	111,4	111,4	111,5	115,3	115,8	113,1	109,0
CHICOUTIMI	100,8	99,4	96,7	100,5	99,7	97,8	93,8	96,2	99,1	93,7	97,8	90,2
RIMOUSKI	111,2	108,3	107,5	106,9	104,8	104,9	104,8	104,0	104,6	102,4	103,6	103,7
TROIS RIVIÈRES	108,2	105,3	96,9	102,9	101,8	104,8	105,1	104,9	109,7	105,3	102,2	99,1
DRUMMONDVILLE	102,2	103,2	102,3	105,0	102,7	101,8	99,9	97,9	106,4	100,6	98,2	93,1
VAL D'OR	116,9	118,5	115,6	116,0	114,3	114,2	112,3	111,7	115,1	112,6	112,2	105,1
GATINEAU	107,2	104,1	102,4	98,3	100,8	98,1	96,1	98,8	107,5	97,1	104,5	95,8
SAINT JOHN*	101,3	103,6	98,1	99,1	101,1	101,0	101,2	103,4	105,9	105,5	108,4	97,2
FREDERICTON	101,7	104,0	98,5	99,5	101,9	101,5	102,0	103,7	106,5	105,9	108,9	97,5
MONCTON	102,0	104,1	98,6	99,6	101,7	101,4	102,1	103,6	106,6	106,1	109,1	98,0
BATHURST	101,8	103,2	97,3	99,4	101,2	101,8	101,7	103,5	104,9	105,3	108,6	97,0
EDMUNDSTON	101,3	103,5	98,1	99,0	100,9	101,0	101,6	103,1	106,3	106,2	108,9	97,9
MIRAMICHI	102,9	105,1	99,6	100,5	102,9	102,6	103,1	104,9	107,6	107,4	110,4	99,2
CAMPBELLTON	101,6	103,6	99,3	100,7	102,4	101,8	103,2	104,9	107,7	106,9	110,2	98,8
SUSSEX	101,6	103,9	98,4	99,0	101,4	101,4	101,7	103,5	106,2	105,6	108,3	97,5
WOODSTOCK	103,0	105,2	99,8	100,8	102,9	102,7	103,2	104,9	107,9	107,5	110,5	99,3

HALIFAX*	98,4	98,7	94,4	97,3	99,1	98,5	99,8	102,4	103,8	95,6	100,2	90,2
SYDNEY	100,0	100,5	96,1	99,0	100,8	100,2	101,5	104,1	105,5	97,4	101,9	91,8
YARMOUTH	99,3	99,7	95,3	98,2	100,0	99,4	100,7	103,3	104,7	96,5	101,1	91,0
TRURO	99,3	99,8	95,4	98,3	100,1	99,5	100,8	103,4	104,8	96,7	101,2	91,1
KENTVILLE	98,9	99,3	94,9	97,8	99,6	99,0	100,3	102,9	104,2	96,1	100,7	90,6
NEW GLASGOW	99,3	99,8	95,4	98,3	100,1	99,5	100,8	103,4	104,8	96,7	101,2	91,3
CHARLOTTETOWN*	112,3	112,8	105,9	109,2	110,8	110,4	110,1	112,2	114,4	108,6	109,6	104,5
ST JOHNS*	112,3	114,6	111,4	112,1	112,5	113,0	112,8	114,3	117,1	112,6	115,3	107,7
GANDER	114,3	116,5	113,9	114,8	115,3	116,1	116,0	117,5	120,1	115,8	118,3	110,5
LABRADOR CITY	118,0	118,5	113,6	117,2	118,6	119,4	119,0	120,4	123,3	118,8	121,6	113,9
CORNER BROOK	112,9	115,2	112,3	113,0	113,4	114,0	113,7	115,2	118,0	113,5	116,2	108,5
GRAND FALLS	114,2	116,2	113,6	115,2	115,5	115,9	115,7	117,5	120,2	116,6	118,7	110,4
Canada Ave(V)	**105,2**	**106,5**	**103,7**	**104,0**	**106,7**	**105,2**	**104,3**	**106,3**	**108,3**	**101,6**	**103,9**	**93,7**
Canada(S)	104,3	105,7	102,7	102,5	104,6	104,2	103,7	105,3	107,4	102,4	104,2	95,9
Canada(P)	104,8	106,0	103,2	103,1	106,0	104,6	103,6	105,4	107,8	101,4	103,4	93,9
Western Ave(P)	108,0	112,8	109,4	109,4	113,4	110,1	109,1	112,7	113,7	105,9	106,0	94,7
Ontario Ave(P)	100,8	100,6	98,7	98,0	101,1	100,9	100,1	100,7	103,5	98,0	101,6	92,0
Quebec Ave(P)	109,2	108,5	105,0	105,5	106,6	105,4	103,4	104,8	108,6	101,8	102,8	95,8
Atlantic Ave(P)	102,8	104,2	99,5	101,5	103,1	102,9	103,5	105,6	107,8	103,0	106,5	96,7
Large Markets Ave(S)	103,3	104,8	101,7	101,7	104,4	103,3	102,3	104,3	106,8	100,9	102,9	93,7
Large Markets Ave(P)	104,8	106,0	103,2	103,2	106,1	104,6	103,5	105,3	107,9	101,3	103,4	93,7
Small Markets Ave(S)	105,7	107,2	103,9	103,7	105,0	105,4	105,6	106,7	108,4	104,4	105,9	98,5
Small Markets Ave(P)	104,4	106,0	103,0	102,5	103,8	104,3	104,7	105,5	106,7	102,3	103,5	96,8

S-Simple V-Volume Weig

2024,0 c/litre	Regular Unleaded Retail prices, exclu								
	Jan/jan	Feb/fev	Mar/mar	Apr/avr	May/mai	Jun/jui	Jul/jui	Aug/aou	Sep/sep
WHITEHORSE	131,3	131,3	138,6	146,2	147,1	147,1	147,1	147,1	143,0
VANCOUVER*	109,6	116,1	136,0	145,7	135,8	121,3	118,8	114,8	110,8
VICTORIA	109,4	117,2	137,4	148,2	146,3	130,0	124,3	120,4	116,6
PRINCE GEORGE	101,8	101,6	117,3	119,0	118,1	116,7	119,3	123,5	112,3
KAMLOOPS	105,4	112,3	121,9	126,5	124,9	120,1	123,7	120,6	112,9
KELOWNA	103,3	112,3	119,2	125,3	120,9	120,0	126,3	123,4	112,7
FORT ST. JOHN	99,8	109,7	118,4	123,9	119,4	114,5	119,4	121,7	110,2
ABBOTSFORD	106,1	116,4	133,3	143,1	136,7	119,0	117,5	114,2	110,3
YELLOWKNIFE	115,0	114,6	115,4	115,6	116,8	116,9	118,4	116,8	116,7
CALGARY*	86,3	95,0	107,1	111,4	107,8	105,7	110,4	107,8	96,1
RED DEER	81,3	93,2	103,4	110,7	106,8	102,1	106,7	107,6	97,3
EDMONTON	81,6	90,6	102,2	106,7	103,2	101,8	106,4	105,0	91,1
LETHBRIDGE	86,6	95,0	107,0	113,3	113,0	108,6	110,6	114,0	103,1
LLOYDMINSTER	84,0	92,7	105,5	106,8	105,4	101,9	106,3	106,4	93,3
GRANDE PRAIRIE	90,9	97,2	105,5	109,1	108,9	104,7	109,5	113,9	113,6
REGINA*	87,3	93,4	105,0	107,4	106,7	103,8	108,2	112,8	100,3
SASKATOON	84,5	93,4	104,7	106,8	102,2	101,4	109,9	114,3	100,1
PRINCE ALBERT	86,8	93,4	104,0	106,4	106,9	105,9	108,7	113,8	100,7
MOOSE JAW	86,1	92,4	104,7	108,4	108,5	106,1	108,7	116,0	102,0
WINNIPEG	87,5	95,4	105,0	107,2	107,0	103,0	109,9	112,6	98,5
BRANDON	86,9	94,9	104,3	108,6	107,4	103,9	108,8	111,7	96,7
CITY OF TORONTO*	94,5	98,3	103,2	112,0	109,9	107,1	111,2	105,9	95,1
BRAMPTON	94,3	98,3	103,2	112,2	110,1	107,0	111,3	106,0	95,2
ETOBICOKE	94,3	98,2	103,1	111,8	109,8	107,0	111,2	105,7	94,9
MISSISSAUGA	93,5	97,4	102,2	110,9	108,9	106,1	110,6	105,2	94,5
NORTH YORK	94,5	98,4	103,2	112,3	110,2	107,3	111,6	106,2	95,4
SCARBOROUGH	94,5	98,3	102,9	111,9	109,8	106,9	111,0	105,9	94,9
VAUGHAN/MARKHAM	94,7	98,5	103,3	111,9	109,9	107,0	111,4	106,0	95,1
OTTAWA	94,1	98,0	102,7	111,4	109,7	106,7	110,8	105,7	95,0
KINGSTON	86,9	95,8	99,5	108,8	106,0	99,0	103,9	101,4	90,6
PETERBOROUGH	86,4	91,8	96,4	107,4	106,7	102,9	107,6	103,4	91,3
WINDSOR	93,7	97,6	102,4	111,0	108,6	105,7	109,8	105,0	94,4
LONDON	94,5	98,3	103,0	111,5	109,6	106,8	111,2	106,0	95,0
SUDBURY	94,1	100,3	105,5	111,3	112,8	109,9	109,1	104,7	98,2
SAULT STE MARIE	95,0	96,1	101,6	109,8	112,3	106,5	110,0	106,7	98,2
THUNDER BAY	87,7	99,6	110,3	113,1	111,6	104,7	111,4	116,7	102,9
NORTH BAY	97,1	101,3	106,1	113,8	110,4	108,2	109,2	105,0	94,9
TIMMINS	102,0	103,0	108,3	117,6	116,5	111,7	110,3	112,8	102,5
HAMILTON	93,2	97,1	102,1	110,7	108,0	105,3	109,5	104,4	93,1
ST. CATHARINES	89,6	95,5	101,2	109,7	107,0	104,5	109,6	104,6	93,6
BARRIE	93,8	97,8	102,6	111,2	109,4	106,5	110,7	105,3	94,5
BRANTFORD	92,0	96,1	100,9	109,5	107,1	103,5	107,9	102,9	91,7
GUELPH	94,4	98,6	103,3	111,6	109,2	106,3	110,4	105,3	94,3
KITCHENER	94,4	98,3	102,9	111,5	109,4	106,4	110,5	105,0	94,2

OSHAWA	94,0	98,5	103,3	111,9	109,9	107,1	111,4	106,1	95,2
SARNIA	86,9	92,0	97,8	107,3	105,2	100,3	104,3	100,9	91,5
MONTRÉAL*	105,6	109,9	114,5	123,3	121,5	117,3	120,0	114,7	102,5
QUÉBEC	110,2	112,5	113,9	125,5	127,1	116,0	122,3	115,9	106,2
SHERBROOKE	106,8	109,1	110,3	122,3	123,6	116,9	121,5	119,1	108,4
GASPÉ	117,9	120,4	122,3	131,4	135,4	126,4	126,1	125,6	119,8
CHICOUTIMI	101,3	103,1	106,7	119,3	115,7	109,7	112,4	107,2	98,4
RIMOUSKI	115,5	117,2	117,2	127,4	124,3	118,3	117,9	117,5	109,3
TROIS RIVIÈRES	108,2	109,4	110,9	123,2	128,2	119,7	121,2	116,6	109,3
DRUMMONDVILLE	108,5	109,8	112,5	122,7	124,6	119,0	120,5	117,2	109,2
VAL D'OR	113,2	117,8	119,2	127,6	132,2	126,9	125,6	124,4	114,4
GATINEAU	104,7	109,5	106,2	118,6	117,6	113,9	117,1	113,6	102,8
SAINT JOHN*	97,6	102,7	107,0	115,3	111,3	106,4	109,9	105,3	94,3
FREDERICTON	98,0	103,2	107,4	117,0	111,5	106,6	110,5	105,7	94,8
MONCTON	98,3	103,5	107,7	117,2	111,8	106,9	110,7	105,9	94,9
BATHURST	98,1	103,4	107,9	117,6	111,8	107,1	110,9	105,9	94,9
EDMUNDSTON	98,1	103,1	107,1	116,0	111,2	106,2	109,9	105,2	94,5
MIRAMICHI	98,6	104,2	108,6	118,2	112,7	107,9	111,6	106,9	95,9
CAMPBELLTON	99,2	104,3	108,3	117,5	112,4	107,6	111,5	106,7	95,7
SUSSEX	97,6	102,9	107,0	116,8	111,4	106,5	110,3	105,6	94,6
WOODSTOCK	99,3	104,4	108,6	118,3	112,8	107,9	111,8	107,0	95,9
HALIFAX*	94,5	99,9	103,9	111,2	112,9	105,7	108,4	102,7	91,3
SYDNEY	96,2	101,7	105,5	112,9	114,6	107,4	110,1	104,4	93,0
YARMOUTH	95,4	100,9	104,7	112,1	113,8	106,6	109,3	103,6	92,2
TRURO	95,5	101,0	104,8	112,2	113,9	106,7	109,4	103,7	92,4
KENTVILLE	95,1	100,5	104,3	111,7	113,4	106,2	108,9	103,3	91,8
NEW GLASGOW	95,5	101,0	104,8	112,2	113,9	106,7	109,4	103,7	92,3
CHARLOTTETOWN*	103,4	108,5	110,8	115,9	118,6	113,3	117,6	113,6	102,6
ST JOHNS*	108,3	114,7	119,3	128,8	125,7	119,0	122,1	117,8	106,9
GANDER	110,5	116,8	121,4	131,0	128,0	121,1	124,2	119,9	109,0
LABRADOR CITY	114,1	121,1	125,1	134,5	131,5	124,8	127,8	123,6	112,7
CORNER BROOK	108,9	115,4	120,0	129,4	126,4	119,6	122,8	118,4	107,6
GRAND FALLS	110,5	116,9	121,6	130,9	128,0	121,1	124,0	119,6	108,3
Canada Ave(V)	**97,2**	**102,5**	**110,7**	**118,3**	**115,2**	**110,5**	**113,5**	**109,5**	**99,0**
Canada(S)	98,0	103,2	109,3	117,1	115,4	110,5	113,8	110,9	100,7
Canada(P)	97,4	102,6	110,0	118,1	115,5	110,5	113,7	109,7	99,2
Western Ave(P)	95,8	103,6	118,1	124,3	119,3	112,0	114,0	112,4	103,1
Ontario Ave(P)	93,8	98,0	102,9	111,6	109,5	106,6	110,6	105,7	94,8
Quebec Ave(P)	106,5	110,2	114,0	123,5	122,6	117,0	120,2	115,1	103,6
Atlantic Ave(P)	98,8	104,3	108,4	116,6	115,3	109,0	112,2	107,1	96,0
Large Markets Ave(S)	96,0	101,7	108,6	116,7	114,5	109,3	112,9	109,5	99,0
Large Markets Ave(P)	97,3	102,5	110,0	118,2	115,4	110,5	113,7	109,5	99,0
Small Markets Ave(S)	100,5	105,5	111,1	118,5	117,2	112,3	115,0	112,6	102,5
Small Markets Ave(P)	98,7	103,8	110,3	117,2	116,3	111,6	114,3	112,5	102,3

S-Simple V-Volume Weig

Oct/oct	Nov/nov	Dec/dec
142,3	142,3	138,9
112,2	111,3	108,7
115,0	115,9	114,6
109,9	108,3	105,3
111,1	110,9	110,6
110,6	108,7	106,9
110,4	106,5	104,2
112,0	111,2	107,1
116,1	116,8	116,2
99,2	95,1	93,7
99,5	96,5	92,9
94,4	91,0	89,0
98,8	97,4	96,1
97,2	92,4	91,9
111,2	102,2	100,3
98,8	97,2	97,2
96,3	94,4	94,7
97,2	94,4	94,3
100,1	97,8	97,3
97,5	94,4	94,5
91,4	89,4	87,3
97,6	98,5	97,9
97,7	98,5	97,9
97,4	98,1	97,5
97,0	97,5	96,9
97,9	98,6	98,0
97,4	98,4	97,6
97,7	98,4	97,7
97,6	98,2	98,0
90,5	89,7	89,0
91,1	90,5	92,5
97,1	97,5	97,1
97,5	98,3	97,7
96,7	97,5	95,3
95,3	94,7	94,7
100,3	98,7	98,6
98,1	99,0	91,5
100,9	103,4	101,6
96,0	96,3	96,0
96,2	96,5	96,3
97,0	97,7	97,0
94,7	95,0	94,3
97,1	97,6	97,1
96,8	97,5	96,9

97,8	98,5	97,8
93,1	93,1	89,9
104,1	105,4	105,8
105,4	105,2	105,7
101,2	101,1	99,5
114,6	115,6	113,8
93,5	96,9	96,2
108,2	106,0	106,9
103,6	103,6	100,9
106,0	102,1	100,6
108,4	108,8	114,4
100,7	105,6	104,4
96,3	97,7	96,3
96,9	98,0	96,6
97,0	98,3	96,8
97,1	98,2	96,7
96,1	97,4	96,0
97,9	99,3	97,9
96,9	98,0	97,7
96,5	97,8	96,4
98,1	99,3	97,6
91,4	92,9	91,2
93,1	94,6	92,9
92,3	93,8	92,1
92,4	93,9	92,2
91,9	93,4	91,7
92,4	93,9	92,2
105,0	106,2	103,6
108,3	109,1	108,2
110,3	111,0	110,0
113,1	114,8	113,9
108,9	109,7	108,8
110,3	110,8	109,7
100,9	**100,7**	**99,9**
100,8	100,8	99,6
100,6	100,6	99,8
104,1	102,0	100,3
97,2	97,8	97,3
103,9	104,9	105,1
97,1	98,4	96,9
99,4	99,3	98,4
100,6	100,6	99,8
102,3	102,3	100,8
101,6	101,2	99,5

2023 c/litre	Regular Unleaded Gasoline / Essence ordinaire Retail prices, excluding taxes, self serve / Prix au detail,											
	Jan/jan	Feb/fev	Mar/mar	Apr/avr	May/mai	Jun/jui	Jul/jui	Aug/aou	Sep/sep	Oct/oct	Nov/nov	Dec/dec
WHITEHORSE	134,3	132,7	134,2	143,9	144,6	144,6	144,6	151,5	153,9	152,1	150,4	140,4
VANCOUVER*	122,4	126,9	126,3	128,6	127,8	141,2	136,3	145,7	142,3	122,4	118,9	112,0
VICTORIA	123,4	129,0	131,2	131,8	131,8	143,6	141,6	144,9	147,0	140,5	126,8	118,7
PRINCE GEORGE	116,5	115,8	118,7	120,6	118,8	119,1	117,3	119,7	121,4	118,7	116,4	108,6
KAMLOOPS	117,5	116,7	124,8	126,5	125,8	126,2	123,2	127,0	125,0	123,7	120,0	111,6
KELOWNA	120,9	119,1	124,5	127,4	124,5	129,7	123,9	132,1	129,5	125,1	119,1	108,5
FORT ST. JOHN	128,1	128,1	128,1	125,2	121,4	119,4	119,1	119,9	119,3	118,3	118,3	107,9
ABBOTSFORD	123,1	130,5	127,9	131,3	126,8	141,4	134,3	144,9	141,9	125,8	116,3	107,7
YELLOWKNIFE	118,0	120,7	122,2	123,9	123,1	123,9	123,8	124,2	124,3	125,0	125,7	120,5
CALGARY*	101,5	98,4	104,9	114,0	114,7	113,4	110,4	115,4	112,0	106,7	99,6	89,7
RED DEER	96,4	93,6	104,7	107,9	106,8	107,3	105,9	114,2	114,0	109,0	104,5	93,7
EDMONTON	100,2	96,0	101,9	109,4	107,2	108,5	105,9	111,3	110,8	107,8	102,3	91,7
LETHBRIDGE	98,9	102,9	105,1	110,5	110,2	110,0	109,9	114,5	116,5	114,8	110,0	95,0
LLOYDMINSTER	101,1	100,6	105,3	111,0	110,0	109,6	106,4	112,6	111,8	106,8	102,7	91,7
GRANDE PRAIRIE	101,7	103,0	108,3	112,8	111,2	110,3	108,4	112,3	111,0	110,8	109,1	99,0
REGINA*	104,5	104,8	111,7	113,5	113,0	112,8	109,5	116,2	116,6	110,2	103,0	91,2
SASKATOON	104,2	103,4	109,4	112,0	109,1	109,6	107,2	110,8	109,1	104,6	96,5	86,1
PRINCE ALBERT	104,1	98,5	108,0	112,5	112,0	112,7	109,5	116,2	113,5	107,4	99,3	90,2
MOOSE JAW	103,7	104,8	111,4	113,1	113,2	114,0	110,5	116,1	117,1	111,1	104,0	93,1
WINNIPEG	105,2	110,8	109,2	116,4	116,8	111,8	111,6	117,0	117,4	110,1	106,1	91,6
BRANDON	108,5	108,0	111,3	116,9	118,7	114,0	112,6	117,8	120,1	112,3	107,8	93,8
CITY OF TORONTO*	101,6	98,2	99,2	105,6	105,3	107,8	110,3	116,6	113,4	102,1	98,6	94,4
BRAMPTON	101,5	98,2	99,2	105,6	105,2	107,7	110,6	116,7	113,7	102,2	97,5	93,1
ETOBICOKE	101,1	97,9	98,9	105,3	104,9	107,5	110,0	116,6	113,5	102,2	98,4	94,1
MISSISSAUGA	100,6	97,4	98,3	104,4	104,2	106,7	109,5	115,8	112,8	101,4	98,1	93,5
NORTH YORK	101,6	98,3	99,2	105,6	105,3	107,7	110,6	116,6	113,6	102,2	98,8	94,4
SCARBOROUGH	101,6	98,2	99,1	105,3	104,9	107,5	110,3	116,4	113,2	101,9	98,6	94,4
VAUGHAN/MARKHAM	101,5	98,2	99,1	105,5	105,0	107,5	110,6	116,7	113,7	102,3	98,8	94,6
OTTAWA	101,4	99,3	100,7	106,3	104,9	107,2	109,9	116,0	112,8	101,7	98,3	94,1
KINGSTON	99,4	96,2	97,1	103,7	102,0	104,5	107,2	114,1	110,7	98,5	94,7	88,5
PETERBOROUGH	95,8	94,5	93,6	100,1	97,5	101,3	102,7	112,0	109,6	97,3	92,9	86,2
WINDSOR	101,2	97,6	98,6	105,0	104,2	106,8	109,6	115,7	112,2	101,2	98,0	93,7
LONDON	101,0	97,6	98,5	104,9	104,8	107,2	109,9	116,1	113,3	102,1	98,7	94,5
SUDBURY	100,6	102,1	99,6	105,6	103,3	105,4	107,6	115,0	114,6	103,5	99,8	95,5
SAULT STE MARIE	100,3	98,0	97,1	104,2	105,5	106,8	106,8	114,8	117,0	110,0	102,2	98,0
THUNDER BAY	103,2	104,2	112,2	113,4	110,9	114,6	110,4	117,1	115,8	103,2	102,1	87,8
NORTH BAY	104,0	107,8	105,5	106,9	105,1	111,3	107,4	118,1	121,1	106,3	102,6	97,8
TIMMINS	110,7	108,1	106,5	109,8	113,4	111,3	113,8	120,6	121,3	111,9	106,6	103,9
HAMILTON	100,2	96,8	97,4	103,8	103,0	106,0	108,9	115,3	111,9	100,8	97,4	93,1
ST. CATHARINES	98,9	96,2	95,9	102,5	102,2	104,6	106,7	114,3	111,1	100,0	95,0	90,2
BARRIE	100,7	97,4	98,3	104,7	104,5	106,8	109,8	115,9	112,8	101,4	98,1	93,7
BRANTFORD	100,3	96,6	97,0	103,2	101,9	105,0	108,9	114,0	111,2	100,0	96,5	92,2
GUELPH	101,2	97,6	98,5	105,1	104,6	107,2	110,3	116,5	113,5	102,1	98,5	94,0
KITCHENER	101,2	97,7	98,6	105,1	104,5	107,1	110,4	116,7	113,5	102,3	98,7	94,3
OSHAWA	101,3	98,0	99,0	105,4	105,1	107,7	110,7	116,6	113,5	102,1	97,0	92,7
SARNIA	99,9	97,4	97,5	103,3	99,3	103,5	106,2	114,8	108,7	96,8	93,5	88,7
MONTRÉAL*	107,3	105,2	107,0	113,4	112,6	114,9	117,3	124,1	123,0	112,4	108,7	105,6
QUÉBEC	114,3	111,5	112,4	120,1	121,8	125,5	122,7	131,7	129,6	121,3	115,5	112,6
SHERBROOKE	110,5	110,3	109,1	113,2	114,9	117,7	116,9	126,4	126,3	120,2	113,9	109,2
GASPÉ	118,1	117,9	117,2	123,9	125,1	130,8	130,8	137,0	137,7	129,0	121,6	117,0
CHICOUTIMI	105,3	104,5	105,7	110,1	108,7	111,1	112,8	121,1	120,5	110,2	103,2	101,8
RIMOUSKI	117,3	117,2	116,3	122,6	125,1	126,0	126,1	133,7	133,4	122,4	117,8	115,5
TROIS RIVIÈRES	113,6	110,9	110,2	119,8	119,4	121,0	120,0	130,6	129,7	121,2	115,1	111,2
DRUMMONDVILLE	114,4	110,7	107,7	113,7	116,2	120,8	120,2	128,0	128,7	117,4	111,9	109,1
VAL D'OR	118,2	117,0	117,2	121,4	119,5	125,7	123,4	133,4	133,4	124,6	116,8	112,4

GATINEAU	102,6	102,3	102,5	113,0	114,2	119,2	119,7	128,9	127,8	118,0	110,0	103,4
SAINT JOHN*	104,8	106,1	104,4	115,3	106,4	108,4	112,8	123,6	125,2	110,4	104,2	99,4
FREDERICTON	105,2	106,4	104,9	115,7	106,8	108,8	113,2	123,9	125,5	110,8	104,6	99,8
MONCTON	105,5	106,6	105,2	116,0	107,0	109,0	113,5	124,2	125,8	111,2	104,9	100,1
BATHURST	105,2	106,8	105,1	116,1	106,8	109,3	113,6	124,2	125,7	111,2	104,8	99,9
EDMUNDSTON	104,4	106,3	104,7	115,4	106,6	108,6	113,1	123,6	125,1	111,1	104,5	99,7
MIRAMICHI	106,3	107,4	106,2	116,8	107,9	109,9	114,5	124,9	126,9	112,0	105,8	101,0
CAMPBELLTON	107,6	108,6	107,0	117,3	107,9	109,6	114,4	123,6	123,8	109,9	105,3	100,9
SUSSEX	104,6	105,8	103,5	115,1	106,5	108,0	112,5	122,2	125,0	110,0	104,1	99,5
WOODSTOCK	106,2	107,7	106,2	116,9	108,0	110,1	114,5	125,1	126,8	112,2	105,9	101,0
HALIFAX*	106,0	106,3	105,0	116,5	106,1	107,6	111,8	121,1	118,8	104,9	100,8	94,4
SYDNEY	107,7	108,0	106,7	118,2	107,8	109,3	113,5	122,8	120,5	106,6	102,5	96,1
YARMOUTH	106,9	107,2	106,0	117,4	106,9	108,5	112,7	122,0	119,7	105,8	101,7	95,3
TRURO	106,9	107,3	106,0	117,5	107,1	108,6	112,8	122,1	119,9	106,0	101,8	95,3
KENTVILLE	106,5	106,8	105,6	117,0	106,6	108,1	112,3	121,6	119,3	105,4	101,3	94,9
NEW GLASGOW	107,0	107,2	106,0	117,5	107,1	108,6	112,8	122,1	119,7	105,9	101,8	95,5
CHARLOTTETOWN*	111,1	112,1	110,3	116,9	110,6	112,5	117,9	128,3	128,0	111,3	107,5	104,5
ST JOHNS*	115,3	115,9	115,0	123,0	115,4	117,9	119,9	131,6	133,4	119,5	114,6	109,7
GANDER	117,5	118,2	117,2	125,3	117,5	120,1	122,1	133,8	135,6	121,7	116,6	111,9
LABRADOR CITY	121,1	121,7	120,8	129,2	121,1	123,6	125,6	137,4	138,3	125,3	120,4	115,5
CORNER BROOK	115,9	116,6	115,6	123,7	116,0	118,5	120,4	132,2	134,1	120,1	115,1	110,3
GRAND FALLS	117,5	118,2	117,2	125,3	117,5	120,1	122,1	133,8	135,6	121,7	116,6	111,8
Canada Ave(V)	**106,2**	**105,0**	**106,6**	**112,8**	**111,9**	**114,9**	**115,4**	**122,2**	**119,9**	**108,5**	**104,2**	**98,3**
Canada(S)	107,5	106,9	107,8	114,3	111,4	113,7	114,8	122,4	121,5	111,3	106,4	100,2
Canada(P)	106,2	104,8	106,2	112,3	111,2	114,4	115,1	122,0	119,9	109,1	104,7	99,0
Western Ave(P)	111,3	112,5	115,2	120,0	119,2	124,1	120,8	127,5	125,7	115,7	110,2	100,7
Ontario Ave(P)	101,2	98,2	99,1	105,3	104,7	107,3	109,8	116,2	113,2	101,9	98,3	93,9
Quebec Ave(P)	108,9	106,7	108,1	114,6	114,4	116,9	118,2	125,7	124,5	114,5	110,1	107,0
Atlantic Ave(P)	107,9	108,6	107,3	117,7	108,4	110,3	114,3	124,5	124,3	110,0	105,1	99,7
Large Markets Ave(S)	105,9	105,0	106,2	112,3	110,4	113,5	114,0	121,4	119,7	109,2	104,0	97,8
Large Markets Ave(P)	106,0	104,5	105,9	112,0	111,1	114,4	115,0	121,9	119,7	108,8	104,4	98,8
Small Markets Ave(S)	110,2	110,2	110,6	117,7	113,3	114,9	116,3	124,3	124,6	114,5	109,7	103,4
Small Markets Ave(P)	109,0	108,8	110,0	116,3	113,1	114,4	115,2	122,7	123,1	114,0	109,3	102,3

S-Simple V-Volume Weighted P-Population Weighted

2022 c/litre	Regular Unleaded Gasoline / Essence ordinaire Retail prices, excluding taxes, self serve / Prix au detail, sans taxes, libre service								
	Jan/jan	Feb/fev	Mar/mar	Apr/avr	May/mai	Jun/jui	Jul/jui	Aug/aou	Sep/sep
WHITEHORSE	124,6	131,8	143,6	146,8	165,8	179,5	172,1	150,5	150,1
VANCOUVER*	115,2	121,8	142,1	140,9	161,5	166,7	145,6	136,0	147,7
VICTORIA	116,4	122,5	147,4	143,6	166,7	173,5	152,9	139,0	146,1
PRINCE GEORGE	109,8	112,9	143,7	146,6	153,1	167,1	162,6	139,1	135,0
KAMLOOPS	107,3	120,1	144,5	142,9	154,6	169,5	163,8	141,0	135,5
KELOWNA	109,2	115,9	143,3	138,8	154,8	168,9	161,3	136,3	133,2
FORT ST. JOHN	96,4	108,4	142,2	145,2	149,3	167,3	158,2	145,5	144,3
ABBOTSFORD	116,4	122,0	148,1	144,2	164,6	169,4	149,2	137,6	147,0
YELLOWKNIFE	114,7	121,1	137,9	136,5	149,0	168,7	159,0	136,3	133,2
CALGARY*	100,4	106,7	125,2	127,0	138,6	159,5	153,9	124,9	116,4
RED DEER	97,3	104,9	124,3	127,0	133,0	158,5	151,4	118,0	104,3
EDMONTON	95,3	103,7	122,3	122,3	134,8	156,1	150,0	119,4	109,5
LETHBRIDGE	101,4	107,3	127,2	130,3	139,4	160,9	155,4	122,0	117,1
LLOYDMINSTER	94,4	103,1	123,5	126,7	135,5	156,2	147,4	116,3	114,5
GRANDE PRAIRIE	93,5	102,6	123,2	123,1	136,3	155,6	149,3	122,4	121,2
REGINA*	96,3	105,3	126,9	123,2	137,1	158,1	147,1	114,5	114,6
SASKATOON	95,0	105,0	126,6	123,2	137,2	157,2	142,3	110,5	111,6
PRINCE ALBERT	95,2	104,6	122,6	124,7	136,7	156,9	141,3	117,7	115,2
MOOSE JAW	96,6	103,8	126,9	124,4	137,5	157,8	151,8	123,9	117,8
WINNIPEG	98,7	107,4	129,0	127,7	139,6	160,5	146,9	126,8	126,1
BRANDON	98,7	107,3	129,0	128,4	139,4	160,5	144,2	125,7	124,5
CITY OF TORONTO*	95,6	105,9	119,8	118,5	139,6	146,5	130,7	116,7	101,8
BRAMPTON	96,0	106,1	119,8	118,5	139,6	146,5	130,7	116,7	101,7
ETOBICOKE	95,4	105,6	119,4	118,2	139,3	146,4	130,5	116,5	101,6
MISSISSAUGA	95,2	105,4	119,6	118,2	139,0	146,1	130,3	116,2	101,3
NORTH YORK	96,0	106,1	119,8	118,6	139,7	146,6	130,7	116,8	101,8
SCARBOROUGH	95,7	106,0	119,9	118,5	139,7	146,6	130,7	116,7	101,7
VAUGHAN/MARKHAM	95,6	105,8	119,8	118,5	139,6	146,6	130,8	116,7	101,7
OTTAWA	94,1	104,5	118,9	118,4	139,5	146,3	130,5	116,6	101,6
KINGSTON	94,1	104,9	119,0	116,6	138,5	144,9	128,1	114,7	100,1
PETERBOROUGH	91,4	103,5	118,6	115,3	136,8	143,0	126,2	112,4	96,5
WINDSOR	95,0	105,1	119,4	117,6	139,0	146,0	130,7	116,2	101,4
LONDON	95,0	105,2	119,0	117,6	138,7	145,7	130,1	116,0	101,1
SUDBURY	101,9	114,9	132,5	127,7	150,1	154,9	142,5	125,3	110,4
SAULT STE MARIE	97,0	107,6	121,7	117,8	138,4	148,8	131,7	115,6	102,2
THUNDER BAY	99,1	105,8	132,1	130,5	138,1	154,0	135,3	115,4	116,1
NORTH BAY	101,1	113,7	130,1	126,6	146,5	154,8	143,1	123,6	106,9
TIMMINS	104,0	117,4	133,9	131,7	150,2	156,6	147,2	130,1	116,8
HAMILTON	94,6	105,1	119,1	117,4	138,7	145,4	130,0	115,6	100,8
ST. CATHARINES	92,3	104,3	118,2	116,7	138,1	144,9	128,3	114,9	99,7
BARRIE	95,0	105,2	119,0	117,7	138,8	145,9	129,9	115,9	100,9
BRANTFORD	94,5	104,8	118,2	116,9	138,0	144,8	129,3	114,8	99,9
GUELPH	95,5	105,9	119,8	118,3	139,7	146,2	130,4	116,5	101,7
KITCHENER	95,6	106,0	119,7	118,4	139,4	146,6	130,4	116,6	101,5

OSHAWA	95,6	105,8	119,6	118,3	139,4	146,4	130,6	116,5	101,6
SARNIA	87,9	96,3	116,3	113,7	135,8	144,8	124,9	114,4	97,7
MONTRÉAL*	102,9	112,7	127,7	125,2	146,6	156,2	139,7	127,5	107,8
QUÉBEC	103,5	114,0	128,8	127,9	150,9	161,9	146,4	133,4	115,5
SHERBROOKE	100,8	109,0	127,8	127,8	150,4	162,2	145,7	132,0	113,9
GASPÉ	108,8	119,2	135,5	134,9	155,5	167,4	150,8	139,6	120,7
CHICOUTIMI	99,5	108,9	127,5	126,5	148,8	161,6	146,3	129,7	108,4
RIMOUSKI	104,6	116,1	133,3	131,1	155,2	166,9	148,8	139,0	121,4
TROIS RIVIÈRES	102,6	112,7	128,3	127,8	150,4	161,6	145,8	133,2	113,7
DRUMMONDVILLE	101,6	109,4	128,4	127,7	150,4	162,5	147,0	133,8	114,6
VAL D'OR	105,8	114,3	132,9	133,0	153,8	168,5	152,8	139,0	121,3
GATINEAU	100,2	111,3	131,6	127,6	152,8	161,1	147,7	131,5	110,7
SAINT JOHN*	93,8	103,6	117,9	119,6	137,3	151,3	135,8	122,1	106,2
FREDERICTON	94,4	104,0	118,2	119,9	138,0	151,6	135,8	122,5	106,4
MONCTON	94,6	104,3	118,6	120,2	138,1	152,0	136,1	122,8	106,6
BATHURST	94,5	104,4	118,7	120,4	137,7	151,9	135,9	122,7	106,7
EDMUNDSTON	94,2	103,8	118,0	119,7	137,7	151,5	135,4	122,3	106,2
MIRAMICHI	95,8	105,5	119,6	121,3	139,3	153,0	137,3	123,9	107,8
CAMPBELLTON	96,0	105,9	120,3	121,9	140,3	152,9	137,9	124,9	108,6
SUSSEX	93,7	103,5	117,6	119,2	137,1	151,0	135,4	122,0	105,9
WOODSTOCK	95,8	105,4	119,4	121,2	139,0	152,6	136,9	123,5	107,4
HALIFAX*	97,3	108,4	123,4	121,5	145,2	155,5	138,0	122,6	108,2
SYDNEY	98,9	110,1	125,1	123,2	147,0	157,2	139,7	124,2	109,9
YARMOUTH	98,1	109,3	124,3	122,3	146,1	156,4	138,9	123,4	109,1
TRURO	98,3	109,4	124,3	122,5	146,3	156,5	139,0	123,5	109,2
KENTVILLE	97,8	108,9	123,9	122,0	145,8	156,0	138,5	123,0	108,7
NEW GLASGOW	98,2	109,4	124,4	122,5	146,2	156,5	139,0	123,5	109,2
CHARLOTTETOWN*	99,5	109,7	125,0	123,5	146,4	156,8	141,2	127,1	113,0
ST JOHNS*	105,0	115,4	130,0	131,7	152,1	162,3	146,4	131,8	116,5
GANDER	107,1	117,6	132,2	133,8	154,3	164,5	148,6	134,1	118,7
LABRADOR CITY	113,3	123,9	136,9	137,5	158,4	168,6	152,3	137,9	122,3
CORNER BROOK	105,5	116,0	130,6	132,2	152,8	162,9	147,0	132,5	117,2
GRAND FALLS	107,1	117,5	132,0	133,8	154,4	164,5	148,6	134,1	118,7
Canada Ave(V)	**100,5**	**109,6**	**125,8**	**124,9**	**144,1**	**154,5**	**139,5**	**123,4**	**113,3**
Canada(S)	99,7	109,3	126,4	125,7	144,4	156,2	141,7	124,9	113,0
Canada(P)	100,0	109,4	125,8	124,5	144,1	154,2	139,0	123,2	112,0
Western Ave(P)	105,5	112,8	133,4	132,7	148,3	162,7	149,4	128,6	129,4
Ontario Ave(P)	95,3	105,7	119,9	118,5	139,6	146,5	130,8	116,6	101,8
Quebec Ave(P)	102,8	112,6	128,0	126,0	147,8	157,9	141,6	129,1	109,7
Atlantic Ave(P)	98,1	108,5	123,2	123,1	144,3	155,7	139,2	124,7	109,6
Large Markets Ave(S)	99,2	108,7	125,9	124,4	143,9	154,4	139,2	122,5	111,6
Large Markets Ave(P)	100,0	109,4	125,6	124,2	144,0	153,8	138,5	122,9	111,7
Small Markets Ave(S)	100,9	110,7	127,9	128,1	145,7	159,3	145,3	128,2	115,9
Small Markets Ave(P)	101,0	110,5	128,7	128,7	145,3	159,6	146,8	127,8	116,2

S-Simple V-Volume Weighted P-Population Weighted

Oct/oct	Nov/nov	Dec/dec
163,5	150,3	138,8
151,5	127,3	108,5
161,8	136,1	111,6
146,9	135,3	115,5
145,8	137,0	120,3
150,7	133,8	112,2
143,6	140,2	131,6
157,5	131,0	107,4
139,5	133,4	118,6
134,3	116,8	92,5
129,7	120,8	99,8
130,8	115,7	94,4
131,5	122,0	99,8
125,5	108,6	94,6
129,9	115,6	95,7
133,7	118,7	99,1
133,3	113,8	97,2
136,0	117,4	97,9
136,0	121,1	99,4
140,5	128,6	108,4
140,6	127,7	110,4
115,8	113,5	94,7
115,5	113,3	94,7
115,6	113,2	94,4
115,0	112,7	94,1
115,8	113,4	94,7
115,8	113,4	94,8
115,5	113,3	94,6
115,6	113,1	94,5
113,0	112,3	92,6
110,0	109,0	87,0
115,2	112,9	94,2
115,1	112,7	94,0
124,0	115,3	95,2
114,9	115,3	100,9
134,6	111,2	93,8
122,7	122,7	107,3
119,1	119,4	114,2
114,5	112,1	93,3
113,7	112,0	92,9
114,9	112,4	93,8
114,1	111,7	92,9
115,6	113,2	94,3
115,5	113,2	94,5

115,5	113,1	94,2
110,5	117,4	93,4
118,8	118,7	99,7
124,2	126,9	107,8
116,8	125,2	107,7
128,8	131,5	110,6
114,5	122,5	102,6
126,3	129,0	110,4
120,6	126,4	106,2
121,5	126,7	108,0
129,3	131,4	112,2
114,9	118,4	98,2
114,8	119,7	98,0
114,9	119,8	98,4
115,2	119,9	98,5
115,4	120,3	97,6
114,7	119,8	98,0
116,3	121,2	99,8
117,0	121,0	100,9
114,3	119,2	97,8
115,9	121,1	99,3
119,9	122,8	99,7
121,6	124,5	101,4
120,8	123,6	100,6
120,9	123,8	100,7
120,4	123,3	100,2
120,9	123,7	100,7
124,5	124,7	102,0
128,3	129,2	108,7
130,5	131,4	110,9
134,0	135,0	114,4
128,9	129,9	109,3
130,5	131,4	110,9
125,8	**118,3**	**98,4**
125,0	121,5	101,9
124,6	118,5	99,0
142,6	123,8	103,2
115,8	113,2	94,5
119,6	120,8	101,8
120,2	123,3	101,2
124,7	118,8	98,9
124,4	118,0	98,5
126,7	125,5	106,3
127,9	125,4	106,3

2021 c/litre	Regular Unleaded Gasoline / Essence ordinaire Retail prices, excluding taxes, self serve / Prix au detail, sans taxes, libre service											
	Jan/jan	Feb/fev	Mar/mar	Apr/avr	May/mai	Jun/jui	Jul/jui	Aug/aou	Sep/sep	Oct/oct	Nov/nov	Dec/dec
WHITEHORSE	95,2	98,1	103,7	108,1	110,0	113,0	116,6	122,1	123,4	123,4	123,4	123,4
VANCOUVER*	82,1	88,5	96,6	97,9	101,2	106,5	114,1	111,0	102,3	107,7	105,2	102,8
VICTORIA	83,0	92,1	102,2	101,3	107,0	107,9	119,1	115,5	109,0	113,4	110,7	105,3
PRINCE GEORGE	75,0	82,4	90,3	89,5	94,3	96,2	102,6	101,8	98,8	103,0	102,1	101,8
KAMLOOPS	79,0	87,2	93,2	94,0	98,4	99,7	106,7	110,8	109,2	112,3	110,9	107,9
KELOWNA	79,0	87,3	94,1	96,3	96,8	100,2	110,3	112,0	108,0	111,1	111,4	101,8
FORT ST. JOHN	64,6	74,7	78,9	80,4	82,3	84,5	95,0	95,9	95,9	96,0	95,9	95,9
ABBOTSFORD	81,7	88,5	97,6	98,6	103,8	107,1	116,4	114,1	104,2	109,7	106,6	101,2
YELLOWKNIFE	87,8	90,7	96,5	101,6	106,6	108,6	111,0	113,1	113,2	113,8	116,0	114,7
CALGARY*	68,3	76,5	82,1	85,8	89,4	92,3	97,3	97,0	95,0	102,5	103,3	101,0
RED DEER	64,3	75,4	81,3	85,4	89,5	90,0	90,8	91,6	90,9	97,9	99,5	97,5
EDMONTON	66,5	74,3	79,5	82,3	85,6	87,8	94,8	94,2	91,6	100,1	97,7	92,4
LETHBRIDGE	69,3	76,7	82,5	85,5	89,8	91,8	100,3	103,8	103,6	105,9	106,7	103,0
LLOYDMINSTER	62,8	72,9	78,1	80,4	87,9	88,0	92,2	93,7	93,7	99,3	101,3	93,4
GRANDE PRAIRIE	67,5	73,9	79,7	81,6	88,1	89,5	93,1	95,0	96,6	98,4	97,6	92,6
REGINA*	67,5	73,7	83,1	87,9	87,1	87,2	91,7	91,7	91,7	101,2	102,7	90,6
SASKATOON	67,2	73,4	82,4	86,6	85,5	86,7	91,2	91,2	91,6	100,8	102,3	89,6
PRINCE ALBERT	66,9	73,4	83,0	88,0	88,0	88,4	91,8	91,8	91,3	100,0	101,6	90,1
MOOSE JAW	67,3	72,7	82,6	88,2	88,3	88,8	91,8	91,6	91,6	100,4	103,2	99,3
WINNIPEG	68,4	74,6	81,0	83,9	88,9	88,2	92,4	92,7	92,7	101,8	99,3	91,6
BRANDON	68,2	74,0	80,8	83,4	88,5	88,1	92,8	91,6	91,5	101,7	101,7	93,8
CITY OF TORONTO*	66,7	73,4	78,4	78,0	81,6	83,9	87,1	87,9	88,3	94,9	94,0	88,3
BRAMPTON	66,9	73,5	78,6	78,2	82,0	84,2	87,4	88,3	88,8	95,4	94,4	88,8
ETOBICOKE	66,6	73,0	78,3	77,9	81,6	83,8	87,0	87,9	88,5	94,7	94,5	88,5
MISSISSAUGA	66,0	72,4	77,6	76,9	80,8	83,1	86,3	87,4	87,9	94,1	93,6	87,8
NORTH YORK	67,1	73,6	78,7	78,3	82,1	84,4	87,5	88,3	88,9	95,4	94,4	88,8
SCARBOROUGH	66,6	73,0	78,1	77,9	81,4	83,7	86,9	87,7	88,5	95,3	94,4	88,7
VAUGHAN/MARKHAM	66,8	73,4	78,4	78,0	81,9	84,1	87,1	88,1	88,5	95,2	94,2	88,7
OTTAWA	66,6	72,8	77,7	77,4	81,3	82,7	85,5	86,6	87,1	93,4	92,7	87,0
KINGSTON	63,6	71,1	75,6	76,2	80,0	82,7	85,7	86,6	86,8	93,3	92,5	85,9
PETERBOROUGH	63,5	69,9	75,7	74,1	76,7	79,8	83,1	84,8	83,7	90,4	90,7	85,2
WINDSOR	65,5	71,6	77,6	77,1	80,5	83,4	86,3	87,2	87,6	94,3	93,5	87,9
LONDON	66,4	73,0	77,9	77,4	81,4	83,5	86,1	87,0	87,5	94,4	93,4	87,7
SUDBURY	71,6	79,2	87,3	83,7	86,6	88,3	90,4	93,0	94,6	99,1	99,6	93,9
SAULT STE MARIE	69,1	77,7	84,0	82,5	84,4	86,6	90,3	94,7	94,7	97,7	100,5	93,4
THUNDER BAY	76,1	79,7	86,3	89,0	89,1	90,4	95,8	96,3	96,4	102,6	102,6	94,3
NORTH BAY	71,8	78,3	84,2	82,5	84,8	86,9	91,0	90,8	91,9	96,7	97,6	93,2
TIMMINS	71,1	79,9	85,6	84,3	88,5	87,7	92,6	91,8	98,2	99,6	103,6	94,0
HAMILTON	66,2	72,9	77,8	77,6	81,4	83,8	86,7	87,5	87,8	94,4	93,1	87,7
ST. CATHARINES	63,4	70,2	76,7	75,9	79,5	80,9	83,6	85,1	86,0	92,7	92,0	86,0
BARRIE	66,1	72,6	77,5	77,2	81,1	83,3	86,6	87,5	87,9	93,9	93,5	87,9
BRANTFORD	66,2	73,1	78,2	77,5	81,0	83,2	86,4	87,3	87,6	94,0	93,1	87,7
GUELPH	66,3	72,9	78,2	77,9	81,6	83,8	86,7	88,2	88,8	95,1	94,2	88,5
KITCHENER	66,9	73,5	78,6	78,1	82,0	84,2	87,0	88,2	88,5	95,0	94,1	88,6
OSHAWA	66,8	73,4	78,5	78,0	81,7	83,9	87,1	88,1	88,6	95,2	94,2	88,5
SARNIA	64,0	68,5	74,5	73,8	77,0	79,4	83,2	85,2	85,3	90,3	86,6	82,4
MONTRÉAL*	68,0	74,3	80,1	79,5	84,2	86,5	89,3	90,6	92,5	99,6	100,1	96,8
QUÉBEC	70,5	76,2	82,5	82,8	87,2	87,9	90,5	92,5	96,6	101,8	105,3	101,1
SHERBROOKE	65,1	71,4	77,5	76,8	82,6	84,6	87,8	89,8	91,1	96,5	100,6	100,0
GASPÉ	76,3	83,1	89,3	87,3	89,3	92,2	95,7	99,7	103,0	107,7	111,2	106,0
CHICOUTIMI	69,0	73,9	81,1	78,9	83,0	85,3	89,4	93,1	92,5	96,5	97,6	94,7
RIMOUSKI	72,2	79,6	87,0	85,4	87,3	89,3	90,1	96,8	98,1	104,8	109,6	103,5
TROIS RIVIÈRES	69,7	74,2	82,0	82,4	85,9	86,8	89,6	92,0	96,1	101,1	104,9	100,7
DRUMMONDVILLE	66,0	71,1	80,0	80,4	83,1	83,8	88,5	92,5	92,5	96,3	101,0	101,2
VAL D'OR	72,3	77,8	84,9	85,1	87,7	90,6	92,7	94,3	96,8	100,9	105,6	105,6

GATINEAU	69,0	74,5	80,2	80,4	86,3	89,0	91,8	94,5	94,8	98,7	100,0	94,6
SAINT JOHN*	64,6	70,2	79,6	79,6	82,3	83,5	88,1	88,8	90,0	94,7	97,2	91,8
FREDERICTON	65,0	70,7	80,0	79,9	82,7	83,9	88,4	89,1	90,4	95,1	97,8	92,2
MONCTON	65,4	71,0	80,4	80,2	82,8	84,2	88,8	89,6	90,6	95,3	98,1	92,5
BATHURST	63,9	68,7	79,7	79,7	82,5	83,6	88,2	88,8	90,4	94,9	97,3	91,6
EDMUNDSTON	64,5	70,7	80,2	79,8	82,8	83,7	88,2	89,1	90,1	94,7	97,4	91,9
MIRAMICHI	66,1	71,7	81,1	80,8	83,0	85,1	89,9	90,6	91,9	96,5	99,2	93,4
CAMPBELLTON	66,5	72,6	81,4	81,4	84,7	85,3	89,8	91,4	92,7	97,2	100,1	94,1
SUSSEX	64,2	70,1	79,2	79,2	81,9	83,3	87,8	88,3	89,7	94,3	96,9	91,6
WOODSTOCK	66,1	71,6	80,7	80,8	84,0	85,1	89,8	90,5	92,0	96,2	99,1	93,5
HALIFAX*	67,7	74,9	83,2	83,2	85,5	86,9	92,1	91,2	92,0	98,3	96,9	88,3
SYDNEY	69,4	76,6	84,9	84,8	87,2	88,6	93,8	93,0	93,7	100,0	98,7	90,0
YARMOUTH	68,6	75,7	84,1	84,0	86,4	87,7	93,0	92,2	92,9	99,2	97,8	89,3
TRURO	68,7	75,9	84,2	84,1	86,5	87,9	93,2	92,3	93,0	99,3	98,0	89,3
KENTVILLE	68,2	75,3	83,7	83,6	86,0	87,4	92,6	91,7	92,5	98,8	97,5	88,9
NEW GLASGOW	68,7	75,9	84,2	84,1	86,5	87,8	93,1	92,3	93,0	99,3	98,0	89,3
CHARLOTTETOWN*	69,6	75,2	84,0	84,5	87,5	88,7	94,0	93,9	94,4	100,0	99,7	92,1
ST JOHNS*	77,4	82,9	92,2	91,6	93,8	95,0	99,9	98,9	100,4	105,9	105,0	98,7
GANDER	79,6	85,1	94,4	93,9	96,1	97,2	102,1	101,1	102,7	108,2	107,3	101,0
LABRADOR CITY	79,8	85,3	94,6	94,0	96,1	97,4	102,8	107,3	108,8	114,4	113,5	107,2
CORNER BROOK	78,0	82,3	92,9	92,3	94,5	95,6	100,6	99,6	101,2	106,6	105,8	99,4
GRAND FALLS	79,6	85,1	94,4	93,9	96,1	97,2	102,1	101,1	102,7	108,2	107,4	101,0
Canada Ave(V)	**69,3**	**76,1**	**82,2**	**83,1**	**86,7**	**89,2**	**93,4**	**93,5**	**92,6**	**99,3**	**98,8**	**94,1**
Canada(S)	69,7	76,2	83,3	83,7	86,9	88,6	93,0	93,9	94,2	99,7	100,1	94,5
Canada(P)	69,3	75,9	82,1	82,4	86,1	88,4	92,5	93,0	92,4	98,9	98,5	93,5
Western Ave(P)	74,0	81,2	88,3	90,6	94,0	96,8	103,4	102,3	98,0	104,7	103,3	98,8
Ontario Ave(P)	66,6	73,2	78,4	78,0	81,6	83,7	86,8	87,8	88,2	94,7	93,9	88,2
Quebec Ave(P)	68,3	74,5	80,5	80,1	84,6	86,6	89,4	91,1	93,3	99,8	101,1	97,8
Atlantic Ave(P)	68,8	75,1	84,0	83,9	86,3	87,7	92,6	92,4	93,4	99,0	99,1	91,9
Large Markets Ave(S)	69,2	75,7	82,4	82,7	86,0	88,0	92,3	92,9	92,6	98,8	98,7	92,9
Large Markets Ave(P)	69,2	75,9	81,9	82,2	86,0	88,3	92,4	92,8	92,2	98,8	98,2	93,3
Small Markets Ave(S)	70,7	77,2	84,9	85,4	88,4	89,8	94,4	95,7	96,5	101,2	102,3	96,9
Small Markets Ave(P)	70,2	77,2	84,7	85,4	88,5	89,8	94,6	96,0	96,4	101,2	102,3	97,3

S-Simple V-Volume Weighted P-Population Weighted

2020 c/litre	Regular Unleaded Gasoline / Essence ordinaire Retail prices, excluding taxes, self serve / Prix au detail, sans taxes, libre service											
	Jan/jan	Feb/fev	Mar/mar	Apr/avr	May/mai	Jun/jui	Jul/jui	Aug/aou	Sep/sep	Oct/oct	Nov/nov	Dec/dec
WHITEHORSE	115,5	114,3	99,6	73,6	75,4	87,0	91,4	91,4	91,3	91,4	91,4	91,4
VANCOUVER*	87,4	92,9	70,8	46,1	61,8	75,3	79,3	77,9	74,0	70,6	71,8	74,4
VICTORIA	94,0	97,1	82,0	55,9	63,9	78,5	84,8	83,0	80,2	77,0	75,3	75,6
PRINCE GEORGE	79,6	77,6	58,7	41,5	60,1	72,7	78,1	78,1	77,4	75,0	68,7	67,5
KAMLOOPS	84,9	83,7	65,7	49,4	67,5	74,8	75,1	75,1	75,1	74,1	68,9	71,3
KELOWNA	91,1	85,0	70,2	53,2	68,0	76,0	76,0	76,0	75,0	71,2	69,6	71,5
FORT ST. JOHN	84,6	84,4	71,3	54,2	53,6	61,4	60,8	65,4	66,5	66,5	66,5	65,7
ABBOTSFORD	90,0	92,0	73,2	46,3	60,2	75,8	80,6	78,9	76,3	72,0	69,9	73,4
YELLOWKNIFE	98,4	95,6	82,7	62,9	64,8	77,0	81,9	83,2	83,9	86,7	85,5	85,6
CALGARY*	69,4	66,8	48,8	33,4	53,4	61,0	63,2	63,3	70,3	69,9	69,1	67,4
RED DEER	63,9	61,4	53,2	33,6	49,7	61,0	64,9	64,2	67,6	62,6	62,6	61,9
EDMONTON	66,8	64,1	46,7	29,8	49,7	58,1	60,9	58,3	64,7	58,0	56,4	61,0
LETHBRIDGE	75,0	73,3	58,7	38,6	54,1	62,7	65,5	65,2	71,0	69,3	62,0	62,0
LLOYDMINSTER	74,1	72,2	55,4	36,4	49,2	58,4	61,0	60,6	61,0	60,6	59,7	59,7
GRANDE PRAIRIE	71,1	68,8	55,8	34,2	49,7	56,4	62,2	61,9	65,1	65,7	65,6	65,5
REGINA*	75,1	70,6	55,4	36,7	52,3	60,5	65,9	64,8	66,5	61,5	62,1	63,8
SASKATOON	75,2	72,5	52,6	30,8	50,4	60,3	66,7	65,5	67,1	65,5	61,2	64,0
PRINCE ALBERT	70,6	69,2	59,7	36,3	50,3	59,4	68,3	69,9	69,9	69,8	67,3	66,9
MOOSE JAW	74,8	72,2	60,0	43,6	49,6	60,5	66,8	66,9	68,6	67,3	65,7	65,1
WINNIPEG	68,3	68,9	53,0	36,0	53,0	62,6	65,9	64,0	62,8	67,1	62,0	61,7
BRANDON	74,2	71,9	58,5	42,0	53,8	63,1	66,3	65,6	63,4	69,5	64,5	62,1
CITY OF TORONTO*	72,8	69,1	48,2	38,8	49,5	57,3	61,1	60,7	59,1	57,9	56,7	60,6
BRAMPTON	72,9	69,2	48,2	38,7	49,5	57,3	61,1	60,8	59,0	58,0	56,7	60,6
ETOBICOKE	72,5	68,7	48,1	38,6	49,3	57,1	61,0	60,6	58,9	58,0	56,4	60,4
MISSISSAUGA	72,1	68,4	47,9	38,2	48,6	56,5	60,2	60,0	58,4	57,4	56,1	59,7
NORTH YORK	72,7	69,0	48,1	38,7	49,5	57,4	61,4	61,1	59,2	58,1	56,7	60,8
SCARBOROUGH	72,5	69,2	48,3	38,8	49,4	57,2	61,1	60,6	58,6	57,6	56,4	60,3
VAUGHAN/MARKHAM	72,3	68,6	48,0	38,7	49,4	57,2	61,1	60,6	59,0	58,0	56,6	60,5
OTTAWA	69,9	66,6	46,5	38,0	48,9	56,7	60,5	60,1	58,2	57,4	56,1	60,0
KINGSTON	70,2	65,0	46,1	36,7	46,5	55,1	58,5	58,3	56,5	55,8	53,5	57,6
PETERBOROUGH	70,5	64,9	46,8	35,6	45,6	54,3	58,3	58,8	57,7	56,1	52,6	58,3
WINDSOR	72,4	68,4	48,0	38,3	48,8	57,0	60,6	59,9	58,4	56,9	55,8	60,0
LONDON	72,9	69,3	48,4	38,8	49,6	57,5	61,3	60,9	59,2	58,1	56,8	60,5
SUDBURY	79,3	75,4	61,8	43,9	51,7	61,5	66,5	65,7	63,0	63,2	62,6	65,9
SAULT STE MARIE	81,1	77,9	63,7	43,3	50,4	59,0	63,8	63,2	63,4	63,1	61,1	65,4
THUNDER BAY	83,8	82,2	69,8	43,8	57,3	67,7	72,8	71,5	71,7	71,3	68,9	70,7
NORTH BAY	75,6	70,4	62,7	38,6	48,9	60,5	65,1	64,5	66,8	64,0	61,1	65,8
TIMMINS	80,3	73,6	64,8	47,1	52,7	62,0	69,5	69,0	66,0	64,2	64,6	67,3
HAMILTON	71,6	68,1	48,3	38,6	49,4	57,0	61,1	60,5	58,9	57,9	56,5	60,3
ST. CATHARINES	69,6	62,7	48,1	38,0	48,8	56,8	61,0	60,4	58,8	57,1	55,2	57,4
BARRIE	72,3	68,5	47,5	37,8	48,5	55,9	59,7	59,4	58,1	57,3	56,0	59,7
BRANTFORD	72,7	68,5	48,0	38,4	49,3	57,4	61,1	60,7	58,8	57,9	56,1	59,7
GUELPH	72,7	68,7	48,3	38,6	49,2	57,3	61,1	60,7	59,0	57,9	56,3	60,3
KITCHENER	72,7	68,5	48,2	38,7	49,7	57,5	61,3	60,9	59,0	58,2	56,7	60,7
OSHAWA	72,8	69,1	48,3	38,8	49,6	57,3	61,2	60,8	59,1	58,1	56,7	60,6
SARNIA	74,0	65,6	44,1	36,4	47,7	56,0	59,9	59,4	55,9	55,4	52,4	59,4
MONTRÉAL*	74,2	72,1	54,9	42,1	52,2	59,7	64,0	62,9	60,6	59,5	59,0	62,5
QUÉBEC	71,0	69,2	57,5	41,3	52,2	61,1	66,1	65,0	64,6	58,8	60,4	64,2

SHERBROOKE	74,3	71,1	58,6	41,9	48,7	56,3	63,7	62,8	61,7	61,0	59,9	60,2
GASPÉ	79,3	77,2	66,8	52,2	56,9	65,9	72,5	72,5	72,5	72,4	72,2	73,0
CHICOUTIMI	72,6	73,7	58,4	39,5	54,1	61,1	66,0	63,7	60,8	57,9	56,4	63,4
RIMOUSKI	77,6	76,1	64,5	46,5	53,0	63,7	70,1	68,3	68,3	68,3	67,7	67,7
TROIS RIVIÈRES	71,2	70,8	58,6	45,2	51,2	59,3	61,6	62,1	65,0	62,6	61,2	63,2
DRUMMONDVILLE	74,3	71,9	57,1	39,3	47,1	55,2	60,3	61,2	60,0	58,7	58,0	60,1
VAL D'OR	80,1	79,0	66,3	49,7	55,1	61,9	66,1	66,9	70,4	69,9	69,0	69,0
GATINEAU	74,6	70,7	59,5	41,9	50,6	59,4	62,1	61,8	60,5	60,6	57,8	66,0
SAINT JOHN*	72,5	68,3	54,0	36,4	44,7	53,1	57,9	56,8	56,9	56,6	54,5	58,6
FREDERICTON	72,9	68,8	54,0	36,7	45,0	53,7	58,3	57,2	57,4	57,1	54,9	58,9
MONCTON	73,0	68,4	53,9	37,1	45,5	54,1	58,7	57,5	57,8	57,5	55,3	59,3
BATHURST	72,3	69,0	54,6	36,7	44,8	53,4	58,6	56,9	57,8	57,3	54,3	57,5
EDMUNDSTON	72,6	68,4	54,6	36,4	44,0	53,4	58,2	57,1	57,3	56,9	54,7	58,5
MIRAMICHI	74,2	70,0	54,8	37,6	45,9	54,4	59,2	58,1	58,3	58,1	55,9	59,6
CAMPBELLTON	74,8	69,6	55,4	38,7	46,9	55,8	60,3	59,0	59,4	58,9	56,9	60,6
SUSSEX	72,3	67,7	53,8	35,4	44,2	53,0	57,6	56,4	56,7	56,2	53,8	58,1
WOODSTOCK	74,9	70,8	55,9	36,4	45,8	53,4	59,4	58,2	58,6	58,1	55,6	59,8
HALIFAX*	72,3	67,4	50,2	33,5	42,7	52,6	58,0	56,9	56,6	56,4	53,6	58,6
SYDNEY	74,1	69,3	51,9	35,2	44,5	54,3	59,7	58,5	58,2	58,0	55,3	60,1
YARMOUTH	73,3	68,0	51,1	34,4	43,6	53,5	58,9	57,7	57,4	57,2	54,5	59,4
TRURO	73,3	68,6	51,2	34,5	43,8	53,6	59,0	57,9	57,5	57,3	54,6	59,6
KENTVILLE	72,8	67,8	50,7	34,0	43,2	53,1	58,5	57,3	57,0	56,8	54,1	59,1
NEW GLASGOW	73,3	68,3	51,2	34,5	43,9	53,7	59,0	57,9	57,5	57,3	54,6	59,6
CHARLOTTETOWN*	76,0	73,0	56,7	38,8	47,1	57,3	61,6	61,5	61,0	61,5	58,3	63,4
ST JOHNS*	76,7	73,5	58,3	39,9	49,0	58,6	62,3	61,9	61,9	65,0	66,5	71,1
GANDER	79,8	77,2	62,3	42,6	51,2	60,9	64,5	64,1	64,1	67,2	68,8	73,7
LABRADOR CITY	85,0	82,3	67,5	47,8	56,4	66,1	69,7	69,3	69,3	71,9	69,0	73,9
CORNER BROOK	78,3	75,6	60,7	41,1	49,6	59,4	63,0	62,5	62,6	65,6	67,3	72,1
GRAND FALLS	79,8	77,2	62,3	42,6	51,2	60,9	64,5	64,1	64,1	67,1	68,8	73,6
Canada Ave(V)	**74,4**	**72,4**	**53,2**	**39,2**	**52,0**	**60,7**	**64,4**	**63,7**	**63,2**	**62,0**	**61,3**	**63,9**
Canada(S)	76,0	72,9	56,8	40,6	50,9	60,0	64,3	63,8	63,5	62,8	61,1	64,1
Canada(P)	74,4	72,3	53,8	39,6	51,9	60,6	64,6	63,8	62,9	61,3	60,3	63,4
Western Ave(P)	78,0	78,6	60,1	39,9	56,7	67,3	70,9	69,6	70,5	68,0	66,9	68,4
Ontario Ave(P)	72,5	68,7	48,7	38,7	49,4	57,4	61,2	60,8	59,2	58,0	56,7	60,6
Quebec Ave(P)	73,7	71,8	55,8	42,1	52,0	59,8	64,3	63,3	61,5	59,7	59,4	62,8
Atlantic Ave(P)	73,8	69,5	53,6	36,3	45,1	54,5	59,4	58,4	58,3	58,7	56,8	61,3
Large Markets Ave(S)	74,9	72,1	54,8	39,6	51,4	60,3	64,5	63,6	63,0	61,5	60,0	63,2
Large Markets Ave(P)	74,3	72,2	53,5	39,6	51,9	60,6	64,5	63,7	62,7	61,1	60,1	63,3
Small Markets Ave(S)	77,7	74,4	60,0	41,8	50,9	60,3	64,9	64,5	64,7	64,6	62,5	65,2
Small Markets Ave(P)	76,7	73,7	59,4	41,0	51,4	60,9	65,3	64,9	65,5	64,8	62,2	64,4

S-Simple V-Volume Weighted P-Population Weighted

2019 c/litre	Regular Unleaded Gasoline / Essence ordinaire Retail prices, excluding taxes, self serve / Prix au detail, sans taxes, libre service											
	Jan/jan	Feb/fev	Mar/mar	Apr/avr	May/mai	Jun/jui	Jul/jui	Aug/aou	Sep/sep	Oct/oct	Nov/nov	Dec/dec
WHITEHORSE	102,8	102,8	107,5	115,1	114,9	114,3	115,1	115,5	115,4	115,5	115,5	115,3
VANCOUVER*	82,5	84,6	99,3	115,0	116,6	97,0	98,5	95,4	100,3	105,0	88,0	84,5
VICTORIA	86,5	82,9	93,4	111,2	114,8	100,9	96,2	90,7	96,3	104,4	93,5	87,2
PRINCE GEORGE	71,4	71,7	80,5	92,9	96,0	95,1	91,1	80,8	76,1	78,6	76,7	76,0
KAMLOOPS	74,5	82,5	89,8	96,3	100,3	96,1	91,8	83,9	88,0	84,0	82,7	84,4
KELOWNA	76,5	84,5	94,2	99,3	101,1	99,2	94,1	95,2	92,6	87,8	84,3	88,5
FORT ST. JOHN	89,7	89,7	89,9	90,6	95,4	93,0	90,4	90,3	89,8	88,4	84,8	84,6
ABBOTSFORD	79,1	80,6	94,2	109,8	111,8	93,3	92,7	89,1	93,2	100,1	87,0	85,9
YELLOWKNIFE	93,3	93,9	98,9	107,4	115,2	111,2	107,4	104,7	102,1	101,9	100,7	100,2
CALGARY*	60,8	67,4	78,6	87,0	85,9	75,7	80,3	74,6	74,2	72,7	70,3	71,3
RED DEER	63,1	64,8	78,7	85,4	86,0	84,1	81,5	74,2	72,8	72,4	69,2	67,0
EDMONTON	57,6	64,8	75,4	83,5	83,2	72,7	77,2	72,3	71,5	70,6	67,6	68,6
LETHBRIDGE	67,4	68,2	78,3	88,2	90,5	87,1	81,7	76,8	76,4	76,4	75,3	75,0
LLOYDMINSTER	63,5	70,4	78,8	87,7	88,5	85,0	80,7	79,7	77,9	77,5	72,8	74,7
GRANDE PRAIRIE	70,4	68,6	76,8	88,1	88,9	87,3	84,4	75,6	72,8	72,6	72,3	72,2
REGINA*	62,6	72,1	81,0	91,9	88,4	76,1	80,1	74,6	73,6	76,0	74,1	73,8
SASKATOON	66,2	71,3	80,7	92,3	92,7	86,4	83,2	76,1	73,6	75,2	67,4	72,6
PRINCE ALBERT	71,1	71,7	78,9	88,1	89,6	86,7	82,9	81,3	77,8	76,2	72,2	70,2
MOOSE JAW	66,0	69,8	77,3	89,6	93,4	83,1	82,8	81,1	75,4	75,3	75,0	75,3
WINNIPEG	61,6	68,9	79,4	90,7	88,3	79,3	80,8	74,4	74,6	77,2	73,6	69,9
BRANDON	66,5	69,6	79,2	91,2	92,3	85,8	82,7	79,4	78,6	81,3	78,0	76,3
CITY OF TORONTO*	66,1	66,2	78,3	83,6	84,2	76,5	82,2	76,3	74,5	74,7	74,1	73,9
BRAMPTON	66,1	66,0	77,8	83,1	83,8	76,0	81,8	75,9	74,3	74,5	74,1	74,1
ETOBICOKE	66,3	66,0	78,1	83,1	84,1	76,2	81,9	76,1	74,1	74,5	74,0	73,8
MISSISSAUGA	65,1	64,9	77,0	82,3	83,4	75,7	81,3	75,3	73,8	74,0	73,6	73,2
NORTH YORK	66,3	66,4	78,4	83,4	83,9	76,3	82,1	76,2	74,4	74,6	74,1	73,9
SCARBOROUGH	66,0	65,7	77,5	83,3	84,6	76,4	82,2	76,4	74,4	74,2	73,8	73,9
VAUGHAN/MARKHAM	65,7	66,0	77,6	82,7	83,3	75,8	81,5	75,7	74,0	74,1	73,5	73,4
OTTAWA	60,8	60,5	73,5	82,3	84,0	76,3	81,9	75,4	73,7	72,8	71,4	71,1
KINGSTON	60,5	61,0	72,8	81,4	83,0	75,1	81,0	74,5	71,3	72,7	71,1	70,0
PETERBOROUGH	58,8	57,0	68,7	77,6	79,9	74,3	76,5	71,4	70,8	68,6	68,0	67,9
WINDSOR	60,7	60,5	72,3	82,0	83,6	75,6	81,8	75,6	73,7	74,0	73,4	73,3
LONDON	61,2	61,2	72,8	78,5	82,6	76,2	82,4	76,5	74,7	74,8	74,3	74,2
SUDBURY	67,6	67,8	79,0	87,8	91,7	83,4	87,7	81,2	79,5	78,3	77,0	77,8
SAULT STE MARIE	62,0	63,9	74,1	83,3	88,9	82,6	81,4	81,2	75,6	75,9	78,0	76,9
THUNDER BAY	80,0	78,6	85,1	95,0	99,4	94,7	91,2	89,3	87,2	86,6	84,7	84,1
NORTH BAY	61,8	59,7	74,9	81,3	91,9	83,8	84,0	79,5	79,2	78,9	75,0	73,5
TIMMINS	71,2	69,4	82,4	89,2	91,9	86,6	89,9	82,5	81,5	82,1	81,2	81,3
HAMILTON	64,5	64,6	76,7	81,9	83,9	76,0	81,7	76,1	74,2	74,2	73,5	73,1
ST. CATHARINES	60,0	60,9	73,6	79,8	81,4	74,2	79,5	74,0	70,3	70,4	68,9	66,7
BARRIE	63,9	60,5	73,3	81,6	83,3	75,9	81,7	75,6	74,0	74,2	73,7	73,3
BRANTFORD	65,7	65,3	77,7	82,1	83,3	76,1	81,7	76,0	73,9	74,4	73,7	73,7
GUELPH	64,9	65,2	77,1	82,3	83,8	76,2	82,0	76,1	74,2	74,4	73,7	73,8
KITCHENER	66,4	65,6	77,9	82,7	83,4	76,2	81,6	75,7	73,9	74,7	74,2	73,8
OSHAWA	66,1	65,9	77,8	82,7	83,6	76,0	82,0	76,1	74,6	74,8	74,3	74,0
SARNIA	59,1	60,0	72,9	81,0	85,2	76,3	80,3	73,6	70,9	71,1	72,9	74,7
MONTRÉAL*	65,3	66,6	77,7	86,2	87,7	79,6	83,8	76,9	75,6	75,4	75,2	75,3
QUÉBEC	63,8	64,1	76,9	84,5	86,1	77,1	81,4	74,1	72,9	71,0	72,3	71,9

SHERBROOKE	68,5	67,9	73,5	83,4	89,4	80,0	81,3	76,7	74,6	76,9	75,9	75,0
GASPÉ	73,1	73,3	81,7	88,5	94,0	89,1	93,3	90,2	87,5	83,1	80,8	80,2
CHICOUTIMI	64,8	65,4	80,4	87,4	86,4	81,1	86,0	76,7	78,2	74,5	71,8	73,3
RIMOUSKI	70,0	70,5	80,9	88,0	92,5	85,1	90,1	86,3	84,1	82,1	78,9	77,8
TROIS RIVIÈRES	61,7	63,3	74,5	80,5	84,9	78,7	84,4	76,8	72,9	72,1	72,2	73,2
DRUMMONDVILLE	63,8	66,2	74,7	82,4	87,0	77,7	83,4	78,2	75,1	74,9	74,7	74,9
VAL D'OR	73,4	73,1	79,3	87,6	95,1	88,7	86,7	80,5	78,6	78,4	78,4	78,4
GATINEAU	63,7	64,1	72,6	81,6	86,3	80,5	82,6	80,4	76,3	77,3	75,1	73,1
SAINT JOHN*	63,3	65,1	74,2	83,1	83,4	73,8	77,8	74,5	72,5	72,7	73,5	73,0
FREDERICTON	63,2	65,7	74,5	84,0	83,9	74,2	78,3	74,8	72,8	73,2	73,9	73,1
MONCTON	62,9	65,0	74,0	83,0	83,2	73,5	77,9	74,5	72,5	73,0	73,7	73,3
BATHURST	63,3	64,7	74,2	83,0	83,0	74,0	78,0	74,8	72,6	72,4	72,8	72,0
EDMUNDSTON	63,7	65,1	74,5	83,7	83,6	74,1	78,0	74,7	72,6	73,0	73,2	73,2
MIRAMICHI	64,4	66,4	75,4	85,1	84,9	75,3	79,4	76,0	74,1	74,4	75,0	74,5
CAMPBELLTON	64,4	66,4	75,5	85,0	85,0	75,5	79,9	76,4	74,6	75,0	75,2	75,3
SUSSEX	62,6	64,7	73,7	82,9	83,0	73,3	77,5	73,7	72,0	72,6	73,2	72,6
WOODSTOCK	65,3	67,4	76,5	85,8	85,5	76,0	80,1	76,7	74,7	75,1	75,7	75,3
HALIFAX*	60,5	64,4	76,0	85,5	83,8	71,0	78,7	74,0	72,3	72,6	73,4	72,2
SYDNEY	62,2	66,1	77,7	87,2	85,5	72,7	80,4	75,8	74,0	74,3	75,1	73,9
YARMOUTH	61,4	65,3	76,9	86,4	84,7	71,9	79,6	74,8	73,2	73,5	74,3	73,1
TRURO	61,5	65,4	77,0	86,5	84,8	72,0	79,7	75,1	73,3	73,6	74,4	73,2
KENTVILLE	61,0	64,9	76,5	86,0	84,3	71,5	79,2	74,5	72,8	73,1	73,9	72,7
NEW GLASGOW	61,5	65,4	77,0	86,5	84,8	72,0	79,7	75,0	73,3	73,6	74,4	73,2
CHARLOTTETOWN*	65,5	67,1	77,3	85,4	87,7	77,0	82,6	77,5	76,3	75,4	75,4	74,7
ST JOHNS*	62,3	67,4	75,9	83,5	83,0	73,6	80,5	76,6	74,6	74,4	75,2	75,2
GANDER	68,9	70,9	79,9	89,2	89,0	78,6	83,6	80,2	78,1	78,4	79,0	78,8
LABRADOR CITY	74,1	76,0	85,1	94,4	94,2	83,9	88,7	85,2	83,4	83,6	84,2	84,1
CORNER BROOK	66,4	68,8	77,6	86,8	87,0	77,1	82,0	78,5	76,6	77,0	77,4	77,2
GRAND FALLS	68,9	70,9	79,9	89,2	89,0	78,7	83,6	80,2	78,2	78,5	79,0	78,8
Canada Ave(V)	**67,0**	**69,4**	**81,3**	**89,2**	**89,5**	**79,4**	**84,0**	**78,4**	**77,9**	**78,5**	**75,5**	**74,9**
Canada(S)	67,1	68,7	78,9	87,4	88,9	80,8	83,8	79,1	77,5	77,6	76,3	75,9
Canada(P)	66,4	68,1	79,8	88,2	89,2	79,9	83,9	78,3	77,5	78,0	75,3	74,8
Western Ave(P)	70,6	75,0	86,9	98,6	99,1	86,4	87,8	83,2	84,8	86,7	78,5	77,2
Ontario Ave(P)	64,7	64,7	76,8	82,9	84,2	76,7	82,1	76,2	74,4	74,4	73,7	73,3
Quebec Ave(P)	65,2	66,2	77,4	85,7	87,5	79,4	83,6	76,7	75,3	74,8	74,7	74,7
Atlantic Ave(P)	62,4	65,7	75,8	84,8	84,2	73,1	79,3	75,2	73,4	73,6	74,2	73,5
Large Markets Ave(S)	65,9	67,5	78,7	87,2	88,5	79,7	83,3	78,0	76,9	77,3	75,0	74,7
Large Markets Ave(P)	66,3	68,0	79,8	88,2	89,2	79,6	83,9	78,2	77,5	78,0	75,2	74,7
Small Markets Ave(S)	68,4	70,3	79,7	88,3	90,2	82,6	84,7	80,6	78,9	78,7	78,1	77,6
Small Markets Ave(P)	67,5	69,5	79,3	87,9	90,2	83,2	84,4	79,7	78,1	77,9	77,0	76,4

S-Simple V-Volume Weighted P-Population Weighted

2018 c/litre	Regular Unleaded Gasoline / Essence ordinaire Retail prices, excluding taxes, self serve / Prix au detail, sans taxes, libre service											
	Jan/jan	Feb/fev	Mar/mar	Apr/avr	May/mai	Jun/jui	Jul/jui	Aug/aou	Sep/sep	Oct/oct	Nov/nov	Dec/dec
WHITEHORSE	99,4	99,4	99,4	108,4	119,5	121,8	121,8	121,8	121,1	121,6	117,5	102,8
VANCOUVER	92,7	95,3	102,1	104,5	109,1	103,7	105,2	99,8	101,5	104,7	91,9	88,9
VICTORIA	88,6	93,7	102,0	102,4	108,9	105,2	105,0	99,9	98,2	103,5	93,6	88,9
PRINCE GEORGE	78,2	75,5	78,2	84,2	94,3	92,3	99,1	93,5	91,7	91,1	86,3	77,4
KAMLOOPS	81,7	77,8	85,9	95,8	100,3	98,2	101,2	98,1	99,7	96,4	92,8	76,6
KELOWNA	86,8	83,5	89,9	97,5	103,8	103,1	106,4	103,1	101,5	99,9	88,9	85,9
FORT ST. JOHN	92,7	92,7	91,4	90,9	98,3	94,8	105,7	106,9	106,9	106,9	102,2	89,7
ABBOTSFORD	88,7	91,3	98,4	99,7	105,2	99,8	102,0	96,4	96,7	101,3	86,3	85,5
YELLOWKNIFE	96,5	96,4	96,4	101,9	109,9	114,2	116,8	117,9	118,7	118,4	113,0	101,8
CALGARY	77,1	75,8	80,3	89,4	94,0	91,4	95,3	93,8	93,9	86,6	73,5	62,5
RED DEER	73,9	71,0	78,5	86,9	93,0	92,3	93,2	91,0	90,7	88,3	82,4	70,3
EDMONTON	72,7	69,6	76,6	86,6	92,0	88,9	94,8	90,6	90,7	85,1	71,0	60,6
LETHBRIDGE	78,1	75,7	81,0	90,3	97,7	95,4	98,3	96,2	95,2	92,8	84,4	72,2
LLOYDMINSTER	75,8	75,3	76,3	86,2	92,0	93,3	99,5	93,9	91,7	90,7	83,0	70,1
GRANDE PRAIRIE	76,2	75,8	78,5	88,4	96,5	96,9	97,4	95,6	94,3	93,6	87,3	75,7
REGINA	76,0	73,5	78,0	86,5	92,9	91,5	92,6	90,8	89,9	89,5	79,3	67,5
SASKATOON	77,3	73,7	79,5	87,1	92,3	91,6	94,7	92,1	91,2	91,7	83,7	71,3
PRINCE ALBERT	77,8	76,5	76,9	86,8	92,1	93,4	94,6	95,6	94,2	92,6	86,3	73,8
MOOSE JAW	80,7	76,7	79,3	85,8	93,6	96,8	94,2	90,8	89,2	88,8	82,6	73,5
WINNIPEG	78,0	75,1	78,1	91,0	95,2	95,4	93,4	88,5	86,9	82,3	73,6	66,7
BRANDON	80,9	77,3	79,8	88,6	95,8	92,5	92,2	86,2	86,7	81,5	73,6	72,5
CITY OF TORONTO	85,5	84,5	87,2	94,0	97,0	94,7	95,5	94,0	90,7	86,1	74,5	68,8
BRAMPTON	85,7	85,0	87,3	93,9	97,3	94,8	95,6	93,7	90,1	85,4	74,4	68,4
ETOBICOKE	85,6	84,9	87,2	93,8	97,1	94,6	95,7	93,9	90,3	85,5	74,6	68,6
MISSISSAUGA	84,6	84,1	86,4	92,8	96,4	94,1	94,9	92,8	88,9	84,9	73,7	67,9
NORTH YORK	85,7	84,8	87,5	94,0	97,3	94,8	95,7	94,0	90,3	85,5	74,6	68,8
SCARBOROUGH	85,1	84,4	86,8	93,3	96,7	94,1	95,1	93,5	89,8	85,0	74,0	68,2
VAUGHAN/MARKHAM	85,6	84,4	86,8	93,2	96,5	93,6	95,1	93,2	89,5	84,8	74,0	68,4
OTTAWA	85,3	81,2	86,8	93,4	96,6	88,8	90,0	88,1	84,5	80,1	69,6	63,3
KINGSTON	82,1	80,0	83,7	89,7	94,4	90,1	89,9	89,8	87,8	82,2	71,4	65,8
PETERBOROUGH	76,6	77,5	80,6	85,7	89,2	87,9	89,8	86,1	81,1	77,6	69,1	61,7
WINDSOR	81,3	80,0	82,8	91,0	95,5	89,0	89,0	87,3	84,5	80,0	68,8	63,3
LONDON	84,7	84,1	86,4	92,4	88,8	92,2	94,2	93,0	89,3	85,1	74,0	64,5
SUDBURY	85,2	85,2	86,3	93,2	95,5	96,5	97,5	97,2	94,1	89,9	79,9	71,1
SAULT STE MARIE	85,1	84,9	86,9	92,0	94,4	93,7	92,8	92,7	92,0	86,4	79,5	70,8
THUNDER BAY	85,0	83,9	84,8	94,8	100,7	99,8	103,1	103,9	103,6	101,3	94,5	85,4
NORTH BAY	83,5	84,3	80,9	88,1	91,8	90,8	94,2	91,1	90,5	83,0	75,4	67,4
TIMMINS	90,8	90,5	91,0	97,2	99,1	99,7	101,1	100,4	96,8	91,4	83,8	76,7
HAMILTON	85,0	84,4	83,6	92,8	96,3	93,6	94,1	92,7	89,8	85,0	73,6	67,8
ST. CATHARINES	80,5	80,1	81,9	88,9	93,6	90,7	90,7	88,9	86,5	81,0	70,2	64,1
BARRIE	83,8	83,0	85,4	92,0	95,4	93,0	93,8	92,3	88,2	83,9	73,1	67,0
BRANTFORD	84,8	83,0	83,3	92,0	95,8	93,5	93,7	92,8	88,9	84,5	73,9	68,1
GUELPH	85,1	84,2	86,2	93,3	96,6	94,3	94,5	92,9	89,2	84,7	73,9	67,6
KITCHENER	85,4	84,6	87,3	93,6	96,8	93,6	94,4	92,8	89,6	85,5	74,5	68,6
OSHAWA	85,6	84,7	87,2	93,3	96,9	93,5	90,0	84,3	87,5	85,7	74,6	68,8
SARNIA	80,6	79,7	83,6	88,4	91,9	90,0	88,8	88,2	84,8	80,0	68,9	63,0
MONTRÉAL	78,8	78,6	81,1	87,4	91,9	89,4	87,7	88,0	89,6	82,8	69,6	65,5
QUÉBEC	73,9	74,4	78,3	85,2	89,8	85,4	84,7	85,1	85,8	82,1	71,0	65,3

SHERBROOKE	74,5	75,3	77,5	84,7	89,5	90,3	88,1	87,1	86,9	85,8	77,1	69,9
GASPÉ	79,8	81,6	84,0	90,2	94,9	94,6	94,2	94,3	94,3	94,3	85,9	74,1
CHICOUTIMI	79,6	79,4	83,5	88,8	92,4	88,5	85,5	91,8	90,3	87,8	76,9	68,4
RIMOUSKI	78,5	79,4	81,6	88,6	93,4	93,2	92,7	91,3	90,4	88,7	77,4	71,2
TROIS RIVIÈRES	73,9	75,3	76,9	85,8	87,6	86,9	86,9	85,2	84,8	82,0	72,0	66,5
DRUMMONDVILLE	75,8	76,8	78,7	84,4	89,1	88,0	87,3	85,1	87,1	84,0	74,3	66,8
VAL D'OR	80,1	81,5	82,0	87,7	91,9	94,1	94,1	93,3	92,3	90,8	81,6	75,0
GATINEAU	79,9	78,9	83,3	89,7	92,9	87,9	89,0	87,6	86,6	81,5	73,3	64,8
SAINT JOHN	73,7	73,4	73,7	81,2	86,6	83,8	84,8	84,6	85,0	84,3	73,2	66,0
FREDERICTON	74,4	73,9	74,0	81,5	86,8	84,4	84,9	84,6	84,9	84,6	73,5	66,1
MONCTON	74,0	72,9	73,1	80,5	86,4	84,3	84,8	84,8	85,0	84,3	73,5	66,0
BATHURST	74,7	74,4	74,5	80,8	87,4	84,7	84,4	84,7	85,0	83,6	73,7	66,2
EDMUNDSTON	74,3	74,2	74,1	81,7	87,2	84,4	84,9	85,1	85,8	84,9	74,1	66,6
MIRAMICHI	75,4	74,9	75,3	82,6	88,0	85,2	85,8	85,5	85,9	85,4	74,2	67,3
CAMPBELLTON	76,6	76,0	76,4	83,6	88,9	86,6	87,1	86,8	87,1	85,7	73,9	66,6
SUSSEX	73,8	72,8	73,3	80,9	86,2	83,6	84,2	84,1	84,7	83,9	72,6	65,6
WOODSTOCK	76,4	76,0	76,3	83,6	89,0	86,1	86,6	86,3	86,6	86,2	75,1	68,1
HALIFAX	74,6	73,5	73,8	82,5	88,0	83,6	84,2	82,5	81,9	81,4	68,5	61,3
SYDNEY	76,4	75,3	75,5	84,2	89,7	85,3	85,9	84,1	83,6	83,1	70,2	63,1
YARMOUTH	75,6	74,4	74,9	83,4	88,9	84,6	85,1	83,4	82,8	82,3	69,4	62,2
TRURO	75,7	74,6	74,8	83,5	89,0	84,7	85,2	83,4	82,9	82,4	69,5	62,4
KENTVILLE	75,1	74,1	74,3	83,0	88,5	84,1	84,7	83,0	82,5	81,8	69,0	61,9
NEW GLASGOW	75,7	74,6	74,8	83,5	89,0	84,6	85,2	83,5	82,9	82,4	69,5	62,4
CHARLOTTETOWN	77,0	77,2	78,6	84,2	91,1	89,9	88,9	87,3	86,9	85,3	74,0	66,8
ST JOHNS	74,0	75,4	75,9	83,3	88,8	86,3	86,7	84,8	83,6	83,7	72,7	64,7
GANDER	82,4	82,0	82,3	89,6	94,9	92,2	92,6	91,1	90,5	89,9	78,6	71,8
LABRADOR CITY	87,6	87,2	87,3	94,7	100,1	97,7	97,8	96,8	96,3	95,2	83,9	77,0
CORNER BROOK	80,9	80,5	80,7	88,0	93,3	90,6	91,0	89,5	88,9	88,4	77,1	69,4
GRAND FALLS	82,4	82,0	82,2	89,6	94,9	92,2	92,6	91,1	90,5	90,0	78,7	71,7
Canada Ave(V)	**82,7**	**82,2**	**85,8**	**92,5**	**96,6**	**93,8**	**94,7**	**92,8**	**92,0**	**88,2**	**76,0**	**69,8**
Canada(S)	80,8	80,1	82,3	89,4	94,3	92,2	93,1	91,5	90,4	88,1	78,0	70,4
Canada(P)	82,2	81,5	85,0	91,8	95,8	92,9	93,6	91,8	90,8	87,1	75,5	69,3
Western Ave(P)	82,8	82,5	88,3	95,0	100,1	96,9	99,4	95,4	95,6	94,1	82,5	75,2
Ontario Ave(P)	84,9	83,6	86,3	93,2	96,1	93,3	94,0	92,4	89,4	84,9	73,8	67,6
Quebec Ave(P)	77,7	77,8	80,5	87,0	91,4	88,8	87,3	87,6	88,8	83,1	70,6	65,9
Atlantic Ave(P)	75,0	74,5	74,8	82,7	88,3	85,0	85,5	84,3	84,0	83,4	71,6	64,3
Large Markets Ave(S)	80,9	80,3	83,4	90,4	94,6	92,1	92,8	91,1	89,7	87,0	76,1	69,3
Large Markets Ave(P)	82,4	81,7	85,3	92,0	96,0	93,0	93,7	91,8	90,7	87,0	75,2	69,2
Small Markets Ave(S)	80,0	79,4	80,6	87,8	93,5	91,8	93,0	91,7	91,2	89,5	80,2	71,6
Small Markets Ave(P)	79,3	78,3	80,2	87,7	93,4	91,7	93,1	91,2	90,9	88,8	80,1	71,0

S-Simple V-Volume Weighted P-Population Weighted

2017 c/litre	Regular Unleaded Gasoline / Essence ordinaire Retail prices, excluding taxes, self serve / Prix au detail, sans taxes, libre service											
	Jan/jan	Feb/fev	Mar/mar	Apr/avr	May/mai	Jun/jui	Jul/jui	Aug/aou	Sep/sep	Oct/oct	Nov/nov	Dec/dec
WHITEHORSE	95,9	98,0	96,8	96,1	95,4	95,1	93,5	89,3	95,7	91,5	104,9	102,1
VANCOUVER	79,2	79,4	86,4	90,1	85,4	82,3	84,1	88,8	88,8	88,2	92,5	88,5
VICTORIA	82,9	76,5	85,3	87,9	86,0	83,7	81,2	86,7	88,5	86,6	93,1	87,2
PRINCE GEORGE	70,6	64,1	64,9	71,8	67,3	64,1	61,7	69,7	73,6	70,0	83,9	75,9
KAMLOOPS	77,7	71,6	75,0	80,3	76,2	75,7	70,0	74,7	79,4	76,3	93,4	81,2
KELOWNA	81,8	77,1	77,0	83,0	81,5	77,9	74,5	80,2	83,9	81,1	95,1	84,2
FORT ST. JOHN	76,4	76,4	76,5	76,5	76,2	75,4	74,7	74,7	82,3	82,2	94,0	92,7
ABBOTSFORD	81,6	76,1	85,6	87,3	83,4	79,2	79,9	86,6	88,9	85,1	90,6	85,8
YELLOWKNIFE	95,1	91,6	91,1	91,6	90,6	89,6	88,5	88,7	88,8	88,3	96,8	95,8
CALGARY	73,3	63,9	63,9	73,8	68,7	65,4	63,4	67,3	70,2	69,4	81,1	74,7
RED DEER	72,8	64,5	65,1	70,5	65,6	65,0	61,5	65,8	68,9	65,6	80,4	71,1
EDMONTON	69,0	60,9	61,9	71,4	66,2	61,0	61,5	64,7	65,0	66,1	78,1	71,1
LETHBRIDGE	75,1	65,4	65,3	73,8	69,4	67,6	64,0	67,9	70,1	69,0	83,0	73,4
LLOYDMINSTER	71,2	64,2	64,1	72,2	70,0	71,0	68,2	68,5	70,9	68,4	83,8	79,3
GRANDE PRAIRIE	71,2	65,8	64,9	71,0	66,9	66,0	63,7	65,5	71,6	69,4	81,4	75,4
REGINA	70,7	64,1	65,7	72,4	68,0	63,9	63,5	66,4	70,2	69,2	80,2	74,7
SASKATOON	71,7	64,2	65,3	71,8	67,3	63,4	65,0	66,4	70,6	69,1	78,6	74,4
PRINCE ALBERT	72,4	66,1	67,0	73,0	68,4	68,0	68,0	67,7	72,6	68,2	80,7	73,4
MOOSE JAW	72,2	66,1	65,4	70,5	67,8	65,8	63,6	67,7	71,1	67,0	82,8	77,4
WINNIPEG	71,9	66,7	67,3	72,8	67,7	63,7	59,3	61,7	71,7	70,8	79,8	75,1
BRANDON	75,1	67,6	70,4	75,7	69,2	67,1	61,1	66,1	73,5	72,9	84,3	76,8
CITY OF TORONTO	74,1	70,7	71,1	78,3	75,0	70,7	72,6	74,9	80,0	76,8	83,4	82,5
BRAMPTON							72,5	74,1	80,2	77,0	83,7	82,8
ETOBICOKE							72,7	75,1	80,5	77,0	83,7	82,7
MISSISSAUGA							72,2	74,5	79,6	76,3	82,8	81,5
NORTH YORK							73,2	75,4	80,4	77,2	83,9	82,9
SCARBOROUGH							72,5	74,8	80,1	76,6	83,3	82,0
VAUGHAN/MARKHAM							72,9	75,4	80,2	77,1	83,8	82,8
OTTAWA	73,0	69,4	64,3	78,1	75,0	70,6	68,8	67,7	79,8	76,8	83,2	82,1
KINGSTON	71,2	66,2	67,3	74,9	73,1	66,6	70,0	73,1	79,5	73,2	79,6	78,7
PETERBOROUGH	70,9	63,3	64,1	70,6	67,8	64,5	65,2	68,9	77,0	69,7	79,0	75,3
WINDSOR	74,3	69,9	62,7	72,5	71,1	67,4	68,3	71,6	79,5	72,8	78,0	76,9
LONDON	74,3	70,7	65,5	78,1	74,6	70,2	72,1	70,5	79,2	76,5	83,0	81,7
SUDBURY	76,6	70,9	71,8	79,5	77,6	72,9	74,6	76,4	84,0	77,6	85,8	83,1
SAULT STE MARIE	71,8	69,6	66,9	78,8	75,7	70,1	71,7	75,4	88,7	82,3	85,1	84,9
THUNDER BAY	77,3	74,1	73,5	80,9	78,8	76,5	74,9	74,9	85,3	81,3	92,5	87,6
NORTH BAY	76,4	71,1	70,0	77,9	74,3	70,9	70,1	74,7	82,4	72,6	81,6	78,5
TIMMINS	82,2	78,6	77,1	85,6	82,2	79,6	79,1	82,4	88,3	82,6	90,1	89,4
HAMILTON	70,5	69,7	67,7	78,1	75,0	71,0	71,3	73,9	80,0	76,6	83,3	82,0
ST. CATHARINES	70,0	64,9	65,9	72,7	70,6	65,3	66,7	69,4	77,6	70,3	76,9	76,6
BARRIE	73,7	69,9	70,0	77,0	73,6	69,6	71,2	73,8	78,5	75,8	82,3	81,0
BRANTFORD	74,4	70,6	70,6	77,7	74,4	70,4	71,9	74,3	79,8	76,5	83,1	81,5
GUELPH	74,3	70,5	70,2	77,9	75,0	70,7	72,7	75,0	79,8	76,9	83,6	82,7
KITCHENER	73,9	70,4	71,0	78,6	75,4	71,2	72,8	75,1	80,2	77,3	83,7	82,6
OSHAWA	74,3	70,7	71,1	78,3	75,2	70,8	72,9	75,2	80,2	77,0	83,7	82,4
SARNIA							68,3	71,6	79,7	72,9	79,1	76,5
MONTRÉAL	70,1	66,8	67,5	74,1	72,0	67,5	66,8	70,6	76,7	71,7	77,9	74,2
QUÉBEC	67,1	63,2	62,2	70,6	68,5	64,7	63,1	69,5	76,6	67,6	75,1	69,8
SHERBROOKE	66,9	66,1	67,8	72,9	70,6	67,8	66,0	66,5	76,0	72,9	77,4	73,3
GASPÉ	74,2	72,0	71,2	78,9	77,5	73,8	70,0	74,2	83,5	75,3	81,5	78,5
CHICOUTIMI	71,0	70,6	70,6	77,2	75,6	71,5	67,0	71,2	79,7	75,7	79,9	78,4
RIMOUSKI	70,9	69,6	69,1	76,6	75,3	72,1	66,3	71,4	80,9	71,2	78,4	77,1
TROIS RIVIÈRES	69,3	66,0	65,2	73,9	71,5	66,7	63,3	68,8	75,9	68,8	75,2	72,0
DRUMMONDVILLE	68,3	65,9	66,8	72,7	69,7	66,8	65,7	69,0	75,6	70,3	76,2	73,1

VAL D'OR	74,6	71,6	71,5	75,0	75,2	73,4	71,5	71,5	83,2	76,7	80,6	79,8
GATINEAU	71,2	68,2	64,9	76,1	71,6	67,9	67,4	68,6	78,6	73,0	79,0	76,3
SAINT JOHN	71,0	66,5	65,5	71,4	68,5	66,0	64,1	67,6	74,3	68,0	75,0	72,0
FREDERICTON	70,1	65,8	65,4	69,9	67,2	63,8	64,0	67,4	74,6	68,1	74,8	72,0
MONCTON	71,6	66,7	65,8	71,4	68,2	66,4	64,4	67,6	74,5	68,5	75,2	71,9
BATHURST	71,7	67,0	66,1	71,5	68,5	66,9	64,4	68,2	75,0	68,8	75,4	72,8
EDMUNDSTON	72,2	67,1	66,0	71,7	68,9	66,9	64,6	68,0	74,6	68,5	75,2	72,5
MIRAMICHI	72,5	67,5	66,7	72,6	69,5	67,3	65,7	68,8	75,4	69,3	76,1	73,5
CAMPBELLTON	73,3	68,3	67,6	73,5	70,6	68,6	67,0	69,9	76,8	70,3	77,3	74,7
SUSSEX	71,2	66,2	65,3	71,2	67,7	65,8	64,0	67,2	73,9	67,7	74,4	71,9
WOODSTOCK	73,2	68,3	67,5	73,5	70,5	68,4	66,7	69,8	76,4	70,3	77,0	74,5
HALIFAX	71,1	65,1	64,5	71,5	67,9	64,8	64,0	67,2	75,0	67,2	75,4	71,6
SYDNEY	72,9	66,9	66,3	73,2	69,4	66,5	65,6	68,9	76,7	69,0	77,1	73,4
YARMOUTH	72,1	66,1	65,4	72,4	68,7	65,7	64,9	68,1	75,9	68,1	76,3	72,6
TRURO	72,2	66,2	65,5	72,5	68,8	65,8	64,9	68,2	76,0	68,3	76,4	72,7
KENTVILLE	71,6	65,7	65,1	72,0	68,3	65,3	64,4	67,7	75,5	67,7	76,0	72,2
NEW GLASGOW	72,2	66,2	65,6	72,5	68,8	65,8	65,0	68,2	76,0	68,3	76,4	72,7
CHARLOTTETOWN	74,8	68,6	68,2	72,8	69,8	69,1	66,0	69,8	76,6	70,7	77,6	73,7
ST JOHNS	76,1	71,1	69,9	75,3	71,6	66,6	64,1	66,5	74,7	69,8	75,9	71,8
GANDER	79,2	74,1	73,1	79,1	76,2	73,9	72,3	75,4	81,7	76,1	83,0	80,3
LABRADOR CITY	84,4	79,3	78,3	84,3	81,4	79,1	77,4	80,6	86,9	81,3	88,1	85,4
CORNER BROOK	77,7	72,5	71,5	77,5	74,7	72,4	70,8	73,9	80,2	74,6	81,5	78,8
GRAND FALLS	79,2	74,1	73,1	79,1	76,2	73,9	72,4	75,4	81,7	76,1	83,0	80,2
Canada Ave(V)	**73,6**	**69,5**	**70,9**	**77,8**	**74,1**	**70,2**	**70,5**	**73,8**	**78,2**	**75,4**	**82,7**	**79,5**
Canada(S)	74,2	69,6	69,5	76,1	73,0	70,0	69,1	72,1	78,4	73,8	81,9	78,5
Canada(P)	73,2	69,2	69,9	77,2	73,9	69,9	70,0	73,0	78,4	75,0	82,2	79,1
Western Ave(P)	75,3	70,4	73,7	79,9	75,3	71,8	71,3	75,2	77,6	76,8	85,7	80,0
Ontario Ave(P)	73,6	70,1	69,3	77,8	74,7	70,4	71,6	73,5	80,0	76,4	83,0	81,9
Quebec Ave(P)	69,5	66,4	66,8	73,7	71,6	67,3	66,2	70,2	76,8	71,2	77,5	73,7
Atlantic Ave(P)	72,5	67,2	66,4	72,5	69,1	66,2	64,7	67,9	75,3	68,7	76,0	72,5
Large Markets Ave(S)	73,3	68,9	69,2	76,4	73,4	69,4	69,1	72,1	78,2	74,3	81,7	78,4
Large Markets Ave(P)	73,1	69,3	69,9	77,4	74,0	69,9	70,1	73,1	78,4	75,1	82,2	79,2
Small Markets Ave(S)	75,2	70,4	70,1	76,0	72,9	70,8	68,9	71,9	78,5	73,0	81,8	78,0
Small Markets Ave(P)	74,1	68,9	68,8	75,1	71,7	69,5	67,4	70,9	77,4	72,2	81,8	77,0

S-Simple V-Volume Weighted P-Population Weighted

	Jan/jan	Feb/fev	Mar/mar	Apr/avr	May/mai	Jun/jui	Jul/jui	Aug/aou	Sep/sep	Oct/oct	Nov/nov	Dec/dec	Average
WHITEHORSE	78,9	74,2	78,9	78,9	86,6	95,4	96,1	94,3	94,2	94,2	94,2	90,9	88,1
VANCOUVER	63,8	59,2	65,9	67,3	73	74,8	74,7	72,7	76,5	80	68,3	75,7	71
VICTORIA	64,4	57,3	64,4	65,9	72,2	74,5	73,7	73,6	77,8	79,2	78,1	75,2	71,4
PRINCE GEORGE	51,7	45,2	55,2	60,5	68,2	78,3	68,3	68	65,3	69,4	63,5	68,1	63,5
KAMLOOPS	56,4	48	61,2	63,7	72,3	78,9	69,6	68,9	70,4	74,3	67,5	71,4	66,9
KELOWNA	64,6	56,4	64	68,3	75,2	84,7	79,8	78,3	75,9	77,2	74,8	76,6	73
FORT ST, JOHN	69,3	61,3	61,7	65,9	69,1	80,2	80,2	80,3	80,2	79,9	77	76,4	73,4
ABBOTSFORD	59,7	55,8	62,7	67,4	70,5	75,6	73,6	72,3	76,8	78,6	72,8	74,9	70,1
YELLOWKNIFE	82,8	70,2	78,4	80,4	87	99,2	93	91,3	90,2	91,6	87,5	89,1	86,7
CALGARY	53,8	47,4	58,7	62,5	70	78	66,6	69,7	66	70	62,3	70,1	64,6
RED DEER	51,3	44	56,2	60,3	66,6	74,2	65	67,4	65	69,1	60,5	65,2	62,1
EDMONTON	47,6	38,3	51,7	57,3	64,2	73,3	61,7	63,9	60,9	66,1	56,3	67,1	59
LETHBRIDGE	54,6	45	59,2	62,3	68,3	77,9	66,6	66,6	65,5	71	63,3	68,3	64,1
LLOYDMINSTER	54,6	46,1	56,7	61,4	66,8	76,4	69,8	69,3	69,6	71,9	61,4	66,4	64,2
GRANDE PRAIRIE							67,2	66,6	64,1	66,8	61,5	63,2	64,9
REGINA	52,8	45,2	55,4	58,9	68,2	77,5	65	68	66,9	67,1	60,6	65,9	62,6
SASKATOON	50,3	43,7	56	60,8	67,4	75,2	62,5	68,7	67,3	67,8	59,4	67,3	62,2
PRINCE ALBERT	54,7	45,7	57,4	62,8	68,9	79,4	69,3	69	71,3	69,6	63,5	67	64,9
MOOSE JAW							70,7	67,6	69	66,8	61,7	67,7	67,3
WINNIPEG	54,5	45,8	56,4	61,3	69	82,8	67,7	68,3	66,7	69,3	60,4	67	64,1
BRANDON	57,6	48,8	58,6	64,5	70,1	83,3	71,1	70,7	69,6	72,5	62,9	66,8	66,4
TORONTO	60,1	55,6	58,7	65,7	70,5	69,4	66,2	64,9	64,7	68,2	65,1	69,6	64,9
OTTAWA	52,4	51,2	57,2	64	69,2	68	65,2	63,6	63,6	67,3	63,9	68,4	62,8
KINGSTON	59,6	51,4	50,4	60,5	67,6	65,3	63,7	61,6	61,9	66,4	63,1	66,7	61,5
PETERBOROUGH	55,4	48,1	50,8	55,8	65,2	64,6	59,4	59,6	59,2	62,6	62	62,6	58,8
WINDSOR	52,4	46,4	48,7	57,9	61,3	65,1	62,6	59,9	58,4	63,2	64,9	69,7	59,2
LONDON	53	47,3	49,5	59,7	69,2	68,3	65,1	63,8	63,7	63,5	58,4	70	60,9
SUDBURY	62,2	57,8	59,2	64,8	70,4	70,6	68,1	65,4	66,8	69,8	68,9	71,9	66,3
SAULT STE MARIE	64,6	61,1	61,6	67,3	71,7	74,1	70,3	67,7	68,3	65,1	62,5	64,2	66,5
THUNDER BAY	62,8	53,5	63	66,5	73,6	85	80,4	76,9	73,4	71,5	67,5	69	70,3
NORTH BAY	62	59	56,8	60,9	68,1	69,9	66	63,6	64,1	66,3	67,4	70,3	64,5
TIMMINS	67,7	60,9	62,8	69,1	74,7	75,3	72,3	69,2	71,2	74,1	72,9	75	70,4
HAMILTON	56,1	54	57,1	63,7	68	67,1	64,7	63,5	63,8	67,7	64,5	67	63,1
ST, CATHARINES	48,5	42,2	46,7	57,1	61,9	63,1	61,6	60,8	59	59,7	60,5	65,3	57,2
BARRIE	53,1	49,3	54,4	61,4	68,9	68,8	65,3	63,3	63,4	67	64,6	69,4	62,4
BRANTFORD	59,8	54,2	56,7	63,4	68,9	68,4	65,1	64	64,5	67,3	64,6	69,4	63,9
GUELPH	57,5	52,2	54,7	62,9	69,3	68,5	65,2	63,9	63,8	68,2	65	69,7	63,4
KITCHENER	57,7	51,8	54,2	62,1	68,6	67,8	64,7	63,5	63,8	68,2	64,7	69,3	63
OSHAWA	58,1	54,9	58,1	64,7	69,5	68,9	65,7	64,4	64,5	68,2	64,9	69,9	64,3
MONTRÉAL	57,2	52,4	52,9	60,5	63,5	62,5	60,6	62,3	65,6	68,6	65	70	61,8
QUÉBEC	56,1	49,3	53,8	59,1	61,3	63	58,5	58,9	62,4	65,5	63,2	64,4	59,6
SHERBROOKE	60,6	54	54,3	60,3	64,1	66,8	62,7	60,7	65,1	67,4	66,2	66,3	62,4
GASPÉ	65,6	59,2	60,9	65,8	69	71,6	67,7	66,1	69,1	74	71,3	71,6	67,6
CHICOUTIMI	63,1	56,8	59,4	62,9	68,9	70,3	65,4	64,3	65,6	72	69,5	68,9	65,6
RIMOUSKI	64,1	56,9	59,8	63,5	66,6	69,2	65,6	63,8	67,1	72,1	69	69,1	65,6
TROIS RIVIÈRES	57,9	53,7	54,8	59,9	61,6	66,6	62,1	58,3	59,7	68,4	65,5	65,6	61,2
DRUMMONDVILLE	56,6	53,8	52,7	59,9	61,7	64,4	59,8	57,6	61,5	66,3	65,1	67,6	60,6
VAL D'OR	65,9	61,1	59,8	63,3	67,4	69,8	67	66,2	64,4	68,6	68,4	69,2	65,9
GATINEAU							61,6	60,8	62,2	64,1	63,2	67,5	63,2
SAINT JOHN	56,8	51,6	51,7	60,2	64,3	65	60,3	59,8	63,3	66,2	64,9	68,4	61
FREDERICTON	53,8	49,4	50,9	57,6	62	62,3	59,3	58,8	62,6	65,4	64,1	66,9	59,4
MONCTON	56,9	51,8	52,3	61,5	65,2	65,9	60,9	59,8	63,7	66,5	64,5	68,3	61,4
BATHURST	57,7	52,7	52	60	64,5	65,6	61,1	60,4	62,7	64,8	64,4	67,8	61,1
EDMUNDSTON	55,9	50,5	50	58,4	63,8	65,9	61,4	60,5	64	66,8	65,4	69,3	61
MIRAMICHI	59	53,9	54,1	62,7	65,6	66,9	62,4	61,4	64,6	67,2	65,9	69,4	62,8
CAMPBELLTON	59,6	54,4	54,6	63,2	67,2	67,7	63,3	62,2	65,4	68,1	66,7	70,2	63,6
SUSSEX	56	51	51,4	60,2	64,4	65	60,3	59,9	63,2	66,1	64,3	67,8	60,8
WOODSTOCK	59,5	54,5	54,5	63,1	67,1	67,2	62,7	61,8	65,2	68	66,7	70,2	63,4

HALIFAX	55,4	49,5	51,8	61,8	65,4	64,3	58,8	59,1	63,5	66,3	64	68,4	60,7
SYDNEY	57,1	51,2	53,5	63,5	67,1	65,9	60,5	60,8	65,2	68	65,7	70,1	62,4
YARMOUTH	57	51,1	53,4	63,3	67	65,5	59,7	60	64,4	67,2	64,9	69,3	61,9
TRURO	56,2	50,4	52,6	62,7	66,3	65	59,8	60,1	64,5	67,3	65	69,4	61,6
KENTVILLE	55,9	50	52,3	62,3	65,9	64,6	59,4	59,6	64	66,8	64,6	68,9	61,2
NEW GLASGOW	56,4	50,5	52,8	62,8	66,4	65,2	59,8	60,1	64,5	67,3	65	69,5	61,7
CHARLOTTETOWN	58,5	53,3	54,4	64,3	68,1	68,1	63,3	62,3	65	68,7	66,6	70	63,6
ST JOHNS	55,4	52,7	53,2	62,8	67	67,3	64,4	65,6	68,9	71,2	68,5	73,2	64,2
GANDER	65,1	60,1	60	68,2	72,8	73	68,4	68	71,7	74,4	72,3	76,2	69,2
LABRADOR CITY	70,3	65,3	64,9	73,2	78	78,2	73,9	73,2	76,8	79,6	77,5	81,3	74,4
CORNER BROOK	63,6	58,6	58,1	67,1	71,3	71,5	66,8	66,3	70,2	72,9	70,8	74,7	67,6
GRAND FALLS							68,4	67,9	71,7	74,4	72,3	76,2	71,8
Canada Ave(V)	58,4	53,3	58	63,8	69	70,6	66	66,2	66,8	70	64,8	70,3	64,8
Canada(S)	58,8	52,9	56,8	63,2	68,4	71,4	66,4	65,7	67,1	69,8	66,5	70,1	64,7
Canada(P)	57,4	52,2	56,8	63	68,1	69,7	65,5	65,2	66	69,3	64,7	69,7	64
Western Ave(P)	57,1	50,4	60,1	63,4	70	76,7	69,5	70	70,1	73,4	64,6	71,4	66,4
Ontario Ave(P)	57,7	53,5	56,8	64	69,3	68,7	65,7	64,3	64,1	67,3	64,5	69	63,7
Quebec Ave(P)	57,4	52,2	53,3	60,3	63,2	63	60,5	61,6	64,8	68,1	64,8	68,9	61,5
Atlantic Ave(P)	56,5	51,4	52,6	62	65,9	65,6	61	61	64,8	67,6	65,5	69,6	61,9
Large Markets Ave(S)	57	51,2	55,7	62,1	67,7	70,2	65,5	65	65,7	68,7	65,1	69,1	63,6
Large Markets Ave(P)	57,4	52,2	56,8	62,9	68	69,5	65,4	65,2	66	69,3	64,6	69,7	63,9
Small Markets Ave(S)	60,6	54,5	57,8	64,3	69,1	72,6	67,3	66,5	68,5	71,2	68,1	71,1	66
Small Markets Ave(P)	58,6	52,4	57,1	63,2	68,3	72,4	66,3	65,6	67,1	70	66,3	69,6	64,8

	Jan/jan	Feb/fev	Mar/mar	Apr/avr	May/mai	Jun/jui	Jul/jui	Aug/aou	Sep/sep	Oct/oct	Nov/nov	Dec/dec	Average
WHITEHORSE	84,6	77,3	80,8	88,5	89,6	88,8	94,2	100,4	102	98	92,8	82,7	90
VANCOUVER	56,9	68,9	76,5	76,5	84,7	86,6	88,1	82,4	70,8	68,7	77	76,4	76,1
VICTORIA	59,6	62,9	80,1	77,8	84	86,5	87,1	84,5	72,6	69,2	75,3	73,5	76,1
PRINCE GEORGE	53,9	64,6	68,9	68,4	68,8	78,6	78,8	81,8	73,9	77,2	70,3	59,5	70,4
KAMLOOPS	56,2	64,2	73,3	71,9	76,6	83,7	88	88,6	76,6	74,5	68,9	63,2	73,8
KELOWNA	63,3	68	76,9	74,9	79,9	83,6	90	92	83,7	82	75,8	66,4	78
FORT ST, JOHN	70,5	67,8	70,5	75	75,3	87,6	89,3	93,7	88,3	86,6	84,4	78,3	80,6
ABBOTSFORD						87,4	88,6	83	70,4	66,2	74,8	73,3	77,7
YELLOWKNIFE	81,8	83	87,8	87,8	92,1	101,5	106,8	105,6	94,4	98,5	94,8	84,4	93,2
CALGARY	56,6	66,2	69,4	67,7	71,2	81,6	79,8	83,6	76,3	79,7	73,1	62,3	72,3
RED DEER	52,4	63,1	68,3	65	65,7	79,3	77,2	81,8	74,5	77,1	65,6	58,2	69
EDMONTON	50,5	60,8	65,4	64,4	66,8	76,1	76,4	78,7	70,8	74,9	62,8	55,9	66,9
LETHBRIDGE	56	63	66,1	64,6	68	75,5	76	81,2	73,2	78,1	69,5	59,3	69,2
LLOYDMINSTER	56,3	63,4	66,7	66,2	68,4	81,3	80,8	83	77,5	77,2	73,1	61,8	71,3
REGINA	56,2	63,5	68,8	65,2	70,6	80,8	79,2	82,9	74,6	75,6	70,7	59,8	70,7
SASKATOON	55,2	64,3	68,2	66,2	69,3	79,7	79,6	83,1	74,5	74,5	70,4	58,1	70,3
PRINCE ALBERT	57,2	63,8	70,1	68,5	70,4	81,5	78,6	83,2	76,6	77,8	74,2	61,2	71,9
WINNIPEG	53	60,2	67,3	64,3	67,6	77	78,7	79,7	72,4	75	68,9	58,2	68,5
BRANDON	56,6	61,6	71,2	69,2	70,9	79,7	80,8	85,5	76,3	79	72,6	60,7	72
TORONTO	56,6	64,4	68,4	69,8	75,3	80,4	82,4	75,6	68,2	64	66,1	65,2	69,7
OTTAWA	55	62,9	67,1	68,4	73,8	78,8	80,8	73,5	66,1	63,1	64,2	60,8	67,9
KINGSTON	49,9	55	63,6	68,8	71,4	79	80,1	73,8	64,9	61	62,4	61,1	65,9
PETERBOROUGH	48,5	56,2	64,3	64	70	75,3	77	71,1	64,6	59,4	58,6	58,5	64
WINDSOR	50,5	55,3	58	61,7	65,9	78,2	78,8	71,6	64	57,5	60,2	59	63,4
LONDON	54,9	59,6	67,8	69,3	74,4	80,4	81,1	72,3	60,7	59,7	58,4	57,6	66,3
SUDBURY	58,7	65,1	73,2	72,4	77,5	83,8	84,3	79,2	70,2	67,1	67,4	67,6	72,2
SAULT STE MARIE	60,6	63,5	72,3	72,6	77	81,4	84,9	83,2	77,2	70,8	69	68,2	73,4
THUNDER BAY	63,3	69,9	74	70,2	74,9	81,6	84,4	88,5	83,1	81,1	79,5	70,9	76,8
NORTH BAY	51,8	60	72,3	70	77,9	82,3	86,3	80	72,3	66,4	67,4	68,9	71,3
TIMMINS	63	68,3	75,6	75,8	80,9	85,7	87,9	83	75,3	71,3	72,6	71,5	75,9
HAMILTON	56,1	63,7	68,3	68,1	73,8	79	81,2	74,4	67,5	63,4	62	60,4	68,2
ST, CATHARINES	51,8	57,6	63,5	60,8	70,4	76,9	78,1	68,2	61,3	53,6	57	52,9	62,7
BARRIE						76,7	74,4	68	63,7	57,4	59	58,5	65,4
BRANTFORD						79,5	79,7	73,7	67,8	63,5	64,7	62,8	70,2
GUELPH						79	79,1	72,1	64	62	63,4	62,6	68,9
KITCHENER						78,5	79	72,6	65,6	62,3	63	62,4	69,1
OSHAWA						81,3	82,1	75,6	68,4	63	64,2	63	71,1
MONTRÉAL	57,4	62,4	71,1	72,2	75,2	79,3	79,6	71,6	66,2	62,3	63,6	59,7	68,4
QUÉBEC	55,6	57,7	67,7	68,4	73,7	75,1	75,9	70,6	65,5	61,3	62,2	61,7	66,3
SHERBROOKE	58,3	63,6	69,6	68	68,6	77	77,3	75,6	70	65,2	64,2	63,2	68,4
GASPÉ	63,2	65,8	74,2	75,8	81,5	85,1	83,6	79,8	74,6	69,4	70,9	70,9	74,6
CHICOUTIMI	62,5	64,8	71	74,4	77,8	83,8	81,7	77,6	70,8	67,6	67,7	68,6	72,4
RIMOUSKI	61	64,1	72,6	74,1	79,8	83,3	82,5	77,7	72,8	67,6	68,7	69,1	72,8
TROIS RIVIÈRES	57,2	59,6	68,9	69,6	76,2	78,8	76,4	74	69,1	65,2	62,5	60	68,1
DRUMMONDVILLE	55,6	59,4	63,4	65,3	67,2	73,2	74,3	70,8	62,8	59	59,1	58,1	64
VAL D'OR	66,2	64,6	71,4	71,6	74,6	82,6	83	81,6	76,3	70,6	67,9	67,2	73,1
SAINT JOHN	57,3	61,9	67,8	69,8	74,6	77,9	76,7	71,7	64,8	61,1	61,3	60,4	67,1
FREDERICTON	55	62,3	68,5	68	72,8	78,4	78	72,1	63,9	58,4	61,6	58,7	66,5
MONCTON	57,8	62,7	69	70,4	74,8	78,3	78,1	72,5	63,2	60,9	59,6	59,9	67,3
BATHURST	58,4	60,9	69	70,6	75,4	77,9	78,2	73,3	65,9	62,3	60,5	61	67,8
EDMUNDSTON	57,7	61,9	68,1	69,4	73,6	76,5	76,9	71,9	64,8	61,1	60,5	59,3	66,8
MIRAMICHI	59,4	64	70,1	71,7	75,9	79,3	79	74,5	67,1	63,6	63,3	62,4	69,2
CAMPBELLTON	59,3	64,4	70,7	72,2	77	80,8	80,2	75	67,6	64,1	63,8	62,9	69,8
SUSSEX	57,4	62,3	67,7	69,6	74,4	78,3	77,8	72,2	64,4	61,6	61,2	60,2	67,2

WOODSTOCK	59,7	64,5	70,5	72,1	76,8	80,8	80	74,7	67,5	64,1	63,6	62,9	69,8
HALIFAX	54,8	62	69,2	70,7	74,8	78,2	76,6	70,7	62,7	59,8	60,3	58,6	66,5
SYDNEY	57	64,3	71,3	72,8	76,6	80,1	78,3	72,2	64,4	61,5	62	60,3	68,4
YARMOUTH	56,7	64	70,9	71,9	76,2	80	78,1	72,3	64,3	61,4	62	60,2	68,2
TRURO	55,5	62,8	69,7	71,4	75,6	79,3	77,5	71,6	63,6	60,7	61,2	59,5	67,3
KENTVILLE	54,4	61,8	68,8	70,4	75,4	78,9	77,1	71,2	63,2	60,3	60,8	59,1	66,8
NEW GLASGOW	55	62,2	69,3	70,7	75,8	79,4	77,6	71,7	63,7	60,8	61,4	59,6	67,3
CHARLOTTETOWN	57,6	64,8	70,6	70,6	75,7	81,1	81,3	76,7	67,8	64,7	62,7	62,3	69,7
ST JOHNS	60,9	67,5	72,6	71,7	76,8	82,8	81,2	74,3	67,8	65,3	65,4	59,5	70,5
GANDER	63,7	70	76,1	77,5	82,5	86,1	85,4	80,6	73	69,6	68,7	68	75,1
LABRADOR CITY	69,2	75,3	81,3	82,7	87,7	91,2	90,8	85,5	78,3	74,8	74,4	73,2	80,4
CORNER BROOK	61,9	68,5	74,6	76	80,9	84,8	84	79	71,6	68	67,4	66,5	73,6
Canada Ave(V)	56,6	64,4	70,2	70,5	75,5	81	81,7	77,1	69,5	67,2	68	64,4	70,5
Canada(S)	58,4	64	70,5	70,9	75,2	81	81,3	78,1	70,6	68	67	63,6	70,7
Canada(P)	56,2	63,5	69,7	70,1	74,8	80,2	81,1	76,2	68,6	66	66,4	63,2	69,7
Western Ave(P)	55,7	65,2	71,6	70,4	75,4	82	82,8	82,4	73,1	73,8	72,2	66,1	72,6
Ontario Ave(P)	55,8	63,1	67,8	68,9	74,4	79,9	81,5	74,6	67,2	63,1	64,5	63,1	68,6
Quebec Ave(P)	57,3	61,7	70,4	71,3	74,6	78,5	78,8	71,8	66,4	62,4	63,4	60,3	68,1
Atlantic Ave(P)	57,1	63,6	70	71	75,5	79,5	78,4	72,6	64,8	61,7	61,9	60	68
Large Markets Ave(S)	56,2	62,5	69,1	69	73,7	80	80,4	76,3	68,7	65,8	65,6	62,4	69,1
Large Markets Ave(P)	56,1	63,4	69,6	70	74,9	80,2	81,1	76	68,4	65,7	66,3	63,2	69,6
Small Markets Ave(S)	59,8	65	71,5	72,1	76,2	81,7	82,2	79,9	72,6	70,2	68,4	64,8	72
Small Markets Ave(P)	57,9	63,8	70,6	70,6	74,6	80,4	81,1	79,5	71,9	70	67,4	63,2	70,9

2014	Regular Unleaded Gasoline / Essence ordinaire												Monthly / mensuelle
¢/litre	Average retail prices, self serve, excluding taxes / Prix au détail moyenne, libre service, sans taxes												
DATE (2014)	Jan/jan	Feb/fev	Mar/mar	Apr/avr	May/mai	Jun/jui	Jul/jui	Aug/aou	Sep/sep	Oct/oct	Nov/nov	Dec/dec	Ave
WHITEHORSE	105,6	105,6	110,6	110,4	116,7	118,5	118,8	113,7	110,4	111,8	105,6	100,6	110,7
VANCOUVER	81,4	83,6	92,1	98,8	100,1	102,4	96,7	94,7	92,3	80,4	79,9	65,7	89
VICTORIA	77,1	79,5	87,2	96,2	98	97	93,6	90,1	88,8	77,8	73,3	66,9	85,5
PRINCE GEORGE	80,6	88,2	95,5	94,4	97,8	96,5	92,3	89	91,4	86,9	77,1	66,2	88
KAMLOOPS	78,4	84	89,2	93	97,6	101,7	93,8	93,5	90,7	82,2	78,4	67,5	87,5
KELOWNA	86,8	87,1	89,8	94,3	98,8	102,6	97,5	91,6	91,8	89,2	85,4	75	90,8
FORT ST, JOHN	94,1	90,8	99,3	100,3	101,2	100,9	100,2	100,1	98,9	93,9	91,4	83,3	96,2
YELLOWKNIFE	111,6	111,6	111,6	111,6	111,6	111,6	113,9	111,6	111,6	111,6	110,4	99,2	110,7
CALGARY	83,4	87,5	95,2	99,6	97,9	101	96	95,4	93,1	90,3	81,4	68,6	90,8
RED DEER	81	85,1	92,3	96,5	97,4	100,8	95,8	92,5	91,3	87	76,5	63,9	88,3
EDMONTON	79	85,3	90,6	94,4	90,7	97,3	92	91,4	89	84,1	76,2	61	85,9
LETHBRIDGE	84,1	85	94,8	96,6	99,2	98,2	96,7	93	92,3	89,2	79,2	67,7	89,6
LLOYDMINSTER	79,1	84,4	91,8	95,6	95,9	97,6	99,9	94,8	91,8	88,2	81,4	68,9	89,1
REGINA	81,7	88,7	96,6	97,7	98,7	99,6	96,2	93,8	94,8	87,7	78,3	65,6	89,9
SASKATOON	81,5	87,7	94,1	97,1	96,7	99,3	95,8	94,2	93,3	86,5	77,1	64,6	89
PRINCE ALBERT	81,7	88,3	95,2	97,4	99,2	99,9	96,6	94,8	94,2	89,1	80,6	67,5	90,4
WINNIPEG	80,9	82,7	95	95,8	96,8	98,9	94,4	92,8	92,9	84,9	77,7	62,4	87,9
BRANDON	86,4	86,4	95	98,4	100,7	101,2	98,9	95,7	94	88	81,6	67	91,1
TORONTO	87,3	91,2	91,4	95,6	95,5	99,1	95,9	92	90,7	82,1	78	66,6	88,8
OTTAWA	86,6	90,6	90,8	94,9	94,9	98	94,1	89,6	88,5	80,4	73,6	61,4	86,9
KINGSTON	84,8	86,2	88,8	91,2	91,1	93	92,2	88,1	84,8	79,7	74,7	63,5	84,8
PETERBOROUGH	81,1	83,7	87	87,9	89,7	91,1	88,9	86,9	85,6	77,7	70	62	82,6
WINDSOR	85,1	87,7	88,5	92,6	93,4	96,2	92,3	89,6	86,6	80	74,9	61,4	85,7
LONDON	84,8	88,7	89,1	93,1	94	97,4	94,8	90,5	89,2	80,2	74,1	62,9	86,6
SUDBURY	92,8	93,8	94,9	96,3	98,4	102,2	101	95,5	96	88,8	81,6	68,4	92,5
SAULT STE MARIE	93,8	93,4	94,5	95,9	99,5	102,6	101	99,1	98,7	91,8	85,7	73,1	94,1
THUNDER BAY	90,5	91,9	96,3	102,5	101,8	103,8	102,5	99,5	98,2	94	87,3	74,7	95,2
NORTH BAY	88	86	90,8	89,7	96,5	96,7	99,4	93,4	90	86,5	81,7	68,6	88,9
TIMMINS	98	99,1	102,1	101,5	102,9	103	102,1	100,4	98,3	91,5	84,6	73,5	96,4
HAMILTON	87,3	90,7	91,1	95,1	95,1	99	96	91,6	90,2	81,4	77,6	65,6	88,4
ST, CATHARINES	84,5	87,6	86,5	92,5	92,8	96,5	92,7	87,9	85,5	82,4	75,2	64,2	85,7
MONTRÉAL	89,5	88,3	90,3	92,8	93,6	94,7	91,3	89,8	89,9	83,4	77,9	67	87,4
QUÉBEC	88,4	88,1	88,1	92,8	93,4	91,6	91,7	88,2	91	83,5	73,3	65,3	86,3
SHERBROOKE	89,2	89,6	92	93,4	94,7	95,5	94,1	90,8	90,3	86,9	80	69,6	88,8
GASPÉ	95,1	95	96	99,1	100,3	99,4	96,6	93,4	96,6	90,3	82,9	73,9	93,2
CHICOUTIMI	90,9	92,5	92,4	95,1	96,6	95,3	96,4	93,4	92,1	86,9	81,8	73,6	90,6
RIMOUSKI	93,5	93,3	94,3	97,4	98,7	97,9	96,7	93,7	94,9	88,7	81,1	72,4	91,9
TROIS RIVIÈRES	90,7	89	88,6	93,7	96	93,4	93,2	91	92,1	85,9	78,1	69,5	88,4
DRUMMONDVILLE	84,9	85	85,7	87,5	90,1	88,2	87,3	83,3	83,7	80,8	74,2	66	83,1
VAL D'OR	91,3	91,4	92	93,7	97,7	97,7	97,3	96,2	95,6	91	85,8	76,1	92,1
SAINTJOHN	89,6	92,4	95,8	96,5	96,2	94,1	93,9	89,5	90,7	87,3	78,8	68,4	89,4
FREDERICTON	87,8	91,3	93,1	94	94,3	92,2	91,9	89,2	88,6	84,8	76,3	65,6	87,4
MONCTON	89,5	91,6	95,3	96,6	96,9	95,9	94,3	90,9	91,6	87,5	79,4	69,6	89,9
BATHURST	89,9	91,4	96,7	97,1	97	96,5	95,2	91,9	91,6	88,6	80,2	70,1	90,5
EDMUNDSTON	90,3	93,2	96,6	97,6	97,8	96,4	94,8	91,6	91,9	87,8	79,6	69,4	90,6
MIRAMICHI	90,9	94,5	97,7	98,4	98,2	97,3	96,1	92,4	93,1	89,5	81,4	71	91,7
CAMPBELLTON	91,4	94,5	97,8	98,5	98,2	97,4	96,3	93	93,2	89,6	81,4	71	91,8
SUSSEX	87,9	91,8	92,8	94,3	95,8	95,7	94,4	90,2	91,4	87,3	79,2	69,1	89,1
WOODSTOCK	91,5	94,9	97,9	98,8	98,6	97,7	96,5	93,3	93,5	89,9	81,8	71,6	92,2
HALIFAX	89,5	92,8	94,6	95,5	95,3	94,6	92,8	89,8	90,4	84,9	77	65,3	88,5
SYDNEY	91,2	94,5	96,5	97,1	97	96,3	94,5	91	92,1	86,7	78,7	67,4	90,2
YARMOUTH	92,6	95,9	97,9	98,5	98,4	97,6	95,7	92,7	93,5	88,1	80,2	68,5	91,6

TRURO	90,2	93,5	95,6	96,2	96,3	95,4	93,6	90,7	91,3	85,9	77,9	65,9	89,4
KENTVILLE	90	93,3	95,3	95,9	95,8	95,1	93,3	90,3	90,9	85,5	77,5	65,2	89
NEW GLASGOW	90,5	93,8	95,8	96,4	96,3	95,5	93,7	90,8	91,4	86	78	65,7	89,5
CHARLOTTETOWN	92,9	95,8	97,5	97,8	99,2	98,5	96,5	94,4	93,5	89,2	80	68,5	92
STJOHNS	90,6	93,1	93,6	96,1	96,9	96,7	94,4	91,9	92,2	86,6	78,5	66,7	89,8
GANDER	94,1	97	99,8	99,7	100,6	99,7	98,5	95,3	95,5	91,9	83,8	73,4	94,1
LABRADOR CITY	99,4	102,1	104,9	104,8	105,9	104,9	103,2	100,5	100,7	97,1	88,9	78,4	99,2
CORNER BROOK	92,7	95,4	98	98,1	99,1	98,1	96,8	93,6	93,9	90,3	82,2	71,8	92,5
Canada Ave (V)	86,3	88,9	92,6	96,2	96,3	98,6	94,9	92,4	91,5	84,2	78,7	66,6	88,9
CANADA (S)	88,6	91	94,4	96,5	97,6	98,2	96,2	93,2	92,7	87,5	80,4	69,4	90,5
CANADA (P)	86,1	88,6	91,6	95,4	95,6	98	94,5	91,7	90,8	83,4	77,9	66,1	88,3
Western Average (P)	81,4	85	92,8	97,5	97,5	100,4	95,5	93,7	92	84,4	79,1	65,7	88,7
Ontario Average (P)	87	90,6	90,9	95,1	95,2	98,6	95,5	91,5	90,1	82	77,1	65,5	88,3
Québec Average (P)	89,4	88,5	90,1	92,9	93,8	94,2	91,7	89,8	90,2	83,8	77,4	67,3	87,4
Atlantic Average (P)	90,2	93,1	95,3	96,3	96,5	95,6	94	90,9	91,3	86,6	78,4	67,3	89,6
Large Markets Average (S)	86,1	88,7	91,8	95,4	95,8	97,3	94,8	91,7	90,9	84,4	77,8	66,2	88,4
Large Markets Average (P)	85,9	88,4	91,4	95,3	95,5	97,9	94,4	91,7	90,6	83,1	77,7	65,7	88,1
Small Markets Average (S)	90,2	92,4	96	97,3	98,8	98,8	97,2	94,1	93,9	89,5	82,2	71,5	91,8
Small Markets Average (P)	87,8	90	93,9	95,5	97,6	98	95,8	92,6	92,2	87,6	80,4	69,6	90,1
DATE (2014)	**Jan/jan**	**Feb/fev**	**Mar/mar**	**Apr/avr**	**May/mai**	**Jun/jui**	**Jul/jui**	**Aug/aou**	**Sep/sep**	**Oct/oct**	**Nov/nov**	**Dec/dec**	**Ave**

S-Simple V-Volume Weighted P-Population Weighted

Prepared by: Kent Marketing Services Limited, (519) 672-7000

2013	Regular Unleaded Gasoline / Essence ordinaire												Monthly / mensuelle
¢/litre	Average retail prices, self serve, excluding taxes / Prix au détail moyenne, libre service, sans taxes												
DATE (2013)	Jan/jan	Feb/fev	Mar/mar	Apr/avr	May/mai	Jun/jui	Jul/jui	Aug/aou	Sep/sep	Oct/oct	Nov/nov	Dec/dec	Ave
WHITEHORSE	107,1	105,6	105,6	105,6	112,5	124,7	120,5	117	117	117	108,5	105,6	112,2
VANCOUVER	77,8	88,7	91,7	88	96,9	94,1	98	95,7	91,3	83,6	79,8	80,3	88,8
VICTORIA	75,2	82	79,8	85,2	93,8	94,4	97	93,7	91,8	83,5	77,4	76,4	85,8
PRINCE GEORGE	80,2	86,2	95,2	93,6	99,2	103,9	100,2	98,6	92,1	79,4	77,9	83,5	90,8
KAMLOOPS	69,9	80,4	85,3	82	93,5	94,1	92,8	88,4	88,4	83	80,6	81,4	85
KELOWNA	78,1	86,4	89,3	89,5	99	105,6	97,3	96,6	94,7	90,2	86,5	87,9	91,7
FORT ST, JOHN	91,7	90,1	89,7	91,4	98,6	101,9	101,9	101,3	101,2	98,8	97,5	95,1	96,6
YELLOWKNIFE	112,9	112,9	112,9	112,9	112,9	112,9	112,9	112,9	112,9	112,9	112,9	112,6	112,9
CALGARY	73,8	86,4	89,1	84,3	96,9	102,3	94,2	90,6	89,7	87	84,3	83,1	88,5
RED DEER	74	84,3	86,3	85,6	94,3	98,5	93,5	90,4	90,2	86,1	83	80,2	87,2
EDMONTON	71,3	83,5	85,9	82,8	93,9	96,9	90,7	89,2	88,3	83,9	81	80,7	85,7
LETHBRIDGE	75,5	86,6	88,7	86,7	95	100,9	95,8	89,8	88,5	85,7	85,5	85,1	88,6
LLOYDMINSTER	71,5	85	87,1	86,6	94,7	101	93,7	90	89,5	84,1	81,6	80,6	87,1
REGINA	76,7	87	90,1	87,3	96,4	99,8	94,4	92,5	91,9	86,8	84,8	85,4	89,4
SASKATOON	73,9	85,6	89,7	86,2	96,5	99,4	96,7	92,2	91,4	84,1	83,3	83,6	88,5
PRINCE ALBERT	77,6	84,6	88,3	87,4	96,1	103,5	97,6	92,5	91,1	87,8	84,3	83,7	89,5
WINNIPEG	76,2	84,5	93,3	92,7	96,8	104,5	101,3	98,9	95,4	86,7	81	77,6	90,7
BRANDON	78,8	84,6	94	93,1	97,9	105,4	103,4	100	97,9	89,2	86,4	86,4	93,1
TORONTO	84,2	91,1	90,8	85,9	87,2	88,6	90,9	90,9	91	85,5	86,5	88,9	88,4
OTTAWA	82,3	89,6	88,2	83,7	85,2	87,8	91,1	90,9	90,5	84,9	85,9	88,2	87,4
KINGSTON	79,6	86,3	88,6	82,8	84,3	86,2	88,8	85,2	85,5	81	79,4	84,8	84,4
PETERBOROUGH	76,5	84,6	84,6	80,6	80,4	81,8	85,1	86,5	86,6	79,3	79,1	81,7	82,2
WINDSOR	81,7	87,9	87,3	83,7	80,9	85,2	90,1	87,5	89	83	84,2	86,6	85,6
LONDON	81,3	88,7	86,3	81,9	82,5	84,2	89,1	89,2	88,5	82,8	83,9	86,3	85,4
SUDBURY	86,6	95,2	94,3	88,9	89,1	90,7	93,5	92,7	97	92,9	90,6	93,8	92,1
SAULT STE MARIE	86,9	93,3	96,5	93,9	87,6	92,9	93,5	97,2	98,8	96	93,8	93,8	93,7
THUNDER BAY	84,6	89,2	94,1	93,9	96,1	99,4	97,5	96,6	95,7	92,7	91,4	90,9	93,5
NORTH BAY	85,6	93,1	90,5	86,4	83,2	84,6	90	91,3	93,3	86,2	85	90,7	88,3
TIMMINS	91,8	97	99	95,8	92,7	93,6	97,3	96,2	100,4	96,6	95,6	97,9	96,2
HAMILTON	83,4	90,9	89,9	85,5	86,5	88,5	91,3	91,4	91,2	85,3	86,2	88,6	88,2
ST, CATHARINES	83,6	91,1	87,3	85,5	82,6	87,6	89,3	86,8	86,5	81,9	82,8	85,3	85,8
MONTRÉAL	84,6	91,9	89,6	87	87,1	88,2	90,4	90,3	89,5	83,6	86,1	87,5	88
QUÉBEC	85,9	92,2	92,2	87,4	86,8	86,3	90,9	91,9	94,7	83,3	85,6	87,3	88,7
SHERBROOKE	84,2	92,2	92,2	87,5	88,1	88,4	91,7	92,2	94,7	84,7	83,3	88,9	89
GASPÉ	91	98	97,1	91,1	90,8	89,9	94,4	94,5	97,5	87,7	89,5	94,4	93
CHICOUTIMI	84,5	93,2	95,2	89,1	89,6	90,2	93,9	92,9	96,8	87,6	88,5	92,1	91,1
RIMOUSKI	88,4	95,3	94,8	90,2	89,6	89,1	93,9	95	97,2	86,8	87,8	92,4	91,7
TROIS RIVIÈRES	80,4	92,2	91,7	87	87,4	86,8	91,5	88,8	94,6	84,9	83,3	89,6	88,2
DRUMMONDVILLE	78,9	86	86,5	83,9	82,1	82,5	85,8	88,4	89	81,3	80	81,5	83,8
VAL D'OR	88,9	94,2	94,2	91,3	88	90,6	94,1	95,8	95,2	90,9	88,3	88,9	91,7
SAINTJOHN	84,9	92,7	92,7	87,9	86,2	87,2	90,8	92,1	92,9	85,9	85	88,2	88,9
FREDERICTON	83,7	91,9	91,3	84,1	83,6	84,8	90,3	91,9	91,6	85,4	85,2	88,2	87,7
MONCTON	85	91,5	93,3	88,2	86,2	87,6	91,1	92,6	93,1	85,6	84,2	88,1	88,9
BATHURST	82,9	92,6	93,6	89	86,6	87,8	91,6	92,9	93,7	86,8	85,5	89,1	89,3
EDMUNDSTON	86	91,8	92,8	88,3	83,9	87,3	91,4	92,6	93,7	87,2	86	89,2	89,2
MIRAMICHI	86,7	94,3	94,5	89,6	88	89	92,4	93,5	94,5	87,5	87,1	90,5	90,6
CAMPBELLTON	86,8	94,4	94,6	89,8	88,1	89	92,5	93,9	94,6	87,6	87,1	90,5	90,7
SUSSEX	82,7	91,9	91,9	87,9	85,5	86,4	90,6	91,8	93	85,9	85,2	87,6	88,4
WOODSTOCK	86,7	94,4	94,7	89,8	88	88,9	92,5	93,8	94,5	87,7	87,1	90,6	90,7
HALIFAX	85,5	94,1	92,4	86,3	85,4	86,9	91,1	91,9	91,7	84,3	84,9	88,6	88,6
SYDNEY	87,2	95,8	94,1	87,9	87,1	88,6	92,8	93,6	93,4	86	86,6	90,3	90,3
YARMOUTH	88,2	96,8	95,1	89	88,1	89,6	93,8	94,6	94,4	87	87,9	91,5	91,3

TRURO	86,2	94,8	93,1	87	86,2	87,5	91,7	92,6	92,4	85,1	85,5	89,4	89,3
KENTVILLE	86,3	94,6	92,9	86,8	85,9	87,4	91,6	92,4	92	84,8	85,4	89,1	89,1
NEW GLASGOW	86,5	95	93,4	87,3	86,1	87,9	92,1	92,9	92,8	85,3	85,9	89,6	89,6
CHARLOTTETOWN	88,4	95,9	95,9	90,2	87,8	89,9	94	96,5	96,7	88,6	89,5	90,9	92
STJOHNS	85,9	93,2	91	86,1	85,9	86,7	89,6	91,5	91,6	85,7	86,1	88,6	88,5
GANDER	90,1	97,7	97,6	92,5	90,8	91,9	95,3	96,6	97,4	90,5	90	93,1	93,6
LABRADOR CITY	95,3	102,9	102,8	97,8	96	96,9	100,6	101,9	102,5	95,7	95,2	98,4	98,8
CORNER BROOK	88,6	96,1	95,6	90,6	89,1	90,2	93,6	95,1	95,7	88,7	88,3	91,5	91,9
Canada Ave (V)	81,6	90,2	90,7	86,6	90,4	92,3	92,6	91,8	91	85,4	85,1	86,4	88,7
CANADA (S)	83,9	91,5	92,3	88,7	90,3	92,6	94,1	93,6	93,8	87,5	86,5	88,6	90,3
CANADA (P)	81,6	89,8	90,1	86,4	89,5	91,2	92,5	91,7	91	84,9	84,7	86,2	88,3
Western Average (P)	75,6	86,3	89,6	86,9	96,3	98,4	96,3	93,7	91,3	85,2	81,7	81,3	88,5
Ontario Average (P)	83,6	90,6	90	85,4	86,2	88,2	90,8	90,6	90,7	85,2	86	88,5	88
Québec Average (P)	84,7	92	90,3	87,1	87,1	87,8	90,6	90,7	90,9	83,8	85,8	87,7	88,2
Atlantic Average (P)	85,8	93,8	92,9	87,3	86,1	87,4	91,4	92,6	92,7	85,7	85,7	89	89,2
Large Markets Average (S)	81,2	89,6	90,2	86,5	89,3	91,2	92,7	91,5	91,7	85,3	84,4	86,3	88,3
Large Markets Average (P)	81,5	89,8	90	86,2	89,4	90,9	92,3	91,5	90,8	84,7	84,6	86	88,1
Small Markets Average (S)	85,6	92,8	93,7	90,1	91	93,6	95,1	95	95,2	89	87,9	90	91,6
Small Markets Average (P)	82,5	90,2	91,7	88,4	90,5	93,5	93,9	93,7	93,5	87,2	85,9	87,9	89,9
DATE (2013)	**Jan/jan**	**Feb/fev**	**Mar/mar**	**Apr/avr**	**May/mai**	**Jun/jui**	**Jul/jui**	**Aug/aou**	**Sep/sep**	**Oct/oct**	**Nov/nov**	**Dec/dec**	**Ave**

2012	Regular Unleaded Gasoline / Essence ordinaire												Monthly / mensuelle
¢/litre	Average retail prices, self serve, excluding taxes / Prix au détail moyenne, libre service, sans taxes												
DATE (2012)	Jan/jan	Feb/fev	Mar/mar	Apr/avr	May/mai	Jun/jui	Jul/jui	Aug/aou	Sep/sep	Oct/oct	Nov/nov	Dec/dec	Ave
WHITEHORSE	103,7	103,7	108,5	113,2	113,2	113,2	113,2	113,2	113,2	113,2	109,9	107,5	110,5
VANCOUVER	82,9	87,2	95,2	94,8	95,9	93,6	88,8	88,9	86,4	85,9	77	74,8	87,6
VICTORIA	75,9	76,7	83,5	88	92,9	97,3	82,6	84,4	82,8	82,3	73,7	73,3	82,8
PRINCE GEORGE	84,7	87,8	94,8	97,5	97,5	97,1	92,9	92,5	96,3	95,9	83,5	82,1	91,9
KAMLOOPS	78,2	83	88,8	88,4	87,7	87,7	83,1	86	88,4	84,9	75,3	73,4	83,7
KELOWNA	84,4	87,8	90,8	94,2	91,9	92,1	88,8	94,5	96,4	94,2	83,8	82,3	90,1
FORT ST, JOHN	86,5	87,1	93,2	96,5	94,7	92,9	95,3	95,7	96,5	97,5	94,9	93,7	93,7
YELLOWKNIFE	112,9	112,6	112,9	112,9	112,9	112,9	112,9	112,9	112,9	112,6	112,9	112,9	112,9
CALGARY	79,8	82,7	89,3	93,8	89,8	90,5	88,6	91,4	93,7	92,1	81,9	76,4	87,5
RED DEER	77,5	81	86,3	90,4	87	88,6	85,7	88,1	91,9	90,3	77,4	78,1	85,2
EDMONTON	76,8	81,1	86,9	91,4	86,4	88,4	84,8	86,8	92,3	87,8	77,5	76,4	84,7
LETHBRIDGE	78,1	85	91	94,2	93,3	91,6	91,4	91,5	94,4	94,5	82,9	78,5	88,9
LLOYDMINSTER	79,7	81,3	88,9	94,2	92,3	89,6	85,7	90,6	93,5	91,2	80,4	76,7	87
REGINA	86,3	86,3	90,6	95,8	95,2	95	94,9	94,8	96,8	98,3	84,3	78,7	91,4
SASKATOON	84,7	86,8	93	95,7	95,2	95	94,9	94,9	96,9	98	86,9	79,1	91,8
PRINCE ALBERT	84	82,6	89,7	95,9	95,3	94,4	94,9	94,9	96,4	97	90,6	85,2	91,7
WINNIPEG	81,7	84,5	89,8	93,4	92,1	92,1	92,1	92,1	94,5	94,4	84,1	78,9	89,1
BRANDON	83	84,1	90,6	95,4	93,8	91,5	91,1	91,1	94	94,3	86,7	80,9	89,7
TORONTO	83,8	88,7	91,2	94,6	89	84,2	85,7	90	90,4	85,9	83,8	81,9	87,4
OTTAWA	83,9	85,4	87,4	90,8	86,1	80,8	82,5	87,1	88,7	84,9	83,5	80	85,1
KINGSTON	78,4	80,1	84,4	90,7	87,6	79,4	80	83,1	89,3	81,9	81,2	77,3	82,8
PETERBOROUGH	77,8	83,8	85,5	88,5	83,2	78,8	80,1	82,9	83,6	81	78,7	75,7	81,6
WINDSOR	81,1	86,5	90,3	93,2	87,5	82,8	83,4	89,5	90,1	87,4	82,8	79,9	86,2
LONDON	81,5	86,1	88,8	92,5	87	82,2	83,5	88,2	88,9	83,6	82	77,7	85,1
SUDBURY	89,3	91,1	95,1	99,2	93,3	87,4	87,9	94	96,3	92	87,6	87	91,7
SAULT STE MARIE	90,9	90,4	95,7	103,5	99,8	94,4	90,9	92,4	97,3	95,6	90,3	88,7	94,2
THUNDER BAY	83,3	89,4	93,8	98,1	97,7	95,3	93,8	93,2	95,6	96,9	91,7	88,7	93,1
NORTH BAY	88,5	89,8	92,9	97,8	91,9	82,7	84,8	91,7	94,3	91,6	86,5	86,6	89,9
TIMMINS	93,3	94,7	99	102,2	99,4	94,8	93,5	98	99,4	96,7	93,6	92,7	96,4
HAMILTON	82,4	86,7	88,7	92,8	87,6	82,8	83,9	88,5	89,8	84,8	83,8	81,5	86,1
ST, CATHARINES	84,5	84,4	89,6	93,4	88,1	83,2	85,7	87,4	90,8	87,5	82,1	79,6	86,4
MONTRÉAL	87,6	90,3	91,3	94,4	87,8	82,8	86,4	90,4	91,6	89,8	83,9	80,9	88,1
QUÉBEC	86,8	89	91	94,1	89,5	84,7	85,9	91,8	94	92,2	85,2	81,1	88,8
SHERBROOKE	86,9	89,7	91,2	94,8	90,8	85,4	85,3	92,8	95,4	93,8	86,5	84,8	89,8
GASPÉ	92,2	92,7	93,9	98,8	93,7	89,9	90,6	97,5	99,9	98,6	92,6	89,8	94,2
CHICOUTIMI	85,6	91,5	91,7	95,6	90,8	86,5	85,4	91,3	94,4	93,9	86,7	84,8	89,8
RIMOUSKI	90,7	92,8	94	97,3	91,4	86,4	86,6	92	95,4	95	89,9	87	91,5
TROIS RIVIÈRES	85,9	89,8	91,2	94,8	90,2	85,3	85,4	92,5	93,9	93,7	84,7	82,4	89,1
DRUMMONDVILLE	82,7	86	87,2	91,4	88,4	82,9	80,9	87,8	90,2	89	81,8	79,1	85,6
VAL D'OR	88,3	91,7	92,6	96	93,7	88,5	87,4	94,4	97,9	95,1	89	88,6	91,9
SAINTJOHN	86,5	90,8	94	98,6	90,5	85,5	84,3	88,6	95,3	91,7	84,6	82,2	89,4
FREDERICTON	83,6	89,1	92,5	97,6	87,1	83	82,4	87,8	91,9	90,6	82,6	80,1	87,4
MONCTON	86,8	91	94,4	99	91	85,9	84	88,7	95,7	92,3	86	82,9	89,8
BATHURST	87,5	91,4	94,2	99,5	91,2	86,1	83,8	89,3	96	93	84,8	82,9	90
EDMUNDSTON	88,3	92	95,3	99,8	91,9	86,9	84,9	90	95,1	92,6	84,7	82,7	90,3
MIRAMICHI	88	92,2	95,6	100,2	92,1	86,8	85,5	90,1	97	93,5	87,3	84,2	91
CAMPBELLTON	88,1	92,3	95,6	99,7	92,2	87,2	85,6	90,2	97,1	93,7	87,4	84,3	91,1
SUSSEX	86,7	90,6	94,1	98,4	90,6	85,1	81,5	88,4	95,4	91	81,8	80,4	88,7
WOODSTOCK	88,8	93	96,1	101	92,2	87	85,4	89,8	97,1	93,6	87,6	84,2	91,3
HALIFAX	86,2	91,1	93,9	98,6	88	83	83,1	89,3	95	90,4	85,1	81,2	88,7
SYDNEY	87,9	92,8	95,6	100,3	89,9	84,7	84,8	91	96,7	92	86,7	82,8	90,4
YARMOUTH	89	93,8	96,6	101,3	91	85,7	85,8	92	97,7	93	87,6	83,8	91,4

TRURO	86,9	91,6	94,5	99,5	88,9	83,7	83,9	90,1	95,7	91,1	85,8	81,9	89,5
KENTVILLE	86,7	91,6	94,4	99,1	88,8	83,5	83,6	89,8	95,5	90,8	85,5	81,6	89,2
NEW GLASGOW	87,2	92,1	94,9	99,6	89,3	83,6	84,1	90,3	96	91,3	86	82,1	89,7
CHARLOTTETOWN	87	91,7	95,7	101,1	94,2	88,6	85,6	91,7	99,1	97	89,7	85,4	92,2
STJOHNS	87,9	92,9	96,1	100	92,1	87,8	85,2	90,8	95,2	91,3	86,8	84,1	90,8
GANDER	91,4	95,5	99	103,6	95,4	90,5	88,7	93,5	99,9	97	90,6	87,6	94,4
LABRADOR CITY	96,6	99,5	104,2	108,9	100,7	95,7	94,1	98,8	105,7	102,2	95,9	92,8	99,6
CORNER BROOK	89,9	94	97,1	101,7	93,7	88,7	87,3	92	98,9	94,7	88,9	86	92,7
Canada Ave (V)	84,4	88,1	91,8	95	90,3	87	87,4	90,7	91,8	89,2	83,2	80,1	88,2
CANADA (S)	86,1	89,3	93	97,1	92,2	88,6	87,6	91,6	95	92,6	86,1	83,3	90,2
CANADA (P)	83,9	87,5	91	94,3	89,8	86,2	86,3	89,8	91,3	88,5	82,9	80,1	87,6
Western Average (P)	81,1	84,5	91,1	93,7	92,5	92,4	88,8	89,9	91	89,7	79,9	76,8	87,6
Ontario Average (P)	83,6	87,6	90,3	93,9	88,6	83,7	85	89,2	90,3	86	83,7	81,4	86,9
Québec Average (P)	87,3	90,1	91,2	94,4	88,4	83,4	86,2	90,8	92,3	90,7	84,4	81,3	88,4
Atlantic Average (P)	87	91,7	94,8	99,5	90,1	85,1	84,2	89,9	95,7	91,8	85,9	82,6	89,8
Large Markets Average (S)	83,7	87	90,8	94,5	90,5	87,1	86,4	90,1	92,4	90	83,6	80,5	88,1
Large Markets Average (P)	83,8	87,4	90,9	94	89,6	86	86,3	89,7	90,9	88,2	82,6	79,8	87,4
Small Markets Average (S)	87,7	90,9	94,6	98,9	93,4	89,5	88,3	92,5	96,7	94,4	87,8	85,2	91,7
Small Markets Average (P)	91,1	94,8	98,9	103,2	97,7	93,9	92,4	96,8	101	98,6	91	88,3	95,6
DATE (2012)	**Jan/jan**	**Feb/fev**	**Mar/mar**	**Apr/avr**	**May/mai**	**Jun/jui**	**Jul/jui**	**Aug/aou**	**Sep/sep**	**Oct/oct**	**Nov/nov**	**Dec/dec**	**Ave**

S-Simple V-Volume Weighted P-Population Weighted

Prepared by: Kent Marketing Services Limited, (519) 672-7000

2011	Regular Unleaded Gasoline / Essence ordinaire												Monthly / mensuelle
¢/litre	Average retail prices, self serve, excluding taxes / Prix au détail moyenne, libre service, sans taxes												
DATE (2011)	Jan/jan	Feb/fev	Mar/mar	Apr/avr	May/mai	Jun/jui	Jul/jui	Aug/aou	Sep/sep	Oct/oct	Nov/nov	Dec/dec	Ave
WHITEHORSE	98	97,5	104,5	108,8	114,2	113,4	110,1	107,5	105,6	105,6	104,7	103,7	106,1
VANCOUVER	76,7	78,4	86,8	91,6	93	89,6	87,7	87,1	90,9	92,6	86	81,6	86,8
VICTORIA	76,2	79,1	88	91	93,2	90,1	89,5	88,1	89,4	82,8	79,4	71,5	84,9
PRINCE GEORGE	82,4	81,7	90,9	95,9	99,5	95,8	90,8	89,5	94,2	91,7	90,9	86,7	90,8
KAMLOOPS	77,3	75,7	85,2	93,2	87,3	86	87,6	89,7	87,7	83,7	78	78,4	84,2
KELOWNA	82,8	81,5	89,6	95	98,4	95,4	90,3	89,6	92,3	89,7	84,9	83,3	89,4
FORT ST, JOHN	81	82,4	90,6	95,6	98,6	98,1	93,3	92	95,2	89,3	83,7	84,3	90,3
YELLOWKNIFE	94,5	94,9	104,5	108,5	112	112,9	112,9	112,7	112,3	112,6	112	112,9	108,5
CALGARY	79,9	79,4	87,6	91,3	96,3	89,7	90,1	89,9	88,2	87,1	82,2	78,6	86,7
RED DEER	75,8	74,4	83,6	90,2	96,1	88,8	85,6	86,1	85,3	85,2	81,3	78,2	84,2
EDMONTON	76,1	76,1	84,1	87,9	94	84,8	84,8	85,9	83,8	83,7	79,2	74,9	82,9
LETHBRIDGE	79,9	80,9	88,6	92,3	101,1	92,8	88,3	88,9	90	86,1	82,8	76,5	87,3
LLOYDMINSTER	72,5	75,7	84,7	88,7	94,7	86,3	82	85,4	84,5	83,9	82,6	79,1	83,3
REGINA	80,6	81,6	89,2	94,1	99,9	95,1	93	93	94,8	92	89,5	86,3	90,8
SASKATOON	80,2	81,6	89,2	95,4	99,6	92,3	91	92,4	94	89,3	86,3	82,5	89,5
PRINCE ALBERT	80,7	81,6	89,2	94,5	100,4	94,3	89,2	90,2	94	91,1	88,6	84,4	89,8
WINNIPEG	79,3	81,4	87,6	91,9	97,3	89	87,4	90,1	87,5	89,6	84,9	79,2	87,1
BRANDON	78,4	78,4	87,9	93,6	100,1	95,2	88,6	87,5	87,5	85,7	89,7	84,4	88,1
TORONTO	76	76,9	82,9	91,8	93,2	88,2	90	88,3	86,6	84,3	81,8	80,5	85
OTTAWA	77,4	76,6	82,9	88,7	88,2	85	88,3	87,2	85,9	83,7	80,9	80,1	83,7
KINGSTON	74,1	74,8	80,6	87,9	89,6	87,3	85,4	85	82,5	80,5	80,2	77,5	82,1
PETERBOROUGH	73,4	75	78,8	87,5	91,5	86,7	87,5	85	83,6	81,7	79,3	76,8	82,2
WINDSOR	70,6	69,3	79,2	86,4	89,7	84,3	86,4	85,6	83,6	80,9	80,7	76,7	81,1
LONDON	75,9	76,8	82,8	91,6	93	88,2	89,9	88,3	84,9	82,5	79,7	78,4	84,3
SUDBURY	79	80,3	87,3	93,2	95	92	93,2	91,2	91,1	88,6	87,7	83,6	88,5
SAULT STE MARIE	82,9	81,2	82,5	90,7	96,4	90,8	90,8	90,7	90,1	90,3	89,5	85,4	88,4
THUNDER BAY	81,8	82	89,1	93,3	101,2	95,2	90,9	92,6	94,1	91,8	84,1	82,3	89,9
NORTH BAY	78,2	78,5	86,2	90,9	94,7	87	92,3	89,3	90,2	88	87,3	83,2	87,2
TIMMINS	84,9	85,3	92,2	97,4	101,6	97,9	97,6	96,7	97	94,7	93,1	90,7	94,1
HAMILTON	75,9	76,9	82,8	91,6	92,9	88	89,8	88,4	86,4	84,1	80,8	79,4	84,7
ST, CATHARINES	73,8	74,1	82,1	91,3	93,6	89,5	90,8	87,1	88,8	85,2	82,2	79,5	84,8
MONTRÉAL	77,2	73,6	86,6	94,6	88,6	84,8	86,9	86,8	85,8	85,1	85,2	80,4	84,6
QUÉBEC	76,2	78,2	84,6	89,7	89,9	86,2	88,7	87,2	87,1	87,5	84,1	82,3	85,1
SHERBROOKE	76,8	76,9	82,9	90,5	90,1	87,7	87,7	86,4	87,8	88,2	85,4	83,8	85,4
GASPÉ	82,8	84,5	90,7	95,2	95,4	91,7	93,9	92,7	92,8	93,1	89	86,7	90,7
CHICOUTIMI	76,7	76,3	84	91,3	89,5	84,4	86,9	88	88,1	87,1	84,3	81,5	84,8
RIMOUSKI	80,1	81,5	88	92,4	92,4	88,4	88	89,4	89,9	90,2	87,2	85,6	87,8
TROIS RIVIÈRES	73,3	78,6	83,9	88,2	89,5	87,8	84,3	86,4	87,9	86,8	85,4	83,8	84,6
DRUMMONDVILLE	72,5	75,8	81,7	88,9	89	84,6	82	84,6	85	83,2	82,4	82,4	82,7
VAL D'OR	78,9	78,9	87,4	91,5	92,9	88,9	90,1	89,9	90	88,4	87	85,8	87,5
SAINTJOHN	76,5	76,4	83,4	89,9	88,5	86,2	86,6	87,3	88,4	86,2	84,7	83,1	84,7
FREDERICTON	76,5	76,5	83,6	90,2	88,4	86,5	86,9	87	84,4	84,6	82,7	77,8	83,8
MONCTON	76,9	76,7	83,7	90,2	88,5	86,6	87	87,6	88,8	86,6	84,9	83,4	85,1
BATHURST	75,8	76,5	84,3	90,7	88,8	85,4	87,5	87,2	88,9	86,7	85,2	83,2	85
EDMUNDSTON	78,3	77,9	85	91,5	90	87,8	87,1	88,2	89,2	87,4	86	84,4	86,1
MIRAMICHI	78	77,9	84,9	91,4	89,7	87,9	88,1	88,8	89,9	87,6	86,1	84,5	86,2
CAMPBELLTON	78,1	77,9	85	91,5	89,8	87,8	88,2	88,8	90	87,7	86,2	84,6	86,3
SUSSEX	76,6	76,5	83,5	90,1	88,3	86,3	86,6	87,3	88,8	86,3	84,6	83,1	84,8
WOODSTOCK	79	78,8	86	92,4	90,6	88,6	89,2	89,6	90,6	88,1	86,8	85,3	87,1
HALIFAX	75,8	75,8	84,2	90,2	88,6	84,4	85,4	84,8	85,7	84,6	82,4	80,6	83,5
SYDNEY	77,4	77,4	85,9	91,9	90,3	86,2	87,1	86,5	87,5	86,3	84,1	82,3	85,2

YARMOUTH	78,2	78,1	86,6	92,6	91	86,8	88	87,2	88,2	87	84,8	83	85,9
TRURO	76,4	76,3	84,8	90,7	89,1	85	86,1	85,5	86,2	85,1	82,9	81	84,1
KENTVILLE	76,2	76,2	84,7	90,6	89	84,8	85,9	85,2	86,4	85	82,8	81,1	84
NEW GLASGOW	77,1	76,6	85,1	91,9	89,5	85,8	86,3	85,7	86,7	85,8	83,3	81,5	84,6
CHARLOTTETOWN	77,6	79,4	87,6	91,9	93,9	89,8	89,4	89,3	90,8	88,4	86,3	84,1	87,4
STJOHNS	80,1	80,1	87	93,5	93,3	89,4	89	89,7	90,7	88,9	87,2	84,5	87,8
GANDER	82,3	82,1	89	95,7	95,5	91,5	91,2	91,8	94,1	91,1	89,4	88	90,1
LABRADOR CITY	87,5	87,4	94,4	100,9	100,7	96,8	96,4	97	98,1	96,1	94,6	93,1	95,2
CORNER BROOK	80,7	80,6	87,5	94,1	93,9	90	89,7	90,2	91,3	89,5	87,9	86,5	88,5
Canada Ave (V)	77,4	77,3	85,4	92,4	93	88,2	89	88,4	87,8	86,6	83,8	80,8	85,8
CANADA (S)	78,6	79	86,5	92,4	93,9	89,8	89,4	89,3	89,7	87,9	85,6	83,1	87,1
CANADA (P)	76,9	76,9	84,9	91,7	92,3	87,7	88,5	87,9	87,4	86,1	83,3	80,3	85,3
Western Average (P)	78,1	79	87,1	91,5	95,2	89,5	88,3	88,5	89,2	88,9	84	79,6	86,6
Ontario Average (P)	76,1	76,6	82,9	91,1	92,6	87,9	89,6	88,1	86,6	84,3	81,7	80,1	84,8
Québec Average (P)	76,9	74,8	85,9	93,4	89	85,3	87,1	86,9	86,3	85,7	85	81	84,8
Atlantic Average (P)	77,2	77,2	85,1	91,2	90	86,5	87,1	87	87,8	86,3	84,4	82,3	85,2
Large Markets Average (S)	76,9	77,6	84,9	91,1	92,8	88,3	88,5	88,2	88,1	86,4	83,5	80,5	85,6
Large Markets Average (P)	76,8	76,8	84,8	91,7	92,2	87,5	88,4	87,8	87,4	86	83,1	80,1	85,2
Small Markets Average (S)	79,7	79,9	87,5	93,3	94,5	90,8	90,1	90	90,7	89	87	84,9	88,1
Small Markets Average (P)	83,8	83,9	91,7	98,2	99,8	95,5	94,5	94,4	95,2	93,2	90,8	88,4	92,4
DATE (2011)	**Jan/jan**	**Feb/fev**	**Mar/mar**	**Apr/avr**	**May/mai**	**Jun/jui**	**Jul/jui**	**Aug/aou**	**Sep/sep**	**Oct/oct**	**Nov/nov**	**Dec/dec**	**Ave**

S-Simple V-Volume Weighted P-Population Weighted

Prepared by: Kent Marketing Services Limited, (519) 672-7000

2010	Regular Unleaded Gasoline / Essence ordinaire												Monthly / mensuelle
¢/litre	Average retail prices, self serve, excluding taxes / Prix au détail moyenne, libre service, sans taxes												
DATE (2010)	Jan/jan	Feb/fev	Mar/mar	Apr/avr	May/mai	Jun/jui	Jul/jui	Aug/aou	Sep/sep	Oct/oct	Nov/nov	Dec/dec	Ave
WHITEHORSE	87,9	91,3	91,1	91,3	91,3	90,5	91,3	91,3	91,3	90,8	91,3	91,3	90,9
VANCOUVER	67,6	67	70,7	71,9	72,7	71,6	74	74,1	71,6	72,1	73	76,2	71,9
VICTORIA	66	65,4	69,4	69,5	71,9	74,3	74,4	74,3	73,7	72,2	75	75,1	71,8
PRINCE GEORGE	68,1	67,3	69	73	75,6	74	73,8	73,8	73,8	73,8	73,8	73,7	72,5
KAMLOOPS	68,8	67,4	73,1	72,6	74,9	71	71,5	72,4	68,6	70,2	69,2	71	70,9
KELOWNA	68,7	67,9	74	73,1	75,2	71,5	73,9	73,9	73,4	72,2	73,3	75,7	72,7
FORT ST, JOHN	70,5	70,6	71,1	71,9	81,9	78,2	77,6	77,6	77,6	77,5	76	77,2	75,6
YELLOWKNIFE	92,2	92,2	92,2	92,2	92,2	92,2	92,2	92,2	92,2	92,2	92,3	94	92,4
CALGARY	68,3	66,6	69,3	69,7	71,4	66,3	68,7	70,4	70,6	71,1	69,2	73,3	69,6
RED DEER	67,8	65,9	69,8	70	71,9	67	67,8	66,7	65,4	68,3	66,4	73,1	68,3
EDMONTON	67,2	65,4	68,1	68,3	69,8	64,8	65,5	66	66	66,8	66,1	71,4	67,1
LETHBRIDGE	70,7	69,5	69,5	73,3	73,1	69,6	69,5	72,3	72,4	72,3	72,3	72,3	71,4
LLOYDMINSTER	67	63	68,8	69,2	69,9	65,3	65	67,4	66,3	68	64,8	70,7	67,1
REGINA	69,6	69,4	71,6	73,5	76,1	71,2	70,1	70,1	72,1	74	74	74	72,1
SASKATOON	70,7	69,4	71,4	72,7	75,8	70,9	71,5	70,1	71,5	72,3	71	74,9	71,8
PRINCE ALBERT	69,4	68	71,2	73	76,4	70,3	69,2	69,2	71,6	73,9	73,9	73,9	71,7
WINNIPEG	71,2	72,4	71,9	72,6	72,4	69,4	67,9	71	71,9	69,8	69,8	72,6	71,1
BRANDON	70,8	70,8	70,8	70,8	70,8	70,7	70,8	70,8	70,8	70,8	70,8	70,8	70,8
TORONTO	69,7	67,6	70,7	71,4	69,5	67	66,4	65,5	65,1	69,4	71,4	73,8	68,9
OTTAWA	66,2	65,2	68,8	69,1	67,2	65,4	64,9	63,7	65,4	69,7	72,4	74,9	67,7
KINGSTON	64,9	62,8	64,7	65,9	65,6	64	63,6	62,6	63	67,2	67,1	71,4	65,2
PETERBOROUGH	67,3	65,5	68,8	69,3	66,5	64	64,5	63,6	63,1	66,9	69,5	72	66,8
WINDSOR	62,9	59,4	67,8	69	62	61,3	60,3	59,3	57,9	61	66,2	66,3	62,8
LONDON	69,7	67,5	70,5	71,2	69,5	67	66,4	65,3	65,1	69,2	71,3	73,1	68,8
SUDBURY	71,1	72,3	73,1	73	73	68,9	70,1	68,2	65,3	70,1	69,9	75	70,8
SAULT STE MARIE	71,8	69	73,6	74,7	76	73,3	69,4	68,1	67,2	69,5	73,6	76,8	71,9
THUNDER BAY	73,8	73,4	70,1	75,5	78,7	76,1	72,2	71,1	69	70,7	73,7	83,2	74
NORTH BAY	69,9	70,8	73,2	72	72,3	67	66,9	66,8	65	69,6	68,9	74,8	69,8
TIMMINS	76,4	76	78,2	78,8	78,8	74,8	72,8	73,7	71,8	74,6	78,3	82,1	76,3
HAMILTON	68,6	66,7	69,8	70,5	68,6	66,1	65,5	64,6	64,3	69,1	71,4	73,8	68,3
ST, CATHARINES	66,2	65,1	69,2	70	67,4	62,5	62,7	63,8	64,1	67,3	68,7	75,4	66,9
MONTRÉAL	67,9	66,7	70	71,6	63,9	65,1	64	63,5	62,6	67	72,6	75,3	67,5
QUÉBEC	68	65,5	70,3	67,4	67,9	64,8	66,1	66,6	63,4	68,3	72,5	76,8	68,1
SHERBROOKE	63,4	63,7	70,6	68,9	68,4	65,7	65	66,4	65,4	69,4	70,7	70,7	67,4
GASPÉ	74,3	71,8	74	74	74,9	72,1	70,7	71,5	69,4	73,6	77,7	84,7	74,1
CHICOUTIMI	65,3	67,2	66,6	64,8	69,9	67,8	65,6	66,3	64,8	66,7	69,5	74,5	67,4
RIMOUSKI	71,4	68,9	73,5	71,2	71,1	69,1	67,9	68,4	66,6	70,8	75	81,3	71,3
TROIS RIVIÈRES	63,5	63	65,5	64,9	68,1	64,9	64,6	64,6	64,6	65,2	67,9	70,8	65,6
DRUMMONDVILLE	63,9	65,5	65,3	64,6	66,3	61,9	60,4	63,2	62,1	63,9	68,7	74,3	65
VAL D'OR	70,6	70,6	72,9	71,8	70,7	68,3	68,3	68,3	68,3	71,9	75,2	76,8	71,1
SAINTJOHN	68	65,9	69,4	69,7	69	65,3	66	65,6	65	68,2	69,4	71	67,7
FREDERICTON	68,2	66,2	69,7	69,9	69,2	65,5	66,3	65,8	64,7	67,5	70,2	72,3	67,9
MONCTON	68,3	66,2	69,8	70,2	69,3	65,7	66,4	66	65,3	68,6	70,6	72,7	68,2
BATHURST	67,9	67,2	69,7	70,6	69,6	65,8	66,8	66,1	64,7	67,8	69,9	73,3	68,3
EDMUNDSTON	69,6	67,4	70,7	71,1	70,6	66,8	67,6	67,2	66,7	70	71,9	74,1	69,5
MIRAMICHI	69,5	67,5	71	71,2	70,6	66,8	67,6	67,1	66,4	69,7	71,7	73,8	69,4
CAMPBELLTON	69,5	67,5	71	71,3	70,6	66,9	67,6	67,2	66,6	69,8	71,8	73,9	69,5
SUSSEX	68,1	66	69,6	69,8	69,2	65,5	66,2	65,7	65,2	68,3	70,4	72,5	68
WOODSTOCK	70,1	68,1	71,4	71,6	70,9	67,3	67,7	67,6	67,3	70,7	72,7	74,8	70
HALIFAX	67,8	65,2	69,2	68,8	67,5	64	65,2	64,3	63,9	68,4	69,8	73,9	67,3
SYDNEY	69,4	66,9	70,9	70,5	69,2	65,9	66,9	66	65,6	70	71,4	75,6	69

YARMOUTH	70,1	67,3	71,6	71,2	69,8	66,4	67,6	66,7	66,3	70,8	72,1	76,3	69,7
TRURO	68,2	65,8	69,8	69,6	68	64,5	65,8	64,9	64,5	69,2	70,4	74,5	67,9
KENTVILLE	68,1	65,6	69,4	69,2	67,8	64,4	65,6	64,7	64,3	68,9	70,2	74,3	67,7
NEW GLASGOW	68,6	66,1	70,1	70	68,4	64,9	66,1	65,2	65,1	69,3	70,8	74,8	68,3
CHARLOTTETOWN	71,6	69,3	73,2	73,7	71,5	67,6	68,4	67,5	67,3	70	71,9	74,9	70,5
STJOHNS	70,7	69,6	73,1	73,3	72,6	68,8	69,6	69,2	68,6	71,8	73,9	76	71,4
GANDER	72,8	71,8	75,2	75,4	74,7	70,9	71,8	71,6	70,7	73,8	76,1	78,3	73,6
LABRADOR CITY	78,1	77	80,4	80,7	80	76,3	77,1	76,6	76	79,2	81,2	83,3	78,8
CORNER BROOK	71,3	70,2	73,7	73,9	73,2	69,5	70,3	69,7	69	72,4	74,5	76,6	72
Canada Ave (V)	69	67,5	70,5	71,4	69,5	67,3	67,4	67,2	66,8	69,8	71,6	74,3	69,3
CANADA (S)	69,8	68,5	71,5	71,8	71,9	68,8	68,9	68,7	68,1	70,7	72,3	75,3	70,5
CANADA (P)	68,4	67	70,2	70,8	69,1	67,1	67	66,8	66,2	69,2	71,3	74,3	68,9
Western Average (P)	68,4	67,6	70,4	71,2	72,5	69,6	70,8	71,5	70,8	71	71	74,2	70,7
Ontario Average (P)	68,8	67	70,2	70,9	69	66,5	65,9	65	64,8	69	71,1	73,9	68,5
Québec Average (P)	67,6	66,3	69,8	70,4	65,1	65,2	64,4	64,2	63,1	67,2	72,3	75,3	67,6
Atlantic Average (P)	68,9	66,8	70,5	70,5	69,4	65,8	66,8	66,1	65,6	69,4	71,1	74,2	68,7
Large Markets Average (S)	67,9	66,8	69,7	70,1	69,9	67,2	67,1	66,9	66,3		70,7	73,9	68,8
Large Markets Average (P)	68,3	66,9	70	70,7	68,8	66,9	66,8	66,6	66,2	69	71,3	74,3	68,8
Small Markets Average (S)	71	69,7	72,7	73	73,1	69,8	70	69,9	69,3	71,9	73,3	76,2	71,6
Small Markets Average (P)	74,1	72,7	76,2	76,5	76,8	73,1	73,4	73,3	72,5	75,1	76,6	79,7	75
DATE (2010)	**Jan/jan**	**Feb/fev**	**Mar/mar**	**Apr/avr**	**May/mai**	**Jun/jui**	**Jul/jui**	**Aug/aou**	**Sep/sep**	**Oct/oct**	**Nov/nov**	**Dec/dec**	**Ave**

S-Simple V-Volume Weighted P-Population Weighted

Prepared by: Kent Marketing Services Limited, (519) 672-7000

2009	Regular Unleaded Gasoline / Essence ordinaire									Monthly / mensuelle			
¢/litre	Average retail prices, self serve, excluding taxes / Prix au détail moyenne, libre service, sans taxes												
DATE (2009)	Jan/jan	Feb/fev	Mar/mar	Apr/avr	May/mai	Jun/jui	Jul/jui	Aug/aou	Sep/sep	Oct/oct	Nov/nov	Dec/dec	Ave
WHITEHORSE	65,2	72,3	78	77,6	77,1	84,4	82	81,8	79,6	81	79,9	76,8	78
VANCOUVER	54,4	58,2	61,4	62,6	65,6	72,2	67,5	69,4	70,3	65,1	68,2	66,2	65,1
VICTORIA	56,6	60,5	62	63,3	67,9	71,7	67,3	67,7	71,1	65,1	68,7	67	65,7
PRINCE GEORGE	52,8	59,7	61,6	61,6	67,9	75,7	72,5	72,4	70,7	70,6	71,7	66,9	67
KAMLOOPS	54,5	59,2	62	61,6	67,9	74,2	70,4	72,4	72,4	69,9	70,8	65,9	66,8
KELOWNA	55,3	58,6	63	63,1	67,6	75,3	70,3	72,3	72,4	70	70,6	66	67
FORT ST, JOHN	57,1	64,5	67,7	68,2	70,7	80,4	78,7	75	74,6	71,3	72,6	71,8	71
YELLOWKNIFE	71,5	76,8	75,3	76,3	81,5	91,8	94,7	93,3	93,3	93,3	93,1	92,8	86,1
CALGARY	53,4	58,2	59,8	59,5	64,8	71,2	67,9	70,4	68,9	66,2	68,2	63,9	64,4
RED DEER	54,9	60,1	61,6	60,1	65	70,3	65,7	68,5	68,8	66,4	68,6	63,6	64,5
EDMONTON	52,1	57	59,4	58,3	63,1	69,1	65,1	68,4	66,8	65	66,3	62,6	62,8
LETHBRIDGE	52,8	58,3	60,7	62,5	65,4	73,5	69,5	72,2	73,3	68,5	71,7	68,5	66,4
LLOYDMINSTER	51,2	58	58,2	60,1	64,9	73,5	71,2	69,5	68	64,9	68,3	62,7	64,2
REGINA	55,3	60,8	62,5	63,5	67	76,6	71,6	73	70,9	68,5	70,4	65,2	67,1
SASKATOON	55,9	61,2	62,5	63,9	67	76,8	71,1	73	70,9	68,5	70,2	64,3	67,1
PRINCE ALBERT	55,6	60,6	61,7	63,1	67,4	76,6	71	73	70,5	67,3	71,6	64,8	66,9
WINNIPEG	54,8	59,5	60,7	63,2	67	75,4	72,1	72,8	73,1	70,7	72,4	69,5	67,6
BRANDON	54,8	60,3	60	61,9	66,9	75,4	72,5	70,3	70,3	70,9	73,6	71,9	67,4
TORONTO	50,3	52,7	55,8	56,7	64,9	69,9	64	68,9	64,5	66,5	68,9	65,7	62,4
OTTAWA	46,1	48,7	51,9	52,8	60	65,5	59,5	64,7	60,3	62,9	65,4	62,5	58,3
KINGSTON	44,7	47,2	49,7	54,2	59,7	65,5	61,1	63,9	61,7	62,2	65,3	63,4	58,2
PETERBOROUGH	49	52,2	52,9	51,5	64,7	68,7	60	64,5	61,7	64,3	67,1	63,5	60
WINDSOR	49,2	53,2	55,4	55,9	61,8	68,5	64,7	64,7	64	63,9	66,8	64,1	61
LONDON	50,1	52	55,7	56,7	64,8	69,8	64	68,8	64,5	66,5	68,8	65,5	62,3
SUDBURY	50,6	55,5	57,5	59,6	67,5	71,6	65,5	70,6	66	63,3	68,3	67,7	63,6
SAULT STE MARIE	50	57,5	56,5	57,9	65,2	69,8	64,9	71,5	72,9	69,7	75,6	71,5	65,2
THUNDER BAY	54,7	59,1	59	61,2	68,3	77,9	76,3	76,4	74,2	71	71,9	67,3	68,1
NORTH BAY	51,1	54,7	57,2	59,5	67,1	71,1	65,8	70,4	65,6	65,5	71,5	67,5	63,9
TIMMINS	56,5	61,5	63,4	64,1	70,2	75,7	72,5	76,2	73,4	74,6	77,4	75,5	70,1
HAMILTON	50,3	52,5	55,6	56,7	64,9	69,8	63,4	68,4	63,7	65,6	68	64,8	62
ST, CATHARINES	47,8	52,5	54,1	54,3	61,4	66,8	60,7	65,4	62,6	64,5	67,6	63,7	60,1
MONTRÉAL	49,5	51,7	53,5	53,8	62,3	66,9	62,9	66,8	65,8	62,6	67,5	61,3	60,4
QUÉBEC	47	54,3	55,2	53,7	61,9	69,2	63	68,3	65,1	62,6	64,8	63,3	60,7
SHERBROOKE	43,8	52,9	52,2	52,2	59,9	69,2	64,4	67,5	65,7	63,8	66,4	64,3	60,2
GASPÉ	52,7	59,4	61,5	61,8	67,3	76,1	69,8	72,7	70,9	69,8	72,1	70,2	67
CHICOUTIMI	46,2	57,1	59,8	57,5	64,8	71,8	64,6	68,6	65	65,5	63,6	65	62,4
RIMOUSKI	49,9	56,8	59,1	59	64,5	73,4	67	69,9	68	66	69,2	67,3	64,2
TROIS RIVIÈRES	44,4	52,9	52,4	52,4	60,6	69	64,3	63	63	63	63,4	63	59,3
DRUMMONDVILLE	40,9	47,4	49	48,8	55,7	67,4	61,3	63,1	62,9	60,5	65,7	63,9	57,2
VAL D'OR	50,2	56,1	57,8	57,4	63,7	71,1	67,5	69,7	68,3	64,5	69,7	68,4	63,7
SAINTJOHN	44,9	52,2	52,7	55,2	59,8	67,7	63,8	66,7	65	61,9	67,6	65,2	60,2
FREDERICTON	44,9	52,6	52,8	55,6	60	67,9	64,3	67	65,4	62,3	67,4	65,4	60,5
MONCTON	45	52	52,1	55,6	60,2	68,1	64,2	67,2	65,4	62,2	68,1	65,7	60,5
BATHURST	46	51,7	53,5	56,2	60,6	68,9	65,1	67,9	66,4	62,9	69	66	61,2
EDMUNDSTON	45,4	52,9	54,3	56,9	61,2	69,4	65,5	68,2	66,6	63,9	69,2	66,9	61,7
MIRAMICHI	46,6	54,2	54,3	56,9	61,2	69,3	64,6	68,3	66,6	63,5	69,2	66,8	61,8
CAMPBELLTON	46,9	53,9	54,3	56,9	61,4	69,3	65,5	68,3	66,6	63,7	69,2	66,8	61,9
SUSSEX	44,8	51,9	52,8	55,4	59,9	67,8	64	66,8	65,1	62,1	67,7	65,3	60,3
WOODSTOCK	46,5	53,8	54,3	57	61,6	69,4	65,5	68,6	67	64,1	69,9	67,6	62,1
HALIFAX	43,9	50,5	51,7	54,3	60,3	67,8	62,8	66,5	63,6	62,1	68,1	63,6	59,6
SYDNEY	45,6	52,2	53,3	56	62	69,5	64,5	68,2	65,4	63,8	69,8	65,2	61,3

YARMOUTH	46,3	52,9	54,1	56,7	62,7	70,2	65,2	68,9	66	64,5	70,5	66	62
TRURO	44,5	51,1	52,5	54,9	60,9	68,4	63,4	67,1	64,3	62,7	68,7	64,2	60,2
KENTVILLE	44,3	50,9	52,1	54,7	60,6	68,2	63,2	66,9	64	62,5	68,5	64	60
NEW GLASGOW	45	51,6	52,6	55,2	61,3	68,7	63,7	67,7	64,5	63	69	64,5	60,6
CHARLOTTETOWN	48,5	56,1	55,4	57,8	62,6	72,4	67,1	70,9	68,4	65,7	72,1	67,4	63,7
STJOHNS	49,1	55,2	56,1	58,5	63,3	70,5	69,3	69,1	69,4	65,2	71,8	69,5	63,9
GANDER	51,3	57,4	58,3	60,7	65,5	72,6	71,5	71,4	71,6	67,4	74	71,8	66,1
LABRADOR CITY	56,5	62,5	63,5	65,8	70,7	77,7	76,6	76,5	76,8	72,7	79,2	76,8	71,3
CORNER BROOK	49,7	55,8	56,7	59	63,9	71	69,9	69,8	70	65,8	72,4	70	64,5
Canada Ave (V)	51,2	54,6	57	57,8	64,4	70,3	65,6	69,1	67	65,6	68,8	64,8	63
CANADA (S)	50,3	56	57,5	58,8	64,4	71,7	67,5	69,9	68,2	66,4	70,1	67	64
CANADA (P)	50,5	54,2	56,5	57,2	63,9	69,8	64,9	68,4	66,3	65,1	68,2	64,6	62,5
Western Average (P)	54,2	58,7	61	61,6	65,7	72,5	68,4	70,3	70,1	66,7	68,9	65,7	65,3
Ontario Average (P)	49,6	52,3	55,2	56,1	64	69,2	63,4	68	64	65,7	68,3	65,1	61,7
Québec Average (P)	48,6	52,4	54	53,8	62,1	67,6	63,1	67	65,6	62,8	66,8	62	60,5
Atlantic Average (P)	45,7	52,4	53,3	55,9	61,3	68,9	64,8	67,7	65,7	63,2	69,2	65,6	61,1
Large Markets Average (S)	49,8	54,8	56,6	57,5	63,7	70,4	65,7	68,5	66,5	65,1	67,9	65	62,6
Large Markets Average (P)	50,5	54	56,4	57,1	63,8	69,6	64,7	68,3	66,1	65	68	64,4	62,3
Small Markets Average (S)	50,6	56,9	58,2	59,7	64,9	72,6	68,7	70,8	69,4	67,3	71,5	68,4	64,9
Small Markets Average (P)	53,3	59,5	61,1	62,4	68,4	76,2	71,7	74,3	73	70,8	75,1	71,4	68,1
DATE (2009)	**Jan/jan**	**Feb/fev**	**Mar/mar**	**Apr/avr**	**May/mai**	**Jun/jui**	**Jul/jui**	**Aug/aou**	**Sep/sep**	**Oct/oct**	**Nov/nov**	**Dec/dec**	**Ave**

S-Simple V-Volume Weighted P-Population Weighted

Prepared by: MJ Ervin & Associates Inc, (403) 283-8704

2008	Regular Unleaded Gasoline / Essence ordinaire									Monthly / mensuelle			
¢/litre	Average retail prices, self serve, excluding taxes / Prix au détail moyenne, libre service, sans taxes												
DATE (2008)	Jan/jan	Feb/fev	Mar/mar	Apr/avr	May/mai	Jun/jui	Jul/jui	Aug/aou	Sep/sep	Oct/oct	Nov/nov	Dec/dec	Ave
WHITEHORSE	93,5	93,8	97,1	103,5	114,9	118,5	122,1	118,8	116,4	103,4	87,1	69,7	103,2
VANCOUVER	70,1	74,2	81,2	87	94,8	105,2	104,8	100,6	97,2	77,3	59,6	46,2	83,2
VICTORIA	76,4	77,2	83,4	89,9	99	109,3	111,5	105,5	101,6	84	64,3	50	87,7
PRINCE GEORGE	79	80,3	87,9	94,7	101,2	105,9	108,3	103,5	103,7	84	65,9	49	88,6
KAMLOOPS	77,2	78	86,6	94,5	100,1	104,4	106,6	102,1	101,5	83,4	63,1	46,7	87
KELOWNA	80,3	81,6	89,7	97,9	103,5	107,3	109,7	105,3	102,1	86,5	65,4	49,3	89,9
FORT ST, JOHN	83,4	85,3	91,9	96,1	105,7	107,9	111,7	108,6	110,1	90,3	72,7	57,8	93,4
YELLOWKNIFE	92,6	92,2	99,7	108,7	113,9	118,3	122,8	123,3	124,6	106	85,7	71,7	105
CALGARY	76,5	78	82,5	92,3	98,7	104,3	105	99,8	100,7	80,7	62,7	49,4	85,9
RED DEER	77,7	79,1	84,1	91,5	99,1	104,4	106,4	100,7	101,9	82,3	63,7	51,7	86,9
EDMONTON	75	76,8	81,8	89,9	97,6	103,7	103,8	98,6	100,7	79,5	60,7	47,9	84,7
LETHBRIDGE	77	77,9	83,2	92,7	98,8	103,4	105,4	101,8	101,9	82	62,9	49,3	86,4
LLOYDMINSTER	79,6	80,2	83,8	92,8	100,3	104	105,7	99	100	81	63,1	49,9	86,6
REGINA	77,6	78,2	84	93,6	99,7	107,2	104,4	100,6	103	83,3	63,2	49,9	87
SASKATOON	77,3	78,3	84	93,6	98,7	106,8	103,6	100,6	103,2	82,6	63,4	49,5	86,8
PRINCE ALBERT	77,6	78,4	84,5	92,1	99,7	106,2	106,2	100,6	102,7	84,2	64,9	49,9	87,3
WINNIPEG	79,3	80,1	83,9	92,1	98,3	104,9	106	101,5	102,2	84	65,6	53,2	87,6
BRANDON	78	78,8	84,8	92,2	98,8	104,3	106,3	103,5	102,5	85,5	66,7	54,3	88
TORONTO	72,8	73,6	76,5	84,8	94,3	100,8	101,1	94	92	71,6	54,1	45	80
OTTAWA	74,5	75,2	77,7	85	93,9	100,2	99,3	90,9	88,5	67,8	50,9	41	78,7
KINGSTON	68,6	68,1	72,3	79,4	89,1	96,9	95,5	87,9	88,4	68,7	50,9	41,1	75,6
PETERBOROUGH	70,6	73,7	76,4	84,9	93,9	101,5	101,1	94,2	92,5	71,9	54,2	45,2	80
WINDSOR	73,8	72,5	76	84,5	93	101,4	102,1	95,4	93	71,7	55	45,8	80,3
LONDON	73,2	74,1	76,9	85,3	94,2	100,8	100,8	93,9	91,9	71,2	54	45	80,1
SUDBURY	77,2	76,9	79,4	89,4	99,5	105,7	105,4	96,7	97,5	78,7	60,6	49,1	84,7
SAULT STE MARIE	80,1	78,6	83,2	88,8	94,4	104,7	108,1	101,1	100,1	82,8	60,2	50,6	86,1
THUNDER BAY	77,7	77	82,3	90,7	100,4	106,5	108,3	101,6	102,3	85,2	68,1	57	88,1
NORTH BAY	77	76,6	80,8	88,8	99,2	105,5	104,7	97	97,5	78,4	60,3	48,5	84,5
TIMMINS	82,6	81,9	86,4	92,5	101,9	109,1	110,7	103,3	103,9	86,4	68	56,7	90,3
HAMILTON	72,7	73,6	76,4	84,8	94,3	100,8	101	93,9	91,9	71,1	54	44,9	80
ST, CATHARINES	72,7	70,6	76,2	83	92,5	98,8	100,3	93,3	93,2	73,6	55	44	79,4
MONTRÉAL	72,4	74	73,3	83,8	92,9	98,8	99,4	88,2	89,2	68,6	52,2	43,1	78
QUÉBEC	76,3	76,1	78,9	83,3	94,3	103,4	99,8	89,9	93,4	74,7	56	45,1	80,9
SHERBROOKE	74,4	75,9	79,7	84	92,1	101	100,8	93,4	93,4	73,9	55,1	46,7	80,9
GASPÉ	81,5	81,1	83,6	88,8	101,2	107,5	106,6	95,9	99,3	80,8	61,2	51,6	86,6
CHICOUTIMI	79,4	77,7	82,6	87,7	96,7	101,7	99,3	91,1	95,6	77,2	56,6	43,3	82,4
RIMOUSKI	78,6	78,3	81,1	86,6	97,5	104,6	104,2	93,1	97,1	78,3	57,9	48,7	83,8
TROIS RIVIÈRES	72,1	73,5	79,9	83,3	93,6	102,2	102,1	93,4	94,2	75,9	57,1	47,1	81,2
DRUMMONDVILLE	73,9	73,6	77,6	80,5	91	94,2	96,7	92,5	90,8	73,6	55,2	43,5	78,6
VAL D'OR	77,4	76,9	81,2	88,4	96,5	103,1	101,8	94,1	92,7	75	56,9	47,8	82,6
SAINTJOHN	74,5	73,2	77,7	81,8	91	98,7	99,7	91,3	92,4	75,5	57,7	45,4	79,9
FREDERICTON	75	73,7	78,6	82,5	92	99,3	100,2	91,8	92,8	76,2	56,4	45,1	80,3
MONCTON	75	73,6	78,4	82,4	91,9	99,3	100,3	92	93	76	58,1	45,3	80,4
BATHURST	75	73,8	78,4	82,7	92,2	99,7	100,8	91,9	93,5	76,7	58,8	45,7	80,8
EDMUNDSTON	76,2	75	79,4	83,5	93,3	100,5	101,5	93	94,2	77,1	59,2	46,1	81,6
MIRAMICHI	76,2	75,1	79,9	84,2	93,3	100,6	101,7	93,1	93,6	77,1	59,5	47,3	81,8
CAMPBELLTON	76,4	75,1	79,9	83,9	93,4	100,8	101,7	93,3	94,3	77,5	59,7	47,1	81,9
SUSSEX	74,6	73	78,1	82,1	91,3	98,9	99,8	91,5	92,6	75,8	57,7	45,4	80,1
WOODSTOCK	76,1	74,9	79,6	83,6	93,1	100,5	101,3	93	94	77,2	59,2	46,9	81,6
HALIFAX	74,4	73	77,6	83,6	91,5	98,3	98,7	90,8	90,5	71,8	53,2	41,7	78,7
SYDNEY	76,2	74,8	79,3	85,4	93,2	100	100,4	92,5	92,2	73,5	54,9	43,4	80,5

YARMOUTH	76,8	75,4	80	86	93,8	100,7	101	93,2	92,9	74,2	55,6	44,1	81,1
TRURO	75,3	73,6	78	84,5	92,1	98,9	98,9	91,5	91,1	72,4	53,8	42,2	79,3
KENTVILLE	75,6	74,2	78,2	84,6	92,3	99,6	99,1	91,3	90,9	72,2	53,6	42,2	79,5
NEW GLASGOW	75,5	74	78,5	84,6	92,2	99,2	99,6	91,7	91,4	72,8	54,1	42,6	79,7
CHARLOTTETOWN	77	76,8	80,8	85,6	95,9	104,6	103,9	97,4	97,1	78,2	58,5	46,2	83,5
STJOHNS	76,9	76,1	80,9	83,9	92,7	99,5	102,5	94,9	95,6	80,5	61,5	50,5	83
GANDER	79	78,3	83,1	86,2	94,9	101,7	104,8	97,2	98,1	83,1	63,7	52,8	85,2
LABRADOR CITY	84,2	83,4	88,2	91,4	100,1	106,8	109,9	102,3	103,3	87,9	68,9	57,9	90,3
CORNER BROOK	77,4	76,7	81,5	84,6	93,3	100,1	103,2	95,6	96,5	81,1	62,1	51,2	83,6
Canada Ave (V)	73,7	75	78,1	86,6	95	101,8	102,1	94,9	94,3	74,3	56,7	46	81,5
CANADA (S)	76,9	76,9	81,5	87,9	96,4	103	103,8	97	97,2	78,9	60,4	48,4	84
CANADA (P)	73,9	75	78,3	86,2	94,9	101,8	102	94,7	94,1	74,2	56,5	45,7	81,4
Western Average (P)	74,8	77	82,8	90,4	97,5	105,2	105,5	100,9	100,2	80,6	62,2	48,8	85,5
Ontario Average (P)	73,2	73,8	76,8	85	94,3	100,9	101	93,8	92	71,7	54,2	44,8	80,1
Québec Average (P)	73,4	74,6	75	83,9	93,3	99,8	99,6	89,1	90,5	70,4	53,3	43,7	78,9
Atlantic Average (P)	75,5	74,3	78,9	83,8	92,4	99,5	100,4	92,5	92,7	75,1	56,5	44,8	80,5
Large Markets Average (S)	74,8	75,2	79,4	86,5	95,1	102,4	102,3	95,3	95,5	76,2	57,9	46,8	82,3
Large Markets Average (P)	73,5	74,7	77,9	86	94,7	101,7	101,7	94,4	93,8	73,7	56,1	45,5	81,1
Small Markets Average (S)	78,3	78	82,9	88,7	97,2	103,5	104,8	98,1	98,4	80,7	61,9	49,5	85,2
Small Markets Average (P)	82,2	82,1	87,6	94	102,7	109,3	110,7	103,8	103,7	84,8	64,6	51,3	89,7
DATE (2008)	**Jan/jan**	**Feb/fev**	**Mar/mar**	**Apr/avr**	**May/mai**	**Jun/jui**	**Jul/jui**	**Aug/aou**	**Sep/sep**	**Oct/oct**	**Nov/nov**	**Dec/dec**	**Ave**

S-Simple V-Volume Weighted P-Population Weighted

Prepared by: MJ Ervin & Associates Inc, (403) 283-8704

2007	Regular Unleaded Gasoline / Essence ordinaire												Monthly / mensuelle
¢/litre	Average retail prices, self serve, excluding taxes / Prix au détail moyenne, libre service, sans taxes												
DATE (2007)	Jan/jan	Feb/fev	Mar/mar	Apr/avr	May/mai	Jun/jui	Jul/jui	Aug/aou	Sep/sep	Oct/oct	Nov/nov	Dec/dec	Ave
WHITEHORSE	78,7	76,4	82,2	88,4	93,1	98,1	97,8	97,8	97,5	95	93,8	93,1	91
VANCOUVER	62,5	62,6	71,3	79,5	85,3	73,7	73,1	68,5	70,1	68,6	72,3	71,1	71,6
VICTORIA	69,9	66,1	74,6	82,8	88,9	79,6	78,6	74,1	76	70	73,7	75,3	75,8
PRINCE GEORGE	65	66	72,6	76,8	89	86,5	84,4	79,4	81,2	74,6	76,4	75,9	77,3
KAMLOOPS	62	62,2	71,6	75,4	87	81,1	81,5	77,3	80,4	71,9	74,4	74,4	74,9
KELOWNA	65,4	66,4	72,6	75	89,7	84,5	84,6	80,5	82,2	75,4	77,8	77,8	77,6
FORT ST, JOHN	68,7	64,8	72,1	77,2	88,8	88,5	87	83,9	81,9	79,9	80,5	80,4	79,5
YELLOWKNIFE	73,3	72,8	83,1	89	96,1	101,3	100	96,5	96,1	93,8	92,2	93	90,6
CALGARY	57,9	60,4	70	73,4	84,3	80,1	81,9	77,1	78,6	70,1	75	73,5	73,5
RED DEER	60,6	60,3	69,4	74,5	86,1	82,6	81,9	79,5	79,8	71,1	75,3	74,6	74,6
EDMONTON	57,5	60,5	70,1	73,5	83,5	77,1	80	75,2	77,3	69,7	72,5	71,8	72,4
LETHBRIDGE	58,5	58	70	71,9	82,8	82,7	84,5	79	80,3	70,6	73,1	74,1	73,8
LLOYDMINSTER	60,4	63,7	72,5	75,9	87,5	81,7	83,2	77,8	80,9	70,4	74,2	75	75,3
REGINA	61,4	61,2	71,1	74,9	84,7	81,1	82,4	77,2	79,1	71,3	75,8	74,5	74,5
SASKATOON	60,6	61,7	71,1	74,8	84,4	80,9	82,2	76,7	78,7	70,2	75,8	74	74,3
PRINCE ALBERT	61,4	60,5	70,9	74,8	84,9	81,1	82,3	77	79,7	71,1	74,6	74,4	74,4
WINNIPEG	59,4	60,5	70,1	73,5	83,5	83,4	82	77,2	78,9	72,8	74,2	75,7	74,3
BRANDON	60,6	59,6	70,3	74,3	84,8	84	84,3	79	79,6	71,1	72,5	74,2	74,5
TORONTO	51,7	59,5	71	71,3	75,9	72,4	69,7	65,4	66,5	65,3	71,7	70	67,5
OTTAWA	53,9	59,8	70,2	72,4	77	73,4	70,6	66	67,2	66,3	73,2	71,7	68,5
KINGSTON	51,6	59	69,4	67,6	72,4	69,8	68,3	61,3	64,8	64	66,4	67,3	65,1
PETERBOROUGH	52,1	57,4	73	70,9	72,7	71,4	69,5	65,2	66,5	62,9	69,5	68,9	66,7
WINDSOR	49,3	62,7	72,4	70,2	74,3	72,6	70,2	67,1	66,9	65,2	71,7	69,9	67,7
LONDON	52,3	61,4	72	71,9	76,6	73,1	70,2	66,3	67,1	65,8	72,2	70,4	68,3
SUDBURY	55,3	61,5	73,8	71,6	76,6	73,2	73	66,9	71,3	68,8	76,7	75,2	70,3
SAULT STE MARIE	58	61,6	71,7	70,3	80	78,9	79,5	71,9	73,7	71,9	76,6	77,8	72,6
THUNDER BAY	63,7	63,4	71,1	75,9	81,2	82,7	80,8	78,7	81,2	72	76	76,1	75,2
NORTH BAY	54,6	60,8	73,4	72,5	76,5	72,6	73,7	65,8	70,6	67,9	77,3	74,9	70
TIMMINS	65,2	68	79,1	81,2	85,1	84,1	83,7	77,1	77,6	76,3	79,8	81,5	78,2
HAMILTON	51,1	59,5	71	71,2	75,9	72,5	69,7	65,4	66,4	65,6	71,8	70	67,5
ST, CATHARINES	52,3	58,7	72,2	71,8	74,4	72,9	70,8	65,2	65,7	64,9	70,3	71,6	67,6
MONTRÉAL	54,5	56,1	69,2	70	75,4	67,9	68,5	63,9	63,9	65,3	68	71	66,1
QUÉBEC	56,3	56,5	68,4	69,9	76,1	72,7	74	68,3	65,9	65,5	71,1	74,8	68,3
SHERBROOKE	57,7	57,5	65,3	70,8	73,9	73,9	72,2	67,5	66,4	66,4	69,7	74,8	68
GASPÉ	61,5	63,4	73,1	75	81,1	79,6	78	74,1	72,4	71,3	76,1	79,9	73,8
CHICOUTIMI	59,5	59,7	71,7	74,2	78,6	77	75,1	71,9	70,2	69,1	73,9	77,7	71,6
RIMOUSKI	58,5	60,2	70,9	72,1	78	76,8	75,2	71,4	69,6	68,5	73,3	77,1	71
TROIS RIVIÉRES	55,8	53,4	62,9	68,7	76,4	74,3	72,9	68,1	67,4	66,8	69,8	71,1	67,3
DRUMMONDVILLE	57,9	57,2	64,5	66,8	72,5	72,1	70,7	67,1	63	65,2	67,6	69,9	66,2
VAL D'OR	58,5	61,4	71,7	75,5	79,3	75,7	74,5	68,5	69,3	67,6	74	75,9	71
SAINTJOHN	58,7	57,3	68,9	71,9	76,4	74,2	72,8	67,5	68	66,3	71,9	72,7	68,9
FREDERICTON	59,8	57,7	69,4	72,2	76,6	74,8	73,5	68,1	68,6	66,8	72,5	73,3	69,4
MONCTON	59	57,4	69,2	72,2	76,6	74,3	72,9	67,8	68,3	66,5	71,9	73,2	69,1
BATHURST	59,5	57,1	68,5	72,5	76,8	72,5	72,5	67,8	68,6	66,7	71	73,4	68,9
EDMUNDSTON	60,7	59	70,7	73,3	78,2	75,9	74,4	68,6	69,8	68	73,6	74,4	70,5
MIRAMICHI	60,3	58,4	70,1	73,1	77,7	75,5	74,2	68,9	69,5	68	73,5	74,3	70,3
CAMPBELLTON	59,3	56,9	69,3	71,4	77,3	75,2	73,6	69,2	69,9	68,3	73,8	74,7	69,9
SUSSEX	58,8	57,4	69,1	72,1	76,3	74,1	72,8	67,8	68,2	66,7	71,7	72,5	69
WOODSTOCK	60,6	58,4	70,1	73,6	78	75,9	74,8	69,2	69,8	68,2	73,7	74,5	70,6
HALIFAX	57,1	58,1	69,9	73,6	76,7	72,9	72,3	64,9	68,1	65,7	72,6	71,8	68,6
SYDNEY	60,3	61,2	73	74,8	78,3	74,8	73,9	66,7	69,8	67,4	74,3	73,4	70,7

YARMOUTH	59,5	60,3	72,2	75,6	79	75,3	74,5	67,3	70,5	68,1	75	74,2	70,9
TRURO	57,8	58,9	70,6	74,2	77,3	73,5	72,7	65,7	68,8	66,4	73,5	72,7	69,3
KENTVILLE	59	59,6	71,7	75,1	78,5	74,4	72,9	65,8	69,2	66,7	74	73	70
NEW GLASGOW	58,3	59,5	70,8	74,3	77,7	73,9	73,1	66	69,1	66,6	73,6	72,9	69,6
CHARLOTTETOWN	58,9	58,5	71,4	75,2	77,9	74,9	75,7	69,8	70,8	68,3	73,8	75,8	70,9
STJOHNS	60,2	59,3	71,1	74,2	77,9	77,9	75,9	70,3	69,9	69,3	72,6	75,5	71,2
GANDER	62,4	61,6	73	76,5	80,1	80,2	78	72,4	72,5	71,5	75,1	77,7	73,4
LABRADOR CITY	67,3	65,4	77,7	81,3	84,8	85,2	83,2	77,6	77,6	76,7	80,2	82,8	78,3
CORNER BROOK	60,6	59,8	71,4	74,9	78,5	78,5	76,5	70,9	70,9	69,9	73,4	76,1	71,8
Canada Ave (V)	55,7	59,4	70,5	72,7	78,9	73,8	73	68,3	69,4	67,1	71,9	71,6	69,3
CANADA (S)	59,6	60,7	71,4	74,2	80,2	77,7	76,9	71,8	72,8	69,7	74,2	74,8	72
CANADA (P)	56	59,6	70,5	72,7	78,6	73,8	72,9	68,2	69,2	67,1	71,9	71,8	69,3
Western Average (P)	61	61,9	71	76,3	85,1	78,4	78,8	74,1	75,8	70,3	73,8	73,1	73,3
Ontario Average (P)	51,6	59,1	70,2	70,6	75	71,9	69,4	65	66,1	64,8	71,1	69,7	67
Québec Average (P)	55,2	56,4	68,8	70,1	75,6	69,5	69,9	65,2	64,7	65,6	68,9	72	66,8
Atlantic Average (P)	58,9	58,7	70,6	73,7	77,4	74,6	73,6	67,3	69,1	67,1	73	73,4	69,8
Large Markets Average (S)	57,1	59,9	70,4	72,9	78,8	75,4	74,5	69,6	70,6	67,7	72,5	72,8	70,2
Large Markets Average (P)	55,6	59,4	70,4	72,6	78,4	73,4	72,5	67,8	68,7	66,8	71,6	71,6	69,1
Small Markets Average (S)	61,2	61,3	72	75	81,2	79,2	78,5	73,3	74,3	71,1	75,4	76,2	73,2
Small Markets Average (P)	64,1	64,8	76	78,6	85,9	83,4	82,7	77,1	78,4	74,4	79,1	79,8	77
DATE (2007)	**Jan/jan**	**Feb/fev**	**Mar/mar**	**Apr/avr**	**May/mai**	**Jun/jui**	**Jul/jui**	**Aug/aou**	**Sep/sep**	**Sep/sep**	**Sep/sep**	**Dec/dec**	**Ave**

S-Simple V-Volume Weighted P-Population Weighted

Prepared by: MJ Ervin & Associates Inc, (403) 283-8704

2006	Regular Unleaded Gasoline / Essence ordinaire												Monthly / mensuelle
¢/litre	Average retail prices, self serve, excluding taxes / Prix au détail moyenne, libre service, sans taxes												
DATE (2006)	Jan/jan	Feb/fev	Mar/mar	Apr/avr	May/mai	Jun/jui	Jul/jui	Aug/aou	Sep/sep	Oct/oct	Nov/nov	Dec/dec	Ave
WHITEHORSE	82,5	81,5	80	91,8	93,4	93,9	95,6	97,6	90,8	78,8	75,4	76,6	86,5
VANCOUVER	55,9	52,6	62,9	72,9	78,8	74,8	78,3	75,6	62,6	59,9	61,8	66,6	66,9
VICTORIA	62,7	60,8	67,7	77,7	84,3	83,2	81,3	83,4	68,6	66,8	66,3	69,8	72,7
PRINCE GEORGE	66,2	64,9	67,3	78,1	82,9	81	85,3	85,9	72,2	65,3	62,7	65,5	73,1
KAMLOOPS	63	60,5	65,3	74,6	76,2	76,3	81,8	80,5	65,3	57,7	58,6	61,9	68,5
KELOWNA	66,4	65,2	67	78	81,3	82,6	86,8	85,4	69,5	60,5	61,2	66	72,5
FORT ST, JOHN				80,6	84,3	83,7	87,1	88,7	81,3	73,3	67,1	68,6	79,4
YELLOWKNIFE	77,5	76,9	75,6	80,7	87,1	87,9	91,4	94,5	80,2	73,9	74,3	74,8	81,2
CALGARY	60,7	57,8	65,8	74,1	76,1	74,7	80,9	82,5	62,7	58,2	56,7	57,9	67,3
RED DEER	62,4	60,9	64,1	72,7	78	75,6	81,9	84,7	66,1	58,6	56,7	62,1	68,6
EDMONTON	59,6	56,6	65,6	73,9	74,2	71,5	80,2	81,9	62,2	55	56,6	58,2	66,3
LETHBRIDGE	61	56,6	63,7	69,6	79,4	75	80,1	85,2	66,5	56,8	56,7	59,8	67,5
LLOYDMINSTER				77,8	77,9	74,7	81,5	84,6	65,5	57,8	55,9	58,4	70,4
REGINA	62,4	57	64,5	76,7	78,3	77,3	81,5	84,2	65,3	61,7	59,8	61,1	69,1
SASKATOON	61,7	60,4	65,3	76,2	78	76,7	83,5	84,3	65,3	59,6	58,5	61,5	69,2
PRINCE ALBERT	62,8	60,8	65,1	75,4	78,3	77,7	81,3	84,8	66,7	61	59,8	61,2	69,6
WINNIPEG	59,7	56,3	65,3	75	76,4	75,8	82,4	83,4	65,6	61,6	60,3	60,9	68,5
BRANDON	61,9	55,1	63,6	71,4	77,9	77,6	82,6	84,9	67,4	64,2	63,7	63,5	69,5
TORONTO	64,5	55,5	62,5	71,3	68,3	71,5	75,9	69	55,6	54,7	56	58,5	63,6
OTTAWA	61,9	54,6	61	70	66,3	68,9	76	71,2	58,2	55,1	56,5	59,5	63,2
KINGSTON				71	68,7	67,3	72,4	70,2	53,7	50,5	51,6	53,8	62,1
PETERBOROUGH				69,1	67,7	66,8	75	70,9	53,8	50,6	51,5	57,8	62,6
WINDSOR	62,6	53,9	60,3	70,8	71,6	70,3	74	68,7	55,6	53,1	53	56,6	62,5
LONDON	62,7	53,9	61,3	71	69,4	69,9	73,6	68,7	56,4	54	55,8	58,7	62,9
SUDBURY	64,2	54,2	62	73,4	72,6	69,6	76,9	75,1	56,8	53,7	52,9	59,9	64,3
SAULT STE MARIE	65,4	62,5	65	72,4	73,7	70,1	78,3	78	60	55,8	58,5	61,7	66,8
THUNDER BAY	58,6	54,7	63	70,6	71,8	74,2	83,4	84,1	69,2	61,8	61,8	62	67,9
NORTH BAY	65,9	58,9	62,6	75,4	73,9	70,1	77,4	75,5	57,1	53,8	53,1	60,2	65,3
TIMMINS	71,6	64,7	68,2	78,7	78,2	79	82,7	84,2	70,1	64	63,5	67,4	72,7
HAMILTON	63,5	53,9	61,5	69,2	67,2	70,8	75,2	68,8	54,6	54,1	55,5	57,9	62,7
ST, CATHARINES	62,2	53,2	60	68,3	66,6	67,5	70,7	69,6	54,7	51,1	52,8	54,1	60,9
MONTRÉAL	60,2	53,4	61,6	69,9	67,8	67,1	73,9	70,1	55,8	51,7	55,1	57,8	62
QUÉBEC	63,6	57,8	63,9	73,4	71,1	69,9	74,8	74,5	58,1	51,3	53,2	62,2	64,5
SHERBROOKE	63,7	58,2	63,9	72,9	70,9	70,2	73,9	75,3	58,9	51,5	54,6	59,4	64,4
GASPÉ	68,4	64,1	68,5	77,8	76,4	75	80,5	79,6	63,1	58,5	61	64,7	69,8
CHICOUTIMI	65,9	61,8	65,1	75,5	74,3	72	80	77,7	62,4	56,9	58,1	62,6	67,7
RIMOUSKI				75	73,6	72,2	77,7	76,8	60,2	55,7	58,2	62,1	67,9
TROIS RIVIÉRES				70,2	71,7	68,8	76,1	74,1	58,6	53,5	53,8	56,1	64,8
DRUMMONDVILLE				68,9	70,4	69,7	71,6	73,9	58,1	50,7	54,7	54	63,5
VAL D'OR				75,2	72,1	72,7	78,8	75,7	61	57,3	59,6	63,4	68,4
SAINTJOHN	63,9	59,1	65,8	75,8	73	72,7	75,1	75,6	61,4	56,2	57,1	60,5	66,3
FREDERICTON	63,9	59,3	63,4	73,4	73,4	70,3	75,4	75,7	62,3	56,5	57	60,6	65,9
MONCTON	64,1	59,1	65,3	75,2	73	72,8	75,3	75,8	61,6	56,2	56,5	60,8	66,3
BATHURST	64,9	60,9	64,4	74,1	75,5	73,2	75,4	76,3	62,4	56,8	57	61	66,8
EDMUNDSTON	64,4	59,2	64	72,6	74,3	71,4	76,3	77,6	61,7	58	57,7	62,4	66,6
MIRAMICHI	64,6	60,7	65,5	75,2	74,5	73,8	75,2	76,3	62,7	56,9	57,3	61,5	67
CAMPBELLTON				76,1	73	71,7	74,6	75,4	60,7	56,9	57,4	61,4	67,5
SUSSEX				74,1	71,9	71,5	75,1	75,5	60,7	56	56,8	60,2	66,9
WOODSTOCK				76,5	75,3	73,9	76,4	77	63,8	57,7	58,4	62,3	69
HALIFAX	62,8	55,7	64,3	73,7	71,4	72	75,6	75,8	59,5	55,7	55,2	60,8	65,2
SYDNEY	64,1	60,1	64	74,2	73,6	72,5	77,4	77,5	60,9	57,6	57,8	63,7	66,9

YARMOUTH	63,8	60,1	64	74,2	73,5	73,3	76,4	76,6	60,6	56,8	56,9	62,9	66,6
TRURO	62,8	56	64,1	73,8	71,7	72,3	76,2	76,2	59,8	55,9	55,4	61,3	65,4
KENTVILLE				74,2	72,4	72,8	76,3	76,3	60,1	56,3	56,4	62,4	67,5
NEW GLASGOW				74,2	72,2	72,2	76,8	76,8	60,1	56	55,9	62,1	67,4
CHARLOTTETOWN	63,7	60,9	59,1	72	75,9	71,6	78,1	77	62,2	55,2	56,6	62,9	66,3
STJOHNS	64,2	61	64,5	73,6	76,3	74	75,9	77,5	65,4	59,3	59,4	63,3	67,8
GANDER	65,8	62,3	66,1	75,1	77,6	73,3	77,4	79,4	67,5	61,5	61,7	65,5	69,4
LABRADOR CITY				80,4	83,1	80,8	82,7	84,3	72,1	66	66,2	70,1	76,2
CORNER BROOK	64,2	60,8	64,5	73,6	76,4	74	75,8	77,9	65,9	59,9	60	63,9	68,1
Canada Ave (V)	61,8	55,4	63,2	72,3	71,6	72	77	73,7	58,8	55,9	57	59,7	64,9
CANADA (S)	64,1	59,4	64,8	74,3	74,9	73,9	78,5	78,4	63,1	58,1	58,3	61,9	67,5
CANADA (P)	61,8	55,6	63	72,1	71,5	71,6	76,8	73,8	59	55,5	56,9	59,9	64,8
Western Average (P)	59,4	56,4	64,8	74,3	77,8	75,4	80,6	80,6	64,1	59,7	59,9	62,7	68
Ontario Average (P)	63,7	55,1	61,8	69,9	67,4	69,7	74,5	68,9	55,4	53,8	55	57,6	62,7
Québec Average (P)	61,1	54,6	62,2	70,8	68,9	68	74,4	71,4	56,7	51,9	55	58,7	62,8
Atlantic Average (P)	63,6	58,5	64,3	74,1	73,4	72,5	76,1	76,5	61,5	56,8	56,9	61,8	66,3
Large Markets Average (S)	62,1	56,5	63,5	72,8	72,7	72,1	77,1	75,9	60,3	56,2	56,8	60	65,5
Large Markets Average (P)	61,5	55,2	62,9	71,9	71,2	71,3	76,5	73,3	58,5	55,3	56,7	59,7	64,5
Small Markets Average (S)	65,9	62,2	65,8	75,3	76,4	75,1	79,4	80,1	65	59,3	59,4	63,2	68,9
Small Markets Average (P)	65	61,4	66,1	79	80,5	78,9	84	84,4	67,9	61,7	62	66,3	71,4
DATE (2006)	**Jan/jan**	**Feb/fev**	**Mar/mar**	**Apr/avr**	**May/mai**	**Jun/jui**	**Jul/jui**	**Aug/aou**	**Sep/sep**	**Sep/sep**	**Sep/sep**	**Dec/dec**	**Ave**

S-Simple V-Volume Weighted P-Population Weighted

Prepared by: MJ Ervin & Associates Inc, (403) 283-8704

2005	Regular Unleaded Gasoline / Essence ordinaire												Monthly / mensuelle
¢/litre	Average retail prices, self serve, excluding taxes / Prix au détail moyenne, libre service, sans taxes												
DATE (2005)	Jan/jan	Feb/fev	Mar/mar	Apr/avr	May/mai	Jun/jui	Jul/jui	Aug/aou	Sep/sep	Oct/oct	Nov/nov	Dec/dec	Ave
WHITEHORSE	68,3	71	75,7	81,7	80,2	79,2	83,3	88,4	96,5	94,6	87	83,5	82,4
VANCOUVER	46,7	52,1	56,7	64,6	60,4	61,2	61,3	68,1	73,8	66,5	57,1	53,6	60,2
VICTORIA	50,7	55,4	60,6	67,4	66,2	65	67,8	73,9	81,9	76	65	58,9	65,7
PRINCE GEORGE	54,5	57,6	60,8	66,5	67,4	66,2	66,1	73,2	81,7	75,3	67,4	63,3	66,7
KAMLOOPS	52,5	53,6	56,5	64	63,4	63	64,4	70,3	82,2	71,2	63,4	60,2	63,7
KELOWNA	54	56,4	60,2	66,2	66,2	65,6	67,9	72,9	83,3	76,1	68,1	64,2	66,8
YELLOWKNIFE	68,9	70,6	71	74,6	75,5	76,1	76,4	81,1	93,4	90,2	83,4	77,4	78,2
CALGARY	48,1	51,9	56,2	61,8	58,4	60,8	64,3	68,1	77,5	70	57,6	57,2	61
RED DEER	51,1	54,2	58,5	63,4	61,5	61,1	64	69	81,6	71	61,5	56,7	62,8
EDMONTON	48,5	52	55,3	61,4	55,9	60,5	63,3	68,5	76,3	66,1	56,1	54	59,8
LETHBRIDGE	54,6	55,1	57,1	63,9	63,3	62,9	64,2	68,1	79,7	68,8	60,2	57,5	62,9
REGINA	49,7	55	59,4	63,3	58,6	63	61,9	69,8	76,5	72,2	58,8	58,6	62,2
SASKATOON	48,5	54,2	59,2	63,3	57,9	63	65,6	70,2	79	71,1	60,4	59,2	62,6
PRINCE ALBERT	49,7	52,4	56,1	62,5	59,7	60,1	65,6	69,7	79,6	69,1	61,2	59	62,1
WINNIPEG	49,3	53,3	56,5	61,2	59,3	60,3	64,1	70,1	78,1	72,9	60,5	58	62
BRANDON	53,2	57,3	58,8	65	64,2	63,1	67,5	73,5	79,4	75,7	64,4	59,5	65,1
TORONTO	48,6	49,6	54,5	57,8	54,4	58,1	59,5	67,3	78,1	66,3	56,2	60,9	59,3
OTTAWA	48,3	50,5	55,3	59	55,1	59,7	61,3	68,5	79,8	67,7	55,8	58,4	59,9
WINDSOR	45,2	45,4	48,9	52,6	50,2	54,3	57,9	63,6	81,3	68,7	52,4	57,8	56,5
LONDON	47,9	49,3	54,2	57,1	54,1	58,3	60,1	69,5	78,7	64,3	53,5	58,7	58,8
SUDBURY	47,7	52,7	54	59,8	56,2	58,3	59,6	66,8	86,2	72,2	57,5	62	61,1
SAULT STE MARIE	52,6	55,4	57,7	63,1	62,8	61,7	64,3	68,4	85,3	72,7	55,9	58,5	63,2
THUNDER BAY	50	57,4	59,7	61,8	57,7	59,8	64,3	71,7	84,2	74,4	58,6	54,8	62,9
NORTH BAY	48,1	51,5	55,2	60	56,8	61,2	64,9	69	90	75,4	57,9	63	62,7
TIMMINS	49,1	53,6	58,8	64,2	63,4	60,8	66,5	71,1	90	80,3	66,3	64,1	65,7
HAMILTON	47,8	48	53,7	56,7	52,7	57	58,1	65,7	77,6	65,8	55,7	60	58,2
ST, CATHARINES	46,7	46,3	50,7	56,7	53,1	55,4	59,6	64,1	81,4	71,3	55,5	55,2	58
MONTRÉAL	44,3	49,1	53	55,1	52,6	58,6	58,7	66,5	78,3	64,9	53,4	55,6	57,5
QUÉBEC	46,8	49,5	55,4	57,5	55,6	60,2	63,2	66,7	80,2	69,2	56,9	59	60
SHERBROOKE	48,6	50,6	55,3	58,2	56	57,4	62,7	67,7	80,4	68,8	56,4	58,6	60
GASPÉ	50,1	52,8	58,9	60,5	60,4	63,2	66,2	70	83	73,8	62,7	63,2	63,7
CHICOUTIMI	49,6	52,4	55,1	58,5	58,3	61,5	65,5	68,8	82,3	71,5	60,2	60,3	62
SAINTJOHN	47,5	52,2	57,1	59,4	58,3	60,2	62,8	69,2	78,5	69,4	58,2	60,2	61,1
FREDERICTON	49,2	52	56,4	60,3	57,4	59,2	63,3	68,7	80,8	70,3	58,4	59,1	61,2
MONCTON	48,9	51,5	55,4	59,4	56,2	60,2	62,4	68,3	79,9	70	58,4	60,5	60,9
BATHURST	48,4	48,9	55,2	60,9	59,7	59,6	62,3	68,7	81,8	72,8	60,2	59,4	61,5
HALIFAX	46,8	50,5	55,6	59,5	55,5	59,5	61,5	68,48	79,55	68,4	56,6	60,7	60,2
SYDNEY	48,3	51,8	55,6	59,3	56,5	59,2	61,8	67,6	78	69,2	57,2	61,2	60,5
YARMOUTH	47,1	49,2	55,4	58,1	58,5	59,6	62,9	69,1	80,9	71,3	59,1	60,3	61
TRURO	47,6	50,4	55,6	59,2	55,9	59,8	61,5	68,9	79,4	68,7	56,7	59,9	60,3
CHARLOTTETOWN	48,4	50,7	54	58,2	60,8	57,8	61,5	63,1	82,2	72,9	59,5	58,4	60,6
STJOHNS	49,6	54	56,7	60	60,4	61	63,9	68,7	82,3	73,5	60,9	61,9	62,7
GANDER	51,1	55,5	58,2	61,9	62,2	62,4	65,5	70,2	83,7	73,3	61,7	62,5	64
CORNER BROOK	49,4	53,5	56,3	59,4	59,7	60,7	63,9	68,7	82,3	73,2	60,8	61,6	62,5
Canada Ave (V)	**47,4**	**50,6**	**55**	**59**	**55,9**	**59,3**	**60,7**	**67,6**	**77,5**	**67,3**	**56,3**	**58,1**	**59,6**
CANADA (S)	50	53,1	57,1	61,5	59,5	61,3	63,9	69,5	81,5	72	60,3	60,3	62,5
CANADA (P)	48,1	51,2	55,6	59,8	56,6	60,1	61,8	68,5	79,3	68,5	57,2	58,4	60,4
Western Average (P)	48,7	53	57,1	63,4	59,9	61,6	63,5	69,3	76,9	69,5	58,9	56,3	61,5
Ontario Average (P)	48,3	49,6	54,3	57,9	54,5	58,1	59,9	67,3	79,2	67,2	56	59,9	59,3
Québec Average (P)	45	49,3	53,6	55,7	53,4	58,9	59,9	66,7	78,8	66	54,3	56,4	58,2
Atlantic Average (P)	48,1	51,7	56	59,5	57,6	59,9	62,5	68,3	80,3	70,3	58,3	60,5	61,1

Large Markets Average (S)	48	51,4	55,6	59,6	56,7	59,7	62,1	68,3	79,7	69,6	57,4	58,4	60,5
Large Markets Average (P)	47,3	50,4	54,8	58,9	55,6	59,3	60,9	67,6	78,2	67,4	56,2	57,8	59,5
Small Markets Average (S)	52	54,8	58,5	63,3	62,4	62,9	65,7	70,8	83,4	74,4	63,2	62,3	64,5
Small Markets Average (P)	51,6	54,2	57,8	63	65	62,3	65	70,1	82,8	73,3	62,2	61,3	64
DATE (2005)	**Jan/jan**	**Feb/fev**	**Mar/mar**	**Apr/avr**	**May/mai**	**Jun/jui**	**Jul/jui**	**Aug/aou**	**Sep/sep**	**Sep/sep**	**Sep/sep**	**Dec/dec**	**Ave**

S-Simple V-Volume Weighted P-Population Weighted

Prepared by: MJ Ervin & Associates Inc, (403) 283-8704

2004	Regular Unleaded Gasoline / Essence ordinaire												Monthly / mensuelle
¢/litre	Average retail prices, self serve, excluding taxes / Prix au détail moyenne, libre service, sans taxes												
DATE (2004)	Jan/jan	Feb/fev	Mar/mar	Apr/avr	May/mai	Jun/jui	Jul/jui	Aug/aou	Sep/sep	Oct/oct	Nov/nov	Dec/dec	Ave
WHITEHORSE	56,5	64,4	67,2	69,5	76	78	75,3	73,7	74,3	76,8	76,6	69,7	71,5
VANCOUVER	40,4	45,3	47,6	53,3	59,4	58,3	55,9	54,7	54,1	49,1	51,8	43	51,1
VICTORIA	44,9	47,7	52,3	54,7	63	63,5	61	60,8	60,8	60,8	58,9	52,6	56,7
PRINCE GEORGE	45,5	48,3	48,8	53,9	60,6	65,5	58,5	54,1	53,2	54,6	54,5	54,5	54,3
KAMLOOPS	41,3	41,8	48	50,7	55,9	54,5	44,8	50	49,4	56,2	56,3	53,1	50,2
KELOWNA	46	49,2	52,6	53,5	60,5	65,1	60,4	58,9	57,8	60,7	59	56,2	56,6
YELLOWKNIFE	63,3	63,3	65,9	66,1	69,4	77,3	75	72,7	72,7	72,7	71,2	68,9	69,9
CALGARY	42,4	43,3	48,2	49,6	58,3	56,9	52,6	51	51,8	55,4	53,9	48,4	51
RED DEER	40,3	46,6	50,6	51,8	58,7	62,3	58,3	56,9	55,7	59,1	56,6	52,6	54,1
EDMONTON	40,1	44,5	46,8	50,3	57,8	59,7	53,4	52,9	51,7	54,3	53,1	48,6	51,1
LETHBRIDGE	42,1	45,8	48,9	49,8	59,5	61	53,7	52,9	53,3	54	57,2	56	52,8
REGINA	43,6	46,5	48,4	48,1	58	56	53,7	54	54	56,5	54,3	48,6	51,8
SASKATOON	41,3	46,5	48,8	50	59,4	59	55,4	54,4	51,9	56,4	51,7	49,9	52,1
PRINCE ALBERT	41,3	44,2	48,9	51,1	56,2	60,9	55,8	55,3	55,3	56,6	54,9	49,9	52,5
WINNIPEG	38,4	43	44,2	42,3	56,3	56,3	52,8	52,7	51,4	53,9	53,6	50,6	49,6
BRANDON	42	48,1	50,4	52,1	59,4	60,6	55,5	55	55	55	55	54,1	53,5
TORONTO	45,4	46,9	42,3	44,5	54,9	51,7	50,5	49,4	51,3	53,3	48,5	43,2	48,5
OTTAWA	44,2	46,9	47,5	47,1	59,4	53,8	54,7	53,5	51,6	53,2	48,8	44,3	50,4
WINDSOR	42	44,1	45,9	47,2	55,2	49,8	51,5	50,8	46,9	52,6	46,6	38,7	47,6
LONDON	45,4	47,2	49,8	50,2	58,3	53,8	55,1	51,9	49,1	53,6	47,4	42,7	50,4
SUDBURY	41,9	47,2	48,6	45,1	59,2	55,7	53,8	54,2	50,9	56,6	50,9	44,2	50,7
SAULT STE MARIE	44,6	48,9	50,3	49,8	59,8	61,5	58,6	57,3	56,9	57	56,9	51,3	54,4
THUNDER BAY	44	39,3	48,9	48,1	60,8	60,1	56,7	53,4	53,3	57	53,6	51	52,2
NORTH BAY	44,4	45,2	51,2	50,2	58,4	57,1	53	53,6	52,5	56,4	50,8	46,3	51,6
TIMMINS	45,1	47	48,9	49,7	60,5	58,6	57,5	57,7	57	58,6	58	51	54,1
HAMILTON	43,4	44,8	45,4	45,7	53,2	45,6	45,9	46,6	48,6	52,7	46,8	41,7	46,7
ST, CATHARINES	44,1	46,2	46,9	47	56,3	52,5	49,5	49,4	50,2	54	49,1	43,7	49,1
MONTRÉAL	42,1	43,4	46,4	45,6	55,4	51,7	48,4	48,7	50,5	55	47,4	41,5	48
QUÉBEC	43,5	46,4	48,5	48,4	57,7	54,4	53,4	51,6	51,4	54,2	50,7	44,3	50,4
SHERBROOKE	43,5	45,6	48,4	48,2	56,9	54,5	53,2	52,8	53,1	56,2	51	45,5	50,7
GASPÉ	39,8	45,9	48,3	49,1	59,8	58,3	57,6	55,1	54,8	59,2	54,9	47,5	52,5
CHICOUTIMI	44,9	44,9	51,1	50	58,8	57	54,5	54,3	54,1	57,1	53,9	47,3	52,3
SAINTJOHN	43,6	46,1	48,6	49	56,8	56,6	53,4	54,2	54,8	55,9	53,6	46,3	51,6
FREDERICTON	44,3	45,8	48,3	48,2	58,3	56,7	55,2	55,7	54,9	57,4	52	46,1	51,9
MONCTON	45,4	47,5	49,1	47,4	57,7	56,9	54,3	55,3	55,1	57	52,1	45,4	51,9
BATHURST	41,6	41,3	45,9	46,3	54,8	59,4	54,5	54,8	55,2	54,9	54,3	49,8	51,1
HALIFAX	42,5	45	47,8	48,1	56,4	55	54,1	53,3	52,6	55	50,1	44,7	50,4
SYDNEY	41,8	44,7	48,4	46,8	56,6	57,1	54	54,9	55,5	57,2	52,9	51	51,7
YARMOUTH	42,7	44,6	47,9	49,2	56,8	57,4	54,4	55,4	54	57	54,3	48,4	51,8
TRURO	42	45	47,7	48,1	57,3	55,1	53,8	53,6	53,8	55,4	50,5	45	50,6
CHARLOTTETOWN	39,9	43,9	47,4	50,5	54	61	56,3	55,3	55,3	55,1	57,6	51,8	52,3
STJOHNS	44,6	46,9	50,1	51	57	57,7	54,7	55,3	55,2	58,1	55,6	52,2	53,2
GANDER	48	48,4	51,7	51,9	58,6	59,5	56,2	56,9	56,7	59,5	57	53,6	54,8
CORNER BROOK	44,5	46,9	50,2	51	57,1	57,8	54,7	55,3	55,2	57,7	55,1	52,1	53,1
Canada Ave (V)	**43,2**	**45,2**	**45,4**	**46,9**	**56,3**	**53,9**	**51,5**	**50,8**	**51,9**	**53,9**	**50,2**	**44,4**	**49,4**
CANADA (S)	43,9	46,5	49,3	50	58,5	58,2	55,3	54,8	54,4	56,8	54,1	49,3	52,6
CANADA (P)	43,5	45,9	46,8	48	57,5	55,1	52,8	52,1	52,5	54,7	50,9	45,2	50,4
Western Average (P)	41,2	45,1	47,8	50,7	58,8	58,7	54,9	54,1	53,5	53,6	53,6	47,9	51,7
Ontario Average (P)	44,8	46,6	44,5	45,7	56,1	52,2	51,5	50,4	51	53,5	48,7	43,4	49
Québec Average (P)	42,5	44	47	46,3	56	52,4	49,6	49,6	50,9	55	48,3	42,3	48,6
Atlantic Average (P)	43,3	45,7	48,5	48,8	56,8	56,7	54,4	54,5	54,3	56,3	52,7	47,4	51,6

Large Markets Average (S)	43	45,3	47,8	48,4	57,6	55,4	53,4	52,7	52,3	55	51,4	46	50,7
Large Markets Average (P)	43	45,4	46	47,3	56,8	54,1	52	51,3	51,7	53,8	50	44,2	49,6
Small Markets Average (S)	44,6	47,6	50,8	51,7	59,4	61	57,1	56,8	56,5	58,6	56,7	52,4	54,4
Small Markets Average (P)	44	46,9	50,1	50,9	58,8	60,4	56,1	55,9	55,5	57,6	55,8	51,7	53,6
DATE (2004)	**Jan/jan**	**Feb/fev**	**Mar/mar**	**Apr/avr**	**May/mai**	**Jun/jui**	**Jul/jui**	**Aug/aou**	**Sep/sep**	**Oct/oct**	**Nov/nov**	**Dec/dec**	**Ave**

S-Simple V-Volume Weighted P-Population Weighted

Prepared by: MJ Ervin & Associates Inc, (403) 283-8704

2003	Regular Unleaded Gasoline / Essence ordinaire												Monthly / mensuelle
¢/litre	Average retail prices, self serve, excluding taxes / Prix au détail moyenne, libre service, sans taxes												
DATE (2003)	Jan/jan	Feb/fev	Mar/mar	Apr/avr	May/mai	Jun/jui	Jul/jui	Aug/aou	Sep/sep	Oct/oct	Nov/nov	Dec/dec	Ave
WHITEHORSE	64	68,1	69,6	62,8	58,6	61	63,1	65,2	66,7	58,9	57,6	56	62,6
VANCOUVER	44,5	50,1	52,1	42,7	39,1	40,5	36,2	47,2	43,4	32,9	37,1	34,5	41,7
VICTORIA	48	53,4	56,8	51,1	48	48	47,8	53,3	52,1	44,9	44,9	42,6	49,2
PRINCE GEORGE	48,2	56	57,2	52,8	47,2	46,4	47,9	51,6	53,4	47,1	46,4	45	49,9
KAMLOOPS	44,5	45,9	46,8	50	44,5	43,8	43,6	42,4	40,3	42,1	43,1	41,7	44,1
KELOWNA	48,2	56	57,2	52	46,3	46,3	47,8	51,9	52	46,4	46,4	44,6	49,6
YELLOWKNIFE	65,2	68,3	71,4	70,5	63,3	63,3	63,3	63,6	64,4	63,2	63,3	63,3	65,3
CALGARY	43,8	46	48,3	44,2	41,5	41,5	41,6	45,7	48	40,3	37	35,8	42,8
RED DEER	47,3	53,3	54,8	48,4	44,5	45,2	45,5	48,9	48,4	44,4	41,7	38,9	46,8
EDMONTON	44,9	49,4	51,1	43,6	41,7	42,9	43,6	48,3	46,5	41,3	38,5	37,2	44,1
LETHBRIDGE	47,1	52	54,6	53,8	48,8	48,2	47,5	49,9	49,1	42,4	42,1	42,1	48,1
REGINA	48,4	52,8	54	42,8	39,4	43,1	45,6	50,6	50,4	44,8	41,3	40,3	46,1
SASKATOON	46,3	49,2	51,8	46,1	43,6	43	45,4	50,6	50,3	44,8	40,8	37,4	45,8
PRINCE ALBERT	44,9	51,1	55,2	48,6	44,3	44,1	44,2	48,6	51,7	44,1	43,6	40,7	46,7
WINNIPEG	41,4	48	49,6	42,9	38,4	37,5	40,7	41,6	44,4	38,3	36,2	33,5	41
BRANDON	46,7	51,3	54,6	48,5	43,9	43,1	44,2	47,7	51,1	44,7	42,2	42	46,7
TORONTO	46	50,9	48,5	41,6	36,4	38,9	39,2	46,3	43,4	39,2	39,9	39,3	42,5
OTTAWA	46	50,5	49,1	41,5	37,6	38,5	39,4	46,6	41,5	39,2	38	39,8	42,3
WINDSOR	44,8	46,1	47,2	38,2	33,9	37,4	38,9	44	43,3	35,5	36,6	36,9	40,2
LONDON	44,1	50	47,7	40,7	37,9	39,2	39,7	46	43	41,4	40,2	40,3	42,5
SUDBURY	45,6	50	51,3	40,1	37	38,8	41,7	44,6	45,1	42	38,8	40,4	42,9
SAULT STE MARIE	48,7	52,9	53,2	48,5	44,4	42,6	43,7	48,5	50,4	46,3	44,8	43,8	47,3
THUNDER BAY	45,8	51,3	52,3	45,6	43,2	46,6	47,2	49,8	51,3	47,2	44,3	42,9	47,3
NORTH BAY	46,7	50,3	50,3	44	38,7	38,6	41,1	45,4	47	42,7	41,2	41,5	44
TIMMINS	48,7	52	53,3	48,1	40,4	40,2	43,5	47,9	48,6	46,9	45,2	45	46,6
HAMILTON	42,4	48,5	47,7	39,8	33,4	33	36,5	41,2	43,4	38,2	37,2	40,2	40,1
ST, CATHARINES	44,8	47,9	49	39,8	33,7	35,5	39,2	43,5	46,5	40,5	38,7	40,1	41,6
MONTRÉAL	42,1	48,4	45,8	38,4	34,9	36,8	37,8	43,1	40,6	37,3	36,1	38,5	40
QUÉBEC	41,8	48	50,3	42,4	37,2	38,2	40,9	46,5	43,7	40,9	37,6	40,8	42,3
SHERBROOKE	44,9	50,2	50	42,1	38,2	38,9	40,1	45,4	43,5	39,9	39,3	39,6	42,7
GASPÉ	45,8	53,5	55,1	49	42,8	43,6	44,4	50,8	49,3	44,8	42,7	42,7	47
CHICOUTIMI	47,9	52,2	52,6	44,7	40	41,5	43,8	46,4	46,4	43,3	41,2	42,3	45,2
SAINTJOHN	47,1	51,5	50,3	43,4	38,6	39,9	40,7	46,7	46,1	40,8	39,4	40,4	43,7
FREDERICTON	47,2	51,2	51,1	43,7	37,2	40,3	42,3	46,7	45,1	40,4	39,6	40,4	43,8
MONCTON	47,3	51,3	50,2	43,5	36,3	39,2	41,3	47,1	45,2	40,5	39,6	41,4	43,6
BATHURST	48,9	52,6	51,4	45,6	38,9	39,3	41,7	46,4	47,9	43,5	40,8	40,1	44,8
HALIFAX	46,4	48,7	48,5	41,7	36	37,9	41,6	44,9	44,4	38,4	36,7	38,2	41,9
SYDNEY	47,4	51,3	51,4	44,5	34,6	36	38,5	44,6	46,9	43,6	37	41,4	43,1
YARMOUTH	48,3	50,5	51,8	46,2	40,2	42	41,2	45,7	48,4	43,5	38,5	39,3	44,6
TRURO	46,4	49,5	48,7	41,9	35,5	38,1	41,3	45,4	45	38,6	37,5	39	42,2
CHARLOTTETOWN	43,7	48,6	53,3	52,1	44,4	40	40	42,1	47,2	45,5	41,9	39,9	44,9
STJOHNS	46,7	48	50,4	45,8	43,2	42,2	42,5	44,6	49	44,8	43,8	43,4	45,4
GANDER	48,2	49,5	51,9	47,4	44,8	43,7	43,9	46	50,5	46,4	45,4	44,9	46,9
CORNER BROOK	46,7	48	50,4	45,9	43,2	42,3	42,6	44,6	49	44,8	43,8	43,3	45,4
Canada Ave (V)	**44,7**	**49,5**	**48,8**	**41,7**	**37,6**	**39,3**	**39,5**	**45,6**	**44,1**	**38,7**	**38,3**	**38**	**42,1**
CANADA (S)	46,9	51,2	52,2	46,1	41,3	42	43,3	47,5	47,8	43,1	41,6	41,4	45,4
CANADA (P)	45,1	50,2	49,8	42,5	38,3	39,7	40,3	46,3	44,6	39,6	39	39,1	42,9
Western Average (P)	44,8	49,7	51,7	44,7	41,2	41,9	41,2	47,4	46,4	38,9	38,8	36,7	43,6
Ontario Average (P)	45,7	50,3	48,7	41,4	36,6	38,5	39,4	45,9	43,6	39,6	39,5	39,7	42,4
Québec Average (P)	42,4	48,5	46,9	39,4	35,6	37,3	38,6	43,8	41,4	38,2	36,6	39	40,7
Atlantic Average (P)	46,7	49,6	50	43,9	38,4	39,5	41,5	45,3	46,1	41,2	39,5	40,4	43,5
Large Markets Average (S)	45,2	49,6	50,2	42,7	38,8	40	41,4	46,2	45,8	40,8	39,3	39,3	43,2

Large Markets Average (P)	44,5	49,5	49	41,6	37,5	39	39,6	45,6	43,8	38,8	38,2	38,4	42,1
Small Markets Average (S)	48,6	52,9	54,3	49,5	43,8	44	45,1	48,7	49,9	45,5	43,8	43,5	47,5
Small Markets Average (P)	47,6	52,3	53,4	48,7	43	43,2	44,4	48,1	48,7	44,4	43,1	42,7	46,6
DATE (2003)	**Jan/jan**	**Feb/fev**	**Mar/mar**	**Apr/avr**	**May/mai**	**Jun/jui**	**Jul/jui**	**Aug/aou**	**Sep/sep**	**Oct/oct**	**Nov/nov**	**Dec/dec**	**Ave**

S-Simple V-Volume Weighted P-Population Weighted

Prepared by: MJ Ervin & Associates Inc, (403) 283-8704

2002	Regular Unleaded Gasoline / Essence ordinaire												Monthly / mensuelle
¢/litre	Average retail prices, self serve, excluding taxes / Prix au détail moyenne, libre service, sans taxes												
DATE (2002)	Jan/jan	Feb/fev	Mar/mar	Apr/avr	May/mai	Jun/jui	Jul/jui	Aug/aou	Sep/sep	Oct/oct	Nov/nov	Dec/dec	Ave
WHITEHORSE	51	50	51,7	57,9	62,1	63,1	63,1	63,2	63,1	63,1	63,1	63,1	59,5
VANCOUVER	27,5	26,7	32,6	36,4	41,7	44,9	42,7	44,7	41,2	43,9	42,1	39,6	38,7
VICTORIA	36,4	36,7	40,4	47,2	47,4	48	49,6	49,6	49,5	49,2	49	46,6	45,8
PRINCE GEORGE	35	35	39,2	47,4	48,1	48,1	48,1	49,9	49,9	49,8	49,9	48,9	45,8
KAMLOOPS	25,9	24	32,6	35,8	44,5	44,5	44,6	44,5	44,6	44,1	43,9	43,9	39,4
KELOWNA	34,6	35	39,3	46,6	47,1	47,1	47,9	49,9	49,9	49,9	49,9	48,8	45,5
YELLOWKNIFE	53,9	55,5	57,5	62,6	63,3	63,3	63,3	63,8	65,2	65,2	65,2	65,2	62
CALGARY	31,6	32,7	38,4	43,4	43,2	42,5	45,2	48	47,6	46,7	45,6	40,2	42,1
RED DEER	30,9	32,5	39,7	45,7	44,9	44,4	46,2	49	48,9	48,9	49	47	43,9
EDMONTON	27,6	31,7	38,2	43	41,5	43,2	44,6	45,8	45,5	44,7	46	43,8	41,3
LETHBRIDGE	34,5	34,5	40	45,6	46,3	45,1	44,9	44,9	45,5	39	40,3	47,5	42,3
REGINA	33,1	32,8	38,7	44,1	42,7	44,8	45,5	47,3	47,6	47,4	47,2	44,1	42,9
SASKATOON	33,3	32,8	38,8	45	44	44,6	45,3	47,5	48,7	48,7	47,3	42,8	43,2
PRINCE ALBERT	32,4	32,9	38,1	44,1	44,1	44,1	44,1	46,4	48,7	48,7	48,3	43,5	43
WINNIPEG	28,7	30,2	36,3	40,8	39,9	40,4	43	43,2	42,5	33,9	39,3	37,5	38
BRANDON	32	32,6	38,6	44,6	45,1	44,9	45,6	47,8	47,8	47,8	47,6	43,9	43,2
TORONTO	28,9	30	37,2	39,1	36,3	38,4	39,1	41,1	41,8	43,5	41,4	41,7	38,2
OTTAWA	27,7	27	34,6	39,1	36,1	35,7	38,7	40,9	41,3	43,6	41,2	42,2	37,3
WINDSOR	32	31,6	34,2	39,7	38,6	36,3	39,9	41,8	40,9	41,4	40,9	38,7	38
LONDON	30,6	30,8	35,3	37,9	36,9	38,5	39,5	42,9	39,8	41	38,6	39,5	37,6
SUDBURY	31,6	32	34,1	40,3	39	35,8	39,2	42,3	40,9	44,7	43,6	40,6	38,7
SAULT STE MARIE	33,5	33,6	37,8	44,1	43,6	42,2	40,7	44	44,9	48,5	48,1	45,8	42,2
THUNDER BAY	34,1	31,6	36	43,5	41,2	44,1	44,7	44,8	44,1	45,8	44,7	42,6	41,4
NORTH BAY	32,2	33,6	35,8	41,8	39	36,7	41,2	43,5	43,5	46,1	45,5	44	40,2
TIMMINS	33,6	33,5	37	42,4	39,7	36,7	40	43,5	46,3	46,4	46,8	45,2	40,9
HAMILTON	30,8	29,4	33,8	37,6	35,3	34,5	37,3	38,3	40,3	40,4	39,3	39,8	36,4
ST, CATHARINES	30,1	30,3	34,4	38,8	35,7	35,2	38,9	42	40,6	42	41,2	39,4	37,4
MONTRÉAL	27	28,9	36,6	35,2	33,5	31,9	38,8	37,4	38	41,2	37,5	39	35,4
QUÉBEC	27,1	30,1	35,3	39,9	40,4	38,4	38,6	40,4	41	41,8	39,3	37,7	37,5
SHERBROOKE	30,6	33,6	36,7	40,3	39,5	37,1	39,3	41	41,1	42,6	41,4	39,8	38,6
GASPÉ	34,4	33,2	32,4	44,7	45,2	42,8	42,8	45,4	45,4	45,4	40,9	38,8	41
CHICOUTIMI	32,8	32,8	37,9	41,5	41,5	41,5	42,2	45,1	44,1	44,1	43,8	42,4	40,8
SAINTJOHN	31,8	32,4	36,9	41,4	40,3	40,3	41,3	42,8	42,9	44,7	44,3	43,7	40,2
FREDERICTON	33,4	33	37,3	40,1	37,5	38	41,7	45,5	44,7	44,7	44,3	43,8	40,3
MONCTON	33,6	32	35,5	42,1	40,4	39,2	41,2	43,9	43,9	46	44,8	43,7	40,5
BATHURST	33,4	33,4	37,8	42,6	41,4	41,3	41,8	43	43	45,7	46	45,1	41,2
HALIFAX	30,3	31,2	35,5	40	38,8	38,8	40,2	42,2	42,2	43,2	42,3	41,9	38,9
SYDNEY	32,9	32,9	36,6	40,9	41,1	41,1	41,4	43,2	42,3	44,2	43,2	42,2	40,2
YARMOUTH	32,9	33,3	37,3	41,4	41,5	41,5	42,5	44	44	45	44,1	42,9	40,9
TRURO	29,6	31,6	36,4	40,1	38,8	38,8	40,2	42,2	42,2	43,9	42,6	41,5	39
CHARLOTTETOWN	32,9	32,8	33,3	37	41,7	39,8	39,1	41,8	43,8	44,5	47,7	45,1	39,9
STJOHNS	33,4	34,4	35,4	40,3	42,2	40,9	40,7	42,3	43,5	44,5	45,8	43,4	40,6
GANDER	34,8	35,9	36,7	41,7	43,8	42,5	42,2	43,8	45,1	46,1	47,3	44,9	42,1
CORNER BROOK	34,8	35,5	36,4	41,5	43,2	41,9	41,8	43,4	44,6	45,1	45,7	43,4	41,4
Canada Ave (V)	**29,1**	**30,1**	**36,7**	**39**	**38,1**	**38,9**	**41**	**42,2**	**42,2**	**43,4**	**41,7**	**40,8**	**38,6**
CANADA (S)	32,7	33,1	37,4	42,4	42,2	41,9	43,1	45	45	45,6	45,1	43,8	41,4
CANADA (P)	29,5	30,4	36,6	39,6	38,7	39,2	41,3	42,5	42,5	43,7	42,1	41,4	39
Western Average (P)	29,8	30,6	36,4	41,2	42,7	44,1	44,5	46,1	44,8	44,3	44,3	41,6	40,8
Ontario Average (P)	29,4	29,8	36,2	39,2	36,6	37,6	39,2	41,3	41,5	43,3	41,3	41,4	38,1
Québec Average (P)	27,4	29,4	36,4	36,4	35,1	33,5	38,9	38,3	38,8	41,5	38,1	38,9	36,1
Atlantic Average (P)	32	32,5	35,8	40,5	40,2	39,7	40,7	42,8	43,1	44,3	44,2	43	39,9
Large Markets Average (S)	30,8	31,3	36,2	40,7	39,8	39,8	41,6	43,2	43	43,6	42,8	41,2	39,5

Large Markets Average (P)	28,9	29,9	36,2	38,9	37,9	38,4	40,6	41,8	41,6	42,9	41,2	40,6	38,2
Small Markets Average (S)	34,7	34,9	38,5	44,1	44,7	44	44,7	46,7	47,2	47,7	47,5	46,3	43,4
Small Markets Average (P)	33,4	33,5	37,6	43,3	43,7	43	44	46,1	46,5	47	46,9	45,9	42,6
DATE (2002)	**Jan/jan**	**Feb/fev**	**Mar/mar**	**Apr/avr**	**May/mai**	**Jun/jui**	**Jul/jui**	**Aug/aou**	**Sep/sep**	**Oct/oct**	**Nov/nov**	**Dec/dec**	**Ave**

S-Simple V-Volume Weighted P-Population Weighted

Prepared by: MJ Ervin & Associates Inc, (403) 283-8704

2001	Regular Unleaded Gasoline / Essence ordinaire												Monthly / mensuelle
¢/litre	Average retail prices, self serve, excluding taxes / Prix au détail moyenne, libre service, sans taxes												
DATE (2001)	Jan/jan	Feb/fev	Mar/mar	Apr/avr	May/mai	Jun/jui	Jul/jui	Aug/aou	Sep/sep	Oct/oct	Nov/nov	Dec/dec	Ave
WHITEHORSE	63,5	61,6	60,9	59,3	62,7	65,9	63,7	59,9	63,2	59,8	54,6	52,6	60,6
VANCOUVER	37,5	37,7	36,7	38,5	42,6	43,9	36,7	38,9	43,6	37,8	33,5	27,1	37,9
VICTORIA	46,3	45,8	45,1	44,9	50,1	53,7	45,6	45	52,7	48,1	40,2	35	46
PRINCE GEORGE	45,2	46,4	46,2	46,2	51,1	54,5	46	46,1	53,5	46,1	38,3	35	46,2
KAMLOOPS	45,5	46,9	46,9	46,9	51,6	54,4	45,3	45,8	53,7	41,1	36	29,9	45,3
KELOWNA	45,3	47,1	47,1	47,1	51,4	54	45,4	45,1	53,3	45,8	38,8	33,6	46,2
YELLOWKNIFE	60,4	60,5	60,6	60,7	61,5	65	62	61,4	64,1	60,8	57	54,8	60,7
CALGARY	42,2	42,7	40,3	38,7	48,4	51,9	40,6	42,7	52,6	39,8	31,1	28,8	41,6
RED DEER	44,5	44,3	43,5	41,7	48,7	53,6	42,2	42,6	53,3	41,5	34,2	31,4	43,5
EDMONTON	38,4	42,5	38,5	38,6	47	47,4	38,7	41,9	48,8	34,4	27,8	24,8	39,1
LETHBRIDGE	45,1	45,1	43,5	42,7	45,2	48,4	43,3	35,6	49,8	46,4	39,5	35,7	43,3
REGINA	43,1	44,4	39,9	40,7	48,5	50,4	41,9	45,2	52,8	40,3	35,1	30,1	42,7
SASKATOON	43,1	44,3	40,7	40,6	48,8	51,3	41,8	45,5	52,3	40,3	35,2	30,1	42,8
PRINCE ALBERT	42,4	43,1	41,7	40,3	47,8	51,4	42,2	43,4	53	40,8	35,5	30,5	42,7
WINNIPEG	39	41,8	38,9	37,2	47,2	49,6	39,8	42,3	49,1	39,4	30,6	25	40
BRANDON	42	45,4	44,6	42	49,3	53,2	43,4	44,1	52,3	42,7	35,5	30,6	43,7
TORONTO	39,1	37,8	36,6	46,2	48,7	40	33,6	37,4	39,4	33,8	31,5	28,8	37,7
OTTAWA	38,8	37,1	36,1	42,6	46,4	40,1	33,6	37,1	38	31,6	27,1	24,9	36,1
WINDSOR	40,4	40,9	38,5	45,3	49,4	47,1	38,5	40,6	42,4	37,5	30,2	28,7	39,9
LONDON	41	40,7	38,2	45	46,5	41,5	34,3	36	39,2	34,5	25,6	26,1	37,4
SUDBURY	41,4	39,5	38,1	44,6	48,1	40,3	35,3	37,7	39,4	33,9	32,1	28,9	38,3
SAULT STE MARIE	43,5	45,7	44,5	45,9	51,2	49	41,3	38,9	43,3	38,8	37,1	33,5	42,7
THUNDER BAY	41,4	42,8	39,4	45,6	51,3	51,7	42,9	46,1	51,5	38,5	33,9	29,8	42,9
NORTH BAY	41,6	42,6	42	45,6	49	44,2	38,5	39,2	42,9	38,6	34,3	31,9	40,9
TIMMINS	44,3	39,1	41,1	45,1	49,1	49,7	46	42,2	45,4	41,1	37,1	33,9	42,8
HAMILTON	38,5	37,5	35,8	43,4	46,5	40,8	33,7	36,1	37,8	32,7	26,9	27,7	36,4
ST, CATHARINES	38,8	40,8	36,6	44,7	46,8	42,1	33,3	36,8	41,3	36,8	30	28,1	38
MONTRÉAL	37,9	41,3	40,2	44,5	46,5	39,8	32,7	35	39	33,2	27,4	27	37
QUÉBEC	40	41,8	43	45,2	48,1	43,7	35,1	37,5	39,6	37,2	29,9	24,2	38,8
SHERBROOKE	40,3	43,1	41,7	45,5	49,2	43,6	35,3	40,4	41,6	35,9	30,9	27,7	39,6
GASPÉ	43,4	45,4	44,3	48,5	50,9	48,6	41,9	44,4	45,4	41	37,1	33,8	43,7
CHICOUTIMI	44,2	45,2	44,1	47,6	50,4	47,9	40,1	41,8	43,1	40,1	35,1	33,3	42,7
SAINTJOHN	42,1	40,7	40	44,1	49,2	45,1	38,9	39,7	40,1	36,4	32,1	30,9	39,9
FREDERICTON	45,3	44,9	44,4	46,9	51,2	46,4	39,8	39,9	41,8	38,7	35,3	33,6	42,3
MONCTON	43,3	45,3	44,6	46,6	49,8	46,8	40	40,6	43,5	36,4	32,7	31,1	41,7
BATHURST	45,3	45,3	45,3	47,5	51,4	49	42,3	41,8	43,6	40,6	35	33,9	43,4
HALIFAX	41,4	42	41,8	44,7	47,7	43,6	38,8	39,2	41,1	35,4	31,4	30,5	39,8
SYDNEY	44,2	44,3	43,5	44,1	49,2	47,1	42,3	40,8	42,8	39,2	33,8	32,9	42
YARMOUTH	43,2	43,7	44,7	45,7	49	47,4	42,9	41,2	42,2	39,1	34,9	32,9	42,2
TRURO	40,7	40	41,5	44,7	47,5	43,6	38,3	38,4	40,8	35,4	31,2	30	39,3
CHARLOTTETOWN	51,3	42,9	42,9	45,4	47,3	48,6	48,6	45,8	42,3	43,6	40,5	35,3	44,5
STJOHNS	43,8	43,8	43,8	45,6	50,1	47,3	40,9	41,1	43	39,9	35,7	32,7	42,3
GANDER	45,6	45,6	45,6	47,4	51,8	49,2	43,5	43,7	45,7	42	38,5	34,9	44,4
CORNER BROOK	45,6	45,6	45,6	47,4	52,2	50	43,7	43,6	45,5	41,5	37,7	34,8	44,4
Canada Ave (V)	**39,6**	**40,1**	**38,6**	**43,2**	**47,5**	**43,4**	**35,9**	**38,6**	**42,9**	**35,8**	**31,1**	**28,4**	**38,7**
CANADA (S)	43,4	43,8	42,7	45,1	49,5	48,2	41,3	42	46,1	39,9	34,7	31,7	42,4
CANADA (P)	40,1	40,9	39,4	43,9	47,9	44	36,5	39	43	36,3	31,2	28,3	39,2
Western Average (P)	40,3	41,6	39,5	39,6	46,4	48,4	39,8	41,8	48,7	39,2	32,8	28,1	40,5
Ontario Average (P)	39,4	38,4	36,9	45,3	48,1	41	34,3	37,5	39,7	34	30,4	28,1	37,7
Québec Average (P)	38,5	41,6	40,8	44,8	47	40,8	33,5	35,9	39,3	34,2	28,3	26,8	37,6
Atlantic Average (P)	43,3	43	42,8	45,3	49,1	45,8	40,3	40,4	42	37,6	33,6	31,8	41,2

Large Markets Average (S)	40,8	41,6	39,7	43,3	48,1	45,6	37,8	40,2	44	37,1	31,5	28,7	39,9
Large Markets Average (P)	39,3	40,1	38,6	43,3	47,2	43	35,6	38,3	42	35,4	30,4	27,7	38,4
Small Markets Average (S)	46	45,9	45,7	46,7	50,9	50,9	44,7	43,8	48,2	42,8	37,9	34,8	44,9
Small Markets Average (P)	45,1	45,3	45	45,9	50,2	50,4	43,6	42,8	48	41,9	36,9	33,5	44
DATE (2001)	**Jan/jan**	**Feb/fev**	**Mar/mar**	**Apr/avr**	**May/mai**	**Jun/jui**	**Jul/jui**	**Aug/aou**	**Sep/sep**	**Oct/oct**	**Nov/nov**	**Dec/dec**	**Ave**

S-Simple V-Volume Weighted P-Population Weighted

Prepared by: MJ Ervin & Associates Inc, (403) 283-8704

2000	Regular Unleaded Gasoline / Essence ordinaire												Monthly / mensuelle
¢/litre	Average retail prices, self serve, excluding taxes / Prix au détail moyenne, libre service, sans taxes												
DATE (2000)	Jan/jan	Feb/fev	Mar/mar	Apr/avr	May/mai	Jun/jui	Jul/jui	Aug/aou	Sep/sep	Oct/oct	Nov/nov	Dec/dec	Ave
WHITEHORSE	52,8	53,8	56,1	57,7	58,1	60,1	61,5	62,7	64,3	66,1	66,2	66,2	60,5
VANCOUVER	29,5	28,8	39,2	36	38,2	39,6	44,3	43,3	44,7	44,3	43,5	41,4	39,4
VICTORIA	36,5	37,6	42,8	42,8	41,4	44,5	47,7	48,4	50,7	51,4	50,7	48,4	45,2
PRINCE GEORGE	34	39,3	42,9	42,5	42	44,3	45,7	44,1	47,2	48	47,1	46,4	43,6
KAMLOOPS	37,7	38,9	41,1	41,9	42	42,9	45,7	45,3	45,9	48,2	47,2	47,2	43,7
KELOWNA	37,3	39	43,4	42,5	41,9	43,4	46,2	46,2	49,6	48,4	47,5	47,1	44,4
YELLOWKNIFE	50,4	51,8	53,8	53,9	55,9	59,4	61,2	59,8	59,7	60,2	60,7	60,7	57,3
CALGARY	34,3	36,9	42,1	38,8	39	41,2	43,5	41,7	44,2	45,5	44,6	43,2	41,2
RED DEER	36,1	37,4	42	39	39,3	41	43,6	40,8	45,1	46,3	46,3	45,9	41,9
EDMONTON	34	36,8	42,2	38,9	39	41,3	42,6	39,8	45	45	42,2	42,1	40,7
LETHBRIDGE	38,9	38,2	43,1	41,2	41	42,8	45,4	44,6	45,2	46,3	46	45,4	43,2
REGINA	35,9	38	43,8	40,8	40	41,6	43,2	43,3	45,7	46	45,5	44,4	42,3
SASKATOON	35	37,8	43,8	40,6	40,2	41,6	43,7	43,2	45,8	45,8	45	44,1	42,2
PRINCE ALBERT	35,7	37,8	43,7	41,3	40,3	41,9	43,7	43,3	45,7	46,3	45,9	44,5	42,5
WINNIPEG	36,2	39,1	43,8	39,9	39	40,6	40	37,7	44,8	44,2	44,1	41,7	40,9
BRANDON	38,6	40,3	44,5	41,2	39,5	43,8	44,6	40,8	46,7	46,4	45,7	45,1	43,1
TORONTO	35,9	38,7	43	38	42,4	46,9	41,7	39,5	44,8	43,3	44,2	39,2	41,5
OTTAWA	33,7	36,8	40,4	35,9	40,2	40,6	38,7	37,6	41,9	42,4	43,1	39,8	39,2
WINDSOR	35,3	37,7	44	39,4	40,1	47,2	46,3	40,5	45,8	44,9	46,5	42,2	42,5
LONDON	35,1	37,4	42,9	36,2	39,4	43,5	40,1	37,7	44,9	43,1	45,8	42,9	40,7
SUDBURY	34	36,7	39,4	35,1	38,3	43,9	43,7	40,3	44,7	44,5	45,2	40,5	40,5
SAULT STE MARIE	38,4	39,7	46,6	44	43,5	48,7	47,9	44,3	47,7	49,4	47,5	45,9	45,3
THUNDER BAY	36,2	38,1	44,1	40,4	42,3	46,7	45,4	41,7	46,6	45,5	45,6	43,7	43
NORTH BAY	38,1	39,6	45,3	39,2	42,8	46,9	46,8	42,4	46	45,8	46,7	42,1	43,5
TIMMINS	38,7	39,5	47,1	43,5	42	46,6	45	43,3	47	48,2	48,7	47,4	44,7
HAMILTON	34,5	37,5	42,9	36,1	39,6	44,2	44	39,6	45,7	43	43,9	38,4	40,8
ST, CATHARINES	33,8	36,5	42,7	35,3	38,8	44	43,9	39,4	45,1	43,5	44,4	40,1	40,6
MONTRÉAL	33,2	36,8	40,4	35,8	39,3	44,2	42,6	40,7	44,1	44	43,7	39,5	40,4
QUÉBEC	32,3	35,1	39,1	33,5	36,7	40,7	38,8	37,6	39,8	40,3	40,7	38	37,7
SHERBROOKE	36	38	41,5	38,7	40,5	46,7	44,4	41,9	45,7	45,9	46,6	42,9	42,4
GASPÉ	40,1	42,5	46,3	39,5	42	47,9	47,3	43,9	48,6	48,2	48,7	44	44,9
CHICOUTIMI	38,8	40,1	46	42,5	40,4	48,5	47	45,3	47,6	48,1	49,3	45	44,9
SAINTJOHN	34,6	38,9	44,1	41,4	42,6	45,7	45	41,2	44,7	46,3	49,3	46,5	43,4
FREDERICTON	35,1	36	42,7	40,5	41,8	47,3	48,6	45,5	47,3	49,1	49,9	46,7	44,2
MONCTON	37,9	37,3	42,4	39,3	38,1	47,9	47,9	46,9	47,2	47,1	49,9	45,4	43,9
BATHURST	39,2	39,6	43,8	43,6	43,2	44,4	46,1	46,5	48,8	49,6	49,6	47,1	45,1
HALIFAX	37,3	38,5	42,6	40,1	41,1	44,7	45,1	41,5	44,6	45,9	47,5	43,8	42,7
SYDNEY	35	37,9	42,9	33,8	35,9	44,9	43,9	42,3	44,4	45,5	48,2	45,7	41,7
YARMOUTH	35,5	37,1	41,4	40,2	41,5	45,1	45,1	44,6	47,2	47,7	47,7	45,5	43,2
TRURO	37,3	38,3	43,8	39,1	40,9	45,6	43,4	40,5	45,1	45,6	47,1	43,9	42,5
CHARLOTTETOWN	36	36,3	38,4	38,4	41,2	42,2	42,2	46,7	45,2	46,9	49,9	48,7	42,7
STJOHNS	38,7	40,1	45,6	42,5	43,8	48,8	49,9	46,1	48,2	48,7	50,8	46,8	45,8
GANDER	40,4	42,1	47,3	44,7	45,1	50,3	51,4	48,9	49,3	50,1	52,3	48,8	47,6
CORNER BROOK	39,1	41	46,8	44,5	44,7	50,4	51,7	47,9	50	50,5	52,5	48,6	47,3
Canada Ave (V)	**34,6**	**37**	**42,2**	**38**	**40,6**	**44,2**	**42,9**	**41**	**44,8**	**44,5**	**44,7**	**41,1**	**41,3**
CANADA (S)	36,9	38,7	43,7	40,5	41,5	45,3	45,6	43,6	46,8	47,1	47,6	45,1	43,5
CANADA (P)	34,8	37,2	42,3	38,1	40,6	44,2	43,2	41,2	45,2	44,8	44,9	41,5	41,5
Western Average (P)	33,5	34,8	41,7	38,8	39,3	41,1	43,7	42,3	45,4	45,5	44,6	43,1	41,1
Ontario Average (P)	35,4	38,1	42,7	37,6	41,4	45,5	41,8	39,4	44,6	43,4	44,4	39,9	41,2
Québec Average (P)	33,4	36,7	40,5	35,7	39	43,9	42,2	40,5	43,7	43,7	43,6	39,6	40,2
Atlantic Average (P)	37,1	38,5	43,3	40,5	41,5	46,2	46,5	43,8	46,1	47,1	49,1	45,7	43,8
Large Markets Average (S)	35,1	37,3	42,6	38,6	40,1	43,9	43,7	41,3	45,2	45,1	45,6	42,5	41,7

Large Markets Average (P)	34,1	36,6	41,7	37,4	40,1	43,7	42,5	40,5	44,5	44,1	44,2	40,7	40,8
Small Markets Average (S)	38,8	40,2	44,8	42,4	42,9	46,7	47,5	46	48,3	49,1	49,6	47,7	45,3
Small Markets Average (P)	37,7	39	43,8	41,5	41,7	45,6	46,6	45,1	47,4	48,1	48,5	46,6	44,3
DATE (2000)	**Jan/jan**	**Feb/fev**	**Mar/mar**	**Apr/avr**	**May/mai**	**Jun/jui**	**Jul/jui**	**Aug/aou**	**Sep/sep**	**Oct/oct**	**Nov/nov**	**Dec/dec**	**Ave**

S-Simple V-Volume Weighted P-Population Weighted

Prepared by: MJ Ervin & Associates Inc, (403) 283-8704

Regular Unleaded Gasoline / Essence ordinaire

Monthly average, retail prices, self serve, excluding taxes / Moyenne mensuelle, prix au détail, libre service, sans taxes

¢/litre

1999	Jan/jan	Feb/fev	Mar/mar	Apr/avr	May/mai	Jun/jui	Jul/jui	Aug/aou	Sep/sep	Oct/oct	Nov/nov	Dec/dec	Ave
WHITEHORSE	42,7	40,5	41,1	44	46,1	47,2	47,7	49	50,3	50,9	50,9	51,2	46,8
VANCOUVER	11,7	14,1	14	25,5	26,1	26,5	26,9	26	28	26,4	27,1	24,7	23,1
VICTORIA	23,1	23,1	25	31,4	32,3	32,1	34,5	35,3	37,2	37,2	36,4	35	31,9
PRINCE GEORGE	25,3	25,2	25,5	24,7	29,6	31,2	31,2	34,2	35	35,4	34,1	34	30,5
KAMLOOPS	23,8	23,8	24,9	29,4	30,3	29,7	29,4	34,2	35,4	36,5	37,1	37,8	31
YELLOWKNIFE	45,3	45,3	45,3	43,2	44,3	45	45,3	46,9	47,4	48,9	48,1	50	46,2
CALGARY	24,8	24,1	25	27,2	29,5	29,3	31,2	34,2	35,6	35,1	33,3	34,7	30,3
EDMONTON	21,1	21,1	23,3	26,7	29,4	29	30,1	33,7	35	34,9	33,4	34,8	29,4
LETHBRIDGE	26,8	26,7	26,7	29,3	31,1	31,4	32,4	35	36,6	36,6	36,3	38,9	32,3
REGINA	26,4	25,7	25,9	29,1	30,4	30,4	32,3	35,3	36,6	36,1	34,8	36,6	31,6
SASKATOON	25,9	24,5	25,6	28,9	30,6	29,6	32,3	34,8	35,6	35,6	34,7	35,6	31,1
WINNIPEG	27,3	26,5	25,2	29,8	31,3	31,3	32,9	35,9	37,3	36,6	35,6	36,9	32,2
TORONTO	21,2	21,4	23,7	27,4	26,8	25,8	29	33,2	33,5	32,1	35,2	34,5	28,7
OTTAWA	19,1	20,6	22,7	23,3	23,7	24,5	29,7	30,5	31,8	30,7	32,3	33,9	26,9
WINDSOR	21,6	20,1	23,2	28,1	27,5	28,3	31,1	32,8	34,3	31,6	34	36	29
LONDON	22,5	21,6	24,3	28	28	28,2	31,5	32,7	34,1	33	32,6	34,2	29,2
SUDBURY	19,9	20,6	21,7	27,1	26,1	26,2	28,9	31,8	33,2	32,9	33,2	34,9	28
SAULT STE MARIE	23,5	23,2	25,2	29,8	29,4	29,1	31,9	35,6	36,2	37,1	37,3	40	31,5
THUNDER BAY	19	19,6	22,5	26,3	28,4	28	28,9	31,5	35,9	34,6	34,7	36,9	28,9
NORTH BAY	20,1	21,7	22,2	27,7	29,3	28	31,1	34,3	36	35,7	35,9	39	30,1
TIMMINS	25,3	24,9	26,1	29,8	29,8	28,9	33,1	35,6	35,4	38	37,9	39,2	32
MONTRÉAL	19	18,8	22,5	26,8	27	26	29,7	31,5	32,6	33	32,7	33,3	27,7
QUÉBEC	18,9	19,1	22,3	27,8	25,1	25,7	29	31	31,4	32,6	31,8	33,6	27,4
SHERBROOKE	21,3	21,4	23,1	28,2	28,2	28,2	29,1	33,9	34,9	36,6	35,7	37,2	29,8
GASPÉ	22,6	22,6	24,6	29,6	29,6	29,6	32,8	35,7	38,3	39,8	39,1	40	32
CHICOUTIMI	27,3	26,9	26,9	29,6	31	31,5	32,8	35,7	37,1	39,8	39,2	39	33,1
SAINTJOHN	22,8	23,4	23,4	28,1	30,3	30,7	32,8	35,2	35,8	34,7	34,9	36,4	30,7
FREDERICTON	25,5	24,9	23,7	27,2	30,4	29,6	32,6	35,4	36,6	37,1	36,7	37,5	31,4
MONCTON	17,4	24,1	25,2	28	30,5	31,4	32,9	35,4	36,5	36,6	34,6	40	31
BATHURST	26,2	26,2	26,3	28,1	29,1	29,6	30,7	35,4	36,2	37,3	37,5	39,2	31,8
HALIFAX	22,5	21,6	23,3	26,4	28,2	28,6	28,6	34	34,7	34,7	35,2	37,1	29,6
SYDNEY	25,5	26	26	26,8	25,5	25,6	28,8	32,7	34,8	36,5	36,4	36,4	30,1
YARMOUTH	25,2	25	24,8	26,1	27,6	26,7	29,4	32	34,7	35,5	35,5	35,5	29,8
TRURO	23,2	22,3	24	25,6	27,7	28,2	30,3	32,4	33,3	34,1	34,7	36,8	29,4
CHARLOTTETOWN	23,4	23,4	21,8	21,8	23,1	23,4	27,4	26,9	29,9	30,1	34,3	34,3	26,6
STJOHNS	25,4	24,8	24,7	27,3	30,4	29,1	31,2	33,4	35,4	36,9	36,9	39,5	31,2
GANDER	28	27	27	29,6	32,6	33,1	33,6	35	36,9	37,8	37,8	40,4	33,2
CORNER BROOK	27,1	26,5	26,5	29,9	31,8	32,4	33,3	34,3	36,2	37,8	37,6	39,2	32,7
CANADA +	**20,9**	**21**	**22,7**	**27,2**	**27,7**	**27,2**	**29,8**	**32,5**	**33,5**	**32,8**	**33,6**	**33,6**	**28,6**
CANADA ~	24,1	24,2	25,1	28,5	29,7	29,7	31,8	34,3	35,7	36	35,9	37,2	31
CANADA *	20,4	20,7	22,6	27,1	27,5	27,1	29,8	32,2	33,3	32,8	33,4	33,7	28,4
Western Average *	20	20,6	21,1	27,4	28,9	28,9	30,1	31,7	33,3	32,5	31,9	31,8	28,2
Ontario Average *	20,9	21,2	23,5	26,9	26,5	26	29,5	32,7	33,4	32,1	34,5	34,6	28,5
Québec Average *	19,4	19,3	22,6	27,1	26,9	26,3	29,7	31,7	32,7	33,3	32,9	33,7	28
Atlantic Average *	23,2	23,5	24,1	26,9	29	29,1	30,6	33,8	35,1	35,4	35,6	37,7	30,3
Large Markets Average ~	22	21,9	23,4	27,7	28,5	28,4	30,6	33,1	34,5	34,2	34,2	35,2	29,5
Large Markets Average *	20,2	20,4	22,4	27	27,3	27	29,7	32	33,1	32,5	33,2	33,5	28,2
Small Markets Average ~	26,5	26,6	27	29,5	31	31,1	33	35,5	37	37,9	37,9	39,4	32,7
Small Markets Average *	24,4	25,2	25,6	28,4	30	30,1	32,1	34,8	36,1	36,8	36,7	38,6	31,6

* weighted by population

+ weighted by volume

~ simple average

R=revised/revisé

MJ Ervin & Associates

Last Updated on 1/4/00

Changements climatiques

Plan pour une économie verte 2030
Transition énergétique
Marché du carbone
Engagements du Québec
Partenariats
Gaz à effet de serre
Plan d'action 2013-2020
Déclaration obligatoire des émissions atmosphériques
Réglementation - véhicules
Le climat du Québec
Air

Revenus des ventes aux enchères versés au Fonds d'électrification et de changements climatiques

Depuis le 3 décembre 2013, le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP) tient, chaque trimestre, une vente aux enchères durant laquelle il vend des unités d'émission de gaz à effet de serre. La totalité des revenus de ces ventes est versée au Fonds d'électrification et de changements climatiques (FECC)[1].

Les unités d'émission des gouvernements partenaires étant parfaitement fongibles, les émetteurs et les participants peuvent les acquérir indépendamment de leur origine.

Lors des enchères conjointes, le prix minimal correspond au plus élevé entre le prix minimal des gouvernements partenaires, une fois converti en une même devise. Le taux de conversion de référence de la vente aux enchères est le taux moyen quotidien de la Banque du Canada, le premier jour ouvrable précédant l'événement[2]. Les enchérisseurs canadiens ont toutefois l'option de payer leur dû en dollars canadiens ou américains.

Cette possibilité fait en sorte qu'une part des revenus doit être convertie d'une devise vers l'autre. L'évolution du taux de change entre la veille de la vente aux enchères et le moment où la conversion devient possible peut faire varier sensiblement le montant versé au FECC. Le tableau ci-dessous présente, pour chaque vente aux enchères, la valeur des revenus qui y ont été versés.

Montants versés au Fonds d'électrification et de changements climatiques provenant de la vente aux enchères d'unités d'émission de gaz à effet de serre, au 18 décembre 2025
(en dollars canadiens)

Ventes aux enchères - Québec seulement	Millésimes présents		Millésimes futurs		Montant versé au FECC
	Unités vendues	Prix de vente	Unités vendues	Prix de vente	
3 décembre 2013	1 025 000	10,75	1 708 000	10,75	29 379 750,00
4 mars 2014	1 035 000	11,39	1 285 000	11,39	26 424 800,00
27 mai 2014	1 049 111	11,39	1 302 000	11,39	26 779 154,29
26 août 2014	694 000	11,39	1 455 000	11,39	24 477 110,00
Sous-total	**3 803 111**		**5 750 000**		**107 060 814,29**

Ventes aux enchères conjointes - Québec-Californie	Millésimes présents		Millésimes futurs		Montant versé au FECC (3)
	Unités vendues	Prix de vente	Unités vendues	Prix de vente	
25 novembre 2014	1 049 114	13,68	1 527 000	13,41	34 687 822,04
18 février 2015 (4)	11 171 647	15,14	1 474 000	15,01	191 239 426,43
21 mai 2015	13 118 323	15,01	1 386 463	14,78	217 312 458,20
18 août 2015	11 171 647	16,39	1 474 000	16,10	207 019 309,08
17 novembre 2015	11 171 647	17,00	1 474 000	16,89	214 622 654,04
17 février 2016	11 149 718	17,64	1 320 037	17,64	219 533 976,21
18 mai 2016	1 085 305	16,40	128 887	16,40	19 999 969,52
16 août 2016	3 520 244	16,45	108 440	16,45	59 541 579,86
15 novembre 2016	8 942 291	17,29	143 835	17,29	156 984 054,36
22 février 2017	1 555 604	17,84	98 660	17,84	29 481 711,11
16 mai 2017	8 676 131	18,82	297 950	18,51	168 413 711,64
15 août 2017	8 676 131	18,74	1 368 500	18,49	187 694 463,82
14 novembre 2017	10 845 165	19,10	1 368 500	18,72	232 877 186,73
21 février 2018(5)	9 663 522	18,44	953 314	18,34	196 049 713,71
15 mai 2018(5)	9 663 522	18,72	673 301	18,56	193 515 761,42
14 août 2018	9 663 522	19,77	1 381 500	19,57	217 946 931,01
14 novembre 2018	9 663 522	20,27	1 381 500	20,30	223 928 934,91
20 février 2019	9 574 976	20,82	894 008	20,68	217 730 082,38
14 mai 2019	9 574 976	23,48	1 350 500	23,42	256 357 481,01
20 août 2019	9 574 976	22,82	1 350 500	22,41	248 705 259,52
19 novembre 2019	9 574 980	22,46	1 350 500	22,20	245 213 275,76
19 février 2020	9 068 906	23,69	1 319 750	23,86	246 468 654,35
20 mai 2020	3 335 153	23,17	268 295	23,17	81 893 811,48
18 août 2020	6 444 090	22,03	1 319 750	22,10	171 045 619,91
17 novembre 2020	7 255 128	22,15	1 319 750	22,70	190 486 111,81
17 février 2021	7 230 807	22,58	1 288 750	22,84	192 697 336,10
19 mai 2021	9 861 797	22,66	1 288 750	22,95	253 011 970,65
18 août 2021	9 038 508	29,41	1 288 750	29,90	304 236 334,56
17 novembre 2021	9 038 508	35,47	1 288 750	42,68	375 948 005,00
16 février 2022	9 093 457	37,14	1 120 973	25,10	365 891 930,48
18 mai 2022	8 405 633	39,59	1 257 750	36,10	378 111 918,54
17 août 2022	7 126 954	34,74	1 257 750	38,60	296 329 526,40

16 novembre 2022	7 134 456	35,62	1 257 750	34,55	297 692 846,41
15 février 2023	6 754 558	37,17	1 227 000	36,04	294 900 713,61
17 mai 2023	6 754 558	40,81	1 227 000	40,44	325 359 646,55
16 août 2023	6 754 558	47,46	1 227 000	46,05	377 145 539,76
15 novembre 2023	6 754 560	53,16	1 227 000	51,33	421 939 134,86
14 février 2024	6 291 065	56,61	1 196 000	55,58	422 542 251,41
22 mai 2024	6 291 308	50,53	1 196 000	52,34	380 529 671,96
14 août 2024	6 291 135	41,50	1 196 000	40,83	309 629 813,47
20 novembre 2024	6 291 066	44,61	1 196 000	42,17	331 120 928,97
19 février 2025	6 085 193	41,54	1 165 250	39,74	299 189 787,39
21 mai 2025	5 232 074	36,05	1 165 250	36,44	230 841 229,30
20 août 2025	6 103 930	39,84	1 165 250	39,48	289 018 129,31
19 novembre 2025	6 103 974	39,64	1 165 250	41,45	290 243 800,31
Sous-total	**347 828 339**		**50 135 163**		**10 865 130 475,35**
Total	**351 631 450**		**55 885 163**		**10 972 191 289,64**

Montants versés au Fonds d'électrification et de changements climatiques provenant de la vente aux enchères des unités d'émission mises en consigne[6]

Ventes aux enchères conjointes - Québec-Californie	Unités d'émission mises en consigne vendues	Prix de vente ($ US)	Taux de change	Montant réservé au nom des émetteurs admissibles (en $ CA)
14 février 2024	40 048	41,76	1,3556	2 267 111,51
22 mai 2024	40 071	37,02	1,3649	2 024 731,45
14 août 2024	40 084	30,24	1,3723	1 663 419,94
20 novembre 2024	40 101	31,91	1,3981	1 789 040,79
19 février 2025	77 490	29,27	1,4193	3 219 160,17
21 mai 2025	77 507	25,87	1,3935	2 794 115,34
20 août 2025	77 524	28,76	1,3852	3 088 428,40
19 novembre 2025	77 549	28,32	1,3997	3 074 003,90
Sous-total	**470 374**			**19 920 011,50**

(1) Depuis le 1er novembre 2020, le FECC se substitue à l'ancien Fonds vert.

(2) Avant le 1er mars 2017, la Banque du Canada publiait un taux de change à midi, en plus d'un taux moyen quotidien. Ce taux de change publié à midi a été utilisé pour toutes les ventes aux enchères qui ont eu lieu avant cette date.

(3) Les ventes aux enchères conjointes requièrent qu'une partie des revenus soit convertie. Le moment où les devises sont converties et les frais de transaction qui y sont associés sont susceptibles d'affecter le montant versé au FECC. Ainsi, lorsqu'on multiplie le nombre d'unités vendues par le prix de vente, il est possible que le résultat diffère légèrement du montant versé au FECC.

(4) L'augmentation du nombre d'unités mises en vente en 2015 résulte de l'assujettissement des distributeurs de carburants au 1er janvier 2015.

(5) Vente aux enchères conjointe incluant la Californie, le Québec et l'Ontario.

(6) Dans le cadre du mécanisme de mise en consigne d'unités d'émission, ces sommes réservées au nom des émetteurs admissibles serviront principalement à financer des projets de réduction d’émissions de GES. Les revenus sont calculés conformément à l’article 54.1 du Règlement concernant le système de plafonnement et d’échange de droits d’émission de gaz à effet de serre.

Pour plus de détails concernant les unités mises en consigne, consultez la page Allocation gratuite d’unités d’émission.

Environnement, Lutte contre les changements climatiques, Faune et Parcs

Québec

© Gouvernement du Québec, 2026

Régie de l'énergie Québec

Historique des taux de la quote-part annuelle payable par les distributeurs d'énergie tels que déterminés par la Régie de l'énergie

		Taux par forme d'énergie [2]						
		Électricité	Essence	Diesel	Mazout leger	Mazout lourd	Propane	Gaz naturel
Date de la déclaration[1]	Période d'application de la quote-part:	¢ / kWh	¢ / litre					¢ / m^3
Financement du plan d'ensemble en efficacité et innovation énergétiques								
Le 31 mars 2007	Du 1er avril 2007 au 31 mars 2008	0,0106	0,0140		0,0893		0,0157	0,0440
Le 31 mars 2008	Du 1er avril 2008 au 31 mars 2009	0,0171	0,0298	0,0077	0,2167	0,0090	0,0108	0,0241
Le 31 mars 2009	Du 1er avril 2009 au 31 mars 2010	0,0259	0,0517	0,0504	0,8749	-0,0682	0,1174	0,0485
Le 31 mars 2010	Du 1er avril 2010 au 31 mars 2011	0,0175	0,0264	0,0336	-0,2303	0,0959	-0,0450	0,0626
Le 31 mars 2011	Du 1er avril 2011 au 31 mars 2012	0,0303	0,0401	0,0337	0,5586	0,1026	0,0736	0,0728
Le 31 mars 2012	Du 1er avril 2012 au 31 mars 2013	0,0208	0,0156	0,0206	0,0356	0,0929	0,1041	0,0501
Le 31 mars 2013	Du 1er avril 2013 au 31 mars 2014	0,0150	0,0133	0,0251	0,4283	0,0912	0,0232	0,0251
Le 31 mars 2014	Du 1er avril 2014 au 31 mars 2015	0,0146	0,0000	0,0545	0,7520	0,4635	0,0304	0,1348
Le 31 mars 2015	Du 1er avril 2015 au 31 mars 2016	0,0203	0,0083	0,0138	0,2300	1,1955	0,0691	0,1627
Le 31 mars 2016	Du 1er avril 2016 au 31 mars 2017	0,0216	0,0096	0,0200	0,1745	0,1282	0,0347	0,0946
Le 31 mars 2017	Du 1er avril 2017 au 31 mars 2018[3]	s/o	s/o	s/o	s/o	s/o	s/o	s/o
Financement du plan directeur								
Le 31 mars 2018	Du 1er avril 2018 au 31 mars 2019	0,0354	0,0309	0,0476	0,5990	0,7052	0,1042	0,2738
Le 31 mars 2019	Du 1er avril 2019 au 31 mars 2020	0,0341	0,0328	0,0472	0,5947	1,6723	0,1023	0,2579
Le 31 mars 2020	Du 1er avril 2020 au 31 mars 2021	0,0347	0,0327	0,0451	0,6123	0,5886	0,0689	0,2520
Le 31 mars 2021	Du 1er avril 2021 au 31 mars 2022	0,0353	0,0368	0,0491	0,6700	0,8607	0,1054	0,2699
Le 31 mars 2022	Du 1er avril 2022 au 31 mars 2023	0,0346	0,0360	0,0464	0,7126	0,4329	0,1134	0,2652
Le 31 mars 2023	Du 1er avril 2023 au 31 mars 2024	0,0337	0,0335	0,0490	0,7537	0,3365	0,1031	0,2518
Le 31 mars 2024	Du 1er avril 2024 au 31 mars 2025	0,0343	0,0379	0,0511	1,0088	0,2908	0,1159	0,2607
Le 31 mars 2025	Du 1er avril 2025 au 31 mars 2026	0,0343	0,0362	0,0486	0,9841	0,7186	0,1067	0,2643

[1] Au 31 mars de chaque année, les distributeurs doivent transmettre à la Régie de l'énergie (la Régie) leur déclaration de volumes attribuables pour la période couverte par leur exercice financier complet précédent.

[2] Pour chaque forme d'énergie, le taux est obtenu en divisant l'apport financier global réparti par forme d'énergie fixé annuellement par décret par le gouvernement ou par décision de la Régie, par le volume total de cette forme d'énergie déterminé par la Régie sur la base des déclarations des distributeurs.

[3] En vertu de l'article 86 de la Loi sur Transition énergétique Québec (TEQ), le montant de la quote-part annuelle payable par les distributeurs d'énergie, déterminé pour l'exercice financier 2016-2017 est demeuré le même en 2017-2018 et jusqu'à ce qu'il soit remplacé par la Régie.

Régie de l'énergie Québec

FINANCEMENT DES ACTIONS POUR LA RÉDUCTION DES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE ET L'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES - (Fonds vert MDDEFP)

			Taux par type de produit [3]									
		Taux applicable[2]	Essence	Diesel	Mazout leger	Mazout lourd	Propane	Coke Petrole	Anthracite	Bitum Can	Bitum USA	Gaz naturel
Date de la déclaration[1]	**Période d'application de la redevance:**	**$ / tonne de CO_2**	**¢ / litre**					**¢ / kg**				**¢ / m^3**
Le 31 mars 2007	Du 1er octobre 2007 au 30 septembre 2008	3,965031986	0,9357	1,0825	1,1221	1,2252	0,5948	1,2648	0,9476	0,8917	0,9290	0,7498
Le 31 mars 2008	Du 1er octobre 2008 au 30 septembre 2009	3,882757648	0,9163	1,0600	1,0988	1,1998	0,5824	1,2386	0,9280	0,8732	0,9097	0,7342
Le 31 mars 2009	Du 1er octobre 2009 au 30 septembre 2010	3,947048606	0,9315	1,0775	1,1170	1,2196	0,5921	1,2591	0,9433	0,8877	0,9248	0,7464
Le 31 mars 2010	Du 1er octobre 2010 au 30 septembre 2011	4,230503466	0,9984	1,1549	1,1972	1,3072	0,6346	1,3495	1,0111	0,9514	0,9912	0,8000
Le 31 mars 2011	Du 1er octobre 2011 au 30 septembre 2012	4,260248256	1,0054	1,1630	1,2057	1,3164	0,6390	1,3590	1,0182	0,9581	0,9982	0,8056
Le 31 mars 2012	Du 1er octobre 2012 au 30 septembre 2013	4,264503710	1,0064	1,1642	1,2069	1,3177	0,6397	1,3604	1,0192	0,9591	0,9992	0,8064
Le 31 mars 2013	Du 1er octobre 2013 au 30 septembre 2014	4,264503710	1,0064	1,1642	1,2069	1,3177	0,6397	1,3604	1,0192	0,9591	0,9992	0,8064
Le 31 mars 2014	Du 1er octobre au 31 décembre 2014	4,264503710	1,0064	1,1642	1,2069	1,3177	0,6397	1,3604	1,0192	0,9591	0,9992	0,8064

[1] Au 31 mars de chaque année, les distributeurs doivent transmettre à la Régie de l'énergie leur déclaration de volumes et masses attribuables pour la période couverte par leur exercice financier complet précédent.

[2] Le taux applicable est calculé à partir de l'apport financier annuel fixé par le gouvernement et de la quantité totale d'émission de CO_2 attribuable aux volumes et masses de produits déterminés par la Régie de l'énergie sur la base des déclarations des distributeurs.

[3] Ces taux sont obtenus en divisant le taux applicable en $/tonne de CO_2 par les coefficients d'émissions de CO_2 indiqués en Annexe du Règlement relatif à la redevance annuelle au Fonds vert.

Tableau 2

Prix au détail hors taxes de l'essence ordinaire au Canada

Moyennes mensuelles, prix au détail, libre-service, sans taxes et redevances vertes

¢/litre

1999	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Moyenne
Province de l'Ouest	20,0	20,6	21,1	27,4	28,9	28,9	30,1	31,7	33,3	32,5	31,9	31,8	**28,2**
Ontario	20,9	21,2	23,5	26,9	26,5	26,0	29,5	32,7	33,4	32,1	34,5	34,6	**28,5**
Québec	19,4	19,3	22,6	27,1	26,9	26,3	29,7	31,7	32,7	33,3	32,9	33,7	**28,0**
Provinces de l'Atlantique	23,2	23,5	24,1	26,9	29,0	29,1	30,6	33,8	35,1	35,4	35,6	37,7	**30,3**

2000	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Moyenne
Province de l'Ouest	33,5	34,8	41,7	38,8	39,3	41,1	43,7	42,3	45,4	45,5	44,6	43,1	**41,2**
Ontario	35,4	38,1	42,7	37,6	41,4	45,5	41,8	39,4	44,6	43,4	44,4	39,9	**41,2**
Québec	33,4	36,7	40,5	35,7	39,0	43,9	42,2	40,5	43,7	43,7	43,6	39,6	**40,2**
Provinces de l'Atlantique	37,1	38,5	43,3	40,5	41,5	46,2	46,5	43,8	46,1	47,1	49,1	45,7	**43,8**

2001	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Moyenne
Province de l'Ouest	40,3	41,6	39,5	39,6	46,4	48,4	39,8	41,8	48,7	39,2	32,8	28,1	**40,5**
Ontario	39,4	38,4	36,9	45,3	48,1	41,0	34,3	37,5	39,7	34,0	30,4	28,1	**37,8**
Québec	38,5	41,6	40,8	44,8	47,0	40,8	33,5	35,9	39,3	34,2	28,3	26,8	**37,6**
Provinces de l'Atlantique	43,3	43,0	42,8	45,3	49,1	45,8	40,3	40,4	42,0	37,6	33,6	31,8	**41,3**

2002	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Moyenne
Province de l'Ouest	29,8	30,6	36,4	41,2	42,7	44,1	44,5	46,1	44,8	44,3	44,3	41,6	**40,9**
Ontario	29,4	29,8	36,2	39,2	36,6	37,6	39,2	41,3	41,5	43,3	41,3	41,4	**38,1**
Québec	27,4	29,4	36,4	36,4	35,1	33,5	38,9	38,3	38,8	41,5	38,1	38,9	**36,1**
Provinces de l'Atlantique	32,0	32,5	35,8	40,5	40,2	39,7	40,7	42,8	43,1	44,3	44,2	43,0	**39,9**

2003	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Moyenne
Province de l'Ouest	44,8	49,7	51,7	44,7	41,2	41,9	41,2	47,4	46,4	38,9	38,8	36,7	**43,6**
Ontario	45,7	50,3	48,7	41,4	36,6	38,5	39,4	45,9	43,6	39,6	39,5	39,7	**42,4**
Québec	42,4	48,5	46,9	39,4	35,6	37,3	38,6	43,8	41,4	38,2	36,6	39,0	**40,6**
Provinces de l'Atlantique	46,7	49,6	50,0	43,9	38,4	39,5	41,5	45,3	46,1	41,2	39,5	40,4	**43,5**

2004	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Moyenne
Province de l'Ouest	41,2	45,1	47,8	50,7	58,8	58,7	54,9	54,1	53,5	53,6	53,6	47,9	**51,7**
Ontario	44,8	46,6	44,5	45,7	56,1	52,2	51,5	50,4	51,0	53,5	48,7	43,4	**49,0**
Québec	42,5	44,0	47,0	46,3	56,0	52,4	49,6	49,6	50,9	55,0	48,3	42,3	**48,7**
Provinces de l'Atlantique	43,3	45,7	48,5	48,8	56,8	56,7	54,4	54,5	54,3	56,3	52,7	47,4	**51,6**

2005	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Moyenne
Province de l'Ouest	48,7	53,0	57,1	63,4	59,9	61,6	63,5	69,3	76,9	69,5	58,9	56,3	**61,5**
Ontario	48,3	49,6	54,3	57,9	54,5	58,1	59,9	67,3	79,2	67,2	56,0	59,9	**59,4**
Québec	45,0	49,3	53,6	55,7	53,4	58,9	59,9	66,7	78,8	66,0	54,3	56,4	**58,2**
Provinces de l'Atlantique	48,1	51,7	56,0	59,5	57,6	59,9	62,5	68,3	80,3	70,3	58,3	60,5	**61,1**

2006	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Moyenne
Province de l'Ouest	59,4	56,4	64,8	74,3	77,8	75,4	80,6	80,6	64,1	59,7	59,9	62,7	**68,0**
Ontario	63,7	55,1	61,8	69,9	67,4	69,7	74,5	68,9	55,4	53,8	55,0	57,6	**62,7**
Québec	61,1	54,6	62,2	70,8	68,9	68,0	74,4	71,4	56,7	51,9	55,0	58,7	**62,8**
Provinces de l'Atlantique	63,6	58,5	64,3	74,1	73,4	72,5	76,1	76,5	61,5	56,8	56,9	61,8	**66,3**

2007	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Moyenne
Province de l'Ouest	61,0	61,9	71,0	76,3	85,1	78,4	78,8	74,1	75,8	70,3	73,8	73,1	**73,3**
Ontario	51,6	59,1	70,2	70,6	75,0	71,9	69,4	65,0	66,1	64,8	71,1	69,7	**67,0**
Québec	55,2	56,4	68,8	70,1	75,6	69,5	69,9	65,2	64,7	64,7	68,0	71,1	**66,6**
Provinces de l'Atlantique	58,9	58,7	70,6	73,7	77,4	74,6	73,6	67,3	69,1	67,1	73,0	73,4	**69,8**

2008	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Moyenne
Province de l'Ouest	74,8	77,0	82,8	90,4	97,5	105,2	105,5	100,9	100,2	80,6	62,2	48,8	**85,5**
Ontario	73,2	73,8	76,8	85,0	94,3	100,9	101,0	93,8	92,0	71,7	54,2	44,8	**80,1**
Québec	72,5	73,7	74,1	82,9	92,3	98,8	98,6	88,1	89,5	69,5	52,4	42,8	**77,9**
Provinces de l'Atlantique	75,5	74,3	78,9	83,8	92,4	99,5	100,4	92,5	92,7	75,1	56,5	44,8	**80,5**

2009	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Moyenne
Province de l'Ouest	54,2	58,7	61,0	61,6	65,7	72,5	68,4	70,3	70,1	66,7	68,9	65,7	**65,3**
Ontario	49,6	52,3	55,2	56,1	64,0	69,2	63,4	68,0	64,0	65,7	68,3	65,1	**61,7**
Québec	47,7	51,5	53,1	52,8	61,1	66,6	62,1	66,0	64,6	61,8	65,8	61,0	**59,5**
Provinces de l'Atlantique	45,7	52,4	53,3	55,9	61,3	68,9	64,8	67,7	65,7	63,2	69,2	65,6	**61,1**

2010	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Moyenne
Province de l'Ouest	68,4	67,6	70,4	71,2	72,5	69,6	70,8	71,5	70,8	71,0	71,0	74,2	**70,8**
Ontario	68,8	67,0	70,2	70,9	69,0	66,5	65,9	65,0	64,8	69,0	71,1	73,9	**68,5**
Québec	66,6	65,3	68,8	69,4	64,1	64,2	63,4	63,2	62,1	66,2	71,3	74,3	**66,6**
Provinces de l'Atlantique	68,9	66,8	70,5	70,5	69,4	65,8	66,8	66,1	65,6	69,4	71,1	74,2	**68,8**

2011	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Moyenne
Province de l'Ouest	78,1	79,0	87,1	91,5	95,2	89,5	88,3	88,5	89,2	88,9	84,0	79,6	**86,6**
Ontario	76,1	76,6	82,9	91,1	92,6	87,9	89,6	88,1	86,6	84,3	81,7	80,1	**84,8**
Québec	75,9	73,8	84,9	92,4	88,0	84,3	86,1	85,9	85,3	84,7	84,0	80,0	**83,7**
Provinces de l'Atlantique	77,2	77,2	85,1	91,2	90,0	86,5	87,1	87,0	87,8	86,3	84,4	82,3	**85,2**

2012	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Moyenne
Province de l'Ouest	81,1	84,5	91,1	93,7	92,5	92,4	88,8	89,9	91,0	89,7	79,9	76,8	**87,6**

Ontario	83,6	87,6	90,3	93,9	88,6	83,7	85,0	89,2	90,3	86,0	83,7	81,4	**86,9**
Québec	86,3	89,1	90,2	93,4	87,4	82,4	85,2	89,8	91,3	89,7	83,4	80,3	**87,3**
Provinces de l'Atlantique	87,0	91,7	94,8	99,5	90,1	85,1	84,2	89,9	95,7	91,8	85,9	82,6	**89,9**

2013	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Moyenne
Province de l'Ouest	75,6	86,3	89,6	86,9	96,3	98,4	96,3	93,7	91,3	85,2	81,7	81,3	**88,6**
Ontario	83,6	90,6	90,0	85,4	86,2	88,2	90,8	90,6	90,7	85,2	86,0	88,5	**88,0**
Québec	83,7	91,0	89,3	86,1	86,1	86,8	89,6	89,7	89,9	82,8	84,8	86,7	**87,2**
Provinces de l'Atlantique	85,8	93,8	92,9	87,3	86,1	87,4	91,4	92,6	92,7	85,7	85,7	89,0	**89,2**

2014	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Moyenne
Province de l'Ouest	81,4	85,0	92,8	97,5	97,5	100,4	95,5	93,7	92,0	84,4	79,1	65,7	**88,8**
Ontario	87,0	90,6	90,9	95,1	95,2	98,6	95,5	91,5	90,1	82,0	77,1	65,5	**88,3**
Québec	88,4	87,5	89,1	91,9	92,8	93,2	90,7	88,8	89,2	82,8	76,4	66,3	**86,4**
Provinces de l'Atlantique	90,2	93,1	95,3	96,3	96,5	95,6	94,0	90,9	91,3	86,6	78,4	67,3	**89,6**

2015	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Moyenne
Province de l'Ouest	55,7	65,2	71,6	70,4	75,4	82,0	82,8	82,4	73,1	73,8	72,2	66,1	**72,6**
Ontario	55,8	63,1	67,8	68,9	74,4	79,9	81,5	74,6	67,2	63,1	64,5	63,1	**68,7**
Québec	54,1	58,5	66,8	67,7	71,0	74,9	75,2	68,2	62,5	58,5	59,5	56,3	**64,4**
Provinces de l'Atlantique	57,1	63,6	70,0	71,0	75,5	79,5	78,4	72,6	64,8	61,7	61,9	60,0	**68,0**

2016	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Moyenne
Province de l'Ouest	57,1	50,4	60,1	63,4	70,0	76,7	69,5	70,0	70,1	73,4	64,6	71,4	**66,4**
Ontario	57,7	53,5	56,8	64,0	69,3	68,7	65,7	64,3	64,1	67,3	64,5	69,0	**63,7**
Québec	53,4	48,2	49,1	56,1	59,0	59,1	56,6	57,7	60,9	64,2	60,9	64,8	**57,5**
Provinces de l'Atlantique	56,5	51,4	52,6	62,0	65,9	65,6	61,0	61,0	64,8	67,6	65,5	69,6	**62,0**

2017	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Moyenne
Province de l'Ouest	75,3	70,4	73,7	79,9	75,3	71,8	71,3	75,2	77,6	76,8	85,7	80,0	**76,1**
Ontario	69,5	66,0	65,1	73,6	70,5	66,0	67,2	69,1	75,6	72,0	78,6	77,4	**70,9**
Québec	65,4	62,3	62,6	69,5	67,4	62,9	61,8	65,8	72,4	66,8	73,1	69,2	**66,6**
Provinces de l'Atlantique	72,5	67,2	66,4	72,5	69,1	66,2	64,7	67,9	75,3	68,7	76,0	72,5	**69,9**

2018	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Moyenne
Province de l'Ouest	82,8	82,5	88,3	95,0	100,1	96,9	99,4	95,4	95,6	94,1	82,5	75,2	**90,7**
Ontario	80,4	79,1	81,9	88,8	91,7	88,9	89,6	88,0	84,7	80,2	73,8	67,6	**82,9**
Québec	73,2	73,3	76,1	82,6	87,0	84,3	82,8	83,1	84,1	78,4	65,9	61,1	**77,7**
Provinces de l'Atlantique	75,0	74,5	74,8	82,7	88,3	85,0	85,5	84,3	84,0	83,4	71,6	64,3	**79,5**

2019	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Moyenne
Province de l'Ouest	70,6	75,0	86,9	98,6	99,1	86,4	87,8	83,2	84,8	86,7	78,5	77,2	**84,6**
Ontario	64,7	64,7	76,8	82,9	84,2	76,7	82,1	76,2	74,4	74,4	73,7	73,3	**75,3**
Québec	60,4	61,4	72,5	80,8	82,6	73,8	78,0	71,1	69,9	69,4	69,3	69,4	**71,5**
Provinces de l'Atlantique	62,4	65,7	75,8	84,8	84,2	73,1	79,3	75,2	73,4	73,6	74,2	73,5	**74,6**

2020	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Moyenne
Province de l'Ouest	78,0	78,6	60,1	39,9	56,7	67,3	70,9	69,6	70,5	68,0	66,9	68,4	**66,2**
Ontario	72,5	68,7	48,7	38,7	49,4	57,4	61,2	60,8	59,2	58,0	56,7	60,6	**57,7**
Québec	68,4	66,5	50,2	36,5	46,4	54,3	58,8	57,8	56,3	54,5	54,2	57,5	**55,1**
Provinces de l'Atlantique	73,8	69,5	53,6	36,3	45,1	54,5	59,4	58,4	58,3	58,7	56,8	61,3	**57,1**

2021	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Moyenne
Province de l'Ouest	74,0	81,2	88,3	90,6	94,0	96,8	103,4	102,3	98,0	104,7	103,3	98,8	**94,6**
Ontario	66,6	73,2	78,4	78,0	81,6	83,7	86,8	87,8	88,2	94,7	93,9	88,2	**83,4**
Québec	63,0	69,2	75,1	74,7	79,2	81,2	84,0	85,7	86,3	92,8	94,1	89,4	**81,2**
Provinces de l'Atlantique	68,8	75,1	84,0	83,9	86,3	87,7	92,6	92,4	93,4	99,0	99,1	91,9	**87,9**

2022	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Moyenne
Province de l'Ouest	105,5	112,8	133,4	132,7	148,3	162,7	149,4	128,6	129,4	142,6	123,8	103,2	**131,0**
Ontario	95,3	105,7	119,9	118,5	139,6	146,5	130,8	116,6	101,8	115,8	113,2	94,5	**116,5**
Québec	94,4	104,2	119,2	117,2	139,0	148,5	132,2	119,7	101,5	111,4	112,6	93,4	**116,1**
Provinces de l'Atlantique	98,1	108,5	123,2	123,1	144,3	155,7	139,2	124,7	109,6	120,2	123,3	101,2	**122,6**

2023	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Moyenne
Province de l'Ouest	111,3	112,5	115,2	120,0	119,2	124,1	120,8	127,5	125,7	115,7	110,2	100,7	**116,9**
Ontario	101,2	98,2	99,1	105,3	104,7	107,3	109,8	116,2	113,2	101,9	98,3	93,9	**104,1**
Québec	100,5	98,3	99,3	105,8	105,6	107,2	108,5	116,0	113,2	103,2	98,8	94,4	**104,2**
Provinces de l'Atlantique	107,9	108,6	107,3	117,7	108,4	110,3	114,3	124,5	124,3	110,0	105,1	99,7	**111,5**

2024	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Moyenne
Province de l'Ouest	95,8	103,6	118,1	124,3	119,3	112,0	114,0	112,4	103,1	104,1	102,0	100,3	109,1
Ontario	93,8	98,0	102,9	111,6	109,5	106,6	110,6	105,7	94,8	97,2	97,8	97,3	102,2
Québec	93,9	97,6	100,5	110,0	109,1	105,0	108,2	103,1	94,7	95,0	96,0	95,5	100,7
Provinces de l'Atlantique	98,8	104,3	108,4	116,6	115,3	109,0	112,2	107,1	96,0	97,1	98,4	96,9	105,0

2025	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Moyenne
Province de l'Ouest	108,0	112,8	109,4	109,4	113,4	110,1	109,1	112,7	113,7	105,9	106,0	94,7	**108,8**
Ontario	100,8	100,6	98,7	98,0	101,1	100,9	100,1	100,7	103,5	98,0	101,6	92,0	**99,7**
Québec	99,6	98,9	96,1	96,6	97,7	97,6	95,6	97,0	100,0	93,2	94,2	87,3	**96,2**
Provinces de l'Atlantique	102,8	104,2	99,5	101,5	103,1	102,9	103,5	105,6	107,8	103,0	106,5	96,7	**103,1**

La redevance verte est soustraite du 1er avril 2007 à décembre 2014.
La quote-part est soustrait à compter du 1er avril 2007.
Les frais du SPEDE sont sonstraits à compter de janvier 2015 au Québec.
Les frais du SPEDE sont soustraits de janvier 2017 à octobre 2018 en Ontario.

Source : Kalibrate., Essence ordinaire, Prix au détail, moyennes mensuelles, libre-service, sans taxes, 1999 à 2025.

CHAIRE D'ÉTUDES SOCIO-ÉCONOMIQUES

LES COMPOSANTES DU COÛT D'EXPLOITATION

Ahmed Naciri, Ph.d.
UQAM

Mai 1998

TABLE DES MATIÈRES

Titre	Page
Table des matières	i
Liste des tableaux	ii
Liste des graphiques	iii
Rapport sommaire	1
1. Introduction	4
2. Classements des coûts	5
A. Coût d'un produit et coût d'une période	6
B. Coûts fixes et coûts variables	6
C. Coûts répétitifs et non répétitifs	10
D. Coût total et coût unitaire	11
E. Coûts directs et coûts indirects	12
F. Coûts de fabrication, de vente et d'administration	13
3. Les composantes du coût d'être en affaires	14
A. Les coûts de production et le coût des marchandises vendues	17
B. Les autres coûts	18
C. Application au secteur des stations-service et de l'huile à chauffage du Québec	23
D. Analyse globale des composantes du coût d'être en affaires	24
4. L'analyse des coûts	25
A. Marge de contribution marginale	25
B. Le point mort,	27
C. l'analyse volume profit	29
D. Marge de sécurité	30
E. Méthode de quantification du coût	30
5. Conclusion	31
Références	34
Annexe 1 : Coût de la dette à long terme des grandes pétrolières canadiennes, 1996.	36

LISTE DES TABLEAUX

Tableau No	Titre	Page
1	Résumé des classements des coûts	6
3	Coûts fixes, coûts variables et coût total	8
3	Prix unitaire et niveau d'activité	10
4	Éléments fixes et éléments variables du coût	10
5	Coût unitaire	12
6	Coûts directs et coûts indirects	13
7	Exemples de coûts pour différentes activités	13
8	Détermination du profit	14
9	Méthodes de calcul du coût des marchandises vendues	17
10	Composantes du coût d'être en affaires dans le secteur des stations-service	24
11	Coût marginal, recette marginale et marge optimale	26

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique No	Titre	Page
1	Comportement des coûts fixes	7
2	Comportement des coûts variables	7
3	Combinaison coûts fixes et coûts variables	9
4	Comportement des coûts fixes en fonction de l'activité	9
5	Coût total, coûts fixes et coûts variables	11
6	Coût unitaire	12
7	Coût marginal, recette marginale et marge	27
8	Point mort	28
9	Analyse volume profit	29

RAPPORT SOMMAIRE

L'information sur les coûts s'est imposée comme composante incontournable d'une prise de décision saine et efficace des organisations. Cette information n'est, en général, employée qu'à des fins internes- de l'organisation et ne vise pas les utilisateurs externes. Elle ne comportait donc pas de caractère d'engagement envers les tiers et avait échappé, de ce fait, à toute contrainte de réglementation et d'homogénéisation. Il s'en est alors résulté une diversité impressionnante de classements et autant de traitements des coûts, chaque grande entreprise possédant ses propres méthodes. Cette situation avait fini par embrouiller l'observateur externe. La présente étude essaie de répondre à une question importante, à savoir : que faut-il inclure dans le coût d'être en affaires ? Notre analyse démontre à quel point il ne faut pas généraliser à l'ensemble des coûts le peu de normalisation existante en la matière et qui n'a toujours concernée que les coûts des marchandises vendues.

Théoriquement, il n'y pas lieu d'avoir de doute quelconque, quant aux composantes nécessaires et raisonnables du coût d'exploitation. Cependant, le taillis des classements et des traitements multiples (certainement utiles, dépendemment des circonstances) risque de faire perdre de vue l'essence même du coût.

En se basant sur les concepts scientifiques et comptables généralement reconnus, ce document s'est attelé à démystifier les différents classements de coûts en les analysant tel qu'indiqué au tableau 1. Il conclut, bien que les différents classements aient certainement leurs propres mérites, dans la détermination des composantes du coût, seul le coût total, composé de tous les coûts (sans exception, aucune) compte dans la détermination du coût d'exploitation.

Tableau 1
Différents classements de coûts

Critère de classement	**Classement**
D'après l'imputation sur le revenu	Coûts de produit ; coûts de période.
D'après l'activité	Coûts variables ; coûts fixes
D'après la répétition	Coûts répétitifs ; coûts non répétitifs
D'après le niveau de regroupement	Coûts totaux ; coûts unitaires
D'après la facilité d'imputation	Coûts directs ; coûts indirects
D'après l'organisation administrative	Coûts de fabrication, de vente, et d'administration.

Seul le coût des marchandises vendues avait suscité l'attention du normalisateur et c'est ainsi que deux méthodes distinctes lui sont consacrées :

(i) la méthode des coûts variables, « variable costing » ; et

(ii) la méthode d'absorption complète ou « full costing ».

Cette attention particulière était surtout une source de confusion pour les profanes, qui n'ont pas hésité à les généraliser à l'ensemble des coûts. On a commencé d'abord par se demander quoi

inclure dans le coût d'exploitation, s'il fallait tenir compte de toutes les composantes ou pas ? En réalité, que les coûts proviennent d'éléments stockés, qu'ils soient directs ou indirects, fixes ou variables, de produit ou de période, répétitifs ou non répétitifs, une composante de coût demeure une composante de coût et toutes doivent être considérées dans l'établissement du coût d'exploitation. Quatre raisons fondamentales nous permettent de trancher clairement :

(i) la définition formelle du profit,

(ii) la définition officielle du coût lui-même,

(iii) l'objectif de l'entreprise tel imposé par la théorie financière moderne, et

(iv) les principes comptables généralement reconnus au Canada, aux États Unis et internationalisent.

En effet, le profit annuel que peut tirer une personne de son activité commerciale peut être défini comme étant le changement dans sa richesse dans son entreprise, durant une année déterminée, tenant compte évidemment des apports nouveaux de fonds ou des retraits éventuels. Exprimé différemment, un entrepreneur ne peut prétendre avoir réalisé un profit que lorsque tous ses coûts ont été résorbés à même ses revenus d'exploitation.

La même conclusion peut être atteinte à partir de la définition formelle du coût fournie par l'Association américaine de Comptabilité (American Accounting Association). Elle précise que pour les besoins d'exploitation :

« Un coût est un terme général décrivant la sortie de fonds liée à l'acquisition ou à la création d'une ressource économique tangible ou pas ». elle ajoute « qu'habituellement un coût se mesure en terme du sacrifice monétaire».

La considération de toutes les composantes du coût d'exploitation trouve aussi sa justification dans une loi financière, devenue désormais classique et indiscutable : la règle de maximisation, supposée être l'objectif de toutes les organisations à but lucratif. Cette loi indique que toute activité commerciale ne mérite d'être entreprise ou continuée que si elle passe le test de la valeur actuelle nette, c'est-à-dire que lorsque l'ensemble des revenus qu'elle génère est égal ou supérieur à l'ensemble de tous les coûts qu'elle cause, tenant compte de la valeur temporelle de l'argent.

Cette conception des coûts d'exploitation est d'ailleurs confirmée par les principes comptables généralement reconnus, PCGR au Canada comme aux États-Unis. La logique comptable, bien que restrictive (étant donné ses principes de coût d'acquisition et de l'unité monétaire), se joint à la logique économique et financière pour affirmer qu'à long terme, la considération de toutes les composantes des coûts ne peut souffrir d'aucune exception. Le contraire mettrait en péril la survie des organisations. C'est d'ailleurs là le bon sens même, car une organisation qui ne couvre pas complètement tous ses coûts d'exploitation disparaîtra tôt ou tard.

Nos conclusions appliquées au cas particulier du secteur des stations-service du Québec, donnent le résultat reproduit au tableau 2.

Tableau 2

Composantes du coût d'être en affaires dans le secteur des stations-service

Coûts des marchandises vendues
Pertes d'inventaires (évaporations, vols etc.)
Amortissements
Salaires
Avantages sociaux
Equivalent normal du salaire du propriétaire (lorsqu'il ne se fait pas de salaire)
Electricité, chauffage, etc.
Déneigement
Loyers
Assurances
Taxes, licences, permis, immatriculations
Frais de franchises
Téléphone et autres moyens de télécommunication
Autres frais généraux (courrier, carburant, siège social, représentants)
Uniformes et vêtements de travail
Entretien général et réparation
Mauvaises créances
Publicité, promotion, dons, commandites, etc.
Honoraires professionnels, comptabilité, etc.
Papeteries et autres fournitures de bureau
Frais bancaires, marge de crédit, etc.
Frais de financement des inventaires
Frais de financement à terme (Equipements, bâtisse, équipement de bureau)
Frais de traitement des cartes de crédit et d'intérac
Frais de restructuration
Equivalent normal du coût du capital investi (apports et bénéfices laissés dans l'entreprise)
Autres (tous les coûts qui ne trouvent pas place dans le classement précédent)

Alors qu'il n'y ait plus de doute : d'un point de vue comptable, comme d'un point de vue économique et financier, tout comme du point de vue du bon sens, toutes les composantes du coût d'exploitation doivent être couvertes par les revenus d'exploitation, à défaut de quoi les organisations courraient à leur faillite et pourraient entraîner l'ensemble de l'économie avec elles.

Les composantes du coût d'exploitation

1. Introduction

Les pratiques sur les coûts n'avaient apparemment subi que peu de changements depuis le siècle dernier, comme en témoignent les travaux de Canning datant de 1929. Le terme coût se réfère généralement à une sortie de fonds dans le but d'acquérir/produire les biens et/ou des services nécessaires à la poursuite des opérations d'une organisation. Bien que l'information sur les coûts soit reconnue comme étant un ingrédient incontournable d'une prise de décision efficace, elle demeure apparemment de qualité médiocre. Situation qu'exacerbe d'ailleurs la rareté des statistiques sur les pratiques en la matière, au sein des organisations. Toute l'information sur les coûts est presque anecdotique affirmait à cet effet Anthony (1989). La raison est que cette information ne fait, jusqu'à présent, l'objet d'aucun effort de standardisation, à l'exception des coûts des marchandises vendues. Principalement parce qu'elle ne s'adresse pas aux utilisateurs externes et n'engage donc pas la responsabilité de l'organisation envers les tiers. Les organisations disposeraient donc de toute liberté et chacune avait fini par développer son propre système de traitement des coûts, qui ne ressemblait pas obligatoirement à celui d'une autre. L'information sur les coûts s'est imposée donc, beaucoup plus sur un plan pluri jurisprudentiels que doctrinal. Ceci laisse, bien sûr, la porte ouverte à diverses interprétations et à de multiples pratiques. Il laisse surtout l'observateur non spécialiste perplexe et confus.

En fin de compte, la notion de coût avait reçu moins d'attention que ses méthodes de classement et d'analyse. Les broussailles qu'avaient créé les divers classements et les différentes manipulations avaient fini par cacher le rosier. Ils avaient fini par faire oublier la vraie nature des coûts. En effet, cette situation, combinée au peu de normalisation, avait fini par pousser beaucoup de gens à questionner la composition du coût d'exploitation d'une activité économique.

Ce travail s'adresse à un lecteur qui n'est pas spécialiste et essaie de le guider dans sa démarche de compréhension des coûts. Dans sa deuxième section, il l'introduit aux multiples classements de coûts ; dans sa troisième, il détermine de quoi doit être composé le coût d'exploitation et applique les conclusions au secteur des stations-service du Québec, en s'appuyant sur les principes généralement reconnus de la comptabilité financière ; dans sa quatrième section, et une fois que les composantes du coût sont clairement déterminées, il présente quelques méthodes d'analyse des coûts ; à la cinquième, il aboutit à la conclusion qu'un coût demeure toujours un coût, peu importe comment il est classé ou présenté en comptabilité de gestion et qu'à long terme, tous les coûts doivent faire partie du coût d'exploitation ou alors l'organisation serait en train de souscrire à sa propre disparition. Cela, n'est au fait que le simple respect de la sacro-sainte règle financière de choix d'investissement[1].

[1] En effet, en matière de choix des investissements, il y a bien longtemps que les financiers se sont rendus à l'évidence qu'un projet ne mérite d'être entrepris que lorsque la somme de ses revenus (sans exception) est supérieure à la somme de tous ses coûts (sans exception).

2. Classements des coûts

Le très peu de normalisation en matière de coût avait fini par rendre leur classement très subjectif. C'est ainsi que ce classement est effectué, aujourd'hui, différemment, par différentes entreprises et suivant leurs besoins : le classement des coûts rencontré au sein des entreprises de distribution n'est pas le même que celui rencontré au sein des entreprises manufacturières, par exemple. Les entreprises elles-mêmes sont caractérisées par leur diversité et la non homogénéité dans leurs besoins particuliers en information sur les coûts. Il convient donc d'y mettre un peu d 'ordre en fonction des traditions dominantes. Traditionnellement on subdivise les entreprises en quatre grandes catégories. Bien entendu des combinaisons de deux ou plusieurs catégories sont possibles au sein d'une même entreprise :

(i) les entreprises de transformation,

(ii) les entreprises de distribution,

(iii) les entreprises d'études, et

(iv) les entreprises de services.

Les entreprises de transformation sont celles dont l'activité consiste à transformer une ou plusieurs matières premières ou substances en un produit consommable. Elles sont surtout caractérisées par l'importance relative de leurs investissements en équipements. Les entreprises de distribution sont celles dont l'activité principale est la vente en grande quantité à des consommateurs aussi bien des individus que des entreprises. Elles sont caractérisées par l'importance de leurs coûts de marketing, de publicité, de distribution et de services après vente. Les entreprises d'études sont celles dont l'activité réside dans la conception et le développement de nouveaux projets. Elles sont caractérisées par l'importance de leurs investissements humains de haut niveau, susceptibles de faire avancer les frontières des connaissances technologiques. Les entreprises de services sont celles dont l'activité principale est l'assistance et le conseil d'individus et des autres entreprises dans plusieurs domaines de l'activité humaine. Elles se distinguent par le caractère personnel de leurs relations avec leurs clients et la faiblesse de leurs investissements physiques.

La diversité des besoins des entreprises en matière d'information sur les coûts, combinée aux nombreux classements des coûts qui s'y sont déduits, avaient certainement contribué à la confusion de l'observateur profane. Pour cette raison nous nous étendons sur le sujet, afin, espérons-le, de procéder à la démystification de certains termes et découpage de coûts. La raison d'une telle diversité de classement vient probablement de la catégorisation des organisations présentée précédemment, mais aussi du fait que l'information sur les coûts tire ses concepts et procédures pertinents de plusieurs disciplines[2]. En outre, ne s'adressant pas en priorité aux utilisateurs externes, l'information sur les coûts s'est évitée la contrainte d'une standardisation formelle, comparable à celle dont est assujettie aujourd'hui l'information financière.

[2] En effet, certaines de ses bases théoriques de l'information sur les coûts proviennent des disciplines comptable, économique et financière, d'autres proviennent de la discipline de l'ingénierie.

Le tableau 1, résume les différents classements des coûts, généralement rencontrés dans la pratique et la liste n'est nullement exhaustive. Ces derniers seront examinés dans la suite de cette section. Le lecteur se rendra à l'évidence qu'un coût demeure un coût, peu importe la nature de son classement. Il remarquera les divers chevauchements possibles.

Tableau 1
Résumé des classements des coûts

Critère de classement	Classement
D'après l'imputation sur le revenu	Coûts de produit ; coûts de période.
D'après l'activité	Coûts variables ; coûts fixes
D'après la répétition	Coûts répétitifs ; coûts non répétitifs
D'après le niveau de regroupement	Coûts totaux ; coûts unitaires
D'après la facilité d'imputation	Coûts directs ; coûts indirects
D'après l'organisation administrative	Coûts de fabrication ; coûts de vente ; coûts d'administration.

A. Coût d'un produit et coût d'une période

Les coûts peuvent être reliés à un produit déterminé, comme ils peuvent être reliés à une période précise. Dans le premier cas, ce sont des coûts de produit. Ils sont engagés afin d'acquérir ou de produire des marchandises ou des services déterminés. Dans le second cas, ce sont des coûts de période. Ce sont des coûts d'ordre administratif et de vente et ne peuvent être habituellement associés à aucun produit[3]. En règle générale, sont qualifiés de coûts de produit les coûts d'opération d'une usine, ainsi que les coûts de fabrication, alors que les frais de vente et d'administration, de même que le coût des marchandises vendues sont plutôt qualifiés de coûts de période.

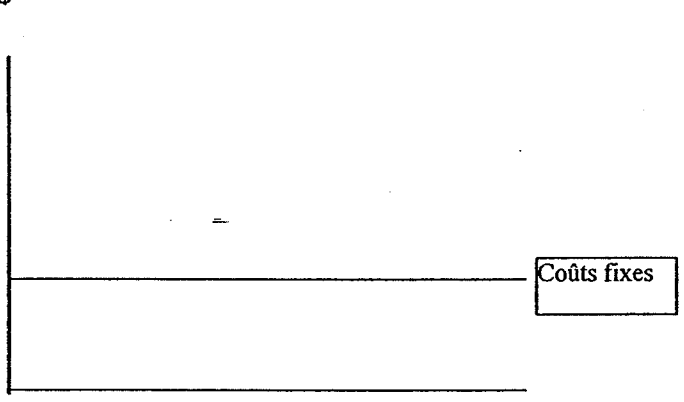
B. Coûts fixes et coûts variables

Un coût peut demeurer inchangé malgré une fluctuation de l'activité de l'entreprise, comme il peut fluctuer avec elle. Dans le premier cas, il est qualifié de fixe, dans le second il est qualifié de variable. D'après Horngren (1977), un coût est qualifié de fixe lorsqu'il demeure constant dans son ensemble, peu importe le niveau d'activité atteint par l'entreprise. Le salaire du président d'une compagnie en est un exemple de coût fixe, puisqu'il ne varie pas avec la variation du volume de production. Même si les coûts fixes demeurent constants dans leur globalité, exprimés sur une base unitaire, ils deviennent de plus en plus élevés, à mesure que le volume baisse et vice versa. En d'autres termes, les coûts fixes unitaires varient inversement avec le volume. Le graphique 1 schématise le comportement des coûts fixes à court terme et pour un certain niveau

[3] Coûts associés à la direction générale, par exemple.

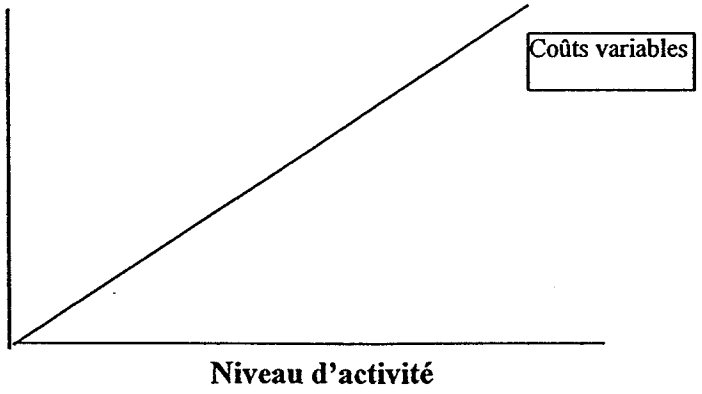
d'activité. Les coûts fixes ne le sont, cependant, que tant que l'activité atteinte par l'entreprise demeure à l'intérieur d'un certain intervalle. En revanche lorsque cet intervalle est dépassé, il faudra évidemment procéder à de nouveaux investissements. Ces derniers sont, bien sûr, susceptibles de provoquer un accroissement dans les coûts fixes. Il en sera ainsi à chaque accroissement de l'activité.

Graphique 1
Comportement des coûts fixes



Parallèlement, les coûts sont qualifiés de variables lorsqu'ils varient dans leur totalité avec la variation de l'activité de l'entreprise. De cette façon, le coût variable unitaire demeure inchangé, peu importe le volume des activités réalisé par l'entreprise. Le graphique 2 donne un schéma classique du comportement des coûts variables en fonction du niveau de l'activité.

Graphique 2
Comportement des coûts variables en fonction de l'activité



Il s'avère évidemment que les coûts variables totaux augmentent proportionnellement à l'augmentation des activités de l'entreprise.

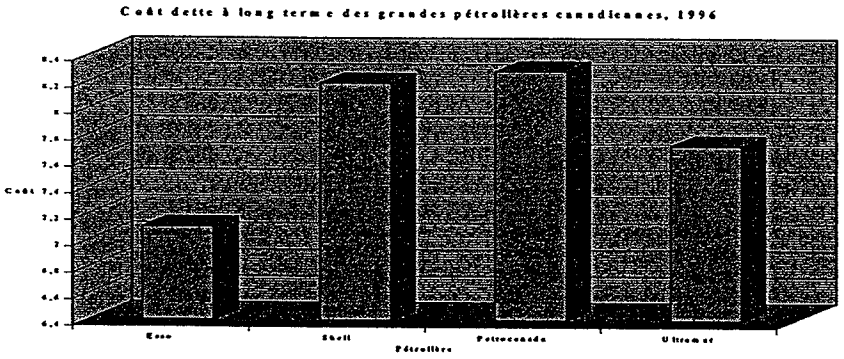
Le tableau 2 combine coûts fixes et coûts variables, en se basant sur un exemple simple, pour les besoins de la démonstration. Bien entendu, le coût total est composé de la somme de ces deux coûts.

Tableau 2
Coûts fixes, coûts variables et coût total

Unités	Coûts fixes	Coûts variables	Coût total
0	50	0	50
1	50	100	150
2	50	130	180
3	50	155	205
4	50	250	300
5	50	350	400

La colonne 2 du tableau 2, représente le coût fixe total, qui comme on le sait, ne varie pas avec la variation du nombre d'unités. C'est ainsi que même si l'entreprise ne produit aucune unité, elle doit toujours faire face à des engagements financiers tel le loyer, les salaires de gestionnaires, l'entretien des installations, etc. Dans notre exemple, elle doit toujours débourser $50 de coûts fixes, que son activité soit de 0 ou de 5 unités. La colonne 3 représente le coût variable total par niveau d'activité. À un niveau d'activité de 0, le coût variable total est de 0. Cependant, comme le coût variable total varie avec le niveau d'activité, il augmentera, à mesure qu'augmentera l'activité de l'entreprise.

Graphique 3
Combinaison coûts fixes coûts variables



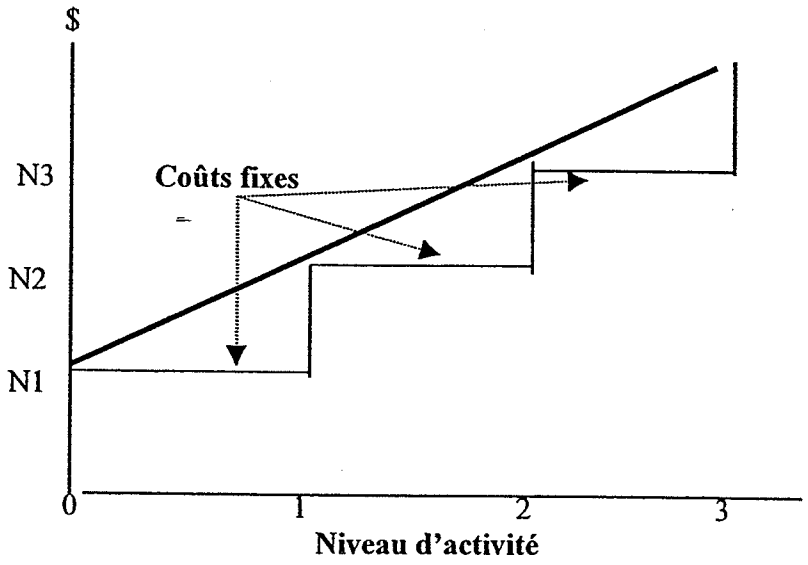
Le graphique 3 combine coût fixe et coût variable et met en évidence leurs caractéristiques individuelles discutées précédemment. La ligne droite partant de $50 au niveau de l'axe vertical et demeurant à ce niveau, tout en se déplaçant vers la droite, représente les coûts fixes totaux, alors que la droite partant de $0 au niveau de l'axe vertical et qui augmente, à mesure qu'elle avance vers la droite, représente les coûts variables totaux[3]. À mesure, cependant, que l'activité

[3] Les coûts peuvent aussi être semi variables (semi fixes). Ils sont appelés ainsi, parce qu'ils sont composés d'une proportion de coûts fixes et d'une proportion de coûts variables. La proportion du coût fixe est formée du coût minimum requis si aucun output n'est produit (si l'entreprise vient de démarrer), ou de celui nécessaire pour un certain intervalle d'activité (si l'entreprise est en opération depuis un certain temps).

s'accroît, le coût fixe s'accroît, comme dans le cas du coût variable. Les coûts fixes ne le sont finalement que pour un certain intervalle d'activité de l'entreprise.

Le graphique 4 résume l'évolution des coûts fixes en fonction de changement dans les intervalles d'activités.

Graphique 4
Comportement des coûts fixes en fonction de l'activité



Nous constatons donc qu'à l'intérieur de l'intervalle d'activité (0-1) l'entreprise peut se satisfaire d'un niveau de coûts fixes N1. Une fois que son activité amorce son entrée dans l'intervalle (1-2), elle doit supporter un accroissement dans les coûts fixes. Ce qui les portera au niveau N2. Il en sera ainsi à chaque changement d'intervalle d'activité. En effet, si une entreprise est effectivement capable d'augmenter ses activités sans avoir à accroître ses coûts fixes, c'est que quelque chose doit clocher. Étant donné que les coûts fixes sont la réflexion de la capacité d'opération et qu'ils se reflètent sur l'ensemble de l'organisation. Si, par hasard, les coûts fixes pouvaient être ignorés sans conséquence, c'est que l'entreprise souffre de suréquipement ou de sur embauche pour le niveau d'activité choisi[4]. Comme on peut le constater, la dichotomie coûts variables versus coûts fixes peut n'être utile que dans des cas exceptionnels d'analyses à court terme. Coase (1938) va même plus loin en affirmant qu'aucune classification des coûts en fixes et variables ne peut être adéquate pour toutes les situations. De toute façon, dès que l'on considère l'entreprise sur le long terme, il n'y a plus de coûts fixes. En effet, sur le long terme, tous les coûts varient, chacun à sa manière. Rosenberg (1991) suggère que l'on devrait peut être parler de coûts de structure, par opposition aux coûts d'opération. Afin d'illustrer la variabilité à long terme des coûts dits fixes, prenons le cas d'une entreprise de distribution d'un certain produit P.

[4] Dixon (1953) avance que lors de la comparaison des coûts internes d'un service, à son prix du marché, non seulement les coûts fixes devraient être ajoutés, mais aussi le coût du capital des ressources nécessaires à la production d'un tel service.

Cette dernière avait constaté pour trois années successives les prix de revient unitaires reproduits au tableau 3.

Tableau 3
Prix unitaire et niveau d'activité

Année	Prix de revient unitaire	Activité en nombre d'unités
Année 1	$2,00	100
Année 2	1,91	110
Année 3	2,20	120

À première vue, les causes de variations des coûts unitaires apparaît difficile à expliquer. Pour mieux comprendre la situation, la décomposition des coûts en éléments fixes et éléments variables s'impose. Le tableau 4 permet d'atteindre un tel objectif.

Tableau 4
Éléments fixes et éléments variables du coût

Année	Année 1	Année 2	Année 3
Nombre d'unités	100	110	120
Coûts fixes	100	100	154
Coûts variables	100	110	120
Coûts totaux	200	210	264

Comme on peut s'en apercevoir, le coût variable unitaire est constant soit : $1, alors que le coût fixe unitaire varie en fonction du volume d'activité. Il a d'abord baissé de $1, la première année à $0,909, la deuxième année, pour augmenter à $1,28, la troisième année. La croissance provoque donc l'engagement de nouveaux coûts fixes, aboutissant pour certains intervalles d'activité à une hausse du coût fixe unitaire et par conséquent une baisse de la rentabilité.

C. Coûts répétitifs et non répétitifs

Les coûts répétitifs sont ceux qui présentent un comportement répétitif et qui dépendent de la continuité des activités. Ils ressemblent aux coûts variables, étant donné qu'ils sont fonction de l'activité. Les coûts non répétitifs sont ceux qui sont engagés afin de générer la première unité d'output et qui ne se répètent pas.

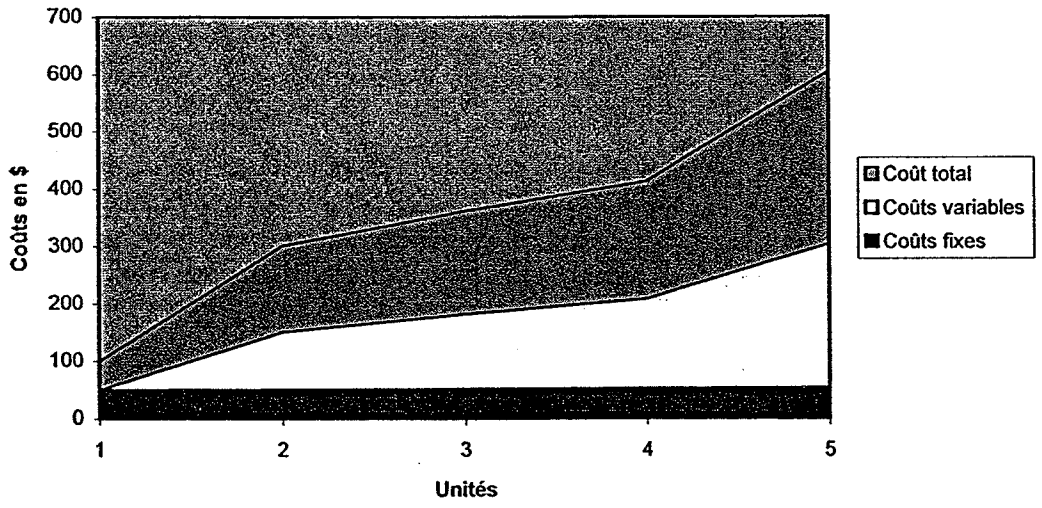
D . Coût total et coût unitaire

Lorsque nous traitons des coûts, le concept du coût total doit servir de point de départ, afin de s'assurer que toutes ses composantes pertinentes aient été considérées. À défaut de s'adresser à l'ensemble du coût, il est possible que l'on puisse mal interpréter une de ses facettes significatives. Le coût total peut être défini comme l'ensemble des coûts associés à un produit, service ou projet, durant l'ensemble de son cycle de vie. Par définition, le coût total est donné par l'expression suivante :

Coût total = Coût fixe + Coût variable *(Équation 1)*

En reprenant les données du tableau 1, le graphique 5 combine coûts fixes, coûts variables et coût total.

Graphique 5
Coût total, coûts fixes et coûts variables



De son côté, le coût unitaire s'obtient en divisant le coût total par le nombre d'unités vendues ou produites. Le coût unitaire est donné par l'expression suivante :

Coût unitaire = Coût total / nombre d'unités *(Equation 2)*

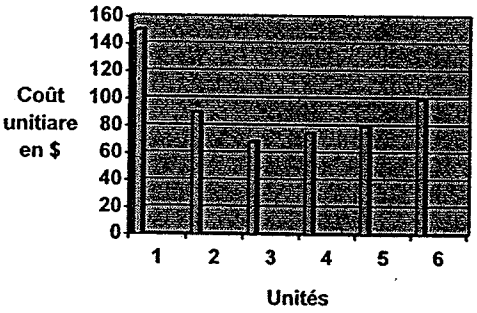
Le tableau 5 donne le coût unitaire pour différents niveaux d'activité.

Tableau 5
Coûts unitaires

Unité	Coût total	Coût unitaire
1	150	150
2	180	90
3	205	68,33
4	300	75
5	400	80

Le graphique 6 représente l'évolution du coût moyen par niveau d'activité. Le coût moyen est à son plus bas lorsque trois unités sont produites.

Graphique 6
Coût unitaire



Il est essentiel d'interpréter le coût unitaire avec beaucoup de précautions. En effet, le coût moyen n'est qu'une moyenne avec tout ce que cela comporte comme conséquences. La moyenne indiquerait, tout simplement, que la moitié des observations se situent au-dessous de la moyenne et l'autre moitié au-dessus.

E. Coûts directs et coûts indirects

Les coûts sont qualifiés de directs lorsqu'ils peuvent être attribués directement à une activité spécifique, alors qu'ils sont qualifiés d'indirects lorsqu'ils sont éparpillés sur différentes activités et qu'ils ne peuvent être alloués que sur une base souvent approximative. D'après Rosenberg (1991), les coûts directs sont principalement formés des éléments de charges touchant à la consommation de matières premières et de matières consommables, de marchandises, de main-d'œuvre productive, sous-traitance, commissions de représentants, prime de responsabilité calculée sur salaire, les amortissements d'une machine spécialisée, etc. Les coûts indirects sont formés par l'ensemble des charges qui ne sont pas directement liées à un produit ou à un service. Ces dernières nécessitent un calcul intermédiaire pour l'imputation au coût du produit ou du service déterminés. C'est le cas, par exemple, des charges de la direction générale.

En pratique, tous les coûts directs, à quelques exceptions, ainsi qu'une partie des coûts indirects varient avec la fabrication ou la distribution d'un produit ou d'un service. Par contre, certains coûts indirects tels les amortissements ou les assurances, sont absolument indépendants de l'activité et même un arrêt momentané ne peut les affecter.

Le tableau 6 schématise la répartition des coûts en coûts directs et coûts indirects.[5]

Tableau 6
Coûts directs et coûts indirects

Unité	Coût fixe	Coût fixe direct	Coût fixe indirect	Coût variable	Coût var. direct	Coût var. indirect	Coût total
0	50	25	25	0	0	0	50
1	50	25	25	100	50	50	150
2	50	25	25	130	60	70	180
3	50	25	25	155	65	90	205
4	50	25	25	250	100	150	300
5	50	25	25	350	150	200	400

F Coûts de fabrication, de vente et d'administration

Une autre manière de classer les coûts, est celle qui consiste à les catégoriser en fonction de leur relation avec la fabrication, la vente ou l'administration de l'entreprise. C'est ainsi que les coûts sont qualifiés de coûts de fabrication lorsqu'ils sont reliés directement à la fabrication d'un objet. De la même manière, les coûts sont qualifiés de coûts de vente lorsqu'ils concernent l'ensemble des coûts nécessaires à la vente d'un produit. Finalement, les coûts sont qualifiés de coûts administratifs lorsqu'ils portent sur les coûts nécessaires à la direction générale de l'entreprise. Le tableau 7 fournit des exemples de coûts pour différentes entreprises.

Tableau 7
Exemples de coûts pour différentes activités

Coût	Transformation	Distribution	Études	Services
Investis. Initial	Construction d'usine	Production, marketing	Planification	
Coûts fixes	Entretien d'usine	Entretien de locaux	Design	Location
Coûts variables	Matières premières	Main-d'œuvre	Test	Main-d'œuvre
Coûts répétitifs	Matières premières	Équip., main-d'oeuvre	Livraison	Main-d'œuvre
Coûts non répétitifs	Construction d'usine	Construction de locaux	Planification, design	Investissem. Initial
Coûts directs	Matières premières	Coût de production	Planification, design	Main-d'œuvre
Coûts indirects	Énergie	Marketing	Énergie	Énergie

Sources : Stewart, D. R., « Cost Estimating », John Wiley & Son, p. 26.

Les différents classements de coûts examinés dans cette section contiennent leur propre utilité de gestion, mais ne sauraient déterminer les composantes du coût d'être en affaires. La section qui suit traitera de ce problème.

3. Les composantes du coût d'exploitation ?

Face à la diversité des classements, dont font l'objet les coûts et la liberté dont disposent les organisations pour les reconnaître dans leurs stratégies de gestion, il y a lieu de se demander :

[5] Un coût peut être linéaire, s'il adopte un comportement linéaire en relation avec le volume. Plusieurs coûts accusent ce genre de comportement linéaire. Certains coûts accusent même des baisses avec des augmentations de volumes. Un détaillant peut, par exemple bénéficier d'une réduction de quantité sur achat, lorsque son volume d'achat dépasse un certains niveau.

mais quelles sont les composantes du coût d'être en activité commerciale ? En effet, la seule composante du coût qui a suscité l'attention du normalisateur, c'est le coût des marchandises vendues. Ce dernier avait reçu plus d'attention que l'ensemble des autres coûts. Deux méthodes de comptabilisation lui ont été consacrées : la méthode des coûts variables, « variable costing[6]». et la méthode d'absorption complète ou « full costing[7] ».

Cette attention particulière accordée au coût des marchandises vendues, était surtout une source de confusion pour les profanes, même si pour les besoins de la divulgation financière seule la méthode des coûts complets a été retenue. N'ayant pas d'autres repères pour les autres composantes des coûts, ils avaient tendance à généraliser à l'ensemble des coûts les deux méthodes de traitement des coûts des marchandises vendues, tout en les entremêlant : parfois les coûts fixes sont inclus, parfois pas. En réalité, que les coûts proviennent d'éléments stockés, qu'ils soient directs ou indirects, fixes ou variables, de produit ou de période, répétitifs ou non répétitifs, etc., l'entrepreneur est souvent confronté au problème de savoir ce qu'il doit considérer dans son coût d'être en affaires. A notre avis, le problème peut être résolu de plusieurs façons :

(i) à travers la définition du profit ;
(ii) à travers la définition du coût lui même ;
(iii) à travers l'objectif de l'entreprise ; et
(iv) sur la base des principes comptables généralement reconnus au Canada et aux États Unis

En effet, le profit que peut tirer une personne de son activité économique, durant une certaine période d'activité, peut être défini comme étant la variation dans son avoir au sein de son entreprise, durant une période déterminée, tenant compte évidemment des apports nouveaux de capitaux ou des retraits éventuels. Exprimé différemment, le profit peut aussi être calculé comme exprimé au tableau 8.

Tableau 8
Détermination du profit

	Avoir du propriétaire dans l'entreprise au début de la période
Plus	L'ensemble des rentrées de fonds générées par l'activité durant la période, excluant apports ou emprunts
Moins	Toutes les sorties de fonds causées par l'activité durant la période, dans le but de réaliser les dits revenus, excluant les retraits ou remboursements
Égal	Profit de la période

[6] Le principe de cette méthode est la dissociation des coûts variables de ceux fixes, avant de calculer, pour chaque activité, des marges de contribution permettant de déterminer le point - mort de rentabilité. Seules donc les charges variables sont allouées aux activités, l'ensemble des charges fixes n'interviendront en pourcentage, qu'au niveau des résultats.

[7] Cette méthode consiste à établir un système de clés de répartition à base d'unités d'œuvre, de tel sorte qu'il soit tenu compte de l'ensemble des charges au niveau du prix de revient du produit. Ceci est accompli en distinguant les charges directes de celles indirectes. Les premières sont immédiatement imputables aux activités, sans utiliser de clé de répartition, les secondes sont ensuite intégralement réparties à l'aide de clés.

D'après la définition précédente, nous pouvons déduire que les coûts sont composés de toutes les sorties de fonds, en dehors des mouvements de capitaux (remboursements de dettes, prélèvements, etc.)[8]. En effet, un entrepreneur ne peut prétendre avoir réalisé un profit quelconque que lorsque toutes les composantes de ses coûts ont été couvertes par ses revenus d'exploitation.

La même conclusion peut être atteinte à partir de la définition formelle du coût, qui nous provient de l'Association Américaine de Comptabilité (American Accounting Association). Cette dernière précise que pour les besoins d'exploitation :

« un coût est un terme général décrivant la sortie de fonds liée à l'acquisition ou à la création d'une ressource économique tangible ou pas ». Il ajoute « qu'habituellement un coût se mesure en terme du sacrifice monétaire[9] ».

La considération de l'ensemble des coûts trouve aussi sa justification dans une règle financière, devenue désormais classique et indiscutable : la règle de maximisation, supposée être l'objectif de toutes les organisations à but lucratif. Cette dernière indique que toute activité économique ne mérite d'être entreprise ou continuée que si elle passe le test de la valeur actuelle nette, c'est-à-dire que lorsque l'ensemble des revenus qu'elle génère soit égal ou supérieur à l'ensemble des coûts qu'elle cause, tenant compte de la valeur temporelle de l'argent. En termes simples, le critère de la valeur actuelle nette exige que l'ensemble des coûts soit couvert, sans exception aucune. En fait, c'est le bon sens même, car une organisation qui ne couvre pas complètement ses coûts disparaîtra tôt ou tard, ce n'est qu'une question de temps. C'est un peu comme si une personne ne se nourrissait pas suffisamment pour le nombre de calories qu'elle consomme. Le déficit calorifère finira par l'emporter et c'est ce qu'on appelle mourir de faim.

En outre les normes comptables tant Canadiennes, qu'Américaines et internationales exigent la considération de toutes les composantes du coût dans la détermination du profit comptable. Un simple examen de l'état des résultats de n'importe quelle entreprise Canadienne ou Américaine suffira de convaincre le lecteur de cette réalité.

Le test donc pour savoir si une sortie de fonds peut être considérée comme composante du coût d'exploitation, est sa participation directe ou non à la réalisation de l'activité de l'entreprise, sa conformité ou non à la définition de l'Association Américaine de Comptabilité et son respect de la règle de maximisation. A priori, toutes les sorties de fonds liées directement à la création d'une ressource économique doivent être considérées comme des composantes à part entière du coût d'exploitation. C'est peut être pour ces raisons que l'Association Américaine de comptabilité précisait que l'ensemble des sorties de fonds liées directement à l'exploitation doivent faire partie du coût d'exploitation d'une activité économique. Les coûts ont donc beau provenir de la production, de l'approvisionnement, de l'exploitation, du financement, de la vente, ou de l'administration, qu'ils soient qualifiés de directs ou indirects, de fixes ou variables, ils doivent tous faire partie du coût total d'être en affaires. Une telle conclusion est d'ailleurs partagée par plusieurs auteurs, c'est le cas de Rosengerg (1991, p.72), qui précise que seul le coût total permet

[8] Notons, cependant que lorsqu'une sortie de fonds est engagée pour plus d'une période, elle est capitalisée et seule une proportion est reconnue annuellement en tant que coût, à travers les amortissements.

[9] Rien, cependant, n'interdit de mesurer un coût en terme de pouvoir d'achat.

à l'entreprise de déterminer correctement les prix ou d'Anthony (1989), qui ajoute que la considération de l'ensemble des coûts est inévitable lors d'analyse à long terme[10]

Sachant que les termes coûts et charges sont souvent confondus et pour cause. C'est qu'une charge n'est autre chose qu'un coût que l'on soustrait des revenus d'une certaine période. Bien que le terme charge n'est employé que lors de la divulgation d'information financière à l'extérieur de l'entreprise, nous savons, par contre, que l'ensemble des charges finira par égaler l'ensemble des coûts, sur une période plus ou moins longue. Ceci nous fait croire qu'à l'image de la comptabilité financière en ce qui a trait aux charges, toutes les composantes de coûts méritent d'être considérées lors du calcul du coût d'exploitation. Nous pensons qu'il est possible de dresser une liste, ne serait-ce que minimale, des composantes éventuelles du coût d'exploitation à partir des principes généralement reconnus de la comptabilité financière. A cette fin et dans le but de s'assurer un schéma d'analyse rationnel, nous avons décidé de nous appuyer sur le modèle de l'état des revenus adopté par la comptabilité financière.

D'après les principes comptables généralement reconnus au Canada, aux États Unis, de même que dans la plupart des pays du monde, l'état des revenus a pour objectif de permettre à l'entrepreneur de déterminer l'excédent des entrées de fonds liées à son activité économique, sur les sorties de fonds du même genre, causées par les composantes de coûts, ou ce qui revient au même, de ses revenus sur ses dépenses (profit), ou l'inverse (perte). Exprimé différemment, de l'accroissement (la baisse) de la richesse du propriétaire causé(e) par son activité d'affaires. L'état des revenus peut donc être employé afin de dresser une liste minimale des composantes du coût Surtout que cet état est soumis à des règles comptables strictes, dont la principale est l'exigence d'inclure toutes les composantes de dépenses et de revenus. Une telle exigence découle évidemment du principe de la divulgation totale, ou « full disclosure », ayant toujours caractérisé la comptabilité financière. L'état des revenus inclut donc toutes les composantes de coût « liées à l'acquisition ou à la création d'une ressource économique ». Il nous est donc possible, en se référant à la comptabilité financière, de déterminer la liste des composantes de coûts, devant faire partie du coût total d'exploitation.

Dans la suite de cette section nous allons procéder à la discussion des différentes composantes du coût d'exploitation, en utilisant comme fil conducteur le modèle de l'état du revenu proposé par la comptabilité financière. Notons, tout de même, que les normes comptables n'imposent aucune présentation précise de l'état des résultats, d'où les divergences que nous pouvons constater au niveau des pratiques des entreprises . Il suffit, en effet, que cet état comporte toutes les composantes de revenus d'exploitation et dépenses d'exploitation. Le caractère d'inclusion exhaustive de toutes les charges devrait, par définition, être évident à la lecture de tout état du revenu. Bien entendu, plus l'entreprise est importante ou plus ses activités sont diversifiées, plus ses composantes de coûts sont détaillées.

[10] La considération de toutes les composantes de coûts trouve aussi sa justification dans les lois fiscales. Ces dernières permettent la déductibilité de presque tous les coûts, tel les charges d'intérêts sur la dette, les charges de loyers, les charges d'amortissement, etc.

A. Les coûts de production et le coût des marchandises vendues

L'unique élément distinguant l'état des revenus d'une entreprise manufacturière de celui d'une entreprise commerciale, réside dans la méthode avec laquelle elles décrivent chacune leur coût des marchandises vendues. Le tableau 9 reproduit cette méthode dans les deux cas.

Tableau 9
Méthodes de calcul du coût des marchandises vendues.

Entreprise commerciale	Entreprise manufacturière
Coût des marchandises vendues :	*Coût des marchandises vendues :*
Stock marchandises de début de période	Stock produits finis de début de période
+ Coût des marchandises achetées	+ Coût des marchandises produites
= Coût marchandises disponibles pour vente	= Coût marchandises disponibles pour vente
- Stock de marchandises de fin de période	- Stock produits finis de fin de période

Tel qu'indiqué par le tableau 9, le coût d'un produit dépend, si ce dernier est fabriqué par l'entreprise ou acheté à l'état de produit fini, dans le but d'une revente. En général les principes comptables généralement reconnus, particulièrement l'Accounting Research Bulletin 43, précisent que les entreprises manufacturières sont tenues d'inclure dans leurs états financiers le coût des marchandises vendues, comprenant tous les coûts de production, coûts directs de main-d'œuvre et de matières premières de même que les frais généraux de fabrication. C'est ce qu'on qualifie de méthode d'absorption complète de coûts. Dans le cas d'un produit manufacturé, trois catégories de coûts de fabrication doivent donc être considérées :

1. Coût direct des matières premières à partir desquelles le produit est fabriqué.
2. Coût direct de la main-d'œuvre, correspondant aux salaires des travailleurs qui transforment les matières premières en produit fini.
3. Tous les autres coûts de transformation, souvent qualifiés de frais généraux de production (manufacturing overhead), tel :

   (i) Le coût indirect de main-d'œuvre, correspondant aux salaires de travailleurs, bien que n'intervenant pas directement dans la fabrication du produit, leur participation est nécessaire à la marche de l'usine. C'est le cas des employés d'entretien, des superviseurs ou des concierges ;
   (ii) Les coûts indirects de matières premières, correspondant surtout à l'amortissement des équipements et des ateliers, aux taxes, à l'énergie, aux assurances.

Dans le cas d'un produit vendu à l'état où il a été acheté, l'entreprise distributrice ne souffre d'aucun coût de fabrication, puisque les produits sont vendus à l'état où ils étaient achetés. C'est le cas des stations-service. Dans une telle situation le coût des marchandises vendues comporte en plus du prix payé pour les marchandises elles-mêmes, les éléments suivants :

1. Le coût direct de main-d'œuvre correspondant aux salaires des travailleurs de stockage et de manutention .
2. Tous les autres coûts de stockage, de livraison, souvent qualifiés de frais généraux de vente, tel :

(i) Le coût indirect de main-d'œuvre, correspondant aux salaires de travailleurs, bien que n'intervenant pas directement dans le stockage du produit, leur participation est nécessaire au stockage du produit. C'est le cas des employés d'entretien, des superviseurs ou des concierges ;
(ii) Les coûts indirects de matières premières, correspondant surtout à l'amortissement des équipements de stockage et de manutention et des hangars, aux taxes, à l'énergie, et aux assurances.

B. les autres coûts

Dans cette catégorie nous rencontrons les charges salariales, les dépenses de marketing, les assurances, les amortissements, les services (chauffage, éclairage, déneigement, téléphone, poste et papeterie, provision pour mauvaises créances), les réparations et entretien, les taxes d'affaires, impôts fonciers, licences et permis, les loyers, intérêts sur les emprunts hypothécaires, les frais bancaires, les frais de recherches et développement, les coûts de restructuration et pour certaines activités le coût des uniformes ainsi que les charges d'intérêt, les pertes, les vols, la sous-traitance et le coût du capital investi.

1. Les coûts des salaires et des avantages sociaux

Les coûts des salaires sont constitués des rémunérations directes versées aux salariés, de même que tous les versements effectués par l'entreprise au titre des avantages sociaux. Ils peuvent se décomposer en salaires de ventes et salaires d'administration. Notons que les salaires de production pour les entreprises manufacturières, font déjà partie du coût des marchandises, tel que nous l'avons remarqué précédemment.

2. Rémunération du propriétaire

Dans certaines activités, comme dans le cas des restaurants, des dépanneurs, des stations-service, etc. l'entreprise est la propriété d'un seul individu. Lorsque ce dernier prélève un salaire, la somme ainsi prélevée fera partie des charges salariales. Certains propriétaires ne font pas de prélèvements salariaux, dans un tel cas, leurs efforts ne trouvent pas leur place dans le système comptable. Le travail du propriétaire est une vraie contribution à l'activité de l'entreprise. Sa juste valeur marchande constitue un vrai coût, même si aucun versement n'est effectué au profit de son auteur. En effet, le propriétaire dispose souvent d'une possibilité de travailler ailleurs. La non utilisation d'une telle option est un coût qu'il convient d'ajouter au coût d'exploitation.

3. Les dépenses de marketing : publicité, promotion, etc.

La plupart des entreprises doivent supporter des dépenses de marketing, constituées de dépenses en publicité afin de faire mieux connaître leurs produits et de les faire vendre plus. Elles doivent aussi s'engager dans des campagnes de promotion de leurs produits. Ce sont là de vrais coûts d'exercice d'une activité commerciale. Certaines actions promotionnelles peuvent, cependant, être regardées comme de vraies réductions de prix, c'est le cas des remises d'argent maison auxquelles se livrent certaines grandes surfaces. C'est aussi le cas des réductions sur ventes que

les organisations accordent à leurs clients ayant décidé de ne pas profiter des conditions de crédits qui leur sont disponibles.

4. Les fournitures de bureau et services.

Dépendant de l'activité de l'entreprise, ses coûts de fournitures de bureau et autres services externes peuvent affecter significativement ses coûts généraux. Les services externes comprennent aussi bien la fourniture de sources d'énergie, que l'eau, le déneigement, le service d'égouts, ou les services de communication ou de courrier.

5. Frais de traitement des cartes de crédit

Certaines activités, telles les restaurants, les hôtels, les stations-service, etc. reçoivent beaucoup de paiements par voie de cartes de crédit. Or, les émetteurs de cartes de crédit leur font supporter des frais spécifiques, matérialisés, en règle générale, par une réduction du prix à débourser à l'entreprise ayant accepté la carte de crédit en paiement. Les frais de cartes de crédit représentent donc un coût nécessaire à la poursuite des activités de l'entreprise et doit être considéré comme tel.

6. Les assurances

Les coûts d'assurance représentent une part importante des coûts généraux, pour beaucoup d'activités économiques. Ils sont fonction d'éléments tels : l'importance de l'investissement en matériel, équipement et construction, du niveau de protection choisi, ainsi que du type d'activité réalisé par l'entreprise. Il semble même que la localisation géographique peut les affecter. Il est de nos jours très difficile d'imaginer une activité d'affaires sans assurance. Certaines activités sont plus exigeantes en matière d'assurance que d'autres, c'est le cas des pétrolières, par exemple.

7. Les amortissements

Certaines sorties d'argent dans l'entreprise sont effectuées à long terme. Les normes comptables généralement reconnues exigent leur capitalisation et seule une partie est soustraite annuellement des revenus de l'année. C'est le processus d'amortissement. L'amortissement des équipements et autres immobilisations achetés par l'entreprise est une composante importante du coût d'exploitation Le coût d'achat de tout équipement ou construction, acquis en vue de la réalisation de l'objectif de l'entreprise, peut être récupéré sur plusieurs exercices, en employant plusieurs méthodes d'amortissement, dont les deux principales sont :

(i) la méthode d'amortissement linéaire, et
(ii) la méthode d'amortissement dégressif.

La méthode d'amortissement linéaire suppose que l'immobilisation à amortir se déprécie à un taux constant, alors que la méthode d'amortissement dégressif suppose que la composante d'immobilisation à amortir se déprécie plus vite durant ses premières années de vie. Les principes comptables généralement reconnus, PCGR, acceptent l'emploi des deux méthodes alors que les

lois fiscales n'admettent que la seconde. D'autres méthodes d'amortissement peuvent être rencontrées, c'est le cas de la méthode dite « somme des nombres d'années ». En outre, tel que rapporté par Jones (1991, p. 37) des entreprises comme Caterpillar, allouent au coût du produit, la charge d'amortissement, sur la base de l'utilisation des actifs. D'après Monden et Lee (1993, p. 27) cette politique d'affectation de l'amortissement au coût du produit est aussi courante chez les constructeurs d'automobiles japonais. Peu importe la méthode d'amortissement choisie, il est très difficile d'aboutir à un résultat objectif en ce qui concerne l'établissement du coût de l'amortissement, étant donné les hypothèses sous-jacentes à chacune des méthodes [11].

8. Les provisions

Les entreprises peuvent faire face, durant l'exercice de leurs activités, à des risques divers, dont le plus connu est celui de ne pas être remboursé par leurs clients[12]. Les principes comptables généralement reconnus exigent que des provisions soient constituées afin de pouvoir, le cas échéant, répondre à de telles éventualités. Ces provisions constituent de vrais coûts d'exploitation.

9. Les réparations et entretien

Afin de maintenir les équipements et les locaux dans un état satisfaisant d'utilisation, il faut les maintenir adéquatement. Les coûts d'entretien font donc partie des frais généraux. Les coûts d'entretien comprennent les fournitures et les pièces requises pour l'entretien, de même que les coûts de la main-d'œuvre nécessaires afin de maintenir les facilités de production dans un état de fonctionnement impeccable. Ce sont donc des coûts nécessaires à la poursuite des activités de l'entreprise.

10. Les taxes, licences et permis

Les entreprises commerciales sont soumises à des taxes, impôts et prélèvements de toutes sortes. Les taxes sont des paiements que doit effectuer l'entreprise à différents paliers de gouvernements, cela comprend : la taxe sur les produits et services, la taxe d'affaire, la taxe foncière, la taxe scolaire, l'impôt sur le revenu ne fait pas partie des coûts, car il n'est dû que lorsque l'entreprise réalise un excédent des revenus sur les charges. En outre, certaines activités, ou transactions sont réglementées et sont sujettes à des permis et licences, qui sont délivrés contre paiement de droits. Ces droits constituent de vrais coûts d'exploitation.

11. Les loyers

Certaines activités nécessitent la location d'espaces industriels ou commerciaux afin de mener à terme leurs activités. Le loyer est une composante du coût total, son niveau dépendra des options

[11] La méthode de l'amortissement linéaire, par exemple, suppose que l'objet amorti se déprécie d'une manière linéaire, alors que la méthode de l'amortissement dégressif suppose que l'objet amorti est amortissable à l'infini.

[12] L'entreprise peut faire face à d'autres risques, tel l'aboutissement incertain d'un litige, par exemple.

choisies lors de la signature du bail. Par exemple, les locaux sont-ils aménagés ou pas, entretenus ou pas, chauffés ou pas, etc. C'est aussi le cas de la location de matériel ou crédit-bail.

12. Les coûts de restructuration

Le terme restructuration est devenu de nos jours très populaire, il représente les efforts qu'entreprennent les organisations afin d' »améliorer leur efficacité », très précisément de réduire leurs charges d'exploitation. L'ensemble des coûts associés à de telles initiatives de réorganisation sont appelés coûts de restructuration. Ils font partie du coût d'exploitation.

13. Les franchises

Durant les quelques dernières décennies, le franchisage a joué un rôle important dans le développement des affaires. De plus en plus d'entreprises se tournent vers des franchiseurs afin de s'assurer leurs services en matière de publicité, de promotion, de présentation de produits, d'achat en commun, d'aménagement de locaux, ou même de système de gestion. En contrepartie de tels services, le franchiseur leur facture un certain coût de franchise, qui doit faire partie du coût d'exploitation.

14. Les uniformes et vêtements de travail

Certaines activités équipent leurs travailleurs de tenues de travail, c'est le cas du secteur de la santé, des agences de sécurité ou des stations-service. L'ensemble des dépenses en la matière constitue un coût pour l'entreprise qui les engage.

15. Recherche et développement

La recherche représente les efforts planifiés d'une entreprise afin de découvrir de nouvelles informations susceptibles de lui permettre de créer un nouveau produit, un nouveau processus ou une nouvelle technique, ou de les améliorer substantiellement. Le développement part des résultats des recherches et formule des plans pour leur mise en exécution. À cet égard les PCGR, surtout le Financial Accounting Standards Board 2, FASB-2, indiquent que tous les coûts de recherches et de développement doivent être reconnus et considérés comme des dépenses, à l'exception des installations et des équipements de recherche et de développement qui font l'objet de capitalisation et d'amortissement.

16. Charges d'intérêts

Dans le cours normal de ses activités, l'entreprise fait appel à du financement aussi bien à court terme (durée inférieure à une année), qu'au financement à terme (durée supérieure à une année). Chacun de ces deux financements joue un rôle particulier et précis, qu'il ne convient de confondre avec celui de l'autre. En effet, le financement à court terme est destiné à permettre à l'entreprise de financer son cycle d'exploitation, alors que celui à terme est destiné à lui permettre de réaliser des investissements en actifs fixes.

a. Frais bancaires sur facilité de caisse, financement des stocks.

Les besoins d'une entreprise en moyens de financement à court terme, sont aussi divers qu'importants. Les appuis bancaires à court terme aux entreprises constituent la principale activité des banques commerciales. Ces appuis peuvent prendre de multiples formes : facilités de caisse, financement des stocks, dans le cas des entreprises de distribution telles les stations-service, financement des importations, dans le cas des entreprises actives en matière de commerce international, papier commercial, dans des entreprises de négoce, pour ne citer que ceux-là. Les banques jouent leur rôle contre rémunérations : elles appliquent à leurs clients un taux d'intérêt dicté par le taux de la Banque du Canada, auquel les banques ajoutent une myriade de primes de risque et commissions et de frais divers. L'ensemble constitue pour l'entreprise un coût de financement à court terme.

b. Les intérêts sur emprunts hypothécaires

Comme nous l'avons fait remarquer, les entreprises n'ont pas que des besoins de financement à court terme. Les limites des capitaux propres, de même que les considérations de levier financier les mènent tout naturellement à avoir recours à des moyens de financement à terme, dont le plus connu est l'emprunt hypothécaire. Un emprunt hypothécaire, comme nous le savons, est un emprunt à terme garanti par un bien immeuble. Plusieurs institutions financières se sont spécialisées en matière de prêts à terme, c'est le cas des assurances-vie, des fiducies, des banques de développement, des banques d'affaires, etc. Traditionnellement, une hypothèque est remboursable sur un certain nombre d'années. Les versements mensuels comprennent deux composantes :

(i) une composante affectée au remboursement du principal et qui n'est pas considérée comme coût ; et

(ii) une composante affectée au paiement du loyer de la somme empruntée, coûts des intérêts sur hypothèque. Cette dernière composante constitue un vrai coût pour l'emprunteur.

L'annexe 1 fournit une description de la structure d'endettement des grandes pétrolières canadiennes.

17. Pertes et vols

Certaines activités sont particulièrement touchées par le vol à l'étalage (grands magasins), d'autres par la baisse naturelle dans leurs stocks (évaporation dans les stations-service). Traditionnellement il faut tenir compte de ces phénomènes au niveau du calcul du coût des marchandises vendues. Ce sont là des éléments devant faire partie du coût d'exploitation et qui méritent d'être considérés spécifiquement, lorsqu'il s'avère que cela n'est pas fait au niveau du stock final.

18. Sous-traitance

De plus en plus d'entreprises ont recours aux services de sous-traitants afin d'accomplir une partie de leurs activités. Les exigences d'efficacité en sont la raison. Les coûts de sous-traitance font partie du coût d'exploitation.

19. Coût du capital investi

Deux principes fondamentaux de la comptabilité financière : le principe de réalisation et celui de l'unité monétaire, l'empêche de reconnaître des coûts qui sont pourtant réels. Le principe de réalisation indique qu'une transaction ne peut être inscrite en comptabilité que lorsqu'elle a eu effectivement lieu. Le principe de l'unité monétaire impose une condition supplémentaire, à savoir qu'il faut aussi qu'elle soit exprimée en termes monétaires. Dans cette situation nous pouvons classer le capital investi (capital-actions et bénéfice non réparti). « Les comptables » affirmaient Kaplan et Atkinson (1989, p.1812) « définissent le profit comme étant le rendement sur le capital investi, d'un point de vue purement économique, ce rendement est un vrai coût - un coût qui doit être inclus dans la fonction à long terme du coût marginal ». Le capital apporté pourrait, en effet, être investi ailleurs que dans l'entreprise. Le rendement normal[13] qu'aurait pu produire l'avoir des actionnaires, s'il était investi ailleurs que dans l'entreprise doit être considéré comme un coût. Nous pouvons aussi citer le risque non rémunéré, pour les actionnaires des entreprises à haut risque.

C. Application au secteur des stations-service

D'après des données du ministère des Ressources Naturelles du Québec, datant de 1997, le secteur des stations-service au Québec, est formé de plus de 4,747 unités, se répartissant comme suit :

- Stations-service[14], 1,855 stations représentant quelque 39,1% de tout le secteur ;
- Libre-service/dépanneur[15], 808 stations représentant 17% de l'ensemble du secteur ; et
- Gas bar 2,084 stations, représentant 43,9%.

[13] Le rendement normal est celui qu'on pourrait obtenir d'un investissement similaire à risque similaire. Les normes comptables généralement reconnues exigent u approvisionnement adéquat dans ce cas.

[14] Poste d'essence avec service à l'auto pour l'essence et service de mécanique.

[15] Poste d'essence libre-service pour l'essence et service mécanique et/ou dépanneur.

A la lumière du listing développé précédemment, nous pouvons générer une liste de ce que devrait être les composantes du coût d'exploitation dans le secteur des stations-service du Québec. Le tableau 10, reproduit une telle liste.

Tableau 10
Composantes du coût d'être en affaires dans le secteur des stations-service

Coûts des marchandises vendues variable.
Pertes d'inventaires (évaporations, vols etc.) variables.
Amortissements
Salaires
Avantages sociaux
Equivalent normal du salaire du propriétaire (lorsqu'il ne se fait pas de salaire)
Electricité, chauffage, etc.
Déneigement
Loyers
Assurances
Taxes, licences, permis, immatriculations
Frais de franchises
Téléphone et autres moyens de télécommunication
Autres frais généraux (courrier, carburant, siège social, représentants)
Uniformes et vêtements de travail
Entretien général et réparation
Mauvaises créances
Publicité, promotion, dons, commandites, etc.
Honoraires professionnels, comptabilité, etc.
Papeteries et autres fournitures de bureau
Frais bancaires, marge de crédit, etc.
Frais de financement des inventaires
Frais de financement à terme (Equipements, bâtisse, équipement de bureau)
Frais de traitement des cartes de crédit et d'intérac
Frais de restructuration
Equivalent normal du coût du capital investi (apports et bénéfices laissés dans l'entreprise)
Autres (tous les coûts qui ne trouvent pas place dans le classement précédent)

D. Analyse globale du coût d'exploitation

L'énumération précédente des composantes du coût d'exploitation, tirée de la comptabilité financière, avait pour objet de fixer le lecteur sur ce que doit comprendre le coût d'une activité commerciale. Il est, cependant, possible que la liste tirée de la comptabilité financière ne soit qu'un minimum . En effet, les données comptables sont la plupart du temps, basées sur les principes du coût d'acquisition, de l'unité monétaire et de réalisation. En d'autres termes, toute transaction n'est entrée en comptabilité qu'à son prix d'achat, que si elle est susceptible d'être quantifiée en termes monétaires et que si elle a effectivement eu lieu. Or la valeur marchande de ces transactions comptables, lorsqu'elles sont quantifiables, diffère souvent de leur valeur d'acquisition, certains coûts ne sont pas quantifiables en termes monétaires, tel la maladie d'un propriétaire et certains coûts tel le coût du capital ne sont versés à personne. Malheureusement, ce

[16] Poste d'essence avec ou sans service à l'auto et sans service de mécanique.

qui intéresse l'entrepreneur dans sa prise de décision, au premier plan, ce sont ses coûts futurs. L'information historique s'avère toujours de moindre secours, dans ce cas là[17]. A défaut d'une information idéale, les entrepreneurs ont pris l'habitude d'employer les données de la comptabilité financière sur les coûts comme des approximations. Cependant, il faut au moins que toutes les composantes de coûts soient considérées, la règle de maximisation oblige. La considération de l'ensemble des coûts n'est pas moins importante au niveau macro-économique. En effet, une économie où les entreprises produisent à perte est vouée à un échec certain.

Notons, cependant, que même si l'ensemble des coûts doivent être couverts dans leur totalité, il est fondamental de pouvoir les réduire à leur niveau optimal, à défaut de quoi l'entreprise de même que l'économie dans son ensemble feraient face à un autre risque : celui d'être balayé par la concurrence [18].

4. L'analyse des coûts

Maintenant que le coût d'exploitation est établi clairement, nous pouvons nous livrer à son analyse sans risque de confusion, car l'analyse des coûts, comme nous allons le voir, n'a pas échappé à la diversité qui a marqué leur définition ou leur classement. Nous traitons dans cette section les analyses de coûts les plus populaires suivantes :

(i) la marge de contribution marginale ;
(ii) le point mort ;
(iii) l'analyse volume profit ; et
(iv) a marge de sécurité.

A. La marge de contribution marginale

La dichotomie des coûts en fixes et variables a donné lieu à l'analyse dite de marge de contribution. Cette dernière peut, en effet, être définie comme la différence entre le chiffre d'affaires et la somme des coûts variables. Elle part en fait de l'hypothèse que les coûts fixes ont été déjà couverts par les revenus ou qu'ils ne peuvent être réduits. Elle mesure la rentabilité d'une activité d'une façon dynamique, sur une période donnée. La marge de contribution, ou marge sur coûts variables ne peut avoir de signification que lorsque les coûts fixes restent stables. La dissociation des coûts variables de ceux fixes répond à des considérations économiques. Il est établi, en effet, que l'optimum de marge est atteint lorsque le coût marginal est égal à la recette marginale. Alors que le coût marginal peut être défini comme étant le coût total additionnel causé par la production d'une unité supplémentaire d'output, la recette marginale est celle additionnelle, causée par la vente d'une unité supplémentaire.

La contribution marginale met l'emphase sur la rentabilité à court terme, lorsque les revenus de même que les coûts variables peuvent être influencés par le management, c'est-à-dire durant une période relativement courte, tel un cycle d'exploitation. Comme nous le savons, les coûts fixes ne

[17] Conscients du problème, la plupart des organes de normalisation comptables, spécialement le FASB des Etats Unis, avaient essayé de trouver un solution, mais en vain.

[18] Une discipline complète a vue le jour sur sujet.

peuvent pas bénéficier d'un tel avantage. La contribution marginale est donc le chiffre qui est le plus sensible aux décisions de gestion et peut aider à planifier les opérations de l'entreprise ainsi que d'évaluer ses résultats. Parfois on emploie le ratio de contribution marginale afin d'entreprendre la même analyse. Le ratio de contribution marginale est le rapport de la contribution marginale par rapport aux ventes. Ce ratio peut se calculer de la manière suivante :

RCM = Contribution marginale / Ventes *(Equation 2)*

Lorsque le ratio de contribution marginale est calculé pour un seul produit, il peut se calculer de la manière qui suit :

RCM = (Prix de vente unitaire - coûts variables unitaires) / Prix de vente unitaire *(Équation 3)*

Le tableau 11 expose clairement les notions de coût marginal et celui de recette marginale. Il est construit sur la base de l'exemple simple introduit précédemment.

Tableau 11
Coût marginal, recette marginale et marge optimale

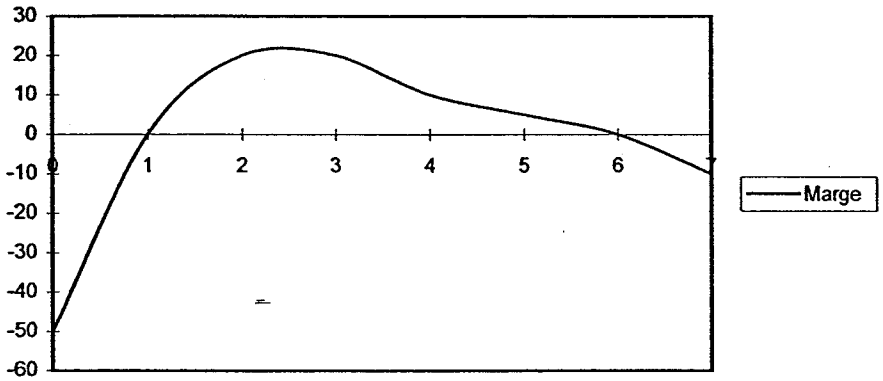
Unités	Coût total	Coût marginal	Recette totale	Recette marginale	Marge
0	50	100	0	150	-50
1	150	30	150	50	0
2	180	25	200	25	20
3	205	95	225	80	20
4	300	100	310	95	10
5	400	110	405	105	5

Nous constatons à la lecture du tableau précédent que le maximum de profit est réalisé lorsque le coût marginal est égal à la recette marginale. C'est-à-dire lorsque 2 à 3 unités sont produites et vendues. À ce niveau, en effet, l'entreprise maximise son profit. Cette situation est confirmée par le graphique 7 de la page suivante.

Graphiquement on peut aussi se rendre compte que la droite représentant la marge bénéficiaire est à son maximum lorsque 2 à 3 unités sont produites et vendues.

Graphique 7
Volume et marge optimale

Volume



B. Le point mort

L'analyse du point mort est effectuée dans le but de déterminer à quel niveau d'activité, l'entreprise est capable de couvrir tous ses coûts, mais ne réalisant pas encore de profit. En fait, le niveau de point mort correspond au volume d'activité où le total des revenus est égal au total des coûts. Une telle information est précieuse, parce qu'elle permet à l'entreprise de déterminer le niveau minimum acceptable d'activité. Il va sans dire que la qualité de l'investissement ou du projet s'accroît avec l'augmentation de la rentabilité. Une telle rentabilité n'est présente que lorsque le niveau d'activité est supérieur au point mort. Le point mort est généralement exprimé en dollars de ventes ou en unités .

a. En dollars :

PM$ = Coûts fixes totaux / Ratio de contribution marginale *(Equation 4)*

b. En nombre d'unités :

PMU = Coûts fixes totaux / Contribution marginale par unité *(Equation 5)*

Où :
PMU, représente le point mort en unités,
PM$, représente le point mort en dollars de ventes,
La contribution marginale est donnée par : (Prix de vente unitaire - Coût variable unitaire),

Un exemple peut nous aider à mieux comprendre la notion de point mort. Considérons une entreprise vendant un certain produit au prix de $100, dont les coûts variables s'élèvent à $45, pour la fabrication et $5, pour la vente. Les coûts fixes sont de $75,000, pour la fabrication et

$25,000, pour la vente et l'administration. Le point mort en unités peut être obtenu en appliquant l'équation 1.

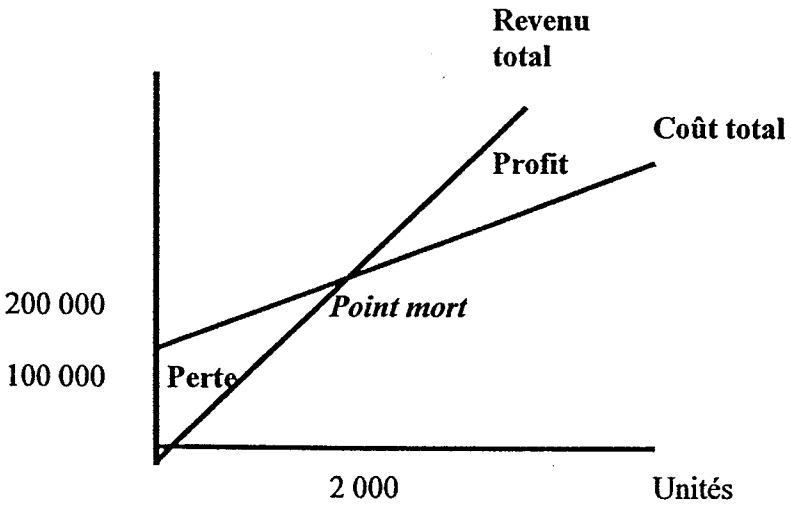
PMU = ($75 000 + $25 000) / ($100 -$50) = 2 000 unités

Le point mort en dollars peut être déterminé soit : en multipliant le PMU par le prix de vente unitaire, c'est-à-dire : (2 000 x $100), ou $200 000 ;

soit en appliquant l'équation 2 :
PM$ = ($75 000+ $25 000) / ($100 - $50) / $100 = $200 000.

Le graphique 8 démontre que le point mort est atteint lorsque la droite des revenus coupe celle des coûts. Les ventes en deçà de ce niveau résulteront en des pertes, alors que les ventes au-delà de ce niveau provoqueront des profits. Les montants des pertes et des profits sont représentés par les distances verticales entre les droites de revenus et de coûts.

Graphique 8
Représentation graphique du point mort



C. L'analyse volume profit

L'étape essentielle dans le contrôle du futur d'une organisation, consiste à planifier ses activités. En outre, la phase essentielle dans ce processus de planification consiste à prédire le volume des activités, les coûts à engager, les revenus à recevoir, ainsi que les profits à réaliser. L'outil employé à cette fin est l'analyse volume profit. Cette dernière aide à prévoir comment le revenu serait affecté par des changements dans les niveaux des coûts et des ventes. Le graphique volume profit est construit de façon à mettre en exergue les profits ou les pertes que peut réaliser l'entreprise. Pour cette raison l'axe vertical, représentant le profit, s'étend au-delà de l'origine afin de donner une idée de l'ampleur de la perte nette. L'axe horizontal, représente le volume.

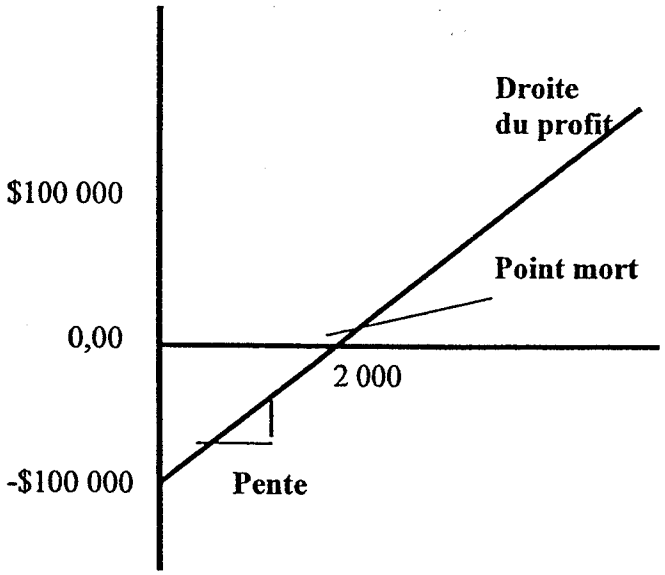
(Notons que la mesure du volume peut être exprimée en terme aussi bien de nombre d'unités qu'en terme de dollars de ventes). Le graphique 9 représente l'analyse graphique volume profit.

La droite profit (perte) est déterminée en calculant le profit (perte) à plusieurs niveaux d'activité. Les points les plus communément employés sont le niveau d'activité zéro et celui du point mort. Au point d'activité zéro, la perte serait exactement égale aux coût fixes. Dans notre exemple cela correspond aux coordonnées (0 unité, -$100 000). La droite de profit monte vers la droite et rencontre l'axe horizontal au point mort. Les coordonnées du point mort sont (2 000 unités, $0). L'équation pour la droite du profit est :

Profit net = $-a + bx$ *(Equation 6)*

Où :
a = intercepte, correspondant aux coûts fixes,
b = pente de la droite, correspondant à la contribution marginale unitaire, et
x = variable indépendante, correspondant au volume en unités ou aux ventes en dollars.

Graphique 9
L'analyse graphique volume profit



Notons que la pente de la droite du profit est égale à la contribution marginale. Le profit s'accroît (décroît) par le montant de la contribution marginale de chaque unité. Notons aussi que la droite du profit représente la contribution marginale cumulative en dollars à différents niveaux d'activité. Lorsque cette droite traverse l'axe horizontal, la contribution marginale cumulative est assez importante pour couvrir les coûts fixes. Les opérations au-dessus de ce niveau donnent lieu à un profit pour l'entreprise.

L'analyse volume profit peut aussi être employée par l'entreprise afin de réponde à des questions importantes comme :

(i) Quel niveau de vente doit-on réaliser si on veut gagner un certain niveau de profit ?
(ii) Combien de profit net serait réalisé si on réduit nos charges ?
(iii) Combien de profit net serait réalisé si le prix de vente est réduit ou le volume des ventes est accru ou les deux ?

D. Marge de sécurité

L'excédent des ventes prédites sur le point mort constitue la marge de sécurité dont disposerait l'entreprise. Cette différence est qualifiée ainsi parce qu'elle représente le montant par lequel les ventes peuvent baisser avant que l'entreprise ne commence à réaliser des pertes. Mathématiquement la marge de sécurité peut s'exprimer ainsi :

Marge de sécurité = (Ventes prévues - Ventes au point mort) / Ventes prévues (Equation 7)

E. Méthode de quantification du coût

Il est important, lorsque l'entreprise fait face à différents comportements de coûts de pouvoir les quantifier mathématiquement. En supposant la linéarité, le coût total peut être représenté de la manière suivante :

$$y = a + bx \qquad \textit{(Equation 8)}$$

Le symbole y est la variable dépendante, qui est l'objet de l'analyse et qui est décrite par une autre variable x. Le symbole x est la variable indépendante explicative. Les coefficients a et b sont l'intercepte et la pente, respectivement. L'intercepte indique la valeur de y lorsque x est égal à zéro et la pente indique la variation dans y pour chaque unité de x. L'équation du coût est très utile, aussi bien dans la description du comportement du coût, que dans le cas de l'évaluation de l'impact de diverses décisions. Traditionnellement les paramètres de l'équation précédente sont estimés en utilisant l'analyse classique de régression.

5. Conclusion

Historiquement, l'information sur les coûts n'a été soumise à aucune règle de conduite formelle et les gestionnaires furent toujours libres de la présenter pour leurs propres besoins, comme bon leur semble, dans sa totalité ou en fragmentation. Il en est résulté, par conséquent, une multitude de définitions des coûts et autant de méthodes de classement de ceux-ci. Malgré cela, certaines règles avaient bel et bien fini par s'imposer. Elles touchent particulièrement, l'évaluation des matières premières, celle des produits en cours de fabrication, celle des produits manufacturés, ainsi que celle des inventaires. Ces règles sont imposées par la comptabilité financière. Loin de clarifier les choses, cette intrusion standardisante de la comptabilité financière avait fini par rendre plus confus l'observateur profane. Ce dernier avait souvent confondu les traitements comptables des stocks et celui du coût total d'exploitation. En outre, même en reconnaissant tous les coûts, la comptabilité financière est demeurée toujours prisonnière de ses principes fondamentaux. En effet, deux de ses principes, en l'occurrence, le principe du coût d'acquisition et celui de l'unité monétaire, font en sorte que la comptabilité financière présente toujours une conception restrictive des coûts.

D'un point de vue purement économique, le coût doit inclure toutes ses composantes, qu'elles soient monétaires ou non monétaires. Il est donc possible que certaines composantes de coûts soient négligées par la comptabilité financière, non pas parce qu'elles ne fassent pas partie du coût d'être en affaires, mais tout simplement parce qu'il n'est pas possible de les quantifier en termes monétaires (Samuelson et al 1988, p.481). La non couverture de l'ensemble des coûts au sein d'une organisation ou d'une économie peut avoir des effets néfastes sur les deux. Ce travail a démontré que d'un point comptable. Tout comme d'un point de vue économique et conceptuel, tous les coûts doivent être considérés dans l'évaluation du coût d'exploitation. Il conclut, comme l'ont fait Kaplan et Atkinson (1989, p.192) que :

« All the resources of the firm exist to design, produce, market, and service the firm's products. Therefore, the costs of all the firm's resources can and should be considered product costs ».

Une telle conclusion, en plus d'être soutenue par des associations comptables, telle l' « American Accounting Association » des Etats-Unis, est partagée par plusieurs auteurs dont Rosenberg (1991), pour qui seul le coût total permet à l'entreprise de déterminer correctement les prix et Antony (1989) qui souligne que l'ensemble des coûts doit être inévitablement considéré lors d'analyse à long terme.

Alors qu'il n'y ait plus de doute, la considération de toutes les composantes de coûts est inévitable à long terme, ou alors les entreprises et par conséquent l'ensemble de l'économie, seraient en train de souscrire à leur propre faillite.

Références

American Accounting Association, « Tentative Statement of Cost Concepts Underlying Reports For Management Purposes », The Accounting Review 1971, p.183.

Anthony, R.N., « Reminiscence About Management Accounting », Journal of Management Accounting Research, Vol. I, Fall 1989, p 14.

Anthony, R.N., « Reminiscence About Management Accounting», Journal of Management Accounting Research, Vol. I, Fall 1989, pp. 1-20.

Canning, J. B. The Economics of Accountancy, New York : Ronald Press, 1929.

Dillon, R.D., and J.F. Nash, « The True Relevance of Relevant Costs », The Accounting Review, Vol. LIII, No 1, January 1978. P. 12.

Hitt, M.A., M.R., Ireland, and R.E. Hoskisson, « Strategic Management », West Publishing Company, 1995, p. 965

Horngren,C.T., « Comptabilité Analytique de Gestion », Les Editions HRW, Ltée, Montréal, 1977, p.24.

Jones, L.F., « Product Costing at Caterpillar », Management Accounting, February, 1991, p. 37.

Kaplan, R., « One Cost System Isn't Enough », Harvard Business Review, January-February, 1988, p. 64.

---------- et A.A. Atkinson, «Advanced Management Accounting », Prentice Hall, Englewood Cliffs, New Jersey, 1989.

Larson, K. D., and P.W. Miller, « Fundamental Accounting Principles »,Irwin Homewood, Ill., 13th Edition, 1993.

Monden, Y, and J. Lee, « How a Japanese Auto Maker Reduces Costs », Management Accounting, Vol. LXXV, issue 2, August 1993, p. 27.

Rosenberg, C. « Analyse des coûts, rentabilité et productivité », ESF éditeur, 4e édition 1991.

Samuelson, A.P., Nordhaus, W.D. and J. MacCallum, « Microeconomics », McGraw-Hill, 1988.

Annexe 1

Endettement des grandes pétrolières et coût de la dette à long terme, pour l'année 1996.

1. Introduction

Nous essayons ici de donner un aperçu du coût d'endettement à long terme des grandes pétrolières canadiennes et nous retenons, à titre indicatif, l'année 1996. Un tel coût peut peser significativement sur leur coût total d'exploitation.

2. Méthodologie

La population des grandes pétrolières canadiennes est formée de : (i) Esso, (ii) Shell, (iii) PetroCanada et (iv) Ultamar. Le tableau A1 nous indique que l'actif total des grandes pétrolières canadiennes s'est élevé en 1996 à 29 milliards de dollars, Esso détient la grande part, avec 36%, suivi par PetroCanada, avec 27%, viennent ensuite Shell et Ultramar, avec 22% et 15%, respectivement.

Tableau A1
Grandes pétrolières canadiennes, actif total en millions de $, 1996

	Esso	Shell	PetroCanada	Ultramar	Ensemble
Total passif & avoir	10 524	6 430	7 769	4 420,00	29 143
Importance de l'actif total (%)	36%	22%	27%	15%	100%

Sources : déterminés à partir des rapports annuels de 1996, des grandes pétrolières canadiennes

Afin d'établir le coût de la dette à long terme des grandes pétrolières pour l'année 1996, nous avons utilisé les données contenues dans leurs rapports annuels de cette même année (la plus récente en notre disposition, lors de la réalisation de cette étude). Pour atteindre l'objectif recherché, nous nous sommes appuyées sur les principes de la théorie financière, qui stipule que le coût de la dette à long terme (kd) est constitué par la moyenne pondérée des coûts individuels de ses différentes composantes.

$$Kd = kd1 \times D1/(D1 + D2 + ...+ Dn) + kd2 \times D2/(D1 + D2 + ...+ Dn) + kdn \times Dn//(D1 + D2 + ...+ Dn) \quad \text{(Eq.A1)}$$

Où :

Kd = Coût moyen pondéré de la dette à long terme.
Kd1 = Coût de la composante 1 de la dette à long terme,
Kd2 = Coût de la composante 2 de la dette à long terme,
Kdn = Coût de la composante n de la dette à long terme,

D1/(D1 + D2 + ...+ Dn) = Pourcentage représenté par la composante 1 dans l'ensemble de la dette à long terme,
D2/(D1 + D2 + ...+ Dn) = Pourcentage représenté par la composante 2 dans l'ensemble de la dette à long terme, et
Dn//(D1 + D2 + ...+ Dn) = Pourcentage représenté par la composante n dans l'ensemble de la dette à long terme.

3. Structure financière et d'endettement des grandes entreprises pétrolières canadiennes

En règle générale les grandes pétrolières canadiennes présentent un niveau d'endettement de presque 65%, si on tient compte des impôts reportés et cela en se basant sur les données de 1996. En effet, tel qu'indiqué par le tableau A2, chaque dollar employé part les grandes pétrolières canadiennes en 1996, 45 cents provenaient des passifs à court et à long terme, 19 cents des impôts reportés et 35 cents provenaient du capital action et du bénéfice non distribué.

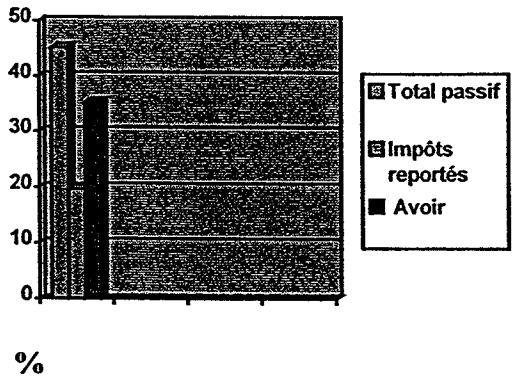
Tableau A2
Structure de financement des grandes entreprises pétrolières canadiennes, année 1996.

	Esso	Shell	PetroCanada	Ultramar	Ensemble	%
Total passif	4976,00	1 817	3 284	3 092,10	13 169	45,188
Impôts reportés	981	3851	793	87	5 712	19,6
Avoir	4 567	3 851	3 692	1 240,90	10 262	35,21
Total passif & avoir	10 524	6 430	7 769	4 420,00	29 143	100

Sources : déterminés à partir des rapports annuels de 1996, des grandes pétrolières canadiennes

Cette situation est rendue d'avantage plus claire par le graphique A1. Notons que si les importés reportés étaient ajoutés aux passifs, c'est de 65% d'endettement dont il faut parler.

Graphique A1
Grandes pétrolières canadiennes,
Structure financière, 1996



Les tableaux A3 à A6 donne une image claire de la structure d'endettement et de financement des grandes entreprises pétrolières canadiennes sur une base individuelle. Ultramar s'avère des plus endettée avec un taux de capitalisation de seulement 28%, alors que Shell apparaît comme la moins endettée avec un taux de capitalisation de 59, 89%. Dans l'ensemble, cependant, chaque

dollar investi par les grandes pétrolières canadiennes 35 cents uniquement proviennent des actionnaires, que ça soit sous forme de capital actions ou de bénéfices non distribués.

Tableau A3

Esso : Structure de financement, 1996

Passif à court terme	$	%
Créditeurs et charges à payer	1 594	15,15
Impôt sur le revenu à payer	781	7,42
Total passif à court terme	2 375	22,57
Passif à long terme		
Dette à long terme	1 544	14,67
Autres obligations à long terme	1 057	10,04
Total passif à long terme	2 601	24,71
Total des passifs	4 976	47,28
Impôts reportés	981	9,32
Total de l'avoir des actionnaires	4 567	43,40
Total du bilan	10 524	100,00

Sources : Rapport annuel 1996, bilan.

Tableau A4

Shell : Structure de financement, 1996

Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer	717	11,15
Impôt sur le revenu et taxe à payer	120	1,87
Total passif à court terme	837	13,02
Passif à long terme		
Dette à long terme	722	11,23
Autres engagements à long terme	238	3,70
Total des passifs à long terme	980	15,24
Total du passif	1 817	28,26
Avoir des actionnaires	3851	59,89
Impôts reportés	762	11,85
Total du bilan	6 430	100,00

Sources : Rapport annuel 1996, Bilan, p. 37

Tableau A5

PetroCanada: Structure de financement, 1996

Passif à court terme		
Fournisseurs et Charges à payer	1 196	15,39
Impôts sur le revenu à payer	58	0,75
Total passif à court terme	1 254	16,14
Passif à long terme		
Effets à payer - Ibernia	250	3,22
Dettes à long terme	1 459	18,78
Crédits reportés et autres éléments	321	4,13
Total passif à long terme	2030	26,13
Total passif	3 284	42,27

Impôts reportés	793	10,21
Avoir des actionnaires	3 692	47,52
Total bilan	7 769	100,00

Sources : Rapport annuel 1996, Bilan, p. 29.

Tableau A6
Ultamar Structure de financement, 1996

Passif à court terme		
Comptes à payer	540,7	12,23
Autres passifs échus	328,9	7,44
Taxes à payer	191,3	4,33
Impôts à payer	32,1	0,73
Total des passifs à court terme	1 093,00	24,73
Passif à long terme		
Dettes à long terme	1 649,50	37,32
Autres dettes à long terme	349,6	7,91
Total dettes à long terme	1 999,10	45,23
Total du passif	3 092,10	69,96
Impôts différés	87	1,97
Avoir	1 240,90	28,07
Total du bilan	4 420,00	100,00
Charges d'intérêts	128,5	

Sources : Rapport annuel 1996, Bilan, p. 36.

4. Coût de la dette à long terme des grandes entreprises pétrolières canadiennes en 1996

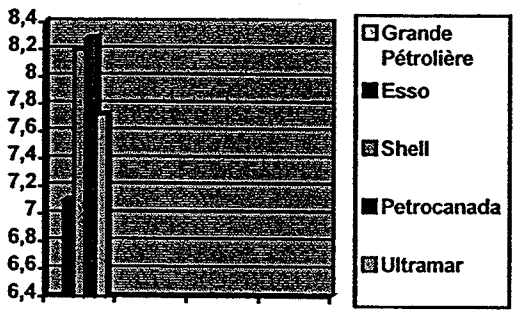
Les rapports annuels des grandes pétrolières canadiennes pour l'année 1996, manquent d'information en ce qui concerne le coût des passifs à court terme. Pour cette raison, nous nous sommes concentrés sur le coût de la dette à long terme. Le tableau A7 indique que dans l'ensemble les grandes entreprises pétrolières avaient supporté en 1996, un coût de dette à long terme avoisinant les 8%.

Tableau A7
Grandes pétrolières canadiennes, coût de l'endettement à long terme en 1996

Grande Pétrolière	Dette à long terme	% de l'ensemble	Coût	Coût moyen pondéré
Esso	1684	29,05	7,1	2,062693
Shell	754	13,01	8,19	1,0653429
PetroCanada	1709	29,48	8,28	2,441218
Ultramar	1 649,50	28,46	7,72	2,1968671
Total	5796,5	100,00		7,7661209

Le graphique A2 indique que PetroCanada en a accusé le coût d'endettement le plus élevé de l'industrie avec 8,28%, Esso le coût le plus bas, soit 7,1%. Esso et Ultramar se situent dans le milieu avec des coûts de 8,19% et 7,72%, respectivement. Globalement les grandes pétrolières canadiennes avaient accusé un coût moyen pondéré de l'endettement à long terme de 7,766%.

Graphique A2
Grandes pétrolières canadiennes, coût de la dette à long terme, 1996.



Les tableaux A8 à A11 donnent le détail du coût de la dette à long terme pour chacune des grandes pétrolières canadiennes, sur une base individuelle.

Tableau A8
Esso: Coût de la dette à long terme

Composante	$	%	Coût	Coût total
Débenture amortissable 2019	304	18,05	8,75	1,58
Débenture 1999	215	12,77	9,875	1,26
Débenture 2004	891	52,91	5,5	2,91
Débenture 2001	274	16,27	8,3	1,35
Total dettes à long terme	1684	100,00		7,10

Sources : Rapport annuel 1996, note 3.

Tableau A9
Shell : Coût de la dette à long terme

Composante	$	%	Coût	Coût total
Débentures 1999	343	45,49	7,375	3,35
Débentures 2001	411	54,51	8,875	4,84
Total dettes à long terme	754	100,00		8,19

Sources : Rapport annuel 1996, note 4, p. 42

Tableau A10
PetroCanada: Coût de la dette à long terme

Composante	$	%	Coût	Coût total
Hibernia 1998 (a)	150	8,78	6,125	0,54
Hibernia 1998 (b)	100	5,85	7,74	0,45
Effets non garantis 2001	411	24,05	8,6	2,07
Effets non garantis 2021	411	24,05	9,25	2,22
Débentures garanties 2026	377	22,06	7,875	1,74
Effets non garantis 1997	109	6,38	9,375	0,60
Obligations hypothécaires 2006	78	4,56	7,39	0,34
Effets à payer	62	3,63	7,39	0,27
Autres	11	0,64	8	0,05

Total dette à long terme	1709	100,00	8,28

Sources : Rapport annuel 1996, notes 14-15, p. 36

Tableau A11

Ultramar : Coût de la dette à long terme

Composante	$	%	Coût	Coût total
Senior notes	122,2	7,41	8,77	0,65
Other notes	174,9	10,60	8,25	0,87
Guranteed notes	274,3	16,63	8,625	1,43
Medium-term notes	294,8	17,87	8	1,43
Debentures	300	18,19	7,25	1,32
Commercial paper	146	8,85	7,25	0,64
Bank money market facilities	280	16,97	6,23	1,06
Mortgages	44,6	2,70	9,5	0,26
Others	12,7	0,77	8	0,06
Total dette à long terme	1649,5	100,00		7,72

Sources : Rapport annuel 1996, notes 10, pp. 43-44

4. Conclusion

En 1996 et dans l'ensemble, les actionnaires des grandes pétrolières canadiennes en ont pris en charge 35 cents de chaque dollar investi dans ces pétrolières. La majeure partie de cette contribution provenait des bénéfices non répartis.

Tableau A12

Grandes pétrolières canadiennes, composantes de l'avoir des actionnaires, 1996

Composante	Esso	Shell	Petrocanada	Ultramar	Ensemble	%
Capital action	2 441	830	1 208	1 047	5 526	18,96
Bénéfice non réparti	2 126	3 021	2 572	193,7	7 913	27,15
Avoir	4 567	3 851	3 692	1 240,90	10 262	35,21
Total passif & avoir	10 524	6 430	7 769	4 420,00	29 143	100,00

Sources : déterminés à partir des rapports annuels de 1996, des grandes pétrolières canadiennes

En outre les grandes entreprises pétrolières canadiennes avaient accusé un coût moyen pondéré sur leur dette à long terme de 7,766%.

CANADA

PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

NO : R-3399-98

RÉGIE DE L'ÉNERGIE

L'ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES INDÉPENDANTS DU PÉTROLE, 7811, boul. Louis H. Lafontaine, bureau 206, Anjou, Québec, H1K 4L4,

téléphone : (514) 355-9600
télécopieur : (514) 355-0457
Courriel : AQUIP@Mlink.net

(ci-après "L'AQUIP")

DÉCLARATION SOLENNELLE

Je, soussigné, Ahmed Naciri, professeur, domicilié et résidant au 275, Lorraine, dans la ville de Rosemère, province de Québec, déclare solennellement ce qui suit:

1. Je suis professeur titulaire et directeur du département des sciences comptables de l'école des sciences de la gestion de l'Université du Québec à Montréal;

2. Je suis un expert en sciences de la gestion et en sciences comptables et je joins à la présente déclaration copie de mon curriculum vitae comme annexe A;

3. Je suis l'auteur de l'étude intitulée "Les composantes du coût d'exploitation" et je suis informé que l'AQUIP entend présenter cette étude au soutien de sa position lors des auditions sur les coûts d'exploitation que doit supporter un détaillant d'essence ou en carburant diesel devant la Régie de l'énergie;

4. Lors de l'audition sur les coûts d'exploitation que doit supporter un détaillant en essence ou en carburant diesel devant la Régie de l'énergie, je témoignerai selon la teneur de l'étude mentionnée au paragraphe 3;

5. J'ai lu la présente déclaration solennelle et tous les faits y allégués sont vrais.

ET J'AI SIGNÉ, à Montréal
ce 29e jour de juin 1998

Ahmed Naciri

Affirmé solennellement devant moi,
à Montréal, ce 29e jour de juin 1998

COMMISSAIRE À L'ASSERMENTATION
FRANCE BOULAIS
116.085
DISTRICT DE MONTRÉAL

Commissaire à l'assermentation pour
le district judiciaire de Montréal

Ahmed Naciri
275 Lorraine, Rosemere, Qc. (Canada) J7A 3^{2}7

Phone : (514) 965 98 43 *E-Mail: naciri.ahmed@uqam.ca.* *Fax : (514) 965 98 43*

l'professeur Naciri est actuellement directeur du Département des Sciences Comptable de l'Université du Québec à Montréal, offrant des programmes de baccalauréats de maitrise et de Ph.d. Il possède une expérience solide et diversifiée de plus d'une vingtaine d'années, dans les domaines de diagnostic d'entreprises, des restructurations économiques et privatisations, du développement de nouveaux programmes universitaires et de la gestion des ressources humaines. M. Naciri est familié avec les systèmes d'enseignement à travers le monde : Nord américains, européens, francophone, etc. Ses activités internationales couvent tous les continents

Date de naissance : 10-10-1949 ***Situation familiale :*** *marié avec 3 enfants*

canadien

Éducation:

- Ph.D., Finance Internationale, Université Laval, 1983.
- MBA, Finance Corporative, Long Island University, N. Y., 1973.
- Diplôme de Droit des Affaires, Université Sorbonne-Panthéon, Paris, 1970.
- BA, Administration, Universié de Bordeaux, Bordeaux, 1969.

Titres professionnels :

- *CGA (Canada),*
- *Expert Comptable Assermenté (Maroc)*

Honneurs:

- Détenteur du prix d'excellence de l'Association des Sciences Administratives du Canada.
- Professeur invité dans bon nombre d'Universités à travers le Monde : Warsovie, Port-au-Prince, Tunis, Grenoble, Ottawa, Aix-en-Provence, Casablanca, ESSEC, Shanghai Maritime, Maastricht, Nicoste...
-Fondateur et ex-président du Conseil Canadian de Coopération avec le Maroc, qui consolidé les relations surtout Maroc-québécoises, en initiant quelques dizaines de projets conjoints.
-Réviseur pour plusieurs journaux internationaux et plusieurs organismes pourvoyeurs de fonds de recherche : SSRH, PFAC, etc.
-Directeur du Département des Sciences Comptables de l'Université du Québec à Montréal, avec quelques 2500 étudiants, une soixantaines de professeurs à plein temps et une centaines de vacataires et offrant des programmes de baccalauréats de maitrises et de Ph.d..

Langues:

Français, arabe, anglais et espagnol

Expérience:

- 1982 - : Professeur titulaire à l'Université du Québec à Montréal, enseignant des cours gradués et sous-gradués. Les cours enseignés portent sur la Méthodologie de la Recherche, la Fiance Internationales, la Fiance Corporative, la Théorie Comptable, la Théorie Financière, etc.. Ainsi que des séminaires spécialisés en matière de diagnostic et de restructuration.

1982 - :Consultant pour plusieurs organisation canadiennes et internationales dans des projets dans de pays comme le Maroc, la France, la Hollande, la Tunisie, Chypre, Égypte, Quater, Kyrgistan, Kazakhstan, Chine, Vietnam, Tailande, Indonésie, Malaisie, etc.

Activités de recherche :

- Les domaines de recherche couvrent : L'Efficience des marchés, les Options et les Marchés à Terme, l'Harmonisation Comptable Internationale, les Restructurations Économiques, les Institutions Financières, le Financement Universitatre, etc.

- Plus d'une soixantaine de document de recherche publiée notamment dans des journaux spécialisés tel :

Canada :
-Journal of Administrative Sciences of Canada.
-CA-Magazine, Cost Management,

-CMA-Magazine.
-Revue PMO.
-CGA-Magazine.

Etats Unis:

-Journal of Futures Market.
-Advances in International Accounting.
-International Journal of Accounting

France :

-Revue française de comptabilité.
-Revue finance

PUBLICATIONS

- "The European Accounting Directives as a Conceptual Framework", UQAM 1998.
- "The New Trend in Canadian Banking Industry", UQAM 1998.
- "Philosophie des comptes aux Etats Unis et en France", ESSEC 1998 (en collaboration avec B. Esnault).
- "De L'IRIR à la réalité", Chaire de Coopération UQAM, 1997.
- "Economic restructuring, The lessons to be learned", UQAM, 1997.
- "A retrospective on efforts to establish a conceptual framework in Europe" ESSEC, 1996.
- "L'Evolution de la pensée comptable contemporaine : une analyse rétrospective" Working paper ESSEC 1996.
- "Le Financement de l'enseignement Supérieur au Canada, le Désengagement", Document de Travail UQAM 1996.
- "L'évolution des rémunérations et de l'emploi." Working paper ESSEC 1996.
- "La gestion des revenus reportés par les banques françaises." Working paper ESSEC 1996.
- "Canadian Commercial Banks Solvency", Working paper UQAM 1995.
- "The Inadequacy of Canadian Banks Capital Ratio Adequacy", Working paper UQAM 1995.
- "Canadian Commercial Banks Earnings Management", Working paper UQAM 1995.
- "L'Université Québecoise entre le Marteau et l'Enclume", Document de travail UQAM 1994.
- "L'Université de Montréal, les Bonnes Années Financières" (non publié) 1994.
- "Financial information systems and the economic development", European Accounting Association Annual Conference, 1993.
- "The Moroccan Financial Market: an essay of reorganization", UQAM, 1992, (120pp).
- "Financial diagnosis : The targa analysis", UQAM 1991.
- "Options and Investment Strategies", Journal of Futures Market - U.S.A., 1990. (with B. Morard, University of Geneva). (13 pp.)
- "Economic consequences in Canadian accounting standard setting": a teaching tool. Advances in International Accounting - U.S.A., Vol. III, 1990. (with R. Bloom, John Caroll University, U.S.A.).
- "The cultural influence in accounting standard setting: a comparative analysis of Canada, England and the United States", International Journal of Accounting - U.S.A., 1989, (with R. Bloom, John Caroll University, U.S.A.). (28 pp.)
- "An analysis of the accounting standard setting framework in two european countries: France, the Nederland", Advances in International Accounting - U.S.A., Vol. II, 1988, (with R. Bloom, John Caroll University, U.S.A.).
- "Le crédit bancaire dans le financement des petites entreprises canadiennes", Canadian Journal of Administrative Sciences, September 1988. (15 pp.)
- "An Examination of the Master's Degree Program in Accountancy, CGA Magazine, December 1988, (with R. Bloom, John Caroll University, U.S.A. (40 pp.)
- "L'efficience des marchés des capitaux et ses conséquences sur le cadre comptable français", Revue française de comptabilité, Jan. 1987. (with A. Ged, Aix-Marseille). (10 pp.)
- "The Financial Risk an Element to be taken care of in Financial Statement Analysis", CGA Magazine, July 1987. (16 pp.)
- "The standard setting process in England and West Germany: a comparative analysis", Centre de recherche en gestion - UQAM, Working Paper No 10-87. (with R. Bloom, John Caroll University, U.S.A.).
- "The Toronto option exchange effeciency", Centre de recherche en gestion - UQAM, Working Paper, No 30-87. (with B. Morard, University of Geneva).
- "Les options instrument moderne d'investissement", Centre de recherche en gestion - UQAM, Working Paper, No 56-87, (with B. Morard, University of Geneva).
- "La gestion du risque de change au Canada", Centre de recherche en gestion - UQAM, Working Paper, No 51-87, (with D. Tremblay, Laval).
- "Les PME et le financement public au Québec: attrait en connaissance du processus", Centre de recherche en gestion - UQAM, Working Paper No 52-87, (with J. Desroche, UQAM et J. Théberge, Laval).
- "A retrospective on efforts to establish a conceptual framework", Les annales de l'Association canadienne des professeurs de comptabilité, 1987, (with R. Bloom, John Caroll University, U.S.A.).
- "The cultural influence in accounting standards setting: a comparative analysis of Canada, England and United States", Les annales de la Sixth Annual Conference, Language and Communication for World Business, Michigan, 1987, (with R. Bloom, John Caroll University, U.S.A.).
- "Normal Distribution Hypothesis: the Case of Simultaneous Events", Canadian Journal of Administrative Sciences, June 1986. (15 pp.)
- "Une analyse comparative des systèmes de normalisation français et américain", Revue française de comptabilité, September 1986. (10 pp.)

-"Le cadre conceptuel américain et ses conséquences sur le modèle comptable traditionnel", Revue française de comptabilité, November 1986. (8 pp.).
-"The Impact of the EMH on Accounting Standards", CA Magazine, April 1985.
(with D. Tremblay, Laval University).
-"Accounting Education: An approach to be revisited", Cost Management, Jan. 1985.
(with D. Tremblay, Laval University). (9 pp.)
-"Petites entreprises financement difficile", Revue PMO, 1985.
(with S. Bourque, UQAM). (12 pp.)
-"Le financement des petites entreprises: mythe et réalité", Les annales de la treizième conférence mondiale sur la petite entreprise, 1985.
-"Structure financière des multinationales", Les annales de l'Association canadienne des sciences administratives, 1985.
-"Les effets économiques des normes comptables", Les annales de l'Association canadienne des professeurs de comptabilité, 1985.
(with R. Bloom, John Caroll University, U.S.A.).
-"Devises étrangères et normalisation comptable: impact et réaction". Faculté d'Administration, Université Laval, Working Paper No 84-114. (with D. Tremblay, Laval).
-"La réaction boursière à l'uniformité en matière comptable", Université d'Ottawa, Working Paper No 14-83.
-"Les effets économiques des nouvelles ré, 1983.
-"Les politiques de protection et le cash-flow glementations", Université d'Ottawa, Working Paper No 9-83.
-"Le risque systématique des firmes multinationales américaines durant la période 1974-1976", Les annales de l'Association canadienne des sciences administratives, 19983
- Structure financière des multinationales", Les annales de l'Association canadienne des professeurs de comptabilité, 1982.
-"Les effets de changements de réglementation sur les entreprises multinationales", Les annales de l'Association française de finance, 1982.

Books and Monographs

-"Investment and Financing Decisions", Univers éditeur, Montréal, 1991. (620 pp.)
-"La nouvelle réglementation américaine en matière de change et le comportement boursier des multinationales", Les Presses de l'Université Laval, 1983. (140 pp.)
-"Comptabilité sans peine" (150 pp.), 1992
-"Financial Reporting Paradigms" (120 pp.), 1994
-"Les Fondements de la Comptabilité" (220 pp.), 1996.
-"Price de décisions financières".1997.

INSTITUT CANADIEN DES PRODUITS PÉTROLIERS
CANADIAN PETROLEUM PRODUCTS INSTITUTE

SIÈGE SOCIAL DE L'ICPP
Personne-ressource :
Brendan Hawley, vice-président
275, rue Slater, bureau 1000
Ottawa (Ontario) K1P 5H9
Tél. : 613 232-3709
Téléc. : 613 236-4280
Courriel : brendanhawley@cppi.ca

BUREAUX RÉGIONAUX DE L'ICPP

Division de l'Atlantique
Personne-ressource :
Les Stewart, vice-président
Dartmouth (Nouvelle-Écosse)
Tél. : 902 465-7776
Téléc. : 902 465-1202
Courriel : lesstewart@cppi.ca

Division du Québec
Personne-ressource :
René Miglierina, vice-président
Montréal (Québec)
Tél. : 514 284-7754
Téléc. : 514 284-3301
Courriel : renemiglierina@cppi.ca

Division de l'Ontario
Personnes-ressources :
Bob Clapp, vice-président
Gail Bolubash, directrice
North York (Ontario)
Tél. : 416 492-5677
Téléc. : 416 492-2514
Courriel : bobclapp@cppi.ca
gailbolubash@cppi.ca

Division de l'Ouest
Personnes-ressources :
Bill Levy, vice-président
Judy Wish, directrice
Calgary (Alberta)
Tél. : 403 266-7565
Téléc. : 403 269-9367
Courriel : billlevy@cppi.ca
judywish@cppi.ca

Ce document peut être consulté sur notre site web à www.icpp.ca

DE LA RAFFINERIE À LA POMPE

L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE D'AVAL DU CANADA

INSTITUT CANADIEN DES PRODUITS PÉTROLIERS
CANADIAN PETROLEUM PRODUCTS INSTITUTE

L'INSTITUT CANADIEN DES PRODUITS PÉTROLIERS

NOS MEMBRES

ARCO Products Canada Limited
Chevron Canada Limited
Compagnie Pétrolière Impériale ltée, Division des produits
Husky Oil Operations Limited
La Société Canadian Tire limitée
NOVA Chemicals (Canada) Ltd.
Parkland Industries Ltd.
Penzoil Products Canada
Petro-Canada
Produits Shell Canada limitée
Safety-Kleen Canada Inc.
Sunoco Inc., Suncor Energy Inc.
Ultramar ltée

INSTITUT CANADIEN DES PRODUITS PÉTROLIERS
CANADIAN PETROLEUM PRODUCTS INSTITUTE

QUI SOMMES-NOUS ?

L'INSTITUT

L'Institut canadien des produits pétroliers (ICPP) est une association de sociétés canadiennes engagées dans le raffinage, la distribution et la commercialisation de produits pétroliers servant aux transports, à l'énergie domestique et aux usages industriels. Ces activités de l'industrie pétrolière sont regroupées dans ce qu'on appelle « le secteur d'aval ».

NOS MEMBRES

Nos sociétés membres exploitent 17 raffineries et d'autres installations et alimentent quelque 11 000 points de vente au détail partout au pays.

- Nos membres et leurs sociétés affiliées fournissent 85 p. 100 des produits pétroliers consommés par les Canadiens et par les Canadiennes.
- Le secteur d'aval emploie, de façon directe et indirecte, plus de 230 000 Canadiens et Canadiennes.
- En 1997, la fabrication et la vente des produits pétroliers ont ajouté environ un milliard de dollars au produit national brut du Canada. On évalue à plus de 30 milliards de dollars le montant des ventes de produits pétroliers durant la même année.
- La vente des produits raffinés comme l'essence à moteur rapporte, chaque année, plus de 10 milliards de dollars en taxes à la consommation aux gouvernements fédéral et provinciaux.

LES PRODUITS PÉTROLIERS VENDUS AU CANADA

Les produits que nous fabriquons sont offerts dans toutes les collectivités canadiennes à l'année longue.

Les raffineurs fournissent des biens et des services répondant à plusieurs de nos besoins en matière de mobilité ainsi que des produits énergétiques essentiels au fonctionnement de nos résidences ainsi que des commerces et des industries de ce pays.

Les raffineries canadiennes sont bien équipées pour fabriquer, entre autres, des produits courants comme les carburants et les lubrifiants sur lesquels le consommateur peut toujours compter, peu importe la saison ou les conditions climatiques de l'heure.

CES PRODUITS COMPRENNENT :

- les carburants utilisés pour le transport routier, ferroviaire, aérien et maritime ;
- les huiles à chauffage pour le foyer, le bureau et l'usine ainsi que les mazouts servant à produire l'énergie électrique ;
- les matières premières entrant dans la fabrication d'une vaste gamme de produits comme les cires domestiques (les polis), les crayons à dessiner, les encres d'imprimerie, les diluants à peinture, les huiles lubrifiantes, les plastiques, les résines et les polymères d'emballage (sac de lait), les fournitures médicales (seringues), les matériaux de construction (tuyaux de plastique et bardeaux), et d'autres produits de consommation (plastique des cartes de crédit, plaques d'interrupteur et volants d'automobile) ;
- l'asphalte qui recouvre nos autoroutes, nos pistes d'atterrissage et nos voies d'acces à la maison ;
- les huiles lubrifiantes et autres produits répondant aux besoins domestiques, industriels, régionaux et saisonniers.

UNE PRÉSENCE AUSSI DISCRÈTE QUE POSSIBLE

Nous sommes bien conscients de l'inquiétude que soulèvent les produits pétroliers à l'égard de la pollution atmosphérique dans nos villes, du changement climatique, des déversements de produits pétroliers et des possibilités de contamination du sol, des eaux souterraines et des eaux de surface.

L'ICPP et ses sociétés membres s'efforcent de mieux faire comprendre les questions relatives à la santé, à la sécurité et à l'environnement et favorisent un usage responsable de nos produits. Nous encourageons la conservation énergétique et nous faisons en sorte que nos produits ne posent pas de risques inacceptables à la santé humaine et à la sécurité.

De 1993 à 1996, les membres de l'ICPP ont investi entre 230 et 270 millions de dollars par année dans des opérations et des activités d'entretien visant la protection de l'environnement.

Nous sommes privilégiés de vivre dans un pays possédant des ressources énergétiques aussi abondantes. Cependant, nous reconnaissons que nous devons tous continuer, dans l'avenir, à prendre des décisions réfléchies en matière d'énergie.

RENSEIGNEMENTS

Vous trouverez de plus amples renseignements sur l'industrie et sur ses activités dans cette brochure et sur notre site Web (**www.icpp.ca**).

Vos questions et vos commentaires nous tiennent à coeur. N'hésitez pas à en faire part au bureau de l'ICPP le plus près de chez vous. Vous trouverez une liste de nos bureaux sur la dernière page de cette brochure.

SATISFAIRE LES BESOINS ÉNERGÉTIQUES DU CANADA

Le secteur canadien du raffinage du pétrole et de la commercialisation des produits pétroliers tient à offrir aux Canadiens les produits dont ils ont besoin. L'industrie continue de satisfaire cette demande malgré les défis posés par des normes environnementales de plus en plus strictes et les exigences du consommateur pour des produits et services offerts à prix concurrentiel.

En règle générale, l'industrie a été en mesure de livrer ses produits et services à toutes les collectivités de manière économique et efficace, même dans un contexte commercial très compétitif pour les raffineurs et pour les détaillants.

Il y a 20 ans, l'industrie canadienne comptait près de 40 raffineries ainsi que 24 000 stations-service. L'industrie a reconnu qu'elle devrait rationaliser ses installations en cette époque de baisse de la demande pour les produits et à cause de la plus grande efficacité énergétique des véhicules. Elle a donc pris les décisions qui s'imposaient. La plus petite taille de l'industrie lui permet tout de même d'offrir tous les produits nécessaires à des prix comparables à ceux en vigueur il y a 40 ans.

La reformulation continue des essences les a constamment améliorées et a permis de commercialiser des carburants moins polluants. L'efficacité accrue des raffineries et de leurs méthodes de production a amélioré leur efficacité énergétique. Non seulement a-t-elle abaissé les dépenses, mais elle a aussi fait chuter la consommation énergétique. D'autres projets comme le Programme national de recyclage des huiles usées de l'ICPP sont la preuve que l'industrie a su répondre aux attentes nouvelles.

L'industrie ne cessera de s'adapter pour offrir au consommateur les produits pétroliers dont il a besoin. Elle est maintenant en bonne position pour répondre efficacement à ces besoins. L'industrie continuera aussi de faire preuve d'innovation, tout en demeurant pragmatique. Elle veut toujours être en mesure de respecter ses engagements en matière d'environnement ainsi que les préférences du consommateur.

RENSEIGNEMENTS

L'Institut canadien des produits pétroliers (ICPP) est une association de sociétés canadiennes engagées dans le raffinage, dans la distribution ou dans la commercialisation de produits pétroliers servant au transport, à l'énergie au foyer et aux usages industriels.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur notre industrie et sur ses activités, veuillez consulter notre site Web à **www.icpp.ca** ou appeler le bureau de l'ICPP le plus près :

ICPP Siège social	tél. : 613 232-3709
ICPP (Atlantique)	tél. : 902 465-7776
ICPP (Québec)	tél. : 514 284-7754
ICPP (Ontario)	tél. : 416 492-5677
ICPP (Ouest)	tél. : 403 266-7565

INSTITUT CANADIEN DES PRODUITS PÉTROLIERS
CANADIAN PETROLEUM PRODUCTS INSTITUTE

5

LE PRIX DE L'ESSENCE

Pourquoi le prix de l'essence connaît-il des fluctuations ? Qui établit le prix ? Quels sont les composants du prix de l'essence ? Pourquoi l'essence est-elle plus chère au Canada qu'aux États-Unis ?

Ce sont là des questions pertinentes que le consommateur se pose souvent et auxquelles nous, en tant qu'industrie, devons répondre.

POURQUOI LE PRIX DE L'ESSENCE CONNAÎT-IL DES FLUCTUATIONS ?

Le prix de l'essence est influencé par une multitude de facteurs directs et indirects, notamment le prix mondial du pétrole brut, le prix de gros sur le marché nord-américain, le coût du raffinage, de la distribution et de la commercialisation, les taxes et le degré de concurrence sur le marché local.

Ce sont les marchés des produits de base nationaux et régionaux qui établissent respectivement le prix du pétrole brut et le prix de gros de l'essence. Ces prix fluctuent en fonction des modèles d'alimentation et de demande sur ces deux marchés distincts. Ces fluctuations influencent le niveau général des prix de l'essence sur tous les marchés.

Sur le marché de la vente au détail, les deux facteurs exerçant la plus grande influence sur le prix de l'essence à la pompe sont les dépenses d'exploitation de l'entreprise et la concurrence que se livrent « les détaillants du coin ». Par conséquent, le détaillant doit trouver un juste équilibre entre un prix qui rembourse toutes les dépenses d'exploitation et les frais de propriété, et un prix suffisamment bas pour attirer les clients et les conserver malgré la vive concurrence.

INSTITUT CANADIEN DES PRODUITS PÉTROLIERS
CANADIAN PETROLEUM PRODUCTS INSTITUTE

Quand on essaie de satisfaire ces deux exigences, les prix peuvent augmenter pour couvrir les dépenses, puis baisser pour empêcher une diminution de la part du marché au profit des concurrents. C'est alors qu'on note une volatilité des prix sur plusieurs marchés. À la fin, la concurrence que se livrent les détaillants pour conserver ou augmenter leur part du marché est le facteur exerçant la plus grande influence sur le prix quotidien à la pompe.

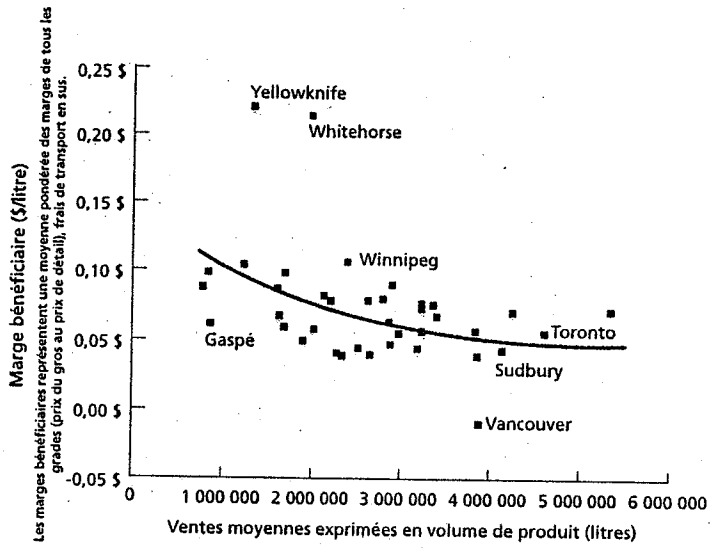
Les ajustements constants des prix aux conditions du marché produisent des cycles d'augmentation, puis de diminution des prix sur le marché de détail. La concurrence entre les « détaillants du coin » les pousse souvent à réduire leurs prix d'une fraction de cent à la fois pour attirer de nouveaux automobilistes ou pour conserver leurs clients actuels. En fait, les études menées sur le sujet indiquent que le consommateur passe à une autre marque pour réaliser une économie de deux dixièmes de cent le litre.

Sur une longue période, ces diminutions successives de prix entraînent une baisse générale des prix sur le marché pouvant atteindre plusieurs cents le litre. Certains détaillants ne peuvent soutenir longtemps une telle vente au rabais qui les empêche de récupérer leurs dépenses d'exploitation et leur frais de propriété. Ils n'ont alors d'autre choix que d'afficher rapidement un nouveau prix plus élevé qui correspond à leurs besoins. Même si le mouvement à la hausse prend fin quand un détaillant décide de vendre de nouveau l'essence à rabais et de relancer le cycle, l'effet sur le consommateur est saisissant. À ses yeux, les prix ont augmenté sans aucune raison apparente.

En fait, la volatilité du prix de l'essence est l'exemple le plus probant d'une véritable concurrence des prix. Les détaillants savent très bien que le prix le plus bas attire les automobilistes et fait augmenter les ventes.

7

Relation entre la marge bénéficiaire et le volume moyen du point de vente — 1998

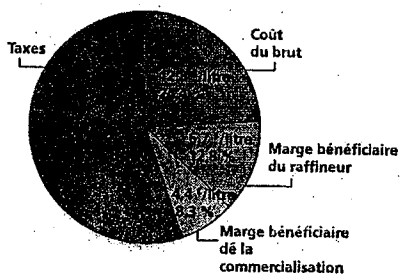


Source : M.J. Ervin

QUELS SONT LES COMPOSANTS DU PRIX DE L'ESSENCE ?

En 1998, le prix moyen de l'essence ordinaire sans plomb vendue au Canada était de 52,5 cents le litre. Ce prix comprenait 28,6 cents de taxes fédérales et provinciales, 12,8 cents pour le pétrole brut, 6,7 cents pour le raffinage et 4,4 cents pour la commercialisation et la marge bénéficiaire. On estimait alors que le profit moyen était d'environ un cent le litre.

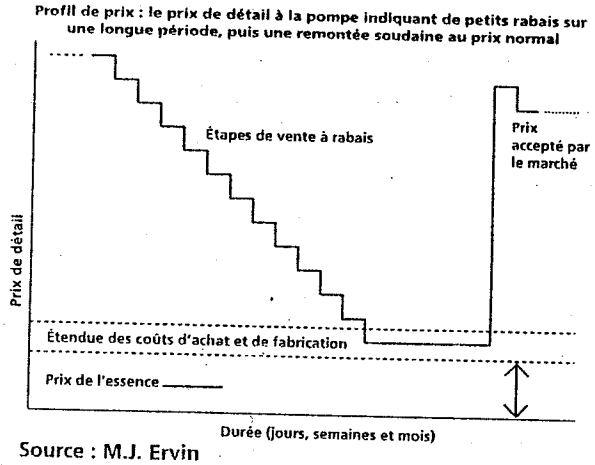
Marges et composants du prix à la pompe de l'essence ordinaire Moyenne canadienne en 1998



Prix à la pompe moyen de 52,5¢ le litre au Canada

Source : M.J. Ervin

Anatomie d'un profil de prix



Source : M.J. Ervin

POURQUOI LES PRIX CHANGENT-ILS D'UNE RÉGION À L'AUTRE ?

Plusieurs facteurs expliquent les variations du prix de l'essence au pays. Premièrement, les frais de transport et les taxes (provinciales et municipales) ne sont pas les mêmes dans toutes les régions. Deuxièmement, le volume de vente pourrait grandement influencer le prix. Finalement, on doit tenir compte de l'intensité de la concurrence présente sur un marché à un moment précis parce que cette concurrence a des répercussions évidentes sur les prix.

Une recherche réalisée en 1996 par M.J. Ervin and Associates a examiné les variations de prix sur 19 marchés canadiens pour le compte de l'ICPP et d'Industrie Canada. L'étude a révélé que les prix locaux sont très influencés par le volume moyen vendu par station sur le marché, ce qui détermine, dans une bonne mesure, l'importance de la marge dont le détaillant a besoin pour exploiter son commerce. Ainsi, les marchés à volumes élevés exigent habituellement des marges bénéficiaires moins grandes que les marchés à faibles volumes.

Une fois l'étude actualisée à l'aide des renseignements de 1998, les données de M.J. Ervin montrent la relation existant entre le volume et la marge bénéficiaire sur plusieurs marchés témoins.

POURQUOI LE PRIX DE L'ESSENCE AU CANADA EST-IL PLUS ÉLEVÉ QU'AUX ÉTATS-UNIS ?

Les taxes expliquent en bonne partie cette différence. Avant taxes, le prix d'un litre d'essence vendu au Canada est comparable au prix d'un volume équivalent aux États-Unis.

En 1998, par exemple, M.J. Ervin & Associates a noté que les taxes à la consommation imposées par les états américains et par le gouvernement fédéral de ce pays totalisaient 16 cents canadiens le litre. À cette même date, les taxes canadiennes représentaient 28,6 cents le litre. En d'autres mots, le prix moyen de l'essence ordinaire vendue dans une station libre-service aux États-Unis, avant taxes, était de 24,4 cents canadiens le litre. Au Canada, le prix équivalent était de 23,9 cents le litre.

LE PRIX NE FAIT-IL QUE MONTER ?

Les prix réagiront toujours aux conditions du marché. Cependant, la tendance générale au Canada révèle que les prix moyens ont connu une baisse à long terme.

Ainsi, en janvier 1999, l'Indice des prix à la consommation de Statistique Canada a montré que le prix de l'essence avait chuté de 9,3 p. 100 en 1998.

En 1997, une étude menée par Statistique Canada a montré que le prix d'un litre d'essence vendu au Canada en 1996 était le même qu'en 1957, avant taxes et inflation prise en compte.

De plus, une étude portant sur le prix de l'essence et réalisée en 1996 par M.J. Ervin & Associates a montré que le prix de l'essence, avant taxes et calculé en dollars courants, avait diminué de quatre cents le litre entre 1986 et 1995 ou de dix cents le litre si on le calcule en dollars constants rajustés pour inflation.

Cette baisse du prix de l'essence avant taxes vient, en grande partie, d'une plus grande efficacité dans les secteurs du raffinage, des transports, de la livraison et de la vente au détail au sein de l'industrie.

POURQUOI LES PRIX AFFICHÉS CHANGENT-ILS EN MÊME TEMPS ?

Les consommateurs sont très attentifs au prix de l'essence. Par conséquent, les détaillants oeuvrant sur un marché concurrentiel doivent réagir très rapidement aux gestes posés par leurs concurrents. Si un détaillant abaisse son prix, les autres détaillants l'imitent habituellement. S'ils ne le font pas, ils risquent de perdre des ventes et voir rétrécir leur part du marché. Il en va de même quand un détaillant décide d'augmenter ses prix. Pour récupérer la marge bénéficiaire perdue à cause des rabais, les autres détaillants décident souvent de les imiter en haussant leurs prix.

Tous les prix semblent augmenter en même temps parce que les concurrents réagissent très rapidement aux décisions de leurs voisins. Les automobilistes voient plusieurs stations concurrentes afficher leurs prix au moment où ils doivent faire le plein. Il est donc normal que les détaillants cherchent à attirer leur attention et leurs sous en affichant le prix de l'essence bien en vue, près du trottoir. En voyant les nouveaux prix affichés, le détaillant voisin y réagit souvent immédiatement.

QUELS AVANTAGES LE CONSOMMATEUR TIRE-T-IL D'UN MARCHÉ CONCURRENTIEL ?

Le marché actuel permet au consommateur de choisir la station offrant le meilleur prix et le meilleur service. Le grand nombre de marques, l'affichage des prix, des détaillants offrant des prix concurrentiels, le service et la commodité assurent la compétitivité du marché.

RENSEIGNEMENTS

L'Institut canadien des produits pétroliers (ICPP) est une association de sociétés canadiennes engagées dans le raffinage, dans la distribution ou dans la commercialisation de produits pétroliers servant au transport, à l'énergie au foyer et aux usages industriels.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le prix de l'essence et sur notre industrie et ses activités, veuillez nous appeler au numéro sans frais 1-888-680-9666, visiter notre site Web à **www.icpp.ca** ou communiquer avec le bureau de l'ICPP le plus près de chez vous :

ICPP Siège social	tél. : 613 232-3709
ICPP (Atlantique)	tél. : 902 465-7776
ICPP (Québec)	tél. : 514 284-7754
ICPP (Ontario)	tél. : 416 492-5677
ICPP (Ouest)	tél. : 403 266-7565

LA PROTECTION DE LA QUALITÉ DU SOL

À l'ICPP, nous savons bien que toute négligence peut endommager sérieusement le sol et les eaux souterraines. Pour limiter la possibilité de déversements accidentels et éviter leur impact, l'industrie conserve son équipement en bon état de fonctionnement et accorde une grande importance à l'élimination de ses déchets.

- En 1997, moins de 1/100 de un pour cent de tous les hydrocarbures transportés et vendus au Canada ont été déversés.
- Les membres de l'ICPP recyclent et reraffinent chaque année jusqu'à 323 millions de litres d'huiles usées.
- Grâce au programme d'accréditation des chauffeurs mis de l'avant par l'ICPP, le transport routier des carburants est maintenant plus sécuritaire.
- Des systèmes raffinés de détection des fuites réduisent le nombre de fuites et de déversements accidentels sur les sites de transbordement et aux installations de stockage.
- L'installation de réservoirs modernes et d'équipement anticorrosion réduit les écoulements souterrains.

LA PROTECTION DE LA QUALITÉ DE NOTRE EAU

Depuis 1995, des organismes d'intervention en cas de déversement ont été créés en Colombie-Britannique, le long des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent, et dans les provinces de l'Atlantique. Ces organismes offrent un service d'intervention d'urgence 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, 365 jours par année. Même si les membres de l'ICPP sont responsables d'un nombre infime de déversements en milieu marin, nous estimons que le soutien constant accordé à la protection de l'environnement marin représente le meilleur moyen d'atténuer les répercussions des déversements d'hydrocarbures et de les prévenir. En 1997, par exemple, on a enregistré seulement six déversements en milieu marin, aucun ne dépassant 1000 litres.

LES MESURES VISANT À ATTÉNUER LES RÉPERCUSSIONS DES DÉVERSEMENTS COMPRENNENT :

- la mise en oeuvre de programmes de surveillance des eaux souterraines sur les points de vente au détail de nos sociétés membres ;
- l'industrie utilise normalement des navires à double coque plus solides ; et
- un Plan canadien d'intervention d'urgence en cas de déversement en milieu marin a été mis en oeuvre. Des équipes sont prêtes à intervenir 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 et 365 jours par année.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le dossier de l'industrie en matière d'environnement, il suffit de vous rendre sur notre site Web à **www.icpp.ca** pour consulter les rapports préparés par l'ICPP sur notre performance dans les domaines de l'environnement et de la sécurité ou de les commander auprès de l'un des bureaux de l'ICPP apparaissant ci-dessous.

SANTÉ ET SÉCURITÉ

L'industrie accorde une grande importance à la protection de la santé et de la sécurité du public en s'assurant, en tout temps, que ses installations et ses produits respectent les normes et règlements des gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux s'appliquant à la fabrication, à la distribution et à la commercialisation des produits pétroliers.

L'industrie contribue aussi à des travaux de recherche portant sur la santé afin de favoriser la mise en oeuvre de politiques axées sur de solides données scientifiques.

RENSEIGNEMENTS

L'Institut canadien des produits pétroliers (ICPP) est une association de sociétés canadiennes engagées dans le raffinage, dans la distribution ou dans la commercialisation de produits pétroliers servant aux transport, à l'énergie au foyer et aux usages industriels.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur notre industrie et sur ses activités, veuillez consulter notre site Web à **www.icpp.ca** ou appeler le bureau de l'ICPP le plus près :

ICPP Siège social	tél. : 613 232-3709
ICPP (Atlantique)	tél. : 902 465-7776
ICPP (Québec)	tél. : 514 284-7754
ICPP (Ontario)	tél. : 416 492-5677
ICPP (Ouest)	tél. : 403 266-7565

LA CONTRIBUTION DE L'INDUSTRIE À L'ÉCONOMIE CANADIENNE

À cause de sa géographie, de sa taille, de son climat et des particularités de son économie, le Canada est un grand consommateur d'énergie.

- Notre hiver rigoureux crée une forte demande saisonnière pour les produits énergétiques.

LES PRODUITS PÉTROLIERS SATISFONT :
- 98 % des besoins de carburants de transport
- 20 % des besoins domestiques et agricoles
- 18 % des besoins industriels
- 7 % des besoins de chauffage et d'éclairage des secteurs commerciaux et gouvernementaux

- Plusieurs de nos industries de base – l'agriculture, les mines, la fabrication de l'acier, les pâtes et papiers comptent beaucoup sur les produits énergétiques pour soutenir leurs techniques de traitement.
- Nos exportations s'appuient sur des réseaux de transport complexes et sur notre capacité à fabriquer les produits énergétiques requis pour assurer leur fonctionnement.
- Les matières premières et les produits manufacturés doivent franchir de longues distances.

LE CANADA UTILISE PLUSIEURS SOURCES D'ÉNERGIE

Il n'est pas étonnant que le Canada, à cause de son climat, de sa géographie et de l'importance de son industrie primaire, soit l'un des plus grands consommateurs d'énergie par habitant parmi les pays du G7.

Cependant, dans le même groupe de pays, c'est le Canada qui s'en remet le moins aux produits pétroliers comme principale source d'énergie. Les produits pétroliers satisfont

38 p. 100 de tous nos besoins énergétiques. Le charbon et le gaz naturel comblent un autre 38 p. 100 des besoins alors que le reste de la demande énergétique est satisfait par l'hydroélectricité, l'énergie nucléaire et d'autres sources d'énergie.

Dans le secteur des transports, divers produits pétroliers raffinés fournissent 98 p. 100 de l'énergie requise au Canada.

En fait, le Canada utilise plusieurs sources d'énergie (hydroélectricité, gaz naturel, énergie nucléaire, pétrole, etc.) pour satisfaire ses besoins énergétiques, mais compte surtout sur les produits pétroliers pour satisfaire ses besoins dans le domaine des transports.

L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE S'APPUIE SUR NOS PRODUITS

Le raffinage du pétrole, le transport et la vente au détail contribuent de plus d'une façon à l'économie du Canada.

Les emplois

L'industrie des produits pétroliers emploie, autant de façon directe qu'indirecte, plus de 230 000 Canadiens et Canadiennes dans les secteurs du raffinage, de la distribution et de la commercialisation de leurs produits.

Valeur économique et taxes

En 1997, la valeur de tous les biens et services fournis par le secteur des produits pétroliers raffinés était estimée à 1,1 milliard de dollars.

Quand les consommateurs achètent des produits raffinés comme l'essence et le diesel, ils paient des taxes à la consommation. Ces taxes ont rapporté des revenus de plus de 10 milliards de dollars aux gouvernements fédéral, provinciaux et, dans certains cas, municipaux.

Les exportations

Malgré la taille relativement modeste des raffineries canadiennes, celles-ci s'imposent sans

cesse des modifications pour accroître leur productivité. Les raffineries sont ainsi en mesure d'offrir une vaste gamme de produits pétroliers partout au pays. Leur efficacité leur permet également de soutenir la concurrence des grandes raffineries étrangères sur le marché des exportations. La valeur nette des exportations de produits raffinés à des clients étrangers demeure stable à environ 2 milliards de dollars par année.

NOTRE AVANTAGE CONCURRENTIEL

Les membres de l'ICPP sont fiers de leurs installations de raffinage et de leurs réseaux de stations-service. En modernisant constamment ses installations, son équipement et son parc de véhicules, l'industrie est en mesure d'approvisionner toutes les régions du pays durant toute l'année.

SOUTIEN À NOS COLLECTIVITÉS

Notre présence, partout au pays, ne se limite pas à la station-service installée au coin de la rue. Les sociétés membres de l'ICPP sont conscientes de leurs responsabilités sociales. En 1997, notre contribution communautaire de 21,4 millions de dollars montre bien que ces responsabilités nous tiennent à coeur (le montant a été établi par le Canadian Centre for Business in the Community d'Ottawa, un organisme associé au Conference Board du Canada). Ces dons annuels servent à financer un grand nombre d'activités sociales, environnementales et culturelles.

DONS DE SOCIÉTÉS EN 1997

Éducation : 25,1 %
Services sociaux : 18,5 %
Arts et culture : 15,5 %
Activités communautaires : 13,7 %
Santé : 11,8 %
Environnement : 10,6 %
Sports : 2,8 %
Autres : 2 %

RENSEIGNEMENTS

L'Institut canadien des produits pétroliers (ICPP) est une association de sociétés canadiennes engagées dans le raffinage, dans la distribution ou dans la commercialisation de produits pétroliers servant au transport, à l'énergie au foyer et aux usages industriels.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur notre industrie et sur ses activités, veuillez consulter notre site Web à **www.icpp.ca** ou appeler le bureau de l'ICPP le plus près :

ICPP Siège social	tél. : 613 232-3709
ICPP (Atlantique)	tél. : 902 465-7776
ICPP (Québec)	tél. : 514 284-7754
ICPP (Ontario)	tél. : 416 492-5677
ICPP (Ouest)	tél. : 403 266-7565

INSTITUT CANADIEN DES PRODUITS PÉTROLIERS

CANADIAN PETROLEUM PRODUCTS INSTITUTE

LE SECTEUR PÉTROLIER : DES EMPLOYÉS PRODUCTIFS ET COMPÉTENTS QUI TRAVAILLENT DANS UN MILIEU SÉCURITAIRE

Les raffineurs et les reraffineurs de produits pétroliers exploitent de grandes installations complexes où on manipule des produits chimiques et des carburants combustibles à des températures et à des niveaux de pression très élevés. Les membres de l'ICPP réussissent, malgré tout, à toujours offrir des conditions de travail qui sont parmi les plus sécuritaires au monde.

MESURES DE SÉCURITÉ EN MILIEU DE TRAVAIL

- L'ICPP continue de collaborer avec les organismes gouvernementaux chargés de la préparation des lois responsables dans le domaine de la santé et de la sécurité au travail.
- Le lancement d'un programme appelé « SÉCURI-NUIT » dans plusieurs stations-service participantes de la région métropolitaine de Toronto en 1994 a réussi à prévenir les vols en conservant les soldes de caisse au minimum. Depuis ce temps, le programme a été étendu à la région de Montréal et à celle d'Ottawa-Hull et pourrait l'être à d'autres villes.
- Des améliorations ont été apportées à la sécurité des employés et à la livraison de nos produits par suite de l'application des directives régissant la manipulation sécuritaire des produits pétroliers, de l'actualisation des politiques et normes en matière d'environnement et du lancement d'un programme de certification des chauffeurs.

NOUS FAISONS PREUVE D'UNE FORTE PRODUCTIVITÉ ET D'UNE EFFICACITÉ ÉLEVÉE

Dans le secteur du raffinage du pétrole, la productivité est quatre fois plus élevée que la moyenne du secteur manufacturier canadien. Quand on la mesure en fonction du produit national brut du Canada, on constate que la production annuelle de secteur du raffinage canadien atteint presque 200 000 $ par travailleur affecté au raffinage. Dans l'ensemble du secteur manufacturier, la moyenne n'est que de 55 000 $ par employé.

Une productivité élevée de la main-d'oeuvre, de faibles coûts unitaires, des efficacités énergétiques continues et des procédés et opérations ayant recours à la technologie de pointe font en sorte que les raffineurs de pétrole canadiens sont aussi concurrentiels que les autres raffineurs sur la planète.

NOUS EMPLOYONS DES TRAVAILLEURS TRÈS SPÉCIALISÉS

L'industrie des produits pétroliers est un important employeur au Canada ; elle emploie pas moins de 1,6 p. 100 de tous les Canadiens et de toutes les Canadiennes. Nous employons directement 130 000 personnes et fournissons indirectement de l'emploi à 100 000 autres personnes.

- La rémunération hebdomadaire moyenne des employés de l'industrie pétrolière est beaucoup plus élevée que celle des autres industries, soit plus de 1100 $ par semaine par rapport à une moyenne de 700 $ par semaine dans l'ensemble du secteur industriel canadien et environ 500 $ par semaine dans le secteur des services. (Statistique Canada 1995)

- Les travailleurs de l'industrie pétrolière font preuve d'une forte concentration de savoir, presque autant que les travailleurs du secteur de l'électronique. (Statistique Canada 1986-1991)

RENSEIGNEMENTS

L'Institut canadien des produits pétroliers (ICPP) est une association de sociétés canadiennes engagées dans le raffinage, dans la distribution ou dans la commercialisation de produits pétroliers servant au transport, à l'énergie au foyer et aux usages industriels.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur notre industrie et sur ses activités, veuillez consulter notre site Web à **www.icpp.ca** ou appeler le bureau de l'ICPP le plus près :

ICPP Siège social	tél. : 613 232-3709
ICPP (Atlantique)	tél. : 902 465-7776
ICPP (Québec)	tél. : 514 284-7754
ICPP (Ontario)	tél. : 416 492-5677
ICPP (Ouest)	tél. : 403 266-7565

INSTITUT CANADIEN DES PRODUITS PÉTROLIERS
CANADIAN PETROLEUM PRODUCTS INSTITUTE

BANQUE DU CANADA
BANK OF CANADA

Inflation

La section sur l'inflation donne une brève description des **mesures de l'inflation** que la Banque du Canada surveille, et contient des liens vers les **statistiques sur l'inflation**, l'**entente relative au cadre de politique monétaire du Canada** ainsi que les **travaux de recherche et publications** connexes et des **documents explicatifs**.

Mesures de l'inflation

La Banque du Canada vise à maintenir l'inflation à 2 %, soit au point médian d'une fourchette cible allant de 1 à 3 %. La cible est exprimée en fonction du taux d'augmentation sur douze mois de l'**indice des prix à la consommation (IPC) global**. L'IPC est l'estimation la plus pertinente de l'évolution du coût de la vie pour la majorité des Canadiens, car il se compose de biens et de services tels que les aliments, le logement, le transport, les meubles, les vêtements, les loisirs et d'autres articles généralement achetés par les Canadiens.

La Banque surveille également une série de mesures de l'inflation fondamentale qui lui permettent de faire abstraction des fluctuations transitoires de l'inflation mesurée par l'IPC global et de se concentrer sur la tendance sous-jacente de l'inflation. De ce point de vue, ces mesures de l'inflation fondamentale servent de guide dans la conduite de la politique monétaire afin de faciliter l'atteinte de la cible fixée pour l'IPC global. À partir de janvier 2017, les **mesures de l'inflation fondamentale** privilégiées par la Banque sont l'IPC-tronq, l'IPC-méd et l'IPC-comm.

Pour en savoir plus sur ces mesures :

- ***Renouvellement de la cible de maîtrise de l'inflation (octobre 2016)***
  La mesure et l'utilisation de l'inflation fondamentale

- ***Renouvellement du cadre de politique monétaire (décembre 2021)***
  Chapitre 2, encadré 1 : Une évaluation actualisée des mesures de l'inflation fondamentale

Statistiques

IPC et mesures de l'inflation fondamentale

Pour connaître le calendrier de diffusion des données sur l'indice des prix à la consommation, consultez le site de **Statistique Canada**.

Principaux indicateurs de l'inflation et fourchette cible

Données et définitions : Inflation mesurée par l'IPC global, IPC-tronq, IPC-méd, IPC-comm et Fourchette cible

Indicateurs des pressions s'exerçant sur la capacité de production et l'inflation au Canada

Données trimestrielles, avec graphiques, définitions et données historiques

Feuille de calcul de l'inflation

La feuille de calcul de l'inflation utilise les données mensuelles de l'indice des prix à la consommation depuis 1914 jusqu'à maintenant pour montrer les variations du coût d'un « panier » fixe de produits de consommation.

Ententes relatives au cadre de politique monétaire du Canada

En 1991, la Banque du Canada et le ministre des Finances ont convenu d'un cadre pour la cible de maîtrise de l'inflation visant à guider la politique monétaire canadienne. L'entente a depuis été renouvelée plusieurs fois; le dernier renouvellement remonte à 2021.

Renouvellement du cadre de politique monétaire du Canada

Salaire et paye

- **Salaire**
  - Pourboire et convention de partage
  - **Salaire minimum**
  - Salaire au pourboire
  - Salaire à la commission
  - Salaire à la pièce
  - Cueillette de fraises et de framboises
  - Disparités salariales
  - Heures supplémentaires
  - Contrat de travail
- Paye
  - Bulletin de paye
  - Retenues et déductions
  - Frais de repas et d'hébergement
  - Vêtement ou uniforme de travail
  - Matériel, équipement ou marchandises obligatoires

Salaire minimum au Québec : 16,10 $ l'heure

Le taux général du salaire minimum est actuellement de **16,10 $** l'heure.

Les travailleuses et les travailleurs y ont droit, qu'ils travaillent à temps plein ou à temps partiel.

Le travailleur ne peut pas recevoir un salaire plus bas que le taux en vigueur. L'employeur doit lui verser un salaire égal ou supérieur au salaire minimum, même s'il a certains avantages, comme une voiture ou un logement fourni par son employeur. Les personnes qui sont payées à la pièce ou à la commission doivent recevoir au moins l'équivalent du taux horaire du salaire minimum pour le temps travaillé.

Lorsque le taux du salaire minimum augmente, l'employeur n'est pas obligé d'ajuster le salaire du travailleur si le salaire qu'il reçoit est plus élevé que le taux minimum.

Taux général du salaire minimum et taux du salaire minimum au pourboire

Le taux général du salaire minimum est différent du taux du salaire minimum au pourboire, qui est réservé à une catégorie précise de travailleuses et de travailleurs dans certaines entreprises.

Quel que soit le salaire du travailleur, les règles concernant le pourboire s'appliquent de la même façon.

Consultez la page Pourboire et convention de partage pour en savoir plus sur la :

- notion de pourboire
- perception de celui-ci par l'employeur

- convention de partage des pourboires

> **Application pour vous soutenir**
>
> Utilisez l'application MaPaye. Elle vous permet de noter vos heures travaillées et, ensuite, de vérifier que celles inscrites sur votre bulletin de paye correspondent bien aux heures saisies dans l'application.

Formulaires et publications

Les normes du travail au Québec (Document d'information)

Lois et règlements

Loi sur les normes du travail (LNT) – Articles 39.1 à 51.1

Guide Interprétation et jurisprudence – Articles 39.1 à 51.1

Les contenus de ce site sont informatifs et ont pour objectif d'aider à la compréhension. Les lois et règlements ont une valeur juridique et ont priorité en tout temps.

ADEQ-10

Guide des mesures et des services d'emploi

2.2 Charges sociales imputées à l'employeur

Votre gouvernement

Québec

Les charges sociales imputées à l'employeur pour l'année 2026

Dans le cadre de plusieurs mesures offertes par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale[1] et pour lesquelles des ententes sont conclues entre l'employeur et le Ministère, il importe d'ajouter la part des charges sociales imputées à l'employeur ainsi que l'indemnité de vacances aux montants qui lui sont consentis.

Les charges sociales, outre l'indemnité de vacances, sont des sommes que tout employeur doit verser au gouvernement provincial et fédéral. Elles s'appliquent, à compter du 1er janvier 2026 sur le salaire brut de l'employé :

Charges sociales

Régime de rentes du Québec (RRQ)	6,30 %
Assurance-emploi (AE)	1,82 %
Régime québécois d'assurance parentale (RQAP)	0,602 %
Fonds des services de santé (FSS)	2,50 %
Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) :	
• Normes du travail	0,06 %
• Fond de la santé et de la sécurité au travail	1,54 %
	12,822 %
Indemnité de vacances	4,00 %
Total	16,822 %

[1] L'employeur doit vérifier auprès du Ministère si les charges sociales s'appliquent à la mesure visée par l'entente.

Emploi
et Solidarité sociale
Québec

LA PRESSE

ADEQ-11

AFFAIRES

Construction de bâtiments résidentiels

Les prix ont explosé de 71 % depuis 2017

PHOTO HUGO-SÉBASTIEN AUBERT, ARCHIVES LA PRESSE

Les prix de la construction de bâtiments résidentiels ont explosé au Québec.

Les prix de la construction de bâtiments résidentiels ont explosé au Québec. Ils sont en hausse de 71 % depuis 2017, selon les données du quatrième trimestre de 2025, compilées par Statistique Canada.

Publié le 11 février

NICOLAS BÉRUBÉ
La Presse

En Ontario, la hausse a été de 111 % durant cette période. Cela veut donc dire que les coûts de construction d'un bâtiment résidentiel ont plus que doublé durant la période allant du début de 2017 à la fin de 2025 dans la province la plus peuplée au Canada.

À titre de comparaison, l'inflation cumulative moyenne a été de 26 % au Canada durant cette période.

Du côté des rénovations, la hausse est aussi salée : elles coûtent 53 % plus cher depuis 2017 au Québec, selon l'agence fédérale, qui suit un panier de projets individuels pour évaluer leur coût dans le temps. En Ontario, les coûts des rénovations ont doublé depuis 2017.

Plus hésitants

Laurent McComber, fondateur de la firme L. McComber – architecture vivante et chargé de cours à l'Université de Montréal, signale n'avoir « aucune difficulté » à concevoir que les coûts aient connu une si forte hausse ces dernières années.

« Aujourd'hui, beaucoup de gens attendent avant d'entreprendre des travaux, dit-il. Les gens magasinent davantage… Parfois, ils ne réussissent pas à obtenir le financement et abandonnent le projet. C'est un phénomène que l'on voyait moins avant. »

Félix Rhéaume, directeur des affaires publiques et gouvernementales de l'Association de la construction du Québec, note qu'une grande part de la hausse est attribuable à l'augmentation du prix des matériaux.

« Que ce soit l'acier, le bois, le verre ou le béton, on a vu une hausse des coûts depuis la pandémie. Et ça ne s'est jamais résorbé », dit-il.

Les exigences réglementaires sont aussi une force inflationniste dans le domaine de la construction, note-t-il.

« Le fardeau réglementaire et administratif est beaucoup plus élevé qu'avant. On voit des délais dans l'obtention des permis municipaux. Ça varie beaucoup d'une municipalité à l'autre, mais c'est une source majeure d'irritation qui revient. »

Il souligne qu'alléger ce fardeau constituerait une piste de solution. « Aussi, ramener des mesures fiscales comme le programme RénoVert pourrait stimuler la demande dans un contexte où les coûts ont augmenté. »

Pénurie de main-d'œuvre

Cyriaque Gaborieau, conseiller, relations médias et affaires publiques à l'Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec (APCHQ), signale que la hausse soutenue des coûts de construction et de rénovation résidentielle au Québec découle de facteurs structurels persistants dans l'industrie.

« La pénurie de main-d'œuvre qualifiée limite la capacité des entrepreneurs à répondre à une demande en forte croissance : selon la CCQ, il manquerait en moyenne 16 000

travailleurs par année au cours des cinq prochaines années », dit-il.

À cette pression s'ajoute l'augmentation marquée du prix des matériaux de construction depuis 2017, qui se répercute directement sur le coût des travaux.

« Enfin, le secteur résidentiel demeure aux prises avec un manque de gains de productivité, ce qui accentue la pression à la hausse sur les coûts. Cependant, la rénovation demeure une option plus attrayante que l'achat d'une propriété pour de nombreux ménages québécois. »

© La Presse Inc. Tous droits réservés.

Small and Medium Firms

Revenue under $25 million, Reference Year 1994

Financial Performance Indicators for Canadian Business

Industry 171 - Gasoline service stations

SIC Grouping 633

Balance Sheet Structure *for a typical firm*	Small firms with revenue under $5 million %	Medium firms with revenue from $5 million to $25 million %
Assets		
Cash	11.3	10.6
Accounts receivable	8.8	16.3
Inventory	16.4	12.2
Capital assets	49.5	41.5
Other assets	4.3	7.6
Total operating assets	90.4	88.2
Investments and accounts with affiliates	4.7	8.2
Portfolio investments and loans with non-affiliates	5.0	3.5
Total assets	100.0	100.0
Liabilities		
Accounts payable	13.2	24.7
Borrowing:		
Banks	19.4	15.6
Short term paper	0.1	3.0
Mortgages	10.9	10.1
Bonds	1.7	1.3
Other loans	9.6	3.5
Amount owing to affiliates	15.3	8.8
Other liabilities	2.5	1.7
Deferred income tax	0.4	1.2
Total liabilities	73.0	69.9
Shareholders' equity		
Share capital	1.4	1.4
Retained earnings	23.4	26.8
Other surplus	0.3	2.0
Total shareholders' equity	27.0	30.1
Total liabilities and shareholders' equity	100.0	100.0
Current assets - % of total assets	42.1	48.7
Current liabilities - % of total assets	29.6	43.3

Québec Régie du bâtiment du Québec

Tarification équipements pétroliers

La tarification est calculée selon la méthode prévue dans la Loi sur le bâtiment (article 196.3) et est indexée le 1er janvier de chaque année. Veuillez noter que les montants **ne sont pas taxables**. Les montants inscrits sont donc ceux que vous devez payer.

- Tarification 2026
- Tarification 2025

Tarification 2026

Devenir une personne reconnue

Les frais exigibles pour le traitement d'une demande de reconnaissance pour devenir une personne reconnue sont de **715,22 $**.

Faire approuver ou renouveler un programme de contrôle de la qualité

Les frais exigibles pour la demande d'approbation d'un programme de contrôle de la qualité ou le renouvellement d'une telle approbation sont de **2 562,74 $.**

Obtenir ou renouveler un permis

Le prix du permis, qui est valide 2 ans, comporte un montant de base de 185,93 $ auquel s'ajoute un montant de 57,21 $ jusqu'à un maximum de 3 576,00 $ par tranche de 10 000 litres de capacité d'entreposage des équipements pétroliers à risque élevé.

Si votre permis concerne une canalisation ou le commerce de contenants, communiquez avec nous pour connaître le montant à payer.

MONTANT À PAYER POUR OBTENIR OU RENOUVELER UN PERMIS SELON LA CAPACITÉ EN LITRES DES ÉQUIPEMENTS – 2026

Capacité en litres	Montant à payer pour une durée de 24 mois
1 à 10 000	243,14 $
10 001 à 20 000	300,35 $
20 001 à 30 000	357,56 $
30 001 à 40 000	414,77 $
40 001 à 50 000	471,98 $
50 001 à 60 000	529,19 $
60 001 à 70 000	586,40 $
70 001 à 80 000	643,61 $
80 001 à 90 000	700,82 $
90 001 à 100 000	758,03 $
100 001 à 110 000	815,24 $
110 001 à 120 000	872,45 $
120 001 à 130 000	929,66 $
130 001 à 140 000	986,87 $
140 001 à 150 000	1 044,08 $
150 001 à 160 000	1 101,29 $
160 001 à 170 000	1 158,50 $

Capacité en litres	Montant à payer pour une durée de 24 mois
170 001 à 180 000	1 215,71 $
180 001 à 190 000	1 272,92 $
190 001 à 200 000	1 330,13 $
200 001 à 210 000	1 387,34 $
210 001 à 220 000	1 444,55 $
220 001 à 230 000	1 501,76 $
230 001 à 240 000	1 558,97 $
240 001 à 250 000	1 616,18 $
250 001 à 260 000	1 673,39 $
260 001 à 270 000	1 730,60 $
270 001 à 280 000	1 787,81 $
280 001 à 290 000	1 845,02 $
290 001 à 300 000	1 902,23 $
300 001 à 310 000	1 959,44 $
310 001 à 320 000	2 016,65 $
320 001 à 330 000	2 073,86 $
330 001 à 340 000	2 131,07 $
340 001 à 350 000	2 188,28 $
350 001 à 360 000	2 245,49 $
360 001 à 370 000	2 302,70 $
370 001 à 380 000	2 359,91 $
380 001 à 390 000	2 417,12 $
390 001 à 400 000	2 474,33 $
400 001 à 410 000	2 531,54 $

Capacité en litres	Montant à payer pour une durée de 24 mois
410 001 à 420 000	2 588,75 $
420 001 à 430 000	2 645,96 $
430 001 à 440 000	2 703,17 $
440 001 à 450 000	2 760,38 $
450 001 à 460 000	2 817,59 $
460 001 à 470 000	2 874,80 $
470 001 à 480 000	2 932,01 $
480 001 à 490 000	2 989,22 $
490 001 à 500 000	3 046,43 $
500 001 à 510 000	3 103,64 $
510 001 à 520 000	3 160,85 $
520 001 à 530 000	3 218,06 $
530 001 à 540 000	3 275,27 $
540 001 à 550 000	3 332,48 $
550 001 à 560 000	3 389,69 $
560 001 à 570 000	3 446,90 $
570 001 à 580 000	3 504,11 $
580 001 à 590 000	3 561,32 $
590 001 et plus	3 576,00 $

Si la **durée du permis est inférieure à 24 mois,** les droits exigibles sont déterminés au prorata du nombre de mois de validité du permis, sans toutefois être inférieure à 121,56 $.

Tarification 2025

Devenir une personne reconnue

Les frais exigibles pour le traitement d'une demande de reconnaissance pour devenir une personne reconnue sont de **701,26 $**.

Faire approuver ou renouveler un programme de contrôle de la qualité

Les frais exigibles pour la demande d'approbation d'un programme de contrôle de la qualité ou le renouvellement d'une telle approbation sont de **2 512,74 $.**

Obtenir ou renouveler un permis

Le prix du permis, qui est valide 2 ans, comporte un montant de base de 182,30 $ auquel s'ajoute un montant de 56,09 $ jusqu'à un maximum de 3 506,23 $ par tranche de 10 000 litres de capacité d'entreposage des équipements pétroliers à risque élevé.

Si votre permis concerne une canalisation ou le commerce de contenants, communiquez avec nous pour connaître le montant à payer.

MONTANT À PAYER POUR OBTENIR OU RENOUVELER UN PERMIS SELON LA CAPACITÉ EN LITRES DES ÉQUIPEMENTS – 2025

Capacité en litres	Montant à payer pour une durée de 24 mois
1 à 10 000	238,39 $
10 001 à 20 000	294,48 $
20 001 à 30 000	350,57 $
30 001 à 40 000	406,66 $
40 001 à 50 000	462,75 $
50 001 à 60 000	518,84 $
60 001 à 70 000	574,93 $

Capacité en litres	Montant à payer pour une durée de 24 mois
70 001 à 80 000	631,02 $
80 001 à 90 000	687,11 $
90 001 à 100 000	743,20 $
100 001 à 110 000	799,29 $
110 001 à 120 000	855,38 $
120 001 à 130 000	911,47 $
130 001 à 140 000	967,56 $
140 001 à 150 000	1 023,65 $
150 001 à 160 000	1 079,74 $
160 001 à 170 000	1 135,83 $
170 001 à 180 000	1 191,92 $
180 001 à 190 000	1 248,01 $
190 001 à 200 000	1 304,10 $
200 001 à 210 000	1 360,19 $
210 001 à 220 000	1 416,28 $
220 001 à 230 000	1 472,37 $
230 001 à 240 000	1 528,46 $
240 001 à 250 000	1 584,55 $
250 001 à 260 000	1 640,64 $
260 001 à 270 000	1 696,73 $
270 001 à 280 000	1 752,82 $
280 001 à 290 000	1 808,91 $
290 001 à 300 000	1 865,00 $
300 001 à 310 000	1 921,09 $

Capacité en litres	Montant à payer pour une durée de 24 mois
310 001 à 320 000	1 977,18 $
320 001 à 330 000	2 033,27 $
330 001 à 340 000	2 089,36 $
340 001 à 350 000	2 145,45 $
350 001 à 360 000	2 201,54 $
360 001 à 370 000	2 257,63 $
370 001 à 380 000	2 313,72 $
380 001 à 390 000	2 369,81 $
390 001 à 400 000	2 425,90 $
400 001 à 410 000	2 481,99 $
410 001 à 420 000	2 538,08 $
420 001 à 430 000	2 594,17 $
430 001 à 440 000	2 650,26 $
440 001 à 450 000	2 706,35 $
450 001 à 460 000	2 762,44 $
460 001 à 470 000	2 818,53 $
470 001 à 480 000	2 874,62 $
480 001 à 490 000	2 930,71 $
490 001 à 500 000	2 986,80 $
500 001 à 510 000	3 042,89 $
510 001 à 520 000	3 098,98 $
520 001 à 530 000	3 155,07 $
530 001 à 540 000	3 211,16 $
540 001 à 550 000	3 267,25 $

Capacité en litres	Montant à payer pour une durée de 24 mois
550 001 à 560 000	3 323,34 $
560 001 à 570 000	3 379,43 $
570 001 à 580 000	3 435,52 $
580 001 à 590 000	3 491,61 $
590 001 et plus	3 506,23 $

Si la **durée du permis est inférieure à 24 mois,** les droits exigibles sont déterminés au prorata du nombre de mois de validité du permis, sans toutefois être inférieure à 119,19 $.

FORMATION CONTINUE OBLIGATOIRE

GARDEZ LE NIVEAU

DÉCLARER VOS HEURES

Faites-nous part de vos commentaires.

*Indique une réponse obligatoire.

L’information sur cette page vous a-t-elle été utile ?

Veuillez sélectionner une réponse ci-dessous.

- Oui
- Non

Url de la page

Pour obtenir des **renseignements**, formuler une **plainte** ou effectuer un **signalement**, rendez-vous sur la page Écrivez-nous.

© Gouvernement du Québec, 2026

Date de l’impression : 2026-02-16. L’information dans cette page était valide au moment de son impression, mais peut avoir fait l’objet de changements depuis. Pour plus de renseignements, consultez le www.rbq.gouv.qc.ca ou communiquez avec la RBQ par téléphone au 1 800 361-0761.

Exercice 2020

Alimentation Couche-Tard inc.
États financiers consolidés
26 avril 2020

Rapport de la direction 2
Rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière 3
Rapports de l'auditeur indépendant 4
États des résultats consolidés 8
États du résultat global consolidés 9
États de la variation des capitaux propres consolidés 10
États des flux de trésorerie consolidés 11
Bilans consolidés 12
Notes complémentaires aux états financiers consolidés 13

Rapport de la direction

Les états financiers consolidés d'Alimentation Couche-Tard inc. ainsi que les renseignements financiers contenus dans ce rapport annuel sont la responsabilité de la direction. Cette responsabilité est appliquée par un choix judicieux de méthodes et principes comptables dont l'application nécessite le jugement éclairé de la direction. Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), et ont été approuvés par le conseil d'administration. De plus, l'information financière incluse dans le rapport annuel concorde avec les états financiers consolidés.

Alimentation Couche-Tard inc. maintient des systèmes de comptabilité et de contrôles administratifs qui, de l'avis de la direction, assurent raisonnablement l'exactitude, la pertinence et la fiabilité de l'information financière, de même que la conduite ordonnée et efficace des affaires de la société.

Le conseil d'administration est responsable d'approuver les états financiers consolidés compris dans ce rapport annuel, principalement par l'intermédiaire de son comité d'audit. Ce comité, qui tient périodiquement des réunions avec les membres de la direction et les auditeurs indépendants, a révisé les états financiers consolidés d'Alimentation Couche-Tard inc. et a recommandé leur approbation au conseil d'administration.

Les états financiers consolidés pour les exercices terminés le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019 ont été audités par PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l., une société en nom collectif de comptables professionnels agréés, et leur rapport indique l'étendue de leur audit et leur opinion sur les états financiers consolidés.

Le 29 juin 2020

/s/ Brian Hannasch

Brian Hannasch
Président et
chef de la direction

/s/ Claude Tessier

Claude Tessier
Chef de la direction financière

Rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière

En vertu de la réglementation canadienne sur les valeurs mobilières, il incombe à la direction d'Alimentation Couche-Tard inc. d'instaurer et de maintenir un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière. Avec notre participation, la direction a effectué une évaluation de l'efficacité de notre contrôle interne à l'égard de l'information financière pour l'exercice terminé le 26 avril 2020. Le cadre de cette évaluation repose sur le document intitulé *Internal Control - Integrated Framework (2013)*, qui a été élaboré par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (« COSO »). Cette évaluation comprend la révision des documents relatifs aux mesures de contrôle, l'évaluation de l'efficacité de la conception de telles mesures, la mise à l'essai de l'efficacité opérationnelle et la formulation de conclusions sur cette évaluation. En raison des limites qui lui sont inhérentes, il se peut que le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne permette pas de prévenir ou de déceler certaines anomalies. En outre, les projections quant à l'évaluation de l'efficacité dans des périodes futures sont exposées au risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements de conditions et à la détérioration du degré de conformité aux politiques et aux procédures. Au terme de l'évaluation, la direction est arrivée à la conclusion que le contrôle interne à l'égard de l'information financière de Alimentation Couche-Tard inc. était efficace au 26 avril 2020.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l., une société en nom collectif de comptables professionnels agréés, a audité l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière de Alimentation Couche-Tard inc. au 26 avril 2020 et a émis une opinion sans réserve à cet égard, que vous trouverez ci-après.

Le 29 juin 2020

/s/ Brian Hannasch
Brian Hannasch
Président et
chef de la direction

/s/ Claude Tessier
Claude Tessier
Chef de la direction financière

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de
Alimentation Couche-Tard inc.

Notre opinion

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière d'Alimentation Couche-Tard inc. et de ses filiales (collectivement, la « société ») au 26 avril 2020 et au 28 avril 2019, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board (IFRS).

Notre audit

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la société, qui comprennent :

- Les bilans consolidés au 26 avril 2020 et au 28 avril 2019;
- Les états des résultats consolidés pour les exercices clos à ces dates;
- Les états du résultat global consolidés pour les exercices clos à ces dates;
- Les états de la variation des capitaux propres consolidés pour les exercices clos à ces dates;
- Les états des flux de trésorerie consolidés pour les exercices clos à ces dates;
- Les notes annexes, y compris un résumé des principales méthodes comptables.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section *Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés* de notre rapport.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Indépendance

Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Autre point – audit du contrôle interne à l'égard de l'information financière

Nous avons également audité l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société au 26 avril 2020 conformément à la norme énoncée dans le *Manuel de CPA Canada – Certification* pour l'audit du contrôle interne à l'égard de l'information financière, selon les critères établis dans le document *Internal Control – Integrated Framework (2013)*, publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission (« COSO ») et délivré notre rapport daté du 29 juin 2020.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent du rapport de gestion et des informations, autres que les états financiers consolidés et notre rapport de l'auditeur sur ces états financiers consolidés, incluses dans le rapport annuel.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations désignées ci-dessus et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la société ou de cesser ses activités, ou si aucune autre solution réaliste que de le faire.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés, pris dans leur ensemble, sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long du processus. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser ses activités;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de la société pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance, entre autres informations, l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes, s'il y a lieu.

L'associée responsable de la mission d'audit au terme de laquelle le présent rapport de l'auditeur indépendant est délivré est Sonia Boisvert.

PricewaterhouseCoopers s.n.c./s.e.n.c.r.l.[1]

Montréal (Québec)
Le 29 juin 2020

[1] FCPA auditeur, FCA, permis de comptabilité publique n° A116583

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de
Alimentation Couche-Tard inc.

Nous avons audité l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière de Alimentation Couche-Tard inc. et de ses filiales au 26 avril 2020.

Responsabilités de la direction

La direction est responsable du maintien d'un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière et de l'évaluation de celui-ci, qui est incluse dans le Rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière ci-joint.

Responsabilités de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer, sur la base de notre audit, une opinion sur la question de savoir si la société maintenait un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière selon les critères établis dans le document *Internal Control – Integrated Framework (2013)*, publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission (« COSO »).

Notre audit a été réalisé conformément à la norme énoncée dans le Manuel de CPA Canada – Certification pour l'audit du contrôle interne à l'égard de l'information financière. Cette norme requiert que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable qu'un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière était maintenu dans tous ses aspects significatifs. Notre audit du contrôle interne à l'égard de l'information financière comportait l'acquisition d'une compréhension du contrôle interne à l'égard de l'information financière, l'évaluation du risque de l'existence d'une faiblesse significative, l'exécution de tests et l'évaluation de l'efficacité de la conception et du fonctionnement du contrôle interne à l'égard de l'information financière en fonction de l'évaluation du risque, ainsi que la mise en œuvre des autres procédures que nous avons jugées nécessaires dans les circonstances.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière d'une entité est un processus conçu pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux Normes internationales d'information financière. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière d'une entité comprend les politiques et les procédures qui (1) concernent la tenue de dossiers suffisamment détaillés qui donnent une image exacte et fidèle des opérations et des cessions d'actif de l'entité; (2) fournissent une assurance raisonnable que les opérations sont enregistrées en bonne et due forme pour établir des états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière, et que les encaissements et les décaissements de l'entité ne sont faits qu'avec l'autorisation de la direction et du conseil d'administration; et (3) fournissent une assurance raisonnable concernant la prévention ou la détection à temps de toute acquisition, utilisation ou cession non autorisée d'actif de la société qui pourrait avoir une incidence significative sur les états financiers.

En raison des limites qui lui sont inhérentes, il se peut que le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne permette pas de prévenir ou de déceler certaines anomalies. De plus, toute projection du résultat d'une évaluation de son efficacité sur des périodes futures comporte le risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements de situation et que le niveau de respect des politiques ou des procédures diminue.

Opinion

À notre avis, Alimentation Couche-Tard inc. et ses filiales ont maintenu, dans tous leurs aspects significatifs, un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière au 26 avril 2020, selon les critères établis dans le document *Internal Control – Integrated Framework (2013)*, publié par le COSO.

Nous avons également audité, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, les états financiers consolidés de Alimentation Couche-Tard inc. et de ses filiales au 26 avril 2020 et au 28 avril 2019 et pour les exercices clos à ces dates et délivré notre rapport daté du 29 juin 2020.

Montréal (Québec)
Le 29 juin 2020

[1] FCPA auditeur, FCA, permis de comptabilité publique n° A116583

États des résultats consolidés

Pour les exercices terminés le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019
(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action)

	2020	2019
	$	$
Chiffre d'affaires	**54 132,4**	59 117,6
Coût des ventes (note 9)	**44 397,7**	49 922,7
Marge brute	**9 734,7**	9 194,9
Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux	**5 314,0**	5 646,1
Frais de restructuration	**4,5**	10,5
Gain sur la cession d'immobilisations et d'autres actifs (notes 5 et 6)	**(83,1)**	(21,3)
Amortissement et perte de valeur (notes 17, 18 et 19)	**1 336,8**	1 070,7
Frais d'exploitation totaux (note 9)	**6 572,2**	6 706,0
Bénéfice d'exploitation	**3 162,5**	2 488,9
Quote-part des résultats de coentreprises et d'entreprises associées (note 8)	**25,5**	23,4
Frais financiers	**342,2**	338,7
Revenus financiers	**(24,2)**	(13,3)
Gain de change	**(33,5)**	(5,3)
Frais financiers nets (note 11)	**284,5**	320,1
Bénéfices avant impôts sur les bénéfices	**2 903,5**	2 192,2
Impôts sur les bénéfices (note 12)	**545,9**	370,9
Bénéfice net incluant les participations ne donnant pas le contrôle	**2 357,6**	1 821,3
(Bénéfice) perte net(te) attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle (note 6)	**(4,0)**	12,6
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société	**2 353,6**	1 833,9
Bénéfice net par action (note 13)		
De base	**2,10**	1,62
Dilué	**2,09**	1,62

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

États du résultat global consolidés

Pour les exercices terminés le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019
(en millions de dollars américains (note 2))

	2020	2019
	$	$
Bénéfice net incluant les participations ne donnant pas le contrôle	**2 357,6**	1 821,3
Autres éléments du résultat global		
Éléments qui peuvent être reclassés subséquemment aux résultats		
Conversion de devises		
Variation des redressements cumulés de conversion des devises[1]	**(268,8)**	(207,9)
Reclassement aux résultats de redressements cumulés de conversion de devises (note 5)	**—**	(0,8)
Variation de la juste valeur et des intérêts nets sur des swaps de taux d'intérêt multidevises désignés comme éléments de couverture de l'investissement net de la société dans certaines de ses opérations étrangères[2] (note 24)	**(102,8)**	(84,5)
Couverture de flux de trésorerie		
Variation de la juste valeur d'instruments financiers[2] (note 31)	**3,6**	3,3
Reclassement aux résultats de la perte réalisée sur des instruments financiers[2] (note 31)	**1,0**	1,9
Éléments qui ne seront jamais reclassés aux résultats		
Perte actuarielle nette[3] (note 30)	**(23,3)**	(2,3)
Perte sur placements en instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global[4] (note 20)	**(14,0)**	—
Autres éléments du résultat global	**(404,3)**	(290,3)
Résultat global incluant les participations ne donnant pas le contrôle	**1 953,3**	1 531,0
Résultat global attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	**(4,0)**	12,6
Résultat global attribuable aux actionnaires de la société	**1 949,3**	1 543,6

(1) Pour les exercices terminés le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019, ces montants incluent des pertes de 134,1 $ (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 20,5 $) et des pertes de 143,1 $ (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 21,9 $), respectivement. Ces pertes découlent de la conversion des dettes à long terme libellées en devises étrangères.
(2) Pour les exercices terminés le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019, ces montants sont présentés déduction faite de recouvrements d'impôts sur les bénéfices de 0,6 $ et 1,6 $, respectivement.
(3) Pour les exercices terminés le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019, ces montants sont présentés déduction faite de recouvrements d'impôts sur les bénéfices de 6,4 $ et 1,5 $, respectivement.
(4) Pour l'exercice terminé le 26 avril 2020, ces montants n'incluent aucun impôts sur les bénéfices.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

États de la variation des capitaux propres consolidés

Pour les exercices terminés le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019
(en millions de dollars américains (note 2))

	2020						
	Attribuable aux actionnaires de la société						
	Capital-actions	**Surplus d'apport**	**Bénéfices non répartis**	**Cumul des autres éléments du résultat global (note 29)**	**Total**	**Participations ne donnant pas le contrôle**	**Capitaux propres**
	$	**$**	**$**	**$**	**$**	**$**	**$**
Solde au début de l'exercice	**706,8**	**19,5**	**9 053,5**	**(856,6)**	**8 923,2**	**257,9**	**9 181,1**
Adoption d'IFRS 16 (note 3)			**(9,5)**		**(9,5)**	**—**	**(9,5)**
Solde ajusté au début de l'exercice	**706,8**	**19,5**	**9 044,0**	**(856,6)**	**8 913,7**	**257,9**	**9 171,6**
Résultat global :							
Bénéfice net			**2 353,6**		**2 353,6**	**4,0**	**2 357,6**
Autres éléments du résultat global				**(404,3)**	**(404,3)**	**—**	**(404,3)**
Résultat global					**1 949,3**	**4,0**	**1 953,3**
Rachats et annulations d'actions (note 27)	**(13,1)**		**(457,7)**		**(470,8)**		**(470,8)**
Dividendes déclarés			**(215,7)**		**(215,7)**		**(215,7)**
Distributions aux participations ne donnant pas le contrôle (note 6)						**(47,5)**	**(47,5)**
Entente d'échange d'actifs de décembre 2018 (note 6)			**(7,7)**		**(7,7)**	**7,7**	**—**
Cession des intérêts de la société dans CAPL (note 6)						**(222,1)**	**(222,1)**
Rachat des participations ne donnant pas le contrôle dans CST Fuel Supply LP (note 6)			**(105,2)**		**(105,2)**	**—**	**(105,2)**
Dépense de rémunération à base d'options d'achat d'actions (note 28)		**3,0**			**3,0**		**3,0**
Levée d'options d'achat d'actions	**1,1**	**(1,1)**			**—**		**—**
Solde à la fin de l'exercice	**694,8**	**21,4**	**10 611,3**	**(1 260,9)**	**10 066,6**	**—**	**10 066,6**

	2019						
	Attribuable aux actionnaires de la société						
	Capital-actions	Surplus d'apport	Bénéfices non répartis	Cumul des autres éléments du résultat global (note 29)	Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
	$	$	$	$	$	$	$
Solde au début de l'exercice	704,0	17,7	7 405,0	(566,3)	7 560,4	327,0	7 887,4
Adoption d'IFRS 15			(4,1)		(4,1)	—	(4,1)
Solde ajusté au début de l'exercice	704,0	17,7	7 400,9	(566,3)	7 556,3	327,0	7 883,3
Résultat global :							
Bénéfice (perte) net(te)			1 833,9		1 833,9	(12,6)	1 821,3
Autres éléments du résultat global				(290,3)	(290,3)	—	(290,3)
Résultat global					1 543,6	(12,6)	1 531,0
Dividendes déclarés			(181,3)		(181,3)		(181,3)
Distributions aux participations ne donnant pas le contrôle (note 6)						(56,5)	(56,5)
Dépense de rémunération à base d'options d'achat d'actions (note 28)		4,4			4,4		4,4
Levée d'options d'achat d'actions	2,8	(2,6)			0,2		0,2
Solde à la fin de l'exercice	706,8	19,5	9 053,5	(856,6)	8 923,2	257,9	9 181,1

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

États des flux de trésorerie consolidés

Pour les exercices terminés le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019
(en millions de dollars américains (note 2))

	2020	2019[1]
	$	$
Activités d'exploitation		
Bénéfice net incluant les participations ne donnant pas le contrôle	**2 357,6**	1 821,3
Ajustements afin de concilier le bénéfice net incluant les participations ne donnant pas le contrôle avec les rentrées de fonds nettes liées aux activités d'exploitation		
Amortissement, perte de valeur et amortissement des frais de financement	**1 343,8**	1 077,6
Gain sur la cession d'immobilisations et d'autres actifs (note 6)	**(83,1)**	(21,3)
Impôts différés (note 12)	**105,1**	91,7
Quote-part des résultats de coentreprises et d'entreprises associées, déduction faite des dividendes reçus	**(5,3)**	2,4
Autres	**2,0**	32,4
Variations du fonds de roulement hors caisse (note 14)	**0,6**	79,5
Rentrées de fonds nettes liées aux activités d'exploitation	**3 720,7**	3 083,6
Activités d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles et d'autres actifs	**(1 408,2)**	(1 145,1)
Produits de la cession des intérêts de la société dans CAPL, nets des coûts de transaction ainsi que de la trésorerie et équivalents de trésorerie cédés (note 6)	**185,2**	—
Produits de la cession d'immobilisations corporelles et d'autres actifs	**89,7**	215,6
Acquisitions d'entreprises (note 4)	**(89,5)**	(13,1)
Variation de la trésorerie soumise à restrictions	**28,5**	(16,9)
Investissement dans Fire & Flower (note 7)	**(19,5)**	—
Produits tirés de la cession des activités de vente de carburant pour le secteur maritime (note 5)	**—**	24,3
Sorties de fonds nettes liées aux activités d'investissement	**(1 213,8)**	(935,2)
Activités de financement		
Émission de billets de premier rang non garantis libellés en dollars américains, déduction faite des frais de financement (notes 14 et 22)	**1 484,1**	—
Augmentation (diminution) nette du crédit d'exploitation D à terme renouvelable non garanti (notes 14 et 22)	**1 460,0**	(1 357,4)
Remboursement de billets de premier rang non garantis (notes 14 et 22)	**(1 241,4)**	—
Rachats d'actions (note 27)	**(470,8)**	—
Sorties de fonds se rapportant au principal des obligations locatives et diminution nette des autres dettes (notes 3, 14 et 18)	**(380,0)**	(52,2)
Dividendes versés en trésorerie	**(215,7)**	(181,3)
Règlements d'instruments financiers dérivés (notes 14, 23 et 24)	**(100,6)**	3,0
Distributions versées aux participations ne donnant pas le contrôle (note 6)	**(47,5)**	(56,5)
Rachat des participations ne donnant pas le contrôle dans CST Fuel Supply LP (note 6)	**(13,4)**	—
Augmentation nette de la facilité de crédit renouvelable garantie de premier rang de CAPL (notes 14 et 22)	**6,0**	3,9
Diminution de la facilité d'acquisition	**—**	(413,5)
Augmentation de la facilité de crédit non garantie non renouvelable	**—**	213,5
Diminution de la facilité de crédit non garantie non renouvelable	**—**	(213,5)
Levée d'options d'achat d'actions	**—**	0,2
Rentrées (sorties) de fonds nettes liées aux activités de financement	**480,7**	(2 053,8)
Effet des fluctuations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	**(52,5)**	(54,4)
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	**2 935,1**	40,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	**706,4**	666,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	**3 641,5**	706,4
Informations supplémentaires :		
Intérêts versés	**329,3**	291,1
Intérêts et dividendes reçus	**48,6**	57,5
Impôts sur les bénéfices versés	**193,6**	336,7

(1) Le classement des flux de trésorerie liés aux crédits reportés pour 2019 a été ajusté à même les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation afin de refléter leur classement actuel pour 2020.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Bilans consolidés

Au 26 avril 2020 et au 28 avril 2019
(en millions de dollars américains (note 2))

	2020	2019
	$	$
Actifs		
Actifs à court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	**3 641,5**	706,4
Trésorerie soumise à restrictions	**8,0**	36,5
Débiteurs (note 15)	**1 256,0**	1 863,9
Stocks (note 16)	**1 237,4**	1 467,7
Frais payés d'avance	**96,0**	83,7
Actifs détenus en vue de la vente (note 6)	**64,0**	—
Autres actifs financiers à court terme (notes 7 et 31)	**38,6**	—
Impôts sur les bénéfices à recevoir	**89,4**	163,1
	6 430,9	4 321,3
Immobilisations corporelles (note 17)	**10 136,5**	11 129,9
Actifs au titre de droits d'utilisation (notes 3 et 18)	**2 513,9**	—
Immobilisations incorporelles (note 19)	**550,8**	944,4
Goodwill (note 19)	**5 505,8**	5 683,1
Autres actifs (note 20)	**350,1**	306,6
Participation dans des coentreprises et des entreprises associées (note 8)	**139,7**	136,0
Impôts différés (note 12)	**51,8**	86,4
	25 679,5	22 607,7
Passifs		
Passifs à court terme		
Créditeurs et charges à payer (note 21)	**2 808,3**	3 917,1
Provisions à court terme (note 25)	**108,1**	160,0
Autres passifs financiers à court terme (notes 24 et 31)	**—**	123,6
Impôts sur les bénéfices à payer	**222,0**	70,6
Passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente (note 6)	**8,1**	—
Portion à court terme de la dette à long terme (note 22)	**214,7**	1 310,7
Portion à court terme des obligations locatives (notes 3, 14 et 18)	**383,1**	—
	3 744,3	5 582,0
Dette à long terme (note 22)	**7 515,8**	5 640,7
Obligations locatives (notes 3, 14 et 18)	**2 265,7**	—
Provisions à long terme (note 25)	**551,3**	590,1
Passif au titre des prestations constituées (note 30)	**91,5**	92,6
Autres passifs financiers à long terme (notes 14, 24 et 31)	**237,4**	135,1
Crédits reportés et autres éléments de passif (note 26)	**161,9**	349,0
Impôts différés (note 12)	**1 045,0**	1 037,1
	15 612,9	13 426,6
Capitaux propres		
Capital-actions (note 27)	**694,8**	706,8
Surplus d'apport	**21,4**	19,5
Bénéfices non répartis	**10 611,3**	9 053,5
Cumul des autres éléments du résultat global (note 29)	**(1 260,9)**	(856,6)
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société	**10 066,6**	8 923,2
Participations ne donnant pas le contrôle (note 6)	**—**	257,9
	10 066,6	9 181,1
	25 679,5	22 607,7

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Au nom du conseil d'administration,

/s/ Brian Hannasch
Brian Hannasch
Administrateur

/s/ Alain Bouchard
Alain Bouchard
Administrateur

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019
(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

1. STATUTS ET NATURE DES ACTIVITÉS

Alimentation Couche-Tard inc. (la « société ») est régie par la *Loi sur les sociétés par actions* (Québec). Le siège social de la société est situé à Laval, au 4204, boulevard Industriel, Québec, Canada.

Au 26 avril 2020, la société exploite un réseau de sites corporatifs et d'affiliés regroupant 12 124 magasins d'accommodation en Amérique du Nord, en Irlande, en Scandinavie (Norvège, Suède et Danemark), en Pologne, dans les pays baltes (Estonie, Lettonie et Lituanie) et en Russie, dont 9 691 sont exploités par la société, et génère des revenus provenant principalement de la vente de produits du tabac et d'alternatives aux produits du tabac, d'articles d'épicerie, de friandises et de grignotines, de boissons, de bières, de vin et de produits frais, y compris la restauration rapide, de services de lave-auto, d'autres services ainsi que de carburant pour le transport routier. Jusqu'au 19 novembre 2019, par l'entremise de CrossAmerica Partners LP (« CAPL »), la société fournissait du carburant pour le transport routier sous différentes bannières à environ 1 300 sites aux États-Unis.

Également, en vertu de contrats de licence, près de 2 350 magasins sont exploités sous la marque Circle K dans 15 autres pays et territoires (Arabie saoudite, Cambodge, Égypte, Émirats arabes unis, Guam, Guatelama, Honduras, Hong Kong, Indonésie, Jamaïque, Macao, Mexique, Mongolie, Nouvelle-Zélande et Vietnam), ce qui porte à près de 14 500 le nombre de magasins dans le réseau mondial.

2. PRINCIPES DE PRÉSENTATION

Date de fin d'exercice

La date de fin d'exercice de la société correspond au dernier dimanche du mois d'avril de chaque année. Les termes « 2020 » et « 2019 » désignent les exercices terminés le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019.

Principes de présentation

La société prépare ses états financiers consolidés selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS »), telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »).

Monnaie de présentation

La monnaie fonctionnelle de la société mère est le dollar canadien. La société utilise toutefois le dollar américain à titre de monnaie de présentation afin de fournir une information plus pertinente étant donné ses opérations prédominantes aux États-Unis.

Approbation des états financiers consolidés

Les états financiers consolidés de la société ont été approuvés le 29 juin 2020 par le conseil d'administration, qui a également approuvé leur publication.

3. CONVENTIONS COMPTABLES

Changement de conventions comptables

Contrats de location

Au 29 avril 2019, la société a adopté IFRS 16 *Contrats de location*, qui remplace IAS 17 *Contrats de location*. La nouvelle norme exige que les preneurs comptabilisent et inscrivent au bilan une obligation locative correspondant aux paiements de loyers futurs et un actif au titre du droit d'utilisation relativement à la quasi-totalité des contrats de location, sauf en ce qui concerne les contrats de location qui répondent à des critères d'exception limités.

La société a adopté IFRS 16 de façon rétrospective le 29 avril 2019, mais comme le permettent les dispositions transitoires propres à la norme, elle n'a pas retraité les chiffres correspondants pour l'exercice 2019. Par conséquent, l'effet cumulé de l'application initiale de la nouvelle norme a été comptabilisé au bilan d'ouverture au 29 avril 2019 et les chiffres correspondants pour l'exercice 2019 continuent d'être divulgués conformément à IAS 17 et à ses interprétations connexes, dont IFRIC 4 *Déterminer si un accord contient un contrat de location*.

IFRS 16 établit ou modifie les exigences relatives à la comptabilisation des contrats de location. Elle apporte des changements importants à la comptabilité du preneur en ce sens qu'elle élimine la distinction entre les contrats de location simple et les contrats de location-financement, et qu'elle exige la comptabilisation d'un actif au titre du droit d'utilisation et d'une obligation locative à la date de début de tous les contrats de location, sauf ceux à court terme ou dont le bien sous-jacent est de faible valeur. En revanche, les exigences relatives à la comptabilité du bailleur demeurent essentiellement les mêmes.

Incidence de la nouvelle définition d'un contrat de location

Comme le permet une mesure de simplification dans le cadre de la transition à IFRS 16, la société a choisi de ne pas réapprécier si un contrat est ou contient un contrat de location. Par conséquent, la société continue d'appliquer la définition d'un contrat de location selon IAS 17 et IFRIC 4 aux contrats de location conclus ou modifiés avant le 29 avril 2019.

Le changement à la définition d'un contrat de location est essentiellement axé sur le concept de contrôle. Selon IFRS 16, un contrat contient un contrat de location s'il confère au client le droit de contrôler l'utilisation d'un bien déterminé pour un certain temps moyennant une contrepartie.

La société détermine si un contrat est ou contient un contrat de location en s'appuyant sur la définition d'un contrat de location et les applications connexes contenues dans IFRS 16 pour tous les contrats de location conclus ou modifiés à compter du 29 avril 2019.

Incidence sur les conventions comptables lorsque la société est le preneur

Contrats de location antérieurement classés en tant que contrats de location simple et contrats de location conclus ou modifiés à compter du 29 avril 2019

IFRS 16 modifie la manière dont la société comptabilise les contrats de location classés en tant que contrats de location simple selon IAS 17, qui n'étaient pas comptabilisés dans son bilan consolidé.

En adoptant IFRS 16 pour tous les contrats de location (à l'exception de ceux qui répondent aux critères d'exception limités, voir plus bas), la société :

- Comptabilise des actifs au titre de droits d'utilisation et des obligations locatives au bilan consolidé;
- Comptabilise une charge d'amortissement sur les actifs au titre de droits d'utilisation et des intérêts sur les obligations locatives à l'état des résultats consolidés; et
- Sépare le montant total versé en espèces entre la portion se rapportant au principal (présentée sous les activités de financement) et la portion d'intérêts (présentée sous les activités d'exploitation) dans l'état des flux de trésorerie consolidé.

En vertu d'IFRS 16, les actifs au titre de droits d'utilisation sont soumis à un test de perte de valeur conformément à IAS 36 *Dépréciation d'actifs*. Cette exigence remplace celle qui consistait à comptabiliser une provision pour les contrats de location déficitaires.

Les avantages incitatifs à la location sont pris en compte dans l'évaluation de l'actif au titre du droit d'utilisation et de l'obligation locative, alors qu'en vertu d'IAS 17, ils entraînaient la comptabilisation d'une obligation au titre d'avantages incitatifs à la location, qui était amortie comme une réduction des frais locatifs selon la méthode linéaire.

Contrats de location antérieurement classés en tant que contrats de location-financement

En ce qui concerne les actifs antérieurement détenus en vertu d'un contrat de location-financement, la principale différence entre IFRS 16 et IAS 17 repose sur l'évaluation des garanties de valeur résiduelle que le preneur a fournies au bailleur. En vertu d'IFRS 16, la société est tenue de comptabiliser, dans son obligation locative, le montant qu'elle s'attend à devoir payer en vertu d'une garantie de valeur résiduelle seulement, et non le montant maximal de la garantie comme l'exigeait IAS 17. Cette différence n'a pas eu une incidence importante sur les états financiers consolidés de la société.

Incidence sur les conventions comptables lorsque la société est le bailleur

La société conclut des contrats de location de propriétés dont elle est le bailleur. IFRS 16 ne change pas de façon substantielle la méthode de comptabilisation des contrats de location par le bailleur. En vertu d'IFRS 16, le bailleur continue de classer les contrats de location en tant que contrats de location-financement ou contrats de location simple et de comptabiliser chaque type de contrat conséquemment.

En vertu d'IFRS 16, lorsque la société agit à titre de bailleur intermédiaire, elle comptabilise le contrat de location principal et le contrat de sous-location en tant que contrats distincts. Le bailleur intermédiaire doit classer le contrat de sous-location en tant que contrat de location-financement ou de contrat de location simple en se basant sur l'actif au titre du droit d'utilisation découlant du contrat de location principal et non sur le bien sous-jacent, comme c'était le cas en vertu d'IAS 17.

Incidence de l'adoption de la nouvelle norme sur les états financiers consolidés de la société

À l'adoption d'IFRS 16, la société a comptabilisé les obligations locatives relativement aux contrats de location qui étaient classés comme des contrats de location simple selon les principes d'IAS 17. Ces obligations ont été évaluées à la valeur actuelle nette des paiements de loyers restants et impayés à la date d'adoption, actualisées au taux d'emprunt marginal de la société au 29 avril 2019. Le taux d'emprunt marginal moyen pondéré du preneur appliqué aux obligations locatives comptabilisées au 29 avril 2019 était de 3,31 %.

	Au 29 avril 2019
	$
Engagements découlant de contrats de location simple divulgués au 28 avril 2019	3 260,7
Actualisés au taux d'emprunt marginal de la société au 29 avril 2019	2 769,3
Ajouter : obligations liées à des contrats de location-financement comptabilisés au 28 avril 2019	328,3
(Déduire) : contrats de location à court terme comptabilisés à titre de dépenses selon la méthode linéaire	(132,5)
(Déduire) : contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur comptabilisés à titre de dépenses selon la méthode linéaire	(2,0)
Ajouter/(déduire) : ajustements découlant de changements à l'indice ou au taux dont les paiements variables sont fonctions	(7,9)
Autres	(3,0)
Obligations locatives comptabilisées au 29 avril 2019	**2 952,2**
Ventilation :	
Obligations locatives à court terme	382,9
Obligations locatives à long terme	2 569,3

Les actifs au titre de droits d'utilisation associés ont été évalués au montant des obligations locatives, ajusté du montant des loyers payés d'avance ou à payer pour le contrat de location en question qui étaient comptabilisés au bilan consolidé au 28 avril 2019.

Les actifs au titre de droits d'utilisation qui étaient comptabilisés au 29 avril 2019 concernaient les catégories de biens sous-jacents suivantes :

	Au 29 avril 2019
	$
Propriétés	2 789,8
Véhicules motorisés	37,6
Équipements	7,6
	2 835,0

L'adoption d'IFRS 16 a eu une incidence sur les éléments suivants du bilan d'ouverture au 29 avril 2019 :

	Solde au début de l'exercice	Adoption d'IFRS 16	Solde ajusté au début de l'exercice
	$	$	$
Actifs			
Actifs à court terme			
Frais payés d'avance	83,7	(26,4)	57,3
Immobilisations corporelles[(a)]	11 129,9	(306,5)	10 823,4
Actifs au titre de droits d'utilisation	—	2 835,0	2 835,0
Immobilisations incorporelles	944,4	(104,5)	839,9
Autres actifs	306,6	27,7	334,3
Actifs totaux	**22 607,7**	**2 425,3**	**25 033,0**
Passifs			
Passifs à court terme			
Créditeurs et charges à payer	3 917,1	(24,6)	3 892,5
Portion à court terme de la dette à long terme	1 310,7	(40,5)	1 270,2
Portion à court terme des obligations locatives	—	382,9	382,9
Dette à long terme	5 640,7	(287,8)	5 352,9
Obligations locatives	—	2 569,3	2 569,3
Provisions à long terme	590,1	(3,0)	587,1
Crédits reportés et autres éléments de passif	349,0	(158,3)	190,7
Impôts différés	1 037,1	(3,2)	1 033,9
Passifs totaux	**13 426,6**	**2 434,8**	**15 861,4**
Capitaux propres			
Bénéfices non répartis	9 053,5	(9,5)	9 044,0
Capitaux propres	**9 181,1**	**(9,5)**	**9 171,6**

(a) L'adoption d'IFRS 16 a eu une incidence de 143,2 $ sur les Terrains, de 105,2 $ sur les Immeubles et composantes de bâtisse et de 58,1 $ sur l'Équipement.

Lors de l'application initiale d'IFRS 16, la société s'est prévalue des mesures de simplification suivantes, qui sont permises par la norme, pour certains de ses contrats de location :

- Appliquer un taux d'actualisation unique à un portefeuille de contrats de location présentant des caractéristiques relativement similaires;
- Recourir à la provision pour les contrats de location déficitaires comme alternative à l'exécution d'un test de perte de valeur;
- Comptabiliser les contrats de location simple dont le terme de leur durée est inférieur à 12 mois au 29 avril 2019 comme étant des contrats de location à court terme;
- Se prévaloir du droit d'exclure les coûts directs initiaux de l'évaluation de l'actif au titre du droit d'utilisation à la date de première application; et
- Utiliser des connaissances acquises *a posteriori* pour déterminer la durée d'un contrat de location qui contient des options de prolongation ou de résiliation.

Par mesure de simplification, la société a choisi de ne pas séparer les composantes locatives des composantes non locatives, mais plutôt de comptabiliser chaque composante locative et les composantes non locatives qui s'y rattachent comme une seule composante de nature locative. Les composantes non locatives comprennent, sans s'y limiter, les charges de services publics et les charges liées à l'entretien des aires communes lorsque ces charges sont fixes pour la durée du contrat de location.

Estimations comptables et principaux jugements

La préparation d'états financiers consolidés conformément aux IFRS exige que la direction de la société effectue des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers consolidés et les notes complémentaires afférentes. La direction révise périodiquement ses estimations. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la société pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Les jugements et estimations comptables les plus importants établis par la société aux fins de la préparation des états financiers consolidés sont présentés avec les conventions pertinentes, le cas échéant, et concernent principalement les sujets suivants : les rabais fournisseurs, les durées de vie utile des immobilisations corporelles et incorporelles, les impôts sur les bénéfices, les avantages sociaux futurs, les provisions, les pertes de valeur des immobilisations corporelles et incorporelles, les durées des contrats de location et les regroupements d'entreprises.

La société est assujettie à l'impôt sur les bénéfices dans de nombreuses juridictions. Un jugement important est nécessaire pour déterminer la charge mondiale d'impôts sur les bénéfices. Il existe plusieurs transactions et calculs pour lesquels la détermination de l'impôt est incertaine. La société comptabilise les positions fiscales incertaines lorsqu'elle estime que des impôts supplémentaires seront dus. Lorsque le résultat final de ces questions est différent des montants initialement comptabilisés, ces différences auront une incidence sur les actifs et passifs d'impôts exigibles et différés dans la période au cours de laquelle cette différence est déterminée.

Au 26 avril 2020, la société a effectué une évaluation de l'impact des incertitudes entourant l'éclosion de la nouvelle souche du coronavirus, spécifiquement identifiée comme la pandémie de COVID-19, sur la valeur comptable de ses actifs et passifs. Cette évaluation, qui a nécessité l'utilisation de jugements et d'estimations importants, n'a eu aucune incidence matérielle sur les états financiers consolidés de la société pour l'exercice terminé le 26 avril 2020. La société a évalué que l'incertitude entourant l'impact de la COVID-19 pourrait générer, dans les périodes de divulgation futures, un risque d'ajustement matériel à la valeur comptable des actifs et passifs suivants : immobilisations corporelles, immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité déterminée, goodwill et immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée, actifs d'impôts différés, actifs au titre de droits d'utilisation, régimes de retraite et obligations contractuelles. Étant un risque émergent, la durée et le plein effet financier de la pandémie de COVID-19 sont inconnus et, par conséquent, les estimations de l'étendue à laquelle la COVID-19 pourrait matériellement et défavorablement impacter la société sont soumises à d'importantes incertitudes.

Principes de consolidation

Les états financiers consolidés incluent les comptes de la société et ceux de ses filiales, lesquelles sont généralement détenues en propriété exclusive. Ils comprennent également la quote-part des résultats de ses coentreprises et de ses entreprises associées qui est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence. Toutes les transactions et tous les soldes intersociétés ont été éliminés lors de la consolidation. Voir la note 6 pour plus de détails au sujet de la consolidation de CAPL jusqu'au 19 novembre 2019.

Les filiales sont des entités sur lesquelles la société exerce le contrôle, soit le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles. La société possède généralement, directement ou indirectement, 100 % des droits de vote dans ses filiales. Ces critères sont analysés de façon régulière et les filiales sont entièrement consolidées à compter de la date où leur contrôle est acquis par la société et cessent d'être consolidées dès que le contrôle n'est plus exercé.

La société détient des contrats avec des franchisés et des opérateurs indépendants. Ceux-ci assument la gestion de leur établissement, en plus de veiller au marchandisage et au financement de leurs stocks. Leurs états financiers ne sont pas inclus dans les états financiers consolidés de la société.

Conversion de devises

Monnaie fonctionnelle

La monnaie fonctionnelle est la principale monnaie de l'environnement économique au sein duquel l'entité exerce ses activités. La monnaie fonctionnelle de la société mère et de ses filiales canadiennes est le dollar canadien. La monnaie fonctionnelle de ses filiales étrangères est généralement la monnaie locale, principalement le dollar américain pour les opérations aux États-Unis, et diverses autres monnaies européennes pour les opérations en Europe.

Opérations en devises étrangères

Les opérations libellées en devises étrangères sont converties dans la monnaie fonctionnelle pertinente de la façon suivante : les éléments d'actifs et de passifs monétaires sont convertis au taux de change en vigueur à la date du bilan consolidé alors que les revenus et les charges sont convertis au taux de change moyen de la période. Les éléments d'actifs et de passifs non monétaires sont convertis aux taux historiques ou au taux en vigueur à la date où ils ont été évalués à la juste valeur. Le cas échéant, les gains et les pertes de change résultant de ces conversions sont portés aux résultats sauf pour les actifs et passifs désignés à titre d'instruments de couverture.

Consolidation et opérations étrangères

Les états financiers consolidés sont consolidés en dollars canadiens en utilisant la méthode suivante : les éléments d'actifs et de passifs sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date du bilan consolidé. Les revenus et les charges sont convertis au taux de change moyen de la période. Les transactions individuelles ayant une incidence significative sur les états des résultats consolidés, du résultat global consolidé ou des flux de trésorerie consolidés sont converties au taux de change en vigueur à la date de la transaction.

Les gains et les pertes de change résultant de cette conversion sont inclus dans le cumul des autres éléments du résultat global dans les capitaux propres. L'écart de conversion provenant de chaque filiale étrangère, société associée ou coentreprise est reclassé aux états des résultats consolidés en même temps que le gain ou la perte résultant de la cession ou de la liquidation d'une telle entité étrangère lorsqu'il y a une perte de contrôle ou un changement à la participation dans la société associée ou la coentreprise, respectivement.

Monnaie de présentation

La société a adopté le dollar américain comme monnaie de présentation. Les états financiers consolidés en dollars canadiens sont convertis dans la monnaie de présentation selon la méthode décrite précédemment. Le capital-actions, le surplus d'apport et les bénéfices non répartis sont convertis aux taux historiques. Les gains et les pertes de change résultant de la conversion sont inclus dans le cumul des autres éléments du résultat global dans les capitaux propres.

Bénéfice net par action

Le bénéfice net par action de base est calculé en divisant le bénéfice net revenant aux détenteurs d'actions des catégories A et B par le nombre moyen pondéré d'actions des catégories A et B en circulation au cours de l'exercice. Le bénéfice net par action dilué est calculé en utilisant le nombre moyen pondéré d'actions en circulation majoré du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires qui seraient émises lors de la conversion en actions ordinaires de toutes les options potentielles dilutives.

Constatation des produits

Pour ses trois principales catégories de produits, soit les marchandises et services, le carburant pour le transport routier et les autres revenus, la société comptabilise les revenus lorsque le contrôle des biens ou services est transféré au client.

Pour ce qui est des opérations de détail, les ventes de marchandises comprennent principalement la vente de produits du tabac et d'alternatives aux produits du tabac, de bière, de vin, de boissons, d'articles d'épicerie, de friandises et de grignotines et de produits frais, y compris les produits de la restauration rapide. Les revenus provenant des services comprennent des revenus de lave-auto, des commissions sur la vente de billets de loterie et sur l'émission de mandats-poste, les frais attribuables aux guichets automatiques, les ventes de cartes d'appels et de cartes cadeaux, les frais d'encaissement de chèques ainsi que les ventes de timbres-poste et de billets d'autobus. Les ventes de carburant pour le transport routier comprennent la vente de différents types de carburant pour le transport routier au moyen de pompes situées dans les magasins d'accommodation ou les stations de carburant automatisées de la société. Ces revenus sont comptabilisés au moment de la transaction, puisque le contrôle des biens et services est considéré comme étant transféré lorsque le client effectue le paiement et prend possession de l'article vendu.

Les revenus provenant des services comprennent aussi les redevances provenant des franchises et des licences, lesquelles sont constatées à titre de produits sur la durée de l'entente, les frais de franchise initiaux, dont une portion est constatée à l'ouverture du magasin franchisé alors que les revenus restants sont reportés sur la durée estimée du contrat de franchise en question, ainsi que les commissions des agents, de même que les royautés des franchisés et des détenteurs de licences, lesquelles sont constatées périodiquement sur la base des ventes déclarées par les agents, ainsi que les franchisés et les détenteurs de licences.

Pour les activités de vente en gros, la société reconnaît généralement les ventes de marchandises et de biens à certains exploitants indépendants et franchisés effectuées à partir des centres de distribution de la société et les ventes de carburant pour le transport routier lors de la livraison à ses clients.

Les autres revenus comprennent les ventes de carburant pour le secteur de l'aviation, d'énergie pour les moteurs stationnaires et de carburant pour le secteur maritime (jusqu'au 30 novembre 2018), lesquelles sont généralement constatées lors de la livraison au client. Les autres revenus comprennent également les loyers tirés de certains contrats de location simple, qui sont comptabilisés sur une base linéaire sur la durée du bail.

Dans les marchés où le prix des produits pétroliers raffinés achetés exclut les droits d'accise, les revenus provenant de la vente aux clients sont comptabilisés déduction faite des droits d'accise. Dans les marchés où le prix des produits pétroliers raffinés achetés inclut les droits d'accise, les revenus et les coûts des ventes sont présentés en incluant ces droits.

Par l'entremise de redevances d'un magasin sous licence de marque Tweed Inc. par Canopy Growth en Ontario, au Canada, la société génère des revenus dérivés de la vente sous-jacente de produits du cannabis puisque le magasin sous licence vend du cannabis dans le cadre de ses opérations de ventes au détail.

Coût des ventes et rabais fournisseurs

Le coût des ventes comprend principalement le coût des produits finis, des intrants et des coûts de transport lorsqu'ils sont engagés pour acheminer les produits au point de vente.

La société constate les remises des fournisseurs comme une réduction du prix des produits des fournisseurs et les présente en réduction des stocks connexes et du coût des marchandises vendues aux bilans consolidés et aux états des résultats consolidés lorsqu'il est probable que ces remises seront reçues. La société estime la probabilité en prenant en compte une variété de facteurs, y compris les quantités d'articles vendus ou achetés, les parts de marché et d'autres conditions stipulées dans les contrats. L'exactitude des estimations de la société peut être affectée par de nombreux facteurs, dont certains échappent à son contrôle, y compris les changements dans les conditions économiques et les tendances d'achat des consommateurs. Historiquement, la société n'a pas connu de différences significatives dans ses prévisions par rapport aux résultats réels. Les montants reçus mais non constatés dans les résultats sont présentés aux Crédits reportés.

Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux

Les principaux éléments constituant les frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux sont la main-d'œuvre, les frais d'occupation, les frais liés aux modes de paiements électroniques, les réparations, l'entretien et les frais généraux.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie comprend l'encaisse et les dépôts à vue. Les équivalents de trésorerie comprennent les placements très liquides qui peuvent être facilement convertis en argent pour un montant déterminé et qui viennent à échéance dans les trois mois suivant la date d'acquisition.

Trésorerie soumise à restrictions

La trésorerie soumise à restrictions comprend, lorsqu'applicable, des dépôts en fidéicommis détenus par le dépositaire indépendant pour financer des acquisitions à venir ainsi que de futures dépenses en immobilisations, mais ceux-ci sont assujettis à certaines conditions de retrait.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût des marchandises est généralement évalué selon la méthode du prix de détail moins une marge bénéficiaire normale. Le coût des stocks de carburant pour le transport routier est généralement déterminé selon la méthode du coût moyen.

Impôts sur les bénéfices

La charge d'impôts constatée dans les résultats correspond à la somme de l'impôt différé et de l'impôt exigible qui ne sont pas comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ou directement dans les capitaux propres.

La société utilise l'approche bilan de la méthode du report variable pour comptabiliser les impôts sur les bénéfices. Selon cette méthode, les actifs et les passifs d'impôts différés sont déterminés en fonction de l'écart entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs en appliquant, à la date des états financiers consolidés, selon le cas, les taux d'imposition et les lois fiscales en vigueur ou pratiquement en vigueur pour les exercices au cours desquels les différences temporelles devraient se résorber. Les actifs d'impôts différés sont revus à chaque date de clôture et sont réduits dans la mesure où il n'est plus probable que l'avantage fiscal leur étant relié se matérialisera.

Les passifs d'impôts différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles imposables liées à des participations dans les filiales et les coentreprises, sauf si la société est capable de contrôler la date à laquelle la différence temporelle se résorbera et s'il est probable que la différence temporelle ne se résorbera pas dans un avenir prévisible. Les actifs d'impôts différés découlant des différences temporelles déductibles générées par de telles participations sont comptabilisés seulement s'il est probable que le bénéfice imposable sera suffisant pour permettre d'utiliser les avantages de la différence temporelle et que la différence temporelle se résorbera dans un avenir prévisible.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés lorsque la société a un droit juridiquement exécutoire de compenser des actifs et des passifs d'impôts exigibles, qu'ils concernent des impôts sur les bénéfices prélevés par la même autorité fiscale et que la société a l'intention de régler simultanément le montant net de ses actifs et passifs d'impôts exigibles.

Immobilisations corporelles, amortissements et perte de valeur

Les immobilisations sont comptabilisées au coût, déduction faite de l'amortissement cumulé, et sont amorties sur leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire, basé sur les périodes suivantes :

Immeubles et composantes de bâtisse	3 à 40 ans
Équipements	3 à 40 ans
Améliorations locatives	Moindre de la durée du bail et de la durée d'utilité
Immeubles et équipements loués en vertu de contrats de location-financement (pour l'exercice terminé le 28 avril 2019)	Moindre de la durée du bail et de la durée d'utilité

Les composantes des bâtisses comprennent les systèmes de climatisation et de chauffage, la plomberie et les installations électriques. Les équipements comprennent l'affichage, les équipements pétroliers et les équipements en magasins.

Les immobilisations corporelles sont soumises à un test de perte de valeur lorsque des événements ou des situations indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Cette recouvrabilité est mesurée en comparant leur valeur comptable nette à leur valeur recouvrable, qui correspond au montant le plus élevé entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie (« UGT »). Dans le cas où la valeur comptable des actifs excéderait leur valeur recouvrable, une perte de valeur d'un montant équivalent à l'excédent serait comptabilisée.

La société effectue une évaluation annuelle des soldes résiduels, des durées de vie utile estimatives et des méthodes d'amortissement utilisés pour les immobilisations corporelles et tout changement découlant de l'évaluation est appliqué prospectivement par la société.

Goodwill

Les montants de goodwill représentent l'excédent du coût d'une entreprise acquise par rapport à la juste valeur des actifs identifiables nets sous-jacents acquis de l'entreprise à la date d'acquisition. Le goodwill n'est pas amorti. Il est plutôt soumis à un test annuel de perte de valeur, lors du premier trimestre de la société, ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent qu'il pourrait avoir subi une perte de valeur ou si nécessaire en raison des dates des acquisitions. Dans le cas où la valeur comptable du goodwill d'une UGT excéderait sa valeur recouvrable, une perte de valeur serait comptabilisée.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles, qui sont initialement comptabilisées au coût, sont composées principalement de marques de commerce, de contrats de franchises, de contrats d'approvisionnement en carburant, de logiciels, de contrats de location favorables (jusqu'au 28 avril 2019) et de licences. Les licences et les marques de commerce qui ont une durée d'utilité indéterminée puisqu'elles devraient procurer des avantages économiques à la société indéfiniment ne sont pas amorties et sont soumises à un test annuel de perte de valeur lors du premier trimestre ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent qu'elles pourraient avoir subi une perte de valeur ou si nécessaire en raison des dates des acquisitions. Les contrats d'approvisionnement en carburant, les contrats de franchise et les marques de commerce qui ont des durées d'utilité déterminées sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de leurs contrats respectifs. Les contrats de location favorables représentent des contrats de location dont les termes sont favorables en comparaison aux termes disponibles sur le marché et ils étaient amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée du bail. Les logiciels et les autres immobilisations incorporelles sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de 3 à 15 ans. L'amortissement des immobilisations incorporelles qui ont des durées d'utilité déterminées est inclus au poste Amortissement et perte de valeur dans les états des résultats consolidés.

Contrats de location

Pour l'exercice terminé le 26 avril 2020, conformément à IFRS 16 Contrats de location

Déterminer si un accord est ou contient un contrat de location

Au commencement d'un contrat, la société évalue si celui-ci est ou contient un contrat de location en déterminant si le contrat confère le droit de contrôler l'utilisation d'un bien déterminé, pour une certaine période de temps, en échange de considérations. Ceci est atteint si la société détient les deux éléments suivants :

- Le droit d'obtenir la quasi-totalité des avantages économiques découlant de l'utilisation du bien déterminé; et
- Le droit de décider de l'utilisation du bien déterminé.

Si la société détient le droit de contrôler l'utilisation d'un bien déterminé seulement pour une partie de la durée du contrat, alors ce contrat contient un contrat de location pour cette partie de sa durée.

La société détermine si un contrat contient un contrat de location à l'égard de chacune des composantes qui pourraient constituer une composante locative distincte.

La société a déterminé que certains accords avec des franchisés contiennent des composantes locatives et comptabilise donc une partie de ces accords en tant que contrats de location.

La société établit une distinction entre un contrat de location et un contrat de capacité. Un contrat de location prévoit le droit d'obtenir la quasi-totalité des avantages économiques découlant de l'utilisation d'un bien déterminé ainsi que le droit de décider de son utilisation. Un contrat de capacité confère le droit et l'obligation de payer pour la disponibilité de certains volumes de capacité liés principalement au transport. Les contrats de capacité qui n'impliquent pas de biens déterminés spécifiques ou qui ne confèrent pas la quasi-totalité de la capacité d'un bien déterminé ne sont pas considérés comme des contrats de location aux fins comptables. Les paiements de capacité sont constatés dans les états des résultats consolidés dans les Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux.

Contrats de location dans lesquels la société est locataire

Pour tous les contrats de location (sauf pour ceux qui répondent à des critères d'exception limités, voir ci-dessous), la société comptabilise des actifs au titre de droits d'utilisation et des obligations locatives au bilan consolidé.

L'obligation locative est initialement évaluée à la valeur actuelle nette des paiements de loyers futurs, actualisée au taux d'intérêt implicite du contrat de location, s'il est facilement possible de le déterminer, ou au taux d'emprunt marginal de la société. Les paiements de loyers futurs qui sont pris en compte dans l'évaluation de l'obligation locative sont les suivants :

- Les paiements fixes (y compris en substance), déduction faite des avantages incitatifs à la location à recevoir;
- Les paiements de loyers variables qui sont fonction d'un indice ou d'un taux;
- Les sommes que la société s'attend à devoir payer au titre de garanties de valeur résiduelle;
- Le prix d'exercice de l'option d'achat que la société a la certitude raisonnable d'exercer; et
- Les pénalités exigées en cas de résiliation du contrat de location, si la durée du contrat de location reflète l'exercice de cette option par la société.

L'obligation locative est par la suite évaluée en augmentant la valeur comptable pour refléter les intérêts sur l'obligation locative et en réduisant la valeur comptable pour refléter les paiements de loyers effectués. Les dépenses d'intérêts sont comptabilisées au poste des Frais financiers aux états des résultats consolidés pendant la durée du contrat de location de manière à correspondre à l'application, au solde de l'obligation locative, d'un taux d'intérêt constant pour chaque période.

Les actifs au titre de droits d'utilisation sont évalués au coût en tenant compte des éléments suivants :

- Le montant initial de l'obligation locative;
- Le cas échéant, les paiements de loyers versés à la date de début ou avant cette date, déduction faite des avantages incitatifs à la location reçus;
- Le cas échéant, les coûts directs initiaux; et
- Le cas échéant, les coûts de remise en état du bien sous-jacent.

Par la suite, les actifs au titre de droits d'utilisation sont évalués au coût moins l'amortissement et perte de valeur cumulés et sont amortis sur le moindre de la durée du contrat ou de la durée d'utilité du bien sous-jacent. Les actifs au titre de droits d'utilisation sont soumis à un test de perte de valeur conformément à IAS 36 *Dépréciation d'actifs*.

Les avantages incitatifs à la location sont pris en compte dans l'évaluation de l'actif au titre du droit d'utilisation et de l'obligation locative. Les paiements de loyers variables qui ne sont pas fonction d'un indice ou d'un taux ne sont pas pris en compte dans l'évaluation ni des obligations locatives, ni des actifs au titre de droits d'utilisation. Les paiements leur étant liés sont comptabilisés au poste des Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux aux états des résultats consolidés lors de la période au cours de laquelle se produit la situation qui est à l'origine de ces paiements.

En ce qui concerne les contrats de location à court terme (d'une durée de 12 mois ou moins) ou dont le bien sous-jacent est de faible valeur (par exemple les ordinateurs personnels et le mobilier de bureau), la société a choisi de comptabiliser les frais locatifs selon la méthode linéaire sur la durée du contrat de location. Ces frais sont présentés au poste des Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux aux états des résultats consolidés.

La société réévalue l'obligation locative (et ajuste l'actif au titre du droit d'utilisation correspondant) dans les cas suivants :

- Il y a un changement dans la durée du contrat de location, l'appréciation d'une option d'achat ou les pénalités de résiliation, auquel cas la société réévalue l'obligation locative en actualisant les paiements de loyers révisés au moyen d'un taux d'actualisation révisé; et
- Il y a un changement dans les paiements de loyers futurs à la suite d'une variation de l'indice ou du taux utilisé pour déterminer ces paiements ou dans les sommes que le preneur s'attend à devoir payer au titre de garanties de valeur résiduelle, auquel cas la société réévalue l'obligation locative en actualisant les paiements de loyers révisés au moyen du même taux d'actualisation que pour l'établissement initial de l'obligation.

Pour déterminer la durée du contrat de location, la société tient compte de tous les faits et circonstances faisant que le preneur a un avantage économique à exercer l'option de prolongation ou à ne pas exercer l'option de résiliation. La société ne tient compte des options de prolongation (ou des périodes assujetties à des options de résiliation) que si elle a la certitude raisonnable de prolonger (ou de ne pas résilier) le contrat de location. La durée du contrat de location est réévaluée s'il se produit un événement ou un changement de circonstances important qui a une incidence sur son évaluation et qui dépend de la volonté de la société.

Contrats de location dans lesquels la société est bailleur

Si les modalités du contrat de location transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété du bien sous-jacent, le contrat est classé en tant que contrat de location-financement. S'il est établi que le contrat dont la société est le bailleur est un contrat de location-financement, la société comptabilise la valeur actualisée des montants que le preneur doit payer à titre d'investissement net de la société dans le contrat de location, sous le poste Autres actifs au bilan consolidé. Pour évaluer l'investissement net dans le contrat de location par la suite, la société augmente la valeur comptable pour refléter les revenus d'intérêts reflétant un taux de rendement périodique constant et réduit la valeur comptable de l'investissement net pour refléter les paiements de loyers reçus.

Lorsque la société sert de bailleur intermédiaire, elle comptabilise le contrat de location principal et le contrat de sous-location en tant que contrats distincts. Le bailleur intermédiaire doit classer le contrat de sous-location en tant que contrat de location-financement ou de contrat de location simple en se basant sur l'actif au titre du droit d'utilisation découlant du contrat de location principal.

Si les modalités du contrat de location ne transfèrent pas au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété du bien sous-jacent, le contrat est classé en tant que contrat de location simple. Les paiements reçus dans le cadre de contrats de location simple sont comptabilisés sous le poste Chiffre d'affaires selon la méthode linéaire sur le durée du contrat de location concerné aux états des résultats consolidés.

Pour l'exercice terminé le 28 avril 2019, conformément à IAS 17 Contrats de location

Déterminer si un accord contient un contrat de location

Au commencement de l'accord, la société évalue si un accord est ou contient un contrat de location en déterminant si :

- L'exécution de l'accord dépend de l'utilisation d'un ou de plusieurs actifs spécifiés; et
- L'accord confère le droit d'utiliser l'actif ou les actifs.

La société a déterminé que certains accords avec des franchisés contiennent des accords de location implicites et, par conséquent, comptabilise une partie de ces accords comme des contrats de location.

La société établit une distinction entre un contrat de location et un contrat de capacité. Un contrat de location prévoit le droit d'utiliser un actif spécifique pour une période de temps. Un contrat de capacité confère le droit et l'obligation de payer pour la disponibilité de certains volumes de capacité liés principalement au transport. Les contrats de capacité qui n'impliquent pas d'actifs spécifiques uniques ou qui ne confèrent pas la quasi-totalité de la capacité d'un actif spécifique ne sont pas considérés comme des contrats de location à des fins comptables. Les paiements de capacité sont constatés dans les états des résultats consolidés dans les frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux.

Contrats de location dans lesquels la société est locataire

La société comptabilise les contrats de location-financement lorsque la quasi-totalité des avantages et des risques afférents à la propriété du bien loué lui ont été transférés. Dans certains cas, la détermination de la nature d'un contrat de location n'est pas évidente et la direction doit faire preuve de jugement pour déterminer si un contrat de location est un contrat de location-financement qui transfère la quasi-totalité des risques et avantages se rattachant à la propriété à la société. Le jugement est nécessaire sur différents aspects qui comprennent, mais ne sont pas limités à, la juste valeur de l'actif loué, la durée de vie économique de l'actif loué, le fait d'inclure ou non des options de renouvellement dans la durée du bail ainsi que la détermination d'un taux d'actualisation approprié pour calculer la valeur actualisée des paiements minimaux. Les activités de la société impliquent un nombre considérable de contrats de location, dont la plupart sont jugés comme étant des contrats de location simple. Le coût des actifs comptabilisés en vertu des contrats de location-financement représente le moindre de la valeur actualisée des paiements minimaux exigibles en vertu du bail et de la juste valeur de la propriété louée et est amorti linéairement sur le moindre de la durée de vie utile de l'actif et de la durée du bail. Les biens loués en vertu de contrats de location-financement sont présentés dans les immobilisations corporelles aux bilans consolidés.

Les contrats de location qui ne prévoient pas le transfert de la quasi-totalité des avantages et risques afférents à la propriété sont comptabilisés comme des contrats de location simple. Lorsque les baux contiennent des clauses d'augmentations prédéterminées du loyer minimal, la société constate la charge locative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée du bail. Conséquemment, la société comptabilise à titre de dépense de loyer reportée l'excédent de la charge sur le montant exigible.

La société reçoit également des incitatifs relatifs aux baux qui sont amortis selon la méthode linéaire sur le moindre de la durée du bail et de la durée de vie utile de l'actif.

Les gains et pertes découlant de transactions de cession-bail sont constatés dans les résultats consolidés au moment de la transaction sauf si :

- Le prix de vente est inférieur à la juste valeur et la perte est compensée par des paiements futurs inférieurs au prix du marché, auquel cas la perte est reportée et amortie proportionnellement aux paiements au titre de la location sur la période pendant laquelle il est prévu d'utiliser l'actif; ou
- Le prix de vente est supérieur à la juste valeur, auquel cas l'excédent est reporté et amorti sur la durée d'utilisation attendue de l'actif.

Contrats de location pour lesquels la société est le bailleur

Les contrats de location pour lesquels la société transfère la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif à une tierce partie sont classés en tant que contrats de location-financement. La société comptabilise les paiements de loyer à recevoir dans les bilans consolidés et les présente comme des débiteurs. Les loyers reçus au titre des contrats de location-financement sont ventilés entre les revenus financiers et la réduction de la créance.

Les contrats de location qui ne prévoient pas le transfert de la quasi-totalité des avantages et risques afférents à la propriété à une tierce partie sont comptabilisés comme des contrats de location simple. Lorsque les baux contiennent des clauses d'augmentations prédéterminées du loyer minimal, la société constate le revenu locatif selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée du bail. Conséquemment, la société comptabilise la différence entre le revenu locatif et le montant reçu selon le contrat comme loyer à recevoir.

Frais de financement

Les frais de financement liés aux emprunts à terme et aux titres de créance sont inclus dans la valeur comptable initiale de la dette correspondante et sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif qui est basée sur les flux de trésorerie estimés sur la durée de vie prévue du passif. Les frais de financement liés aux emprunts renouvelables sont inclus dans les autres actifs et sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée de vie prévue de l'entente sous-jacente.

Régime de rémunération et autres paiements fondés sur des actions

Les coûts de rémunération fondée sur des actions sont évalués à la date de l'octroi en fonction de la méthode fondée sur la juste valeur.

La juste valeur des options d'achat d'actions est constatée sur la période d'acquisition de chaque tranche d'acquisition à titre de coût de rémunération avec une augmentation correspondante au surplus d'apport, compte tenu du nombre d'octrois qui devraient ultimement être acquis. À la levée des options d'achat d'actions, le surplus d'apport correspondant est transféré au capital-actions.

Le coût de rémunération des actions fictives (les « AF ») et le passif afférent sont comptabilisés linéairement sur la période d'acquisition correspondante sur la base de la juste valeur de marché des actions de catégorie B de la société et de la meilleure estimation du nombre d'AF qui seront ultimement payables. Le passif ainsi enregistré est ajusté à chaque période pour refléter toute variation de la juste valeur des actions de catégorie B et tout ajustement des extinctions prévues.

Avantages sociaux futurs

La société comptabilise ses obligations découlant des régimes de retraite de ses employés ainsi que les coûts connexes, déduction faite des actifs des régimes. Pour les régimes à prestations définies, la société a retenu les conventions comptables suivantes :

- Les obligations au titre des prestations et le coût des prestations de retraite constituées par les salariés actifs sont établis par calculs actuariels selon la méthode des unités de crédit projetées au prorata des services et les charges de retraite sont constatées dans les résultats au fur et à mesure que les services sont rendus par les employés actifs. Les calculs tiennent compte des hypothèses considérées par la direction comme étant les plus probables concernant la progression des salaires et l'âge de départ à la retraite des salariés;
- Les actifs des régimes sont évalués à leur juste valeur;
- Les gains actuariels et les pertes actuarielles s'expliquent par les augmentations ou les diminutions de la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies découlant des changements aux hypothèses actuarielles et des ajustements liés à l'expérience. Les gains actuariels et les pertes actuarielles sont comptabilisés immédiatement dans les autres éléments du résultat global sans incidence sur le bénéfice net;
- Les coûts des services passés sont enregistrés dans les résultats à la première des dates suivantes :
    - La date de modification ou de réduction du régime;
    - La date à laquelle la société comptabilise les frais de restructuration ou d'indemnité de cessation d'emploi correspondants; et
- Les intérêts nets sur le passif (l'actif) net au titre des prestations définies correspondent au passif (à l'actif) net au titre des prestations définies multiplié par le taux d'actualisation et sont inclus dans les frais financiers.

Pour les régimes à cotisations déterminées, la charge de retraite inscrite aux résultats correspond aux cotisations que la société est tenue de verser en échange des services rendus par les salariés.

La valeur actualisée des obligations de retraite dépend d'un certain nombre de facteurs qui sont déterminés sur une base actuarielle en utilisant un certain nombre d'hypothèses. Toute modification de ces hypothèses influera sur la valeur comptable des obligations de retraite. La société détermine le taux d'actualisation approprié à la fin de chaque exercice. Il s'agit du taux utilisé pour déterminer la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs qui devraient être nécessaires pour régler les obligations de retraite. Pour déterminer le taux d'actualisation approprié, la société considère les taux d'intérêt d'obligations de sociétés de haute qualité qui sont libellées dans la devise dans laquelle les prestations seront versées et qui ont une échéance se rapprochant de celle de l'obligation de retraite concernée.

Provisions

Les provisions sont comptabilisées si la société a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, s'il est probable que la société sera tenue d'éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Le montant comptabilisé en provision est la meilleure estimation de la contrepartie nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la date de clôture, compte tenu des risques et des incertitudes liés à l'obligation. Si une provision est évaluée en fonction des estimations de flux de trésorerie nécessaires pour éteindre l'obligation actuelle, sa valeur comptable correspond à la valeur actualisée de ces flux de trésorerie.

La valeur actuelle des provisions dépend d'un certain nombre de facteurs qui sont évalués sur une base régulière en utilisant un certain nombre d'hypothèses, y compris le taux d'actualisation, les flux de trésorerie attendus pour éteindre l'obligation et le nombre d'années jusqu'au règlement de la provision. Toute modification de ces hypothèses ou des réglementations gouvernementales aura une incidence sur la valeur comptable des provisions. Lorsque les flux de trésorerie réels sont différents des montants initialement comptabilisés, ces différences ont une incidence sur les résultats de la période au cours de laquelle le paiement est effectué. Historiquement, la société n'a pas connu de différences significatives dans ses prévisions par rapport aux résultats réels.

Coûts environnementaux

La société constate une provision pour les frais de réhabilitation de sites estimatifs futurs afin de satisfaire aux normes gouvernementales pour ses sites connus comme étant contaminés lorsque ces coûts peuvent être estimés raisonnablement. Les estimations des coûts futurs prévus pour les activités de remise en état de ces sites sont fondées sur l'expérience antérieure de la société en matière de réhabilitation de sites ainsi que sur d'autres facteurs, tels que l'état de la contamination des sites, l'emplacement des sites et l'expérience des entrepreneurs qui effectuent les évaluations environnementales et les travaux de réhabilitation. Afin de déterminer le passif initial comptabilisé, les flux de trésorerie futurs estimatifs ont été actualisés en utilisant un taux avant impôts reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à ce passif.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations se rapportent principalement aux coûts futurs estimatifs d'enlèvement des réservoirs souterrains de carburant et sont fondées sur l'expérience antérieure de la société dans ce domaine, la durée de vie utile estimative du réservoir, la durée restante des baux pour les réservoirs installés sur des propriétés louées, les estimations externes et les exigences réglementaires des gouvernements. Lorsqu'un réservoir de carburant est installé, un passif actualisé est comptabilisé à la valeur actuelle de l'obligation liée à la mise hors service de l'immobilisation et la valeur de l'immobilisation correspondante est augmentée du même montant. Afin de déterminer le passif initial à comptabiliser, les flux de trésorerie futurs estimatifs sont actualisés en utilisant un taux avant impôts reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à ce passif.

À la suite de la constatation initiale de l'obligation liée à la mise hors service d'immobilisations, la valeur comptable du passif est accrue de manière à tenir compte de l'écoulement du temps, puis ajustée selon les variations du taux d'actualisation courant fondé sur le marché ou de l'échéancier des flux de trésorerie sous-jacents nécessaires pour régler l'obligation.

Obligations relatives à la responsabilité civile et aux indemnités d'accidents de travail

Aux États-Unis et en Irlande, la société a recours à l'autoassurance pour couvrir certaines pertes relatives à la responsabilité civile et aux indemnités d'accidents de travail. Le coût ultime attendu actualisé de réclamations engagées à la date du bilan consolidé est reconnu à titre de passif. Ce coût est estimé sur la base des données historiques de la société et d'évaluations actuarielles. Afin de déterminer le passif initial comptabilisé, les flux de trésorerie futurs estimatifs ont été actualisés en utilisant un taux avant impôts reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à ce passif.

Restructuration

Une provision pour restructuration est comptabilisée seulement lorsqu'un plan formel et détaillé de restructuration existe et que le plan a débuté ou que les principales caractéristiques du plan ont été communiquées aux personnes concernées. Afin de déterminer le passif initial comptabilisé, la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimatifs a été calculée en utilisant un taux avant impôts reflétant les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à ce passif.

Un plan formel et détaillé inclut habituellement :

- L'identification de l'entreprise ou la partie de l'entreprise concernée;
- Les principaux sites affectés;
- Les détails relatifs aux salariés affectés;
- L'échéancier de la restructuration; et
- Les charges qui devront être engagées.

Instruments financiers – comptabilisation et évaluation

La société a effectué les classements suivants de ses actifs et passifs financiers :

Actifs et passifs financiers	Classement	Évaluation subséquente[1]	Classement des gains et pertes
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Coût amorti	Coût amorti	Bénéfice net
Trésorerie soumise à restrictions	Coût amorti	Coût amorti	Bénéfice net
Débiteurs	Coût amorti	Coût amorti	Bénéfice net
Placements	Juste valeur par le biais du résultat net (sauf si la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global est retenue)[2]	Juste valeur	Bénéfice net (Autres éléments du résultat global non sujets à reclassement au bénéfice net si ce choix est effectué)
Instruments financiers dérivés	Juste valeur par le biais du résultat net	Juste valeur	Bénéfice net
Instruments financiers dérivés désignés comme couvertures d'investissement net et comme couverture de flux de trésorerie	Juste valeur par le biais du résultat net assujettie aux exigences de la comptabilité de couverture	Juste valeur	Autres éléments du résultat global sujets à reclassement au bénéfice net
Instruments financiers dérivés désignés à titre de couvertures de la juste valeur	Juste valeur par le biais du résultat net assujettie aux exigences de la comptabilité de couverture	Juste valeur	Bénéfice net, avec ajustement compensatoire constaté à l'élément couvert
Dette bancaire et dette à long terme	Coût amorti	Coût amorti	Bénéfice net
Créditeurs et charges à payer	Coût amorti	Coût amorti	Bénéfice net

(1) L'évaluation initiale des comptes à recevoir est au prix de transaction tandis que pour tous les autres actifs et passifs financiers, l'évaluation initiale est faite à la juste valeur.
(2) La société a fait le choix d'évaluer ses placements en instruments de capitaux propres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

Couverture et instruments financiers dérivés

La société applique les exigences générales de la comptabilité de couverture d'IAS 39 *Instruments financiers: comptabilisation et évaluation.*

Swap sur rendement total intégré

Afin de gérer les risques actuels et prévus liés aux variations de la juste valeur de marché des AF et des unités d'actions différées (« UAD ») octroyées par la société, cette dernière est partie à un contrat de dépôt indexé. Le contrat de dépôt indexé est comptabilisé à la juste valeur dans les débiteurs et autres actifs aux bilans consolidés et classé à la juste valeur par le biais du résultat net.

La société a documenté et désigné le contrat de dépôt indexé comme élément de couverture de flux de trésorerie de la transaction de règlement en espèces prévue des AF et des UAD octroyées. La société a déterminé que le contrat de dépôt indexé représente une couverture efficace lors de la mise en place de la couverture et pendant la durée du contrat de dépôt indexé. Les variations de la juste valeur sont initialement comptabilisées dans les autres éléments du résultat global et sont subséquemment reclassées au bénéfice net consolidé au même moment où la variation de la juste valeur des AF et des UAD est comptabilisée dans le bénéfice net consolidé. Lorsque l'entité s'attend à ce que la transaction prévue ne se réalise pas, les gains, pertes, produits ou charges rattachés à l'élément de couverture qui avaient été comptabilisés antérieurement dans les autres éléments du résultat global par suite de l'application de la comptabilité de couverture sont comptabilisés dans le bénéfice net de la période visée par les états financiers consolidés dans les Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux.

Swaps sur carburant

La société a recours à des swaps sur carburant pour gérer le risque lié aux prix du carburant pour le transport routier. La variation de la juste valeur de ces swaps est comptabilisée au poste Coût des ventes dans les états des résultats consolidés.

De plus, la société emploie de temps à autre des swaps sur carburant pour gérer le risque de prix associé à une transaction de règlement en espèces prévue liée à la vente d'un important volume de carburant. La société documente et désigne les swaps sur carburant comme éléments de couverture de flux de trésorerie de la transaction de règlement en espèces prévue liée à la vente de carburant. Ainsi, les variations de la juste valeur des éléments de couverture, soit les swaps sur carburant, sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global. Les gains réalisés dans le cumul des autres éléments du résultat global sont ensuite reclassés dans les revenus sur la même période que la réalisation de la transaction couverte.

Dette à long terme libellée en devises étrangères désignée

La société désigne une portion de sa dette à long terme libellée en dollars américains et en couronnes norvégiennes à titre d'instrument de couverture du risque de change sur son investissement net dans ses opérations aux États-Unis et en Norvège, respectivement. La société désigne également une portion de sa dette à long terme libellée en euros à titre d'instrument de couverture du risque de change sur son investissement net dans ses opérations en zone euro et au Danemark. Ainsi, les gains et les pertes liés à la conversion des dettes désignées, qui sont considérés comme une couverture efficace, sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global afin de contrebalancer les écarts de conversion sur devise provenant de la conversion de son investissement net dans ses opérations aux États-Unis, en Norvège, en zone euro et au Danemark.

Swaps de taux d'intérêt multidevises

La société désigne des swaps multidevises à titre d'instruments de couverture du risque de change sur son investissement net dans ses opérations étrangères. Ainsi, les gains et les pertes liés à la conversion de ces swaps de taux d'intérêt multidevises, qui sont considérés comme une couverture efficace, sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global afin de contrebalancer les écarts de conversion sur devise provenant de la conversion de l'investissement net de la société dans ses opérations étrangères.

Swaps de taux d'intérêt multidevises à court terme

Occasionnellement, la société utilise des swaps de taux d'intérêt multidevises à court terme pour gérer le risque de change lié aux déboursés prévus dans une devise étrangère. Les gains et les pertes de change résultant de la conversion de ces swaps de taux d'intérêt multidevises à court terme sont constatés dans les états des résultats consolidés à titre de gain ou perte de change.

Swaps de taux d'intérêt fixe-à-variable

La société utilisait des swaps de taux d'intérêt fixe-à-variable pour gérer le risque de variation de juste valeur créée par les variations de taux d'intérêt associé aux dettes à taux d'intérêt fixe. La société a désigné ces swaps de taux d'intérêt fixe-à-variable à titre d'instruments de couverture de la juste valeur de la dette à taux d'intérêt fixe émise (« l'élément couvert »). Ainsi, l'élément couvert est réévalué afin de refléter les changements de la juste valeur découlant des changements du risque couvert, et ces réévaluations sont comptabilisées dans les états des résultats consolidés à titre de frais financiers. Ceci est contrebalancé par les gains et les pertes découlant de la réévaluation de la valeur du swap, qui sont également comptabilisés dans les états des résultats consolidés à titre de frais financiers.

Accords de fixation de taux d'intérêt

De temps à autre, la société utilise des accords de fixation de taux d'intérêt pour gérer le risque de taux d'intérêt lié aux titres de créance qu'elle prévoit émettre. Elle considère ces accords de fixation de taux d'intérêt comme des éléments de couverture des flux de trésorerie liés aux taux d'intérêt prévus relativement à l'émission de titres de créance. Ainsi, les variations de la juste valeur des éléments de couverture, soit les accords de fixation de taux d'intérêt, sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global. Les gains et les pertes réalisés dans le cumul des autres éléments du résultat global sont reclassés dans la charge d'intérêts sur les mêmes périodes, à mesure que la charge d'intérêts sur la dette sera imputée aux résultats.

Garanties

Une garantie s'entend d'un contrat ou d'une convention d'indemnisation qui peut éventuellement obliger la société à faire des paiements à un tiers en fonction d'événements futurs. Ces paiements dépendent soit des changements dans un élément sous-jacent ou autres variables liés à un actif, à un passif ou à un titre de capitaux propres du bénéficiaire de la garantie, soit de l'inexécution d'une obligation contractuelle de la part d'une tierce partie. Il peut aussi s'agir d'une garantie indirecte des dettes d'une autre partie. Les garanties sont initialement constatées à la juste valeur et sont ultérieurement réévaluées lorsqu'une perte devient probable.

Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Le coût d'un regroupement d'entreprises correspond au total des justes valeurs, à la date d'acquisition, des actifs remis, des passifs engagés ou pris en charge et des instruments de capitaux propres émis par la société en échange du contrôle de l'entreprise acquise. Les actifs, les passifs et les passifs éventuels identifiables de l'entité acquise qui satisfont aux critères de comptabilisation d'IFRS 3 *Regroupements d'entreprises*, sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition. Les frais d'acquisition directs sont constatés dans les résultats au moment où ils sont engagés.

Le goodwill découlant du regroupement d'entreprises est comptabilisé en tant qu'actif et initialement évalué au coût, celui-ci étant l'excédent du coût du regroupement d'entreprises sur la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables acquis. Si, après réévaluation, la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise excède le coût du regroupement d'entreprises, l'excédent (« goodwill négatif ») est immédiatement comptabilisé en résultats.

Déterminer la juste valeur des actifs acquis et passifs pris en charge exige du jugement et l'utilisation d'hypothèses qui, si elles sont modifiées, peuvent affecter les états des résultats consolidés et les bilans consolidés.

Les écarts d'acquisition et les autres immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée sont alloués aux UGT aux fins de l'allocation du prix d'achat et du test de dépréciation en fonction du niveau le plus bas où la direction examine les résultats, niveau qui n'est pas plus élevé que le secteur d'exploitation. La répartition est faite à ces UGT, qui devraient bénéficier du regroupement d'entreprises dans lesquelles le goodwill et les autres immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée ont pris naissance.

Les résultats des entreprises acquises sont inclus aux états des résultats consolidés à compter de leur date respective d'acquisition.

Nouvelles normes comptables publiées récemment, mais non encore appliquées

Définition d'une entreprise

En octobre 2018, l'IASB a publié des modifications aux directives d'IFRS 3 *Regroupements d'entreprises*, qui modifient la définition d'une entreprise. Ces modifications introduisent un test de concentration facultatif qui, s'il est positif, mène à la conclusion que l'ensemble d'actifs acquis ne constitue pas une entreprise, et qu'aucune autre appréciation n'est nécessaire. Pour être considéré comme une entreprise, une acquisition doit inclure une entrée et un processus substantiel qui, ensemble, contribuent de manière importante à la capacité de créer des sorties. Également, il n'est plus nécessaire d'évaluer si des intervenants du marché sont en mesure de remplacer les éléments manquants ou d'intégrer les activités et les actifs acquis. La société va appliquer ces modifications aux regroupements d'entreprises pour lesquels la date d'acquisition se situe à l'ouverture ou après l'ouverture de l'exercice se terminant le 25 avril 2021 et aux acquisitions d'actifs qui ont lieu à l'ouverture ou après l'ouverture de cet exercice .

4. ACQUISITIONS D'ENTREPRISES

La société a effectué les acquisitions d'entreprises suivantes :

2020

- Le 13 janvier 2020, la société a fait l'acquisition de 17 magasins auprès d'un exploitant de franchises. Ces magasins sont exploités sous la bannière Holiday dans le Dakota du Sud et au Minnesota, aux États-Unis. La société est propriétaire du terrain et de la bâtisse pour 16 emplacements et loue le terrain et la bâtisse pour l'emplacement restant.
- Au cours de l'exercice terminée le 26 avril 2020, la société a aussi fait l'acquisition de 13 magasins corporatifs par l'entremise de transactions distinctes. La société est propriétaire du terrain et de la bâtisse pour 7 sites et loue le terrain et la bâtisse pour les 6 autres sites.

Ces transactions ont été effectuées pour une contrepartie totale de 89,7 $, financée à même les liquidités disponibles et les facilités de crédit existantes. Pour l'exercice terminée le 26 avril 2020, des frais d'acquisition de 6,7 $ ont été comptabilisés au poste des Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux relativement à ces acquisitions et à d'autres acquisitions non réalisées et en cours.

Le tableau qui suit présente les appréciations préliminaires de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge pour ces acquisitions basées sur les justes valeurs estimées à la date d'acquisition et sur l'information disponible en date de publication des présents états financiers consolidés:

	$
Actifs corporels acquis	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	0,2
Stocks	4,1
Frais payés d'avance	0,1
Immobilisations corporelles	50,8
Actifs au titre de droits d'utilisation	10,9
Actifs corporels totaux	66,1
Passifs pris en charge	
Créditeurs et charges à payer	0,3
Provisions	0,8
Obligations locatives	10,9
Passifs totaux	12,0
Actifs corporels nets acquis	54,1
Goodwill	35,6
Contrepartie totale payée en trésorerie	89,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie acquis	0,2
Flux de trésorerie nets à l'acquisition	89,5

La société estime que presque tout le goodwill relatif à ces transactions sera déductible aux fins fiscales.

La société a effectué ces acquisitions avec l'objectif d'accroître ses parts de marché. Ces acquisitions ont généré un goodwill dû principalement à l'emplacement stratégique des magasins acquis. Depuis la date d'acquisition, les revenus et le bénéfice net relatifs à ces magasins ont été respectivement de 61,3 $ et de 3,6 $. Étant donné la taille et la nature de ces acquisitions, l'information financière disponible ne permet pas de présenter fidèlement le chiffre d'affaires et le bénéfice net pro forma de la société si elle avait réalisé ces acquisitions au début de son exercice.

2019

Au cours de l'exercice terminé le 28 avril 2019, la société a fait l'acquisition de six magasins corporatifs et de deux sites exploités à commission par l'entremise de transactions distinctes. La société est propriétaire du terrain et de la bâtisse pour trois sites et loue le terrain et la bâtisse pour les trois autres sites. Ces transactions ont été effectuées pour une contrepartie totale de 13,1 $ financée à même les liquidités disponibles et les facilités de crédit existantes et ont généré du goodwill pour un montant de 2,2 $. Des frais d'acquisitions de 2,2 $ ont été comptabilisés au poste Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux relativement à ces acquisitions et à d'autres acquisitions non réalisées pour l'exercice terminé le 28 avril 2019.

5. CESSION D'ACTIVITÉS

2020

Voir la note 6 pour la cession des intérêts de la société dans CAPL et les ententes d'échange d'actifs associés.

2019

Cession de sites de commerces de détail

Le 5 février 2019, la société a vendu 19 sites de commerces de détail en Oregon et dans l'ouest de Washington pour une contrepartie en espèces d'environ 30,0 $. La transaction a généré un gain de 17,3 $ pour l'exercice terminé le 28 avril 2019.

Le 3 juillet 2018, la société a vendu à Irving Oil Ltd. 13 sites dans les provinces canadiennes de l'Atlantique pour une contrepartie en espèces d'environ 30,0 $. La transaction a généré un gain de 4,5 $ pour l'exercice terminé le 28 avril 2019. Ces magasins, qui continueront d'être exploités par la société, avaient précédemment été acquis par le biais de l'acquisition de CST.

Statoil Fuel & Retail Marine AS

Le 1er décembre 2018, la société a finalisé la cession de ses activités de vente de carburant pour le secteur maritime par l'entremise d'une convention d'achat d'actions en vertu de laquelle St1 Norge AS a acquis 100 % des actions émises et en circulation de Statoil Fuel & Retail Marine AS. Le produit total de la cession s'est élevé à 24,3 $. La société a reconnu un gain sur disposition de 3,2 $ en lien avec cette transaction. La cession a aussi généré le transfert aux résultats d'un gain sur redressements cumulés de conversion de devises de 0,8 $. Ces gains sont inclus dans la section Gain sur la cession d'immobilisations et d'autres actifs dans l'état des résultats consolidés pour l'exercice terminé le 28 avril 2019.

6. CROSSAMERICA PARTNERS LP

Le 19 novembre 2019, la société a annoncé la clôture de la vente de ses intérêts dans CAPL, représentant 100 % des titres de participation de l'unique membre du commandité, 100 % des droits de distribution incitatifs et 21,7 % des parts ordinaires en circulation de CAPL à des entités d'investissements contrôlées par Joe Topper, fondateur de CAPL et membre actuel du conseil d'administration du commandité. La décision de céder les intérêts de la société dans CAPL a été basée sur les résultats d'une revue stratégique.

Les produits de la cession, nets des coûts de transaction, ont été de 186,9 $. La société a reconnu un gain net sur cession de 61,5 $ en relation avec cette transaction. Ce gain est inclus au poste Gain sur la cession d'immobilisations et d'autres actifs à l'état des résultats consolidés pour l'exercice terminé le 26 avril 2020.

Les périodes comptables de CAPL ne coïncidaient pas avec celles de la société. Les états des résultats consolidés, du résultat global consolidés, de la variation des capitaux propres consolidés et des flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé le 26 avril 2020 comprennent ceux de CAPL pour la période du 1er avril 2019 au 19 novembre 2019.

Toutes les transactions entre la société et CAPL ont été éliminées dans les états financiers consolidés de la société jusqu'au 19 novembre 2019. Ces transactions comprenaient l'achat et la vente de carburant entre la société et CAPL, la charge de loyer facturée à la société par CAPL, les bénéfices découlant de la participation de CAPL au capital-actions de CST Fuel Supply LP, une filiale de la société, la quote-part de la société dans les distributions de parts ordinaires de CAPL et la quote-part de la société des revenus des droits de distribution incitatifs de CAPL. De plus, la société fournissait à CAPL des services de gestion et des services de support corporatif et facturait à CAPL des frais de gestion conformément aux modalités de l'« Amended and Restated Omnibus Agreement », en plus d'une allocation de certains éléments de rémunération incitative. Environ 78,3 % des résultats d'exploitation de CAPL ont été attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle pour l'exercice terminé le 26 avril 2020 (78,3 % pour l'exercice 2019). Par conséquent, les actionnaires de la société n'avaient pas les droits sur une partie importante des résultats d'exploitation de CAPL. Le bénéfice attribuable aux autres détenteurs de parts de CAPL était présenté à titre de participation ne donnant pas le contrôle.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 26 avril 2020 et le 28 avril 2019
(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions)

CAPL est une société en commandite du Delaware cotée en bourse et ses parts ordinaires sont inscrites à la Bourse de New York sous le symbole « CAPL ». Par conséquent, CAPL doit déposer ses rapports auprès de la « Securities and Exchange Commission » (« SEC ») des États-Unis, où l'on peut trouver des renseignements supplémentaires sur ses résultats d'exploitation préparés selon les principes comptables généralement reconnus aux États-Unis, lesquels devraient être lus conjointement avec le tableau ci-dessous, qui résume les résultats d'exploitation et certaines données financières, lesquels sont conformes aux IFRS :

États des résultats pour les périodes du	**1er avril 2019 au 19 novembre 2019**	1er avril 2018 au 31 mars 2019[1]
	$	$
Chiffre d'affaires	**1 460,9**	2 368,8
Marge brute	**130,0**	188,1
Frais d'exploitation totaux (excluant l'amortissement et la perte de valeur)	**50,8**	89,3
Amortissement et perte de valeur	**53,9**	143,5
Frais financiers nets	**25,6**	29,3
Perte avant impôts sur les bénéfices	**(0,3)**	(74,0)
Dépense (recouvrement) d'impôts sur les bénéfices	**0,7**	(2,8)
Perte nette	**(1,0)**	(71,2)

États des flux de trésorerie pour les périodes du	**1er avril 2019 au 19 novembre 2019**	1er avril 2018 au 31 mars 2019[1]
	$	$
Rentrées de fonds nettes liées aux activités d'exploitation	**80,1**	86,8
Sorties de fonds nettes liées aux activités d'investissement	**(7,9)**	(14,9)
Sorties de fonds nettes liées aux activités de financement, incluant 11,8 $ et 15,7 $ pour des distributions à la société, respectivement	**(76,8)**	(67,3)

Bilans au	**19 novembre 2019[2]**	31 mars 2019[1]
	$	$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	**1,7**	6,3
Actifs à court terme (excluant la trésorerie et les équivalents de trésorerie)	**36,6**	49,5
Goodwill	**87,3**	73,2
Actifs à long terme (excluant le goodwill)	**1 088,3**	1 016,4
Passifs à court terme	**82,3**	64,7
Passifs à long terme	**784,8**	676,0

(1) Ajusté en fonction des transactions importantes, le cas échéant.
(2) Au 22 octobre 2019, les critères de classification à titre d'actifs détenus en vue de la vente avaient été atteints pour ces actifs et passifs

Ententes d'échanges d'actifs

Entente d'échange d'actifs de novembre 2019

Le 26 mars 2020, la société a annoncé la clôture d'une entente d'échange d'actifs avec CAPL (« entente d'échange d'actifs de novembre 2019 ») selon laquelle la société a transféré une portion de ses opérations américaines de vente en gros de carburant pour le transport routier, qui consistait en des contrats d'approvisionnement de carburant pour le transport routier couvrant 333 sites, 33 propriétés détenues et louées qui étaient également sujettes à des contrats d'approvisionnement de carburant, pour un total de 366 contrats d'approvisionnement, ainsi qu'une contrepartie en espèces d'environ 14,0 $, recevant en retour la participation de 17,5 % détenue par CAPL dans la société en commandite CST Fuel Supply LP. La société a reconnu un gain net sur cession de 41,0 $, en relation avec cette transaction, qui est inclus dans Gain sur la cession d'immobilisations et d'autres actifs dans les états des résultats consolidés de l'exercice terminé le 26 avril 2020. Suivant cette entente d'échange d'actifs, la société détient 100 % des intérêts dans CST Fuel Supply LP. Par conséquent, un montant de 105,2 $, net d'impôts, a été reconnu aux bénéfices non répartis correspondant à la différence entre la participation ne donnant pas le contrôle dans CST Fuel Supply LP comptabilisée dans les états financiers consolidés de la société et la juste valeur de la contrepartie afin d'acquérir les 17,5 % de participation restantes dans CST Fuel Supply LP.

Entente d'échange d'actifs de décembre 2018

Le 17 décembre 2018, la société a conclu une entente d'échange d'actifs avec CAPL qui visait à échanger 192 magasins Circle K aux États-Unis contre les biens immobiliers détenus par CAPL pour 56 magasins corporatifs aux États-Unis qui sont loués et exploités par la société aux termes d'un bail principal que CAPL a antérieurement acheté conjointement avec, ou de, CST Brands Inc., et 17 magasins corporatifs qui étaient détenus et exploités par CAPL et établis dans le nord du Midwest des États-Unis (« entente d'échange d'actifs de décembre 2018 »). La valeur totale de cette entente s'élèvera à environ 185,0 $.

Au cours de l'exercice terminé le 26 avril 2020, la société a complété les quatre premières transactions de l'entente d'échange d'actifs de décembre 2018 entre CAPL et les activités détenues en propriété exclusive par la société. Dans ces transactions, 139 magasins Circle K aux États-Unis, pour une valeur totale approximative de 132,0 $, ont été échangés contre 17 magasins corporatifs qui étaient détenus et exploités par CAPL ainsi que les biens immobiliers de 39 propriétés détenues par CAPL pour une valeur équivalente.

Les deux premières transactions de l'entente d'échange d'actifs de décembre 2018, qui ont été complétées alors que CAPL était entièrement consolidée dans les états financiers consolidés de la société, ont entraîné un reclassement de 7,7 $ entre les capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société et les capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle. À la suite de ces transactions d'échange, la société a effectué une réévaluation de ses actifs et passifs d'impôts différés, ce qui a généré une dépense nette d'impôt sur les bénéfices de 4,4 $, dont 2,7 $ sont attribuables aux actionnaires de la société. Les troisième et quatrième transactions de cette même entente, survenues après la cession des intérêts de la société dans CAPL, ont entrainé un gain net de 1,9 $ qui est inclus dans Gain sur la cession d'immobilisations et d'autres actifs dans les états des résultats consolidés pour l'exercice terminé le 26 avril 2020.

Au 19 novembre 2019, les critères de classification à titre d'actifs détenus en vue de la vente avaient été atteints pour les actifs qui seront échangés dans les tranches restantes de l'entente d'échange d'actifs de décembre 2018 ainsi que dans l'entente d'échange d'actifs de novembre 2019. Les actifs et passifs suivants, liés aux tranches restantes de l'entente d'échange d'actifs de décembre 2018, ont donc été classés comme détenu en vue de la vente au 26 avril 2020 :

	Au 26 avril 2020
	$
Actifs	
Immobilisations corporelles	37,6
Actifs au titre de droits d'utilisation	5,4
Immobilisations incorporelles	1,4
Goodwill	19,6
	64,0
Passifs	
Obligations locatives	5,9
Provisions	2,2
	8,1

Le 5 mai 2020, subséquemment à la fin de l'exercice terminé le 26 avril 2020, la société a complété la cinquième transaction de l'entente d'échange d'actifs de décembre 2018 avec CAPL. Dans le cadre de cette cinquième transaction, la société a transféré 29 magasins Circle K aux États-Unis d'une valeur totale approximative 32,0 $. En échange, CAPL a transféré les biens immobilier de 13 propriétés d'une valeur équivalente. Il est attendu que les actifs restants de cette entente seront échangés au cours du deuxième semestre de l'année civile 2020.

7. INVESTISSEMENT DANS FIRE & FLOWER HOLDINGS CORP. (« Fire & Flower »)

Le 7 août 2019, la société a investi un montant de 26,0 $ CA (19,5 $) dans Fire & Flower, un détaillant de cannabis indépendant de premier plan inscrit à la Bourse de Toronto et ayant son siège social en Alberta, Canada. Cet investissement se compose des éléments suivants :

- Débentures convertibles non garanties portant un taux d'intérêt annuel de 8 % et qui viennent à maturité le 31 décembre 2020. Les intérêts sont payés semi-annuellement le 30 juin et le 31 décembre. Au choix de la société, les débentures convertibles non garanties peuvent être converties en actions ordinaires de Fire & Flower à un prix de conversion de 1,07 $ CA, et ce, à tout moment entre leur date d'émission et leur date de maturité. Au 26 avril 2020 et sur une base entièrement diluée, la conversion de la totalité des débentures convertibles non garanties résulterait en une participation de 11,3 % dans Fire & Flower. Les débentures convertibles non garanties sont évaluées à la juste valeur par le biais du bénéfice net. Au 26 avril 2020, les débentures convertibles non garanties n'avaient pas été converties.
- Bons de souscription d'actions ordinaires qui consistent en Bons de souscription de série A, Bons de souscription de série B et Bons de souscription de série C, chacune des séries ayant ses propres modalités et conditions, comme suit :
  - Les Bons de souscription de série A, s'ils étaient exercés conformément à leurs modalités, augmenteraient subséquemment la participation de la société dans Fire & Flower jusqu'à concurrence de 21,5 % sur une base entièrement diluée au 26 avril 2020. Les Bons de souscription de série A expirent 90 jours suivant la date de maturité des débentures convertibles non garanties. Les bons de souscription de série A doivent être exercés avant que les Bons de souscription de série B ne puissent l'être.
  - Les Bons de souscription de série B, s'ils étaient exercés conformément à leurs modalités, augmenteraient subséquemment la participation de la société dans Fire & Flower jusqu'à concurrence de 35,1 % sur une base entièrement diluée au 26 avril 2020. Ceux-ci expirent 12 mois suivant la date où la totalité des Bons de souscription de série A ont été exercés, à moins que les Bons de souscription de série A n'expirent, dans quel cas les Bons de souscription de série B expireraient eux aussi. Les bons de souscription de série B doivent être exercés avant que les Bons de souscription de série C ne puissent l'être.
  - Les Bons de souscription de série C, s'ils étaient exercés conformément à leurs modalités, augmenteraient subséquemment la participation de la société dans Fire & Flower jusqu'à concurrence de 51,6 % sur une base entièrement diluée au 26 avril 2020. Ceux-ci expirent 12 mois suivant la date où la totalité des Bons de souscription de série B ont été exercés, à moins que les Bons de souscription de série B n'expirent, dans quel cas les Bons de souscription de série C expireraient eux aussi.

  Les bons de souscription d'actions ordinaires sont évalués à la juste valeur par le biais du bénéfice net. Au 26 avril 2020, les bons de souscription d'actions ordinaires n'avaient pas été exercés.

La juste valeur estimée lors de la comptabilisation initiale pour les débentures convertibles non garanties ainsi que les bons de souscription d'actions ordinaires différait du prix de transaction. Tel que décrit plus en détail ci-dessous, ces juste valeurs ont été déterminées à l'aide de données spécifiques à l'entité et non uniquement par un cours sur un marché actif pour un actif ou un passif identique ou par une technique d'évaluation qui utilise uniquement des données provenant de marchés observables. Ces justes valeurs estimées sont ainsi des évaluations de niveau 3 (note 31). L'évaluation initiale de ces actifs financiers a donc été ajustée afin de différer l'écart entre la juste valeur à la date de la comptabilisation initiale et le prix de transaction. Puisque ces écarts découlent principalement de la composante temporelle de chacun des modèles d'évaluation, ces écarts initiaux seront constatés graduellement sur la durée de vie estimée de chacun des actifs à l'aide de la méthode linéaire.

Le tableau ci-dessous indique les montants présentés sous le poste Autres actifs financiers à court terme au bilan consolidé :

	Juste valeur estimée des débentures convertibles	Juste valeur estimée des bons de souscription d'actions ordinaires	Juste valeur estimée totale des actifs financiers	Écarts différés	Valeur nette comptable
	$	$	$	$	$
Évaluation initiale	27,6	39,9	**67,5**	(48,0)	**19,5**
Revenus (frais) reconnus aux Frais financiers nets	(8,0)	(29,3)	**(37,3)**	33,4	**(3,9)**
Effet des fluctuations du taux de change	(1,1)	(0,5)	**(1,6)**	0,8	**(0,8)**
Solde au 26 avril 2020	**18,5**	**10,1**	**28,6**	**(13,8)**	**14,8**

La juste valeur estimée des débentures convertibles non garanties est déterminée à l'aide d'un modèle à un facteur, où il est assumé que le prix de l'action suit un processus log-normal de type Black-Scholes et la juste valeur estimée des bons de souscription d'actions ordinaires est déterminée à l'aide du modèle d'évaluation d'options de Black-Scholes. Les données clés d'entrée non observables suivantes ont été utilisées dans l'établissement de la juste valeur initiale de ces actifs financiers et aucun changement n'a été apporté aux techniques d'évaluation utilisées depuis l'évaluation initiale :

	Au 26 avril 2020	Au 7 août 2019
Volatilité attendue[(a)]	**85,0 %**	60,0 %
Écart de crédit sur le taux du gouvernement du Canada (applicable uniquement aux débentures convertibles non garanties)[(b)]	**35,0 %**	25,0 %

(a) Volatilité attendue

La sensibilité à la volatilité découle principalement de la disponibilité limitée des données historiques de Fire & Flower puisque le détaillant est inscrit à la Bourse de Toronto depuis février 2019, aussi bien que du marché émergent dans lequel il opère.

Au 7 août 2019 et au 26 avril 2020, toutes les autres hypothèses étant égales par ailleurs, une augmentation ou diminution de 5 % de la volatilité attendue n'aurait pas eu d'impact significatif sur la juste valeur des débentures convertibles non garanties.

Au 7 août 2019 et au 26 avril 2020, toutes les autres hypothèses étant égales par ailleurs, une augmentation de 5 % de la volatilité attendue aurait augmenté de 6,3 $ et de 2,1 $ la juste valeur des bons de souscription d'actions ordinaires, respectivement. Aux même dates, une diminution de 5 % de la volatilité attendue aurait diminué de 6,0 $ et de 1,9 $ la juste valeur des bons de souscription d'actions ordinaires, respectivement.

(b) Écart de crédit

La sensibilité à l'écart de crédit découle principalement de la nature de l'instrument financier émis aussi bien que du marché émergent dans lequel Fire & Flower exerce ses activités.

Au 7 août 2019 et au 26 avril 2020, toutes les autres hypothèses étant égales par ailleurs, une augmentation ou diminution de 5 % de l'écart de crédit n'aurait pas eu d'impact significatif sur la juste valeur des débentures convertibles non garanties.

Processus d'évaluation

La société effectue les évaluations de ses instruments financiers requises pour les fins de divulgation financière, incluant les justes valeurs de niveau 3. Les changements dans les justes valeurs de niveau 2 et niveau 3 sont analysés par la société à chacune des périodes de publication et des rapports expliquant les causes des mouvements dans les justes valeurs sont présentés à la direction de la société.

8. PARTICIPATION DANS DES COENTREPRISES ET DES ENTREPRISES ASSOCIÉES

	2020	2019
	$	$
Participation dans des coentreprises	**139,6**	134,5
Participation dans des entreprises associées	**0,1**	1,5
	139,7	136,0

Le placement de la société dans ses coentreprises et entreprises associées, dont aucune n'est individuellement significative pour la société, est comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence. Les montants suivants représentent la quote-part de la société dans le bénéfice net et le résultat global de ses coentreprises et entreprises associées :

	2020	2019
	$	$
Bénéfice net et résultat global des coentreprises	**25,4**	23,2
Bénéfice net et résultat global des entreprises associées	**0,1**	0,2
	25,5	23,4

9. INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES DÉPENSES

	2020	2019
	$	$
Coût des ventes	**44 397,7**	49 922,7
Frais de vente	**5 788,1**	5 852,6
Frais d'administration	**702,7**	758,4
Autres frais d'exploitation	**81,4**	95,0
Frais d'exploitation totaux	**6 572,2**	6 706,0

	2020	2019
	$	$
Dépenses au titre des avantages du personnel		
Salaires	**2 394,0**	2 373,4
Avantages sociaux et autres contributions relatives aux employeurs	**293,1**	280,1
Avantages sociaux futurs (note 30)	**128,1**	126,0
Primes de départ	**6,8**	10,0
Rémunération et autres paiements fondés sur des actions (note 28)	**14,3**	15,4
	2 836,3	2 804,9

10. RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

	2020	2019
	$	$
Salaires et autres avantages à court terme	**11,2**	14,5
Régime de rémunération et autres paiements fondés sur des actions	**8,8**	9,5
Avantages sociaux futurs (note 30)	**2,5**	2,9
	22,5	26,9

Pour 2020, les principaux dirigeants comprennent les membres du conseil d'administration et du comité de direction. Pour 2019, ils comprennent les membres du conseil d'administration et de la haute direction.

11. FRAIS FINANCIERS NETS

	2020	2019
	$	$
Frais financiers		
Dépenses d'intérêts		
Intérêts sur la dette à long terme	**214,7**	259,0
Intérêts sur les obligations locatives (intérêts sur les obligations découlant des contrats de location-financement pour l'exercice terminé le 28 avril 2019)	**90,3**	28,5
Charge de désactualisation des provisions (note 25)	**18,3**	20,4
Intérêts sur les découverts et les emprunts bancaires	**1,5**	3,2
Intérêts nets sur les régimes à prestations définies (note 30)	**1,9**	1,8
Autres charges financières	**15,5**	25,8
	342,2	338,7
Revenus financiers		
Intérêts sur les dépôts bancaires	**(15,4)**	(5,0)
Autres revenus financiers	**(8,8)**	(8,3)
	(24,2)	(13,3)
Gain de change	**(33,5)**	(5,3)
Frais financiers nets	**284,5**	320,1

12. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

	2020	2019
	$	$
Charge d'impôt sur les bénéfices exigible	**440,8**	279,2
Charge d'impôt différé	**105,1**	91,7
	545,9	370,9

Les principaux éléments ayant eu pour effet de produire des écarts entre les taux d'imposition effectifs et statutaires combinés au Canada se détaillent comme suit :

	2020	2019
	%	%
Taux d'imposition statutaire combiné au Canada[(a)]	**26,57**	26,67
Incidence des taux d'imposition d'autres juridictions	**(7,19)**	(4,59)
Incidence des variations des taux d'imposition	**(0,01)**	(0,23)
Autres écarts permanents	**(0,57)**	(4,93)
Taux d'imposition effectif	**18,80**	16,92

(a) Le taux d'imposition statutaire combiné de la société au Canada comprend les taux d'imposition sur les bénéfices provinciaux pertinents.

Les composantes des actifs et passifs d'impôts différés sont les suivantes :

							2020
	Solde au 28 avril 2019	Adoption d'IFRS 16 (note 3)	Solde ajusté au début de l'exercice	Comptabilisé aux résultats	Comptabilisé directement aux autres éléments du résultat global ou aux capitaux propres	Comptabilisé par le biais d'acquisitions et dispositions d'entreprises ainsi que des actifs détenus en vue de la vente	Solde au 26 avril 2020
	$	$	$	$	$	$	$
Actifs d'impôts différés							
Immobilisations corporelles	(8,0)	—	(8,0)	1,8	2,0	—	(4,2)
Charges déductibles au cours des exercices subséquents	(2,4)	—	(2,4)	(1,5)	0,2	—	(3,7)
Immobilisations incorporelles	20,3	—	20,3	(20,0)	2,1	—	2,4
Goodwill	(0,1)	—	(0,1)	—	—	—	(0,1)
Frais reportés	25,5	—	25,5	3,9	(1,1)	—	28,3
Pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés	14,6	—	14,6	(1,7)	(0,3)	—	12,6
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	7,6	—	7,6	4,7	(1,7)	—	10,6
Crédits reportés	(6,8)	—	(6,8)	1,6	0,9	—	(4,3)
Revenus imposables au cours des exercices subséquents	3,0	—	3,0	(0,8)	0,2	—	2,4
Actifs au titre de droits d'utilisation	—	—	—	(47,2)	4,3	—	(42,9)
Obligations locatives	—	—	—	47,9	(4,4)	—	43,5
Placements	—	—	—	—	1,6	—	1,6
Perte de change non réalisée	32,7	—	32,7	5,8	(32,9)	—	5,6
	86,4	—	86,4	(5,5)	(29,1)	—	51,8
Passifs d'impôts différés							
Immobilisations corporelles	951,4	(28,7)	922,7	69,4	(7,3)	(60,0)	924,8
Charges déductibles au cours des exercices subséquents	(73,0)	12,8	(60,2)	43,0	(0,5)	—	(17,7)
Immobilisations incorporelles	44,0	—	44,0	18,0	0,3	—	62,3
Goodwill	235,7	—	235,7	5,0	(2,1)	(18,5)	220,1
Frais reportés	(74,2)	(0,1)	(74,3)	(1,3)	(4,1)	17,6	(62,1)
Pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés	49,9	—	49,9	12,1	21,6	0,6	84,2
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	(83,6)	—	(83,6)	8,6	1,2	—	(73,8)
Crédits reportés	(51,2)	53,2	2,0	(3,0)	(1,9)	—	(2,9)
Revenus imposables au cours des exercices subséquents	26,8	—	26,8	1,0	(0,8)	—	27,0
Actifs au titre de droits d'utilisation	—	552,2	552,2	8,5	(25,1)	—	535,6
Obligations locatives	—	(592,6)	(592,6)	(14,8)	27,0	—	(580,4)
Placements	23,8	—	23,8	(19,5)	(0,1)	—	4,2
Autres	(0,5)	—	(0,5)	0,5	—	—	—
Perte de change non réalisée	(12,0)	—	(12,0)	(27,9)	(36,4)	—	(76,3)
	1 037,1	(3,2)	1 033,9	99,6	(28,2)	(60,3)	1 045,0

	2019				
	Solde au 29 avril 2018	Comptabilisé aux résultats	Comptabilisé directement aux autres éléments du résultat global ou aux capitaux propres	Comptabilisé par le biais d'acquisitions et dispositions d'entreprises	Solde au 28 avril 2019
	$	$	$	$	$
Actifs d'impôts différés					
Immobilisations corporelles	1,2	(7,9)	(1,8)	0,5	(8,0)
Charges déductibles au cours des exercices subséquents	(2,0)	(0,1)	(0,3)	—	(2,4)
Immobilisations incorporelles	25,0	(5,0)	0,3	—	20,3
Goodwill	—	(0,1)	—	—	(0,1)
Frais reportés	18,9	7,8	(1,2)	—	25,5
Pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés	3,4	16,5	(5,3)	—	14,6
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	1,2	6,8	(0,4)	—	7,6
Crédits reportés	(4,6)	(1,1)	(1,1)	—	(6,8)
Revenus imposables au cours des exercices subséquents	—	3,2	(0,2)	—	3,0
Perte de change non réalisée	14,4	2,6	15,7	—	32,7
	57,5	22,7	5,7	0,5	86,4
Passifs d'impôts différés					
Immobilisations corporelles	841,8	126,3	(16,7)	—	951,4
Charges déductibles au cours des exercices subséquents	(14,2)	(52,1)	(6,7)	—	(73,0)
Immobilisations incorporelles	53,8	(7,4)	(2,4)	—	44,0
Goodwill	174,4	62,9	(1,6)	—	235,7
Frais reportés	(56,3)	(16,8)	(1,1)	—	(74,2)
Pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés	(51,0)	77,8	23,1	—	49,9
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	(58,2)	(28,4)	3,0	—	(83,6)
Crédits reportés	(46,8)	(4,8)	0,4	—	(51,2)
Revenus imposables au cours des exercices subséquents	—	28,8	(2,0)	—	26,8
(Perte) gain de change non réalisé	37,2	(49,2)	—	—	(12,0)
Placements	38,0	(14,2)	—	—	23,8
Autres	8,0	(8,5)	—	—	(0,5)
	926,7	114,4	(4,0)	—	1 037,1

Les pertes reportées prospectivement et les différences temporaires déductibles à l'égard desquelles des actifs d'impôts différés n'ont pas été comptabilisés s'établissaient à 1 421,3 $ au 26 avril 2020 (1 272,5 $ au 28 avril 2019), dont une tranche de 821,5 $ qui sera reprise par le biais des autres éléments du résultat global (554,2 $ au 28 avril 2019).

De ces montants, une tranche d'environ 968,7 $ n'avait pas de date d'échéance au 26 avril 2020 (705,6 $ au 28 avril 2019). Les pertes en capital nettes peuvent être reportées prospectivement indéfiniment et ne peuvent être utilisées qu'à l'égard de gains en capital imposables futurs. Les autres pertes reportées prospectivement et les différences temporaires déductibles viendront à échéance comme suit :

	$
Moins d'un an	8,5
Un à deux ans	6,4
Deux à trois ans	26,5
Trois à quatre ans	75,5
Quatre à cinq ans	1,2
Cinq à dix ans	—
Dix à vingt ans	334,5
	452,6

Au cours de l'exercice terminé le 26 avril 2020, 34,7 $ d'impôts différés qui n'avaient pas été précédemment comptabilisés ont été utilisés.

Les passifs d'impôts différés relatifs aux impôts qui seraient payables advenant un rapatriement des bénéfices non répartis de certaines filiales étrangères n'ont pas été comptabilisés puisque ces montants ne devraient pas se matérialiser dans un avenir prévisible. Les différences temporelles liées à ces participations s'élèvent à 4 016,0 $ (2 685,1 $ en 2019).

13. BÉNÉFICE NET PAR ACTION

Le tableau suivant présente les informations sur le calcul du bénéfice net par action de base et dilué :

	2020	2019
	$	$
Bénéfice net disponible aux détenteurs d'actions des catégories A et B	**2 353,6**	1 833,9
Nombre moyen pondéré d'actions (en millions)	**1 123,3**	1 128,6
Effet dilutif des options d'achat d'actions (en millions)	**1,2**	1,5
Nombre moyen pondéré d'actions dilué (en millions)	**1 124,5**	1 130,1
Bénéfice net de base par action disponible aux détenteurs d'actions des catégories A et B	**2,10**	1,62
Bénéfice net dilué par action disponible aux détenteurs d'actions des catégories A et B	**2,09**	1,62

Aux fins du calcul du bénéfice net dilué par action de 2020, 246 668 options d'achat d'actions ont été exclues compte tenu de leur effet antidilutif (323 536 options d'achat d'actions exclues en 2019).

Pour l'exercice 2020, le conseil d'administration a déclaré des dividendes totalisant 26,5 ¢ CA par action (22,5 ¢ CA par action en 2019).

14. INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE SUR LES ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE

Variations du fonds de roulement hors caisse

	2020	2019
	$	$
Débiteurs	**545,3**	40,2
Stocks	**204,2**	(126,3)
Frais payés d'avance	**(47,6)**	14,8
Créditeurs et charges à payer	**(936,3)**	205,9
Impôts exigibles	**235,0**	(55,1)
	0,6	79,5

Changement en lien avec les passifs découlant des activités de financement

	2020			2019	
	Autres passifs financiers nets	**Obligations locatives**	**Dette à long terme**	Autres passifs financiers nets	Dette à long terme, incluant les obligations en vertu de contrats de location-financement
	$	**$**	**$**	$	$
Solde au début de l'exercice	**258,7**	**—**	**6 951,4**	171,7	8 906,7
Adoption d'IFRS 16 (note 3)	**—**	**2 952,2**	**(328,3)**	—	—
Solde ajusté au début de l'exercice	**258,7**	**2 952,2**	**6 623,1**	171,7	8 906,7
Flux de trésorerie					
Entrées (sorties) nettes de fonds sur la dette à long terme	**—**	**—**	**1 706,9**	—	(1 819,2)
Sorties de fonds se rapportant au principal des obligations locatives	**—**	**(378,2)**	**—**	—	—
Règlements d'instruments financiers dérivés	**(100,6)**	**—**	**—**	3,0	—
Variations des éléments hors trésorerie					
Reclassement à titre de passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente (note 6)	**—**	**(187,9)**	**(522,7)**	—	—
Révision d'estimations	**—**	**194,3**	**—**	—	—
Ajouts d'obligations locatives (nouvelles obligations en vertu de contrats de location-financement, déduction faite des cessions pour 2019)	**—**	**130,2**	**—**	—	29,6
Variation de la juste valeur	**79,3**	**—**	**—**	84,0	—
Acquisitions d'entreprises (note 4)	**—**	**10,9**	**—**	—	—
Amortissement des frais de financement	**—**	**—**	**7,0**	—	8,3
Variation de la juste valeur de swaps connexes	**—**	**—**	**3,9**	—	2,9
Effet des fluctuations du taux de change	**—**	**(72,7)**	**(87,7)**	—	(176,9)
Solde à la fin de l'exercice	**237,4**	**2 648,8**	**7 730,5**	258,7	6 951,4

15. DÉBITEURS

	2020	2019
	$	$
Montants à recevoir sur cartes de crédit et de débit[(a)]	**521,5**	801,8
Comptes clients et rabais fournisseurs à recevoir[(a)]	**518,1**	846,9
Provision pour pertes de crédit	**(38,1)**	(30,8)
Montants à recevoir sur cartes de crédit et de débit et comptes clients et rabais fournisseurs à recevoir – nets	**1 001,5**	1 617,9
Autres débiteurs	**254,5**	246,0
	1 256,0	1 863,9

(a) Ces montants sont présentés déduction faite d'un montant de 148,7 $ présenté en réduction des comptes fournisseurs et charges à payer en raison d'accords de compensation (338,1 $ au 28 avril 2019).

Le tableau qui suit présente l'âge des montants à recevoir sur cartes de crédit et de débit et des comptes clients et rabais fournisseurs à recevoir sur une base brute de même que l'âge de la provision pour pertes de crédit attendues en fonction du taux de perte attendu :

			2020
	Valeur comptable brute	**Taux de perte attendu**	**Provision pour perte**
	$	**%**	**$**
Courants	**881,1**	**0,4**	**3,4**
En souffrance depuis 1-30 jours	**78,7**	**1,5**	**1,2**
En souffrance depuis 31-60 jours	**21,2**	**7,1**	**1,5**
En souffrance depuis 61-90 jours	**9,3**	**5,4**	**0,5**
En souffrance depuis 91 jours et plus	**49,3**	**63,9**	**31,5**
	1 039,6		**38,1**

			2019
	Valeur comptable brute	Taux de perte attendu	Provision pour perte
	$	%	$
Courants	1 460,1	0,1	1,6
En souffrance depuis 1-30 jours	94,6	0,5	0,5
En souffrance depuis 31-60 jours	17,9	1,7	0,3
En souffrance depuis 61-90 jours	15,1	8,6	1,3
En souffrance depuis 91 jours et plus	61,0	44,4	27,1
	1 648,7		30,8

Les mouvements de la provision pour pertes de crédit attendues s'établissent comme suit :

	2020	2019
	$	$
Solde au début de l'exercice	**30,8**	31,7
Provision pour pertes de crédit attendues, déduction faite du solde de début inutilisé	**18,7**	11,3
Créances radiées au cours de l'exercice	**(8,7)**	(10,0)
Reclassement à titre d'actifs détenus en vue de la vente (note 6)	**(0,4)**	—
Effet des fluctuations du taux de change	**(2,3)**	(2,2)
Solde à la fin de l'exercice	**38,1**	30,8

16. STOCKS

	2020	2019
	$	$
Marchandises	**831,6**	782,7
Carburant pour le transport routier[(a)]	**396,4**	665,2
Autres	**9,4**	19,8
	1 237,4	1 467,7

(a) Pour l'exercice terminé le 26 avril 2020, une dépréciation à la valeur de réalisation nette de 12,9 $ a été comptabilisée, pour cette catégorie, dans le Coût des ventes aux états des résultats consolidés (néant pour l'exercice terminé le 28 avril 2019).

Les montants des coûts des ventes présentés dans les états consolidés des résultats sont presque entièrement composés des stocks comptabilisés à titre de dépenses.

17. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Terrains	Immeubles et composantes de bâtisse [b]	Équipements[c]	Améliorations locatives	Total
	$	$	$	$	$
Exercice terminé le 26 avril 2020					
Valeur comptable nette au début	**3 830,6**	**3 233,9**	**3 670,7**	**394,7**	**11 129,9**
Adoption d'IFRS 16 (note 3)	**(143,2)**	**(105,2)**	**(58,1)**	**—**	**(306,5)**
Valeur comptable nette ajustée au début	**3 687,4**	**3 128,7**	**3 612,6**	**394,7**	**10 823,4**
Ajouts	**55,4**	**272,9**	**786,4**	**98,0**	**1 212,7**
Acquisitions d'entreprises (note 4)	**13,6**	**17,4**	**19,6**	**0,2**	**50,8**
Dispositions	**(33,2)**	**(17,5)**	**(52,3)**	**(5,5)**	**(108,5)**
Dépense d'amortissement et de perte de valeur	**(0,7)**	**(255,0)**	**(531,9)**	**(70,3)**	**(857,9)**
Reclassements	**12,0**	**4,2**	**(20,7)**	**4,5**	**—**
Reclassement à titre d'actifs détenus en vue de la vente (note 6)	**(319,3)**	**(292,6)**	**(140,6)**	**(5,6)**	**(758,1)**
Effet des fluctuations du taux de change	**(70,4)**	**(67,3)**	**(84,7)**	**(3,5)**	**(225,9)**
Valeur comptable nette à la fin[a]	**3 344,8**	**2 790,8**	**3 588,4**	**412,5**	**10 136,5**
Au 26 avril 2020					
Coût	**3 378,4**	**4 150,0**	**6 316,7**	**927,3**	**14 772,4**
Amortissement et perte de valeur cumulés	**(33,6)**	**(1 359,2)**	**(2 728,3)**	**(514,8)**	**(4 635,9)**
Valeur comptable nette[a]	**3 344,8**	**2 790,8**	**3 588,4**	**412,5**	**10 136,5**
Portion relative aux immobilisations corporelles non opérées par la société car sujettes à des contrats de location simple	**28,1**	**42,1**	**3,5**	**—**	**73,7**
Exercice terminé le 28 avril 2019					
Valeur comptable nette au début	3 917,2	3 306,6	3 768,7	293,3	11 285,8
Ajouts	71,7	341,0	672,2	133,3	1 218,2
Acquisitions d'entreprises (note 4)	2,1	4,8	3,2	—	10,1
Dispositions	(52,1)	(47,6)	(87,7)	(4,0)	(191,4)
Dépense d'amortissement et de perte de valeur	(12,7)	(273,7)	(553,3)	(69,6)	(909,3)
Reclassements	2,0	(8,4)	(39,1)	45,5	—
Effet des fluctuations du taux de change	(97,6)	(88,8)	(93,3)	(3,8)	(283,5)
Valeur comptable nette à la fin[a]	3 830,6	3 233,9	3 670,7	394,7	11 129,9
Au 28 avril 2019					
Coût	3 868,8	4 520,7	6 186,0	869,9	15 445,4
Amortissement et perte de valeur cumulés	(38,2)	(1 286,8)	(2 515,3)	(475,2)	(4 315,5)
Valeur comptable nette[a]	3 830,6	3 233,9	3 670,7	394,7	11 129,9
Portion relative aux contrats de location-financement	143,2	105,2	58,1	—	306,5

(a) La valeur comptable nette au 26 avril 2020 inclut un montant de 753,9 $ relatif aux constructions en cours (677,4 $ au 28 avril 2019).

(b) Pour l'exercice terminé le 26 avril 2020, une perte de valeur de 4,7 $ a été constatée pour cette catégorie au poste Amortissement et perte de valeur aux états des résultats consolidés (néant pour l'exercice terminé le 28 avril 2019).

(c) Pour l'exercice terminé le 26 avril 2020, aucune perte de valeur n'a été constatée pour cette catégorie (13,0 $ au poste Amortissement et perte de valeur aux états des résultats consolidés pour l'exercice terminé le 28 avril 2019).

18. CONTRATS DE LOCATION

L'information sur les contrats de location pour lesquels la société est locataire est présentée ci-dessous :

Actifs au titre de droits d'utilisation

La réconciliation des actifs au titre de droits d'utilisation de la société par catégories d'actifs sous-jacents se présente comme suit :

	Propriétés	Véhicules motorisés	Équipements	Total
	$	$	$	$
Exercice terminé le 26 avril 2020				
Valeur comptable nette au début	—	—	—	—
Adoption d'IFRS 16 (note 3)	2 789,8	37,6	7,6	2 835,0
Valeur comptable nette ajustée au début	2 789,8	37,6	7,6	2 835,0
Ajouts	116,1	12,2	0,6	128,9
Acquisitions d'entreprises (note 4)	10,9	—	—	10,9
Dépense d'amortissement	(399,4)	(9,0)	(0,8)	(409,2)
Révision d'estimations	221,6	(21,6)	(4,5)	195,5
Reclassement à titre d'actifs détenus en vue de la vente (note 6)	(172,7)	—	—	(172,7)
Cessions réputées liées à des sous-locations	(1,7)	—	—	(1,7)
Effet des fluctuations du taux de change	(71,2)	(1,2)	(0,4)	(72,8)
Valeur comptable nette à la fin	2 493,4	18,0	2,5	2 513,9
Au 26 avril 2020				
Coût	2 831,1	26,6	3,8	2 861,5
Amortissement et perte de valeur cumulés	(337,7)	(8,6)	(1,3)	(347,6)
Valeur comptable nette à la fin	2 493,4	18,0	2,5	2 513,9

Montants comptabilisés aux états des résultats consolidés

	2020
	$
Dépenses relatives aux contrats de location à court terme	28,6
Dépenses relatives aux contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur	4,8
Dépenses relatives aux paiements de loyers variables non pris en compte dans l'évaluation de l'obligation locative	23,5

Pour l'exercice terminé le 28 avril 2019, les états des résultats consolidés incluent une charge locative de 416,8 $, net des revenus de sous-location de 28,7 $.

Information sur les flux de trésorerie

	2020
	$
Total des sorties de fonds relatives aux contrats de location	526,3

Au 26 avril 2020, la société loue principalement des terrains, des immeubles, des composantes de bâtisse, de l'équipement et des véhicules motorisés. La durée de chaque contrat de location est négociée sur une base individuelle et les conditions peuvent grandement varier. La durée des contrats de location, pour la majorité des contrats en Amérique du Nord, varie entre 5 et 20 ans et cette durée inclut le terme de base ainsi qu'une ou plusieurs options de renouvellement, lorsqu'applicable. En Europe, la durée des contrats de location varie entre moins de 12 mois jusqu'à plus de 50 ans et inclut également des options de renouvellement au prix du marché, lorsqu'applicable. Les contrats de location ne sont pas assortis de clauses restrictives, mais la société ne peut contracter d'emprunt en donnant les biens loués en garantie. Au 26 avril 2020, la société respectait les restrictions imposées par ses contrats de location. Au 26 avril 2020, les garanties de valeur résiduelle que la société s'attend à payer incluses dans le calcul des obligations locatives ainsi que celles que la société ne s'attend pas à payer et qui sont, par conséquent, exclues des obligations locatives n'étaient pas significatives.

Certains contrats de location sur des biens sont assortis de modalités de paiements variables, qui sont fonction des ventes générées par un magasin. Pour les magasins individuels, les paiements de loyers étant fondés sur des modalités de paiements variables peuvent atteindre 100 % et les pourcentages de ventes appliqués varient grandement. Les modalités de paiements variables existent pour une multitude de raisons, dont minimiser la base de frais fixes pour les nouveaux magasins. Les paiements de loyers variables qui sont fonction des ventes sont comptabilisés dans la période au cours de laquelle se produit la situation qui est à l'origine de ces paiements. Pour l'exercice terminé le 26 avril 2020, une augmentation de 10 % des modalités variables dans tous les magasins du groupe ayant de telles modalités de paiements variables n'aurait pas eu un impact significatif sur les paiements de location totaux.

Plusieurs contrats de location conclus par la société sont assortis d'options de prolongation et de résiliation. Ces modalités maximisent la souplesse opérationnelle dans le cadre de la gestion des contrats. La plupart des options de prolongation et de résiliation ne peuvent être levées que par la société, non le bailleur. Au 26 avril 2020, de potentielles futures sorties de fonds non actualisées de 192,1 $ annuellement n'ont pas été incluses dans les obligations locatives dont les échéances contractuelles sont dans moins de cinq ans, car il n'est pas raisonnablement certains que des options de renouvellement sur ces baux seront exercées.

Au 26 avril 2020, des sorties de fonds futures non actualisées de 15,9 $ n'ont pas été incluses dans les obligations locatives puisque celles-ci sont relatives à des contrats de location qui n'ont pas encore débuté, mais pour lesquels la société s'est engagée.

L'information sur les contrats de location lorsque la société est bailleur est présenté ci-dessous :

Au 26 avril 2020, la société loue principalement des immeubles. Les modalités sont négociés sur une base individuelle et contiennent une grande variété de durées et conditions.

Montant comptabilisés dans les états des résultats consolidés

	2020
	$
Produits locatifs sur contrats de location simple, excluant ceux se rapportant aux paiement de loyers variables qui ne sont pas fonction d'un indice ou d'un taux	38,2
Produits locatifs se rapportant aux paiements de loyers variables qui ne sont pas fonction d'un indice ou d'un taux	37,7
Revenus de sous-location tirés d'actifs au titre de droits d'utilisation	44,7

Au 26 avril 2020, le montant total des paiements minimaux futurs non actualisés attendus à être reçus au titre de l'investissement net dans des contrats de sous-location est de 21,6 $. Ces paiements minimaux devraient être reçus comme suit :

	$
Moins d'un an	6,9
Un à cinq ans	11,2
Plus de cinq ans	3,5
	21,6
Produits financiers non acquis inclus dans les paiements ci-dessus	(1,9)
Investissement net dans des contrats de sous-location	19,7

Au 26 avril 2020, le montant total des paiements minimaux futurs non actualisés sur contrats de location simple attendus à être reçus au titre des accords de location et de sous-location est de 92,8 $. Ces paiements minimaux devraient être reçus comme suit :

	$
Moins d'un an	23,4
Un à cinq ans	46,9
Plus de cinq ans	22,5
	92,8

19. GOODWILL ET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Goodwill

	2020	2019
	$	$
Valeur comptable nette au début de l'exercice	**5 683,1**	5 845,8
Reclassements à titre d'actifs détenus en vue de la vente (note 6)	**(140,9)**	—
Acquisitions d'entreprises (note 4)	**35,6**	2,2
Perte de valeur relative au goodwill de CAPL	**—**	(55,0)
Cession d'activités (note 5)	**—**	(25,5)
Effet des fluctuations du taux de change	**(72,0)**	(84,4)
Valeur comptable nette à la fin de l'exercice	**5 505,8**	5 683,1

Immobilisations incorporelles

	Marques de commerce	Contrats de franchise	Logiciels[a]	Contrats d'approvisionnement en carburant	Contrats de location favorables	Autres	Total
	$	$	$	$	$	$	$
Exercice terminé le 26 avril 2020							
Valeur comptable nette au début	**255,6**	**61,0**	**170,4**	**267,9**	**104,5**	**85,0**	**944,4**
Adoption d'IFRS 16 (note 3)	**—**	**—**	**—**	**—**	**(104,5)**	**—**	**(104,5)**
Valeur comptable nette ajustée au début	**255,6**	**61,0**	**170,4**	**267,9**	**—**	**85,0**	**839,9**
Ajouts	**—**	**0,3**	**56,0**	**—**	**—**	**0,2**	**56,5**
Dispositions	**—**	**—**	**(0,9)**	**—**	**—**	**(0,1)**	**(1,0)**
Dépense d'amortissement	**(7,5)**	**(10,2)**	**(34,4)**	**(14,7)**	**—**	**(6,3)**	**(73,1)**
Reclassements	**—**	**0,2**	**2,6**	**—**	**—**	**(2,8)**	**—**
Reclassements à titre d'actifs détenus en vue de la vente (note 6)	**—**	**—**	**—**	**(238,9)**	**—**	**(1,5)**	**(240,4)**
Effet des fluctuations du taux de change	**(7,3)**	**(2,9)**	**(19,6)**	**—**	**—**	**(1,3)**	**(31,1)**
Valeur comptable nette à la fin	**240,8**	**48,4**	**174,1**	**14,3**	**—**	**73,2**	**550,8**
Au 26 avril 2020							
Coût	**277,3**	**136,3**	**348,5**	**55,6**	**—**	**180,0**	**997,7**
Amortissement cumulé	**(36,5)**	**(87,9)**	**(174,4)**	**(41,3)**	**—**	**(106,8)**	**(446,9)**
Valeur comptable nette	**240,8**	**48,4**	**174,1**	**14,3**	**—**	**73,2**	**550,8**
Exercice terminé le 28 avril 2019							
Valeur comptable nette au début	275,3	75,2	177,7	297,9	129,7	92,2	1 048,0
Ajouts	—	0,2	41,6	—	—	4,9	46,7
Acquisitions d'entreprises (note 4)	—	—	—	—	—	0,3	0,3
Dispositions	(0,8)	—	(0,5)	(1,2)	(1,5)	(0,8)	(4,8)
Loyer et dépense d'amortissement	(10,9)	(12,3)	(37,4)	(28,9)	(19,4)	(8,2)	(117,1)
Reclassements	—	—	(0,9)	0,1	(0,1)	0,9	—
Effet des fluctuations du taux de change	(8,0)	(2,1)	(10,1)	—	(4,2)	(4,3)	(28,7)
Valeur comptable nette à la fin	255,6	61,0	170,4	267,9	104,5	85,0	944,4
Au 28 avril 2019							
Coût	295,3	149,7	335,6	360,7	152,0	199,2	1 492,5
Amortissement cumulé	(39,7)	(88,7)	(165,2)	(92,8)	(47,5)	(114,2)	(548,1)
Valeur comptable nette	255,6	61,0	170,4	267,9	104,5	85,0	944,4

(a) La valeur comptable nette au 26 avril 2020 comprend 19,8 $ relatif aux logiciels en cours (14,5 $ au 28 avril 2019).

Le goodwill et les immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée sont répartis aux UGT en fonction de la localisation géographique des magasins acquis. La répartition au 26 avril 2020 et au 28 avril 2019 est la suivante :

	2020		2019	
UGT	**Immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée**	**Goodwill**	Immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée	Goodwill
	$	**$**	$	$
Canada	**—**	**743,1**	—	773,8
États-Unis	**185,5**	**4 278,4**	185,4	4 313,1
CAPL[(a)]	**—**	**—**	—	73,2
Scandinavie	**53,8**	**408,2**	59,5	444,6
Europe centrale et Europe de l'Est	**24,3**	**11,3**	26,0	11,7
Irlande	**—**	**64,8**	—	66,7
	263,6	**5 505,8**	270,9	5 683,1

(a) Au 28 avril 2019, ce montant est présenté déduction faite d'une perte de valeur cumulée de 55,0 $.

Les immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée pour l'UGT des États-Unis sont la marque de commerce Circle K et les licences, qui devraient procurer des avantages économiques à la société indéfiniment. L'immobilisation incorporelle ayant une durée d'utilité indéterminée pour les UGT de la Scandinavie et de l'Europe centrale et Europe de l'Est est le logo de la gouttelette, qui devrait procurer des avantages économiques à la société indéfiniment. L'UGT de la Scandinavie regroupe les activités de la Norvège, de la Suède et du Danemark tandis que l'UGT de l'Europe centrale et Europe de l'Est regroupe les activités de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Pologne et de la Russie.

Pour le test annuel de dépréciation, la valeur recouvrable des UGT est déterminée sur la base de leur juste valeur diminuée des coûts de vente. La société utilise une approche basée sur les multiples du bénéfice avant impôts, intérêts et amortissements (« BAIIA », une mesure non conforme aux IFRS) de sociétés comparables (niveau 3) allant de 8,7 x à 12,1 x pour établir ces valeurs. Pour CAPL, la société utilisait une approche fondée sur sa capitalisation boursière (niveau 1) et les flux de trésorerie actualisés de ses droits de distribution incitatifs (niveau 3).

Au cours du premier trimestre de 2019, la société a procédé à son test de dépréciation annuel du goodwill. En raison de la diminution de la capitalisation boursière de l'UGT de CAPL, qui était entièrement incluse dans la zone géographique des États-Unis, ainsi que de la diminution de la juste valeur des droits de distribution incitatifs, une perte de valeur sur le goodwill de 55,0 $ a été enregistrée au poste Amortissement et perte de valeur dans les états des résultats consolidés pour l'exercice terminé le 28 avril 2019.

Au moment où le test de dépréciation du goodwill a été effectué, la valeur recouvrable de la part de la société dans l'UGT de CAPL s'établissait à 157,3 $ et la perte de valeur enregistrée a réduit à 73,2 $ la valeur comptable du goodwill lié à l'UGT CAPL. Cette valeur recouvrable de l'UGT CAPL a été déterminée sur la base de la juste valeur diminuée des coûts de sortie, qui inclut la participation de la société dans la capitalisation boursière de CAPL (niveau 1) ainsi que la valeur actualisée des flux de trésorerie de ses droits de distribution incitatifs (niveau 3).

La juste valeur diminuée des coûts de sortie de la participation de la société dans la capitalisation boursière de CAPL a été déterminée en utilisant les données observables suivantes :

Valeur de clôture des parts ordinaires de CAPL au 23 juillet 2018, date du test de dépréciation annuel du goodwill.	**17,41 $**
Nombre de parts ordinaires en circulation au 22 juillet 2018	**34 433 574**
% de détention par la société des parts ordinaires de CAPL au 22 juillet 2018	**21,7 %**

Toutes les autres hypothèses étant égales par ailleurs, chaque tranche de 1,00 $ de diminution dans la valeur des parts ordinaires de CAPL aurait généré une augmentation de 7,5 $ sur la perte de valeur enregistrée.

La juste valeur diminuée des coûts de sortie des droits de distribution incitatifs a été déterminée en utilisant la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs basés sur le plan stratégique de CAPL qui a été élaboré par sa direction et qui est fondé sur l'expérience passée.

Les hypothèses clés qui suivent ont été utilisées pour déterminer la valeur recouvrable des droits de distribution incitatifs et aucun changement n'a été apporté à la technique d'évaluation utilisée :

Ratio annuel de Flux de trésorerie distribuables/Distributions totales	**1,1 x à 1,2 x**
Ratio de financement Dette/Capitaux propres lié aux acquisitions d'entreprises	**57/43**
Taux d'actualisation	**12,5 %**
Période de projection des flux de trésorerie	**4 ans**

Taux de croissance annuel du BAIIA de CAPL

En plus des hypothèses clés ci-dessus, en établissant la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs des droits de distribution incitatifs, la société a considéré un taux de croissance annuel du BAIIA de CAPL qui a été déterminé en prenant en considération la croissance organique, la croissance générée par les acquisitions d'entreprises ainsi que des synergies.

20. AUTRES ACTIFS

	2020	2019
	$	$
Placements en instruments de capitaux propres	**78,5**	0,7
Montants à recevoir pour réclamations environnementales (note 25)	**68,4**	75,5
Actifs de rémunération différée	**51,9**	49,1
Contrat de dépôt indexé (note 31)	**34,4**	39,7
Paiements incitatifs différés	**27,1**	38,2
Dépôts	**25,4**	14,9
Investissement net dans des contrats de sous-location (note 18)	**19,7**	—
Actifs au titre des prestations définies (note 30)	**12,5**	36,6
Autres	**32,2**	51,9
	350,1	306,6

21. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

	2020	2019
	$	$
Comptes fournisseurs et charges à payer[(a)]	**1 507,6**	2 550,1
Taxes à payer	**733,0**	767,0
Salaires et avantages afférents	**284,1**	275,8
Autres	**283,6**	324,2
	2 808,3	3 917,1

(a) Ce montant est présenté déduction faite d'un montant de 129,8 $ de montants à recevoir sur cartes de crédit et de débit et de 18,9 $ de comptes clients et rabais fournisseurs à recevoir en raison d'accords de compensation (261,6 $ et 76,5 $, respectivement, au 28 avril 2019).

22. DETTE À LONG TERME

	2020	2019
	$	$
Billets de premier rang non garantis, libellés en dollars américains, échéant de juillet 2022 à janvier 2050[a]	**3 970,7**	3 379,9
Crédit d'exploitation D à terme renouvelable non garanti, libellé en dollars américains, échéant en décembre 2024[b]	**1 500,0**	40,0
Billets de premier rang non garantis, libellés en dollars canadiens, échéant de août 2020 à juin 2025[a]	**1 384,8**	1 774,5
Billets de premier rang non garantis, libellés en euros, échéant en mai 2026[a]	**806,8**	831,2
Billets de premier rang non garantis, libellés en couronnes norvégiennes, échéant en février 2026[a]	**63,3**	77,4
Facilité de crédit renouvelable garantie de premier rang libellée en dollars américains de CAPL, qui était sans recours contre la société (note 6)	**—**	514,8
Autres dettes (obligations relatives à des immeubles et à des équipements loués en vertu de contrats de location-financement, remboursables à différentes dates, et autres dettes au 28 avril 2019)	**4,9**	333,6
	7 730,5	6 951,4
Portion à court terme de la dette à long terme	**214,7**	1 310,7
Portion à long terme de la dette long terme	**7 515,8**	5 640,7

(a) Billets de premier rang non garantis

Au 26 avril 2020, la société avait des billets de premier rang non garantis libellés en dollars américains totalisant 4 000,0 $, des billets de premier rang non garantis libellés en dollars canadiens totalisant 1 950,0 $ CA, des billets de premier rang non garantis libellés en euros totalisant 750,0 € ainsi que des billets de premier rang non garantis libellés en couronnes norvégiennes totalisant 675,0 NOK, répartis comme suit :

	Montant nominal	Échéance	Taux du coupon	Taux effectif au 26 avril 2020	Dates de paiement des intérêts
Émission du 1er novembre 2012	250,0 $ CA	1er novembre 2022	3,899 %	3,963 %	1er mai et 1er novembre
Émission du 21 août 2013	300,0 $ CA	21 août 2020	4,214 %	4,317 %	21 août et 21 février
Émission du 2 juin 2015	700,0 $ CA	2 juin 2025	3,600 %	3,649 %	2 juin et 2 décembre
Émission du 18 février 2016	675,0 NOK	18 février 2026	3,850 %	3,927 %	20 avril et 20 octobre
Émission du 6 mai 2016	750,0 €	6 mai 2026	1,875 %	1,944 %	6 mai
Émission du 26 juillet 2017	1 000,0 $	26 juillet 2022	2,700 %	2,819 %	26 juillet et 26 janvier
Émission du 26 juillet 2017	700,0 $ CA	26 juillet 2024	3,056 %	3,133 %	26 juillet et 26 janvier
Émission du 26 juillet 2017	1 000,0 $	26 juillet 2027	3,550 %	3,642 %	26 juillet et 26 janvier
Émission du 26 juillet 2017	500,0 $	26 juillet 2047	4,500 %	4,576 %	26 juillet et 26 janvier
Émission du 22 janvier 2020	750,0 $	25 janvier 2030	2,950 %	3,033 %	25 juillet et 25 janvier
Émission du 22 janvier 2020	750,0 $	25 janvier 2050	3,800 %	3,880 %	25 juillet et 25 janvier

Le 22 janvier 2020, la société a émis des billets de premier rang non garantis libellés en dollars américains totalisant 1 500,0 $. Une partie du produit net de ces émissions, qui a totalisé 1 484,1 $, a été utilisée pour rembourser le crédit d'exploitation D à terme renouvelable non garanti de la société. Une partie de ces billets de premier rang non garantis libellés en dollars américains était assujetti à des accords de fixation de taux d'intérêt en prévision de leur émission (note 23).

Le 13 décembre 2019, la société a remboursé intégralement, à échéance, ses billets de premier rang non garantis, libellés en dollars américains, de 600,0 $ émis le 14 décembre 2017. Ces billets à taux d'intérêt fixe de premier rang non garantis libellés en dollars américains étaient assujettis à des swaps de taux d'intérêt fixe-à-variable (note 24).

Le 1er novembre 2019, la société a remboursé intégralement, à échéance, ses billets de premier rang non garantis, libellés en dollars canadiens, de 450,0 $ CA (341,4 $) émis le 1er novembre 2012.

Le 28 mai 2019, la société a remboursé, sans pénalité, 150,0 $ des billets de premier rang non garantis de 300,0 $, libellés en dollars américains, émis le 14 décembre 2017 et venant à échéance le 13 décembre 2019. Le 13 août 2019, la société a remboursé, sans pénalité, la tranche restante de 150,0 $ de ces billets de premier rang non garantis de 300,0 $, libellés en dollars américains.

Les billets libellés en dollars canadiens émis le 1er novembre 2012, le 2 juin 2015 et le 26 juillet 2017 sont liés à des swaps de taux d'intérêt multidevises (note 24).

(b) Crédit d'exploitation D à terme renouvelable non garanti

Au 26 avril 2020, la société avait une convention de crédit consistant en une facilité de crédit renouvelable non garantie d'un montant maximal de 2 525,0 $. La facilité de crédit était disponible sous les formes suivantes :

- Un crédit d'exploitation à terme renouvelable non garanti, disponible i) en dollars canadiens, ii) en dollars américains, iii) en euros et iv) sous forme de lettres de garantie n'excédant pas 150,0 $ ou l'équivalent en dollars canadiens, moyennant des frais. Les sommes empruntées portent intérêt à des taux variables fondés, selon la forme et la devise de l'emprunt, sur le taux préférentiel canadien, le taux des acceptations bancaires, le taux de base bancaire américain, le taux LIBOR ou le taux EURIBOR, plus une marge variable; et
- Une ligne de crédit non garantie d'un montant maximal de 115,0 $, disponible en dollars canadiens ou américains, portant intérêts à des taux variables fondés, selon la forme et la devise d'emprunt, sur le taux préférentiel canadien, le taux préférentiel américain ou le taux de base bancaire américain plus une marge variable.

Des frais d'attente, variant selon la cote de crédit de la société, étaient appliqués sur la partie inutilisée de la facilité de crédit. Les frais sur lettres de garantie et la marge variable servant à déterminer le taux d'intérêt sur les sommes empruntées étaient établis en fonction de la cote de crédit de la société également. En vertu de cette convention de crédit, la société doit maintenir certains ratios financiers et respecter certaines clauses restrictives.

Durant l'exercice terminé le 26 avril 2020, l'échéance de ce crédit d'exploitation a été prolongée jusqu'en décembre 2024.

Au 26 avril 2020, la société avait emprunté 1 500,0 $ sur le crédit d'exploitation à terme renouvelable non garanti à un taux d'intérêt effectif moyen pondéré de 2,110 % (non utilisé au 28 avril 2019) et la société n'avait pas utilisé la ligne de crédit non garantie (40,0 $ au 28 avril 2019 portant intérêts à 5,625 %). La société était en conformité avec les clauses restrictives et les ratios imposés par la convention de crédit.

Durant le mois de mai 2020, subséquemment à la fin de l'exercice terminé le 26 avril 2020, la société a entièrement remboursé le montant de 1 500,0 $ emprunté sur le crédit d'exploitation à terme renouvelable non garanti.

Facilités de découvert bancaire

La société avait accès à des facilités de découvert bancaire totalisant approximativement 64,1 $ au 26 avril 2020 (65,2 $ au 28 avril 2019). Au 26 avril 2020 et au 28 avril 2019, elles étaient inutilisées.

Lettres de garantie

Au 26 avril 2020, la société disposait de lettres de garantie en circulation liées à ses propres activités de 83,5 $ (81,0 $ au 28 avril 2019), dont 11,9 $ (12,6 $ au 28 avril 2019) se portaient en réduction des fonds disponibles en vertu du crédit d'exploitation D à terme renouvelable non garanti.

23. ACCORDS DE FIXATION DE TAUX D'INTÉRÊT

Durant l'exercice terminé le 26 avril 2020, la société a conclu des accords de fixation de taux d'intérêt aux modalités qui suivent :

Montant notionnel	Terme des accords de fixation de taux d'intérêt	Taux	Date d'échéance
500,0 $	10 ans	De 1,566 % à 1,626 %	9 mars 2020

Les instruments ont permis à la société de couvrir la variabilité de ses intérêts payables à l'égard de l'émission anticipée de billets de premier rang non garantis libellés en dollars américains et découlant de la variation des taux des bons du Trésor américain. Ces instruments étaient désignés comme des éléments de couverture des flux de trésorerie liés au risque de taux d'intérêt de la société et, par conséquent, pour l'exercice terminé le 26 avril 2020, un gain de 7,5 $ a été comptabilisés au Cumul des autres éléments du résultat global afin de tenir compte de la variation de la juste valeur des accords de fixation de taux d'intérêt.

Le 22 janvier 2020, avant leur échéance, la société a réglé l'ensemble de ses accords de fixation de taux d'intérêt. Le montant cumulatif total des gains de 7,5 $ comptabilisé au Cumul des autres éléments du résultat global est amorti sur la durée des billets correspondants de premier rang non garantis libellés en dollars américains émis le 22 janvier 2020 et venant à échéance le 25 janvier 2030 comme un ajustement des dépenses d'intérêts connexes.

24. SWAPS DE TAUX D'INTÉRÊT ET MULTIDEVISES

La société a conclu des ententes de swaps de taux d'intérêt multidevises lui permettant ainsi de synthétiquement convertir en dollars américains une portion de ses billets de premier rang non garantis libellés en dollars canadiens.

Reçoit – Notionnel	Reçoit – Taux	Paie – Notionnel	Paie – Taux	Échéance	Juste valeur au (note 31)	
					26 avril 2020	28 avril 2019
					$	$
1 650,0 $ CA	De 3,056 % à 3,899 %	1 377,9 $ US	De 3,226 % à 3,870 %	Du 1er novembre 2022 au 2 juin 2025	**237,4**	250,1
				Portion à court terme des passifs financiers	**—**	115,0
				Autres passifs financiers à long terme	**237,4**	135,1

Ces ententes sont désignées à titre d'instruments de couverture du risque de change lié à l'investissement net de la société dans ses opérations aux États-Unis.

Au 1er novembre 2019, la société a réglé, à échéance, les swaps de taux d'intérêt multidevises suivants :

Reçoit – Notionnel	Reçoit – Taux	Paie – Notionnel	Paie – Taux
450,0 $ CA (341,4 $)	3,319 %	451,4 $ US	De 2,733 % à 2,740 %

En plus des ententes présentées dans le tableau ci-dessus, la société conclut à l'occasion des swaps de taux d'intérêt multidevises à court terme. Au 26 avril 2020 et au 28 avril 2019, la société ne prenait part à aucune de ces ententes.

De plus, les ententes de swaps de taux d'intérêt fixe-à-variable suivantes de 600,0 $, qui convertissaient synthétiquement en billets à taux d'intérêt variable les billets de premier rang non garantis, libellés en dollars américains, de 600,0 $ émis le 14 décembre 2017 de la société, sont venues à échéance le 13 décembre 2019 :

Montant notionnel	Reçoit – Taux	Paie – Taux
600,0 $	2,350 %	Taux LIBOR trois mois majoré de taux se situant entre 0,350 % et 0,355 %

Ces ententes étaient désignées à titre d'instrument de couverture de la juste valeur des billets de premier rang non garantis libellés en dollars américains de la société émis le 14 décembre 2017. Aucune inefficacité n'a été reconnue durant l'exercice terminé le 26 avril 2020 en lien avec cette désignation de couverture de la juste valeur.

25. PROVISIONS

Le rapprochement des principales provisions de la société est présenté ci-dessous :

	Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations[a]	Provision pour coûts environnementaux[b]	Provision pour restructuration[c]	Provision pour indemnités d'accidents de travail[d]	Obligation relative à la responsabilité civile[d]	Autres	Total
	$	$	$	$	$	$	$
2020							
Solde au début de l'exercice	**452,2**	**166,7**	**14,9**	**40,7**	**42,3**	**33,3**	**750,1**
Adoption d'IFRS 16 (note 3)	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**(3,0)**	**(3,0)**
Solde ajusté au début de l'exercice	**452,2**	**166,7**	**14,9**	**40,7**	**42,3**	**30,3**	**747,1**
Acquisitions d'entreprises (note 4)	**0,8**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**0,8**
Passifs engagés	**6,3**	**19,6**	**4,5**	**28,6**	**32,0**	**1,4**	**92,4**
Passifs réglés	**(6,0)**	**(19,9)**	**(14,1)**	**(26,0)**	**(23,0)**	**(1,3)**	**(90,3)**
Charge de désactualisation	**15,6**	**2,1**	**—**	**0,6**	**—**	**—**	**18,3**
Renversement de provisions	**(6,2)**	**(7,9)**	**(0,9)**	**—**	**(0,2)**	**(0,6)**	**(15,8)**
Révision d'estimations	**(33,7)**	**3,6**	**0,1**	**0,7**	**(0,3)**	**—**	**(29,6)**
Reclassements à titre de passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente (note 6)	**(39,8)**	**(3,5)**	**—**	**—**	**(0,5)**	**—**	**(43,8)**
Effet des fluctuations du taux de change	**(15,4)**	**(3,5)**	**(0,3)**	**(0,1)**	**—**	**(0,4)**	**(19,7)**
Solde à la fin de l'exercice	**373,8**	**157,2**	**4,2**	**44,5**	**50,3**	**29,4**	**659,4**
Portion à court terme	**31,7**	**45,5**	**4,0**	**13,1**	**9,4**	**4,4**	**108,1**
Portion à long terme	**342,1**	**111,7**	**0,2**	**31,4**	**40,9**	**25,0**	**551,3**
2019							
Solde au début de l'exercice	465,9	180,1	20,4	44,1	36,0	43,6	790,1
Acquisitions d'entreprises (note 4)	0,2	—	—	—	—	—	0,2
Passifs engagés	2,7	14,4	10,5	23,5	27,5	4,2	82,8
Passifs réglés	(5,4)	(19,8)	(14,2)	(25,6)	(24,5)	(11,0)	(100,5)
Charge de désactualisation	18,2	1,6	—	0,5	0,1	—	20,4
Renversement de provisions	(4,9)	(6,8)	(1,0)	(0,1)	(0,1)	(2,8)	(15,7)
Révision d'estimations	(5,8)	1,4	—	(1,4)	3,3	—	(2,5)
Effet des fluctuations du taux de change	(18,7)	(4,2)	(0,8)	(0,3)	—	(0,7)	(24,7)
Solde à la fin de l'exercice	452,2	166,7	14,9	40,7	42,3	33,3	750,1
Portion à court terme	72,1	47,4	14,3	12,5	8,7	5,0	160,0
Portion à long terme	380,1	119,3	0,6	28,2	33,6	28,3	590,1

(a) Le montant total non actualisé des flux de trésorerie estimatifs nécessaire pour régler les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations est d'approximativement 698,8 $ et devrait être encouru au cours des 40 prochaines années. Si des changements devaient survenir dans les coûts d'enlèvement futurs estimatifs, les durées de vie utile des réservoirs, les termes des baux ou les exigences réglementaires des gouvernements, le passif pourrait faire l'objet d'une révision.
(b) Les coûts environnementaux devraient être déboursés au cours des 20 prochaines années.
(c) Les frais de restructuration devraient être déboursés au cours des deux prochaines années.
(d) Les indemnités pour accidents de travail et les obligations relatives à la responsabilité civile devraient être déboursées au cours des cinq prochaines années.

Coûts environnementaux

La société est assujettie aux diverses lois canadiennes, américaines et européennes portant sur l'entreposage, la manutention et la vente de carburant pour le transport routier et d'autres produits à base de pétrole. La société estime qu'elle respecte, à tous les égards importants, la législation actuelle portant sur l'environnement.

La société a un programme continu de formation de ses employés en matière environnementale et effectue des tests préventifs et de réhabilitation des sites en collaboration avec les autorités de réglementation. La société procède également à une évaluation annuelle de ses équipements pétroliers.

Dans la plupart des États américains où la société exerce ses activités, à l'exception de l'Alaska, de la Californie, de la Floride, de l'Iowa, du Maryland, de New York, de l'Oregon, du Texas, de Washington, de la Virginie-Occidentale et du Wisconsin, la société a recours à un fonds en fiducie pour couvrir les frais de certaines mesures de réhabilitation environnementale, déduction faite de la franchise applicable du fonds en fiducie, laquelle varie selon les États. Ces fonds en fiducie fournissent aux exploitants d'installations pétrolières une assurance pour couvrir une partie des frais de nettoyage de certains dégâts environnementaux causés par l'utilisation d'équipements pétroliers. Ces fonds en fiducie sont financés par les frais d'enregistrement des réservoirs de carburant et/ou par des taxes de vente de chacun des États sur la vente de carburant. La société paie les frais d'enregistrement annuel et remet les taxes de vente aux États participants. La couverture d'assurance des fonds en fiducie varie selon les États.

Afin de pourvoir aux coûts environnementaux mentionnés plus haut, la société a comptabilisé une provision pour frais de réhabilitation de sites de 157,2 $ au 26 avril 2020 (166,7 $ au 28 avril 2019). De plus, la société a comptabilisé un montant à recevoir de fonds en fiducie pour réclamations environnementales de 79,4 $ au 26 avril 2020 (87,3 $ au 28 avril 2019), dont un montant de 11,0 $ (11,8 $ au 28 avril 2019) est inclus dans les débiteurs et 68,4 $ est inclus dans les autres actifs (75,5 $ au 28 avril 2019).

26. CRÉDITS REPORTÉS ET AUTRES ÉLÉMENTS DE PASSIF

	2020	2019
	$	$
Passifs de rémunération différée	**75,8**	75,2
Crédits reportés	**25,0**	29,5
Dépôts	**24,8**	39,4
Crédits reportés relatifs aux coûts de changements de marques	**21,8**	22,9
Autres passifs	**14,5**	23,7
Contrats de location défavorables (note 3)	**—**	102,7
Dépense de location reportée (note 3)	**—**	55,6
	161,9	349,0

27. CAPITAL-ACTIONS

Autorisé

Nombre illimité d'actions sans valeur nominale

- Actions privilégiées de premier et de deuxième rang, sans droit de vote, pouvant être émises en séries, ayant priorité sur les autres catégories d'actions en ce qui concerne les dividendes et le remboursement du capital au moment de la dissolution. Le conseil d'administration est autorisé à déterminer avant l'émission la désignation, les droits, les privilèges, les conditions et les restrictions se rattachant aux actions de chaque série.
- Actions à droit de vote multiple de catégorie A, participantes, avec droit de vote à raison de dix votes par action, sauf à l'égard de certaines situations où les actions ne comportent qu'un vote par action, convertibles au gré du détenteur en une action à droit de vote subalterne de catégorie B pour chaque action à droit de vote multiple de catégorie A. En vertu des statuts de modification, aucune nouvelle action à droit de vote multiple de catégorie A ne peut être émise.
- Actions à droit de vote subalterne de catégorie B, participantes, convertibles automatiquement en une action à droit de vote multiple de catégorie A pour chaque action à droit de vote subalterne de catégorie B selon la première des éventualités suivantes :
    - Lorsque les 4 co-fondateurs de la société auront atteint l'âge de 65 ans; ou
    - Lorsque les 4 co-fondateurs de la société détiendront, directement ou indirectement, moins de 50 % des droits de vote attachés à la totalité des actions en circulation à droit de vote multiple de catégorie A et à droit de vote subalterne de catégorie B de la société.

Lors du paiement de dividendes, l'ordre de priorité des actions s'établit comme suit :

- Actions privilégiées de premier rang;
- Actions privilégiées de deuxième rang;
- Actions à droit de vote subalterne de catégorie B et actions à droit de vote multiple de catégorie A, de rang égal.

Émis et payé

Les modifications survenues quant au nombre d'actions en circulation sont les suivantes :

	2020	2019
Actions à droit de vote multiple de catégorie A (en milliers)[a]		
Solde au début de l'exercice	**253 818**	264 048
Conversion en actions de catégorie B	**(14)**	(10 230)
Solde à la fin de l'exercice	**253 804**	253 818
Actions à droit de vote subalterne de catégorie B (en milliers)[a]		
Solde au début de l'exercice	**875 004**	864 388
Émission résultant de la conversion d'actions de catégorie A	**14**	10 230
Actions rachetées et annulées[b]	**(16 354)**	—
Émissions d'actions découlant de la levée d'options d'achat d'actions	**224**	386
Solde à la fin de l'exercice	**858 888**	875 004
	1 112 692	**1 128 822**

(a) Fractionnement des actions à droit de vote multiple de catégorie A et des actions à droit de vote subalterne de catégorie B

Le 4 septembre 2019, le conseil d'administration a approuvé le fractionnement, à raison de deux pour une, de toutes les actions à droit de vote multiple de catégorie A et de toutes les actions à droit de vote subalterne de catégorie B de la société émises et en circulation au 20 septembre 2019. Ce fractionnement d'actions a été approuvé par les autorités réglementaires et a eu lieu le 27 septembre 2019. Toutes les données sur les actions et par action présentées dans les présents états financiers consolidés ont été ajustées de façon rétroactive pour tenir compte de ce fractionnement d'actions.

(b) Régime de rachat d'actions

Le 8 avril 2019, la Bourse de Toronto a approuvé la mise en place d'un nouveau régime de rachat d'actions, qui est entré en vigueur le 10 avril 2019. Ce régime permettait à la société de racheter jusqu'à 33 955 152 actions à droit de vote subalterne de catégorie B, soit 4,00 % des 848 878 808 actions à droit de vote subalterne de catégorie B de la flotte publique, émises et en circulation au 5 avril 2019 (3,88 % des 874 850 206 actions à droit de vote subalterne de catégorie B émises et en circulation au 5 avril 2019). Conformément aux exigences de la Bourse de Toronto, la société avait le droit d'acheter, tout jour de Bourse, jusqu'à concurrence de 490 748 actions à droit de vote subalterne de catégorie B, ce qui représente 25,00 % du volume transactionnel quotidien moyen des actions à droit de vote subalterne de catégorie B pour la période de six mois précédant le 1er avril 2019. Lorsque des rachats ont lieu, le nombre d'actions à droit de vote subalterne de catégorie B en circulation était réduit et la participation proportionnelle de tous les actionnaires restants dans le capital-action de la société était augmenté au prorata. Le dernier rachat d'actions a été effectué le 26 mars 2020. Le régime de rachat d'actions a pris fin le 9 avril 2020 et n'a pas été renouvelé.

Un régime de rachat de titres automatique était aussi en place et permettait à un courtier désigné de procéder au rachat d'actions de la société, en son nom, selon des paramètres qui avaient été établis par la société. Le plan d'achat automatique de titres a été approuvé au préalable par la Bourse de Toronto lors de la création du régime de rachats d'actions et il a pris fin le 9 avril 2020.

Durant l'exercice terminé le 26 avril 2020, et sous ce régime, la société a racheté 16 354 384 actions à droit de vote subalterne de catégorie B (néant pour l'exercice terminé le 28 avril 2019). Ces rachats ont été conclus pour un montant net de 470,8 $ (néant pour l'exercice terminé le 28 avril 2019). Toutes les actions rachetées sous ce régime ont été annulées suite à leur rachat.

28. RÉGIME DE RÉMUNÉRATION ET AUTRES PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

Régime de rémunération à base d'options d'achat d'actions

La société possède un régime de rémunération à base d'options d'achat d'actions (le « régime ») en vertu duquel elle a autorisé l'octroi de jusqu'à 101 352 000 options d'achat d'actions permettant d'acheter des actions à droit de vote subalterne de catégorie B de la société.

Les options d'achat d'actions, d'une durée maximale de 10 ans, sont acquises à 20,0 % à la date de l'octroi et cumulativement par la suite à chaque date anniversaire de l'octroi et peuvent être levées au prix de marché désigné à la date de l'octroi. Le prix d'octroi de chaque option d'achat d'actions ne peut être établi en dessous du prix de clôture moyen pondéré par un lot régulier des actions de catégorie B à la Bourse de Toronto pour les cinq jours précédant la date de l'octroi. Chaque option d'achat d'actions peut être exercée en contrepartie d'une action de catégorie B de la société au prix précisé dans les conditions des options d'achat d'actions. Afin de permettre aux détenteurs de lever leurs options sans décaissement, le régime leur permet de recevoir un nombre d'actions à droit de vote subalterne égal à la différence entre le nombre total d'actions à droit de vote subalterne sous-jacentes aux options levées et le nombre d'actions à droit de vote subalterne suffisant pour régler le prix de levée des options.

Un sommaire de la situation au 26 avril 2020 et au 28 avril 2019 du régime de la société et des changements survenus dans les exercices terminés à ces dates est présenté ci-dessous :

	2020		2019	
	Nombre d'options d'achat d'actions	**Prix d'exercice moyen pondéré**	Nombre d'options d'achat d'actions	Prix d'exercice moyen pondéré
		$ CA		$ CA
En circulation au début de l'exercice	**3 305 592**	**19,60**	3 452 964	16,68
Émises	**246 668**	**42,17**	327 186	30,93
Levées	**(232 782)**	**3,02**	(449 964)	5,02
Annulées	**—**	**—**	(24 594)	27,15
En circulation à la fin de l'exercice	**3 319 478**	**22,44**	3 305 592	19,60
Pouvant être levées à la fin de l'exercice	**2 746 798**	**19,91**	2 666 838	17,04

Pour les options levées au cours de 2020, le prix moyen pondéré à la date d'exercice est de 44,86 $ CA (35,94 $ CA en 2019).

Le tableau ci-dessous résume l'information relative aux options d'achat d'actions en circulation et pouvant être levées au 26 avril 2020 :

	Options en circulation			Options pouvant être levées	
Fourchette des prix d'exercice	Nombre d'options d'achat d'actions en circulation au 26 avril 2020	Durée de vie contractuelle moyenne pondérée à courir (en années)	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options d'achat d'actions pouvant être levées au 26 avril 2020	Prix d'exercice moyen pondéré
$ CA			$ CA		$ CA
2 – 16	471 866	1,13	5,35	471 866	5,35
16 – 30	1 970 396	4,90	21,39	1 911 594	21,14
30 – 45	877 216	8,16	34,01	363 338	32,35
	3 319 478			2 746 798	

La juste valeur des options octroyées a été estimée, à la date d'octroi, au moyen du modèle d'évaluation d'options de Black-Scholes en fonction des moyennes pondérées des hypothèses suivantes pour les options octroyées au cours de l'exercice :

	2020	2019
Dividendes prévus (par action)	**0,25 $ CA**	0,20 $ CA
Volatilité prévue	**23 %**	24 %
Taux d'intérêt sans risque	**1,56 %**	2,12 %
Durée prévue	**8 ans**	8 ans

La juste valeur des options octroyées était de 10,48 $ CA en 2020 (juste valeur moyenne pondérée de 8,84 $ CA en 2019).

Pour 2020, le coût de rémunération comptabilisé aux résultats consolidés s'élève à 2,1 $ (2,4 $ en 2019).

Régime d'unités d'actions différées

La société a un régime d'UAD à l'intention de ses administrateurs externes leur permettant, à leur choix, de toucher la totalité ou une partie de leur rémunération annuelle et jetons de présence sous forme d'UAD. Une UAD est une unité nominale, d'une valeur équivalente à celle de l'action de catégorie B de la société. Lorsqu'ils cessent d'être membres du conseil d'administration, les participants ont le droit de recevoir le versement de leurs UAD cumulées, soit a) sous forme d'espèces basées sur le prix de l'action de catégorie B de la société, négociée sur le marché ouvert à la date du versement, ou b) sous forme d'actions de catégorie B achetées par la société sur le marché ouvert au nom du participant.

La charge liée aux UAD et le passif correspondant sont comptabilisés à la date de l'octroi. Le passif est rajusté périodiquement pour tenir compte de toute variation de la valeur de marché de l'action de catégorie B. Au 26 avril 2020, la société avait un total de 383 109 UAD en circulation (353 964 au 28 avril 2019) et un passif lié à ce régime de 11,0 $ (10,4 $ au 28 avril 2019) était comptabilisé dans les crédits reportés et autres passifs. L'exposition au risque de prix des actions de la société est gérée au moyen d'un swap sur rendement total intégré (note 31). Pour 2020, le coût de rémunération net a été de 0,9 $ (coût de la rémunération de 0,9 $ en 2019).

Régime d'attribution d'actions fictives

La société a un régime d'AF permettant au conseil d'administration, par le biais de son comité de ressources humaines et de régie d'entreprise, d'octroyer des AF aux dirigeants et à certains employés clés de la société (les « participants »). Une AF est une unité nominale, ayant une valeur basée sur le prix de fermeture moyen pondéré pour un lot régulier d'actions à droit de vote subalterne de catégorie B de la société (« actions de catégorie B ») à la Bourse de Toronto pour les cinq jours précédant immédiatement la date d'octroi. Les AF donnent l'opportunité aux participants de recevoir une rémunération en espèces. Chaque AF octroyée initialement est acquise au plus tard une journée avant la troisième date anniversaire de la date d'octroi en fonction, notamment, de l'atteinte d'objectifs de performance de la société, sur une période de trois ans, basés sur des points de références internes et externes. Les AF sont antidilutives puisqu'elles sont payables uniquement en espèces.

Un sommaire de la situation au 26 avril 2020 et au 28 avril 2019 du régime d'AF de la société et des changements survenus dans les exercices terminés à ces dates est présenté ci-dessous en nombre d'unités :

	2020	2019
En circulation au début de l'exercice	**1 500 784**	1 451 304
Émises	**554 172**	593 992
Payées	**(344 698)**	(325 068)
Annulées	**(162 611)**	(219 444)
En circulation à la fin de l'exercice	**1 547 647**	1 500 784

Au 26 avril 2020, un passif relié à ce régime d'attribution d'AF de 12,3 $ a été comptabilisé dans les créditeurs et charges à payer (9,2 $ au 28 avril 2019) et un passif de 11,3 $ a été comptabilisé dans les crédits reportés et autres passifs (12,4 $ au 28 avril 2019). Le risque de prix de ce passif est également géré à l'aide du swap sur rendement total intégré (note 31). Pour 2020, le coût de rémunération a été de 11,3 $ (12,1 $ pour 2019).

29. CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

	Attribuable aux actionnaires de la société					
	Éléments qui peuvent être reclassés aux résultats			Ne seront jamais reclassés aux résultats		
	Redressements cumulés des conversions de devises	Couverture de l'investissement net	Couverture de flux de trésorerie	Cumul des pertes actuarielles nettes	Placements en instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Cumul des autres éléments du résultat global
	$	$	$	$	$	$
Exercice terminé le 26 avril 2020						
Solde au début de l'exercice	**(496,1)**	**(348,2)**	**(8,3)**	**(4,0)**	**—**	**(856,6)**
Autres éléments du résultat global	**(268,8)**	**(102,8)**	**4,6**	**(23,3)**	**(14,0)**	**(404,3)**
Solde à la fin de l'exercice	**(764,9)**	**(451,0)**	**(3,7)**	**(27,3)**	**(14,0)**	**(1 260,9)**
Exercice terminé le 28 avril 2019						
Solde au début de l'exercice	(287,4)	(263,7)	(13,5)	(1,7)	—	(566,3)
Autres éléments du résultat global	(208,7)	(84,5)	5,2	(2,3)	—	(290,3)
Solde à la fin de l'exercice	(496,1)	(348,2)	(8,3)	(4,0)	—	(856,6)

30. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

La société a des régimes capitalisés et non capitalisés à prestations définies et à cotisations déterminées qui prévoient des prestations de retraite à certains employés.

Régime à prestations définies

La société évalue ses obligations au titre des prestations définies et la juste valeur des actifs des régimes aux fins comptables le dernier dimanche d'avril de chaque année.

La société a des régimes à prestations définies au Canada, aux États-Unis, en Norvège, en Suède et en Irlande. Ces régimes prévoient des prestations sur la base des salaires moyens de fin de carrière, ou en considération des années où le salaire a été le plus élevé, et du nombre d'années de service. L'évaluation actuarielle la plus récente des régimes de retraite aux fins de la capitalisation a eu lieu le 31 décembre 2019 et la prochaine évaluation requise aura lieu le 31 décembre 2020.

Certains régimes prévoient une indexation des rentes en fonction de l'indice des prix à la consommation alors que la majorité ne prévoit pas de tels ajustements. La majorité des paiements sont effectués par les administrateurs des régimes qui gèrent les fonds des régimes capitalisés. Toutefois, la société effectue les paiements de prestations pour les régimes non capitalisés lorsque les conditions donnant droit aux prestations sont atteintes. Les actifs détenus par les administrateurs des régimes ainsi que les relations entre ces derniers et la société sont régis par les règles et pratiques de chaque pays. La responsabilité de la gouvernance des régimes, des décisions d'investissement et des paiements de cotisations incombent aux comités de retraite et à la société.

Rapprochement de la situation de capitalisation des régimes de retraite par rapport aux montants comptabilisés aux états financiers consolidés :

	2020	2019
	$	$
Valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies pour les régimes capitalisés	**(141,1)**	(125,9)
Juste valeur des actifs des régimes	**155,4**	165,9
Situation de capitalisation nette de régimes capitalisés – surplus net	**14,3**	40,0
Valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies pour les régimes non capitalisés	**(93,3)**	(96,0)
Passif net au titre des prestations définies	**(79,0)**	(56,0)

L'actif au titre des prestations définies de 12,5 $ (36,6 $ au 28 avril 2019) est inclus dans les autres actifs et le passif au titre des prestations définies de 91,5 $ (92,6 $ au 28 avril 2019) est présenté séparément dans les bilans consolidés.

L'obligation au titre des prestations définies et les actifs des régimes sont répartis de la façon suivante dans les différents pays :

	Canada	États-Unis	Norvège	Suède	Irlande	Total
2020	**$**	**$**	**$**	**$**	**$**	**$**
Valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies	**(56,4)**	**(20,2)**	**(29,4)**	**(120,2)**	**(8,2)**	**(234,4)**
Juste valeur des actifs des régimes	**21,2**	**—**	**1,6**	**132,6**	**—**	**155,4**
Situation de capitalisation nette – (déficit) surplus	**(35,2)**	**(20,2)**	**(27,8)**	**12,4**	**(8,2)**	**(79,0)**
2019						
Valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies	(57,6)	(14,5)	(34,9)	(106,3)	(8,6)	(221,9)
Juste valeur des actifs des régimes	21,4	—	1,8	142,7	—	165,9
Situation de capitalisation nette – (déficit) surplus	(36,2)	(14,5)	(33,1)	36,4	(8,6)	(56,0)

À la date de l'évaluation, les actifs des régimes comprenaient :

	2020				2019			
	Cotés	**Non cotés**	**Total**	**Allocation des actifs des régimes**	Cotés	Non cotés	Total	Allocation des actifs des régimes
	$	**$**	**$**	**%**	$	$	$	%
Trésorerie et équivalents de trésorerie	**0,2**	**—**	**0,2**	**0,1**	0,3	—	0,3	0,2
Instruments de capitaux propres	**77,1**	**—**	**77,1**	**49,6**	88,7	—	88,7	53,5
Titres de créance								
de gouvernements	**68,5**	**—**	**68,5**	**44,1**	66,5	—	66,5	40,1
de sociétés	**5,4**	**—**	**5,4**	**3,5**	4,0	—	4,0	2,4
Immobilier	**—**	**0,2**	**0,2**	**0,1**	—	0,9	0,9	0,5
Autres actifs	**4,0**	**—**	**4,0**	**2,6**	5,5	—	5,5	3,3
Total	**155,2**	**0,2**	**155,4**	**100,0**	165,0	0,9	165,9	100,0

La charge de retraite de la société pour l'exercice est déterminée comme suit :

	2020	2019
	$	$
Coût des services rendus au cours de l'exercice, déduction faite des cotisations des employés	**3,1**	3,7
Frais d'administration	**0,1**	0,1
Charge de retraite de l'exercice	**3,2**	3,8
Charge d'intérêts nets	**1,9**	1,8
Gain de compression	**(1,1)**	(2,7)
Montant total imputé aux résultats au cours de l'exercice	**4,0**	2,9

Le montant comptabilisé dans les autres éléments du résultat global pour l'exercice est déterminé comme suit :

	2020	2019
	$	$
Pertes découlant de changements dans les hypothèses financières	**29,7**	16,7
Gains liés à l'expérience	**(1,3)**	(4,9)
Rendement des actifs des régimes (excluant les produits d'intérêts)	**1,3**	(8,0)
Montant comptabilisé aux autres éléments du résultat global	**29,7**	3,8

La société prévoit verser une cotisation de 6,3 $ dans les régimes à prestations définies au cours du prochain exercice.

La moyenne pondérée des hypothèses actuarielles significatives que la direction considère comme les plus probables pour évaluer les obligations au titre des prestations constituées et la charge de retraite sont les suivantes :

	2020					2019				
	Canada	**États-Unis**	**Norvège**	**Suède**	**Irlande**	Canada	États-Unis	Norvège	Suède	Irlande
	%	**%**	**%**	**%**	**%**	%	%	%	%	%
Taux d'actualisation	**2,95**	**3,00**	**1,75**	**1,50**	**1,00**	3,30	4,00	2,50	2,25	1,20
Taux de croissance de la rémunération	**3,00**	**3,00**	**2,25**	**2,75**	**—**	3,00	3,00	2,75	2,75	—
Taux de croissance prévu des prestations de retraite	**2,00**	**2,00**	**0,50**	**1,75**	**0,75**	2,00	2,00	0,80	1,75	1,30
Taux de croissance prévu du montant de sécurité sociale de base (*G-amount*)	**—**	**—**	**2,00**	**2,75**	**—**	—	—	2,50	2,75	—

La société utilise les tables de mortalité fournies par les autorités réglementaires et les regroupements d'actuaires propres à chacun des pays. Le montant de sécurité sociale de base (*G-amount*) est le taux de croissance prévu des rentes payables par le gouvernement. Dans certains pays européens, la société est responsable de combler la différence entre les montants que les retraités reçoivent de l'État et la pension admissible en fonction de leur salaire au moment de la retraite.

La durée moyenne prévue de l'obligation au titre des prestations définies de la société est de 20 ans.

La sensibilité de l'obligation au titre des prestations définies à un changement apporté aux hypothèses actuarielles significatives est la suivante :

	Changement d'hypothèses	**Augmentation de l'hypothèse**	**Diminution de l'hypothèse**
Taux d'actualisation	0,50 %	Réduction de 9,5 %	Augmentation de 10,6 %
Taux de croissance de la rémunération	0,50 %	Augmentation de 2,4 %	Réduction de 2,1 %
Taux de croissance prévu des prestations de retraite	0,50 %	Augmentation de 7,4 %	Réduction de 7,5 %
Augmentation de l'espérance de vie	1 an	Augmentation de 4,4 %	-

La précédente analyse de sensibilité a été effectuée en prenant pour hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes. Cela n'est pas représentatif de la réalité, puisque certaines hypothèses pourraient être corrélées entre elles. La méthode de calcul utilisée dans la précédente analyse de sensibilité est la même que la méthode utilisée pour calculer le passif au titre des prestations définies enregistré aux bilans consolidés.

Par l'intermédiaire de ses régimes de retraite à prestations définies, la société est exposée aux risques suivants :

Rendement des actifs : La valeur de l'obligation au titre des prestations définies est calculée en utilisant un taux d'actualisation basé sur les taux des obligations de sociétés. Dans l'éventualité où le rendement des actifs serait inférieur au rendement des obligations de sociétés, les régimes devraient assumer un déficit. Pour tous les régimes capitalisés, une portion significative des actifs est investie dans des instruments de capitaux propres. Ces instruments ont généralement des rendements plus élevés que les obligations de sociétés sur un horizon à long terme. De plus, un suivi rigoureux de la rentabilité des actifs est effectué afin de s'assurer que le rendement des actifs respecte les attentes. Afin de contrer les risques liés au rendement des actifs, les politiques de placement prévoient une diversification qui répartit le risque à travers divers types d'instruments.

Variation des taux des obligations de sociétés : Une baisse des taux des obligations de sociétés entraînerait une hausse de l'obligation au titre des prestations définies. Toutefois, cette même baisse entraînerait une augmentation de la valeur des obligations détenues par les différents régimes.

Variation des hypothèses démographiques : Une variation des hypothèses démographiques (croissance de la rémunération et des prestations de retraite, changement dans les taux de mortalité prévus) entraînerait une augmentation ou une diminution de l'obligation.

Pour les régimes capitalisés, les différents régimes ont des politiques d'investissement qui prévoient que la durée moyenne des investissements s'apparie à la durée moyenne prévue de l'obligation et les paiements prévus de prestations. La société et les gestionnaires des régimes s'assurent constamment que les durées et les rendements prévus coïncident avec les sorties de fonds prévues pour le paiement des prestations. De plus, afin de gérer les risques, les investissements sont diversifiés, tel que démontré plus haut. La société n'utilise pas de dérivé afin de contrer ce risque et n'a pas changé son processus depuis le dernier exercice financier.

En Europe, il incombe à la société de cotiser à ses régimes capitalisés, le cas échéant. La société contribue à ces régimes sauf lorsqu'ils sont surcapitalisés. Pour les régimes capitalisés qui présentent un déficit, la société effectue actuellement les paiements sur la base des recommandations des actuaires et de la réglementation applicable. La société s'est engagée à effectuer des paiements spéciaux au cours des prochaines années afin d'éliminer ce déficit. Ces contributions n'ont pas d'effet significatif sur les flux de trésorerie de la société. La société n'a aucun régime capitalisé aux États-Unis.

Régimes à cotisations déterminées

La charge totale de la société au titre de ses régimes à cotisations déterminées et de régimes obligatoires gouvernementaux pour l'exercice 2020 s'élève à 126,1 $ (125,0 $ pour 2019).

Régime de rémunération différée – opérations américaines

La société offre un régime de rémunération différée qui permet à certains employés de ses divisions américaines de différer jusqu'à 25,0 % de leur salaire de base et 100,0 % de leur prime en espèces pour une année donnée. L'intérêt couru sur le montant différé et sur les montants dus aux participants est généralement payable au moment de la retraite, à l'exception de certaines circonstances particulières. Les obligations à l'égard de ce régime s'élèvent à 53,5 $ au 26 avril 2020 (52,4 $ au 28 avril 2019) et sont incluses dans les crédits reportés et autres éléments de passif. Les actifs de ce régime sont détenus dans une fiducie et sont soumis aux réclamations des créanciers généraux de la société en vertu des lois fédérales ainsi que des lois des États en cas d'insolvabilité, la fiducie se qualifie donc à titre de fiducie de Rabbi pour les fins de l'impôt sur les bénéfices. Les actifs du régime sont composés principalement de fonds communs de placement et sont classés en tant que placements mesurés à la juste valeur par le biais du résultat net. Les actifs à l'égard de ce régime s'élèvent à 51,9 $ au 26 avril 2020 (49,1 $ au 28 avril 2019) et sont inclus dans les autres actifs (note 20).

31. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DU CAPITAL

Objectifs et politiques de gestion des risques financiers

Les activités de la société l'exposent à une variété de risques financiers : risque de change, risque de taux d'intérêt, risque de crédit, risque de liquidité et risque de prix. La société utilise des swaps de taux d'intérêt multidevises afin de couvrir son risque de change lié à son investissement net dans ses opérations aux États-Unis, en Norvège, au Danemark, dans les pays baltes et en Irlande. La société utilise également à l'occasion des accords de fixation de taux d'intérêt afin de couvrir les taux d'intérêt des titres de créance qu'elle prévoit émettre ainsi que des swaps de taux d'intérêt fixe-à-variable afin de couvrir les taux d'intérêt associés à ses titres de créance à taux d'intérêt fixe.

La gestion des risques financiers de la société est principalement contrôlée par son département de trésorerie ainsi que son groupe d'approvisionnement en carburant pour le transport routier et autres combustibles fossiles sous des politiques ayant été approuvées par le conseil d'administration. Ces groupes contrôlant la gestion des risques financiers identifient, évaluent et couvrent les risques financiers en étroite collaboration avec les unités opérationnelles de la société. Le conseil d'administration fournit des principes écrits sur la gestion du risque dans son ensemble, ainsi que des politiques couvrant des secteurs plus spécifiques, tel que le risque de change, le risque de taux d'intérêt, le risque de crédit, l'usage d'instruments financiers dérivés et d'instruments financiers non dérivés, l'investissement des surplus de liquidités ainsi que la gestion du capital.

Risque de change

Une grande partie des revenus et des dépenses consolidés de la société sont reçus ou libellés dans la devise fonctionnelle des marchés dans lesquels elle exerce ses activités. Par conséquent, la sensibilité de la société à l'égard de la variation des taux de change est minime sur le plan économique.

La société est aussi exposée au risque de change lié à sa trésorerie et équivalents de trésorerie libellés en devises étrangères, sa dette à long terme libellée en dollars américains, à ses billets de premier rang non garantis libellés en couronnes norvégiennes et en euros et aux swaps de taux d'intérêt multidevises, dont une portion est désignée comme couverture d'investissement net dans ses opérations aux États-Unis, en Norvège, au Danemark, dans les pays baltes et en Irlande. Puisque la société utilise le dollar américain comme monnaie de présentation, une partie de ces impacts est compensée par la conversion des états financiers consolidés libellés en dollars canadiens vers le dollar américain. Au 26 avril 2020, en ce qui concerne la dette à long terme libellée en dollars américains, les billets de premier rang non garantis libellés en couronnes norvégiennes et en euros et les swaps de taux d'intérêt multidevises qui sont désignés comme instruments de couverture de l'investissement net dans ses opérations étrangères, toutes autres variables demeurant constantes, une variation hypothétique de 5,0 % du dollar américain aurait eu un impact net de 19,0 $ sur les autres éléments du résultat global, montant qui serait contrebalancé par des montants équivalents des investissements nets couverts. En ce qui concerne la trésorerie et équivalents de trésorerie libellés en devises étrangères, au 26 avril 2020 et avec toutes autres variables demeurant constantes, une variation hypothétique de 5,0 % des diverses devises étrangères aurait eu un impact net de 152,1 $ sur le Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société, lequel serait partiellement contrebalancé par un impact net de 112,5 $ des dettes à long terme libellées en dollars américains non désignées comme instruments de couverture de l'investissement net dans ses opérations étrangères.

Risque de taux d'intérêt

La dette à long terme à taux fixe de la société est exposée au risque de variation de leur juste valeur créée par les variations de taux d'intérêt. Pour atténuer une partie de ce risque, la société a conclu des contrats de swaps de taux d'intérêt fixe-à-variable pour couvrir partiellement le risque de juste valeur des taux d'intérêt lié aux titres de créance à taux d'intérêt fixe (note 24).

Par le biais de sa dette à taux variable, la société est exposée au risque de variation de ses flux de trésorerie causée par les variations de taux d'intérêt. Au 26 avril 2020, la société ne détenait aucun instrument financier dérivé afin de mitiger ce risque. La société analyse le risque de liquidité sur une base continue. Différents scénarios sont simulés en prenant en considération les possibilités de refinancement, de renouvellement des positions actuelles, de financement alternatif ainsi que les possibilités de couvertures. Selon ces scénarios, la société calcule l'impact qu'aurait une variation définie du taux d'intérêt sur ses frais financiers. Basé sur les soldes des dettes à long terme à taux variables au 26 avril 2020, l'impact annuel sur les frais financiers nets de l'exercice d'une variation de 1,0 % des taux d'intérêt serait de 15,0 $ (14,2 $ basé sur les soldes au 28 avril 2019).

La société est aussi exposée au risque de variation des flux de trésorerie découlant des variations de taux d'intérêt des futures émissions de titres de créance. Pour atténuer ce risque, la société conclut de temps à autre des accords de fixation de taux d'intérêt pour couvrir les taux d'intérêt des titres de créance qu'elle prévoit émettre (note 23).

Risque de crédit

La société assume un risque de crédit à l'égard de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des comptes clients et rabais fournisseurs à recevoir, des montants à recevoir sur cartes de crédit et de débit, de l'investissement dans des contrats de sous-location, du contrat de dépôt indexé et des instruments financiers dérivés lorsque leur juste valeur est favorable à la société.

Les éléments-clés de l'approche de gestion du risque de crédit de la société comprennent les politiques de risque de crédit, les mandats de crédit, un processus d'évaluation de crédit interne, les outils d'atténuation des risques de crédit et de surveillance et de gestion du risque de crédit continues. Avant de conclure des transactions avec de nouvelles contreparties, la politique de crédit de la société exige que les contreparties soient formellement identifiées, approuvées et que des cotes de crédit internes ainsi que des limites d'exposition leur soient attribuées. Une fois établies, les contreparties sont réévaluées en fonction de la politique et surveillées sur une base régulière. Les évaluations du risque des contreparties sont basées sur une analyse quantitative et qualitative d'états financiers récents, lorsque disponibles, et autres informations pertinentes. En outre, la société évalue la performance passée de paiement, la taille des contreparties et la diversification de l'entreprise et le risque inhérent de l'industrie. Les cotes de crédit internes reflètent l'évaluation du risque de crédit des contreparties de la société. La société établit des limites de crédit pour chaque contrepartie. La société surveille les soldes et les expositions individuelles en les comparant aux limites établies sur une base régulière.

Le risque de crédit lié aux comptes clients et rabais fournisseurs à recevoir relié aux opérations des magasins d'accommodation est limité étant donné la nature des activités de la société et de ses contreparties. Au 26 avril 2020, aucun client unique ne comptait pour plus de 10,0 % du total des comptes clients et rabais fournisseurs à recevoir et l'exposition maximale au risque de crédit liée correspondait à leur valeur comptable.

La société gère le risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie et aux montants à recevoir sur cartes de crédit et de débit en faisant affaire avec des institutions financières majeures ayant un risque de crédit très faible ou minimal. Au 26 avril 2020, l'exposition maximale au risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie et aux montants à recevoir sur cartes de crédit et de débit correspondait à leur valeur comptable en plus du risque de crédit relié aux cartes de crédit Circle K / MasterCard décrit ci-après.

Dans certains marchés européens, les clients peuvent régler leurs achats effectués aux différents points de vente de la société ou chez tout autre marchand par l'utilisation d'une carte de crédit combinée Circle K / MasterCard. La société a conclu des accords en vertu desquels les risques et avantages liés aux cartes de crédit, tels que les revenus d'honoraires, les frais d'administration et les créances douteuses, sont partagés entre la société et les banques externes. Les soldes sont facturés aux clients mensuellement. L'exposition de la société au 26 avril 2020 consiste à des créances de 92,3 $ dont 57,2 $ porte intérêts. Ces créances des détenteurs de cartes ne sont pas comptabilisées dans le bilan consolidé de la société. Pour l'exercice 2020, les pertes enregistrées en charges n'étaient pas significatives. À la lumière d'évaluations de crédit précises ainsi que d'une surveillance continue des soldes, la société estime que les crédits ne représentent pas un risque significatif. Les revenus et les risques liés à ces accords avec les banques sont signalés et comptabilisés sur une base mensuelle et réglés à tous les quatre mois.

La société est exposée au risque de crédit provenant du contrat de dépôt indexé et des instruments financiers dérivés lorsque leur juste valeur est favorable à la société. En conformité avec sa politique de gestion des risques, afin de réduire ce risque, la société a conclu ces contrats d'instruments dérivés avec des institutions financières majeures ayant un risque de crédit très faible.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la société éprouve des difficultés à honorer ses engagements liés à des passifs financiers et aux obligations locatives. La société est exposée à ce risque principalement en regard de sa dette à long terme, de ses comptes fournisseurs et charges à payer, de ses obligations locatives et des instruments financiers dérivés lorsque leur juste valeur est défavorable pour la société. La société tire principalement ses liquidités des rentrées de fonds liées aux activités d'exploitation et des emprunts disponibles en vertu de ses facilités de crédit renouvelables.

De façon régulière, la société analyse ses réserves en liquidités prévisionnelles sur la base des flux de trésorerie attendus en prenant en compte ses besoins opérationnels, sa situation fiscale et ses besoins en capital tout en s'assurant d'avoir une flexibilité suffisante pour respecter ses obligations en vertu des sources de liquidités actuellement disponibles.

Le tableau qui suit présente les échéances contractuelles des passifs financiers et des intérêts qui y sont reliés au 26 avril 2020 :

	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Moins d'un an	Entre un et deux ans	Entre deux et cinq ans	Plus de cinq ans
	$	$	$	$	$	$
Passifs financiers non dérivés[1]						
Créditeurs et charges à payer[2]	2 025,2	2 025,2	2 025,2	—	—	—
Billets de premier rang non garantis, libellés en dollars américains	3 970,7	6 028,6	135,6	135,6	1 339,3	4 418,1
Billets de premier rang non garantis, libellés en dollars canadiens	1 384,8	1 580,5	258,1	40,1	775,1	507,2
Crédit d'exploitation D à terme renouvelable non garanti, libellé en dollars américains	1 500,0	1 502,4	1 502,4	—	—	—
Billets de premier rang non garantis, libellés en euros	806,8	916,4	15,2	15,2	45,6	840,4
Billets de premier rang non garantis, libellés en couronnes norvégiennes	63,3	77,5	2,4	2,4	7,2	65,5
Obligations locatives - Échéances contractuelles actuelles	2 648,8	2 037,7	437,3	363,2	643,0	594,2
Obligations locatives - Options de renouvellement futures		1 156,6	17,0	52,9	298,8	787,9
Autres dettes	4,9	5,4	1,7	1,6	1,7	0,4
Swaps de taux d'intérêt multidevises à payer[1]	237,4	1 606,7	48,9	48,9	928,2	580,7
Swaps de taux d'intérêt multidevises à recevoir[1]		(1 362,4)	(40,1)	(40,1)	(775,0)	(507,2)
	12 641,9	15 574,6	4 403,7	619,8	3 263,9	7 287,2

(1) Basé sur les taux du marché, au 26 avril 2020, pour les soldes en dollars canadiens, en couronnes norvégiennes, en euros, et pour les soldes portant intérêts à taux variables.

(2) Exclut les crédits reportés ainsi que les créditeurs et charges à payer statutaires tels que les taxes à la consommation, les taxes d'accise et les taxes foncières.

Risque de prix

Les ventes de produits pétroliers raffinés de la société, qui incluent le carburant pour le transport routier et l'énergie pour les moteurs stationnaires, représentent une part significative de sa marge brute. En conséquence, son activité, sa situation financière, ses résultats d'exploitation et ses flux de trésorerie sont affectés par les variations des prix de ces produits. La société cherche à transmettre toute modification des prix d'achat à ses clients en ajustant les prix de vente pour refléter les changements dans le prix de ces produits. Le délai entre un changement des prix des produits pétroliers raffinés et un changement des prix des carburants vendus par la société peut avoir un effet sur la marge brute des ventes de ces produits. À l'occasion, en fonction des calendriers d'achat ainsi que de l'évaluation des risques de prix, la société conclut des ententes visant des instruments financiers liés aux marchandises pour atténuer une partie de ce risque à l'égard de ses ventes et de ses achats de carburant pour le transport routier et autres combustibles fossiles. Au 26 avril 2020, le volume notionnel de ces instruments financiers dérivés était de 193 500 tonnes métriques de carburant pour le transport routier et autres combustibles fossiles et la comptabilité de couverture n'a été appliqué pour aucun de ces instruments financiers dérivés.

La société est exposée à une forme de risque de prix attribuable à l'obligation liée à son régime d'attribution d'AF ainsi qu'à l'obligation liée à son régime d'UAD, puisque ces passifs ont une valeur qui fluctue partiellement en fonction de la juste valeur de marché des actions de catégorie B de la société. Afin de gérer ce risque, cette dernière a conclu un contrat de dépôt indexé avec une institution financière de première qualité avec un indice sous-jacent représentant des actions de catégorie B qui est comptabilisé à la juste valeur de marché dans les Autres actifs et Débiteurs aux bilans consolidés. Au 26 avril 2020, le nominal du contrat de dépôt indexé était 1 854 307 actions de catégories B. Le contrat de dépôt indexé est ajusté, au besoin, pour refléter les nouvelles attributions, les ajustements et les règlements sur les AF ou les UAD. Au 26 avril 2020, l'impact sur le bénéfice net ou les capitaux propres d'une variation de 5,0 % de la valeur du cours de l'action de la société n'aurait pas été significatif.

Juste valeur

La juste valeur des comptes clients et rabais fournisseurs à recevoir, des montants à recevoir sur cartes de crédit et de débit et des créditeurs et charges à payer est comparable à leur valeur comptable étant donné leur échéance rapprochée. Les valeurs comptables du crédit d'exploitation D à terme renouvelable non garanti et de la facilité de crédit renouvelable garantie de premier rang de CAPL (en 2019) se rapprochent de leurs justes valeurs étant donné que leurs écarts de taux sont comparables à l'écart de taux que la société obtiendrait dans des conditions semblables à la date du bilan.

Hiérarchie des évaluations à la juste valeur

Les évaluations à la juste valeur sont classées selon les niveaux suivants :

Niveau 1 : Prix non rajustés cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;

Niveau 2 : Données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement ou indirectement; et

Niveau 3 : Données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables

La juste valeur estimative de chacune des catégories d'instruments financiers, les méthodes et les hypothèses utilisées pour les déterminer et la hiérarchie des évaluations à la juste valeur s'établissent comme suit :

Instruments financiers qui sont comptabilisés à la juste valeur aux bilans consolidés :

- La juste valeur du contrat de dépôt indexé est principalement fondée sur la juste valeur de marché des actions de catégorie B de la société et s'est établie à 52,7 $ au 26 avril 2020 (49,5 $ au 28 avril 2019) (niveau 2). Au 26 avril 2020, ils sont présentés à titre de Débiteurs pour un montant de 18,3 $ (9,8 $ au 28 avril 2019) et d'Autres actifs pour un montant de 34,4 $ (39,7 $ au 28 avril 2019) aux bilans consolidés;
- La juste valeur des swaps de taux d'intérêt multidevises est basée sur des prix de marché et s'est établie à 237,4 $ au 26 avril 2020 (250,1 $ au 28 avril 2019) (niveau 2). Au 26 avril 2020, ils sont présentés dans les Autres passifs financiers à court terme pour un montant de 237,4 $ aux bilans consolidés. Au 28 avril 2019, ils sont présentés dans les Autres passifs financiers à court terme pour un montant de 115,0 $ et dans Autres passifs financiers à long terme pour un montant de 135,1 $ aux bilans consolidés;
- La juste valeur des placements en instruments de capitaux propres est basée sur des prix non rajustés cotés et s'est établie à 78,5 $ au 26 avril 2020 (0,7 $ au 28 avril 2019) (niveau 1). Ils sont présentés dans les Autres actifs aux bilans consolidés;
- La juste valeur des swaps de carburant est basée sur des prix de marché et s'est établie à 23,8 $ au 26 avril 2020 (4,7 $ au 28 avril 2019) (niveau 2). Ils sont présentés dans les Autres actifs financiers à court terme au 26 avril 2020 et dans les Autres passifs financiers à court terme au 28 avril 2019 aux bilans consolidés; et
- La juste valeur des swaps de taux d'intérêt fixe-à-variable était basée sur des prix de marché et ceux-ci étaient échus au 26 avril 2020 (3,9 $ au 28 avril 2019) (niveau 2). Au 28 avril 2019, ils sont présentés dans les Autres passifs financiers à court terme aux bilans consolidés.

Instruments financiers qui ne sont pas comptabilisés à la juste valeur aux bilans consolidés :

- Le tableau qui suit présente la juste valeur, qui est basée sur des prix non rajustés cotés (niveau 1) ou sur des données observables sur le marché (niveau 2), et la valeur comptable des billets de premier rang non garantis qui ne sont pas comptabilisés à la juste valeur aux bilans consolidés :

	2020		2019	
	Valeur comptable	**Juste valeur**	Valeur comptable	Juste valeur
	$	**$**	$	$
Billets de premier rang non garantis, libellés en dollars américains (niveau 2)	**3 970,7**	**4 026,3**	3 379,9	3 347,6
Billets de premier rang non garantis, libellés en dollars canadiens (niveau 1)	**1 384,8**	**1 436,9**	1 774,5	1 815,0
Billets de premier rang non garantis, libellés en euros (niveau 2)	**806,8**	**795,6**	831,2	869,2
Billets de premier rang non garantis, libellés en couronnes norvégiennes (niveau 2)	**63,3**	**68,5**	77,4	86,0

- Voir la note 7 pour l'information sur l'évaluation de l'investissement dans Fire & Flower.

Gestion du capital

Les objectifs de la société, en ce qui a trait à la gestion du capital, sont d'assurer sa continuité d'exploitation en vue d'offrir un rendement aux actionnaires et des avantages aux autres parties prenantes ainsi que d'optimiser sa structure de capital afin d'en réduire le coût. Le capital de la société est constitué du total des capitaux propres et de la dette nette portant intérêts. La dette nette portant intérêt est composée de la dette à long terme et de sa portion à court terme ainsi que des obligations locatives, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et des placements temporaires, s'il y a lieu.

Afin de maintenir ou d'ajuster sa structure de capital, la société peut émettre de nouvelles actions, racheter ses actions, vendre des actifs moins performants dans le but de réduire la dette ou peut modifier le montant des dividendes payés aux actionnaires (notes 22 et 27).

Dans sa structure de capital, la société prend en considération ses régimes d'options d'achat d'actions, d'AF et d'UAD (note 28). Occasionnellement, la société utilise des régimes de rachat d'actions pour atteindre ses objectifs de gestion du capital (note 27).

La société fait le suivi de son capital basé sur le ratio de dette nette portant intérêts sur capitalisation totale et tient compte de ses cotes de crédit telles qu'elles sont établies par de tierces parties. Pour 2019, cette mesure était présentée comme si la participation de la société dans CAPL était comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence, car la société croit qu'elle permettait une présentation plus pertinente du rendement sous-jacent. De plus, aux fins de ce calcul pour 2019, la dette à long terme de CAPL était exclue, car il s'agissait d'une dette sans recours contre la société.

En date des bilans consolidés, le ratio de dette nette à intérêt sur capitalisation totale s'est établi comme suit :

	2020	2019
	$	$
Portion à court terme de la dette à long terme et portion à court terme des obligations locatives	**597,8**	1 308,4
Dette et obligations locatives à long terme	**9 781,5**	5 103,8
Moins : Trésorerie et équivalents de trésorerie, incluant la trésorerie soumise à des restrictions	**3 649,5**	736,6
Dette nette portant intérêts	**6 729,8**	5 675,6
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société	**10 066,6**	8 923,2
Dette nette portant intérêts	**6 729,8**	5 675,6
Capitalisation totale	**16 796,4**	14 598,8
Ratio de dette nette portant intérêts sur capitalisation totale	**40,1 %**	38,9 %

En vertu de ses crédits d'exploitation à terme renouvelables non garantis, la société doit respecter certains ratios financiers sur une base consolidée, ce qui exclut toutefois les résultats et la situation financière de CAPL pour 2019 :

Au 26 avril 2020

- Un ratio de levier financier qui représente le ratio de la dette totale moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie sur le BAIIA, qui est une mesure non conforme aux IFRS, des quatre trimestres les plus récents; et
- Un ratio de couverture des intérêts qui représente le ratio du BAIIA pour les quatre trimestres les plus récents sur le total des intérêts déboursés pour la même période.

Au 28 avril 2019

- Un ratio de levier financier ajusté qui représente le ratio de la dette à long terme totale plus le produit de huit fois la dépense de loyer consolidée de la société moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie sur le bénéfice avant intérêts, impôts, amortissements et loyer, qui est une mesure non conforme aux IFRS, des quatre trimestres les plus récents; et
- Un ratio de couverture des intérêts qui représente le ratio du BAIIA pour les quatre trimestres les plus récents sur le total des intérêts déboursés pour la même période.

La société fait un suivi continu de ces ratios et était en conformité avec ces clauses restrictives au 26 avril 2020 et 28 avril 2019.

La société n'est soumise à aucune exigence externe significative concernant son capital.

32. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Engagements d'achats

La société a conclu diverses ententes d'achat de biens immobiliers et ententes d'achat de produits qui l'obligent à acheter annuellement des marchandises et du carburant pour des montants ou des quantités minimums. Un manquement à ces exigences minimales pourrait entraîner une résiliation des contrats, une pénalité financière pour les volumes manquants, un changement du prix des produits, le paiement aux fournisseurs concernés d'un pourcentage prédéterminé des engagements et le remboursement d'une portion des rabais reçus. Historiquement, la société a généralement excédé ces exigences minimales et ne s'attend pas à ce que de potentiels non-respects de ces exigences dans un avenir prévisible pourraient conduire à la matérialisation de l'un des résultats mentionnés ci-dessus.

33. ÉVENTUALITÉS ET GARANTIES

Éventualités

Dans le cours normal de son exploitation et par le biais d'acquisitions, la société fait l'objet de réclamations et de litiges. Même si l'issue est difficile à prévoir avec certitude, la société n'a aucune raison de croire que le règlement d'une de ces questions pourrait avoir une incidence importante sur sa situation financière, sur les résultats de ses activités ou sur son aptitude à poursuivre l'une ou l'autre de ses activités commerciales.

Garanties

La société a transféré un certain nombre de contrats de location de locaux à des tiers. En vertu de certains de ces contrats, advenant un défaut de paiement de la part du sous-locataire, la société conserve la responsabilité finale envers le propriétaire du paiement des montants définis aux termes des contrats de location. Au 26 avril 2020, le total des paiements futurs au titre de location en vertu de ces contrats est d'approximativement 14,1 $ et leur juste valeur est non significative. Historiquement, la société n'a versé aucune somme importante aux termes de telles indemnisations et ne s'attend pas à devoir en verser dans un avenir prévisible.

La société a également émis des cautionnements envers des tiers et pour le compte de tiers visant des paiements maximums futurs non actualisés totalisant 12,9 $. Ces cautionnements ont surtout trait à des engagements en vertu de cautionnements financiers de baux automobiles et pour le compte de détaillants en Suède. Les cautionnements pour le compte de détaillants en Suède se composent de garanties destinées aux inventaires en magasin, en plus des garanties visant l'équipement loué des magasins. La valeur comptable et la juste valeur des engagements en vertu de cautionnements comptabilisés au bilan consolidé au 26 avril 2020 étaient non significatives.

34. INFORMATION SECTORIELLE

La société exploite des magasins d'accommodation aux États-Unis, en Europe et au Canada. Elle exerce ses activités dans un seul secteur isolable, soit la vente de produits de consommation immédiate, de carburant pour le transport routier et d'autres produits, principalement par l'entremise de magasins corporatifs ou de franchises. L'exploitation des magasins d'accommodation se fait sous différentes bannières, dont Circle K, Corner Store, Couche-Tard, Holiday, Ingo et Mac's. Les revenus tirés de clients externes proviennent principalement de trois catégories, soit les marchandises et les services, le carburant pour le transport routier et les autres revenus.

Le tableau suivant fournit de l'information sur les principales catégories de revenus ainsi que de l'information d'ordre géographique :

	2020				2019			
	États-Unis	**Europe**	**Canada**	**Total**	États-Unis	Europe	Canada	Total
	$	**$**	**$**	**$**	$	$	$	$
Revenus tirés de clients externes[a]								
Marchandises et services	**10 947,2**	**1 416,3**	**2 302,7**	**14 666,2**	10 874,9	1 457,8	2 172,7	14 505,4
Carburant pour le transport routier	**26 802,5**	**7 481,1**	**4 415,7**	**38 699,3**	29 962,7	8 380,7	4 957,9	43 301,3
Autres	**93,6**	**652,0**	**21,3**	**766,9**	65,7	1 220,7	24,5	1 310,9
	37 843,3	**9 549,4**	**6 739,7**	**54 132,4**	40 903,3	11 059,2	7 155,1	59 117,6
Marge brute								
Marchandises et services	**3 692,7**	**587,6**	**750,9**	**5 031,2**	3 667,3	609,0	729,7	5 006,0
Carburant pour le transport routier	**3 188,8**	**932,0**	**344,2**	**4 465,0**	2 575,1	981,1	392,8	3 949,0
Autres	**93,7**	**123,6**	**21,2**	**238,5**	65,7	149,7	24,5	239,9
	6 975,2	**1 643,2**	**1 116,3**	**9 734,7**	6 308,1	1 739,8	1 147,0	9 194,9
Total de l'actif à long terme[b]	**13 079,8**	**3 565,3**	**2 504,8**	**19 149,9**	12 617,5	3 402,1	2 104,1	18 123,7

(a) Les zones géographiques sont délimitées en fonction de l'endroit où la société génère les produits d'exploitation (l'endroit où se fait la vente) ainsi que de l'emplacement des actifs à long terme.
(b) Excluant les instruments financiers, les actifs d'impôts différés et les actifs relatifs aux avantages postérieurs à l'emploi.

35. ÉVÉNEMENT SUBSÉQUENT

Dividendes

Lors de sa réunion du 29 juin 2020, le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de 7,0 ¢ CA par action pour le quatrième trimestre de l'exercice 2020 aux actionnaires inscrits le 9 juillet 2020, et a approuvé son paiement pour le 23 juillet 2020. Il s'agit d'un dividende déterminé au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* du Canada.

ADEQ-15

PRIX MOY
Par municipalité ou municipalité régio

2025

- Prix moyen affiché - hebdomadaire

janvier	pages 2-4
février	pages 2-4
mars	pages 2-7
avril	pages 5-7
mai	pages 5-7
juin	pages 5-10
juillet	pages 8-10
août	pages 8-13
septembre	pages 11-13
octobre	pages 11-13
novembre	pages 11-18
décembre	pages 16-18

- Prix moyen affiché - mensuel

janvier à décembre	pages 17-19
Moyenne cumulative	pages 17-19

Pour plus d'information (définitions, sources et méthodes), consultez le guide méthodologique de la Régie de l'énergie :
Guide méthodologique pour l'établissement des différents relevés sur les produits pétroliers - Partie 1 : Procédures et définitions

Guide méthodologique pour l'établissement des différents relevés sur les produits pétroliers - Partie 2 : Informations par municipalité

Essence ordinaire
/EN AFFICHÉ
nale de comté du Québec

(¢/litre)

Régions	Sous-régions1	2025-01-06	2025-01-13	2025-01-20	2025-01-27	2025-02-03	2025-02-10
1	MRC Kamoura	154,9	155,7	155,9	155	155,5	155,1
	MRC La Matap	159,4	160	160,1	160	160,2	159,7
	MRC Les Basq	155,6	156,1	158,8	158,1	157,8	157,5
	MRC Rimousk	159,8	159,9	159,4	156,9	156,3	155,6
2	MRC Lac-Saint	147,8	149,5	149,5	149,5	149,5	149,5
	MRC Le Doma	150,3	151,4	148,7	149,2	148,7	148,9
	MRC Le Fjord-	150,6	154	151	151	148,3	145,2
	Saguenay (Chi	147,8	147,5	142,9	143	143,2	143,4
	Saguenay (Jon	144,5	147,2	143,4	143,1	143,3	142,7
3	MRC Charlevo	155,4	154,9	155,1	154,4	155,1	154,4
	MRC La Côte-(	159,7	160,1	160,6	160,2	159,7	158,7
	MRC Portneuf	159,1	160	158,8	159,2	156,9	156,9
	Québec (Beau	158,6	157,8	160,5	160,7	157,3	155,4
	Québec (Char	159,3	159,1	161,4	159,6	158,1	158,5
	Québec (La Ha	159,1	162	162,5	161,6	161,6	160,7
	Québec (Les R	159,2	161,3	161,1	159,9	159	158,4
	Québec (Ste-F	158	157,8	159,8	159,7	157,6	157,2
4	Agglomératio	150,3	151,5	150,8	150,1	149,4	150,4
	MRC Les Cher	151,1	154	154,6	154,4	154,1	153,5
	MRC Maskino	148,1	147	149,6	148,8	147,8	148,7
	Shawinigan	152,3	151,6	151,3	151,3	151,3	151,2
	Trois-Rivières	156,4	161,8	161,9	160,5	158,4	156,4
5	MRC Coaticoo	149,6	149,2	152,1	151,4	151,4	151,3
	MRC Les Sour	151,4	152,7	154,7	156,2	157	157
	MRC Memphr	150,5	149,8	150,6	149,5	149,3	149,1

	Sherbrooke (E	153,5	155,6	159,2	162	161,9	162,3
	Sherbrooke (J	153	154,3	156,3	159,1	157,7	156,8
	MRC de La Ha	150,4	153	151,2	151,4	153,7	154,1
	MRC de Brom	155,7	156,7	156,7	156,2	156,2	156,6
	Estrie (00-20 k	147,6	147,3	147,4	147,4	148,2	147,4
6	Agglomératio	164,7	166	164,7	163,2	164,2	164,6
	Agglomératio	164,7	165,8	165,2	163,2	164,3	164,9
	Agglomératio	163,2	164,6	164,1	163,1	163,3	163,6
	Agglomératio	164,3	165,1	164,5	163,3	164,2	164,3
	Agglomératio	164,3	165,8	164,2	162,8	163,8	164,3
	Agglomératio	162,9	164,2	163,3	162,3	163	162,9
7	Gatineau (00-	145,9	154,2	151,1	148	146,4	145,6
	Gatineau (15-	146,3	147,7	149	147,4	146,7	147
	MRC Collines-	152,8	153	154,2	153,8	153,8	153,4
	MRC La Vallée	150,1	151,4	151,4	152	152,2	152,9
8	MRC Abitibi &	159,5	161,1	165,3	165,5	165,4	164,7
	MRC La Vallée	159,6	161,5	165,6	165,6	165	164,6
	MRC Témiscar	158,7	161,5	162,7	162,1	161,2	161,8
	Rouyn-Noranc	159,4	162,6	165,4	165,4	165,1	164,2
9	MRC La Haute	154,4	155,1	158,2	158,3	160,3	160,5
	MRC Minganie	156,6	156	156,5	155,7	153,6	153
10	Baie-James	186,5	187,4	192,1	190,3	190	189,3
	Chibougamau	155,5	156,5	156,6	157,5	157,3	157,4
11	Les Îles-de-la-	171,9	172,3	172,2	171,4	170,6	171,3
	MRC Avignon	159,3	160,7	161,4	161,6	160,8	161,1
	MRC La Côte-(	161	161,9	162	162	162,4	162,4
	MRC Le Roche	160,5	161,8	161,9	161,9	162	162,1
12	Lévis (Desjard	159	161,2	160,7	159,5	155,4	152,8
	Lévis (Les Chu	157,8	158,2	159	157,6	156,1	155,8
	MRC Bellecha	154,1	156,5	157	157,8	156,5	155,5
	MRC La Nouve	149,5	149,5	152,4	151,7	150,7	150,6
	MRC Les Appa	157,1	158,2	158,2	158,2	158,2	158,2
	MRC Les Etche	151	152,7	155,6	155,2	155,5	155,1
	MRC Lotbinièr	157,9	157,6	159,9	159,1	156,9	156,9

	MRC Beauce-S	154,8	156,6	155,7	155,4	152,7	151,9
13	Laval (Secteur	164,2	166,2	164,4	163	164,1	164,7
	Laval (secteur	161,9	163,5	162	161,6	162,4	162,7
	Laval (secteur	163,1	164,5	163,3	162	162,5	163,1
14	MRC D'Autray	147,2	148,1	149,6	149,7	148,9	149,6
	MRC Joliette	148,6	149,7	149,8	149,9	149,9	149,9
	MRC L'Assom	159,1	159,8	158,4	157,5	157,4	157,3
	MRC L'Assom	146,7	147,5	148,8	148,9	148,1	149,4
	MRC Les Mou	160,3	161,4	161,6	160,5	160,8	160,3
	MRC Matawin	147,8	147,6	148,8	149,2	149,2	149,2
15	Mirabel	158,7	159,7	160,1	159,3	159,2	160,4
	MRC Antoine-	142,7	148,8	153,1	152,7	152,5	152,7
	MRC Antoine-	150,7	152,9	153,4	153,9	152,9	152,9
	MRC Argenteu	149,5	151,5	151,8	147,9	149,1	150,7
	MRC Deux-Mo	158,9	157,8	160,3	158,9	159,1	158,9
	MRC La Rivièr	146,4	147,4	150,5	151,1	150,3	150,7
	MRC La Rivièr	145,9	146,2	150,4	150,1	150,2	150,2
	MRC Thérèse-	162,9	164,6	163,1	161,8	162,4	163,4
16	Agglomération	162	163	163,6	162,3	162,4	162,6
	Agglomération	162,4	162,1	163	161,3	162,1	161,7
	Agglomération	164,3	165,1	164,4	162,6	163,9	163,7
	Agglomération	164,4	165,5	164,4	163,4	164,2	164,3
	Montérégie (C	150,1	151,1	150,7	151,4	151,5	152,4
	MRC Beauhar	160,7	161,5	161,6	160,2	160,4	160,7
	MRC Beauhar	147,2	146,9	148,7	147,9	148,2	149,6
	MRC La Vallée	159,6	161,3	160,5	159,1	159,9	160,9
	MRC La Vallée	152,2	155,4	152,3	153,4	155,9	155,9
	MRC Le Haut-	149,9	151,6	153	153,9	153,9	155
	MRC Les Masl	150	150,7	151	151,4	151,3	151,4
	MRC Marguer	154,4	155,5	157,7	155,7	155,6	156,3
	MRC Vaudreu	161,5	162,7	161,2	159,5	161,1	160,4
	MRC Vaudreu	146,6	148,6	149,1	152	152,2	151,9
	MRC du Haut-	153,5	152,6	154,4	152,3	152,7	154,4
	MRC d'Acton	148,2	149,1	148,9	148	152,8	149,9

17	MRC Arthabas	153,8	157,4	158,2	156	155,4	155,3
	MRC Bécanco	151,3	151,9	153,1	153,2	153,6	153,4
	MRC Drummc	148,7	149,5	151,4	149,8	151,3	151,5

1Afin d’améliorer la qualité des informations publiées, la Régie a procédé à certains changements. Le

HEBDOMADAIRE

2025-02-17	2025-02-24	2025-03-03	2025-03-10	2025-03-17	2025-03-24	2025-03-31	2025-04-07	2025-04-14	2025-04-21
155,1	154,9	154,5	154,5	154,5	154,5	155,6	155,4	154,5	154,5
159,4	157,7	157,5	157,5	156,4	156,4	156,6	156,4	155,9	155,9
156,6	157	156,5	155,7	154,7	154,8	155,6	154,8	153,2	151,9
155,4	155,4	154,9	154,5	154,4	154,4	155	154,4	153,9	153,4
149,5	149,5	149,5	146,5	145	144,5	148	149,6	147,9	146,5
148,7	149,1	148,5	146,5	146,3	146,3	148,1	148,7	148,8	148,3
145,1	145,8	144,8	144,3	143,1	143	147,4	148,9	149,9	148
143,5	143,3	141,4	140,1	138,1	138,6	144,2	147	145,6	140,5
143,4	143,2	141,7	140,1	139,4	141,3	146	148,3	148,4	142,9
154,4	154,4	154,4	154,4	154,4	155	157,3	158,4	158,3	157,3
158,5	157,8	155,9	155,2	154,7	154	155,9	154,9	153,5	152,9
156,9	156,9	155,6	154,9	154,9	154,9	157,3	157,3	156,1	154,9
152,7	153,9	152,9	149,4	148,9	147,4	155,4	156,3	155,1	150,8
157,1	156	154,4	152,8	152,9	152,7	156,5	155,2	154,8	153,2
159,7	157,5	154,9	155,2	154,1	153,5	155,2	156,4	154,9	154,2
157,5	156,1	155,8	154,9	154	153,4	156,2	156,2	153,8	153,8
156,7	156,4	155,3	154,5	153,2	152,7	156,1	157,6	155,9	153,5
150,9	150,8	150,4	150	149,4	148,9	151,5	152	151,3	150,8
152,8	151,9	150,8	150,4	145,9	146,4	151	154,8	153,9	152,3
148,8	148,6	148,2	147,9	146,4	144,8	149,8	153,7	154,5	153,5
151,3	151,5	151,2	150,9	148,1	147,4	152,3	155,7	155,7	155,4
155,1	153,9	151,2	149,1	145	147,2	152,2	154,2	152,9	150,7
151,3	151,4	151,3	151,3	151	150,9	151,8	151,9	151,7	151,6
156,7	156,6	155,9	155,7	152,3	152,5	155,5	158	155,7	155,4
149	149,2	149,1	148,9	148,9	148,9	151,4	151,4	149,9	149,9

161,9	161,9	158	155,6	150,7	151,2	156,5	155,3	154,5	152,5
156,1	156,4	156,1	155,5	154,2	153,9	157,1	159,3	157,4	157,8
154,2	154,3	152,9	152,4	150	152	156	156,9	156,9	156,3
156,7	155	155,4	154,8	154,4	154,2	155,5	155,7	155,8	157,3
148,4	148,7	149,2	148,9	148,2	148,2	150,5	151,6	150,5	149,8
163,2	160,5	159	157,1	157,8	161,2	165,2	159	154,4	159,3
163,5	161,2	160	158,1	158,1	161,2	165,5	160,4	154,3	159,3
162,4	160	158,4	156,3	156,5	159,4	163,5	158,7	153,7	158,2
162,9	160,8	158,7	157	157	159,6	164,3	159,9	154,8	158
162,9	160,1	158,7	156,6	157,7	160,9	165,1	159	154,3	159,3
161,9	159,6	158,2	156,7	156,4	158,9	163,2	158,8	154,1	157,7
144,4	141,3	143,8	143,7	139	143,8	143,9	141,8	137,4	136,3
149,2	148,9	145,7	144,7	143	142,3	146,5	148,6	147,2	144,6
153,5	153,1	152,9	152,1	149	149,4	149,8	150	148,7	148,6
152,9	153,7	151,4	149,1	147,7	147,7	147,2	147,1	144,9	144,4
164,4	164,3	164,1	162,5	159,5	159,5	160,2	158,7	155,9	154,5
164,3	163,8	163,6	162,8	159,6	159,6	161	163,4	161,5	159,6
162	161,4	160,2	159,4	158,2	159,8	161,7	159	156,4	157,2
164,2	164,2	163,6	161,2	159,4	159,4	160,9	162,7	158,6	158,4
160,2	160,6	161,1	158,4	155,1	152,9	152,3	155,4	155,9	154,5
150,8	150,6	149,8	149,3	150	148,7	150,3	153,4	152,1	150,4
190,3	190,3	187,3	186	186,1	186,6	189,4	192,4	184,3	186,8
157,3	157,1	156,7	155,8	155,8	155,8	156,5	158,3	158,3	158,3
170,6	168,1	167,8	165	165,2	167,7	172,4	167,3	160,1	166,5
161,5	161,1	159,2	158,4	157,6	157,3	157,5	157,3	156,3	154,6
162,4	162,4	162,3	162,1	162,1	161,7	158,2	157,7	157,5	157,5
162	161,9	161,9	162	161,7	160,9	157	157	157	157
150,8	151,7	151,5	150,4	147,9	147,6	154,4	157,3	155,4	154,8
155,2	155,6	155,7	155,1	154,5	154,3	155,4	155,1	155	154,5
154,7	154,5	152,9	151,8	150,7	150,9	153,2	154,5	154	153,6
150,1	150,3	149,6	149,4	148,7	148,4	151,7	153,8	152,4	152,2
158,2	157,8	156,8	155,4	154,2	154,2	157,2	158,2	158,2	158,1
154,9	153,6	153,1	151,7	149,4	150	152,8	153,2	154,1	153,6
156,9	157	156,9	156,7	154,2	153,5	156,3	157,3	157,9	156,9

151,2	152,1	155,2	155,2	153,6	153,5	155,4	156,5	156,7	155,8
163,2	160,1	159,1	156,4	157,8	161,6	165,6	158,3	154,1	159,9
162,4	159,6	158,2	155,4	157,3	159,4	162,1	157,4	154	157,8
161,6	159,2	157,6	155,5	156,8	160,1	163,7	158,4	154,5	158,7
149,1	148,9	148,9	148,2	147,9	148,3	150	151,8	154,6	154,2
149,9	149,9	149,9	148,4	147,9	147,9	150,4	151,7	154,2	153,8
156,7	156,1	153,2	152,3	151,9	155,2	159,3	157,6	154,2	157,3
148,7	148,7	146,8	144,9	143	143,5	148,5	152	153,4	147,3
158,9	158,3	156	154,3	154,9	157,3	161,6	158,3	153,4	156
149,4	149,6	149,5	148,6	146,9	146,9	149,8	151,2	154	153,7
159,2	157,6	155,7	153,8	154,1	155,7	160,6	155,7	153,8	155,6
151,2	150,4	148,2	146,9	145,1	146,2	148,1	152	154,3	152
152,9	152,9	152,9	152,9	152,9	152,9	152,9	153,1	153,3	152,3
150,8	151,7	145,3	142,3	141	142,7	148,7	152,3	154,4	149,3
158,6	156,2	155,2	154,2	154,6	157,5	159,2	157,2	153,8	154,6
150,6	150,4	150,2	149,4	148,9	149,1	151,2	152,8	152,7	153,4
150,5	150,4	150	148,1	146,6	146,3	148,9	150,1	149,3	147
161,8	159,1	158	155,5	156,4	159,6	163,1	157,4	154	158,9
161,8	159,7	157,8	155,9	156,2	158,5	163,5	158,5	153,1	156,5
161,2	160,1	157,4	155,4	155,3	157,2	161,3	158,1	153,6	155,8
162,8	160,7	159	156,7	157,3	160,2	162,9	158,1	154,3	158,3
163,2	160,8	159,2	157,4	158,1	160,8	165,4	160,1	154,6	159,1
153,5	153,5	152,1	149,1	146,5	146,4	148,2	148,7	146,9	144,8
160,1	158,5	157,1	155,2	155,4	157,5	161,8	157,9	152,9	155,7
153,2	153,2	153,2	152,7	150,9	151,3	151,9	150,9	151,9	146,4
159,2	156,7	156,3	154,5	155,2	158	160,8	155,6	154,6	158
155,9	156,3	155,9	154,1	150,5	150,7	156,1	155,9	155,6	154,3
154,4	154,7	152,6	151,8	151,9	152,8	152,8	154,9	155,7	155
150	150,2	150	149,2	148,8	150,8	151,3	152,1	150	148,8
156,4	154,8	153,1	151,2	150	152,4	156	154,3	150,1	151,5
159,6	158,2	156,4	155,4	154,2	156,1	160,1	157,9	153,2	156,6
152,9	152,6	150,4	147,9	148,9	150,3	151,2	148,7	146,8	148,4
153	152,2	149,3	148,9	147,5	150,6	155,1	151,6	147	147,5
149,9	149,9	149,9	149,4	147,9	148,8	153,3	154,5	151,4	149,9

151,3	151,7	152,9	150,2	143,9	145,7	153,5	154,4	152	148
153,7	153,7	153	152,9	149,4	148,7	151	152,3	153,9	153,7
150,9	150,9	150,7	149,9	149,2	149,5	152,3	153	153,5	152,9

es prix moyens par sous-région reflètent dorénavant la moyenne des prix des essenceries situées dar 1Afin d'améliorer la qualité des informatio

HEBDOMADAIRE

2025-04-28	2025-05-05	2025-05-12	2025-05-19	2025-05-26	2025-06-02	2025-06-09	2025-06-16	2025-06-23	2025-06-30
154,5	154,5	154,5	154,5	154,5	154,5	154,5	154,5	154,5	154,5
155,7	155,5	155,2	155,3	154,7	154,6	153,5	152,7	152,7	152,7
152,4	152,9	153,7	153,4	153,9	153,9	153,8	153,9	153,9	153,9
151,7	151,4	151,9	151,4	151,4	151,4	151,4	151,4	151,7	151,4
146,5	146,5	146,5	147,7	147,6	147,5	145,5	145,5	140,1	139,5
148,3	148,6	147,8	147,9	147,3	146,8	146,4	146,3	146,3	146,1
147	147	147,1	148,8	149,7	148,1	146,9	145,2	143,8	141,9
142	142,4	141,6	144,9	145,7	144	141,8	138,1	139,2	135,2
141,2	140,4	138,8	144,3	145,3	143,4	142,3	140,4	139,5	138,8
157,1	157	157,3	157,5	157,5	157,2	157,2	157,3	157,3	157,2
152,9	152,6	155,3	156,8	156,9	155,8	155,5	155,7	155,7	153,3
154,3	152,2	154,8	154,6	156,1	155,5	154,6	155,6	155,2	153
149,6	147,9	153,9	156,2	154,4	152,2	149,4	147,8	145,6	145
152	151,9	155,3	157,8	156,5	154,7	152	150,3	148,8	148,9
153,4	152,3	154,2	153,1	152,9	152,5	152	151,9	151,5	150,3
153	152,9	155,6	155,4	156	156,2	155	153,8	152	150,4
153,1	152,5	154,8	156,5	156,1	155,6	153,6	152,9	153,1	150,2
150,5	150	149,8	150,6	149,9	148,5	147,7	147,6	147	145,4
151,1	149,7	149,1	152,7	152,8	151,9	151,7	151,1	151	151,3
152,4	151,8	150,5	151,9	151,8	151,6	150,9	150,4	150,4	150,4
154,7	153,9	153,4	153,5	153,5	153,5	152,5	151	150,9	150,4
148,8	147,7	151,2	152,4	153,2	152,8	154,1	153,8	154,1	153,8
150,6	150,2	150,2	150,2	152,6	153,1	152,6	152,6	152,6	152,6
153,4	152,7	152,3	152,7	153,1	153,2	153,2	153,1	153	152,7
149,8	149,9	149,7	151,1	150,9	151,2	150,1	150,1	149,7	149,7

150	149,7	152	150,3	151,9	152,2	151,3	151,1	150,5	150,3
154,7	153,5	154,3	154,5	154,8	154,5	154,1	155	154,1	153,2
155,4	154,8	153,9	155	153,4	153,5	152,9	152,9	152,9	152,9
157,3	156,7	158,1	158,3	157,3	156,8	156,3	157,4	156,9	155,7
149,7	149,7	148,7	149,7	148,7	148,7	148,3	147,9	147,9	147,9
160,2	157,9	163	162	160,1	158,1	157,4	161,2	159,7	155,3
160,4	158,1	163,2	162	160,3	158,1	157,9	162,1	160,4	155,1
159,3	156,9	161,4	161,3	159,5	157,7	156,7	160,5	159	154,5
159,5	157,1	162,2	160,2	159,4	157,6	157,2	160,9	159,5	155,3
159,8	157,4	162,7	161,6	160	157,9	157,1	161,8	159,8	155
158,4	156,7	161	159,5	159,8	157,8	156,3	160,2	159,2	154,5
140,4	139,6	139,9	142,6	143	141,7	139,2	136,6	137,8	134,7
145,4	143,9	142,8	149,5	150,1	149,2	145,2	143,3	142,9	139,7
148,9	149,1	149,6	153,2	152,7	151,5	150,7	151,1	152,2	150,7
144,6	144,4	145,3	150,3	150,3	150,3	150,3	150,4	153,2	153,7
154,6	154,8	154,4	155,4	154,3	153,8	153,2	153,1	153,2	153,1
159,6	159,6	159,5	159,6	159,3	159,4	159,4	159,4	159,4	159,4
157,3	157,3	157,9	158,2	158,2	158,2	157,7	155,7	157	153,2
157,9	157,1	157,6	157,9	155,6	155	155	155,8	155,3	154,7
154,2	152,3	152,3	152,6	154,2	154	153,9	154,8	153,8	153,6
150,4	150,2	149,7	152,3	153	152,3	151,5	150,7	149,9	148,6
185,6	184,2	183,8	188,5	187,5	185,7	182,5	184,7	187,7	184,2
158,3	158,3	158,3	158,4	159	158,3	158,3	159,6	158,5	158,2
168,6	166,8	170,4	170,2	169,1	167,4	165,1	168,7	169,1	164,4
153	153	153,1	152,8	153,1	152,5	151,4	151,9	152,1	151,5
157,3	157,2	157,3	157,3	157,3	157,1	157,1	157,2	157,5	156,8
157	157	156,6	157	156,8	156,9	156	156,8	156,3	155,4
154,3	153,9	155,1	154,6	154,6	154,6	153,9	153,9	153,9	153,9
154,3	153,9	155	155,1	155	154,8	154,2	153,7	153,2	151,6
153	152,9	152,9	153,5	152,8	152,9	152,7	152,7	152,8	152,7
152,2	152,2	152,1	152,3	151,3	150,4	149,9	148,9	146,5	145,1
156,7	155,5	154,3	155,1	154,2	154,2	154,2	154,2	154,2	154,2
153,6	153,3	152,3	153,7	153,1	152,7	152,7	152,5	152,7	151,5
156,5	155,9	155,7	156,9	157,4	156,3	154,9	154,9	154,9	154,6

155,7	155,7	155,7	155,7	155,5	155,3	154,4	154,4	153,9	151,8
160,2	158	163,3	162,4	160,1	157,9	157,3	162,1	159,8	154,6
158,2	156,5	160,1	159,8	159,8	157,8	156,8	160,4	159,4	155,6
159,7	157,1	161,9	162	159,5	157,3	156,8	161,1	158,8	154,3
152,6	152	149,4	152,1	151,8	151,7	151,3	151,4	150,9	150,8
152,4	152	149,8	152	151,9	151,8	151,6	151,5	151,4	151,4
157,6	154,8	157,6	159	158,8	157,1	154,6	157,4	156,1	153,6
147,9	148	146,8	151,1	151,6	150,6	147,2	146,9	143,1	140,4
157,5	155,9	159,3	159,7	158,5	155,8	154,4	157,3	155,8	152,7
153,1	152,5	151,4	152,3	152,3	152,4	151,5	152,8	153,3	151,9
155,4	154,7	156,2	156,5	156	155,1	154,6	156,5	154,6	152,7
150,7	150	147,5	151,8	151,7	150,5	149	148,8	146,5	146
152,2	152,1	151,7	151,5	150,3	150,1	149,6	149,9	148,9	147,1
147,1	147,7	146,2	150,2	150,2	149,3	146	146,9	149,1	146,9
154,7	153,7	155,8	156,4	157,1	155,4	154,3	154,8	155,6	154,6
153	152,5	152,7	154,8	154,8	154,1	153,3	154,1	153,6	152,4
147,9	147,3	146	150,6	151,9	150,5	148,7	147,7	146,4	146,2
159,1	157	160,9	161	159,5	157,3	156,8	161	158,3	153,9
158,6	156,8	160,5	160,7	159,7	157,1	155,5	157,9	157,8	153,3
156,9	154,5	157,7	157,7	157,8	156,8	154,3	155,9	157,6	154,2
158,4	156,4	160,5	160,6	159,3	157,4	156,1	159,3	159,9	154,7
160,1	158,2	163,1	161,9	160,4	158,2	157,1	162,2	160,2	155,6
146,3	146,8	147,4	149,5	147,6	146,8	145,9	146,3	146,4	145,4
157,5	155,7	158,7	159,7	158,3	156,1	154,9	158	156,9	152,8
147	147,9	147,9	149,2	151,9	151,1	147,9	147,4	146,3	146
157,4	156,2	158,1	157,8	157,2	154,8	154,9	159,1	157,1	154,3
152	151,9	151,9	153,8	154,9	154,9	154,9	154,3	151,7	150,9
155,2	155,2	155,2	155,2	155,2	155,2	155,2	155,2	155,2	154,2
148,8	147,9	149,3	151,4	151,3	149,9	149,2	152,5	150,5	149,5
152,9	152	153	155,2	154,3	152	150,5	152,6	154	151,2
156,6	154,8	158,2	158,8	157,8	155,6	154,7	158,5	156	152,7
149,3	149,3	150,7	152,3	151,6	150,3	149,9	150,2	149,5	147,9
148,4	147,2	149,5	149,7	149,9	148,1	147	148,6	149,7	147,9
149,9	149	147,9	151,3	151,9	151,1	148,9	148,9	148,9	148,9

147,2	146,3	152,1	150,2	152,4	154,6	151,6	149,7	146	143,8
151,5	151,4	151,5	152,4	152,9	153,1	153	153	152,7	152,6
152,4	150,8	149,8	152	151	150,8	150,3	150,2	150	149,5

ns publiées, la Régie a procédé à certains changements. Les prix moyens par sous-région reflètent dorénavant la moyenne des prix des essencer

HEBDOMADAIRE

2025-07-07	2025-07-14	2025-07-21	2025-07-28	2025-08-04	2025-08-11	2025-08-18	2025-08-25	2025-09-01	2025-09-08
154,5	154,5	154,5	154,5	154,5	154,5	154,5	154,5	154,5	156,8
152,4	152,3	152,5	152,3	152,8	152,3	152,3	152,4	152,5	157,4
153,9	153,9	153,7	153,9	153,9	153,6	153,5	153,9	153,5	154,6
151,1	150,1	149,9	150,6	150,3	149,4	149,3	150,1	150,3	150,8
139,5	139,5	136,4	135,4	141,5	141,5	141,5	141,7	147,5	149,5
145,3	145,3	145,4	145,5	145,3	145,3	145,3	145,3	147,4	147,5
142,1	143,2	143,6	142,9	144,4	144,8	144,8	144,4	148,7	150,9
134,5	135,3	137,4	132,7	139,9	137,5	137,3	137,9	146,5	147,5
136,2	137,1	139,2	137,6	139,9	141,1	139,6	138,4	146,2	146,4
157,2	157,2	157,2	156,9	156,9	156,8	156,7	157	157,3	159
152	152,5	152	151,5	152,2	151,6	151,7	153	154,6	159,8
151,7	151,7	151,3	151,7	152,2	151,7	151,7	152,2	154,7	159,1
147	149,2	148	144,8	150,2	152,9	152,5	154,9	156,7	161,9
146,8	148,9	145,9	145,3	150,1	153,4	152,5	154,7	156,6	161,6
148,5	147,5	146,4	146,6	148,4	148,7	147,1	151,7	153,5	158,1
148,1	149,6	147,4	147	150,4	150,7	150	154,2	155,9	160,2
148,3	149,1	148	147,8	150,1	149,6	149,6	152,1	153,2	158,6
145,4	145,4	145,2	145,2	145	144,8	144,7	144,3	148,8	152,6
150,4	150,4	150,9	150,4	150,3	150,2	150	149,3	150,4	151,9
150,1	150	150,1	149,9	149,8	149,7	149,3	149,3	150,1	152,4
149,7	148,9	148,6	148,8	148,9	148,3	147,6	147,1	149,3	150,4
153,8	153,8	153,6	153,8	153,7	153,7	153,4	153	153	156,2
152,4	151,4	151,9	151,3	151,3	151,3	151,3	150,3	150,4	151
150,5	150,3	151,6	150,5	150,3	150,1	150,1	152,3	153,5	156,3
149,7	149,7	149,8	149,7	149,6	149,7	149,7	151,8	153,1	154,7

149,6	149,6	151,2	150,1	149,8	149,6	149,3	151,6	154,3	159,2
153,3	153,6	154,3	153,7	153	152,6	153,1	153,8	158,2	161,5
152,9	152,6	152,7	152,6	152,3	150,8	149,9	149	152,9	155,9
156,3	156,4	155,5	155,8	155,7	155,4	156,2	156	157,3	159,6
147,9	147,9	147,2	147,4	147,4	146,7	146,7	147,4	148,7	151
158	158,8	157	158,3	158,8	157,6	159,3	161,7	166,8	168,3
158	159	157	158,1	159	157,4	159,5	161,7	167,2	168,5
156,2	156,3	154,9	155,8	157,1	156	157,4	159,7	164,2	166,1
157,4	158,3	156,5	156,7	158,2	157	158,5	160,7	165,2	166,4
157,9	158,7	156,6	157,9	158,8	157,5	159	160,7	166,4	168
156,4	157,3	155,2	156,4	157,1	156,2	157,6	159,9	165,2	166,4
134,1	138,2	139	136,9	139	136,8	137	142,5	150,5	153
137,1	137,2	137,1	136,9	137,8	137,3	137,4	142,2	147,2	154,1
150,7	150,6	149,2	149,5	149,2	150,3	148,4	152	154,1	156,5
152,1	150,5	150,5	150,5	150,5	149,7	149,4	148,5	148,3	152,2
152,4	152,2	151,5	152,1	152,6	152,7	152,7	153,2	154,6	156,6
157,8	156,6	158,2	159,3	159,4	159,3	159,3	156,6	156,6	157,9
153,1	154,1	154,2	153,2	154,1	154,7	154,4	154,5	155,4	156,6
155,1	155,3	155,1	155,2	155,2	154,9	155,4	155,7	156,5	158,4
153,8	153,2	153,1	150,7	150	149,5	149,5	150,8	152,9	153,3
146,7	146,4	146,3	145,6	147,1	147	146	148,9	150,5	152
183,3	184,8	184,2	183	186,5	184	183	185,3	186,3	189,9
158,3	158,3	158,3	158,2	158,3	158,3	158,5	158,8	158,8	159,3
165,8	167,4	165,9	165	168,2	166,6	167,8	170	174,7	176,6
151,1	151,4	150,6	150,5	150,7	149,6	150,8	151,5	153,2	157,8
156,8	156,8	155,9	155,8	156	155,7	155,7	156	157	162,1
155,4	152,8	148	147,2	148	149,5	148,9	150,7	152,4	158,8
153,9	153,9	153,9	153,9	153,6	153,5	153,4	154,5	153,6	158,8
150,7	150,8	150,9	150,6	150,1	150,9	150,9	153,6	154,9	158,8
152,7	152,7	152,7	152,7	152,8	152,7	152,7	153,3	153,1	155,8
141,5	141,1	142,1	141	143	143	142,8	144,3	146,4	152,7
154,2	152,8	152,2	152,2	152	151,6	151,6	152,7	152	155,7
151	151	150,9	150,6	151,9	150	150,3	151,2	152,6	155,8
153,7	153,6	153,7	153,5	153,3	152,9	152,9	154	155,6	158,2

151,6	150,3	149,6	149,8	149,5	149,6	149,7	150	151,2	154,4
157,7	158,9	157	158,5	158,9	157,2	159,2	161,6	166,7	168,1
157	157,9	156,9	157,3	158,2	156,7	157,6	159,4	164	165,2
157,4	158,6	156,9	157,9	158,3	156,6	158	159,8	165,9	167,3
150,5	150,4	149,3	148,8	148,5	148,2	148	149	149,4	150,6
151,4	151,4	149,8	149,2	149,4	149,3	149,3	149,2	149,5	151,5
154,7	154,7	153,1	153,1	153,6	152,4	152,9	155,3	158,3	162,4
141,9	146,3	148,7	146,8	144,5	144,4	144,2	148,6	149,6	153,1
154,7	155,4	153,3	154,7	155,3	154	155,3	157,4	163,3	165,7
150,7	150,4	148,3	149,8	149,8	149,1	149,4	149,1	151,1	153,2
153,2	153,9	152,8	152,8	153,5	152,8	153,1	155,1	158,4	160,7
145,3	145,6	144,3	144,1	145	144,9	144,1	149	152,4	154,7
146,6	145,2	144,7	144,1	143,9	143,8	142,6	146,7	149,9	152,3
143	146,1	144,5	143,7	144,4	144,5	144,6	150,2	152,7	153,8
155,4	155,3	153,6	153,8	154,5	153,6	153,8	157	161,3	164,3
152,6	152,1	150,3	150,1	149,5	148,8	149,1	152,3	155	157,3
145,9	146,6	145,9	145	144,2	143,3	143,1	147	147	152,8
156,4	157,3	156,4	157,6	157,4	155,8	157,5	159,6	165,3	167,1
155,4	156,6	154,7	156	155,5	154,2	155,4	157,6	162,8	164,2
154,2	154,6	154,1	153,8	152,3	151,6	152,2	154,4	157,8	160,1
156,2	156,8	156,6	157,3	155	154,1	155	158,5	163	164,1
158	158,9	156,8	158	159,1	157,8	159,2	161,5	166	167,6
145,3	144,7	144,5	143,5	144,5	143,7	143,9	145,7	149,1	151,5
154,3	155,4	153,3	154,4	155,3	154,3	155,1	157,1	162,5	164,6
145,6	144,5	143,5	142,7	142,5	142,2	141,9	147,8	149,8	149,8
155,3	155,8	154,7	154,9	155,7	154,2	155	156,4	161,2	161,8
150,9	150,9	150,9	151,1	151,9	150,9	150,9	151,3	155,3	158,7
153,9	153,9	153,9	153,9	153,9	153,8	153,9	153,6	154,4	154,7
148,9	149,3	148,6	148,6	147,5	146,7	146,5	147,6	151,7	151,8
151,3	153	152,4	151,8	153,4	152,7	153,4	154,9	159,7	160,6
153,9	154,4	152,3	153,4	155,5	154,3	155,6	156,5	160,8	165
148,1	148,1	147,5	147,1	147,7	146,7	147,1	148,3	151,8	155,1
145,1	147,2	147,8	147	146,6	146,3	146,9	148,4	150,8	154,1
148	146,9	146,9	146,9	146,5	144,2	144,2	143,3	147	153,5

143,1	149,6	148,8	147,1	146,3	148,8	147,4	152,2	152,2	155,4
150,4	150,6	150,2	150,4	150,8	151,4	151,4	151,5	151,4	152,3
148,5	147,7	146,8	146,7	146,1	145	144,4	146,3	148,5	152,3

ies situées dans chacune des 1Afin d'améliorer la qualité des informations publiées, la Régie a procédé à certains changements. Les prix moyens

HEBDOMADAIRE

2025-09-15	2025-09-22	2025-09-29	2025-10-06	2025-10-13	2025-10-20	2025-10-27	2025-11-03	2025-11-10	2025-11-17
157,5	156,3	152,6	149,6	147,7	147,3	147,3	148	149,6	152,5
160,5	159,9	160	159,8	158,7	157,6	157,3	157,3	157,3	156,1
158,1	153,5	153,2	152,3	149,8	148,6	148,4	149	149	151,1
151,9	149,7	148,8	148,9	148,9	147,5	146,4	146,5	146,5	149,8
149,5	149,5	149,5	147	143,7	141,8	141,5	141,5	141,8	146,3
147	147	147,1	146,8	145,9	145	144,7	144,7	144,7	145,6
150,3	148,7	148,3	146	139,3	140,5	142,9	142,1	142,9	146,6
142,4	137,7	136,1	137,6	131,8	134,5	136,3	136,3	140,6	143,6
141,4	137,8	135,5	136,8	130,3	134,9	135,4	136,8	138,2	142,1
157,4	157,4	157,4	157	156,8	155	152,5	150,4	149,6	151,7
159	157,6	155,5	154,3	152,9	150,1	149	150	150	152,1
160,3	159,7	156,9	155,7	153,3	150,3	148,9	148,9	150,2	152,8
164,2	156,5	153,5	152,7	152,5	147,8	146	145,6	145,5	152
164,6	155,4	152,5	152,5	152,5	149,2	148,5	148,4	147,4	152,2
160,7	158,7	153,3	153,4	152,8	151	149,3	149,1	148,7	150,9
159,8	158,1	156,3	155,1	153,3	150,9	149,4	148,4	149,2	153
161,6	158,4	156,4	153,9	152,6	150,3	149,6	148,9	147,9	150,9
151,1	150,9	150,6	150,4	149,8	149,5	149,1	149,1	149,1	151,7
154,2	153	151,4	150,7	149,4	148,3	147,7	147,9	147,6	148,6
150,7	149,7	149,2	148,9	148,4	148,2	148,1	148,3	148,1	148,7
151,1	149,3	148,7	148,4	148	147,7	147,1	146,9	146,9	147,1
162,1	161,6	158,2	156,6	152,9	151,7	151	151,5	151	150,7
153	153,4	153,1	152,4	152,3	152,3	151,9	151,5	151,5	152
158,1	158,7	158,2	157,1	152,4	150,7	149	147,9	149,1	150
159,5	158,1	158,7	156,7	153,1	152,2	150,1	150,3	150,6	149,4

159,3	158,9	158,8	158,9	156,9	155,7	152,9	152,8	152,8	152,6
160,7	159,3	159,5	158,5	154	152,7	152,1	151,9	150,9	151,8
155,7	155,6	155,6	155,2	153,1	152,4	150,1	149,4	149,4	149,4
157,8	156,1	156,6	155,9	154,7	154	153,6	154,3	154,1	153,9
151,2	151,4	151,6	151,4	151	148,8	147,4	147,4	147,4	146,8
163,9	156,6	158,7	155,4	152,1	152,2	154,9	156,9	157,1	158,5
163,7	156,7	159,3	155,9	152,4	152,9	155,3	157,3	157,6	158,7
162,5	155,2	156,8	154	150,8	151	152,7	155,2	155,5	156,8
162,6	156,2	158,4	155,5	152,4	152,5	154,7	156	156,9	157,8
163,1	156	158,3	154,9	151,6	152,1	154,8	156,6	156,9	158,2
162,5	155,2	157,5	154,3	151,4	151,3	153,1	154,6	156	157,4
149,6	142	140,1	137,9	134,1	131,7	138,9	141	144	148
153,1	149,6	147,9	144,3	140,8	139,3	141,1	141	142,9	146,7
157,3	154,9	151,9	150	149,1	147,5	147,8	149,5	149,6	151
156,8	153,3	149,4	149,4	149,4	149,4	148	148	147	146,9
162	160	155,6	155	152,8	150,5	150,3	150,1	150	152,8
164,6	163,4	159,6	159,6	157,8	155,6	155,6	155,5	155	156,2
157,9	151,5	151,7	151,9	147,9	147,5	148,3	149,9	152,3	152,9
164,6	161,9	158,2	157	155	152,9	152,1	152,4	152,5	154,7
152,5	152,5	152,5	152,4	152,5	152,5	152,5	152,5	150,9	151,3
152,8	152	151,4	151,3	150,3	150,3	150,5	149,9	150,4	152,8
191,5	186,4	185,7	184,9	185,2	183,2	183,1	184,8	185,7	185,6
160,8	160,3	159,5	159,2	156,6	154,7	154,5	154,5	154,5	153,9
171,4	164,3	166,3	163,6	162,3	161,8	165	166,6	169	170,2
162,1	161,5	158,3	157,6	156,1	154	153,4	153,5	154	154,1
164,3	164,6	164,3	162,7	162,3	160,5	157,7	157,7	159	157,6
163,9	164	164,1	164	162,4	159,3	158,2	158,2	158,2	155,7
164,5	161,7	157,9	155,4	152,4	150,6	148,3	148,1	148,4	150
161,6	159,3	157,9	158,3	156,9	149,8	148,4	148,4	147,5	150,2
157,4	154,2	153	152,8	151,9	150,8	147,2	147	147	149,5
154	154	153,4	153	152,7	150,6	147,4	144,7	144,5	144,9
163,2	161,2	158,2	157,2	154,3	151,2	149,2	149,2	149,2	150,4
156,2	153,7	153,4	152,6	149,9	148,6	147,6	147,8	147,6	149,6
160,7	159,1	157,1	155,8	153	151	149,9	149,1	148	150,9

159,7	158,7	156,4	156,4	156,4	154,6	152,4	152,2	151,7	151,6
163,2	155,9	158,4	154,9	151,9	152,3	154,9	156,6	156,9	158,3
162,3	156	157,2	155	151	151,8	153,5	155,3	155,9	156,3
162,9	155,2	157,2	153,9	151	151	154,2	156	155,7	157,6
152	151,4	150,3	149,8	147,9	146,9	147,1	147,9	147,5	149,7
151,5	150,1	149,9	149,9	148,2	147,9	147,8	147,8	147,8	149,9
159,8	154,4	154,5	152,4	149,9	149,6	149,7	153,2	153,8	154,1
153,9	152,4	150	148,4	146,6	144	141,2	144,3	145,7	146,4
161,8	154,4	156,3	153,4	150	150,6	152,8	154,5	154,2	156,3
155	152,2	151,4	150,6	148,7	148,7	148	149	148,5	150,1
159,8	154,7	155,1	152,4	149,3	149,8	150,9	151,9	153,2	153,7
157	157	156,2	154,5	151,3	148,8	148	148,3	147,8	147,6
158,2	157,2	156,9	155	152,8	150,7	146,1	145,1	145,1	146,6
153,2	152,7	152,7	152,7	152,7	152,5	148,7	148,7	148,7	148,8
162,2	156,9	156,9	154,5	152,3	150,1	151,8	152,2	152,9	154
160,8	157,9	154,7	153,5	151,6	147,8	148,5	150	149,4	150,5
159,4	155,9	152,5	151	147,1	145,5	144,7	145,8	149,9	149,2
162,6	155,3	157,2	153,6	150,2	150,9	153,3	154,6	155,3	156,7
161,4	154,8	156,2	153,6	150,7	150,6	152,2	153,9	155,5	156,5
161,1	154,7	155,2	152,6	149,4	149,2	148,3	149,6	155,6	156
162,8	156,4	157,5	154,6	151,4	151,6	152,1	153,2	156,9	157,9
163,3	154,5	158	154,9	152,1	152	154,7	156,4	156,8	158,2
151	149,1	149	145,5	143,6	143,2	142,1	142,1	142,8	143,9
161	154,6	156	152,9	149,7	149,5	152	153,7	154	155,7
154	154	153	151,1	145,9	145,7	145,5	144	143,6	145,6
160,4	155,2	156,9	154	150,8	150,7	152,4	152,8	154,3	155,9
159,6	154,5	153,9	153,9	152,9	150,8	149,9	149,9	149,9	149,9
153,4	153,4	153,4	153,4	153,4	153,1	151,8	151,4	151,4	151,4
150,8	148,8	148,8	146,1	144,6	143,2	142,1	142,9	145,9	147,2
158,8	153,6	153,2	150,2	147,8	147,8	148,7	150,1	151,9	152,5
160,8	154,4	153,7	150,5	150	149,8	151,8	153	153,4	154
155,1	152,6	152,3	149,6	147,5	146	146,2	147,2	146,8	146,9
153,5	151	150,3	148,1	146,3	145,3	145,5	145,6	146,3	147,9
150,5	147,9	145	143,9	143,7	141,1	139,1	137,9	139	143,1

159,1	156,5	152	149,8	145,8	143,9	144,2	145,7	144,3	146,5
154,1	153,8	154,1	153,8	153,6	151,1	149,7	149,2	147,9	149,3
158,1	157,8	155,2	152,7	145,9	145	142,8	141,8	142,6	145,5

; par sous-région reflètent dorénavant la moyenne des prix des essence1Afin d'améliorer la qualité des informations publiées, la Régie a procéd

							2025		
2025-11-24	2025-12-01	2025-12-08	2025-12-15	2025-12-22	2025-12-29	2026-01-05	Janvier	Février	Mars
154,3	153,3	152,9	151	148,9	146		155,4	155,2	154,5
155,4	155,4	153,9	153,4	152,1	148,5		159,8	159,3	156,9
154,5	154	153,3	151,4	149,8	145,9		157	157,2	155,4
153,1	152,8	151,9	148,8	146,8	144,2		159	155,7	154,6
148,9	146	140,7	139,5	137,8	136,5		148,8	149,5	146,3
144,2	143,7	141,9	139,6	139,5	138,2		149,6	148,8	146,9
148,7	146,2	142,2	140,8	139,3	136,1		151,3	146,1	143,8
144,2	140	138	135,8	131,1	126,1		145,1	143,3	139,5
143,7	137,9	136,7	134,7	129,9	124,4		144,3	143,2	140,6
152,6	152	149,5	145,5	143,9	142,8		154,9	154,6	154,6
152,1	150,5	148,2	144,9	143,2	141,6		160,1	158,7	154,8
154,4	152,5	146,9	143,4	141,8	138,6		159,2	156,9	155,1
154,4	151,9	148,9	146,1	142,7	140,3		159	154,8	149,5
153,1	151,3	148,3	145,3	141,8	139,6		159,7	157,4	153,1
154,3	152,1	148,9	147,8	145,8	142,5		160,9	159,9	154,3
153	149,9	148,9	147,1	143,6	141,1		160,1	157,8	154,4
150	149,6	148,4	146,6	144,1	141,7		158,6	157	153,8
154,3	153,2	151,7	148,1	147,1	143,9		150,5	150,3	149,6
148,6	147,2	145,4	143,5	142,1	137,9		153,3	153,1	148,4
148,5	147,8	146,4	145,4	144,3	142,4		148,4	148,5	146,6
146,7	145,7	145,1	144,8	143,4	139,1		151,6	151,3	149,3
149,7	149,1	148,5	148	146,7	143		159,6	156	148,1
151,5	150,9	149	147,6	146,9	145		150,5	151,4	151,1
151,3	150,1	146,6	145,3	145	143,3		153,6	156,8	153,9
145,1	144,8	144,6	144,5	144,5	144,1		150,1	149,1	148,9

151	150,7	149,6	149,2	148,5	144,3	156,9	162	153,8
148,1	148,1	147,5	145,3	145,3	144,7	155,3	156,7	154,8
149,4	149,4	148,3	146,7	145,7	144,4	151,4	154,1	151,9
151,5	151,6	150,9	150,3	148,2	143,5	156,2	156,1	154,6
145,2	145	142,9	142,7	141,9	138,4	147,4	148,2	148,6
154,8	154	149,1	145,9	145,5	144,6	164,5	163,2	159
155,3	154,6	149,4	145,5	145,1	144,4	164,5	163,5	159,6
153,5	153,2	148,7	145,1	144,2	143,6	163,6	162,4	157,8
154,5	153,7	149	146,1	145,7	144,5	164,1	163,1	158,3
154,6	153,5	148,6	145,2	144,4	144,1	164,2	162,8	158,7
154,2	153,3	148,8	145,6	144,4	143,5	163	161,9	157,8
148,1	144,4	139,8	134,7	130,5	126	149,2	144,5	142,6
150,1	148,4	143,6	139,4	135,8	129,3	147,3	148	143,8
149,9	148,8	147,9	144,9	141,4	137,8	153,2	153,4	150,9
146,9	147,3	144,9	143,1	139,8	136,9	151,1	152,9	148,9
155,4	153,3	149,5	148,7	147,5	146,5	162,6	164,7	161,3
159,4	155,6	149,7	149,1	148,4	144,6	162,9	164,4	161,3
151,3	148,7	147,6	143,8	139,9	140,2	161	161,6	159,5
157,1	154,9	149,3	147,9	147	146,2	162,9	164,5	160,8
152,1	151,4	150,9	150	148,8	147,4	156,3	160,4	156,5
154,3	153,8	153,7	152	150,9	150,3	156,1	152	149,3
186,5	184,5	181,5	179,6	177,7	176,6	189	190	186,5
153	150,4	149,5	148	146,3	143,3	156,4	157,3	156
167,3	165,6	159,1	155,5	154,6	154,2	171,7	170,1	166,7
154,1	154	153,1	151,1	148,6	146,1	160,5	161,1	158,1
157,6	156,5	154,7	154,1	153,5	149,3	161,6	162,4	161,9
154,4	154,4	154,4	154,4	154,2	149	161,4	162	161,4
150,8	149,9	149,2	146,5	144,2	140	159,9	152,7	149,2
151,3	151,1	149,6	147,9	144,2	140,5	158	155,7	154,9
152,1	150,7	147,6	146,5	145,4	141,2	156	155,3	151,5
146,7	147,1	148,3	146,7	145,8	141,5	150,6	150,4	149
150	149,2	149,2	148	146,6	144,2	157,7	158,1	155,1
149,7	149,3	149,1	147,1	145	142,2	153,4	154,8	151,1
153,1	151,9	148,9	147,1	145,3	142,9	158,5	156,9	155,2

151,1	151,1	149,7	148,5	147,3	144,3	155,5	152	154,3
154,8	153,8	148,7	145,1	144,1	144,4	164,3	163,1	159
153,1	152,8	148,5	145,2	144,3	143,1	162,1	161,8	157,8
153,8	152,7	147,6	143,9	142,8	143,6	163,1	161,6	157,7
151,8	150	144,4	141,1	139,2	136,9	148,5	149,1	148,3
151,9	149,7	144,3	140,5	138,4	136,7	149,4	149,9	148,5
152,3	151,4	148,1	142,7	141,5	140,7	158,5	156,9	153,3
144,4	140,9	140,1	138,8	135	132,8	147,7	148,7	144,5
153,1	152,4	147,6	144,7	144	142	160,8	159,6	155,9
149,9	148,3	144,1	141,3	139,5	135,9	148,2	149,4	147,9
152,9	152,1	148,5	146	145,5	142,4	159,3	159,1	155
147,9	147,9	147,3	146,3	145,6	143,2	148,9	151,7	146,5
146,7	145,9	145,9	144,1	142,3	139,9	152,5	152,9	152,9
148,7	148,9	148,7	148	145,5	144,7	150,1	150,5	142,9
152,6	151,6	148,5	145,5	145,2	142,3	158,8	158,2	155,5
149,1	148,3	146,4	145,4	143,3	140,5	148,6	150,5	149,4
146	145	143,8	141,9	140,1	137,9	147,9	150,3	147,7
153,4	151,6	146,8	144,1	143,4	142,9	162,9	161,7	157,5
153,9	153,6	148,7	145,4	144	142,7	162,6	161,7	157,3
153,4	152,4	148,1	146,9	145,9	142,8	162	161,3	156,5
154,7	151,8	148,2	144,8	144,8	142,8	163,9	162,8	158,5
154,7	153,8	149,6	146,4	145,8	144,4	164,3	163,1	159,1
143,7	142,4	141,5	139,3	137,9	136,2	150,8	152,7	148,4
153,2	151,5	146,9	144,2	143	142,3	160,8	160	156,5
149,5	148,1	145,6	144,1	142,9	137,9	147,6	151,1	151,9
152,6	151,9	147,3	143,7	142,7	142,2	160	159,2	156,2
149,9	149,9	148,3	145	141,9	137,9	153,2	156	152,9
151,3	151,3	151	148,4	144,9	141	152	154,5	152,2
146,7	145,3	142,5	138,6	137,4	137,1	150,5	150,7	149,7
151,7	150,5	144,4	142,6	140,8	140,1	155,7	155,8	151,8
151,6	150,7	147,8	145,5	143,4	141,1	161,1	159,9	155,7
145,5	144,1	140,9	137,7	136,3	136,1	148,9	152,4	149,4
146,4	144,8	139,7	136,8	136,2	133,7	153	153,1	149,3
146,9	145,3	140,3	138,3	136,9	134,9	148,4	150,6	149

147,3	144,9	140,5	140,3	140,3	140,1	156	153,4	148,2
151	150,2	148,1	147,2	147	143,3	152,3	153,6	150,9
147,3	145,6	141,7	139,1	138,4	136,2	149,7	151,2	149,8

dé à certains changements. Les prix moyens par sous-région reflètent dorénavant la moyenne des pri 1Afin d'améliorer la qualité des informatio

MENSUEL

Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Moyenne cum
155	154,5	154,5	154,5	154,5	156,1	148,5	151,1	151,4	153,6
156,2	155,2	153,3	152,4	152,4	158,1	158,5	156,5	153,4	155,8
153,7	153,4	153,9	153,9	153,7	154,9	150,2	150,9	151,8	153,7
153,9	151,5	151,5	150,5	149,8	150,5	148	149	150	151,8
148	147	144,6	137,9	141,4	149,1	144,2	144,6	141	145
148,5	147,9	146,5	145,5	145,3	147,2	145,8	144,8	141,1	146,4
148,5	148	145,9	142,8	144,5	149,6	143,1	145	141,9	145,7
144,3	143,5	140,6	134,8	138,2	142,6	135,5	141,1	136	140,1
146	142	141,4	137,6	139,6	141,9	135	140,2	134,5	140,2
157,9	157,3	157,2	157,1	156,9	157,8	155,5	151,1	147,8	155,1
154,2	155,1	155,6	152,1	152,1	157,7	152	151	146,7	153,9
156,3	154,3	155,1	151,8	151,9	158,5	152,6	151,6	146	153,8
154,3	152,6	148,6	147,2	152,3	159,4	150,1	149,4	147,4	151,8
154,8	154,9	151,5	147,1	152,3	159,2	150,9	150,2	146,7	152,8
155,1	153,1	151,9	147,8	148,9	157,6	151,8	150,9	148,5	153,1
154,9	154,8	154,1	148,4	151,1	158,5	152,7	150,9	147,3	153,5
155,6	154,7	153,7	148,6	150,2	158	152,2	149,4	147,1	153
151,5	150,1	147,6	145,3	144,7	150,9	149,8	151	149,8	149,2
153	151	151,4	150,6	150	152,4	149,3	148,2	144,3	150,2
153,2	151,5	150,8	150,1	149,5	150,6	148,5	148,4	145,9	149,3
155,1	153,6	151,9	149,2	148	150	147,9	146,9	144,5	149,8
152,4	150,9	153,7	153,7	153,5	158,5	153,7	150,7	147,8	153,1
151,7	150,8	152,7	151,9	151	152,1	152,3	151,7	148,5	151,2
156,1	152,7	153,1	151	150,7	157	153,1	149,6	146,7	152,7
150,7	150,3	150,3	149,7	150,2	156,8	153,7	148,8	144,6	150,2

154,2	150,9	151,2	150,1	150,1	158,2	156,5	152,3	149,1	153,6
157,8	154,3	154,4	153,6	153,2	160	155	150,7	146,5	154,2
156,5	154,3	153,1	152,7	150,6	155,2	153,1	149,4	147,5	152,4
156,4	157,5	156,8	155,9	155,9	157,6	154,8	153,5	149,8	155,3
150,6	149,2	148,2	147,7	147	150,7	149,9	146,7	142,8	148
159,8	160,5	158,8	157,5	159,5	163,5	154,3	156,8	148,7	158,5
160,2	160,7	159,3	157,5	159,5	163,6	154,7	157,2	148,8	158,8
158,8	159,5	158,3	155,5	157,6	161,6	152,7	155,3	147,9	157,3
159,5	159,5	158,6	156,9	158,6	162,3	154,3	156,3	148,6	158
159,7	160,1	158,9	157,3	159,1	163	153,9	156,6	148,1	158,2
158,6	159	158,2	156	157,8	161,9	153,1	155,5	148,1	157,3
139,8	141,3	138,7	136,7	138,7	147,9	136,3	145,3	137,2	141,1
146,9	146,4	145	137,5	138,6	151	142,3	145,2	141,4	144,1
149,2	150,9	151,3	150,1	150	155,6	148,9	150	145,6	150,5
145,8	147,4	151,1	151,3	149,6	152,6	149,1	147,2	143,6	149
157	154,7	153,3	152,2	152,8	158,3	152,6	152,1	149,8	155,7
161,3	159,5	159,4	158,1	158,7	160,8	157,4	156,5	150,4	159
158,3	157,9	156,9	153,6	154,3	155,1	149,5	151,6	145,1	155
160,1	157,1	155,3	155,1	155,3	160,4	154,7	154,2	149,8	157,2
154,7	153	154,1	153	150	152,7	152,4	151,7	150,2	153,6
151,6	151,2	151	146,5	147,3	151,9	150,7	151,8	152,6	150,9
188,2	185,9	185,2	183,7	184,6	188,3	184,3	185,7	180,9	185,8
158	158,5	158,6	158,3	158,4	159,8	156,7	154	148,4	156,5
167	168,9	167,4	165,7	168,1	171,3	163,6	168,3	158,9	167
155,9	153	152	151	150,6	159	155,5	153,9	151,6	155
157,6	157,3	157,2	156,4	155,9	162,4	161,2	158	154,3	158,7
157	156,9	156,5	151,8	149,2	160,5	161,3	156,6	153,8	157,2
155,8	154,5	154,1	153,9	153,7	159,8	152,5	149,3	147,2	153,3
154,9	154,7	153,9	150,9	151,3	158,9	153,7	149,3	148	153,5
153,8	153	152,8	152,7	152,8	155,1	150,9	148,9	147,2	152,3
152,7	152	148,8	141,9	143,2	152,2	151,1	145,2	146,6	148,6
157,9	155	154,2	153,1	152	158,3	153,6	149,7	148,1	154,2
153,4	153,1	152,6	150,9	150,8	154,6	150,1	148,7	147,5	151,6
157,2	156,5	155,3	153,8	153,3	158,5	153	150,3	148,2	154,5

156,2	155,7	154,4	150,6	149,7	156,3	155,1	151,6	148,9	153,2
159,8	160,6	159	157,3	159,4	163	154,1	156,6	148,2	158,4
158	158,8	158,5	156,9	158,1	161,5	153,4	155,1	147,7	157,2
159,2	159,8	158,3	157	158,3	162,3	153,1	155,8	147	157,5
152,7	151,4	151,3	150	148,4	150,9	148,2	149,2	143,7	149,1
152,6	151,5	151,6	150,7	149,3	150,6	148,7	149,3	143,3	149,4
157,5	157,3	156,2	153,8	153,6	158,4	150,9	153,4	146,1	154,4
150,3	149,2	146,8	145	145,4	152,2	145,6	145,2	138,7	146,4
157,6	158,1	155,7	154,2	155,6	160,9	152,2	154,5	147,2	155,7
152,4	152,2	152,5	150,2	149,4	152,9	149,3	149,4	143,1	149,6
156,5	155,7	155,1	153	153,7	158,2	151,2	152,9	147,8	154,5
151,7	150,2	148,7	145,1	145,6	155,5	151,4	147,9	146,6	149,1
152,8	151,5	149,5	145,5	144,2	154,8	151,8	145,9	144,4	149,8
150,8	148,4	147,8	144,7	145,8	153,1	151,8	148,7	147,8	148,5
156,2	155,5	155	154,6	154,7	160,9	152,7	152,9	147,5	155
152,7	153,5	153,7	151,5	150	157,7	150,8	149,7	145,7	151,1
148,9	148,8	148,3	145,9	144,4	154,1	147,8	147,7	142,6	147,7
158,7	159,3	158,1	156,3	157,8	162,2	152,6	155	146,6	157,1
158,2	159,2	156,9	155,2	155,8	160,4	152,3	154,9	148	156,6
157,4	156,8	156	154,1	152,8	158,3	150,5	153,7	148,1	155,3
158,6	158,9	158	156,2	155,9	161,3	153	155,7	147,3	157,2
160,2	160,6	159,2	157,5	159,5	162,5	153,9	156,5	148,9	158,5
147,1	147,7	146,3	144,6	144,5	150,2	144,3	143,1	140,2	146,4
157,4	157,9	156,3	154	155,6	160,3	151,6	154,2	146,5	155,6
149,8	149,1	148,2	144,5	143,6	152,1	147,9	145,7	144,8	147,8
157,4	157,2	156,3	154,9	155,5	159,5	152,6	153,9	146,6	155,5
155	153	153,9	150,9	151,3	156,8	152,1	149,9	146,1	152,4
154,8	155,2	155,2	153,9	153,8	153,9	153	151,4	148,7	153,1
150,5	149,7	150,5	149	147,1	150,6	144,6	145,7	141,1	148,1
153,2	153,4	152,1	151,9	153,6	157,9	149,1	151,5	144,7	152,3
157,1	157,2	156,1	153,3	155,5	159,8	150,8	153	146,8	155,2
148,9	150,7	149,9	147,7	147,5	153,7	148	146,6	139,9	148,4
150,4	148,9	148,3	146,8	147,1	152,4	146,8	146,5	139,3	148,2
152,2	149,9	149,5	147,4	144,6	149,6	142,2	141,7	140,2	146,9

151,6	150	150,4	146,5	148,6	155,7	146,7	146	141,5	149,3
152,6	152	152,9	150,8	151,2	153,1	152,2	149,3	147,8	151,5
153	151	150,3	147,8	145,5	154,6	147,8	144,3	141,1	148,7

ns publiées, la Régie a procédé à certains changements. Les prix moyens par sous-région reflètent dorénavant la moyenne des prix des essencer

ıulative

ies situées dans chacune des sous-régions. Auparavant, les prix moyens étaient le résultat d'une moyenne des prix par secteur. De façon généra

ıle, l’impact sur les résultats est inférieur à 1 cent/litre

PRIX MOY
Par municipalité ou municipalité régio

2024

- Prix moyen affiché - hebdomadaire

janvier	pages 2-4
février	pages 2-4
mars	pages 2-7
avril	pages 5-7
mai	pages 5-7
juin	pages 5-10
juillet	pages 8-10
août	pages 8-13
septembre	pages 11-13
octobre	pages 11-13
novembre	pages 11-18
décembre	pages 16-18

- Prix moyen affiché - mensuel

janvier à décembre	pages 17-19
Moyenne cumulative	pages 17-19

Pour plus d'information (définitions, sources et méthodes), consultez le guide méthodologique de la Régie de l'énergie :
Guide méthodologique pour l'établissement des différents relevés sur les produits pétroliers - Partie 1 : Procédures et définitions

Guide méthodologique pour l'établissement des différents relevés sur les produits pétroliers - Partie 2 : Informations par municipalité

Essence ordinaire
/EN AFFICHÉ
nale de comté du Québec

(¢/litre)

Régions		Sous-régions1	2024-01-01	2024-01-08	2024-01-15	2024-01-22	2024-01-29	2024-02-05
	1	MRC Kamoura	163,3	162,6	163,2	163	163,3	162,8
		MRC La Mata	162,4	162,1	160,1	160,3	161,9	159,9
		MRC Les Basq	161,9	161,8	162	161,8	163,2	163,4
		MRC Rimousk	163,6	163,4	163,7	163,6	164,6	163,4
	2	MRC Lac-Saint	147,4	145,8	150,8	153,5	153,8	146,7
		MRC Le Doma	149,5	149,4	154	155,5	158,1	153,8
		MRC Le Fjord-	147,9	148,5	152,5	154,5	154,4	151,9
		Saguenay (Chi	141,4	141,1	147,1	146,1	143,6	143,5
#REF!		Saguenay (Jon	141,8	141	146,4	146,7	146,7	144,5
	3	MRC Charlevo	161,4	159,3	162,4	161,3	160,5	160,7
		MRC La Côte-(	160,2	160,6	160,8	160,5	162	160,3
		MRC Portneuf	160,7	161,3	160,1	160,1	161,8	160,1
		Québec (Beau	161,2	162	161,3	161,2	163	160,9
		Québec (Char	160,2	162,5	161	160,5	163,6	160,1
		Québec (La Ha	158,9	158,4	159,1	158,8	159,6	158,8
		Québec (Les R	161,3	163	162,8	161,5	162,7	161
		Québec (Ste-F	160,1	158,5	158,9	158,9	161,6	161
	4	Agglomératio	155,4	155,8	155,8	155,8	158,8	159,4
		MRC Les Cher	148,7	148,1	150	151,2	154,3	153,8
		MRC Maskino	154	153,1	153	151,1	153	151,6
		Shawinigan	150,2	151	152,2	152,4	157,7	155,5
		Trois-Rivières	158,4	156,1	157,9	155,5	158,7	154,9
	5	MRC Coaticoo	157,4	157	157,2	157	157,6	158,3
		MRC Les Sour	156,3	157,1	159,1	159,7	159,4	158,2
		MRC Memphr	156,4	155,4	155,8	156,3	156,6	155,8

		Sherbrooke (E	155,5	154,7	154,9	154,9	158,7	157,7
		Sherbrooke (J	156,8	156,5	156,9	156,7	158,9	159,2
		MRC de La Ha	155,8	156,2	154,4	154,9	159,9	157,5
		MRC de Brom	159,8	159,7	159,7	160	161,7	160,3
#REF!		Estrie (00-20 k	152,5	152,2	151,7	150,9	153,9	153,1
	6	Agglomération	159,5	158	159,2	161,9	164,1	161,4
		Agglomération	159,5	158,3	159,2	162	164,2	161,6
		Agglomération	158,3	157,3	157,7	160,2	162,6	160,3
		Agglomération	158,7	157,4	158,2	161	163,3	160,6
		Agglomération	160,1	158,2	159,1	161,9	164,1	160,7
		Agglomération	158,5	157,3	157,6	160,2	162,7	160,2
	7	Gatineau (00-	139,8	143,2	147,4	149,5	153,9	150
		Gatineau (15-	147,2	146,6	146,5	148,2	149,9	148,6
		MRC Collines-	149,8	150,3	150,5	150,1	153,5	151,9
		MRC La Vallée	150,6	151	149,6	149,2	149,7	150,5
	8	MRC Abitibi &	156,5	156,5	156,5	159,5	163,5	163,5
		MRC La Vallée	156,2	156,2	156,2	159,3	161,8	163,6
		MRC Témiscar	156,7	156,7	155,2	158,2	161,8	162,1
		Rouyn-Noranc	156,4	156,4	156,4	159	163,4	163,4
	9	MRC La Haute	158,8	159,5	159,5	159,5	161,7	160,8
		MRC Minganie	163,1	163,2	163,1	163,1	164,8	164,7
	10	Baie-James	181,8	183,9	180,7	181,4	184,3	184
		Chibougamau	154,8	154,8	155,6	157,9	159,4	160,3
	11	Les Îles-de-la-	165,9	168,2	167,9	170,5	174,6	170,2
		MRC Avignon	157,9	156	158	158,8	162,5	161,2
		MRC La Côte-(	163,3	164,5	164,8	164,8	165,6	165,6
		MRC Le Roche	161,9	163,4	163,6	163,3	164,9	164,7
	12	Lévis (Desjard	158,9	157	158,5	158	158,8	157,3
		Lévis (Les Chu	160,2	158,5	158,7	157,7	160,3	160,2
		MRC Bellecha	154,3	154,7	154,3	154,3	155,4	154,9
		MRC La Nouve	152,7	152,7	152,9	152,9	153,2	153,5
		MRC Les Appa	159,6	158	158,3	158,2	159,7	160
		MRC Les Etche	156	155,7	156,1	155,9	159,8	161
		MRC Lotbinièr	161,9	160,7	160,5	160,1	163	155,2

	MRC Beauce-S	154,8	154,4	152	151,2	157	159,5
13	Laval (Secteur	159,8	158,2	159	161,9	163,6	160,9
	Laval (secteur	158,7	157,7	158,4	160,8	162,9	159,3
	Laval (secteur	158,8	157,1	157,7	160,5	162,5	159,3
14	MRC D'Autray	153,2	152,1	152	152,6	152,9	152,8
	MRC Joliette	152,8	152,4	152,4	152,3	154,5	155,2
	MRC L'Assom	156,7	155,9	154,9	155,9	159,6	156,5
	MRC L'Assom	147,8	147,4	146,4	147,4	150,5	150
	MRC Les Mou	155,7	155,3	155,6	157,5	160,6	158,4
	MRC Matawin	151,2	150,4	149,6	150,3	153,4	152,3
15	Mirabel	157	155,6	156,5	158,5	160,4	157,6
	MRC Antoine-	146,8	147,5	146,2	147,8	147,5	147,5
	MRC Antoine-	154,9	154,9	154,9	154,9	154,9	154,9
	MRC Argenteu	151,4	147,3	151,9	150,9	152,2	154,1
	MRC Deux-Mo	156,7	155,4	156,7	158,2	160,8	158,8
	MRC La Rivièr	148,5	148,1	148,1	148,4	154,4	156,7
	MRC La Rivièr	148,7	149,6	149,1	151,4	155,1	154,1
	MRC Thérèse-	158,4	157,4	157,7	160,4	163	160,4
16	Agglomération	157,8	156,6	157	159,6	162,2	160,1
	Agglomération	156,2	154,5	155	156,1	158,4	156,9
	Agglomération	158,8	156,3	157,4	159,9	161,7	159,5
	Agglomération	159	157	157,2	160,2	163	159,6
	Montérégie (C	152,9	151,6	151,3	151,2	151,9	151,3
	MRC Beauhar	157,5	155,6	155,7	158,6	160,8	158,6
	MRC Beauhar	147,3	146,6	145,2	144,6	147,7	147,4
	MRC La Vallée	158,8	157,5	157,8	160,3	162,6	161,1
	MRC La Vallée	159,9	161	159,9	158,6	156,4	156,1
	MRC Le Haut-	153,5	151,2	151,9	152	156,1	153,9
	MRC Les Masl	157,5	157,8	158	159,2	164,6	162,8
	MRC Marguer	156,5	155,9	156,6	158,8	161,2	159,1
	MRC Vaudreu	157,2	156,1	156,5	158,6	161,1	158,7
	MRC Vaudreu	149,2	146,3	148,8	147,9	148,3	147,5
	MRC du Haut-	153,4	150,5	150,7	152,2	156,7	155,1
	MRC d'Acton	151,9	152,2	150,7	149,9	150,7	149,9

17	MRC Arthabas	157,1	161,4	158,6	158,9	159,6	153,4
	MRC Bécanco	156,9	156	155,4	155,6	157,6	155,5
	MRC Drummc	154,4	155	155,9	154,9	158,7	157,4

1Afin d'améliorer la qualité des informations publiées, la Régie a procédé à certains changements. Le

HEBDOMADAIRE

2024-02-12	2024-02-19	2024-02-26	2024-03-04	2024-03-11	2024-03-18	2024-03-25	2024-04-01	2024-04-08	2024-04-15
164,5	162,5	162,9	162,8	163	165,9	170,2	169,1	168,5	175
163	163,9	163	162,2	162,2	166,4	167,9	167,4	169,6	176,7
165,6	164,8	162,7	162,7	162,3	165,8	170,6	170,6	170,2	176,3
167,3	169,3	163,6	163,2	162,1	167,2	172,4	171,7	170,3	175,8
154,4	156,4	150,1	149,5	152,7	155,5	155,8	156,4	160,9	173,7
157,4	158,2	156,8	153,8	153,9	155,6	154,6	155,5	158,1	172,2
155,8	155,3	149,9	150,3	150,1	154,9	155,5	156,4	159,1	172,6
145,7	147,7	147,8	147,1	147	151,8	154,9	154,4	155,6	172,9
146,5	147,6	148	146,8	148,1	153,1	155,5	153,3	155,1	171,2
164,8	168,5	167,2	166,9	166,2	167,9	171,4	170,2	170,4	177,9
165,5	165,1	163,5	163,5	164	167,7	167,7	167,7	169,8	179,3
163,4	164,4	159,5	160,6	160,4	166,2	167,3	166,1	168,6	175,6
165,9	164,8	163	161,5	160,4	168,4	167,8	167,5	171	179,5
166,2	165,1	163,2	162,6	162,1	168,6	168,8	167,4	171,5	181,1
164,9	165,9	163,2	162,2	163,7	166,1	169,9	169,5	171,1	180,8
165,2	165,7	163,3	163	162,1	168,6	169,4	168,6	171,4	180,2
163,5	164,4	161,4	160,8	160,6	166,3	166,1	166,6	168,4	178,7
160,8	159,4	158,7	159,1	158,7	162,3	162,5	160,9	162,6	171,4
153	155,6	155,1	154,5	154,7	156,2	160,8	160,8	162,9	168,9
153,9	155,1	155,1	154,6	155,6	157,2	161,3	162,4	164,2	168,8
157,1	154,2	152,3	154	154,8	156,1	158,5	161	164,4	172
159,8	160,2	157,7	158,7	158,8	162,4	164	161,7	169,1	177,4
158,7	158,2	157,2	157,2	157,1	160,4	161,5	163,5	164,6	171,5
160,2	157,9	157,9	157,7	157,7	162,4	166,9	167,1	170,3	175,4
158,4	158,1	155,2	154,9	154,9	160	160,3	162,3	164,7	169,5

158,6	157,7	157,2	156,8	159	164,3	165,1	166,5	169,3	175,1
158	158,4	157,4	157,8	158,7	160,7	164,2	163,8	169,3	176,3
160,9	158,4	154,3	156,3	156,4	165,2	165,5	165	166,1	171
161,1	161,2	160,9	160,9	161	165	163,9	164,3	165,3	172,9
154	151,2	151,1	152,2	152,7	158,3	158,4	159,8	163,3	167,6
167,4	166,7	165	166,8	166,3	173,2	172,5	173,7	175,1	182,3
167,6	165,4	165	166,3	166,2	172,9	172,4	173,9	175,2	182,3
165,7	166,2	163,8	165,7	165,4	172	171,8	173	174	180,1
166,6	165,4	164,7	166,3	166	172,6	172,3	173,1	175	182,2
167,4	166,3	164,7	166,2	166,5	172,9	172,2	173,4	174,8	181,6
165,6	165,2	163,8	165,3	164,6	171,5	171,3	172,1	174,1	181,1
153,6	151,2	146,2	145,7	143,7	151,3	154,4	153,7	154,6	168
152,8	152,8	151,6	150,6	149	152,9	156,9	157,9	160	166
154,6	156,1	155,1	154,4	153,9	158,2	161,7	162,3	164,9	170,5
151,1	152,2	152	152,2	152,2	155,3	161,2	161,1	163,5	164,8
163,5	163,5	163,1	163,1	163,2	164,1	166,9	167,4	167,2	172,1
163,6	163,6	163,6	163,6	164,3	164,4	168,6	168,8	169,6	174
161,7	162,3	161,7	161,7	162,3	167,3	169,7	168,9	170,2	173,5
163,4	163,4	162,9	163,2	163,2	164	168,7	169,4	168,4	171,8
160,3	159,5	159,5	159,5	159,5	160,2	166,2	167,4	169,6	168,3
165,1	164,7	163,5	163,4	163,3	163,9	167,9	170,5	170,9	176,1
185,8	187,1	187	186,5	187,3	190,4	192	191	193,4	194,8
161,7	161	158,2	157,1	158,7	160	163,8	165,3	167,5	173,7
176,4	175,1	173,5	175,4	174,7	181,1	180,9	181,9	183,8	187,9
162,5	160,8	159,2	159,9	162,7	166,7	168,7	169,4	169,9	178,4
167,2	169,1	167,7	168	168,3	170,3	171,8	172,2	172,9	181,1
167,7	165,6	160,7	159,9	163,2	168,5	171,7	171,8	172,3	182,2
167	169,3	165,7	165,2	164,5	167,4	169	166,9	170,2	181,1
162,7	163,5	162,5	162,4	161,5	165,4	167,9	167,4	169,8	178,1
156,4	159,9	159,6	159,8	160,3	163,3	164	165,7	166,4	174
154,8	154,8	156,2	155,8	155,7	157,4	162,8	163	164	168,9
163,6	164,7	161,6	160,4	160,7	164,8	170	169,2	170,2	176,8
161,1	161,7	159,3	159,9	161,5	164,1	165,2	165,2	165,3	172,8
160,4	160,5	159	161,4	162,9	165,6	166,7	165,8	164,9	177,3

159,2	159,2	156,2	157,6	159	163,9	168	165,8	167,5	173,6
167,2	166,4	163,7	165,6	165,4	172,9	172	173,2	174,7	181,8
166	165,2	163,3	164,9	164,9	171,7	169,9	172,1	174	181,8
166,1	165,4	163	165,1	165,5	172,5	172	173,3	174,9	181,5
150,8	155,5	154,3	155,1	152,2	158,3	161,2	160	161	169,9
154,4	155,7	154,9	154,6	154	161,3	162,9	159,9	161	170,7
159,6	159	157,8	158,7	157,8	162,1	164,7	164,3	166	175,9
153,6	153,4	152,8	152,7	152,7	160,1	159,9	158,3	162,3	166,7
163,4	160,4	159	160	160,4	165,8	166,7	168	169,5	179,1
152,6	153,9	153,8	153,5	152,9	159,1	160,5	159,6	161,5	168,5
164,6	164	159,7	163,1	163,4	171	170,2	171,1	173,1	181,9
148,8	150,3	150,6	150,7	150,1	153,4	157,7	156,7	159,9	168,1
153,3	153,7	152,2	152,3	153,9	155,1	157,3	159,8	158,9	165,3
154,4	155,6	153	150,5	150,3	162	160,4	161,2	164,1	169,1
163	162,3	160,3	161,8	162,2	168,2	166,6	168	170	175,7
156,7	157,7	156,9	156,4	156,3	156,7	161,3	161,1	162,4	169,4
153,7	153,8	154,2	153,1	152,9	159,1	159,7	159,8	160,6	167
166,5	165,4	163,4	165,4	165,6	171,5	170,9	172,2	173,2	180,7
164,9	165,1	164	165	164,7	170,8	171,4	171,9	173,3	180,3
160,8	164	161,6	164,7	164	171,2	170,9	171	173,5	180,1
164,4	165,3	163,8	166,5	166	172,7	171,9	173,3	174,3	182
166,4	165,9	165,2	167	166,6	172,8	172,5	173,6	174,5	181,7
153,4	153,8	156,2	155,9	154,7	157,4	158,4	158,1	159,4	165,4
164,3	164,9	162,7	164	163	169,3	169,6	170,1	172,2	178,3
149,2	151,2	151,2	151,1	150	155,8	157,8	157,9	159,7	166,6
165,9	164,7	163,6	165,3	164,5	171,1	170,9	171,9	173	180,1
156,5	155,1	155,9	155,9	157,5	162,4	162	163,3	165,3	173,1
153,9	154	157,2	157,2	159,5	159	161,1	161,2	164,1	169,8
165,9	164	162,2	163,4	156,3	160,8	161,8	162,2	164,2	172,4
164	163,7	163,5	165,7	165,3	171	170,7	172,6	173,7	180,6
162,9	161,7	162,3	163,3	163,4	170,5	170,8	172,2	172,3	178,8
149	151,4	149,5	149,9	149,2	154,5	156	157,4	158,6	164,7
160,5	159,5	158,7	159,3	157,2	163,6	165,5	166,8	168,4	175,5
154,3	153,3	154,3	154,1	153,9	158,4	159,9	160,1	162,7	169,1

162	160,4	155,9	152,7	158,5	169,2	168	166,7	171,1	178,6
157,1	158,2	157,9	157,3	157,4	160	162	163,4	166,6	171,4
157,3	156,9	156,4	156,5	157,6	163,7	164,9	164,9	167,2	174,2

es prix moyens par sous-région reflètent dorénavant la moyenne des prix des essenceries situées dar 1Afin d'améliorer la qualité des informatio

HEBDOMADAIRE

2024-04-22	2024-04-29	2024-05-06	2024-05-13	2024-05-20	2024-05-27	2024-06-03	2024-06-10	2024-06-17	2024-06-24
186,1	186	184,1	177,6	176,5	175,7	174	169,2	169	170,7
184,2	180,9	178,6	176,4	175,3	173	171,3	167,3	168,7	170,1
185,9	182,9	180,7	175,2	173,5	172,5	170,7	167,9	167,4	169,4
185,8	178,6	177,1	174,6	170,7	170,4	167,5	167,3	166,6	166,7
179,5	175,5	170,8	167,3	163,5	163,5	161,9	154,5	155,1	159,8
179,9	178,9	176,4	172,7	169,5	169	168,5	168,4	166,9	165,3
179,3	175,6	171,4	168,1	165,8	166,8	165,6	164,4	162,1	162,2
177,6	171,4	166,5	162,1	159,3	155,7	154,8	154,6	153,2	155,3
175,1	169,4	164,7	160,7	157,7	155	154,4	155,1	153,9	155,5
182,7	182,4	177,4	176,4	176,3	175,1	171,1	168,4	168,4	174,8
187,3	189	184,9	180,3	178,2	175,4	170,7	167,8	166,4	170
185,9	187,7	185,7	180,7	179,9	174,5	172,4	169,5	169,5	172,1
189,5	186,3	182,3	177,3	171,8	171,8	167,1	167,1	168,6	173,1
189,6	187,5	183	179,1	173,4	171,3	167,6	165	166,7	174,3
189,3	187,7	185,8	181,5	179,2	174,8	171,7	168,6	168,1	170,3
189,9	188,2	185,1	181,1	179	174,9	169,8	167,8	169	173,3
188	187,4	183,1	179,5	177,5	175,8	170,8	166,7	166	170,3
177,8	177,4	177,4	177,4	177,4	172,6	169,4	169,4	169,4	168,7
178,3	178,2	177,5	173,7	172,8	169,1	167,4	165,9	166,2	171,2
175,8	175,8	175,7	175,6	173,1	171,6	168,7	165,2	164,6	167,2
178,8	176	176	169,9	166,5	167,8	164,8	167,4	168,5	173,1
185,6	184,4	183,4	180,6	178,1	175,8	173,6	169,9	170,4	172,7
180,2	180,7	179,9	177,7	176,9	175,9	175,2	170,4	166,2	166,7
183,8	181,7	180,3	178,3	178	175,5	173,7	172,5	171,9	170,4
177,7	177,7	177,3	176,7	175,2	174,8	174,6	171,8	170,8	171,2

184,6	180,4	178,4	177	167,5	169	165,6	169,2	169,8	168,6
184,6	180,8	178,7	178,2	176,7	171,8	169,9	171	170,4	169,8
178,6	180,4	177,4	175,3	174,6	174,6	174,4	169,8	169,2	169,8
184,4	184,4	183,6	182,1	181,9	181,4	174,4	170,2	169,9	171,2
176,7	174,4	174,4	172,5	171,2	171,5	169,3	165,9	165,7	166
186	184,4	178,2	176,1	177,4	175,1	171,1	172	173,5	176,3
186,1	184,6	178,4	176,4	178,2	175,4	171,3	172,3	173,3	176,2
185,4	184,1	177,6	175,5	176,4	174,6	170,6	171	172,3	175,4
187	183,7	177,9	175,7	177	174,8	171,5	171,2	172,5	175
186	184,1	177,8	176	177,4	174,8	171,4	172,3	173,5	176,4
186,1	183,5	177,8	175,2	176,7	174,3	170,4	170,8	172,4	174,9
170,9	166,9	163,7	161,1	158,6	155,8	153,2	156,4	159,5	160,8
175	171,3	169,2	166,9	165,3	162,3	158,6	159,2	158,3	158
177	175,9	171,3	169,3	169,6	165,4	164,1	162,1	162,7	162,1
171,5	176,6	175,4	175,2	172,5	168,7	167	164,9	163,5	164,4
182,6	182,5	182	179,5	179,5	179,5	178,8	172,5	172,5	172,5
182,7	182,6	182	179,6	179,6	179,6	179,3	172,6	172,6	172,4
182,7	182,1	178,6	177,3	176,8	176,4	174,7	170,4	169,7	170,8
182,4	182,4	181,9	179,4	179,4	179,4	178,2	172,4	172,4	172,4
182,7	182,6	182,3	181,8	180	179,5	177,7	172,6	172,5	172,5
184,1	183,9	183,9	183,1	181,9	182,2	178,5	174	173,7	173,9
202,8	204,7	201,4	199,8	198,3	198,1	198,2	195,4	195,5	197,6
183,3	181,7	179,2	174,4	175,2	174,1	173,2	172,5	172,5	172,5
186,3	193,7	187,9	184,8	186,8	184	180,9	180,6	181,2	184
186,1	184	183,4	179,5	177,9	176,5	173,5	170,5	169,7	167,8
189,4	189,5	189,3	183,8	179,2	179,2	177,1	174,3	173,3	175
189,7	189	188,9	184,5	179	179	176	173,9	173,9	173,3
189,9	189,9	185,7	182,3	178,9	178,8	175,3	169,9	170	170,2
187,1	186	183,1	179,8	177,2	175,6	171,3	167,3	166,3	169,7
182	180,2	179,4	178,8	176,5	174,7	172,6	169,3	163,9	164,2
177	178	176,7	175,3	169,1	165,6	165,3	163,3	161,5	162,4
185,6	187,2	184,3	177,9	176,2	174,2	172,2	169,2	169,2	172,1
184,1	185,6	183,7	180,5	178	175,9	172,5	168,4	167,9	168,9
186,8	185,3	184,8	180,6	175,5	174,9	172,7	168,8	167,8	169,2

182,6	181,7	179,4	176,8	174,3	169,8	168,6	166,3	163,6	169,5
185	184,1	178,2	176,1	177,1	174,9	171	172,3	173,9	176,3
184,8	183,9	177,4	175,5	176,7	173,9	170,4	169,7	170,3	173
184,7	183,9	177,8	175,8	177,2	174,8	170,8	171,8	173,3	176
176,1	175,2	173,5	171,5	170,1	167,9	166	163	162,2	161,9
178,4	178,4	174,7	171,9	169,9	168,9	166,9	165,8	164,9	164,9
183,9	180,5	176,6	174,5	174,4	172,2	168,5	168	167,5	170,8
173,7	172,4	169,7	167,2	166,2	164,3	161,9	159,8	158,4	160,9
184,5	182,7	177,6	175,2	175,9	173,9	170,8	170,4	171,3	174
175,6	175,4	172,5	170,2	168,1	167,4	164,9	163,8	163	163,4
187,4	183,5	177,9	175	177	173,7	170,8	170	171	174,2
173,7	173,8	170,7	168,7	168,3	166	165,5	163,9	163,1	163,1
174,3	175,9	175	174,9	169,9	168,7	167,9	167,9	167,9	167,9
175,4	175,2	173,9	171,1	170,5	172	169,6	164,7	160,5	166,2
180,4	178,7	174,6	172,9	173,4	172,2	168,9	168,3	168,3	170,1
177,8	177,5	175,9	173,7	173,2	172,6	171,1	166,9	166,1	166,6
175,4	174,9	174,1	171,7	170	168,3	167,1	166,4	165,7	166,6
184,5	183,2	177,8	175,9	177	174,3	170,9	171,4	172,8	174,3
185,5	182,9	177,6	175,7	176,3	173,6	170,4	170,5	171,7	174,2
186,9	183,6	177,6	175	176,4	173,5	169,9	169,6	170,3	172
186	184,3	177,9	175,7	177,3	174,3	171	171,5	172,4	174,5
185,8	184	177,7	175,9	177,5	175,2	171,6	172,5	173,6	175,9
172,4	171,3	169,1	167,7	165,4	163,7	162,7	159,7	159	160,5
184,1	182,1	176,3	173,9	174,7	172,5	168,7	168,8	169,1	172,7
175,9	172,9	170,4	167,5	162,9	161	160,7	156,5	157,8	158,7
184,3	183,9	178,4	175,4	176,5	174,5	170,1	170,3	172,3	174,3
179	177,3	175,8	174	172,8	170,9	170,7	168	167,5	168
175,6	175,6	175,6	173,2	172,2	171,9	169,9	170,7	170,9	170,9
180,4	177,4	174,2	170,1	169,1	166,9	165,4	164,1	162,5	165,3
185,7	184	178,1	175,6	177,1	174,7	171,6	169,9	171,1	174,1
186,6	182,8	178,2	175,9	176,2	173,5	170,6	170,2	170,7	172,5
172,4	171,4	169,4	168	165,8	164,3	162,2	159,1	157,1	160,1
183,9	176,6	172,8	171,9	171	167,6	165,2	163,5	162,3	164,9
175,9	175,9	174,5	169,1	164,6	162,9	162,9	162,9	157,6	162,1

182,2	176,8	172,4	167,5	173,7	173	169,5	165,4	163,1	165,4
181,1	180	179,6	175,8	175,6	175,2	174,7	170,2	168,9	168
180,2	178,9	177	174,5	173,2	170,3	168,4	166,8	166,2	166,8

ns publiées, la Régie a procédé à certains changements. Les prix moyens par sous-région reflètent dorénavant la moyenne des prix des essencer

HEBDOMADAIRE

2024-07-01	2024-07-08	2024-07-15	2024-07-22	2024-07-29	2024-08-05	2024-08-12	2024-08-19	2024-08-26	2024-09-02
173	173,1	172,9	172,9	172,8	171,6	169,9	169,6	168,2	165,9
168,7	168,5	168	167,8	170,5	172,3	170,1	169,3	167,4	163,9
170,8	169,5	169,5	169,5	170,9	171,9	169,1	168,7	166,3	164,3
167,7	165,6	165,4	165,4	168,1	166,9	165,4	165,4	165,4	161,8
163,4	164,5	161,5	160,6	161,1	155,8	156,3	155,8	155,5	152,7
163,3	162,8	162	162	162,9	161,9	162	162	160,7	158,9
163	162,3	161,9	161,7	161,7	161,2	159,2	157,8	158,4	154,9
161,3	158,5	157,4	155,1	153,8	151,8	151,9	151,4	151,6	148,1
159,6	158,2	156,8	153,8	153,9	151,2	151,3	150,7	151,3	147,3
175,7	174,8	174,5	174,5	174,5	174,3	174,2	173,4	169,2	169,1
176,3	175,3	175	173,6	172,3	171,2	169,3	166,5	162,6	160
177,1	177,8	177,3	175,4	174,9	173,7	170	162,9	162,9	159,9
178,9	176,7	173,9	171,9	172,8	169,4	166,7	165,2	161,2	158,4
179,3	177,5	176,8	174	173	172	169,4	165	162,9	159,6
177,6	175,6	174,9	173,7	172,7	172,5	170,8	169,2	164,8	160,6
178,9	177,9	175,4	173,4	173,1	171,2	169,2	167,6	164,3	159,6
175,8	175,4	174,9	173,9	173,1	172	169,5	167,4	163,1	159,5
169,6	169,5	169,2	169	168,8	168,8	168,8	168,7	168,1	165,6
169,1	167,3	166,9	165,7	165,2	165,2	165	162,6	161,4	160,5
166	164,7	163,7	163,5	163,9	162,7	162,5	162,1	160,5	159,6
170,4	168	164,9	164,9	165,7	163,9	160,6	158,2	159,2	157,9
174	172,9	172,7	169,2	168,3	168,2	168,8	167,8	166,1	165
167,5	171,7	169,9	169,9	169,9	169,9	169,9	169,9	168,2	165,1
171,4	173,1	172,2	172,5	172,4	170,9	170,3	168,6	166,8	165,2
171	171,9	171	170,9	170,9	170,3	170,8	170,1	166,9	163,6

173,7	176,4	172,4	175,6	174	171,8	170,8	169,7	167,5	165
170,3	174,5	177,2	176,5	175,9	175,5	173,7	172	169,9	167
171	170,7	169,2	169,2	169,2	169,2	169,2	168,9	166,4	164,4
170,8	170,4	169,9	169,9	169,9	169,7	169,2	169,2	168,2	166,3
166	166,5	165,7	165,8	165,7	165,6	165,4	163,5	163,5	162,2
178	177,4	175,8	174,3	174,8	171,4	172,7	168	164,6	159,8
178,2	177,8	176,1	174,8	175,4	171,6	173,1	168,1	164,8	160,2
176,3	176,4	174,8	173,6	174,1	170,8	171,7	167,7	164	159,4
176,9	177,2	175,4	174,2	174,2	171,2	172,2	167,9	164,1	159,7
178,3	177,5	176	174,8	175,1	171,4	172,7	167,7	164,5	160
176,6	176,4	174,7	173,7	174	170,6	172,4	167,4	164	159,5
160,8	160,8	158,9	159,3	159,7	157,5	157,8	154,6	152	148,6
159	160,2	160,4	160,3	158,8	157,9	157,6	157,3	156,5	152,7
162,9	165,2	165,5	165,7	165,5	165,7	165,5	165,2	161,3	159
164,9	167,9	168,3	168,6	168,1	168,2	167,9	166,7	164,2	160,6
171,7	171,5	171,5	171,5	171,5	171,6	171,5	171,4	167,7	166,4
172,4	172,4	172,4	172,4	172,4	172,4	172,2	171,8	167,4	167,4
172,7	173,2	172,3	171,7	170,5	169,3	169,8	168,2	165	162,2
172	170,5	170,4	170,4	170,4	170,4	170,4	170,2	167,4	166,1
172,5	172,5	172,5	172,5	172,5	172,5	172,5	172	167,6	167,3
174,3	174,5	174,1	174,3	174,5	174,4	174,5	174,5	172,1	171
199,3	201,2	199,2	199	198,2	198,7	196,8	194,8	190,7	189,5
172,5	172,5	172,4	172	172	171,9	171,8	170,9	170,8	169,5
186	187	184,2	183,1	183,4	182,4	181,5	178,1	173,4	169,6
168,5	169,4	168,8	167,3	170,2	171,3	171,2	169,5	167,8	166,3
176,5	177	177	176,8	176,2	176,1	173,8	173,5	172,6	173,2
173,2	173,2	173,2	172	173,2	173,7	173,8	173,7	173,3	173,2
176,1	177,1	176,9	176,6	175	174,6	168,8	168,5	165,8	161,5
171,7	173,1	172,8	172,8	171,6	169,6	170,3	168,1	166	164,4
166,4	170,1	169	167,7	168	167,6	167,4	165,7	163,8	160,9
165,5	165,9	164,7	164,7	164,9	164,5	164,7	164,3	161,8	158,7
178,4	179,2	176,7	174,2	174,2	173,5	169,5	169,2	167,4	164
172,4	170,3	169,9	168,9	169,2	168,6	168,6	168,6	166,7	163,5
175,1	175,4	174,5	173,5	172,6	172,1	170	168,7	163,2	159,8

173,4	171,3	169,8	169,2	170,1	172,3	169,7	168,6	165,6	161,7
178,3	177,3	175,8	174,7	175,1	171,3	172,8	167,3	164,1	159,8
174,2	174,1	173,8	172,3	172,8	169,8	170,2	165,5	162,5	159,5
177,5	176,9	175,3	174,4	174,6	171	172,2	166,8	163,9	160
163,7	162,2	162,6	161,9	161,2	161,1	160,8	159,8	159,1	158,2
165,5	164,9	164,2	162,9	162,9	162,9	162,9	161,1	159,9	157,8
172	171,7	168,1	168	168	167	166,9	164,3	162	157,8
164,3	163	161,7	160,2	159,3	158,5	157,3	157,8	156,4	151,9
175,1	174,8	173,3	172,5	172,8	169,7	171	167,1	163,9	159,2
165,6	164,7	163,9	163	162,7	162,5	162,1	160,8	159,7	157,8
174,9	174,8	173,3	171,6	172,3	169,3	170,6	166,4	163	158,9
164,9	162,5	162,4	162,6	161,3	160,8	159,1	158,1	157,3	156,9
167,9	167,9	167,9	167,9	167,9	167,9	167,9	167,7	164,3	160,4
165,6	166,6	163,4	158,7	157,7	155,7	162,7	161,2	156,2	151,8
171,7	171,1	170,1	169,5	169,7	166,7	166,7	164,3	163	158,9
166,6	166,3	165,8	165,1	164	161,9	161,8	161,2	160,3	158,5
166,5	164,7	164,6	164,5	164,2	163,3	159,8	159	158,7	157,5
176,6	175,5	174,6	173,4	173,4	170,3	171,3	166,1	163,5	159,6
175,6	175,8	174,5	173,3	173,2	170,3	172	167,7	163,3	159,5
174,3	174,8	173,7	172,6	171	170	171,5	167,7	163,4	159,3
177,3	176,2	175,3	173,8	173,1	171,2	172,3	167,8	164,3	160
177,5	177,3	175,3	174,4	175,2	171,8	172,8	167,4	164,4	160,1
160,6	160,8	160,2	160	161,3	159,9	159,9	159,9	157,4	154,8
174	173,5	172,1	171	171,7	168,2	169,6	166,3	162,8	158,7
159,4	161,7	159,3	158,6	159,2	157,9	157,9	157,9	156,5	153,9
176,4	176,4	175	173,2	173,6	170,7	171,9	167,9	165,8	163
168,5	167,5	167,5	167,5	167,5	167,5	165,3	162,7	162,7	162,5
170,9	170,9	170,9	170,9	170,9	170,9	170,9	170,7	167,6	162,2
165,9	167,6	166	165,8	164,9	164,3	164,4	163	161,5	156,9
175	175,7	174,3	172,9	173,3	170	170,4	167,4	162,4	158,3
173,7	174,2	172,4	171,2	171,4	169,3	169,3	166,6	163,5	158,7
161,6	162,8	162,7	161,6	160,4	159,5	159,8	158,7	156,3	154,4
167,7	171,1	168,9	166,9	168,8	165,6	162	162,3	161,5	157
163,3	166,9	161,9	161,9	161,9	161,9	161,9	159,9	159,9	157,7

172,4	167,7	163,1	165,5	167,6	167,2	162,5	159,3	157	156,7
170	168,6	168,4	167,5	167,6	168,2	168,2	167	163,9	162,4
168,4	171,2	168,7	167	166,7	166,1	166,1	164,9	163,7	161,7

ies situées dans chacune des 1Afin d'améliorer la qualité des informations publiées, la Régie a procédé à certains changements. Les prix moyens

HEBDOMADAIRE

2024-09-09	2024-09-16	2024-09-23	2024-09-30	2024-10-07	2024-10-14	2024-10-21	2024-10-28	2024-11-04	2024-11-11
158,9	155,6	155,6	154,9	155,4	155	153	152,4	152,9	154,9
158,2	155,4	155,1	154,8	156,2	158,4	157,5	155	154,9	154,3
158,7	154,5	154,5	153,9	154,5	156,1	152,3	151,3	152,8	155,1
156,8	154,4	154,4	153,9	156,9	160,6	155,2	150,6	152,6	156,9
150,2	142,7	142,1	141,5	146	142,9	135,5	135,5	140,9	144,5
157	152,1	149,4	147,4	147,3	147,2	146,3	144,3	144,8	145,2
152,8	147,6	146,4	144,9	146,6	146,8	143,5	142,5	143,2	144,1
144,9	139,1	136,9	136,7	138	137,4	134,7	133,7	138,6	141,9
145,3	139,3	137,5	137	138	138,9	135,4	134,9	138,5	141,4
166,9	165,5	157,8	154,4	156,5	154,4	154,4	154,4	154,4	154,4
158,3	156,2	153,3	151,8	154,6	158,9	158,5	155	154,3	153,8
158,9	157,9	156	152,9	155	158,9	158,9	155,9	155,5	154,9
154,4	150,6	152	147,3	154,2	158,3	155,8	151,9	151,4	153,1
156,5	152,8	151,7	149,5	155,5	158,4	155,5	154,2	155,4	155
158,9	156,8	154,5	150,2	154,7	159	158,9	155,7	154,7	153,5
158,9	158,4	153,8	151,6	155,8	159	158,2	156,8	156,8	154,7
157,5	156,1	153,9	150,8	154,4	158	157,6	154,1	153,3	152
162,3	158,7	156	153,4	153	152,9	152,5	151,5	150,8	150,5
158,1	155	153,5	152,4	152,2	152,2	152,2	152,1	152,1	152,7
158,5	154,9	154,2	151,7	150,3	149,5	149,5	149,7	149,6	150,7
156,3	154,3	154,3	154,1	153,4	153,2	153,1	152,4	152,4	152,8
161,3	156,7	154,7	153,8	154,1	153,6	153,4	153,4	153,4	154,4
162,1	158,5	155,4	149,3	148,4	148,8	149,5	148,5	148,5	150,4
162,5	157,6	154,7	150,6	148,4	150,7	149,9	148,5	147,7	150,3
161,7	157,8	154,8	152,3	152,4	151,9	151,9	152,3	152,4	153,3

162,1	156,5	151,7	146,9	147,9	149,6	149,3	149	148,2	151,8
163,6	159,5	158,1	152,3	149,4	151,2	152,1	150,5	149,5	152,8
161,5	158,8	155,7	152,9	152,7	152,7	152,7	152,7	153	153,4
163,8	162,4	157	151,4	153	156,4	156,4	156,4	156,4	156,4
159,7	152,1	147,1	139,9	141,1	143,9	143,9	143,9	143,9	145,2
154,5	154,2	154,5	152,5	158,7	160,3	157,4	157,8	158,1	158,2
154,9	154,6	154,9	152,7	159	160,9	158,1	158,2	158,7	158,5
154	153,7	153,8	151,3	157,2	159,7	156,8	157,1	157	157,6
154,8	154,1	154	152	157,9	160	156,9	157,1	157,2	157,9
154,6	154,3	154,7	152,5	158,7	160,1	157,6	157,7	157,9	157,9
154,3	153	153,4	151,3	157,7	159,9	157	156,8	156,9	157,3
144,6	140,7	141,3	139	140,7	141,3	144,1	143,7	145,1	147,6
149,3	144,6	143,9	141,7	142,7	143,3	142,5	143,8	144,6	145,8
155,3	150,8	148,4	147,6	146,7	146,5	147,7	148,4	148,6	150,2
156,2	153,7	150,6	150	148,2	147,8	147,5	148,6	148,8	148,9
163,2	157,6	152,5	152,5	152,5	152,5	153	152,5	152,5	152,5
165,5	157,1	153,4	152,6	152,6	152,6	152,9	152,6	152,6	152,6
156,2	154,4	150,7	149,8	152,4	153,5	153	153,3	152,8	152,1
161	155,9	152,4	152,4	152,4	152,4	152,9	152,6	152,4	152,4
164,2	159,5	156,7	155,8	154,6	152,5	151,5	151,4	151,5	150,9
166,3	160,9	158,5	158,8	158	157,5	157,9	157,6	157,3	156,3
186,6	178,3	178,4	178	177,9	181,1	182,1	182,4	182,3	182,6
159,1	153,7	153	151,3	150,4	150	150	150	150,3	151,3
164	162,3	163,3	160,6	164	168,4	166,2	166,5	167,2	167,8
161,2	157,6	155,2	153,6	156,5	158,2	158,1	157,8	156,7	155,2
169	162	160,1	158,8	160	161	161	161	161	160,9
167,9	163,2	160,7	158,2	159,7	161,2	159,5	159	158,9	158,3
159,5	157,9	156,2	151,1	155,9	158,5	155,9	154,9	155,4	154,9
159,3	156,6	153,4	149,4	153,8	157	154,6	152,4	153,1	153,6
159	156,5	153,5	150	152,2	153,2	152,6	150,7	150,8	150,3
157,6	152,4	148,4	145,8	146,1	145,8	145,8	145,7	146,6	145,6
160,9	157,3	155,5	154,6	152,2	152,2	152,2	152,2	152,2	152,2
158,5	156	154,1	151,7	150,6	151	150	149	148,8	149,6
159,1	157,5	154,5	149,1	151,6	157,2	158,3	155,3	155	154

160,7	156,7	152,8	152	153,1	153,2	151,7	150,3	151,5	151,6
154,5	154,5	154,7	152,5	159,4	160,3	157,7	157,9	158,3	158,1
154,6	153,6	153,8	151,6	156,6	158,2	156,1	156,6	157	156,6
154,3	153,7	154	151,8	157,9	159	156,4	156,8	157,5	156,9
153,6	149,6	148	146,7	147,9	148,2	146,8	145,8	145	147,7
153,4	149,9	148,5	146,9	148,1	146,9	146,9	146,7	145,3	147,8
154,7	151,8	149,6	149,6	151,8	154,5	153,4	152,5	153	153,7
150,1	144,1	142,4	140	145,1	143,7	140,9	138,5	138	143,9
153,7	152,7	153,2	150,8	155,6	157,5	154,1	154,8	154,4	154,5
154,8	150,4	148,2	145,7	146,8	145,5	144,2	143,1	142,9	146,6
154,1	151,2	152	150,5	155,5	156,7	154,7	154,2	153,9	155,4
155,4	149,9	145,4	140,9	143,4	145,3	142,8	141,1	141,1	143,9
158,1	153,1	150,7	150,1	149,9	149,9	149,9	149,9	149,9	149,9
149,1	145,7	142,9	141,1	145,9	147,9	146,6	143,4	143,5	148,3
154	152,1	152,1	150,7	155,2	155,9	154,1	153,7	153,7	154,3
154,6	150	149,7	146,5	148,2	148,1	147,6	145,9	145,7	148
154,9	148,9	147,3	140,4	143	145,3	144,2	144,2	143,1	143,9
154,2	153,2	153,1	151,2	157,8	158,6	156	156	156,3	156,6
153,7	152,3	152,4	150,6	157,1	158,6	156,1	156,2	156,7	156,9
154,5	152,9	153	151	155,7	157,8	154,3	155,6	155,6	155,9
155,1	153,9	154,4	152,1	158,5	159,8	156,6	157,2	157,8	157,5
156	154,9	155,5	153,8	157,8	160,2	157,3	157,8	158	158,2
153,6	149,9	147,3	147,2	148,4	148,9	148,9	148,7	148,4	147,7
153,7	152,7	152,4	150,7	155,4	157,4	154,7	154,9	154,7	155,1
153	149,6	147,7	146,3	146,3	146,3	146,4	147,3	148,3	144
159,1	154,7	153	151,1	157	159	156,4	156,4	156,6	157,7
157,5	150	149,8	148,5	146,2	145,7	145,7	145,7	146	148,1
157,4	154,6	154,2	153,6	152,6	151,2	151,2	151,2	151,2	151,2
152,8	148,4	145,5	144	145,3	150,2	147,2	147,4	147,9	149,4
154	151,6	152,1	150	153,7	157	155	155,1	155	156,2
153,3	151,3	151,3	149,6	155,5	157	155,2	155,2	155	156,4
150,1	146,5	145,3	144,7	145,2	145,1	145,1	145,1	144,7	143,9
152,3	148,5	143,9	142,9	147,1	151	148	147,3	147,1	147
151,8	148,3	143,9	141,9	142	147,6	145,5	143,1	143,8	147,7

153,9	146,3	147,7	150,3	148	146,8	143,3	145,5	144,4	150,7
159,9	154,2	152,8	151	151,7	150,7	150,5	148,8	148,7	150,3
159,5	154,7	151,9	148	150,5	154,3	153,1	150,9	150	148,5

; par sous-région reflètent dorénavant la moyenne des prix des essence1Afin d'améliorer la qualité des informations publiées, la Régie a procéd

							2024		
2024-11-18	2024-11-25	2024-12-02	2024-12-09	2024-12-16	2024-12-23	2024-12-30	Janvier	Février	Mars
154,8	155,5	155	154,6	156,2	155,1	154,5	163,1	163,2	165,1
154,4	154,2	154,3	154	155,7	157,7	157,7	161,3	162,3	164,4
154,2	154,3	153,6	156,8	156,8	156	155,8	162,1	164,2	164,9
154,2	151,8	150,5	150,7	155,4	159,4	158,7	163,8	165,8	165,8
144,5	147,8	144,5	144,5	144,5	144,4	144,5	150,3	152	153,2
145,2	150,3	147,5	144,8	144,5	144,4	144,5	153,1	156,8	154,5
143,6	148,3	143	143,5	144	145,2	144,8	151,8	153,4	152,4
141,1	140,5	137,7	139,4	140,5	141,5	140,3	144,1	145,8	149,8
139,8	140,1	135,2	139,7	141,5	141,7	139,1	144,8	146,4	150,4
154,4	154,4	154,4	154,4	154,4	154,4	154,4	161,1	164,7	167,8
154,6	155,8	155	153,7	156,2	158,7	158,7	160,8	163,4	165,5
154,9	154,4	153,9	153,9	155,5	158,1	158,1	160,8	162	163,2
153,7	155,4	150,8	149	155	157,4	154,1	161,7	163,7	164,2
154,1	154,3	152,3	152,7	156,1	158	157,2	161,4	163,8	165,2
154,6	156,3	154,7	154,6	156,1	155,1	154,5	158,9	162,9	165,1
155,2	155,8	154,6	153,1	156,4	157,4	154,8	162,4	163,7	165,4
152,5	155,4	155	152,2	154,6	156,4	156,3	159,3	162,6	163,1
150	150	148,5	147,7	147,3	146,8	146,6	156,1	159,6	160,4
151,8	152,2	151,8	151,5	150,7	150,8	150,4	150	154,7	156,2
150,1	151,2	149,4	149,4	149,4	149,4	149,2	152,8	153,7	156,8
152,7	152,9	151,9	151,9	151,7	151,7	151,6	152,4	155,3	155,5
154,2	154,7	153,3	152	151,2	150,3	149,5	156,9	158,4	160,6
148,5	149,9	149,5	149,2	148,9	149,2	149,2	157,1	158,1	158,8
149,8	151,4	151,9	151,9	150,5	150,1	150,1	158,4	158,7	160,7
152,9	153,2	152,5	152,3	152	151	150,7	155,9	157	157,2

151,4	151,9	151,3	147,6	148	146,5	145,8	155	158,4	160,9
152,8	151,4	149,8	149,3	149,3	149,1	149,1	156,7	158,7	160
152,7	153	152,2	152,1	150,9	149,3	149,2	155,9	158,3	160,3
156	155,7	155,7	154,9	155,2	155,7	155,7	160	160,9	162,6
144,7	148,7	150,4	150,2	148,3	146,9	146,9	152	152,5	155
160,1	161,2	159,7	160,6	161,5	159,4	160,7	160,4	165	169,3
160	161,2	159,5	160,7	161,7	159,5	160,3	160,5	164,8	169
159	160,2	158,3	159,1	160,1	158	159,2	159	163,8	168,3
159,4	160,6	158,5	159,9	161,2	158,4	159,4	159,5	164,2	168,9
159,1	160,6	158,8	159,8	160,8	158,7	160,1	160,5	164,6	169
158,3	159,8	158	158,8	159,5	157,6	158,8	159	163,6	167,7
148,5	149,2	145,7	147,4	146,2	142,6	139	146,7	150,8	148,3
146,3	145,1	143	144,3	143,3	142,1	141,6	147,7	151,2	152,1
151,1	151,6	151,2	151,3	151,6	151,2	149,7	150,8	154,2	156,8
148,9	148,8	148,8	148,8	148,9	148,8	148,9	150	151,3	154,6
152,5	155,5	159,5	159,5	159,5	159,5	159,5	158,2	163,4	164,1
152,6	156	159,6	159,6	159,6	159,6	159,6	157,8	163,4	164,9
152,2	155,4	157,8	157,7	156,7	156,9	157,2	157,3	162	164,8
152,4	155,1	158,9	159,4	159,4	159,4	159,4	158	163,3	164,4
150,7	151,9	152,8	152,8	153,1	153,1	152,8	159,5	160,4	161
156,3	156,4	156,2	156	156,3	155,7	154,9	163,2	164,7	164,4
183,8	186,1	185,7	185,3	186	186,1	186,1	182,2	185,9	188,8
150,2	152,3	153,5	153,8	153,7	153,6	154,5	156,4	160,4	159,5
167,6	169,4	167	166,9	167,8	165,3	166,2	169,4	174,1	177,4
155,1	155,6	155,3	155,3	156,4	157,4	155,9	158,3	161,3	164
160,5	159,8	159,1	159,2	159,6	159,7	159,6	164,6	167,3	169,3
158,4	158,4	158,4	158,4	158,4	158,7	158,7	163,4	165	165,2
155,4	156,3	154,9	153,2	155,5	156,8	155	158,2	164,2	166,3
154	156,5	156,1	155,9	156	155,5	155,6	158,8	162	164
150,8	151,2	149,8	149,4	150,7	150,2	149,8	154,5	157,5	161,6
147,2	152,8	151,5	150	149,9	148,2	147,6	152,9	154,6	157,6
154,2	156,3	156,2	156,1	155,1	154,2	154,2	158,7	162,2	163,5
150,7	151,6	150,8	150,5	150,7	151,3	150,4	156,3	161	162,3
154,8	156,1	156,1	156,1	156,3	156,7	156,7	160,8	159,4	163,7

152,7	154,5	151,1	150,2	150	153,3	152,7	153,3	158,8	161,6
159,6	160,8	159,1	159,9	161	159	160,7	160,3	164,5	168,5
157,6	158,8	157,6	158	159,2	157,8	158,8	159,7	163,3	167,5
157,8	159,9	157,7	158,7	159,7	158,4	159,6	159,2	163,3	168,3
146,9	145,9	145,6	145,4	145,8	145,2	146,1	152,5	153,3	156,4
148	147,1	146,9	146,9	146,9	146,9	146,9	152,6	155	157,9
153,6	155	154,2	153,5	154,4	153	154,1	156,3	158,4	160,6
144,3	144,1	143,3	142,7	142,7	141,2	142,4	148	152,3	156
155,9	157,9	156,5	157,1	157,8	156,2	157,2	156,8	160,2	162,8
147	146,1	145,4	145,2	145,2	145,2	145,2	151,1	153,2	156,2
156,4	157	154,8	154,3	154,5	154,5	156,3	157,4	161,5	166,3
144,8	146,1	145,6	144,7	144,4	141,7	143,7	147,2	149,1	152,6
149,9	150,1	149,9	149,9	149,5	148,9	148,9	154,9	153,8	154,3
146,8	146	142,5	144	146,2	144,3	144,9	150,5	154,3	155,4
155	157,8	155,7	155,1	156	154,4	155,1	157,4	161	164,3
147,2	151,1	148,9	145,6	144,9	145,8	146,1	148,7	157,1	157,4
143,6	144,5	143,5	143,5	141,9	141,9	141,9	150,7	153,9	156,1
157,9	160,2	158,4	159,1	159,3	156,5	158,7	159,2	163,8	167,9
158,1	159,3	157,3	158,2	159,3	157	158,1	158,4	163,4	167,5
157,1	158,3	156,9	157,6	158,5	157	158	155,7	160,5	167,2
159,3	160,1	159	159,8	160,8	158,5	159,5	158,5	163	168,9
159,6	160,7	159,2	160,1	161,4	159,3	160,4	159	164	169,3
147,6	149,4	149,9	149,9	150,1	149,9	149,9	151,7	153,3	156,5
156,2	157,7	156,5	157,1	158,1	155,9	156,5	157,4	162,4	166
143,6	147,9	147,9	147,9	148,1	146,9	146,9	145,9	149,6	153,3
159,5	158,5	156,4	156,6	156,9	155,7	156,8	159,1	163,8	167,5
149,1	152	155,9	155,9	153,8	152,4	150,4	159,4	155,9	159,2
151,2	151,2	150,6	149,6	149,6	149,6	149,6	152,7	154,6	159,1
149,4	148,8	146,8	147,4	147	146,1	148,1	159,1	163,8	160,7
156,7	157,5	156,1	154,7	153	151,7	152,8	157,7	162,2	167,8
156,6	157,5	155,7	156,1	156,7	156	156,7	157,7	161,2	166,6
143,4	145,7	145,6	145,5	146	145,6	145,3	147,9	149,3	152
148,5	149,3	149,5	148,8	149,2	147,9	148,4	152,3	158,3	161
147	148,3	147,9	147,2	145,9	145,9	145,9	151,1	152,5	156,3

153,1	156,6	151,6	144,7	145,7	146,4	147,2	159,5	158,1	161,4
149,6	154,2	153,7	153,3	152,6	152,4	152,3	156,1	157,2	159
148,7	149,6	148,2	148,7	148,6	147,9	147,8	155,6	157,3	160,2

dé à certains changements. Les prix moyens par sous-région reflètent dorénavant la moyenne des pri 1Afin d'améliorer la qualité des informatio

MENSUEL

Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Moyenne cum
176	179,6	170,7	173	170,1	158,5	154,1	154,4	155,2	165,2
175,5	176,4	169,3	168,4	170	157,7	156,5	154,4	155,2	164,3
176,7	176,5	168,8	169,9	169,4	157,5	153,6	153,9	155,8	164,4
176,4	174	167,1	166,1	166,1	156,5	155,5	153,6	153,4	163,7
168,9	167,6	157,7	162	156,5	146,4	140,3	144,1	144,5	153,6
168,1	173	167,4	162,5	161,8	153,9	146,4	146,3	145,4	157,4
171,6	169,5	163,7	162,2	159,4	150	144,8	144,7	143,8	155,6
169,7	163,6	154,4	157,4	151,8	141,8	136,1	140,2	139,5	149,5
166,8	161,7	154,7	156,6	151,3	141,9	136,8	139,6	139,1	149,2
176,2	177,1	170,4	174,8	172,8	164,2	154,9	154,4	154,4	166,1
177,7	181	168,7	174,6	167,9	156,6	155,8	154,6	155,6	165,2
175,7	181,2	170,8	176,6	168,2	157,9	156,3	155	155,1	165,2
178,3	177,3	168,8	174,8	166,3	153,5	153,5	153,3	152,4	164
178,9	178,3	168,1	176,1	168	154,7	154,7	154,7	154,4	164,8
179	181,4	169,6	175	169,8	157,3	155,8	154,8	155,1	165,4
179	181,2	169,8	175,9	168,5	157,4	156,5	155,7	155	165,9
177	180,1	168,3	174,7	168,4	156,4	155	153,3	154,3	164,4
169,4	176,3	169,2	169,2	168,6	160,1	152,7	150,3	147,7	161,6
169	174	167,5	166,9	163,7	156,4	152,2	152,2	151,2	159,5
168,8	174,3	166,4	164,3	162,2	156,5	150,1	150,4	149,4	158,8
170,1	171	168,2	166,7	160,9	155,5	153,2	152,7	151,8	159,5
175	180,2	171,6	171,6	167,8	158,9	153,7	154,1	151,8	163,4
171,2	178	169,7	169,8	169,6	159,6	148,9	149,3	149,2	161,6
175,2	178,5	172,2	172,4	169,5	159,4	149,5	149,7	151,2	163
169,7	176,2	172,1	171,2	169,8	159	152,1	152,9	152	162,1

174,9	174,2	168,3	174,5	170,4	157,9	148,6	150,7	148,5	161,9
174,7	176,9	170,3	175	173,2	161,4	151	151,6	149,4	163,2
171,4	176,2	170,9	169,9	168,6	159,6	152,8	153	151,4	162,3
173,3	182,6	171,4	170,2	169,1	161,7	154,7	156,1	155,3	164,8
167,9	172,7	166,7	165,9	164,6	154,3	142,5	145,5	149,2	157,4
180,1	177,6	173	176,1	169,7	155,4	157,5	159,3	160,4	167
180,3	178	173,1	176,5	169,9	155,7	158	159,5	160,4	167,1
179	177	172,2	175,1	169	154,8	156,6	158,3	159	166
180,2	177,2	172,4	175,7	169,4	155,3	156,9	158,7	159,6	166,5
179,8	177,4	173,2	176,4	169,6	155,5	157,5	158,8	159,6	166,8
179,2	176,9	172	175,1	169,1	154,6	156,7	158	158,6	165,9
162,6	160,9	157,3	159,9	155,8	143,5	141,8	147,3	145,6	151,7
165,7	166,7	158,6	159,9	157,5	147,2	142,7	145,4	143,3	153,1
169,7	169,7	162,8	165	164,6	152,9	147,3	150,3	151,3	157,9
166,4	173,4	165	167,7	166,9	154,7	148,4	148,8	148,8	158
173,5	180,5	174,1	171,5	170,7	159,2	152,6	153,2	159,5	165
174,8	180,5	174,3	172,4	171,2	160,1	152,7	153,4	159,6	165,4
174,9	177,9	171,4	172,3	168,1	155,3	152,3	153,1	157,3	163,9
174,1	180,4	173,9	170,7	169,7	158,2	152,6	153,1	159,3	164,8
173,2	181,2	173,9	172,5	171,3	161,3	153,2	151,2	152,9	164,3
176,5	182,9	175,1	174,3	174	163,6	158	156,6	156,1	167,4
196,6	200,2	196,6	199,5	195,5	182,6	180,2	183,6	185,8	189,8
173,7	176,5	172,7	172,3	171,4	158	150,3	151	153,7	163
186,2	186,5	181,6	184,9	179,5	164,3	165,2	167,9	167	175,3
177	180	170,5	168,6	170,1	159,5	156,9	155,8	155,9	164,8
180,2	184	174,9	176,7	174,3	165,4	160,4	160,5	159,3	169,8
180,3	183,9	174,3	172,9	173,6	165,5	159,5	158,5	158,4	168,4
178,7	182,7	171,4	176,5	170	158,4	155,2	155,5	154,9	166
177	180	168,6	172,6	168,7	157,8	153,4	154,2	155,9	164,4
173,1	177,8	167,6	168,4	166,3	157	151,8	150,8	150	161,4
169,4	172,6	163,1	165,2	163,9	153,7	145,9	147,9	150,1	158,1
176,9	179,5	170,6	176,7	170,4	159	152,6	153,7	155,5	164,9
173,5	180,4	169,5	170,1	168,2	157,5	150,4	150,1	150,7	162,5
175,2	180	169,6	174,3	169,1	157,2	154,3	155	156,2	164,6

173,6	176	166,9	170,6	169,2	157,6	152,1	152,5	150,9	161,9
179,6	177,4	173,2	176,3	169,4	155,5	157,7	159,1	159,9	166,8
179,1	176,8	170,8	173,5	167,5	155	155,9	157,4	158,2	165,4
179,5	177,3	172,8	175,8	169	155,1	156,5	157,9	158,6	166,1
167,9	171,4	163,3	162,4	160,3	151,6	147,1	146,3	145,6	156,5
168,9	172,4	165,7	164,1	161,8	151,9	147,2	147	146,9	157,6
172,2	175,2	168,6	169,6	165,3	153,1	152,4	153,7	153,9	161,6
165	167,5	160,2	161,8	157,7	146,6	141,8	142,3	142,7	153,5
175,3	176,5	171,5	173,7	168,4	154,3	154,6	155,6	157	163,9
165,9	170,4	163,8	164	161,4	152,2	145,1	145,5	145,3	156,2
179,3	176,8	171,3	173,4	167,9	153,6	154,5	155,6	154,6	164,4
166	169	164	162,8	159	151,2	142,7	143,8	144,7	154,3
166,1	172,7	167,9	167,9	167,1	155,1	149,9	149,9	149,6	159,1
168,5	172,4	165,1	162,7	158,8	146,9	145,1	146	144,1	155,8
174,4	173,9	168,9	170,4	165,7	153,9	154,1	155,1	155,5	162,9
169	174,3	167,7	165,6	161,6	152,6	147,3	147,9	146,5	158
166,9	171,6	166,4	164,9	160,6	151,5	143,3	143,8	142,8	156
178,6	177	172,2	174,8	168,3	154,6	156,1	157,6	158,6	165,7
178,6	176,7	171,6	174,6	168,8	154	155,9	157,6	158	165,4
178,8	176,6	170,3	173,5	168,4	154,5	154,9	156,6	157,6	164,6
179,8	177,2	172,3	175,2	169,3	155,4	157	158,6	159,7	166,2
179,8	177,4	173,3	175,9	169,8	156,3	157,5	159	160,1	166,8
164,8	167,2	160,5	160,6	159,3	150,8	148,6	148,3	150	156
177,1	175,3	169,6	172,5	167,1	153,9	154,7	155,8	157	164,1
166,1	166,6	158,4	159,8	157,6	150,7	146,4	146,1	147,8	154
178,3	177,1	171,6	175	169,5	156,8	156,1	157,9	156,5	165,8
171,2	173,9	168,6	167,7	164,9	154,3	146,3	148,5	154,6	160,4
168,7	173,6	170,6	170,9	170,1	156,7	152	151,2	149,8	160,8
171	171	164,3	166,2	163,4	150,3	146,8	148,8	147,1	159,4
178,9	177,4	171,6	174,3	168,3	153,6	154,2	156,2	154,1	164,7
178,3	176,8	170,9	172,6	167,6	153,2	154,6	156,3	156,1	164,3
164,4	167,5	159,6	162	158,7	148,7	145,1	144,5	145,7	153,8
174,4	171,5	163,9	168,7	163,4	149,8	147,2	148	148,9	159
168,1	169	161,3	163,3	161	149,7	144	146,5	146,8	155,8

175,3	172,2	165,9	166,9	162,3	150,9	146,7	150,8	147,1	159,8
171,9	177,1	170,6	168,4	167	156,7	150,6	150,6	153,1	161,5
172,7	174,5	167,1	168,6	165,4	156,4	151,3	149,2	148,4	160,5

ns publiées, la Régie a procédé à certains changements. Les prix moyens par sous-région reflètent dorénavant la moyenne des prix des essencer

ıulative

ies situées dans chacune des sous-régions. Auparavant, les prix moyens étaient le résultat d'une moyenne des prix par secteur. De façon généra

ıle, l’impact sur les résultats est inférieur à 1 cent/litre

PRIX MOY
Par municipalité ou municipalité régio

2023

- Prix moyen affiché - hebdomadaire

janvier	pages 2-4
février	pages 2-4
mars	pages 2-7
avril	pages 5-7
mai	pages 5-7
juin	pages 5-10
juillet	pages 8-10
août	pages 8-13
septembre	pages 11-13
octobre	pages 11-13
novembre	pages 11-18
décembre	pages 16-18

- Prix moyen affiché - mensuel

janvier à décembre	pages 17-19
Moyenne cumulative	pages 17-19

Pour plus d'information (définitions, sources et méthodes), consultez le guide méthodologique de la Régie de l'énergie :
Guide méthodologique pour l'établissement des différents relevés sur les produits pétroliers - Partie 1 : Procédures et définitions

Guide méthodologique pour l'établissement des différents relevés sur les produits pétroliers - Partie 2 : Informations par municipalité

Essence ordinaire
/EN AFFICHÉ
nale de comté du Québec

(¢/litre)

Régions	Sous-régions1	2023-01-02	2023-01-09	2023-01-16	2023-01-23	2023-01-30	2023-02-06
1	MRC Kamoura	161,5	162,1	169,6	169,6	169,6	165,3
	MRC La Matap	155,5	159	166,1	166,3	166,3	163,6
	MRC Les Basq	162,9	163,7	167,7	168	168,4	165,5
	MRC Rimousk	161,4	162,4	169,4	169,4	169,4	166,3
2	MRC Lac-Saint	153,6	154,3	150,4	155,9	159,4	154,4
	MRC Le Doma	153,4	153,3	154,3	155,2	155	154,2
	MRC Le Fjord-	153,8	153,9	154,6	156,5	155,8	154,3
	Saguenay (Chi	150,1	146	150,3	152,8	154	150,3
	Saguenay (Jon	150,7	145,4	150,7	151,4	153,1	150,1
3	MRC Charlevo	154,4	155,9	169,4	169,4	169,3	163,5
	MRC La Côte-(	160,7	157,7	169,2	168,2	166,8	162,5
	MRC Portneuf	160,9	159,9	169,8	169,5	166,9	162,7
	Québec (Beau	160,7	160,2	169	168,2	167,6	162,8
	Québec (Char	160,5	160,8	169,6	168,8	167,8	162,9
	Québec (La Ha	161,1	160,5	169	167,5	166,9	162,6
	Québec (Les R	161,5	161,2	169,9	169,9	168,4	162,7
	Québec (Ste-F	159,6	159,3	168,9	168,5	168	162,1
4	Agglomératio	157,4	151,4	164,8	164,4	164,4	161,4
	MRC Les Cher	152,4	150,3	159,4	161,9	158,4	156,8
	MRC Maskino	149,4	148,8	151,6	152,2	154,3	154,3
	Shawinigan	154,7	150,9	160,4	158,3	155,6	154,2
	Trois-Rivières	157,5	159,1	166,4	167,8	165,4	161
5	MRC Coaticoo	155,2	154,2	160	159,1	156,6	156,2
	MRC Les Sour	155,6	154,7	160,6	162,7	163,9	161,8
	MRC Memphr	154,8	154,5	162,9	160,5	157,8	155,1

	Sherbrooke (E	153,8	153,4	166,7	164,7	165,6	162,1
	Sherbrooke (J	156	153,9	164,9	165,7	164,8	161,4
	MRC de La Ha	157,3	150,6	163,6	160,4	159,4	158,1
	MRC de Brom	155,9	157,2	158,7	162,6	162,4	160,3
	Estrie (00-20 h	146,9	145,2	150,7	155,1	156,6	153,9
6	Agglomération	159,7	154,7	163,4	168	163,4	158,1
	Agglomération	160,2	154,5	163,4	168,1	163,5	158,3
	Agglomération	158,7	153,3	162	166,5	162,5	156,6
	Agglomération	158,7	154,2	162,4	166,7	162,8	157,3
	Agglomération	162,1	157,6	165,5	169,8	164,1	158,8
	Agglomération	159	153,7	162	166,5	162,5	157,7
7	Gatineau (00-	141,2	139,9	145,9	146,3	145,9	144,9
	Gatineau (15-	145,5	145,2	147,3	151,3	153,7	153,9
	MRC Collines-	148,2	146,7	149,4	152,7	155,7	155,9
	MRC La Vallée	146,6	146,9	146,4	151,6	155,1	155,2
8	MRC Abitibi &	160,7	161,5	166,2	166,3	165,1	162,5
	MRC La Vallée	160,8	161,2	165,8	166,3	166,6	163
	MRC Témiscar	158,7	157,8	163,4	165,2	166,3	163,3
	Rouyn-Noranc	161,3	161,3	167,8	169,3	167,4	163,2
9	MRC La Haute	155	155,2	164,2	164,8	164,5	161,2
	MRC Minganie	156,8	157,3	169,2	167,6	167,1	163,2
10	Baie-James	181,6	178,5	181,1	185,5	186,9	182,7
	Chibougamau	158,3	159,1	163,4	164,7	163	160,8
11	Les Îles-de-la-	167,9	164	171	176	173,5	168,9
	MRC Avignon	158	157,4	162,8	161,1	160,9	160
	MRC La Côte-(	159,3	160,2	168,8	168,6	168,2	165,1
	MRC Le Roche	159	161	167,9	169	166,6	164
12	Lévis (Desjard	161,9	162,2	169,9	169,9	169,9	162,9
	Lévis (Les Chu	159,3	158,4	168,1	167,7	167,8	161,8
	MRC Bellecha	157,4	156,7	160,9	160,9	161,9	160,6
	MRC La Nouve	152,4	150,1	161,8	160,6	160,2	157,8
	MRC Les Appa	153,7	153	168,5	166,2	166,2	162
	MRC Les Etche	160,4	158,5	169,4	169,2	167,6	161,9
	MRC Lotbinièr	156,9	160,3	169,9	169,9	167,5	161,3

	MRC Beauce-S	160	159,2	166,8	168,6	166	159,3
13	Laval (Secteur	159,9	154,7	163,4	168,1	163,4	158,6
	Laval (secteur	159	155	162,5	167,4	163,9	158,2
	Laval (secteur	160,3	154,2	163,1	167,9	163,3	158,2
14	MRC D'Autray	149,1	147,7	151,9	155,1	156,6	154,5
	MRC Joliette	149,9	149,9	153	153,9	156,8	154,9
	MRC L'Assom	159,7	153,9	161,4	165,2	163,7	156,6
	MRC L'Assom	147,5	146,5	150,6	152,5	155,3	154,9
	MRC Les Mou	158,1	153,1	160,6	165,3	162,2	157,2
	MRC Matawin	146,6	146,9	150,1	152,5	156	153,6
15	Mirabel	157,7	153,7	161,8	165,8	161,8	157,4
	MRC Antoine-	147,4	147,6	148,1	152,6	154,6	153,8
	MRC Antoine-	145,9	145,9	147,2	151	154,2	155,9
	MRC Argenteu	155,1	153,7	150,3	151,4	154,4	153,7
	MRC Deux-Mo	157,8	153,8	161,1	165,1	161,1	156,5
	MRC La Rivièr	155,7	153,9	154,3	161,6	163,5	158,2
	MRC La Rivièr	148	147,3	146,6	150,8	154,3	154,9
	MRC Thérèse-	159	154,2	161,7	166,3	162,6	157,9
16	Agglomération	157,8	152,9	161,4	166,4	163	157,4
	Agglomération	157	152,3	161,3	165,6	161	155,7
	Agglomération	158,4	154	162,9	167,3	162,5	157,4
	Agglomération	158,6	154	162,6	167,3	162,8	157,8
	Montérégie (C	144,2	142,7	147,1	151,5	153,7	151,8
	MRC Beauhar	156,9	152,8	161,2	165,7	161,4	156,1
	MRC Beauhar	147,3	145,4	144,9	150,5	154,1	152,6
	MRC La Vallée	158,4	154,9	161,8	166	162,5	158,4
	MRC La Vallée	159,2	156,5	168,7	164,3	164,1	164,1
	MRC Le Haut-	156,8	154,2	155,8	157,4	157,9	156,7
	MRC Les Masl	159,5	157,3	164	165,1	164,4	163,1
	MRC Marguer	158	153,9	161,6	166,1	161,6	157
	MRC Vaudreu	157,4	153	160,7	164,9	160,9	156,3
	MRC Vaudreu	147,3	146,3	147,3	151,9	152,5	150,6
	MRC du Haut-	153,2	151,1	157,7	161,9	159,6	156
	MRC d'Acton	148	146,5	155,4	154,9	157,3	154,1

17	MRC Arthabas	153,5	153	168,1	169,1	167,4	162,5
	MRC Bécanco	154,7	153,5	163,6	166,1	165,8	161,5
	MRC Drummc	156,5	156,1	166,2	164,8	164,3	160,2

1Afin d'améliorer la qualité des informations publiées, la Régie a procédé à certains changements. Le

HEBDOMADAIRE

2023-02-13	2023-02-20	2023-02-27	2023-03-06	2023-03-13	2023-03-20	2023-03-27	2023-04-03	2023-04-10	2023-04-17
162,7	162,7	162,7	165,2	164,3	162,7	165,3	169,5	168,8	171,1
161,2	161,1	159,9	160,7	159,1	160	163	161,5	162,1	167,2
163,2	164,4	164,4	164,4	164,4	164,4	165,2	168,4	168,4	170,7
164,4	164,4	164,4	164,4	164,4	164,4	166	169,4	169,4	172,2
149,4	149,4	150,5	156,5	158,2	154,7	155,8	157,4	156,5	161,5
153,4	153,2	152,2	156,2	158,3	155	154,3	154,7	154,7	160,5
152,9	152,7	152	155,8	157,2	153,6	154,1	154	154,6	161,3
146,5	146,5	144,7	155,2	152,9	146,6	147,6	149,7	149,1	159,2
146,4	146,4	144,7	155,3	152,9	146,5	147,6	149,5	148,2	159,5
159,4	159,4	159,4	161,1	159,4	159,4	163,4	169,4	169,4	172,2
159,9	159,6	158,6	166,7	164,4	159,9	162,9	168,9	169,5	172,2
159,9	159,9	159,9	167,5	164,3	159,9	162,7	169,9	169,9	172,1
159,9	158,6	158,3	167,6	164,3	160,2	164,4	169,8	168	171,5
159,9	159,6	157,4	167,5	163,6	159,5	163,4	169,7	169,1	172
159,9	159,9	158,4	166,8	164	159,8	162,7	167,5	167,5	171,5
159,9	159,9	160,5	167,5	164,1	159,9	164,2	169,9	169,9	172,9
159,2	159	158,9	165,8	162,7	158,8	162,4	168,2	168	171,2
159	157,8	156,2	161,5	161	157,7	160,1	166,5	166,4	164,4
154,8	154,6	153,6	157,5	157,6	155,9	155,5	162,8	163,4	164,6
154,1	153,1	152,7	156,1	154	152,8	154,6	155,2	157,2	160,4
152,2	151,5	150,3	159,5	156,4	155,3	158,8	161	159	162,3
159	159,1	159	160,5	159,3	158,7	162,3	167	168,5	170,6
156,2	156,2	156,2	157,1	156,2	155,8	156,5	159	161,4	163,2
157,9	157,1	156,8	158,9	157,6	154,6	155,9	158,5	160,4	165
151,5	149,5	147,8	152,4	153,5	152,9	154,3	159,2	159,3	160

159,9	159,9	159,9	159,9	159,9	158,4	158,8	158,2	165	166,1
159,8	159,9	159,9	159,9	159,9	158,7	159,6	160,9	163,8	165,7
157,3	157,2	157,2	158,2	157,2	156,9	160,2	159,1	157,6	165,4
159,5	158,6	158,1	158,2	158,1	158,1	159,5	162,1	162,3	165,4
152,7	152,4	152,3	151,7	151	151,2	153,4	155,8	155,8	160,4
161,1	157,7	158,8	166	160	157,7	161,3	163,6	169,2	172,1
161,3	157,8	158,7	166,2	160,1	157,9	161,3	163,7	169	172,1
159,8	156,8	156,6	164,7	159,2	156,9	160,3	162,3	167,7	170,5
160,5	156,9	158	165,1	159,4	157,2	160,6	162,6	168,1	171,3
161,3	157,2	158	165,4	159,6	157,4	161,1	163,5	168,8	171,7
160,2	156,6	157,6	165,1	159,2	156,9	160,5	162,6	166,8	170,7
142,6	142,8	140	144,1	146,2	144,5	144,1	146	152,1	161,1
150,6	150,2	148,9	148,8	150,5	149,1	147,9	149,5	153,2	159,3
152,2	152,5	149,8	149,4	151,6	151,4	151,3	151,4	153,4	160,4
155,1	155,1	155,3	155,2	156,6	152,2	151,2	151,3	153	156,1
161,5	161,5	161,5	163,5	162,7	161,5	161,5	162,2	164,8	168,5
161,6	161,6	161,6	165	163,5	161,6	161,6	163,2	165,1	171,6
158,8	158,6	157,7	162,7	162,9	160,9	158,7	160,3	164,7	169,3
161,3	161,3	161,3	164	162,2	160	159,4	160,5	165,1	171,2
157,9	157,8	157,8	158,7	159,4	158	161	164,5	165,2	167,8
159,8	159,8	159,8	159,7	160	159,9	161,9	167	169,8	172,4
182,4	182,9	180,3	183	184,8	179,6	181,4	182,5	186,1	193,4
159,5	159,4	159,4	161,9	162,8	161,1	160,3	162	163,2	165,6
170,1	167,7	168	174,1	170,8	167,4	167,9	171,5	177,9	181
155,2	151,8	152,6	160,5	160,1	158,7	161,4	166,1	167,1	169,9
163,5	163,4	161,7	164,4	164,6	164,6	166,2	169,1	169,2	171,6
163,5	153,1	155,2	164	164	164	166	168,9	168,9	171,4
160,2	159,9	160,2	166,9	164,2	159,9	163,6	168,8	169,5	172,5
159	158,9	158,9	164,8	161,6	158,7	162,4	163	166,5	169,9
160	159,6	156	160,2	161,1	159,1	161,3	162,6	161,2	167,6
155,1	154	152	156,3	156,7	154,6	156,1	160,6	160	164,6
158,7	158,2	158,6	165,5	163,2	159,2	161,9	160,5	169,2	172
158,5	157,4	155,1	163,9	162,6	159,1	161,9	166,9	166,6	169,1
159,9	159,9	160,1	164,7	161,9	159,9	162,7	165,9	166,9	172,1

156,2	154,7	153,4	165	163,2	159,2	161,4	169,2	169,2	171,1
161,3	157,7	158,9	166,4	160,1	158	161,5	163,8	169	172,1
161,1	157,5	158,1	166,1	159,9	157,7	161,4	163,2	168,7	171,8
160,8	157,6	158,1	165,8	159,8	157,7	161,3	163,3	168,4	171,9
153,4	152	151,6	156,2	154	153,2	154,8	156,4	158,4	162,2
151,9	150,8	151,2	155,1	153,1	152,7	155,6	159,8	159,8	161,6
157,2	155,8	156	163	159,9	156,5	158,4	160,8	164,5	168,1
153,2	150,2	149,5	154,7	154,3	151,9	149	150,3	154,2	158,4
159,2	156	156,5	163,2	158,8	156,4	158,9	160,8	166	169,5
152,3	150,5	149,2	153,6	154,3	153	151,5	154,2	156,8	160
160,2	156,8	157,3	164	159	157,1	159,9	161,9	166,7	170,7
153,7	153,1	152,1	153,3	152,1	150,8	150,6	151,2	153,7	159
155,9	155,9	155,9	155,9	155,9	155,9	155,9	155,9	155,9	157
150,9	149,4	148,7	153,2	153,3	151	147	150,4	152,9	162,3
159,3	156,5	157,2	163,4	158	156,2	158,8	161,2	165,6	168,3
155,1	153,9	153,9	158,7	158,8	156,6	155,7	156,5	157,3	162,5
154	152,6	151,9	153,8	153,9	153,6	151,8	150,6	155	159,4
159,9	157,1	157,7	165,3	159,7	157,5	160,5	162,9	167,6	171,4
160,1	157,1	157,1	164,4	159,4	156,9	160,2	162,2	167,1	170,4
157,6	154,7	155,3	163,1	158	155,6	159	161,1	165,2	167,9
159,6	156,6	157,5	164,7	159,2	157,3	160,5	162,9	167,7	170,3
160,3	156,9	158,1	165,2	159,5	157,5	160,6	162,9	168,3	171,2
149,9	149,5	147,4	151	150,6	148,5	146,9	148	151,8	154,5
159	155,6	156,6	163,1	157,5	155,8	158,2	160,6	165,6	169,1
149,6	149,7	148,1	150,1	151,9	149,7	146,9	149,2	152,5	157,1
160	157,1	157,7	163,7	159,6	157,1	159,4	161,3	165,2	170,1
164,1	164,1	162,3	166,5	165,6	157,9	160,1	164,4	164,1	164,7
155,9	155,9	155,9	156,4	156,2	155,9	155,9	155,9	156,9	161,1
162,2	160,8	160,2	163,4	163,1	159,1	160,3	162,3	165,6	169,5
158,8	156,1	157,1	162,9	159	156,8	158,9	160,8	165,8	169,4
158,1	155,6	154,8	161,4	157,6	155,7	158,3	159,9	164,6	168,5
149	149,1	147	150,6	150,1	149,2	148,7	149,9	152,1	156,2
156,4	154,3	152,3	159,5	157,4	154,7	153,7	155	161,4	164,6
150,5	149	148,8	155,7	156,8	148,3	151,7	159,4	157,2	161,6

158,3	156,6	155,1	159,8	154,8	149,5	152,5	151,9	158,7	167
158,7	158,2	157,7	159,6	159,1	156,5	155,8	158	160,4	165,4
157,7	156,4	155,6	159,4	158,9	152,2	151,3	157,2	158,4	167

es prix moyens par sous-région reflètent dorénavant la moyenne des prix des essenceries situées dar 1Afin d'améliorer la qualité des informatio

HEBDOMADAIRE

2023-04-24	2023-05-01	2023-05-08	2023-05-15	2023-05-22	2023-05-29	2023-06-05	2023-06-12	2023-06-19	2023-06-26
174,9	174,6	174	171,7	173	176,2	175,7	176,6	175,6	175,6
174,2	173,9	172,3	171,8	173,9	175,2	174,5	173,3	173,7	173,5
175,1	174	172,4	170,5	173,7	176,6	174,4	175,8	174,4	174,2
175,9	174,5	174,4	174,3	175	179,4	175,7	178,2	176,3	175,4
167,5	161,5	158,4	150,1	165,3	167,4	158,4	159,5	164,4	156
166,8	161,7	157,4	156,3	164,2	168,2	166,4	166,2	166,7	165
166,8	161,7	157,5	155,6	165,3	169,9	167,1	166,7	165,6	164,6
161,4	154,4	148,4	147,1	160,9	159,2	156,3	156	157	154
161	154	147,6	146,8	163	159	156,4	156,5	155,1	153,5
176,5	176,4	175,2	176	179	182,2	179,5	179,5	179,5	179,1
176,7	176,4	170,4	167,6	176	181,2	179,7	179,4	178,4	176,8
175,5	176,3	169,9	169,9	175,2	182	178,2	179,1	178,3	176,3
176,8	175,6	169,7	167,9	177	182,4	180	179,5	178,9	177,7
176,7	175,8	169,5	168,4	176,6	182	179,3	179	178,5	178
175,5	175,2	169,4	168,4	176	181,5	180	179	175,9	175,9
176,9	176,7	170,3	169,9	177,5	181,8	179,3	178,9	178,8	177,6
174,8	174,9	169,7	168,1	174,7	180,1	178,6	177,9	177,9	177,1
164,4	164,4	164,4	164,4	169,3	169,4	169,4	169,7	169,4	169,4
165,7	166	162,1	159,6	165,1	170,6	169,5	168,9	169,1	167,9
161,9	161,3	161,3	160,5	163	166	167,2	166,6	165,9	166,3
162,7	161,4	158,9	155,8	166,7	169	169,1	170,2	169,4	167,8
175,2	175	167,2	163,8	170,8	173,7	169,3	174	173,8	171
163,4	163	161,8	161,6	165,9	170,1	169,1	168,6	168,2	166,2
166,5	165,3	163	161,6	165,4	170,3	168,2	168,5	168,4	169,7
159,7	159,1	158,9	158,9	162	166,8	167,8	166,9	166,9	166,9

165,6	164,5	164,1	161	167,4	170,7	171,1	169,4	168,9	165,5
166,5	165,8	165,4	163,6	168,1	172,4	170,9	170	169,3	168,2
165,9	165,9	165,9	163,7	167,8	172,5	170,6	170,4	169,9	170,1
168,4	166,8	163,1	162,7	166,9	170,9	171,1	171,1	171,7	170,9
163,1	161,7	158	155,4	161,2	163,9	163,9	163,9	164	163,9
168,9	165,8	162,6	165	173,6	173,6	171,5	170,8	173,3	165,4
168,8	166,2	162,8	165	173,2	174,3	172,3	171,6	173,8	168,4
167,7	165,6	161,4	163,9	171,6	172,7	170	169,5	172	165,2
168,3	165,5	162,1	164,3	172,6	173,2	170,8	170,3	172,7	165,2
168,8	165,7	162,3	164,8	173,4	173,6	171,2	170,9	173,5	165,9
168,2	164,9	161,6	163,6	172,2	173,4	170,5	169,7	171,9	164,9
164,9	159	152,6	148,9	163,6	167,5	162,3	164,6	164,5	158,6
161,2	158,9	156,4	154,5	162,5	163,5	162,7	162,2	163,6	160,9
167	165,1	156,7	155,9	159,5	167,7	168,8	168,1	168,3	167,4
160	159,8	160	159,1	159,2	162,9	165,6	166,7	167,1	166,2
168,2	166,2	161,5	161,5	165,6	175,5	175,5	175,5	175,4	172,5
171,6	170	161,6	161,6	163,7	172,4	172,7	172,6	172,6	172,6
171,7	167,2	163,2	163,2	166,7	172,6	172	171	171,2	170,2
171,2	168,9	161,3	161,3	166,6	175,3	175,3	175,3	175,3	175,3
171,9	169,9	169,9	169,2	172	174,9	173,1	173,6	173,6	171,9
175,7	176	175,9	175,6	176,6	177,2	176,3	176,3	176,3	176,3
193,8	191,7	187	188,9	191,8	196,7	193,6	196,9	195,8	195,8
168,7	168,1	162,6	162,6	168,3	176,6	173,3	173,9	173,9	171
178,5	175,1	170,7	174	180,7	182,8	178,8	182,7	183	175,9
173,4	172	168,4	165,3	168	173,6	172,2	172,5	171,1	170,6
175,2	175,2	169,4	168,7	171,9	179,6	179,6	179,6	179,6	179,6
173,6	176	171,6	169	173,4	179	179	179	179	179
176,2	174,6	169,7	169,2	176,2	181,8	179,6	179,5	179,5	179,3
173,2	171	163	159,1	173	176,6	173,9	172,8	171,8	170,1
173,7	173,5	164,2	158,2	164,1	168,9	169,1	169	168,4	167,9
165,9	164,3	156,8	156,6	161,8	167,5	167	166,5	165	165
176,2	173,4	161,2	159,4	169,5	175,2	172,9	173,3	170	168,7
175,5	173,5	169,5	166	172,1	174,9	173,9	171,8	169,9	169,6
172,5	172,1	169,9	166,8	171,3	177,1	176,1	175,9	175,9	175,9

175,6	170,8	158,2	158,2	170,9	175,1	172,3	175,1	169	168,2
169,1	166,3	162,8	165,1	173,5	173,5	171,4	170,9	173,5	165,8
168,8	166,3	162,5	164,4	172,4	173,2	170,8	170,3	173,3	165,4
168,5	166	162,3	164,4	172,5	173,6	170,7	170,1	172,7	165,2
161,1	159,9	159,2	159,4	163,7	166,2	165,2	165,3	164,7	164,1
159,9	159,9	158,8	158,8	161,3	165	163,5	163,5	163,8	162,8
166,1	164,6	160,5	161,2	166,8	171,1	169	168,9	169,6	165,5
158,2	157,5	155,7	154,3	160,3	164,9	162,4	161,6	164,5	161,3
167,2	164,6	161,2	162,5	169,3	171,4	169,3	168,6	170,6	163,9
159,7	159,3	157,7	155,9	160,1	165,6	163,9	163,5	163,8	163,2
167,5	164,7	161,2	163,4	170,9	171,6	169,4	168,3	170,8	163,4
160	159,1	158,9	158,9	161,4	163,3	162,1	161,4	162,9	161,2
158,9	158,9	158,9	158,9	160	168,1	168,9	168,9	168,9	168
163,9	156,3	153,1	152,2	162,4	163,6	160,4	161,6	164,8	159,7
165,1	162,9	160,4	162,2	168,9	169,2	167,2	166,9	168,7	162,1
162,6	161,7	160,5	158,8	166,3	168,1	167,7	167,6	167,6	166,1
159,9	159,8	158,3	156,6	162,5	167	165,1	164,4	166,7	165,2
169	166,1	162,2	164,3	172,5	172,9	170,9	170,3	172,7	165,7
168	165,5	161,6	163,6	170,8	172,5	170,3	169,5	171,7	165,9
166,4	164	161,1	162,8	170	171,4	168,7	167,4	169,7	162,1
168	165,3	162,1	164,4	172,6	172,6	169,6	169	171,9	163,6
168,1	165,2	162,4	164	172,2	172,7	170,4	169,4	172,1	164,7
155,6	154,8	152,7	151,4	157,8	162,9	160,6	159	158,7	158,1
166,8	164	160,5	162,1	169,6	170,8	169	167,6	169,6	162,7
158,5	155,6	152,7	152	162,6	164,8	160,4	158,5	157,7	158
167,8	165,5	162,1	163,5	172	173	171	170,2	171,8	166,1
168,8	170,7	164,6	164,3	168,5	171,2	171,5	171,7	171,5	171,5
163,2	163,2	163,2	163,2	168,3	169,3	168,9	169,2	167,9	167,6
169,8	167,5	163,9	164,8	170,6	173,1	172,1	170,6	171,6	173
168	164,5	161,1	162,4	170,3	172,1	169,2	168,7	170,2	163,8
166,8	164	160,7	161,5	168,7	170,4	168,5	167,8	168,5	163
157,3	156,1	153,1	153,4	159,4	161,1	157,8	158,4	157,7	157,3
162,2	161,3	157,4	157,7	163,9	167,1	165,7	164,7	165,5	161,2
162,4	159,1	154,9	152,8	159,3	164,9	165,1	165,5	163,9	164,9

162,7	159,5	158,6	157,3	168	172,2	169,7	170,7	172,7	171,8
166,6	166,3	164	161,8	165,4	172,2	171	170,4	170,4	171,2
165,4	164,2	161,2	160,8	166,1	173,2	170,2	170,2	169,9	168,7

ns publiées, la Régie a procédé à certains changements. Les prix moyens par sous-région reflètent dorénavant la moyenne des prix des essencer

HEBDOMADAIRE

2023-07-03	2023-07-10	2023-07-17	2023-07-24	2023-07-31	2023-08-07	2023-08-14	2023-08-21	2023-08-28	2023-09-04
176,1	176	175,8	176,7	182	182	188,7	188	182	180,8
173,6	173,2	173,2	175,4	179,7	178,8	184,2	182	180,2	180,2
174,2	174,2	174,2	176,9	181,3	182,4	185,3	186,4	183,7	182,6
175,8	175,4	175,4	177,6	183,2	184,4	187,5	184,5	184,4	184,4
161,3	165,5	160,1	166,7	173,3	170,5	180,3	173,2	170,3	169,5
163,5	163,8	163	165,3	169,7	170,9	179,9	175,3	170,2	169,5
163,9	164,1	162,4	167	172,8	172,7	179,1	176,4	170,9	169,5
156,8	154,3	154	162	167,6	163	170,1	165,7	164,9	161,6
155,6	159,9	159,5	166,2	171,2	165,6	173,1	164,6	165,2	163
178,7	178,7	178,7	179,4	182,4	182,6	188,7	188,7	187,3	184,4
172,3	173,3	171,4	177,2	183,8	184,1	187,4	185,2	183,7	182,8
171,7	171,7	172,1	176,8	183,5	184,9	185,9	185,7	183	182,8
175,7	176,1	173,6	178,6	183,2	182,7	186,9	184,4	182,3	181,4
174	176,5	175,3	177,4	183,7	184,2	188	186	183,6	182
170,5	172,9	175,2	178,8	182,7	183,1	187,5	185,8	183,6	182,3
175,5	176,6	175,4	179,3	183	183	187,9	186,2	183,8	182,4
174,2	175,5	176,3	177,5	181,8	183	184,6	183,7	182,4	181,8
169,4	169,4	169,4	173,2	176,8	175,4	180,4	178,1	175,5	174,4
167,3	167,3	167,3	171,6	174,9	175	183,2	183	182	177,1
166,3	166,3	166	169,6	171,6	172	177,1	176,6	176,2	175,5
167,7	167,2	166,9	168,8	174,5	176,7	185,3	184,9	182,3	174,4
169,8	170,9	168,9	173,6	178,7	177,7	185,2	185,2	181,9	181,7
166,2	165,2	166,2	170,5	174,8	175,7	179,3	179	178,7	177,8
170,1	168,1	168,7	172,5	176,6	177,1	181,8	179,7	178,7	178,4
167,3	164,9	165,9	171,9	175,4	174,9	177,5	174,9	174,9	174,9

166,3	165,9	166,6	170,7	175,4	175,1	183,3	180	179,9	178,4
164,7	166,3	166,1	170,2	179	178,5	182,7	180,1	178,6	179,1
169,4	170,2	170,1	177,3	178,9	179,2	184,3	181,6	180,1	180
169	170,9	171,3	174,4	177	177,7	182,1	183,5	182,7	182,4
163,9	163,9	163,9	169,2	172,1	173,4	176,7	175,7	175,7	175,7
169,8	171,6	172,8	179,4	181,6	179,9	183,4	179,2	180,7	180,1
171,5	172,7	174,2	179,6	182	180,3	183,6	179,5	181,4	180,2
169	170	171,4	177,2	180,7	178,8	182,4	178,3	179,7	178,8
169,3	170,4	171,9	178,3	180,9	178,6	182,2	178,5	180	179,3
171,2	170,5	173	179,6	181,7	179,7	183,4	179	180,8	180
169,5	169,6	171,1	177,9	181,2	179,5	182	178,4	179,8	179,3
155,3	161,1	158,6	161,8	166,3	165,8	180,7	177,4	171,6	167,7
157,9	158,4	158,7	161,7	166,5	166	172,4	169,4	168,2	167,1
162,8	166,7	165,5	167,3	170,5	171,3	178,7	177,3	176,5	175,9
163,8	163,7	163,6	166,4	170,7	171,3	172	172,5	173	173,3
172,2	169,8	169,5	171,7	177,4	179,5	180,2	182,8	182	181,8
171,7	169	169	171,6	177,6	179,6	179,6	182,8	183,8	183,6
167,8	168,6	169,7	171	177,5	177,7	179	181,2	180,2	180,2
174	171,2	171,2	172,3	176,8	179,4	180,1	184,4	184,1	184,2
172,3	174	173,7	175,4	178,3	179,7	181,7	180,2	179	177,9
174,6	176,3	178,4	178,3	182,2	184,8	186,1	186,1	185,7	184,8
194,9	195,8	197,4	198,6	202,5	201,8	205,1	204,9	206,8	207,2
169,9	170,2	170,1	171,6	175,7	176,4	181,4	182,6	180,1	178
178,4	180,1	182,6	188,2	192	187,3	193,7	190	189,6	188,5
171,1	168,1	166,2	173,9	180,5	181,7	184,6	183,2	181,8	179,2
179,6	179,6	179,6	179,6	183	184,5	188,2	188,3	188	187,7
179	177,9	168,6	177,3	182,9	183,9	188,3	188,9	188,9	187,5
175,7	174,5	174,2	176,9	183,2	183,1	187,9	187,9	183,8	181,1
171,2	170,6	167,1	174,8	180,2	178,6	184,7	182,2	178,4	176
166,9	167,7	167,1	168,8	174,5	174,2	174,7	176,3	174,7	174,7
166	165	165	167,9	169,8	169	173,7	174	172,1	172,3
170,9	169	168,2	177,8	182,6	179,9	185	184,1	182,2	182,2
169,7	171,2	170,3	175,5	182,1	182,9	184	184,2	182,5	180,2
173,8	173,7	169,9	175,1	180,1	180,3	182,3	182,9	179,9	179,9

176,3	175,1	171,6	176,3	180,1	175,6	183,5	184,2	184,2	183
170,7	171,6	173,1	179,9	181,9	180,2	183,6	179,3	180,9	179,7
170,8	170,7	172,7	179,2	181,3	179,8	183,3	178,8	180,2	179
169,2	170,3	171,8	178,8	181,4	178,9	183,2	178,8	180,2	179
163,7	164,7	164	166,6	172,9	172,6	174,2	173,4	172,4	172,8
162,7	163,6	162,9	167,9	171,5	171,2	173,9	172,9	171,9	171,8
164,8	168,8	169,6	175,7	179,7	178,6	180,7	177,9	178,3	177,7
161,6	161,2	161,7	163,1	170,3	169,5	174,9	169,1	169,1	168
166,7	168,2	169,1	175,6	179,6	177,8	181,3	177,5	178,2	177,9
162,6	163,8	163,2	166,3	172,6	172,6	175,4	172,6	171	170,6
166,8	168,8	170	176,7	179,2	177,4	180,6	177	178,6	177,9
160,6	160,3	161,3	160,5	166,2	167	173,2	169,8	167,9	168,4
165,2	166,9	166,9	168,1	172,2	173,7	174,5	176,9	176,9	176,9
160,3	162,4	163,8	167	172	170,3	177,3	180,5	179,9	175,1
165,5	167,4	167,8	174	176	174,3	177,8	174,3	175,6	174,8
165,3	166,5	166,3	167,1	170,8	171,8	178,5	181,6	181,1	179,4
163,8	162,2	162,3	164,1	168,7	170,8	179,8	176,1	174,3	174
169,6	170,2	171,4	178,9	181	179,3	182,6	178,5	180,2	179,2
169	169,7	170,7	176,5	180,1	178,4	182	178,5	179,3	178,7
160,9	166,5	166,7	174	178,4	175,9	179,5	175,3	177,2	177,4
165	168,1	167,9	176,4	178,5	176,6	180,6	177,3	178,8	178,9
168,7	171,1	171,9	177,6	180,3	178,4	182,3	177,7	179,4	178,8
156,9	158,2	158,9	161,1	166,5	167,1	169,4	167,7	168,2	167,6
166,1	167,8	168,5	174,4	176,7	176,4	179,9	176,3	177,2	177,1
157,6	156,9	158,3	163,7	166,3	167	169,5	167,9	168,6	166,3
166,6	169,6	170,6	175,9	181,7	179,1	182,1	179,4	180,3	179,1
170,7	170,4	169,6	174,2	178	177,9	178,7	177,9	177,9	177,9
166,4	167,6	167,6	168,4	173,2	174,8	179,9	178,4	175,9	175,9
173,7	173,9	173,4	174,9	176,7	177,4	180,7	179,8	178,7	178,2
166,6	168,9	169,8	175,4	178,3	177,3	181,1	177,5	178,4	177,6
165,5	166,6	168,5	175,1	178,9	177,2	180,3	176,3	175,8	176,5
156,9	158,6	160,4	162,2	169,1	168,8	172,6	169,3	169,5	168,7
159,9	161,8	164,9	167,9	173,2	174,1	175,1	175,3	176	174,7
164	164,9	164,9	167,9	175,3	174,2	175,6	175,9	174,9	174,9

173	175,3	170,8	173,2	180,5	178,8	184,1	183,5	179,7	176
170,3	168,9	168,6	172,4	177,5	178,7	183,4	185,4	181,9	179,7
168,2	168	168,1	170,9	175,3	175,7	180,4	179	179,7	179,9

ies situées dans chacune des 1Afin d'améliorer la qualité des informations publiées, la Régie a procédé à certains changements. Les prix moyens

HEBDOMADAIRE

2023-09-11	2023-09-18	2023-09-25	2023-10-02	2023-10-09	2023-10-16	2023-10-23	2023-10-30	2023-11-06	2023-11-13
181,6	181,4	179	175,7	169,7	169,7	169,4	168,5	168,2	166
182,1	181,4	179,8	178,1	168,6	168,6	166,8	166,2	166,1	167,1
182,7	182,6	180,4	176	169,4	167,8	168,4	168,6	167,6	165,7
184,9	184,5	182	176,6	169,4	169,6	169,7	169,4	169	166,8
177,7	179	173,1	165,8	162,7	157,5	160,8	159,5	148,5	152,8
175,5	175,8	171,7	167,6	164	161,6	163,8	162,7	159,6	155,4
176,9	179	173,5	165,9	162,4	160,9	162,1	159,9	155	153,4
169,6	168,5	165,5	157,9	153,4	155,2	154,2	149,1	147,8	147,8
173,1	168,2	165,2	158,5	155,6	158,6	155,3	150,5	149,8	150
184,3	184,4	183,3	177,4	170,2	169,9	171,5	169,3	168,9	167,4
183,8	184	180,5	176,8	170,1	169,9	174,3	169	167,1	165,3
183,2	184,5	180	175,5	169,9	169,4	172,3	169,2	165,9	164,9
183,7	185	180,5	176,8	170	170,7	172,3	167,4	165,3	166,7
183,7	184,6	180,3	176,8	170,5	171,1	173	169,4	165,9	165,9
182,8	184,1	180,5	176,8	170,1	170,4	172,6	169,1	165,9	165,7
183,6	184,6	181,2	177,5	169,9	170,6	174,2	169,6	166,6	165,8
182,3	183,6	180,6	176,9	167,7	168,5	171,1	167,7	165,5	165,1
177,5	179,4	179,4	174,4	170,2	169,4	169,4	169,4	166,2	164,6
178,6	177,1	176,5	174,6	169,5	169,5	167,7	166,3	164,9	162,5
174,5	175,5	175,4	173,7	168	166,1	166,8	164,2	162,6	160,8
178,1	176,3	174,4	174,4	169,2	168,8	168,7	164,9	164,4	163,5
181,4	181,6	179,9	176,1	169,4	169,3	171	168,2	165,6	164,8
178,5	178,7	178,4	175,4	169,7	169,3	170,9	166,4	165	165,2
181,4	179	177,1	173,9	166,2	166,6	171,2	167,4	164,5	162,6
176,7	177	174,9	174,9	170,1	169,6	168,8	165,9	164,9	164,1

179	178,3	176,8	176,1	169,5	168,9	167,5	164,9	164,9	164,3
179,6	179,2	178,5	177	171,6	170,9	167,9	165,5	164,7	164,5
180,1	181,1	180,1	178	168,8	167,7	168,7	165,4	162,4	162,6
182,7	183	178,9	176,3	169,4	166,5	171,1	170,6	169,4	165,7
175,7	176,6	176,2	171,7	162,8	160,8	160,2	160	156,6	155,5
184,1	179,6	174,4	169,3	162,6	166,7	168,7	166,2	161,1	163,1
184,4	180,6	175,7	170,5	164,1	166,8	168,8	166,3	161,3	163
182,7	178,7	174,2	169,5	163,4	166,4	168,9	166,7	162,3	163,7
183,2	179,4	174	168,8	161,9	166	167,9	165,5	161	162,4
184,7	179,5	174,4	169,2	162,6	166,7	168,8	166,1	161,5	163,4
183,1	179,1	173,7	169	161,5	164,9	167,4	165,7	160,7	162,2
175,4	174,9	169,9	165,1	160,2	156,9	163,1	154,3	151,4	151,5
170,3	171,2	166,6	164	158,4	155,7	157,1	154,4	153,7	152,9
176,4	176,5	174,2	169,9	167,3	163,4	166,7	162,4	160,6	155
174,1	174,5	172,5	169,9	167,5	163,7	163,7	162,7	160,7	155,3
180,8	179,6	177	175,8	168,9	168,1	165,9	164,5	164,5	164
179,8	180,7	179,6	178	172,4	171,4	166,4	164,4	164,2	164,2
180,6	182,2	172,2	172,7	162,4	162,1	164,7	164,7	161,2	161,2
184	182,7	174,4	174,1	164,4	164,4	164,4	164,4	164,4	164,2
178,8	178,8	178	175,5	169,2	166,8	167	166,5	166	164,8
184,8	184,5	183,1	179,8	173,5	170,2	171	169,4	168,8	168,4
207,8	209,8	204,4	204,6	191,6	191,1	190,1	189,6	187,3	184,9
178,2	179,4	176,8	173,8	168,1	165,5	165,4	165	163,8	161,8
192,3	190,7	183,2	180,5	172,6	174,8	178	176,7	171,5	171,2
181,3	181,3	177,5	174,5	166,4	165,6	168,3	165,3	164,2	164,3
187,8	186,1	184,8	181,4	175,5	173,1	175,3	170,7	166,3	169,1
188,1	186,4	183,3	177,3	170,4	169,8	174,4	167,4	166	169,8
182,8	184	180,5	177,4	170,6	170,6	170,8	169,8	166,7	167,4
179,2	181	177,3	174,3	169	169,3	169,9	166,9	165,4	166,2
174,9	175,7	174,3	174	168,9	167,5	167,1	166,9	164,9	161,2
174,6	174,9	173,8	172,9	166,2	164,7	164,7	163,7	162,4	161,8
180,8	180,1	179,1	172,8	169,2	168,7	170,4	167,2	166,2	163,8
180,5	180,1	174,4	171,8	166,7	165,3	164,4	163,9	163,4	163,2
180,7	180,5	179,9	177	170,3	170,2	173,2	169,6	166,4	165,5

182,4	182,2	180,5	177	170,1	168,8	167,6	167,2	165,2	163,3
183,9	179,8	174,3	169,3	162,3	166,7	168,8	166,1	161,1	163,1
183,3	179,1	173,8	169,1	161,9	165,4	168,2	165,8	161	162
183,5	179,5	174	168,6	161,7	165,7	168,1	165,5	160,8	162,5
175,2	174,6	172,4	167,7	160,6	160,3	160,2	158,3	156,9	155
175,3	175,7	172,5	167,7	160,6	159,6	159,6	158,9	157	155,5
180	178	174,4	169,3	162,3	164	167,4	164,4	161,3	160,1
174,3	171,8	169,3	163,8	160,5	157,7	160,1	157,4	153,7	153,4
181,3	177,7	173,1	168,1	160,9	163,6	165,7	163,5	158,8	159,9
174,1	175,5	172	167	160,2	158,7	157,4	156,7	155,5	154,9
181,6	178	172,8	166,8	160,8	163,8	166,3	163,7	159,1	160,6
170,6	169,8	168,3	167,3	165,5	159,4	158,3	157	155,1	154,1
176,9	176,5	174,9	172,3	162,9	162,9	162,9	162,9	162,9	162,9
176	175,4	171,5	165,2	158,1	155	158,2	153,4	151,9	153,3
178,6	174,7	170,2	165,7	160,2	163,2	165,2	162,2	158,6	160,2
177,7	176,9	172,9	169,4	164,5	162,5	161,3	161,7	161,3	157,6
176,6	172,2	170,5	167,9	162,2	160,3	161	157,7	156,7	156,3
183,4	179,3	174,2	169	162,1	166,1	168,3	165,7	161	162,6
181,8	179	173,2	168,4	160,9	164	167	165	160,2	161,6
179	177,8	172,8	166,5	159,8	162,2	164,5	162,5	158,2	158,9
181,5	178,2	173,2	167,7	161,3	165,1	166,4	163,8	159,8	160,8
182,7	178,8	174	168,6	162,2	165,8	167,5	165	160,7	162,2
168,8	170,3	166,4	163,7	158,1	157,1	158,4	157,7	156,4	154,1
180,4	176,8	172,4	167,1	160,2	162,6	165,8	162,7	159,2	160,4
168,3	170,7	167,4	162,8	154,9	154,3	158,4	156,1	153,1	151,6
182,3	178,6	174,7	169,9	162,8	165,3	167,7	164,7	160,4	161,5
177,9	177,9	176,5	173,4	169,4	168,1	168	167,3	166,4	164,3
177,2	177,6	176,5	173	165,1	161,8	164,8	161,1	158,9	158,2
179,2	178,6	176,4	173,7	166,1	164,8	168,9	163,8	161,7	164,3
180,9	178	173,3	167,9	161,5	163,6	165,7	163,3	159,2	160,5
180,8	178,5	172,8	167,3	160,1	163,1	166,6	162,6	158,7	158,9
170,6	171,6	166,7	163,5	155,1	154,7	158,7	156,1	153,9	154,5
177,2	176,7	171,5	165,8	158,9	159,3	161,7	160,1	157	158,3
172,9	174	171,1	168,3	161,7	159,3	161,6	159,9	154,4	154,4

183,1	181,3	173,9	166,1	160,2	161,7	171,7	164,3	158,7	158,3
180,1	183	178,6	174,2	167	166,3	168,9	168,2	165,9	163,1
179,5	178,1	174,3	170,2	164,4	163,6	167,6	164,1	160,6	159,1

; par sous-région reflètent dorénavant la moyenne des prix des essence1Afin d'améliorer la qualité des informations publiées, la Régie a procéd

						2023			
2023-11-20	2023-11-27	2023-12-04	2023-12-11	2023-12-18	2023-12-25	Janvier	Février	Mars	Avril
164,5	163,7	163,7	162,8	162,8	162,8	166,3	164,4	164,2	171,3
166	165,7	165,4	162,9	162,1	162	162,5	162,4	160,6	166,7
163,6	163,6	163,4	161,8	161,8	161,8	166,2	165	164,6	170,9
164,2	164,3	163,6	163,4	163,4	163,4	166,2	165,6	164,8	172
151,6	151,6	150,5	151,4	148,4	147,3	154,1	152,3	155,5	161,1
152,6	151,3	154,5	154,9	151,3	149,5	154,2	153,7	155,4	159,7
151,6	151,8	155,4	155,3	150,5	148,9	154,9	153,6	154,7	159,7
145,4	146,2	146,8	145,7	141,6	142,5	150,2	148,5	149,7	155,5
148,1	147,8	146,8	145,1	143,6	142,1	149,8	148,3	149,7	155,2
166,4	165,4	165,4	163,9	164,1	159,4	164,3	161,9	160,6	172,2
164,4	164,7	164,7	161,3	163,4	161,6	164,4	161,3	162,8	172,1
163,9	164,6	164,6	159,9	161,3	159,9	165,4	161,7	163,1	172,1
165	164	163,2	160,2	163,3	159,7	165	161,2	163,4	171,9
164,8	164,2	163,7	159,9	162,5	158,4	165,4	161,5	162,8	172,1
165,3	164,4	164,9	159,9	161	159,9	164,9	161,5	162,7	170,8
165,9	164,8	166,6	161,4	162,1	159,5	165,8	161,9	163,5	172,7
164,5	162,9	163,6	159,2	160,8	159,1	164,4	161,1	162	170,8
163,4	160,2	159,4	159,4	159,4	159,4	160,6	159,9	159,5	165,4
160,3	158,5	159,1	155,9	153,7	148,4	156,5	155,6	156,2	164,2
160,2	159,3	158,1	157,3	154,1	151,4	150,9	153,8	154,2	158,9
160,8	156,8	159	155,1	153,5	148,8	156	152,9	156,5	161,4
163,6	163,1	162,4	159,1	160,6	157,7	163,5	160,4	160,1	170,6
165,4	163,9	161,2	158,6	159	158,2	157,2	156,2	156,3	161,9
163,9	162,7	161	157,9	157,7	155,7	159,1	159,5	156,7	162,9
161,1	159,4	159,9	158,4	160,4	154,9	158,4	152,4	152,5	159,6

163,8	162,9	161,1	156,2	155,3	153,9	160,5	161,3	159,3	163,9
164,5	162,6	161,1	159,5	158,7	157,9	160,8	161	159,5	164,4
160,6	158	158	156,5	158	154,4	158,2	157,7	158	162,4
163,9	163,4	161,3	160,8	161,2	159,9	159,8	159,7	158,4	164,8
155,7	155,2	154,4	154,3	152,7	150,9	150,1	153,6	151,8	159,1
164,1	164,4	160,2	156,4	160,8	158,3	161,7	159,2	161,1	168,7
164	164,3	160,2	156,5	161	158,2	162	159,3	161,2	168,6
164,8	165	161,1	157,3	159,9	156,9	160,6	158	159,9	167,3
163,2	163,6	159,6	156,4	160	157,7	160,7	158,5	160,4	167,8
164,2	164	160,3	156,7	161,2	158,3	164	159,2	160,6	168,4
162,5	163	159,2	155,5	159,7	156,2	160,5	158,4	160,2	167,3
151,9	147,7	145,8	144,6	143,4	139,9	143,6	143,7	144	156,7
152,9	152,5	153,4	151,7	149	148,5	148	151,7	149,1	156,3
155,5	154,4	155,7	152,1	151,3	151,7	150,1	153,7	150,6	158,9
155,2	155,2	154,4	152,4	151,7	151,9	149	155,2	154	155,4
159,7	159,4	159,5	156,5	156,5	156,5	164	162,2	162,2	166,2
159,6	159,4	159,4	157,1	156,5	156,2	163,9	162,7	162,7	168,3
159,3	160,2	161,1	154	155,2	156,7	161,9	160,8	160,8	167,1
159,8	159,4	159,4	156,6	156,4	156,4	166,1	162,5	161,4	167,4
159,7	159,5	159,6	159,5	159,4	159,5	160,5	159,7	159,1	167,6
166,4	162,8	163,6	163,7	163,7	162,3	163,4	161,7	160,3	171,6
185,7	187,7	189,6	184,1	179,7	179,6	182,2	183,3	181,7	189,5
157,4	156,9	160,1	160,8	158,5	154,8	161,8	160,2	161,2	165,1
171,1	172,3	170	164,4	168,7	167,9	169,7	169	170	177,4
162	160,5	163,7	163,1	160,6	158,5	160	156,1	159,3	169,4
171,5	167,7	168	164	162,8	162,3	164,9	164,2	164,6	171,5
168,7	162,4	168,3	167	165,7	163,7	164,9	160,3	163,4	170,9
165	164,6	164,2	161,3	161,6	159,9	166,5	162,2	163,2	172
164,5	162,9	162,4	160,1	160,9	157,7	164	160,9	161,5	168,5
160,8	160,8	161,4	158,6	154,3	154,3	159,3	160,2	159,7	166,7
159,3	158,7	158,1	155,7	154,1	151,7	156,8	156,1	155,4	163,1
163,7	162,4	161,8	159,2	160,8	159,2	162,1	160,5	162	170
162,5	160,8	162,1	158,8	158,1	157,3	164,9	160,1	161	169,8
164,9	164,2	165,4	160,3	158,8	161,2	165,1	161,2	162	169,7

162,2	162,2	162,2	158,8	157,2	157,2	164,2	157,7	161,2	171,5
164	164,2	160	156,2	161	157,9	162	159,4	161,3	168,7
163,2	163	159,1	156	160,2	156,7	161,5	159,2	161	168,4
163	163,3	159,2	155,6	159,7	156,6	161,8	159,1	160,9	168,3
154,2	155,1	155,2	154,5	153,5	153,2	151,5	153,6	154,2	159,8
155,4	155	156	154,9	154,4	153,8	152,1	153,1	153,7	160,3
159,8	160,2	158,6	155	156,2	156,8	160,5	157,3	159,1	165,1
152,5	152,5	152,2	151,1	147,7	148,9	149,9	152,9	152,1	155,6
161	161,3	157,6	154,7	157,9	156,3	159,8	157,7	159,1	166,1
154,6	153,9	155,4	153,9	152,7	152,1	149,7	152,7	152,6	157,9
161,5	162	157,7	154,2	157,7	156,3	160,3	158,2	159,8	167
154,1	152,5	152,9	151,4	148,8	146,6	149,5	153,6	151,7	156,3
159,9	159,9	160,4	158,7	154,9	154,9	148	155,9	155,9	157
155,9	151,5	151,3	153,5	151,7	147,2	152,6	151,7	150,8	158
160,9	161,2	157,1	154,2	157,5	156,1	159,9	157,6	159	165,2
157	156	155,7	154,5	150,3	148,3	157,1	156,7	157	160
155,7	153,9	154,5	153,6	152,8	152,2	148,7	153,9	153	156,6
163,4	163,6	159,8	155,5	159,9	157,7	160,8	158,6	160,5	168
161,9	162,2	159,4	155	158,9	156,9	160,4	158,4	160	167,2
158,6	159,6	157,3	154,7	156	154,9	159,5	156,4	158,5	165,4
161,7	162	159,2	156,1	159,5	156,7	161,2	158,1	160,2	167,4
162,9	163,4	159,5	155,7	159,6	157,7	161,2	158,5	160,6	167,8
152,9	153,7	153,5	152,8	151,5	151,7	147,1	150,7	149	152,8
161,3	161,4	158,1	154,2	157,9	156,2	159,6	157,2	158,5	165,8
149,2	150,4	151,1	149,6	147,3	146,9	147,6	151,1	149,3	154,7
162	162,9	159,3	156,4	160,2	157,5	160,7	158,7	159,8	166,4
164,2	164,1	163,9	161,5	160,2	159,9	162,5	164	162,4	165,6
157,8	156,6	157	156,7	154,2	152,4	156,2	156,4	156,1	159,6
163,4	162,4	162,3	159,4	160,7	158,9	162	162,1	161,3	167,1
161,4	161,9	157,6	155	157,7	156,2	160,4	157,5	159,2	166,3
161,1	161,3	158,4	155	157,7	155,8	159,4	156,9	157,9	165,2
153	152,6	152,4	149,9	149,7	148,2	148,8	149,9	149,3	154,2
157,1	157,7	156,1	153,2	152,9	151,7	156,6	155,7	155,8	161,1
156,5	156,5	155,7	153,5	153	151,9	153,1	152	152,6	160,4

159,6	155,1	161,7	155,4	158,1	159,1	162	159,9	154,2	160,6
161,3	159,9	160,8	157,8	156,7	157,8	160,4	160,2	157,7	163
157,5	157,1	158,2	154,3	156	156,2	161,5	158,8	155,5	162,5

dé à certains changements. Les prix moyens par sous-région reflètent dorénavant la m 1Afin d'améliorer la qualité des informations publiées, la

MENSUEL

Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Moyenne cumulative
173,8	175,9	176,1	184,9	180,7	170,9	166,1	163,1	171,5
173,2	173,9	174	181,1	180,9	170,2	166,2	163,6	169,6
173,2	174,8	175	184,1	182,1	170,3	165,6	162,4	171,2
175,2	176,8	176,2	185	183,9	171,2	166,4	163,7	172,3
159,7	160,3	163,7	173,8	174,9	161,5	152	150,3	159,9
160,8	166,3	164,1	173,6	173,2	164,1	155,8	153,4	161,2
161,2	166,5	164,5	174,8	175	162,6	153,6	153,8	161,2
153,3	156,1	156,9	166,5	166,5	154,7	147,1	144,8	154,1
153,3	155,8	160,6	168,1	167,4	156,4	149	145,4	154,9
177,4	179,6	179	186,1	184,2	172,1	167,3	164,4	172,4
173,6	178,9	173,9	185	182,8	172,5	165,7	163,3	171,4
174,1	178,3	173,4	184,9	182,6	171,7	165,2	162,1	171,2
173,8	179,4	176,3	184,1	182,7	172,1	165,4	162,5	171,5
173,8	179	176,1	185,3	182,7	172,7	165,6	162,2	171,6
173,4	178,2	174,6	184,7	182,5	172,4	165,7	162,1	171,1
174,6	178,9	176,9	185	183	172,9	166,2	163,5	172,1
172,9	178,1	176	183,3	182,1	170,9	164,9	161,4	170,6
166,2	169,5	170,6	177,5	177,4	170,7	164,6	159,4	166,8
164,2	168,9	168,5	179,9	177,5	170	162,2	156	165
162,1	166,5	167,3	174,8	175,2	168,3	161,2	156,4	162,5
161,6	169	167,8	181,2	176,1	169,8	161,9	155,7	164,2
170,1	171,8	171,1	181,9	181,1	171,3	164,8	160,8	168,9
163,9	168,3	167,3	177,6	178,4	171	165	159,8	165,2
164,6	168,9	170,1	178,9	179	169,5	163,9	158,9	166
160,4	167,3	167,9	175,5	175,9	170,5	162,8	159,5	163,6

165	169,1	167,8	178,8	178,2	170	164,1	157,7	166,3
166,5	169,9	167,2	180	179,1	171,3	164,4	159,7	167
166,5	170,6	172	181	180,3	170,4	161,6	157,5	166,4
165,6	171,2	171,7	180,7	181,7	170,9	166,6	161,1	167,7
159,7	163,9	165,4	174,9	176	163,5	156,2	153,9	160,7
167,6	170,6	174,3	180,9	179,5	167,2	163,1	159,6	167,8
167,7	171,7	175,3	181,3	180,2	167,8	163,1	159,7	168,2
166,6	169,5	172,7	180	178,6	167,4	163,9	159,8	167
167,1	170	173,2	180	178,9	166,6	162,5	159,1	167,1
167,5	170,5	174,2	180,9	179,6	167,2	163,2	159,9	167,9
166,5	169,6	172,8	180,2	178,8	166,2	162,2	158,5	166,8
157,4	163,2	159,7	172,9	172,1	160,7	151,3	144,5	155,8
158,7	162,5	159,3	168,8	168,8	158,4	153,1	151,4	157,2
160,5	168,2	165,8	175	175,7	166,5	157,1	153	161,3
159,9	166,2	164,6	172	173,6	165,9	157,4	152,9	160,5
165,2	174,8	170,7	180,8	179,8	169,2	162,4	157,5	167,9
165,3	172,7	170,5	180,9	180,9	171,3	162,3	157,7	168,3
165,9	171,3	169,4	179,3	178,8	165,5	161	156,9	166,6
165,9	175,3	172,2	181,2	181,3	166,7	162,4	157,5	168,3
170,8	173,2	173,9	180	178,4	169,3	163,2	159,5	167,9
176,3	176,2	177,4	185,2	184,4	173,3	167,2	163,5	171,7
190,6	195,7	196,8	204,4	207,3	194,1	186,7	184,4	191,4
166,9	173,4	170,5	179,6	178,1	167,8	160,9	159,4	167,1
175,8	180,1	182,8	190,4	189,2	176,9	171,7	167,9	176,7
169,2	171,9	170,1	182,7	179,9	168,5	162,7	162,8	167,7
172,4	179,6	179,6	186,6	186,6	175,8	168,7	165,7	173,3
173,4	179	175,9	186,8	186,4	172,8	166,5	167,5	172,3
173,6	179,6	175,6	185,4	182,2	172,2	166,4	162,6	171,8
167,7	172,6	171,4	181	178,5	170,4	165	161,4	168,6
165,7	168,7	167,8	175	174,9	169,2	162,6	158,1	165,7
160,8	166,2	166	172	173,9	166,9	161	156	162,8
167	171,8	171,8	182,9	180,5	170	164,5	160,7	168,7
170,8	171,8	172	183,4	178,9	166,8	162,7	159,6	168,5
170,9	176,1	173,4	181,3	180,2	172,6	165,8	161,7	170

165,7	171,8	174,8	181,8	182,1	170,5	163,8	159,4	168,7
167,8	170,7	174,6	181,1	179,4	167,2	163	159,6	167,9
167,3	170,3	174,2	180,7	178,7	166,6	162,4	158,7	167,4
167,2	170	173,1	180,4	179	166,4	162,3	158,6	167,3
161,3	165	165	173,4	173,7	161,9	155,6	154,5	160,8
160,4	163,6	164,6	172,4	173,8	161,6	156,1	155,1	160,6
164,3	168,6	170,7	179,1	177,5	165,8	160,7	156,9	165,5
157,9	162,6	162	171	170,9	160,3	153,5	150,4	158,3
165,3	168,4	170,7	178,9	177,5	164,9	160,3	157,2	165,5
159,2	163,8	164,2	173,2	173	160,5	155	153,9	159,6
165,9	168,4	171,4	178,5	177,6	164,8	160,8	157	165,8
160	162,1	161,3	168,8	169,2	161,9	154,4	150,9	158,3
160,3	168,7	166,9	175	176,3	165,2	161,7	157,9	162,4
156,9	161,6	163,7	176,2	174,6	158,6	153,3	151,8	159,2
164,3	166,5	169,3	175,5	174,6	163,8	160,1	156,8	164,4
162,5	167,4	166,4	177	176,8	164,1	158,6	153,3	163,1
160,2	165,4	163,2	174,2	173,3	162,4	156	153,6	160,1
167,1	170,1	173,2	180,3	179	166,8	162,6	158,9	167,1
166,3	169,7	172,2	179,7	178,1	165,5	161,6	158,2	166,4
165,3	167,6	168,3	177,2	176,7	163,6	159	156,2	164,5
167	169	170,3	178,3	177,9	165,4	161,1	158,5	166,2
166,9	169,5	173,3	179,5	178,5	166,4	162,3	158,7	166,9
155,2	159,5	159	168	168,3	159,3	154,7	152,7	156,3
164,9	167,7	169,9	177,4	176,6	164,2	160,5	157,1	165
156,7	159,3	159,3	168,1	168,2	157,6	151,7	149,3	156,1
166,6	170,3	171,8	180,5	178,7	166,7	161,7	158,9	166,7
167,5	171,6	171,5	178,1	177,6	169,6	165,1	161,9	168,1
165	168,6	167,6	176,7	176,8	165,8	158,3	155,8	163,6
167,5	171,7	173,9	178,9	178,1	168,2	162,8	160,9	167,9
165,6	168,3	170,7	178,5	177,5	164,9	160,7	157,2	165,6
164,6	167,4	169,7	177,8	177	164,6	159,9	157,4	164,8
156,2	158	160,1	169,9	169,4	158	153,7	150,9	156,5
160,9	164,6	164	174,9	175,1	161,6	157,6	154,3	161,8
157,3	165,2	165,6	175,4	173,2	162,5	156	154,1	160,6

162,2	171,1	173,1	181,8	178,7	165,2	158,4	158,8	165,5
165,4	170,9	170,3	181,7	180,4	169,1	163,4	158,5	166,7
164,4	170,1	169	178,1	177,9	166,5	159,2	156,2	165

Régie a procédé à certains changements. Les prix moyens par sous-région reflètent dorénavant la moyenne des prix des essenceries situées dar

ıs chacune des sous-régions. Auparavant, les prix moyens étaient le résultat d'une moyenne des prix par secteur. De façon générale, l'impact su

r les résultats est inférieur à 1 cent/litre

PRIX MOY
Par municipalité ou municipalité régio

2025

- Prix moyen affiché - hebdomadaire

janvier	pages 2-4
février	pages 2-4
mars	pages 2-7
avril	pages 5-7
mai	pages 5-7
juin	pages 5-10
juillet	pages 8-10
août	pages 8-13
septembre	pages 11-13
octobre	pages 11-13
novembre	pages 11-18
décembre	pages 16-18

- Prix moyen affiché - mensuel

janvier à décembre	pages 17-19
Moyenne cumulative	pages 17-19

Pour plus d'information (définitions, sources et méthodes), consultez le guide méthodologique de la Régie de l'énergie :
Guide méthodologique pour l'établissement des différents relevés sur les produits pétroliers - Partie 1 : Procédures et définitions

Guide méthodologique pour l'établissement des différents relevés sur les produits pétroliers - Partie 2 : Informations par municipalité

Essence super

/EN AFFICHÉ

nale de comté du Québec

(¢/litre)

Régions	Sous-régions1	2025-01-06	2025-01-13	2025-01-20	2025-01-27	2025-02-03	2025-02-10
1	MRC Kamoura	180,2	180,9	181,2	180,3	180,8	180,4
	MRC La Mata	184,8	185,3	185,4	185,4	185,5	185
	MRC Les Basq	180,9	181,4	184,1	183,4	183,1	182,8
	MRC Rimousk	185,4	185,4	185	182,6	181,9	181,2
2	MRC Lac-Saint	171,5	173,4	173,3	173,2	173,3	173,4
	MRC Le Doma	175,4	176,7	173,9	174,3	173,7	174
	MRC Le Fjord-	175,2	178,4	175,2	175,2	172,5	169,5
	Saguenay (Chi	172,3	172,2	167,4	167,5	167,7	167,8
	Saguenay (Jon	169,9	172,7	168,9	168,7	168,8	168,2
3	MRC Charlevo	180,3	179,8	180	179,3	180	179,3
	MRC La Côte-(	185,2	185,6	186,1	185,8	185,2	184,2
	MRC Portneuf	184,5	185,4	184,2	184,6	182,3	182,2
	Québec (Beau	183,6	182,8	185,5	185,7	182,3	180,4
	Québec (Char	184,5	184,3	186,7	184,9	183,3	183,8
	Québec (La Ha	184,5	187,5	187,9	187,1	187	186
	Québec (Les R	184,6	186,8	186,6	185,4	184,4	183,8
	Québec (Ste-F	182,9	182,8	185	185	182,9	182,4
4	Agglomératio	175,5	176,8	176	175,4	174,8	175,7
	MRC Les Cher	177	180	180,5	180,3	180	179,4
	MRC Maskino	173,2	172	174,6	173,9	172,9	173,7
	Shawinigan	177,5	176,8	176,2	176,2	176,2	176
	Trois-Rivières	181,9	187,5	187,6	186,2	184,2	182
5	MRC Coaticoo	175,3	174,9	178,2	177,6	177,6	177,3
	MRC Les Sour	177,5	179,5	181,5	183	184,4	184,6
	MRC Memphr	175,4	174,7	175,6	174,6	174,2	173,9

	Sherbrooke (E	179,1	181,1	184,8	187,6	187,5	187,8
	Sherbrooke (J	176,4	179	177,2	177,4	179,7	180,1
	MRC de La Ha	181,2	182,2	182,2	181,7	181,7	182,1
	MRC de Brom	172,4	172	172,1	172,2	173	172
	Estrie (00-20 k	179	180,3	182,3	185,1	183,7	182,8
6	Agglomératio	190,6	191,9	190,6	189,1	190,1	190,4
	Agglomératio	191,3	192,4	191,8	189,8	191	191,6
	Agglomératio	187,9	189,4	189	188	188,1	188,3
	Agglomératio	190,1	190,9	190,3	189,2	190	190,1
	Agglomératio	189,9	191,4	189,8	188,4	189,4	189,9
	Agglomératio	188	189,3	188,7	187,5	188,2	188
7	Gatineau (00-	172,1	180,5	177,4	174,3	172,8	171,9
	Gatineau (15-	170,8	172,2	173,5	171,9	171,2	171,4
	MRC Collines-	178	178,4	179,2	178,8	178,8	178,5
	MRC La Vallée	173	174,2	174,2	174,8	174,9	175,8
8	MRC Abitibi &	185,4	187	191,2	191,5	191,3	190,6
	MRC La Vallée	185	186,9	191	191	190,4	189,9
	MRC Témiscar	184,4	189,2	190,4	190,4	190,4	190,4
	Rouyn-Noranc	185,3	188,5	191,3	191,5	191	190,1
9	MRC La Haute	179,2	179,9	182,6	182,9	185,1	185,3
	MRC Minganie	182,3	181,7	182,6	182,6	180,2	179,1
10	Baie-James	205,8	207,1	210,6	208	207,4	206,5
	Chibougamau	178,3	179,4	179,3	180	180	180,3
11	Les Îles-de-la-	193	193,5	193,5	192,7	191,9	191,6
	MRC Avignon	184,8	186,4	186,5	186,9	186,5	186,7
	MRC La Côte-(	186,3	187,2	187,3	187,4	187,7	187,7
	MRC Le Roche	186	187,2	187,3	187,4	187,4	187,4
12	Lévis (Desjard	184,5	186,8	186,3	185,2	181	178,3
	Lévis (Les Chu	182,5	182,9	183,7	182,2	181	180,4
	MRC Bellecha	179,2	181,6	182,1	182,9	181,6	180,5
	MRC La Nouve	175,1	175,1	178,1	177,3	176,3	176,2
	MRC Les Appa	183,1	184,3	184,3	184,3	184,3	184,2
	MRC Les Etch	176,7	177,5	180,9	180,9	181,3	181
	MRC Lotbinièr	183,5	183,2	185,5	184,7	182,5	182,5

	MRC Beauce-S	180,4	182,3	181,3	181,1	178,4	177,5
13	Laval (Secteur	189,4	191,4	189,5	188,2	189,3	189,8
	Laval (secteur	186,8	188,4	186,9	186,6	187,3	187,6
	Laval (secteur	188,7	190,1	188,9	187,6	188,1	188,7
14	MRC D'Autray	172,8	173,9	175,2	175,4	174,6	175,3
	MRC Joliette	174,1	175,2	175,3	175,4	175,4	175,4
	MRC L'Assomp	184,5	185,2	183,8	182,9	182,8	182,7
	MRC L'Assomp	172,1	172,9	174,2	174,3	173,5	174,8
	MRC Les Mou	185,1	186,1	186,4	185,5	185,5	185
	MRC Matawin	173,6	173,6	174,6	175,1	175,1	175
15	Mirabel	184,4	185,4	185,8	185	185	186,1
	MRC Antoine-	168,4	174,5	178,7	178,3	178,1	178,3
	MRC Antoine-	177,2	179,3	179,8	180,3	179,3	179,3
	MRC Argenteu	172,2	174,3	174,5	170,6	171,8	173,3
	MRC Deux-Mo	184,7	183,5	186,1	184,7	184,9	184,6
	MRC La Rivièr	172,7	173,3	177,1	178,3	176,9	176,6
	MRC La Rivièr	171,2	171,5	175,7	175,5	175,6	175,5
	MRC Thérèse-	188,5	190,2	188,8	187,4	188	189
16	Agglomération	186,8	187,6	188,4	187,2	186,8	186,9
	Agglomération	187,4	187,4	188,6	186,8	187,5	186,9
	Agglomération	190,2	191	190,3	188,5	189,8	189,6
	Agglomération	190,2	191,3	190,3	189,2	190	190,2
	Montérégie (C	175,7	176,7	176,3	177	177,1	178
	MRC Beauhar	186,2	186,9	187	185,7	185,6	185,9
	MRC Beauhar	172,9	172,6	174,4	173,5	173,8	175,2
	MRC La Vallée	177,4	180,7	177,6	178,7	181,2	181,1
	MRC La Vallée	175,6	177,2	178,7	179,6	179,6	180,6
	MRC Le Haut-	175,8	176,5	176,8	177,2	177,1	177,2
	MRC Les Masl	180,5	181,5	183,7	181,7	181,6	182,3
	MRC Marguer	187,3	188,3	187	185,3	186,2	186,2
	MRC Vaudreu	172	174	174,5	177,4	177,6	177,3
	MRC Vaudreu	179,7	178,8	180,7	178,5	178,9	180,8
	MRC du Haut-	174,1	174,9	174,8	174	178,7	175,9
	MRC d'Acton	185,4	187,1	186,3	184,9	185,7	186,8

17	MRC Arthabas	178,9	182,6	183,3	181,1	180,5	180,4
	MRC Bécanco	177,4	178	179,2	179,4	179,7	179,5
	MRC Drummc	174,1	175	176,8	175,3	176,7	176,7

HEBDOMADAIRE

HEBDOMADAIRE

2025-02-17	2025-02-24	2025-03-03	2025-03-10	2025-03-17	2025-03-24	2025-03-31	2025-04-07	2025-04-14	2025-04-21
180,4	180,1	179,8	179,8	179,8	179,8	180,9	180,7	179,8	179,8
184,7	183	182,8	182,8	181,7	181,7	181,9	181,7	181,2	181,2
181,9	182,3	181,8	181	180	180,1	180,9	180,1	178,4	177,1
181	181	180,5	180,1	180	180	180,6	180	179,5	179
173,3	173,2	173,3	170,2	168,8	168,3	171,8	173,4	171,9	170,8
173,7	174,1	173,5	171,5	171,3	171,3	173,1	173,7	174,1	173,8
169,2	169,8	169	168,4	167,3	167,2	171,5	173	174,4	172,9
168	167,8	166	164,6	162,7	163,3	168,8	171,5	170,3	165,5
168,8	168,7	167,3	165,6	164,9	166,7	171,5	173,8	173,9	168,4
179,3	179,3	179,3	179,3	179,3	180	182,4	183,5	183,4	182,3
184	183,3	181,4	180,7	180,3	179,5	181,4	180,4	179	178,4
182,3	182,3	181	180,3	180,3	180,3	182,7	182,7	181,5	180,3
177,7	178,9	177,9	174,4	173,9	172,4	180,4	181,3	180,1	175,8
182,4	181,3	179,8	178,2	178,3	178,1	181,9	180,5	180,2	178,5
185,1	183	180,3	180,6	179,5	179	180,6	181,8	180,3	179,7
183	181,6	181,2	180,3	179,4	178,8	181,6	181,6	179,2	179,2
182	181,8	180,7	180,1	178,5	177,9	180,9	182,4	180,9	178,8
175,9	175,8	175,8	175,3	174,8	174,2	176,3	177,2	176,2	176,2
178,8	177,9	176,8	176,3	171,8	172,4	176,8	180,8	179,7	178,2
173,9	173,7	173,3	173	171,6	169,9	174,8	178,8	179,5	178,5
176,3	176,8	176,2	175,8	173,1	172,4	177,1	180,5	180,5	180,3
180,7	179,7	176,9	174,4	170,6	172,7	177,4	179,9	178,4	176,3
177,2	177,4	177,2	177,2	176,7	176,6	177,5	177,6	177,4	177,2
184,1	183,8	183,3	183,3	180,9	181,1	184,1	186,9	185,1	184,8
173,9	174,1	174	173,7	173,9	173,9	176,4	176,3	174,7	174,7

187,5	187,5	183,6	181,1	176,2	176,8	182,1	180,8	180,1	178,1
180,2	180,4	178,9	178,4	176	178	182	182,9	182,9	182,3
182,2	180,6	180,9	180,3	179,9	179,7	181	181,2	181,3	182,8
173,1	173,5	173,9	173,6	172,9	172,9	175,3	176,3	175,3	174,6
182,1	182,4	182,1	181,5	180,2	179,9	183,1	185,3	183,4	183,8
189	186,4	184,8	182,9	183,6	187	191	184,9	180,3	185,1
190,2	187,9	186,7	184,7	184,7	187,8	192,2	187,1	181	186
187,2	185	183,4	181,4	181,8	184,6	188,4	183,7	178,6	183,1
188,8	186,7	184,5	182,8	182,8	185,4	190,1	185,7	180,6	183,8
188,5	185,7	184,3	182,2	183,3	186,5	190,7	184,6	179,9	184,9
187,2	185,1	183,6	182,2	181,9	184,4	188,4	184	179,5	183
170,7	167,6	170,1	169,9	165,2	170,1	170,3	168,1	163,7	162,7
173,7	173,3	170,2	169,2	167,5	166,8	171	173,1	171,7	169,1
178,5	178,1	177,8	177	174	174,4	174,8	175	173,7	173,6
175,7	176,5	174,2	171,9	170,5	170,5	170	170	167,7	167,2
190,3	190,2	190	188,4	185,4	185,4	185,2	180,3	179,6	180,4
189,7	189,2	189	188,1	185	185	186,4	188,8	186,9	185
190,4	190,4	190,4	190,4	190,4	190,4	190,4	190,4	190,4	188,9
190,2	190,2	189,6	187,1	185,3	185,3	186,8	188,7	184,5	184,3
185	185,4	185,8	182,9	179,8	177,5	177,2	180,2	180,9	179,9
177,3	177,2	176,3	175,7	176,7	175,5	177	180,3	178,7	177
203,8	206,9	203,4	201,5	201,6	202,4	206,6	211	202,5	202,7
180	179,8	179,4	178,5	178,5	178,5	179,3	181	181,4	181,8
191,6	189,4	189	186,3	186,7	187,9	193,9	189,2	181,6	188,3
187,1	186,6	184,7	183,9	183,4	183,1	183,1	182,9	182,4	180,5
187,7	187,7	187,6	187,5	187,5	187,1	183,6	183	182,8	182,8
187,4	187,4	187,4	187,4	187,2	186,4	182,4	182,4	182,4	182,4
176,4	177,3	177,1	176	173,4	173,2	180	182,9	181	180,4
180	180,5	180,7	180,2	179,4	179	179,5	179	179,9	179,4
179,8	179,7	178	176,9	175,8	176	178,3	179,7	179,1	178,7
175,8	175,8	175,2	174,9	174,4	174	177,3	179,4	178	177,8
184,3	183,8	182,8	181,5	180,3	180,3	183,3	184,3	184,3	184,2
180,9	179,5	178,9	177,3	174,7	175,4	178,2	178,6	179,4	179,2
182,5	182,6	182,5	182,3	179,8	179,1	181,9	182,9	183,5	182,5

176,9	177,8	180,9	180,8	179,3	179,2	181,1	182,2	182,4	181,5
188,3	185,3	184,2	181,5	183	186,8	190,8	183,5	179,3	185,1
187,3	184,5	183,1	180,2	182,1	184,4	186,9	182,3	178,9	182,5
187,1	184,8	183,2	181,1	182,4	185,6	189,3	184	180,1	184,2
174,9	174,8	174,6	173,9	173,6	173,9	175,6	177,6	180,4	179,9
175,4	175,4	175,4	173,9	173,4	173,4	175,9	177,2	179,7	179,3
182	181,5	178,6	177,7	177,3	180,6	184,7	183	179,6	182,7
174,3	174,3	172,3	170,4	168,6	169,1	174,1	177,7	179	172,8
183,5	183,1	180,8	179	179,6	181,9	186	182,9	178,2	180,9
175,2	175,4	175,4	174,6	172,7	172,7	175,7	177,2	179,9	179,6
185	183,3	181,4	179,5	179,8	181,4	186,3	181,4	179,5	181,3
176,8	176,1	173,8	172,5	170,7	171,8	173,9	177,7	179,9	177,6
179,3	179,3	179,3	179,3	179,3	179,4	179,5	179,7	179,9	178,9
173,6	174,8	168,2	165,1	163,9	165,5	171,6	175,2	177,3	172,2
184,3	182,1	181	180	180,4	183,3	184,9	183	179,5	180,4
176,7	177	176,6	175,9	175,4	175,6	177,2	179,4	178,9	179,7
175,8	175,8	175,3	173,5	172	171,6	174,3	175,6	174,7	172,3
187,4	184,7	183,6	181,2	182	185,2	188,8	183,1	179,6	184,6
186,2	184,3	182,2	180,3	180,7	183,1	187,8	182,9	177,5	180,8
186,4	185,6	182,8	181	181	182,6	186,1	183,1	178,6	181
188,7	186,7	184,8	182,6	183,2	186	188,8	184	180,2	184,2
189	186,7	185,1	183,2	184	186,6	191,3	186	180,5	184,9
179,1	179,1	177,7	174,7	172,1	172	173,8	174,3	172,5	170,4
185,3	183,9	182,3	180,1	180,4	182,6	186,5	183	178	180,8
178,9	178,9	178,8	178,3	176,6	176,9	177,6	176,6	177,7	172,2
181,2	181,6	181,2	179,4	175,8	175,9	181,4	181,2	180,8	179,5
180,1	180,4	178,2	177,4	177,6	178,5	178,5	180,6	181,3	180,7
175,8	176	175,7	175	174,6	176,5	177	177,8	175,7	174,6
182,4	180,8	179,1	177,2	176,1	178,5	182	180,4	176,2	177,6
185,5	184,1	182,3	181,3	180,1	182	186	183,7	179,1	182,4
178,3	178,1	176	174,1	175,1	176,5	177,4	175,7	174,2	175,8
179,6	178,8	175,7	175,3	173,9	177	181,5	178	173,6	173,9
175,9	175,9	175,9	175,5	173,9	174,6	178,9	180,3	177,2	175,9
185	182,5	182,1	180,3	181	183,9	186,7	181,5	180,5	183,9

176,6	176,9	178,1	175,5	169,2	171	178,7	179,6	177,4	173,6
179,8	179,8	179,1	179	175,5	174,8	177,1	178,4	180	179,8
176,1	176,2	175,9	175,2	174,6	174,8	177,5	178,4	179	178,4

HEBDOMADAIRE

2025-04-28	2025-05-05	2025-05-12	2025-05-19	2025-05-26	2025-06-02	2025-06-09	2025-06-16	2025-06-23	2025-06-30
179,8	179,8	179,8	179,9	179,9	179,9	179,8	179,9	179,9	179,9
181	180,8	180,5	180,6	180	179,9	178,7	178	178	178
177,7	178,1	178,9	178,7	179,1	179,1	179	179,1	179,1	179,1
177,3	177	177,5	177	177	177	176,9	177	177,3	177
170,8	170,8	170,8	171,9	171,8	171,8	169,8	169,8	164,4	163,9
173,8	174,1	173,3	173,4	172,7	172,3	171,8	171,8	171,8	171,7
171,9	171,8	172	173,8	174,6	173,2	171,8	170,2	168,7	167
167	167,4	166,6	170	170,7	169,1	166,8	163,3	164,3	160,6
166,7	165,9	164,3	169,2	170,6	168,8	167,8	165,9	165	164,3
182,1	182	182,3	182,5	182,5	182,2	182,2	182,3	182,3	182,2
178,4	178,1	180,9	182,3	182,4	181,3	181	181,2	181,2	178,8
179,7	177,6	180,2	180	181,5	180,9	179,9	181	180,6	178,4
174,6	173	178,9	181,2	179,4	177,2	174,4	172,8	170,6	170
177,4	177,3	180,7	183,2	181,9	180	177,4	175,7	174,2	174,3
178,9	177,7	179,7	178,6	178,3	178	177,4	177,4	176,9	175,8
178,4	178,3	181	180,9	181,5	181,6	180,4	179,2	177,4	175,8
178	177,8	179,8	181,4	181,2	180,9	179,2	178,3	178	175,6
175,8	175,2	174,3	175,9	175,2	173,9	172,8	172,8	172,3	170,9
177	175,7	175,1	178,5	178,5	177,6	177,4	177	177	177,2
177,5	177	175,6	176,9	176,8	176,6	176	175,6	175,6	175,6
179,6	178,9	178,3	178,4	178,5	178,4	177,3	176	175,8	175,5
174,1	172,9	176,7	177,7	178,4	178,1	179,6	179,3	179,8	179,6
176,3	175,9	175,9	175,9	178,2	178,8	178,2	178,2	178,2	178,2
179,4	178,7	178,3	178,7	179,1	179,3	179,2	179,1	179	178,7
174,7	174,8	174,5	176	175,9	176,1	175	174,9	174,5	174,7

175,6	175,3	177,6	175,9	177,5	177,7	177,1	177	176	175,9
181,4	180,8	179,9	181	179,5	179,7	179	179,1	179,1	179,1
182,8	182,2	183,6	183,8	182,8	182,3	181,8	182,9	182,5	180,8
174,4	174,4	173,4	174,4	173,4	173,4	173	172,7	172,7	172,7
180,7	179,5	180,3	180,5	180,8	180,5	180,2	181,1	180,2	179,3
186	183,7	188,8	187,8	185,9	183,9	183,2	187,1	185,6	180,8
187,1	184,8	189,9	188,7	187	184,8	184,6	188,7	187,1	181,4
184,3	182	186,5	186	184,5	182,6	181,6	185,3	183,6	179,5
185,3	183	188,1	186	185,2	183,4	183	186,7	185,3	180,9
185,4	183	188,3	187,2	185,6	183,5	182,7	187,4	185,4	180,2
183,6	181,9	186,3	184,6	185	183,1	181,6	185,4	184,2	179,8
166,8	165,8	166,2	168,9	169,3	167,9	165,6	163,1	164,1	161,3
169,9	168,4	167,3	174	174,6	173,7	169,7	167,8	167,4	164,2
173,9	174,1	174,6	178,2	177,7	176,5	175,7	176,1	177,2	175,2
167,5	167,3	168	172,5	172,6	172,6	172,5	172,7	175,5	176,1
180,5	180,7	180,3	181,3	180,2	179,7	179,1	179	179,2	179
185	185	184,9	185	184,8	184,8	184,7	184,8	184,8	184,9
184,4	184,4	184,4	184,4	184,4	184,4	183,4	179,4	179,4	179,4
183,8	183	183,5	183,9	181,5	180,9	180,9	181,7	181,2	180,2
179,4	177,6	177,6	177,9	179,5	179,4	179,3	180,1	179	178,9
177	176,9	176,4	179,1	179,8	178,8	178,1	177,2	176,3	175,3
204,3	202,3	201,7	208,7	207,3	204,6	199,7	203	207,6	202,3
181,8	181,8	181,8	181,9	182,5	181,8	181,8	183,1	182	181,7
190	188,5	192,1	191,7	190,4	189	186,5	190,4	190,7	186,1
178,5	178,5	178,4	178,1	178,2	178,1	176,8	177,3	177,1	176,4
182,6	182,6	182,6	182,7	182,7	182,5	182,4	182,5	182,8	182,2
182,4	182,4	182,1	182,4	182,2	182,4	181,4	182,2	181,7	180,9
179,9	179,5	180,7	180,2	180,2	180,2	179,4	179,5	179,5	179,5
178,6	178,5	179,4	179,4	179,6	179,6	179,3	178,4	177,8	176,5
178,2	178,1	178	178,6	178	178,1	177,7	177,8	177,9	177,8
177,8	177,8	177,7	177,9	177	175,9	175,5	174,5	172,1	170,6
182,8	181,6	180,3	181,1	180,3	180,3	180,2	180,3	180,3	180,3
179,2	178,7	177,8	179,1	178,5	178,5	178,5	178,4	178,5	177,5
182,1	181,5	181,3	182,5	183	181,9	180,5	180,5	180,5	180,2

181,4	181,4	181,4	181,4	181,2	180,9	179,9	180	179,4	177,5
185,4	183,1	188,5	187,6	185,2	183,1	182,6	187,2	184,9	180
183,1	181,5	185	184,4	184,7	182,7	181,7	185,3	184,3	180,7
185,2	182,6	187,5	187,5	185,1	182,9	182,4	186,7	184,4	179,5
178,4	177,7	175,1	177,8	177,5	177,5	177	177,1	176,6	176,7
177,9	177,5	175,3	177,5	177,4	177,3	177,1	177	176,9	176,9
183	180,2	183	184,4	184,1	182,4	180	182,8	181,6	178,9
173,6	173,6	172,3	176,7	177,1	176,1	172,6	172,4	168,7	166,1
182,2	180,7	183,6	184	183,1	180,5	179,3	182,1	180,4	177,4
179	178,3	177,2	178,2	178,2	178,2	177,3	178,6	179,1	177,7
181,2	180,4	181,9	182,3	181,8	181	180,4	182,3	180,4	178,8
176,3	175,6	173,1	177,4	177,3	176,1	174,6	174,4	172,3	172
178,8	178,7	178,3	178,1	176,9	176,7	176,2	176,5	175,5	173,5
170	170,6	169,1	173,1	173,1	172,2	168,7	169,7	172	169,9
180,5	179,5	181,6	182,2	183	181,2	180	180,6	181,5	180,2
179,3	179	179,3	180,8	181,1	180,7	179,9	180,8	180,1	178,8
173,2	172,7	171,4	175,9	177,2	175,8	174	173	171,7	171,5
184,7	182,7	186,5	186,7	185,2	182,9	182,4	186,6	183,9	179,1
183	181,2	185	185,1	184,3	181,8	180,2	182,6	182,6	178,3
182	179,6	182,7	182,2	182,4	181,6	179,6	181,2	182,5	179,1
184,3	182,2	186,4	186,4	185,2	183,2	182	185,2	185,8	180,5
186	184	189	187,8	186,3	184,1	183	188,1	186,1	181,1
171,9	172,4	173	175,1	173,2	172,4	171,5	171,9	172	170,5
182,4	180,5	183,3	184,3	183,1	181	180,1	183,2	181,8	177,6
172,8	173,7	173,7	175,1	177,7	176,9	173,7	173,3	172,2	171,9
177,3	177,2	177,2	179	180,2	180,2	180,1	179,6	176,9	176,2
180,9	180,9	180,9	180,9	180,9	180,9	180,9	180,9	180,9	179,9
174,6	173,7	175,1	177,2	177,1	175,6	174,9	178,2	176,3	175,5
179	178	179	181,2	180,3	178,1	176,6	178,7	180	177
182,5	180,7	184	184,8	183,8	181,5	180,6	184,4	181,9	178,8
176,7	176,7	176,9	177,7	177	175,7	175,3	175,6	174,9	172,8
174,9	173,7	176	176,3	176,5	174,6	173,5	175	176,1	174,3
175,9	175,1	173,9	177	177,9	177,2	174,9	174,9	174,9	174,9
183,2	182,1	184	183,7	183,1	180,6	180,7	184,9	183	179,7

172,4	171,5	177,3	175,6	177,9	180	177	175,3	171,5	169,2
177,6	177,5	177,6	178,5	178,9	179,1	179,1	179,1	178,8	178,7
178,1	176,4	175,3	176,8	176	176,1	175,6	175,6	175,4	175,1

HEBDOMADAIRE

2025-07-07	2025-07-14	2025-07-21	2025-07-28	2025-08-04	2025-08-11	2025-08-18	2025-08-25	2025-09-01	2025-09-08
179,9	179,9	179,7	179,9	179,9	179,9	179,9	179,9	179,9	181,7
177,7	177,6	177,7	177,6	178,1	177,6	177,6	177,7	177,8	182,7
179,1	179,1	178,8	179,1	179,1	178,8	178,7	179,1	178,7	179,8
176,5	175,1	174,7	175,3	175,1	174,1	174	174,9	175,2	175,8
163,9	164	160,9	159,9	166	166	166,1	166,3	171,9	174
170,8	170,8	170,8	171,1	170,8	170,8	170,8	170,8	172,9	173
167	168,1	168,4	168	169,4	169,8	169,8	169,3	173,6	175,9
159,6	160,4	162,5	158	165,1	162,8	162,5	163	171,7	172,8
161,7	162,6	164,5	163,1	165,3	166,6	165,1	163,9	171,7	172
182,2	182,2	182,2	181,9	181,9	181,8	181,7	182	182,3	183,4
177,5	178	177,4	177	177,7	177,1	177,2	178,5	180,1	185,3
177,1	177,1	176,5	177,1	177,6	177,1	177,1	177,6	180,1	184,5
172	174,2	173	169,8	175,2	177,9	177,5	179,9	181,8	186,9
172,2	174,3	171,3	170,7	175,5	178,7	177,9	180,1	182	187
173,4	172,9	171,7	172	173,8	174,2	172,5	177,2	178,9	183,6
173,6	175,2	172,8	172,5	175,8	176,2	175,6	179,6	181,5	185,7
173,6	174,2	172,9	172,7	175,1	174,6	174,6	177,1	178,2	183,6
171	171	170,8	170,7	170,7	170,2	170,2	170	174,2	178,2
176,3	176,3	176,6	176,3	176,2	176,1	175,9	175,2	176,2	177,2
175,3	175,2	175,2	175,2	174,9	174,8	174,4	174,4	175,2	176,3
174,7	174,1	173,3	174,1	174,2	173,7	173,1	172,5	174,7	175,6
179,5	179,4	179	179,4	179,3	179,3	179	178,7	178,6	181,8
178	177,4	177,5	177,2	177,2	177,2	177,2	176	176,1	176,6
176,5	176,3	177,6	176,5	176,3	176,1	176,1	178,3	179,5	182,3
174,6	174,8	174,7	174,8	174,7	174,8	174,8	177,1	178,6	180,3

175,2	175,2	176,5	175,6	175,4	175,2	174,8	177,2	179,9	184,8
179,1	178,8	178,8	178,7	178,5	176,9	176,1	175	178,9	181,9
182,1	182,1	181,2	181,6	181,4	181,2	181,9	181,6	182,9	184,4
172,7	172,7	171,4	172,2	172,2	171,4	171,4	172,2	173,5	174,7
179,3	179,6	180,3	179,7	179	178,6	179,1	179,8	184,2	187,6
184,1	184,9	183	184,3	184,8	183,6	185,3	187,7	192,8	194,4
184,9	185,9	184	185	185,9	184,3	186,3	188,6	194	195,4
181,5	181,7	180,3	181,3	182,5	181,3	182,7	184,9	189,1	191,2
183,4	184,3	182,5	182,7	184,2	183	184,5	186,7	191,2	192,4
183,6	184,4	182,3	183,6	184,5	183,2	184,7	186,4	192,1	193,7
182	182,8	180,7	182	182,6	181,8	183	185,4	190,5	191,7
160,7	164,8	165,7	163,6	165,7	163,5	163,7	169,2	177,1	179,7
161,6	161,7	161,2	161,4	162,3	161,8	161,9	166,7	171,7	177,2
175,7	175,6	174,1	174,5	174,3	175,4	173,5	177	179,1	180,7
174,4	173	173	173	172,9	172,2	171,9	171	170,8	173,5
178,3	178,1	177,3	178	178,5	178,6	178,6	179,2	180,5	182,5
183,3	182,2	183,5	185	185,1	185	185	182,2	182,2	183,5
179,4	179,4	179,4	179,4	179,4	179,4	179,4	179,4	179,4	179,4
181	181,2	180,9	181,1	181,1	180,8	181,3	181,6	182,4	184,3
179,1	178,6	178,3	176,2	175,4	174,9	174,9	176,2	178,3	178,7
173,7	173,1	173,4	172,5	174,2	174	172,7	175,4	176,7	178,3
200,8	203,2	202,3	200,5	205,7	195,3	198,8	203,8	205,3	210,7
181,8	181,8	181,8	181,7	181,8	181,8	182	182,3	182,3	182,8
187,2	189	186,7	187,3	189,9	188,2	189,5	191,6	196,3	198,2
176,2	176,8	175,8	175,9	176	174,8	176,1	176,7	178,6	183,6
182,2	182,2	181,2	181,2	181,3	181	181	181,3	182,3	187,3
180,9	178,2	173,3	172,6	173,4	174,9	174,3	176,2	177,9	184,2
179,5	179,5	179,4	179,5	179,2	179,1	178,9	180,1	179,2	184,4
175,4	175,3	175,2	174,9	174,5	175,3	175,3	178	179,3	183,2
177,8	177,8	177,4	177,8	177,9	177,8	177,8	178,4	178,2	180,5
167,1	166,8	167,8	166,8	168,9	168,7	168,6	170	172,2	178,5
180,3	178,9	178,1	178,3	178,1	177,7	177,7	178,7	178,1	181,8
177,3	177,1	176,9	176,6	177,2	175,9	175,9	177,1	178,5	181,3
179,3	179,2	179,1	178,9	178,7	178,3	178,3	179,5	181,1	183,7

177,2	176	175,1	175,6	175,3	175,3	175,4	175,7	176,8	179,6
183,1	184,4	182,4	184	184,4	182,8	184,7	187,1	192,2	193,6
182,2	183,3	182,1	182,6	183,5	182	182,9	184,8	189,3	190,6
183,1	184,3	182,5	183,5	184	182,3	183,6	185,5	191,6	193,1
176,4	176,3	175,2	174,7	174,5	174,2	174	174,9	175,4	176,5
176,9	176,9	175,2	174,7	174,9	174,8	174,8	174,7	175	177
180,3	180,3	178,7	178,7	179,3	178,1	178,6	181	184	188,1
167,5	172	174,2	172,5	170,2	170,1	169,8	174,3	175,3	178,8
179,7	180,6	178,4	179,8	180,3	179	180,1	182,5	188,2	190,5
176,6	176,2	174,1	175,6	175,6	174,9	175,2	175	176,9	179,1
179,2	180	178,8	178,9	179,6	178,8	179,2	181,2	184,5	186,7
171,3	171,7	170,4	170,2	171,1	171	170,1	175	178,4	180,7
173,1	171,6	171,6	170,6	170,3	170,2	169,3	173,3	176,5	178,9
165,9	169,2	167,2	166,8	167,4	167,6	167,6	173,3	175,8	176,1
181,3	181,2	179,6	179,7	180,4	179,5	179,7	182,9	187,2	190,2
179,5	179,5	176,5	176,8	176,5	175,9	176,1	179,4	181,8	184,1
171,3	171,9	171,1	170,3	169,6	168,7	168,5	172,4	172,4	178,1
182,2	183,1	182,1	183,3	183,1	181,6	183,3	185,4	191	192,9
180,6	181,8	179,7	181,1	180,7	179,4	180,5	182,7	188	188,9
179,5	179,9	179,2	179,5	177,8	177,2	177,8	180	183	185,5
182,4	183	182,7	183,5	181,2	180,2	181,2	184,6	189,2	190,3
184,2	185,1	183	184,1	185,2	183,9	185,4	187,7	192,2	193,8
170,9	170,3	170	169,1	170,1	169,3	169,5	171,7	174,7	177,2
179,8	180,9	178,7	179,9	180,8	179,8	180,6	182,5	187,8	189,9
171,5	170,5	169	168,2	168,1	167,6	167,4	173	174,9	175,1
176,2	176,2	176	176,4	177,2	176,2	176,2	176,6	180,5	183,9
179,6	179,6	179,6	179,6	179,6	179,4	179,6	179,1	179,9	179,2
174,9	175,3	174,7	174,8	173,7	172,8	172,6	173,7	177,8	177,9
177,6	179,1	178,5	177,9	179,5	178,8	179,6	181,1	185,8	186,8
180	180,4	178,3	179,5	181,6	180,4	181,7	182,6	186,9	191,1
173,5	173,5	172,9	172,5	173,1	172,1	172,5	173,7	177,2	180,6
171,5	173,6	174,4	173,5	173	172,7	173,3	174,8	177,2	180,6
174	172,9	172,9	172,9	172,5	170,5	170,5	169,4	173,2	178,9
181,5	182	180,9	181	181,8	180,4	181,2	182,6	187,3	188,1

168,6	175,1	173,9	172,6	171,6	174,1	172,9	177,5	177,6	180
176,5	176,7	176,3	176,5	176,9	177,5	177,5	177,6	177,5	178,4
174,1	173,5	172,1	172,1	171,9	170,7	170,1	171,8	173,8	177,6

HEBDOMADAIRE

2025-09-15	2025-09-22	2025-09-29	2025-10-06	2025-10-13	2025-10-20	2025-10-27	2025-11-03	2025-11-10	2025-11-17
182,8	181,7	177,9	175	173,1	172,7	172,7	173,4	175	177,9
185,8	185,2	185,3	185,1	184	182,9	182,6	182,6	182,6	181,4
183,4	178,8	178,5	177,6	175,1	173,9	173,7	174,3	174,3	176,4
176,9	174,8	173,8	174	174	172,5	171,8	171,8	171,8	175
173,1	173,8	173,8	171,3	167,9	166,1	165,9	166	166,3	170,8
172,7	172,7	172,7	172,5	171,7	170,7	170,3	170,3	170,3	171,2
175,4	173,7	173,3	171,1	164,4	165,6	167,9	167,1	168	171,6
167,8	162,6	161,3	163	157,2	160	161,7	161,7	165,9	169
167	163,3	161,1	162,4	155,8	160,5	161	162,4	163,8	167,6
182,5	182,5	182,5	182	181,8	180	177,5	175,3	174,5	176,8
184,6	183,2	181,1	179,9	178,5	175,7	174,7	175,6	175,6	177,7
185,7	185,1	182,2	181,1	178,7	175,7	174,3	174,3	175,6	178,2
189,2	181,5	178,5	177,7	177,5	172,8	171	170,6	170,5	177
190,1	181	178,1	178	178	174,7	174	173,9	173	177,7
186,2	184,1	178,7	178,9	178,3	176,5	174,8	174,6	174,2	176,3
185,4	183,7	181,9	180,6	178,9	176,5	175	174	174,8	178,6
186,9	183,6	181,6	179,6	178	175,4	174,9	174,2	173,1	176,1
176,9	176,2	176	176	175,1	175	174,9	174,9	174,9	177,2
180,1	179	177,3	176,7	175,3	174,3	173,7	173,9	173,5	174,5
175,8	174,9	174,2	174	173,4	173,3	173,3	173,4	173,1	173,7
176,3	174,6	173,8	173,7	173,3	173	172,5	172,3	172,2	172,4
187,8	187,3	183,9	182,4	178,7	177,5	176,9	177,2	176,8	176,5
178,7	179	178,6	178,2	178,2	178,2	177,7	177,4	177,4	177,8
184,3	184,9	184,4	183,3	178,7	176,9	175,2	174,1	175,3	176,2
185,1	183,8	184,4	182,4	178,7	177,9	175,7	176	176,3	175,1

184,9	184,5	184,3	184,5	182,4	181,3	178,5	178,3	178,3	178,2
181,9	181,8	181,8	181,3	179,2	178,6	176,3	175,6	175,6	175,6
183,6	181,9	182,4	181,7	180,5	179,8	179,4	180,1	179,9	179,7
176	176,2	176,2	176,2	175,7	173,6	172,2	172,2	172,2	171,5
186,9	185,5	185,7	184,7	180,2	178,9	178,3	178,1	177,1	178
190,2	182,9	185	181,7	178,4	178,5	181,3	183,2	183,4	184,8
190,8	183,8	186,5	183	179,5	180,1	182,5	184,4	184,8	185,9
187,7	180,5	182	179,4	176	176,3	178,2	180,5	180,7	182,1
188,8	182,5	184,7	181,7	178,7	178,8	181,1	182,4	183,2	184
189	181,9	184,2	180,8	177,5	178	180,8	182,6	182,8	184,1
187,8	180,8	182,9	179,8	176,9	176,8	178,6	180	181,4	182,8
176,7	169,2	167,3	165,1	161,3	158,9	166	168,2	171,2	175,1
177,6	174,1	172,3	168,8	165,3	163,8	165,6	165,5	167,4	171,2
182,7	180,3	177,2	175,4	174,5	172,9	173,2	174,9	175	176,4
179,2	176,3	172,5	172,7	172,5	172,5	171,1	171,1	170,1	170
188,1	186,1	181,7	181,1	178,9	176,6	176,4	176,2	176,1	178,8
190,2	189	185,1	185,2	183,2	181,2	181,2	181,2	180,7	181,8
190,6	187,9	184,2	183,1	181,1	179	178,1	178,5	178,6	180,8
178	178	177,9	177,9	177,2	178	178	178	176,5	176,8
179,5	178,4	177,9	177,8	176,8	176,7	177,1	176,3	176,7	178,8
213,2	203,5	202,1	200,8	201,4	198,3	198,1	200,8	202,1	201,9
184,3	183,8	182,9	182,5	180,1	178,2	178	178	178	177,4
194,3	186,9	187,1	185,2	183,7	183	185,1	187,4	189,1	190,5
188,3	187,6	184	183,3	182	179,8	179,4	179,4	179,6	179,6
189,6	189,9	189,5	188	187,6	185,7	183	183	184,2	182,8
189,3	189,4	189,4	189,4	187,9	184,8	183,7	183,7	183,7	181,2
190,2	187,4	183,6	181,1	178,2	176,3	174	173,9	174,1	175,7
186,2	183,8	182,3	183,2	181,5	174,1	172,9	172,8	171,9	174,6
182,5	179,3	178	177,9	177	175,9	172,3	172,2	172,2	174,6
180	179,9	179,4	178,9	178,7	176,5	173,3	170,6	170,4	170,9
189,3	187,3	184,2	183,3	180,4	177,3	175,3	175,3	175,3	176,5
181,4	178,8	178,5	178,1	175,3	174	173	173,2	173	175
186,1	184,5	182,5	181,2	178,4	176,4	175,3	174,5	173,4	176,3

185,6	184,5	182,1	182,3	182,1	180,4	178,1	177,9	177,5	177,4
188,8	181,5	184	180,5	177,5	177,9	180,5	182,2	182,5	183,9
187,6	181,3	182,5	180,4	176,4	177,1	178,8	180,6	181,2	181,6
188,8	181,1	183,1	179,8	176,9	176,9	180,1	181,9	181,5	183,5
178	177,4	176,3	175,8	173,9	172,9	173,1	173,9	173,5	175,7
177,2	175,7	175,5	175,5	173,8	173,5	173,5	173,4	173,4	175,5
185,6	180,1	180,2	178,2	175,7	175,4	175,5	179	179,6	179,8
179,5	178	175,6	174,1	172,2	169,7	166,8	170	171,4	172,1
186,9	179,5	181,7	178,8	175,2	175,7	177,9	179,6	179,3	181,4
181	178,2	177,4	176,6	174,7	174,7	174	175	174,5	176,1
185,9	180,8	181,3	178,6	175,4	176	177	178	179,3	179,8
183,2	183,3	182,4	180,7	177,9	175,2	174,3	174,5	174	173,8
185	183,7	183,5	182,1	180	178	173,5	172,5	172,5	173,9
176,3	175,8	175,7	175,8	175,8	175,6	171,8	171,7	171,8	171,9
188,3	183	183	180,7	178,4	176,2	177,9	178,3	179	180,2
188	185,1	181,7	180,8	178,7	175	175,7	177,2	176,6	177,7
184,7	181,3	177,8	176,3	172,4	170,8	170,1	171,1	175,3	174,5
188,4	181,2	183,1	179,5	176,1	176,8	179,2	180,5	181,2	182,6
186,7	180,3	181,6	178,8	176	175,8	177,4	179,1	180,7	181,7
186,6	180,4	180,8	178	174,7	174,7	174	175,3	181,1	181,5
189,2	182,8	184	181	177,9	178,2	178,7	179,7	183,4	184,4
189,7	181	184,4	181,3	178,6	178,6	181,3	183	183,2	184,6
176,9	174,9	174,8	171,3	169,4	169	167,9	168	168,7	169,7
186,7	180,4	181,7	178,4	175,3	175,1	177,5	179,3	179,6	181,3
179,2	179,2	178,2	176,3	171,1	170,8	170,7	169,2	168,9	170,8
184,9	179,8	179,1	179,2	178,2	176,1	175,2	175,2	175,2	175,2
179,2	179,2	179,2	179,2	179,2	178,9	177,6	177,2	177,2	177,2
177,1	175,1	175,1	172,4	171	169,5	168,5	169,2	172,2	173,5
185,2	180	179,7	176,5	174,2	174,2	175,1	176,5	178,3	178,9
186,9	180,4	179,9	176,6	176	175,6	177,7	179	179,4	180,1
180,9	178,4	178,1	175,4	173,3	171,8	172	173	172,6	172,7
180,3	177,8	177,2	174,9	173,1	172,1	172,3	172,4	173,1	174,7
177,2	174,2	171,3	170,2	169,9	167,6	165,4	164,2	165,4	169,1
187	181,7	183,4	180,5	177,3	177,2	178,9	179,3	180,8	182,4

184,3	181,8	177,3	175,2	171,4	169,3	169,6	171,1	169,8	171,8
180,4	180,1	180,4	180,1	179,9	177,4	176	175,5	174,2	175,6
183,6	183,2	181	178,4	171,6	170,7	168,2	167,3	168,1	171,1

HEBDOMADAIRE 2025

2025-11-24	2025-12-01	2025-12-08	2025-12-15	2025-12-22	2025-12-29	Janvier	Février	Mars	Avril
179,7	178,7	178,3	176,2	174,1	171,3	180,7	180,4	180	180
180,7	180,7	179,2	178,7	177,3	173,8	185,2	184,6	182,2	181,3
179,8	179,3	178,6	176,6	175	171,1	182,4	182,5	180,8	178,4
178,1	178	177	173,9	171,8	169,3	184,7	181,2	180,2	178,9
173,4	170,4	165,1	164,1	162,4	161,1	172,9	173,3	170,5	171,8
170	169,4	167,6	165,2	165,2	163,8	175	173,8	172,1	173,8
173,8	171,2	167,2	165,8	164,3	161,1	176	170,3	168,7	173
169,6	165,3	163,4	161,1	156,4	151,1	169,9	167,8	165,1	168,7
169,2	163,5	162,2	160,2	155,4	149,8	170,1	168,6	167,2	170,7
177,7	177,1	174,5	170,5	168,8	167,8	179,9	179,5	180,1	182,8
177,7	176,1	173,8	170,6	169	167,3	185,7	184,2	180,6	179,1
179,8	177,9	172,3	168,9	167,4	164,2	184,7	182,3	180,9	181,1
179,4	176,9	173,9	171,1	167,7	165,3	184,3	179,8	175,8	178
178,6	176,9	173,8	170,8	167,3	165,1	185,1	182,7	179,2	179,1
179,8	177,6	174,3	173,3	171,2	168	186,7	185,3	180	180,2
178,6	175,4	174,5	172,7	169,2	166,8	185,9	183,2	180,3	179,7
175,2	174,9	173,7	172	169,3	166,9	183,9	182,3	179,6	180,1
179,5	178,3	176,9	173,3	172,3	169,1	175,9	175,5	175,3	176,3
174,5	173,1	171,3	169,5	168	163,8	179,5	179	174,8	178,9
173,5	173	171,5	170,5	169,3	167,5	173,4	173,6	172,5	178,5
172,1	171,2	170,5	170,2	168,8	164,1	176,6	176,3	174,9	180,2
175,5	174,8	174,1	173,8	172,4	168,7	185,8	181,6	174,4	177,2
177,4	176,7	174,8	173,4	172,8	170,6	176,5	177,4	177	177,1
177,5	176,3	172,8	171,5	171,2	169,5	180,4	184,2	182,5	183,9
170,7	170,5	170,3	170,2	170,3	169,9	175,1	174,1	174,4	175,1

176,6	176,2	175,3	174,8	174	169,9	183,1	187,5	180	178,6
175,6	175,6	174,4	172,8	171,9	170,6	177,5	180,1	178,7	182,3
177,3	177,4	176,7	176,1	174	169,3	181,8	181,6	180,4	182
169,9	169,7	167,7	167,5	166,7	163,2	172,2	172,9	173,7	175,2
174,3	174,3	173,7	171,5	171,5	170,9	181,7	182,7	181,4	183,3
181,1	180,3	175,4	172,2	171,8	170,9	190,6	189	185,9	184,2
182,5	181,7	176,5	172,6	172,2	171,5	191,4	190,2	187,2	185,5
178,8	178,4	173,9	170,4	169,5	168,8	188,6	187,2	183,9	182,6
180,8	179,9	175,2	172,3	171,9	170,7	190,1	188,9	185,1	184,1
180,5	179,4	174,5	171,1	170,3	170	189,9	188,4	185,4	183,8
179,7	178,9	174,1	171,1	169,7	168,9	188,4	187,2	184,1	182,7
175,2	171,5	167	161,9	157,6	153,2	176,1	170,8	169,1	165,5
174,6	173	168,1	163,9	160,3	153,8	172,1	172,4	169	171
175,3	174,2	173,3	170,3	166,8	163,2	178,6	178,5	175,6	174,1
170	170,7	168	166,2	163	160,2	174	175,7	171,4	168,2
181,5	179,4	175,6	174,7	173,6	172,6	188,7	190,6	186,9	180,2
184,9	181,2	175,3	174,7	174,1	170,3	188,4	189,8	186,7	186,4
177,4	176,4	176	174,4	169,9	168,7	188,4	190,4	190,4	188,4
183,1	181	175,3	174	173,1	172,2	189,1	190,4	186,8	185,4
177,7	176,9	176,5	175,5	174,5	173,1	181,1	185,2	180,6	180
180,5	180	180,1	178,4	177,3	176,7	182,3	178,4	176,2	178,3
203,3	200,3	195,8	192,9	190	188,3	207,9	206,1	203,1	205,4
176,5	173,9	173	171,5	169,8	166,8	179,2	180	178,9	181,5
188,3	186	180	176,7	175,6	174,9	193,2	191,1	188,8	187,5
179,6	179,6	179,2	177	174,2	172,4	186,1	186,7	183,6	181
182,9	181,8	179,9	179,4	178,7	174,6	187,1	187,7	186,6	182,8
179,9	179,9	179,9	179,9	179,7	174,4	186,9	187,4	186,1	182,4
176,5	175,6	174,9	172,2	169,9	165,8	185,7	178,3	175,9	181,1
175,7	175,5	174	172,5	168,6	165	182,8	180,5	179,7	179,2
177,4	175,9	172,7	171,6	170,5	166,3	181,4	180,4	177	178,9
172,8	173,1	174,3	172,6	171,8	167,5	176,4	176	175,2	178,3
176,1	175,3	175,3	174,1	172,7	170,3	184	184,2	181,6	183,9
175,1	174,7	174,4	172,4	170,3	167,5	178,9	180,7	176,9	179
178,5	177,3	174,3	172,5	170,7	168,3	184,2	182,5	181,1	182,7

177	176,9	175,3	174,3	173,1	170,1	181,3	177,7	180,3	181,9
180,4	179,4	174,3	170,6	169,8	170,1	189,6	188,2	185,3	183,4
178,5	178,2	173,8	170,5	169,8	168,5	187,2	186,7	183,3	181,8
179,7	178,6	173,5	169,8	168,7	169,5	188,8	187,2	184,3	183,5
177,9	176	170,4	167,1	165,2	162,9	174,3	174,9	174,3	179
177,5	175,3	169,9	166,1	164	162,3	175	175,4	174,4	178,4
178,1	177,1	173,8	168,5	167,3	166,5	184,1	182,3	179,8	182,1
170	166,6	165,7	164,5	160,7	158,5	173,4	174,2	170,9	175,7
178,1	177,5	172,6	169,9	169,1	167,1	185,8	184,3	181,5	181,2
175,9	174,3	170,2	167,4	165,6	161,9	174,2	175,2	174,2	178,8
179,1	178,2	174,7	172,1	171,6	168,5	185,2	184,8	181,7	180,9
174,1	174,1	173,5	172,5	171,8	169,4	175	177,3	172,5	177,8
173,9	173,1	173,1	171,3	169,7	167,1	179,1	179,3	179,4	179,3
171,7	172	171,8	171,1	168,7	167,9	172,9	173,4	166,9	173,5
178,7	177,7	174,6	171,6	171,3	168,4	184,8	184	181,9	181
176,3	175,6	173,6	172,9	170,5	167,7	175,3	176,8	176,1	179,3
171,3	170,3	169,2	167,2	165,4	163,2	173,5	175,7	173,3	174
179,3	177,5	172,8	170	169,3	168,9	188,7	187,3	184,2	183,1
179,2	179	173,9	170,8	169,2	168	187,5	186,1	182,8	181,3
179,4	178	173,5	172,5	171,3	168,2	187,6	186,6	182,7	181,3
181,2	178,3	174,6	171,2	171,3	169,2	190	188,7	185,1	183,3
181,1	180,2	176	172,9	172,3	170,8	190,3	189	186	184,5
169,5	168,1	167,1	165,1	163,7	162	176,5	178,3	174	172,4
178,9	177,2	172,4	169,9	168,5	167,8	186,4	185,2	182,4	181,2
174,7	173,3	170,8	169,3	168,1	163,1	173,3	176,8	177,6	174,8
175,2	175,2	173,6	170,3	167,2	163,2	178,6	181,2	178,7	179,6
177,1	177,1	176,7	174,1	170,7	166,8	177,8	180,2	178	180,8
173	171,7	168,8	165	163,7	163,4	176,6	176,5	175,8	175,7
178,1	176,8	170,8	169	167,2	166,5	181,8	181,8	178,6	178,4
177,7	176,7	173,8	171,5	169,5	167,1	187	185,5	182,3	182,1
171,3	169,9	166,7	163,5	162,1	161,9	174,5	177,8	175,8	175,6
173,3	171,6	166,5	163,7	163	160,5	179,4	179,5	176,7	175,2
172,9	171,3	166,3	164,3	162,9	160,9	174,5	176,6	175,8	177,4
179,1	178,4	173,8	170,2	169,2	168,7	185,9	185	182,8	182,3

172,7	170,3	166	165,7	165,7	165,6	181,5	178,6	174,5	175,8
177,3	176,5	174,4	173,5	173,3	169,6	178,5	179,7	177,1	178,8
173,2	171,2	167,2	164,7	163,9	161,7	175,3	176,4	175,6	178,4

1Afin d’améliorer la qualité des informations publiées, la

MENSUEL

Moyenne

Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	2025
179,8	179,9	179,8	179,9	180,9	173,4	176,5	176,7	178,9
180,5	178,5	177,6	177,8	183,6	183,6	181,8	178,7	181,2
178,7	179,1	179	178,9	179,9	175,1	176,2	177,1	178,9
177,1	177	175,4	174,5	175,3	173	174,2	175,1	177,1
171,3	168,3	162,2	166,1	173,4	167,7	169,1	165,5	169,2
173,4	171,9	170,9	170,8	172,8	171,3	170,5	166,8	171,8
173	170,4	167,9	169,6	174,4	167,4	170,1	166,9	170,5
168,6	165	160,1	163,3	167,1	160,7	166,5	161,3	165,1
167,4	166,5	162,9	165,2	166,9	160,1	165,8	160	165,7
182,3	182,2	182,1	181,8	182,6	180,3	176,1	172,8	180,1
180,9	180,7	177,5	177,6	183	177,1	176,7	172,4	179,5
179,8	180,2	177	177,3	183,7	177,4	177	171,5	179,2
178	173,2	172,3	177,6	183,7	174,6	174,4	172,4	176,8
180,6	176,5	172,1	178,1	183,8	176,1	175,8	172,2	178,3
178,6	177,2	172,6	174,4	182,5	177,1	176,3	173,9	178,6
180,4	179,1	173,5	176,8	183,7	177,7	176,5	172,9	179
180	178,5	173,3	175,3	183	176,9	174,6	172,4	178,2
175,1	172,6	170,9	170,3	176,4	175,2	176,6	175	174,5
176,9	177,2	176,4	175,8	178	175	174,1	170,2	176,1
176,6	175,9	175,2	174,6	175,3	173,5	173,4	171	174,3
178,5	176,7	174,1	173,4	175	173,1	172,2	169,8	174,9
176,5	179,2	179,3	179,1	184,1	178,9	176,5	173,5	178,7
176,5	178,3	177,5	176,9	177,9	178	177,5	174,3	177
178,7	179,1	176,6	176,7	183,2	178,5	175,8	172,9	179,3
175,3	175	174,7	175,4	182,6	178,7	174,5	170,3	175,4

176,6	176,8	175,5	175,6	183,8	181,6	177,9	174,7	179,2
180,3	179,2	178,9	176,6	181,3	178,8	175,6	173,6	178,5
183	182,1	181,7	181,5	183	180,3	179,3	175,6	180,9
173,9	172,9	172,3	171,8	175,3	174,3	171,4	167,6	172,7
180,3	180,3	179,7	179,1	186,1	180,5	176,9	172,7	180,3
186,5	184,2	184,1	185,3	188,9	180,1	183,1	175	184,5
187,5	185,4	185	186,3	190	181,4	184,4	175,9	185,6
184,7	182,6	181,2	182,9	186	177,6	180,5	173,2	182,4
185,5	183,9	183,2	184,6	187,8	180,1	182,6	174,9	184
186	183,9	183,5	184,7	188,1	179,4	182,5	174	183,9
184,4	182,9	181,9	183,2	186,6	178,1	181	173,6	182,6
167,5	164,5	163,7	165,5	173,9	162,9	172,4	164,4	167,8
170,9	168,8	161,5	163,2	174,7	165,9	169,7	166	168,6
176,1	176,1	175	175,1	180,1	174	175,4	171	175,6
170,2	173,7	173,3	172	174,6	172,2	170,3	166,8	171,7
180,6	179,2	178	178,7	183,9	178,2	178,2	175,8	181,5
184,9	184,8	183,5	184,3	186,2	182,7	182,2	176	184,5
184,4	181,4	179,4	179,4	179,4		177,4	174	183,4
182,9	181	181	181,2	186,1	180,3	180,2	175,9	183,2
178,1	179,4	178	175,4	178,2	177,8	177,2	175,8	178,8
178	177,2	173,2	174,2	178,2	177,1	178,1	179	177,5
204,8	203,3	201,7	200,9	207	199,5	202	194,8	202,9
182	182,1	181,8	182	183,2	179,7	177,5	171,9	179,8
190,6	188,6	187,6	189,8	192,6	184,3	188,8	179,7	188,3
178,3	177,1	176,2	175,9	184,7	181,1	179,6	177,5	180,5
182,7	182,5	181,7	181,2	187,9	186	183,2	179,6	184
182,3	181,8	176,4	174,7	186,3	186,4	182,1	179,3	182,6
180,1	179,6	179,5	179,3	185,2	177,4	175	172,9	179
179,2	178,4	175,2	175,8	183,1	177,7	173,8	172,5	178
178,1	177,8	177,7	178	179,8	175,7	174,1	172,4	177,4
177,6	173,9	167,1	169	178,2	176,8	171,2	172,6	174,3
180,8	180,3	179	178,1	184,4	179	175,8	174,2	180,3
178,5	178,3	177	176,5	179,7	175,1	174,1	172,8	177,2
182,1	180,8	179,1	178,7	183,7	177,8	175,7	173,6	180

181,4	179,7	176	175,4	181,9	180,7	177,5	174,7	178,9
186	183,7	183,5	184,7	187,9	179,2	182,2	173,8	183,8
183,9	183	182,6	183,3	186,2	178,3	180,5	173,1	182,3
185,6	183,3	183,4	183,8	187,4	178,5	181,7	172,9	183,2
177	177	175,7	174,4	176,8	173,9	175,3	169,7	175
176,9	177	175,9	174,8	176,1	174,1	175	168,9	175
182,8	181,2	179,5	179,2	183,6	176,2	179,1	171,8	179,9
174,8	171,5	171,4	171,1	177,5	170,6	170,9	164,3	172
182,8	180,1	179,6	180,5	185,3	177	179,6	172,3	180,6
178	178,2	175,7	175,2	178,6	175	175,4	169,2	175,5
181,6	180,7	179,3	179,7	183,8	176,8	179,1	174	180,5
175,7	174	170,9	171,8	181,7	177	174,1	172,8	175
178	175,8	171,8	170,8	181,7	178,3	173,2	171,6	176,5
171,4	170,5	167,3	169	175,9	174,7	171,8	170,9	171,4
181,5	180,7	180,5	180,6	186,3	178,3	179,1	173,6	180,9
180	180,1	178,2	177	184,3	177,5	176,9	173	177,8
174,2	173,3	171,1	169,8	179,1	172,4	173,1	167,9	173
185,2	183,1	182,7	183,3	187,2	178	180,9	172,5	182,8
183,8	181,2	180,8	180,8	185	177,1	180,2	173,3	181,4
181,7	180,8	179,5	178,2	183,3	175,4	179,3	173,6	180,7
185	183,4	182,9	181,8	187	179	182,2	173,8	183,3
186,7	184,6	184,1	185,6	188,1	180	183	175,3	184,6
173,3	171,7	170,1	170,2	175,7	169,4	169	165,9	172,1
182,7	180,8	179,9	180,9	185,2	176,6	179,8	172,1	180,9
175,1	173,7	169,9	169	177,4	172,3	170,9	169,9	173,4
178,3	178,7	176,2	176,5	181,7	177,1	175,2	171,3	177,6
180,9	180,7	179,6	179,4	179,3	178,7	177,1	174,4	178,7
175,7	176,1	174,9	173,2	176,6	170,3	172	167,5	174,1
179,6	178,1	178,3	179,7	183,4	175	177,9	171,1	178,5
183,2	181,5	179,6	181,6	185	176,5	179	172,8	181,2
177	174,9	173,1	172,8	179,1	173,1	172,4	165,7	174,2
175,6	174,7	173,2	173,4	178,7	173,1	173,3	166,1	174,7
175,9	175,4	173,2	170,7	175,1	168,2	168,2	166,2	173
183,2	181,8	181,4	181,5	185,4	178,5	180,4	173,1	181,6

175,6	174,9	172,4	174	180,4	171,4	171,4	167	174,7
178,1	179	176,5	177,4	179,4	178,3	175,6	174,1	177,6
176,1	175,6	173	171,1	180,1	172,3	169,9	166,7	174,1

Régie a procédé à certains changements. Les prix moyens par sous-région reflètent dorénavant la moyenne des prix des essenceries situées dar

ıs chacune des sous-régions. Auparavant, les prix moyens étaient le résultat d'une moyenne des prix par secteur. De façon générale, l'impact su

r les résultats est inférieur à 1 cent/litre

PRIX MOY
Par municipalité ou municipalité régio

2024

- Prix moyen affiché - hebdomadaire

janvier	pages 2-4
février	pages 2-4
mars	pages 2-7
avril	pages 5-7
mai	pages 5-7
juin	pages 5-10
juillet	pages 8-10
août	pages 8-13
septembre	pages 11-13
octobre	pages 11-13
novembre	pages 11-18
décembre	pages 16-18

- Prix moyen affiché - mensuel

janvier à décembre	pages 17-19
Moyenne cumulative	pages 17-19

Pour plus d'information (définitions, sources et méthodes), consultez le guide méthodologique de la Régie de l'énergie :
Guide méthodologique pour l'établissement des différents relevés sur les produits pétroliers - Partie 1 : Procédures et définitions

Guide méthodologique pour l'établissement des différents relevés sur les produits pétroliers - Partie 2 : Informations par municipalité

Essence super
/EN AFFICHÉ
nale de comté du Québec

(¢/litre)

Régions	Sous-régions1	2024-01-01	2024-01-08	2024-01-15	2024-01-22	2024-01-29	2024-02-05
1	MRC Kamoura	187	186,3	187	186,7	187,1	186,6
	MRC La Matap	186,1	185,8	183,8	184	185,6	183,6
	MRC Les Basq	185,2	185,1	185,3	185,1	186,5	186,7
	MRC Rimousk	187,6	187,5	187,8	187,6	188,7	187,5
2	MRC Lac-Saint	170,5	169	174	176,8	177	169,9
	MRC Le Doma	173,8	173,7	178,3	180	182,5	178,2
	MRC Le Fjord-	171,6	172,2	176,2	178,4	178,1	175,7
	Saguenay (Chi	164,5	164,2	170,4	169,4	166,7	166,7
	Saguenay (Jon	165,8	165	170,4	170,7	170,6	168,4
3	MRC Charlevo	185,6	183,5	186,6	185,5	184,6	184,8
	MRC La Côte-(	184,4	184,7	184,9	184,6	186,1	184,4
	MRC Portneuf	184,9	185,5	184,3	184,3	186	184,3
	Québec (Beau	185,4	186,1	185,5	185,4	187,1	185
	Québec (Char	184,4	186,8	185,3	184,8	187,9	184,3
	Québec (La Ha	182,5	182	182,7	182,4	183,2	182,4
	Québec (Les R	185,8	187,4	187,2	185,9	187,1	185,5
	Québec (Ste-F	184,3	182,7	183,2	183,1	185,7	185
4	Agglomératio	180,7	181,1	181,1	181,1	183,9	183,8
	MRC Les Cher	173,4	172,8	174,7	175,9	178,9	178,3
	MRC Maskino	178,5	177,4	177,5	175,4	177,2	175,8
	Shawinigan	174,4	174,7	175,9	176,4	181,4	179,2
	Trois-Rivières	182,8	180,4	182,2	179,8	183	179,3
5	MRC Coaticoo	181,9	181,5	181,7	181,5	182,1	182,8
	MRC Les Sour	180,9	181,7	183,7	184,3	184	182,8
	MRC Memphr	179,9	179	179,4	179,9	180,2	179,5

	Sherbrooke (E	179,7	178,9	179,1	179,1	182,9	182,1
	Sherbrooke (J	180,7	181	179,3	179,8	184,7	182,3
	MRC de La Ha	184,8	184,7	184,7	185	186,7	185,3
	MRC de Brom	176,2	175,9	175,4	174,6	177,7	176,8
	Estrie (00-20 I	181,4	181,1	181,5	181,3	183,5	183,8
6	Agglomératio	184,4	182,9	184,1	186,8	189,1	186,3
	Agglomératio	185,3	184,1	184,9	187,7	190,1	187,4
	Agglomératio	181,8	180,8	181,4	183,9	186,2	183,7
	Agglomératio	183,4	182,2	183	185,8	188,1	185,4
	Agglomératio	185	183,1	184	186,8	189,1	185,6
	Agglomératio	182,8	181,3	181,8	184,5	186,9	184,3
7	Gatineau (00-	165,1	168,4	172,6	174,8	179,3	175,3
	Gatineau (15-	171,7	171,1	171	172,3	173,6	172,3
	MRC Collines-	175	175,4	175,7	175,3	178,7	177,1
	MRC La Vallée	172,9	173,4	172,1	171,7	172,1	172,9
8	MRC Abitibi &	180,9	180,9	180,9	183,9	187,9	187,9
	MRC La Vallée	179,8	179,9	179,9	183	185,5	187,4
	MRC Témiscar	179,4	179,4	179,4	183,6	186,4	186,4
	Rouyn-Noranc	180,8	180,8	180,8	183,4	187,8	187,8
9	MRC La Haute	182,2	182,7	182,7	182,8	185	184,1
	MRC Minganie	187,9	187,9	187,9	187,6	189,4	189
10	Baie-James	200,3	203,5	198,8	199,8	203,2	202,9
	Chibougamau	177	177	177,9	180,3	181,7	182,6
11	Les Îles-de-la-	188,4	190,4	190,2	192,7	196,9	192,7
	MRC Avignon	183,1	181	183,2	184	188	186,4
	MRC La Côte-(	186,5	187,7	188	188,1	188,8	188,9
	MRC Le Roche	185,9	187,4	187,6	187,3	188,9	188,7
12	Lévis (Desjard	183,2	181,3	182,8	182,3	183	181,6
	Lévis (Les Chu	183,8	181,8	182	181	183,9	183,6
	MRC Bellecha	177,9	178,5	177,9	177,9	179	178,5
	MRC La Nouve	176,8	176,9	177,1	177,1	177,4	177,8
	MRC Les Appa	185	183,4	183,6	183,6	185	185,4
	MRC Les Etche	180,4	180	180,5	180,4	184,3	185,5
	MRC Lotbinièr	185,9	184,7	184,5	184,1	187	179,2

	MRC Beauce-S	178,6	178,2	175,8	175,1	180,9	183,4
13	Laval (Secteur	184,2	182,6	183,4	186,2	188,1	185,3
	Laval (secteur	182,5	181,7	182,4	184,9	187	183,5
	Laval (secteur	183,6	181,9	182,5	185,2	187,3	184,1
14	MRC D'Autray	177,8	176,8	176,7	177,3	177,6	177,5
	MRC Joliette	177,7	177,2	177,2	177,1	179,4	180
	MRC L'Assom	181,5	180,6	179,7	180,7	184,4	181,2
	MRC L'Assom	172,4	171,8	170,8	171,8	175	174,5
	MRC Les Mou	179,6	179	179,4	181,1	184,2	182,2
	MRC Matawin	175,9	175,1	174,3	174,9	178	176,9
15	Mirabel	181,4	180	180,9	182,9	184,9	182
	MRC Antoine-	171,6	172,3	170,6	172,5	172,2	172,1
	MRC Antoine-	180,1	180,1	180,1	180,1	180,1	180,1
	MRC Argenteu	172,9	168,9	173,5	172,5	173,9	175,8
	MRC Deux-Mo	181,1	179,9	181,1	182,7	185,3	183,2
	MRC La Rivièr	172,2	171,8	171,5	171,7	178,4	180,4
	MRC La Rivièr	173,3	174,3	173,8	176,1	179,9	178,8
	MRC Thérèse-	183,4	182,4	182,7	185,4	188	185,4
16	Agglomération	182	180,6	181	183,7	186,2	184,2
	Agglomération	180	178	178,7	179,8	182,1	180,6
	Agglomération	183,5	181	182,1	184,6	186,4	184,2
	Agglomération	183,7	181,8	182	184,9	187,7	184,3
	Montérégie (C	177,9	176,6	176,3	176,2	176,9	176,3
	MRC Beauhar	181,8	179,5	179,8	182,7	184,8	182,8
	MRC Beauhar	171,3	170,6	169,2	168,6	171,7	171,4
	MRC La Vallée	183,5	184,6	183,5	182,3	180,6	180,3
	MRC La Vallée	178,8	176,6	177,2	177,4	181,4	179,2
	MRC Le Haut-	182,1	182,3	182,6	183,8	189,1	187,3
	MRC Les Masl	181,2	180,5	181,3	183,4	185,8	183,7
	MRC Marguer	181,6	180,5	180,9	183	185,6	183,1
	MRC Vaudreu	174,2	171,3	173,8	172,9	173,3	172,6
	MRC Vaudreu	178,2	175,3	175,5	177	181,5	179,9
	MRC du Haut-	176,7	177	175,5	174,7	175,3	174,7
	MRC d'Acton	183,6	182,3	182,6	185,1	187,5	185,9

17	MRC Arthabas	181,3	185,6	182,8	183,1	183,6	177,2
	MRC Bécanco	181,1	180,2	179,6	179,8	181,8	179,7
	MRC Drummc	178,3	178,7	179,6	178,4	182,2	181,1

HEBDOMADAIRE

HEBDOMADAIRE

2024-02-12	2024-02-19	2024-02-26	2024-03-04	2024-03-11	2024-03-18	2024-03-25	2024-04-01	2024-04-08	2024-04-15
188,2	186,3	186,7	186,7	186,9	189,8	194,1	193	192,4	198,8
186,7	187,6	186,8	186,2	186,1	190,3	191,8	191,3	193,5	200,6
188,9	188,1	186,2	186,3	186	189,5	194,3	194,3	194,4	200,8
191,4	193,3	187,7	187,5	186,4	191,5	196,7	196,1	194,6	200,1
177,9	179,9	173,5	173,1	176,2	179	179,3	179,8	184,6	197,2
181,7	182,5	181,3	178,6	178,6	180,2	179,3	180,2	182,7	197
179,6	179,1	173,7	174,2	174	178,8	179,4	180,3	182,2	195
169,1	171,2	171,3	171,1	170,8	175,6	178,6	178	179,7	196,1
170,4	171,5	172,1	171	172,4	177,4	179,8	177,6	179,5	195,4
188,8	192,6	191,3	191	190,3	191,9	195,5	194,3	194,6	202,1
189,6	189,2	187,8	187,8	188,4	192,1	192,1	192,1	194,2	203,6
187,6	188,6	183,9	185,2	185	190,8	191,9	190,7	193,2	200,2
190	188,9	187,2	185,7	184,7	192,7	192	191,7	195,1	203,8
190,4	189,4	187,5	186,9	186,4	192,8	193	191,7	195,8	205,4
188,5	189,5	187,1	186,5	188,1	190,5	194,2	193,8	195,4	205,1
189,6	190,2	187,8	187,6	186,6	193,2	194	193,2	196	204,8
187,6	188,8	185,6	185,1	184,8	190,6	190,5	190,8	192,7	202,9
185,6	184	183,7	184	183,8	187,4	187,5	186	187,8	196,5
177,5	180,2	180,1	179,5	179,7	181,3	185,7	185,8	187,7	193,7
178	179,2	179,4	179,1	180,1	181,8	185,9	187,3	188,9	193,6
181	178	176,3	178,3	179,2	180,9	183,1	185,3	189,1	196,2
184,2	184,6	182,1	183,3	183,4	187,2	188,8	186,7	194,1	202,2
183,2	182,7	182	182,2	182,1	187	189,8	191,8	188,8	194,5
184,8	182,5	182,9	182,9	182,9	187,6	192,1	192,3	195,5	200,6
182,5	182,2	179,4	179	179	184,5	184,8	186,2	189,1	194,4

182,8	181,9	182,2	182,4	184	188,7	189,5	191	194,1	200
185,7	183,2	179,5	181,6	181,7	190,5	190,8	190,3	191,4	196,3
186,1	186,2	185,9	185,9	186	190	188,9	189,3	190,3	197,9
177,8	174,9	175	176,4	176,9	182,5	182,7	184	187,7	191,8
182,6	183	182,4	183	183,9	185,9	189,4	189	194,5	201,5
192,3	191,6	190	191,9	191,4	198	197,6	198,8	200,2	207,4
193,4	191,2	190,9	192,3	192,2	198,8	198,4	199,9	201,2	208,3
189,2	189,6	187,5	189,3	189,1	195,8	195,8	196,9	198,3	204,2
191,4	190,2	189,7	191,4	191,1	197,5	197,4	198,2	200,1	207,3
192,3	191,2	189,7	191,3	191,6	197,8	197,3	198,5	199,9	206,7
189,7	189,2	188	189,5	188,9	195,5	195,7	196,7	198,6	205,5
178,9	176,4	171,4	170,9	169	176,6	179,6	178,8	179,7	193,1
176,5	176,4	175,2	174,8	173,1	176,9	180,9	181,9	184	189,7
179,8	181,3	180,4	179,8	179,3	182,3	185,5	186,1	188,6	194,3
174	175	174,7	175	175	178,1	184,3	184	186,3	187,8
187,9	187,9	187,6	187,8	188	188,8	191,7	192,2	191,9	196,8
187,7	187,7	187,9	188,1	188,8	189	193,1	193,4	194,1	198,5
186,4	186,4	186,4	186,4	186,4	187,6	192,4	192,4	192,4	195
187,8	187,8	187,4	187,9	187,9	188,8	193,4	194,2	193,2	196,5
183,9	183	183,1	183,5	183,4	184,1	190	191,3	193,4	192,1
189,3	188,7	189,4	188,6	188,2	188,9	192,3	194,1	195,7	200,9
205,4	207,3	205,7	205	206,2	210,8	213,2	211,6	215,3	217,4
183,9	183,3	180,4	179,3	180,9	182,3	186	187,6	189,8	195,9
198,6	197,3	195,9	197,4	196,9	202,9	203,4	205,1	207,3	210,9
187,6	185,5	183,8	184,7	187,6	191,8	194,1	194,3	194,7	203,2
190,4	192,3	191,3	191,7	192	194	195,6	195,9	197,1	205,6
191,7	189,5	184,7	184,2	187,4	192,7	195,9	196,1	196,5	206,5
191,3	193,6	190,1	189,8	189,1	192	193,5	191,5	194,7	205,7
186,3	187,3	186	186	185,1	189	191,6	190,9	193,5	201,7
180	183,5	183,6	184,2	184,7	187,7	188,4	190,1	190,8	198,4
179,4	179,5	181,1	180,9	180,7	182,4	188	188,4	189,1	193,9
189	190	187	186	186,4	190,5	195,7	194,9	195,9	202,4
185,6	186,3	183,9	184,5	186,2	188,8	189,9	189,9	190	197,4
184,4	184,5	183,5	186,2	187,7	190,4	191,5	190,6	189,9	202,5

183,6	183,6	180,9	182,5	184	188,9	193	190,7	192,5	198,5
191,8	191	188,4	190,3	190,2	197,5	196,7	197,9	199,4	206,5
190,5	189,6	187,7	189,4	189,4	196,2	194,4	196,6	198,5	206,3
190,9	190,1	187,9	190	190,4	197,2	196,9	198,2	199,8	206,4
175,5	180,2	179,2	180,2	177,2	183,1	186,3	185	186,1	194,9
179,3	180,5	179,9	179,7	179,4	186,4	188	185	186,1	195,8
184,3	184,8	183,3	184,5	183,6	187,9	190,5	190	191,8	200,8
178,1	177,9	177,3	177,4	177,5	184,9	184,5	183,2	186,9	191,5
187,3	185,6	183,6	184,5	185,2	190,6	191,8	193,1	194,1	203,2
177,2	178,7	179,1	179,1	178,5	184,4	185,6	184,7	186,6	193,4
189	188,4	184,4	188	188,3	195,5	195,1	195,9	197,9	206,8
173,5	175	175,3	175,5	174,9	178,5	182,9	181,9	185	193,2
178,5	178,9	177,6	177,9	179,5	180,1	182,1	184,4	183,7	189,8
176,5	177,6	176	174,3	174,2	185,8	184,2	184,8	187,6	191,9
187,5	186,7	185	186,6	186,9	192,9	191,3	192,9	194,8	200,5
180,6	181,5	180,8	180,9	181	181,5	186,1	186	187,2	193,6
178,4	178,5	178,6	177,8	177,7	184,2	182,5	182,9	184,1	190
191,5	190,4	188,5	190,5	190,8	196,7	196,1	197,4	198,4	205,9
189	189,3	188	189,3	189,1	195,1	195,8	196,2	197,7	204,7
184,4	187,6	185,3	188,5	187,9	194,8	195	195,4	197,6	204,2
189,2	190	188,8	191,6	191,1	197,8	196,9	198,3	199,3	207
191,1	190,6	190,1	192	191,6	197,6	197,5	198,6	199,5	206,7
178,4	178,8	181,4	181,2	179,9	182,6	183,7	183,3	184,6	190,6
188,3	189	186,8	188,2	187,2	193	193,9	194,5	197,1	202,8
173,2	175,2	175,9	176,2	175,1	180,8	182,8	182,9	184,7	191,6
180,7	179,3	180,3	180,5	182,1	187	186,6	187,9	189,9	197,7
179,2	179,3	182,5	182,5	184,8	184,3	186,4	186,6	189,4	195,2
190,4	188,5	187	188,1	181,3	185,5	186,8	187,2	189,2	197,4
188,6	188,3	188,4	190,8	190,4	196,1	195,9	197,7	198,8	205,7
187,3	186,1	186,8	188	188,1	195,2	195,5	196,9	197	203,6
174	176,4	174,5	174,9	174,2	179,5	181	182,5	183,7	189,8
185,3	184,3	183,7	184,5	182,4	188,2	190,7	192	193,7	200,8
178,7	178,1	179,5	179,5	179,2	183,6	185	185,4	187,9	194,2
190,7	189,5	188,5	190,3	189,5	195,3	195,9	196,9	198	205,1

185,9	184,2	180	177	182,8	193,5	192,3	191	195,4	203,1
181,4	182,4	182,4	182,1	182,2	184,8	186,8	188,2	191,4	196,2
181,3	180,9	180,3	180,7	182	188,1	189,1	189,1	191,5	198,4

HEBDOMADAIRE

2024-04-22	2024-04-29	2024-05-06	2024-05-13	2024-05-20	2024-05-27	2024-06-03	2024-06-10	2024-06-17	2024-06-24
209,9	209,8	207,9	201,3	200,4	199,5	197,8	193	192,7	194,4
208	204,8	202,5	200,3	199,2	196,9	195,2	191,2	192,6	194
210,3	207,2	205	199,5	197,8	196,9	195	192,4	191,9	193,8
210	202,8	201,4	198,9	195	194,7	191,7	191,6	190,9	191,1
203	199	194,3	190,7	186,9	187	185,3	178	178,6	183,3
204,5	203,6	201,1	197,4	194,2	193,7	193,2	193,1	191,5	189,9
201,5	197,6	193,4	190,2	187,7	191,1	190	188,8	186,6	186,7
200,3	194,4	189,3	185,1	182,3	179,6	178,8	178,6	177,2	179,2
199,2	193,5	188,9	184,9	182	179,4	178,8	179,1	178,4	180
206,8	206,6	201,6	200,6	200,4	199,3	195,2	192,6	192,6	198,9
211,7	213,4	209,3	204,7	202,5	199,8	195,1	192,2	190,8	194,4
210,5	212,5	210,3	205,3	204,5	199,1	197	194,1	194,1	196,7
213,8	210,5	206,5	201,6	196,1	196,1	191,4	191,4	192,9	197,3
213,9	211,9	207,4	203,5	197,7	195,6	191,9	189,3	191,1	198,7
213,7	212	210,1	205,9	203,5	199,1	196	192,9	192,4	194,6
214,5	212,8	209,7	205,8	203,7	199,5	194,5	192,3	193,6	197,9
212,5	211,6	207,1	204	202	200,5	195,2	191	190,1	194,8
202,8	202,5	202,4	202,6	202,6	197,7	194,7	194,5	194,5	193,5
203,1	203,1	202,4	198,7	197,7	194,2	192,5	191,1	191,3	196,3
200,5	200,6	200,5	200,4	197,9	196,4	193,6	190,1	189,5	192,1
203	200,3	200,4	194,3	190,9	192,2	189,2	191,8	192,9	197,5
210,3	209,3	208,3	205,5	203	200,6	198,5	194,7	195,1	197,8
203,1	205,7	204,9	202,8	202,4	201	200,2	195,4	191,2	191,7
209	206,9	206,1	204,1	203,8	202,3	200,7	199,5	199,1	198,4
202,5	202,5	201,4	201,3	200,2	199,6	199,2	196,5	195,4	195,7

209,6	205,9	203,3	201,6	193	193,8	190,3	193,9	194,6	193,3
203,9	205,7	202,7	200,6	199,9	199,9	199,7	195,1	194,6	195,2
209,4	209,4	208,6	207,1	206,9	206,4	199,6	195,5	195,2	196,5
200,9	198,7	198,7	196,7	195,7	195,7	193,6	190,2	189,9	190,2
209,8	206	203,9	203,4	201,9	197	195,1	196,2	195,6	195
211,1	209,5	203,3	201,2	202,5	200,2	196,4	197,3	198,8	201,6
212,1	210,6	204,4	202,4	204,2	201,4	197,5	198,5	199,5	202,5
209,4	208,2	201,9	199,9	200,6	198,8	195,2	195,5	196,5	200
212,1	208,7	203	200,8	202,1	199,9	196,7	196,4	197,8	200,3
211,1	209,2	202,9	201,1	202,5	199,9	196,6	197,5	198,7	201,6
210,5	208,1	202,6	199,6	201,4	198,7	195,4	195,8	197,2	199,7
196	192,1	188,9	186,2	183,8	181,1	178,8	182,1	185,2	186,4
198,6	194,8	192,8	190,8	189,2	186,2	182,6	183,5	182,5	182
200,8	200	195,7	193,7	193,4	189,5	188,3	186,5	187,1	186,5
194,5	198,4	198,5	197,9	194,9	191,1	189,3	187,1	185,6	186,7
207,2	207,2	206,7	204,2	204,2	204,2	203,5	197,2	197,2	197,2
207,3	207,1	206,5	204,1	204,1	204,1	203,9	197,2	197,1	197
205,4	205,4	205,4	203,6	202,4	202,4	202,4	196,8	195,4	195,4
207,2	207,2	206,7	204,2	204,2	204,2	203	197,2	197,2	197,2
206,4	206,4	206,1	205,8	203,9	203,4	201,6	196,5	196,4	196,4
207,1	208,4	208,5	207,6	206,3	206,3	202,5	198,2	197,8	198
223,4	226,2	221,4	218,9	216,7	215,9	215,6	211,8	211,9	215,1
205,5	203,9	201,4	196,5	197,4	196,4	195,4	194,8	194,8	194,8
216	217,8	211,4	208,8	209,2	207,4	204,1	204	204,3	207,3
211	209,4	208,9	205,1	203,4	201,8	198,7	195,9	194,4	192,8
213,8	214	213,8	208,3	203,7	203,7	201,6	198,7	197,7	199,5
213,9	213,2	213,2	208,7	203,2	203,2	200,2	198,2	198,2	197,6
214,5	214,5	210,3	206,9	203,5	203,3	199,9	194,5	194,5	194,8
210,8	209,8	206,9	203,7	201,2	199,8	195	191	189,8	193,5
206,4	204,6	203,8	203,2	200,9	199,1	196,9	193,7	188,2	188,6
202	203	201,8	200,3	194,1	190,5	190,3	188,3	186,7	187,5
211,2	212,9	210	203,6	201,9	199,9	197,9	194,9	194,9	197,8
208,7	210,2	208,4	205,2	202,6	200,6	197,2	193,1	192,6	193,6
212	210,5	210	205,8	200,7	200,1	197,9	194	193	194,4

207,5	206,6	204,4	201,8	199,2	194,8	193,6	191,3	188,5	194,5
209,7	208,8	202,9	200,8	201,8	199,7	196	197,2	198,8	201,2
209,3	208,4	201,9	200	201,2	198,5	195,3	194,5	195,1	197,8
209,6	208,8	202,7	200,7	202	199,7	195,8	196,8	198,3	201
201,1	200,2	198,5	196,5	195,1	192,9	191,2	188,2	187,4	187,1
203,5	203,5	199,9	197,1	195	194,1	192	190,9	190	190
208,8	205,4	201,5	199,4	199,3	197,1	193,6	193,2	192,6	195,9
198,2	196,8	194,6	192,1	191,2	189,2	186,9	184,8	183,4	185,9
208,7	206,9	201,7	199,6	200	198,2	195,3	194,9	195,6	198,4
200,5	200,6	197,7	195,4	193,4	192,7	190,1	188,9	188,1	188,6
212,2	208,4	202,7	199,9	201,9	198,6	195,9	195,1	196,1	199,3
198,5	198,6	195,9	193,9	193,2	190,9	190,8	189,4	188,6	188,5
199,7	201,3	200,6	200,5	195,5	194,3	193,5	193,5	193,4	193,5
198,7	198,8	196,8	193,5	192,8	194,6	192	187,2	182,9	188,7
205,1	203,4	199,4	197,7	198,2	197	193,8	193,2	193,2	195
201,9	201,3	200,1	197,8	197,3	196,8	195,6	191	190,2	191,1
196,1	199,3	199,4	197,3	195,7	193,5	192,1	191,4	190,7	191,6
209,7	208,3	203	201,1	202,2	199,5	196,2	196,7	198	199,5
209,9	207,3	202,1	200,2	200,9	198,5	195,4	195,4	196,4	198,8
211	208	201,7	199,2	200,7	197,5	194,7	194,4	195,1	196,8
211	209,4	202,9	200,7	202,3	199,4	196,4	196,9	197,7	199,8
210,8	209,2	203,4	201,8	203,3	201,1	197,6	198,9	199,8	202,3
197,6	196,5	194,3	192,9	190,6	188,9	187,9	184,9	184,2	185,7
208,5	206,6	201	198,4	199	196,8	193,4	193,6	193,6	197,4
200,9	198	195,4	192,5	187,9	186	185,7	181,5	182,8	183,7
203,6	201,9	200,4	198,6	197,4	195,5	195,3	192,6	192,1	192,6
200,9	200,9	200,9	198,5	197,5	197,2	195,2	196	196,2	196,2
205,4	202,4	199,2	195,1	194,1	191,9	190,7	189,4	187,8	190,6
210,8	209,2	203,4	200,9	202,4	200	196,9	195,2	196,4	199,3
211,4	207,6	203	201	201,4	198,7	196	195,6	196,1	197,9
197,4	196,4	194,4	193	190,8	189,3	187,2	184,1	182,1	185,1
209,3	202	198,2	197,3	196,4	193	190,6	188,9	187,7	190,3
201,2	201,2	200	194,4	189,9	188,2	188,2	188,2	183,1	187,1
209,3	208,9	203,4	200,4	201,5	199,5	195,5	195,7	197,7	199,7

206,7	201,3	196,9	192	198,2	197,5	194	189,9	187,6	189,9
205,9	204,8	204,4	200,6	200,4	200	199,5	195	193,7	192,8
204,3	202,9	200,9	198,4	197,5	194,6	192,5	190,8	190,5	191,1

HEBDOMADAIRE

2024-07-01	2024-07-08	2024-07-15	2024-07-22	2024-07-29	2024-08-05	2024-08-12	2024-08-19	2024-08-26	2024-09-02
196,8	197	196,8	196,8	196,6	195,4	193,7	193,5	192	189,7
192,7	192,4	191,9	191,7	194,4	196,2	194	193,2	191,1	187,8
195,2	193,9	193,9	193,9	195,3	196,3	193,5	193,1	190,4	188,7
192,1	189,9	189,7	189,7	192,4	191,2	189,7	189,7	189,6	186,1
186,9	188	185	184,1	184,2	179,5	179,8	179,3	179	176,1
188	187,5	186,7	186,7	187	186,7	186,7	186,7	185,3	183,6
187,4	186,7	186,3	186,1	186,5	186,6	183,5	182,1	182,7	179,2
185,2	182,4	181,4	179,1	177,9	176,4	175,8	175,3	175,4	172
184,1	182,6	181,2	178,2	178,3	175,6	175,7	175,1	175,6	171,7
199,8	198,9	198,6	198,6	198,6	198,5	198,2	197,5	193,4	193,5
200,7	199,7	199,3	198	196,7	195,6	193,7	190,9	187	184,4
201,7	202,4	201,9	200	199,5	198,3	194,6	187,5	187,5	184,5
203,1	200,8	198	196	197	193,6	190,9	189,3	185,4	182,6
203,7	201,9	201,2	198,4	197,4	196,4	193,7	189,3	187,3	184,1
201,9	199,9	199,2	198,2	197,1	197	195,2	193,5	189	185
203,5	202,5	200	198	197,7	195,8	193,8	192,2	188,9	184,1
200,5	200	199,5	198,5	196,7	196	194,2	192,2	187,6	184,1
194,5	194,4	194,1	194	193,5	193,6	193,7	193,5	193,2	190,5
194,2	192,2	191,9	190,8	190,3	190,3	190,1	187,7	186,4	185,6
190,9	189,7	188,7	188,5	188,8	187,7	187,5	187	185,3	184,5
194,7	192,4	189,3	189,3	190,1	188,3	185	182,6	183,5	182,3
198,9	197,9	197,8	194,3	193,3	193,4	194	192,8	191,1	190
192,5	196,7	194,9	194,9	194,9	194,9	194,9	194,9	193,5	190,2
199,9	199,3	197,8	198,1	197,7	197,7	197,5	195,9	194,4	192,8
195,6	196,5	195,6	195,5	195,5	195	195,4	194,7	191,3	188,2

198,4	201,1	197,1	200,4	198,8	196,5	195,5	194,4	192,2	189,7
196,3	196,1	194,6	194,6	194,6	194,6	194,6	194,3	191,8	189,7
196	195,7	195,2	195,2	195,2	195	194,4	194,4	193,5	191,6
190,2	190,8	189,9	190	189,9	190	189,7	187,8	187,7	186,4
195,5	199,7	202,4	201,7	201,1	200,7	198,9	197,2	195,1	192,2
203,3	202,7	201,1	199,7	200,1	196,7	198	193,3	189,9	185,1
204,4	204	202,3	201,1	201,6	197,9	199,3	194,4	191	186,4
201	201,1	199,6	198,3	198,8	195,5	196,4	192,4	188,8	184
202,2	202,5	200,7	199,5	199,4	196,5	197,4	193,2	189,4	185
203,5	202,7	201,2	200	200,3	196,6	197,9	192,9	189,7	185,2
201,4	201,2	199,6	198,6	199	195,4	197,3	192,3	188,8	184,4
186,4	186,5	184,6	184,9	185,3	183,3	183,5	180,3	177,7	174,2
183	184,2	184,4	184,3	182,9	182	181,6	181,3	180,4	176,7
187,3	189,8	190,1	190,1	189,9	190	189,9	189,6	185,9	183,6
186,8	189,7	190,4	190,8	190,4	190,4	190,2	188,7	186	182,8
196,4	196,2	196,2	196,2	196,2	196,3	196,2	196,1	192,4	191,2
196,9	197	197	197	197	196,8	196,6	196,2	191,7	191,8
195,4	195,4	195,4	195,4	194,2	193,4	193,4	193,4	190,4	190,4
196,7	195,3	195,2	195,2	195,2	195,2	195,2	195	192,1	190,8
196,4	196,4	196,4	196,4	196,4	196,5	196,3	195,9	191,3	191,3
196,1	197,3	198,8	198,8	198,8	198,8	198,8	198,8	195,7	194,8
217,7	220,5	217,4	217	216	216,7	213,5	211	204,7	202,9
194,8	194,8	194,7	194,3	194,3	194,3	194	193,2	193	191,8
209,5	210,5	207,9	206,8	207	206	204,8	202	196,5	191,9
193,4	193,9	193,4	191,7	195	196,3	196,3	194,7	193,1	191,7
200,9	201,5	201,5	201,3	200,7	200,5	198,2	198	197	197,7
197,4	197,4	196,2	196,3	197,4	197,9	198,1	197,9	197,5	197,4
200,7	201,6	201,5	201,2	199,5	199,2	193,4	193	190,4	186
195,7	196,9	196,8	196,8	195,6	193,8	194,5	192,3	189,8	188,2
190,8	194,5	193,4	192	192,3	192	191,7	190,1	188,2	185,3
190,7	191,1	189,8	189,7	190	189,7	189,8	189,6	186,8	183,7
204,1	204,9	202,4	199,9	199,9	199,1	195,2	194,9	193,1	189,7
197	194,9	194,5	193,6	193,8	193,1	193,1	193,1	192,1	188,3
200,3	200,6	199,7	198,7	197,8	197,3	195,2	193,9	188,5	185

198,3	196,2	194,8	194,2	195	197,3	194,6	193,5	190,6	186,7
203,3	202,3	200,7	199,7	200	196,4	197,8	192,3	189	184,7
199	199	198,6	197	197,5	194,6	195	190,2	187,3	184,2
202,5	201,9	200,3	199,4	199,6	196	197,2	191,8	188,9	185
188,8	187,4	187,8	187,1	186,4	186,3	186,1	185	184,3	183,4
190,7	190	189,3	188	188	188	188	186,2	185	182,9
197,1	196,9	193,3	193,2	193,2	192,2	192,1	189,5	187,2	182,9
189,3	188	186,7	185,2	184,3	183,5	182,3	183	181,5	176,9
199,4	199,1	197,6	197	197,2	194,1	194,9	191,7	188,3	183,9
190,7	189,9	189,1	188,2	187,9	187,6	187,2	185,9	184,9	182,9
200	199,9	198,4	196,8	197,4	194,4	195,8	191,6	188,1	184
190,2	187,7	187,7	188	186,6	186,2	184,5	183,6	182,7	182,4
193,4	193,4	193,4	193,5	193,5	193,5	193,5	193,3	189,9	186,3
188	189,1	185,9	181,1	180,1	178,1	185,1	183,6	178,6	174,2
196,6	196	195	194,4	194,5	191,6	191,6	189,2	188,4	184,2
190,7	190,7	190,3	189	188,3	186,3	186,6	185,9	186,2	184,6
191,5	189,7	189,6	189,6	189,3	188,4	184,8	184,1	183,7	182,5
201,9	200,7	199,9	198,6	198,7	195,5	196,6	191,3	188,8	184,9
200,2	200,3	199	198	198,1	195	196,9	192,5	188,1	184,4
198,9	199,3	198,5	197,5	195,2	194,1	196,1	192,3	187,8	184
202,6	201,5	200,6	199,2	198,4	196,5	197,5	193,1	189,6	185,3
203,7	203,4	200,9	199,7	200,5	197,1	198,3	194,2	190,5	185,4
185,8	186	185,4	185,2	186,5	185,1	185,1	185,1	182,6	180
198,7	198,1	196,9	195,9	196,6	192,6	194,6	191	187,3	183,4
184,4	186,7	184,3	183,6	184,2	182,9	182,9	182,9	181,5	178,9
193,1	192,1	192,1	192,1	192,1	192,1	189,9	187,3	187,3	187,1
196,2	196,2	196,2	196,2	196,2	196,2	196,2	196	192,9	187,6
191,2	192,9	191,3	191	190,2	189,6	189,7	188,2	186,8	182,2
200,3	201	199,6	198,1	198,6	195,3	195,7	192,7	187,7	183,5
198,9	199,7	198	196,8	196,9	194,8	194,8	192,1	189	184,1
186,6	187,8	187,7	186,6	185,4	184,5	184,8	183,7	181,3	179,4
193,1	196,5	194,3	192,3	194,2	191	187,4	187,7	186,9	182,4
188,4	192,2	187,2	187,2	187,2	187,2	187,2	185,2	185,2	183
201,8	201,8	200,4	198,6	199	196,1	197,3	193,3	191,2	188,4

196,9	192,2	187,6	190	192,1	191,8	187	183,8	181,5	181,2
194,8	193,4	193,2	192,3	192,4	193	193	191,8	188,7	187,2
192,8	195,8	193,4	191,7	191,4	190,9	190,9	189,6	188,4	186,7

HEBDOMADAIRE

2024-09-09	2024-09-16	2024-09-23	2024-09-30	2024-10-07	2024-10-14	2024-10-21	2024-10-28	2024-11-04	2024-11-11
182,7	179,6	179,6	178,9	179,4	179,9	178,2	177,7	178,2	180,2
182,2	179,4	179,1	178,8	180,2	183,4	182,8	180,3	180,2	179,6
183,1	178,9	178,9	178,3	178,9	181,2	177,6	176,6	178,1	180,4
181,1	178,8	178,8	178,3	181,5	186	180,7	176,1	178,2	182,5
173,6	166,2	165,4	165	169,5	166,6	159,3	159,3	164,7	168,3
181,7	177,1	174,3	172,5	172,4	172,3	171,4	169,5	170	170,3
177,2	172,1	170,9	169,5	170,7	171,2	168	167,1	167,8	168,7
168,8	163,2	161,1	160,9	162,2	161,9	159,3	158,3	163,2	166,5
169,7	164	162,2	161,7	162,7	164,3	160,9	160,4	164	167
191,2	189,8	182	178,6	180,9	179,2	179,3	179,3	179,3	179,3
182,7	180,9	178	176,5	179,4	184,2	184	180,5	179,8	179,3
183,5	182,9	181,2	178,1	180	184,2	184,3	181,3	180,9	180,3
178,7	175	175,8	171,4	178,4	183,1	180,9	176,9	176,4	178,2
181	177,2	176	174	180	183,5	180,8	179,5	180,7	180,3
183,2	181,6	179,4	175	179,5	184,2	184,3	181,1	180,1	178,9
183,4	183,1	178,4	176,3	180,6	184,3	183,6	182,3	182,2	180,2
181,9	181,1	178,2	175,5	179,3	183,2	182,7	179,3	178,6	177,2
187,6	183,8	181,4	178,8	178,4	177,9	177,7	176,9	176	175,7
183,2	180,6	179,1	178	177,8	178	178	178	178	178,5
183,4	180,1	179,4	177	175,4	174,5	174,5	174,8	174,8	175,8
180,7	179,2	179,3	179	178,4	178,2	178,1	177,5	177,5	177,8
186	181,8	179,7	178,8	179,4	179,2	179	178,9	179	179,9
187,3	184,6	181,5	175,2	174,2	174,5	175,2	174,2	174,2	176,1
190,8	185,8	180,5	176,5	174,4	176,7	175,9	174,5	173,8	176,5
186,3	182,7	179,7	177,1	177,2	176,7	176,8	177,2	177,3	178,2

186,8	181,8	177	172,2	173,2	175,1	174,9	174,6	173,8	177,4
186,8	184,7	181,7	178,9	178,7	178,7	178,7	178,7	179	179,4
189,1	187,6	182,3	176,7	178,5	181,9	181,9	181,9	181,9	181,9
184	176,8	171,8	164,7	165,8	168,7	168,7	168,7	168,7	169,9
188,8	185,3	183,9	178,1	175,4	177,3	178,1	176,5	175,5	178,8
179,8	179,7	180	178,2	184,5	186,1	183,2	183,6	183,9	184
181,1	181	181,2	179,3	185,6	187,6	184,8	184,9	185,3	185,2
178,8	178,5	178,3	176,4	182	184,4	181,4	181,9	181,7	182,2
180,1	179,7	179,7	177,8	183,7	185,9	182,7	183	183,1	183,8
179,8	179,7	180,1	178	184,3	185,7	183,2	183,3	183,5	183,5
179,3	178,1	178,5	176,5	182,8	185	182,3	182	182,1	182,4
170,2	166,4	166,9	164,9	166,8	167,4	170,2	169,9	171,1	173,7
173,3	168,9	168,2	166	167	167,7	166,8	168,2	168,9	170,2
179,9	175,6	173,4	172,4	172,1	171,7	172,7	173,4	173,6	175,4
178,6	176	173	172,2	171	170,6	170,3	171	171,6	171,8
187,9	182,6	177,6	177,6	177,7	178,2	178,9	178,4	178,4	178,5
189,9	182,1	178,4	177,6	177,6	177,9	178,3	178	178	178,1
185,6	182,8	175,4	175,4	175,4	176,9	178,8	177,4	177,4	177,4
185,8	181	177,5	177,5	177,7	178,2	178,8	178,6	178,3	178,4
187	183,8	180,9	180,1	179	177,1	176,2	176,1	176,2	175,6
190,4	185,5	183,3	183,8	183,2	183,1	183,2	183,2	182,8	182,4
198,5	194,6	192,9	191,8	191,7	196,6	198	198,6	198,3	198,3
181,4	176	175,3	173,5	172,7	172,7	172,8	172,8	173,1	174
186,1	183,8	184,2	180,5	184,3	190,1	188	187,5	187,4	189,3
186,2	183,2	180,7	178,9	182	183,6	183,8	183,4	182,3	180,8
193,5	186,6	184,7	183,5	184,7	186,2	186,3	186,3	186,3	186,3
192,2	187,7	185,2	182,7	184,2	186,4	185	184,4	184,3	183,8
184,1	182,8	181,1	176,1	180,9	184	181,4	180,5	181	180,5
182,8	180,8	177,8	173,6	177,8	181,9	179,5	177,3	178,2	178,5
183,4	181,4	178,4	174,9	177,1	178,3	177,7	175,9	175,9	175,4
182,6	177,8	173,8	171,3	171,8	171,4	171,6	171,4	172,2	171,2
186,6	183,4	181,5	180,6	178,2	178,2	178,2	178,2	178,2	178,2
183,1	180,8	179,4	177,3	176	176,7	176	174,5	174,1	174,9
184,3	183,1	180,1	174,7	177,2	182,8	183,9	180,9	180,6	179,6

185,7	182,2	178,2	177,3	178,5	178,8	177,4	176	177,2	177,4
179,5	179,5	179,8	177,6	184,5	185,5	182,8	183,1	183,5	183,3
179,3	178,5	178,7	176,6	181,6	183,2	181	181,5	181,9	181,6
179,3	178,8	179,1	177,1	183,3	184,5	181,9	182,3	183,1	182,5
178,8	175,1	173,5	172,3	173,6	173,9	172,5	171,5	170,6	173,4
178,5	175,3	173,9	172,3	173,6	172,4	172,4	172,2	170,8	173,3
179,8	177,1	174,9	174,9	177,2	179,9	178,8	177,9	178,4	179
175,1	169,5	167,8	165,4	170,5	169,1	166,3	163,9	163,4	169,3
178,2	177,5	177,9	175,5	180,5	182,2	178,8	179,4	179,1	179,3
180	176,1	173,8	171,5	172,7	171,3	170	168,9	168,8	172,4
179,2	176,8	177,5	176,2	181,2	182,4	180,4	179,9	179,6	181,1
180,6	175,4	170,8	166,4	169	170,9	168,6	167	166,9	169,8
183,9	179,1	176,7	175,9	176,3	176,3	176,3	176,4	176,3	176,3
171,6	168,3	165,8	163,9	168,6	170,6	169,3	166	166,2	170,9
179,3	177,6	177,7	176,4	181	181,7	179,8	179,4	179,5	180,1
180,5	176,2	176,2	173,7	174,8	174,4	174,2	172,8	172,4	174,8
179,9	174,2	172,7	165,7	168,3	170,7	169,6	169,5	168,5	169,3
179,5	178,7	178,5	176,8	183,5	184,2	181,6	181,6	182	182,2
178,2	176,8	177,2	175,2	181,6	183,2	180,5	180,6	181,2	181,3
179,2	178,1	178,3	175,9	181,1	182,4	179,2	180,4	180,5	180,8
180,4	179,5	180	177,9	184,3	185,7	182,4	183	183,6	183,4
181,2	180,5	181	179,5	183,7	186,1	183,2	183,6	183,8	184,1
178,8	175,3	172,7	172,5	173,9	174,5	174,5	174,3	174	173,3
178,4	177,5	177,2	175,7	180,5	182,2	179,9	179,9	180	180,2
178	175,3	173,4	172	171,9	171,9	172,1	173	174	169,6
182,1	175	174,8	173,5	171,2	171	171,1	171,1	171,4	173,5
182,8	179,9	179,5	179,1	178,2	176,9	176,9	176,9	176,9	176,9
178,1	173,8	170,9	169,6	171,1	176,8	173	173,1	173,6	175,1
179,2	177,3	177,9	175,9	179,7	183	181	181,1	181	182,2
178,7	176,8	176,9	175,3	181,2	182,7	181,1	180,9	180,7	182,1
175,1	171,5	170,3	169,9	170,6	170,5	170,5	170,5	170,1	169,3
177,7	174,3	169,7	168,9	173,3	177,2	174,4	173,5	173,3	173,3
177,3	174,1	169,9	167,8	167,8	173,5	171,9	169,1	169,7	173,9
184,5	180,3	178,6	176,9	183	185	182,4	182,4	182,6	183,7

178,4	171,3	172,7	175,3	173	171,8	168,3	170,5	169,4	175,8
184,7	179,6	178,3	176,6	177,4	176,7	176,6	174,9	174,8	176,4
184,1	179,7	176,7	172,8	175,6	179,8	178,8	176,3	175,4	173,9

HEBDOMADAIRE 2024

2024-11-18	2024-11-25	2024-12-02	2024-12-09	2024-12-16	2024-12-23	2024-12-30	Janvier	Février	Mars
180,1	180,7	180,2	179,8	181,5	180,3	179,8	186,8	186,9	189,1
179,7	179,5	179,6	179,3	181	183	183	185	186,1	188,4
179,5	179,6	178,9	182,1	182,1	181,3	181,1	185,5	187,5	188,8
179,7	177,4	176	176,2	181	185	184,2	187,8	190	190,2
168,3	171,6	168,3	168,3	168,4	168,7	168,4	173,7	175,3	176,8
170,3	175,5	172,7	169,9	169,8	170,1	169,7	178	180,9	179,2
168,2	172,9	167,6	168,3	168,9	170,4	169,8	175,6	177	176,5
165,7	165,1	162,3	164	165,1	166,6	164,9	167,2	169,5	173,8
165,3	165,6	160,8	165,1	166,9	167,1	164,6	168,7	170,6	174,9
179,3	179,3	179,3	179,3	179,4	179,3	179,3	185,1	189,4	192
180,1	181,3	180,5	179,2	181,7	184,2	184,2	185	187,8	190
180,3	179,8	179,3	179,3	180,9	183,5	183,5	185	186,2	188
178,7	180,4	175,8	174	180	182,4	179,1	185,9	187,8	188,6
179,3	179,6	177,6	177,9	181,3	183,3	182,4	185,9	187,9	189,6
180	181,7	180,1	180	181,5	180,6	179,9	182,6	186,9	189,6
180,6	181,2	180	178,5	181,8	182,8	180,2	186,8	188,3	190,1
177,9	180,7	180,2	177,5	179,6	181,4	181,4	183,8	186,7	187,6
175,3	175,2	173,9	172,7	172,8	171,8	171,8	181,6	184,3	185,5
177,8	178,1	177,8	177,5	176,7	176,8	176,4	175,3	179	181,3
175,2	176,4	174,5	174,5	174,6	174,5	174,3	177,1	178,1	181,5
177,7	178	176,9	176,9	176,8	176,8	176,7	176,7	178,7	180,2
179,7	180,2	178,9	177,5	176,8	175,8	175	181,6	182,5	185,5
174,2	175,6	175,2	174,8	174,6	174,9	174,9	181,7	182,7	185
176,3	178	178,5	178,5	178,5	178,5	177,3	183,1	183,3	186,1
177,7	178	177,4	177,2	176,9	176,1	175,8	179,6	180,9	181,7

177	177,5	176,9	173,3	173,8	172,3	171,6	179,9	182,2	186
178,7	179	178,2	178,1	176,9	175,3	175,2	181,1	182,8	185,9
181,5	181,2	181,2	180,4	180,7	181,2	181,2	185,2	185,8	187,6
169,5	173,4	175,2	175	173,2	171,7	171,7	175,9	176,1	179,5
178,8	177,4	175,8	175,3	175,3	175,1	175,1	181,8	183	185,3
185,9	187	185,5	186,4	187,3	185,3	186,5	185,5	190	194,6
186,7	187,9	186,1	187,3	188,4	186,1	187	186,5	190,7	195,3
183,7	184,8	183,3	183,8	184,8	182,8	183,9	182,9	187,5	192,3
185,2	186,4	184,4	185,8	187	184,3	185,3	184,6	189,1	194,2
184,7	186,2	184,4	185,4	186,4	184,3	185,7	185,6	189,7	194,3
183,3	184,8	183,1	183,8	184,6	182,9	184	183,5	187,8	192,2
174,7	175,3	172	173,7	172,5	168,9	165,3	172,6	175,5	173,7
170,6	169,4	167,3	168,8	168	166,6	166,1	172,1	175,1	176,2
176,1	176,6	176,2	176,3	176,8	176,2	174,7	176,1	179,6	181,6
171,8	171,5	171,5	171,6	171,7	171,6	171,9	172,4	174,1	177,7
178,4	181,4	185,4	185,4	185,4	185,4	185,4	183,1	187,8	188,9
178	181,2	184,9	185	185	185,1	185,1	181,8	187,6	189,6
177,4	180,2	184,4	184,4	184,4	184,4	184,4	181,8	186,4	188
178,3	181	184,8	185,3	185,3	185,3	185,3	182,9	187,7	189,3
175,4	176,8	177,6	177,6	178,1	178,4	177,7	183,2	183,5	185
182,4	182,6	182,3	182,1	182,3	181,7	180,3	188,2	189,1	189,3
200,1	203,6	203	203,9	205	205,1	205,1	201,2	205,5	208,6
172,9	175	176,2	176,5	176,6	176,8	177,2	178,9	182,5	182
189	190,6	188,7	188,2	189,2	186,9	187,4	192	196,3	199,8
180,6	181,2	181	181	182,1	182,9	181,3	183,9	185,8	189,3
185,8	185,1	184,5	184,6	184,9	185	185	188	190,7	193,2
183,9	183,9	183,9	183,9	183,9	184,2	184,2	187,5	188,7	189,7
180,9	181,9	180,5	178,8	181,1	182,3	180,6	182,5	189,1	191
178,6	181,2	180,8	180,5	180,4	180,3	180,5	182,4	185,8	187,7
175,9	176,4	174,9	174,5	175,9	175,3	175	178,3	181,4	186,1
173	178,4	177,1	175,6	175,5	173,9	173,3	177,1	179,4	182,7
180,2	182,4	182,2	182,1	181,2	180,2	180,2	184,1	187,9	189,3
176,4	177,4	177	176,6	176,7	177,5	176,5	181,2	185,3	187,2
180,4	181,7	181,7	181,7	181,9	182,3	182,3	185,2	182,9	188,8

178,3	180,2	176,7	175,9	175,7	179,1	178,5	177,6	182,8	186,8
184,7	185,9	184,2	185,1	186,1	184,2	185,9	184,9	189,1	193,5
182,5	183,8	182,5	182,9	184,1	182,6	183,8	183,8	187,8	192,2
183,3	185,5	183,2	184,3	185,2	184	185,2	184,1	188,2	193,5
172,6	171,6	171,2	171,1	171,5	170,9	171,7	177,2	178,1	181,5
173,5	172,6	172,4	172,4	172,4	172,4	172,4	177,7	179,9	183,3
179	180,4	179,6	178,9	179,8	178,4	179,5	181,3	183,5	186,5
169,7	169,5	168,6	168,1	168,1	166,6	167,8	172,9	177	180,9
180,7	182,7	181	181,8	182,6	180,6	181,8	180,7	184,6	187,8
172,9	171,9	171,2	171,1	171,1	171,1	171,1	176,2	178	181,7
182,1	182,7	180,6	180,2	180,4	180,2	182	182	186	191,5
170,7	171,8	171,3	170,4	170,1	167,5	169,4	171,8	174	177,7
176,3	176,5	176,3	176,3	176	175,5	175,5	180,1	178,8	179,8
169,5	168,7	165,2	166,7	169	167,1	167,7	172,3	176,5	179,4
180,7	183,5	181,5	180,9	181,8	180,2	180,8	182,1	185,6	189,3
174	177,7	175,3	172	171,3	172,1	172,5	173,2	180,8	182,1
168,9	169,8	168,8	168,8	167,2	167,2	167,2	175,6	178,6	180,6
183,6	185,6	184	184,8	184,9	182,1	184,4	184,4	189	193,4
182,4	183,6	181,7	182,7	183,7	181,3	182,5	182,8	187,6	192,1
181,9	183,2	182,3	182,8	183,8	182,3	183,1	179,7	184,5	191,3
185,2	186	184,9	185,6	186,7	184,3	185,4	183,5	188	194,2
185,4	186,6	185	186	187,2	185,2	186,3	184	189	194,5
173,2	175	175,5	175,5	175,7	175,5	175,5	176,7	178,7	181,7
181,2	182,6	181,4	182,3	183,2	181	181,6	181,7	186,7	190,4
169,2	173,5	173,6	173,6	173,8	172,6	172,6	170,2	173,9	178,5
174,4	177,2	181,2	181,2	179,1	177,7	175,7	182,8	180,1	183,9
176,9	176,9	176,2	175,2	175,2	175,2	175,2	178,2	180,1	184,4
175,1	174,5	172,5	173,1	172,7	171,8	173,9	184,1	188,3	185,4
182,7	183,5	182,1	180,7	179	177,7	178,8	182,5	187,2	193,2
182,3	182,9	181,4	181,9	182,4	181,8	182,5	182,4	185,8	191,5
168,8	171,1	171	170,9	171,4	171	170,7	173	174,4	177,2
174,7	175,6	175,7	175	175,4	174,1	174,6	177,4	183,3	186,2
173,3	174,5	173,9	173,2	171,9	171,9	171,9	175,8	177,7	181,6
185,5	184,4	182,3	182,4	182,8	181,5	182,7	184,2	188,7	192,6

178,2	181,8	176,9	170,1	171,1	171,5	172,2	183,5	181,9	186,1
175,7	180,3	179,8	179,4	178,7	178,5	178,4	180,4	181,4	183,8
174,1	175	173,6	174,1	174,1	173,3	173,3	179,6	180,9	184,7

1Afin d’améliorer la qualité des informatio

MENSUEL

Moyenne

Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	2024
201,1	202,4	194,5	196,8	193,7	181,8	178,8	179,8	180,4	189,3
200	199,8	193,2	192,6	193,7	181,2	181,6	179,8	180,6	188,5
201,7	199,9	193,2	194,4	193,5	181,3	178,4	179,4	181,1	188,7
200,9	197,6	191,3	190,7	190,1	180,4	180,8	179,4	179,2	188,2
193,2	189,9	181,2	185,6	179,4	169	163,6	168,2	168,4	177
194,1	196,7	192	187,1	186,4	177,6	171,4	171,5	170,6	182,1
194,5	190,6	188,2	186,6	183,7	173,6	169,2	169,4	168,6	179,5
193	185,3	178,4	181	175,7	164,9	160,3	165,1	164,2	173,2
191,3	184,7	179	180,7	175,5	165,6	161,9	165,4	164,6	173,6
201,1	200,5	194,6	198,8	196,8	186,8	179,7	179,3	179,3	190,3
203,5	204,2	193,1	198,8	191,8	180,3	181,9	180,1	181,2	189,8
201,9	204,8	195,4	201,1	192,1	181,9	182,4	180,3	180,6	190
203,4	200,3	193	198,8	189,8	176,5	179,6	178,4	177,5	188,3
204,2	201,2	192,5	200,4	191,7	178,2	180,8	180	179,8	189,3
204,4	204,7	194	199,2	193,8	180,7	182,2	180,2	180,5	189,9
204,7	204,7	194,4	200,2	192,7	181	182,7	181,1	180,4	190,6
202,6	203,5	192,7	199	192,5	180	181	178,6	179,6	189
195,5	201,2	194,3	194,1	193,5	184,2	177,7	175,5	172,9	186,7
195,1	198,3	192,6	191,8	188,7	181,1	178	178,1	177,2	184,7
194,5	198,8	191,3	189,2	186,9	180,8	174,8	175,5	174,5	183,6
195,2	194,6	192,7	191	184,9	180	178	177,7	176,9	183,9
201,1	204,4	196,4	196,3	192,8	183	179,1	179,7	177,2	188,3
197	202,8	194,7	194,9	194,6	183,5	174,5	175	174,9	186,8
201,2	204,1	199,5	198,5	196,4	185	175,3	176,2	178,4	188,9
195,3	200,6	196,7	195,7	194,3	182,6	177	177,8	176,9	186,6

200,5	198,2	193	199,2	194,7	181,2	174,4	176,4	174,1	186,7
197,8	200,8	196,2	195,2	193,8	184,2	178,7	179	177,2	187,7
199,7	207,3	196,7	195,4	194,3	185,2	181	181,6	180,8	190
193	196,7	191	190,2	188,8	176,4	167,9	170,4	173,9	181,6
200,6	201,5	195,5	200,3	198,1	185,4	176,8	177,6	175,4	188,4
205,7	201,8	198,3	201,3	194,5	180,4	184,3	185,2	186,3	192,3
206,7	203	199,3	202,6	195,7	181,6	185,6	186,3	187,1	193,4
203,7	200,3	196,6	199,7	193,2	179	182,3	183,1	183,8	190,4
205,6	201,4	197,7	200,8	194,2	180,3	183,7	184,6	185,5	191,8
205,4	201,6	198,4	201,5	194,3	180,4	184	184,5	185,3	192,1
204,2	200,5	196,8	199,9	193,4	179,2	182,9	183,2	183,8	190,6
188,3	185,1	183	185,5	181,2	168,3	168,6	173,7	171,5	177,2
190,1	189,8	182,7	183,8	181,4	170,4	167,4	169,8	167,7	177,2
194,2	193	187,1	189,5	188,9	176,7	172,5	175,4	176,2	182,6
190,5	195,4	187,2	189,8	188,9	176,3	170,7	171,7	171,7	180,5
199,4	204,9	198,9	196,3	195,3	183	178,3	179,2	185,4	190
200,4	204,8	198,9	197	195,4	183,6	177,9	178,8	185	190,1
198,4	203,5	197,6	195,2	192,7	181,6	177,1	178,1	184,4	188,7
199,9	204,8	198,7	195,4	194,4	182,2	178,3	179	185,2	189,8
198,2	204,8	197,7	196,4	195	184,3	177,1	176	177,8	188,3
201,5	207,2	199,2	198	198	187,3	183,2	182,6	182	192,1
219,1	218,3	213,5	217,7	211,4	195,9	196,2	200,1	204,2	207,6
196,9	198	194,9	194,5	193,6	179,1	172,7	173,7	176,6	185,3
211,7	209,1	204,8	208,3	202,7	185	187,3	189,1	188,4	197,9
202,8	204,9	195,6	193,5	195,1	183,8	183,2	181,2	181,5	190,1
205,7	207,6	199,4	201,2	198,5	188,9	185,9	185,9	184,7	194,1
205,6	207,2	198,6	196,9	197,8	188,7	184,9	184	184	192,8
204,7	206,1	196	200,9	194,1	181,9	181,6	181,1	180,4	190,8
201,8	203	192,3	196,4	192,6	180,3	179	179,1	180,5	188,4
198,4	201,8	192	192,7	190,6	180,5	177,2	175,9	175,1	185,8
195,6	196,8	188,2	190,2	189	177,6	171,5	173,7	175,6	183,1
203,8	203,9	196,3	202,2	195,7	184,2	178,2	179,8	181,5	190,6
199,6	204,3	194,1	194,7	192,8	181,5	175,7	175,7	176,8	187,4
201,6	204,3	194,8	199,4	194	181,3	181,1	180,6	181,9	189,6

199,5	200,1	191,8	195,6	194	181,8	177,6	178,3	176,7	186,9
204,7	201,3	198,2	201,1	193,8	180	183,9	184,4	185,1	191,7
204,1	200,3	195,5	198,2	191,7	179,3	181,8	182,4	183,2	190
204,8	201,2	197,8	200,7	193,5	179,6	182,9	183,6	184,3	191,2
193,8	195,8	188,5	187,5	185,5	176,1	172,8	172	171,3	181,7
195,2	196,6	190,8	189,1	186,8	176,3	172,7	172,5	172,4	182,8
198,4	199,3	193,7	194,6	190,2	177,7	178,4	179,2	179,3	186,8
190,1	191,8	185,2	186,6	182,6	170,7	167,3	168	168,1	178,4
200,5	199,9	195,9	198	192,2	178,4	180,1	180,5	181,7	188,4
191,4	194,9	188,9	189,1	186,5	176,6	170,7	171,5	171,1	181,4
204,6	200,7	196,5	198,4	192,6	178,5	180,9	181,4	180,6	189,5
191,8	193,5	189,4	188	184,2	174,9	168,8	169,8	170,2	179,5
192,2	197,8	193,5	193,5	192,6	180,1	176,3	176,4	176,1	184,8
192,7	194,5	187,6	184,7	181,5	168,6	168,5	168,8	167	178,5
199,6	198,1	193,7	195,2	190,3	178,8	180,4	181	181,2	187,9
194,3	198	192	189,8	186,3	177,9	174	174,7	172,7	183
190,8	196,5	191,4	189,9	185,3	174,7	169,5	169,1	168,1	180,8
204,2	201,4	197,5	199,9	193,1	179,5	182,7	183,3	184,3	191,1
203,5	200,4	196,4	199,1	193,2	178,1	181,4	182,1	182,5	189,9
203,6	199,7	195,2	197,8	192,6	178,9	180,7	181,6	182,9	189
205,3	201,3	197,6	200,4	194,2	180,4	183,8	184,5	185,5	191,6
205,2	202,4	199,5	201,6	195,1	181,4	184	185	186	192,3
190,8	191,7	185,7	185,8	184,5	175,7	174,3	173,9	175,6	181,3
202,2	198,8	194,3	197,2	191,4	178,2	180,5	181	182,1	188,7
192	190,6	183,4	184,7	182,6	175,4	172,2	171,6	173,4	179
196,5	198	193,2	192,3	189,2	178,2	171,1	174	179,7	184,9
194,9	198,6	195,9	196,2	195,4	181,6	177,3	176,9	175,5	186,2
196,7	195,1	189,6	191,3	188,6	174,6	173,3	174,6	172,8	184,5
204,6	201,6	196,9	199,5	193	178,6	181,1	182,3	180,1	190,1
203,6	201	196,3	198	192,7	178,1	181,4	182	182	189,6
190,3	192	184,6	186,8	183,6	173	170,5	169,8	171	178,9
199,9	196,2	189,4	194,1	188,3	174,3	174,5	174,2	175,1	184,4
194,3	193,3	186,5	188,4	186,2	174	170,4	172,8	172,8	181,2
203,9	201,2	197	200,2	194,5	181,4	183,1	184	182,4	191,1

199,8	196	190,4	191,5	186,1	175,6	170,9	176,3	172,5	184,2
197,7	201,4	195,4	193,2	191,7	181	176,4	176,8	179,1	186,5
197,6	197,9	191,2	193	190	179,7	177,5	174,6	173,8	185

ns publiées, la Régie a procédé à certains changements. Les prix moyens par sous-région reflètent dorénavant la moyenne des prix des essencer

ies situées dans chacune des sous-régions. Auparavant, les prix moyens étaient le résultat d'une moyenne des prix par secteur. De façon généra

ıle, l’impact sur les résultats est inférieur à 1 cent/litre

PRIX MOY
Par municipalité ou municipalité régio

2023

- Prix moyen affiché - hebdomadaire

janvier	pages 2-4
février	pages 2-4
mars	pages 2-7
avril	pages 5-7
mai	pages 5-7
juin	pages 5-10
juillet	pages 8-10
août	pages 8-13
septembre	pages 11-13
octobre	pages 11-13
novembre	pages 11-18
décembre	pages 16-18

- Prix moyen affiché - mensuel

janvier à décembre	pages 17-19
Moyenne cumulative	pages 17-19

Pour plus d'information (définitions, sources et méthodes), consultez le guide méthodologique de la Régie de l'énergie :
Guide méthodologique pour l'établissement des différents relevés sur les produits pétroliers - Partie 1 : Procédures et définitions

Guide méthodologique pour l'établissement des différents relevés sur les produits pétroliers - Partie 2 : Informations par municipalité

Essence super
/EN AFFICHÉ
nale de comté du Québec

(¢/litre)

Régions	Sous-régions1	2023-01-02	2023-01-09	2023-01-16	2023-01-23	2023-01-30	2023-02-06
1	MRC Kamoura	184	184,6	192,1	192,1	192,1	187,8
	MRC La Matap	177,7	181,2	188,3	188,6	188,6	185,8
	MRC Les Basq	183,9	184,7	188,9	189,5	189,9	187
	MRC Rimousk	184,4	185,4	192,4	192,4	192,4	189,3
2	MRC Lac-Saint	176,8	177,4	173,5	179	182,5	177,3
	MRC Le Doma	176,5	175,6	176,6	177,6	177,3	176,5
	MRC Le Fjord-	177,5	177,2	178,5	180,7	179,9	178,3
	Saguenay (Chi	171,7	167,7	171,9	174,4	175,7	172
	Saguenay (Jon	173,4	168	173,3	174,1	175,8	172,7
3	MRC Charlevo	178,8	180,4	193,6	193	192,9	186,9
	MRC La Côte-(	183,4	180,7	192,3	191,2	189,8	185,6
	MRC Portneuf	182,6	181,9	191,8	191,5	188,9	184,7
	Québec (Beau	184,7	184,3	193,1	192,3	191,7	186,6
	Québec (Char	183,8	184,1	192,9	192,1	191,1	186,2
	Québec (La Ha	182,9	182,5	191	189,5	188,9	184,6
	Québec (Les R	184,8	184,7	193,4	193,7	192,3	186,5
	Québec (Ste-F	182,8	182,3	191,7	191,5	190,8	185
4	Agglomératio	179	173	186,5	186,4	186,5	183,5
	MRC Les Cher	174,8	172,5	181,6	184,1	180,6	179,1
	MRC Maskino	172,9	172,5	175,3	175,9	178	177,9
	Shawinigan	178	174,2	183,3	181,3	177,8	176,3
	Trois-Rivières	180,7	181,6	188,9	190,3	187,9	183,5
5	MRC Coaticoo	177,8	177,3	183,1	182,2	179,7	179,1
	MRC Les Sour	179,6	178,4	184,3	186,4	187,5	185,5
	MRC Memphr	178,6	177	185,4	183	180,3	177,4

	Sherbrooke (E	175,2	174,8	188,3	186,1	187	183,6
	Sherbrooke (J	181,3	174,6	187,6	184,4	183,2	182,1
	MRC de La Ha	180,6	181,9	183,5	187,5	187,3	185,5
	MRC de Brom	169,2	168	172,5	177,9	179,5	176,4
	Estrie (00-20 k	178,8	176,7	187,7	188,5	187,6	184,4
6	Agglomératio	183,9	179,4	188,1	192,8	188,2	182,9
	Agglomératio	185,1	180	188,8	193,6	188,9	183,8
	Agglomératio	181	176,3	184,7	189,1	185,4	179,4
	Agglomératio	182,5	178,6	186,8	191,2	187,1	181,8
	Agglomératio	185,2	181,3	189,2	193,5	187,8	182,4
	Agglomératio	182,6	177,8	186	190,1	186,2	181,4
7	Gatineau (00-	166,3	164,8	170,9	171,4	171	170,3
	Gatineau (15-	167,8	167,6	169,7	173,7	176,1	176,2
	MRC Collines-	171,4	169,7	172,4	175,7	178,7	179
	MRC La Vallée	166,7	168	166,7	172,3	175,6	175,9
8	MRC Abitibi &	183,4	184,2	188,9	189	187,8	185,4
	MRC La Vallée	182,5	182,7	187,3	187,8	188,1	184,5
	MRC Témiscar	183,4	183,4	189,8	191,4	189,6	185,4
	Rouyn-Noranc	183	183	189,7	191,7	189,8	185,6
9	MRC La Haute	176,4	176,6	185,6	186,2	185,9	182,7
	MRC Minganie	181	181,5	193,4	191,8	191,4	188,3
10	Baie-James	197,5	193,7	197,9	204,5	205,2	197,9
	Chibougamau	179,2	179,9	184,2	185,5	183,8	181,6
11	Les Îles-de-la-	187,7	183,1	190,1	196,3	194,5	189,9
	MRC Avignon	180,9	180,6	186,3	184,5	183,9	183,2
	MRC La Côte-(	181,5	182,3	190,9	190,8	190,5	187,1
	MRC Le Roche	182	184	190,9	192	189,6	186,9
12	Lévis (Desjard	185,5	185,9	193,6	193,6	193,6	186,5
	Lévis (Les Chu	182,2	181,1	190,6	190,2	190,3	184,1
	MRC Bellecha	179,5	178,1	182,3	182,3	183,3	182
	MRC La Nouve	174,9	173,2	184,9	183,6	183,3	181
	MRC Les Appa	177,6	178,2	193,5	190,6	190,6	186,2
	MRC Les Etche	182,9	181,3	192,2	192	190,4	184,6
	MRC Lotbinièr	181,8	183,2	192,8	192,8	190,4	184,1

	MRC Beauce-S	180,9	180,5	188,1	189,9	187,4	180,7
13	Laval (Secteur	184	179,1	187,8	192,5	187,8	182,9
	Laval (secteur	182,4	178,8	186,3	191,2	187,8	181,8
	Laval (secteur	184,2	178,4	187,3	192,1	187,5	182,5
14	MRC D'Autray	172,4	170,9	175,1	178,2	179,1	177,8
	MRC Joliette	173,5	173,4	176,5	177,4	180,3	178,4
	MRC L'Assom	183,3	177,8	185,3	189,1	187,6	182
	MRC L'Assom	170,5	169,5	173,7	175,6	178,4	177,8
	MRC Les Mou	179,9	175,9	183,3	188	184,8	179,9
	MRC Matawin	169,2	169,5	172,7	175,1	178,6	176,2
15	Mirabel	179,9	176,9	185	189	185	180,6
	MRC Antoine-	171,7	171,9	172,3	176,9	178,9	178,1
	MRC Antoine-	169,5	169,7	170,8	174,7	177,9	180
	MRC Argenteu	177,3	175,5	171,3	173,2	176,2	175,4
	MRC Deux-Mo	181	177,6	184,8	188,9	184,8	180,4
	MRC La Rivièr	177,7	175,9	176,3	182,9	184,9	180,1
	MRC La Rivièr	171,9	171,3	170,6	174,8	178,3	178,7
	MRC Thérèse-	183,4	178,7	186,2	190,7	187,1	182,4
16	Agglomération	180,7	176,5	184	189,2	186,3	180,4
	Agglomération	177,9	174,6	183	187,4	183,2	177,9
	Agglomération	182,1	178,3	187,2	191,6	186,8	181,9
	Agglomération	182,1	178,2	186,8	191,5	187	182,2
	Montérégie (C	167,9	165,9	170,3	174,7	176,9	175,2
	MRC Beauhar	179,4	176	184,3	188,7	184,7	179,3
	MRC Beauhar	169,5	167,9	167,4	173	176,6	175,1
	MRC La Vallée	181,5	178,7	190,9	186,5	186,3	186,3
	MRC La Vallée	181,6	179	180,6	182,2	182,7	181,6
	MRC Le Haut-	183,8	181,4	188,1	189,1	188,5	187,2
	MRC Les Masl	180,6	177,5	185,2	189,6	185,2	180,7
	MRC Marguer	180,1	176,5	184,2	188,3	184,4	179,7
	MRC Vaudreu	173,4	172,5	173,1	177,5	178,2	176,3
	MRC Vaudreu	175,8	174,1	180,7	184,9	182,6	179,3
	MRC du Haut-	170	168,5	177,8	177,9	180,3	177,3
	MRC d'Acton	182,6	178,9	185,8	190	186,6	182,7

17	MRC Arthabas	175,7	175,3	190,4	191,3	189,7	184,6
	MRC Bécanco	177,6	176,1	186,2	188,7	188,4	184,3
	MRC Drummc	178,5	178	187,8	186,7	186,2	182,2

HEBDOMADAIRE

2023-02-13	2023-02-20	2023-02-27	2023-03-06	2023-03-13	2023-03-20	2023-03-27	2023-04-03	2023-04-10	2023-04-17
185,2	185,2	185,2	187,7	186,8	185,2	187,8	191,3	190,6	193
183,4	183,4	182,2	182,9	181,4	182,3	185,2	183,2	183,8	188,9
184,7	185,9	185,9	185,9	185,9	185,9	186,7	189,9	189,9	192,2
187,5	187,5	187,5	187,5	187,5	187,5	189,2	192	192	194,8
172,6	172,6	173,6	179,6	181,3	177,8	178,3	179,1	178,2	183,3
175,9	175,7	174,7	178,7	180,9	177,6	176,9	176,6	176,6	182,4
177,5	177	176,3	180,1	181,5	177,9	178,4	176,6	177,1	183,9
168,3	168,3	166,5	176,8	174,7	168,3	169,3	171	170,3	180,6
169,2	169,1	167,5	178,1	175,7	169,2	170,4	171,8	170,5	181,8
183	183	183	184,7	183	183	187	191,7	191,7	194,5
183,1	182,7	181,8	189,9	187,6	183	186	191,6	192,2	194,9
181,9	181,9	182,1	189,9	186,7	182,3	185,1	192,3	192,3	194,5
184	182,6	182,4	191,6	188,3	184,3	188,5	192	190,2	193,7
183,4	183,2	181	191,1	187,2	183,2	187,1	192,3	191,7	194,6
181,9	181,9	180,4	188,8	186	181,8	184,7	189,5	189,5	193,5
183,9	183,9	184,4	191,4	188,1	183,9	188,2	192,7	192,7	195,7
182,3	182,1	182	188,9	186	182	185,9	190,1	190,6	193,7
181,1	180	178,2	183,6	183,1	179,8	182,2	188,7	186,6	186,2
177,1	176,9	175,9	179,8	179,8	178,1	177,7	185	185,6	186,8
177,7	176,5	176,2	179,7	177,5	176,2	178,1	177,3	179,1	182,5
174,4	173,8	172,6	181,7	178,7	177,6	181,1	182,7	180,7	184
181,6	181,7	181,6	183,1	181,9	181,3	184,9	189,4	191	193,2
179,3	179,3	179,3	180,2	179,3	178,9	179,8	181,1	183,4	185,3
181,8	181	180,7	182,8	181,5	178,5	179,7	181,4	183,3	187,9
173,9	172,1	170,3	174,8	175,9	175,4	176,9	180,5	180,7	181

181,4	181,7	182,8	182,8	182,8	181,3	181,7	180,2	187	188,1
181,4	181,4	181,6	182,6	181,7	181,4	184,8	182,1	180,3	188,4
184,8	183,9	183,5	183,5	183,4	183,4	184,8	186,4	186,6	189,7
175,5	175,2	175,4	174,6	173,8	174	176,2	177,4	177,4	182
182,8	182,9	182,9	182,9	182,9	181,7	182,6	183,9	186,8	188,7
186,3	182,8	183,9	191,1	185,2	182,8	186,4	187,1	192,8	195,9
187	183,5	184,4	191,9	185,7	183,6	187	187,5	193,6	196,7
182,5	179,8	179,7	187,5	182,4	179,8	183,1	183,9	189,5	192,5
185,2	181,6	182,7	189,8	184,1	181,9	185,3	185,9	191,5	194,8
185,1	181,1	181,9	189,3	183,5	181,3	185	186,2	191,6	194,6
184,1	180,6	181,5	188,7	183	180,8	184,4	184,5	189,1	192,8
168,2	168,4	165,5	169,7	171,8	170,1	169,8	171,1	177,1	186
173	172,6	171,3	171,2	172,9	171,5	170,3	171	174,7	180,9
175,7	175,9	173,2	172,8	175,1	175,1	174,8	175,4	176,8	184,6
175,7	176	176,3	176	177,4	173,1	172,1	172,2	173,8	176,9
184,4	184,4	184,4	186,4	185,6	184,4	184,4	185,1	187,7	191,4
183,1	183,2	183,1	186,4	185	183,1	183,1	184,7	186,6	193,1
183,4	183,4	183,4	187,4	185,8	183,4	183,4	183,4	188,4	193,4
183,8	183,8	183,8	186,5	184,7	182,5	181,9	183	187,6	193,7
179,5	179,4	179,4	180,2	180,9	179,6	182,6	186	186,8	189,4
184,5	184,5	184,5	184,4	184,7	184,5	186,5	190,9	193,7	196,3
198,1	199,1	195,3	199,3	201,9	194,2	196,9	198,5	203,9	207,3
180,4	180,2	180,2	182,7	183,6	181,9	181,1	182,8	183,9	186,4
191,1	188,9	189,2	195,4	192	188,6	189,1	193	199,2	202,2
178,9	175,4	176,5	184,6	184,3	182,8	185,8	189,6	190,2	193,1
185,7	185,6	183,9	186,6	186,7	186,7	188,3	190,6	190,7	193,1
186,5	176,1	178,2	187	187	187	189	190,8	190,8	193,4
184	183,7	184	190,7	188	183,7	187,4	191,4	192,2	195,2
181,5	181,3	181,4	187,5	184,2	181,2	185,3	183,8	188,3	191,4
181,4	181	177,4	181,6	182,5	180,5	182,7	184	182,6	189
178,4	177,5	175,3	179,6	180	177,9	179,4	183,1	182,5	187,1
183,2	182,6	183	190	187,6	183,6	186,3	183,3	192,1	194,9
181,3	180,2	177,9	186,8	185,4	182	184,7	189,8	189,5	192
182,8	182,8	183	187,6	184,8	182,8	185,6	187,8	188,8	194

177,4	176	174,5	186,1	184,5	180,2	182,5	190,3	190,3	192
185,8	182,3	183,4	191	184,7	182,5	186	186,3	191,8	195
184,8	181,4	181,8	189,9	183,6	181,4	185,1	185,4	191	194,1
185,2	182,1	182,5	190,3	184,2	182,2	185,7	186,5	191,7	195,4
176,7	175,3	175	179,6	177,4	176,5	178,2	179,8	181,7	185,5
175,5	174,5	174,8	178,7	176,7	176,3	179,3	183	182,9	184,8
181,2	179,9	180	187,1	184	180,5	182,5	184,2	187,8	191,5
176,2	173,3	172,5	177,7	176,2	172,2	169,2	172,1	176,7	180,9
182,3	178,9	179,3	186,2	181,6	179,1	181,7	182,7	188,1	191,6
175	172,6	171,9	176,4	177	175,7	174,2	177,6	180	182,9
183,5	180	180,6	187,3	182,3	180,4	183,2	185,2	189,9	194
178,2	177,6	176,6	177,8	176,7	175,4	175,1	174,9	177,3	182,7
180,1	180,1	180,1	180,1	180,1	180,1	180,1	180,2	180,3	181,4
172,8	171,6	170,6	175,1	175,2	172,9	169	171,4	173,9	183,2
183,4	180,6	181,3	187,4	182	180,3	182,9	184,5	189,1	191,8
177,3	175,9	175,7	180,9	180,8	178,1	177,7	178,5	179,8	184,7
178	176,5	175,9	177,8	177,9	177,5	175,8	173	177,4	181,9
184,6	181,7	182,4	189,9	184,4	182,1	185,1	186	190,9	194,8
183,4	180,6	180,7	187,7	183	180,3	184	184,6	189,9	193,1
179,8	177	177,7	185,1	180,3	177,7	181,1	183,2	187,5	190,1
184,3	181,3	182,1	189,4	183,9	182,1	185,2	186,8	191,7	194,3
184,8	181,4	182,6	189,7	184	182	185,1	186,5	192,1	195
173,3	172,9	170,8	174,4	174	171,9	170,3	171,4	175,2	177,9
182,4	178,9	179,9	186,3	181	178,9	181,7	183,4	188,5	191,8
172,1	172,2	170,6	172,6	174,4	172,2	169,4	171,7	175	179,6
186,3	186,3	184,5	188,7	187,8	180,1	182,3	186,6	186,3	186,9
181	181	181	181,6	181,3	181	181	179,7	180,7	185
186,5	185,1	184,5	187,7	187,4	183,4	184,6	185,9	189,3	193,3
182,6	180	180,9	186,7	182,8	180,6	182,7	184,1	189,1	192,7
181,6	179,1	178,3	184,9	181,1	179,2	181,8	182,4	187,1	191
175	175	172,9	176,5	176,1	175,1	174,6	173,8	176	180,1
179,8	177,7	175,7	182,9	180,8	178,2	177,2	178,4	184,8	188,1
173,7	172,2	172	178,9	180	171,5	174,9	182,6	180,4	184,8
184,4	181,5	182,1	188,3	183,9	180,9	183,9	186,3	191,6	194,9

180,5	178,9	177,4	182,1	177,1	171,9	174,6	173,4	180,2	188,6
181,5	181	180,5	182,4	181,9	179,3	178,6	180,8	183,2	188,2
179,8	178,4	177,7	181,5	181,2	174,1	173,6	179,4	180,8	189

HEBDOMADAIRE

2023-04-24	2023-05-01	2023-05-08	2023-05-15	2023-05-22	2023-05-29	2023-06-05	2023-06-12	2023-06-19	2023-06-26
196,8	196,5	195,8	193,6	194,9	198,1	197,6	198,5	197,5	197,5
195,9	195,6	194,1	193,5	195,7	197	196,3	195,1	195,5	195,4
196,6	195,5	193,9	192	195,2	198,1	195,9	197,3	195,9	195,7
198,5	196,9	196,8	196,7	197,4	201,8	198,1	200,6	198,8	197,8
189,3	183,2	180,3	171,9	183,5	189,5	180,5	181,5	186,4	178
188,7	183,6	179,5	178,2	185,4	190,2	188,7	188,7	189,2	187,7
189,4	184,3	180,4	178,2	185,4	192,9	190,2	189,6	188,4	187,5
182,8	175,7	169,8	168,5	181,8	180,7	177,8	177,5	178,5	175,5
183,3	176,4	169,9	169,1	184,2	181,4	178,8	178,9	177,5	175,9
198,7	198,6	197,6	198,4	201,5	204,5	201,9	201,9	202	201,4
199,3	199,1	193,1	190,2	197,9	203,9	202,5	202,1	201,2	199,6
197,9	198,7	192,3	192,3	197,6	204,4	200,6	201,5	200,7	198,7
199	197,8	191,9	190,1	196,9	204,9	202,4	202	201,4	200,3
199,3	198,4	192,1	191	198,2	204,7	202,1	201,9	201,3	200,9
197,5	197,2	191,4	190,4	198	203,5	202	201	197,9	197,9
199,7	199,6	193,2	192,7	199,2	204,8	202,3	201,9	201,8	200,7
197,2	197,1	192	190,7	196,1	202,9	201,3	200,5	200,5	199,9
185,8	186	186	186	191,1	191,5	191,5	192	191,5	191,5
187,9	188,2	184,3	181,8	187,3	192,8	191,7	191,1	191,3	190,1
184	183,5	183,4	182,6	183,3	188,3	189,4	188,9	188,2	188,5
184,5	183,2	180,6	177,6	186,7	190,9	191	192,1	191,3	189,8
197,7	197,5	189,7	186,3	193,1	196,4	192	196,8	196,6	193,8
185,5	185,1	183,9	183,7	186,6	192,3	191,4	190,9	190,2	188,5
189,4	188,2	185,9	184,5	188,2	193,3	191,2	191,5	191,4	192,7
180,7	180,1	179,9	179,9	181,3	187,9	188,9	188,2	188	188

187,7	186,6	186,2	183,1	189	193	193,3	191,6	191,1	187,8
188,8	188,9	188,9	186,7	189,3	195,7	193,8	193,5	193,1	193,2
192,7	191,1	187,4	186,9	190,7	195,3	195,5	195,5	196,1	195,4
184,9	183,3	179,7	177,1	179,2	185,7	185,9	185,7	185,8	185,7
189,5	188,8	188,4	186,6	191,1	195,4	193,9	193	192,3	191,3
192,7	189,5	186,4	188,7	196,2	197,7	195,5	194,7	197,2	189,4
193,4	190,7	187,4	189,9	197,3	199,4	197,4	196,7	199	194
189,7	187,6	183,5	185,9	193,2	195	192,7	191,9	194,1	187,5
191,7	189	185,5	187,8	194,8	196,8	194,4	193,9	196,2	188,9
191,7	188,6	185,2	187,7	195,3	196,7	194,2	193,9	196,5	189
190,3	187,3	184	185,9	193,2	195,9	193,4	192,4	194,6	187,6
190	184	177,6	173,9	187,2	192,5	187,4	189,7	189,8	184,2
182,8	180,5	178,1	176,2	182,2	185,2	184,4	183,9	185,4	182,5
191,3	189,5	181,2	180,3	184	192,6	193,2	192,5	192,8	191,8
181	180,7	180,6	179,9	179,5	183,2	186,4	187,4	187,7	186,9
191,1	189,1	184,4	184,4	188,5	198,4	198,2	198,4	198,3	195,4
193,1	191,5	183,1	183,1	185,2	193,9	194,2	194,1	194,1	194,1
193,4	191,4	183,4	183,4	190,4	197,4	197,4	197,4	197,4	197,4
193,7	191,4	183,8	183,8	189,1	197,8	197,8	197,8	197,8	197,8
193,5	191,4	191,6	190,7	193,5	196,5	194,8	195,1	195,1	193,4
199,7	199,9	199,4	199,5	200,6	201,8	200,3	200,3	200,3	200,3
207,9	205,6	198,9	201,8	207,8	215,1	210,4	213,2	212	211,9
189,5	188,8	183,4	183,4	189,1	197,4	194,2	194,7	194,7	191,8
200,9	193,7	193	194,4	200,7	203,1	198,8	202,7	202,9	195,6
197,4	195,9	192	189,3	191,9	197,4	196,4	196,8	195,2	194,6
196,6	196,6	190,9	190,2	193,5	201,2	201,2	201,2	201,2	201,2
195,6	198	193,6	191	195,5	201,2	201,2	201,2	201,2	201,2
198,8	197,3	192,4	191,9	197,7	204,6	202,4	202,3	202,3	202,3
194,8	192,7	184,8	181	192,8	198,6	196	194,7	193,5	192
195,1	194,9	185,7	179,7	185,6	190,3	190,5	190,4	189,9	189,4
188,4	186,8	179,3	179,1	184,4	190,1	189,6	189,1	187,6	187,6
199,1	196,3	184,1	182,3	192,5	198,3	196	196,4	193,1	191,8
198,4	196,4	192,3	188,8	194,2	197,9	196,9	194,8	192,8	192,7
194,4	193,9	191,8	188,7	191,5	199,1	198,1	197,9	197,9	197,9

196,7	191,9	179,3	179,3	192	196,2	193,4	196,2	190,1	189,3
191,9	189,1	185,6	187,9	195	196,5	194,5	194	196,5	188,6
191,2	188,7	185	186,9	193,3	195,8	193,4	193	195,8	187,6
191,9	189,4	185,7	187,8	195	197,1	194,2	193,7	196,3	188,8
184,4	183,3	182,5	182,7	187	189,6	188,6	188,7	188	187,3
183	183	182	182	184,5	188,2	186,8	186,7	187,1	186
189,5	188	183,9	184,6	190,2	194,6	192,5	192,4	193	188,9
180,6	180	178,1	176,7	182,1	187,4	185	184,3	187,1	183,7
189,2	186,6	183,2	184,6	190,6	193,7	191,8	190,9	192,7	186,2
182,6	182,2	180,7	179	182,6	188,5	186,9	186,5	186,9	186,3
190,8	188	184,5	186,6	194,2	194,9	192,6	191,6	194	186,7
183,6	182,8	182,6	182,6	184,1	187,2	186	185,2	186,7	184,9
183,3	183,3	183,2	183,3	184,2	192,5	193,3	193,3	193,2	192,4
184,8	177,3	174,1	173,2	182,4	184,7	181,9	183	186,2	181
188,6	186,4	183,9	185,7	192,2	192,8	190,8	190,5	192,3	185,7
184,8	184,2	182,7	181	188,7	190,7	190,7	190,1	189,7	188,6
182,4	182,3	180,8	179	183,2	189,6	187,8	187	189,4	187,8
192,4	189,4	185,6	187,6	194,4	196,5	194,7	194	196,4	189,2
190,7	188,2	184,3	186,3	193	195,6	193,4	192,5	194,7	189
188,7	186,5	183,5	185,2	192,4	193,9	191,7	190	192,3	184,8
192,1	189,4	186,2	188,5	196,5	196,6	193,5	192,9	195,7	187,6
191,8	189	186,1	187,7	195,2	196,6	194,3	193,3	196	188,7
179	178,2	176,1	174,8	181,2	186,3	184	182,4	182,1	181,5
189,7	187	183,5	185,2	192,2	193,9	192,4	191	192,8	186
181	178,1	175,2	174,5	185,1	187,3	182,9	181	180,2	180,9
191	192,9	186,8	186,5	190,7	193,4	193,7	193,9	193,7	193,7
187	187	187	187	190,1	193,3	192,9	193,2	191,9	191,6
193,5	191,2	187,6	188,4	193,3	196,8	195,9	194,3	195,4	196,6
191,2	187,8	184,4	185,7	193,5	195,4	192,6	192	193,5	187,3
189,3	186,6	183,3	184,1	190,8	193,1	191,3	190,6	191,3	185,8
181,3	180,1	177	177,3	182,1	185,3	182	182,6	181,9	181,5
185,7	184,7	180,8	181,2	187,3	190,5	189,3	188,3	189,1	185
185,6	182,3	178,1	176	182,5	188,1	188,3	188,7	187,1	188,1
192,2	189,9	186,5	187,9	196,4	197,5	195,4	194,6	196,5	190,7

184,2	181,2	180,4	179,1	187,9	193,9	191,5	192,6	194,6	193,8
189,4	189,1	186,8	184,6	188,2	195	193,8	193,2	193,2	194
187,7	186,5	183,4	183,1	188,4	195,5	192,6	192,6	192,3	191,3

HEBDOMADAIRE

2023-07-03	2023-07-10	2023-07-17	2023-07-24	2023-07-31	2023-08-07	2023-08-14	2023-08-21	2023-08-28	2023-09-04
198,5	198,4	198,5	199,4	204,7	204,9	211,8	211	205	203,7
195,4	195	195,9	198,1	202,4	201,5	207,3	205	203,2	203,1
195,7	195,7	196,5	199,2	203,6	204,7	207,6	208,7	206,1	205,1
198,2	197,8	198,6	200,8	206,4	207,7	211,1	208	207,8	207,8
183,7	187,8	182,4	189,4	194,9	193,1	203,4	196	193,4	192,3
186,5	186,9	186,6	189,6	193,3	194,7	204,1	199,6	194,6	193,8
186,7	187	185,2	191	195,8	195,9	202,8	200	194,9	193,3
178,9	176,8	176,5	185	190,2	185,6	192,9	188,5	187,7	184,5
178,6	183,1	182,8	189,5	194,5	188,9	196,7	188,1	188,8	186,5
201,1	201,1	201,1	201,7	204,7	205,2	211,8	211,7	210,4	207,2
195,5	196,5	194,6	200,5	207	207,4	211	208,7	207,2	206,3
194,9	194,9	195,3	200	206,7	208,1	209,2	208,9	206,2	206
198,5	199	196,5	201,5	206,1	205,6	210,7	208	205,8	204,8
196,9	199,4	198,2	200,3	206,6	207,2	211,4	209,4	206,9	205,3
193,6	196	198,4	201,9	205,9	206,2	210,8	208,9	206,7	205,4
199,1	199,8	198,7	202,6	206,3	206,2	211,9	210	207,6	206,1
197,3	198,5	199,3	200,4	204,6	205,8	207,9	207	206	205,5
191,5	192,2	192,6	195,8	199,6	198,7	203,6	201	198,6	197,8
189,5	189,5	191,1	195,4	198,7	198,8	207	206,8	205,9	201,3
188,6	188,5	189,1	192,7	194,7	195,2	200,5	200	199,7	198,9
190,7	190,2	190,1	192	197,7	200	208,7	208,3	205,9	198,2
192,8	194,1	192,3	197	202,1	201	208,8	208,8	205,5	205,4
188,5	187,9	189,9	194,3	198,5	199,6	203,5	203,2	202,7	201,7
193,4	192,3	192,9	196,7	200,8	201,3	206,4	204,3	203,3	203
188,9	188	189	195	198,5	198,3	201,1	198,5	198,5	198,4

188,6	188,1	190,5	194,5	199,3	199	207,5	204,2	204,1	202,6
192,5	193,2	194,2	201,5	203,1	203,7	209,1	206,4	204,9	204,8
193,4	195,4	195,8	198,8	201,4	202,2	206,9	208,3	207,5	207,2
185,7	185,7	186,7	192	194,9	196,4	199,9	198,9	198,9	198,8
188,4	190,1	190,3	194,4	203,2	202,7	206,9	204,3	202,8	203,3
193,7	196	197,2	203,7	205,9	204,4	208,3	204,1	205,6	205
197,4	198,7	200,2	205,4	207,5	205,9	209,4	205,2	207,2	205,8
191,9	192,8	194	199,9	203,4	202	205,5	201,5	203,1	202,3
193,5	194,7	196,2	202,6	205,1	203,1	207	203,3	204,7	204,1
194,6	194,2	196,6	203,3	205,4	203,6	207,6	203,1	205	204,1
192,6	192,7	194,2	201	204,2	202,9	205,8	202,3	203,7	203,2
180,6	186,7	184,2	187,1	191,4	190,9	206	202,7	196,9	193
179,9	180,4	181	184	188,9	188,3	195,1	192,1	190,8	189,6
187,5	191,5	190,3	191,8	195,7	196,9	203,4	202,1	201,3	200,7
184,9	184,8	184,6	187,7	192,2	193	193,9	194,6	195	195,4
194,7	193,1	193,1	195,3	200,9	203,1	203,9	206,4	205,7	205,5
193,5	192,5	192,5	195	201,1	203,2	203,1	206,3	207,4	207,2
196,6	193,4	193,4	195	199,8	201,4	202,7	206,4	206,4	206,4
196,9	194,7	194,7	195,8	200,3	203	203,8	208	207,7	207,8
194,2	195,8	196,6	198,7	201	202,7	204,6	203,1	202,1	201
198,5	200,3	199,5	199,9	202,5	205,6	207,4	207,6	207,2	205,5
210,6	211,9	214,3	216,2	222,1	221,1	224,2	223,4	219,8	220,4
190,7	191	190,9	192,4	196,5	197,2	202,1	203,4	201	198,8
198,9	199,9	202,6	208,2	212	207,3	214,3	210,2	209,9	208,5
195,7	191,8	189,3	198	204,8	205,9	209,8	207,8	206,3	203,4
201,2	201,2	201,2	201,2	204,6	206,1	210,1	210,2	210	209,6
201,2	200,5	191,5	200,2	205,8	207	211,8	212,3	212,3	210,9
199,1	198	197,6	200,4	206,6	206,5	212,1	211,9	207,8	205
193,5	193	189,6	197,1	202,2	200,7	207,8	205,3	201,6	198,9
189,3	190,3	190,3	192	197,7	197,4	197,9	199,5	197,9	197,9
188,7	188	188,8	191,7	193,6	192,9	197,9	198,3	196,3	196,5
194	192,2	192	201,5	206,3	203,5	209,3	208,5	206,9	206,8
192,7	194,2	193,6	198,7	205,2	206	207,2	207,4	205,7	203,3
197,4	197,3	193,5	198,7	203,7	203,9	206,3	206,9	203,9	203,8

199,5	198,5	195	199,6	203,5	198,9	206,8	207,6	207,6	206,6
194,1	194,9	196,5	203,4	205,4	204	207,8	203,5	205,1	203,7
193,5	193,5	195,2	202,3	204,5	203,2	207,1	202,6	204	202,7
192,9	194	195,5	202,5	205,2	202,9	207,4	203	204,4	203,2
186,3	187,8	188	190,6	196,9	196,6	198,2	197,4	196,4	196,8
185,8	186,8	186,6	191,5	195,1	194,8	197,8	196,8	195,8	195,6
188,1	192,4	193,3	199,4	203,5	202,5	204,7	201,9	202,3	201,7
184,2	183,9	185	186,4	193,6	192,9	198,6	192,8	192,8	191,6
189,3	191	191,9	198,5	202,2	200,8	204,5	200,6	201,5	201,4
185,5	187,2	187,2	190,3	196,6	196,6	199,4	196,6	195	194,6
190,9	193	194,2	200,9	203,4	201,6	204,7	201,1	202,8	202
184,4	184,6	185,6	184,7	190,4	191,2	197,8	194,4	192,5	193
189,4	191,3	192,1	193,3	197,4	198,9	199,7	202,1	202,1	202,1
181	183,5	184,7	188,1	193,1	191,2	198,3	201,5	200,8	196,2
189,6	191,5	192	198,2	200,1	198,5	202,3	198,7	200	199,2
188,7	189,6	189,3	190	193,9	195,1	201,4	204,7	204,3	203,1
187,2	185,5	185,6	187,4	192	194,2	203,8	200,1	198,3	197,9
193,5	194,2	195,3	202,8	205,1	203,6	207,2	203,2	204,8	203,8
192,5	193	193,9	199,7	203,4	201,8	205,7	202,5	203,2	202,7
184	189,7	189,8	197,2	201,6	199,6	202,8	199,1	200,6	201
189,6	192,7	192,5	200,9	202,9	201,1	205,3	202	203,6	203,6
192,9	195,7	196,6	202,1	204,7	202,9	207	202,4	204,1	203,5
180,3	181,6	182,7	184,9	190,3	190,9	193,2	191,5	192	191,4
189,9	191,3	192	198	200,3	200,5	203,7	200,4	201,3	201,2
181,6	180,9	182,3	187,7	190,3	191	193,5	191,9	192,6	190,3
193	193	192,6	197,2	201	200,9	201,7	200,9	200,9	200,9
190,4	191,6	191,6	192,4	197,2	199,1	204,6	203,1	200,6	200,5
197	197,6	197,4	198,9	200,7	201,5	204,9	204,1	202,9	202,4
190,9	193,4	194,2	199,8	202,7	201,8	205,8	202,2	203	202,3
188,9	189,9	191,7	198,4	202,3	200,7	204,1	200,1	199,6	200,4
181	182,8	184,6	186,4	193,3	193,2	197,6	194,3	194,5	193,7
184,3	186,2	189,3	192,3	197,6	198,5	199,5	199,7	200,4	199,1
187,2	188,1	188,9	191,9	199,3	198,2	199,6	199,9	198,9	198,9
191,8	195	195,9	201	206,5	203,9	206,9	204,2	205,1	203,9

195,7	198,1	193,6	196	203,3	201,8	207,3	206,7	202,9	199,1
193	192,1	192,6	196,4	201,5	202,7	207,5	209,4	205,9	203,7
191,1	191,2	191,1	193,9	198,3	198,9	203,6	202,5	203,1	203,3

2023-09-11	2023-09-18	2023-09-25	2023-10-02	2023-10-09	2023-10-16	2023-10-23	2023-10-30	2023-11-06	2023-11-13
204,6	204,4	202,1	198,7	192,7	192,7	192,4	191,5	191,2	189,1
205,1	204,4	202,9	201,2	191,7	191,7	189,9	189,3	189,2	190,3
205,2	205,1	202,9	198,5	192,1	190,7	191,3	191,5	190,5	188,7
208,3	207,9	205,5	200,1	193	193,1	193,3	193	192,6	190,5
200,7	201,9	196,1	188,8	185,7	180,5	183,8	182,5	170,7	175,8
199,7	200,1	195,9	191,9	188,3	185,9	188,2	187	183,9	179,7
200,7	202,7	197,3	189,6	186,1	184,6	185,8	183,6	178,7	177,1
192,4	191,3	188,3	180,9	176,3	178	177,1	171,9	170,7	170,9
196,7	191,8	188,8	182,1	179,2	182,2	178,9	174,1	173,4	173,7
207,4	207,6	206,5	200,5	193,5	193,3	194,9	192,7	192,3	190,9
207,3	207,5	204	200,3	193,7	193,6	198,1	192,8	190,9	189,1
206,4	207,7	203,2	198,7	193,5	193,4	196,3	193,2	189,9	188,9
207,3	208,5	204	200,3	193,7	194,5	196,1	191,2	189,1	190,5
207,1	208	203,6	200,2	194	194,8	196,6	193	189,5	189,6
205,9	207,3	203,6	200	193,3	193,6	195,8	192,2	189	188,9
207,5	208,4	205	201,4	193,9	194,7	198,3	193,8	190,8	190
206	207,1	203,9	200,8	191,7	192,5	194,9	191,2	189,1	188,7
201	203,2	203,2	198,2	194,7	194,6	194,6	194,6	191,4	189,8
202,8	201,3	200,7	198,9	193,9	194,1	192,3	190,9	189,5	187,1
198	199	198,9	197,2	191,8	189,9	190,6	188	186,4	184,5
201,8	199,9	198,1	198,2	192,8	192,5	192,4	188,5	188,1	187,1
205,1	205,3	203,5	199,6	193,4	193,5	195,1	192	189,3	188,6
202,5	202,9	202,6	199,4	193,9	193,8	195,4	191	189,8	189,7
206	203,6	201,7	198,6	190,8	191,2	195,8	192	189,1	187,2
200,3	200,6	198,5	198,5	193,7	193,2	192,4	189,5	188,5	187,7

203,3	202,5	201,2	200,5	194	193,1	191,7	189,1	189,1	188,5
204,9	206	204,9	202,9	193,6	192,5	193,5	190,2	187,3	187,5
207,5	207,8	203,7	201,1	194,4	191,7	196,3	195,8	194,5	190,7
198,9	199,9	199,4	194,9	186	184	183,4	183,2	179,8	178,7
203,8	203,4	202,7	201,2	196	195,5	192,5	190,1	189,3	189,1
209	204,5	199,3	194,3	187,5	191,6	193,6	191,1	186	188
210,1	206,4	201,6	196,3	189,9	192,6	194,6	192,1	187,1	188,9
206,1	202,2	198	193,3	187,1	190	192,5	190	185,8	186,9
207,9	204,1	198,8	193,5	186,7	190,8	192,6	190,3	185,8	187,1
208,9	203,7	198,6	193,7	187,3	191,6	193,7	191	186,4	188,3
206,9	203	197,7	192,9	185,6	188,9	191,4	189,5	184,6	186
200,7	200,2	195,2	190,4	185,5	182,1	188,5	179,7	176,7	176,8
193	193,9	189,3	186,6	181,3	178,7	180,1	177,4	176,7	175,9
201,2	201,3	198,9	194,7	192,1	188,4	191,9	187,5	186,1	179,9
196,2	196,6	194,4	191,9	188,4	185	185	184	181,7	176,6
204,5	203,2	200,7	199,5	192,9	192,2	190	188,6	188,6	188,2
203,5	204,4	203,3	201,7	196,1	195,1	190	188,1	187,9	187,9
206,4	206,4	196,4	196,4	188,9	186,4	186,4	186,4	186,4	186,6
207,7	206,4	198,2	197,9	188,4	188,5	188,5	188,5	188,5	188,4
201,8	201,9	201	198,5	192,2	189,9	190,1	189,6	189,1	187,9
207,8	207,4	205,8	201,8	196,2	194,1	195,9	193,1	192,4	192,3
221,3	224,3	216,6	217,1	204,5	203,5	209,3	208,7	205,4	201,8
199	200,2	197,6	194,6	189,1	186,7	186,6	186,2	185	183,6
212,5	210,7	204	200,5	193,9	196,6	199,4	198,2	192,8	192,5
205,8	204,9	201,6	198,3	190,8	190,5	193,6	190	186,8	187,7
209,8	208,1	206,8	203,5	197,6	195,1	197,3	192,6	187,9	190,5
211,6	209,9	206,8	200,8	193,9	193,3	197,9	190,9	187,6	190,1
206,8	208	204,5	201,4	194,6	194,6	194,8	193,8	190,7	191,4
202,2	204,1	200,5	197,6	192,3	192,6	192,8	189,5	188,2	188,9
198,1	198,9	197,5	197,2	192,1	190,7	190,3	190,1	188,1	184,4
198,8	199,1	198	197,2	190,4	188,9	188,9	187,9	186,6	186
205,5	204,8	203,8	197,5	194,2	194,1	195,8	192,6	191,6	189,1
203,7	203,4	197,6	195	190,4	189,4	188,5	188	187,5	187,4
204,7	204,5	203,9	201	194,3	194,2	197,2	193,6	190,4	189,5

206,3	206,1	204,3	200,8	193,9	192,7	191,5	191,1	189,1	187,1
208	204	198,5	193,4	186,6	191,1	193,3	190,5	185,5	187,5
207,1	202,8	197,6	192,9	185,8	189,5	192,2	189,8	185	186
207,7	203,7	198,3	192,8	186,2	190,3	192,8	190,2	185,4	187,2
199,2	198,6	196,4	191,7	184,9	184,9	184,8	183	181,6	179,6
199,2	199,6	196,4	191,6	184,9	184,5	184,5	183,8	181,9	180,4
204	202	198,4	193,5	186,7	188,7	192,1	189,1	186	184,8
198	195,5	192,9	187,4	184,4	181,9	184,2	181,5	177,8	177,5
204,5	201,1	196,8	191,7	184,6	187,5	189,4	186,9	182,5	183,6
198,1	199,5	196	191	184,5	183,3	182,1	181,4	180,2	179,6
205,7	202,2	196,9	191	185	188,2	190,8	188,2	183,5	185
195,2	194,5	192,9	191,9	190,1	184	183	181,7	179,9	178,8
202,1	201,7	200,1	197,5	188	188,1	188,1	188,1	188,1	188,1
196,9	196,3	192,5	186,1	179	175,9	179,2	174,3	172,9	174,3
203,1	199,1	194,6	190,1	184,7	187,6	189,6	186,7	183,1	184,6
201,3	201	196,5	192,9	188,1	186,1	184,9	185,4	184,9	181
200,6	196,2	194,5	191,9	186,6	185	185	182,3	181,3	181
208,1	203,9	198,9	193,6	186,9	191,1	193,3	190,7	186	187,6
205,7	203	197,1	192,5	184,9	188	191	189	184,1	185,5
202,6	201,4	196,4	190,3	183,5	185,8	188,1	186,1	181,7	182,4
206,2	203	197,9	192,4	186	189,8	191,1	188,6	184,5	185,6
207,4	203,5	198,7	193,3	188,3	191,6	192,9	190,7	186,5	188
192,6	194,1	190,2	187,5	182,5	182,1	183,4	182,7	181,4	179,1
204,5	200,9	196,6	191,3	184,4	186,6	189,9	186,8	183,2	184,4
192,4	194,7	191,4	186,8	178,9	178,3	182,4	180,1	177,1	175,6
200,9	200,9	199,5	196,4	192,6	191,5	191,4	190,7	189,8	187,7
201,9	202,4	201,5	197,7	190,1	187,1	190,2	186,4	184,2	183,5
203,5	202,8	200,7	198	190,5	189,3	193,4	188,3	186,2	188,8
205,6	202,6	198	192,5	186,2	188,2	190,3	187,9	183,9	185,1
204,6	202,3	196,6	191,1	184,1	187,3	190,8	186,8	182,9	183,1
195,6	196,6	191,7	188,5	180,1	179,7	183,7	181,1	178,9	179,5
201,6	201,1	195,9	190,2	183,3	183,7	186,1	184,5	181,4	182,7
196,9	198	195,1	192,3	186,1	184,1	186,4	184,7	179,2	179,2
207,1	203,4	199,5	194,7	187,6	190,1	192,5	189,5	185,2	186,3

206,3	204,5	197,1	189,2	183,3	184,8	194,9	187,5	181,9	181,4
204,1	207	202,6	198,2	191	190,3	192,9	192,2	189,9	187,2
202,7	201,3	197,7	193,3	187,9	187	191	187,6	184,4	182,6

HEBDOMADAIRE 2023

2023-11-20	2023-11-27	2023-12-04	2023-12-11	2023-12-18	2023-12-25	Janvier	Février	Mars	Avril
188,1	187,3	187,4	186,6	186,6	186,3	189,2	185,8	186,9	193,2
189,7	189,3	189	186,6	185,8	185,4	185,2	183,7	183	188,4
186,9	186,9	186,7	185,1	185,1	185,1	187,7	185,9	186,1	192,4
188,2	188,4	187,7	187,5	187,5	187,3	189,6	188	187,9	194,6
174,7	174,7	173,6	174,6	171,5	168,7	177,9	174,1	179,2	182,9
177	175,7	178,8	179,3	175,6	173,3	176,7	175,7	178,5	181,5
175,3	175,5	179,1	179	174,2	171,3	178,8	177,3	179,5	182,3
168,4	169,1	169,9	168,8	164,9	165,4	172,3	168,8	172,3	176,8
172,1	171,8	170,9	169,2	167,7	166,2	172,9	169,6	173,3	177,5
190,1	189,2	189,2	188	188,2	182,9	189	184	184,5	194,4
188,5	188,8	188,8	185,4	187,5	185,6	187,6	183,3	186,6	194,8
188,1	188,8	188,8	184,1	185,5	184,1	187,5	182,6	186	194,5
189,1	188,2	187,3	184,3	187,4	183,3	189,4	183,9	188,2	194
188,8	188,2	187,9	184,1	186,8	182,4	189	183,5	187,2	194,7
188,9	188	188,5	183,5	184,6	183,5	187,1	182,2	185,3	192,8
190,3	189,2	191,1	185,8	186,6	183,7	189,6	184,7	187,9	195,5
187,8	186,9	187,7	183,4	184,9	182,9	187,7	182,8	185,7	193,2
188,6	185,4	184,6	184,6	184,6	184,6	182,9	180,7	182,2	186,9
184,9	183,1	183,7	180,6	178,4	173,1	178,9	177,3	178,8	186,4
183,9	183	181,9	181,3	178,2	175	175	177	177,9	181
184,5	180,5	182,6	179,1	177,1	172,7	179	174,3	179,8	183,1
187,6	187,4	186,8	183,3	184,7	181,7	186,2	182,1	182,8	193,1
189,9	188,4	185,8	183,1	183,5	182,6	180,1	179,2	179,5	184
188,5	187,3	185,6	182,5	182,3	180,2	183,4	182,2	180,6	185,8
184,7	183	183,5	182	184	177,2	180,9	173,4	175,7	180,7

188	187,1	185,3	180,5	180	177,9	182,6	182,4	182,1	186
185,5	182,9	182,8	181,3	182,8	178,9	182,3	181,6	182,6	185,3
188,9	188,4	186,3	185,8	186,2	184,9	184,9	184,4	183,8	189,1
178,9	178,4	178	178,1	176,5	174,2	173,6	175,6	174,6	180,7
189,1	187,2	185,7	184,1	183,3	182,5	184,1	183,2	182,5	187,4
189	189,3	185,1	181,3	185,7	183,2	186,5	184	186,4	192,3
189,8	190,1	186	182,3	186,8	182,9	187,4	184,7	187,1	193,1
188	188,5	184,7	180,7	183,2	179,8	183,4	180,4	183,2	189,1
188	188,4	184,4	181,1	184,8	182,3	185,1	182,8	185,3	191,2
189,1	188,9	185,2	181,6	186,1	183,2	187,3	182,6	184,8	191,3
186,4	187	183,3	179,5	183,7	179,9	184,4	181,9	184,2	189,4
177,2	173	171,1	169,9	168,7	165,1	169	168,1	170,3	181,7
175,9	175,5	176,4	175,4	172,7	171,9	171,1	173,3	171,5	177,8
180,3	179,4	180,7	177,3	176,5	176,9	174	176	174,4	182,9
176,5	176,5	176,3	174,6	174	173,7	170,6	176	174,6	176,3
184,1	184	183,9	180,9	180,9	180,9	186,8	184,6	185,2	189,1
183,2	183,1	183,1	180,8	180,2	179,4	185,8	183,5	184,4	189,8
183,4	182,4	182,4	180	179,4	179,4	187,7	183,9	185	190,1
184,2	183,8	183,8	181	180,8	180,8	188,2	184,3	183,9	189,9
182,9	182,7	182,8	182,7	182,6	182,3	182,4	180,3	180,8	189,2
190,7	187,1	187,9	187,9	188,8	186,7	188,1	185,4	185	195,5
202,8	199,1	206,9	200,2	197,3	197,1	199,8	197,6	198,1	204,7
179,8	179,2	182,4	183	180,7	177	182,7	180,6	182,3	185,9
192,6	195,2	191,3	186,3	191,1	190,4	191,4	189,7	191,4	199
185	183,9	187	186,1	186,3	184	183,3	178,5	184,4	192,9
192,6	188,5	188,8	184,5	186,1	184,8	187,4	185,6	187,1	193
189,3	183,4	188,7	187,4	189,7	187,2	187,9	181,9	187,5	192,9
189,3	188,9	188,5	185,6	185,9	183,9	190,6	184,6	187,5	194,7
187,1	186,2	185,8	183,5	184,3	179,9	187,1	182,1	184,6	189,9
184	184	184,6	182,2	177,9	177,9	181,2	180,5	181,8	188,1
183,5	182,9	182,4	179,9	178,3	175	180,2	178	179,2	185,5
189	187,8	187,2	184,6	186,2	184,4	187,3	183,8	186,9	192,9
187	185,4	186,7	183,5	182,8	182	188	181	184,7	192,7
188,9	188,2	189,4	184,3	182,8	184,6	188,4	183,2	185,2	191,5

186,1	186,1	186	182,7	180,9	180,5	185,5	177,3	183,3	192,5
188,4	188,5	184,3	180,6	185,5	181,6	186,3	183,6	186	191,5
187,3	187	183,2	180,1	184,3	179,7	185,4	182,5	185	190,7
187,8	188	183,9	180,3	184,5	181,3	186	183,1	185,6	191,6
178,8	179,8	179,8	179,1	178,2	177,9	175,2	176,2	177,9	183,1
180,2	179,9	180,9	179,8	179,3	178,6	176,3	175,8	177,7	183,5
184,5	184,9	183,3	179,8	181	181,5	184,7	180,8	183,5	188,5
176,7	176,7	176,6	175,5	172,1	173,3	173,7	175	173,9	177,9
184,5	185	181,3	178,2	181,4	179,3	182,5	180,1	182,2	188,2
179,2	178,5	180,1	178,6	177,4	176,7	173,2	173,9	175,8	181
185,9	186,4	182,1	178,6	182,2	180,8	183,3	181,2	183,3	190,2
178,7	177,2	177,7	176,1	173,5	171,3	174,5	177,6	176,2	180
185,1	185,1	185,6	183,8	180,1	180,1	172,7	180,1	180,1	181,4
176,8	172,4	172,5	175,1	173,4	169,4	174,6	172,6	173,1	179
185,4	185,6	181,6	178,7	181,9	180,4	183,5	181,4	183,2	188,7
180,5	179,8	179	177,8	174,3	172,1	179,6	177,3	179,4	182,2
180,4	178,6	179,2	178,2	177,5	176,7	173,4	177,3	177,2	179,1
188,4	188,6	184,8	180,5	184,9	182,7	185,3	182,8	185,4	191,3
185,7	186,1	183,4	179,1	183,2	181,2	183,7	181,3	183,8	189,8
182,2	183,2	180,9	178,4	179,8	178,8	181,4	178,1	181	187,6
186,4	186,8	183,9	180,8	184,2	181,6	185,3	182,4	185,1	191,4
188,8	189,2	185,2	180,6	184,3	182,4	185,3	182,7	185,2	191,5
177,9	178,7	178,5	177,8	176,5	176,7	171,3	173	172,6	176,2
185,3	185,5	182,1	178,3	182,3	180	182,7	180,1	181,9	188,6
173,2	174,4	175,1	173,6	171,3	170,9	170,9	172,5	172,1	177,2
187,8	187,7	187,5	185,1	183,8	183,5	184,9	185,9	184,7	187,8
183,1	181,9	182,3	182	179,5	177,9	181,2	181,2	181,2	183,4
187,9	186,9	186,8	183,9	185,2	183,3	186,3	185,8	185,8	190,8
186	186,5	182,2	179,6	182,3	180,8	183,7	181	183,2	189,6
185,3	185,5	182,7	179,4	182,1	180,2	182,8	179,7	181,8	187,8
178	177,6	177,4	174,9	174,7	173,2	175,2	174,8	175,6	178,1
181,5	182,1	180,7	178	177,7	176,5	179,8	178,1	179,8	184,5
181,3	181,3	180,5	178,3	177,8	176,7	176,7	173,8	176,3	183,6
186,8	187,7	184,1	181,2	185	182,3	184,9	182,7	184,3	191,5

182,8	178,3	185,5	179,4	182	182,8	184,8	180,4	176,4	182,1
185,5	184,1	185	182	180,9	182	183,6	181,8	180,5	185,8
181,2	180,8	181,9	177,9	179,4	180	183,7	179,5	177,6	184,7

1Afin d’améliorer la qualité des informations publiées, la

MENSUEL

Moyenne

Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	2023
195,8	197,8	199,9	208,1	203,7	193,7	188,9	186,8	194,1
195,1	195,6	197,3	204,1	203,9	192,8	189,6	187	192,1
194,9	196,2	198,1	206,7	204,6	192,9	188,2	185,6	193,3
197,9	198,9	200,4	208,6	207,4	194,6	189,9	187,5	195,4
181,5	181,5	187,6	196,5	198,2	184,2	174	173	182,5
183,3	188,6	188,5	198,3	197,7	188,2	179,1	177,7	184,5
184,2	189	189	198,4	199	185,9	176,7	177,2	184,8
175,1	177,4	181,4	188,7	189,4	176,9	169,8	167,7	176,4
175,9	177,9	185,7	190,5	191,2	179,3	172,8	169,1	178
200,1	201,8	201,9	209,7	207,2	195	190,6	188,2	195,5
196,8	201,4	198,8	208,5	206,3	195,8	189,3	187,1	194,7
197	200,5	198,4	208,1	205,8	195,1	188,9	186	194,2
196,3	201,6	200,3	207,5	206,2	195,2	189,2	186,2	194,8
196,8	201,6	200,3	208,7	206	195,8	189	186,1	194,9
196	199,9	199,2	208,1	205,6	195	188,7	185,4	193,8
197,8	201,7	201,3	208,9	206,8	196,5	190,1	187,6	195,7
195,7	200,6	200	206,7	205,6	194,3	188,1	185,2	193,8
188,3	191,6	194,3	200,5	201,2	195,4	188,8	184,6	189,8
186,8	191,1	192,8	204,7	201,5	194	186,2	180,4	188,2
184,3	188,8	190,7	198,9	198,7	191,5	184,4	180,2	185,7
183,7	191,1	192,1	205,8	199,6	192,9	185	179,3	187,1
192,6	194,8	195,7	206	204,8	194,8	188,2	184,7	192,2
186,3	190,3	191,8	202,2	202,4	194,7	189,4	184	188,7
188	191,7	195,2	203,8	203,6	193,8	188	183,3	190
181,8	188,3	191,9	199,1	199,5	193,4	186	182,9	186,1

187,5	191,1	192,2	203,7	202,4	193,7	188,2	181,7	189,5
189,9	193,4	196,9	206	205,2	194,6	185,8	182,2	190,5
190,3	195,6	197,2	206,2	206,5	195,9	190,8	186	192,6
181,1	185,7	189	198,5	199,3	186,3	179	177,3	183,4
190	192,7	193,3	204,2	203,3	195	188,7	184,2	190,7
191,5	194,5	199,9	205,6	204,4	191,8	188	184	192,4
192,8	196,9	202,3	206,9	206	193,2	189	184,9	193,7
188,9	191,8	196,9	203	202,1	190,7	187,3	182,8	190
190,6	193,6	198,7	204,5	203,7	190,9	187,3	183,4	191,4
190,5	193,5	199	204,8	203,8	191,6	188,2	184,3	191,8
189,1	192,2	197,3	203,7	202,7	189,8	186	182,1	190,2
182,9	188,1	186,8	199,1	197,5	185,2	175,9	169,6	181,2
180,4	184	182,8	191,6	191,6	180,8	176	174,7	179,6
185,7	192,6	191,5	200,9	200,5	190,9	181,4	178,1	185,7
180,9	187	186,9	194,1	195,7	187	177,7	174,9	181,8
189	197,6	195,4	204,8	203,4	192,6	186,3	181,8	191,4
187,4	194,1	194,9	205	204,4	194,1	185,5	181,2	190,8
189,2	197,4	195,6	204,3	203,8	188,9	184,7	180,5	190,9
189,2	197,8	196,5	205,6	204,8	190,4	186,2	181,8	191,6
192,7	194,6	197,2	203,1	201,5	192	185,6	182,7	190,2
200,2	200,3	200,2	206,9	206,7	196,4	190,7	188,1	195,3
205,8	211,9	215	222,1	220,6	208,8	202,3	201,2	207,3
188,4	193,9	192,2	200,9	198,9	188,6	182	181,7	188,2
196,7	199,8	204,1	210,3	209,5	197,9	193,2	189,6	197,7
193,3	195,8	195,9	207,4	204	192,7	185,8	186,4	191,7
194,5	201,2	201,8	209,1	208,5	196,2	189,9	186,5	195,1
195,9	201,2	199,8	210,8	209,7	195,4	187,6	188,2	194,9
196,7	202,4	200,3	209,5	206,1	195,9	190,1	186,5	195,4
189,9	194,2	195,1	203,8	201,6	193	187,6	184,4	191,1
187,4	190,1	191,9	198,2	198,1	192,1	185,1	181,4	188
183,9	188,6	190,2	196,4	198,2	190,7	184,8	179,9	186,3
190,7	194,5	197,2	207,1	205,1	194,9	189,4	185,9	193
193,9	194,5	196,9	206,6	201,9	190,3	186,8	184,2	191,8
193,1	198	198,1	205,3	204,2	196,2	189,2	185,5	193,2

187,5	192,6	199,2	205,3	205,8	194	187,1	183	191,1
190,7	193,7	199,3	205,1	203,5	191,1	187,5	183,4	191,8
189,8	192,8	198,5	204,2	202,5	190,2	186,3	182,4	190,9
190,8	193,4	198,2	204,4	203,2	190,6	187,1	182,9	191,4
184,9	188,2	190,3	197,2	197,8	185,9	180	179	184,6
184	186,7	189,4	196,3	197,8	185,9	180,6	179,9	184,5
188,2	192	196,1	202,8	201,5	190,1	185,1	181,3	189,5
180,8	185	186,8	194,2	194,6	183,8	177,2	174,6	181,5
187,6	190,6	195	201,9	200,9	188,2	183,9	180,3	188,4
182,7	186,7	189,4	196,9	197,2	184,5	179,4	178,6	183,3
189,4	191,6	197,1	202,5	201,7	188,8	185,2	181	189,6
183,8	185,7	186,4	194	193,9	186	178,6	175,5	182,7
185,4	193,1	192,7	200,7	201,5	190,1	186,6	183	187,3
178,2	182,9	186,1	198	195,4	178,9	174,1	173,5	180,5
188	190	194,5	199,9	199	187,9	184,7	180,7	188,5
185,3	189,9	190,5	201,4	200,3	187,4	181,5	176,7	186
183	187,9	187,5	199,1	197,3	186,2	180,3	178,2	183,9
190,6	193,8	198,5	204,7	203,6	191,3	187,6	183,4	191,5
189,3	192,6	197	203,3	202,1	189,3	185,4	181,8	189,9
188,1	190,1	193,6	200,5	200,3	186,9	182,4	179,6	187,5
191,2	192,8	196,4	203	202,6	189,7	185,8	182,9	190,7
190,7	193,4	199,2	204,1	203,3	191,5	188,1	183,3	191,5
179,2	182,6	184	191,9	192,1	183,7	179,3	177,6	180,3
188,2	190,9	194,8	201,5	200,8	187,9	184,6	180,9	188,6
179,8	181,3	184,5	192,2	192,3	181,4	175,1	173,2	179,4
190	193,8	195,4	201,1	200,5	192,5	188,3	185,3	190,8
188,8	192,5	192,6	201,8	201,7	190,3	183,2	181,1	188,3
191,4	195,4	198,5	203,3	202,3	191,9	187,5	185,2	192
189,2	191,6	196,4	203,2	202,1	189,1	185,4	181,3	189,6
187,4	190,1	194,7	201,1	201	188,2	184,2	181,4	188,3
180,3	182	185,6	194,9	194,4	182,7	178,5	175,6	181,5
184,8	188	189,9	199,5	199,4	185,7	181,9	178,7	185,8
181,4	188,1	191,1	199,2	197,1	186,8	180,3	178,8	184,4
191,4	194,7	199,1	205	203,4	191	186,5	183,4	191,5

184,4	193	197,3	204,7	201,9	188,1	181,1	182,3	188
188,8	193,5	195,1	206,4	204,4	193	186,7	182,6	190,2
187,4	192,2	193,1	202	201,1	189,4	182,3	179,7	187,7

Régie a procédé à certains changements. Les prix moyens par sous-région reflètent dorénavant la moyenne des prix des essenceries situées dar

ıs chacune des sous-régions. Auparavant, les prix moyens étaient le résultat d'une moyenne des prix par secteur. De façon générale, l'impact su

r les résultats est inférieur à 1 cent/litre

PRIX MOY
Par municipalité ou municipalité régio

2025

- Prix moyen affiché - quotidien

janvier	pages 2-4
février	pages 2-4
mars	pages 2-7
avril	pages 5-7
mai	pages 5-7
juin	pages 5-10
juillet	pages 8-10
août	pages 8-13
septembre	pages 11-13
octobre	pages 11-13
novembre	pages 11-18
décembre	pages 16-18

- Prix moyen affiché - mensuel

janvier à décembre	pages 17-19
Moyenne cumulative	pages 17-19

Pour plus d'information (définitions, sources et méthodes), consultez le guide méthodologique de la Régie de l'énergie :
Guide méthodologique pour l'établissement des différents relevés sur les produits pétroliers - Partie 1 : Procédures et définitions

Guide méthodologique pour l'établissement des différents relevés sur les produits pétroliers - Partie 2 : Informations par municipalité

Carburant diesel

/EN AFFICHÉ

nale de comté du Québec

(¢/litre)

		janvier			février		
Régions	Sous-régions1	2025-01-06	2025-01-13	2025-01-20	2025-01-27	2025-02-03	2025-02-10
1	MRC Kamoura	177,4	184,5	189	187,6	187,4	185,8
	MRC La Mata	177,7	185,3	188,7	187,9	187,6	187,1
	MRC Les Basq	177,7	183	186,9	185,8	186,3	185,9
	MRC Rimousk	178,6	186,3	189,7	189,6	187,2	185,7
2	MRC Lac-Saint	173,3	176,5	183,5	185,5	186,8	186,6
	MRC Le Doma	175,9	181,2	183,9	184,2	185	184,5
	MRC Le Fjord-	175,5	183	184,8	185,7	186,3	185,4
	Saguenay (Chi	173	177,1	180,3	180,3	181,8	182,8
	Saguenay (Jon	173,1	179,5	181,7	181,4	181,9	182,2
3	MRC Charlevo	177,6	183,5	189,2	186,9	186,6	186,4
	MRC La Côte-(	179,1	185,4	188,6	187,9	186,9	186,1
	MRC Portneuf	179,9	183,9	186,5	186,7	184,5	184,6
	Québec (Beau	175,7	186,4	190,9	189,5	187,1	186,3
	Québec (Char	175,8	184,8	189,2	188,9	187,4	186,8
	Québec (La Ha	181	187,3	188,7	189,1	188,6	187,2
	Québec (Les R	177,4	186	189,4	189,2	187,5	186,7
	Québec (Ste-F	177,4	185,9	190	190,5	187,9	186,6
4	Agglomératio	173,8	181	185,1	185	184	183,8
	MRC Les Cher	178,1	181,3	183,6	183,2	183,2	183,4
	MRC Maskino	175,5	178,5	182	182,2	181,7	180,9
	Shawinigan	177,9	181,7	183,7	183,9	182,8	182,4
	Trois-Rivières	180	187,1	189	189	188,1	187,1
5	MRC Coaticoo	174,9	174,9	179,1	178,9	178,9	178,8
	MRC Les Sour	176,3	180,3	183,6	185,3	185,5	185,7
	MRC Memphr	173,5	175,9	177,9	177,1	177,1	177,2

	Sherbrooke (E	178,1	183,3	187,1	189,1	188,4	187,6
	MRC de La Ha	177,3	182,3	182,9	183,9	184,5	184,8
	MRC de Brom	178,1	187	189,5	189,5	189,1	188,4
	Estrie (00-20 k	175,7	178,2	181,2	181,2	181,2	180,5
	Sherbrooke (R	177,7	181,7	185	187,6	185,8	185,6
6	Agglomératio	184,7	189,8	192,2	190,4	190	188,9
	Agglomératio	185,9	190,6	192,4	190	190,4	189,7
	Agglomératio	183,4	188,4	191,1	189,8	189,3	188,5
	Agglomératio	184,6	188,8	191,1	190,4	190	188,5
	Agglomératio	186,1	189	190,9	188,8	189,6	189,3
	Agglomératio	184	189,1	192	190,6	189,8	188,4
7	Gatineau (00-	184,5	189,8	191,5	188,3	187,8	187,9
	Gatineau (15-	176,2	179,1	183	183,2	182,8	182,8
	MRC Collines-	178,3	183	186	185,7	186,7	186,6
	MRC La Vallée	170,1	175,4	178,5	180,7	182,5	185,2
8	MRC Abitibi &	177,4	183,6	189,2	190,7	188,5	188
	MRC La Vallée	180,9	183,5	190,9	190,6	190,2	190
	MRC Témiscar	175,9	183,9	189,5	191,9	185,9	185,9
	Rouyn-Noranc	179,7	184,3	189,7	191,4	190,3	189,9
9	MRC La Haute	177,7	182,4	187,4	188,3	190,2	189,4
	MRC Minganie	178,6	182,8	188,5	189,2	187,7	187,3
10	Baie-James	213,5	215,7	224,5	223,6	222,2	221,5
	Chibougamau	176,5	181,7	187,3	187,7	188,8	188,5
11	Les Îles-de-la-	191,2	195,3	199,3	196,4	195,5	196,2
	MRC Avignon	177,5	186,8	189,9	189,6	188,8	187,8
	MRC La Côte-(	179,6	187	190,5	190,3	189,2	187,7
	MRC Le Roche	178,9	186,8	190,6	190,3	188,4	187,2
12	Lévis (Desjard	179,3	186,7	190	189,7	186,7	186,7
	Lévis (Les Chu	179,1	185,6	188,8	185,9	185,6	185,6
	MRC Bellecha	178,5	182,6	185,1	185,3	184,5	184,2
	MRC La Nouve	172,5	175,9	180,9	181,8	182,3	183,3
	MRC Les Appa	179,7	184,7	187,2	187,2	186,2	185,5
	MRC Les Etche	175,9	181,5	185,8	184,6	184,9	184,8
	MRC Lotbinièr	180,2	184,3	187,1	187,7	184,9	184,7

	MRC Beauce-S	181,6	184,9	186,5	185,6	183,1	182,6
13	Laval (Secteur	183,8	190	192,5	190,3	190	189,6
	Laval (secteur	183,2	188,3	190,2	188,8	188,7	188,4
	Laval (secteur	182,6	187,8	189,7	188,7	189	188,6
14	MRC D'Autray	174,7	179,5	182,8	183,1	183	183,7
	MRC Joliette	174,6	180,4	183,2	184,7	184,1	183,6
	MRC L'Assomp	181,1	187,1	189,5	188,5	188,2	188
	MRC L'Assomp	174,9	181,2	183,2	183	182,5	183,4
	MRC Les Mou	183,5	188	190,7	189,5	189,2	188,1
	MRC Matawin	173,3	178,5	180,7	181,4	181,1	181,5
15	Mirabel	181,4	184,4	186,8	185,4	185,2	185,7
	MRC Antoine-	180,5	186,9	189,3	187,7	187,1	187,2
	MRC Antoine-	174,7	180,2	184,9	187,2	186	185,7
	MRC Argenteu	177,6	182,7	186,6	186,3	184,8	184,6
	MRC Deux-Mo	183,2	186,3	190,7	188,5	187,9	186,7
	MRC La Rivièr	178,7	182,1	186,2	187	187,3	187,8
	MRC La Rivièr	173,7	178,6	183,4	184,4	182,9	182,7
	MRC Thérèse-	183,4	187,1	188,6	187	187,1	187,6
16	Agglomération	183,5	187,5	190,6	190	189,5	187,8
	Agglomération	188,2	189,9	191,1	188,5	190	189,1
	Agglomération	185,7	190,3	192,2	189,4	190,2	189,5
	Agglomération	185,6	190,1	191,5	190,3	189,9	189
	Montérégie (C	180,7	184,5	184,7	183,8	183,8	184,2
	MRC Beauhar	185,5	189,7	191,2	188,8	189,9	189,6
	MRC Beauhar	173,9	176,6	179,2	178,9	178,7	179,5
	MRC La Vallée	175,5	182,9	181,4	182,7	184,4	184,6
	MRC Le Haut-	179,2	186,5	190,2	189	188,9	187,7
	MRC Les Masl	177,8	185,2	188	187,7	187,7	187,6
	MRC Marguer	179,2	183,2	185,4	184	183,9	184,2
	MRC Vaudreu	181,9	186,7	188,8	188,1	188,2	187,5
	MRC Vaudreu	176,3	184,8	190	189,9	188,6	187,5
	MRC du Haut-	178,7	182,7	185,8	183,5	183,7	184,1
	MRC d'Acton	173,9	179	181,5	182,1	183,9	183
	MRC La Vallée	181,7	187,4	189	186,9	187,6	188,2

17	MRC Arthabas	177,8	184,3	184,7	184,7	183,6	184
	MRC Bécanco	176,8	179,4	183	183,4	183,1	183,6
	MRC Drummc	176,4	179,8	183,2	183,1	183,4	184,2

1Afin d’améliorer la qualité des informations publiées, la Régie a procéd

HEBDOMADAIRE

		mars				avril			
2025-02-17	2025-02-24	2025-03-03	2025-03-10	2025-03-17	2025-03-24	2025-03-31	2025-04-07	2025-04-14	2025-04-21
185,9	186,1	185,6	184,6	177,6	176,5	176,7	175	171,6	170,4
186,5	185,5	185,5	184,9	178,5	178	178,8	177,3	174,3	174,1
185,3	185,3	184,8	181,9	177,1	177,1	177	176	172,6	171,8
185,2	185,3	184,6	181,4	177,4	176,9	176,7	174,7	172,4	171,4
186,3	185,7	184,7	179,3	175,1	173,6	174,9	174,1	169,2	167,8
183	182	181,9	178,8	175	173,9	174,7	174	170	169,9
184,3	184	182,7	179,2	174,4	172,5	174,4	173,8	170,3	168,9
181,2	181,2	179,8	176,6	173,5	171,7	173,8	173,9	170,9	168,9
180,9	180,7	180,2	177,6	172,8	171,3	174,3	173,9	170,9	168,7
186,5	186,2	185,4	183,4	175,4	175,2	175,2	174	169,7	169,1
186,4	186,1	183,8	180,8	175,9	175,6	175,3	174,1	171,7	170,8
184,7	184,3	182,7	179,7	175,9	175,8	176,3	177,1	174,3	172,3
185,9	185,9	185,5	182,5	174,9	174,6	174,3	173,3	171,3	169,8
187,2	186,8	185	183	175	174,3	173,6	172,8	169,5	168,3
186	185,2	182,7	181,2	176,8	176,7	176,3	176,3	174,1	172,8
186,2	185,7	184,8	182,2	176,6	175,3	175,5	175,3	172	170,9
186,2	186,5	185,2	182,8	176,6	176,4	176,5	175,9	172,3	170,9
183,4	183,1	182,8	180,7	174,4	174,2	174,2	173,4	170,8	169,8
183,1	182,5	181,1	180,5	173,9	173	176,4	178,3	176	174,8
181,7	181,1	180,3	179,8	174,1	173,2	175,4	175,6	173,7	173,1
181,8	181,9	181,4	180	175,2	174	177,3	178,6	176,8	176,6
186,5	186,5	184,2	182	176,5	175,6	175,6	176,8	172,9	171,5
178,4	178,4	178,4	178,4	177,6	177,4	177,2	176,9	176,9	176,9
185,1	185	183	182,3	177,1	176,6	178,9	180,3	177,6	176,6
176,5	177,1	176,9	176,7	176,7	176	176,5	177	175,2	175,2

187,6	187,5	184,1	182,3	175,4	175,4	179,1	176,9	175,2	173,8
184,2	184,6	182,6	181,3	176,8	175,9	178,7	178,4	176,3	176,2
188,1	188,1	184,6	180,1	176,3	175,7	176,1	172,2	168,3	167,5
181,2	180,7	180,9	180,4	175,6	175,4	176,5	176,3	173,2	172,8
184,9	184,8	183,7	182,5	178,6	178	180,6	181	177,7	176,7
188,4	187,5	184,6	181,1	177,5	178,2	180,8	177,6	172,2	172
189,1	187,8	184,1	180,1	177,5	178,6	181	177,1	171,2	170,9
188,2	187,2	184,4	181,3	177,6	178,3	180,3	176,8	171,7	171,4
188	187,5	184,5	181,9	177,8	178,2	181,5	180,3	175,5	174,3
188,7	187,5	183,9	179,3	177,4	178,3	181,3	178,3	171,6	170,5
187,8	187,1	184,5	181,5	177,3	177,7	180,3	177,2	171,5	171
187,2	186,5	184,1	179,7	178	177,9	178,2	171,3	167,9	167,3
183,7	183	180,7	178,9	173,1	172,5	173,7	173,3	170,7	170,1
187,1	186,8	185,1	182,6	179,5	177,9	177,9	175,1	172,1	171,3
186,7	184,1	179,9	176,6	172,2	169,2	169,2	168,8	167,2	167,2
188,1	188,3	187	183,9	180,5	180,6	179,6	175,6	175,8	176,7
190,1	189,7	189,5	188,1	183,5	183,5	184	184,7	183	181,7
185,9	185,9	185,9	185,9	185,9	185,9	185,9	185,9	185,9	181,7
190,1	189,6	188,2	185,8	181,3	180,1	179,9	179,8	176,4	175,6
188,5	187,6	187	185,4	178,5	177,4	177	177,6	174,2	173,9
186	185,6	184,2	181,6	177,2	176,8	176,9	176,8	174	172,3
222,9	222,9	220,2	216	211,5	211,2	211,9	214,4	210,1	206,7
188,2	185,4	186,8	184,2	179,2	177,8	178,3	178	175,8	173,7
195,7	194,4	192	186	183,7	185,4	188,6	185,2	176,4	178,7
187,8	187	185,5	183,2	177,1	177,3	176,5	175,4	171,1	170,1
187,5	187,6	187,5	186,9	183,2	183,2	178,6	177	175,3	173,8
186,2	186,2	186,2	184,6	178,4	178,4	177,4	175,6	172,9	172,9
184,8	185,2	185	184,3	181,4	179,6	182,4	179,4	176,9	176,4
183,9	183,9	183,9	183,9	180,6	178,8	177,6	177,6	177,6	173,4
183,7	183,2	181,7	180,9	175,7	175,2	176,2	177	174,6	174,1
181,7	181,4	181,1	180,8	180	175,1	175,1	175,7	172,8	172,2
185,2	185,2	184,6	183,9	179,2	179,2	181	181,1	179,9	179,9
185,1	184,7	183,6	179,9	173,6	173,4	174	172,8	171,8	170,3
184,3	184,2	183,6	182,2	177,7	177,1	178,4	179,1	177,5	176,4

182,5	182,2	185,9	185,9	182,4	179,9	179,6	180,1	178,7	178,3
188,8	187,3	184	179,4	176,2	177,5	179	172,7	167,8	168,2
188	186,7	182,8	178,9	176,3	177	178,3	173,5	169,5	168,8
188,2	186,6	184,2	180,1	176,8	177,7	178,8	175,5	171,5	170,5
183,2	182,4	180,5	177,2	173,6	173,9	174,5	173	173,1	171,3
181,8	181,6	181,4	179	174,1	174	174,3	173,3	172,2	170,6
187,6	186,7	183,4	179,5	175,3	176,2	177,3	173,5	169,2	168,3
182,4	181,7	180	177,4	172,6	172,5	174,2	173	172,8	170,8
187,8	187	184,4	181,3	177,3	178	180	178,1	172,3	171,9
181,2	181,5	180	177,5	174,4	173,8	175	174,1	174,4	173,1
185,4	184,3	180,6	177,2	174,8	175,1	178,2	174,6	172,4	171,3
186,5	185,8	182,4	178,6	176,5	176,5	176,8	173	170,8	170,5
184,4	185,7	183,2	179,9	178,6	176,5	176,5	176,2	173,7	173,4
184,6	184,6	181,8	179,5	173,2	172,7	175	173,8	172,2	171,5
186,3	184,5	182,7	179,6	176,3	178,2	179,5	176,2	172,4	171,7
186,9	185,4	183,2	178,9	177,6	178,9	179,7	176	174,2	173,8
182,2	181,5	181,4	179,2	173,8	173,8	174,6	173,7	170,4	169,6
187	185,4	182	178	175	175,8	178,7	174,6	170,6	169,8
188,3	187,7	185	183,6	178,5	178,2	181,5	178,9	172,3	172,5
188,9	188,4	183,2	180,7	179,2	179,9	182,9	179,7	174,1	173,3
188,9	187,8	183,8	179,6	177	178,2	179,8	175,6	171,9	171,4
188,8	187,8	184	181,5	178,9	179,5	183	177,9	170,8	170,5
184,1	184,1	181,6	177,9	172,8	172,8	173,4	172,9	168,6	166
189	187,4	183,8	179,4	177	177,8	180,7	176,4	170,4	169,9
181	180,8	181,1	180,1	176,1	176,1	176,4	174,9	175,3	172
183,8	184,1	183	180	174	173,4	175,8	175,9	172,9	171,2
187,2	186,3	184,6	179,8	174,4	175,1	175,4	171,8	168,5	167,2
186,9	185,9	183,6	179,2	176,6	176,5	178	175,4	170,3	169,1
183,7	183	179,8	177,6	173,9	174,3	177,6	175	171	170,2
187,4	186,7	183,6	181	175,9	176,3	178,6	175,3	171,7	170,6
186,9	186,5	185	181	174,9	175,3	175,2	172,6	170,2	168,7
182,4	181,6	177,2	172,7	172,2	172,5	176,5	173,3	169	168,3
182,5	182,7	181,5	178	174,5	174,2	175,7	175,8	172,6	170,5
186,8	184,9	181,9	177,3	175,1	176,2	177,3	171,7	169,5	168,5

181,8	180,8	178,8	179,8	173,6	172,4	177,6	178,7	175,3	173,6
183,7	184,2	182,8	181,6	178,9	178,3	179,3	179,5	180,2	180
182,8	183,2	181,2	178,9	175,8	175	176,1	175,9	174	172,8

dé à certains changements. Les prix moyens par sous-région reflètent dorénavant la moyenne des prix des essence1Afin d'améliorer la qualité d

HEBDOMADAIRE

mai					juin				
2025-04-28	2025-05-05	2025-05-12	2025-05-19	2025-05-26	2025-06-02	2025-06-09	2025-06-16	2025-06-23	2025-06-30
169,8	166,5	164,9	167,6	167,1	164	161,4	163,7	171	170,8
173,3	172	171,7	170,6	169,3	165,9	161,4	163,5	171,1	168,8
171,8	169,5	169,7	170,3	169,9	168,5	164	163,5	170,6	168,5
169,8	168,6	168,7	167,6	166,8	164,3	160,6	164	171,5	171
165,4	160	159,5	162,3	162,4	159,2	157,7	163,6	166,9	163,1
168	165,8	165,2	166,5	165,9	162,8	162,1	168,4	174,2	172,6
166,4	163,9	162,9	164,8	164,8	162,1	160,5	165,8	172,7	170,1
167,2	165,3	163,1	164,2	165	163	160,6	161	165,9	164,6
166,4	163,4	161,5	165	163,9	162,8	159,7	162,5	169,4	169,3
167,8	164,1	164,2	164,6	163,3	159,2	158,9	164,6	171,1	168,6
169,8	166,9	166,3	167,5	167,4	165,1	160,9	165,5	172,4	167,9
170,8	167	168	168,4	169,4	168,5	163,1	165,5	170,5	169,3
167,6	163,7	163,9	167,8	164,5	159,8	159,5	165,8	173	170,1
167,4	164,2	164,2	164,5	164,2	161,2	161,2	165,5	169,4	168,1
171,7	169,2	169,4	170,1	169,7	167,8	162,5	162,5	170,7	170
169,9	167,4	167,6	167,8	166,2	163,6	161	165	172,8	170,5
169,7	166,5	166,9	166,6	166,5	163,5	161,3	168,2	174,3	171,7
168,6	165,1	164,1	166,2	165,1	162,3	159,4	162,7	170,1	167,2
173,4	171,5	168,9	171,3	171,3	170,1	162,4	158,8	169,6	169
171,9	168,7	167,5	168	167,4	166,6	161,8	161,9	171,9	170,2
175,4	174	173,4	174	173,3	172,2	166	163,9	172,3	172,2
169,6	167	168,9	169	171,1	168,8	165,4	165,5	172,4	171,8
175,5	174,9	174,9	174,9	178,4	178,4	168,1	159,2	170,2	169,9
175,1	173,4	172,3	172,7	172,9	172,2	166,7	164,1	171,4	172
173,8	173,6	173,2	173,6	174,6	174,6	168,4	163,6	169,3	170,2

171	169	171	169,7	170,9	169,4	164	163,2	174,7	173,1
174,6	173	172,4	172,1	171	169,7	165,3	167,5	173,7	172,1
165,6	161,1	164,2	164,7	162,1	160	160,6	169,6	171,7	169,8
171,9	170,2	169,5	170,2	169,2	166,9	162,3	162,3	168,4	166,7
173,3	171,7	172,2	172,7	172,2	171,5	166	165,3	172,7	171,2
172	168,6	172,2	170,3	169,3	168,1	163,8	167,9	172,3	171,8
171,4	167,8	172,7	170,4	169	167,9	163,9	167,9	172,2	172,2
170,8	167,7	171,3	169,7	168,4	165,6	162,3	166,3	172	171,2
175,2	171,7	175,2	172,3	172,5	170,5	164,9	165,3	173,3	171,7
171,5	168,3	172,3	171,1	170,3	169,5	163,9	168	170,2	168,1
170,4	167,8	170,7	169,4	168,8	167,4	163	167,4	173,6	171,3
165,5	162	164,2	164,4	162,8	159,6	160,6	169,2	171,7	170,5
168,6	165,7	164,4	165,9	166,9	164,7	161,2	164	170,9	170,6
170,7	168,7	169,4	169,7	169,4	167,1	164,9	166,3	171,5	171,8
166,9	164,8	164	167,4	167	164,9	164,2	164,8	167	167,2
175,9	173,6	173,6	174,8	174,4	172,4	169,1	170,7	172,4	171,2
181,7	179,5	178,8	178,5	178,3	177,7	173,1	169,8	170,2	170,2
168,9	168,9	168,9	168,9	168,9	168,9	168,9	168,9	168,9	168,9
172,8	170,9	171,4	172,3	170,1	169,9	167,4	168,7	169,2	168
172	169,8	169,3	170,1	169,5	166,7	164,8	167,9	174,8	174,2
171	167,8	168,5	169,5	169,5	166,7	164,2	166,9	174	171,5
205,4	202	199,8	207	200,2	198,1	197	199,2	206,5	204,7
172,3	170,2	169,6	170,6	170,4	168,7	168,1	165,4	170,3	168,8
179,6	175,4	178,7	178,9	177,2	175,9	172	176,6	182,7	180,2
168,5	164,5	164,7	165,6	164,9	162,3	161,3	165,5	170,4	168,5
173	170,2	170,2	170,2	169,3	166,8	162,9	164,4	172,7	169,6
171,7	169,2	168,9	169,2	167,5	165,4	161,8	165,6	170,6	169,2
175,6	174,3	172,4	172,4	171,9	170,9	167,8	168,8	173,4	174,2
172,9	169,9	169,9	168,7	168,9	166,9	162,5	162,4	170,2	169,7
173,4	171	170,5	170,8	170,4	169	163	161,5	169,5	168,7
171,9	170,4	170	169,9	170	168,4	165,7	163,6	168,5	167,2
177,9	176,6	175,6	176,9	174,9	173,9	167	163,5	175,4	175,9
169	165,6	163,6	165,4	165,3	164	160,5	162,3	170,3	169,7
175,7	173,7	173,5	174,7	174,7	173,3	164,2	161,9	170,3	169,7

177,8	176,3	175,4	176,3	176,1	174,1	165,9	161,7	167,5	167,9
167,1	162,6	166,7	166,3	163,8	161,9	161,4	168,4	171,6	171
167,7	164,1	168,1	167	165,7	163,5	161,4	167,4	171,3	170,6
169,9	166	168,6	169,1	165,2	162,2	160,2	167,2	169,9	168
169,9	165,8	166,8	169,1	167,5	165,5	161,5	164,6	170,5	168,4
169,1	165,1	164,8	167,3	166,1	164	159,7	162,4	170,1	167,5
167,3	162,5	165,6	166,2	164,6	162,3	160,9	167,8	170,6	169,3
169,1	166,1	166,5	167,3	167,2	166	160,6	163,7	170,5	167,8
172,3	168,7	171,3	170,2	169,4	167,1	162,6	165,6	173,2	171,1
171,9	168,9	168,1	171,2	168,5	168,2	163,1	164,4	171,7	170,1
170,4	167,8	169,4	169,8	169,8	168,1	162,4	165,6	170,7	167,9
168,8	164,8	166,4	167	166,1	163,9	162,5	169,9	172,8	172,7
172,5	171,4	170,9	170,9	169,7	167,9	163,3	165,8	173,7	171,7
169,6	166,9	166,5	166,9	166,9	163,4	160,6	164	172,7	172,7
171,2	168,1	170,5	169,8	169,7	168,3	163,8	167,8	172,9	169,6
172,5	170,1	171,9	172,1	171,7	170,4	165,6	168,1	172,7	173,1
168,7	165,8	165,2	167,1	167,6	165,1	161,1	164,5	173,2	170,9
169	165,4	168,6	168,5	167,4	166,5	162,9	167,5	170,5	169,4
173,2	169,8	172,3	170,7	170,4	167,9	162,5	164,4	172,7	170,6
173,5	170,8	174,7	172,9	173,7	173,5	166	166,8	170,9	168
170,9	167,8	171,4	169,9	169,6	168,7	163,7	167,3	171,7	169,2
170,2	166,7	171,3	169,6	167,8	166,8	163,1	169,5	171,5	171,1
165,2	161,9	162,2	164	161,2	158	154,5	162,7	167	162
169,9	165,8	170,3	168,5	166,8	165,8	161,9	168,8	170,7	168,7
170,2	170,1	170,2	170,5	172,2	171,1	162,6	162,7	171,2	167,9
169,1	165,1	165,5	169,2	167,2	161,6	154,5	160,7	165,4	164,9
166	161,1	162,6	164,1	161,7	159,2	159,2	167,3	171,2	168,7
167,9	164	165,6	166,3	165,5	163,4	162,2	168,2	171,8	170,3
170,8	168,6	170	170,3	169,8	168,6	163,7	166,4	172,6	172,6
170,3	166,5	169,4	168,6	167,6	165,9	161,6	165,4	171,5	170,4
167	163,7	164,6	165,5	163,7	161,4	160,2	167,8	172,8	168,6
165,7	163,4	164,5	164,7	163,8	161,5	156,6	162,7	168,1	165,6
169,6	166,6	166,3	168,3	168,9	166,7	161,8	165	170,3	168,4
166,1	161,9	165,6	165,8	163,7	162,5	161,1	167,5	168,7	168,5

171,5	169,8	172,5	170	173,5	170,8	164,7	162,5	168,8	169,1
178	177,8	176,7	176,1	176,5	175,5	169,1	165,7	172	170,9
171,6	169,2	168,6	170,2	169,8	167,3	161,4	162,8	170,5	169,6

des informations publiées, la Régie a procédé à certains changements. Les prix moyens par sous-région reflètent dorénavant la moyenne des pri

juillet				août				septembre	
2025-07-07	2025-07-14	2025-07-21	2025-07-28	2025-08-04	2025-08-11	2025-08-18	2025-08-25	2025-09-01	2025-09-08
169	168,6	169	169,9	170,4	168,1	167,7	167,4	167,4	167,4
167,9	167,7	169,6	169	168,7	168,3	168,3	168,4	168,4	168,5
167,8	169,9	168,9	170,9	171,7	170,7	170,1	170,9	170,9	170,9
169	170,5	171,9	170	169,3	167,1	165,7	166,9	167,8	168,6
166,2	168,9	167	166,5	166,7	164,9	163	166	165,4	165
171	171,7	172,5	172,7	171,2	169,3	169,3	167,3	167,3	168,2
170,8	171,5	171,2	171,1	169,8	167,8	167,6	166,8	167,2	167,9
167,2	167,1	167,3	167,5	169,1	168,7	168,7	167	167,2	166,9
166	168,1	167,3	166,9	167	166,3	164,5	164,3	164,2	164,7
166,8	166,9	171,1	170,7	170	167,4	167,1	167,5	167,5	167,9
167,6	169,6	170,1	170	169	167	164,8	166,7	165,7	166,8
169,9	171,1	166,6	169,1	170,6	169,1	167,6	169,1	169,1	169,3
167,6	168,6	170,8	170,6	169,5	167,4	167,1	166,9	167,3	168,5
168,5	170,4	170,5	170,3	169,5	167,5	167,2	167,2	167	167,6
167,8	168,8	168,8	168,2	169,2	167,7	166,7	167,2	166,1	167
167,3	169	170	170,4	170,2	168,4	166,8	167,3	167,4	168,2
169,4	170,8	172,1	172,3	171,8	168,6	168,4	168,4	168,5	169,7
167	167,8	168	168,4	168,5	166,6	165,5	166	165,4	165,7
166,1	167	165,8	165,9	167,2	166,8	166,5	167,3	166,5	166,6
167,7	167,5	169,8	169,3	170,2	169,3	169,3	167,9	168,2	168,8
170,1	168,9	173,1	172,7	169,6	168,1	167,9	167,5	167,2	169,5
170,8	170	170,2	170,8	170,5	168,7	168,2	168,6	168,3	169,1
166,3	168,7	167,9	167,9	171,4	171,4	171,4	165,4	167	167,6
169,4	170,2	171,1	169,7	169,7	168,9	169,1	169,3	168,5	168,9
168,6	168,6	171,2	171,9	172	171,9	171,9	171,2	170,8	170,7

171,6	172,2	172	173,2	172,9	171,2	170,9	169,3	169,2	167,7
169,7	170,8	172,6	171,9	170,5	169,1	169,1	168,5	168,6	169,5
171,8	173,2	172,8	172,5	169,7	167,8	167,8	168,6	169	169,1
164,5	167,3	169,1	168,7	168,7	167,9	167,9	168,5	167,9	168,4
170,9	172,4	172,2	170,6	171,5	170,4	170,6	169,3	168,1	168,9
173,2	174,1	173,9	173,7	170,9	169,4	169,7	169,6	169,9	170,3
171,2	172	173,8	173,1	170,3	169,5	169,9	169,7	169,1	169
169,6	170,4	172,4	172,1	169,8	168,7	169	168,7	169,4	170
169,6	170,8	173,3	173	171,1	169,9	170,4	170,4	170,1	171
172	173,8	171,6	171,2	168,2	167,1	167	167,6	167,3	167,5
170,6	171,7	173,9	173,5	170,4	169	169,3	169,2	169,3	169,9
171,6	171,7	172,8	172	169,8	168,7	169	169,1	170	170,2
168	168,5	169,5	171,1	167,6	166,1	165,8	166,7	166,3	166,9
172,3	172,6	172,5	172,7	171,1	170,7	170,8	170,6	170,2	169,8
167	167,4	168,2	168,2	168,3	167,3	166,4	166,2	166,2	166,2
171,6	173,5	172,3	172	172,3	171,1	170,5	171,1	171,6	171,6
169,8	170,6	173,3	172,1	171,9	171,8	171,8	170,8	170,6	170,4
168,9	172,1	168,9	168,9	168,9	168,9	168,9	168,9	168,9	168,9
169,7	172,1	173,2	172,7	171	168,8	168,1	168,8	168,3	168,2
171,9	172,1	173,4	172,8	171,9	169,5	168,9	168,9	168,9	169,4
171	172,9	173,7	172,3	172,4	171,1	168,4	169,1	168	169,4
206,5	208,2	207,1	206,9	207,1	203,9	203	203,6	203,9	205,7
171,7	172,4	171	170,4	170,4	168,9	168,5	169,1	168,7	168,2
182,1	185	183,8	183,2	181,2	179,6	179,6	179,2	179,2	180,4
167,8	169,2	170,4	170,8	169,6	167,8	167,6	168,6	168,8	168,8
166,6	166,9	168,3	173,5	172,4	170,6	170,7	169,9	170,3	170,9
167,9	168,6	171,2	170,2	168,9	167,9	167,9	167,9	167,9	168,6
173,6	173,7	174	174,4	173,7	171,8	171,2	171,2	171,2	171,7
167,4	167,9	171,7	172,9	171,6	169,6	169,6	168,3	168,6	169,1
166	168	168,6	169,3	168,7	167,9	167,7	167,4	166,7	166,7
166,8	166,5	168,1	167,8	167,5	167,5	167,2	166,8	166,6	166,6
173,9	169,4	172,8	173,9	172,9	171,4	171,4	168,9	168,9	169,9
168,1	169,6	169,1	168,7	168,7	167,3	165,7	165,7	166,5	165,9
167,1	168,2	169,8	168,2	168,3	166,9	165,7	166,9	166,7	167,9

165,5	164,8	168,2	168,3	167,9	168	167,9	167,9	167,9	168,2
171,6	172,3	173,2	172,3	169,1	167,9	168,2	169,1	168,7	168,7
171,7	172,6	172	172,2	169,9	168,6	168,6	168,7	169	168,9
169,6	171,7	170,8	170,2	168,4	166,2	165,6	166,7	167,5	167,8
170	171,6	170,9	171	169,3	168	167	165,4	165,6	164,9
165,6	165,3	164,9	165,3	166,8	164,9	164,1	163,8	163,4	163,4
171,1	172,6	171,1	171,3	169,1	167,4	167,1	168	168,5	168,4
167,6	167,4	168,6	168,3	168,2	167	166,4	166,3	165,7	165,8
169,3	170,2	171	170,6	169,2	167,7	167,5	168,7	167,4	168,4
169	171,5	169,1	169,3	170	167,9	167,3	167,4	166,4	166,3
171,1	172,4	171,7	171,1	168,2	167,3	167,3	168,1	167,1	166,9
172,9	173,6	174,9	173,9	170	168,5	169,1	170,1	170,8	170,3
172,4	173,1	172,7	172,3	171,4	170,6	170,5	169	169,2	169,9
171,1	168,9	171,3	172,2	170,4	168,9	169,8	168,9	168,9	169,8
170,3	172	173,9	173,2	170,3	168,6	169	169,1	169,1	169,4
175,7	176,1	175,4	175,1	171,4	170,7	171,1	169,3	170,1	170,1
167,2	168,5	169,9	170,9	170,4	168,2	167,6	166,9	166,7	166,7
171,9	173,2	172,4	171,9	169,1	168,3	168,4	168,6	168,7	168,2
170,1	171,3	172,4	172,6	171,1	170	170,2	168,8	169,5	169,9
171	174,8	173,5	172,4	170,9	170,8	171,1	170	168,7	170,2
170,4	173,4	172,7	171,4	169,5	168,8	169,1	169,2	168,2	168,8
173,6	174,6	174,4	173,7	170,1	169,1	169,6	169,8	170,3	170,1
165,8	167,8	166,1	166,3	165,3	163,4	162,7	163,2	164	164,4
171,3	173,2	172,9	172,3	169,3	168,1	168,2	168,5	169,1	168,4
165,7	168,1	169,7	168,8	168,5	167	166,6	168,7	167,2	167,7
165,3	168,9	166,4	167,5	168,8	166,2	164,6	165	165,7	165,2
169,4	171	171,1	170,8	169	166,5	166,2	168,3	168,4	168,8
171,5	172,6	173,4	172,5	170,1	169,4	169,6	169,1	169,5	169,8
171,8	171,7	173,3	172,1	169,8	168,8	169,1	168,8	169	168,9
168,8	170,3	170,5	170,4	169,3	167,8	167,5	168,1	167,7	167,9
169,5	171,5	172,1	171,8	169,7	167,5	167,3	168,1	168,4	169,3
167,6	168,4	169	168	166,1	164,2	164	162	165,5	163,5
169,9	170,4	168,5	168,8	169,1	167,3	166,6	167,7	167,6	168
170,7	172,8	171,5	170,3	167,5	166,6	166,7	167,6	167,7	167,1

168,1	166,3	169,3	169,8	169,8	169,2	169,2	168,5	166,4	166,4
170,6	171,7	174,1	172,3	171,4	171,1	171,1	170,3	169,9	170,5
169	170,1	169,9	168,1	169,6	168,8	167,6	168,6	169,1	169,6

x des essences 1Afin d'améliorer la qualité des informations publiées, la Régie a procédé à certains changements. Les prix moyens par sous-régio

HEBDOMADAIRE

			octobre					novembre	
2025-09-15	2025-09-22	2025-09-29	2025-10-06	2025-10-13	2025-10-20	2025-10-27	2025-11-03	2025-11-10	2025-11-17
168	168,1	168,2	167,3	165,4	164,5	172,2	180,9	184,4	186
169	168,5	168,6	168,4	168,2	167,4	172,9	180,3	183,7	186
170,9	170,9	169,7	168,9	168,8	167,6	172,8	181	184,3	185,7
168,3	169	169,1	169	168,1	166,7	174,5	180,9	185,1	186,7
164,8	165,1	167,1	166,1	165,8	165,9	172,8	179,7	183,4	184,8
168	168,3	169,4	169,3	168,5	167,8	173,1	178,7	186,5	187,6
167,7	167,7	169,7	168,8	168,2	167,7	173,4	180,4	184,8	185,9
166,5	166,2	166,8	166,7	166,6	166,8	170,4	177,4	182,2	183,5
164,1	164,5	166,5	166,2	166,6	166,3	174	179,4	184	185,8
167,9	167,9	168,2	168,1	167,9	165,5	171,9	181,8	183,8	185,8
166,8	166,8	168,7	166,9	166,4	165,5	173,1	180,5	183,9	185,9
164,9	166,4	167,6	166,7	166,6	166,5	172,3	177,4	183,9	184,2
168,9	168,9	168,8	169	167,8	166,1	174,4	183,7	185,2	187,6
168	168,4	169,9	168,1	167,8	165,9	172,9	181,2	184,1	185,4
165,8	166,7	167,3	166,1	165,1	164,7	171,5	176,9	183,5	185,4
167,8	167,8	168,9	168,1	167,6	166,7	173,2	180,2	185,1	186,2
169,7	169,6	170,2	169,4	169,2	167,5	174,1	181	185,5	186,9
164,4	165	167,4	166,4	166,2	162,2	168,5	176,6	183,4	184,1
166,5	167,2	165,5	165,3	164,8	164,9	171	175,4	182,3	182,3
168,8	168,8	167,8	167,6	167,7	166,1	172,3	176,5	182,6	183,8
169,5	169,1	169,9	169,1	167	166,5	175,3	180,7	185,5	186
169,3	168,8	169,7	168,4	167,2	167	172,6	178,2	183,7	184,4
166,2	170	170,3	170,2	169,2	166,2	170,3	174,6	184,9	185,5
168,9	169,5	169,9	169,5	168,2	167,3	173,9	177,8	184	185,5
170,9	170,8	171,5	170,5	170	169,9	173,9	176,3	182,1	184,2

168,7	168,7	169,3	168,7	167,4	166,6	174	178,6	183,7	185,7
170,3	169,9	170,7	170,1	168,8	167,8	174,4	179,5	185,5	186,9
169,5	169,5	170,7	168,9	167,7	167,3	174,1	182,6	186,4	187,9
168,4	168,4	168,5	168,4	168,2	166,8	172,5	175,7	183,7	185
168,2	169,2	169,6	168,2	167,3	166,9	174,2	178,4	184,6	186,2
170,8	170,8	170,9	169,5	168,2	167,5	175,9	182,8	186,9	189,4
169,9	170	170,8	169,1	167,8	168,5	175,6	182,1	187,1	189,5
170,7	170,7	171,2	170	168,9	168,8	174,9	180,6	184,8	186,8
169,9	170,2	170,5	170,2	169,3	168,2	175,4	180	186,1	187,6
167,7	167,4	169	167,1	165	165,4	174,1	180,5	186,8	188,8
170	170	171,2	170	168	167,3	175,7	182	186,8	189,4
170,4	170,7	171,9	169,9	167,9	168,5	176,2	184,7	187,5	189,5
167	166,9	167,2	166,7	166,8	166,4	172	177,9	183,3	184
169,9	169,8	170,9	169,5	168,8	168	173,1	180,3	185,5	186,2
166,4	163,3	162,6	162,6	162,6	161,6	162,9	169,7	176,4	178,2
170,1	170,5	170,2	167,3	166,9	167,8	174,5	179,3	185,6	186,4
170,4	170,4	169,4	169,4	169,1	168,8	174,2	176	182,1	183,6
168,9	168,9	168,9							
168,4	168,3	169,7	168,7	167,7	167,7	174,1	179,2	185	186,1
169,9	170,1	170,9	170,9	170,7	169,7	174	180,3	186,1	187,2
169,5	169,9	171,2	169,3	168,2	167,8	173,7	179,5	185,3	186,5
206,8	207,6	209	208,1	207,4	205,1	206,3	210	216,8	222,6
168,1	168,3	169,9	169,3	168,9	169,2	172,3	179,8	185,3	185,3
179,4	180	184	179,4	178	177,6	186,7	191,7	201,4	202,2
168	168,1	168,8	168,3	168,2	167,4	173,3	179,3	182,7	184,9
170	170	170	170,7	170,1	168,4	174,8	182,4	185,9	188
168,6	168,6	168,6	168,6	168,3	167,4	172,9	182,7	185,9	187,9
171,9	171,9	172	171,9	169,2	168,6	174,6	180,6	182,8	185,9
169,2	169,2	169,3	168,8	169	167,4	173,2	179,3	184,9	187
167,5	167,5	168,3	168,2	167	166,1	170,6	175,6	183,4	184,5
166,3	166,6	166,7	166,2	163,7	163,1	167	171,6	179,8	178,8
168	169,4	169,2	168,9	167	166,4	175,3	179,9	184,4	186,3
166,4	166,4	168,2	167,8	167	165,1	171,5	179,1	183,7	184,8
167,1	167,1	167,7	166,2	165,6	165,6	173,5	177,9	183,8	185,4

168,3	168,1	168,1	168,1	167,1	165,8	171,5	176,9	183,5	184
169,4	170,1	171,2	169,1	167,2	167,8	175,4	183,3	187,2	189,9
169,1	169,2	170,3	168,8	167	167,8	174,4	181,9	186,4	188,9
168	168	169,8	167,4	166	166,1	173,6	181,4	185,4	187,2
164,2	165,8	167,3	166	164,1	164,5	171,8	177,7	182,1	181,4
163	163,8	163,2	163,1	162,8	162,7	164,9	169,9	175,8	176,7
168,8	168,8	170,7	168,6	166,9	167,2	173,5	181,2	186,1	188
166	166,7	167,3	166,6	165,4	165,1	172,4	177,1	182,1	183,7
168,3	169	169,4	168,5	167,8	167,5	174,8	180,4	185,2	187,2
167,5	167,5	168,8	167,3	166,7	166,4	169,9	174,6	183,1	183,9
167,1	167,5	169,1	166,7	165,2	166	173,6	178,1	184,2	186,1
170,4	170,5	171,4	169,1	167,3	168,5	176,1	184,3	187,7	190
170,3	168,6	172,2	171	168,4	167,6	173,3	178,8	185,3	186,4
170,1	170,7	170,5	170,7	170,5	167,5	173,8	180,4	184,9	186,6
170,1	169,9	171,1	169,2	167,9	167,7	174,9	182,8	186,6	188,9
170,5	170,1	172,1	170,1	167,7	168,3	175,1	179,9	187,9	189,2
167,5	167,9	168,7	167,9	167,4	165,9	173,9	178,6	183,8	185,8
169,5	169,5	170,9	168,9	166,9	167,7	174,6	180,9	186,9	189
172,7	172,7	170,8	170,7	170,5	169,4	174,3	180,7	187,1	188,5
169,4	169,2	170	168,3	166,2	166,9	174	178,3	186,8	188,7
168,9	169,7	170,5	169,1	167	167,6	175,4	181,1	187,3	190
171,4	171,4	172,5	170,3	167,7	168,3	175,6	183,4	187,6	189,9
164,3	165,6	165	164	163,6	163,2	167,6	173,3	178,8	179,1
169,5	169,6	171,1	168,4	166,7	167,8	174,7	181,8	186,3	188,4
167,7	167,7	168,3	167,7	167,5	166,5	173,1	177,3	182,9	184,2
164,8	166,1	168,1	166,4	166,4	166,2	171,9	178,4	180,8	183,7
169	169	169,5	167,9	167,2	165,8	172,3	180,9	185	186,3
170,2	169,8	171,8	169,6	167,8	168,1	175,5	183,2	186,9	187,5
169,1	169	170	168,5	167,5	167,5	175,2	181,2	186,3	188,5
168	168,3	169,2	167,7	166,6	166,6	173,2	179,2	185,5	186,6
169,5	169	170,7	168,7	168,1	167,1	174,9	182,4	185,5	186,9
163,5	163,5	168	164,5	162,4	161,2	171,6	173,9	183,8	185,6
166,9	167	169,5	167,3	166,8	166,2	171,4	175,6	183,4	182,8
168,7	168,3	170	167,9	165	166,5	174,5	181,7	186,1	188,3

166,6	166,8	166,7	166,8	166,8	166,9	172,8	176,8	183,4	185
170,5	170,6	171,8	170,7	169,7	169,7	173,5	177,9	184,5	186,4
169	168,3	169	167,6	166	165,1	172,5	177,8	183,8	184,8

ɔn reflètent dorénavant la moyenne des prix des essenceries situées dar 1Afin d'améliorer la qualité des informations publiées, la Régie a procéd

HEBDOMADAIRE 2025

décembre						Janvier	Février	Mars	Avril
2025-11-24	2025-12-01	2025-12-08	2025-12-15	2025-12-22	2025-12-29				
185,7	182,6	181,5	176,9	174	171,5	184,4	186,3	180	171,8
187,6	185,6	184,4	180,2	176,3	174,5	184,7	186,7	181,1	174,8
187	186	183,1	179,4	174,4	172,9	183,3	185,7	179,6	173,1
189	185,5	183,5	179	175,7	171	185,8	185,8	179,4	172,1
184,6	180,2	176,7	172,9	169,7	169,9	179,6	186,4	177,5	169,2
188,5	184,3	182,4	177,7	175,3	174,6	181,3	183,6	176,8	170,5
187,4	183,3	179,4	174,6	171,5	171,3	182,2	185	176,7	169,9
186,9	185,5	182,4	177,8	174,3	171	177,6	181,7	175,1	170,2
186	184,2	181,5	177,6	174,4	173,7	178,8	181,4	175,2	170
184,1	180,6	178,1	173	169,9	169,9	184,2	186,4	178,9	170,2
184,9	181,1	177,6	174,2	171,6	170,3	185,1	186,4	178,3	171,6
185,1	183,3	180,9	178,9	177,5	173,9	184,2	184,5	178,1	173,7
187,5	182,8	178,3	173,9	170,7	170,7	185,4	186,3	178,4	170,5
185	182,4	179,3	172,8	170,8	171,1	184,5	187,1	177,9	169,6
186,1	182,7	177,5	174,3	173,1	170,5	186,4	186,7	178,7	173,8
186,6	183,3	178,9	173,7	171,2	170,6	185,4	186,5	178,9	172,1
187,9	183,3	181	176,2	173,3	170,8	185,9	186,8	179,5	172,3
184,8	181,9	178,5	175,5	173,7	171,3	181,2	183,6	177,3	170,7
182,2	182,2	179	177,6	176,3	173,6	181,5	183	177	175,7
184,5	182,2	179,3	176,2	174,6	171,6	179,6	181,4	176,6	173,6
185,8	183,9	180,9	177,5	175,5	170,7	181,8	182,2	177,6	176,9
185,3	182,9	180	176,9	174,8	172	186,2	187	178,8	172,8
184,8	183,2	182,6	180,6	179,6	171,9	177	178,6	177,8	176,5
189,5	187,7	183,5	181,5	180,9	173,7	181,4	185,3	179,6	177,4
181,9	179,9	179,5	178,7	178,7	178,7	176,1	176,9	176,6	175,3

187,7	185,6	182	178,5	176,6	170,7	184,3	187,8	179,3	174,2
187,7	184,2	180,8	177,5	175,5	171,7	181,6	184,5	179,1	176,4
185,4	181,9	179,3	173,5	170,7	170,4	186	188,4	178,5	168,5
184,8	181,9	179,3	176,5	175,2	170,2	179,1	180,9	177,8	173,6
189,2	186,9	184,3	181,7	180,9	174,2	183	185,3	180,7	177,2
186,6	182,9	179,2	173,7	171,2	170	189,3	188,7	180,4	173,7
186,4	183,9	180,5	173,6	171,6	170,3	189,7	189,3	180,3	172,9
183,3	180	177,1	173	171,3	170,2	188,2	188,3	180,4	172,8
187,2	183,8	179,8	175,4	173,6	170	188,7	188,5	180,8	176,6
184,7	180,9	178	173,3	171	169	188,7	188,8	180,1	173,3
187,1	183,5	180,2	175,6	173,5	171,4	188,9	188,3	180,3	172,7
185,8	182,3	179,4	173,2	170,2	169,6	188,5	187,4	179,6	168,1
184,5	182,3	179,8	176,6	174,9	171,7	180,4	183,1	175,8	170,7
187,4	185,9	184,9	180,9	178,5	175,9	183,3	186,8	180,6	172,3
180	178,8	176,8	172,7	167,9	163,9	176,1	184,7	173,4	167,6
186	184,8	183,4	181,3	178,7	173,9	185	188,2	182,3	176
186,2	186	185,4	185	184	179,4	186,4	190	185,7	182,8
185,9	186,9	183,5	175,9	169,9	169,9	184,6	185,9	185,9	180,2
185,7	184,3	182,5	179,9	176,7	176,5	186,1	190	183	176,1
189,4	186,5	183,8	177,9	175,3	175,2	183,9	188,9	181,1	174,5
185,8	183,7	180,7	176,1	174,1	173,6	184,7	186,6	179,1	173,6
226,5	220,4	218,3	216,7	213,8	210,6	219,3	222,4	214,2	209,2
184,7	182,1	180,7	176,7	174,7	172,9	183,2	187,7	181,3	175
199	194,7	191,4	186,4	184,2	181,4	195,6	195,4	187,2	180,1
186,6	183,9	181,7	178,8	176,7	176,6	185,8	187,9	179,9	171,3
189,6	185,6	182,9	178,6	174,6	172,9	186,7	188	183,9	174,8
188,9	183,3	179,6	175,2	170,9	170,9	186,4	187	180,7	173,3
187,2	186	184,5	182,7	179,6	174,9	186,3	185,8	182,6	177,1
189,6	187,9	184,3	179,9	175,6	173,9	184,8	184,7	180,9	175,3
184,8	183,1	181,1	177,6	176,2	171,4	182,8	183,9	178	174,8
178,6	177,6	178,1	177,3	176,2	173,9	177,8	182,2	178,4	173,2
189,4	185,7	179,4	174,9	173,4	171,9	184,3	185,5	181,6	179,7
184,9	182,6	179,4	176	174,6	170,3	181,8	184,9	176,9	171
184,9	181,2	177,7	174,6	172,9	171,5	184,8	184,5	179,8	177,2

183,9	182,3	179,1	175	173,9	170,1	184,7	182,6	182,7	178,7
185,8	182,3	178,8	173,6	171,4	170,4	189,1	189	179,2	169,1
185,4	181,7	177,9	173,3	171,5	169,1	187,6	188	178,7	169,9
184,4	180,6	177,3	172,6	169,7	169,7	187,2	188,1	179,5	171,9
180,6	178,9	176,5	173,1	171,7	170,2	180	183,1	175,9	171,8
179	177,8	176,7	174,3	172	170	180,7	182,8	176,5	171,3
184,4	181,2	177,8	173,1	170,8	169,8	186,6	187,6	178,3	169,7
184,2	181,3	177,8	174,3	173,4	169,8	180,6	182,5	175,3	171,4
186,6	183,5	179,5	175,3	173,7	169,4	187,9	188	180,2	173,9
185,1	182,8	180	177,3	175,5	172,3	178,5	181,3	176,1	173,3
184,4	182,3	178	172,9	171,2	167,7	184,5	185,1	177,2	172,2
187,6	184,8	181,9	176,1	173,9	173,3	186,1	186,7	178,2	170,8
186,9	184,7	182,4	179,6	177,7	170,5	181,7	185,4	178,9	174
187,1	183,6	180,2	175,8	173,4	170,4	183,3	184,7	176,4	171,7
186,6	183	179,4	174,3	171,8	169,8	187,2	186,4	179,3	173
187,8	185,7	183,6	179,4	177,2	174,2	183,7	186,9	179,7	174,1
185	182,1	178,4	176	174,2	170,6	180	182,3	176,6	170,7
184,9	182,4	179	174,9	173,2	169,2	186,5	186,8	177,9	171,1
186,9	184,2	182,2	178,4	176,7	170,1	187,9	188,3	181,4	174,4
186,1	184,3	179,2	174,1	173,3	168,9	189,4	189,1	181,2	175,3
185,8	183	179,3	174	172	169,3	189,4	189,1	179,7	172,7
186,2	183,5	181,1	176,6	174,9	170,4	189,4	188,9	181,4	172,3
178,8	178,1	175,8	172,9	171,2	168,9	183,4	184,1	175,7	168,3
184,2	182,2	179	173,6	170,7	168,2	188,8	189	179,8	171,8
185,4	183,1	178,5	176,1	173,9	168,9	177,2	180	178	173
185,7	181,6	180,2	177,6	175,2	168,9	180,6	184,2	177,2	172,3
184,4	180,9	178,1	172,8	169,9	170,2	186,2	187,5	177,9	168,4
184,9	182,1	179,3	173,3	170,8	169,6	184,6	187,1	178,8	170,8
187,3	184,6	179,4	175,5	173,8	169,2	182,9	183,7	176,7	171,9
185,2	181,5	178,7	175,2	173,6	170,9	186,4	187,5	179,1	172,1
186	181,7	178,4	173,3	170,4	170,4	185,2	187,4	178,2	169,5
183,7	179,6	174,7	171,4	168,3	163,7	182,7	182,9	174,2	169,1
186,2	184,3	182,5	179,7	178,7	171,1	179,2	183	176,8	172,2
184,4	181,9	178,7	174,1	171,9	167,1	186,3	186,9	177,5	168,9

186,8	185,2	180,9	179,3	177,9	172	182,9	182,5	176,4	174,8
185,4	183,9	182,1	180,3	179,5	174,7	180,6	183,7	180,2	179,4
185,6	183,2	180,5	177,9	176,5	169,1	180,6	183,4	177,4	173,6

dé à certains changements. Les prix moyens par sous-région reflètent dorénavant la moyenne des pri 1Afin d'améliorer la qualité des informatio

MENSUEL

Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Moyenne 2025
166,5	165,7	169,1	168,4	167,8	167,4	184,2	178,7	174
170,9	165,9	168,5	168,4	168,6	169,3	184,4	181,7	175,2
169,8	166,9	169,4	170,9	170,7	169,6	184,5	180,9	175,1
167,9	165,9	170,3	167,2	168,6	169,7	185,4	180,7	174,7
161	161,9	167,1	165,1	165,5	167,7	183,1	175,1	171,4
165,8	167,6	171,9	169,3	168,3	169,7	185,3	180,1	174
164,1	165,8	171,2	168	168,1	169,6	184,6	177,5	173,3
164,4	162,8	167,3	168,4	166,7	167,7	182,4	179,9	171,8
163,4	164,2	167,1	165,5	164,8	168,3	183,8	179,6	171,7
164	164	168,9	168	167,9	168,4	183,9	175,7	173,1
167	166	169,3	166,9	167	168,1	183,8	176,2	173,6
168,2	167,2	169,3	169,1	167,4	168,1	182,6	179,9	174,2
164,8	165,1	169,4	167,7	168,5	169,4	186	176,7	173,8
164,3	164,8	169,9	167,9	168,2	168,7	183,9	176,6	173,4
169,6	166,4	168,4	167,7	166,6	166,9	183,1	176,8	174
167,2	166,2	169,2	168,2	168	169	184,5	177	174,1
166,6	167,4	171,1	169,3	169,5	170,1	185,3	178,5	175
165,1	164	167,8	166,6	165,6	165,8	182,2	177,3	172,1
170,7	165,8	166,2	166,9	166,5	166,6	180,5	178,6	173,1
167,9	166,2	168,5	169,2	168,5	168,5	181,8	177,9	173,1
173,7	169,3	171,1	168,3	169,1	169,6	184,5	179,2	175
169,1	168,6	170,5	169	169,1	168,9	182,9	178,5	174,9
175,8	169,1	167,7	169,6	168,2	169	182,4	180,8	174,3
172,8	169,1	170	169,3	169,2	169,8	184,2	182,8	175,7
173,7	169,2	169,9	171,7	170,9	171,1	181,1	179,2	174,3

170,2	168,5	172,3	171,1	168,7	169,3	183,9	180,3	175,6
172,1	169,4	171,2	169,3	169,8	170,3	184,9	179,3	175,5
162,9	165,9	172,5	168,5	169,6	169,6	185,6	176,6	174,1
169,7	165,2	167,2	168,2	168,3	169	182,3	177,8	173,1
172,2	169,2	171,5	170,4	168,8	169,2	184,6	182,8	176,1
170,1	168,2	173,7	169,9	170,6	170,4	186,5	176,9	176,2
170	168,6	172,5	169,8	169,8	170,4	186,3	177,6	176,1
169,3	167,2	171	169	170,4	170,7	183,8	175,4	175,3
173	168,9	171,6	170,4	170,4	170,9	185,3	178	176,6
170,5	167,9	172,2	167,5	167,8	168,1	185,2	175,8	175,1
169,2	168,4	172,4	169,5	170,1	170,4	186,3	178,2	175,9
163,3	165,9	172	169,1	170,7	170,8	186,9	176,5	174,6
165,7	165,9	169,3	166,6	166,9	168,1	182,4	178,2	172,6
169,3	168	172,5	170,8	170,1	169,9	184,8	182,5	175,8
165,9	165,5	167,7	167	165,1	162,4	176,1	174	170,2
174,1	171,1	172,3	171,3	170,8	169,3	184,3	181,7	177
178,8	172,4	171,3	171,6	170,2	170,4	182	184,7	178,7
168,9	168,9	169,7	168,9	168,9		185,9	179,1	176,2
171,1	168,7	171,9	169,2	168,6	169,6	184	181,1	176,4
169,6	169,1	172,5	169,8	169,9	171,4	185,7	181,2	176,3
168,8	168,4	172,4	170,2	169,7	169,8	184,3	178,8	175,4
202	200,7	207,2	204,4	206,7	206,7	219	217,1	210,6
170,2	168,1	171,3	169,2	168,6	170	183,8	178,5	175,4
177,5	177,2	183,5	179,9	180,6	180,5	198,6	189,1	185,2
164,9	165,5	169,5	168,4	168,5	169,4	183,4	180,5	174,4
170	166,9	168,8	170,9	170,2	171,1	186,5	180,6	176,3
168,6	166,1	169,5	168,1	168,5	169,4	186,4	177,6	174,9
172,8	170,8	173,9	172	171,8	171,2	184,1	182,9	177,4
169,4	166,1	169,9	169,8	169,1	169,6	185,2	182,1	175,4
170,7	166,2	167,9	167,9	167,3	168	182,1	179,1	173,8
170,1	166,7	167,3	167,3	166,5	165,1	177,2	177,1	172,3
176	171	172,5	171,2	169,1	169,5	185	178,5	176,7
164,9	165	168,8	166,9	166,7	167,9	183,1	177,9	172,8
174,1	167,8	168,2	167	167,3	167,9	183	176,7	174,6

176	167,5	166,5	167,9	168,1	168,2	182,1	177,4	175
164,8	166,5	172,3	168,6	169,6	170	186,5	176,7	174,8
166,2	166,5	172,1	169	169,3	169,6	185,6	176,1	174,6
167,1	165,1	170,6	166,7	168,3	168,4	184,6	175,3	174,1
167,2	165,9	170,9	167,4	165,5	166,7	180,5	175,1	172,3
165,8	164,4	165,3	164,9	163,4	163,4	175,5	175,2	170,6
164,6	165,9	171,5	167,9	169	169,2	184,9	175,9	174
166,7	165,5	167,9	167	166,3	167,5	181,8	176,5	172,2
169,9	167,6	170,3	168,3	168,5	169,7	185	177,8	175,3
169,1	167,2	169,8	168,2	167,3	167,6	181,7	178,7	173,1
169,2	166,8	171,6	167,7	167,5	168	183,2	176	173,8
166	168	173,8	169,4	170,7	170,4	187,4	179,4	175,3
170,7	168,2	172,6	170,4	170	170,2	184,3	180,5	175,4
166,8	166,2	170,8	169,5	170	170,6	184,7	178,2	174,2
169,5	168,1	172,3	169,2	169,9	170	186,2	177,2	175,4
171,4	169,8	175,6	170,7	170,6	170,4	186,2	181,4	176,5
166,4	166,6	169,1	168,3	167,5	168,8	183,3	177,5	172,9
167,4	167,2	172,4	168,6	169,4	169,7	185,4	177,2	174,7
170,8	167,3	171,6	170	171,2	171,3	185,8	179,8	176,4
173	169,1	172,9	170,7	169,5	169	185	177,5	176,4
169,7	168	171,9	169,2	169,2	169,9	186,1	177,1	175,6
168,8	168	174,1	169,7	171,2	170,6	186,8	178,8	176,4
162,2	160,6	166,5	163,6	164,7	164,6	177,5	174,4	170,3
167,8	166,9	172,4	168,5	169,5	169,5	185,2	176,4	175,1
170,8	167,2	167,9	167,7	167,7	168,7	182,4	177,6	173
166,6	161,2	167,1	166,2	166	167,8	182,1	178,2	172,2
162,3	164,7	170,6	167,5	168,9	168,3	184,1	175,7	173,3
165,3	166,9	172,5	169,5	170,2	170,4	185,6	176,6	174,6
169,6	168,4	172,2	169,1	169,2	169,8	185,8	178,1	174,5
168	166,7	169,9	168,2	168,2	168,6	184,1	177,2	174,4
164,3	165,8	171,2	168,2	169,4	169,8	185,1	176,2	174
164	162,7	168,2	164,1	164,7	165	181,7	173,3	170,7
167,5	166,3	169,5	167,7	167,8	168	182	180,6	173,2
164,2	165,4	171,3	167,1	168,4	168,7	185,1	176,4	173,6

171,5	167,1	168,3	169,2	166,6	168,4	183	180,4	174
176,8	170,6	172	171	170,7	171	183,5	181	176,5
169,4	166,1	169,2	168,7	169	167,9	183	178,9	173,7

ns publiées, la Régie a procédé à certains changements. Les prix moyens par sous-région reflètent dorénavant la moyenne des prix des essencer

ies situées dans chacune des sous-régions. Auparavant, les prix moyens étaient le résultat d'une moyenne des prix par secteur. De façon généra

ıle, l’impact sur les résultats est inférieur à 1 cent/litre

PRIX MOY
Par municipalité ou municipalité régio

2024

- Prix moyen affiché - quotidien

janvier	pages 2-4
février	pages 2-4
mars	pages 2-7
avril	pages 5-7
mai	pages 5-7
juin	pages 5-10
juillet	pages 8-10
août	pages 8-13
septembre	pages 11-13
octobre	pages 11-13
novembre	pages 11-18
décembre	pages 16-18

- Prix moyen affiché - mensuel

janvier à décembre	pages 17-19
Moyenne cumulative	pages 17-19

Pour plus d'information (définitions, sources et méthodes), consultez le guide méthodologique de la Régie de l'énergie :
Guide méthodologique pour l'établissement des différents relevés sur les produits pétroliers - Partie 1 : Procédures et définitions

Guide méthodologique pour l'établissement des différents relevés sur les produits pétroliers - Partie 2 : Informations par municipalité

Carburant diesel

/EN AFFICHÉ

nale de comté du Québec

(¢/litre)

Régions		Sous-régions1	janvier 2024-01-01	2024-01-08	2024-01-15	2024-01-22	février 2024-01-29	2024-02-05
	1	MRC Kamoura	189,2	186,8	185,4	184,8	188,9	189,1
		MRC La Mata	189,2	188,9	188,1	185,2	188,7	189,9
		MRC Les Basq	187,9	187,4	186	183,9	188,2	188,3
		MRC Rimousk	189,9	189,9	189	185,9	188,7	189,8
	2	MRC Lac-Saint	185,7	186,2	185,8	184,3	186	187,1
		MRC Le Doma	189,3	189,3	188,7	186,3	188,3	188,3
		MRC Le Fjord-	186,7	186,6	185,8	184,7	187,1	187
		Saguenay (Chi	187,6	186,5	186,4	185,4	185,9	186,2
		Saguenay (Jon	188,4	188,7	187,9	184,8	187,8	188,9
	3	MRC Charlevo	188,2	188,7	187,4	184,2	187,7	188,2
		MRC La Côte-(	188,5	188,7	187,7	184,5	188,4	188,8
		MRC Portneuf	184,3	184,8	185,5	183,7	186	186,5
		Québec (Beau	189,7	189,7	188,6	184,6	188,6	188,2
		Québec (Char	187,6	188,4	187,1	183,9	188,1	188,7
		Québec (La Ha	188,5	188,5	186,9	186,1	187,9	188,4
		Québec (Les R	188,7	188,8	187,5	184,9	187,4	187,7
		Québec (Ste-F	189	189,3	188,4	185,8	189	189,5
	4	Agglomératio	186,7	187,7	186,8	183,9	187,3	185,8
		MRC Les Cher	185,8	186,2	186,2	185,1	185,9	188
		MRC Maskino	193,4	192,7	190,9	186,5	189,1	189,4
		Shawinigan	188,5	188,5	187,3	184,5	186,3	187,1
		Trois-Rivières	186,7	186,8	185,4	184	186,9	187,4
	5	MRC Coaticoo	184,6	184,9	184,5	182,8	185,8	186,9
		MRC Les Sour	192,9	191,3	190,9	189,1	191,3	190,1
		MRC Memphr	184,6	183,2	183,1	182,6	184,4	185,2

	Sherbrooke (E	189,9	189,9	188,7	184,9	186,8	187,6
	MRC de La Ha	186,3	187,1	186,4	183,6	187,7	188,1
	MRC de Brom	186,8	187,4	186,5	184,5	189,2	188,6
	Estrie (00-20 k	186,9	186,9	186,4	183,6	187,8	189,2
	Sherbrooke (R	189,1	189,4	189,2	187,1	191,1	190,2
6	Agglomératio	185,9	186,7	185,7	185,7	190,6	188,7
	Agglomératio	184,9	185	184,2	184,9	189,2	187,2
	Agglomératio	186,9	186,7	185,1	185,1	189,9	188,1
	Agglomératio	186,9	186,8	185,7	185,1	189	188,2
	Agglomératio	183,7	183,4	182,9	184,1	189,2	187,2
	Agglomératio	185,4	186,1	184,6	184,5	189,7	188,4
7	Gatineau (00-	182,3	183	182,2	180,6	186,5	185,6
	Gatineau (15-	185,9	186,4	185,8	183,8	187,6	187,9
	MRC Collines-	186,1	185,9	185,5	185,2	188,3	188,6
	MRC La Vallée	181,9	181,9	181,9	179,6	182,8	183,8
8	MRC Abitibi &	186	186,6	185,7	185,4	186,7	186,4
	MRC La Vallée	187,3	187,3	187,2	186,3	186,1	186,1
	MRC Témiscar	189,9	189,9	189,9	186,9	184,9	184,9
	Rouyn-Noranc	189,5	188,2	187,5	187,5	188,1	188,3
9	MRC La Haute	191,9	191,9	190,3	187,2	188,3	188,6
	MRC Minganie	192,2	193,5	191	189,4	189,6	187,9
10	Baie-James	214,9	216,2	214,3	214	215,8	218,8
	Chibougamau	188,2	188,7	188,5	187,8	188,9	188,8
11	Les Îles-de-la-	188,9	191,1	190,1	190,4	194,1	192,3
	MRC Avignon	187,8	188,4	187,5	184,5	188	189
	MRC La Côte-d	189,9	189,9	188,7	185,7	189,1	189,9
	MRC Le Roche	189,9	189,9	188,6	184,9	188,6	189,9
12	Lévis (Desjard	189,9	189,9	189,2	187,2	189,1	189,6
	Lévis (Les Chu	189,9	189,8	188,9	186,2	188,9	189,6
	MRC Bellecha	186,3	186	186,4	183,3	186,3	186,5
	MRC La Nouve	188,6	188,6	188,6	188,4	187,6	189,3
	MRC Les Appa	186,2	189,6	189,4	186	190,6	190,6
	MRC Les Etche	186,3	186,7	186,3	183,7	187,7	188,5
	MRC Lotbinièr	185,4	185,4	184,9	183,9	187,6	188,4

	MRC Beauce-S	178,9	178,7	177,9	176,7	182,3	184,9
13	Laval (Secteur	184,9	185,9	184,8	185,3	190,5	188,9
	Laval (secteur	185,6	186,2	185,3	184,2	188,9	188,6
	Laval (secteur	184,6	185,4	184,7	184	188,8	187,6
14	MRC D'Autray	183	183,9	183,7	182,7	185,6	185,2
	MRC Joliette	185,3	185,9	185,3	183,5	186,7	186,3
	MRC L'Assomp	184,7	185,5	184,7	184,2	188,6	187,3
	MRC L'Assomp	181,9	183,2	183,3	181,9	184,7	185,6
	MRC Les Mou	185,8	186,2	185,2	184,6	188,3	187,1
	MRC Matawin	183,9	182,1	182	181,7	187,2	187,1
15	Mirabel	182,3	182,6	182,1	183,3	189,8	186,4
	MRC Antoine-	187,2	187,3	186,5	186,8	190,7	188,9
	MRC Antoine-	187	187,5	187,5	186,5	186,2	187
	MRC Argenteu	189,6	189,6	188,6	184,6	187	187,2
	MRC Deux-Mo	192,9	193,1	192,4	193,9	199,1	195,9
	MRC La Rivièr	187,1	187,2	186,9	184,9	187,3	185,8
	MRC La Rivièr	187,9	188,6	187	184,2	188,5	188,9
	MRC Thérèse-	184	184,5	183,1	184,1	188,8	187,4
16	Agglomération	185,2	185,2	184,4	183,4	188,1	188,7
	Agglomération	183,6	183,9	183,4	185,3	190,3	186
	Agglomération	184,6	184,8	184	185,2	190,7	187,3
	Agglomération	185,5	185,7	184,6	184,9	189,2	187
	Montérégie (C	190,1	190	188,7	187,3	189,7	188,4
	MRC Beauhar	183,5	183,9	182,9	184,5	191	187,8
	MRC Beauhar	184,7	183,9	183,9	182,3	185,9	185,9
	MRC La Vallée	188,4	189,4	189,3	187,4	186,1	186,7
	MRC Le Haut-	194,6	191,9	191	189,2	192,2	192,2
	MRC Les Masl	192,4	193,3	191,7	190,9	194,8	193,1
	MRC Marguer	183,8	184,7	183,9	184,1	188,9	187,4
	MRC Vaudreu	186,2	186,6	186	185,1	188,4	187,7
	MRC Vaudreu	186,9	187,4	186,3	184,4	189,4	189,4
	MRC du Haut-	178,8	180,3	178	178,6	185,5	184,1
	MRC d'Acton	187,1	188	187,7	187	189,2	189,4
	MRC La Vallée	185,4	185,6	184,7	186,5	190,5	187,7

17	MRC Arthabas	185,7	185,7	185,6	184	185,8	187,7
	MRC Bécanco	185,9	185,5	185,5	185,5	187,1	188,3
	MRC Drummc	186,9	187,7	187	185,1	187,6	187,9

1Afin d’améliorer la qualité des informations publiées, la Régie a procéd

HEBDOMADAIRE

			mars				avril		
2024-02-12	2024-02-19	2024-02-26	2024-03-04	2024-03-11	2024-03-18	2024-03-25	2024-04-01	2024-04-08	2024-04-15
191,4	194,4	190,1	189,5	189,2	187,8	187,4	186,9	186,9	186,9
191,5	194	190,1	190,3	190,3	189,4	189,4	189,4	189,4	189,4
189,8	193,4	188,9	188,6	187,6	186,8	187,8	185,8	186,6	186,6
191,4	193,8	189,9	189,9	189,9	189,9	189,9	189,9	189,9	189,9
189,5	192,5	190,6	190	187,9	187,1	187,9	182,9	185,2	185,2
191,2	193,4	191,6	190,8	189,7	188,9	188,9	188,2	188,9	188,9
189,8	191,8	190,1	190	188,3	187	187	185	186,1	186,8
188,9	191,2	189,9	189,6	188,7	188	188	187,1	187,5	187,6
190,3	193,3	189,6	189,4	189	189,1	189,5	188,5	188,1	188
189,4	191,2	189,4	187	186,1	186,2	188,1	187	187,4	187,4
190,2	193	189,7	189,4	188,9	189	189,5	187,9	188,2	188,2
187,9	189,6	187,3	186,3	183,1	183,1	185,2	181,5	182,8	182,8
189,7	192,8	188,6	188,2	187,9	187,6	187,5	187,6	187,6	187,6
189,9	193,7	189,7	188,7	187,3	187,5	188,7	186,5	187,4	187,4
189,3	190,9	188,2	188,8	188,2	188,3	188,7	186,7	187,4	187,4
189,8	193	188,5	188,5	188	188	188,5	188,2	187,8	187,8
191	194,2	189,5	189,1	188,9	189	189,5	188,6	188,9	188,9
189,5	189,5	187,2	186,8	185,6	185,9	187,8	185,2	185,8	185,7
188,8	189,8	189,3	188	187,2	186,5	187,3	186,4	186,8	186,8
189	189,8	189,5	188	188	188	187,7	187,3	187,5	186,9
189,1	191,7	189,6	189,3	188,6	188,1	188,1	188	187,7	187,5
188,3	191,2	189,1	187,8	187,1	187,2	188,2	186,2	186,9	186,9
188,4	188,5	186,9	187,1	185,6	183,5	185,2	180,8	181,9	181,9
189,5	190,7	189,9	189,9	189,5	189,5	189,5	188,5	188,5	188,5
187,2	185,5	188,4	186,9	186,2	184,9	185,2	184,9	184,9	184,9

189,4	190,1	189,4	189,3	188,1	187,4	186,6	185,4	187,1	186,7
190,3	192	188,7	188,8	188,3	188,5	188,7	187,5	187,9	187,9
191,1	192,3	188,3	187,8	186,7	187,7	187,6	186,1	187,3	186,8
190	190,6	189,2	188,2	188,2	187,6	187,5	185,8	186,2	186,2
188,3	188,6	187,8	186,7	185,1	184,6	185,2	181,5	184,4	184,1
193,5	191,2	187,6	187,7	186,9	188,5	186,8	186,8	188,1	187,1
192,4	189,9	187,1	187,3	186,5	188,2	186,3	185,2	186,5	185,5
192,7	190,7	187,7	187,8	186,8	188,7	186,9	187	188,3	187,1
192	191,6	187,9	187,9	187	188,2	186,8	186,5	187,7	187
192,1	189	185,4	185,9	183,7	186,4	184,4	182,8	185,7	184,4
193	191,5	187,9	187,6	186,8	188,3	186,6	186,9	187,9	187
188,9	185,5	181,8	180	178,9	181,5	180	180,3	181,4	181,3
189,1	189,7	188,6	186	184,5	184,2	183,9	182,8	183,9	183,7
189,6	189,3	188,7	187,4	186,6	186,2	185,5	185	184,8	184,9
183,8	184,1	184,1	182	180,6	180,6	181,6	181,9	182,1	181,9
188,9	190,6	190,1	188,8	186,7	186,7	188	186,3	184,5	184,7
189,6	191,5	190,5	190,4	189,7	189	191,6	192,3	192,5	191,8
189,4	192,4	192,4	184,9	184,9	184,9	184,9	184,9	184,9	184,9
190,7	192,4	191,9	190,1	190	192,4	193,9	192,6	192,4	192,4
190,7	193,6	191,3	190,4	190,5	189,7	189,7	189,1	189,7	189,7
189,5	194,8	191,9	191,5	191,3	190,9	191,2	189,6	188,1	188,7
219,5	219,8	216,8	215,6	215,5	213,4	213,4	210,4	213,1	213,7
190,8	191,7	190,7	189,2	187,2	186,6	188,4	186,3	187,7	187,7
197,7	196	192,4	191,3	190,8	192,5	190,1	190,3	191,3	190,8
190,4	192,7	188,6	188,3	187,3	187,6	188,7	187	187,3	187
191,8	195,1	190	189,8	189,3	189,4	190,1	190	189,9	189,9
191,8	195,5	189,9	189,9	189,9	189,9	189,9	189,9	189,9	189,9
190,4	192,5	190	191,1	191,1	189,9	189,9	189,9	189,9	189,9
190,6	193,4	189,5	189,6	189,6	188,9	189,6	189,6	189,5	189,5
188,4	190	188,6	187,7	186,6	186,7	187,4	186,1	186,6	186,6
189,2	189,3	189,2	188,5	188,6	188,6	188,6	188,6	187,2	188,6
191,5	191,9	188,5	188,3	187,7	188,1	190	188,5	189,2	189,2
189,2	191,6	188,4	187,3	185,5	185,5	186,5	184,7	185,7	185,7
190	191,3	188,3	187,6	185,7	185,4	186,9	186,1	184,9	184,9

188,9	189,9	188,1	185,6	185,1	185,2	185,6	185,4	185,3	184,9
193,7	190,8	186,9	186,6	185,6	187,2	185,8	185,1	186,8	186,1
191,1	190,9	187,7	187,8	186,7	187,6	187,3	186,1	184,3	186,2
190,6	189,5	187,2	186,4	184,9	186,6	185,8	183,2	185,2	184,8
188,3	189	186,7	185,9	183,3	184,2	184,3	181,4	181,6	181,1
187,4	189,9	186,9	186,2	184,8	184,9	187,1	182,7	183,6	183,9
191,9	189,9	187,5	187,3	185	185,5	186,3	183,2	185,2	184,5
188,7	190,2	186,7	185,5	182,6	181,1	181,3	178,8	180,8	179,1
190,8	190,3	185,1	184,1	183	184,4	184,8	184,6	185,5	186,5
188,1	189,3	187,1	186,2	184,9	185,5	186,2	183,4	184,4	183,6
191	186,7	183,8	184,7	183,5	185,5	183,6	181,2	183,3	182
193,4	190,5	187,7	187,9	187,4	188,6	186,4	186,4	187,7	186,6
187,7	186,9	187,7	185,2	183,3	183,1	182,9	181,6	180,9	182,1
190,2	191,1	189,6	188,7	188,2	188,2	188,2	188,2	188,1	187,9
201,4	196,9	192	192,9	192,1	193,7	191,9	192	193,3	192,3
190,2	189,5	185,9	186	185,7	186,5	185,6	185,7	186,2	185,6
190,5	193	188,6	188,7	188,1	186,3	187,3	185,5	186,2	186,2
191,6	189,1	186,6	186,6	185,1	186,6	186	185	186,7	185,6
191,3	190,7	187,8	186,8	186,8	187,7	187,4	187,4	187,5	186,7
193,1	189,4	185,6	186,1	185,1	186,6	186,7	187,5	188,2	186,9
193,9	190,2	186,4	186,8	185,7	187,5	185,6	185,2	187	185,9
192,3	190,7	187,2	187,4	186,8	188,3	186,5	186,7	188	187
189,3	192,9	192,5	193,7	190,9	191,3	191,8	188	188,2	187,7
193,9	188,8	185,7	186,1	183,9	186,6	184,2	182,9	185,9	184,3
188,3	189,9	187,5	187	186,2	186,4	187,2	185,6	186,2	186,2
187,7	189,4	189	187,5	185,6	184,9	185,6	183,3	183,5	183,2
193,2	194,9	192,2	192	190,9	191,2	192,2	190,2	190,9	191,3
195,6	195,1	192,2	191,9	186	187,2	186,6	185,9	187,2	186,9
192,7	190,3	186,5	186,4	184,7	186,4	184,8	184,1	185,9	185,3
190,2	190,3	187,1	186,9	185,7	186,7	187	185,2	186,2	185,8
191,6	193,6	190,2	189,4	188,4	187,2	187,7	185,8	186,9	186,9
191,4	185,9	183,1	180,5	178,9	183,3	178,8	182,3	182	178,6
188,8	189,9	188,1	186,8	185,8	186	187,6	183,9	185,2	185,4
193,6	189,6	186,1	186,1	185	186,9	184,2	183,1	185,7	184,2

187,3	187,7	187,4	184,8	187,6	186,5	186,5	186,5	186,3	186,5
189,5	190,8	189,3	188,2	187,1	186,9	187,1	186,5	186,5	186,3
188,7	191,3	189,9	189	188,6	188,3	189,1	187,1	187,6	187,8

dé à certains changements. Les prix moyens par sous-région reflètent dorénavant la moyenne des prix des essence1Afin d'améliorer la qualité d

HEBDOMADAIRE

mai						juin			
2024-04-22	2024-04-29	2024-05-06	2024-05-13	2024-05-20	2024-05-27	2024-06-03	2024-06-10	2024-06-17	2024-06-24
184,8	181,6	179,3	177,6	177,3	176,6	175,6	175	174,8	173,8
186,4	185,7	181,1	180	179,9	179,2	177,7	176,8	176,8	176,8
183	180,7	178,3	177,2	177,2	177,3	175,2	174,6	174,6	174,6
187,4	185,3	181,4	179,9	179,9	179,2	177	176,9	176,9	176,9
181,1	178,9	177,6	176,6	177,3	178,2	175,6	174,2	174,7	175,9
186,9	183,5	180,2	179,1	179,9	179,1	177,1	177,1	177,4	177,5
185	182,2	179,7	178,7	179,4	178,6	176,9	176,4	176,8	176,9
185,4	183,1	180,1	179,3	179,4	179,6	178,2	175,1	175,3	175
184,6	183,4	180,1	179,7	179,7	178,9	177,2	176,3	176,4	176,6
183,2	179,5	178,1	177,9	177,5	175,4	175	174,7	174,8	175,2
185,5	183,3	179,5	179	179	177,6	176,3	176	176,2	176,7
179,8	179	177,3	176,1	175,5	174,9	174,5	173,4	173,7	173,8
184,9	184,2	180,2	178,6	178,6	178	176,8	175,9	175,9	175,9
183,8	182,3	178,8	178,3	178,3	178	175,8	175	175,2	175,8
185	182,1	180,5	178,1	178,1	177,6	175,7	175,2	175,1	176,3
184,7	183	180,1	178,7	178,3	177	176,7	176	176	177,5
185,7	183,3	179,8	179	178,5	178	176,3	176,3	176,5	177
182,7	181,4	178,8	177,7	177,5	176,6	175,1	174,7	175	175,2
185,1	183,5	179,9	178,9	178,7	177,4	176,4	176,5	176,1	175,8
184,5	183,3	180,5	179,6	178,5	176,6	176,5	176	175,6	175,6
186,1	183,5	179,5	178,6	178,3	177,3	176,1	176,2	176	175,9
184,7	182,5	180,5	180	179,4	179,2	176,7	176	176,2	176,6
180,2	177,9	177,4	176	175,9	174,1	173,1	172,2	172,2	173,2
187,7	185,9	181,9	180,3	179,9	178,9	176,9	176,1	176,1	176,1
184,9	184,9	184,2	184,1	183,6	182,6	181,8	175,9	174,9	174,9

185,6	184,1	180,7	179,9	179,9	175,2	173,8	173,6	175	176,5
185,3	182,6	179,8	179,3	179,3	177,6	176,9	176,5	174,9	174,6
182,8	181,9	178,9	178,3	178,7	178,3	175	176,2	176,5	177,2
184	181,7	178,8	178,4	177,4	176,6	175,9	174,6	174,4	175
182,2	180,2	178,8	177	176,4	174,7	173,8	172,5	174,5	175,7
183,8	182,5	179,1	178,7	179,5	177,5	174,8	176,8	178,4	179
182,7	182,1	180,4	178,2	179,2	177,7	174,9	177	179,1	179,8
183,2	182,6	179,7	178,5	179,4	177,7	175,2	177,3	179,3	179,7
184,6	182,8	179,5	178,4	178,8	177,3	175,4	176,3	177,4	177,4
180,9	179,9	178,2	177	178,7	177,2	173,8	175,5	178,2	179
184,1	182,5	178,9	178,5	179,2	177,5	175,2	176,8	178,6	178,6
177,4	174,7	173	173,1	174,3	173,1	171,3	172,4	174,9	175,2
181,3	179	178,8	177,4	176,1	175,5	174,8	173,9	174,3	174,9
183,5	181	178	177,6	177,4	175,7	175,6	174,6	174,5	174,5
179,2	177,9	177,9	179,7	179	177,1	176,7	175,8	174,7	173,7
184,1	183,6	183,2	180,9	180,7	181	180,3	176	174,1	176
190,4	186,2	185,8	184,5	184,2	183,8	183,5	178,1	178	178
184,9	184,9	182,9	179,9	179,9	179,9	179,9	174,9	174,9	174,9
192,1	187	189,2	189	188,8	190,8	189,2	181,6	176,2	176,8
187,5	184,7	181,5	179,7	180,6	180,9	178,9	177,8	177,7	177,7
187,1	185,4	183,3	183,1	183	183	179,7	178,6	178,7	179
213,4	211,5	209,7	210,2	209,1	205,8	206	202,7	204,1	207,1
184,7	183,7	180,5	179,7	180	181,4	178,6	178,2	178,3	178,8
188,3	188	186,2	183,7	184,2	182,5	180,2	179,8	183,6	185,9
183,7	182,7	179,8	178,5	178,2	177	175,7	174,7	175,3	176,3
186,6	184,9	180,7	180,7	180,7	177,9	177,4	177,3	176,9	176,9
185,9	184,9	179,9	179,9	179,9	177,5	176,9	176,9	176,9	176,9
187,9	184,9	182,2	179,9	179,2	178,8	177,9	177,3	177,2	177
186,8	184,9	181,5	179,9	179,6	177,7	174,9	174,9	174,9	174,9
184,1	181,2	179,3	178	177,5	176,8	175,9	174,6	174,4	175,1
186,8	182,6	180,7	176,2	177,2	176	173,5	173,7	174,1	174,2
186,2	183,3	182,1	179	177,7	175,7	174,9	174,3	176,1	178,5
182	180,3	177,9	176,7	175,6	175,4	175,1	173,8	173,5	174,1
183,1	179,3	178,1	177,1	175,9	175,8	174,6	173,3	173,6	175

183,1	178,1	175,9	175,3	175	174,7	174,2	174,1	174,1	172,8
183	182,1	179,1	178,4	179,7	177,6	174,6	177,7	180	180,9
183,7	182,5	180,2	177,8	178,2	177,2	175,4	176,3	177,3	178
180,4	179,8	178	177,4	177,9	176,9	173,8	174,9	176,5	177,5
178,6	178,3	177	175,9	174,5	174,4	173	172,3	172,5	174,7
181,2	179,9	178,1	177,2	177,2	176,2	174,7	172,9	173,1	173,9
181,4	180,6	178,5	177,1	177,9	176,7	173,9	175	177	178,3
177,1	176,4	174,6	173,3	172,8	173,5	172	172,1	173,8	175,4
183,5	183,2	181	178,6	178,5	177,4	175,6	176,5	177,7	178,2
179,7	178,7	177,6	176,9	176,8	176,6	175,7	173	174,4	175,2
179,3	177,9	175,6	174,8	175,7	174,5	171,6	173,9	176,3	177,1
184,3	182,8	180,6	179,7	180,2	177,1	175	175,6	176,8	176,7
180,9	178,6	178	177,9	177,9	177,9	176,9	173,3	172,4	173,1
186,7	185,9	185,3	182,9	182,5	177,2	175,2	175,2	175,2	175,2
188,9	188,5	185,7	185,5	186,4	184,7	182,2	184,1	186,1	186,4
184,8	183,5	183	179,8	179,2	178,6	176,6	177,5	178,3	178,3
184,4	181,4	180,3	179,5	178,7	176,4	175,7	175,1	175,3	176,1
182,8	182,2	179,7	177	177,8	177	174,4	176,4	177,9	179,4
184	182,8	180,7	177,6	177,2	175,7	174,3	174,2	176,3	177,2
185,6	183,6	179,4	178,3	179,6	176,7	173,8	174,8	176,2	177,6
183,1	181,4	178,6	178	179	177,1	173,9	175,7	177,8	178,9
184,3	183	179,2	178,2	179	177,6	174,5	177,2	178,8	179,3
185,7	184,9	184,5	183,5	182	183,9	180,4	179,3	179,8	182,4
180,8	180,1	177,7	177,3	178,7	177,1	173	175,2	177,5	178,2
183,9	179,2	177,3	176,9	176,9	174,7	174,4	173,7	173,2	174,4
182,2	181	181	176,7	174,9	174,5	174,3	172,9	172,7	173,3
187,9	187,6	185,6	185,2	185,2	185,4	183,4	182,9	183,1	183,7
184,2	182,2	179,3	178,3	178,1	176,8	174,5	175,4	176,5	176,9
183,3	182,5	180,2	178,7	178,5	177,5	176,1	176,1	176,7	178
182,5	181,6	180	179	178,2	176,8	174,9	175,9	176,7	177,8
182,6	181,9	179,2	178,1	177,9	176,7	175,7	175,2	175,3	176,4
176,5	177,4	173,8	172,3	173,4	171,6	169,4	168,6	171,6	172,8
182,1	180	179,9	175,9	175,5	175,5	174,5	173,6	173,6	174,2
181,3	181,4	178,7	177,1	177,8	176,6	173,2	176,4	179,1	180,2

185,9	181,2	178,3	177,7	177,4	176,2	175,5	174,7	174,9	175
185,5	184,9	181,7	179,9	179,5	178,9	178,3	177,3	177,3	177,8
186,5	184,8	182,8	179,8	179,6	179,5	178,5	177,2	175,9	177,1

des informations publiées, la Régie a procédé à certains changements. Les prix moyens par sous-région reflètent dorénavant la moyenne des pri

juillet					août				septembre
2024-07-01	2024-07-08	2024-07-15	2024-07-22	2024-07-29	2024-08-05	2024-08-12	2024-08-19	2024-08-26	2024-09-02
175,3	180,8	177,8	176,2	176,2	174,2	173	173	172,6	172,5
177,9	180,8	178,3	177,8	177,8	175,4	174	174	173	173,5
175	189,2	188,8	188,4	188,3	186,9	185,9	185,9	171,5	176,1
177,7	180	177,9	177,5	177,5	175,5	173,4	172,9	172,5	173,3
176,2	177,9	176,8	176,6	174,9	173,1	172,3	170,6	170,3	169,2
177,8	180,1	177,5	177,5	177,5	176	173,5	172,3	172,1	174,3
177,8	179	177,5	177,3	177,1	175,1	174	173,4	172,9	170,2
175	176,4	174,8	174,6	174,6	173,9	173	171,6	171,1	170,3
176,7	179,8	178,5	177,6	177,5	174,8	173	173,1	172	170,4
176	180,4	178,2	176,9	176,8	173,9	172,4	172,4	172,1	169,6
177,4	180,5	177,9	177,2	177	174,4	173,3	172	171,6	172,4
173,8	174,8	175,5	174,1	173,7	172,1	169,8	169,7	169,6	171,5
177,2	179,7	177,8	177	176,9	173,7	172,3	172,3	171,5	169,9
176,7	179,9	178,6	177,4	176,3	173,8	171,8	171,6	171,3	169,2
176,7	178,3	177,8	176,8	176,5	174,4	173,2	173,2	173	175,2
178,4	181	179,4	178,8	178,9	175,8	172,6	172,3	172,2	172,2
177,4	180,2	178,7	177,6	177,5	174,9	172,8	172,7	172,3	171,6
175,1	176,2	176,3	175,4	174,8	173,1	171,1	171,1	170,4	171,7
176	177,9	178,3	178	177,9	176,8	174,2	173,8	173,4	176,5
175,4	177,8	176,2	175,9	175,7	174,5	173,4	173	172,7	175
175,9	175,9	175,9	175,9	175,9	174,9	173	172,7	172,6	176,2
177	178,7	178,4	177,4	176,8	175,3	173,5	173	171,8	176
173,4	173,8	173,5	173,4	173,4	172,9	170,5	169,9	169,9	183,9
176,1	178,8	180,1	179,3	178,1	177,2	175	174,3	174	179
174,9	174,9	174,9	174,9	174,9	174,9	174,9	174,6	171,6	177,9

177	178,6	177,5	177	176,9	174,2	173,1	172,3	170,7	177,5
176,4	177,7	176,4	176,9	176,8	174,8	171,5	170,3	170,2	176,2
178,2	178,8	177,5	176,8	176,3	173,4	172,3	171,2	170,9	168,2
175,5	178,2	176,4	176,3	176,2	174,1	173,4	172,4	172,3	176,5
176,1	177,9	178,5	175,5	174,8	173,9	172,1	170,4	170,2	179,4
180,4	181,4	179	177,7	176,6	173,8	174,2	172,1	170,6	170,4
180,9	181,2	178,8	177,4	176,6	174,3	174,3	171,1	170,3	170,2
181	181,1	178,5	177,6	176,9	173,5	174,3	171,6	170,4	170,7
178,8	180,3	177,8	176,7	176,5	174,1	172,8	171,3	170,6	172,2
180,3	180,3	178,5	175,9	175,3	172,3	172,5	170,3	168,9	170,4
180,3	181,3	178,3	177	176,6	173,3	173,2	171,4	170	170,4
177	176,8	172,7	172	171,5	170,2	167,6	170,6	171	168
175,6	178,7	177	176,6	176,5	175	173,2	173,1	172,7	171,7
175,2	178,3	178	177,1	176,3	175,5	175,1	174,5	173,6	174,2
175	176,5	175,1	175,2	175,2	174,9	174,2	173,9	172,1	166,4
176,6	177,7	177,8	177,4	178	176,9	176,1	175,9	174,6	176,9
178,1	178,8	177,6	177	177	177,4	175,7	175,2	173,6	181,4
174,9	176,9	174,9	174,9	174,9	173,7	172,9	172,9	169,9	164,9
177,2	180,1	178,8	177	176,7	175,6	173	172,7	171,5	175,2
178,2	180,7	178,4	178,1	178,1	177,4	175,7	174,3	174	177
179,1	181,2	179,4	179,6	179,9	177,7	176,9	176,5	176,5	177,1
208,2	210	207,6	206,3	205,6	204,9	203,2	202,3	199,6	197,9
179,4	180,2	179,3	179,1	178,9	176	174,1	173,1	173,1	172,5
188,3	189	186,6	183,4	182,4	179	178,5	177,3	174,5	177,7
176	178,8	177,1	177	176,9	174,2	172,7	172,7	171,4	170,9
177,3	181,1	178,1	177,7	177,7	174,9	173	172,9	172,3	177,5
177,3	181,9	178,4	177,9	177,9	174,6	172,9	172,9	172,5	174,9
177,5	180,2	178,2	177,6	177,6	175,7	173,2	172,6	171,6	174,4
177,7	180,3	178,8	178	177,2	175,4	174,2	174,2	173,6	174,7
175,9	178,6	177,6	176,5	176,3	174,9	172,2	171	171,3	175,1
175,4	175,5	174,7	176	176,1	174,8	173,7	173,1	172,1	175,7
179,3	180,6	179,8	179,6	179,4	177	174,6	174,2	172,6	177,4
175,7	178,9	176,3	175,7	175,1	173,3	171,2	171	170,8	171,6
175,6	176,5	176,9	176,5	176,4	174,2	171,4	170,3	171,1	176,2

175,3	175,7	174,4	173,4	173,3	172,4	171,9	171,1	170	177,8
182,4	182,5	179,4	177,6	176,7	173,1	173,6	171,1	170,2	168,4
178,9	179,6	177,2	177,5	176,6	174	173,8	172	171,4	169,7
178,6	179,1	178,1	176,4	175,6	172,6	172,3	170,1	169,6	168,5
175,7	175,9	175,8	174,3	173	171,5	170,2	170,5	168,2	171,8
174	175	175,6	175,3	174,9	172,8	170,8	170,1	170	170,9
179,3	179,9	178,5	176,8	176	172,8	172,1	170,5	169,5	168,1
176	175,6	175,3	173,9	173,9	173,8	170,5	169	168,8	169,4
179,1	180	178,2	177,3	176,8	174,4	174,1	172,9	172,2	171,6
173,9	174,5	175,3	174,7	173,8	171,9	170,9	170,8	170,3	174,1
178,7	178,4	176,4	174,5	173,8	171,3	170,6	168,1	167,6	170,8
179,8	179,7	177	175,7	174,7	171,9	171,5	169,1	168,6	168,2
173,8	174,3	174,3	174,4	174,7	174,7	174,5	173,9	173,3	175,8
176,3	181,7	177,4	175,9	175,9	174	172,8	172,7	172,5	171,2
187,7	188,4	185,5	184,4	183,8	181,2	181,3	179,3	170,4	171,8
178,6	177,9	177,1	176,7	176,2	174,9	173,6	171	170,4	175,4
176,2	179,3	177,4	176,4	176,2	174,4	172,1	171,8	171,3	172,8
180,1	179	178	176,1	175	175	173,6	170,1	170,5	170,2
177,3	179,2	177,5	175,9	174,8	172,8	171,2	171,9	171,7	172,4
179,1	179,2	178,3	176,7	176,1	172,2	172,3	169,9	168,5	173,7
180,4	180,5	178,6	176,8	176	172,4	172,9	170,2	169,2	169,9
180,6	180	178	177,3	176,4	173,7	174	171,9	171,3	171,8
181,2	181,6	182,4	182,1	180,8	179,6	177,8	177,6	176,2	175,1
180,2	179,6	178	176,2	175,2	172,2	172,6	169,7	168,7	169,7
174,2	175,2	176,6	176,4	175,8	171,2	170,9	170,2	168,6	173,6
173	174,4	175,5	175,1	174,9	174	172	170,9	171,1	175,6
184,2	185,6	184,7	184,4	183,5	178,6	177,4	177,4	177,2	175,7
178,6	179,1	177,5	176,9	176,2	173,6	172,6	171,1	170,9	169,3
179	179,1	177,1	176,3	175,8	173,3	173,6	171,4	170,5	173,9
178,2	179,4	178,5	177,3	176,6	174,5	173,7	172,9	170,7	170,7
177,5	179,5	178,1	177,9	177,6	174,8	173,7	173,7	172,4	170,7
174,7	177,2	172,2	169,7	168,8	168,2	168	166,2	164,9	168,8
174,9	174,9	175,7	175	174,7	173,7	171,8	168,6	166,1	168,4
182	180,4	178,6	177	175,9	173,2	173,2	169,8	169,2	169,6

175	179,5	177,4	176,3	176,1	175,8	173,2	171,9	171,3	175,2
178,3	179,9	180,1	178,9	176,9	176,3	174,1	173,7	173	179
177,5	178,8	179,2	177,4	177,3	175,1	173,7	172,3	172,2	176,5

x des essence1Afin d'améliorer la qualité des informations publiées, la Régie a procédé à certains changements. Les prix moyens par sous-régic

HEBDOMADAIRE

			octobre					novembre	
2024-09-09	2024-09-16	2024-09-23	2024-09-30	2024-10-07	2024-10-14	2024-10-21	2024-10-28	2024-11-04	2024-11-11
169	164,8	166	165,5	169,9	172,3	170,6	170,6	173,8	176,5
171,3	167,4	168,1	167,9	172	173,9	171,7	171,6	174,9	176,8
174,5	168,8	169,5	169,3	171,3	174,6	171,9	171,7	173,7	176,3
171,9	167,2	168,1	167,9	171,6	175,7	173,5	170,9	173,9	177,1
165,9	161,4	160,7	160,2	162,4	169,6	167,6	166,6	168,3	169,8
173,1	168,8	168,1	166,3	168,8	172,7	171,5	169,5	172,2	173,1
167,2	162,9	161,4	160,8	164,4	166,7	165,6	165	167,1	169,9
168,6	163,6	161,6	160,6	161,3	166,5	167,1	165,2	166,8	169,4
169,5	164,4	164,3	162,6	165,3	168,4	165,9	166,1	168,2	171,6
165,5	160,6	160,4	160,5	166,6	169,3	168,5	168,5	171,8	173,5
170,6	166,9	166,6	165,5	169,4	173,7	172,6	170,5	173,2	176,1
171,7	168,7	167,7	165,2	167,6	173,2	173,3	172,1	173	174,8
166	162,3	163,2	163,1	169,3	170,6	168,3	168,1	173,1	174,3
166,1	161,5	162	162,3	166,9	169,7	168,3	167,5	170,4	171,8
174,4	172,4	171,8	169,1	172,2	176,8	176,1	174,6	175,9	177,3
169,2	166,2	166	164,6	169,4	171,8	170,6	170,6	173,2	173,6
170,2	165,2	166	165,1	169,4	173,1	171,7	170,3	173,3	175,6
169,7	165,6	165,4	164,5	166,9	168,4	165,2	165	167,1	171
176,2	172,2	172,1	171,4	173	174,8	173,8	173,8	174,5	176,8
173,6	169	169,2	167,6	170,4	172	171,2	171,5	173,1	176
175,6	172,6	173	172,2	174,9	176,6	175,8	174,6	176,6	178
175,6	170,8	170,7	170,2	172,2	175	173,9	173,2	174,7	178,1
187,9	184,8	182,9	174,5	173,9	174,3	175,4	173,9	173,9	176,7
179,2	175,1	173,4	171,2	171,9	174,5	173,5	171,9	173,5	176,9
178,5	176,1	174,1	170,7	170,5	169,9	168,9	170,5	171,4	174,1

178,5	172,4	169,9	166,8	169,9	173,3	172,4	172,1	173,1	177
176,4	173,1	172,7	169,6	172,4	172,7	171,7	171,9	175	176,3
165,4	163,3	164,6	162,1	167,2	170,2	168,5	166,1	170,4	173,6
176,2	168,7	167,4	162,2	165,7	169,7	168,9	168,9	170,3	173,4
180,7	177,4	176,3	171,9	171,5	174,7	174,7	172,9	173,2	177
167,6	166,1	167,1	166,4	172,7	174,1	171,5	171,8	177	177,5
167,4	166,8	167,8	167	173,1	174	171,7	171,8	177,4	177,2
168,1	166,5	167,1	166,3	171,5	173	170,9	171,1	175,3	175,6
170,3	168,4	169,2	168,1	174,1	176,1	173,2	173,2	177,1	178,2
168,1	167,3	168,1	167,1	172,1	173,9	171,9	172	175,9	176,5
168,3	166,1	167,1	166,5	173,2	174,7	172	172	176,8	177,3
165,7	163,4	163,6	163,7	168,6	170,2	168,8	169,5	174,7	176,1
168,7	162,3	161,8	162,6	165,8	169,1	167,9	168,4	169,9	173,5
171,6	168	166,2	164,8	166	168,1	167,9	168,5	169,4	172,3
161,8	158,6	158,1	159,4	158,1	161,8	162,5	163,9	163	164,7
176,4	171,8	166,1	166,1	168,4	171,4	170,2	170,2	172,2	173,2
183,2	176	172,1	171,3	171,3	171,3	171,3	171,8	173,3	174,8
164,9	164,9	164,9	164,9	164,9	164,9	164,9	164,9	171,5	175,9
173,4	169,6	165,4	165,5	166,8	169,7	169,9	170,9	172,1	172,8
175,6	171,6	170,5	169	171,1	174,3	172,7	171,8	173,3	175,4
174,6	167,9	167,1	165,9	171,4	174,1	173,3	172,9	174,7	175,8
195,6	185,4	186,4	186,5	186,2	190,3	190	190,3	191,5	193,7
169	166,3	166,2	165,3	164,7	168	168,1	165,8	169	172,7
174,2	172,4	174	172,6	176,9	180,1	177,6	178,1	183,2	183,6
168,7	164,3	164,8	164,5	168,7	171,5	169,7	169,5	172,4	174,6
177,2	170,1	171	170	174,2	176,2	174	174	177,4	179,3
173,8	168,7	169,4	168,2	172,8	174,9	172,7	172,7	176,1	177,6
174,1	169,8	170,2	168,4	172,4	175,9	173,6	172,9	175,7	178,2
173,1	169,5	169,5	166,8	171	174,6	171,6	169,6	174	177,7
174,8	171,6	171,2	168,6	171,2	174,7	173,9	172,7	173,8	174,7
175,7	169,8	168,1	166,8	166,2	166,9	169,2	169,2	169	171,6
177,3	172,9	172,7	171,6	172,8	173,9	173,2	173,2	174,8	175,9
169,6	165,1	165,1	164,3	167,3	169,6	169	169	170,8	173,6
176,8	174,4	173,8	168,9	172	177,7	177,1	175,5	176,6	176,7

179	175,1	174,9	173,9	175,7	177,3	176,7	174,9	175,7	177,6
165	163,9	165,1	164,4	171,5	171,8	169,2	169,6	176	175,8
166,7	164,8	165,4	165,2	170,8	171,7	170	170,1	174,1	175,3
165,4	163,3	163,8	163,3	168,7	170,2	168,5	168,4	173,1	174
169,9	164,9	164,4	163,8	166,3	168,4	166,1	165,7	167	169,8
169,1	164	163,6	161,3	164,3	166,9	165,3	165,3	166,7	171,6
164,3	162,5	162,9	163,1	168,1	168,5	167,4	168,6	172,7	173,7
167,8	163	163,1	162,4	165,9	168,1	166,2	165	167,6	170,3
168,7	166,2	167	166	171,2	173,8	171,5	171,8	175,6	176,7
174	169,4	165	165,8	166,5	168,4	168,9	168,8	168,2	171,4
169,8	167,2	167,7	167,3	171,9	173	171,4	170,8	173,9	175,5
166,4	164,1	164,3	162,7	168,5	169,3	166,8	167,2	173	172,9
174	170,2	167,3	166,7	167,1	169,5	170,1	170,2	169,6	169,5
168,5	163,7	163,3	162,7	168	170,8	169,7	168,9	171,9	174,9
169,2	167,5	168,5	167,7	173,9	175,2	173,1	173,1	177,4	177,9
176,8	174	173,6	170,8	172,4	171,8	172,4	171,7	174,4	177,7
172	166	165,8	162,1	165,8	170,2	168,4	168,4	170,4	172,1
167,8	165,6	165,5	165,1	170,3	170,9	169,4	169,1	173,3	174,2
170,1	166,5	167,3	166,9	172,8	174,9	173,5	173,5	176,5	178,2
173,7	172,5	173,1	171,9	176,5	177,8	174,5	175,6	178,9	178,8
167,7	166,7	167,8	166,9	173,2	173,5	170,6	171,2	177	176,6
169,8	168,4	168,9	168,3	173,9	175,7	173,5	173,9	177,9	178,2
172,7	169,1	168,9	167,2	171	171,8	169,2	169	171,1	176,6
166,9	166,2	167,1	166,3	171,5	172,4	169,9	169,9	175,2	176,2
173,6	170,3	169,8	167,9	170	170,3	169,4	170,3	173,1	171,1
174,7	167,7	167,1	165,5	165,6	168	167,6	167,6	169,5	172,4
171,4	170,4	170,9	170,6	172	168,8	166,9	167	171,9	173,2
166,6	164,3	164,2	164,2	167,4	169,5	168,9	168,6	172,1	172,8
172,3	170,2	171	169,4	173,7	176,8	175	174,8	177,5	178,7
168,4	166,4	166,6	165,8	170,5	173	171,8	171,5	174,6	175,9
166,6	160,7	160,6	161,3	166,5	167,4	165,9	165,9	169,5	172,5
167,3	164,5	162,8	161,9	167,7	169,5	165,9	165,5	170,5	171,5
168	165,9	164,5	163	163,7	169,2	167,2	164,8	165,7	171,3
167,6	165	165,4	164,5	170,3	170,9	169,2	169,5	175,4	175,7

174,5	167,6	166,7	169,4	170	170,8	169,7	169,8	169,2	174,3
180,1	175,9	175,8	174,2	174	174,5	173,9	173,1	173,9	175,8
175,9	171,2	170,3	166,9	169,8	174,3	173,8	171,3	172,5	174,3

ɔn reflètent dorénavant la moyenne des prix des essenceries situées dar 1Afin d'améliorer la qualité des informations publiées, la Régie a procéd

HEBDOMADAIRE 2024

		décembre							
2024-11-18	2024-11-25	2024-12-02	2024-12-09	2024-12-16	2024-12-23	Janvier	Février	Mars	Avril
175,1	174,5	174,3	174,3	176,5	174,9	186,8	191,3	188,5	185,4
175,4	175,2	174,9	174,7	176,8	175,8	187,9	191,4	189,9	188
175,8	175,8	175,3	176,3	177,7	176,9	186,6	190,1	187,7	184,5
176,4	175	174,2	175,4	177,1	177,3	188,6	191,2	189,9	188,4
169	168,7	168,1	166,8	168,9	171,9	185,6	189,9	188,2	182,6
172,8	174,2	173,3	171,9	173,9	173,2	188,3	191,1	189,6	187,2
169,7	170,9	169,5	170,6	172,4	173,3	186,2	189,7	188,1	184,9
169,5	170,1	168,6	169,5	168,8	169,7	186,3	189	188,6	185,8
170,6	170,1	167,8	168,9	169,5	170,5	187,4	190,5	189,2	186,2
172,6	172	172	172,4	174,4	172,8	187,1	189,6	186,8	184,8
174,8	174,7	174,1	173,4	176,6	176,8	187,5	190,4	189,2	186,6
174,6	174	173,5	173,7	175,5	177,7	184,9	187,8	184,4	181,2
172,7	172,3	172,3	172,3	176,1	174,1	188,1	189,8	187,8	186,3
171,3	170,9	170,9	171	174,2	173,3	187	190,5	188	185,5
176,6	176,7	176,2	176,2	177,7	177	187,5	189,2	188,5	185,7
173,8	173,7	173,7	173,5	175,9	175,2	187,4	189,8	188,2	186,2
174,7	174,5	174,5	174,1	176,6	175,9	188,3	191,1	189,1	187
168,6	168,3	166,2	165,9	168	168,3	186,4	188	186,4	184,1
176,3	176,3	175,9	175,7	176,2	175,9	185,9	189	187,2	185,7
174,4	174,8	173,3	173,3	173,9	173,6	190,1	189,4	188	185,8
177	177,5	176,6	176,6	177,9	177,8	186,9	189,3	188,5	186,5
177,2	177,1	176,5	176,1	177,5	176,7	185,9	189	187,5	185,5
173,9	175,9	175,3	174,8	174,4	174,9	184,5	187,7	185,3	180,5
175,9	176	175,7	175,7	176,3	175,9	190,9	190,1	189,6	187,8
173,6	174,1	173,6	173,6	174,2	173,9	183,5	186,5	185,8	184,9

176,5	175,6	175	172,8	174,4	172,8	187,9	189,1	187,9	185,8
175,1	175,7	175,5	175,8	176,4	175,1	186,2	189,8	188,6	186,2
171	172,8	172,6	173	174,8	174,3	186,8	190,1	187,4	184,9
171,7	174	174,7	174,5	174,5	173,2	186,3	189,7	187,9	184,7
176,8	175,6	174,2	173,7	174,1	173,9	189,2	188,7	185,4	182,5
177,5	178	176,8	177,8	180,4	179	187	190,3	187,5	185,6
177,6	178,2	176,8	178	180,6	179,3	185,6	189,2	187,1	184,3
175,7	176,2	175,1	176	178,6	178,4	186,7	189,8	187,6	185,6
178	178,9	177,3	178,5	181,1	179,4	186,7	190	187,5	185,7
176,9	177,8	176,3	177,5	179,9	179,2	184,7	188,5	185,1	182,7
177	177,6	176,4	177,4	179,9	178,3	186,1	190,2	187,3	185,6
175,6	175	174,7	174,9	178,2	177,9	182,9	185,5	180,1	179
173,4	172,3	171,1	171,5	171,7	171,4	185,9	188,8	184,7	182,1
173,8	173,2	173,1	173	172,9	173,7	186,2	189,1	186,5	183,8
164,2	165,1	165,1	164,6	165,4	167,5	181,6	184	181,2	180,7
172,3	173,8	175,9	175,6	176,3	177,4	186,1	189	187,5	184,6
174,5	177,1	179,3	179,3	179,3	179,3	186,8	189,4	190,1	190,6
174,7	175,9	175,9	175,9	175,9	175,9	188,2	189,8	184,9	184,9
174,1	176,4	178,2	178,1	178,6	179,1	188,1	190,8	191,5	191,3
174,9	175,2	175,6	175,6	177,1	176,3	189,8	191	190,1	188,1
174,9	174,3	174,1	174,4	177,8	178,2	191,1	191	191,2	187,7
200,4	202,2	202,4	208	209,5	209,9	215	218,7	214,5	212,5
171	170,7	170,6	170,3	171,6	172,5	188,4	190,5	187,8	186
183,2	185	183,2	181,6	184,4	184,5	191	194,8	191,2	189,8
173,9	173,4	173,4	173,5	175,7	174,6	187,2	190,2	187,9	185,5
178,1	177,4	177,2	177,2	179,1	177,9	188,6	191,7	189,6	188,2
176,4	175,9	175,9	175,9	177,9	176,9	188,2	191,8	189,9	188
177,6	176,9	176,2	175,6	177,3	176,3	189	190,6	190,5	188,4
176,6	177,6	177,6	176,9	178,6	177,2	188,6	190,8	189,4	188
174,4	174,7	174,1	173,9	175	175	185,6	188,4	187,1	184,8
170,7	174,4	174,4	173,4	173,4	171,5	188,3	189,3	188,5	186,7
176,1	177,4	177,3	177,2	178,4	177,2	188,5	190,5	188,4	187,3
173,3	173,3	172,1	171,8	173,7	172,3	186,1	189,4	186,2	183,6
176,6	177,5	177,5	177,5	178,4	178,7	185,4	189,5	186,4	183,6

177,6	179,5	175,9	175,2	174,7	179,1	178,9	188	185,4	183,3
175,9	176,3	175	176	178,7	177,8	186,4	190	186,3	184,6
175,3	175,7	174,9	175,7	178,1	177,3	186	189,6	187,3	184,5
173,8	174,1	173,6	174,2	176,9	175,8	185,6	188,7	186	182,7
170,2	170,8	170,4	170,7	172	172,2	183,8	187,3	184,4	180,2
171,4	170,7	170,3	169,7	171,6	171,5	185,3	187,6	185,7	182,2
173,9	174	173,3	174,1	176,4	175,5	185,6	189,1	186	183,2
170,1	169,8	169,4	169	170,3	170,8	183,4	187,9	182,7	178,9
176,4	177,1	176	176,9	179,3	178,1	186	188,2	184	184,7
172,5	171,3	171,1	171,1	171,8	171,9	184,4	187,9	185,7	182,7
176,3	176	174,6	174,4	175,6	176,3	184,1	187	184,4	180,7
172,7	172,8	171,9	172,9	175,3	174,5	187,7	190,1	187,6	185,5
169,7	173,2	173,3	173	173,6	173,8	186,9	187,3	183,7	180,8
173,1	172,2	170,7	170,6	174,2	171,8	187,7	189,5	188,3	187,3
177,9	179	177,8	178	179,9	178,6	194,3	196,2	192,7	191
176,6	178,9	178	174,7	174,7	177	186,7	187,8	186	185,1
170,9	171,2	170,6	170,5	171,5	171,6	187,2	190,3	187,6	184,7
175,1	177,3	175,8	176,4	177,8	176,8	184,9	188,7	186,1	184,4
177,7	178,1	177,1	177,8	180,1	178,2	185,2	189,7	187,1	185,6
179,8	181,1	179,8	180,7	182,8	181,3	185,4	188,6	186,1	186,3
177,1	177,6	176,6	177,5	180,1	179	185,9	189,5	186,4	184,5
178,4	179,2	177,9	179	181,7	179,9	185,9	189,3	187,3	185,7
176,6	176,9	176,1	175,4	177,4	178,5	189,1	190,6	191,9	186,9
175,7	176,4	175	176,3	179,3	178,9	185,2	189	185,2	182,8
169,5	172,7	172,4	172,4	173,6	173,1	184,1	187,9	186,6	184,1
171,6	172	173,6	173,8	175,8	173,6	188,1	188,2	185,9	182,6
172,8	172,6	172,2	172,7	175,4	174,9	191,6	193,1	191,5	189,5
172,9	172,7	171,6	172,1	174,1	174,3	192,6	194	188,1	185,2
178,6	179,1	178,1	176,7	176,3	175,5	185,1	189,3	185,6	184,3
176,1	176,1	175,3	176,1	178,2	177,2	186,5	188,9	186,6	184,2
171,1	172,4	172,4	172,4	174,3	174,4	186,9	191,2	188,2	184,8
171,8	173,2	170,4	170,9	174	173,5	180,4	186,2	180,4	179,2
170,9	172,4	172	171,8	172,9	172,7	187,9	189,1	186,5	183,3
176,9	175,4	173,1	173,6	175,8	175,7	186,5	189,3	185,6	183,1

175,8	177,7	175,9	171,3	170,8	172,9	185,3	187,5	186,3	185,2
174,4	177	177,3	178,1	178,4	177,6	185,9	189,5	187,3	185,9
174,4	175,5	174,7	175	176,1	174,8	186,9	189,4	188,7	186,8

dé à certains changements. Les prix moyens par sous-région reflètent dorénavant la moyenne des pri 1Afin d'améliorer la qualité des informatio

MENSUEL

Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Moyenne 2024
177,7	174,8	177,3	173,2	167,4	170,8	174,9	175	178,6
180,1	177	178,5	174,1	169,5	172,2	175,5	175,5	180
177,5	174,7	186,9	183,3	171,4	172,3	175,4	176,5	180,6
180,1	176,9	178,2	173,6	169,5	172,8	175,5	175,9	180,1
177,4	175,1	176,5	171,5	163,2	166,4	168,9	168,7	176,2
179,6	177,3	178,1	173,5	170	170,5	173,1	173,1	179,3
179,2	176,7	177,7	173,9	164,3	165,3	169,4	171,4	177,2
179,6	175,9	175,1	172,4	164,7	164,9	168,9	169,2	176,7
179,7	176,6	178,1	173,2	166	166,3	170,1	169,1	177,7
177,2	174,9	177,7	172,7	163,1	168,1	172,5	172,9	177,3
178,8	176,3	178	172,9	168,2	171,4	174,7	175,1	179,1
176	173,8	174,4	170,3	168,9	171,4	174,1	174,9	176,9
178,8	176,1	177,7	172,5	164,7	169	173	173,6	178,1
178,4	175,4	177,8	172,1	164	168	171,1	172,3	177,5
178,6	175,5	177,2	173,4	172,5	174,8	176,6	176,8	179,7
178,5	176,5	179,3	173,3	167,5	170,6	173,6	174,5	178,8
178,9	176,5	178,3	173,2	167,5	171	174,5	175,3	179,2
177,7	175	175,6	171,4	167,2	166,3	168,7	167,1	176,2
178,8	176,2	177,7	174,6	173,6	173,8	176	175,9	179,5
178,8	176	176,2	173,4	170,7	171,2	174,6	173,7	179
178,4	176	175,9	173,3	173,8	175,4	177,3	177,2	179,9
179,8	176,4	177,7	173,4	172,5	173,5	176,8	176,7	179,6
175,9	172,6	173,5	170,8	182,8	174,4	175,1	174,8	178,2
180,3	176,3	178,6	175,2	175,4	172,9	175,6	175,9	180,7
183,6	176,9	174,9	174,3	175,4	169,9	173,3	173,8	178,6

178,9	174,6	177,4	172,7	172,8	171,8	175,5	173,8	179
179	175,8	176,9	171,7	173,5	172,2	175,5	175,7	179,2
178,6	176,2	177,5	171,9	164,5	167,8	171,9	173,7	177,6
177,8	175	176,5	173,1	169,9	168,2	172,3	174,3	178
176,8	174	176,6	171,7	177	173,4	175,7	174	178,7
178,7	177,2	179	172,7	167,4	172,5	177,5	178,6	179,5
178,9	177,6	178,9	172,5	167,8	172,6	177,6	178,9	179,2
178,8	177,8	178,9	172,4	167,6	171,6	175,7	177,1	179,1
178,5	176,6	178	172,2	169,5	174,1	178,1	179,2	179,7
177,7	176,5	178	171	168,1	172,4	176,8	178,3	178,3
178,5	177,3	178,6	172	167,6	172,9	177,2	178,1	179,3
173,3	173,3	173,9	169,9	164,8	169,2	175,4	176,6	175,3
177	174,5	176,9	173,5	165,2	167,7	172,3	171,5	176,7
177,1	174,8	177	174,7	168,7	167,6	172,2	173,3	177,6
178,4	175,2	175,4	173,8	160,7	161,3	164,2	165,6	173,5
181,5	176,6	177,5	175,9	171,2	170	172,9	176,3	179,1
184,6	179,4	177,7	175,5	176,6	171,4	174,9	179,3	181,4
180,7	176,2	175,3	172,4	164,9	164,9	174,4	175,9	177,7
189,5	181,2	178	173,2	169,6	169,3	173,9	178,5	181,2
180,7	178	178,7	175,3	172,5	172,4	174,7	176,1	180,6
183,1	179	179,9	176,9	170,2	172,8	174,9	176,2	181,2
208,7	204,9	207,5	202,5	190	189,1	197	207,3	205,6
180,3	178,4	179,3	174	167,7	166,6	170,8	171,3	178,4
184,1	182,3	185,8	177,5	174	178,1	183,8	183,4	184,6
178,4	175,5	177,2	172,8	166,5	169,7	173,5	174,3	178,2
180	177,1	178,4	173,3	173	174,5	178	177,8	180,9
179,3	176,9	178,7	173,2	170,8	173,2	176,5	176,6	180,3
180,1	177,4	178,3	173,3	171,3	173,6	177,1	176,4	180,5
179,7	174,9	178,4	174,4	170,6	171,5	176,4	177,6	180
177,9	175	177	172,4	172,1	173	174,4	174,5	178,5
177,5	173,9	175,5	173,4	171	167,9	171,4	173,3	178,1
178,8	175,8	179,8	174,7	174,2	173,2	176	177,5	180,4
176,5	174,1	176,4	171,6	167	168,7	172,7	172,6	177,1
176,8	174,1	176,4	171,8	173,9	175,5	176,9	178	179

175,2	173,8	174,4	171,4	176,1	176,1	177,6	176,2	178
178,6	178,2	179,6	172	165,2	170,4	176	177,1	178,7
178,4	176,7	177,8	172,8	166,2	170,6	175,1	176,7	178,5
177,6	175,6	177,5	171,1	164,7	168,9	173,7	175,2	177,3
175,5	173	174,9	170,2	166,6	166,5	169,4	171,3	175,3
177,2	173,6	175	170,9	165,6	165,4	170,1	170,7	175,8
177,5	175,9	178	171,2	164	168,1	173,6	174,9	177,3
173,6	173,2	174,9	170,5	165	166,2	169,5	169,8	174,6
178,9	176,9	178,3	173,4	167,7	172	176,5	177,7	178,7
177	174,6	174,5	171	169,5	168,1	170,8	171,5	176,5
175,1	174,6	176,2	169,4	168,5	171,7	175,4	175,4	176,9
179,3	176	177,3	170,3	165	167,9	172,9	173,8	177,8
177,9	174	174,3	174,1	170,6	169,1	170,4	173,4	176,9
181,9	175,2	177,5	173	165,7	169,2	173	171,8	178,3
185,5	184,6	185,9	178,3	168,8	173,7	178	178,7	184
180,2	177,6	177,2	172,5	174,1	172,1	176,9	176,1	179,3
178,8	175,5	177,2	172,4	167,5	168,1	171,1	171	177,6
177,9	176,9	177,5	172,3	166,7	169,9	175	176,9	178,1
177,8	175,4	176,9	171,9	168,5	173,6	177,6	178,4	179
178,4	175,5	177,8	170,8	173	176	179,7	181,3	179,9
178,2	176,5	178,4	171,2	167,7	172	177,1	178,5	178,8
178,5	177,3	178,3	172,7	169,3	174,1	178,4	179,8	179,7
183,5	180,4	181,6	177,8	170,4	170,2	175,3	176,8	181,2
177,7	175,8	177,7	170,8	167,1	170,9	175,9	177,5	178
176,5	173,9	175,7	170,2	170,9	170	171,6	172,9	177
176,9	173,3	174,6	172	169,9	167,1	171,3	174,2	177
185,4	183,3	184,5	177,7	171,7	168,7	172,6	173,8	181,9
178,2	175,8	177,6	172,1	165,6	168,6	172,6	173,1	178,6
178,7	176,7	177,4	172,2	171,2	175	178,5	176,8	179,2
178,5	176,2	178	173	167,5	171,6	175,7	176,8	178,6
178	175,6	178,1	173,6	163,7	166,4	171,4	173,3	177,6
172,8	170,5	172,4	166,9	164,9	167	171,8	172,2	173,7
176,8	174	175	170,1	165,9	166,1	170,1	172,3	176,4
177,5	177,1	178,6	171,3	166,3	169,9	175,8	174,7	178

177,4	175	176,9	173,1	170,5	170	174,2	172,8	177,9
180	177,7	178,8	174,3	176,9	173,8	175,3	177,8	180,3
180,5	177,2	178,1	173,4	172	172,2	174,1	175	179,5

ns publiées, la Régie a procédé à certains changements. Les prix moyens par sous-région reflètent dorénavant la moyenne des prix des essencer

ies situées dans chacune des sous-régions. Auparavant, les prix moyens étaient le résultat d'une moyenne des prix par secteur. De façon généra

ıle, l’impact sur les résultats est inférieur à 1 cent/litre

PRIX MOY
Par municipalité ou municipalité régio

2023

- Prix moyen affiché - quotidien

janvier	pages 2-4
février	pages 2-4
mars	pages 2-7
avril	pages 5-7
mai	pages 5-7
juin	pages 5-10
juillet	pages 8-10
août	pages 8-13
septembre	pages 11-13
octobre	pages 11-13
novembre	pages 11-18
décembre	pages 16-18

- Prix moyen affiché - mensuel

janvier à décembre	pages 17-19
Moyenne cumulative	pages 17-19

Pour plus d'information (définitions, sources et méthodes), consultez le guide méthodologique de la Régie de l'énergie :
Guide méthodologique pour l'établissement des différents relevés sur les produits pétroliers - Partie 1 : Procédures et définitions

Guide méthodologique pour l'établissement des différents relevés sur les produits pétroliers - Partie 2 : Informations par municipalité

Carburant diesel

/EN AFFICHÉ

nale de comté du Québec

(¢/litre)

Régions		Sous-régions1	janvier				février	
			2023-01-02	2023-01-09	2023-01-16	2023-01-23	2023-01-30	2023-02-06
	1	MRC Kamoura	234,9	232,5	230,7	230,2	222,9	212,9
		MRC La Mata	235,5	231,8	230,3	229,4	222,1	212,9
		MRC Les Basq	233,7	229,8	227,7	228,9	223,9	214,2
		MRC Rimousk	234,9	232,2	230	229,9	222,7	212,4
	2	MRC Lac-Saint	234,8	229	227,8	226,4	221,1	212
		MRC Le Doma	234,2	231,7	230,1	229,9	225,3	214,1
		MRC Le Fjord-	233,5	229,5	228,3	228,3	223,2	214,5
		Saguenay (Chi	234,6	230,2	228,8	229,1	221,4	211,5
		Saguenay (Jon	234,9	232,2	230,4	229,9	222,7	213,9
	3	MRC Charlevo	233,2	231,6	228,7	228,8	222,1	212,2
		MRC La Côte-(	234,9	232,2	229,9	229,9	223	213
		MRC Portneuf	234,5	233,3	231,3	230	225,7	214,1
		Québec (Beau	234,3	231,2	229	228,2	221,7	213,2
		Québec (Char	234,9	231,9	229,8	229,8	223	214,1
		Québec (La Ha	234,9	233,7	231,9	231,1	224,5	212,3
		Québec (Les R	234,9	232,7	230,4	229,9	222,8	213,9
		Québec (Ste-F	234,1	231,5	229,6	229,6	223,1	213,2
	4	Agglomératio	234,9	230,3	229	228,8	222,3	211,5
		MRC Les Cher	236	233,3	230,7	230,5	225,5	213,9
		MRC Maskino	234,6	232,1	229,7	229,1	223,4	212,9
		Shawinigan	233,1	229,5	227,7	227,7	221,6	214,1
		Trois-Rivières	234,3	232,2	231	230,5	224	214
	5	MRC Coaticoo	233,5	231,6	230,9	230,2	222,7	211,3
		MRC Les Sour	234,9	233,2	229,9	229,9	225,1	213,1
		MRC Memphr	230,7	228,5	229,3	228,2	222,5	212,4

	Sherbrooke (E	234,9	231,2	229,2	224,7	223	214,3
	MRC de La Ha	234,9	232,8	231,3	230,7	224,4	213,4
	MRC de Brom	234,2	229,8	227,7	228,7	222,5	212,4
	Estrie (00-20 k	234,4	231,4	229,4	229,4	224,1	213,2
	Sherbrooke (R	234,9	231,7	229,1	229,5	225,7	214,4
6	Agglomératio	234	228,5	225,4	225,9	216,5	203,6
	Agglomératio	233,2	227,2	224,7	225,1	215,4	199,5
	Agglomératio	232,3	225,4	223,2	223,8	215,3	203
	Agglomératio	234,2	229,1	226,6	225,8	218,2	203,2
	Agglomératio	233,3	227,4	224,5	225,9	218,9	204,1
	Agglomératio	233,7	228,2	224,6	226,6	218,1	204,1
7	Gatineau (00-	224,3	219	215,9	215,7	209,6	197,2
	Gatineau (15-	231,7	231,2	230,1	230	223,9	214
	MRC Collines-	233,4	234,5	232,3	232,1	226,7	215,3
	MRC La Vallée	229,9	223,8	221,2	220,3	216,2	208,6
8	MRC Abitibi &	231,4	230,7	230,2	229,8	224,7	213,8
	MRC La Vallée	232,3	230,7	230,5	230,6	226,9	213
	MRC Témiscar	234,9	231,9	229,9	229,9	223,9	211,1
	Rouyn-Noranc	231,2	230,2	229,6	229,7	225,1	213,5
9	MRC La Haute	235,5	234,4	232,5	231,3	227,1	215,3
	MRC Minganie	235,9	233,8	230,5	230,6	226,3	218,5
10	Baie-James	271,9	259,2	259,2	259,1	260,5	252,4
	Chibougamau	234,3	231,1	230,3	230,3	227,6	218,9
11	Les Îles-de-la-	247,7	233,6	228,5	233,3	228,2	209,5
	MRC Avignon	233	229,5	228,1	228,1	222,8	213,4
	MRC La Côte-(	234,9	231,7	229,9	229,9	222,1	212,3
	MRC Le Roche	234,9	230,9	229,9	229,9	221,9	211,9
12	Lévis (Desjard	234,9	233,1	231,2	229,9	224,2	213,6
	Lévis (Les Chu	234,4	230,9	229,6	229,6	223	212,8
	MRC Bellecha	234,9	232,3	229,9	229,9	224,7	211,5
	MRC La Nouve	235,2	232,1	232	229,7	224,2	213
	MRC Les Appa	234,9	230,9	230,6	231,6	225	212,8
	MRC Les Etche	236,1	231,8	229,1	229,1	222,9	213,7
	MRC Lotbinièr	236,9	235,3	231,7	230,9	223,9	211,3

	MRC Beauce-S	234,8	230,7	227,7	227,2	220	208,5
13	Laval (Secteur	232,4	225,3	222,5	223,2	215,3	201,9
	Laval (secteur	232,8	227,3	223,2	223,1	216,3	205
	Laval (secteur	237,1	229,5	228,9	228,5	218,5	207
14	MRC D'Autray	235,5	231,9	228	225,2	219,3	209,5
	MRC Joliette	233,9	229,8	228,5	229,4	222,8	212,6
	MRC L'Assom	233,6	226	219,6	219,9	212,5	203,1
	MRC L'Assom	231,9	227,5	225,9	225	218,8	208,5
	MRC Les Mou	233,7	230,8	228,2	228,4	219,7	209,1
	MRC Matawin	234	231,9	230,8	229,8	224,5	214
15	Mirabel	233	226	219,6	219,9	213,8	200,4
	MRC Antoine-	233,1	227,7	225,1	224,4	213,8	206,2
	MRC Antoine-	234,7	234,4	230	228,7	224,4	216,1
	MRC Argenteu	233,5	228,8	228	228	222,4	211,9
	MRC Deux-Mo	230,2	225,3	220,9	221,7	212,9	201,8
	MRC La Rivièr	233,2	227,2	221	221,8	217,1	207,8
	MRC La Rivièr	234,7	231	229,7	229,7	223,7	213
	MRC Thérèse-	232,7	227,9	224,7	223,1	216,3	202,5
16	Agglomération	234	230,4	229,6	228,9	220,8	207,6
	Agglomération	232,4	228,4	224,7	223,3	211,5	195,1
	Agglomération	233,8	226,7	222,8	223,1	212,7	197,7
	Agglomération	232,5	226,3	223,9	224,8	215,4	201,9
	Montérégie (C	234,9	233,1	229,8	228,5	223,4	215,5
	MRC Beauhar	231,7	224,7	219,6	219,6	210,3	196,7
	MRC Beauhar	231,9	231,9	229,4	219,4	218,3	204,7
	MRC La Vallée	231,2	231,2	230,4	230,4	224,1	210,2
	MRC Le Haut-	240,9	238,4	237,4	236,6	232,3	225,7
	MRC Les Masl	232,5	228,7	224,8	225,4	221,1	210,4
	MRC Marguer	233,5	225,4	222,6	222,4	215,3	203,1
	MRC Vaudreu	233,9	230,1	228,3	228,7	220,8	206,6
	MRC Vaudreu	237,2	233	233,2	232,3	222,5	213,7
	MRC du Haut-	234,5	230,2	223,5	221,8	215,5	198,7
	MRC d'Acton	234,9	233,9	231,4	230,5	225,1	215,1
	MRC La Vallée	232,7	226,3	224,4	224,2	213,5	198,3

17	MRC Arthabas	234,7	233,7	230,7	229,7	224,7	213,2
	MRC Bécanco	234,9	232,6	230,5	231,8	225,4	213,5
	MRC Drummc	234,2	233	231,8	231,8	225,4	214,3

1Afin d’améliorer la qualité des informations publiées, la Régie a procéd

HEBDOMADAIRE

			mars				avril		
2023-02-13	2023-02-20	2023-02-27	2023-03-06	2023-03-13	2023-03-20	2023-03-27	2023-04-03	2023-04-10	2023-04-17
208,2	199,9	199,9	198,8	189,9	186,3	184,2	181,9	176,6	177,7
207	199,7	199,5	197,8	190,1	187,2	184,4	180,4	177,1	178,8
208,9	199,9	199,9	199	191,6	188,1	186,2	183	178	179,3
208,2	199,9	199,9	198,8	190,6	187,1	184,2	180,5	176,5	178,2
207,6	199,9	199,9	199,1	190,6	186,9	183,7	180,1	176,3	175,7
209,1	201,9	199,9	198,5	191	188,1	184,2	183,4	177,2	177,1
209,3	201,5	201,5	200,2	193,9	190,2	187,8	184,2	179,4	177,9
208,2	199,9	199,9	199	191	186,8	183,5	180,7	176,2	175,7
208,7	199,9	199,9	199,4	190,3	187,2	184,1	180,3	175,8	177,4
206,3	200,2	199,9	199,2	193,6	187,2	184,4	181,6	177,2	178,1
209	199,9	199,9	198,9	190,1	187,2	183,7	180,1	175,7	177,2
209,7	199,6	199,7	198,9	192,7	188,1	184,8	182,2	176,5	176,5
207,9	199,7	199,4	198,8	190,3	186,7	184,1	181,1	175,9	177,5
208,5	199,9	199,8	199,3	190,3	186,9	184,4	180,8	175,8	177,4
209,1	199,9	199,9	198,1	190,2	187,2	184,6	181,9	175,6	176,3
210,5	200,5	199,9	199	190,4	187,2	184,9	182,9	176,2	178,3
208,5	199,7	199,8	198,5	190,8	187,7	184,2	182,3	175,7	178
207,1	199,9	199,5	198,4	190,6	185,8	183,9	181,1	175,7	175,5
209,9	199,9	199,9	198,5	191,4	189,5	186,1	182,6	179,9	179,9
209,1	200,5	199,8	198,3	190,8	188,8	185,9	182,7	179	179,5
210,9	200,2	199,6	198,2	190,5	187,5	183,7	179,9	175,8	175,8
209,3	199,9	199,9	199,3	190,6	188,5	184,5	181,7	178,1	179,1
207,2	199,4	199,6	197,5	191,2	189,2	185,8	183,2	177,2	176
209,5	200,2	201,1	197,7	192,5	189,6	186,2	182,2	179,4	179,8
208,6	200,2	195,1	197,9	194,2	193,2	188,4	180,7	178,2	179,4

209,4	200,2	199,9	198,1	191	187,2	183,9	178,8	175,2	175,6
207,7	199,8	198,2	196,4	190,5	187,3	183,8	180,9	177,1	175,9
208,1	202,2	201,3	198,3	193,3	190,1	187,2	183,6	181,1	180,9
211,4	200,9	199,7	197,6	191,3	189	184,5	182,2	180	179,7
209,8	199,4	200,7	198,8	194,1	189	186,3	182	178,5	179
200,3	194	195,5	194	188	185,3	182,7	178,5	175,7	173,4
194,1	190,5	192,1	191,5	187,7	185,4	182,7	177,6	175,5	172,6
199,8	194,9	195,7	194,8	189,7	186,7	184,7	177,2	176	173,7
197,5	194,2	195,2	193,7	188,4	185,3	182,6	178,8	175,4	174,1
194,7	191	193	192,5	188,9	187	182,7	178,7	175,9	173,3
199,5	193,6	194,9	193,8	187,7	184,9	182,7	178	175,7	173,4
192,1	186,9	187,1	187,5	181,5	179,1	175,9	173,9	172,6	170,4
209,3	200,6	200,2	198,6	193,2	189	187,1	184,6	181,9	178,2
206,4	206,3	204,8	200,1	195,2	192,7	188,1	183,8	183,2	180,3
206,5	202,5	198,9	200	193	186,1	183	182,6	180,6	175,2
208,9	201,4	199,9	199,3	192,7	189,9	189,5	186,6	182,9	182
208,1	200,7	200,3	199,2	192,8	191,2	190,6	185,6	184,3	183,6
208,3	201,1	199,9	199,9	189,9	189,9	188,7	183,9	183,9	181,3
208,8	201,7	200,7	199,5	193,4	190,3	191,4	185	183,3	182,1
210,3	204,7	202,9	201,3	195	190	185	183	178,7	178,2
211,7	203,7	202,5	202,3	195,2	191,3	189,1	187,3	182	183,8
247,2	244,2	241,9	242,6	241	237,4	237,6	233,8	225,2	214,5
215,2	209,7	209,5	207,2	197,1	192,1	188,7	184,6	182,7	180,3
205,7	200,3	200	201,8	196	193,3	194,1	190,6	185,6	182,8
207,7	199,3	199,3	198,4	191,4	187,9	185,9	182,4	179,7	180,8
208,3	199,9	199,9	198,3	190,3	186,5	183,9	180,7	176,9	178,7
207,9	199,9	199,9	197,9	189,9	186,3	183,9	179,9	176,2	178,3
208,9	199,9	199,9	198,8	190,3	187,1	183,9	181,6	175,5	177,4
208	199,9	199,9	199,1	190,3	186,3	183,9	181,3	176,2	177,3
209,5	200,3	198,7	197,7	192,2	188	183,9	182,1	177,2	176,4
209,4	205	201,6	199	196,3	192,6	185,5	184,2	181,7	179,6
209,2	200,6	199,9	198	190,8	188,7	186,9	184,1	182,8	181,9
208,5	199,9	199,9	199,4	192,9	188,7	186,1	182,3	177,5	178,4
207,9	199,9	199,9	196,6	189,9	186,5	183,9	180,3	175,7	175,1

203,8	195,5	191,1	189,1	186	182,4	178,7	179,9	173,9	171,9
195,6	191,4	193,3	192,4	187,6	185,1	183,5	178,5	177,2	174,6
195,6	192,6	193,1	192,6	188,5	183,9	182,1	178,8	175,2	173,6
202,5	195,3	196	195,6	189,1	185,9	184,5	179,4	176,5	173,4
202,6	196,1	193,3	192,3	189,6	187,2	183,5	179,8	178,1	175,4
208,7	200,3	198,5	196,3	190,1	187,7	182,9	180,2	175,7	175,4
200,5	194,5	195,6	195,2	190,8	186,5	182,9	180,6	177,5	174,1
202,7	195,5	195,1	193,1	187,3	183,6	179,4	176,8	173,9	172,5
203,9	195,9	196,6	194,8	189,2	186,6	184,1	178,2	174,4	172,8
203,6	198,8	198,1	194,9	190,7	189	185,6	183,1	179,6	178
191,8	188	189,2	189	186,2	183,4	181,5	176,7	174,3	171,1
203,3	195,9	196,7	195,6	188,5	186,5	184,4	181,5	178,8	174,9
208,7	200	196,5	192,5	189,9	189,6	185,9	182,3	181,1	180,1
208,4	199,4	198,1	196,8	189,9	185,8	182,2	179,4	173,2	172,8
199,9	196,6	199	198,7	195	192,9	191,4	187,2	187,6	183,2
201,4	190	187,9	187,6	186,2	184	183,4	183,9	175	173,3
208,4	199,5	199,5	197,4	191,4	186,9	185,5	179,9	175,6	175,5
195,6	191,4	192,3	191,3	188	185,6	182,6	179,6	175	172,6
202,5	198	197,5	195,7	190,5	187,1	184,6	181,8	176,5	175,8
192,2	188,3	189,5	189,2	186,9	182,7	180,7	175,5	175,1	170,6
194,7	189,8	191,7	191,3	186,9	183,6	181,4	176,2	175,5	171,5
197,3	194,2	195,7	193,7	188,3	185,3	182,8	179,2	175,6	173
212,7	204,9	202,3	201,9	197,1	191,4	186,8	186	183,2	183,6
193,9	190,3	192,6	191,7	186,9	183,8	181,7	176,4	174,6	170,7
198,9	194,9	194,9	192,5	190,1	189,3	183,3	178,4	174	173,2
207,6	200,4	198,7	195,7	191	187,6	184,1	183,1	176,3	175,1
223,4	216,6	216,1	215	211,2	209,5	205,7	198,7	196	196
205	200,1	200,2	199,7	195,3	192,5	189,8	187	184,9	183,5
196,7	193,5	193,5	192,3	187,4	185,1	182,7	178,5	175,9	173,6
200,8	195,9	195,1	194,1	189,9	186,4	183,5	181	177,4	176,1
209,2	199,1	195,4	193,9	189,5	185,1	183,3	181	178,8	177,6
192,6	187,4	185,8	185,7	184,2	178,7	176,1	171,8	170,3	166,3
209,8	199,9	199,9	198,4	193	189,3	186,8	184,5	180,5	181,3
194,2	192,3	194	192,5	187,8	185,2	182,6	177,7	175,7	171,6

209,7	199,7	199,7	197	190,6	188,1	184,2	181	175,5	175,7
211,7	200,7	199,9	197,7	191,5	189,1	185,7	183,8	178	179,4
209,6	199,8	199,3	197,3	190,5	187,2	183,5	182	176,9	176,5

dé à certains changements. Les prix moyens par sous-région reflètent dorénavant la moyenne des prix des essence1Afin d'améliorer la qualité d

HEBDOMADAIRE

mai						juin			
2023-04-24	2023-05-01	2023-05-08	2023-05-15	2023-05-22	2023-05-29	2023-06-05	2023-06-12	2023-06-19	2023-06-26
172,2	163	158,9	158,9	158,9	158,9	158,9	158,9	165,8	169,9
172,6	163,1	158,9	158,9	158,9	158,9	158,9	158,9	166,5	168,5
175	165,8	161,6	159,9	158,8	158,8	158,8	158,9	164,2	166,4
172	163,1	159	159	159	159	159	159	166,9	168,7
171,1	166,2	158,9	158,9	158,9	158,9	158,9	158,9	164,2	167
173	164,1	159,2	158,1	158,1	158,1	158,1	158,1	162,3	164,9
174	165,8	160	159,6	158,8	158,8	158,8	158,8	161,9	164,7
170,9	164,2	158,8	158,8	158,8	158,8	158,8	158,8	161,8	164,3
171,7	163,9	158,9	158,9	158,9	158,9	158,9	158,8	164,9	167,7
171,8	164,9	159,7	158,9	158,9	158,9	158,9	158,9	166,9	168,5
171,8	163,8	158,9	158,9	158,9	158,9	158,7	158,6	165	168,4
173,7	163,9	158,8	158,8	158,8	158,8	158,8	158,8	160,7	163,6
171,7	162,9	158,6	158,6	158,6	158,4	158	157,8	161,6	162,7
172,3	164,3	159,6	158,6	158,5	158,6	158,5	158	164,3	168,8
172,4	162,2	158,8	158,8	158,8	158,8	158,8	158,8	161,4	161,8
171,7	163,4	158,8	158,9	158,8	158,8	158,8	158,8	166,2	169,3
173,1	163,8	158,9	158,7	158,8	158,9	158,9	158,9	165,9	167,9
172,6	164,3	158,9	158,9	158,9	159,1	158,9	158,9	159,9	164,1
177	163,1	158,9	158,9	158,9	158,9	158,9	158,9	159,3	160,5
174,8	164,2	158,8	158,8	158,8	158,9	158,8	158,7	162,9	164,5
171,2	163,4	160,7	159,4	158,4	158,3	158,5	158,5	162,9	167,7
173,9	163,9	158,9	158,9	158,9	158,9	158,9	158,9	161,6	165,6
173,6	161,4	158,6	158,6	158,2	158,2	157,7	157,6	158	161,1
174,9	163,1	159,3	159,3	158,9	158,9	158,9	158,9	163,3	164,9
173,6	163,4	158,9	158,9	158,4	156,9	158,5	158,9	158,9	158,9

172,4	161,7	158,9	158,9	158,9	158,9	158,9	158,9	161,7	161,7
172,7	162,5	158,7	158,3	157,7	157,9	157,6	157,6	165,1	167,7
175,4	166,5	162,2	160,4	159,7	159,3	158,7	159,1	165,2	169,2
174	163,6	158,9	158,9	158,9	158,9	158,9	158,9	163,3	165,4
175,2	165,3	160,6	159,3	158,2	158,2	158,8	158,5	161,4	166,2
167,5	159,9	158,5	159	158,8	158	157,5	158,1	166	164,5
167,4	159,3	159,1	159	158,8	157,8	156,9	157,7	163,3	160,6
167,8	160,9	159,3	159,1	158,7	158	157,1	157,8	165,2	164,2
168,4	160,4	158,2	158,2	158	158,2	157,8	158,1	164,4	165,6
168,1	160,5	158,8	158,9	158,7	158,2	157,8	158,1	162,2	166,5
167,3	159,8	158,6	158,8	158,6	158,2	157,3	158,1	165,4	165,5
166,3	159,9	157,8	154,7	155,4	155	153,6	154,2	160,3	165
176,2	168,6	159,7	158,9	158,2	157,9	157,9	157,6	162,5	165,6
179,3	175	162,9	160,4	160,4	159,9	159,3	159,3	160,5	161,5
172,8	170,2	161,4	161	161,4	160,2	159,7	158,4	160,3	158,4
176,3	165,9	160,6	158,9	158,9	158,9	158,9	158,9	161,3	164,7
181,1	164,8	160,3	159,3	159,3	159,6	159,3	159,6	160,1	160,1
172,9	167,9	164,9	164,9	164,9	164,9	164,9	164,9	167,4	169,9
175,1	167,6	162,9	162,3	162,5	162,5	162,5	162,5	163,9	167
173,5	166	159,2	158,9	158,9	158,9	158,9	158,9	164,4	166,6
177,5	168,1	162,1	161,7	161,7	161,7	161,7	161,7	165,4	169,3
210,7	203,8	199,4	201,3	203,1	203,2	199,7	188,1	188,5	192,5
175,3	170,9	166,1	163,5	163,5	161,4	161,4	161,3	163	165,4
176,8	165,8	163,2	164,8	164,2	165	163,7	165	169	166,6
175,1	165,6	160,4	159,7	159,6	159	158,2	158	165,1	167,6
172,4	163	158,9	158,9	158,9	158,9	158,9	158,9	167,7	167,7
171,5	163,5	158,9	158,9	158,9	158,9	158,9	158,9	169,9	169,9
172,6	162,9	158,9	158,9	158,9	158,9	158,9	158,9	165,3	166,2
171,7	162,7	158,9	158,9	158,9	158,9	158,9	158,9	163,9	162,6
172,3	162,7	158,9	158,9	158,9	158,9	158,9	158,9	160,6	164,9
173,2	165,5	158,5	158,5	158,9	158,9	158,8	158,9	158,5	159,4
175,4	164,4	159,1	158,9	158,7	158,7	158	158,2	162,8	166,4
173,3	164,3	158,9	158,9	158,9	158,8	158,9	158,9	164	166,6
171,7	161,6	158,9	158,8	158,9	158,9	158,9	158,9	161,1	163,5

170,7	161,1	158,9	158,9	158,9	158,9	158,8	158,9	158,8	158,9
165,4	159,3	159,6	159,3	158,3	158,1	158,1	158,2	162	162,5
167,7	160,2	159,2	158,8	158,5	158,2	156,5	157	162,7	165,2
168,4	160,9	158,7	159	158,8	158,2	158,2	158,6	162,9	165,4
169	163,8	160,5	159,5	158,8	157,5	156	155,8	159,5	162,5
171,2	162,5	156,9	156,7	156,4	156,4	156,4	156,4	159,2	163,8
170,9	162	160	159,2	159	158,3	157,7	158,2	163	164,6
170,2	162,4	158,6	157,9	157,7	157,1	157	156,1	158,9	161,7
169,3	161,5	158,3	158,3	158	157,8	157,6	157,4	162	162,7
171,8	164,7	159,5	158,5	158,3	158,3	157,7	157,5	158,6	161,9
165,6	158,1	158,8	158,9	158,9	158,2	157,4	158,2	160,6	160,8
170,1	162,1	162,7	160	158,5	157,6	156,3	157,2	163,7	162,5
177,4	171	158,5	158,3	157,6	157,7	157,7	157,7	158,1	158,9
170,4	162,6	157,8	158,2	157	156,7	156,6	156,7	166,8	163,5
178,7	173,3	174,2	174,7	174,2	173,3	173,3	173,9	178,4	178,9
167	158,7	155,8	155,1	154,6	154,6	154,6	154,6	160,4	158,9
172,9	164,1	157,5	158,1	158,4	158,6	158,9	158,9	166,7	168,9
168,9	159,1	159,5	159,1	158,4	158,1	158,1	158,3	159,9	160,7
171,1	162,4	159,2	159,1	158,9	158,7	158	158,2	164,2	165,1
165	157,3	157,1	156,2	155,9	155,3	154,1	154,8	160,7	157,8
165,1	158,1	157,6	158	157,7	156,7	155,8	156,6	163,7	160,3
168,1	159,6	160,2	159,3	158,8	158,1	156,7	157,3	164,8	167,4
179	173,3	165,5	163	162,7	162,1	160,2	159,7	160,9	165
164,9	157,9	158,7	158,5	158,2	156,9	155,3	156,4	163	161,5
171	160,9	158,9	157,1	155,9	155,9	155,5	155,4	155,4	155,4
173	164,5	158,9	158,9	158,9	158,9	158,9	158,6	160,3	161,4
193,6	189,2	184,2	179,6	179,6	180,4	180,6	180,6	184,9	186,9
178,2	171,4	170,2	169,4	169,3	168,8	167,6	167,9	173,6	178,2
169,4	160,1	159	159,2	159	158,2	157,6	158,2	163,1	161,1
172,1	161,4	159,6	158,7	158,3	157,6	156,8	156,9	160,7	164,5
169,1	162,5	158	156,1	157,4	157,4	156,5	156,4	162,5	166,5
158,7	152,1	150,2	153,8	153	151,4	152,5	151,4	156,8	153,9
178,4	165,7	160,7	158,8	158,8	158,9	158,7	158,8	160,2	165,5
166,2	158,4	158,6	158,1	158,3	157,8	156,7	157,8	163	158,4

172,7	161,6	158,4	158,4	158,4	158,5	158,5	158,5	161,4	168,6
179,3	162,9	158,9	158,9	159,1	158,9	158,9	158,9	160	162,9
173,1	164,1	157,2	157,7	157,6	157,7	157,7	157,7	160,8	164,8

des informations publiées, la Régie a procédé à certains changements. Les prix moyens par sous-région reflètent dorénavant la moyenne des pri

juillet				août					septembre
2023-07-03	2023-07-10	2023-07-17	2023-07-24	2023-07-31	2023-08-07	2023-08-14	2023-08-21	2023-08-28	2023-09-04
169,5	171,4	177,1	178,6	184,2	190,9	194,6	194,9	198,5	199,3
169,1	171,3	176,8	178,6	183,7	190,3	194,2	194,3	197,8	198,6
167,6	169,7	174,2	178,6	182,9	189,4	193	193,2	196,9	198,7
171,5	171,7	178,7	178,8	183,9	190,5	193,9	194,9	198,9	199,9
167,4	169,2	174,2	179,9	182,7	188,3	191	190,4	194	197
167,7	166,1	173,5	175,3	184	188,5	191,1	192,9	196,4	197,7
167,7	167,5	173,7	174,8	183,4	187,4	190,7	193,5	196,6	198,1
166,1	165,9	170,5	170,7	179,6	185,7	188,5	189,6	192,7	193,9
169,5	169,5	176	177,4	182,3	187,3	189,2	189,8	195,6	198,1
169,4	171,6	176,6	179,6	184,4	190,2	193,8	194,4	197,9	198,5
170,9	170,7	175,3	177,9	183,9	188,3	191,6	193	197,6	198,2
163,6	167,3	170,2	178,2	180,8	187,3	192,7	192,8	194,8	196,8
163,3	167,6	173,9	178	184,5	189,8	193,8	194,2	198,2	199
170,3	170,3	176,2	177,2	182,7	188,9	194	194,7	197,7	198,4
161,4	168,1	172,2	177	181,4	186,8	191,1	191,8	194,8	195,8
171,5	171,4	177,5	180	184,5	190,3	194,8	194,8	199	199,8
171,6	170,4	174,9	178,2	183,9	189,9	194,2	194,2	197,8	198,7
164	166,3	167,5	174,6	179,4	184	186,4	189,9	193,6	195,7
160,5	164,6	164,5	174,6	179,9	186,3	190,7	191,7	193,9	195,4
164,5	167,3	170,6	177	182,2	188,3	191,3	192	195,7	195,1
173,1	171,2	172,5	177	180,7	186	189,2	188,8	195,4	197,1
168	167,8	174,3	177,5	181,3	186,4	190,6	192,2	195,1	196,6
160,2	165	167,4	172,2	176,8	183,2	186,8	190,2	195	197,4
167,5	168,7	172,3	175,4	182,2	186,6	191,3	191,8	197,9	199,6
158,9	162,5	164,8	170,7	175,9	179,4	186,2	188,6	194,2	197,2

161,7	166,7	170,9	176,6	181,7	185,2	189,7	191,2	196,9	199,9
170,5	169,7	172,9	177,1	184,2	187,1	191	192,7	196	195
175,7	170,5	172,4	176,5	182,9	186,3	190,3	194,4	196,8	197,3
164,4	168,3	170,4	174,9	180,7	186,4	190,7	193,8	196,6	195,7
168,9	168,5	173,2	178	181,3	187,4	193,2	193,5	197,6	198,5
173,7	171,9	176,8	180,2	185,8	191,6	194,6	196	200,2	200,2
168,5	169,7	172,7	178,2	184,4	188,7	193,5	195,9	199,9	200,2
168,7	169,4	172,7	177,1	185	191,1	192,9	194,4	199	198,9
169,3	170,8	176,6	179,7	184,8	190,5	193,7	195,1	199,4	198,9
170	170,2	176	179	182,8	188	193,7	195,5	198,5	199,3
166,3	170,7	176,2	179,6	185,6	191,5	194,4	195,6	199,8	199,4
185,7	168	176,6	178,1	184	189,3	190,6	191,7	195,9	195,8
165,4	168,8	172,8	178,2	182,2	188,2	191,6	192,1	194,7	195,4
167,2	163,7	164,3	170,9	179,9	185,5	189,6	189,5	192,4	194,7
158,6	159,7	163,5	168,1	175,8	181,3	186,8	188,7	191,4	192,7
169,4	166,4	168,3	172,5	178,2	183,6	186,8	188,4	191,8	194,6
160,2	161,8	164,6	167,7	176,6	182,2	186,1	189	191	192,5
169,9	169,9	169,9	175,9	181,9	179,9	182,4	189,9	191,7	194,9
169,1	167,4	168,2	173,4	177,9	181,5	186,7	189,1	191,6	194,8
170,7	169,7	176,1	177,9	183,1	189,3	193,2	193,9	197	199,9
173,9	170,8	179,8	181,2	185,5	191,5	196,4	200,3	205,6	200,6
190,7	193,5	198,2	199,8	204,8	210,1	216,2	213,6	215,3	220,2
166,3	167,2	170,5	174,9	182	187	190,3	191,5	193,3	195,5
167,8	171,8	177,6	182,5	188,6	193,9	196,8	201,5	209,5	211
167,5	170,6	175,3	178,7	183,2	189,3	192,9	192,8	196,7	197
169,9	173,1	177,9	179,3	184,3	190,9	193,8	193,9	198,5	198,8
169,9	173,9	179,9	179,9	185,6	191,9	194,9	194,9	199,9	199,9
168,4	169,1	174,6	178,6	183,1	189,4	193,1	193,2	197,2	198,2
162,5	166,8	175,5	178,1	183,2	189,2	193	193,2	197,2	198,2
166,2	168,4	169,5	174,8	179,7	186,4	191,2	193,4	195,5	195,9
166	166,8	166	171,6	175,6	181,8	187	189,6	192,4	195,3
167,6	170,5	176,6	179,9	183,5	187,3	192,7	192,5	197,2	198,6
165,3	169,5	172,8	178	183,1	188	191,9	192,2	196,1	196,5
164,3	168,2	171,9	176,9	181,3	187,1	191,3	191,7	194,5	192,7

158,9	165,3	169,9	168,9	175,5	185,9	189,9	189,9	192,6	189,9
166,3	169,7	174,4	178,5	185,4	191,9	194,7	196,2	200,5	199,9
163,2	168,8	173,4	178,7	182,9	187,9	191,4	192,3	197,4	199,5
171,6	170,5	172,3	180	184	190,2	194,6	195,9	198,4	198,6
163,7	165,2	166,7	174,9	180,8	186,8	190,8	191,2	194,6	196,7
167,8	168	170,2	177,4	180,8	186,3	190,4	191	194,8	197,2
169,1	169,4	171,9	179,3	183,3	188,8	193	194,5	197,8	199,1
163,5	166,8	168,7	177	181,7	187,9	190,8	190,5	194,9	194,4
166,4	168,2	171,9	178,3	184	189,8	193,3	194,1	198,4	199,7
161,6	168,8	174,7	181,9	181,6	186,6	190,8	190,3	195,2	196,9
165,6	168,2	169	177,7	184,1	190,3	193,7	195,3	198,8	197,5
167,8	168	173	178,1	185,5	191,7	193,5	195,1	200,7	199,7
165,2	160,5	161,9	167,3	178,2	181,5	183,9	189,9	192,3	194,3
159,2	163	167,4	174,7	183,9	189,9	193,3	192,2	196,5	198,3
189,7	187,6	188,4	192	195,5	199,7	201	203,1	206,2	205,5
158,9	165,5	161,3	174,1	182,5	186,6	192	195,7	197	196,9
168,9	170,6	174,3	180,6	184,1	189,9	193,7	194,1	197,2	198,8
164,7	166,8	169,2	177,7	183,3	188,4	193,1	195,2	198,8	199,9
165,1	169,2	172,2	177,2	183	187,4	191,7	192,4	198	197,9
157,9	167,3	164,9	177,3	185,1	191,8	192,6	192,9	201,7	200,3
169,6	169,1	170,8	178,9	186	192,1	193,6	195	201,3	200,3
167,3	169,3	172,3	177,9	185,1	189,7	192,4	194,6	199,5	200,4
165,7	167,2	169,4	177,3	180,8	186,9	191,3	191,5	194,9	198,4
171,2	169,2	171,8	178,8	185,8	192,5	194,4	196,7	200,8	200,5
155,4	163,3	164,9	173,9	177,1	189,7	189,9	189,9	195,9	198,9
162,4	163,9	166,4	175,5	179,4	182,8	189,7	192,4	195,4	198,3
188,8	188,6	191,2	194,9	196,9	200,6	203,6	204,6	206,2	207,7
185,6	178,5	180,3	184	189,5	193,9	196,3	198,2	200,9	201,4
165,4	167,2	169,9	177,4	183,4	187	191,1	194,4	199,1	199,3
163,4	168,5	171	177,9	182,1	188,2	192	193	197,1	199
170,2	169,3	174,9	178,3	183,2	187,2	192,7	192,7	196,7	197,9
160,6	162,7	165,7	175,6	181,3	187,9	189,9	191,1	198,4	195,2
168,2	167	169,2	174,9	178,7	184,1	189,1	190,6	194,1	196,2
166,5	166,7	168,5	177,5	185	189,7	193,2	196,9	200,6	200,5

168,8	168,3	169,1	174	179,7	188,9	191,1	190,7	194,8	192,2
169,4	167,3	170,9	175,8	180	185,9	191,8	194,9	196,9	197,2
167,7	167,3	170,3	174	179,5	185,6	190,4	191,4	195,8	198

x des essenceries situées dans chacune des sous-régions. Auparavant, les prix moyens étaient le résultat d'une moyenne des prix par secteur. D

HEBDOMADAIRE

			octobre					novembre	
2023-09-11	2023-09-18	2023-09-25	2023-10-02	2023-10-09	2023-10-16	2023-10-23	2023-10-30	2023-11-06	2023-11-13
204,5	209,6	207,9	205,2	200,8	202,2	202,8	201	202,9	199,9
204,4	208,2	206,7	205	200,8	202,3	203,7	201,4	203,1	199,9
205,2	209,9	207,8	205,9	200,9	201,9	203,2	201,6	204	198,9
204,2	207,9	206,7	205,2	201,4	201,9	203	201,2	202,5	199,9
203,9	208,7	206,2	204,4	199,8	200,4	201,9	200,2	202,5	197,9
201,9	207,7	207,2	205,5	203,4	203,7	204,9	202,9	204	199,5
203,6	207	204,5	202,2	200,7	201,5	203	200,5	201,9	198,7
198	202,1	201,5	200,8	199,8	200,3	201,3	200	200,6	198,5
202,4	204,9	203,5	202	199,3	200,1	200,9	199,6	200,6	198,2
205,1	208,9	207,5	205,8	200,9	202,2	203,2	201,4	203,1	199,4
204,2	209,9	207,6	205,7	201,5	202	203,1	201	203,6	199,5
201,4	208,2	208,7	206,6	201,8	202,2	201,8	200,2	202	198,1
205,2	209,2	207,6	205,9	201,4	202,7	204,1	201,6	203,4	199,9
204,1	209,7	208,1	205,9	201,2	201,8	203,1	201,4	203,9	198,7
200,3	207,4	208,1	205,6	203	203,1	203,2	200,2	201,3	199
204,5	209,2	208,1	205,8	202,6	202,7	204	201,5	202,7	199,3
205	209,3	208,6	206,8	203,7	203,3	204,9	202,3	203,7	199,5
200,8	205,9	203	200,5	199,5	199,5	199,9	200,6	202,6	197,9
198,7	202,9	204,8	202,7	200,3	199,1	199,1	199,3	199,9	198,5
200,8	204,4	204	202,7	200,5	201,4	201,5	200,4	201	199,8
202,7	205,9	204,4	203,5	201,1	201,1	201,3	200,7	201,1	199,3
201,5	206	205,3	203,3	201	200,4	200,8	200,7	202,5	199,1
201,8	206,9	207,4	205,6	201,4	199,9	199,7	199,8	201,2	198,5
202,4	206,9	207,1	205,3	203,4	202,7	202,9	202,3	202,5	201,5
198,2	205	208,2	204,9	201,7	198,5	196,6	196,6	199,9	199,9

201,9	206,9	208,7	205,9	198	198,7	198,8	197,4	206,4	198,1
202,3	208,9	207,7	205,2	200,3	201,4	201,9	200,7	202,6	199,1
203,9	209,2	207,9	206,3	201,3	203,4	202,9	202,5	203,9	198,4
200,7	208,1	207,8	205,4	200,3	200,9	201,2	200,4	201,2	199,6
202,3	207,9	208,4	205,8	201,9	201,4	201,2	201,4	204	200,4
206,4	207,8	205,9	205,7	198,4	202,8	201,4	200	202,1	198,8
205,7	206,3	204,4	204,5	197,8	203,7	201,9	199,4	200,4	198
205,3	206,1	203,9	203,5	196,9	202,5	201,2	199,6	201	198
205,6	207,9	205,7	204,7	198,8	202,8	202,3	200,9	202,8	198,4
205,2	207,5	205,8	204,8	196,7	201,5	199,8	199,6	200,9	197,6
206,2	208,1	205,5	205,2	198,4	202,5	201,9	199,9	202	198
200,7	205,3	203,2	201,2	195,2	199,5	199,4	199,5	202,7	197,2
202,3	206,6	207,5	205,8	200,4	200,6	200,7	200,3	201,1	199,2
198,4	204,7	207,2	205,9	203,1	199,9	199,1	199,1	200,5	201,1
197,2	200,2	201,2	200,9	194,5	193,6	193,6	193,6	194,7	196,6
199,3	205,5	206,8	206,3	203,6	202,7	202,5	202,4	204,5	203,1
196,9	203,5	205,5	207,3	205,8	204,3	203,5	201,5	200,9	200,1
199,9	203,1	207,9	206,1	203,4	202,9	202,9	200,5	202,9	204,9
199,2	204,3	207,4	206,4	203,7	203,3	203,3	202,5	203,4	202,4
203,1	209,1	209,4	208,1	204,9	204,6	204,5	203	203,4	201,1
205,7	211,4	210	208,9	205,7	204,8	205,7	204,5	205,9	203,5
223,6	228,2	227,2	226,4	228,6	227,5	230,8	229,3	232,9	228,3
200,9	204,5	205,2	204,5	202,2	200,8	200,5	200,1	202,1	198,2
212,8	215,8	211,2	210,9	208,2	207,1	209,1	209,8	208,5	204,2
204,7	207,8	206,7	205,1	201,1	201,6	202,9	201,1	202,4	199
205,5	207,9	206	205,2	201,7	202,7	203,9	201,7	202,7	201,6
207,9	209,9	207,5	205,9	201,4	203,2	204,9	201,9	205	200,1
203,6	208,6	208,2	205,9	203,2	202,1	202,7	201,4	202,7	200,4
203,2	208,2	206,6	205,7	201,4	201,9	203,2	201,2	203,2	199,9
199,1	205,1	207,9	204,5	200,8	199,7	200,2	200,1	200,1	198,2
198,8	205,8	207,6	206	200,4	199,9	199,9	199,9	199,9	199
206,2	209,9	209,6	207,6	202,2	203,2	203,6	202,9	206	202,2
202,4	208,7	208,1	205,3	200,8	200,7	201,1	201,3	202	198,9
199,7	207,5	207,8	205,9	200,3	200,9	201,2	200,4	203	199,8

198,3	205,9	207,5	204,7	199,9	199,9	199,9	199,9	199,9	199,1
206,2	207,1	205,2	205,1	197,6	203,8	202,2	200	201,5	198,5
205,3	207,5	205,3	204,5	199,7	202,8	202,1	200	202,1	197,4
204,6	208,1	206	205,2	197,5	202,1	200,9	200	201,5	197,2
204,3	208	205,9	203,7	197,2	200,1	199,4	198,7	201	196,7
204,3	209,7	208,4	206,4	201,7	200,4	200,4	199,8	202,9	198
205,3	207,9	206	204,9	198,3	202,3	201,1	200,1	202	197,6
204,1	208	205,1	202,6	197,5	200,2	199,4	198,4	200,1	196,3
206,4	208,7	207	205,9	200,8	202	201,3	200,3	201,6	198,6
203,6	208,7	208,3	206,5	202,7	202,9	200,5	200,9	202,5	199,5
203,9	205	202,3	203,9	194,5	199,2	197,7	198	199	195,7
204,5	207,8	206,7	205	197,4	203	201,4	199,8	201,3	198,2
197,9	202,1	203,1	202	200	196,6	196,5	195,9	196,9	195,9
202,9	208,2	206,8	205	200	200,7	200,9	200,2	200,7	199,7
210,1	210	207,8	208,4	200,2	207,5	205	204,3	204,9	202,8
200,9	206	206,1	205	191,6	198,6	199,9	199,5	200,1	198,8
204,6	209,9	207,8	205,9	200,9	202,6	203,2	201,6	202,6	198,9
205,4	207	205,3	205,2	198,9	203,2	201,6	199,6	201,3	198,5
203,9	207,1	204,7	204,1	200,2	202,1	201	198,9	200,9	198,6
204,5	205,2	203	204,3	192,6	198,5	198,5	197,3	201,2	195,6
205,9	206,4	203,9	204,6	194,3	202,1	200	198,6	200,8	196,8
206,2	206,9	205	204,4	198,4	203,9	202,4	199,8	201,4	198,3
203,5	208,7	206,5	204,8	201,5	200,3	199,7	200,3	201,3	197,9
206,2	206,3	203,9	204,2	194,6	202,9	200,2	198,8	200,4	197,1
202,5	201,9	201,9	201,9	193,7	195,5	197,9	197,9	197,9	197,8
202,9	207,4	206,4	205,4	202,4	202,4	201,9	202,7	203,7	200,8
211,9	214,6	212,6	208,9	205,4	206,2	206,6	205,9	207,6	203,9
207	211,1	209,1	207,8	203,2	205,4	204,6	204,2	205,4	202,5
205,6	206,8	204,6	204,3	196	202,3	201	198,7	200,1	197,3
204,7	207,6	206,1	204,9	199,5	201,6	200,9	199,9	202	198
204,2	208,4	207,4	205,9	197,4	198,4	200,1	200,6	201,7	198,8
202,5	203	199,7	201	189,3	198,3	194,6	193,7	196,2	192
201,5	209	208,9	206,9	202,7	202,1	201,7	202,3	204,7	202,7
206	206,2	204,3	204,3	195,2	202,5	200,1	199,3	200,3	197,8

198,5	205,8	206,2	202,7	199,3	199,9	200,3	199,4	199,7	199,7
200,3	207,5	206,4	205,6	202,8	202,5	201,7	201,3	201,5	199,3
201,9	207,9	209	206,9	202,8	202,2	201,9	201,2	202,5	200,6

e façon générale, l’impact sur les résultats est inférieur à 1 cent/litre

						2023			
		décembre							
2023-11-20	2023-11-27	2023-12-04	2023-12-11	2023-12-18	2023-12-25	Janvier	Février	Mars	Avril
199,9	199,9	196,2	190,3	189,3	189,2	230	205,2	189,8	176,9
199,9	199,9	196,4	191,2	190,7	189,3	229,6	204,8	189,9	177,1
198,9	198,9	194,8	189,1	188,6	188,6	228,6	205,7	191,2	178,6
199,9	199,9	196,9	190,7	189,9	189,9	229,7	205,1	190,2	176,6
197,4	197,2	192,7	189,3	186,6	187,2	227,4	204,9	190,1	175,5
198	196,9	195,3	191,8	189,4	189,2	230	206,2	190,5	177,4
197,2	196,8	193,8	191,1	186,5	185,5	228,3	206,6	193	178,5
197,4	197,1	193,5	189,9	187,6	187,9	228,5	204,9	190,1	175,6
197,4	197,3	193,6	189,8	189,4	190,6	229,8	205,6	190,3	176,1
199,4	199,4	194,7	189,5	188,6	187,9	228,1	204,7	191,1	176,9
199,5	199,5	195,7	189,6	188,8	188,6	229,8	205,5	190	176
197,4	197,4	195,2	190,3	186,6	186,3	230,8	205,8	191,1	177
199,9	199,9	196,2	189,8	189,9	189,7	228,7	205,1	190	176,5
198,7	198,7	194,9	189	188,4	188,1	229,7	205,6	190,3	176,4
198,6	198,6	197,3	191	189	189,1	231,1	205,3	190	176,3
199,3	199,3	196,2	191,4	189,2	188,9	230,3	206,2	190,4	177,2
199,5	199,5	196,3	191	191	191,1	229,7	205,3	190,3	177,1
197,9	197,9	195,1	188	186,9	186,9	228,4	204,6	189,7	176,3
198,5	198,5	197,7	192,5	188,1	186,2	231	205,9	191,4	179,7
199,8	199,8	197,8	195,1	192,4	191,3	229,6	205,5	191	178,8
199,3	199,3	193,4	189,9	189,9	189,9	227,7	206,2	190	175,4
199	198,7	195,6	190,1	188,4	187,4	230,1	205,8	190,7	178
197,9	196,6	194,3	188,8	186,7	185,9	229,6	204,4	191	177,2
201,9	201,9	200,1	198,5	196,3	193,7	230,4	206	191,5	178,9
199,9	199,9	198,6	186,7	185,9	185,9	227,7	204,1	193,4	177,8

197,7	197,7	195,1	189,9	189,9	189,9	228,3	206,2	190	175,3
197,7	197,5	194,1	188,6	187,2	185,6	230,7	205,2	189,5	176,4
198,4	198,2	193,7	188,4	188,1	187,6	227,7	206	192,2	180
199,2	199,2	196,7	192,4	188,5	185,9	229,5	206,3	190,6	178,7
200,8	200	197,6	194,1	191,6	190,4	230	206,1	192,1	178,5
199,1	198,5	192,9	188,3	187,6	185,4	225,7	198,4	187,5	173,4
198,1	197,5	193	189,4	187,6	185,6	224,8	194,1	186,8	173
198,1	197,6	192,3	188	188,3	187,4	223,7	198,4	189	173,4
198,3	198	194	189,1	187,9	186,8	226,5	197,5	187,5	173,9
197,7	197,2	192,9	189,5	187,4	185,7	225,9	195,7	187,8	173,6
197,9	197,6	192,1	187,6	187,6	185,6	226,2	198	187,3	173,3
197	196,4	191,8	184,1	184	181,9	216,6	190,8	181	170,6
199,2	198,2	195	191,2	189,1	186,3	229,3	206	191,9	179,9
201,1	200,5	199,3	196,5	188,6	188,1	231,5	208,4	194,1	181,4
196,6	196,5	194,2	189,3	182,6	181,9	221	204,3	190,4	177,4
201,1	200,8	197,8	190,2	187,2	187,1	229,3	206	192,9	181,6
198,4	197,9	197,6	194,4	191,9	191,5	230,1	205,6	193,5	183,5
200,1	195,9	195,9	189,9	189,9	189,9	229,9	205,1	192,1	180,1
202,4	200,8	198	193,8	190,6	189,9	228,8	206,2	193,7	181,1
199,8	198,4	195,8	192,5	191,4	191,9	232	208,3	192,8	178,1
201,7	198,4	196,3	193,1	191,8	192,6	231,2	209	194,5	182,4
229,3	230,5	229,2	223,1	215,6	215,4	261,6	246,4	239,7	220,1
199,8	199,7	196,7	192,4	188,1	188,7	230,5	213,3	196,3	180,4
205,3	205,4	199	193,2	190,8	190,4	233,1	203,4	196,4	183,6
198,9	198,9	196,7	191,8	189,4	188,2	228,1	205	190,9	179,3
201	201	198,4	192,6	189,9	189,9	229,6	205,1	189,8	177
200,2	200,4	196,8	191,2	189,9	189,9	229,3	204,9	189,5	176,3
199,9	199,9	197,6	191,2	189,9	189,9	230,5	205,6	190	176,6
199,9	199,9	197,2	191,2	189,6	189,9	229,3	205,1	189,9	176,4
198,3	198,1	195,4	188,8	187,2	187,1	230,2	205	190,4	176,7
197,9	197,9	196,4	194,6	190,9	188,6	230,4	207,3	193,3	179,3
199	199,5	197,2	191,8	187,7	185,4	229,5	205,6	191,1	180,8
198,7	198,7	194,8	188,7	186,8	186,7	229,5	205,5	191,1	177,8
198,4	198,4	195,4	189,3	187,3	185,9	231,5	204,8	189,2	175,4

197,2	197,3	194,3	188,1	182,9	182,9	227,8	200,5	184,1	173,8
198,3	197,8	192,9	189,5	188,6	186	223,4	195,6	187	173,8
198,4	198,2	193,8	190,5	188,3	185,9	224,2	196,6	186,7	173,5
197,3	197,1	191,6	187	186,6	185,7	228,1	200,2	188,8	174
196,3	195,5	192,2	187,2	185,3	185,2	227,7	200,4	188,2	175,2
197,8	197,6	193,8	188,7	187,2	186,2	228,7	205	189	175,5
197,7	197,3	192,7	188	186,7	185,9	221,8	198,4	188,9	175,5
196,1	197	193,6	187,6	184	182,3	225,5	200,4	185,9	173,1
198,6	198,3	194,2	188,3	187,4	185,5	227,9	201,4	188,6	173,4
198,9	198,9	195,6	190,7	187,7	187,7	230	203,6	190	177,7
195,1	195,3	190,6	185,5	184,6	184,9	222	192,4	185	171,6
198,4	197,8	193,6	188,2	188,3	188,2	224,5	200,5	188,8	175,9
195,9	195,5	195,5	193	187,2	187,5	230,3	205,3	189,5	180,1
199,7	199,7	195,2	189,7	188,7	188,2	227,9	204,4	188,8	173,7
202,9	202,1	197,2	194,3	194,9	194,4	221,8	199,3	194,5	183,8
197,6	196,8	194	190,2	188,8	188,9	223,7	196,8	185,3	174,4
198,9	198,9	194,8	189,4	188,6	187,9	229,6	205,1	190,3	175,8
198,6	198,1	193,8	190,7	187,8	185,7	224,6	195,4	186,9	173,7
198,1	197,6	193,3	189,5	187	183,7	228,3	201,4	189,5	176
197,3	198,4	189,7	186,5	186,5	188,7	223,7	191,3	184,9	171,2
197,6	197,2	190,2	186,6	187	186,6	223,4	193,4	185,8	171,7
198,4	198	193,6	190,5	188,5	186,2	224,2	197,3	187,5	173,7
197,9	197,9	195,4	192,3	191,3	191,3	229,7	208,8	194,3	182,8
197,3	196	189,8	185,9	186,2	185,7	220,7	193,4	186	171,3
196,9	196,9	196,1	189,9	187,9	184,9	225,9	198,4	188,8	173,9
200,4	199,7	195,7	191,7	189,6	189,4	229,4	204,2	189,6	176,6
203,9	203,9	200,5	197,4	196,9	200,4	236,9	220,4	210,4	195,9
202,2	201,8	198,9	194,6	193,1	192,8	226,2	203,9	194,3	183,1
197,1	196,8	191,5	187,1	186,2	185,2	223,4	196,7	186,9	174,1
197,7	198	194,4	188,5	186,9	186,9	228,1	199,6	188,5	176,4
198,4	198,4	194,4	188,9	187,4	184,9	231	204,3	188	176,3
191	191,6	187,4	182,6	181	180,1	224,7	191,1	181,2	166,3
201,8	200,2	197,7	191,4	188,7	188,7	229,8	206,2	191,9	181
197,9	197,2	192,6	189,5	188,5	187,4	223,8	194,7	187	172,4

199,7	199,7	196,5	189,7	186,2	185,7	230,5	205,5	189,8	176
199,3	199,3	198,1	193,1	188,1	187,5	230,9	206,5	191	180
200,1	199,8	196,9	191,7	189,6	188,5	231,1	205,8	189,6	176,9

1Afin d’améliorer la qualité des informatio

MENSUEL

Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Moyenne 2023
159,8	162,9	175,9	194,7	205,7	202,5	200,7	191,8	191,3
159,8	162,7	175,9	194,1	204,8	202,7	200,7	192,5	191,2
161	161,7	174,6	192,8	205,8	202,8	200,2	190,7	191,1
159,9	162,9	176,9	194,6	204,9	202,6	200,6	192,3	191,4
160,5	161,9	174,4	190,9	204,4	201,4	198,7	189,4	190
159,6	160,6	173,1	192,2	204,1	204,1	199,6	192	190,8
160,7	160,8	173,2	192	203,8	201,6	198,7	190,2	190,6
160	160,7	170,6	189,1	199,2	200,5	198,4	190,2	189
159,9	162,2	174,9	190,5	202,5	200,4	198,4	190,9	190,1
160,3	162,8	176,3	194,1	205,5	202,8	200,3	190,8	191,1
159,9	162,2	175,8	192,7	205,4	202,7	200,5	191,2	191
159,9	160,3	172	191,9	204,2	202,6	198,7	190,4	190,4
159,4	159,8	173,4	193,8	205,7	203,2	200,8	191,9	190,7
160	162	175,1	193,8	205,5	202,7	200	190,6	191
159,5	160	172	191,1	203,3	203	199,4	192,2	190,3
159,8	162,8	177	194,6	205,8	203,3	200,2	192,1	191,6
159,9	162,4	175,8	194	205,9	204,2	200,5	192,7	191,5
160	160,3	170,4	188,5	201,2	200	199,1	189,8	189
159,8	159,3	168,8	190,7	200,7	200,1	198,9	192,3	189,9
160	160,9	172,3	191,8	201,5	201,3	200,1	194,9	190,6
160,1	161,5	174,9	189,9	202,9	201,6	199,8	191	190,1
159,9	161	173,8	191	202,6	201,3	199,8	191	190,4
159	158,5	168,3	188,8	203,7	201,3	198,6	189,7	189,2
160	161,2	173,2	191,9	204,3	203,3	201,9	198,1	191,7
159,3	158,8	166,7	187,2	202,4	199,6	199,9	190,1	188,9

159,5	160,1	171,5	190,7	204,6	199,8	199,9	191,6	189,8
159,1	161,5	174,9	191,7	204,1	202	199,2	189,8	190,3
161,7	162,2	175,9	192	205	203,4	199,9	189,9	191,3
159,9	161,3	171,7	191,9	203,6	201,7	199,8	192,2	190,6
160,4	160,9	174	192,9	204,6	202,3	201,3	194,2	191,4
158,9	160,9	178,2	195,6	205,4	201,8	199,6	189,4	189,6
158,8	159,2	175,7	194,5	204,4	201,6	198,5	189,8	188,4
159,2	160,3	175,7	194,4	203,9	200,9	198,7	189,4	188,9
158,6	161	176,4	194,7	204,9	202	199,4	190,2	189,4
159	160,5	176	193,8	204,6	200,7	198,3	189,6	188,8
158,8	160,9	176,2	195,3	205,2	201,7	198,9	188,9	189,2
156,6	157	178,8	191,9	201,5	199,1	198,3	186,3	185,7
160,8	160,5	173,5	191,6	203,4	201,6	199,4	191,4	190,8
163,9	160	169,3	189,2	201,5	201,3	200,8	194,5	191,3
162,6	159,1	165,4	187,1	198	195,6	196,2	188,4	187,1
160,7	160,8	171	187,7	201,9	203,5	202,4	191,4	190,8
160,7	159,7	166,2	187,1	199,9	204,4	199,3	194,5	190,4
165,5	166,6	173,5	186,2	201,8	203,2	201	191,8	191,4
163,6	163,8	171,2	187,2	201,8	203,9	202,2	193,9	191,4
160,5	161,9	175,4	193,3	205,7	205	200,7	193,2	192,2
163,1	164,2	179,8	198,5	206,9	205,9	202,6	193,8	194,3
202,1	192,4	197,4	213,8	225	228,5	230,2	222,2	223,3
165,2	162,6	171,9	190,5	201,9	201,6	200	192,1	192,2
164,6	166,1	177,4	200,3	213,2	208,9	205,7	195,1	195,7
160,9	161,8	175,1	192,9	204,5	202,4	199,8	193	191,1
159,8	162,8	176,9	194,3	204,9	202,8	201,6	194,6	191,6
159,9	163,8	177,8	195,4	206,8	203,6	201,4	193,4	191,8
159,7	162	174,7	193,2	205	203	200,7	192,7	191,2
159,7	160,8	173,2	193,2	204,4	202,7	200,7	192,5	190,7
159,7	160,6	171,7	191,6	202,3	201,1	198,7	190,3	189,9
160,1	158,9	169,2	187,8	202,2	201,2	198,7	193,6	190,2
160	161	175,6	192,1	206,6	204	201,7	191,9	191,7
160,1	161,7	173,7	191,7	204,3	201,9	199,6	189,9	190,6
159,4	160,4	172,5	191,2	202,5	201,9	199,9	190,4	189,9

159,4	158,8	167,7	189,6	201	200,9	198,4	188,1	187,5
158,9	159,8	175,7	195,7	204,9	201,9	199	190,2	188,8
159	159,6	174,1	192,2	204,7	201,9	199	190,6	188,5
159,1	160,8	176	194,8	204,7	201,3	198,3	188,3	189,5
160,1	158	171	190,9	204,1	199,9	197,4	188	188,4
157,7	158,5	173	190,6	205,3	201,8	199	189,7	189,5
159,7	160,3	175,4	193,5	204,9	201,4	198,6	188,9	188,9
158,8	158,1	171,9	191	203,4	199,7	197,4	188	187,8
158,8	159,5	174,4	193,9	205,9	202,1	199,3	189,8	189,6
160,1	158,8	173,8	190,7	204,8	202,7	200	191,1	190,3
158,6	158,9	174	194,5	202,4	198,8	196,3	186,8	186,8
160,2	159,2	175,9	195,3	205	201,5	198,9	190	189,6
160,8	158,1	166,6	186,9	199,6	198,1	196	191,6	188,6
158,6	160,3	169,6	193	204,4	201,4	199,9	191	189,4
173,9	175,6	190,9	202,5	208,5	205,3	203,2	195,4	196,2
155,8	156,6	169,9	192,9	202,8	199,2	198,3	190,9	187,2
159,4	162,8	175,7	193,7	205,7	202,9	199,8	190,8	191
158,8	159	173,5	193,7	204,6	201,8	199,1	190,5	188,5
159,7	160,8	173,7	192,4	203,8	201,3	198,8	189,7	189,6
156,4	156,4	172,4	194,7	203,4	198,5	198,1	187,6	186,5
157,6	158,6	175,7	195,5	204,4	200,2	198,1	187,9	187,7
159,2	160,1	176,2	194	204,9	201,9	199	190,6	189,1
165,4	161,3	172,1	191,1	204,6	201,3	198,8	192,9	191,9
158,1	158,3	176,7	196,1	204,4	200,4	197,7	187,2	187,5
157,8	155,4	166,9	191,4	201,4	197,5	197,4	190,9	187,1
160,1	159,7	169,5	190,1	204	203	201,1	192,2	189,9
182,7	182,9	192,1	203,7	212	206,7	204,8	198,4	203,9
169,8	170,9	183,9	197,3	207,5	205,1	203	195,4	195
159,1	159,7	173,3	192,9	204,4	200,6	197,8	188,1	188,1
159,2	159,1	173,1	192,6	204,7	201,4	198,9	189,8	189,3
158,3	160	175,2	192,3	205	200,6	199,3	190	190
152,1	153,4	169,2	191,8	200,4	195,6	192,7	183,5	183,5
160,7	160,6	171,6	189,5	204,3	203,2	202,4	192,4	191,1
158,2	158,7	175	195,1	204,4	200,5	198,3	190	188,2

159,1	161,4	172	191,4	201,1	200,4	199,7	190,5	189,8
159,8	160	172,7	192,4	203,1	202,8	199,9	192,8	191
158,9	160	171,7	190,8	204,5	203	200,7	192,5	190,5

ns publiées, la Régie a procédé à certains changements. Les prix moyens par sous-région reflètent dorénavant la moyenne des prix des essencer

ies situées dans chacune des sous-régions. Auparavant, les prix moyens étaient le résultat d'une moyenne des prix par secteur. De façon généra

ıle, l’impact sur les résultats est inférieur à 1 cent/litre

ADEQ-16

RÉGIE DE L'ÉNERGIE

AUDIENCE SUR LES COÛTS D'EXPLOITATION
QUE DOIT SUPPORTER UN DÉTAILLANT EN ESSENCE
OU EN CARBURANT DIESEL

DOSSIER R-3399-98

RÉGISSEURS : **Me CATHERINE RUDEL-TESSIER, présidente**
M. ANDRÉ DUMAIS
M. JEAN-NOËL VALLIÈRE

AUDIENCE DU 19 AVRIL 1999

VOLUME 38

MICHEL DAIGNEAULT
Sténographe officiel bilingue

témoin vient de dire; sinon, bien je ferai la demande auprès de la Régie.

27 Q. Bonjour, Monsieur Roy.

R. Bonjour.

28 Q. Monsieur Roy, est-ce que je comprends que les prix à la rampe, avec lesquels vous êtes très familier, sont concurrentiels à Montréal avec le prix du pétrole international?

R. Oui.

29 Q. Donc je comprends que l'on mesure le prix du pétrole international dans l'établissement du prix à la rampe pour demeurer compétitif?

R. Oui.

30 Q. Est-ce que j'ai raison de vous suggérer que cette référence-là, c'est le prix, écoutez, je suis prêt à vous concéder qu'il peut y avoir une journée ou deux de différence dans l'année mais de façon générale, on parle du prix d'importation du pétrole par cargo de New York?

R. Oui.

31 Q. Est-ce que je comprends, bon, on ajoute à ce prix-là, finalement, donc, le prix, si je comprends bien, à Montréal, le prix à la rampe est fixé en fonction du prix international pour garder les raffineries compétitives? Bien, il y a d'autres facteurs qui rentrent en ligne de compte, et on va pouvoir en parler, mais ça, c'est une composante très importante, exact?

R. Disons que le prix à la rampe de Montréal reflète un coût de substitution qui est le coût du produit importé à Montréal.

32 Q. O.K. Alors le coût à la rampe reflète un coût de substitution, qui est le coût du produit importé à partir de New York, c'est ce que vous venez de nous dire. Maintenant, ça, ça existe depuis à peu près quatre-vingt-douze (92), est-ce qu'on est d'accord, Monsieur Roy?

R. Qu'est-ce qui existe depuis quatre-vingt-douze (92)?

33 Q. Ce mode, ce mode de... l'établissement de ce coût à la rampe-là, la façon dont on calcule le coût à la rampe en fonction du coût de substitution, est-ce que j'ai raison de vous suggérer que c'est à peu près depuis mil neuf cent quatre-vingt-douze (1992) que ça existe?

R. Disons, je ne suis pas en mesure de commenter ce qui se passait dans les années soixante-dix (70) ou quatre-vingt (80), alors je dirais depuis au moins quatre-vingt-douze (92), oui.

34 Q. Quatre-vingt-douze (92). Puis ça, disons, en toutes circonstances, c'est la façon d'établir le prix à la rampe, on est d'accord?

Me ÉRIC DUNBERRY :

Madame la Présidente, je vais simplement faire une objection de principe ici.

Mon confrère, évidemment, s'adresse à un représentant de Pétro-Canada qui

Disponibilité et écoulement d'énergie primaire et secondaire en unités naturelles 1 2 **ADEQ-17**

Fréquence : Annuelle

Tableau : 25-10-0030-01 (anciennement CANSIM 128-0017)

Date de diffusion : 2025-11-13

Géographie : Canada, Région géographique du Canada, Province ou territoire

	Combustible	Essence à mot	Kérosène et r	Carburant die	Mazouts légers, énergie secc
Géographie	Caractéristiques de disponibilité et écoulement	2024	2024	2024	2024
		Mégalitres			
Québec	Production	8 830,40	41,7	8 697,70	265,1
	Exportations	561,5 ..		2 364,40 0s	
	Importations	3 137,10 0s		54,5	1,2
	Transferts inter-régions 5	-2 948,10	206,9	-893,9	-77,8
	Variation des stocks	26,8	2,1	-31,5	-0,3
	Transferts inter-produits 6	549	-0,2	-506,5	127,1
	Autres ajustements 7	363,1	40,6	-99	57,7
	Disponibilité 8	9 343,30	286,8	4 919,90	373,6
	Transformé en énergie électrique par services publics d	0s ..		56,7	0,2
	Transformé en énergie électrique par industries	.. ..		43,5	0
	Transformé en coke et gaz manufacturé	.. ..	..	..	
	Transformé en produits pétroliers raffinés	.. ..	..	..	
	Transformé en production de vapeur	.. ..		0	0
	Approvisionnement net 9	9 343,30	286,8	4 819,80	373,4
	Autoconsommation 10	0	0 0s	0s	
	Consommation non-énergétique 11	.. ..	..	..	
	Consommation énergétique finale 12	9 343,30	286,8	4 819,80	373,4
	Total industriel 13	69	21,4	1 004,70	38,1
	Extraction minière et de pétrole et de gaz 14	23,8	2,9	515,7	4,2
	Fabrication total	3,4	17,4	76,7	28,1
	Fabrication de pâte et papier 15	0,9 0s		4,7	3,9
	Fabrication de fer et acier 16	.. ..	x	x	
	Fabrication d'aluminium et métaux non-ferreux 17	.. x	x	x	

Fabrication de ciment 18		0,4	0s		2,4		0,7
Fabrication des produits pétroliers raffinés 19	..		..	..		..	
Fabrication de produits chimiques 20	..		0s		2,8		0,7
Toutes autres fabrications 21		2	x		51,8	x	
Foresterie , exploitation forestière et activités de soutie		9,5		0,4	123,5		2
Construction 23		32,2		0,8	288,8		3,8
Total transport 24		8 917,80	..		2 911,40		13,6
Sociétés ferroviaires		1,6	..		170,9	..	
Total lignes aériennes		0	..		0	..	
Lignes aériennes canadiennes 25		0	..		0	..	
Lignes aériennes étrangères	..		..	..		..	
Total lignes maritimes	0s		..		169,9		0
Lignes maritimes canadiennes 26	0s		..		146,1		0
Lignes maritimes étrangères	..		..		23,8	..	
Pipelines 27	..		..		0	..	
Transport routier et urbain en commun 28		59,3	..		1 213,70	..	
Ventes au détail (pompes)		8 856,90	..		1 356,90		13,6
Agriculture, pêche, chasse et piégeage 29		138,8	0s		396,2		16,6
Résidentiel 30	..			64	..		260,2
Administrations publiques 31		39,7	0s		72,6		7,2
Commerces et autres institutions 32		178		201,4	434,8		37,7
Écart statistique		0		0	0		0

Légende des symboles :

..	indisponible pour une période de référence précise
0s	valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
x	confidentiel en vertu des dispositions de la Loi sur la statistique

Renvois:

1 Pour des données trimestrielles sur les années antérieures à 2002, s'il vous plaît voir le tableau 25-10-0005.

2 Les tableaux 25-10-0009, 25-10-0010 et 25-10-0012 ont été archivés et remplacés par les tableaux 25-10-0029, 25-10-0030 et 2

3 Les données comprennent les mélanges de carburants renouvelables tels que l’éthanol.
4 Les données comprennent les mélanges de carburants renouvelables tels que le biodiesel et le carburant diesel renouvelable.
5 Indique le déplacement net inter-région de produits entre les régions.
6 Indique les transferts de produits semblables entre les diverses formes de produits ; par exemple, gaz de distillation vers gaz na
7 Comprend les variations de facturation proportionnelle, les différences de comptage et les pertes de transport. Dans le cas du p
8 La quantité qui était disponible pour la consommation. Ceci inclut la somme de production, importations, transferts inter-régio
9 Quantité disponible après soustraction des quantités utilisées dans les procédés de transformation. Disponibilité moins transfo
10 L’autoconsommation est la consommation par le secteur industriel du combustible qu’elle produit; par exemple, les produits pe
11 Les quantités présentées ici sont celles utilisées à des fins autres que combustibles. Ces quantités comprennent des produits uti
12 La somme des consommations dans les secteurs d'extraction minière et extraction de pétrole et de gaz, manufacturier, forestie
13 La somme des usages dans l'extraction minière et extraction de pétrole et de gaz, manufacturier, forestier et construction.
14 Comprend les établissements dont l'activité principale est l'extraction de substances minérales d'origine naturelle. Inclus sont le
15 Les établissements qui s'occupent principalement de la fabrication de pâte, de papier et de produits du papier. Jusqu'à 2003 inc
16 Les établissements qui s'occupent principalement de l'exploitation de hauts fourneaux, d'usines de moulage, de laminoirs ou de
17 Les établissements qui s'occupent principalement de la production d'aluminium et l'affinage des métaux non ferreux. Jusqu'à 20
18 Les établissements qui s'occupent principalement de la fabrication de ciment. Code 327310 du Système de classification des inc
19 Les établissements qui s'occupent principalement de la fabrication d'un groupe de produits pétroliers raffinés comprennent les
20 Les établissements qui s'occupent principalement de la fabrication de produits chimiques industriels organiques et inorganique
21 Toutes les autres industries manufacturières (codes 31, 32 et 33 du SCIAN) non énumérées ci-dessus. Dans certains cas, cette ca
22 Les établissements qui s'occupent principalement de foresterie et d'exploitation forestière. Codes 113 et 1153 du Système de c
23 Les établissements qui s'occupent principalement de la construction d'immeubles, de grandes routes, de barrages, et cetera, et
24 Dans ce secteur, seule la consommation de carburants par l'industrie des transports à des fins de transport est incluse. Tout cor
25 Les établissements canadiens qui s'occupent principalement de fournir pour compte d'autrui des services de transport public de
26 Les établissements qui s'occupent principalement du transport par eau de passagers et de marchandises, à l'aide d'un matériel
27 Les établissements qui s'occupent principalement de l'exploitation de pipelines pour le transport de gaz naturel, pétrole brut et
28 Les établissements qui s'occupent principalement de la prestation des services de transport par camion, à exploiter un réseau u
29 Les établissements qui s'occupent principalement à des activités agricoles, ainsi qu'à la pêche, la chasse et au piégeage. Codes 1
30 Cette catégorie comprend toutes les résidences privées, y compris les maisons unifamiliales, les appartements, les hôtels-réside
31 Établissements des administrations fédérales, provinciales et municipales, dont l'activité principale se rapporte à l'administratio
32 Consommateurs finaux autres que ceux énumérés déjà. Elle comprend les industries de service liées à l'extraction minière, aux

https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=2510003001

ɔndaire

25-10-0031. Les comparaisons des nouveaux ensembles de données avec ceux publiés auparavant devraient être effectuées avec prudence.

turel, gaz naturel pour produire de l'hydrogène dans les raffineries de pétrole.
pétrole brut, cela comprend les ventes aux non-raffineries. Pour le gaz naturel, cela inclut des volumes perdus en cours de traitement et autres p
ns, transferts inter-produits et autres ajustements moins les exportations et variations des stocks.
rmée en énergie électrique par services publics d'électricité, transformé en énergie électrique par industries, transformé en coke et gaz manufac
étroliers raffinés consommés par l'industrie de raffinage de pétrole. Ceci ne comprend pas la consommation des formes d'énergie produites par
ilisés comme alimentation pétrochimique, anodes et/ou cathodes, graisses, lubrifiants, et cetera.
r, construction, transport, agriculture, résidentiel, administrations publiques et commerces et autres institutions.

es mines de métaux, les mines de non-métaux, les mines de charbon, l'industrie d'extraction du pétrole brut et du gaz naturel, les carrières de pi
clusivement : codes 322111, 322112, 322122 et des parties de 321216, 322121 et 322130 du Système de classification des industries de l'Amério
e fours à coke utilisés avec les hauts fourneaux et incluant les aciéries. Jusqu'à 2003 inclusivement : codes 331110, 331221 et 331514 du Systèm
003 inclusivement : codes 331313 et 331410 du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). Après 2003 : codes 331
dustries de l'Amérique du Nord (SCIAN). Cette classification ne comprend pas la fabrication et la livraison de béton préparé qui sont incluses à la
carburants ainsi que les huiles et graisses obtenues par mélange. Code 324110 du Système de classification des industries de l'Amérique du Nor
s ainsi que d'engrais chimiques. Jusqu'à 2003 inclusivement : codes 325110, 325120, 325130, 325181, 325189, 325313 et des parties de 325190
atégorie est utilisée lorsqu'il n'y a pas de répartition des industries manufacturières particulières.
lassification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).
aux établissements qui fournissent des services à l'industrie de la construction (les entrepreneurs spécialisés qui s'occupent principalement de
mbustible utilisé pour les activités non liées directement au transport (par exemple; les gares ferroviaires, les entrepôts, les aéroports, et cetera
e personnes ou de marchandises par aéronef. Notamment par avion et par hélicoptère. Code 481 du Système de classification des industries de
conçu à cette fin, et fourni par des navires enregistrés au Canada (battant pavillon canadien). La pêche commerciale est aussi inclue. Codes 1141
d'autres produits. Inclus également sont les établissements qui s'occupent de la distribution, par une série de conduites, de gaz naturel. Codes
rbain, interurbain et rural de transfert en commun, des autobus scolaires, des autocars de location et de tourisme, ainsi que les taxis et des limo
111, 112, 114, 1151 et 1152 du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). Exclus sont toute installation dont l'activ
ences, les condominiums et maisons de ferme.
on publique. Cela comprend les organismes tels que la Fonction publique fédérale, la Défense nationale, la Gendarmerie royale du Canada, ainsi
transports ainsi qu'au stockage et à l'entreposage, aux communications et aux services (à l'exception de l'électricité et du gaz naturel), à la vent

s naturelles

pertes. Ce flux est aussi utilisé pour équilibrer l’approvisionnement et la disposition

cturé, transformé en produits raffinés et transformé en production de vapeur
d’autres industries d’approvisionnement en énergie; par exemple, ces chiffres excluent la consommation de gaz naturel par l’industrie du raffin

ierres, les carrières de gravier, l'exploration minérale, l'aménagement de biens miniers et les activités de forage à forfait. Jusqu'à 2003 inclusiver
que du Nord (SCIAN). Après 2003 : code 322 du SCIAN
e de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). Après 2003 : codes 3311, 3312 et 33151 du SCIAN
3, 3314 et 33152 du SCIAN
ligne manufacturier, autres
rd (SCIAN)
), 325210, 325410 et 325610 du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). Après 2003 : code 325 du SCIAN

travaux de construction dans les domaines de la plomberie, de la charpenterie, de la peinture, et cetera). Code 23 du Système de classification d
), est exclu. Ces quantités sont incluses à la ligne commerce et autres institutions. Les carburants achetés pour l'agriculture, les institutions comr
l'Amérique du Nord (SCIAN). Sauf les sociétés d'aviation étrangères. Les ventes aux établissements qui s'occupent principalement de fournir des
1 et 483 du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). Les navires utilisés par la Défense nationale et la Garde côtiè
486 et 2212 du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN)
ousines aux aéroports et aux gares. Codes 484, 485, 4871, 4879, 4884, 4885 et 4889 du Système de classification des industries de l'Amérique d
ité principale est la transformation des aliments, et la construction et la réparation des machines agricoles

que les administrations provinciales et locales. Code 91 du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN)
e au détail et au commerce de gros, aux finances et à l'assurance, au secteur immobilier et aux services commerciaux, à l'éducation, à la santé e

ıage du pétrole

ment : code 21 du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), excluant 213118, 213119 et une partie de 212326. Ap

des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). Les ventes d'asphalte (au tableau produits pétroliers raffinés non-énergétiques) à des fins de pava
merciales et les institutions publiques à des fins de transport sont inclus dans les secteurs pour lesquels le carburant a été vendu
s services aériens spéciaux comme la photographie, l'arpentage et le taxi, les aéro-clubs et les écoles de pilotage doivent être incluses à la ligne
ère canadienne se trouvent à la ligne administrations publiques

u Nord (SCIAN)

t aux services sociaux et autres industries de services

ɔrès 2003 : code 21 du SCIAN

ıge, quel que soit l'acheteur sont inclus ici

commerces et autres institutions. La pulvérisation ou le poudrage des cultures à partir d'aéronefs sont considérés comme de l'agriculture

ASSEMBLÉE NATIONALE
QUÉBEC

Commission de l'économie et du travail

Mandat d'initiative portant sur la problématique des fluctuations du prix de l'essence et leur impact sur l'économie québécoise

Rapport final

Juin 2002

Publié par le Secrétariat des commissions
Édifice Pamphile-Le May
Bureau 3.34
Québec (Québec
G1A 1A3

Pour tout renseignement sur les travaux de la Commission de l'économie et du travail, veuillez vous adresser à la secrétaire de la Commission, Mme Nancy Ford, à l'adresse ci-dessus ou encore :

Téléphone : (418) 643-2722
Télécopieur : (418) 643-0248
Courriel : nford@assnat.qc.ca

Ce document est également disponible dans le site Internet de l'Assemblée nationale :

http://www.assnat.qc.ca/fra/publications

Rédaction : M. Renault Guillot, recherchiste de la Commission
Direction des études documentaires
Assemblée nationale

Édition : Mme Nancy Ford

Secrétariat : Mme Madeleine Lévesque

ISBN 2-550-39473-9
Dépôt légal - Bibliothèque nationale du Québec, juin 2002

Québec, le 13 juin 2002

Madame Louise Harel
Présidente de l'Assemblée nationale
Hôtel du Parlement
Bureau 1.30
Québec (Québec) G1A 1A4

Madame la Présidente,

Il me fait plaisir de présenter le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui a procédé au cours des derniers mois à un mandat d'initiative portant sur la problématique des fluctuations du prix de l'essence et leur impact sur l'économie québécoise.

Les conclusions et recommandations contenues dans ce rapport ont été adoptées à l'unanimité par les membres de la Commission.

Veuillez agréer, Madame la Présidente, l'expression de mes sentiments distingués.

MATTHIAS RIOUX

Commission de l’économie et du travail

Mandat d’initiative

MANDAT D'INITIATIVE PORTANT SUR LA PROBLÉMATIQUE DES FLUCTUATIONS DU PRIX DE L'ESSENCE ET LEUR IMPACT SUR L'ÉCONOMIE QUÉBÉCOISE

Rapport final

Juin 2002

LES MEMBRES DE LA COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Le président

M. Matthias Rioux (Matane) P.Q.

Le vice-président

M. Christos Sirros (Laurier-Dorion) P.L.Q.

Les membres

Mme Diane Barbeau (Vanier) P.Q.

M. Claude Béchard (Kamouraska-Témiscouata) P.L.Q.

M. Stéphane Bédard (Chicoutimi) P.Q.

M. François Corriveau (Saguenay) A.D.Q.

M. Michel Côté (La Peltrie) P.Q.

M. Rémy Désilets (Maskinongé) P.Q.

M. Robert Kieffer (Groulx) P.Q.

M. Guy Lelièvre (Gaspé) P.Q.

M. Normand Poulin (Beauce-Nord) P.L.Q.

M. André Tranchemontagne (Mont-Royal) P.L.Q.

Secrétaire de la Commission : Mme Nancy Ford
Recherchiste : M. Renault Guillot
Agente de secrétariat : Mme Madeleine Lévesque

Table des matières

Introduction …… 1

1. Les prix de l'essence au Québec …… 3

a) Les composantes du prix de l'essence …… 3

b) Les facteurs expliquant la hausse des prix de l'essence ……. 7

c) Les prix de l'essence au Québec et ailleurs dans le monde …… 9

2. Les rôles et pouvoirs des différentes instances en matière de prix des produits pétroliers …….. 13

a) Le gouvernement du Québec …… 13

b) La Régie de l'énergie …… 13

c) Le Bureau de la concurrence …… 15

3. Le bilan de la consultation générale ……... 16

a) Recommandations concernant les taxes …….. 16

b) Recommandations concernant l'efficacité énergétique ……..…….. 17

c) Recommandations concernant la concurrence ……..…….…….. 18

d) Recommandations visant à mieux connaître le marché ……..…….…… 20

4. Les recommandations de la Commission ……..……..……... 20

a) Les taxes …….. 20

b) La Régie de l'énergie……...…….. 21

c) La concurrence…….. 23

d) L'efficacité énergétique…….. 23

Annexes

I- Liste des personnes et des organismes qui ont été entendus par la Commission

II - Liste des organismes qui ont transmis un mémoire pour dépôt seulement

III - Liste des recommandations

IV - Bibliographie sélective

Introduction

Sur une période de 3 ans, entre les mois de mai 1998 et mai 2001, le prix moyen de l'essence au Québec est progressivement passé de 57,1 ¢ à 82,6 ¢ le litre. Inquiets, les consommateurs se demandaient alors s'ils n'auraient pas à débourser 1 $ le litre ou plus avant la fin de l'été. Cette hausse de 45 % a bien sûr touché tous les automobilistes qui se déplacent sur le vaste territoire du Québec mais aussi plusieurs entreprises commerciales et industrielles qui, dans certains cas, ont encaissé très difficilement ces hausses de prix.

C'est dans ce contexte que, le 16 mai 2001, la Commission de l'économie et du travail s'est donné un mandat d'initiative sur le prix de l'essence et ses effets sur l'économie du Québec. Dans le cadre de ce mandat, les membres de la Commission ont reçu en séance de travail des experts du secteur de l'énergie et de la taxation. Ils ont aussi entendu en consultation générale, les 3, 4 et 16 octobre 2001, 17 personnes et organismes venus présenter leurs mémoires. Enfin, le ministre des Ressources naturelles et le président de la Régie de l'énergie ont également été consultés en séance publique. Ces échanges ont permis aux membres de la Commission de mieux cerner la problématique entourant la formation et l'évolution des prix de l'essence et de recommander des avenues qui pourraient alléger le fardeau que représentent les hausses effrénées de prix auxquelles les contribuables sont épisodiquement soumis.

Les renseignements recueillis par la Commission de l'économie et du travail au cours du mandat d'initiative ont permis de produire le présent document qui constitue le rapport final des travaux de la Commission. Il est structuré de la façon suivante. La première partie explique comment sont établies les différentes composantes du prix de l'essence, identifie les éléments responsables des hausses de prix et montre comment se comparent les prix entre les différentes régions du Québec et aussi avec d'autres juridictions. La deuxième partie rappelle les principaux rôles et pouvoirs du ministère des Ressources naturelles et de la Régie de l'énergie en ce qui a trait aux produits pétroliers. La troisième partie fait état des points de vue formulés et des recommandations proposées lors de la consultation générale, en les regroupant sous les 4 thèmes suivants : la taxation, la concurrence, l'information aux consommateurs et les économies d'énergie. Enfin, la dernière partie présente les recommandations de la Commission de l'économie et du travail.

1. Les prix de l'essence au Québec

a) Les composantes du prix de l'essence

Le prix de l'essence peut être décomposé en quatre parties : le prix du pétrole brut, la marge du raffineur, la marge de commercialisation et les taxes.

Les taxes sont l'élément le plus important. Ainsi, à la mi-mai 2001, dans la région de Montréal, celles-ci représentaient 45 % du prix de l'essence ordinaire sans plomb, soit 25 % en taxes provinciales, 18 % en taxes fédérales et 2 % en taxe urbaine. Comparativement, le coût d'acquisition du pétrole brut comptait pour 32 % alors que les marges de l'industrie du raffinage et de commercialisation représentaient respectivement 18 % et 5 %.

- Le prix du pétrole brut

Le prix du pétrole brut est déterminé à l'échelle internationale par les fluctuations mondiales de l'offre et de la demande. Toutefois, malgré le fait que le marché détermine le prix du pétrole brut, l'OPEP s'avère la force dominante pour ce qui est de l'orientation que prennent les prix. Les onze membres du cartel sont l'Algérie, l'Indonésie, l'Iran, l'Iraq, le Koweït, la Libye, le Nigeria, le Qatar, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et le Venezuela. Ensemble, les pays membres de l'OPEP représentent près de 40 % de la production mondiale de pétrole. Même si le désaccord de certains membres et les actions des non-membres contribuent souvent à affaiblir la position de l'OPEP, aucun autre pays ou groupe n'exerce une telle influence sur les prix du pétrole brut.

Le Québec s'approvisionne en pétrole brut à partir des gisements de la mer du Nord (Royaume-Uni et Norvège). Cette région est le principal fournisseur du Québec avec près de 60 % des approvisionnements totaux du secteur québécois du raffinage. Des achats sont aussi effectués en Algérie; ils représentent près de 20 % des approvisionnements totaux. Les autres livraisons proviennent surtout du Venezuela, environ 15 %, et du Mexique, avec un peu plus de 6 %.

- la marge des raffineurs

Le secteur du raffinage du pétrole correspond à l'étape de fabrication dans le processus de production de l'essence. À partir du pétrole brut, les raffineries fabriquent une gamme de

produits pétroliers raffinés, y compris l'essence, le carburant diesel, le mazout domestique, les carburéacteurs et les lubrifiants. Différents produits sont obtenus à diverses températures ou à divers stades du procédé de raffinage. L'essence demeure, et de loin, le principal produit de raffinage du pétrole brut au Québec, soit plus des deux cinquièmes de la production totale de produits pétroliers énergétiques.

Trois raffineries sont en activité au Québec. Il s'agit des raffineries de Petro-Canada et de Shell, dans la région de Montréal, et de la raffinerie Ultramar, à Saint-Romuald. Les raffineries de Montréal reçoivent leur brut du pipeline Montréal-Portland, et celle de Saint-Romuald est approvisionnée par des pétroliers empruntant le fleuve Saint-Laurent. La raffinerie moderne est un ouvrage d'ingénierie complexe dont les coûts en capitaux sont élevés et qui nécessitent habituellement un investissement initial de plus d'un milliard de dollars, à l'exclusion des frais d'immobilisation. L'exploitation de ces usines est également coûteuse et entraîne une consommation élevée d'énergie, de main-d'œuvre et de maintenance. Par ailleurs, les raffineries exigent régulièrement des modernisations et des investissements élevés afin de garantir la sécurité des travailleurs et de répondre aux nouvelles normes et réglementations sur l'environnement.

La marge du raffineur est la différence entre le prix de gros de l'essence (ou « prix à la rampe ») et le prix du pétrole brut, soit le montant que reçoit le raffineur pour couvrir ses frais d'exploitation**. Or, le prix à la rampe du port de New York est probablement le plus important facteur dans la détermination des prix à la rampe au Québec**. Comme les produits de l'essence peuvent s'importer et s'exporter librement entre le Canada et les États-Unis, le marché de gros considère les produits américains et les raffineries américaines comme de la concurrence. Le résultat de cette concurrence continentale, du point de vue du consommateur, est que les prix à la rampe sont aussi influencés par le marché, beaucoup plus important des États-Unis, et pas seulement par le nombre limité d'acteurs qui évoluent dans l'industrie québécoise et canadienne du raffinage.

- La marge de commercialisation

Cette composante comprend les frais de distribution ainsi que les dépenses d'exploitation et de commercialisation au niveau du marché de détail. Elle devrait permettre également d'obtenir un rendement raisonnable sur l'investissement consenti par le détaillant.

Cette composante est aussi étroitement liée aux conditions locales du marché, notamment au débit moyen et à la densité de la population qui peuvent avoir un impact significatif sur le prix. Il existe en effet une relation étroite entre le débit et le prix. Étant donné que la majorité des frais d'exploitation pour une station-service sont fixes, le détaillant exploitant un point de vente dans une ville ayant un débit élevé n'a pas besoin d'une marge aussi grande qu'un détaillant dans une ville dont les ventes sont relativement plus faibles en moyenne par point de vente. Dans le dernier cas, l'exploitant a besoin d'une marge plus élevée pour compenser le fait que le point de vente a un volume moins élevé.

De même, un autre facteur expliquant les différences de prix entre diverses villes est la densité démographique par point de vente. Dans une ville où il y a une forte densité de population, il est vraisemblable que les consommateurs feront plusieurs fois le trajet au point de vente pour y acheter non seulement de l'essence, mais aussi des produits et services complémentaires, par comparaison avec les villes ayant une plus faible densité de population. Par conséquent, les villes ayant une densité de population élevée par point de vente devraient avoir des marges de détail et des prix plus bas. On sait bien que les postes d'essence ont évolué avec les années et sont devenus des points de vente offrant de nombreux produits et services. Les dépanneurs dans de nombreuses grandes stations-service offrent un éventail de produits d'épicerie et, dans certains établissements, une boulangerie, la location de vidéos et les guichets automatiques ainsi que d'autres produits et services. La prolifération des dépanneurs est conçue pour créer des revenus provenant d'activités non pétrolières étant donné qu'il est nécessaire d'accroître les ventes des autres produits et services pour compenser la diminution des marges d'essence et pour aider à couvrir les frais fixes.

- les taxes

L'essence constitue une source importante de revenus pour les deux paliers de gouvernement. En fait, les taxes sont l'élément le plus important du prix à la pompe, partout au Canada.

Au fédéral, il y a deux taxes : la taxe d'accise de 10,0 ¢ le litre et la TPS (taxe sur les produits et services de 7 %).

Au provincial, l'essence est assujettie à deux taxes : la taxe sur l'essence de 15,2 ¢ le litre (modulée en fonction des zones de taxation) et la TVQ (taxe de vente du Québec de 7,5 %). La TVQ est une taxe ad valorem et elle est calculée sur le coût total de l'essence, lequel inclut le prix hors taxes de l'essence, la taxe d'accise fédérale, la taxe sur la consommation provinciale et le TPS. De plus, depuis le 1er janvier 1996, l'agglomération de Montréal et une partie des régions avoisinantes sont assujetties à une taxe supplémentaire de 1,5 ¢ le litre dans le but de financer le développement du transport en commun de cette région. Pour la taxe sur l'essence, on distingue quatre zones de taxation : les régions centrales, les régions périphériques, les régions spécifiques et les régions frontalières.

Comme on le constate au tableau 1, la taxe sur la consommation d'essence imposée par les gouvernements provinciaux varie considérablement d'une province à l'autre. C'est à Terre-Neuve qu'elle est la plus élevée, à 16,5 cents le litre. Le Québec suit à 15,2 cents le litre. Le Yukon vient en dernier avec une taxe de 6,2 cents par litre. Cependant, le Québec est la seule province au Canada à exiger explicitement une taxe de vente provinciale (TVQ) de 7,5 %. Par contre, toutes les provinces canadiennes paient la TPS, sauf qu'au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse et à Terre-Neuve, elle fait partie de la taxe de vente harmonisée (TVH) de 15,0 %.

Tableau 1
Taxes appliquées à l'essence en 2000
Dans les provinces et territoires

Provinces	**Taxe d'accise fédérale** (c.p.l.)	**Taxe de consommation provinciale** (c.p.l.)	**TPS** (%)	**TVP** (%)	**TVH** (%)
Colombie-Britannique	10,0	11,0	7,0	0	0
Alberta	10,0	9,0	7,0	0	0
Saskatchewan	10,0	15,0	7,0	0	0
Manitoba	10,0	11,5	7,0	0	0
Ontario	10,0	14,7	7,0	0	0
Québec	10,0	15,2	7,0	7,5	0
Nouveau-Brunswick	10,0	10,7	0	0	15,0
Nouvelle-Écosse	10,0	13,5	0	0	15,0
Île-du-Prince-Édouard	10,0	13,0	7,0	0	0
Terre-Neuve	10,0	16,5	0	0	15,0
Yukon	10,0	6,2	7,0	0	0
Territoires-du-Nord-Ouest	10,0	10,7	7,0	0	0

Source : M.J. Ervin

b) Les facteurs expliquant la hausse des prix de l'essence

La hausse des prix de l'essence à la pompe depuis 1998 s'explique essentiellement par la hausse des prix du brut et de la marge des raffineurs. Les marchés du pétrole brut ont été ébranlés en 1998 à la suite de la grave récession en Asie de l'Est et d'un excédent de production pétrolière. Cependant, par la suite, des réductions importantes de la production de pétrole par les producteurs mondiaux, en particulier ceux de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), et une forte demande dans nombre de pays asiatiques en plein rétablissement et en Amérique du Nord ont entraîné une remontée des prix.

La hausse des prix du brut s'est donc amorcée au printemps 1999 et, à la fin de cette même année, les prix avaient plus que doublé, étant passés de 10,6 ¢ le litre en janvier 1999 à 23,3 ¢ en janvier suivant. En 2000, après une certaine accalmie, ils ont repris leur progression particulièrement à compter du mois d'avril jusqu'à un sommet de 33,7 ¢ pour la semaine du 4 septembre. En décembre 2000, ils ont chuté de près de 8 ¢ et, jusqu'au milieu de l'année 2001, ils se maintenaient en moyenne entre 24 ¢ et 28 ¢ le litre.

En ce qui concerne la marge des raffineurs, les prix à la rampe au Québec suivent de très près les prix sur le marché de New York puisque les produits pétroliers s'échangent librement entre le Canada et les États-Unis. Or, en moyenne, cette marge serait passée de quelque 4,4 ¢ le litre en 1999 à 7 ¢ en 2000 et à 9,3 ¢ à la mi-année en 2001. Elle aurait atteint un sommet de l'ordre de 13 à 14 ¢ le litre, de la mi-avril à la mi-mai.

Le tableau 2 permet d'illustrer à quel point les hausses de prix du brut et de la marge des raffineurs sont les principaux facteurs responsables de la hausse des prix à la pompe entre 1998 et 2001.

Tableau 2
Composantes des prix de l'essence
Prix moyen à la pompe de l'essence ordinaire sans plomb à Montréal
Semaines du 15 mai
1998 à 2001
(En cents par litre)

	15 mai 1998	**15 mai 1999**	**15 mai 2000**	**15 mai 2001**
Prix du brut	13,2	13,4	26,9	27,3
Marge du raffineur	6,5	6,6	9,3	15,1
Prix de gros	**19,7**	**20,0**	**36,2**	**42,4**
Coût de transport	0,3	0,3	0,3	0,3
Taxe d'accise	10,0	10,0	10,0	10,0
Taxe provinciale	15,2	15,2	15,2	15,2
Taxe urbaine	1,5	1,5	1,5	1,5
TPS (7 %)	3,5	3,7	4,6	5,1
TVQ (7,5 %)	3,9	4,2	5,3	5,9
Prix minimum	**54,1**	**54,9**	**73,1**	**80,4**
Marge de commercialisation	2,9	5,3	3,0	3,8
Prix moyen à la pompe	**57,0**	**60,2**	**76,1**	**84,2**

Sources : Régie de l'énergie, Bloomberg Oil Buyer's Guide et Direction des études documentaires

c) Les prix de l'essence au Québec et ailleurs dans le monde

Si on compare les prix de l'essence au Québec avec les prix observés dans les principaux pays industrialisés, on constate un certain nombre de disparités importantes. En 1999, les prix de l'essence au Québec étaient supérieurs de 38 % à ceux pratiqués aux États-Unis, mais inférieurs de 51 % à 66 % aux prix observés dans les principaux pays d'Europe. Comme on le constate au tableau 3, les taxes expliquent en grande partie ces différences.

Tableau 3
Les prix de l'essence dans le monde
Québec et principaux pays industrialisés
En cents par litre, année 1999

	Prix de l'essence	Taxes	Taxes (en %)
Etats-Unis	45,5	15,0	33,0
Québec	62,8	31,8	50,7
Japon	128,2	76,3	59,5
Allemagne	134,3	101,6	75,6
Danemark	152,2	110,6	72,7
Belgique	153,1	116,2	75,9
Suède	156,6	122,6	78,3
France	157,8	127,8	81,0
Italie	158,6	118,0	74,4
Royaume-Uni	185,6	151,3	81,5

Source : Ministère des Ressources naturelles du Québec

Par ailleurs, une analyse des prix de l'essence en avril 2000 dans les principales villes du Canada permet de constater qu'au cours de cette période les prix les plus élevés (taxes comprises) étaient observés à Saint-Jean, Terre-Neuve, suivie au deuxième rang de Montréal et Halifax. Les prix à Montréal étaient supérieurs de 12 % aux prix appliqués à Calgary, qui sont les plus bas au Canada.

Tableau 4

Les prix de l'essence dans les principales villes canadiennes
En cents par litre, avril 2000

	Prix de l'essence	Taxes	Taxes (en %)
Calgary	64,7	23,2	35,9
Charlottetown	66,0	27,3	41,4
Vancouver	66,2	29,8	45,1
Winnipeg	68,7	26,2	38,2
Toronto	70,2	29,3	41,8
Saint-Jean (N.-B.)	71,2	30,0	42,1
Regina	71,4	29,6	41,4
Montréal	72,4	36,2	49,9
Halifax	72,4	32,9	45,5
Saint-Jean (T.-N.)	80,9	37,1	45,8

Source : Ministère des Ressources naturelles du Québec

Enfin, à l'intérieur même des frontières du Québec, les prix varient considérablement d'une région à l'autre en raison, bien sûr, des frais de transport, mais aussi des rabais de taxe et surtout des conditions locales du marché.

Ainsi, l'examen des données rapportées en mai 2001 révèle que l'Outaouais était la région affichant les prix les plus bas à 77,7 ¢ le litre alors que le Nord-du-Québec était la région où les prix étaient les plus élevés, soit 90,9 cents le litre. Au second rang des régions affichant les plus bas prix, on trouve celle des Laurentides (80,1 ¢), suivie de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (81,5 ¢) et du Saguenay–Lac-Saint-Jean (81,7 ¢). Par ailleurs, après le Nord-du-Québec, la région Centre-du-Québec était celle affichant les prix les plus élevés (85,4 ¢) en mai 2001, suivie de l'Estrie (85,3 ¢) et de Chaudière-Appalaches (84,2 ¢).

Le rang des régions peut évidemment varier beaucoup dans le temps et même sur une très courte période. Par exemple, la région de Montréal se classait au 2^{e} rang des régions affichant les prix les plus élevés en avril 2001 et au 14^{e} rang en juin 2001. C'est pourquoi il est difficile de tirer des conclusions très robustes lorsque l'on compare les régions entre elles. Cependant, on peut généralement constater les faits suivants.

- La région Nord-du-Québec est toujours celle, et de loin, où les prix de l'essence sont les plus élevés, souvent autour de 10 ¢ le litre de plus que la moyenne au Québec.
- La région de l'Outaouais affiche des prix substantiellement inférieurs à ceux des autres régions; par exemple, en février, mars et avril 2001, ils étaient de 6 ¢ à 7 ¢ inférieurs à la moyenne du prix de l'ensemble du Québec.
- La Capitale-Nationale, était l'une des régions où les prix étaient parmi les plus bas au cours des années 1998, 1999 et 2000. Cependant, sa position relative s'est considérablement détériorée par la suite et, en mars 2001, elle se classait même au 2^{e} rang des régions les plus chères, après le Nord-du-Québec.
- Quelques régions suivent en général de très près (moins de 1 ¢ d'écart) la moyenne observée dans l'ensemble du Québec; ainsi en est-il des régions suivantes : Montérégie, Lanaudière, Laval, Montréal et Bas-Saint-Laurent (sauf pour l'année 1998 et données très récentes).
- Les prix dans la région Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine sont jusqu'à juin 2001 systématiquement plus bas que la moyenne pondérée de l'ensemble du Québec; l'écart était de 2 ¢ le litre en 1998 et 1999, et de 0,5 ¢ en 2000.

La hausse des prix de l'essence depuis 1998 est donc une réalité ayant affecté toutes les régions du Québec. En moyenne, elle a été de 47 % (entre les prix de 1998 et ceux de mai 2001) pour l'ensemble des régions du Québec, mais elle a atteint 55 % en Estrie et 56 % sur la Côte-Nord.

Tableau 5
Essence ordinaire
Prix moyen affiché en cents le litre
Années 1998, 1999 et 2000 et 7 premiers mois de 2001

		1998	1999	2000	01-2001	02-2001	03-2001	04-2001	05-2001	06-2001	07-2001
1	Bas-Saint-Laurent	53,9	61,7	76,3	74,8	76,6	76,2	81,4	82,7	79,5	71,6
2	Saguenay–Lac-Saint-Jean	58,5	62,0	75,9	75,0	75,8	74,7	78,7	81,7	78,8	69,6
3	Capitale-Nationale	55,3	61,5	73,2	75,6	77,1	78,3	82,4	83,6	78,7	69,3
4	Mauricie	55,7	62,0	74,7	73,8	76,4	76,4	78,5	83,5	79,8	70,8
5	Estrie	54,9	63,4	77,5	75,8	79,1	77,1	81,0	85,3	79,1	70,2
6	Montréal	56,1	63,4	77,6	75,2	77,4	76,2	83,2	82,1	75,3	71,4
7	Outaouais	53,7	58,6	72,8	70,9	70,0	69,1	75,2	77,7	72,7	65,3
8	Abitibi-Témiscamingue	60,7	65,7	77,6	75,0	77,1	75,2	81,2	82,4	75,1	69,3
9	Côte-Nord	53,5	63,6	76,8	74,9	76,6	75,0	78,7	83,7	78,8	71,4
10	Nord-du-Québec	66,4	70,8	86,4	87,1	84,9	84,7	86,3	90,9	88,9	80,4
11	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	54,1	60,8	75,8	74,5	75,8	74,9	80,4	81,5	78,8	71,5
12	Chaudière-Appalaches	56,1	62,8	74,1	75,7	77,3	78,1	81,9	84,2	79,1	69,5
13	Laval	56,7	63,7	77,0	75,6	77,2	76,2	82,9	82,1	75,6	71,1
14	Lanaudière	56,6	63,1	77,8	75,2	77,9	75,8	82,9	82,7	76,1	71,0
15	Laurentides	56,9	63,4	77,0	71,8	74,5	73,2	79,5	80,1	73,5	68,0
16	Montérégie	56,2	62,6	77,2	74,9	77,1	75,8	82,3	82,9	75,8	70,6
17	Centre-du-Québec	56,2	63,3	76,6	75,3	77,6	76,9	81,7	85,4	80,2	70,1
	Moyenne pondérée	**56,1**	**62,8**	**76,3**	**74,8**	**76,7**	**75,9**	**81,4**	**82,6**	**76,9**	**70,2**

Source : Régie de l'énergie
Compilations : Direction des études documentaires

2. Les rôles et pouvoirs des différentes instances en matière de prix des produits pétroliers

a) Le gouvernement du Québec

La *Loi sur les produits et les équipements pétroliers* a pour objet d'assurer la sécurité des personnes et la protection des biens et de l'environnement contre les risques liés à l'utilisation de produits ou d'équipements pétroliers. De plus, elle vise à assurer la qualité des produits et des équipements pétroliers et le contrôle des prix de vente des produits pétroliers.

En vertu de l'article 68 de cette loi, le gouvernement du Québec a le pouvoir de fixer , par décret, un prix maximum pour la vente ou la distribution d'un produit pétrolier.

La décision de fixer un prix maximum peut se prendre lorsque le gouvernement est d'avis que l'intérêt public l'exige. Ce décret peut porter sur un ou plusieurs produits pétroliers et sur le prix ou ses composantes, sauf les droits ou les taxes imposés par le gouvernement fédéral. Le décret peut être applicable à l'ensemble ou à une partie du territoire du Québec. Dès l'entrée en vigueur d'un tel décret, nul ne peut vendre ou distribuer au Québec un produit pétrolier à un prix plus élevé que celui déterminé par ce décret.

Par ailleurs, l'article 67 précise que des dommages-intérêts punitifs seront imposés à une entreprise qui, dans une zone, vend au détail de l'essence ou du carburant diesel à un prix inférieur à ce qu'il en coûte à un détaillant de cette zone pour acquérir et revendre ces produits.

b) La Régie de l'énergie

Les pouvoirs qui ont été accordés à la Régie en matière de produits pétroliers concernent la surveillance des prix, la réalisation d'enquêtes et la préparation d'avis à l'intention du gouvernement. De plus, la Régie s'est vu accorder le mandat de fixer un montant au titre des coûts d'exploitation d'une essencerie efficace. Le législateur donnait également à la Régie le pouvoir discrétionnaire de décréter l'inclusion ou le retrait de ces coûts d'exploitation en précisant la période ou la zone où sa décision s'applique.

De manière plus spécifique, ces pouvoirs se retrouvent aux articles 55 à 59 du Chapitre V de la *Loi sur la Régie de l'énergie* qui se lisent comme suit :

Prix des produits

> **55**. La Régie surveille, dans les diverses régions du Québec, les prix des produits pétroliers et ceux de la vapeur fournie ou distribuée par canalisation à des fins de chauffage.

Surveillance

> À cette fin, elle peut exercer un pouvoir de surveillance, d'inspection et d'enquête concernant la vente ou la distribution de la vapeur ou des produits pétroliers, les prix, les taxes et les droits qui ont été exigés et payés. Elle doit également faire enquête lorsque le gouvernement lui en fait la demande et le montant des dépenses qu'elle encourt, pour une telle enquête, est à la charge du gouvernement.

Renseignements requis

> **56**. La Régie peut, en tout temps, ordonner à toute personne de lui fournir tout renseignement requis concernant ses ventes ou ses distributions de vapeur ou de produits pétroliers, les prix, les taxes et les droits qui ont été exigés et payés.

Ordre de la Régie

> Toute personne concernée doit se conformer à l'ordre donné par la Régie.

Avis au gouvernement

> **57**. La Régie donne, de sa propre initiative ou à la demande du ministre, des avis au gouvernement ou au ministre concernant les prix de la vapeur ou des produits pétroliers.

Renseignements

> **58**. La Régie peut, sur demande, renseigner un consommateur sur les prix exigés par un distributeur de vapeur ou de produits pétroliers

Sensibilisation

> Elle peut sensibiliser ces distributeurs aux besoins et aux demandes des consommateurs.

Fixation des prix

> **59**. Pour l'application de l'article 45.1 de la Loi sur l'utilisation des produits pétroliers (L.R.Q., chapitre U-1.1) :

1^0 la Régie fixe à tous les trois ans un montant, par litre, au titre des coûts d'exploitation que doit supporter un détaillant en essence ou en carburant diesel; elle peut fixer des montants différents selon des régions qu'elle détermine;

2^0 la Régie apprécie l'opportunité de retirer ou d'inclure ledit montant dans les coûts que doit supporter un détaillant; la Régie précise la période et la zone où sa décision s'applique;

3^0 la Régie peut déterminer des zones.

Évaluation des coûts

Aux fins du paragraphe 1^0, les coûts d'exploitation sont les coûts nécessaires et raisonnables pour faire le commerce au détail d'essence ou de carburant diesel de façon efficace.

Protection des consommateurs

Dans l'exercice de ses pouvoirs, la Régie doit assurer la protection des intérêts des consommateurs.

c) Le Bureau de la concurrence

Le rôle d'enquêter sur les activités ou les agissements anticoncurrentiels revient au Bureau de la concurrence, organisme fédéral. La *Loi sur la concurrence* a pour objectif de préserver et de favoriser la concurrence au Canada et d'assurer aux consommateurs des prix compétitifs et un choix dans les produits.

Le rôle du Bureau de la concurrence est de faire enquête sur les agissements potentiellement anticoncurrentiels et de porter des accusations de nature criminelle si la preuve recueillie le permet. En ce qui concerne la vente d'essence, les agissements suivants constituent des infractions criminelles en vertu de la *Loi sur la concurrence* :

- le fait que des détaillants s'entendent entre eux pour établir des prix communs susceptibles d'empêcher ou de diminuer substantiellement la concurrence;
- le fait que des détaillants essaient d'influer, par entente, menace ou promesse, sur les prix demandés par un autre détaillant;
- le fait que les détaillants convainquent des grossistes de cesser d'approvisionner en essence les détaillants pratiquant une politique de bas prix.

3. Le bilan de la consultation générale

Les membres de la Commission de l'économie et du travail ont entendu 17 groupes, organismes et personnes qui sont venus présenter leurs mémoires lors des auditions générales. Plusieurs points de vue bien documentés ont été discutés et débattus, et de nombreuses recommandations ont été soumises à la Commission. On peut regrouper celles-ci sous les quatre rubriques suivantes : recommandations concernant les taxes, recommandations concernant l'efficacité énergétique, recommandations concernant la concurrence et recommandations visant à mieux connaître le marché.

a) Recommandations concernant les taxes

Plusieurs groupes et personnes ont réclamé que le gouvernement diminue la taxe spécifique sur l'essence et s'assure que cette diminution soit bel et bien transmise aux consommateurs. Ceux-ci font valoir que la taxe spécifique de 15,2 ¢ le litre appliquée au Québec est la plus élevée de toutes les juridictions canadiennes (à l'exception de Terre-Neuve - 16,5 ¢ le litre) et que, de plus, le Québec est la seule province canadienne, hormis les provinces maritimes, à ajouter à cette taxe spécifique une taxe de vente générale de 7,5 % (la TVQ qui taxe aussi toutes les autres taxes). C'est pourquoi il a aussi été recommandé de corriger la structure de taxation pour que la TVQ cesse d'être appliquée à la taxe spécifique et à la taxe d'accise fédérale.

Les hausses de prix des produits pétroliers ont des effets souvent très graves particulièrement pour les PME québécoises, le secteur agricole et aussi, bien sûr, pour tous ceux qui gagnent leur vie grâce à l'industrie du transport notamment les camionneurs et les chauffeurs de taxi. Comme une grande partie du prix de l'essence est fixée à l'extérieur des frontières du Québec, une réduction des taxes constitue pour les tenants de cette recommandation la meilleure voie à suivre pour alléger le fardeau que représentent, pour les contribuables, ces fortes hausses de prix.

Par ailleurs, des groupes environnementaux ont recommandé que le gouvernement augmente la taxe sur l'essence pour diminuer, d'une part, la consommation de cette ressource non renouvelable et polluante et stimuler, d'autre part, la mise en œuvre de comportements et techniques favorisant l'efficacité énergétique. Ils rappellent que l'ONU considère la réduction

des émissions de gaz à effet de serre (GES) comme le défi environnemental le plus important auquel fait face l'humanité au XXI^{e} siècle. Ces groupes signalent également que le prix de l'essence en dollars constants en l'an 2000 est équivalent au prix moyen observé au cours de la décennie 1981-1990.

Quelques associations ont simplement recommandé de ne pas apporter de modifications à la taxe sur les carburants. Selon elles, une baisse des taxes n'est ni à l'origine ni la solution à la volatilité et à la hausse du prix de l'essence. Sans se positionner en faveur d'un alourdissement fiscal, elles arguent de plus que les recettes provenant des taxes sur les carburants ne parviennent même pas à financer les dépenses de construction et d'entretien du réseau routier.

Plusieurs intervenants ont également suggéré au gouvernement de revoir le mécanisme de réduction de taxe sur les carburants dans les régions frontalières, périphériques et spécifiques. Ils considèrent que les prix élevés observés dans plusieurs régions bénéficiant des rabais démontrent que le mécanisme actuel ne fonctionne pas de façon optimale. Une évaluation de ce mécanisme, mis en place au milieu des années 1980, serait donc souhaitable et le gouvernement pourrait aussi examiner à cette occasion d'autres mesures afin d'assurer des prix concurrentiels et raisonnables.

Enfin, des participants ont recommandé que les taxes sur la consommation d'essence soient bel et bien entièrement réaffectées aux coûts d'entretien et de construction de l'infrastructure routière.

b) Recommandations concernant l'efficacité énergétique

Une forte proportion des participants ont recommandé le renforcement des mesures existantes et l'implantation de nouvelles mesures et programmes pour réduire la consommation des produits pétroliers. Ceux-ci ont rappelé les impacts très sérieux et très graves associés au réchauffement climatique, tant en ce qui concerne l'environnement que la qualité de vie et la santé.

Les mesures proposées comprennent notamment :

- une campagne d'information et de promotion visant à expliquer la problématique des gaz à effet de serre liée au transport et à encourager l'utilisation accrue des modes de transport collectif, la marche, la bicyclette;

- un programme d'incitatifs à l'achat de véhicules moins énergivores; ces incitatifs pourraient prendre différentes formes mais le principe est que les acheteurs de véhicules les plus émetteurs de gaz à effet de serre paieraient une redevance alors que les acheteurs de véhicules moins émetteurs pourraient bénéficier d'une remise;

- un effort accru de la part du gouvernement dans la recherche et le développement d'énergies de remplacement non polluantes;

- la pleine participation des municipalités aux programmes de réduction de consommation des produits pétroliers;

- le renforcement par le gouvernement du Québec de sa politique énergétique au chapitre de la maîtrise de l'énergie.

c) Recommandations concernant la concurrence

Plusieurs participants prétendent que le marché de l'essence ne présente pas toutes les caractéristiques d'un marché vraiment concurrentiel. Pour eux, la volatilité des prix et le fait que ceux-ci augmentent tous en même temps sont même des signes assez évidents de collusion. Leur perception est que les consommateurs ne sont pas favorisés et protégés dans le cadre du système actuel où les prix peuvent grimper soudainement de 6 à 7 cents par litre en un seul jour et redescendre parfois tout aussi rapidement le lendemain ou dans les quelques jours suivants. Le problème serait encore plus critique dans certaines régions spécifiques, notamment au Saguenay–Lac-Saint-Jean.

Des recommandations ont donc été formulées en vue de favoriser la concurrence, notamment :

– une révision de la *Loi sur la concurrence*

Cette loi, de juridiction fédérale, souffrirait de lacunes importantes particulièrement au chapitre de l'établissement de la preuve. Par exemple, il semblerait qu'il faille des preuves écrites ou orales de collusion entre les détaillants pour amorcer une enquête. Or, de telles preuves peuvent difficilement être obtenues. Des pressions devraient donc être exercées par le gouvernement du Québec auprès du gouvernement fédéral aux fins d'une révision de cette loi.

– l'introduction d'une loi de type « divorcement »

La législation de type « divorcement » est une législation qui défend aux raffineurs de vendre de l'essence aux consommateurs par le truchement de stations-services exploitées par leurs propres employés ou par des gestionnaires sous contrat. Ce type de loi, qui est de compétence provinciale, n'est appliqué dans aucune province au Canada. Cependant cinq États américains ont adopté ce genre de législation selon différentes modalités : le Connecticut, le Delaware, le Maryland, le Nevada et le District of Columbia.

– l'intervention directe du gouvernement au niveau du raffinage de produits pétroliers

Un intervenant a proposé qu'Hydro-Québec utilise son immense potentiel économique et se lance dans le raffinage du pétrole pour concurrencer les grandes pétrolières qui, intégrées verticalement, contrôlent toute la chaîne de production du puits de pétrole jusqu'à la pompe.

– une surveillance gouvernementale accrue et une meilleure diffusion de l'information

Des groupes ont signalé que la concurrence serait améliorée si les consommateurs étaient mieux renseignés. À cette fin, il a été entre autres proposé de mieux faire connaître toute l'information que met à la disposition du public la Régie de l'énergie, de demander aux pétrolières de justifier les mouvements de prix à la hausse, et aux détaillants d'afficher les prix du carburant sans les taxes ou encore les différentes composantes du prix.

– une enquête du Bureau fédéral de la concurrence afin de vérifier si l'intégration verticale des grandes pétrolières peut être une atteinte à la concurrence dans ce secteur.

d) Recommandations visant à mieux connaître le marché

Plusieurs participants ont émis l'opinion qu'à bien des égards il existait une méconnaissance du marché de l'essence au Québec et qu'il faudrait remédier à cette situation. Par exemple, il semble que l'on ne sait trop dans quelle mesure les automobilistes ajustent leur consommation aux variations de prix. En fait, plusieurs questions seraient sans réponse. Les rabais de taxes dans les régions ciblées profitent-ils vraiment aux consommateurs ? Quels seraient les impacts réels de l'application au Québec d'une loi de type « divorcement » ? Les Québécois seraient-ils favorables à ce que le gouvernement fixe un prix maximum comme le fait maintenant le gouvernement de Terre-Neuve ?

Des participants ont donc recommandé que le gouvernement assure une meilleure connaissance du marché de l'essence.

4. Recommandations de la Commission

a) Les taxes

Les taxes représentent l'élément le plus important des composantes du prix de l'essence et elles constituent une source considérable de revenus pour les deux paliers du gouvernement. Plusieurs groupes et personnes ont réclamé lors de la consultation générale que le gouvernement diminue la taxe spécifique sur l'essence et s'assure que cette diminution soit bel et bien transmise aux consommateurs.

Les membres de la Commission ne sont toutefois pas parvenus à établir un consensus quant à une recommandation de diminuer les taxes applicables sur les produits pétroliers. En effet, les membres de la Commission sont restés divisés sur cette question. Certains prônent une diminution de la taxe, compte tenu de l'impact économique notable de la hausse des prix de l'essence pour plusieurs contribuables mais aussi pour plusieurs entreprises commerciales et industrielles. D'autres arguent que les taxes ne sont nullement la source responsable de l'augmentation des prix, qu'elles assurent des entrées de fonds importantes pour le gouvernement et qu'il serait inacceptable de les diminuer notamment dans le contexte actuel où

la réduction des émissions de gaz à effet de serre s'avère, selon l'ONU, le défi environnemental le plus important auquel fait face l'humanité au XXI^{e} siècle.

Cependant, la Commission est très sensible aux arguments des représentants des régions ressources qui subissent peut-être encore plus difficilement les hausses de prix de l'essence compte tenu des particularités inhérentes à ces régions. Or, la Commission n'est pas convaincue que le mécanisme de réduction de taxe sur les carburants dans les régions frontalières, périphériques et spécifiques fonctionne de façon optimale et produise les résultats escomptés.

Les membres de la Commission recommandent au gouvernement de revoir l'efficacité de l'application des réductions de taxe pour s'assurer que celles-ci profitent réellement aux consommateurs. Le gouvernement pourra aussi examiner à cette occasion d'autres mesures afin d'assurer des prix concurrentiels et raisonnables à ces régions aux prises avec une problématique particulière.

De même, les membres de la Commission considèrent que la taxe spécifique sur l'essence devrait servir à financer les coûts d'entretien et de construction de l'infrastructure routière. Or, l'état du réseau routier québécois souffre d'un sous-financement qui a entraîné une dégradation inquiétante depuis quelques années. Il est impératif de consacrer dès maintenant au réseau routier les investissements nécessaires à sa conservation et à sa réhabilitation.

Les membres de la Commission recommandent au gouvernement de consacrer une partie plus importante des revenus de la taxe spécifique sur l'essence à l'entretien et à la construction de l'infrastructure routière au Québec.

b) La Régie de l'énergie

La Régie de l'énergie a été créée en 1997 alors que sévissait une guerre de prix sans précédent qui risquait d'exclure du marché des détaillants, surtout des indépendants, dont les opérations auraient été rentables dans une situation concurrentielle normale. Dans ce contexte, les pouvoirs attribués à la nouvelle Régie en vertu de la loi visèrent essentiellement à protéger les détaillants plutôt que les consommateurs. C'est d'ailleurs à cette fin que la Régie publie hebdomadairement le prix minimum estimé pour l'essence et le carburant diesel dans chacune des dix-sept régions administratives du Québec.

Les membres de la Commission sont d'avis que la situation a grandement évolué depuis et que la Régie de l'énergie doit dorénavant assumer un nouveau rôle et de nouvelles responsabilités. En premier lieu, la Régie de l'énergie doit impérativement devenir le défenseur attitré des consommateurs en matière de prix des produits pétroliers. C'est le petit salarié et la PME créatrice d'emplois qui ont été le plus affectés par les hausses de prix parfois insoutenables des dernières années. Ceux-ci ne savent trop vers qui se retourner pour demander conseil et s'assurer qu'ils ne sont pas « floués » par le système.

Aussi, la Régie assumera ce mandat prioritaire de défenseur des intérêts du consommateur en enquêtant de façon continue et permanente dans toutes les régions du Québec pour s'assurer que les forces du marché sont bel et bien présentes et que le prix exigé n'est pas abusif.

Les membres de la Commission recommandent que la Régie de l'énergie exerce son pouvoir d'enquête concernant les prix des produits pétroliers de façon continue et permanente dans toutes les régions du Québec. La Régie devra agir immédiatement dès qu'elle constatera ou qu'on portera à son attention une guerre des prix abusive par rapport au prix plancher. Celle-ci déposera à l'Assemblée nationale un rapport trimestriel sur l'état de la situation, lequel rapport devra être examiné par la commission compétente.

En second lieu, la tenue des audiences publiques a permis de constater que l'information publiée par la Régie de l'énergie sur les prix des produits pétroliers ne se rend pas vraiment aux consommateurs et ne permet pas à ceux-ci de bien comprendre les facteurs responsables des importantes fluctuations qui affectent le prix de l'essence.

Les membres de la Commission recommandent à la Régie de l'énergie d'exercer une présence beaucoup plus marquée sur tout le territoire du Québec et de jouer un rôle de premier plan en tant qu'informateur, vulgarisateur et même pédagogue auprès des consommateurs en ce qui a trait aux grandes composantes du prix de l'essence et aux causes de leurs fluctuations.

Enfin, la Régie de l'énergie devra disposer de tous les outils nécessaires afin d'assumer un rôle de leader au Québec en ce qui concerne la connaissance du marché des produits pétroliers. En effet, les auditions ont permis de constater qu'il existait une méconnaissance du marché de l'essence au Québec et que la responsabilité à cet égard était relativement diffuse.

Les membres de la Commission recommandent que la Régie de l'énergie dispose de toutes les ressources financières et humaines nécessaires et devienne l'organisme expert et de référence au Québec en ce qui concerne la connaissance du marché des produits pétroliers.

c) La concurrence

De nombreux intervenants ont déclaré, lors de la consultation générale, que le véritable malaise de cette industrie se trouve au niveau de la concurrence. Dans plusieurs cas, on soupçonne qu'il y ait collusion et conspiration entre les sociétés mais il est pratiquement impossible d'en faire la preuve. Cependant, le nombre limité d'acteurs, leur taille et leur intégration verticale donnent la nette impression que le marché est totalement dominé par quelques compagnies et que le consommateur ne peut véritablement « magasiner » ce bien essentiel qu'est l'essence dans un contexte normal de compétition juste et saine.

D'ailleurs, même s'il n'a pu en mesurer l'ampleur, le Conference Board (*Les quinze derniers pieds à la pompe*, janvier 2001) est d'avis que l'interfinancement dans l'industrie de l'essence existe et que les revenus des secteurs en amont ou du raffinage peuvent parfois être utilisés pour soutenir le secteur de la vente au détail. Bien que l'interfinancement des activités ne soit pas une pratique illégale ou inhabituelle dans l'économie canadienne, ses effets se répercutent indéniablement sur le prix à la pompe.

Les membres de la Commission recommandent que la Régie de l'énergie étudie l'intérêt et la faisabilité d'introduire dans la législation québécoise une loi de type « Divorcement » et fasse rapport à la Commission de l'économie et du travail sur ce sujet.

d) L'efficacité énergétique

Les membres de la Commission ont constaté le vif intérêt exprimé par plusieurs intervenants quant à la question de l'efficacité énergétique et son lien direct avec la consommation de l'essence. Aussi, recommandent-ils au gouvernement de pousser plus loin l'examen de cette problématique, notamment par le biais de l'Agence de l'efficacité énergétique.

Les membres de la Commission recommandent au gouvernement d'examiner la question de l'efficacité énergétique, notamment par le biais de l'Agence de l'efficacité énergétique.

De plus, la Commission souhaite que les consommateurs soient mieux conscientisés, informés et incités à adopter des comportements favorisant l'efficacité énergétique et les économies d'énergie compte tenu des impacts désastreux de la pollution automobile sur la santé, la qualité de vie et l'environnement.

En conséquence, les membres de la Commission formulent l'intention unanime d'entreprendre un mandat d'initiative sur l'ensemble de la problématique de l'efficacité énergétique dans un avenir rapproché.

***

ANNEXE I

Liste des personnes et des organismes
qui ont été entendus par la Commission

LISTE DES PERSONNES ET DES ORGANISMES
QUI ONT ÉTÉ ENTENDUS PAR LA COMMISSION

Association des constructeurs de routes et grands travaux du Québec	9MR
Association nationale des camionneurs artisans inc. (ANCAI)	3M
Association québécoise des indépendants du pétrole	1MR
CAA-Québec	19M
Chambre de commerce du Québec	14M
Coalition pour la défense des consommateurs de carburant	5MR
Confédération des syndicats nationaux	20M
Conseil régional de développement de l'Abitibi-Témiscamingue	11M
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante	18M
Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec	15M
Gagnon, Francis	8M
Girard-Bujold, Jocelyne, M.P.	6M
Institut canadien des produits pétroliers	4M
Municipalité régionale de comté de Témiscamingue	2MR
Option consommateurs	16M
Site Internet «L'essence c'est essentiel» - Quintal, Frédéric	7MR
Union des producteurs agricoles	12MR

ANNEXE II

Liste des organismes qui ont transmis
un mémoire pour dépôt seulement

LISTE DES ORGANISMES QUI ONT TRANSMIS
UN MÉMOIRE POUR DÉPÔT SEULEMENT

Association de la construction du Québec	17M
Groupe de recherche appliquée en macroécologie (GRAME)	13M
Syndicat de la fonction publique du Québec	10MR

ANNEXE III

Liste des recommandations

LISTE DES RECOMMANDATIONS

Les taxes

1. Les membres de la Commission recommandent au gouvernement de revoir l'efficacité de l'application des réductions de taxe pour s'assurer que celles-ci profitent réellement aux consommateurs. Le gouvernement pourra aussi examiner à cette occasion d'autres mesures afin d'assurer des prix concurrentiels et raisonnables à ces régions aux prises avec une problématique particulière.

2. Les membres de la Commission recommandent au gouvernement de consacrer une partie plus importante des revenus de la taxe spécifique sur l'essence à l'entretien et à la construction de l'infrastructure routière au Québec.

La Régie de l'énergie

3. Les membres de la Commission recommandent que la Régie de l'énergie exerce son pouvoir d'enquête concernant les prix des produits pétroliers de façon continue et permanente dans toutes les régions du Québec. La Régie devra agir immédiatement dès qu'elle constatera ou qu'on portera à son attention une guerre des prix abusive par rapport au prix plancher. Celle-ci déposera à l'Assemblée nationale un rapport trimestriel sur l'état de la situation, lequel rapport devra être examiné par la commission compétente.

4. Les membres de la Commission recommandent à la Régie de l'énergie d'exercer une présence beaucoup plus marquée sur tout le territoire du Québec et de jouer un rôle de premier plan en tant qu'informateur, vulgarisateur et même pédagogue auprès des consommateurs en ce qui a trait aux grandes composantes du prix de l'essence et aux causes de leurs fluctuations.

5. Les membres de la Commission recommandent que la Régie de l'énergie dispose de toutes les ressources financières et humaines nécessaires et devienne l'organisme expert et de référence au Québec en ce qui concerne la connaissance du marché des produits pétroliers.

La concurrence

6. Les membres de la Commission recommandent que la Régie de l’énergie étudie l’intérêt et la faisabilité d’introduire dans la législation québécoise une loi de type « Divorcement » et fasse rapport à la Commission de l’économie et du travail sur ce sujet.

L'efficacité énergétique

7. Les membres de la Commission recommandent au gouvernement d'examiner la question de l'efficacité énergétique, notamment par le biais de l'Agence de l'efficacité énergétique.

ANNEXE IV

Bibliographie sélective

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

AGENCE DE L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE, Rapport d'activités 1999-2000, 32 pages.

BERNARD Jean-Thomas, « Le prix élevé de l'essence. Pourquoi ? Jusqu'où ? » in *Le Journal de Québec*, 20 mai 2001, p. 12.

BOUCHARD Louise, « Pétrole : la hausse des prix ne fera pas dérailler l'économie » in *Les Affaires*, février 2000, p.3.

BOUCHARD Luc, « Le cartel de l'or noir » in *Entreprendre*, janvier 2000, p. 14.

CONFERENCE BOARD du Canada. *Les quinze derniers pieds à la pompe. L'industrie de l'essence au Canada en 2000*, janvier 2001, 90 pages.

DUMAIS, André et LAMBERT, Lise, « Rapport d'enquête sur les fluctuations des prix de vente de l'essence et du carburant diesel d'octobre 1998 au 31 décembre 1999 et ce, dans les régions de l'Abitibi-Témiscamingue, du Saguenay–Lac-Saint-Jean et de la Haute-Mauricie », Régie de l'énergie, 21 février 2000.

FORTIN Pierre, « Taxe sur l'essence : trop ou trop peu ? » in *L'actualité*, août 2000, p.39.

GABOURY, Marie-Ève, « Estimation de l'impact du prix du carburant sur le secteur agricole québécois », *L'Union des producteurs agricoles*, mai 2001.

GAUDRY, Marc, MALLET Sylvie et MARULLO Claudette, « Un premier bilan intégré des coûts et revenus du réseau routier au Québec et du transport public de la grande région de Montréal de 1979 à 1994. Parties I, II et III. ». *Centre de recherche sur les transports*. Novembre 1996, révisé en 1997. Cote en bibliothèque : CAN, CRT, 102, 96-43, V. 1, 2 et 3. Ex. 2.

JOLICOEUR Martin, « Les fabricants de plastique et de caoutchouc seront aussi frappés » in *Les Affaires*, février 2000, p.4.

MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES DU QUÉBEC, *L'énergie au Québec*, Édition 2000.

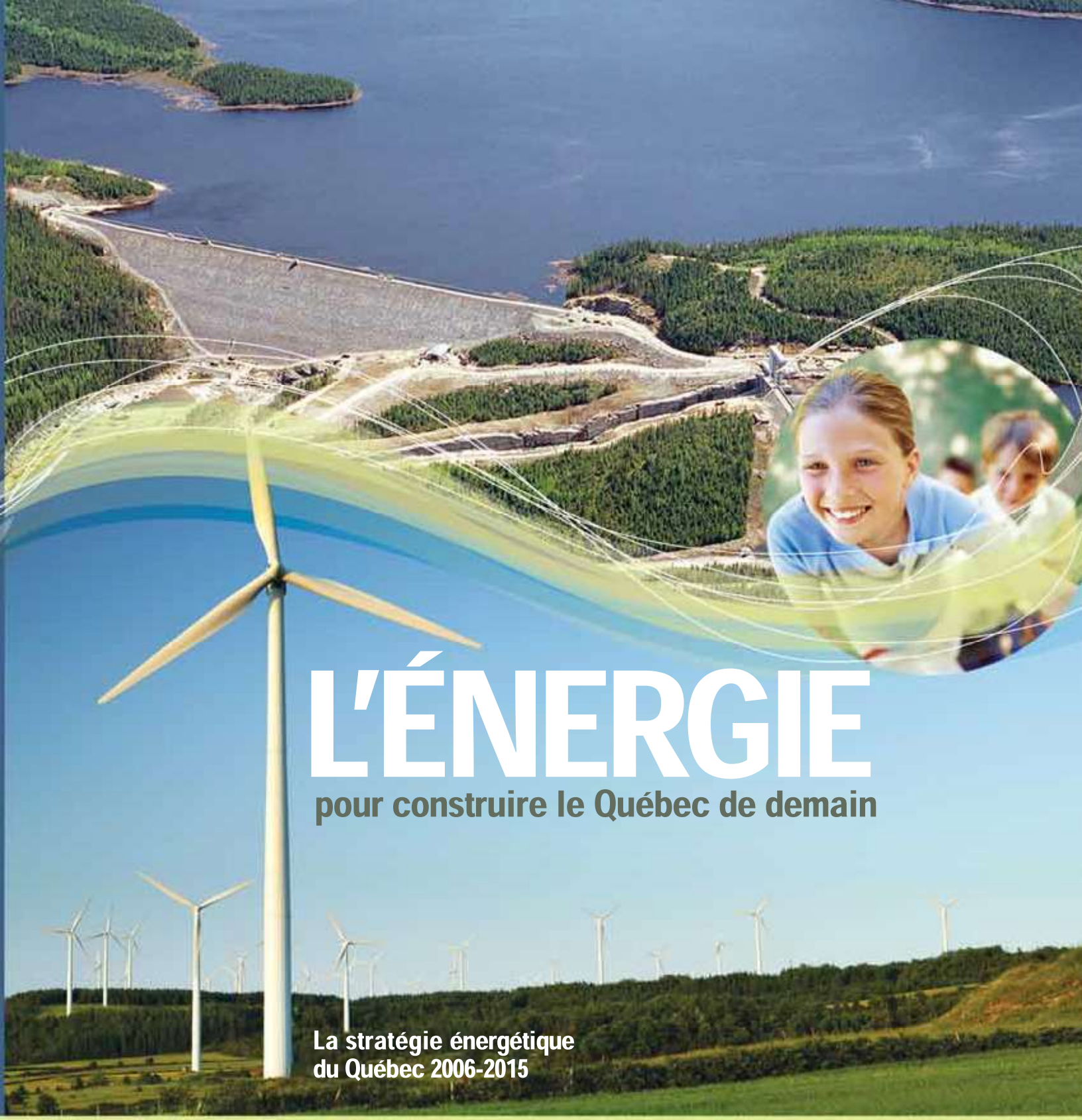
MINISTÈRE DES TRANSPORTS DU QUÉBEC, « Analyse de la situation des camionneurs-propriétaires et des transporteurs relativement à la hausse du coût du carburant », Léger Marketing, juin 2001. 47 pages.

PICHÉ, Micheline, « Les hauts et les bas du prix du pétrole. Rien ne va plus ! » in *Mes Finances-Desjardins*, octobre 2000, p.5.

RÉGIE DE L'ÉNERGIE. *Bulletins et statistiques*. www.regie-energie.qc.ca.

STUBER, Gérald, « Le caractère évolutif de l'incidence des chocs énergétiques sur l'activité économique et sur l'inflation », *Revue de la Banque du Canada*, été 2001, p.3.

***



L'ÉNERGIE

pour construire le Québec de demain

La stratégie énergétique du Québec 2006-2015

BRILLER PARMI LES MEILLEURS

Québec

Le texte de cette publication est disponible dans le site Internet
du ministère des Ressources naturelles et de la Faune.
www.mrnf.gouv.qc.ca/energie

© Gouvernement du Québec
Ministère des Ressources naturelles et de la Faune
Dépôt légal - Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2006
ISBN: 2-550-46950-X (version imprimée)
ISBN: 2-550-46951-8 (version PDF)

Code de diffusion: 2006-4001

This publication is also available in English upon request.
Distribution code: 2006-4002

L'ÉNERGIE

pour construire le Québec de demain

La stratégie énergétique du Québec 2006-2015

Message du premier ministre

AMÉLIORER LE PRÉSENT ET PRÉPARER LE FUTUR

Le Québec est un leader mondial dans le domaine de l'énergie. Hydro-Québec est l'une des plus grandes entreprises d'électricité de la planète. Grâce à l'aménagement de la Baie-James, nous disposons sur notre territoire du plus grand complexe hydroélectrique au monde.

La mise en valeur de nos ressources hydroélectriques est une source de fierté, en même temps qu'un investissement rentable. Les revenus que nous en tirons contribuent directement au financement de nos services publics, et donc au bien-être de l'ensemble de la société.

Sur le plan énergétique, nous avons fait les bons choix. Cette source de richesse doit être plus que jamais utilisée pour améliorer le présent, mais également pour préparer le futur. C'est ce que vise la nouvelle stratégie énergétique du Québec, **L'énergie pour construire le Québec de demain.**

La stratégie est ambitieuse. Elle exprime une conviction : en développant notre plein potentiel et en utilisant l'énergie de façon plus efficace, nous pouvons accroître notre prospérité, mieux protéger notre environnement et être mieux préparés face aux défis de l'avenir.

La nouvelle stratégie énergétique indique la voie que le Québec va suivre au cours des dix prochaines années. Elle exprime la vision de notre gouvernement quant au développement de nos ressources et à leur utilisation. Elle engage immédiatement les initiatives qui vont permettre de préparer le devenir de nos enfants.

Une nouvelle étape

La stratégie énergétique que notre gouvernement rend publique ouvre une nouvelle ère dans une histoire riche en succès et en performances. La création d'Hydro-Québec, la nationalisation de l'électricité et le projet de la Baie-James ont ouvert la voie à des réussites que le monde nous envie.

Dans cette entreprise impressionnante dont nous sommes si fiers, nous passons à une autre étape, tout aussi stimulante et mobilisatrice.

La présente stratégie vise à permettre à la société québécoise de maximiser les retombées économiques, sociales et environnementales de l'exploitation de nos ressources énergétiques.

Nous allons relancer et accélérer le développement de notre patrimoine hydroélectrique. Ce faisant, nous allons renforcer la sécurité de nos approvisionnements en énergie et nous utiliserons plus que jamais notre potentiel hydroélectrique comme levier de développement économique et régional, notamment pour l'expansion ou l'implantation d'industries créatrices de richesse et d'emplois. Le Québec vivra un rythme de mise en valeur de ses ressources hydroélectriques équivalant à celui de la deuxième phase de la Baie-James.

Le développement que nous privilégions sera un développement durable, dont nous deviendrons un leader. Nous y parviendrons en mettant en valeur notre potentiel d'énergies renouvelables, en investissant dans l'efficacité énergétique et en accélérant le développement et la diffusion des nouvelles technologies énergétiques. Grâce aux ressources dont nous disposons et à l'utilisation que nous en ferons, nous assurerons un développement économique respectueux de l'environnement.

Nous mobilisons les moyens qui vont nous permettre de contribuer de façon significative aux efforts collectifs de lutte contre les changements climatiques. En matière d'efficacité énergétique, notre gouvernement ira plus loin qu'aucun de ses prédécesseurs. Et en exportant davantage d'énergie, nous contribuerons directement à améliorer le bilan continental des émissions de gaz à effet de serre.

Notre stratégie vise également à préparer le Québec de demain. Un Québec plus prospère, plus soucieux de l'environnement et moins endetté. Le développement hydroélectrique, par l'intermédiaire du Fonds des générations, contribuera pleinement à alléger le fardeau de notre dette sur les générations présentes et futures.

C'est la voie que notre gouvernement propose aux citoyens du Québec. Je suis confiant qu'elle saura mobiliser l'ensemble de la société québécoise.

La nouvelle stratégie énergétique est en parfaite cohérence avec les objectifs que nous nous sommes fixés, depuis avril 2003, pour ce qui est de l'ensemble de l'action gouvernementale. Elle illustre la capacité des Québécois de faire fructifier ce que nous avons reçu en héritage, tout en préparant résolument le futur.

Nous favoriserons une utilisation plus responsable de l'énergie.

Le premier ministre du Québec,

Jean Charest

Message du ministre des Ressources naturelles et de la Faune

LA STRATÉGIE DE TOUS LES QUÉBÉCOIS

La stratégie que le gouvernement rend publique sera celle de tous les Québécois. Pour l'élaborer, le gouvernement a en effet privilégié une démarche ouverte et transparente, misant sur l'écoute et l'accessibilité. L'intérêt soulevé est impressionnant.

La consultation d'experts, la commission parlementaire générale et la consultation en ligne ont permis de joindre un nombre record de citoyens. À elle seule, la période de consultation sur Internet a connu un achalandage majeur, avec plus de 10 000 visiteurs et près de 2 000 avis et commentaires transmis par les citoyens et les organisations.

Des messages forts

Des messages forts ont été transmis par les citoyens, par les entreprises, ainsi que par les organismes intervenant dans le secteur. Le gouvernement les a entendus.

Ces messages concernent d'abord l'hydroélectricité.

Avec les ressources hydroélectriques, nous disposons d'un levier de développement dont la valeur ne cesse de croître, dans un monde où les ressources se font rares. C'est aussi la première réponse à l'épineuse question de notre sécurité énergétique. Peu de pays industrialisés peuvent compter sur un potentiel de ressources renouvelables aussi abondant. Nous devons en tirer pleinement parti.

La mise en valeur de la filière éolienne est très bien engagée. Elle viendra encore ajouter à cet atout unique, comme un grand nombre d'intervenants ont tenu à le souligner.

Un autre message fort porte sur les économies d'énergie.

Il est urgent de mieux utiliser l'énergie, de recourir aux formes d'énergie les mieux adaptées aux différents usages, de modifier certains de nos comportements et d'améliorer nos équipements. C'est une question à la fois d'économie et de responsabilité par rapport aux défis que la planète entière doit relever, car la réduction des émissions de gaz à effet de serre passe nécessairement par un meilleur contrôle de la consommation d'énergie. Notre statut privilégié de producteur d'énergies propres ne doit pas nous dispenser des efforts que tous doivent consentir pour assurer l'avenir.

Pour élaborer la nouvelle stratégie énergétique, le gouvernement a ainsi pu compter sur un ensemble riche de suggestions et de propositions, sur lesquelles il s'est appuyé pour définir les objectifs retenus et les moyens de les atteindre.

Une stratégie qui innove

En retenant ces objectifs et ces moyens, le gouvernement n'a pas hésité à ouvrir de nouvelles voies, faisant preuve d'audace et de vision. La stratégie proposée permettra de faire du Québec un leader dans le développement des énergies renouvelables en Amérique du Nord. Pour plusieurs de nos voisins et partenaires, l'énergie est source de contraintes et de difficultés. Au Québec, elle sera au contraire source d'opportunités et de défis.

La stratégie énergétique innove à plus d'un titre. Elle propose notamment une nouvelle approche pour développer notre potentiel hydroélectrique : la constitution d'un « portefeuille » de projets. Cette approche permettra de répondre au contexte de plus en plus exigeant pour la réalisation de projets hydroélectriques.

Elle associe en outre les communautés locales et régionales ainsi que les nations autochtones aux développements à venir. Le gouvernement vise ainsi à maximiser les retombées locales et régionales des investissements futurs, tout en s'assurant que les développements effectués respectent l'environnement et bénéficient du soutien des communautés concernées.

Le gouvernement innove en assurant à l'efficacité énergétique un financement soutenu, défini dans le cadre d'un plan d'ensemble s'appliquant à toutes les formes d'énergie. La mission de l'Agence de l'efficacité énergétique sera élargie et les pouvoirs de la Régie de l'énergie accrus.

Grâce aux nouvelles règles définies par le gouvernement, le plan d'efficacité énergétique sera soumis à un rigoureux processus de reddition de comptes, afin de s'assurer que les ressources mobilisées produisent bien les résultats escomptés et que les ressources affectées aux économies d'énergie sont bien gérées.

Miser sur les nouvelles technologies énergétiques

Le gouvernement innove tout autant dans le domaine des nouvelles technologies énergétiques.

Un nouveau cadre institutionnel et financier est mis en place, afin d'accélérer le recours aux technologies qui présentent le plus d'intérêt pour le Québec. La priorité sera accordée au développement des biocarburants, ainsi qu'à la promotion de la géothermie et de l'énergie solaire.

La géothermie offre des possibilités d'économiser l'énergie particulièrement intéressantes. Elles seront exploitées. Les techniques solaires offrent un potentiel nouveau. Là aussi, ces énergies seront mises en valeur.

Le gouvernement innove également en modernisant le cadre réglementaire actuel, pour encourager les initiatives des particuliers comme des entreprises.

Une vision d'avenir, à la mesure de nos possibilités

La nouvelle stratégie énergétique s'articule autour d'objectifs ambitieux, à la mesure des possibilités dont nous bénéficions.

Les initiatives annoncées sont stimulantes. Elles s'intègrent dans une vision d'ensemble du secteur énergétique québécois, de son développement à venir et des bénéfices que nous pouvons en tirer.

Avec **L'énergie pour construire le Québec de demain,** le gouvernement illustre qu'il est possible de concilier création de richesse avec protection de l'environnement et développement social. Bref, le gouvernement met en place une des assises fondamentales de sa vision du développement durable et souhaite y rallier l'ensemble de la population.

Le ministre des Ressources naturelles et de la Faune,

Pierre Corbeil

SOMMAIRE

Au terme d'un vaste processus de consultation entamé en novembre 2004, le gouvernement rend publique sa stratégie énergétique, ***L'énergie pour construire le Québec de demain.***

LES OBJECTIFS

La stratégie énergétique s'articule autour de six objectifs.

1) Le Québec doit renforcer la **sécurité de ses approvisionnements en énergie.**

2) Nous devons utiliser davantage **l'énergie comme levier de développement économique.** La priorité est donnée à l'hydroélectricité, au potentiel éolien, aux gisements d'hydrocarbures et à la diversification de nos approvisionnements en gaz naturel.

3) Il faut accorder une plus grande place aux **communautés locales et régionales** et **aux nations autochtones.**

4) Nous devons consommer **plus efficacement** l'énergie.

5) Le Québec entend devenir un leader du **développement durable.**

6) Il faut déterminer un **prix de l'électricité** conforme à nos intérêts et à une bonne gestion de la ressource, ce qui permet d'améliorer les signaux de prix tout en protégeant les consommateurs et notre structure industrielle.

Afin d'atteindre ces six objectifs, la stratégie énergétique se déploie dans le cadre d'orientations et de priorités d'action déterminées pour l'hydroélectricité, l'énergie éolienne, l'efficacité énergétique, les nouvelles technologies énergétiques et les hydrocarbures.

LES ORIENTATIONS ET LES PRIORITÉS D'ACTION

1) RELANCER ET ACCÉLÉRER LE DÉVELOPPEMENT DE NOTRE PATRIMOINE HYDROÉLECTRIQUE

- Au cours des dernières années, **le développement hydroélectrique s'est ralenti et,** pour **redresser la situation,** le gouvernement a décidé de relancer et d'accélérer le développement de notre patrimoine hydroélectrique avec la mise en oeuvre **de 4 500 MW de nouveaux projets** d'ici les cinq prochaines années.
  - Ce développement représentera un rythme de développement **équivalant à celui de la deuxième phase de la Baie-James** et est supérieur au total des 15 dernières années. Cela se traduira par 25 milliards de dollars d'investissements et 70 000 emplois sur dix ans et ce, sans compter les 4 milliards de dollars d'investissements et les 888 MW du projet Eastmain 1-A/dérivation Rupert/La Sarcelle présentement en évaluation environnementale.
  - Ces 4 500 MW seront suffisants pour à la fois répondre à la demande à long terme du marché québécois, susciter du développement industriel créateur de richesse et pour exporter.
- **Les projets** seront développés selon une **approche novatrice :** par la constitution d'un **« portefeuille » de projets.**
  - La réalisation de grands projets prend normalement une dizaine d'années et comporte deux grandes phases :
    - les négociations, les études et les évaluations environnementales (cinq ans);
    - les phases d'ingénierie et de construction proprement dites (cinq ans).

- L'approche « portefeuille » consiste à lancer simultanément la première phase de plusieurs projets afin d'avoir en main les ententes et les permis environnementaux à l'horizon 2010. Les principaux avantages sont :
  - d'offrir la possibilité d'adapter le calendrier de réalisation de chacun des projets aux imprévus pouvant survenir lors de leur mise en œuvre;
  - une flexibilité accrue qui permet de mieux gérer le risque et de mettre les projets en concurrence les uns avec les autres;
  - une plus grande efficacité qui permet de gagner au moins cinq ans sur l'échéancier global.

Le gouvernement n'entend pas promouvoir le développement de petites centrales privées. Ces projets de 50 MW et moins ne sont pas essentiels à notre sécurité énergétique et aucun bloc d'énergie émanant de ce type de centrales n'a été prévu dans la stratégie.

Par ailleurs, certaines communautés locales ou autochtones y voient une opportunité intéressante de développement socioéconomique pour leurs régions. Le gouvernement croit opportun de laisser aux milieux intéressés la possibilité de développer de tels projets dans la mesure où ils sont appuyés par le milieu, génèrent des bénéfices pour leur région et sont sous le contrôle de la communauté.

En d'autres termes, le développement de la petite hydraulique (projet de 50 MW et moins) se fera par et pour les communautés locales.

Enfin, ces projets devront tous être soumis au processus environnemental du BAPE et faire l'objet d'une entente avec Hydro-Québec sur le prix d'achat de cette énergie avant d'être présentés au gouvernement.

- Le gouvernement entend par ailleurs faire en sorte que, une fois ses besoins comblés, le Québec puisse **accroître ses exportations d'électricité**. À cette fin, il mandate Hydro-Québec pour entamer des discussions avec des partenaires éventuels afin de conclure des ententes d'exportation. La société d'État devra aussi faire le point sur les interconnexions avec les réseaux voisins. La priorité à court terme sera de renforcer les interconnexions avec l'Ontario.
- La stratégie confirme la volonté du gouvernement de conserver **l'avantage québécois en matière de tarifs d'électricité** par le maintien :
  - **du bloc patrimonial** : l'essentiel des approvisionnements (95 % des approvisionnements actuels) continueront à se faire au prix fixe de 2,79¢/kWh;
  - de **tarifs concurrentiels** pour le développement économique : avantage comparatif pour les industries qui créent de la richesse et des emplois.

2) DÉVELOPPER L'ÉNERGIE ÉOLIENNE, FILIÈRE D'AVENIR

- On évalue qu'à l'horizon 2015 **le potentiel d'énergie éolienne économiquement intégrable** au réseau d'Hydro-Québec sera de 4 000 MW, compte tenu des technologies connues. C'est à peu près 10 % de la demande de pointe en électricité.
  - C'est ce potentiel que le gouvernement souhaite développer.
- La priorité du gouvernement en matière d'éolien est de **mener à bien les deux appels d'offres** lancés en 2003 et 2005 par Hydro-Québec et **totalisant 3 000 MW.**
- Les appels d'offres génèrent des investissements de 4,9 milliards de dollars. Ils comprennent des exigences quant au contenu québécois (60 %), avec une préoccupation particulière pour la région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et la MRC de Matane.
  - Déjà trois usines sont implantées à Matane et Gaspé.

- Le gouvernement retient par ailleurs comme orientation de lancer d'autres appels d'offres **pour des éoliennes,** lorsque **les conditions seront plus favorables,** et ce, en fonction :
  - du rythme de **mise en place des 4 500 MW de projets hydroélectriques** supplémentaires. Ainsi, 100 MW d'énergie éolienne supplémentaires seront ajoutés pour chaque 1 000 MW d'hydroélectricité nouveaux;
  - de **l'évolution de la technologie** et des coûts d'intégration au réseau d'Hydro-Québec. Dans cette perspective, un mandat est donné à Hydro-Québec pour améliorer les conditions d'intégration de l'énergie éolienne.
- **Un appel d'offres supplémentaire de 500 MW sera lancé pour deux blocs distincts de 250 MW, réservés respectivement aux régions (MRC) et aux nations autochtones.**
  - Les projets individuels seront limités à 25 MW pour favoriser l'implication directe des petites communautés.
  - Ces appels d'offres généreront des investissements de 700 à 750 millions de dollars.
- Des projets pilotes de **couplage éolien–diesel** seront réalisés dans les réseaux autonomes pour réduire le recours au diesel, coûteux et polluant, pour la production d'électricité. Le premier, aux Îles-de-la-Madeleine, devrait être fonctionnel à l'été 2007. Le second, au Nunavik, se fera en consultation avec les Inuits. À partir de ces expériences pilotes, Hydro-Québec pourrait généraliser cette approche dans les réseaux autonomes.

3) UTILISER L'ÉNERGIE DE FAÇON PLUS EFFICACE

- L'efficacité énergétique est au cœur de la stratégie énergétique. Les actions proposées par le gouvernement permettront, **à l'horizon 2015, de multiplier par huit la cible globale en efficacité énergétique par rapport aux cibles actuelles.**
- Cela permettra des économies annuelles de 2,5 milliards de dollars pour les consommateurs;
- Ces actions apporteront aussi une contribution importante à la lutte aux changements climatiques avec 9,4 millions de tonnes de gaz à effet de serre évités annuellement à terme. Il s'agit là d'un premier pas dans une stratégie plus globale sur les changements climatiques que le gouvernement rendra publique plus tard.
- Pour la première fois, le gouvernement mettra de l'avant un **plan d'ensemble** touchant **tous les marchés et toutes les formes d'énergie,** avec les moyens de le réaliser. À cette fin, un mandat est confié à l'Agence de l'efficacité énergétique, soit :
  - d'identifier les économies rentables à réaliser à partir de programmes fondés sur le « faire faire », sans se substituer à Hydro-Québec ou à Gaz Métro;
  - **ce plan aura comme nouveauté d'établir une cible d'économies d'énergie dans le secteur des produits pétroliers :** 2 millions de tonnes équivalent pétrole d'ici 2015 (soit un peu plus de 10 % de notre consommation actuelle);
  - Par ailleurs, les sources de financement du plan d'ensemble assureront la stabilité et la continuité des interventions. Le financement autorisé par la Régie servira exclusivement aux programmes prévus au plan et à leur administration et pourra être éventuellement bonifié par le recours aux fonds que le gouvernement fédéral réserve aux initiatives en efficacité énergétique.
- **Le gouvernement entend favoriser les carburants renouvelables** comme l'éthanol-carburant et le biodiesel. L'objectif est d'atteindre **5 % d'éthanol en moyenne dans les ventes d'essence d'ici 2012.**
  - L'éthanol permet de remplacer une quantité équivalente d'essence.
  - **La valorisation de la biomasse** forestière et agricole et des déchets urbains sera privilégiée **plutôt que la filière du maïs-grain.** Bien que technologiquement plus difficile, elle est environnementalement et économiquement plus rentable pour le Québec.

- Pour le transport des personnes, le gouvernement **favorisera l'amélioration du parc automobile** québécois par :
  - le remboursement de la TVQ (maximum 1 000 $) pour les véhicules hybrides neufs (Discours sur le budget 2006-2007);
  - l'évaluation de l'opportunité d'aller plus loin dans la mise en place d'incitatifs financiers qui permettront d'orienter les acheteurs vers des véhicules ayant une consommation plus faible;
  - une intervention pour des normes applicables aux véhicules vendus au Québec plus exigeantes en terme de consommation d'énergie (normes californiennes).
- **Le transport en commun** sera soutenu afin de le rendre plus attrayant et d'attirer ainsi une clientèle nouvelle.
- **L'efficacité énergétique du transport de marchandises sera améliorée.**
- **La consommation de produits pétroliers** sera réduite dans plusieurs secteurs par divers programmes :
  - une performance améliorée des équipements reliés à la chauffe et aux procédés industriels;
  - une amélioration de l'enveloppe thermique des bâtiments existants.
- L'Agence de l'efficacité énergétique proposera des modifications au règlement sur l'économie d'énergie dans les nouveaux bâtiments du Québec et leur intégration au Code du bâtiment.
- Le gouvernement privilégiera un **meilleur usage de l'électricité.** À cette fin, la cible d'efficacité énergétique d'Hydro-Québec est portée de 4,1 TWh à l'horizon 2010, à 8,0 TWh d'ici 2015. Cela représente le double de la consommation d'électricité des ménages de la grande région de Québec.
- Outre ses programmes en efficacité énergétique, le gouvernement demande à Hydro-Québec d'inclure les projets en efficacité énergétique dans ses futurs appels d'offres.
- Hydro-Québec reçoit aussi le mandat de déposer à la Régie de l'énergie une **nouvelle structure tarifaire,** laquelle devra comporter :
  - un écart de prix plus important entre les deux paliers du tarif domestique, ou l'instauration d'un troisième palier (sans modifier la facture globale des consommateurs);
  - des tarifs variant selon la saison et l'heure, permettant ainsi aux consommateurs de mieux gérer leur consommation d'électricité.
- Du côté du gaz naturel, les cibles sont multipliées par plus que trois : la cible de 96,9 millions de mètres cubes en 2008 passe à 350 millions de mètres cubes en 2015.
- Le gouvernement appliquera un plan d'amélioration de la performance énergétique pour les bâtiments publics et pour sa flotte de véhicules. Celui-ci visera en particulier à :
  - réduire la consommation unitaire d'énergie dans les bâtiments de 10 % à 14 % à l'horizon 2010, selon les secteurs;
  - réduire de 20 % la consommation de carburant des ministères et organismes d'ici 2010.
- Les initiatives novatrices des établissements du réseau de l'éducation et celui de la santé et des services sociaux en matière d'utilisation de l'énergie seront reconnues et feront l'objet d'un appui financier particulier à partir d'une enveloppe budgétaire de 20 millions de dollars par année.
- L'Agence appuiera les municipalités qui le souhaitent dans l'élaboration et la mise en œuvre de plans d'action en efficacité énergétique.
- Les programmes d'aide aux consommateurs à faible revenu en matière d'efficacité énergétique devront être renforcés.

4) INNOVER EN ÉNERGIE

- Le mandat de l'Agence de l'efficacité énergétique est élargi pour inclure le soutien et la promotion de l'innovation en énergie.
- Un plan d'aide aux nouvelles technologies énergétiques (approuvé par le gouvernement et suivi par la Régie) sera intégré au Plan d'ensemble en efficacité énergétique préparé par l'Agence.
- Le **financement** du plan proviendra d'une partie du prélèvement sur **toutes les formes d'énergie,** tel que **déterminé par la Régie.**
  - Une cible annuelle de 10 millions de dollars est fixée. Elle pourrait permettre de réaliser jusqu'à 40 millions de dollars par année d'investissements de l'ensemble des partenaires.
- Le soutien à l'éthanol-carburant et à la mise au point d'une filière de production québécoise sera au centre du plan de soutien aux nouvelles technologies énergétiques conçu par l'Agence de l'efficacité énergétique.
- Le gouvernement entend privilégier la mise en valeur des résidus forestiers et agricoles de même que des déchets urbains plutôt que la filière du maïs-grain.
- Des défis technologiques importants demanderont toutefois à être résolus. À cette fin, le gouvernement souhaite :
  - soutenir les équipes québécoises de recherche dans ce domaine;
  - lancer une usine de démonstration de production d'éthanol cellulosique qui devrait entrer en activité d'ici 2008, de sorte que la technologie pourrait être au point à l'horizon 2010 et des usines de production opérationnelles à l'horizon 2012.
- Un comité de travail sera créé afin de mieux préciser les sources potentielles d'approvisionnement en matières premières de même que le modèle d'affaires le plus à même de maximiser les retombées de cette nouvelle filière.
- Par ailleurs, le gouvernement facilitera la pénétration du biodiesel sur le marché.
- La promotion et le soutien à la géothermie et au solaire seront assurés comme suit :
  - fournir plus d'information concernant les gains possibles grâce à la **géothermie et au solaire** passif;
  - mettre en place un **programme d'appui financier à la pénétration de la géothermie** dans les secteurs résidentiel, institutionnel et commercial;
  - examiner systématiquement l'apport potentiel de la géothermie dans le cadre de la conception des bâtiments des secteurs public et parapublic, dont le Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM) et le Centre universitaire de santé McGill (CUSM);
  - mandater l'Agence de l'efficacité énergétique avec la collaboration d'Hydro-Québec pour développer et proposer à la Régie de l'énergie un programme de soutien à la production d'énergie solaire.
- Le gouvernement fera aussi sauter certains blocages réglementaires qui limitent l'initiative des consommateurs et de certains producteurs pour mettre en valeur d'autres potentiels.
  - Ainsi, le gouvernement entend faciliter la production décentralisée d'électricité et donne à cet effet à Hydro-Québec le mandat de déposer deux propositions à la Régie de l'énergie d'ici 2007.
    - Proposer des conditions permettant aux particuliers et aux entreprises de vendre l'excédent de leur production à Hydro-Québec.
    - Développer et proposer un programme d'achat d'électricité auprès de **microproducteurs** (moins de 1 MW).
  - Le gouvernement entend aussi procéder à la **déréglementation des activités de distribution du biogaz** afin de pouvoir les mettre en valeur et réduire les émissions de gaz à effet de serre qui leur sont associés.

5) CONSOLIDER ET DIVERSIFIER LES APPROVISIONNEMENTS EN PÉTROLE ET EN GAZ NATUREL

- Le gouvernement souhaite la mise en valeur des ressources pétrolières et gazières du golfe et de l'estuaire du Saint-Laurent.
- **L'approche retenue par le gouvernement sera respectueuse de l'environnement.** Elle comprend les pistes suivantes :
  - appliquer le *Guide des bonnes pratiques en matière de levés sismiques en milieu marin* qui est actuellement en préparation avec d'autres provinces canadiennes et le gouvernement fédéral;
  - procéder à une évaluation environnementale stratégique de l'estuaire et du golfe du Saint-Laurent afin de mieux encadrer le développement dans le respect des milieux marins;
  - assujettir les levés sismiques à l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement, en intégrant dans les éventuels certificats d'autorisation les résultats de l'évaluation stratégique qui aura été réalisée.
- Le gouvernement collaborera avec le gouvernement fédéral pour régler le différend territorial concernant la recherche et l'exploitation d'hydrocarbures dans le golfe du Saint-Laurent. Les ententes conclues avec Terre-Neuve-et-Labrador et la Nouvelle-Écosse par le gouvernement fédéral constituent des précédents dont le Québec souhaite se prévaloir.
- En ce qui concerne les terminaux méthaniers, ceux-ci permettraient de diversifier nos approvisionnements et renforcer notre sécurité énergétique face à des approvisionnements en gaz naturel provenant de l'Ouest canadien qui sont soumis à de fortes pressions, et qui sont acheminés par un seul système de transport.
- Pour le gouvernement, il importe cependant de souligner que les analyses et les évaluations actuellement en cours sur ces projets soient effectuées de la façon la plus rigoureuse qui soit. Il veillera en outre à ce que les citoyens puissent s'exprimer et recevoir toute l'information pertinente sur les projets.
- **Pour assurer la disponibilité des produits pétroliers,** le gouvernement entend :
  - faire déposer par les sociétés pétrolières un plan de sécurité des approvisionnements en cas de difficulté dans la disponibilité des produits pétroliers;
  - examiner avec l'industrie comment protéger les consommateurs de mazout et de propane contre les conséquences d'un affaiblissement des réseaux de distribution.

6) MODERNISER LE CADRE LÉGISLATIF ET RÉGLEMENTAIRE

- Afin de **mieux répondre à la situation des ménages à faible revenu,** le gouvernement veillera à la mise en place de diverses mesures.
- Le **développement durable sera mieux pris en compte lors de l'analyse des projets énergétiques.** Le gouvernement confiera à la Régie de l'énergie la responsabilité d'évaluer la justification énergétique et économique des projets.
  - Le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) continuera à s'intéresser à l'aspect environnemental des projets énergétiques assujettis à la Loi sur la qualité de l'environnement.
- La Régie de l'énergie sera dotée du pouvoir de surveiller l'application des **normes de fiabilité du transport d'électricité,** donnant ainsi suite aux recommandations du groupe de travail Canada – États-Unis sur la panne d'électricité du 14 août 2003.

TABLE DES MATIÈRES

MESSAGE DU PREMIER MINISTRE III

MESSAGE DU MINISTRE DES RESSOURCES NATURELLES ET DE LA FAUNE V

SOMMAIRE IX

INTRODUCTION 1

CHAPITRE 1 LES OBJECTIFS 3

CHAPITRE 2 LES ORIENTATIONS ET LES PRIORITÉS D'ACTION 9

RELANCER ET ACCÉLÉRER LE DÉVELOPPEMENT DE NOTRE PATRIMOINE HYDROÉLECTRIQUE 10
DÉVELOPPER L'ÉNERGIE ÉOLIENNE, FILIÈRE D'AVENIR 30
UTILISER L'ÉNERGIE DE FAÇON PLUS EFFICACE 40
INNOVER EN ÉNERGIE 64
CONSOLIDER ET DIVERSIFIER LES APPROVISIONNEMENTS EN PÉTROLE ET EN GAZ NATUREL 80
MODERNISER LE CADRE LÉGISLATIF ET RÉGLEMENTAIRE 96

CONCLUSION UN QUÉBEC PLUS PROSPÈRE, UNE ÉNERGIE MIEUX UTILISÉE 101

ANNEXE 1 LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉNERGIE ÉOLIENNE : UN PROCESSUS TRANSPARENT ET ÉQUITABLE 105

ANNEXE 2 LE PROCESSUS D'APPROBATION ET DE REDDITION DE COMPTES DU PLAN D'ENSEMBLE EN EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE 109

ANNEXE 3 LA CONSULTATION SUR LA STRATÉGIE ÉNERGÉTIQUE 113

Liste des graphiques

Graphique 1 Projets majeurs de centrales hydroélectriques selon l'année d'autorisation des travaux de construction (1961-2010) 15

Graphique 2 La démarche d'aménagement du potentiel hydroélectrique : l'approche traditionnelle et l'approche selon le concept de « portefeuille » 17

Graphique 3 Les exportations nettes d'électricité (en millions de dollars et en TWh) (1981-2005) 21

Graphique 4 Les prix de l'électricité pour la clientèle résidentielle dans certaines villes d'Amérique du Nord (en cents par kWh) (2005) 23

Graphique 5 Évolution du coût d'achat de l'électricité « postpatrimoniale » (en millions de dollars) (2004-2006) 23

Graphique 6 Les composantes de la hausse des tarifs d'électricité en vigueur au 1er avril 2006 24

Graphique 7 Évolution de la puissance installée en énergie éolienne (en MW) (2003-2015) 38

Graphique 8 Consommation énergétique et émissions de gaz à effet de serre par habitant Québec, Canada et Alberta (2003) 41

Graphique 9 La consommation énergétique par habitant – Québec et principaux pays industrialisés (2002) 41

Graphique 10 Consommation d'énergie au Québec (2003) 43

Graphique 11 Économies d'énergie : la cible globale retenue par le gouvernement à l'horizon 2015 44

Graphique 12 Efficacité énergétique : les cibles retenues par le gouvernement à l'horizon 2015 45

Liste des tableaux

Tableau 1 Puissance installée, production annuelle et coût des projets hydroélectriques en construction ou en cours d'évaluation environnementale 13

Tableau 2 Territoires non reliés au réseau principal d'Hydro-Québec (2003) 37

Tableau 3 Montant des investissements dans le secteur du raffinage – Québec (en millions de dollars) 92

Liste des cartes

Carte 1 Les approvisionnements du Québec en pétrole brut (2004) 81

Carte 2 Les approvisionnements potentiels du Québec en gaz naturel liquéfié 83

Carte 3 Les bassins sédimentaires dans l'est de l'Amérique du Nord 84

Carte 4 Les permis de recherche en vigueur dans le golfe du Saint-Laurent (2005) 86

Introduction

Le gouvernement rend publique sa stratégie énergétique, **L'énergie pour construire le Québec de demain.**

Au terme d'un vaste processus de consultation entamé en novembre 2004, le gouvernement propose à la population une vision de notre secteur énergétique, définissant les buts à atteindre et les actions à entreprendre pour les dix prochaines années.

- Les **objectifs** retenus découlent directement des échanges qui ont eu lieu lors de la consultation publique. Ils sont conformes aux priorités d'action gouvernementales.
- Pour en assurer la mise en œuvre, le gouvernement a identifié des **orientations** et des **priorités d'action,** pour chacun des domaines de l'activité énergétique. Ces orientations et ces priorités d'action vont interpeller tous les acteurs du secteur énergétique – citoyens, entreprises, institutions et organismes. Leur mobilisation est la condition du succès de la démarche ainsi engagée.

La stratégie énergétique proposée permettra de relever plusieurs des défis auxquels nous sommes confrontés: renforcer la sécurité de nos approvisionnements en énergie, rendre le Québec plus prospère, mieux utiliser l'énergie et, en bout de ligne, assurer un développement durable.

Chapitre 1

LES OBJECTIFS

LA STRATÉGIE ÉNERGÉTIQUE S'ARTICULE AUTOUR DES SIX OBJECTIFS SUIVANTS :

- renforcer la sécurité de nos approvisionnements en énergie;
- utiliser davantage l'énergie comme levier de développement économique;
- accorder une plus grande place aux communautés locales et régionales et aux nations autochtones dans le développement énergétique;
- consommer plus efficacement l'énergie;
- devenir un leader du développement durable;
- déterminer un prix de l'électricité conforme à nos intérêts et à une bonne gestion de la ressource.

LES OBJECTIFS

1) RENFORCER LA SÉCURITÉ DE NOS APPROVISIONNEMENTS EN ÉNERGIE

Assurer la sécurité des approvisionnements en énergie est une condition essentielle au bon fonctionnement des sociétés modernes. Notre qualité de vie en dépend. Notre développement économique y est directement lié.

À l'heure du libre marché de l'énergie, la sécurité des approvisionnements en énergie se pose autant sur le plan de la fiabilité physique que du prix auquel l'énergie est disponible.

À un prix donné, nous avons tout intérêt à privilégier les ressources énergétiques disponibles sur notre territoire. Dans le cas de l'hydroélectricité, nous devons penser à long terme, étant donné l'horizon de mise en valeur des ressources hydrauliques.

Pour ce qui est de l'énergie que nous devons de toute façon importer, il faut diversifier nos sources d'approvisionnement et orienter les courants d'échange en fonction de nos intérêts.

La sécurité des approvisionnements englobe également la fiabilité des installations de toutes sortes grâce auxquelles l'énergie est effectivement disponible au consommateur. C'est pourquoi nous devons nous assurer du bon fonctionnement du transport et de la distribution d'électricité, mais également de la fiabilité des systèmes d'approvisionnement de produits pétroliers.

2) UTILISER DAVANTAGE L'ÉNERGIE COMME LEVIER DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

L'énergie n'est pas simplement une condition au développement économique. Dans le cas du Québec, elle constitue l'un de nos principaux avantages comparatifs, particulièrement pour soutenir et développer notre base industrielle. Nous devons en tirer parti.

La terre de l'hydroélectricité

Le Québec est la terre de l'hydroélectricité, sur laquelle la société québécoise a bâti une bonne part de son développement et de son passage à la modernité.

Grâce à sa géomorphologie et à ses ressources hydroélectriques, le Québec a accès à une forme d'énergie propre, renouvelable et sécuritaire. Le Québec est l'un des endroits en Amérique du Nord où l'électricité est la moins coûteuse. La disponibilité d'énergie hydroélectrique à des prix compétitifs nous a permis d'attirer des investissements industriels dont les retombées sont multiples. Pour mettre en valeur et exploiter cette richesse exceptionnelle, nous pouvons compter sur Hydro-Québec – l'une des plus grandes entreprises d'électricité au monde, exploitant le plus vaste réseau de transport d'électricité en Amérique du Nord.

Avec l'hydroélectricité, le Québec bénéficie donc d'un formidable actif, qui prend une valeur additionnelle dans un contexte de ressources épuisables et de lutte contre les gaz à effet de serre: c'est essentiellement grâce à son hydroélectricité que le Québec produit deux fois moins de gaz à effet de serre par habitant que l'ensemble du Canada.

Cet atout est impressionnant. Il n'est pas le seul.

L'énergie éolienne

Le Québec a la chance d'avoir accès à une deuxième forme d'énergie renouvelable, dont l'utilisation contribuera à améliorer davantage nos performances en matière d'émissions de gaz à effet de serre. Les ressources énergétiques disponibles sur l'ensemble du territoire québécois à partir du vent sont impressionnantes. Il existe par ailleurs une forte complémentarité entre l'énergie éolienne et l'hydroélectricité, dont Hydro-Québec s'emploie à tirer parti.

Depuis 2003, le Québec s'est résolument engagé dans le développement du potentiel éolien. Hydro-Québec investit dans le savoir-faire, les méthodes et les outils de gestion visant une intégration optimale des parcs éoliens à son réseau. Nous pouvons maintenant utiliser le développement de notre potentiel pour construire au Québec une industrie compétitive et performante, capable de se faire une place dans un domaine où la croissance mondiale de la demande est particulièrement rapide.

Les hydrocarbures

Pour ce qui est du gaz naturel, nous bénéficions de réseaux de transport et de distribution étendus et efficaces. Notre situation géographique explique l'existence de projets majeurs d'investissement visant à implanter sur notre territoire des terminaux méthaniers.

Nous fondons par ailleurs de l'espoir sur la présence, dans le sous-sol du territoire terrestre et maritime du Québec, de gisements significatifs d'hydrocarbures. Leur mise en valeur nous permettrait de réduire notre dépendance par rapport aux approvisionnements en provenance de l'extérieur, en se substituant à une partie de nos importations.

Des investissements et des emplois

La stratégie énergétique permettra de tirer pleinement parti de ces différents atouts.

En permettant de relever le défi du développement économique, les projets énergétiques se traduiront en investissements et en emplois.

La disponibilité d'énergie à des prix compétitifs et sous des formes diversifiées favorisera le renforcement du tissu économique de chaque région et de l'ensemble du Québec. Des exportations énergétiques accrues amélioreront notre balance commerciale et nous fourniront des revenus additionnels. Au total, l'énergie contribuera ainsi à assurer notre prospérité et celle des générations futures.

3) ACCORDER UNE PLUS GRANDE PLACE AUX COMMUNAUTÉS LOCALES ET RÉGIONALES ET AUX NATIONS AUTOCHTONES DANS LE DÉVELOPPEMENT ÉNERGÉTIQUE

Pour le Québec, tout le défi du développement énergétique est de l'assurer en impliquant les milieux concernés par les différents projets, en y associant les communautés locales et régionales – et notamment autochtones – en maximisant les bénéfices pour l'ensemble de la collectivité et, bien entendu, en respectant les conditions d'un développement durable.

À ces conditions, nous pouvons faire en sorte que la mise en valeur de nos ressources énergétiques profite à tous et crée de la richesse.

Nous devons nous appuyer sur nos atouts énergétiques pour bâtir et renforcer une vision régionale du développement, où chaque région peut contribuer à la mise en valeur des ressources présentes sur le territoire. La stratégie énergétique illustrera une nouvelle fois la volonté du gouvernement du Québec d'être le gouvernement des régions, ainsi que de bâtir une collaboration solide avec les nations autochtones.

4) CONSOMMER PLUS EFFICACEMENT L'ÉNERGIE

Les économies d'énergie sont au centre de la stratégie énergétique.

Le Québec est un grand consommateur d'énergie, ce qui s'explique notamment par sa structure industrielle, sa géographie et son climat.

Cette énergie doit être mieux utilisée. Il faut optimiser l'énergie consommée pour une utilisation donnée – qu'il s'agisse de se chauffer ou de se transporter. Pour cela, il faut que les comportements soient de plus en plus porteurs de changements, qu'ils soient davantage responsables vis-à-vis de l'avenir de la planète. Il faut également que nos équipements soient plus efficaces et que nous utilisions la bonne énergie au bon endroit.

Par ailleurs, l'utilisation d'énergie provenant de sources émergentes ou de technologies nouvelles, plus efficaces, doit être envisagée.

Collectivement et individuellement, nous avons tout à gagner en devenant des consommateurs d'énergie plus efficaces et mieux avisés. Nous améliorerons notre sécurité énergétique. Nous diminuerons les effets environnementaux de toute utilisation de l'énergie – en particulier les émissions de gaz à effet de serre. Sur le plan économique, nous réduirons notre facture énergétique, ce qui ne peut être qu'avantageux pour les particuliers comme pour les entreprises.

5) DEVENIR UN LEADER DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le gouvernement du Québec a fait du développement durable l'une de ses grandes priorités.

Le développement durable est un concept exigeant puisqu'il implique que l'on assure la conciliation entre le développement économique, la protection de l'environnement et l'équité sociale, tout en laissant aux générations futures tous les atouts nécessaires pour assurer leur propre développement.

La stratégie énergétique permet de mettre en œuvre chacun des trois volets du développement durable. Puissant outil de création d'emplois et d'enrichissement collectif, le développement énergétique privilégié par le gouvernement place au premier rang les filières d'énergie les plus propres. Il s'appuie sur la collaboration établie avec les communautés locales ainsi qu'avec les nations autochtones.

La quasi-totalité de notre production électrique provient de l'hydroélectricité – et donc d'une source d'énergie renouvelable, émettant peu de gaz à effet de serre. Grâce à ses ressources hydroélectriques, le Québec est ainsi le mieux placé parmi toutes les provinces canadiennes par rapport aux préoccupations véhiculées par le Protocole de Kyoto.

Avec l'énergie éolienne, le Québec dispose d'une autre forme d'énergie également renouvelable, contribuant ainsi à lutter contre le réchauffement de la planète. Les économies d'énergie que nous pouvons réaliser constituent un véritable gisement, dont la mise en valeur contribuera directement au développement durable.

En fait, grâce aux caractéristiques de ses ressources énergétiques, le Québec est mieux placé que la majorité des pays industrialisés pour respecter toutes les dimensions du développement durable et s'en faire le champion.

Ces atouts nous confèrent une responsabilité particulière : le Québec doit devenir un leader du développement durable et contribuer ainsi à améliorer l'état de notre planète. La stratégie énergétique fournit les moyens pour y parvenir.

6) DÉTERMINER UN PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ CONFORME À NOS INTÉRÊTS ET À UNE BONNE GESTION DE LA RESSOURCE

En matière de prix de l'électricité, le Québec est privilégié. Grâce à l'hydroélectricité, les entreprises comme les particuliers bénéficient d'un prix fort avantageux.

Lors de la consultation qui a accompagné l'élaboration de la stratégie énergétique, plusieurs groupes et experts ont cependant souligné l'effet pervers d'un prix de l'électricité trop faible. Un prix de l'électricité trop bas stimule la consommation, décourage les économies d'énergie et conduit à des transferts d'une forme d'énergie à l'autre, ce qui, au total, est extrêmement coûteux pour l'ensemble de la collectivité.

Bien évidemment, notre prix de l'électricité doit rester concurrentiel. C'est sur l'avantage du prix que nous pouvons offrir qu'est fondée une partie de notre structure industrielle. Pour le consommateur, des prix de l'électricité abordables font partie de la qualité de vie offerte au Québec.

Avec sa stratégie énergétique, le gouvernement améliore les signaux de prix envoyés aux consommateurs. En même temps, toutes les précautions sont prises pour protéger les consommateurs et éviter de pénaliser notre structure industrielle.

Chapitre 2

LES ORIENTATIONS ET LES PRIORITÉS D'ACTION

AFIN D'ATTEINDRE LES SIX OBJECTIFS IDENTIFIÉS, LA STRATÉGIE ÉNERGÉTIQUE SE DÉPLOIERA DANS LE CADRE D'*ORIENTATIONS* ET DE *PRIORITÉS D'ACTION* QUI VISENT À :

- relancer et accélérer le développement de notre patrimoine hydroélectrique;
- développer l'énergie éolienne, filière d'avenir;
- utiliser l'énergie de façon plus efficace;
- innover en énergie;
- consolider et diversifier les approvisionnements en pétrole et en gaz naturel;
- moderniser le cadre législatif et réglementaire.

La nouvelle stratégie énergétique du Québec repose d'abord sur une relance et une accélération du développement de notre patrimoine hydroélectrique, après le ralentissement de la fin des années quatre-vingt-dix.

RELANCER ET ACCÉLÉRER LE DÉVELOPPEMENT DE NOTRE PATRIMOINE HYDROÉLECTRIQUE

UN FORMIDABLE ACTIF

Avec l'hydroélectricité, les Québécois disposent d'une forme d'énergie renouvelable et compétitive, dont les impacts sur l'environnement et le climat sont très limités par rapport aux autres sources de production électrique conventionnelles. Le contexte énergétique actuel a donné à cet actif une valeur inestimable.

UNE PLACE ENVIABLE

Le Québec a su tirer parti de cet avantage considérable. Au 31 décembre 2005, la puissance hydroélectrique totale dont disposait[1] le Québec s'établissait à 41 340 MW[2], ce qui représentait 94 % de la puissance électrique totale.

LES PRIORITÉS D'ACTION

1) Lancer 4 500 MW de grands projets hydroélectriques nouveaux
2) Une fois nos besoins comblés, accroître les exportations d'électricité
3) Utiliser notre avantage tarifaire afin de renforcer le Québec
4) Limiter la place de l'énergie nucléaire au Québec, grâce au développement hydroélectrique

Le Québec occupait ainsi la quatrième place dans le monde parmi les producteurs d'hydroélectricité, derrière la Chine, le Brésil et les États-Unis, et devant la Russie, le reste du Canada et la Norvège.

Cette place enviable est la conséquence des initiatives prises à partir des années soixante. En 1963, la nationalisation de l'électricité ouvrait véritablement l'ère des grands ouvrages, avec l'accélération de l'aménagement des rivières Manicouagan et Outardes. En 1971, une autre grande étape était franchie dans l'exploitation de nos richesses hydrauliques, avec le lancement de la première phase de la Baie-James. Les travaux d'aménagement, d'une ampleur inégalée, mobilisaient 18 000 personnes sur les chantiers lors de la période la plus active. En 1987 s'amorçait la deuxième phase de la Baie-James, au terme de laquelle le Québec abritait le plus grand complexe hydroélectrique au monde, avec une puissance installée actuelle de 16 000 MW. Aujourd'hui, le complexe de la Baie-James représente à lui seul les deux cinquièmes de la puissance hydroélectrique totale dont le Québec dispose, ce qui est autant que certains pays, notamment la Belgique.

Engagée puis poursuivie à la suite de ces événements majeurs, la mise en valeur du potentiel hydroélectrique du Québec est source de fierté pour tous les Québécois. Elle a eu également des impacts économiques considérables – qu'il s'agisse des investissements directs liés aux aménagements eux-mêmes, de l'effet d'appel sur les industries d'une forme d'énergie dont le Québec peut garantir la disponibilité et le coût, ou du développement, au Québec, d'un savoir-faire et de firmes de génie-conseil jouissant d'une reconnaissance internationale.

1. Y compris l'électricité disponible en vertu du contrat de livraison à long terme signé par Hydro-Québec et la compagnie qui administre les installations des chutes Churchill, au Labrador.

2. 1 MW (mégawatt) est égal à 1 million de watts (10^6). Dans le secteur de l'électricité, l'unité énergétique est le wattheure, qui correspond à l'utilisation d'une puissance de 1 watt durant 1 heure. Une quantité d'énergie de 1 TWh (térawattheure) correspond à 1 milliard de kilowattheures (10^9). Elle correspond aux besoins en électricité de 50 000 ménages se chauffant à l'électricité durant une année.

Depuis cette période, l'aménagement des ressources hydroélectriques du Québec a considérablement ralenti, et ce ralentissement a été particulièrement marqué durant la période 1996-2000.

- En 1994, le premier ministre Daniel Johnson lançait le projet SM-3, qui allait constituer le dernier chantier d'envergure annoncé au cours des années quatre-vingt-dix.
- Le seul projet important mis en chantier entre 1996 et 2000 visait à améliorer le barrage de Grand-Mère. Or, il ne permettait d'accroître la puissance installée d'Hydro-Québec que de 80 MW.

LE DÉVELOPPEMENT HYDROÉLECTRIQUE DU QUÉBEC : UNE HISTOIRE D'AUDACE ET DE VISION

En 1944, le gouvernement dirigé par Adélard Godbout nationalise les actifs de la Montreal Light Heat and Power et crée la Commission hydroélectrique du Québec, mieux connue sous le nom d'Hydro-Québec. Le Québec prend ainsi le contrôle de la ressource hydraulique, pour protéger les intérêts des consommateurs et utiliser l'hydroélectricité comme levier de développement économique.

Le développement hydroélectrique du Québec se poursuit avec tout autant d'audace et de vision grâce aux deux premiers ministres Jean Lesage et Robert Bourassa.

- C'est au tournant des années soixante que commencent les grands travaux hydroélectriques au Québec, avec le lancement par Hydro-Québec de l'aménagement des rivières Manicouagan et Outardes, sur la Côte-Nord, ce qui deviendra le complexe Manic.
- En 1963, le deuxième gouvernement dirigé par Jean Lesage procède à la nationalisation de l'électricité. Hydro-Québec devient ainsi l'une des grandes compagnies d'électricité du continent nord-américain et du monde.
- En 1971, un an après son élection en tant que premier ministre du Québec, Robert Bourassa annonce l'aménagement du complexe de la Baie-James – le projet le plus ambitieux que le Québec ait jamais entrepris. Le projet déclenche des investissements de 14,6 milliards de dollars. Au plus fort des travaux, 18 000 personnes sont présentes sur les chantiers. Aujourd'hui, avec ce projet, les Québécois disposent de 10 800 MW additionnels. Robert Bourassa a fait vivre une idée dont les retombées économiques, environnementales et sociales se font plus que jamais sentir.
- En 1987, c'est encore sous un gouvernement dirigé par Robert Bourassa qu'est lancée la deuxième phase de l'aménagement de la Baie-James. Plus de 6 600 travailleurs sont présents sur les différents chantiers, au maximum des activités. Les investissements atteignent 9,7 milliards de dollars et le nouveau projet ajoute 5 200 MW à la capacité de production d'Hydro-Québec.
- Au terme des deux phases du projet, l'ensemble des ouvrages ainsi construits permet au Québec d'abriter le plus important complexe hydroélectrique au monde, avec une puissance installée actuelle de plus de 16 000 MW, soit 38,8 % de la puissance hydroélectrique totale dont le Québec dispose actuellement.

UN RETARD DONT NOUS PAYONS LE PRIX

Cette absence d'aménagements majeurs se fait maintenant sérieusement sentir en raison de l'augmentation des besoins en électricité du marché québécois. Au cours des dernières années, la croissance des besoins des Québécois s'est en effet poursuivie à un rythme soutenu, alors que nos disponibilités en électricité augmentaient beaucoup moins rapidement. Il faut ainsi savoir que de 1999 à 2005, Hydro-Québec a dû notamment raccorder au réseau environ 250 000 nouveaux logements et satisfaire aux nouveaux besoins d'une aluminerie.

Nous payons maintenant le coût du retard apporté à la mise en valeur de notre patrimoine hydroélectrique. Nous devons, à certaines périodes, importer à prix élevé de l'électricité de l'extérieur du Québec. L'économie québécoise n'a pas bénéficié autant qu'elle aurait pu du puissant levier de développement économique que constitue l'hydroélectricité. Le savoir-faire québécois dans l'ingénierie et la gestion de grands projets n'est pas pleinement utilisé. Le volume de nos ventes d'électricité à l'extérieur s'est considérablement réduit.

REDRESSER LA SITUATION

Il est urgent de redresser la situation. Les investissements actuellement engagés visent cet objectif.

- Dès 2003, le gouvernement a clairement indiqué la priorité qu'il accordait à la reprise des grands travaux hydroélectriques. Plusieurs projets sont en cours de réalisation dont Eastmain-1 (480 MW), Péribonka (385 MW) et Chute-Allard et des Rapides-des-Cœurs (138 MW). Ils permettront de disposer de 1 054 MW de puissance installée additionnelle. Au total, ils donneront lieu à des investissements de près de 4,5 milliards de dollars et créeront des emplois équivalant à 18 000 personnes-année[3].
- Un autre projet d'envergure fait actuellement l'objet du processus d'évaluation environnementale. Il s'agit d'Eastmain-1-A/dérivation Rupert/la Sarcelle, dont le coût de construction est estimé à plus de 4 milliards de dollars. Une fois achevé, ce projet permettra de disposer d'une puissance installée de près de 900 MW et d'une quantité d'énergie de 8,5 TWh par année.

  La réalisation de ce projet est essentielle pour assurer la sécurité des approvisionnements en électricité des Québécois. Les coûts de développement sont avantageux, et le projet a fait l'objet d'études environnementales fouillées. Plusieurs paramètres cruciaux touchant à la conception du projet proposé et concernant l'environnement ont été définis en collaboration avec la nation crie.

Pour le Québec, il importe que ces différents projets soient menés à bien, dans les délais prévus.

L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DU PROJET EASTMAIN-1-A/DÉRIVATION RUPERT/LA SARCELLE

Le projet Eastmain-1-A/dérivation Rupert/la Sarcelle, une fois les étapes d'approbation complétées, devrait être le prochain grand chantier hydroélectrique d'Hydro-Québec. Sa mise en œuvre résulte directement de l'entente dite de la Paix des Braves, conclue entre le Québec et les Cris, complétée par l'entente Boumhounan, signée entre les Cris et Hydro-Québec afin de préciser certains paramètres importants du projet. Le projet constituera un élément clef, en vue d'assurer la sécurité des approvisionnements en électricité du Québec.

- Les études environnementales ainsi que les préoccupations exprimées par la nation crie et par les Jamésiens ont influencé de manière importante la conception du projet, afin de minimiser les impacts sur le territoire.

3. L'équivalent personne-année représente le nombre d'emplois à temps complet pendant une année. Par exemple, 70 000 personnes-années peut représenter 10 000 emplois pendant sept ans ou 7 000 emplois pendant dix ans.

Le projet Eastmain-1-A/dérivation Rupert/la Sarcelle fait actuellement l'objet d'un processus d'évaluation environnementale impliquant les intervenants concernés et respectant les dispositions de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois (CBJNQ). Dans son chapitre 22, cette convention définit un régime différent de la procédure d'évaluation et d'examen d'impacts sur l'environnement applicable ailleurs au Québec, auquel est associé le BAPE.

Au total, Hydro-Québec aura investi 400 millions de dollars dans la réalisation des diverses études environnementales et techniques menant aux autorisations gouvernementales. Ces études ayant été jugées recevables, on en est maintenant rendu à l'étape des audiences publiques. Hydro-Québec a prévu consacrer 260 millions de dollars supplémentaires aux travaux de prévention et d'atténuation des impacts environnementaux.

Hydro-Québec bénéficie d'une grande expertise en la matière et cette récente démarche s'inscrit dans une longue tradition de développement hydroélectrique respectueux de l'environnement.

Les principaux projets de centrales hydroélectriques en cours de réalisation ou à l'étape de l'évaluation environnementale

TABLEAU 1
Puissance installée, production annuelle et coût des principaux projets hydroélectriques en construction ou en cours d'évaluation environnementale

En construction	Puissance installée (MW)	Production annuelle moyenne (TWh)	Coût du projet (millions de dollars)	Mise en service prévue
Eastmain-1	480	2,7	2 200	2006
Mercier	51	0,3	140	2006
Péribonka	385	2,2	1 400	2008
Chute-Allard/Rapides-des-Coeurs	138	0,9	680	2008
Total	**1 054**	**6,1**	**4 420**	
En cours d'évaluation environnementale				
Eastmain-1-A/dérivation Rupert/La Sarcelle	888	8,5	3 946	2009-2012*

* Selon l'hypothèse que toutes les autorisations seront obtenues dans les délais prévus :
- mise en service de la dérivation Rupert : fin 2009;
- mise en service graduelle des centrales Eastmain-1-A et La Sarcelle : à compter de la fin de 2011.

ALLER PLUS LOIN ET PRÉPARER L'AVENIR

Ces projets hydroélectriques contribueront à assurer la sécurité énergétique du Québec et à rétablir la marge de manœuvre qu'Hydro-Québec Production a perdu à la suite du ralentissement des dernières années dans le développement hydroélectrique. Hydro-Québec Production a évalué et démontré devant la Régie de l'énergie qu'elle devait disposer d'une marge de manœuvre suffisante pour rehausser la fiabilité de ses livraisons en cas de faible hydraulicité.

Il faut cependant aller plus loin et prévoir dès maintenant l'horizon d'après 2015. En effet, Hydro-Québec Distribution aura besoin de nouveaux approvisionnements afin de combler la croissance de la demande d'électricité après 2015 et il importe qu'Hydro-Québec Production dispose de capacités de production additionnelles pour répondre aux appels d'offres du distributeur. Jusqu'à dix années sont nécessaires pour mener à bien un grand projet d'aménagement hydroélectrique. C'est donc aujourd'hui que se prennent les décisions dont les effets se feront sentir dans dix ans. Par exemple, c'est maintenant que les choix de carrière des jeunes, la main-d'œuvre de demain, sont effectués. En outre, préparer l'avenir, c'est aussi voir comment on peut mettre pleinement à profit notre potentiel hydroélectrique.

Avec la nouvelle stratégie énergétique, le gouvernement prépare immédiatement l'avenir, en s'engageant résolument dans l'aménagement de nos richesses hydroélectriques afin que le Québec puisse en retirer le plus grand bénéfice.

LES PRIORITÉS D'ACTION

L'action gouvernementale s'articulera autour des axes d'intervention suivants :

1) Lancer **4 500 MW de grands projets hydroélectriques nouveaux**

2) Une fois nos besoins comblés, **accroître les exportations d'électricité**

3) Utiliser notre **avantage tarifaire** afin de **renforcer le Québec**

4) **Limiter la place de l'énergie nucléaire au Québec,** grâce au développement hydroélectrique

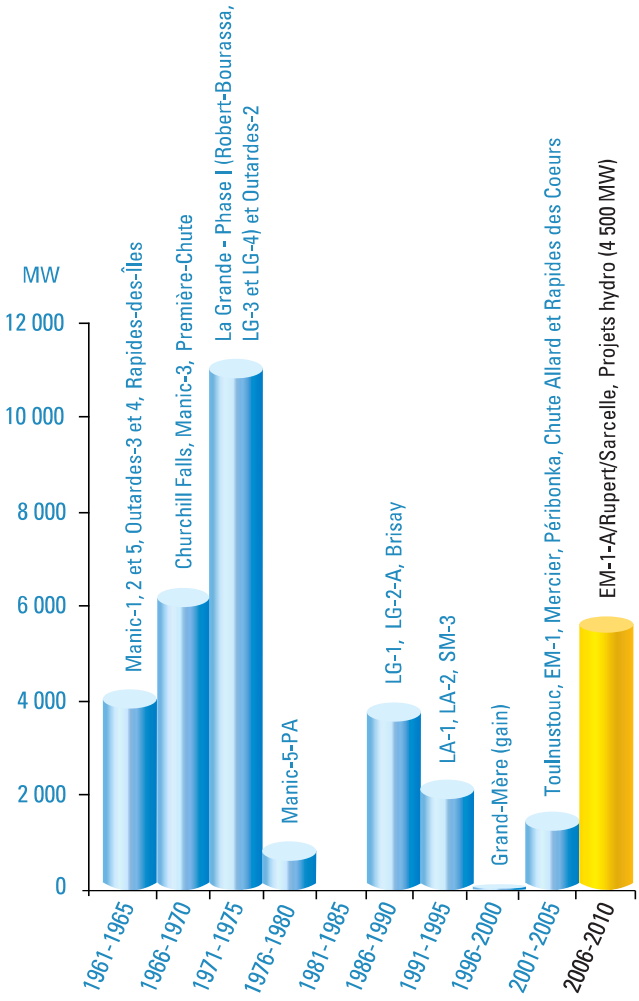
1) LANCER 4 500 MW DE GRANDS PROJETS HYDROÉLECTRIQUES NOUVEAUX

Le gouvernement vise le lancement de 4 500 MW de grands projets hydroélectriques d'ici 2010. Le Québec a encore suffisamment de potentiel hydraulique non exploité pour atteindre cet objectif. Ces projets permettront en outre d'assurer pleinement la sécurité des approvisionnements en électricité des Québécois. Ces grands projets permettront aussi de dégager des disponibilités significatives pour à la fois accueillir de nouvelles industries créatrices de richesse et reprendre notre place sur les marchés d'exportation. Le gouvernement adopte une démarche nouvelle, qui fera gagner au moins cinq ans sur l'échéancier complet d'aménagement de cet ensemble de projets, par rapport à l'approche traditionnelle. Il donnera ainsi une impulsion nouvelle au développement du patrimoine hydroélectrique du Québec. Sa mise en valeur servira d'abord et avant tout à répondre aux besoins en énergie du Québec et à stimuler l'implantation et l'expansion d'industries créatrices de richesse. Elle contribuera aussi à renforcer la capacité du Québec de livrer sur les marchés voisins une énergie propre et renouvelable.

Au total, l'aménagement de ces grands projets va représenter des travaux de l'ordre de 25 milliards de dollars et créera environ 70 000 emplois en équivalent personnes-année. Le Québec vivra ainsi un rythme de mise en valeur de ses ressources hydrauliques équivalant à la deuxième phase de la Baie-James, à la fin des années quatre-vingt. Cette activité bénéficiera à toutes les régions du Québec, et d'abord aux régions ressources.

GRAPHIQUE 1

Projets majeurs de centrales hydroélectriques selon l'année d'autorisation des travaux de construction (1961-2010)



N.B. L'année du début de construction est réputée l'année d'autorisation avant 1971

LA RELANCE DES PROJETS HYDROÉLECTRIQUES : DEMANDE D'ÉLECTRICITÉ À LONG TERME, DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET EXPORTATIONS

- Un élément central pour assurer la sécurité des approvisionnements énergétiques du Québec est de bien saisir les tendances prévisibles pour ce qui est de l'évolution de la demande d'électricité. Celle-ci reflète notamment la croissance de la population et de l'économie.
- Le développement de nouveaux projets hydroélectriques contribuera à assurer la sécurité énergétique du Québec et à rétablir la marge de manœuvre nécessaire à Hydro-Québec Production afin d'augmenter la fiabilité de ses livraisons en cas de faible hydraulicité. Cette reconstitution de la marge de manœuvre est rendue nécessaire compte tenu du ralentissement des dernières années dans le développement hydroélectrique.
- En outre, afin de combler la croissance de la demande en électricité du Québec après 2015, Hydro-Québec Distribution devra procéder à de nouveaux appels d'offres. Hydro-Québec Production devra alors disposer de capacités de production additionnelles pour répondre à ces appels d'offres visant à combler les besoins en énergie des Québécois.
- Cependant, compte tenu qu'il faut dix ans pour mener à bien un projet hydroélectrique, la sécurité des approvisionnements pour la période 2015-2025 doit se préparer dès aujourd'hui.
- Bien évidemment, prévoir l'évolution de la demande d'électricité au Québec dix à vingt ans à l'avance constitue un défi de taille.

Néanmoins, on évalue que la croissance tendancielle de la demande d'électricité au Québec devrait être de l'ordre de 250 MW par année en moyenne.

Sur dix ans, cela donne donc un accroissement de la demande qui se situerait aux environs de 2 500 MW.

- À cela pourrait s'ajouter la demande associée à l'implantation ou à l'expansion d'industries créatrices de richesse qui trouveront au Québec une énergie qui soit à la fois disponible et compétitive en terme de prix. Ici encore, toute prévision est nécessairement hasardeuse. À titre purement illustratif, l'implantation de seulement une vingtaine de projets de 50 MW chacun en moyenne en dix ans se traduirait par une demande supplémentaire de l'ordre de 1 000 MW. Davantage de projets ou des projets de plus grande dimension nécessiteraient encore plus d'énergie.
- Quant aux marchés extérieurs, nos exportations vont dépendre au premier chef de nos capacités excédentaires de production par rapport à la demande québécoise, y compris industrielle. Nos surplus pourraient être vendus sur le marché aux prix alors en vigueur ou encore être écoulés en vertu d'ententes avec nos voisins. Ces ententes seraient conclues préalablement à la construction des installations hydroélectriques.

  L'approche « portefeuille » mise de l'avant dans la stratégie permettra d'ailleurs de mieux adapter le rythme de lancement de la construction des grands projets hydroélectriques à la situation de la demande au Québec et aux occasions sur les marchés d'exportation.

- En conclusion, le « portefeuille » de 4 500 MW devrait permettre de répondre à plus que la croissance tendancielle de la demande au Québec. Il y aura de l'énergie simultanément pour permettre l'implantation au Québec de nouvelles industries créatrices de richesse et pour accroître notre présence sur les marchés d'exportation d'électricité.

Une approche novatrice : constituer un « portefeuille » de projets

Il faut compter globalement une dizaine d'années pour mener à bien un grand projet hydroélectrique, depuis le moment où la décision est prise d'aller de l'avant jusqu'à la production du premier kilowattheure d'électricité. Sur la base des seuls besoins du Québec, la mise en œuvre de 4 500 MW de grande hydraulique pourrait s'étaler sur les vingt prochaines années. Le gouvernement souhaite aller plus rapidement : il faut que notre patrimoine hydroélectrique puisse servir de levier pour créer de la richesse au Québec.

- Le gouvernement engage donc dès maintenant la première phase de cette période de dix ans, celle que l'on peut qualifier de préparatoire et qui durera de quatre à cinq ans, et ce, pour l'ensemble des projets du « portefeuille ». Cette phase comprend les négociations avec les nations, communautés et partenaires impliqués, les études d'ingénierie d'avant-projet, ainsi que les études environnementales nécessaires à l'obtention des différents permis.
- Au terme de ces négociations, études et évaluations, soit à l'horizon 2010, Hydro-Québec sera en mesure d'engager les travaux d'ingénierie détaillée ainsi que la construction proprement dite.

Vers 2010, Hydro-Québec aura donc en main les ententes et les autorisations environnementales nécessaires à la réalisation de 4 500 MW de grands

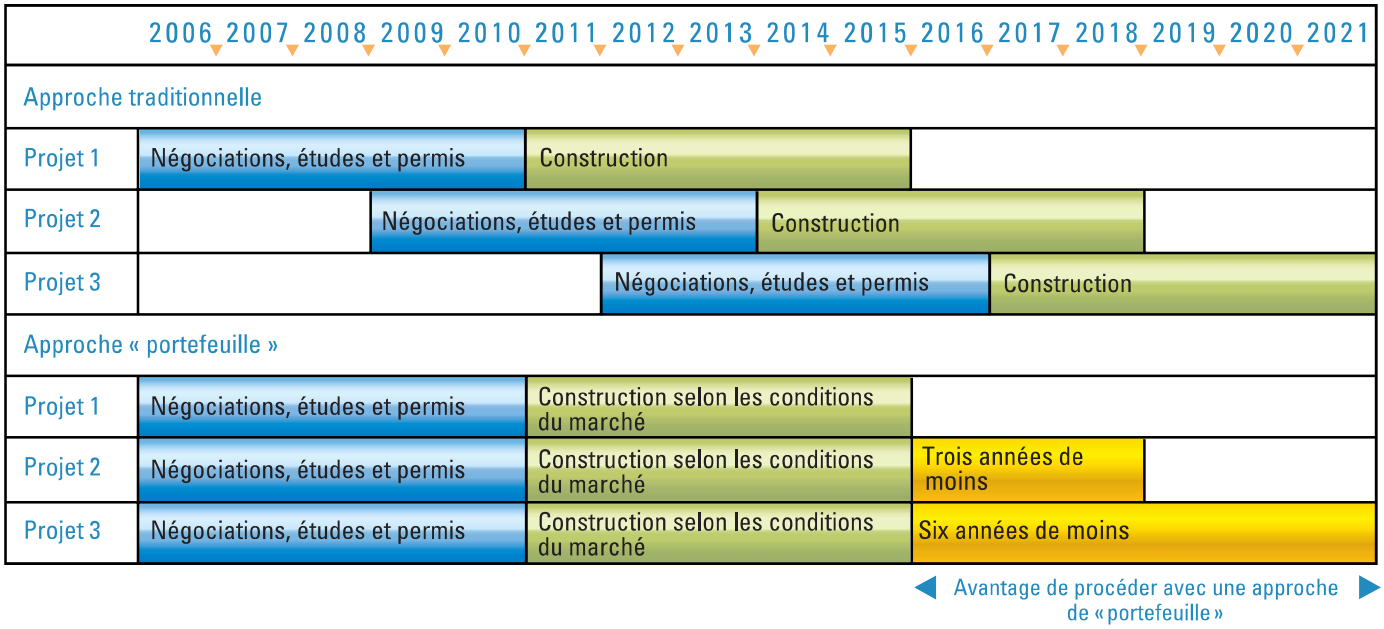
projets. Le Québec disposera ainsi d'un « portefeuille » de projets hydroélectriques, qui pourront servir à répondre à l'accroissement de la demande québécoise mais aussi à la demande d'électricité chez nos voisins. Si les conditions de marché sont favorables, le Québec pourrait ainsi lancer dès 2010 la phase de construction proprement dite de 4 500 MW de grands projets hydroélectriques, ou ne le faire qu'en partie, si les conditions ne s'y prêtent pas – par exemple en raison de l'évolution du marché d'exportation. Cette approche permettra à la fois de mettre en valeur une partie plus importante de nos ressources et de le faire plus rapidement, tout en gérant mieux les risques associés à des projets d'une telle envergure.

Les différences par rapport à l'approche traditionnelle

Une telle approche diffère de la démarche traditionnelle, selon laquelle Hydro-Québec lance les projets à quelques années d'intervalle l'un de l'autre, selon les besoins prévisibles du Québec. Elle tient compte du contexte de plus en plus exigeant entourant les négociations et les études environnementales liées aux grands projets, sans faire aucun compromis quant à la qualité des études ou à la solidité des ententes à conclure avec nos partenaires.

- À l'heure actuelle, la décision de lancer un projet hydroélectrique est fondée sur une évaluation des conditions de marché qui prévaudront lorsque ce projet sera achevé, soit dix ans plus tard. Il faut donc estimer ce que seront la demande québécoise et les prix à un horizon de dix ans, ce qui introduit davantage de risques et d'incertitudes dans l'évaluation de la situation à venir.
- Par ailleurs, et une fois la décision prise, la réalisation du projet est assujettie à toute une série d'aléas qui peuvent le compromettre, particulièrement lors de la période préparatoire. Les études d'avant-projet, les études environnementales et les négociations avec les communautés et partenaires peuvent nécessiter des délais supplémentaires, qui n'avaient pas été anticipés.

GRAPHIQUE 2 La démarche d'aménagement du potentiel hydroélectrique: l'approche traditionnelle et l'approche selon le concept de « portefeuille »



N.B. Les délais présentés dans le graphique sont indicatifs et peuvent varier d'un projet à l'autre. Le nombre de projets devant être inclus dans le portefeuille ne constitue ici qu'un exemple et ne sera pas nécessairement limité à trois.

L'approche selon le concept de « portefeuille » permet de mieux contrôler les délais inhérents au processus actuel de mise en œuvre des grands projets, tout en récupérant une marge de manœuvre qui avait été graduellement perdue.

- La nouvelle démarche offre la possibilité d'adapter le calendrier de réalisation de chacun des projets aux imprévus pouvant survenir lors de leur mise en œuvre. Il sera par exemple possible de modifier ce calendrier en fonction de l'évolution des relations avec les communautés et partenaires, des résultats des évaluations environnementales ou des conditions de marché.
- L'approche selon le concept de « portefeuille » permettra également à Hydro-Québec de disposer de solutions de rechange lorsque la réalisation d'un projet est soumise à des circonstances défavorables. Les différents projets examinés en vue d'être inclus dans le « portefeuille » de 4 500 MW à constituer sont en quelque sorte placés en concurrence les uns par rapport aux autres, Hydro-Québec ayant la possibilité de remplacer un projet difficile à mettre en œuvre par un ou plusieurs autres projets alternatifs.

En engageant immédiatement la première phase de réalisation de projets représentant au total 4 500 MW, le gouvernement met tous les atouts du côté du Québec.

Vers 2010, Hydro-Québec pourra engager la construction des projets pour lesquels les ententes et les permis environnementaux seront en main, et ce, en fonction des conditions du marché prévalant alors au Québec et à l'extérieur du Québec. Le délai entre la décision finale d'engager la phase de construction de l'ensemble des 4 500 MW et leur obtention sera ainsi ramené de dix à cinq ans.

LA RÉALISATION DES GRANDS PROJETS HYDROÉLECTRIQUES : UN CONTEXTE DE PLUS EN PLUS EXIGEANT

Le contexte entourant la réalisation des grands projets hydroélectriques s'est complexifié au fil du temps.

- Le Québec a voulu mieux protéger l'environnement et le patrimoine naturel, afin de répondre à de nouvelles valeurs et aux attentes de la population. Ce qui était satisfaisant dans les années soixante-dix ne l'est plus aujourd'hui, et des exigences supplémentaires ont été définies en matière environnementale.
- Le Québec a souhaité renforcer la collaboration avec les communautés autochtones, car la réalisation des grands projets a souvent des impacts importants sur leurs territoires traditionnels. Là aussi, les approches privilégiées au cours des années soixante-dix ne sont plus de mise.

La première phase de réalisation des grands projets hydroélectriques s'inscrit donc dans ce contexte de plus en plus exigeant.

L'exemple le plus récent de cette situation nous est fourni par le projet Eastmain-1-A/dérivation Rupert/la Sarcelle.

- En février 2002, les négociations engagées en 2001 entre le Québec et la nation crie ont conduit à la signature de la Paix des Braves. Le consentement de la nation crie à la réalisation du projet constituait un élément central de cette entente.
- Quatre ans plus tard, le processus d'évaluation environnementale entre dans une phase finale, après qu'Hydro-Québec a investi 400 millions de dollars dans la réalisation des différentes études techniques et environnementales.

- Si tout se déroule selon les échéanciers actuellement prévus, les autorisations environnementales seront obtenues à la fin de 2006 et les travaux pourraient débuter au début de 2007, soit six ans après le début des négociations avec la nation crie.

Projets pour les communautés locales ou autochtones

Le gouvernement n'entend pas promouvoir le développement de petites centrales privées. Ces projets de 50 MW et moins ne sont pas essentiels à notre sécurité énergétique et aucun bloc d'énergie émanant de ce type de centrales n'a été prévu dans la stratégie.

Par ailleurs, certaines communautés locales ou autochtones y voient une opportunité intéressante de développement socioéconomique pour leurs régions. Le gouvernement croit opportun de laisser aux milieux intéressés la possibilité de développer de tels projets dans la mesure où ils sont appuyés par le milieu, génèrent des bénéfices pour leur région et sont sous le contrôle de la communauté.

En d'autres termes, le développement de la petite hydraulique (projet de 50 MW et moins) se fera par et pour les communautés locales.

Enfin, ces projets devront tous être soumis au processus environnemental du BAPE et faire l'objet d'une entente avec Hydro-Québec sur le prix d'achat de cette énergie avant d'être présentés au gouvernement.

LE RENFORCEMENT DE L'INDUSTRIE ÉLECTRIQUE

Les grands projets hydroélectriques réalisés au Québec depuis le début des années soixante-dix ont donné naissance, au Québec, à un secteur d'activité très dynamique, largement présent sur la scène internationale.

- Ce secteur comprend les firmes spécialisées dans la construction de grands ouvrages, mais également les équipementiers fabriquant les pièces, l'appareillage et l'outillage requis pour les centrales de production ainsi que les réseaux de transport et de distribution.
- On y trouve aussi les firmes de génie-conseil et de services professionnels reliées directement à ce type d'investissements.

En 2003, on estimait qu'environ un millier d'entreprises et d'établissements québécois exerçaient leurs activités en fonction de la ressource hydroélectrique – ces entreprises assurant près de 25 000 emplois, généralement bien rémunérés.

Des entreprises québécoises sont présentes à toutes les étapes de réalisation d'un projet hydroélectrique. Il est donc possible de faire appel à des firmes québécoises pour la recherche et développement, la conception, l'ingénierie, la construction, la fabrication et la commercialisation d'équipements, ainsi que pour la production, le transport, la distribution et l'utilisation de l'énergie électrique. Selon l'Association de l'industrie électrique du Québec, 90 % du coût total de réalisation d'un projet de production hydroélectrique est dépensé au Québec.

2) UNE FOIS NOS BESOINS COMBLÉS, ACCROÎTRE LES EXPORTATIONS D'ÉLECTRICITÉ

Le développement de nos ressources hydroélectriques doit d'abord répondre à nos propres besoins, tout en créant des emplois au Québec. Une fois nos besoins comblés, nous devons tirer parti des occasions d'affaires actuelles et prévisibles sur les marchés d'exportation – ce qui permettra également de soutenir notre développement économique.

Pour le Québec, il s'agit en fait de suivre une logique de développement des ressources analogue à celle suivie par l'Alberta : lorsqu'elle met en valeur ses richesses pétrolières et gazières, l'Alberta ne plafonne pas sa production à la demande albertaine. Bien au contraire, l'Alberta vise avant tout à exploiter les richesses dont elle dispose et elle s'appuie pour cela sur la demande qu'elle est en mesure de satisfaire, que ce soit sur son territoire, dans le reste du Canada ou aux États-Unis. Le gouvernement entend appliquer une logique analogue pour assurer la mise en valeur des richesses hydroélectriques québécoises. À la différence de l'Alberta toutefois, le Québec peut compter sur une énergie propre et renouvelable, ce qui renforce notre position sur les marchés extérieurs.

En s'appuyant ainsi sur les besoins de ses voisins, le Québec n'assure donc pas seulement la mise en valeur de ses richesses. En effet, l'exportation d'une forme d'énergie renouvelable et propre contribue directement à la lutte contre les changements climatiques et à l'atteinte des objectifs du Protocole de Kyoto dans le nord-est du continent. Nos exportations contribuent également à la qualité de l'air dans cette même région. Cela est d'autant plus vrai que plusieurs des partenaires actuels et éventuels du Québec se sont donné des objectifs et des orientations privilégiant les énergies renouvelables.

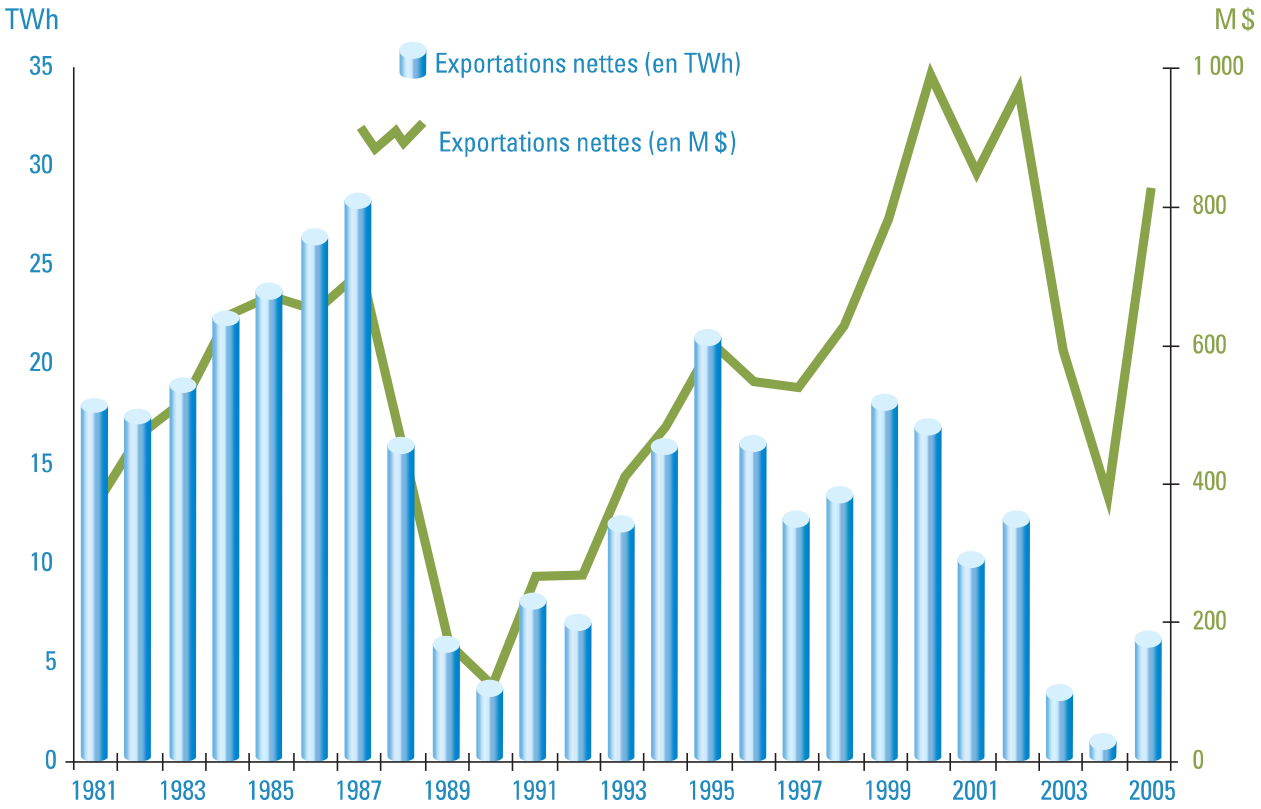
Redresser la tendance des dernières années

En matière d'exportations, le gouvernement veut ainsi inverser la tendance des dernières années – une tendance qui nous a fait perdre des revenus potentiels importants. Le ralentissement du rythme de développement de notre potentiel hydroélectrique s'est en effet traduit par une diminution considérable de nos ventes nettes d'électricité à l'extérieur.

- Entre 1995 et 2004, les exportations nettes d'électricité d'Hydro-Québec, c'est-à-dire les exportations moins les importations, sont passées de 22 TWh à 1,5 TWh. En 2005, une amélioration de l'hydraulicité a permis de porter les exportations nettes à 6,7 TWh. Les exportations nettes avaient atteint un sommet de 28,8 TWh en 1987.
- Durant la même période, les revenus nets tirés de ces exportations ont d'abord continué à augmenter, pour atteindre près d'un milliard de dollars en 2000. À partir de cette date, les revenus ont à leur tour chuté, mais moins rapidement que les quantités nettes d'électricité exportées. En 2004, ces revenus s'établissaient à 384 millions de dollars. En 2005, ils ont remonté à 830 millions de dollars. Même si les ventes d'exportation ont représenté moins de 4 % des ventes d'électricité d'Hydro-Québec, celles-ci ont constitué plus de 30 % de ses bénéfices. Les revenus nets provenant des exportations ont ainsi moins diminué que le volume des exportations nettes d'électricité. Hydro-Québec a en effet réussi à vendre de l'électricité à l'extérieur à des prix nettement plus avantageux que ceux auxquels elle a dû acquitter ses importations.

La baisse constatée jusqu'en 2004 est d'autant plus regrettable que les besoins d'électricité chez nos voisins ne cessent d'augmenter et que les prix sur les marchés sont à la hausse.

GRAPHIQUE 3 Les exportations nettes d'électricité (en millions de dollars et en TWh) (1981-2005)



En Ontario comme en Nouvelle-Angleterre et dans l'État de New York, les besoins d'électricité actuels et prévisibles sont en forte croissance. L'électricité québécoise offre de plus la possibilité de répondre à ces besoins tout en limitant substantiellement les émissions de gaz à effet de serre: dans le contexte de lutte contre les changements climatiques, le Québec propose à ses voisins une forme d'énergie propre et renouvelable, au lieu de centrales thermiques polluantes et émettrices de gaz à effet de serre.

LES BESOINS DES MARCHÉS VOISINS EN ÉLECTRICITÉ

Au cours des derniers mois, plusieurs documents publics sont venus confirmer l'importance des besoins en électricité des marchés voisins du Québec.

- Dans un rapport remis le 9 décembre 2005 à la ministre de l'Énergie de l'Ontario, l'Office de l'électricité de l'Ontario évalue à 24 000 MW les besoins de nouvelles capacités d'ici 2025.
- Selon l'Energy Information Administration (une division du Department of Energy du gouvernement fédéral américain), la région du nord-est des États-Unis aura besoin de 12 400 MW de capacité additionnelle d'ici 2025.

Exporter davantage pour diminuer la dette et préparer l'avenir

Le gouvernement renforce la logique intergénérationnelle des exportations d'électricité en prenant une décision majeure quant à l'affectation des revenus nets tirés des exportations.

Tel qu'indiqué par le ministre des Finances dans le *Discours sur le budget 2006-2007,* le Fonds des générations dont le gouvernement vient d'annoncer la création sera notamment alimenté par une partie des bénéfices liés aux activités d'exportation.

Grâce à la décision du gouvernement, les générations futures bénéficieront de nos richesses hydroélectriques et de la valeur qu'elles ont acquise sur les marchés extérieurs, en raison du contexte énergétique.

Afin d'accroître le volume et les revenus de nos exportations, le gouvernement prend trois initiatives qui permettront de préparer l'avenir.

- Il faut d'abord reconstituer la marge de manœuvre qui a été perdue, en raison des retards apportés à la mise en valeur de nos ressources hydroélectriques. La relance des grands travaux permettra d'y parvenir.
- Le gouvernement souhaite que des discussions soient entamées à brève échéance avec nos partenaires éventuels, afin de préciser les possibilités d'exportation, notamment en vertu de contrats à long terme, ainsi que les conditions auxquelles ces exportations pourraient être effectuées. Il importe que les provinces et États voisins intègrent dès maintenant le potentiel de vente d'Hydro-Québec dans leurs propres prévisions concernant l'offre disponible.
- Le gouvernement donne en outre le mandat à Hydro-Québec de faire le point sur les interconnexions qui relient le réseau québécois aux réseaux voisins, afin de déterminer les possibilités d'échange déjà existantes ainsi que les éventuels investissements qu'il serait nécessaire de consentir pour accroître ces possibilités.
  - En particulier, le gouvernement souhaite que les interconnexions avec l'Ontario soient renforcées afin de permettre d'accroître le volume des transactions réalisées avec la province voisine.

3) Utiliser notre avantage tarifaire afin de renforcer le Québec

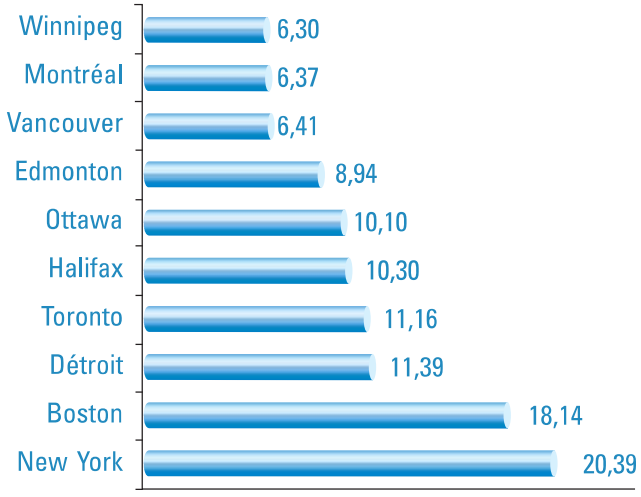
Le gouvernement entend maintenir l'avantage tarifaire dont bénéficient les consommateurs québécois d'électricité – particuliers comme entreprises – et l'utiliser pour renforcer notre structure économique et enrichir notre société.

- Afin que les consommateurs d'électricité continuent à profiter de leur avantage tarifaire actuel, le gouvernement entend conserver les dispositions législatives en vigueur concernant le « bloc patrimonial ». Les citoyens, entreprises et institutions du Québec continueront ainsi de bénéficier pleinement de l'avantage « hydroquébécois ».

Le prix de fourniture de ce bloc de 165 TWh est fixé par la loi à 2,79 cents le kilowattheure, et le gouvernement n'a pas l'intention de le modifier. Ainsi, les consommateurs québécois – entreprises comme particuliers – continueront de bénéficier d'un prix très avantageux et stable pour la majeure partie de l'électricité produite au Québec et qu'ils consomment. Grâce au maintien des dispositions concernant le « bloc patrimonial », toutes les catégories de consommateurs continueront d'avoir accès à une source d'énergie bon marché. En 2006-2007, le volume d'électricité patrimoniale représentera ainsi environ 95 % de l'électricité distribuée par Hydro-Québec, le coût des autres 5 % reflétant les conditions du marché.

GRAPHIQUE 4

Les prix de l'électricité pour la clientèle résidentielle dans certaines villes d'Amérique du Nord (en cents par kWh) (2005)



Note: Données publiées annuellement (octobre) présentant les prix en vigueur au 1er avril 2005, pour des consommations-types de 1 000 kWh par mois.

Source: Hydro-Québec

Le tarif d'Hydro-Québec applicable aux clients résidentiels se situe parmi les plus avantageux en Amérique du Nord. Ainsi, Montréal occupe la deuxième position comparativement à d'autres grandes villes nord-américaines. Un consommateur montréalais moyen utilisant 1 000 kWh par mois économise donc 574$ annuellement par rapport à Toronto et 1 683$ par rapport à New York.

Quant aux tarifs industriels, nous nous classons au moins dans les quatre premières grandes villes pour une charge souscrite de plus de 1 000 kW et au moins dans les trois premières pour une charge souscrite de plus de 5 000 kW.

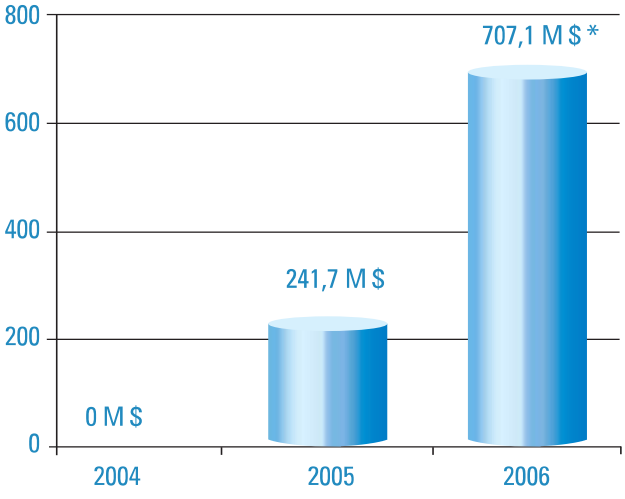
- L'évolution des prix de l'électricité au Québec continuera donc à ne refléter que la valeur des nouveaux approvisionnements « postpatrimoniaux ». Comme nous le savons, les approvisionnements additionnels d'Hydro-Québec sont de plus en plus coûteux. Conformément à la réglementation en vigueur et aux décisions de la Régie de l'énergie, leur prix sera répercuté dans la facture d'électricité des clients, de façon à ce qu'Hydro-Québec dispose des ressources financières nécessaires à ses approvisionnements et au développement des nouveaux aménagements.

Dans sa décision du 28 février 2006 relative à l'établissement des tarifs d'électricité à partir du 1er avril 2006, la Régie de l'énergie a appliqué cette politique. La hausse moyenne de 5,3 % des tarifs découle pour l'essentiel du coût des nouveaux approvisionnements qu'Hydro-Québec a dû assumer, au-delà du bloc patrimonial.

Pour répondre à la demande des consommateurs, Hydro-Québec prévoit acquérir 8,6 TWh d'électricité additionnelle, pour une facture totale de 707,1 M$ à un coût moyen d'approvisionnement de plus de 8,0 cents le kilowattheure – soit presque le triple du prix de fourniture du bloc patrimonial. La Régie a jugé que cette facture additionnelle représente plus de 75 % de la hausse tarifaire de 5,3 %. Le reste de la hausse s'explique par d'autres augmentations des coûts pour Hydro-Québec reliés à la distribution de l'électricité aux consommateurs québécois.

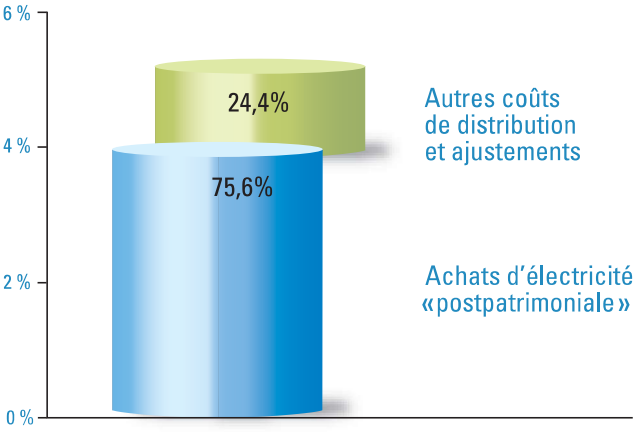
GRAPHIQUE 5

Évolution du coût d'achat de l'électricité « postpatrimoniale » (en millions de dollars) (2004-2006)



* Données estimées pour l'année 2006-2007

GRAPHIQUE 6
Les composantes de la hausse des tarifs d'électricité en vigueur au 1er avril 2006



LES RÈGLES DE FIXATION DES TARIFS D'ÉLECTRICITÉ AU QUÉBEC

Jusqu'en 1996, les tarifs d'électricité étaient définis par le gouvernement après examen des demandes présentées par Hydro-Québec en commission parlementaire. Depuis 1997, c'est à la Régie de l'énergie que revient la responsabilité de fixer les tarifs d'électricité, selon un processus ouvert et accessible, analogue à celui qui était déjà appliqué pour la tarification du gaz naturel.

Les décisions de la Régie de l'énergie sont rendues à la suite d'un processus qui comporte des audiences publiques. Au cours de ces audiences, les individus et les groupes, qui en ont manifesté l'intention dans les délais prescrits, peuvent être entendus. La Régie prend en compte les commentaires et les suggestions reçus et y fait référence régulièrement dans ses décisions.

Les décisions de la Régie sont sans appel. Ainsi, le gouvernement n'a pas le pouvoir de modifier une décision de la Régie. Selon la Loi sur la Régie de l'énergie, l'organisme peut réviser ou révoquer une de ses décisions uniquement en cas de vice de fond ou de procédure.

La modification des tarifs d'électricité est décidée au terme d'un processus qui comprend trois étapes principales.

- Dans un premier temps, habituellement vers la fin de l'été, Hydro-Québec dépose une requête auprès de la Régie afin que les tarifs en vigueur soient modifiés. Pour appuyer sa requête, Hydro-Québec communique un ensemble d'informations (évaluation de la demande d'électricité, prévisions des dépenses et des revenus requis pour respecter un certain taux de rendement au profit de l'actionnaire – soit, dans ce cas, le gouvernement du Québec). Ces informations constituent la preuve soumise à la Régie. Les prévisions de dépenses comprennent principalement une évaluation du coût d'achat de l'électricité, du coût du transport et des frais de distribution (frais de fonctionnement et amortissement des dépenses en capital).
- Par la suite, dans le courant de l'automne, la Régie de l'énergie tient des audiences publiques afin de permettre à tous les intervenants intéressés de commenter la demande déposée par Hydro-Québec et les informations la justifiant. Ces audiences se déroulent dans le cadre d'un processus quasi-judiciaire (présence d'avocats, dépôt de preuves).
- Dans les mois qui suivent, la Régie de l'énergie rend sa décision. Pour définir les tarifs qu'elle autorise, la Régie porte un jugement à partir de la preuve et des arguments qui lui ont été présentés. Les tarifs découlent du montant de revenus requis pour couvrir les dépenses autorisées et du taux de rendement accepté.

La politique tarifaire pour les industries grandes consommatrices d'électricité

La nouvelle stratégie énergétique est l'occasion pour le gouvernement de définir clairement la politique suivie en matière d'octroi de blocs d'énergie d'envergure en faveur d'industries grandes consommatrices d'électricité.

L'octroi de tels blocs d'énergie a permis au Québec d'attirer sur son territoire des investissements majeurs, et d'occuper une place enviable dans des secteurs tels que la fonte et l'affinage des métaux, la chimie et la pétrochimie ou la production de pâtes et papiers. Le Québec a pu historiquement compter sur une présence forte de la grande industrie pour créer des emplois et de la richesse, particulièrement en région. Il est important que cet avantage puisse contribuer encore plus au dynamisme du Québec. L'octroi de blocs d'énergie aux industries grandes consommatrices continue de jouer un grand rôle dans le développement des régions du Québec. En effet, elles soutiennent 2 % des emplois au Québec et près de 22 % des exportations. La croissance économique des régions ressources est en bonne partie liée à la présence de ces industries, à leur expansion – et donc aux tarifs d'électricité qui leur sont proposés. Le gouvernement continue d'utiliser l'avantage hydroquébécois pour susciter l'expansion et l'implantation d'industries créatrices de richesse. Il souhaite cependant que la politique suivie soit claire et qu'elle maximise les retombées économiques pour les régions et pour l'ensemble du Québec.

Dans le même esprit, compte tenu des coûts des approvisionnements « postpatrimoniaux » et de leur impact sur les tarifs d'électricité, il importe également que les impacts tarifaires sur l'ensemble des consommateurs de l'octroi de blocs importants d'énergie soient contrôlés et limités.

Dans ce contexte, le gouvernement adopte les règles suivantes :

- le gouvernement ramène de 175 MW à 50 MW la limite en deçà de laquelle Hydro-Québec est soumise à une obligation de desservir une nouvelle demande ou une demande additionnelle d'un consommateur ayant accès au tarif L;
- au-delà de cette limite de 50 MW, l'attribution du tarif L ne sera plus garantie. Le gouvernement s'engage à répondre aux demandes d'électricité justifiées par de nouveaux projets de développement industriel ou par des demandes de renouvellement de contrats d'électricité, dans la mesure cependant où ces projets seront suffisamment créateurs d'emplois et de richesse. Les conditions tarifaires offertes devront s'accompagner de garanties quant aux retombées économiques qui en résulteront, en particulier pour les régions. Ces conditions tarifaires pourront être équivalentes au tarif L ou moins avantageuses, selon l'ampleur des retombées économiques du projet.

Avec cette nouvelle approche, le gouvernement fait en sorte qu'une tarification avantageuse de l'électricité procure effectivement les retombées économiques qui la justifient.

En maintenant les dispositions du bloc patrimonial, le gouvernement envoie un signal de stabilité des prix de l'électricité pour les entreprises grandes consommatrices d'électricité. En effet, comme une forte proportion de l'électricité distribuée au Québec continuera à provenir du bloc patrimonial qui est à prix fixe, les entreprises jouiront comme les autres consommateurs québécois d'électricité d'une plus grande stabilité des prix de l'électricité.

LE TARIF L D'HYDRO-QUÉBEC

Le tarif général de grande puissance, le tarif L, s'applique aux clients requérant 5 MW de puissance ou plus.

Ce tarif tient compte des coûts de distribution moins élevés pour les grandes quantités d'électricité. Il ne s'agit donc pas d'un tarif préférentiel. Il permet par ailleurs de renforcer la compétitivité des entreprises québécoises.

Le tarif L est en fait constitué de deux composantes principales, soit 11,85 $/kW par mois pour la puissance souscrite et 2,74 ¢/kWh pour l'énergie consommée, auxquelles peuvent s'ajouter divers crédits ou rajustements. Il en résulte un tarif qui varie généralement de 4 à 5 ¢/kWh, selon les caractéristiques de consommation de l'entreprise.

Hydro-Québec compte actuellement 279 clients au tarif L. Parmi eux, seuls 53 ont une charge supérieure à 50 MW. Ces clients représentent cependant à eux seuls 79 % de l'électricité consommée dans cette catégorie tarifaire. Il s'agit pour l'essentiel d'entreprises appartenant au secteur de la première transformation des métaux, de la chimie et des pâtes et papiers.

Depuis 1999, une seule nouvelle entreprise requérant une charge supérieure à 50 MW a eu exclusivement accès aux conditions du tarif L. Il s'agit de l'investissement effectué en novembre 2003 par Interquisa Canada, dans le secteur pétrochimique. La majeure partie de la charge additionnelle pour des clients requérant 50 MW et plus est reliée aux alumineries. Dans ces cas, la tarification a fait l'objet de conditions particulières, en plus de celles inhérentes au tarif L.

Le régime des redevances hydrauliques

Les exploitants de forces hydrauliques privées ou publiques sont tenus de payer des droits ou redevances sur la production d'électricité. Ces redevances permettent de faire profiter l'ensemble des Québécois de la richesse collective que constitue leur patrimoine hydraulique.

- Le gouvernement confirme le maintien du régime de redevances concernant le secteur privé, ainsi que le respect des contrats actuels. L'allocation de forces hydrauliques du domaine de l'État aux autoproducteurs industriels d'électricité constitue un levier important de développement économique au profit des régions. Les autoproducteurs doivent bénéficier de coûts de production stables et prévisibles, et le message envoyé par le gouvernement pour ce qui est des redevances hydrauliques y contribuera puissamment.
- Les autoproducteurs d'électricité doivent cependant respecter leurs propres engagements à l'égard de notre collectivité. S'ils cessent ou réduisent les activités industrielles liées à l'électricité dont ils bénéficient, le gouvernement réévaluera les conditions d'exploitation des forces hydrauliques dont ils disposent. En particulier, le gouvernement n'acceptera d'aucune façon que les autoproducteurs qui diminueront leurs activités industrielles au Québec vendent ou exportent hors du Québec les quantités d'électricité ainsi dégagées.
- Le gouvernement réévaluera les conditions d'exploitation des forces hydrauliques dont disposent les producteurs d'électricité, si ceux-ci cessent d'alimenter aux tarifs réglementés les clients de leurs réseaux afin de vendre l'électricité ainsi rendue disponible sur les marchés.
- Lors des consultations ayant mené à la stratégie énergétique, de nombreux intervenants ont insisté sur la nécessité de faire davantage profiter l'ensemble de la collectivité de la richesse que représente notre patrimoine hydraulique.

Afin de donner suite à cette recommandation, le gouvernement vient d'annoncer son intention d'aller de l'avant dans les trois directions suivantes :

– en premier lieu, et tel qu'indiqué dans le *Discours sur le budget 2006-2007*, le gouvernement imposera à Hydro-Québec les mêmes redevances qu'aux producteurs privés, soit les redevances statutaire et contractuelle prévues par la Loi sur le régime des eaux. Ces redevances seront mises en place progressivement sur un horizon de deux ans, à partir du 1er janvier 2007. Les redevances seront indexées, comme c'est le cas pour les centrales privées.

  Hydro-Québec sera invitée à absorber ces coûts additionnels par la réalisation de gains d'efficacité et par l'augmentation des revenus liés à l'exportation;

– en deuxième lieu, ces nouveaux revenus perçus par l'État québécois – et estimés à environ 500 millions de dollars annuellement – seront entièrement versés au Fonds des générations, dont la création a été annoncée par le ministre des Finances dans le *Discours sur le budget 2006-2007.* Le Fonds des générations est l'outil que le gouvernement vient de créer pour réduire le poids de la dette publique;

– en troisième lieu, le gouvernement versera dans le Fonds des générations les redevances hydrauliques déjà perçues auprès des producteurs privés d'hydroélectricité. Ces redevances, qui se montent à 80 millions de dollars annuellement, seront affectées au Fonds à partir du 1er janvier 2007.

4) LIMITER LA PLACE DE L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE AU QUÉBEC, GRÂCE AU DÉVELOPPEMENT HYDROÉLECTRIQUE

En optant résolument pour l'hydroélectricité, le Québec a évité d'investir massivement dans la filière nucléaire – contrairement à l'Ontario ou à certains pays européens. Gentilly-2, d'une puissance installée de 675 MW[4], est la seule centrale nucléaire en activité au Québec. L'Ontario, pour sa part, compte actuellement sur trois centrales nucléaires d'une puissance totale de 11 400 MW pour répondre à ses besoins en électricité.

La filière nucléaire semble de nouveau privilégiée par certains pays ou certaines provinces, en raison notamment des contraintes auxquelles ces pays et provinces font face en matière d'approvisionnement énergétique. C'est ainsi que l'Ontario évalue la possibilité d'investir 80 milliards de dollars dans un plan énergétique qui mise avant tout sur les installations nucléaires.

Grâce à ses ressources hydroélectriques, le Québec évite une telle voie. La stratégie énergétique permet au gouvernement de se donner les moyens d'écarter toute construction de nouvelles centrales nucléaires au Québec.

Il reste cependant une décision à prendre quant à la poursuite de la production de la centrale Gentilly-2. Comme plusieurs centrales en Ontario et celle de Pointe-Lepreau au Nouveau-Brunswick, la centrale Gentilly-2 aura besoin d'investissements majeurs si l'on veut prolonger sa durée de vie utile au-delà de 2011. Toute décision concernant la centrale devra cependant être prise en tenant compte des solutions de rechange auxquelles il faudrait éventuellement avoir recours, advenant l'abandon de cette centrale.

Le gouvernement considère qu'il est encore trop tôt pour prendre une position définitive à ce sujet. Toutes les informations techniques, économiques et environnementales ne sont pas encore à notre disposition. En particulier, la question de l'entreposage permanent des déchets radioactifs n'a toujours pas été réglée. Il est préférable de disposer de ces informations pour décider de l'avenir de cette centrale.

- La rénovation de la centrale de Pointe-Lepreau, au Nouveau-Brunswick, pourra permettre d'éclairer les décisions futures. Cette centrale, identique à Gentilly-2, a été construite deux ans avant la centrale québécoise : nous disposons ainsi d'un délai par rapport au Nouveau-Brunswick.

4. Gentilly-2 produit 5,2 TWh, avec un facteur d'utilisation de 90 % (données de 2004).

LE DÉVELOPPEMENT HYDROÉLECTRIQUE : UNE VISION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

En lançant 4 500 MW de projets hydroélectriques nouveaux, le gouvernement met en œuvre une vision du développement hydroélectrique fondée sur le développement durable.

- La stratégie retenue est ambitieuse. Avec des projets représentant 4500 MW et des investissements nouveaux de l'ordre de 25 milliards de dollars, le Québec vivra un rythme de développement équivalant à celui de la deuxième phase de la Baie-James.
- Cette stratégie ambitieuse profitera aux régions du Québec. Elle sera mise en œuvre en collaboration avec les nations autochtones.
- La démarche retenue pour les grands projets hydroélectriques est marquée au sceau de l'innovation et de l'audace. Elle conduira à bâtir un important « portefeuille » de projets, en réduisant globalement les délais de réalisation sans compromettre d'aucune façon la rigueur des analyses nécessaires ou la solidité des négociations préalables.
- La stratégie de relance et d'accélération de l'aménagement hydroélectrique contribuera par ailleurs directement à la lutte contre les changements climatiques et en particulier au développement durable du nord-est américain.

L'hydroélectricité québécoise et le Protocole de Kyoto

À ce propos, le gouvernement souligne de nouveau avec force la contribution considérable que le Québec apporte à la lutte aux gaz à effet de serre et à la mise en œuvre du Protocole de Kyoto, grâce aux investissements consentis dans la mise en valeur des ressources hydroélectriques.

Ces investissements sont assumés par les seuls Québécois. Ils contribuent directement au respect, par le Canada, de ses engagements en matière d'émissions de gaz à effet de serre. Il est important que cette contribution soit reconnue à sa juste valeur par le gouvernement fédéral. C'est à la fois une question d'équité et une approche réaliste pour atteindre les objectifs de Kyoto à moindre coût.

Avec la nouvelle stratégie énergétique, le Québec s'oriente résolument vers la mise en valeur de la filière éolienne.

DÉVELOPPER L'ÉNERGIE ÉOLIENNE, FILIÈRE D'AVENIR

UNE FILIÈRE POUR GARANTIR LE FUTUR

Le potentiel éolien théorique du Québec est considérable compte tenu de l'immensité du territoire. Une étude rendue publique en juin 2005 évaluait le potentiel techniquement et économiquement intégrable au réseau électrique d'Hydro-Québec à 3 600 MW, en tenant compte des technologies actuelles et des contraintes liées au transport de l'énergie sur de longues distances. Avec les mêmes technologies, ce potentiel atteindrait 4 000 MW en 2015. Par ailleurs, l'étude souligne que la capacité d'intégration de l'éolien au réseau augmentera en fonction des nouveaux développements hydroélectriques.

C'est ce potentiel que le Québec doit mettre en valeur.

- L'énergie éolienne va permettre au Québec de disposer de quantités appréciables d'électricité, dans un délai relativement court et à des coûts compétitifs. À elle seule, cette première raison milite en faveur d'une mise en valeur rapide du potentiel existant.
- La filière éolienne offre plus que cela. Il s'agit d'une forme d'énergie renouvelable, acceptée socialement, et dont le niveau d'émission de gaz à effet de serre est très limité. L'aménagement d'éoliennes permet donc de contribuer au développement durable.

LES PRIORITÉS D'ACTION

1) Mener à bien les deux **appels d'offres déjà lancés et consolider l'encadrement du développement de la filière éolienne**
2) Lancer un **appel d'offres supplémentaire de 500 MW,** réservé aux régions et aux nations autochtones
3) Donner à Hydro-Québec le mandat de **renforcer la complémentarité hydroélectricité – énergie éolienne**
4) Implanter le **couplage éolien–diesel pour les réseaux autonomes**
5) Continuer d'investir dans la **recherche et l'innovation**

- Les technologies liées à la production d'énergie à partir du vent ont rapidement progressé. La puissance installée qu'il est possible d'obtenir à partir d'une seule éolienne a été multipliée par quatre en quelques années. Cela signifie que le coût de production de l'énergie éolienne a diminué de façon significative, et qu'il est maintenant possible d'obtenir une quantité donnée d'électricité en occupant un territoire beaucoup plus réduit.
- L'énergie éolienne constitue un complément naturel à l'hydroélectricité. Les centrales hydroélectriques peuvent à certaines conditions compenser le caractère intermittent de l'énergie éolienne. En contrepartie, les éoliennes permettent de moins solliciter la réserve hydraulique des barrages.
- Il faut ajouter que la croissance rapide de la filière éolienne à travers le monde a donné naissance à un secteur d'activité dynamique, où le Québec peut se positionner rapidement.

La mise en valeur de la filière éolienne est donc une bonne décision à la fois sur les plans énergétique, économique et environnemental. L'objectif de 4 000 MW est ambitieux mais réalisable, compte tenu du potentiel du Québec et des progrès réalisés dans les technologies de production. Les investissements qui y sont liés vont directement profiter aux régions ressources. La priorité accordée par le gouvernement à l'énergie éolienne est une illustration directe de son engagement en faveur du développement durable.

LES PRIORITÉS D'ACTION

Le gouvernement engage le **développement du potentiel existant d'énergie éolienne** que l'on peut intégrer au réseau d'Hydro-Québec, avec un objectif de **4 000 MW à l'horizon 2015.** La mise en valeur de la filière éolienne sera assurée à partir des axes d'intervention suivants :

1) mener à bien les deux **appels d'offres déjà lancés et consolider l'encadrement du développement de la filière éolienne;**
2) lancer un **appel d'offres supplémentaire de 500 MW,** réservé aux régions et aux nations autochtones;
3) donner à Hydro-Québec le mandat de **renforcer la complémentarité hydroélectricité – énergie éolienne;**
4) implanter le **couplage éolien–diesel pour les réseaux autonomes;**
5) continuer d'investir dans la **recherche et l'innovation.**

1) MENER À BIEN LES DEUX APPELS D'OFFRES DÉJÀ LANCÉS ET CONSOLIDER L'ENCADREMENT DU DÉVELOPPEMENT DE LA FILIÈRE ÉOLIENNE

Deux appels d'offres ont été lancés par Hydro-Québec respectivement en 2003 et 2005, totalisant 3 000 MW. La priorité du gouvernement est de les mener à bien.

- Un premier appel d'offres de 1 000 MW a été lancé en mai 2003. Les entreprises retenues ont été choisies en octobre 2004. L'énergie sera disponible au coût de 8,3 cents le kilowattheure, en tenant compte de l'intégration sur le réseau et des contraintes d'« équilibrage », c'est-à-dire de compensation du caractère intermittent de cette forme d'énergie, ce qui constitue une excellente performance. La première livraison d'électricité est attendue pour décembre 2006, et la réalisation de l'ensemble de ce premier bloc s'étalera jusqu'en 2012.

  Au total, la réalisation de cet appel d'offres représente des investissements de 1,9 milliard de dollars, dont 430 millions de dollars pour les adaptations requises au réseau de transport d'Hydro-Québec. Les investissements dans l'implantation des parcs éoliens ont un contenu québécois de 60 %. Les conditions ont été réunies pour en maximiser les retombées économiques au Québec, particulièrement dans la région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et dans la municipalité régionale de comté (MRC) de Matane, là où seront construites les nouvelles éoliennes. Ces efforts donnent déjà des résultats, en ce qui a trait au développement industriel, avec l'implantation de deux usines de fabrication de tours et d'assemblage de nacelles d'éoliennes à Matane par la firme québécoise Marmen, et la construction à Gaspé d'une unité de production de pales par la société danoise LM Glass Fiber.

- Un deuxième appel d'offres, deux fois plus ambitieux, a été lancé le 31 octobre 2005 par Hydro-Québec.
  - L'appel d'offres porte sur un total de 2 000 MW. Les propositions doivent être soumises au plus tard le 17 avril 2007. Les livraisons devraient commencer en 2009 et s'étaler jusqu'en 2013.
  - Cet appel d'offres déclenchera des investissements de 3 milliards de dollars, et cela, sans compter le coût d'intégration au réseau de transport d'Hydro-Québec. Il importe pour le gouvernement que les retombées économiques soient maximisées et qu'elles bénéficient aux régions. Pour cette raison, des exigences ont été intégrées à l'appel d'offres concernant le contenu québécois, avec une préoccupation particulière pour la région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et la MRC de Matane. La réalisation de cet appel d'offres sur plusieurs années permettra ainsi de consolider le secteur d'activités industrielles qui s'implante en Gaspésie et à Matane.
  - Selon les règles de l'appel d'offres, les projets conçus avec la participation des MRC ou des nations autochtones bénéficieront d'une bonification, lors de l'examen des propositions reçues.

Le gouvernement retient par ailleurs comme orientation qu'il demandera à Hydro-Québec de lancer d'autres appels d'offres pour des projets éoliens au fur et à mesure que se concrétisera le développement des 4 500 MW d'hydroélectricité planifiés dans le cadre de la stratégie. Ce développement supplémentaire se fera à raison de 100 MW d'énergie éolienne supplémentaire pour chaque 1 000 MW d'énergie hydraulique.

Un développement encadré de la filière éolienne

Le développement de la filière éolienne au Québec se réalise dans le cadre d'un processus transparent, équitable et ordonné sur l'ensemble du territoire. À cet effet, le gouvernement a adopté des décrets et des règlements permettant d'encadrer le développement de cette filière en fonction de préoccupations économiques, sociales et environnementales.

Un processus d'appel d'offres approuvé par la Régie de l'énergie et mené par Hydro-Québec permet une sélection des meilleurs projets sur la base de critères reflétant les préoccupations du gouvernement. D'ailleurs, la réalisation des deux appels d'offres en cours permet le développement et la consolidation d'un nouveau secteur industriel de fabrication d'éoliennes en Gaspésie et à Matane.

Le gouvernement prend ainsi les moyens nécessaires pour assurer les retombées régionales et favoriser l'implication directe des régions et des communautés autochtones. Comme dans le cas de l'hydroélectricité, les entreprises québécoises pourront établir un savoir-faire leur permettant par la suite de se positionner sur des marchés extérieurs en forte croissance.

En outre, afin de favoriser le jeu de la concurrence et d'assurer une participation maximale du secteur privé au processus d'appel d'offres pour le 2 000 MW en cours et le prochain 500 MW, le gouvernement souhaite qu'Hydro-Québec Production n'y participe pas.

Le gouvernement a également élaboré un programme pour l'attribution des terres du domaine de l'État afin d'y permettre l'installation d'éoliennes. Le programme permet d'encadrer l'octroi des droits fonciers requis pour le développement de l'industrie éolienne. Pour que ce développement se réalise de façon harmonieuse, un plan régional de développement du territoire public spécifique aux projets éoliens a été réalisé pour la MRC de Matane et la région administrative de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine. De plus, l'implantation des parcs éoliens doit être conforme aux schémas d'aménagement adoptés par les MRC.

Dans le cadre de la mise en valeur du potentiel éolien du Québec, le gouvernement apporte une attention particulière à certains territoires à caractère faunique, particulièrement lorsqu'il s'agit de pourvoiries à droit exclusif, de zones d'exploitation contrôlées, et de petites réserves fauniques. En effet, le gouvernement a mis en place un nouveau cadre d'analyse qui privilégie une approche d'harmonisation des usages sur le territoire public semblable à celle retenue au Plan régional de développement du territoire public, volet éolien, de la Gaspésie et de la MRC de Matane.

Dans le même esprit, et ce afin d'assurer l'encadrement du processus du début jusqu'à la fin, le gouvernement inclut dans les certificats d'autorisation qu'il délivre aux promoteurs de projets éoliens une condition à l'effet que ceux-ci doivent procéder, à leurs frais, au démantèlement complet du parc éolien à l'intérieur d'un délai de deux ans suivant l'arrêt de l'exploitation du parc. De plus, les promoteurs doivent fournir au gouvernement une preuve qu'ils disposent d'un financement adéquat, soit par un dépôt en fiducie ou en donnant des garanties fermes quant à l'obtention du montant requis pour assumer la totalité des frais du démantèlement.

Par ailleurs, dans un souci de gestion responsable des ressources naturelles, le gouvernement a depuis longtemps légiféré en matière d'exportation d'électricité. C'est ainsi que, présentement, tout bail, vente ou concession de forces hydrauliques qui appartiennent au Québec doit contenir une clause prohibant l'exportation d'électricité. Dans ce même esprit, une clause prohibitive est obligatoire dans tout contrat, permis ou concession autorisant l'installation ou le passage sur le domaine de l'État de lignes de transmission d'électricité. Cependant, en dépit de ces clauses, le gouvernement du Québec peut, aux conditions qu'il détermine, autoriser certains contrats d'exportation d'électricité.

L'émergence récente et rapide de l'énergie éolienne et le même souci de gestion responsable des ressources naturelles animent la volonté gouvernementale d'étendre à l'énergie éolienne l'esprit de la Loi sur l'exportation de l'électricité. Ainsi, le gouvernement du Québec entend modifier cette loi afin que tout contrat, permis ou concession autorisant l'implantation sur le domaine de l'État de parcs éoliens contiennent également une clause prohibant l'exportation d'électricité. Toutefois, comme actuellement, le gouvernement pourra, au cas par cas, autoriser certains contrats d'exportation d'électricité.

UN MODÈLE D'AFFAIRES PERFORMANT

Pour le gouvernement du Québec, le contexte actuel milite pour un développement de l'énergie éolienne par le secteur privé et non par le secteur public. Il faut préciser que la nationalisation du secteur hydroélectrique dans les années 1960 visait d'autres objectifs, en particulier l'uniformisation des tarifs à l'échelle du Québec et une desserte de l'ensemble du territoire, objectifs qui aujourd'hui ont été atteints.

- Plusieurs entreprises spécialisées sont déjà solidement implantées dans le marché et maîtrisent bien les technologies liées à l'énergie éolienne.
- La concurrence demeure le meilleur moyen d'assurer des approvisionnements au plus bas prix pour les consommateurs québécois. D'ailleurs, le recours au secteur privé permet aux consommateurs de bénéficier indirectement de divers allègements fiscaux associés à cette filière et accessibles uniquement aux promoteurs privés.
- La signature de contrats entre Hydro-Québec et des promoteurs fait supporter les risques inhérents – telle la variabilité des vents – aux promoteurs, protégeant ainsi les consommateurs.

Cette approche n'a pas empêché le gouvernement de poser des conditions claires venant encadrer les appels d'offres. Il s'agissait d'assurer la maximisation des retombées pour l'économie québécoise, de favoriser l'émergence d'un secteur manufacturier de l'industrie éolienne et de structurer le développement de formules de partenariat avec le milieu.

Une telle approche est gagnante, tant pour les consommateurs d'électricité, l'économie québécoise et les milieux hôtes que pour l'environnement. Elle permet aussi d'associer directement

les milieux concernés aux projets et d'éviter un modèle unique qui imposerait une solution « mur à mur » à l'ensemble du Québec. Sans être propriétaire des parcs d'éoliennes, Hydro-Québec demeurera en définitive l'acheteur unique de l'électricité qui sera produite en vertu des appels d'offres et des contrats d'une durée possible de 25 ans.

2) LANCER UN APPEL D'OFFRES SUPPLÉMENTAIRE DE 500 MW, RÉSERVÉ AUX RÉGIONS ET AUX NATIONS AUTOCHTONES

Le gouvernement annonce le lancement d'un nouvel appel d'offres de 500 MW, qui s'ajoute ainsi aux deux appels d'offres en cours de réalisation.

- Hydro-Québec Distribution lancera un appel d'offres qui comprendra deux blocs distincts de 250 MW chacun, réservés respectivement aux régions – c'est-à-dire aux MRC – et aux nations autochtones, en partenariat avec le secteur privé. L'électricité devra commencer à être livrée à partir de 2010, la réalisation de l'appel d'offres s'étalant jusqu'en 2015.
- Dans les deux cas, les projets présentés ne pourront dépasser 25 MW chacun – toujours pour favoriser l'implication directe des petites communautés.
- Le gouvernement déterminera les préoccupations économiques, sociales et environnementales qui devront être prises en compte dans le cadre de l'appel d'offres. Il sera ainsi possible d'assurer un développement optimal du potentiel éolien tout en maximisant les retombées locales et régionales.
- Le gouvernement demandera à la Régie de l'énergie, lors de l'approbation des contrats des projets retenus dans le cadre du bloc de 500 MW d'énergie éolienne, de tenir compte prioritairement des paramètres propres à cette filière, notamment le prix de l'électricité.
- Hydro-Québec soumettra à la Régie de l'énergie, pour approbation, une grille d'évaluation des projets. Les critères retenus feront partie de l'appel d'offres. L'annexe 1 présente les principaux éléments que le gouvernement souhaite voir considérés.

Cet appel d'offres devrait déclencher des investissements de 700 à 750 millions de dollars. Il aura des effets majeurs sur de petites communautés, dont l'économie est vulnérable, tout en contribuant de façon significative à la satisfaction des besoins énergétiques du Québec.

3) DONNER À HYDRO-QUÉBEC LE MANDAT DE RENFORCER LA COMPLÉMENTARITÉ HYDRO-ÉLECTRICITÉ-ÉNERGIE ÉOLIENNE

Hydro-Québec implante déjà les pratiques visant l'« équilibrage » d'un réseau utilisant simultanément l'hydroélectricité et l'énergie éolienne. Aux États-Unis, la Federal Energy Regulatory Commission a souligné la position de leader acquise dans ce domaine par la société d'État, au sein du secteur de l'industrie électrique.

L'un des défis est de disposer de prévisions opérationnelles des conditions éoliennes et hydrauliques à venir, afin d'optimiser le recours combiné à ces deux sources d'énergie. À la demande du gouvernement, Hydro-Québec fera donc porter ses efforts dans trois directions spécifiques.

- Hydro-Québec poursuivra le développement du savoir-faire, des méthodes et des outils de gestion afin d'assurer une contribution optimale et fiable des parcs éoliens à son réseau.
- Hydro-Québec tentera d'améliorer la précision des prévisions de vent à très court terme – soit sur une base horaire.
- Hydro-Québec investira également dans les prévisions d'hydraulicité de très court terme qui permettront de préciser les conditions d'apport hydraulique pour mieux gérer les biefs amonts.[5]

5. Plan d'eau aménagé pour acheminer les eaux à un barrage, à une écluse ou à une centrale. Contrairement à un réservoir, un bief de dérivation n'a pas de capacité d'emmagasinage.

L'INTÉGRATION DE L'ÉNERGIE ÉOLIENNE AU RÉSEAU D'HYDRO-QUÉBEC

De par sa conception, une éolienne fournit une production électrique qui fluctue dans le temps, en fonction de la vitesse des vents. Il en est de même de la production hydroélectrique, qui varie en fonction de l'hydraulicité. Il existe cependant une différence majeure entre les deux filières : l'eau et la force hydraulique qui lui est associée peuvent être stockées dans les réservoirs, alors que l'énergie éolienne ne peut être accumulée.

Pour cette raison, l'intégration de l'électricité de source éolienne dans un réseau soulève plusieurs difficultés. Afin de stabiliser le réseau et d'en assurer la fiabilité, il est nécessaire de compenser l'intermittence de l'énergie éolienne par la production d'une source plus facile à contrôler – qu'il s'agisse de l'hydroélectricité, grâce à la gestion des barrages, ou de l'électricité d'origine thermique, en modulant le fonctionnement des centrales. Cette compensation est dénommée « équilibrage ».

En Europe, les pays qui ont le plus recours à l'énergie éolienne pour répondre à leurs besoins en électricité ne peuvent y parvenir qu'en comptant sur de l'électricité de source thermique importée de l'extérieur. C'est ainsi que l'Allemagne et le Danemark utilisent l'énergie provenant d'autres pays pour équilibrer leur réseau. En fait, on ne peut compter sur l'énergie éolienne pour établir la base d'un réseau. En Amérique du Nord, les règles appliquées afin d'évaluer la fiabilité des réseaux excluent les installations éoliennes lors du calcul de la puissance disponible.

Le Québec a l'avantage de bénéficier d'une énergie de base abondante et modulable – l'énergie hydroélectrique – qu'il peut coupler à l'énergie éolienne pour répondre à ses besoins par l'intermédiaire d'un réseau fiable et équilibré. En contrepartie, l'utilisation de l'énergie éolienne permet de gérer au mieux les réserves hydrauliques disponibles, en amont des barrages. L'énergie éolienne n'est donc pas un substitut à l'hydroélectricité, mais bien un complément.

4) IMPLANTER LE COUPLAGE ÉOLIEN–DIESEL POUR LES RÉSEAUX AUTONOMES

Hydro-Québec compte plus de 14 000 abonnés répartis dans une quarantaine de communautés non reliées au réseau principal, chaque communauté constituant ainsi un réseau autonome. L'approvisionnement de ces abonnés est effectué le plus souvent à partir de génératrices transformant du carburant diesel en électricité. L'appel à l'énergie éolienne permettra d'améliorer la situation énergétique de ces réseaux.

Une électricité coûteuse et polluante

Les conditions économiques et environnementales de fonctionnement des génératrices approvisionnant les réseaux autonomes pourraient être améliorées.

- L'exploitation des génératrices au diesel est fort coûteuse. C'est ainsi que les coûts moyens de production de l'électricité à partir du diesel atteignaient en 2004 plus de 50 cents par kilowattheure dans les réseaux autonomes, alors que le prix moyen de vente de l'électricité s'établit, comme dans l'ensemble du Québec, à environ 6 cents par kilowattheure.

  Ces coûts sont d'autant plus importants pour l'ensemble de la collectivité québécoise que la consommation totale des réseaux autonomes est loin d'être négligeable. En 2004, l'ensemble des réseaux autonomes représentait 144 MW de puissance installée, et la consommation des abonnés

s'est établie à 0,3 TWh. Hydro-Québec estime ainsi à environ 133 millions de dollars les pertes subies chaque année et qui reflètent l'écart entre les coûts élevés de production d'électricité à partir du carburant diesel dans ces régions et le prix uniforme de l'électricité.

- L'utilisation des génératrices a par ailleurs des impacts significatifs sur le plan environnemental. L'utilisation du carburant diesel entraîne l'émission d'importantes quantités de gaz à effet de serre. Au total, on estime à 140 000 tonnes les émissions de gaz à effet de serre résultant de l'utilisation de génératrices pour les abonnés des réseaux autonomes. Cette quantité d'émissions équivaut aux gaz à effet de serre émis par 35 000 automobiles durant une année.

La solution éolienne

L'énergie éolienne donne maintenant la possibilité d'apporter des solutions de rechange à cette situation. Les génératrices diesels des réseaux autonomes pourraient être couplées à des éoliennes, afin de réduire leur utilisation et donc la consommation de carburant pour la production d'électricité. Les émissions de gaz à effet de serre seraient donc réduites et les coûts de production de l'électricité diminués.

Il faut cependant procéder au préalable à des expériences pilotes, afin de vérifier la faisabilité du couplage éolien-diesel sur le plan technique et d'en préciser les coûts. À partir de ces expériences pilotes, Hydro-Québec pourra avancer rapidement vers une implantation généralisée des systèmes éolien-diesel dans les réseaux autonomes.

- Déjà, Hydro-Québec est à l'œuvre aux Îles-de-la-Madeleine afin qu'un projet de couplage soit opérationnel d'ici l'été 2007. Il s'agit là d'une initiative importante en raison du nombre d'abonnés concernés et de l'importance des coûts économiques et environnementaux résultant de la situation actuelle.
- Le gouvernement souhaite cependant aller plus loin et donne le mandat à Hydro-Québec d'engager un projet pilote de couplage éolien-diesel au Nunavik dans le but que cette solution puisse être appliquée dans toutes les communautés du Nunavik.
  - Le Nunavik se prête particulièrement bien à la mise en place de systèmes de production d'électricité couplant l'énergie éolienne et les génératrices au diesel. Les coûts de production de l'électricité au moyen de génératrices y sont très élevés, et le potentiel éolien est fort important.

    Le gouvernement vise à ce qu'un premier projet soit mis en service au plus tard en 2008. Les défis à surmonter sont liés aux caractéristiques du climat nordique et à l'éloignement: les installations éoliennes devront résister à la rigueur de la température et il faudra trouver des moyens économiques de transporter sur de longues distances les équipements nécessaires à leur implantation.
- À partir des résultats qui seront obtenus, Hydro-Québec reçoit le mandat de définir un plan d'implantation de systèmes de jumelage éolien-diesel dans l'ensemble des réseaux autonomes. Il importe pour le gouvernement que les possibilités offertes par l'énergie éolienne soient rapidement exploitées. Le plan d'implantation devra être défini en association avec les communautés locales ainsi qu'avec les Inuits.

Les territoires non reliés au réseau principal d'Hydro-Québec

À la fin de 2003, les réseaux autonomes comptaient plus de 14 000 abonnés, répartis sur cinq territoires distincts comprenant 37 communautés et représentant au total une puissance installée de 144 MW. Selon les projections actuelles, les besoins de ces communautés atteindraient 155 MW en 2014.

TABLEAU 2 Territoires non reliés au réseau principal d'Hydro-Québec (2003)

Terrritoire	Nombre d'abonnés	Puissance installée (MW)
Îles-de-la-Madeleine	6 832	68
Nunavik	4 097	27
Basse-Côte-Nord	2 503	38
Haute-Mauricie	776	8
Île d'Anticosti	187	3
Total	**14 395**	**144**

5) CONTINUER D'INVESTIR DANS LA RECHERCHE ET L'INNOVATION

L'énergie éolienne est l'exemple d'une filière énergétique considérée comme non conventionnelle il y a encore une dizaine d'années et dont la contribution à la satisfaction des besoins en énergie est maintenant appelée à être significative. Des résultats aussi rapides et spectaculaires n'auraient pu être obtenus sans les efforts de recherche et de développement consentis à travers le monde, des efforts grâce auxquels il a été possible de réduire les coûts de production et d'améliorer les technologies utilisées.

Pour le Québec, il importe de poursuivre de tels efforts, afin d'adapter les modes d'exploitation de la filière éolienne à nos conditions géographiques et climatiques et de lever les contraintes technologiques qui définissent le potentiel exploitable. Dès que ces contraintes seront éliminées, il sera possible d'aller encore plus loin dans la mise en valeur de nos ressources éoliennes. Hydro-Québec reçoit ainsi le mandat d'envisager d'autres développements, dès que les conditions économiques et techniques auront suffisamment évolué.

- Le mandat confié par le gouvernement à Hydro-Québec afin de renforcer la complémentarité hydroélectricité-énergie éolienne s'inscrit dans cette direction.
- Le gouvernement s'attend de plus à ce que les entreprises privées investissent dans l'innovation, en vue notamment d'adapter les systèmes éoliens aux conditions climatiques nordiques et d'améliorer les connaissances en aérodynamique. C'est à cette condition que le Québec pourra occuper la place qui lui revient dans un secteur en pleine croissance. Ces investissements devraient être rapidement rentabilisés, grâce aux appels d'offres majeurs lancés par Hydro-Québec.

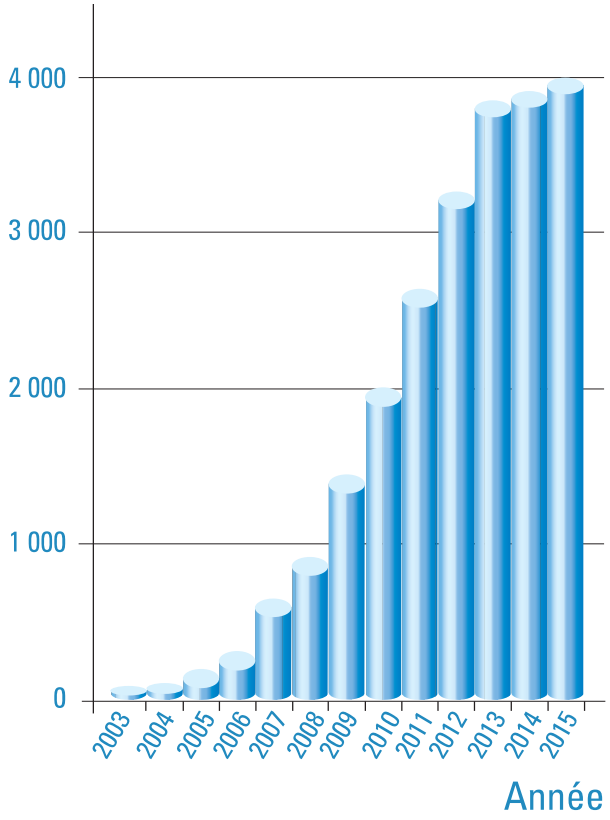
UN AMBITIEUX PROGRAMME DE MISE EN VALEUR DU POTENTIEL ÉOLIEN

Avec la nouvelle stratégie énergétique, le gouvernement engage ainsi un ambitieux programme d'exploitation du potentiel éolien.

- D'ici 2015, l'ensemble du potentiel éolien actuellement identifié comme pouvant être intégré économiquement aura été mis en valeur.
  - Entre 2003 et 2015, la puissance installée en énergie éolienne aura été multipliée par quarante, passant de 100 MW à 4 000 MW.
  - À l'horizon 2015, la filière éolienne représentera à elle seule environ 10 % de la demande de pointe du réseau québécois.
- Hydro-Québec aura confirmé sa position de leader dans l'intégration de l'énergie éolienne à un réseau moderne de distribution de l'électricité.
- Une industrie éolienne vigoureuse et compétitive aura su se tailler une place importante à l'échelle nord-américaine, à partir d'un savoir-faire acquis graduellement grâce aux développements effectués au Québec.
- D'autres développements seront lancés au rythme de la mise en valeur de notre potentiel hydroélectrique et des progrès technologiques dans le domaine.

GRAPHIQUE 7

Évolution de la puissance installée en énergie éolienne (en MW) (2003-2015)



Avec les initiatives qu'il engage dans le cadre de sa stratégie énergétique, le gouvernement entend faire en sorte que l'efficacité énergétique soit au centre de la stratégie.

UTILISER L'ÉNERGIE DE FAÇON PLUS EFFICACE

Ici aussi, le gouvernement fait preuve de volonté et de vision, en mobilisant les moyens nécessaires pour que nous utilisions mieux l'énergie, aussi bien individuellement que collectivement.

L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE, AU CENTRE DE LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE

Au cours de la dernière décennie, le Québec a obtenu des résultats encourageants dans la promotion des économies d'énergie, à partir de la stratégie d'efficacité énergétique adoptée il y a un peu plus de dix ans. Ces efforts se sont accélérés depuis 2003. Une nouvelle étape est engagée, qui permettra d'aller encore plus loin.

UNE PERFORMANCE ENCOURAGEANTE, À L'ÉCHELLE CANADIENNE

Au sein du Canada, le Québec fait partie des provinces dont la consommation d'énergie par habitant est relativement limitée.

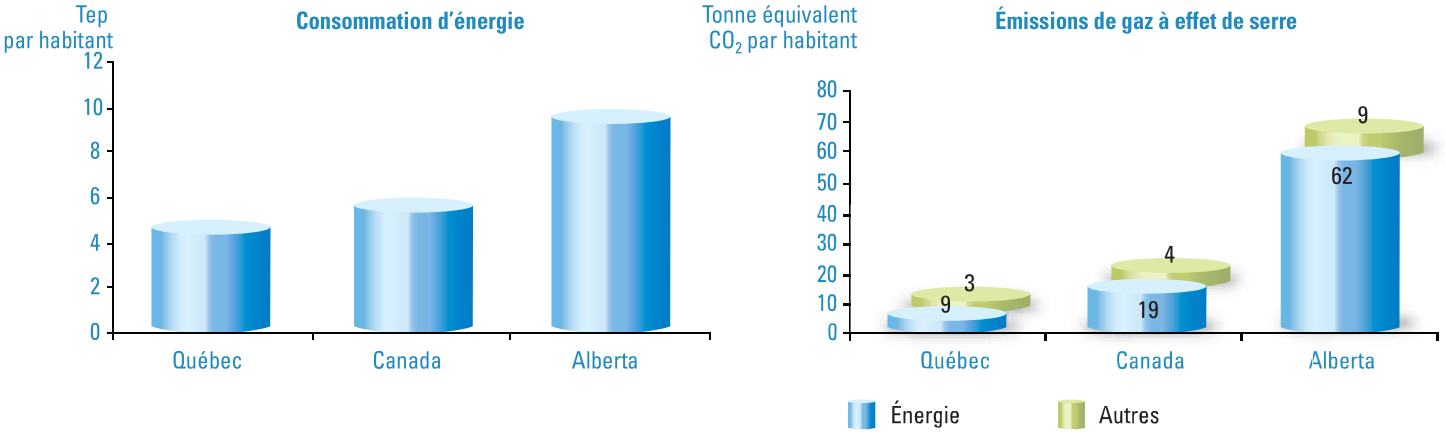
- En 2003, et calculée en tonnes équivalent pétrole (tep)[6], la consommation énergétique du Québec s'établissait à environ 5 tep par habitant, comparativement à près de 6 tep pour l'ensemble du Canada et 10 tep en Alberta.
- S'ajoutant aux choix historiques effectués en faveur de l'hydroélectricité, les résultats obtenus en matière d'efficacité énergétique ont confirmé la performance du Québec pour ce qui est des émissions de gaz à effet de serre. En 2003, les émissions de gaz à effet de serre n'atteignaient que 12 tonnes par habitant, dont 9 attribuables aux activités énergétiques, alors qu'elles se chiffraient à 23 tonnes par habitant dans l'ensemble du Canada et à 71 tonnes par habitant en Alberta.

LES PRIORITÉS D'ACTION

1) Adopter des **cibles d'économie plus ambitieuses pour toutes les formes d'énergie,** y compris pour la première fois les produits pétroliers
2) Élaborer un **plan d'ensemble** pour toutes les formes d'énergie et se doter des **moyens pour le réaliser**
3) **Réduire la consommation de produits pétroliers** par des actions engagées
4) Faire un meilleur usage de **l'électricité**
5) Rendre plus ambitieuses les initiatives en efficacité énergétique pour le **gaz naturel**
6) Renforcer le **leadership du secteur public**

6. La consommation d'énergie totale, toutes formes d'énergie confondues, est le plus souvent mesurée en tonnes équivalent pétrole (tep). La tonne équivalent pétrole correspond à 10^7 kilocalories (kcal). Une kilocalorie est la quantité de chaleur nécessaire pour élever d'un degré Celsius la température d'un kilogramme d'eau.

GRAPHIQUE 8
Consommation énergétique et émissions de gaz à effet de serre par habitant, Québec, Canada et Alberta (2003)

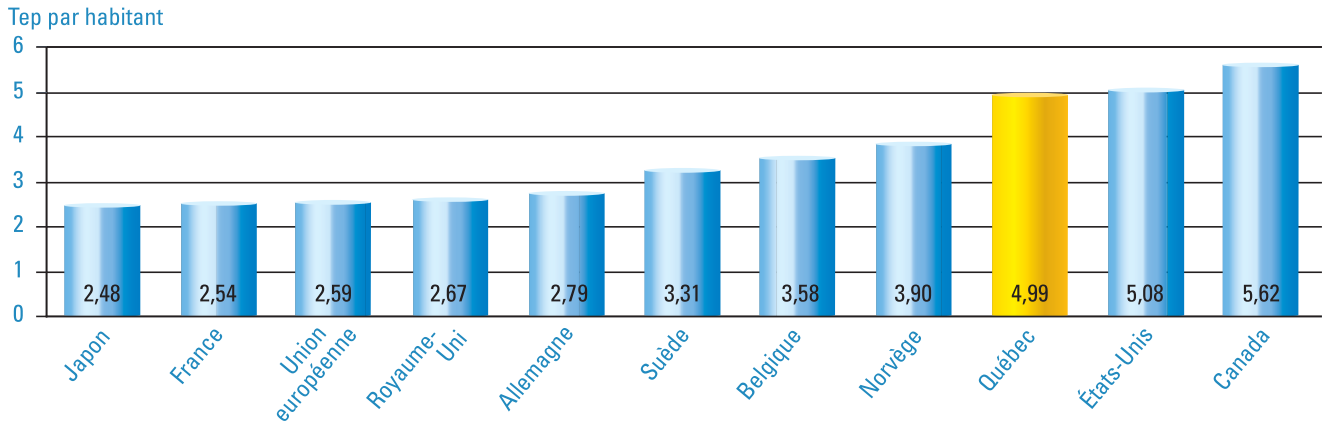


LE QUÉBEC DOIT FAIRE MIEUX

Les résultats obtenus par le Québec vont dans la bonne direction. Ils ne sont cependant pas suffisants et le Québec peut et doit faire encore mieux.

Le Québec reste un important consommateur d'énergie, à l'échelle de la planète. En 2002, le Québec consommait moins d'énergie par habitant que l'ensemble du Canada et les États-Unis, mais deux fois plus que l'Union européenne et le Japon. Une partie des écarts tiennent évidemment à notre structure industrielle et à notre climat. Cependant, la comparaison avec la Suède et la Norvège montre que le Québec peut faire mieux.

GRAPHIQUE 9
La consommation énergétique par habitant – Québec et principaux pays industrialisés (2002)



Nous devons améliorer ces résultats et mieux utiliser l'énergie, et cela pour au moins deux raisons.

- Sur le plan environnemental, la solution aux changements climatiques se trouve en bonne partie dans le secteur de l'énergie, et en particulier dans l'efficacité énergétique. Au Québec, les activités énergétiques expliquent plus de 70 % des émissions de gaz à effet de serre. La diminution des émissions de gaz à effet de serre passe ainsi par la promotion de l'efficacité énergétique, que ce soit au plan québécois, canadien ou à l'échelle du nord-est du continent eu égard au Protocole de Kyoto.
- Sur le plan économique, l'efficacité énergétique constitue une excellente façon d'améliorer notre niveau de vie et notre compétitivité. En étant plus efficaces dans l'utilisation de l'énergie, les particuliers peuvent dégager des ressources qui seront affectées à d'autres priorités, tandis que les entreprises seront plus concurrentielles sur les marchés où elles vendent leurs produits et leurs services.

L'efficacité énergétique permet donc de gagner sur plusieurs tableaux à la fois. De plus, il ne faut pas oublier que les investissements liés aux économies d'énergie ont donné naissance à un important secteur d'activité, présent dans toutes les régions du Québec : les efforts consentis en faveur des économies d'énergie ont ainsi des retombées immédiates sur l'économie québécoise, en termes de création de richesse.

DES EFFORTS QUI SE SONT INTENSIFIÉS DEPUIS 2003

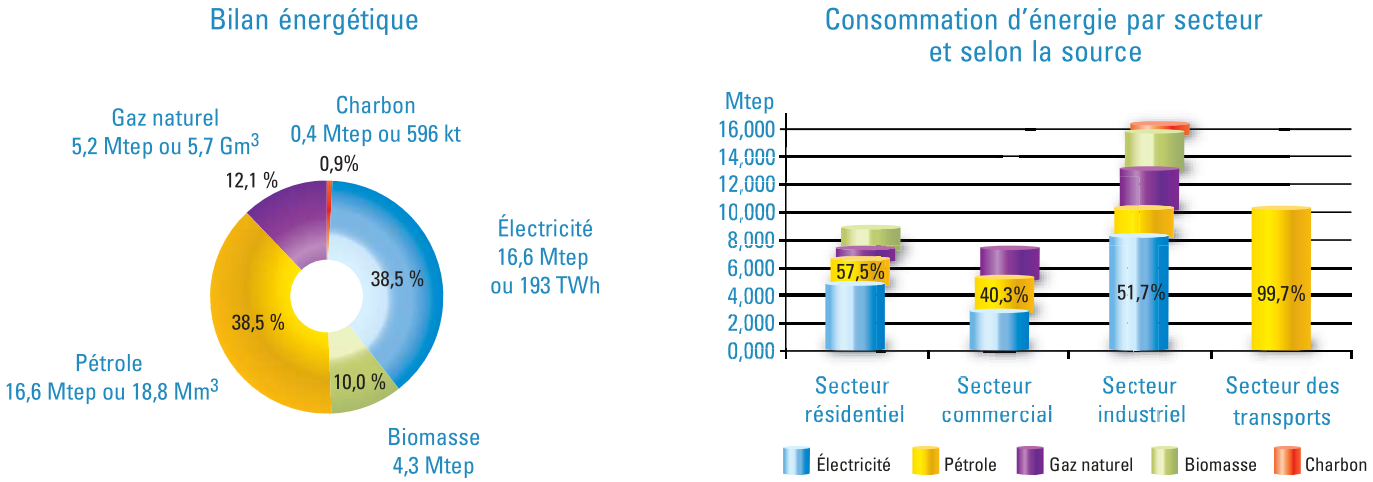
Depuis 2003, des moyens importants ont été mobilisés afin de promouvoir une meilleure utilisation de l'énergie.

- Entre 2003-2004 et 2005-2006, les budgets de l'Agence de l'efficacité énergétique consacrés à l'aide financière aux consommateurs ont plus que quadruplé, passant de 3,4 millions de dollars à 14,6 millions de dollars.
- Dans le même temps, Hydro-Québec réévaluait considérablement son plan de promotion de l'efficacité énergétique, portant sa cible d'économie récurrente de 0,75 TWh pour 2006 à 4,1 TWh pour 2010, avec des investissements globaux de près de 2 milliards de dollars.
- Pour sa part, Gaz Métro déposait en juin 2005 son *Plan global en efficacité énergétique,* comportant un objectif d'économies d'énergie de 95,8 millions de mètres cubes à l'horizon 2008, soit quatre fois plus que la cible retenue en 2001 pour l'année 2004.

On comprend ainsi qu'à l'automne 2004, l'Alliance canadienne de l'efficacité énergétique ait une nouvelle fois classé le Québec parmi les juridictions exemplaires, au Canada, pour ce qui est de la qualité des programmes mis en place.

Ces programmes ont cependant jusqu'ici surtout porté sur l'utilisation de l'électricité et du gaz naturel. Il est impératif de consentir des efforts beaucoup plus importants dans le secteur des produits pétroliers, là où les gains en matière d'émissions de gaz à effet de serre seront les plus significatifs.

GRAPHIQUE 10
Consommation d'énergie au Québec (2003)



On constate que le pétrole occupe une part du bilan énergétique québécois tout aussi importante que l'électricité. De plus, il s'agit pour ainsi dire de la seule source d'énergie utilisée dans le secteur des transports. Les actions en efficacité énergétique, pour les produits pétroliers, devront donc nécessairement cibler principalement ce secteur.

Il faut par ailleurs coordonner l'ensemble des initiatives visant les économies d'énergie dans un plan global, dont la mise en œuvre pourra être suivie année après année.

C'est là le sens des orientations retenues par le gouvernement.

LES PRIORITÉS D'ACTION

Pour atteindre l'objectif d'un Québec plus efficace sur le plan énergétique, le gouvernement privilégie les axes d'intervention suivants :

1) adopter des **cibles d'économie d'énergie plus ambitieuses pour toutes les formes d'énergie,** y compris les produits pétroliers;

2) élaborer un **plan d'ensemble** pour toutes les formes d'énergie et se doter des **moyens pour le réaliser;**

3) **réduire la consommation de produits pétroliers** par des actions engagées;

4) faire un meilleur usage de **l'électricité;**

5) rendre plus ambitieuses les initiatives en efficacité énergétique pour le **gaz naturel;**

6) renforcer le **leadership du secteur public.**

1) DES CIBLES D'ÉCONOMIE PLUS AMBITIEUSES POUR TOUTES LES FORMES D'ÉNERGIE

Le gouvernement souhaite que les cibles des différents distributeurs d'énergie en matière d'efficacité énergétique soient réévaluées de façon significative.

- La cible d'économies d'énergie d'Hydro-Québec est augmentée de 4,1 à 8,0 TWh – soit de 355 000 tep à 690 000 tep – et l'horizon de réalisation du plan d'efficacité énergétique de la société d'État est porté de 2010 à 2015. À terme, les économies additionnelles résultant de l'augmentation de la cible représenteront l'équivalent de la consommation annuelle de 200 000 ménages se chauffant à l'électricité.

- Le gouvernement demande à Gaz Métro et à Gazifère d'accroître de 96,9 millions de mètres cubes (Mmc)[7] à 350 Mmc– soit de 90 000 tep à 310 000 tep – la cible d'économies d'énergie visée et de prolonger de 2008 à 2015 leur plan d'efficacité énergétique. L'augmentation de la cible représente des économies annuelles d'environ 100 millions de dollars pour les consommateurs, au prix actuel du gaz naturel.
- Pour la première fois, une cible est retenue dans le secteur des produits pétroliers, cette cible étant définie à 2 millions de tonnes équivalent pétrole (tep), toujours à l'horizon 2015. La cible équivaut à 13,5 millions de barils de pétrole, ou encore à un peu plus de 10 % de notre consommation annuelle de produits pétroliers.

Le gouvernement identifie ainsi des cibles ambitieuses dans le domaine de l'efficacité énergétique, en multipliant respectivement par deux et par trois les cibles actuelles des distributeurs d'électricité et de gaz naturel.

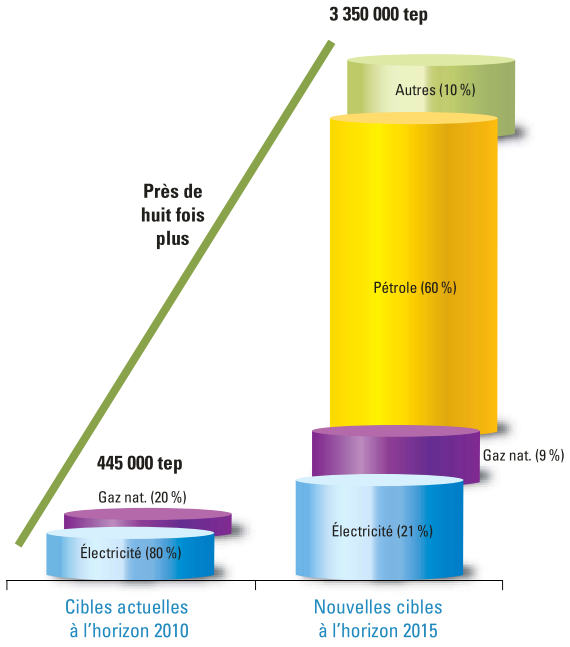
Pour ce qui est des produits pétroliers, il n'existait pas jusqu'ici de programmes spécifiques d'efficacité énergétique, et encore moins de cibles propres à cette forme d'énergie. C'est pourtant dans le secteur des produits pétroliers que le Québec peut obtenir les gains les plus importants, tant sur le plan de la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre d'origine énergétique que sur le plan de la réduction du coût des énergies importées. Le gouvernement retient donc pour le secteur pétrolier des cibles d'efficacité énergétique, ce qui n'avait jamais été fait jusqu'ici. Le gouvernement identifie de plus des objectifs chiffrés proportionnellement deux fois plus importants que ceux fixés pour l'électricité et le gaz naturel, afin de tenir compte du retard à rattraper et des enjeux en cause.

Au total, et convertis en une unité commune – soit la tonne équivalent pétrole – les objectifs d'économies d'énergie de l'ensemble des distributeurs d'énergie par rapport à la consommation prévue en l'absence des diverses mesures sont portés de près de 445 000 tep à 3 350 000 tep. Les objectifs sont ainsi multipliés pratiquement par huit.

Cela signifie qu'à l'horizon 2015, le Québec économisera annuellement environ 2,5 milliards de dollars sur sa facture énergétique et réduira de 9,4 millions de tonnes les émissions de gaz carbonique ou sera en mesure de les éviter[8].

À eux seuls, les produits pétroliers représentent 60 % des gains attendus en terme de consommation énergétique.

GRAPHIQUE 11
Économies d'énergie : la cible globale retenue par le gouvernement à l'horizon 2015

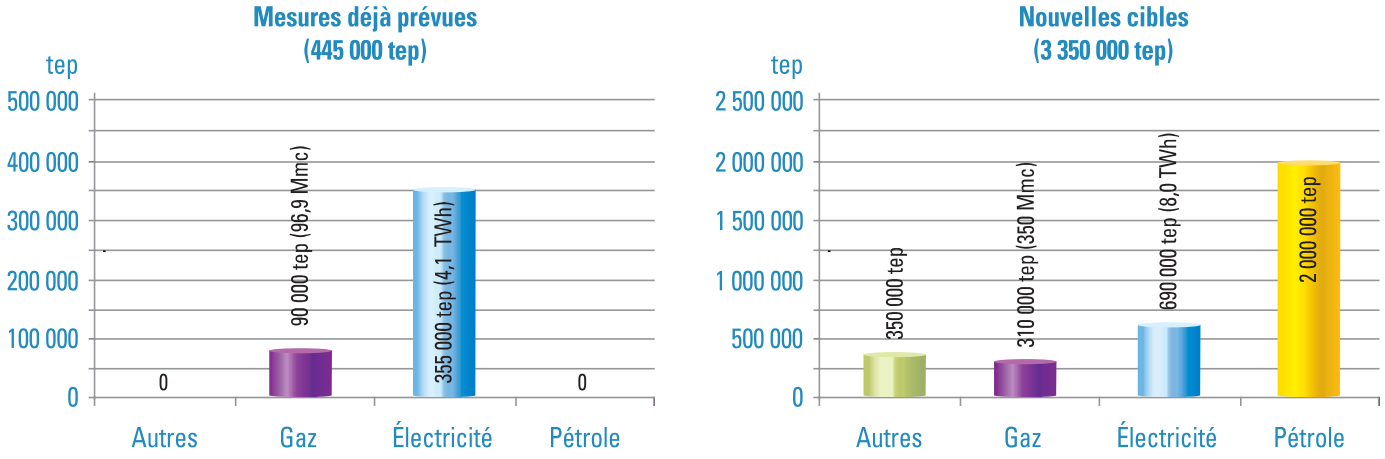


Ainsi, la stratégie énergétique contribue substantiellement à l'action engagée par le gouvernement à l'égard des changements climatiques et complète ses autres démarches.

7. Ce total comprend la cible définie dans le Plan global en efficacité énergétique de Gaz Métro (79,7 millions de mètres cubes), les économies d'énergie financées par le Fonds en efficacité énergétique de Gaz Métro (16,1 millions de mètres cubes) et la cible déterminée par Gazifère (1,1 million de mètres cubes).

8. Une consommation d'électricité plus faible au Québec permettra d'accroître nos exportations qui remplaceront de l'électricité d'origine thermique résultant en des émissions de GES évitées.

GRAPHIQUE 12
Efficacité énergétique : les cibles retenues par le gouvernement à l'horizon 2015



2) UN PLAN D'ENSEMBLE TOUCHANT TOUS LES MARCHÉS ET TOUTES LES FORMES D'ÉNERGIE, AVEC LES MOYENS DE LE RÉALISER

Le gouvernement confie à l'Agence de l'efficacité énergétique le mandat de bâtir un plan d'ensemble visant à mieux utiliser l'énergie, en collaboration avec les distributeurs et les milieux concernés. Le gouvernement donne ainsi suite à une demande formulée par les intervenants, lors de la consultation des derniers mois, ainsi qu'à l'avis rendu par la Régie de l'énergie à l'été 2004.

- Le plan d'ensemble en efficacité énergétique assurera une action cohérente et porteuse pour toutes les formes d'énergie
- L'Agence sera soumise à un rigoureux processus d'approbation et de reddition de comptes.
- Le mandat et les moyens d'intervention de l'Agence seront renforcés

Une action cohérente et porteuse pour toutes les formes d'énergie

Le gouvernement confie à l'Agence de l'efficacité énergétique le mandat d'élaborer, au cours des prochains mois, un plan d'ensemble visant à mieux utiliser l'énergie, sur la base de consultations étroites des distributeurs et des milieux concernés, en particulier Hydro-Québec, Gaz Métro, Gazifère, des représentants du secteur des produits pétroliers, des représentants des consommateurs résidentiels, commerciaux, institutionnels et industriels ainsi que des différents groupes intéressés par la promotion de l'efficacité énergétique.

Le plan d'ensemble en efficacité énergétique traduira la vision globale du gouvernement en matière d'efficacité énergétique et assurera une action cohérente et porteuse pour toutes les formes d'énergie. Il ne se substituera pas aux plans mis en œuvre par Hydro-Québec, par Gaz Métro et le Fonds en efficacité énergétique, et par Gazifère. Il viendra plutôt les compléter et les encadrer. Toujours dans une perspective de cohérence globale des initiatives en efficacité énergétique, le plan tiendra également compte des actions structurantes que le gouvernement lancera en matière d'économies d'énergie – par exemple en agissant de façon spécifique dans le secteur des transports.

Le gouvernement met l'accent sur l'efficacité énergétique dans le secteur des produits pétroliers car c'est dans ce secteur que le Québec peut obtenir les gains les plus importants, pour ce qui est de la réduction des émissions de gaz à effet de serre d'origine énergétique et de la réduction du coût des énergies importées.

Dans le cadre de l'élaboration de son plan, l'Agence de l'efficacité énergétique identifiera les économies durables et rentables, qu'il est possible de réaliser à partir de programmes simples pour le consommateur et fondés sur le « faire faire ». Ainsi, il n'est pas question de transformer l'Agence de l'efficacité énergétique en un organisme livrant lui-même les programmes : les programmes conçus par l'Agence en collaboration avec les distributeurs d'énergie et ses intervenants seront réalisés par le secteur privé. Des entreprises seront accréditées à cette fin.

Un rigoureux processus d'approbation et de reddition de comptes

L'Agence proposera au gouvernement un plan d'ensemble, que ce dernier aura à approuver. Le gouvernement vise à ce que ce plan puisse être adopté au plus tard au début de 2007, dès que l'Agence aura complété son travail et les nécessaires consultations. L'annexe 2 présente plus en détail le processus d'approbation et de reddition de comptes du plan d'ensemble en efficacité énergétique.

Une fois le plan d'efficacité énergétique adopté, la Régie de l'énergie aura à déterminer les montants requis pour assurer son financement. Conformément aux pratiques actuelles, la Régie tiendra des audiences publiques et les différents intervenants pourront faire connaître leurs points de vue sur les actions envisagées en efficacité énergétique ainsi que sur leur financement.

Un contrat de performance sera conclu entre l'Agence et le gouvernement sur la base des montants approuvés par la Régie concernant la mise en œuvre du plan. L'Agence rendra compte chaque année au gouvernement de la réalisation de ce contrat.

- Les distributeurs réglementés soumettront annuellement à la Régie la portion du plan d'efficacité énergétique les concernant exclusivement, comme c'est le cas actuellement.
- L'Agence présentera annuellement à la Régie les interventions visant les formes d'énergie non réglementées, telles que le mazout, les carburants ou le bois ainsi que les interventions indépendantes de la forme d'énergie utilisée, comme celles concernant l'isolation des bâtiments.

Par ailleurs, les sources de financement du plan d'ensemble assureront la stabilité et la continuité des interventions. Le financement autorisé par la Régie servira exclusivement aux programmes prévus au plan et à leur administration et pourra être éventuellement bonifié par le recours aux fonds que le gouvernement fédéral réserve aux initiatives en efficacité énergétique.

Une Agence renforcée

Afin de pouvoir remplir adéquatement ses nouveaux mandats, les moyens d'intervention et la gouvernance de l'Agence seront renforcés. Son leadership dans le domaine devra se démarquer, tant dans la conception du plan d'ensemble en efficacité énergétique que dans la supervision de sa mise en œuvre et le soutien à l'innovation en énergie.

3) DES ACTIONS ENGAGÉES POUR RÉDUIRE DE FAÇON SIGNIFICATIVE LA CONSOMMATION DE PRODUITS PÉTROLIERS

L'énergie contribue à plus de 70 % des émissions de gaz à effet de serre du Québec, en raison notamment du rôle joué par les produits pétroliers. À lui seul, le secteur des transports, occupé pour l'essentiel par les produits pétroliers, représente plus de la moitié de ces émissions. Le pétrole est par ailleurs importé en totalité, et explique ainsi la majeure partie de la facture énergétique que nous acquittons à l'extérieur.

Sur les plans environnemental, social et économique, le Québec a donc tout intérêt à rationaliser sa consommation de produits pétroliers.

Le gouvernement se fixe comme objectif de réduire la consommation de produits pétroliers de 2 millions de tonnes équivalent pétrole à l'horizon 2015 par rapport à ce qu'elle aurait été sans les différentes mesures à venir. Cette cible sera atteinte en s'appuyant à la fois sur les programmes élaborés par l'Agence de l'efficacité énergétique et les distributeurs de produits pétroliers et sur les initiatives que le gouvernement engage dans le secteur des transports. L'Agence de l'efficacité énergétique proposera à la Régie de l'énergie les programmes en question ainsi que le financement nécessaire à leur mise en place et à leur administration. En examinant ces programmes et leur financement, la Régie devra s'assurer que ceux-ci auront pour impact de réduire la consommation et la facture globale des consommateurs de produits pétroliers.

En outre, ces programmes devront prendre particulièrement en compte les besoins spécifiques des ménages à faible revenu en matière d'efficacité énergétique dans les produits pétroliers. Comme dans d'autres dossiers dans lesquels intervient la Régie, cette dernière s'assurera de recueillir et de prendre en compte les points de vue des consommateurs et des autres intervenants lors de sa prise de décision. Le financement, dont le niveau aura été fixé par la Régie, sera assuré par un prélèvement auprès des compagnies pétrolières, en fonction du volume des ventes de produits pétroliers de ces dernières. Ce financement permettra d'assurer une action continue en efficacité énergétique.

Des actions pour réduire la consommation de produits pétroliers

Transport des personnes

• Carburants renouvelables	• 5 % d'éthanol d'ici 2012 • Viser une pénétration accrue du biodiesel
• Amélioration de la performance du parc automobile	• Remboursement de taxe pour les véhicules hybrides (jusqu'à concurrence de 1 000$) • Incitatifs financiers favorisant les véhicules à faible consommation de carburants • Mesures d'encouragement pour les nouveaux véhicules diesel (diesel propre) • Normes de consommation en carburant du parc automobile se rapprochant des normes californiennes
• Modes de conduite plus efficaces	• Campagne d'information auprès des conducteurs • Volet efficacité énergétique dans l'examen pour l'obtention du permis de conduire
• Favoriser le recours au transport en commun : la future Politique de transport en commun	• Améliorations aux infrastructures • Incitatifs au covoiturage et aux modes de transport de substitution à « l'auto-solo » • Déduction fiscale pour les employeurs prenant en charge les laissez-passer de transport en commun de leurs employés • Remboursement de la taxe sur tous les carburants pour les sociétés de transport en commun

Transport des marchandises

• Modes de conduite plus efficaces	• Volet efficacité énergétique aux inspections obligatoires des véhicules lourds
• Optimisation des trajets	• Favoriser le cabotage maritime et le recours au transport ferroviaire
• Technologie	• Soutenir la commercialisation des technologies d'amélioration de la performance énergétique

Chauffage de l'eau et de l'espace, procédés industriels

• Chauffage de l'espace et bâtiments plus performants	• Programmes d'économie d'énergie destinés aux particuliers et aux entreprises • Révision du Règlement sur l'économie d'énergie dans les nouveaux bâtiments du Québec et intégration au Code de construction du Québec
• Équipements plus performants sur le plan énergétique	• Programme d'aide à l'achat d'équipements performants • Modernisation de la Loi sur l'efficacité énergétique d'appareils fonctionnant à l'électricité ou aux hydrocarbures

Secteur agroalimentaire

• Amélioration de la performance des entreprises du secteur	• Programme spécifique qui sera développé par l'Agence de l'efficacité énergétique en collaboration avec les milieux concernés

LE SECTEUR DES TRANSPORTS

Le gouvernement cible et priorise des interventions dans le secteur des transports, où les produits pétroliers occupent la quasi-totalité du marché énergétique. Bien que la consommation moyenne du parc automobile soit déjà plus faible au Québec que dans l'ensemble du Canada, notamment parce que les Québécois possèdent des voitures plus petites, le gouvernement entend aller encore plus loin en agissant simultanément sur plusieurs leviers, à la fois dans le secteur du transport des personnes et dans celui du transport des marchandises.

Pour ce qui est du **transport des personnes,** le gouvernement veut agir dans quatre directions spécifiques :

- le soutien à l'utilisation des carburants renouvelables;
- l'amélioration de la performance du parc automobile;
- l'encouragement à des modes de conduite plus efficaces;
- le renforcement du transport en commun, y compris les modes de transport en substitution à « l'auto-solo ».

- Les mesures favorisant les carburants renouvelables ciblent l'éthanol-carburant et le biodiesel.
  - Le gouvernement a pour objectif que d'ici 2012, les distributeurs d'essence puissent fournir en moyenne 5 % d'éthanol dans l'ensemble de leurs ventes de carburants. Cette mesure permettra de réduire le recours aux produits pétroliers, ce qui représente une économie annuelle de près de 200 millions de dollars sur nos importations de pétrole aux prix actuels.

    Comme on le verra plus loin, l'éthanol est l'une des nouvelles formes d'énergie les plus prometteuses. Déjà, une première usine de production d'éthanol-carburant utilisant le maïs-grain est en construction à Varennes. Une fois terminée, cette usine produira 120 millions de litres d'éthanol-carburant par année, qui seront commercialisés grâce à une entente survenue avec la compagnie Petro-Canada. Ainsi, dès le début de 2007, près de 30 % de l'essence consommée au Québec contiendra au moins 5 % d'éthanol, ce qui réduira d'autant le recours aux produits pétroliers.

    Pour favoriser une pénétration accrue de l'éthanol, le gouvernement entend cependant privilégier la valorisation de la biomasse forestière plutôt que la filière du maïs-grain. Le gouvernement souhaite également examiner la possibilité de valoriser les résidus agricoles et les matières résiduelles, qui sont actuellement accumulées dans les sites d'enfouissement. Pour y parvenir, des défis d'ordre technologique doivent cependant être relevés.

    Les initiatives que le gouvernement engagera en matière d'innovation pour les carburants renouvelables agiront en ce sens.

  - Le biodiesel est un autre carburant renouvelable prometteur pour le Québec. Il est généralement produit à partir d'huiles végétales usées ou de gras animal récupéré. Utilisé comme carburant, le biodiesel permet de réduire le smog et de diminuer la consommation de produits pétroliers.

    Dans le Discours sur le budget 2005-2006, le gouvernement avait décidé de rembourser aux transporteurs en commun la taxe sur les carburants payée sur le biodiesel. Le 23 mars 2006, le ministre des Finances a annoncé l'extension de ce remboursement à tous les consommateurs qui font l'acquisition de biodiesel pour se transporter.

- Le gouvernement prend un certain nombre d'initiatives afin d'améliorer la performance du parc automobile.
  - La première de ces initiatives a été annoncée par le ministre des Finances dans le *Discours sur le budget 2006-2007.* L'acheteur ou le locataire à long terme d'un véhicule hybride neuf pourra demander un remboursement de la TVQ jusqu'à concurrence de 1 000 $.

– Le gouvernement souhaite aussi évaluer l'opportunité d'aller plus loin dans la mise en place **d'incitatifs financiers** qui permettront d'orienter les acheteurs vers l'acquisition de véhicules ayant une consommation plus faible de carburant.

– Une évaluation analogue sera effectuée pour ce qui est des **véhicules fonctionnant au diesel.** Le gouvernement entend en effet encourager le remplacement des véhicules utilisant l'essence par des véhicules diesel. L'Agence de l'efficacité énergétique évaluera les modalités d'une telle initiative. Les véhicules fonctionnant au diesel sont en effet plus efficaces que les véhicules à essence, consommant de 25 % à 40 % moins de carburant pour une puissance équivalente.

  Cet avantage sur le plan énergétique est d'autant plus intéressant que de nouveaux types de diesel seront bientôt disponibles sur le marché, émettant beaucoup moins de polluants atmosphériques que les carburants diesel utilisés jusqu'à ce jour. Dès octobre 2006, les nouveaux carburants diesel auront une teneur en soufre de 15 parties par million, comparativement au maximum actuel de 500 parties par million et les normes d'émissions polluantes dans leur ensemble seront les mêmes que celles de l'essence dès 2008.

– Le gouvernement entend utiliser les leviers d'intervention à sa disposition pour que les **normes applicables aux véhicules vendus au Québec** soient plus exigeantes en termes de réduction des gaz à effet de serre et de consommation d'énergie. Le gouvernement souhaite que les nouvelles normes se rapprochent, pour ce qui est de la réduction de la consommation d'énergie, des résultats attendus des normes définies par l'État de la Californie pour limiter les émissions de gaz à effet de serre des automobiles. Cette démarche s'inscrit dans la foulée de l'initiative prise par onze États américains, dont l'État de New York et les États de la Nouvelle-Angleterre, concernant l'adoption des normes californiennes.

• Pour ce qui est de l'encouragement à des modes de conduite plus efficaces, le gouvernement annonce les initiatives suivantes.

  – Une campagne d'information sera lancée afin de sensibiliser les automobilistes aux avantages d'une conduite plus efficace sur le plan énergétique. Cette campagne insistera notamment sur les liens existant entre la vitesse et la consommation d'énergie, sur les gains énergétiques résultant d'une pression des pneus adéquate, et sur les bénéfices résultant d'une conduite plus « douce ».

  – Cette sensibilisation commencera dès l'apprentissage de la conduite. Déjà, la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ) a introduit de nouveaux conseils écoénergétiques dans son nouveau guide *Conduire un véhicule de promenade.* Le gouvernement demandera à la SAAQ d'inclure un volet efficacité énergétique dans les examens conditionnels à l'obtention du permis de conduire. Ainsi, les futurs conducteurs devront disposer des connaissances nécessaires à une conduite économe en énergie pour l'obtention des permis de conduire.

LES VÉHICULES UTILISANT LE DIESEL PLUS PERFORMANTS SUR LE PLAN ENVIRONNEMENTAL

Inventé il y a plus de cent ans par l'Allemand Rudolph Diesel, le moteur qui porte son nom fonctionne sans bougies d'allumage. Grâce à leur taux de compression beaucoup plus élevé, les moteurs diesels sont plus efficaces que les moteurs à essence et consomment de 25 % à 40 % moins de carburant, pour une puissance équivalente.

Après avoir suscité un certain intérêt au cours de la crise de l'énergie des années soixante-dix, les véhicules personnels à moteur diesel ont été délaissés dès que la menace énergétique s'est dissipée – du moins en Amérique du Nord. Actuellement plus bruyants et moins propres que les moteurs conventionnels, les véhicules à moteur diesel ne constituent aujourd'hui qu'environ 3 % du parc automobile nord-américain. L'apparition de carburants diesels beaucoup plus propres, conjuguée à quelques innovations majeures dans la technologie des moteurs diesels, devrait cependant relancer à nouveau l'intérêt pour ce type de véhicules.

En Europe, toutefois, les normes environnementales sur le diesel sont sensiblement plus exigeantes et la plupart des gouvernements en encouragent l'usage en imposant des taxes moins élevées sur ce carburant que sur l'essence conventionnelle. C'est ainsi que les diesels comptent maintenant pour environ 50 % de tous les véhicules personnels vendus en Europe.

Même s'ils produisent relativement moins de gaz à effet de serre que les véhicules à essence, les diesels actuels en Amérique du Nord libèrent cependant davantage d'oxyde d'azote, d'hydrocarbures imbrûlés et de particules. Cette situation devrait cependant changer radicalement dès 2006.

- En effet, à partir d'octobre 2006, le carburant diesel destiné aux véhicules routiers sera remplacé, partout au Canada et aux États-Unis, par un nouveau carburant à très faible teneur en soufre (teneur de 15 parties par million, plutôt que le maximum actuel de 500 parties par million). Ce nouveau carburant permettra l'usage de convertisseurs catalytiques et de filtres à particules plus performants, qui réduiront de 80 % les émissions d'oxyde d'azote et de 95 % celles de particules et d'hydrocarbures.
- Dès 2008, les normes d'émissions polluantes pour les moteurs diesels seront équivalentes ou plus élevées que pour les moteurs à essence. Par ailleurs, les émissions de gaz carbonique d'un moteur diesel sont de 10 % à 30 % inférieures à celles d'un moteur à essence, selon les modèles considérés.
- Plusieurs fabricants automobiles profiteront de l'arrivée de ce nouveau carburant pour lancer de nouveaux véhicules à technologie « diesel propre ». Selon la firme de recherche J.D. Power & Associates, le nombre de véhicules diesels vendus sur le marché américain devrait ainsi quadrupler au cours de la prochaine décennie.

- L'amélioration de l'efficacité énergétique du transport des personnes passe bien évidemment par un soutien au transport en commun, afin de le rendre plus attractif et d'attirer ainsi une clientèle nouvelle. Le gouvernement engagera ainsi toute une série d'initiatives qui devraient avoir pour effet de favoriser le recours au transport en commun ou à des transports alternatifs aux véhicules automobiles.
  - Dans le cadre de sa future politique du transport en commun, le gouvernement mobilisera de nouvelles ressources pour financer l'amélioration et le développement des infrastructures de transport en commun. Dans le *Discours sur le budget 2006-2007,* le ministre des Finances a indiqué que 1,5 milliard de dollars seraient alloués au cours des trois prochaines années afin de maintenir et de renouveler les infrastructures et les équipements de transport en commun.
  - Cette même politique comprendra des mesures favorisant notamment le covoiturage et les transports alternatifs.
  - Tel qu'annoncé dans le *Discours sur le budget 2006-2007,* les employeurs bénéficieront d'une déduction additionnelle de 100 % pour les laissez-passer de transport en commun de leurs salariés qu'ils prennent en charge totalement ou partiellement.

    Par ailleurs, les employés bénéficiant de cet avantage ne seront pas tenus d'inclure la valeur de cet avantage dans leur revenu imposable, comme c'est le cas pour différents bénéfices qu'ils reçoivent de leur employeur.

    Ces deux mesures constitueront un important incitatif pour encourager les entreprises comme leurs employés à opter en plus grand nombre pour le transport en commun.
  - Dans le *Discours sur le budget 2006-2007,* le ministre des Finances a également annoncé un remboursement complet de la taxe sur les carburants acquittée par les sociétés de transport en commun. Le gouvernement remboursait déjà aux transporteurs en commun le tiers de cette taxe, et la totalité lorsqu'ils utilisent du biodiesel. En étendant à tous les carburants l'exemption de taxe, le gouvernement envoie un signal très clair concernant l'importance qu'il accorde au transport en commun.

LE TRANSPORT EN COMMUN : L'UNE DES CLEFS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Une utilisation accrue du transport en commun constitue l'une des meilleures façons de contrer les changements climatiques, tout en améliorant la qualité de vie dans les agglomérations urbaines.

- Un autobus rempli de passagers peut remplacer 40 automobiles sur les routes aux heures de pointe. À titre d'exemple, 40 automobiles émettent 160 tonnes d'émission de gaz à effet de serre par année.
- L'utilisation du transport en commun permet par ailleurs de réduire l'engorgement des réseaux routiers, particulièrement en milieu urbain.

Pour favoriser l'utilisation du transport en commun, le gouvernement agit simultanément dans plusieurs directions.

- Le gouvernement investit dans les infrastructures et les équipements, pour rendre le transport en commun plus confortable et davantage accessible.
- Le gouvernement donne une marge financière accrue aux sociétés de transport en commun, afin qu'elles améliorent leur service.
- Le gouvernement utilise par ailleurs l'outil fiscal pour favoriser l'utilisation des transports en commun afin de se rendre au travail, et cela, sur une base régulière.

- Les initiatives gouvernementales viseront également à améliorer l'efficacité énergétique du **transport des marchandises.**
  - Le gouvernement demandera à la SAAQ d'ajouter un volet efficacité énergétique aux inspections obligatoires des véhicules lourds.
  - Des mesures seront prises afin de favoriser le cabotage maritime ou le transport ferroviaire en remplacement du transport routier, là où une telle substitution est possible.
  - Des technologies nouvelles ont récemment été mises en place afin de réduire la consommation de produits pétroliers par l'industrie du camionnage. On fait notamment référence aux technologies du « Frigy-Cube » et du « Novacab ». Ces technologies permettent de réaliser des économies de carburant, dans un secteur d'activité où la croissance de la demande d'énergie est très forte.

    Le « Frigy-Cube » est un système de stockage du froid conçu pour les remorques qui assurent la livraison de produits alimentaires congelés. Le « Novacab » est une technologie qui permet d'éliminer les périodes de fonctionnement au ralenti du moteur diesel des camions[9].

    Le gouvernement souhaite soutenir la commercialisation des technologies de cette nature, afin d'améliorer la performance énergétique du secteur du transport des marchandises par camion. Des initiatives à cette fin seront incluses dans le plan d'ensemble de l'Agence de l'efficacité énergétique.

Le chauffage de l'eau et de l'espace, les équipements et les procédés industriels

L'Agence de l'efficacité énergétique élaborera des programmes concernant le chauffage de l'eau et de l'espace par des produits pétroliers et proposera au gouvernement des modifications à certaines réglementations concernant le chauffage des bâtiments et l'utilisation des équipements.

À l'heure actuelle, pour les produits pétroliers, il n'existe aucun programme de la nature de ceux mis en œuvre par Hydro-Québec et par les distributeurs gaziers : l'Agence veillera à ce que cette lacune soit comblée.

- Le gouvernement demande à l'Agence et aux distributeurs de produits pétroliers de mettre en place, en collaboration avec les milieux concernés, des programmes visant spécifiquement **la chauffe et les procédés industriels.**
  - Ces programmes devront s'adresser à tous les consommateurs, particuliers, entreprises, institutions.
  - Ils permettront aux consommateurs de produits pétroliers d'avoir accès à des aides et à un soutien, tout comme ceux dont bénéficient déjà les consommateurs d'électricité et de gaz naturel.
- Plus spécifiquement, le gouvernement s'attend à ce que :
  - l'Agence de l'efficacité énergétique et les distributeurs de produits pétroliers mettent en place un programme d'économie d'énergie dans les résidences existantes, notamment en améliorant **l'enveloppe thermique des bâtiments** lors de travaux de rénovation et grâce à l'installation de systèmes de chauffage plus efficaces. Ce programme permettra aux particuliers qui se chauffent au mazout de compter sur une bonification de l'aide financière fédérale, au même titre que ceux qui se chauffent au gaz naturel ou à l'électricité[10];
  - un programme analogue devrait viser l'amélioration de l'enveloppe thermique des bâtiments non résidentiels;

9. Les informations concernant le « Frigy-Cube » et le « Novacab » sont disponibles sur le site Internet de l'Agence de l'efficacité énergétique, www.aee.gouv.qc.ca.

10. Dans le cas de l'électricité, Hydro-Québec double les subventions versées par le gouvernement fédéral. Dans le cas du gaz naturel, le Fonds en efficacité énergétique créé par Gaz Métro offre 1 $ du mètre cube économisé pour les mesures reliées à l'amélioration de l'efficacité énergétique de l'enveloppe de l'habitation, ainsi que 5 $ du pied carré de fenêtre remplacée par une fenêtre certifiée « Energy Star », jusqu'à concurrence de 500 $ par résidence. De plus, Gaz Métro offre une aide de 450 $ pour l'installation d'un générateur d'air chaud de troisième génération et 700 $ pour le remplacement d'une chaudière par des équipements affichant un rendement énergétique supérieur aux normes actuelles.

- l'Agence intervienne afin d'encourager l'amélioration de la **performance des systèmes de chauffage au mazout** et au bois;
- l'Agence définisse des mesures d'aide à l'achat d'équipements plus performants sur le plan énergétique, en faveur des consommateurs industriels, institutionnels et commerciaux de produits pétroliers. Le plan d'efficacité énergétique précisera les modalités d'un tel programme;
- l'Agence propose un programme spécifique à l'intention du secteur agroalimentaire, afin d'améliorer la performance énergétique des entreprises appartenant à ce domaine d'activité.

- L'Agence proposera une nouvelle réglementation en efficacité énergétique applicable à tous les types de bâtiments neufs. Élaborée en collaboration avec la Régie du bâtiment, cette nouvelle réglementation impliquera des modifications au Règlement sur l'économie d'énergie dans les nouveaux bâtiments du Québec qui sera intégré au *Code de construction du Québec.* Elle s'appliquera à tous les nouveaux bâtiments, qu'ils utilisent les produits pétroliers, le gaz naturel, l'électricité ou toute autre forme d'énergie. Elle comprendra de nouvelles exigences de performance énergétique applicables aux bâtiments et habitations construits à compter de 2008, en vue d'améliorer de 20 % à 25 % la performance énergétique de ces bâtiments. Les nouvelles exigences porteront sur l'enveloppe des bâtiments – isolation, étanchéité à l'air, portes et fenêtres – ainsi que sur les systèmes mécaniques et électriques – ventilation, climatisation, chauffage, éclairage, etc.
- L'Agence de l'efficacité énergétique proposera les modifications requises à la réglementation applicable à certains équipements utilisant les hydrocarbures et l'électricité, la Loi sur l'efficacité énergétique d'appareils fonctionnant à l'électricité ou aux hydrocarbures, afin de l'harmoniser à la réglementation fédérale et d'y intégrer, si nécessaire, des dispositions correspondant à de nouvelles technologies ou à des caractéristiques propres au Québec.

UN EXEMPLE DE PROGRAMME PILOTÉ PAR L'AGENCE DE L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE : LES MAISONS NOVOCLIMAT

L'Agence de l'efficacité énergétique offre aux acheteurs de maisons neuves la possibilité de bénéficier du programme Novoclimat. Ce programme s'adresse également aux professionnels de l'industrie de la construction.

Le programme Novoclimat comprend quatre volets :

- formation et accréditation des professionnels de l'industrie de la construction (concepteurs en bâtiment, entrepreneurs généraux, spécialistes en ventilation);
- soutien technique aux entrepreneurs;
- évaluation gratuite de la performance énergétique de l'habitation en cours de construction, notamment par la réalisation d'un test d'infiltrométrie, le tout conduisant à une certification;
- sensibilisation des consommateurs et de l'industrie à l'importance de l'efficacité énergétique dans l'achat ou la construction d'une maison neuve.

Les exigences techniques Novoclimat permettent de diminuer la consommation d'énergie reliée au chauffage d'au moins 25 %, en plus d'améliorer le confort des occupants et d'assurer une bonne qualité de l'air intérieur. L'augmentation du coût de la construction, financé par hypothèque, est plus que compensée par la diminution de la facture énergétique et les aides financières, et cela, dès la première année. En pratique donc, les acheteurs d'une maison Novoclimat bénéficient dès l'achat de la maison d'une économie nette dans leur budget personnel.

Au 31 décembre 2005, plus de 400 entrepreneurs généraux étaient accrédités par l'Agence de l'efficacité énergétique. Sur ce total, 33 entrepreneurs faisaient partie du « Groupe Sélect Novoclimat », ce qui signifie qu'ils avaient fait de Novoclimat leur standard de construction pour les maisons unifamiliales.

Depuis janvier 2004, l'Agence de l'efficacité énergétique a étendu le programme Novoclimat aux immeubles à logements neufs. Le programme a été élaboré et est financé en collaboration avec la Société d'habitation du Québec, le gouvernement fédéral, la Ville de Montréal, Hydro-Québec et le Fonds en efficacité énergétique de Gaz Métro.

4) FAIRE UN MEILLEUR USAGE DE L'ÉLECTRICITÉ

D'importants investissements sont actuellement consentis par Hydro-Québec afin de mieux utiliser l'électricité. Le dernier plan d'efficacité énergétique a été rendu public par la société d'État le 26 septembre 2005. Il cible des économies annuelles de 4,1 TWh en 2010, et implique des investissements totaux de près de 2 milliards de dollars sur six ans.

Ces objectifs ambitieux s'inscrivent dans une perspective de développement durable. L'électricité québécoise étant produite à partir de sources peu dommageables pour l'environnement et propices pour le climat, sa meilleure utilisation permettra notamment d'en accroître l'exportation chez nos voisins, et donc d'améliorer le bilan environnemental du nord-est de l'Amérique du Nord.

Le futur plan d'ensemble en efficacité énergétique intégrera le plan d'Hydro-Québec. Il en prolongera l'horizon d'intervention jusqu'en 2015.

La cible annuelle d'économies d'énergie dans le secteur de l'électricité devrait ainsi doubler, en étant portée à terme de 4,1 TWh à 8,0 TWh annuellement. Cela représente le double de la consommation d'électricité de la grande région de Québec. La Régie de l'énergie continuera d'assumer la responsabilité d'encadrer les programmes et le financement de ceux-ci de façon à s'assurer qu'ils demeurent dans l'intérêt des consommateurs et de la société dans son ensemble.

Au delà du plan d'efficacité énergétique d'Hydro-Québec, le gouvernement engage une autre initiative majeure, toujours afin d'améliorer l'utilisation que nous faisons de l'électricité. Ainsi, le gouvernement entend modifier les dispositions de la Loi sur la Régie de l'énergie au regard du plan d'approvisionnement afin que, dans les appels d'offres d'Hydro-Québec Distribution, des projets d'efficacité énergétique puissent entrer en concurrence avec des projets de fourniture d'électricité.

Au Québec, les projets d'efficacité énergétique qui seront soumis à l'appel d'offres devront offrir les mêmes exigences de stabilité, de pérennité et de fiabilité que les exigences de l'appel d'offres pour les projets d'approvisionnements conventionnels. Les projets d'efficacité énergétique devront être cohérents avec les orientations du plan d'efficacité énergétique. Toutefois, pour assurer les consommateurs que l'option choisie est celle du moindre coût, les projets admissibles ne devront pas s'inscrire ou bénéficier d'un soutien dans le cadre du Plan global d'efficacité énergétique d'Hydro-Québec Distribution ou d'un autre programme du distributeur. Enfin, un projet visant la fin d'un abonnement ne pourra pas être admissible.

La tarification actuelle de l'électricité : une limite à l'efficacité énergétique

L'amélioration de l'efficacité avec laquelle nous utilisons l'électricité soulève toute la question des tarifs d'électricité. Comme on l'a déjà souligné, le gouvernement entend maintenir l'avantage tarifaire dont bénéficient les consommateurs québécois d'électricité, particuliers comme entreprises, et l'utiliser pour renforcer notre structure économique et enrichir notre société.

En même temps, il faut convenir que la structure tarifaire particulière du marché de l'électricité limite de façon indéniable la portée des efforts des consommateurs en matière d'efficacité énergétique.

- Idéalement, un meilleur signal de prix améliore l'utilisation des ressources en faisant en sorte qu'un kilowattheure épargné ait pour le consommateur la même valeur que pour le distributeur. Autrement dit, un consommateur devrait baser ses décisions de consommation sur un prix qui s'approche le plus possible du prix payé par le distributeur pour les nouveaux approvisionnements.
- Au Québec, ce n'est pas le cas. On observe depuis peu un écart grandissant entre le prix historique moyen de l'approvisionnement électrique et le coût marginal, c'est-à-dire le coût de chaque nouveau bloc d'approvisionnements.

  Ainsi, le prix de fourniture du bloc patrimonial de 165 TWh est de 2,79 cents par kilowattheure, alors que le coût des nouveaux approvisionnements est trois fois plus élevé. Comme le prix de vente de l'électricité est établi à partir du coût moyen de fourniture, l'impact de l'acquisition de blocs supplémentaires plus coûteux est complètement noyé dans un prix moyen beaucoup plus bas. Le prix moyen reflète en effet essentiellement le coût patrimonial. Le signal de prix habituellement associé à la croissance de la consommation ne parvient donc que partiellement aux utilisateurs d'électricité.

Améliorer les signaux de prix

Comme on l'a indiqué précédemment, le gouvernement ne souhaite pas remettre en question le prix du bloc patrimonial ni l'avantage qui lui est attaché pour les Québécois comme pour les entreprises du Québec. Cela ne signifie cependant pas que rien ne peut être fait pour améliorer les signaux de prix dans le marché de l'électricité, dans une perspective d'efficacité énergétique accrue.

Le gouvernement demande donc à Hydro-Québec d'apporter deux séries de modifications à la structure des tarifs, tout en faisant en sorte que ces modifications n'entraînent pas d'augmentation des revenus d'Hydro-Québec et de la facture énergétique des consommateurs dans leur ensemble.

- Le gouvernement souhaite qu'Hydro-Québec propose à la Régie de l'énergie des façons d'accroître la progressivité de la tarification de l'électricité dans le secteur résidentiel, afin de faire en sorte que les derniers kilowattheures consommés soient facturés à un prix plus proche du coût réel des derniers approvisionnements que cela n'est le cas actuellement.

  Au Québec, les consommateurs résidentiels sont soumis à une structure tarifaire de l'électricité comportant deux paliers. Le premier palier correspond à une consommation quotidienne de 30 kilowattheures, dont le prix est aujourd'hui fixé à 5,22 cents le kilowattheure. Au delà de cette consommation, les consommateurs sont soumis à un deuxième prix, défini actuellement à 6,83 cents le kilowattheure.

  Le gouvernement demande à Hydro-Québec de soumettre à la Régie de l'énergie une nouvelle structure tarifaire, comportant un écart de prix plus important qu'à l'heure actuelle entre les deux paliers, possiblement en augmentant simultanément le seuil actuel de 30 kW par jour, ou instaurant éventuellement un troisième palier, et cela, sans modifier le revenu global de la société d'État. Dans la nouvelle structure tarifaire, le prix correspondant au premier palier serait donc diminué. Une telle modification de la structure tarifaire aurait ainsi pour effet de diminuer la facture d'électricité des petits consommateurs et d'accroître celle des grands consommateurs qui n'auraient pas modifié leurs habitudes de consommation.

  Des mesures seront conçues afin d'éviter que la modification de la structure tarifaire affecte certains grands consommateurs à faibles revenus. Ces mesures seront définies en fonction du scénario tarifaire retenu par la Régie de l'énergie.

L'INTERVENTION EN EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE POUR LES MÉNAGES À FAIBLE REVENU

Depuis 1999, et afin d'apporter une aide aux consommateurs d'énergie à faible revenu, l'Agence de l'efficacité énergétique offre le « Programme d'intervention en efficacité énergétique pour le bénéfice des ménages à budget modeste ». Ce programme, gratuit pour les bénéficiaires, a été significativement bonifié depuis 2003.

- L'Agence propose gratuitement des conseils personnalisés et des services permettant d'améliorer l'efficacité énergétique du logement des ménages les moins fortunés. Les interventions incluent le calfeutrage et la pose d'économiseurs d'énergie.
- Le programme s'applique à l'ensemble du Québec. Il est offert aux ménages dont le revenu annuel est inférieur à un plancher qui varie selon le nombre de personnes composant le ménage (de 20 337 $ pour une personne à 53 821 $ pour sept personnes ou plus). En 2005-2006, plus de 6 000 ménages québécois s'en sont prévalu.
- Le programme comprend l'installation gratuite de thermostats électroniques dans les logements chauffés à partir d'un système de plinthes électriques à contrôle mural.
- Le programme s'applique à toutes les formes d'énergie. Pour ce qui est des ménages chauffant à l'électricité et au gaz naturel, il est en partie financé par Hydro-Québec et les distributeurs gaziers.

De nouvelles améliorations seront apportées à ce programme au cours des prochains mois, notamment en collaboration avec les associations coopératives d'économie familiale (ACEF).

- L'Agence discute actuellement avec le gouvernement fédéral et Hydro-Québec de la possibilité de bonifier le programme actuel. Le gouvernement fédéral et Hydro-Québec ont signifié leur l'intention d'intervenir en faveur des ménages à faible revenu.
- L'Agence compte étendre à tous les ménages à faible revenu les interventions actuellement soutenues par Hydro-Québec et les distributeurs gaziers, et utilisant d'autres formes d'énergie que l'électricité et le gaz naturel pour se chauffer.

- Toujours sur le plan des tarifs d'électricité, le gouvernement souhaite qu'Hydro-Québec implante progressivement au Québec une tarification selon la saison et l'heure d'usage. Le gouvernement demande à Hydro-Québec de présenter une demande à la Régie de l'énergie en ce sens en 2007. Ces propositions ne devront pas avoir pour impact d'augmenter la facture globale de l'ensemble des consommateurs.

  Une telle tarification, déjà en vigueur ailleurs dans le monde, donnerait des outils au consommateur pour mieux contrôler sa facture d'électricité. Elle constituerait sans nul doute un excellent moyen de réduire la demande de pointe.

LES TARIFS À PALIERS, SAISONNIERS ET SELON L'HEURE D'USAGE EN COLOMBIE-BRITANNIQUE ET EN ONTARIO

Le 29 août 2005, la British Columbia Utilities Commission (BCUC) approuvait la requête tarifaire de BC Hydro concernant notamment l'implantation

de tarifs à paliers. Ces tarifs seront disponibles uniquement aux grands consommateurs industriels d'électricité de la province.

- La structure tarifaire adoptée a comme objectif d'être neutre du point de vue des revenus qu'en tire BC Hydro.
- Elle vise à donner le bon signal de prix aux consommateurs et les incite à adopter des mesures de réduction de leur consommation qui pourront avoir pour effet de réduire leur facture d'électricité.
- BC Hydro offrira également aux grands consommateurs un tarif saisonnier hybride, variant selon l'heure d'usage, et reprenant la structure tarifaire de la tarification à paliers.

L'Ontario a aussi instauré une tarification à paliers. En mars 2005, la Commission de l'énergie de l'Ontario annonçait la nouvelle tarification de fourniture d'électricité pour les clients de la province qui sont soumis à des prix réglementés.

- Depuis le 1er novembre 2005, les clients consommant moins de 250 000 kWh par année (résidentiels, commerciaux, petites industries, écoles, églises, hôpitaux et certaines municipalités) sont soumis à une nouvelle tarification à paliers.
- Le tarif à paliers sera en vigueur tant que les clients visés ne pourront avoir accès aux compteurs mesurant la consommation en fonction de l'heure, dont l'installation obligatoire est prévue entre 2006 et 2010.
- Une fois qu'un consommateur sera muni d'un tel compteur, la tarification de la fourniture électrique sera de nouveau modifiée, selon une formule hybride inspirée d'un tarif saisonnier et d'un tarif selon l'heure d'usage, à l'instar de la pratique de BC Hydro.

LA « BONNE ÉNERGIE » AU « BON ENDROIT »

La nouvelle structure tarifaire de l'électricité, davantage progressive, enverra aux consommateurs québécois un meilleur signal de prix lorsqu'ils doivent choisir la source d'énergie qu'ils utiliseront pour se chauffer. Cette nouvelle structure tarifaire incitera ainsi à « utiliser la bonne énergie au bon endroit ». On doit en effet se demander s'il est toujours pertinent de systématiquement se chauffer à l'électricité.

- Le recours à d'autres formes d'énergie, telles le gaz naturel et le mazout, peut contribuer à réduire la pression sur la demande en électricité, particulièrement en période de pointe. De cette façon, le recours à de nouvelles sources de production d'électricité plus coûteuses serait retardé, ce qui procurerait un avantage précieux à l'ensemble des consommateurs.
- Dans le cas du Québec, l'électricité rendue disponible par la substitution au gaz naturel peut être exportée vers l'Ontario ou certains États américains, qui ont recours à des sources plus dommageables pour l'environnement. Plusieurs des gouvernements concernés ont d'ailleurs adopté des objectifs de réduction du recours aux filières les plus polluantes, au profit des énergies renouvelables.

5) RENDRE PLUS AMBITIEUSES LES INITIATIVES EN EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE POUR LE GAZ NATUREL

Comme dans le secteur de l'électricité, les distributeurs de gaz naturel offrent aux consommateurs des programmes visant à leur permettre de mieux utiliser l'énergie. Dans le cas du gaz naturel, ces programmes couvrent une période de trois années et la cible retenue est actuellement de près de 100 millions de mètres cubes à l'horizon 2008.

Le gouvernement considère que l'on doit pouvoir aller plus loin, et cela sera possible dans le cadre du plan d'efficacité énergétique.

- Les programmes actuels de Gaz Métro et de Gazifère seront intégrés au plan d'ensemble en efficacité énergétique, et comporteront des cibles allant jusqu'en 2015.
- La cible d'économies d'énergie sera ainsi révisée à la hausse. Cette cible sera plus que triplée, pour s'établir à 350 millions de mètres cubes.
- La nouvelle réglementation en efficacité énergétique applicable à tous les types de bâtiments neufs, annoncée précédemment, devrait avoir un impact sur la consommation de gaz naturel dans le secteur résidentiel.

LE PLAN GLOBAL EN EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE 2005-2008 ET LE FONDS EN EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE DE GAZ MÉTRO

Le 13 juin 2005, Gaz Métro déposait devant la Régie de l'énergie son *Plan global en efficacité énergétique 2005-2008*. Ce plan triennal a été approuvé par la Régie en septembre 2005.

Le plan comporte une cible qui a été significativement réévaluée par rapport aux plans précédents : dans le nouveau plan, la cible pour la fin de la période triennale (2008) a été fixée à 79,7 millions de mètres cubes par année, comparativement à 43,9 millions de mètres cubes dans le plan 2003-2006 et 25,3 millions de mètres cubes dans le plan 2001-2004.

Le plan précise notamment la vision à long terme de l'entreprise, en matière d'efficacité énergétique. Gaz Métro identifie ainsi les quatre axes autour desquels l'entreprise articule cette vision à long terme. Ces quatre axes sont les suivants :

- intégrer l'efficacité énergétique dans toutes les activités de l'entreprise;
- viser à long terme la transformation de marché;
- viser la pérennité des interventions en efficacité énergétique de concert avec les autres acteurs de la scène énergétique;
- préciser les objectifs d'efficacité énergétique à moyen et long termes lorsque les données le permettent.

Depuis 2000, Gaz Métro a innové en créant un Fonds en efficacité énergétique. Mis en place avec l'approbation de la Régie de l'énergie, ce Fonds permet d'engager des initiatives qui s'ajoutent à celles incluses dans le *Plan global en efficacité énergétique.* Le Fonds est financé à partir d'une fraction des bénéfices que Gaz Métro a obtenus au cours d'une année donnée, au delà du rendement autorisé par la Régie. Ces sommes sont réinvesties dans l'efficacité énergétique, selon un plan d'action défini en partenariat avec neuf représentants des milieux socio-économiques et environnementaux.

Depuis 2003, les activités du Fonds sont définies sur une période triennale. Pour la période 2005-2008, la cible retenue en fin de période, soit 2008, est de 16,1 millions de mètre cubes.

6) RENFORCER LE LEADERSHIP DU SECTEUR PUBLIC

L'État québécois est le plus gros consommateur de produits pétroliers au Québec, en raison de l'importance des besoins à satisfaire dans l'ensemble des bâtiments publics – ce qui inclut bien entendu les réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation – et de la dimension de la flotte de véhicules concernée.

L'État possède ainsi quelque 5 000 bâtiments, dont la facture énergétique dépassait 700 millions de dollars en 2005, et représentait à elle seule près de 3 % de la dépense énergétique totale du Québec.

Pour le gouvernement, il importe que le secteur public montre l'exemple : c'est une question à la fois de bonne gestion et de comportement conformes à l'intérêt général. À cette fin, dans le cadre de la stratégie énergétique, le gouvernement annonce les initiatives suivantes touchant directement le secteur public :

- le gouvernement engage immédiatement l'application d'un plan d'amélioration de la performance énergétique des bâtiments publics. Ce plan comporte un ensemble de mesures qui permettront de réaliser d'importantes économies d'énergie d'ici 2010. Ces mesures visent ainsi à réduire de 10 % la consommation unitaire d'énergie dans les bâtiments contrôlés par la Société immobilière du Québec et par les commissions scolaires. La cible est de 14 % pour les réseaux de l'enseignement supérieur et de la santé et des services sociaux, et de 12 % pour les autres ministères et organismes gouvernementaux;
- la Société immobilière du Québec reçoit le mandat de proposer aux ministères et organismes gouvernementaux les mesures les plus appropriées afin de mieux utiliser l'énergie. Ces mesures seront intégrées dans le plan d'ensemble élaboré par l'Agence de l'efficacité énergétique. La Société immobilière du Québec devra en particulier définir des modalités permettant aux ministères et organismes de bénéficier en partie des économies réalisées;
- le gouvernement met en œuvre également le Plan d'amélioration de la performance énergétique en matière de transport. Ce plan est déjà disponible. L'objectif qui y est retenu est de réduire de 20 % la consommation de carburant des ministères et organismes, d'ici 2010.

Les mesures annoncées renforceront le plan d'ensemble en efficacité énergétique. Comme on le constate, deux d'entre elles sont engagées immédiatement, sans attendre la mise en œuvre de ce plan.

Le gouvernement engage par ailleurs une action particulière vis-à-vis les municipalités. Plusieurs municipalités du Québec ont déjà adopté des politiques et des stratégies visant à mieux utiliser l'énergie. Ces démarches doivent être généralisées, et cela, d'autant plus que les municipalités constituent le palier administratif le plus proche des citoyens et l'un des acteurs majeurs sur le plan territorial.

- L'Agence de l'efficacité énergétique appuiera les municipalités qui le souhaitent dans l'élaboration de plans d'action en efficacité énergétique. Ces plans d'action seront de même nature que celui que le gouvernement définit pour le secteur public placé directement sous son autorité. Les plans viseront la gestion efficace des immeubles et des équipements, une meilleure utilisation des flottes de véhicules ainsi que l'éducation des citoyens et leur sensibilisation aux bénéfices dont il est possible de profiter en étant plus efficace sur le plan énergétique.
- Le gouvernement entend inciter les MRC et les municipalités à faire en sorte que l'évaluation des coûts énergétiques constitue un élément important pris en compte lors de la définition des plans d'aménagement du territoire et des plans d'urbanisme. Là aussi, l'Agence de l'efficacité énergétique offrira son appui aux MRC et aux municipalités qui le souhaitent.

LE PLAN D'ACTION DU GOUVERNEMENT POUR LE SECTEUR PUBLIC

En matière d'efficacité énergétique, le gouvernement entend montrer l'exemple en mettant en œuvre un plan d'amélioration de la performance énergétique du secteur public. Ce plan comportera trois volets, visant respectivement les bâtiments publics, le transport gouvernemental et les achats de biens et services. L'Agence de l'efficacité énergétique rendra compte annuellement des progrès accomplis dans son rapport de gestion déposé à l'Assemblée nationale.

- Pour ce qui est des bâtiments publics, le plan d'action comprendra deux axes d'intervention :
  - pour les bâtiments existants, l'Agence de l'efficacité énergétique collaborera avec la Société immobilière du Québec, les réseaux et les autres ministères et organismes en adoptant une approche globale, combinant les mesures à court et à long termes afin de réduire la facture d'énergie par des investissements rentables.

    Des cibles de réduction de la consommation unitaire ont été retenues, en fonction de l'ampleur des efforts à consentir (cibles à atteindre en 2010, par rapport à 2003). Les cibles sont les suivantes :
    - Société immobilière du Québec – 10 %
    - Réseau de l'éducation :
      commissions scolaires – 10 %
      enseignement supérieur
      (cégeps et universités) – 14 %
    - Réseau de la santé et des services sociaux – 14 %
    - Autres ministères et organismes gouvernementaux – 12 %
  - pour ce qui est des bâtiments neufs (nouvelles constructions, agrandissements ou rénovations majeurs), le gouvernement adoptera des normes de performance énergétique supérieures aux normes définies dans le *Code modèle national de l'énergie dans les bâtiments.*
- Dans le cas du transport gouvernemental, le gouvernement vise à ce que les ministères et organismes réduisent leur consommation globale de carburant de 20 % d'ici 2010, par rapport au niveau de 2003. L'Agence de l'efficacité énergétique établira des cibles par ministère et diffusera un « guide de bonnes pratiques énergétiques et environnementales dans le transport gouvernemental », ce guide concernant à la fois l'achat des véhicules et leur conduite ainsi que les déplacements d'affaires.
- Le plan d'amélioration de la performance énergétique touchera également la politique d'achat du gouvernement. Le gouvernement privilégiera l'achat d'équipements « Energy Star » ainsi que le recours à des équipements et installations offrant la meilleure performance énergétique. Pour les équipements plus sophistiqués, des analyses coût-bénéfice du volet énergétique seront systématiquement effectuées.

Initiatives d'amélioration de la performance énergétique : appui et reconnaissance

Pour soutenir et encourager les initiatives des gestionnaires et des élus du secteur public québécois, le gouvernement appuiera la réalisation de projets d'amélioration de la performance énergétique des bâtiments ou des installations :

- des institutions d'enseignement;
- du réseau de la santé et des services sociaux.

Les initiatives et gestes novateurs en matière d'amélioration de l'efficacité énergétique feront l'objet d'un programme en deux volets.

Les projets seront approuvés par le gouvernement, en collaboration avec l'Agence de l'efficacité énergétique. Afin de constituer les bases nécessaires au fonctionnement de ce programme d'économie d'énergie, un montant total de 20 millions de dollars par année, pendant 10 ans, y sera alloué. Ces sommes s'ajouteront à l'enveloppe prévue dans le cadre de la politique gouvernementale de maintien des actifs.

La formule de financement retenue permettra aux responsables des bâtiments et des installations des institutions d'enseignement et du réseau de la santé de mettre à profit leur leadership en matière d'efficacité énergétique. Les économies générées par ces investissements seront conservées par les établissements des réseaux.

Par ailleurs, dans le cas des institutions d'enseignement, un prix reconnaissance sera octroyé aux écoles qui auront mis à contribution leurs élèves. Les organisations primées bénéficieront d'une reconnaissance publique en tant qu'organisme énergétiquement responsable et socialement impliqué.

COHÉRENCE ET VOLONTÉ D'AGIR

Comme on le constate, le gouvernement engage des initiatives caractérisées par la cohérence et la volonté d'agir, afin d'améliorer l'utilisation que nous faisons de l'énergie.

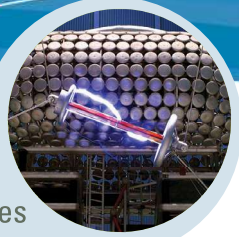
- La démarche retenue et les mesures annoncées rejoignent les demandes formulées lors de la consultation.
- Elles vont constituer une contribution majeure à la stratégie québécoise à l'égard des changements climatiques et à l'atteinte des objectifs du Protocole de Kyoto à l'échelle du nord-est de l'Amérique du Nord.
- Elles permettront au Québec de confirmer son rôle de leader en matière de développement durable, tout en renforçant notre compétitivité.

Les cibles d'économies d'énergie retenues sont exigeantes. Pour la première fois, des cibles spécifiques sont définies pour ce qui concerne les économies à réaliser dans le secteur des produits pétroliers.

Les moyens retenus sont à la mesure des objectifs identifiés. Ces moyens sont mis en œuvre en respectant le principe de l'imputabilité et sans créer de nouvelles structures.

Au total, le gouvernement engage une action qui va couvrir une décennie, afin d'inciter tous les décideurs en la matière à faire les bons choix et à adopter les bons comportements. En 2015, le Québec devrait ainsi être en mesure d'économiser 2,5 milliards de dollars annuellement sur sa facture énergétique et d'éviter l'émission de 9,4 millions de tonnes de gaz à effet de serre.

L'innovation est la clef pour maîtriser les enjeux énergétiques du futur.



INNOVER EN ÉNERGIE

DE NOUVELLES TECHNOLOGIES ÉNERGÉTIQUES, POUR PRÉPARER L'AVENIR

L'innovation est, à bien des égards, la clef de l'amélioration de notre performance en matière énergétique. Son rôle est encore plus crucial pour les nouvelles technologies énergétiques : l'innovation constitue, dans ce cas, la condition même du succès et des développements à venir.

De nouvelles technologies énergétiques sont l'objet d'importants efforts d'innovation et de recherche et développement, au Québec comme dans l'ensemble du monde. Ces nouvelles filières énergétiques, dites émergentes, commencent déjà à contribuer à la satisfaction de nos besoins. Elles deviennent davantage performantes, moins coûteuses, et représentent ainsi un substitut de plus en plus intéressant aux sources d'énergie traditionnelles.

Les nouvelles technologies énergétiques s'inscrivent dans l'avenir : à un terme plus ou moins éloigné, elles permettront de remplacer les sources d'énergie traditionnelles, celles dont les gisements sont de plus en plus rares et coûteux à exploiter. Le Québec a tout intérêt à investir dans leur développement et leur diffusion, afin de donner un coup de pouce au développement des filières énergétiques pour lesquelles nous disposons de réels avantages comparatifs, et de valoriser ainsi davantage les atouts dont nous bénéficions.

Avec la nouvelle stratégie énergétique, le gouvernement parie résolument sur l'innovation en énergie et sur la recherche et développement dans le secteur énergétique, afin d'accélérer le recours aux technologies qui représentent pour nous le plus d'intérêt. Ici aussi, les choix du gouvernement portent prioritairement sur les énergies renouvelables.

Les technologies auxquelles on fait ici référence concernent principalement la mise au point de carburants renouvelables, la géothermie, le solaire passif et actif et l'hydrogène. Dans chacun des cas, il s'agit de technologies dont le potentiel est particulièrement intéressant pour le Québec.

LES PRIORITÉS D'ACTION

1) Adopter un nouveau cadre financier et institutionnel pour renforcer l'appui à l'innovation
2) Développer une filière québécoise des carburants renouvelables
3) Soutenir la géothermie et l'énergie solaire
4) Préparer l'avenir avec l'hydrogène
5) Favoriser l'initiative privée par une réglementation incitative

Quelle que soit la technologie considérée, le défi à relever est de même nature : des progrès ne seront obtenus et des résultats atteints que dans la mesure où des investissements suffisants sont consacrés à l'innovation, à la recherche et développement et à la démonstration, qu'ils sont effectués de façon soutenue et qu'ils correspondent à une vision claire des domaines où les priorités doivent porter.

LES PRIORITÉS D'ACTION

Afin d'accélérer la mise en valeur des nouvelles technologies énergétiques et de tirer pleinement parti des potentiels déjà existants, le gouvernement privilégie les cinq priorités d'action suivantes :

1) mettre en place un nouveau cadre financier et institutionnel afin de bâtir un plan d'ensemble et favoriser un appui renforcé à l'innovation;

2) adopter une démarche spécifique visant le développement d'une filière québécoise des carburants renouvelables;

3) soutenir la géothermie et l'énergie solaire;

4) préparer l'avenir avec l'hydrogène;

5) moderniser la réglementation actuelle, pour permettre aux particuliers comme aux entreprises d'investir dans les nouvelles technologies.

1) UN PLAN D'ENSEMBLE ET UN APPUI RENFORCÉ À L'INNOVATION

Dans le domaine des nouvelles technologies énergétiques, le Québec est déjà très présent. Des centres de recherche mondialement réputés consacrent une partie de leurs activités à la mise au point de technologies adaptées à nos besoins et à nos ressources. Des entreprises privées investissent également dans le développement de nouvelles technologies énergétiques. Tous ces efforts sont soutenus par des mesures fiscales et des programmes de soutien à la recherche et développement qui sont parmi les plus généreux au monde.

On évalue actuellement à environ 10 millions de dollars annuellement les investissements consentis au Québec dans le domaine des nouvelles technologies énergétiques, ce chiffre n'incluant donc pas les investissements consentis dans les énergies davantage établies. Il s'agit d'un montant important, qui ne représente cependant qu'une toute petite part de la dépense énergétique du Québec, évaluée à près de 25 milliards de dollars annuellement.

Les sommes consacrées à la mise au point des nouvelles technologies énergétiques doivent être augmentées à terme, si l'on veut obtenir des résultats significatifs et rapides dans les domaines les plus prometteurs. Il faut surtout que le financement de l'innovation et de la recherche et développement dans les nouvelles technologies énergétiques soit davantage garanti, plus constant, et qu'il s'appuie sur une vision globale des directions vers lesquelles faire porter les efforts.

Pour aller plus loin et préparer l'avenir, le gouvernement définit donc un nouveau cadre financier et institutionnel concernant le soutien à apporter aux nouvelles technologies énergétiques :

- le gouvernement élargit le mandat et la mission de l'Agence de l'efficacité énergétique;
- l'Agence se voit confier l'élaboration et la mise en œuvre de programmes d'aide aux nouvelles technologies énergétiques;
- le gouvernement entend améliorer la concertation et la mise en réseau des activités de recherche et de développement.

Une mission élargie pour l'Agence de l'efficacité énergétique

Le gouvernement élargit la mission confiée à l'Agence de l'efficacité énergétique en l'étendant aux nouvelles technologies énergétiques. La nouvelle mission de l'Agence sera inscrite dans sa loi.

Dorénavant, l'Agence de l'efficacité énergétique, dont la dénomination pourrait ainsi changer, aura pour mission d'assurer la promotion et le développement des nouvelles technologies énergétiques, en plus des mandats qu'elle assume déjà. Comme dans le cas de l'efficacité énergétique, cette promotion devra être

assurée pour toutes les formes d'énergie, dans tous les secteurs d'activité et au bénéfice de l'ensemble des régions du Québec.

Les interventions de l'Agence prendront essentiellement trois formes :

- l'Agence apportera un soutien financier aux entreprises et aux groupes de recherche investissant dans l'innovation et le développement technologique en énergie;
- l'Agence concevra et mettra en application des programmes d'information et de promotion des nouvelles technologies énergétiques;
- l'Agence identifiera les obstacles à la diffusion des nouvelles technologies énergétiques de nature réglementaire et fiscale. Elle proposera au gouvernement des moyens de les lever.

Le nouveau mandat confié à l'Agence rapprochera davantage l'organisme québécois de la New York State Energy Research and Development Authority (NYSERDA), active à la fois dans les domaines de l'efficacité énergétique et des nouvelles technologies énergétiques. Les deux agences entretiennent déjà des liens de collaboration, qui pourront ainsi être renforcés.

LA NEW YORK STATE ENERGY RESEARCH AND DEVELOPMENT AUTHORITY (NYSERDA)

La New York State Energy Research and Development Authority (NYSERDA) est une agence dont la mission est de promouvoir à la fois l'efficacité énergétique et les nouvelles technologies énergétiques. Elle a été créée en 1975 par l'État de New York.

La NYSERDA a recours à l'innovation et à la technologie pour résoudre les problèmes énergétiques et environnementaux particulièrement difficiles à surmonter, avec pour objectif d'améliorer la performance économique de l'État de New York.

- L'un des principaux mandats de NYSERDA est de gérer le programme « New York Energy $mart », qui offre de l'aide à des initiatives en matière d'efficacité énergétique, de recherche et développement et de protection de l'environnement. Ce programme inclut des aides aux ménages à faible revenu.
- La NYSERDA offre des aides financières à des entreprises et à des centres de recherche qui investissent dans les nouvelles technologies énergétiques. Il s'agit pour l'essentiel d'énergies renouvelables, tels le solaire, la biomasse, la géothermie ou l'hydrogène.

En vertu des décisions de la Régie des services publics de l'État de New York, la NYSERDA est principalement financée par un prélèvement sur les ventes aux consommateurs d'électricité.

Des programmes d'aide aux nouvelles technologies énergétiques

Il importe pour le gouvernement que l'aide apportée aux nouvelles technologies énergétiques soit définie dans le cadre d'une vision cohérente et intégrée, dont le financement et l'application seront déterminés selon les mêmes principes que ceux retenus pour l'efficacité énergétique.

L'Agence de l'efficacité énergétique reçoit donc le mandat de concevoir et de proposer des programmes de soutien à l'innovation technologique à la Régie de l'énergie dans le cadre de son plan d'ensemble en efficacité énergétique.

- Une fois adoptés, les programmes d'aide aux nouvelles technologies seront donc mis en œuvre par l'Agence sous la surveillance de la Régie de l'énergie.
- Le montant du financement et ses modalités seront définis par la Régie de l'énergie lors de l'examen du plan d'ensemble en efficacité énergétique.

Le gouvernement vise à ce que le plan de soutien aux nouvelles technologies énergétiques permette la mise en œuvre de programmes et initiatives représentant une aide annuelle supplémentaire d'environ 10 millions de dollars, y compris l'aide apportée à l'innovation dans le secteur de l'efficacité énergétique. En tenant compte de l'effet de levier de tels soutiens, les investissements qui en résulteront pourraient atteindre au moins 40 millions de dollars, soit quatre fois plus qu'à l'heure actuelle.

Conformément au mandat confié à l'Agence, le plan comprendra à la fois un appui financier aux entreprises et aux groupes de recherche et des programmes d'information et de promotion des nouvelles technologies énergétiques.

- Pour ce qui est du soutien aux entreprises et groupes de recherche, l'Agence de l'efficacité énergétique appuiera prioritairement les projets de développement et de démonstration.
- Le soutien aux nouvelles technologies énergétiques comprendra un volet destiné à mieux faire connaître les nouvelles technologies énergétiques, afin d'en accroître l'utilisation.

  Le recours aux nouvelles technologies énergétiques est souvent freiné par des problèmes liés à la diffusion de l'information : les consommateurs sont peu ou pas renseignés sur les possibilités existantes des nouvelles filières énergétiques et les gains dont ils pourraient ainsi profiter pour réduire leur facture énergétique.
- Comme dans le cas de l'efficacité énergétique, l'Agence identifiera par ailleurs les initiatives de nature réglementaire susceptibles d'accroître la contribution des nouvelles technologies énergétiques aux besoins en énergie du Québec.

La concertation et la mise en réseau des activités de recherche

Au Québec, plusieurs groupes et centres de recherche consacrent déjà une partie ou la totalité de leurs activités au développement de nouvelles technologies énergétiques. Ces activités sont trop souvent menées isolément les unes des autres.

Le gouvernement souhaite renforcer les efforts de recherche et d'innovation déjà consentis par la mise en place d'un réseau reliant entre elles ces équipes. Ce réseau, animé par l'Agence de l'efficacité énergétique, aura pour mission de faciliter la circulation de l'information entre les principaux organismes de recherche et les entreprises des secteurs public et privé intervenant dans l'innovation et le développement des nouvelles technologies énergétiques.

- À la différence des centres de recherche traditionnels, le réseau n'exigera aucune dépense d'immobilisation. Son existence et sa mission seront en effet axées sur des activités de concertation, et non sur la réalisation concrète de projets.
- Le réseau permettra de faciliter le transfert technologique vers les entreprises. Il assurera un maillage universités-entreprises qui fait parfois défaut.

2) DÉVELOPPER UNE FILIÈRE QUÉBÉCOISE DES CARBURANTS RENOUVELABLES

On a déjà fait référence au rôle que les carburants renouvelables seront amenés à jouer au cours des prochaines années, afin de réduire notre dépendance par rapport aux produits pétroliers. Le Québec compte sur deux carburants renouvelables à cette fin, l'éthanol-carburant et le biodiesel. Dans les deux cas, les possibilités sont très stimulantes, les défis à relever n'étant cependant pas du même ordre.

- Dans le cas de l'éthanol-carburant, certaines technologies de production sont déjà au point et opérationnelles, que l'on fasse référence à la transformation de la canne à sucre au Brésil ou à l'utilisation du maïs-grain en Amérique du Nord. Avec la mise en production de l'usine de Varennes, le Québec deviendra un important producteur d'éthanol dès 2007 à partir du maïs-grain.

  Cette filière ne se prête cependant pas à un accroissement marqué de la production d'éthanol au Québec, en raison notamment de l'absence de surplus disponibles. Le gouvernement souhaite donc appuyer le développement d'une filière spécifiquement québécoise, permettant de valoriser les résidus forestiers et agricoles ainsi que les déchets urbains.

- Pour ce qui est du biodiesel, le défi est plutôt d'accélérer la diffusion et la pénétration de ce produit sur le marché québécois.

L'éthanol-carburant : un potentiel à développer davantage

L'utilisation de l'éthanol-carburant pour faire fonctionner les automobiles n'a rien de nouveau. Au début du XX^{e} siècle, Henry Ford avait conçu le fameux modèle T pour utiliser de l'éthanol-carburant. Il s'agissait en effet d'une source d'énergie propre et performante, très bien adaptée à l'automobile. En homme d'affaires avisé, Henry Ford a toutefois rapidement constaté que l'industrie naissante du pétrole allait fournir un carburant nettement plus économique, bien qu'il soit moins propre et moins performant. La relation automobile-pétrole était née.

Un siècle plus tard, les produits pétroliers demeurent les carburants privilégiés pour les véhicules automobiles. Le prix croissant du pétrole et des préoccupations grandissantes quant à la qualité de l'environnement ont cependant favorisé un retour de l'éthanol-carburant.

L'éthanol est un alcool obtenu à partir de la biomasse, et qui peut être mélangé à l'essence conventionnelle dans des proportions variant entre 5 % et 85 %. L'éthanol permet de remplacer une quantité équivalente d'essence et peut être utilisé par les moteurs traditionnels sans aucune modification jusqu'à une teneur de 10 %. Au delà de 22 % en éthanol, le mélange obtenu ne peut être employé que dans des moteurs spécialement conçus à cette fin. Sur le plan technologique, les obstacles à la distribution et à l'utilisation de l'éthanol ont donc été graduellement levés.

Les technologies de production de l'éthanol-carburant sont largement utilisées dans certains pays. C'est ainsi qu'en 2005, le Brésil et les États-Unis ont respectivement produit 16 et 16,2 milliards de litres d'éthanol, obtenus à partir de canne à sucre dans le cas du Brésil et de céréales, surtout du maïs-grain, pour ce qui est des États-Unis. Selon la matière première et la technologie utilisées, le rendement varie de 300 à 500 litres d'éthanol obtenu par tonne sèche de biomasse traitée.

Au Québec, environ 10 millions de litres d'éthanol sont déjà utilisés annuellement dans l'essence, ce qui permet de réduire d'autant notre consommation de produits pétroliers. D'ici 2007, la consommation québécoise d'éthanol va être multipliée par douze, avec la mise en production de l'usine située à Varennes. L'éthanol qui y sera produit sera mélangé à de l'essence conventionnelle dans une proportion d'environ 5 % : cela signifie qu'en 2007, l'usine de Varennes permettra de fournir deux milliards quatre cent millions de litres d'essence « éthanolée », ce qui représente 30 % de la consommation annuelle d'essence du Québec.

L'ÉTHANOL-CARBURANT ET LE CYCLE DU CARBONE

Un carburant renouvelable

Tout comme le pétrole, le gaz naturel ou le charbon qui ont mûri dans le sous-sol terrestre pendant des centaines de millions d'années, l'éthanol tient son énergie de la biomasse dont la propre croissance est alimentée par l'énergie du soleil. La filière de production d'éthanol fonctionne cependant beaucoup plus rapidement que la machine géologique. C'est ainsi que l'on peut considérer l'éthanol comme une énergie renouvelable puisqu'il est possible de récolter la biomasse à partir de laquelle l'éthanol est produit à un rythme qui permet son continuel renouvellement.

L'éthanol-carburant permet de réduire les émissions de gaz à effet de serre du secteur des transports

La production de biomasse en vue de sa transformation en éthanol-carburant présente également un avantage en termes de réduction des émissions de gaz à effet de serre. La réaction de photosynthèse qui permet aux plantes de capter et d'accumuler l'énergie solaire sous forme de matière organique repose sur l'absorption du bioxyde de carbone présent dans l'air. C'est ainsi que malgré les émissions produites lors de la production de la biomasse, de sa transformation en éthanol-carburant et de la combustion de celui-ci, la filière éthanol conduit à une importante réduction nette des émissions de gaz à effet de serre, comparativement à la combustion de carburants fossiles comme l'essence.

Cela est cependant moins vrai lorsque l'éthanol est produit à partir du maïs-grain, qui requiert des méthodes de cultures intensives ainsi que l'utilisation d'engrais chimiques à forte teneur en énergie. Les technologies les plus récentes devraient cependant nous permettre de produire efficacement de l'éthanol à partir de la cellulose contenue dans certains résidus agricoles (dont la paille) et dans les déchets de bois ou autres produits forestiers. Cette nouvelle filière de production utilise moins d'hydrocarbures que celle du maïs-grain et présente donc un meilleur bilan en termes de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Deux défis à relever pour atteindre la cible de 5% d'éthanol en 2012

À partir de 2007, l'éthanol produit au Québec représentera 1,5% de la demande totale d'essence. Le gouvernement vise à multiplier par trois cette performance d'ici 2012, avec 5% d'éthanol dans l'ensemble de la consommation d'essence au Québec. Toutefois, pour y arriver, le gouvernement ne souhaite pas recourir à la production d'éthanol à partir du maïs-grain, mais plutôt s'appuyer sur une autre filière de production – celle qui permet de produire de l'éthanol à partir des résidus forestiers et agricoles ainsi que des déchets urbains.

- La mise en production de l'usine de Varennes constitue une étape majeure dans la promotion de l'éthanol-carburant, puisqu'elle permet d'établir des modes de distribution de ce carburant renouvelable, tout en remplaçant dès 2007 1,5% de l'essence d'origine pétrolière consommée au Québec.
- Le gouvernement veut aller encore plus loin et passer à l'étape suivante, soit porter à 5% la part de l'éthanol dans l'ensemble des ventes de carburants.
- Cet objectif ne pourra être atteint qu'à condition d'utiliser une autre filière, celle employant comme matière première la cellulose obtenue à partir des résidus forestiers et agricoles ainsi que des déchets urbains.

L'OUEST CANADIEN ET L'OUEST AMÉRICAIN OPTENT POUR L'ÉTHANOL-CARBURANT PRODUIT À PARTIR DU MAÏS-GRAIN

Plusieurs États du Midwest américain et plusieurs provinces de l'Ouest canadien se sont dotés de réglementations exigeant une teneur moyenne de 5% d'éthanol dans l'essence vendue sur leur territoire, d'ici 2007 à 2010.

La cible est identique à celle retenue par le gouvernement du Québec, avec un horizon de réalisation plus rapproché, ce qui s'explique par la technologie retenue. Ces États et ces provinces ont en effet choisi de privilégier la production d'éthanol à partir de céréales comme le maïs, le blé ou l'orge, en raison des surplus dont ils disposent.

Les technologies en cause sont opérationnelles. Pour le Québec toutefois, il est à la fois plus rentable économiquement et plus acceptable sur le plan environnemental de choisir une filière fondée sur l'exploitation des résidus forestiers, agricoles et urbains, même si des progrès technologiques devront être effectués à cette fin.

Les situations sont différentes d'une région du Canada à l'autre et une approche pancanadienne qui imposerait une norme uniforme partout au Canada serait inacceptable.

- Le premier défi de taille à relever sera de perfectionner les technologies de valorisation des résidus forestiers et agricoles et des déchets urbains. La Colombie-Britannique et l'État de New York font face à une problématique semblable, et des partenariats technologiques pourraient être envisagés.
- Le deuxième défi à relever est celui de l'identification des sources potentielles d'approvisionnement. Il faut déterminer quelles matières cellulosiques seront disponibles, à quel prix et selon quelles modalités.

Relever le défi technologique

Le potentiel et les avantages d'une filière québécoise de l'éthanol cellulosique sont extrêmement stimulants. On ne doit cependant pas sous-évaluer les défis technologiques qui restent à relever. Le soutien à l'éthanol-carburant et à la mise au point d'une filière de production québécoise sera donc au centre du plan de soutien aux nouvelles technologies énergétiques conçu par l'Agence de l'efficacité énergétique.

- Des équipes québécoises travaillent déjà à la valorisation de la biomasse sous la forme de production d'éthanol-carburant. Ces équipes seront appuyées et soutenues.

  Les travaux de recherche ont fait l'objet de soutiens importants de la part du gouvernement du Québec dans le passé. Ils ont atteint un stade d'avancement suffisant pour que l'on puisse passer bientôt du stade du laboratoire à l'étape de projet de démonstration à une échelle pré-commerciale.

  Le gouvernement souhaite donc faire en sorte qu'une **usine de démonstration** soit lancée au cours de 2007. L'usine de démonstration pourrait entrer en activité vers 2008, de telle sorte que la technologie de valorisation de la biomasse pourrait être au point à l'horizon 2010 et des usines de production opérationnelles à l'horizon 2012.
- Il importe de poursuivre et d'approfondir les travaux de recherche sur cette filière québécoise de production de l'éthanol-carburant. Un autre moyen d'y parvenir consistera en la création d'une **chaire de recherche universitaire** consacrée spécifiquement aux travaux concernant cette question. Le gouvernement souhaite que l'Agence de l'efficacité énergétique entame des discussions à cette fin avec les universités intéressées. Le financement pourrait être assuré de façon conjointe avec le gouvernement fédéral, l'appui québécois étant défini dans le cadre du plan de soutien aux nouvelles technologies énergétiques.

Préciser les sources potentielles d'approvisionnement

- Outre l'obstacle technologique, il est clair que le développement d'une filière éthanol proprement québécoise ne pourra se faire sans que des conditions d'approvisionnement stables et concurrentielles n'aient été définies.
- Le potentiel théorique est considérable : à titre d'exemple, on estime à 5 millions de tonnes par année la production annuelle de la seule biomasse forestière résiduelle, à partir des parterres de coupe et du bois non commercialisable. Entièrement récupéré, ce potentiel permettrait en théorie de produire jusqu'à 1,6 milliard de litres d'éthanol, soit 20 % de la consommation annuelle d'essence du Québec.
- L'exploitation d'une fraction de ce potentiel fournirait des revenus d'appoint aux entreprises forestières, renforcerait un secteur d'activité stratégique pour l'ensemble du Québec et créerait des emplois et de la richesse en région.
- Un potentiel intéressant existe aussi pour les déchets municipaux car ceux-ci contiennent en moyenne plus de 60 % de matière organique susceptible de contribuer à la production d'éthanol. La valorisation de ces déchets permettrait d'éviter de recourir à des sites d'enfouissement qui sont, par ailleurs, de plus en plus coûteux et soumis à des contraintes de disponibilité.
- Le gouvernement mettra donc en place un comité de travail dont le mandat sera d'évaluer et de préciser les sources d'approvisionnement potentielles en matières premières. Ce comité identifiera également le modèle d'affaires le plus à même de maximiser les retombées économiques de cette nouvelle filière. Le comité sera composé de représentants de l'Agence de l'efficacité énergétique, de l'industrie forestière, des milieux municipaux et agricoles ainsi que de certains spécialistes et intervenants dans le domaine, y compris des chercheurs de la future chaire de recherche en biocarburants.

  A priori, on peut déjà estimer que plusieurs usines réparties sur l'ensemble du territoire québécois permettront de minimiser les coûts de transport, tout en maximisant les retombées en région. De telles usines pourraient être graduellement implantées à partir de 2010, lorsque les résultats de l'usine pilote seront connus.
- Toujours dans la problématique de l'approvisionnement en matières premières, certaines équipes de recherche québécoises travaillent à évaluer la sylviculture à courte rotation visant à produire de la fibre à pâtes et de la biomasse à des fins énergétiques comme la production d'éthanol-carburant. C'est le cas notamment à l'Institut de recherche en biologie végétale (IRBV) de l'université de Montréal et au Resource Efficient Agricultural Production (REAP) à Sainte-Anne-de-Bellevue. Les essences à croissance rapide mises à l'essai sont le peuplier, le saule hybride et le panic érigé.

  Le gouvernement suit de près les développements technologiques de cette filière afin de voir s'il serait possible d'utiliser économiquement ce type de biomasse en remplacement des grains ou céréales pour la production de bioéthanol, et, le cas échéant, d'en favoriser le développement au Québec.

Aller plus loin : le concept de « bio-raffinerie »

L'une des filières sur lesquelles travaillent des chercheurs québécois, faisant notamment appel aux procédés biotechnologiques, pourrait par ailleurs permettre d'aller encore plus loin que la production d'éthanol, en passant au concept des « bio-raffineries ».

Les « bio-raffineries » seraient de véritables raffineries, qui pourraient être situées à proximité d'usines de pâtes et papiers, et utilisant la matière première disponible pour produire de l'éthanol ainsi qu'une gamme de produits dérivés, notamment des produits de base pour l'industrie pharmaceutique et chimique.

Les raffineries conventionnelles produisent à partir du pétrole davantage que des carburants ou du mazout : elles fournissent des bases pétrochimiques qui permettent d'augmenter considérablement la valorisation du pétrole brut traité. De la même manière, les

« bio-raffineries » fourniraient, en plus de l'éthanol, des « co-produits » de grande valeur permettant de valoriser davantage la matière cellulosique, et de réduire ainsi le coût de revient de production de l'éthanol-carburant.

L'implantation de « bio-raffineries » en région créerait de la richesse et des emplois. Le savoir-faire québécois pourrait être exporté dans d'autres pays du monde, intéressés également à valoriser davantage les résidus forestiers et agricoles et les déchets urbains.

Le biodiesel : accélérer la pénétration

Le biodiesel est l'autre carburant renouvelable dont le gouvernement souhaite favoriser l'utilisation, en remplacement des produits pétroliers.

Le biodiesel est généralement produit à partir d'huiles végétales usées ou de gras animal récupéré, des produits normalement destinés aux sites d'enfouissement, où ils se dégradent en produisant un gaz à effet de serre, le méthane. Utilisé comme carburant, le biodiesel permet une meilleure combustion que le diesel produit à partir du pétrole. Il libère alors une moins grande quantité de composés organiques, de particules fines et d'hydrocarbures non brûlés que le diesel régulier, ce qui contribue à réduire le smog.

Comme tous les carburants contenant du carbone, le biodiesel produit des gaz à effet de serre en brûlant. D'après les dispositions du Protocole de Kyoto, et dans la mesure où le biodiesel remplace des combustibles fossiles, ces gaz à effet de serre ne sont pas comptabilisés puisque le biodiesel provient d'une ressource renouvelable.

La technologie de production du biodiesel est opérationnelle. Depuis 2005, une usine située à Ville-Sainte-Catherine produit 35 millions de litres de biodiesel par année. Il s'agit de la première usine de cette nature au Canada. Sa production est exportée aux États-Unis et en Ontario. Au Québec, le secteur des autobus urbains et scolaires constitue un marché particulièrement adapté à ce carburant.

Cependant, plusieurs difficultés doivent encore être surmontées avant d'assurer une véritable diffusion du biodiesel au Québec.

- Sur le marché québécois, l'utilisation du biodiesel est entravée par l'absence d'arrimage entre les producteurs et les utilisateurs. Il n'existe pas au Québec d'entreprise prenant en charge la préparation des mélanges que les sociétés de transport en commun pourraient acheter.
- Sur le plan technique, l'utilisation du biodiesel en climat froid exige des précautions particulières, lors du stockage et de la distribution. On doit ainsi mettre au point des additifs garantissant une utilisation efficace et fiable du biodiesel, même par grands froids.
- Toujours sur le plan technique, il faut assurer la standardisation du produit. La mise en marché du produit suppose en effet que sa qualité est comparable à celle du carburant diesel actuellement utilisé dans les moteurs. La diversité des sources d'huiles végétales et animales employées pour produire le biodiesel constitue à cet égard une contrainte dont on ne doit pas minimiser l'importance.
- Sur le plan économique, la rentabilité de la filière pourrait être améliorée en développant de nouveaux marchés pour la glycérine, qui constitue un produit secondaire obtenu avec les procédés actuels.

Afin d'améliorer les procédés techniques permettant la production de biodiesel, l'Agence de l'efficacité énergétique définira les programmes appropriés dans le cadre du plan de soutien aux nouvelles technologies énergétiques.

Sur le plan fiscal, le gouvernement met en œuvre et élargit les mesures suivantes.

- Le crédit d'impôt remboursable pour la production et la mise en marché d'éthanol au Québec est accordé depuis le 1er avril 2006. Tel qu'indiqué en mars 2005, ce crédit d'impôt est calculé en fonction du prix moyen mensuel du pétrole brut. Il bénéficiera pour une période maximale de dix ans aux sociétés

admissibles produisant et mettant en marché de l'éthanol au Québec. Le gouvernement confirme ainsi son soutien à la production et à la mise en marché d'éthanol-carburant au Québec.

- Dans le *Discours sur le budget 2005-2006,* le gouvernement avait décidé de rembourser aux transporteurs en commun la taxe sur les carburants payée sur le biodiesel. Le 23 mars 2006, le ministre des Finances a annoncé l'extension de ce remboursement à tous les consommateurs qui font l'acquisition de biodiesel pour se transporter.

Les carburants renouvelables dans l'intérêt du Québec

Les intérêts pour le Québec sont donc considérables et multiples.

- En accroissant l'utilisation de carburants renouvelables, nous réduirons notre dépendance par rapport aux produits pétroliers importés tout en créant des emplois au Québec.
- Le remplacement d'une partie de carburants conventionnels, essence et diesel, par des carburants renouvelables émettant moins de gaz à effet de serre, améliorera notre performance en termes de développement durable et contribuera à l'atteinte des objectifs de Kyoto.
- La filière d'éthanol-carburant à partir de la biomasse présente au Québec permettra de renforcer les secteurs forestier et agricole, contribuera à apporter une solution au problème de la gestion des déchets municipaux et stimulera l'économie des régions ressources.

3) SOUTENIR LA GÉOTHERMIE ET L'ÉNERGIE SOLAIRE

Les technologies permettant de valoriser la géothermie et le solaire passif sont bien connues et largement maîtrisées. Il reste cependant des obstacles d'ordre économique à leur diffusion. Les programmes élaborés par l'Agence de l'efficacité énergétique dans le cadre du plan d'ensemble devraient permettre d'en accélérer la pénétration.

La géothermie : investir, informer

La géothermie recouvre un grand nombre de technologies permettant d'utiliser la température du sol ou des masses d'eau à des fins énergétiques.

- Au Québec, la géothermie la plus facilement accessible provient de la chaleur contenue à l'état naturel dans les zones peu profondes du sol, dans la nappe phréatique et dans les plans d'eau.

  À partir de quelques mètres de profondeur, le sol bénéficie en effet d'une température qui demeure relativement constante, de 5 à 10° C, tout au long de l'année. Il en est de même de la température des plans d'eau qui se maintient à 4° C toute l'année, dans les zones les plus profondes. Il est donc possible d'utiliser les différences de température entre l'air ambiant et les masses d'eau ou le sol pour récupérer de l'énergie utilisable aussi bien pour produire de la chaleur que du froid.
- Cette forme d'énergie étant relativement diffuse, on la concentre au moyen de pompes à chaleur. Les technologies utilisées sont assez semblables à celles auxquelles on fait appel pour chauffer et climatiser les résidences et autres bâtiments à partir de l'échange de chaleur avec l'air ambiant.

Au Québec, et malgré les économies qu'il est ainsi possible d'effectuer, le recours aux pompes à chaleur géothermiques se heurte à un problème de rentabilité : le coût d'installation de cette technologie est relativement élevé, puisqu'il est le double d'un appareil de chauffage central. En raison du prix relativement faible de l'énergie, la période de recouvrement de l'investissement initial apparaît comme étant trop longue pour la grande majorité des consommateurs.

La géothermie présente cependant des possibilités d'économie d'énergie particulièrement intéressantes dans le cas des édifices publics. Certains bâtiments publics tirent déjà parti des possibilités offertes par la géothermie. L'école du Tournant à Saint-Constant constitue un bon exemple d'intégration de systèmes géothermiques à un édifice public, à l'aide d'une boucle fermée de près de 5 km qui conditionne l'air été comme

hiver. Grâce à ce système, cette école est considérée comme l'une des plus performantes au Canada, sur le plan énergétique. Un autre bon exemple est le Centre intégré de mécanique industrielle de la Chaudière (CIMIC), à Saint-Georges de Beauce. Le chauffage et la climatisation du bâtiment sont assurés par des pompes géothermiques. La récupération et le rejet de chaleur dans le sol se font par l'entremise d'une boucle souterraine fermée de 4,4 km. En fonction depuis une dizaine d'année, ce système permet à ce centre de formation professionnelle et technique de récupérer de l'énergie à très bas coûts.

Les recherches effectuées visent essentiellement à réduire le coût de la géothermie, en diminuant les frais d'installation des équipements. À court terme, un coup de pouce peut également être donné en faveur de la géothermie grâce à une meilleure information concernant les possibilités offertes et les gains immédiatement disponibles.

UN PROGRAMME DE SOUTIEN POUR LA GÉOTHERMIE

Bien que les coûts d'installation d'un tel système de géothermie soient relativement élevés, ce qui freine sa diffusion à grande échelle, la réduction des coûts de chauffage et de climatisation peut atteindre 60 %, de sorte qu'une action doit être envisagée pour l'encourager.

- Le gouvernement mandate donc l'Agence de l'efficacité énergétique pour développer un programme incitatif tant pour le secteur résidentiel que commercial.

Un recours accru à la géothermie dans le secteur public et parapublic

Le gouvernement du Québec souhaite que soit évalué systématiquement le potentiel technico-économique de l'utilisation de la géothermie comme source de chauffage et de climatisation pour tout nouveau projet de construction de bâtiments gouvernementaux et paragouvernementaux ou tout projet de rénovation de système de chauffage.

- À cette fin, l'Agence reçoit le mandat de collaborer avec la Société immobilière du Québec (SIQ) afin de développer des critères d'analyse et de sélection pour l'évaluation des projets.

D'autre part, le gouvernement évaluera la contribution potentielle de la géothermie dans la réduction des coûts énergétiques dans le cadre des projets de centres hospitaliers du CHUM et du CUSM.

Le solaire passif : des possibilités à exploiter davantage

Malgré son climat rigoureux, le Québec bénéficie d'un bon taux d'ensoleillement, même en hiver. Il existe donc un potentiel considérable d'énergie solaire. Ce gisement pourrait être mieux exploité, à condition de pouvoir en tirer parti de façon économique. Dans le cas du solaire passif, les moyens pour y parvenir sont déjà bien connus et largement accessibles.

- Les techniques solaires passives consistent à intervenir sur les plans de la géométrie et de l'orientation des bâtiments, afin d'optimiser la captation de rayonnement solaire en hiver tout en évitant les surchauffes en été. On estime ainsi qu'une fenestration bien orientée et bien optimisée à cet égard peut réduire de près de la moitié le coût de chauffage d'une maison.
- On peut également optimiser le captage de la chaleur en disposant des caloporteurs liquides ou de masse qui accumulent l'énergie durant le jour pour la rediffuser par radiation au cours de la nuit ainsi que dans les pièces qui ne disposent pas d'un bon ensoleillement.

Comme dans le cas de la géothermie, les techniques à utiliser sont déjà relativement disponibles, mais les gains que l'on peut en retirer sont souvent mal connus. Une meilleure information concernant les avantages du recours au solaire passif favoriserait grandement l'application de ces principes, notamment à l'étape de la conception de nouvelles constructions ou lors de la rénovation de bâtiments existants.

Un programme de soutien à la production d'énergie solaire

Les technologies regroupées sous le terme de solaire actif vont plus loin que le solaire passif. Il s'agit cette fois-ci de capter et de concentrer l'énergie solaire au moyen d'équipements conçus à cette fin, tels les capteurs thermiques ou photovoltaïques, afin de disposer d'une source d'énergie d'appoint complémentaire à celle fournie par les équipements conventionnels.

Au Québec, les systèmes solaires thermiques sont déjà utilisés pour le chauffage de l'eau domestique, des locaux ou encore des piscines. Les systèmes disponibles sont encore relativement coûteux, et un effort spécifique doit être consenti pour adapter ces équipements à notre climat plus rigoureux.

Cependant, la technologie et les façons de faire évoluent rapidement. Également, le Québec est présent dans cette industrie et des entreprises d'ici fabriquent, entre autres, des systèmes solaires thermiques.

En ce qui concerne les systèmes photovoltaïques, un nombre croissant d'installations isolées du réseau tirent en tout ou en partie leur énergie électrique de tels systèmes. De nouvelles technologies, fondées sur l'utilisation de composés électrochimiques, sont en cours de mise au point – notamment à l'Université du Québec à Montréal. Ces développements technologiques sont prometteurs, car ils permettraient de réduire les coûts et d'intégrer plus facilement les capteurs photovoltaïques à l'infrastructure du bâtiment. Là aussi, la technologie évolue rapidement et permet d'envisager des développements non négligeables.

Pour développer le solaire actif au Québec et permettre que cette forme d'énergie occupe une place grandissante, il faut faire preuve de vision. Il faut être proactif et faire en sorte que des moyens appropriés soient mis en œuvre pour en soutenir le développement.

Déjà, certaines juridictions se sont impliquées fortement dans le développement de cette filière énergétique. Par exemple, la Californie et l'Ontario se sont récemment engagés dans la mise en valeur de leur potentiel en énergie solaire active en créant un programme d'achat de cette forme d'énergie.

– La Californie a lancé en janvier 2006 un ambitieux programme visant à développer 3 000 MW d'énergie solaire active en subventionnant l'installation de nouveaux équipements. En effet, ce programme de 2,9 milliards de dollars américains prévoit des subventions pour l'installation d'équipements de moins de 5 MW. De plus, les consommateurs qui se doteront d'équipements de moins de 1 MW pourront bénéficier d'un système de facturation nette. Ainsi, dans le cas où la consommation pour un mois donné d'un autoproducteur est inférieure à sa production, un crédit s'appliquera à sa facture le mois suivant, et ce, jusqu'à concurrence de douze mois.

– L'Ontario a pris une approche différente pour favoriser le développement de sa filière solaire. Cette province a donc décidé en mars 2006 de procéder à l'achat d'électricité produite par la filière solaire à un prix qui permette de la rentabiliser. Chacun des projets ne pourra excéder 10 MW.

Le Québec entend aussi favoriser le développement de cette filière prometteuse en donnant à l'Agence de l'efficacité énergétique, en collaboration avec Hydro-Québec, le mandat de déposer à la Régie de l'énergie un programme pour le développement de la filière solaire active au Québec en s'inspirant des approches en place dans d'autres juridictions, tout en les adaptant à la réalité québécoise.

Par ailleurs, dans le cadre de son programme visant le soutien aux nouvelles technologies énergétiques, l'Agence de l'efficacité énergétique supportera le développement de la filière solaire active.

4) PRÉPARER L'AVENIR AVEC L'HYDROGÈNE

À côté de la biomasse, de la géothermie et du solaire, certaines technologies énergétiques nouvelles s'inscrivent dans un avenir plus éloigné. Des progrès importants devront encore être réalisés avant que ces technologies puissent bénéficier d'une large diffusion. Les possibilités sur le plan énergétique sont cependant suffisamment intéressantes pour justifier des investissements dans la recherche et le développement, et cela, même si l'horizon de réalisation est relativement éloigné. Dans plusieurs cas, des applications ponctuelles permettent d'illustrer les possibilités futures.

L'hydrogène n'est pas en soi une source d'énergie disponible dans la nature, telles les autres sources d'énergie. Il s'agit plutôt d'un « vecteur énergétique » comme le sont la vapeur ou l'air comprimé. Il faut donc produire l'hydrogène à partir d'une véritable source d'énergie, comme l'énergie hydraulique ou éolienne, ou encore le gaz naturel ou le nucléaire. L'hydrogène ainsi obtenue est un carburant que l'on peut utiliser directement comme combustible, par exemple dans un moteur conventionnel, ou encore dans une pile à combustible, afin de produire de l'électricité et de la chaleur. Dans les deux cas, le produit de la combustion est de l'eau.

- Le procédé le plus communément utilisé pour produire de l'hydrogène est celui du reformage (dissociation à la vapeur) du gaz naturel. Ce procédé produit cependant un gaz à effet de serre, le gaz carbonique (CO_2), ce qui atténue son attrait sur le plan environnemental. De plus, ce procédé implique la consommation d'une ressource non renouvelable. Actuellement, le reformage est effectué à chaud. Grâce à des percées technologiques récentes, on peut envisager un reformage à froid, ce qui aurait l'avantage d'améliorer la performance de cette filière énergétique.
- On peut également produire de l'hydrogène par électrolyse de l'eau, en utilisant le procédé de dissociation par courant électrique. Ce procédé est plus coûteux, surtout dans les pays où l'électricité est déjà relativement chère à produire. L'électrolyse de l'eau a toutefois l'avantage de ne produire que de l'hydrogène et de l'oxygène, ce qui en fait le procédé de choix sur le plan environnemental lorsque l'électricité provient d'une source d'énergie renouvelable.

  Avec ses importantes ressources hydroélectriques et la mise en valeur de son potentiel en énergie éolienne, le Québec a la possibilité d'offrir une filière complète de production d'hydrogène basée sur l'utilisation de sources renouvelables d'énergie, et donc exemplaire sur le plan environnemental.

Comme vecteur énergétique, l'hydrogène présente de nombreux avantages, qui expliquent l'importance des efforts de recherche qui lui sont consacrés.

- L'hydrogène est d'abord un excellent combustible, qui brûle en ne laissant que de la vapeur d'eau comme produit de combustion.
- Ce gaz peut être stocké et utilisé pour alimenter des véhicules qui roulent sans émettre aucune pollution.

L'hydrogène, en tant que carburant propre, suscite donc beaucoup d'intérêt et fait l'objet de plusieurs projets de démonstration, ici même au Québec comme aux États-Unis, dans plusieurs pays européens et au Japon. Le développement des technologies de l'hydrogène s'effectue ainsi actuellement à un rythme accéléré dans beaucoup de pays.

- Depuis une dizaine d'années, le Québec est engagé dans un vaste effort de recherche internationale sur l'hydrogène, le projet Euro-Québec Hydro-Hydrogène. Il s'agit d'un projet de coopération scientifique et technique sur la production et l'utilisation de l'hydrogène à des fins énergétiques.
- Par ailleurs, des centres de recherche québécois tentent de tirer parti des ressources hydroélectriques québécoises pour produire de l'hydrogène. Les spécialistes de l'Institut de recherche d'Hydro-Québec (IREQ) et de l'Institut de recherche sur

l'hydrogène améliorent les technologies de production d'hydrogène par électrolyse et mettent au point des systèmes de stockage d'hydrogène parmi les plus avancés au monde.

Pour que le marché de l'hydrogène énergétique se développe, il faudra cependant solutionner divers problèmes.

- Il faudra réduire le coût des équipements.
- Il sera nécessaire d'améliorer le rendement des procédés de production et de résoudre la question de la mise en place des infrastructures de stockage et de distribution.
- On devra également établir des normes assurant la fiabilité des systèmes et la sécurité des usagers.

Tous ces domaines requièrent d'importants travaux de recherche, qui sont susceptibles de favoriser le développement futur de cette filière prometteuse.

UN NOUVEAU REGROUPEMENT CONSACRÉ AUX RETOMBÉES INDUSTRIELLES DE L'HYDROGÈNE

L'Université du Québec à Trois-Rivières, à laquelle est rattaché l'Institut de recherche sur l'hydrogène, a entrepris des démarches visant à étendre les activités de cet institut et à y faire participer un groupe de chercheurs du Conseil national de recherches du Canada.

Les activités de cette nouvelle entité doivent couvrir toute la chaîne d'innovation, depuis la recherche jusqu'à la commercialisation.

Le Conseil national de recherches du Canada en sera un partenaire, par l'intermédiaire de son Institut d'innovation en piles à combustible.

Le Québec bénéficie d'un savoir-faire reconnu à la fois sur la production d'hydrogène et sur son utilisation. Le plan de soutien aux nouvelles technologies énergétiques comprendra une aide à la recherche et à l'innovation dans cette filière. Les entreprises et les centres de recherche spécialisés pourront ainsi mieux se positionner à l'échelle internationale, pour résoudre à la fois les problèmes de stockage et de distribution de l'hydrogène et pour accélérer la mise au point d'équipements utilisant cette forme d'énergie de façon fiable et économique.

La fusion nucléaire contrôlée

À très long terme, d'autres domaines de recherche pourraient donner lieu à des retombées énergétiques importantes. Par exemple, la fusion nucléaire contrôlée offre des perspectives fort intéressantes qui ne pourront se réaliser sans des efforts considérables en recherche, développement et démonstration au cours des prochaines décennies.

Le gouvernement souhaite qu'une veille technologique soit effectuée sur cette question pour maintenir au Québec un bassin de connaissances dans ce qui pourrait être l'énergie du XXIe siècle.

5) UNE RÉGLEMENTATION INCITATIVE POUR FAVORISER L'INITIATIVE PRIVÉE

Il importe pour le gouvernement que les particuliers comme les entreprises puissent investir dans les nouvelles technologies énergétiques, et qu'ils fassent ainsi profiter la collectivité des initiatives prises en ce sens.

À cette fin, le gouvernement annonce deux initiatives majeures.

- En premier lieu, le gouvernement entend faciliter la production décentralisée d'électricité.

  Le gouvernement est convaincu qu'en matière de promotion des nouvelles technologies énergétiques, il faut aussi faire confiance à l'initiative de chacun, entreprises comme particuliers. Le gouvernement

souhaite ainsi favoriser la production décentralisée d'électricité, notamment l'autoproduction, ainsi que la production de petite envergure.

– La Régie de l'énergie vient d'analyser une demande d'approbation de modalités tarifaires et de conditions de service déposée par Hydro-Québec et liée à l'autoproduction d'électricité. Dans sa décision du 9 février 2006, la Régie de l'énergie a approuvé diverses dispositions permettant de faciliter l'autoproduction. La formule retenue repose sur une option de déduction sur la facture, permettant aux clients de certains tarifs de fournir à Hydro-Québec leurs surplus à titre d'autoproducteur, afin de réduire leur facture d'électricité. Les sources d'énergie renouvelables acceptées sont l'hydroélectricité, l'éolien, le photovoltaïque, les biogaz, les résidus issus de la biomasse forestière et la géothermie – uniquement aux fins de production d'électricité.

  Le gouvernement veut aller encore plus loin, et faire en sorte que les particuliers et les entreprises qui le souhaitent puissent vendre à Hydro-Québec l'excédent de leur production sur leur consommation. À partir des balises que définira la Régie, Hydro-Québec reçoit donc le mandat d'aller rapidement de l'avant et d'offrir à ses clients cette nouvelle façon de contribuer, de la façon la plus décentralisée qui soit, à la satisfaction de nos besoins énergétiques collectifs.

– Le gouvernement souhaite également ouvrir la voie à la petite production d'électricité à partir d'équipements ayant une puissance inférieure à 1 MW. Cette disposition a pour objectif de permettre à des PME et à des coopératives de réaliser des projets de production d'énergie de petite capacité, sans pour autant avoir à répondre à un appel d'offres spécifique d'Hydro-Québec.

  Hydro-Québec reçoit donc le mandat de déposer à la Régie de l'énergie un programme d'achat d'électricité auprès de petits producteurs, et cela, d'ici 2007. Le gouvernement s'attend à ce que la petite production d'électricité favorise la mise en valeur de plusieurs nouvelles technologies énergétiques, telles les technologies utilisant la biomasse. Ce type de production décentralisée se prête effectivement très bien à la valorisation énergétique des petites quantités de rebuts forestiers ainsi qu'à la production et à la valorisation de biogaz à partir de petits sites d'enfouissement ou d'exploitations agricoles.

- En deuxième lieu, le gouvernement entend procéder à la déréglementation des activités de distribution du biogaz en provenance de lieux d'enfouissement sanitaires situés au Québec. À l'heure actuelle, la distribution du biogaz est soumise à un droit exclusif de distribution sur un territoire donné, au même titre que le gaz naturel, alors que la production et la fixation du prix de vente ne sont soumises à aucune réglementation.

  Dorénavant, toute entreprise aura la possibilité de construire et d'exploiter un système de distribution du biogaz, ce qui facilitera le développement du processus de valorisation de la biomasse et réduira les émissions de méthane dans l'environnement. Le biogaz pourra être utilisé pour produire de la chaleur ou de l'électricité, ou pour alimenter des installations de cogénération.

LE BIOGAZ

Le biogaz est un mélange gazeux provenant de la décomposition de matières organiques en l'absence d'oxygène. Au moyen de technologies appropriées, le biogaz peut être capté en vue d'être utilisé comme carburant. On obtient ainsi un produit énergétique de bonne valeur, tout en réduisant l'effet de serre associé à la libération du méthane dans l'environnement. L'exploitation du biogaz est donc une autre façon de valoriser la biomasse.

Le défi consiste à séparer le méthane – qui a une valeur énergétique – du bioxyde de carbone et des autres gaz présents sous forme de trace. Il est vrai que certaines chaudières brûlent directement le biogaz, mais il est plus intéressant d'obtenir le méthane à l'état le plus pur possible. Il sera ainsi possible de mélanger ce méthane au gaz naturel, et de réduire d'autant la dépendance par rapport aux combustibles fossiles.

Au Québec, la compagnie montréalaise Biothermica gère une centrale au biogaz, Gazmont, d'une puissance de 25 MW. L'entreprise vend à Hydro-Québec l'électricité produite à partir de la récupération des biogaz de la carrière Miron. Une partie de la chaleur produite sert à chauffer l'édifice de la TOHU et l'École nationale de cirque situées à proximité.

UNE STRATÉGIE POUR L'INNOVATION

Le Québec a développé une expertise et un savoir-faire dans le domaine des technologies de l'énergie qui lui permettront de mettre en valeur les sources d'énergie variées et relativement abondantes de son vaste territoire et de mieux utiliser l'énergie. L'avancement des nouvelles technologies énergétiques permet de prévoir que le Québec pourra contribuer à ce que ces filières jouent un rôle significatif pour répondre à nos besoins en énergie, au cours des prochaines décennies. L'utilisation déjà bien engagée de l'éthanol-carburant et du biodiesel est particulièrement stimulante à cet égard.

Il faudra cependant au préalable investir dans la mise au point et la diffusion des nouvelles technologies. L'innovation en matière d'énergie est donc plus que jamais nécessaire, alors que la croissance de la demande mondiale met une pression grandissante sur les sources traditionnelles d'énergie.

Le Québec entend ainsi relever le défi de l'innovation technologique dans le domaine de l'énergie, en faisant davantage appel aux nouvelles filières déjà disponibles et en investissant dans les recherches en cours ou à venir. Les moyens mobilisés dans le cadre de la stratégie énergétique devraient permettre d'y parvenir.

L'innovation est la clef pour maîtriser les enjeux énergétiques du futur. La nouvelle stratégie énergétique parie sur l'innovation, afin d'accélérer le recours aux nouvelles technologies énergétiques.

Diversifier nos approvisionnements et mettre en valeur notre potentiel en ressources pétrolières et gazières.

CONSOLIDER ET DIVERSIFIER LES APPROVISIONNEMENTS EN PÉTROLE ET EN GAZ NATUREL

Ensemble, le pétrole et le gaz naturel représentent un peu plus de 50 % de notre bilan énergétique.

Ces approvisionnements sont cruciaux pour le développement de notre économie et le bien-être des citoyens. Le pétrole et le gaz naturel peuvent être également sources de croissance et de création de richesse, à condition de tirer parti des atouts dont nous disposons. Avec sa stratégie énergétique, le gouvernement entend à la fois sécuriser nos approvisionnements et mettre en valeur les avantages dont le Québec bénéficie.

LES PRIORITÉS D'ACTION

1) **Mettre en valeur les ressources pétrolières et gazières du Québec en réunissant toutes les conditions nécessaires**
2) **Diversifier les sources d'approvisionnement de gaz naturel**
3) **Favoriser des approvisionnements sûrs et à prix compétitifs pour les produits pétroliers raffinés**

UNE DÉPENDANCE VIS-À-VIS DE L'EXTÉRIEUR, MAIS DE RÉELS ATOUTS

Il est à peine besoin d'insister sur l'importance d'un approvisionnement stable et sécuritaire en hydrocarbures, pour l'ensemble des Québécois.

En 2003, le pétrole et le gaz naturel assuraient respectivement 38,4 % et 12,0 % de nos besoins énergétiques finaux. À lui seul, le pétrole représentait 99,7% de la consommation en énergie du secteur des transports. Un secteur d'activité tel que la pétrochimie dépend presque entièrement des produits pétroliers et du gaz naturel pour ses approvisionnements en matières premières. Le gaz naturel joue un rôle stratégique dans tous les domaines où la production de chaleur doit être contrôlée avec précision. Il contribue en outre à 8% des besoins énergétiques des consommateurs résidentiels et à près de 26 % de ceux du secteur tertiaire. À lui seul, le secteur industriel consomme près de 50% des approvisionnements en gaz naturel du Québec où il représente plus de 16 % des besoins énergétiques. Pour plusieurs industries, la disponibilité du gaz naturel est un facteur de localisation important.

Le pétrole comme le gaz naturel sont entièrement importés de l'extérieur, ce qui constitue une importante source de dépendance sur le plan stratégique et se répercute directement sur notre balance commerciale.

- Pour ce qui est du pétrole brut, les trois raffineries québécoises sont essentiellement alimentées à partir de la Norvège, du Royaume-Uni, de l'Algérie, du Venezuela, du Mexique et de l'Est canadien.
- Dans le cas du gaz naturel, tous nos approvisionnements proviennent de l'Ouest canadien, via un seul système de transport – le réseau appartenant à TransCanada PipeLines. Les seules réserves auxquelles nous ayons accès directement semblent avoir atteint leur apogée puisque les réserves prouvées ont diminué de 40 % en vingt ans. Par ailleurs, il semble bien que les nouvelles découvertes répondront d'abord aux besoins liés à l'exploitation des sables bitumineux en Alberta. Nous devons donc diversifier nos sources d'approvisionnement afin de renforcer notre sécurité énergétique à moyen et à long termes.

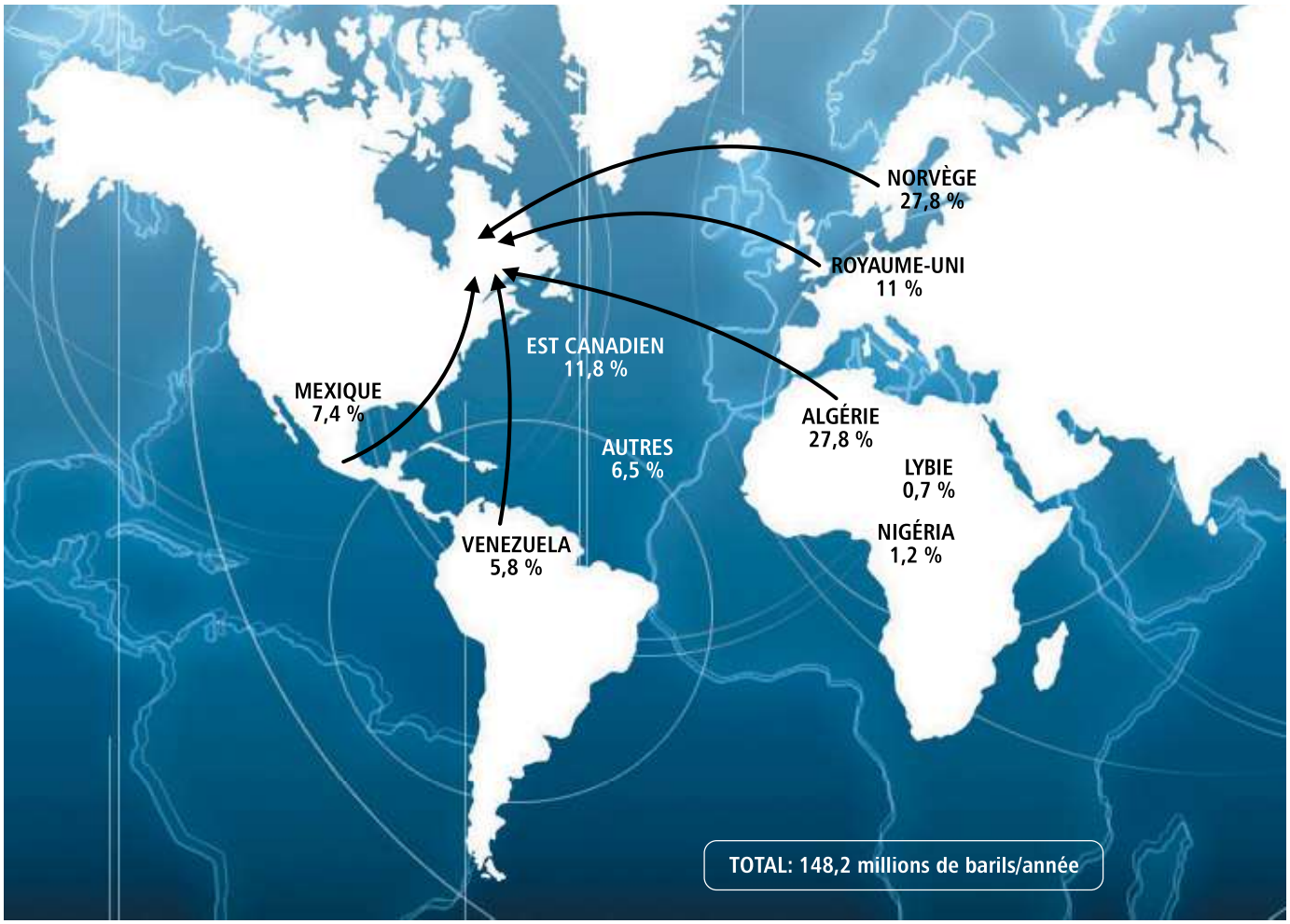
Sur le plan économique, cette dépendance vis-à-vis de l'extérieur nous coûte cher: en 2005, les importations de pétrole et de gaz naturel ont représenté une facture d'environ 10 milliards de dollars, en augmentation de plus de 30 % par rapport à 2003.

Une situation à laquelle nous devons répondre

L'accent sur l'efficacité énergétique et les investissements dans les nouvelles technologies énergétiques constitueront, on l'a vu, des réponses d'envergure aux défis qui nous sont posés.

Cela n'est cependant pas suffisant. Nous devons également relever ces défis en nous appuyant sur les atouts dont nous disposons sur notre propre territoire, dans les domaines du pétrole et du gaz naturel.

CARTE 1
Les approvisionnements du Québec en pétrole brut (2004)



Nous pouvons consolider et diversifier nos approvisionnements en pétrole et en gaz naturel en mettant en valeur le potentiel existant dans notre sous-sol, et en tirant parti d'une position géographique, avantageuse à plusieurs égards.

Ces défis nécessitent d'autant plus une réponse qu'à l'échelle mondiale les réserves traditionnelles en hydrocarbures diminuent, alors que la demande ne cesse d'augmenter.

Les hausses de prix subies en 2005 donnent un avant-goût de la situation à laquelle toutes les économies dépendantes des hydrocarbures seront confrontées à un horizon plus ou moins éloigné : on doit s'attendre à une compétition de plus en plus féroce, sur le plan international, pour avoir accès à des sources d'approvisionnements fiables et sécuritaires. Cette compétition se reflètera sur les prix, qui pourraient augmenter sur une longue période. Tous les pays importateurs d'hydrocarbures adaptent leurs politiques énergétiques en fonction de cette réalité.

Si nos approvisionnements en pétrole sont déjà passablement diversifiés, il n'en est pas de même pour le gaz naturel pour lequel nous sommes totalement dépendants de l'Ouest canadien. Notre situation géographique nous permettrait cependant de bénéficier d'un accès privilégié à un marché en pleine expansion, le marché du gaz naturel liquéfié (GNL).

Actuellement, il existe cinq terminaux méthaniers en activité en Amérique du Nord. Considérant la situation prévisible des approvisionnements à l'échelle de l'Amérique du Nord, une cinquantaine de projets y sont cependant à divers stades d'étude ou de développement. Trois de ces projets sont situés au Québec. Deux se trouvent le long du fleuve Saint-Laurent – à Lévis et à Gros-Cacouna. Il s'agit du projet *Rabaska*, piloté par un consortium formé de Gaz Métro, Gaz de France et Enbridge, et du projet *Énergie-Cacouna,* conçu par un autre consortium, auquel appartiennent TransCanada PipeLines et Petro Canada. Le troisième projet, *Énergie Grande Anse,* est situé le long du Saguenay.

Plusieurs avantages stratégiques seraient associés à la réalisation éventuelle de ce type de projets.

- Le coût d'un projet de terminal méthanier est évalué entre 700 millions et 1 milliard de dollars. L'implantation de projets de terminaux méthaniers sur notre territoire ferait ainsi bénéficier l'économie québécoise d'importants investissements.
- L'accès au gaz naturel liquéfié permettrait au Québec de diversifier la provenance de ses approvisionnements. Au lieu de dépendre uniquement du gaz naturel transporté par gazoduc depuis l'Ouest canadien – dont les réserves prouvées diminuent – le Québec aurait accès au gaz provenant du continent africain, du Moyen-Orient et de Russie.
- Le Québec pourrait également bénéficier de la concurrence entre les différentes sources d'approvisionnement qui permettrait de contenir l'évolution des coûts.
- Il pourrait aussi éviter le déplacement de grandes industries vers des sources d'énergie plus polluantes ou même leur délocalisation éventuelle.

Pour être menés à bien, les projets devront cependant répondre aux préoccupations en matière de sécurité et d'environnement. Ces projets sont pleinement assujettis au processus d'examen environnemental et réglementaire des grands projets. En particulier, ces projets demeurent susceptibles de faire l'objet d'audiences publiques organisées par le BAPE.

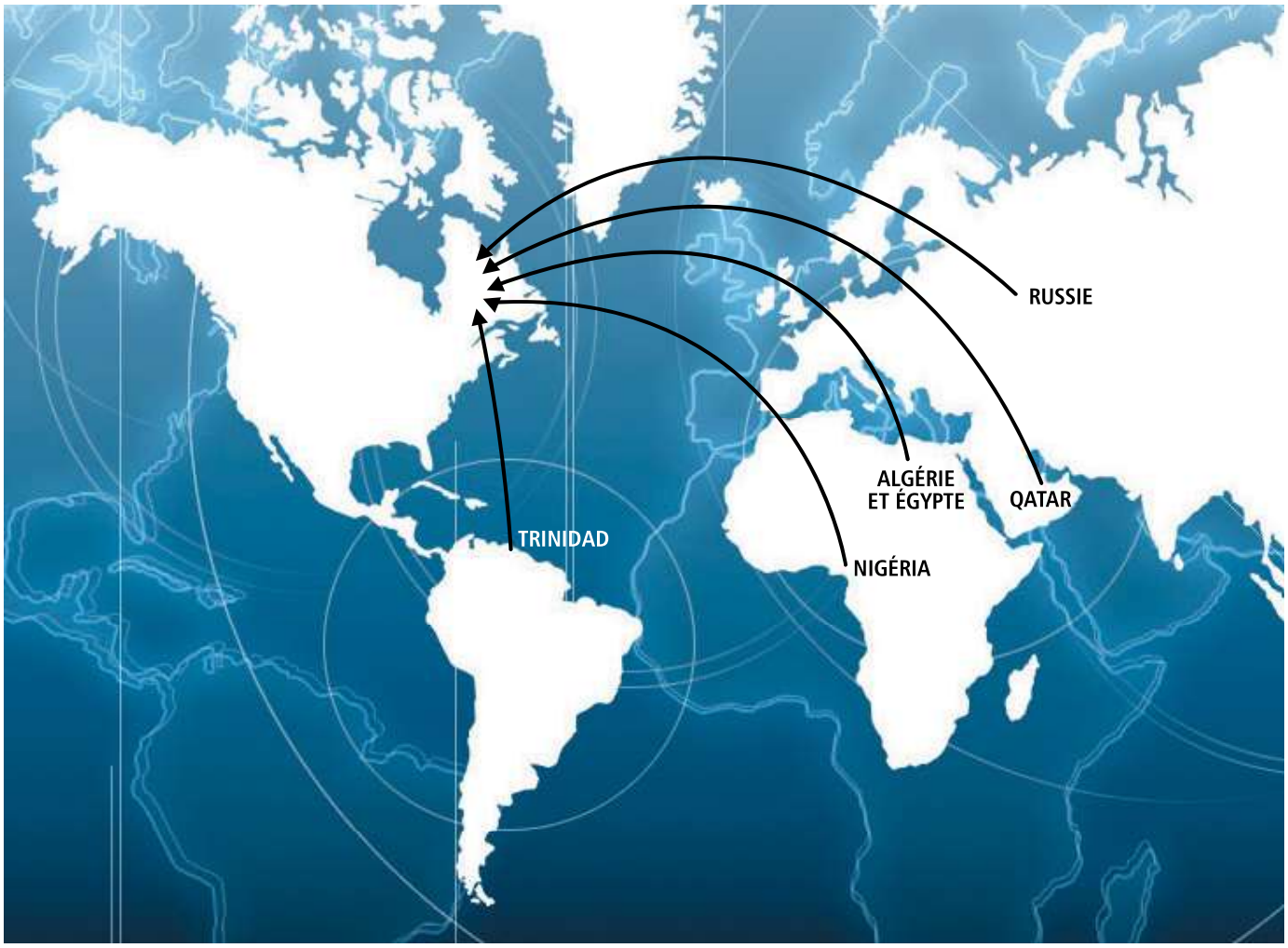
Un potentiel à mettre en valeur au Québec

La diversification de nos approvisionnements extérieurs contribuerait sans aucun doute à notre sécurité énergétique, mais cela ne doit pas nous conduire à négliger notre propre potentiel sur le plan des hydrocarbures.

Le Québec bénéficie en effet d'un contexte géologique favorable à la présence de gisements pétroliers et gaziers.

La vallée du Saint-Laurent est située dans l'axe d'un ancien littoral, dont l'origine remonte à environ 480 millions d'années.

CARTE 2
Les approvisionnements potentiels du Québec en gaz naturel liquéfié

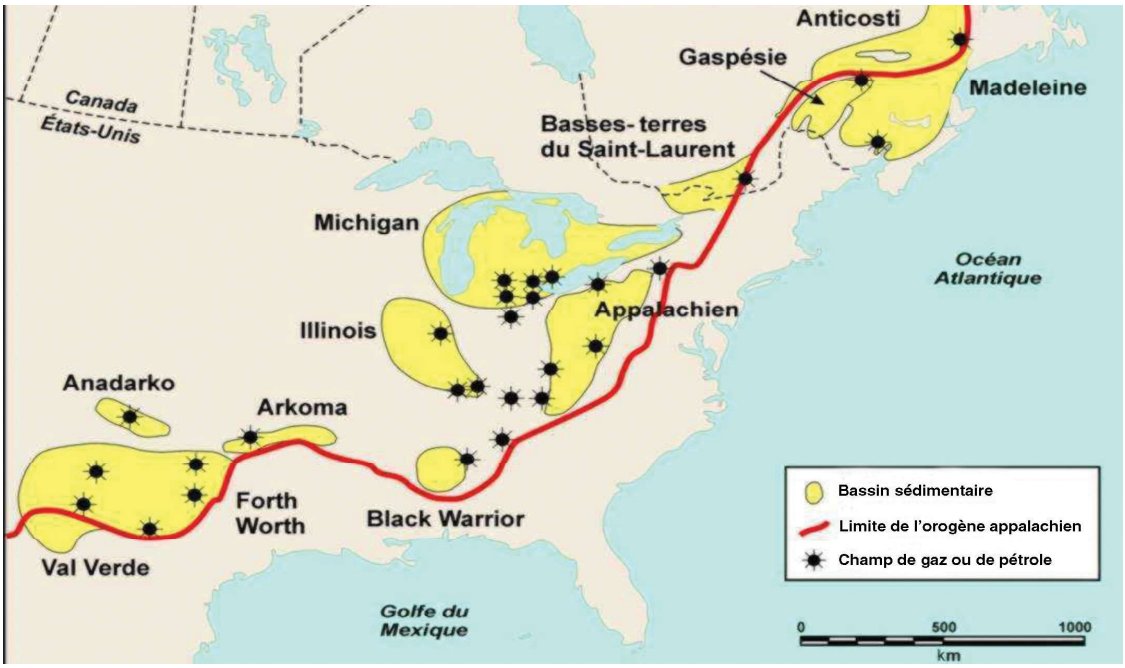


Des gisements significatifs de pétrole et de gaz naturel ont été découverts dans les bassins sédimentaires situés le long de cet axe, qui s'étend du Texas jusqu'à Terre-Neuve-et-Labrador. La partie du Québec la plus propice à la présence de pétrole et de gaz naturel représente une superficie d'environ 200 000 km^2, recouvrant à la fois des territoires « onshore » ou terrestres (la Gaspésie et la plaine du Saint-Laurent) et « offshore » ou marins (le golfe et l'estuaire du Saint-Laurent).

Plusieurs investissements majeurs ont été annoncés ou sont en cours dans les régions terrestres du Québec.

- En 2006, la compagnie Talisman entreprendra une campagne d'exploration pétrolière et gazière dans les Basses-Terres du Saint-Laurent, dans la région du Centre-du-Québec. Une filiale de cette même compagnie exploite depuis 2004 l'un des puits de gaz naturel les plus productifs des États-Unis, à partir d'une formation géologique située dans l'Etat de New York et analogue à celle qui existe dans le bassin sédimentaire des Basses-Terres du Saint-Laurent.
- Pour ce qui est de la Gaspésie, des permis ont été attribués à plusieurs compagnies au cours des dernières années.
  - En juin 2005, la compagnie Junex annonçait qu'elle avait procédé à des essais concluants sur l'un de ses puits d'exploration, à une vingtaine de kilomètres de Gaspé.
  - En mars 2006, et en partenariat avec les compagnies Junex et Gastem, la compagnie Petrolia annonçait les résultats préliminaires de tests effectués sur le puits Haldiman. Ces tests ont révélé la présence d'indices de pétrole. Le puits pourrait être exploité commercialement une fois terminés les tests de production.

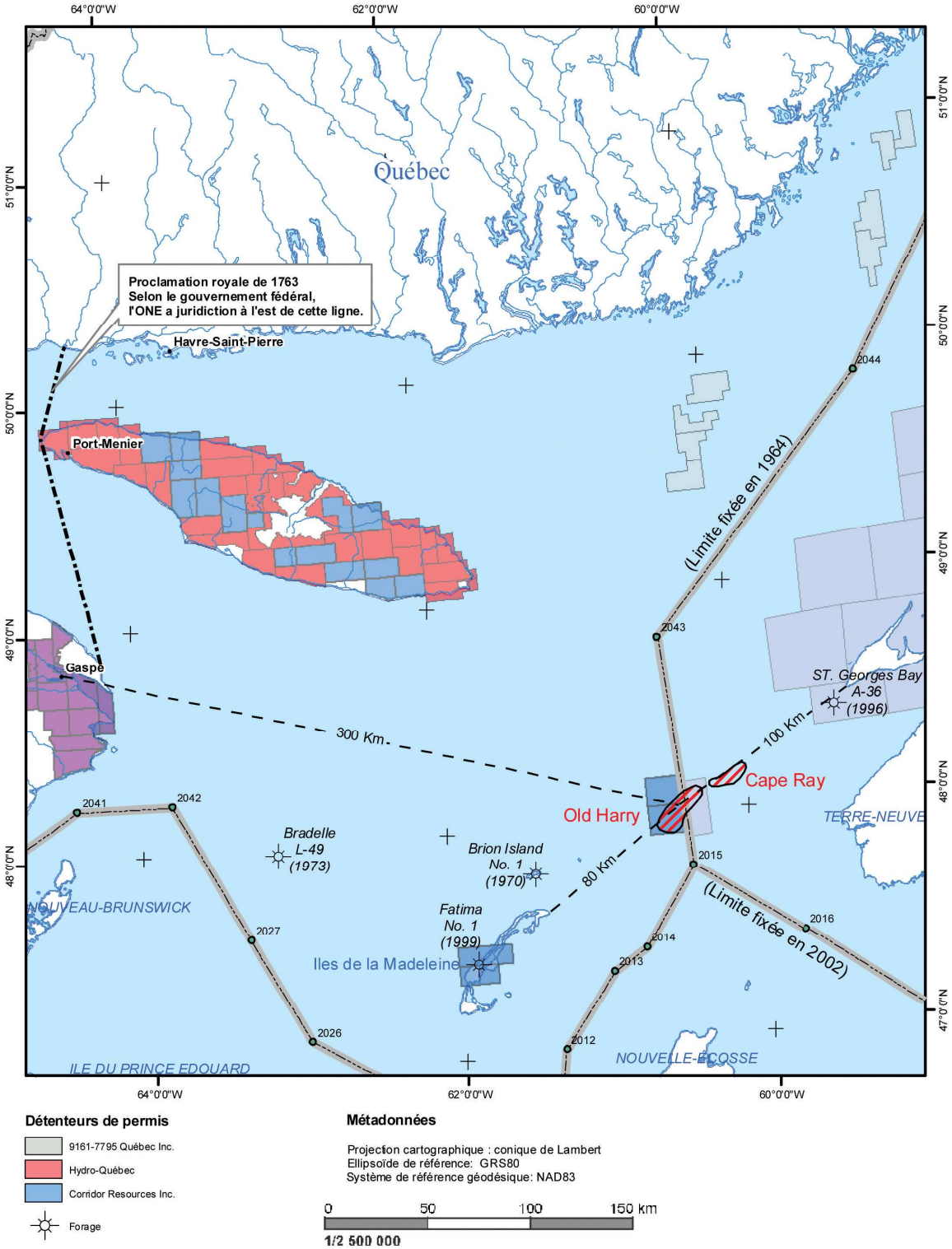
CARTE 3
Les bassins sédimentaires dans l'est de l'Amérique du Nord



Le potentiel en hydrocarbures du golfe et de l'estuaire du Saint-Laurent demeure tout de même celui qui présente le plus d'intérêt. Il est cependant resté jusqu'ici pratiquement inexploré, pour des raisons à la fois économiques, territoriales et environnementales.

- La structure Old Harry, située à 80 kilomètres au nord-est des Îles-de-la-Madeleine, pourrait contenir à elle seule entre 4 et 5 billions (10^{12}) de pieds cubes de gaz naturel – ce qui correspond à la consommation actuelle du Québec pendant 25 ans – ou du pétrole, environ 2 milliards de barils. Cette structure appartient au bassin Madeleine, comparable sur le plan géologique à la région du sud du golfe du Mexique, où d'importantes découvertes de gaz naturel ont été effectuées. En fait, Old Harry constitue actuellement la plus grande structure géologique marine non encore forée au Canada, avec un potentiel deux fois plus important que le champ de Hibernia au large de Terre-Neuve-et-Labrador, et trois fois plus grand que le champ gazier de l'Île-de-Sable, au large de la Nouvelle-Écosse.
- Plusieurs autres structures géologiques présentent un potentiel pétrolier et gazier tout aussi intéressant, dans la zone en milieu marin située à l'ouest de la limite interprovinciale qui sépare le Québec et Terre-Neuve-et-Labrador.

CARTE 4
Les permis de recherche en vigueur dans le golfe du Saint-Laurent (2005)



L'exploration dans le golfe et l'estuaire du Saint-Laurent se heurte cependant à trois difficultés, qu'il faut lever pour aller de l'avant dans la mise en valeur de ce potentiel.

- Sur le plan financier, l'ampleur des investissements requis pour mener des campagnes d'exploration soutenues en milieu marin et les risques financiers associés aux activités de mise en valeur d'un territoire ayant été peu exploré nécessitent de mettre en place un environnement propice aux investissements.
- Sur le plan environnemental, des craintes sont apparues quant à l'impact que les levés sismiques pourraient avoir sur les mammifères marins.
- Sur le plan territorial, la propriété des ressources dans le golfe du Saint-Laurent fait l'objet d'un différend entre le Québec et le gouvernement fédéral.

LES PRIORITÉS D'ACTION

Afin de sécuriser nos approvisionnements en hydrocarbures et de mettre en valeur les avantages dont nous disposons, le gouvernement privilégie les trois priorités d'action suivantes :

1) mettre **en valeur les ressources pétrolières et gazières du Québec** en réunissant toutes les conditions nécessaires
2) **diversifier les sources** d'approvisionnement de **gaz naturel**
3) favoriser des **approvisionnements sûrs et à prix compétitifs** pour les **produits pétroliers raffinés**

1) METTRE EN VALEUR LES RESSOURCES PÉTROLIÈRES ET GAZIÈRES DU QUÉBEC

Dans le golfe et l'estuaire du Saint-Laurent, les efforts d'exploration sont actuellement au point mort. La prospection de gisements marins nécessite des investissements considérables, étant donné le coût des forages en milieu marin : chaque forage coûte en moyenne de 30 à 50 millions de dollars, comparativement à 2 à 3 millions de dollars sur la terre ferme et il faut compter réaliser plusieurs forages avant qu'une découverte ait lieu.

De tels investissements ne peuvent être assumés que par des entreprises majeures du secteur, disposant du savoir-faire et de la marge de manœuvre financière nécessaires pour réaliser des projets de cette nature. Le gouvernement souhaite donc amener de telles entreprises à investir dans l'exploration et la mise en valeur de nos ressources marines. Pour y parvenir, il importe que des réponses satisfaisantes soient apportées aux questions d'ordre environnemental et territorial évoquées précédemment. Pour le gouvernement, il est prioritaire que ces conditions soient remplies, afin que soit engagée le plus rapidement possible une mise en valeur effective du potentiel pétrolier et gazier du golfe et de l'estuaire du Saint-Laurent.

La question environnementale : protéger le milieu marin

La reprise des travaux de levés sismiques est essentielle pour permettre la poursuite de l'exploration. Ces travaux seront réalisés en assurant à la faune marine et au milieu marin toute la protection requise.

C'est pour assurer cette protection qu'au début de 2004 le gouvernement demandait au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) d'effectuer une enquête sur l'impact des levés sismiques marins. Le rapport du BAPE était rendu public par le ministre de l'Environnement en octobre 2004.

Pour l'essentiel, le BAPE formulait trois recommandations :

- le BAPE demandait que la procédure d'évaluation environnementale soit harmonisée entre le gouvernement du Québec, le gouvernement fédéral et les provinces maritimes;
- le BAPE souhaitait que des restrictions aux activités d'acquisition sismique soient imposées dans certaines zones, pour en assurer la protection;
- le BAPE recommandait enfin qu'un encadrement environnemental légal soit établi afin d'autoriser la réalisation des projets de levés sismiques.

Afin de donner suite à ces recommandations, le gouvernement engage les initiatives suivantes.

- Le Québec collabore avec la Colombie-Britannique, la Nouvelle-Écosse, Terre-Neuve-et-Labrador et le gouvernement fédéral à la réalisation d'un guide des bonnes pratiques en matière de levés sismiques en milieu marin.

  Un projet de guide, qui fait actuellement l'objet d'une consultation, comprend un programme de surveillance des mammifères marins. Il impose des normes relatives au périmètre de sécurité entre le navire effectuant les levés sismiques et les mammifères marins, ainsi que des règles à respecter concernant la période de l'année durant laquelle il sera possible d'entreprendre les travaux.

  Dès que le guide aura été finalisé, ses dispositions seront intégrées dans le Règlement sur le pétrole, le gaz naturel, la saumure et les réservoirs souterrains édicté en vertu de la Loi sur les mines.
- Le gouvernement prend les moyens nécessaires pour concilier les levés sismiques avec les activités de pêche commerciale et de tourisme d'observation. Dès leur dépôt par les entreprises d'exploration, les projets de levés sismiques seront analysés et mis en œuvre en collaboration avec les secteurs de la pêche commerciale et du tourisme d'observation.

  Ces levés sismiques devront comporter obligatoirement un volet scientifique permettant d'acquérir de nouvelles données concernant les caractéristiques du milieu marin et les moyens d'en assurer la protection.
- Le gouvernement annonce par ailleurs son intention d'harmoniser le cadre législatif et réglementaire définissant l'évaluation environnementale avec les dispositions en vigueur sur le plan fédéral et dans les autres provinces.
  - Comme cela se fait ailleurs au Canada, le Québec réalisera une évaluation environnementale stratégique de l'estuaire et du golfe du Saint-Laurent. Cette évaluation stratégique permettra de définir des conditions assurant un développement dans le respect des milieux marins.
  - Par la suite, chacun des levés sismiques sera assujetti à l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement. Les certificats d'autorisation intégreront les contraintes et préoccupations identifiées dans le cadre de l'évaluation stratégique.
  - Les dispositions de cette loi seront en outre modifiées, afin d'harmoniser la procédure d'évaluation environnementale du Québec avec celles des Offices Canada–Terre-Neuve et Canada–Nouvelle-Écosse concernant les hydrocarbures extracôtiers.

Ces initiatives répondent aux préoccupations formulées par le BAPE. Elles permettront effectivement de réaliser les levés sismiques dans l'estuaire et le golfe du Saint-Laurent, tout en assurant la protection de l'environnement.

Lever les hypothèques liées à la propriété de la ressource

Le gouvernement du Québec collaborera avec le gouvernement fédéral pour régler le différend territorial concernant la recherche et l'exploitation d'hydrocarbures dans le golfe du Saint-Laurent, pour la partie marine située à l'est de la ligne découlant de la Proclamation royale de 1763. La situation doit être réglée afin que les investisseurs privés puissent obtenir l'assurance absolue de bénéficier du droit d'exploiter la ressource, une fois celle-ci découverte.

Pour lever ce même type de différend, deux ententes administratives ont été conclues en 1985 et 1986 entre le gouvernement fédéral et Terre-Neuve-et-Labrador d'une part, et entre le gouvernement fédéral et la Nouvelle-Écosse d'autre part.

- Ces ententes ont permis une gestion conjointe par le gouvernement provincial et par le gouvernement fédéral des permis d'exploration et d'exploitation des ressources marines. Dans le cadre de ces ententes, les gouvernements fédéral et provinciaux ont convenu d'une formule de partage des redevances. Point à souligner, les ententes ont été conclues sans préjudice à l'égard de la propriété de la ressource.

  Ces ententes administratives ont été complétées par une entente spécifique sur les redevances pétrolières et gazières survenue en janvier 2005, entre le Canada

et Terre-Neuve-et-Labrador d'une part, et entre le Canada et la Nouvelle-Écosse d'autre part. Ces ententes avaient pour but de compenser les deux provinces pour la diminution des montants de péréquation résultant de ces redevances payées par le gouvernement fédéral.

- En l'absence d'ententes de cette nature entre le gouvernement fédéral et le Québec, il est difficile d'imaginer attirer des investisseurs privés pour explorer la partie du golfe faisant l'objet de cette contestation territoriale.

Les ententes conclues respectivement entre le gouvernement fédéral et Terre-Neuve-et-Labrador et entre le gouvernement fédéral et la Nouvelle-Écosse constituent des précédents dont le Québec souhaite se prévaloir.

Le gouvernement du Québec a donc nommé un mandataire, chargé de négocier avec le gouvernement fédéral les conditions d'une entente administrative analogue à celles déjà appliquées avec Terre-Neuve-et-Labrador et la Nouvelle-Écosse. Le gouvernement souhaite qu'une telle entente puisse être conclue en 2006.

Le rôle d'Hydro-Québec comme catalyseur des travaux d'exploration

Hydro-Québec a reçu le mandat du gouvernement du Québec d'évaluer le potentiel pétrolier et gazier de l'est du Québec. Ainsi, en avril 2006, Hydro-Québec détenait 39 permis de recherche de pétrole et de gaz naturel sur des territoires situés en Gaspésie et sur l'île Anticosti, lesquels couvrent une superficie totale de plus de 7 200 kilomètres carrés.

Afin d'augmenter les investissements et de relancer l'activité d'exploration pétrolière et gazière du sous-sol québécois, le gouvernement demande à Hydro-Québec de recourir au partenariat avec le secteur privé pour poursuivre le développement de l'ensemble de ses activités de mise en valeur des hydrocarbures.

- Le gouvernement considère qu'un partenariat avec le secteur privé est une condition à la poursuite des activités d'Hydro-Québec dans ce secteur.
- Cette approche de partenariat envoie un signal positif et très clair à l'industrie quant à la volonté bien réelle du gouvernement de favoriser la découverte et, éventuellement, l'exploitation des ressources en hydrocarbures que recèle notre territoire.

Ce partenariat permettrait, entre autres :

- de poursuivre la réalisation des travaux déjà amorcés sur les territoires de la Gaspésie, d'Anticosti et à Old Harry, dans le golfe du Saint-Laurent;
- de mettre en valeur les données géoscientifiques dont Hydro-Québec dispose;
- de faciliter la réalisation de travaux de mise en valeur des hydrocarbures pour de nouveaux territoires situés notamment en milieu marin;
- de contribuer à l'acquisition de connaissances sur les effets potentiels des travaux d'exploration et d'exploitation pétrolières et gazières sur l'écosystème marin.

La nouvelle stratégie énergétique fournit au gouvernement l'occasion de confirmer ses intentions à l'égard des activités d'exploration et d'exploitation des ressources québécoises d'hydrocarbures. Il doit être clair qu'advenant des découvertes économiquement exploitables, le gouvernement respectera pleinement les règles du marché et de la libre entreprise de même que les règles relatives à l'environnement.

2) DIVERSIFIER LES SOURCES D'APPROVISIONNEMENT DE GAZ NATUREL

Les projets de terminaux méthaniers pourraient présenter un grand intérêt pour le Québec. Leur réalisation éventuelle permettrait de diversifier nos approvisionnements et aurait des impacts très positifs sur les économies régionales, en raison à la fois des emplois créés lors de la construction et de l'effet d'entraînement sur plusieurs investisseurs industriels.

Pour le gouvernement, il importe de souligner que les analyses et les évaluations actuellement en cours seront effectuées de la façon la plus rigoureuse qui soit, afin que les décisions finales concernant ces projets soient prises en connaissance de cause.

Rappelons que plusieurs processus d'examen et d'évaluation, fédéraux comme provinciaux, s'enclenchent pour examiner à fond ce type de projet. Les aspects sécurité et impacts sur l'environnement font évidemment l'objet d'une attention particulière, et ce, à la fois sur la base des avis d'experts et des préoccupations des citoyens. Le gouvernement respectera bien évidemment ces processus et n'entend pas s'y substituer en aucune façon.

Le gouvernement veillera en outre à ce que tous les citoyens concernés puissent recevoir l'ensemble de l'information pertinente sur les risques éventuels liés à ces projets, en même temps que les avantages qui en découleront. Les citoyens auront la possibilité d'exprimer leurs préoccupations et d'obtenir des réponses rigoureuses aux questions qu'ils se poseront éventuellement.

LES PROCESSUS D'ÉVALUATION ET D'EXAMEN D'UN PROJET DE TERMINAL MÉTHANIER

Un projet de terminal méthanier doit faire l'objet d'une évaluation environnementale tant au niveau québécois que fédéral.

- Un tel projet est en effet assujetti à la fois au processus prévu par la Loi canadienne sur l'évaluation environnementale, et aux dispositions découlant du Règlement sur l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement, adopté en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement du Québec.
- Un projet de terminal méthanier est également soumis au processus d'examen TERMPOL, administré par Transports Canada, et qui fait appel au savoir-faire de Parcs Canada, de la Défense nationale, de l'Administration portuaire de Québec, de la Corporation des pilotes du Bas-Saint-Laurent et du ministère de la Sécurité publique du Québec. Cet examen vise les opérations maritimes et tout ce qui touche à la sécurité en matière de navigation.

Chacun de ces différents processus impose au promoteur l'obligation de préparer et de déposer auprès des autorités gouvernementales une étude rigoureuse et exhaustive des impacts du projet sur l'environnement.

- Cette étude doit être préparée selon des directives émises par le ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs du Québec ainsi que par l'Agence canadienne d'évaluation environnementale en consultation avec les instances fédérales impliquées (Office national de l'énergie, Pêches et Océans Canada, Transports Canada, la Garde Côtière, etc.).
- Ces processus prévoient une pleine participation du public, qui peut à la fois obtenir toute l'information nécessaire et participer aux audiences publiques intégrées dans le processus.

Pour ce qui est des audiences publiques, des sessions conjointes sont prévues. Leur organisation est confiée au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement et à l'Agence canadienne d'évaluation environnementale, en vertu de l'Entente de collaboration entre le Canada et le Québec en matière d'évaluation environnementale. Des ministères et organismes fédéraux (Environnement Canada, Ressources naturelles Canada et Santé Canada) et provinciaux (ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, ministère de la Sécurité publique, ministère du Développement économique, des Exportations et de l'Innovation, ministère des Ressources naturelles et de la Faune, etc.) participeront à ces audiences à titre d'experts-conseils.

3) FAVORISER DES APPROVISIONNEMENTS SÛRS ET À PRIX COMPÉTITIFS POUR LES PRODUITS PÉTROLIERS RAFFINÉS

Investir dans les infrastructures de raffinage et de transport

Les trois raffineries québécoises ont fait l'objet d'importants investissements au cours des dernières années. Depuis 2001, les investissements totaux qui y ont été effectués atteignent près de 2 milliards de dollars. Plus de la moitié de ces investissements visaient à ajouter des unités de désulfuration des essences et des carburants diesels, afin de respecter les normes de teneur en soufre en vigueur ou à venir. Deux des trois raffineurs – Petro Canada et Ultramar – ont annoncé de nouveaux projets d'agrandissement.

LES INVESTISSEMENTS DANS LE RAFFINAGE AU QUÉBEC 2001-2006

TABLEAU 3
Montant des investissements dans le secteur du raffinage – Québec (en millions de dollars)

	ULTRAMAR	
2001-2002	Installations pour le traitement du brut Saharien léger; augmentation de la capacité de distillation combinée avec l'ajout de capacité pour produire de l'essence à 150 parties par million (ppm) (norme intermédiaire de 2002).	154
	Gestion des eaux résiduaires et récupération des vapeurs d'hydrocarbures et autres	25
2003-2004	Addition de capacité de désulfuration des essences	300
2004-2006	Procédés de désulfuration des carburants diesels	350
2006	Agrandissement de la capacité totale de la raffinerie	100
	SOUS-TOTAL	**929**
	PETRO CANADA	
2002-2006	Addition de nouveaux procédés de désulfuration des essences et du carburant diesel routier	350
2002	Construction d'un tunnel entre la raffinerie et le quai	27
2004-2005	Augmentation de la capacité de raffinage à 133 750 barils par jour (bpj) et installations connexes	155
2004	Achat des installations de Coastal à Montréal-Est	92
	SOUS-TOTAL	**624**
	SHELL	
2002	Procédés de désulfuration des essences	150
2004-2006	Procédés de désulfuration du carburant diesel	200
	SOUS-TOTAL	**350**
2001-2006	**INVESTISSEMENTS TOTAUX**	**1 903**

L'économie québécoise profite pleinement de tels investissements : les retombées directes sont significatives, et surtout, les installations de raffinage sont mieux en mesure d'affronter la concurrence internationale. Grâce à ces investissements, le Québec bénéficie donc de raffineries modernes, respectant les contraintes liées à la protection de l'environnement.

S'assurer que la concurrence joue pleinement son rôle sur le marché de l'essence

Le marché au détail de l'essence au Québec subit bien évidemment les contrecoups des fluctuations des prix du pétrole et des coûts d'approvisionnement à l'échelle mondiale. Il s'agit là bien sûr d'éléments qui échappent au contrôle des gouvernements, celui du Québec comme des autres.

Le jeu de la concurrence doit toutefois pouvoir intervenir au niveau des marchés du gros et du détail. Le Québec bénéficie à cet égard d'une présence importante d'importateurs de produits pétroliers et de détaillants indépendants qui viennent livrer une concurrence accrue aux grandes pétrolières. C'est pourquoi la réglementation actuelle, tant fédérale que provinciale, met en place un ensemble de conditions propices au maintien d'un réseau d'indépendants solide.

La Régie de l'énergie a le mandat de surveiller les prix des produits pétroliers afin de renseigner les consommateurs. Elle a également le pouvoir de fixer, tous les trois ans, le montant des coûts d'exploitation, par litre, que doit supporter un détaillant. Elle peut décider de l'opportunité d'inclure ou non ce montant dans les coûts que doit supporter un détaillant d'essence ou de carburant diesel. De plus, en vertu de l'article 57 de sa loi constitutive, la Régie donne, de sa propre initiative ou à la demande du ministre, des avis au gouvernement ou au ministre concernant notamment les prix des produits pétroliers.

Suivre la disponibilité des produits pétroliers

La conjoncture géopolitique prévalant dans plusieurs pays producteurs de pétrole reste instable, et le Québec doit mieux se prémunir face à des situations telles que celles que l'on a vécues à l'automne 2005.

- À cette fin, le gouvernement entend exiger des sociétés pétrolières le dépôt d'un plan de sécurité des approvisionnements, comportant les mesures à mettre en œuvre en cas de difficulté dans la disponibilité des produits pétroliers.

Le chauffage au mazout et le propane

Il importe par ailleurs de protéger les consommateurs et l'industrie du mazout contre les conséquences d'un affaiblissement des réseaux de distribution.

Au cours des deux dernières années, l'industrie du chauffage au mazout a perdu une partie importante de sa clientèle, en raison d'un rapport de prix défavorable par rapport à l'électricité. Cette industrie a donc de plus en plus de difficultés à maintenir une masse critique, afin de répondre aux besoins des clients, en particulier en période de pointe hivernale.

Il est essentiel de trouver une réponse à cette situation : l'industrie du chauffage au mazout contribue à la sécurité énergétique des Québécois, notamment en réduisant la demande en période de pointe par le biais de la fourniture de combustibles aux clients interruptibles ou souscrivant à la bi-énergie.

- Le gouvernement entend donc identifier avec les représentants de l'industrie les solutions les plus appropriées à apporter.
- Un groupe de travail a déjà été mis en place afin d'analyser les difficultés de l'industrie du chauffage au mazout. Le mandat de ce groupe de travail sera élargi, pour aboutir rapidement à des recommandations concrètes, avec une préoccupation particulière pour les consommateurs des régions éloignées.

Par ailleurs, le propane répond à plusieurs usages, notamment en région et dans le domaine agricole. Un des avantages de cette forme d'énergie est qu'elle peut être transportée et stockée sans difficulté, demandant, pour certains usages, des infrastructures de distribution moins coûteuses que celles de l'électricité et du gaz naturel. Il faut rappeler que le propane est une source d'énergie disponible, relativement propre, facilement accessible et dont l'utilisation est polyvalente. Dans certaines régions où le gaz naturel n'est pas disponible, cette source est essentielle. Elle revêt donc un caractère économique important, particulièrement en région.

DES APPROVISIONNEMENTS PLUS SÛRS ET DAVANTAGE DIVERSIFIÉS

Dans le cadre de sa stratégie énergétique, le gouvernement mobilise un ensemble de moyens afin de renforcer la sécurité de nos approvisionnements en hydrocarbures, de les diversifier, et de tirer pleinement parti des avantages dont le Québec dispose, en raison du potentiel de son sous-sol et de sa situation géographique.

L'existence d'une géologie favorable en Gaspésie, le long de la vallée du Saint-Laurent ainsi que dans les zones marines de l'estuaire et du golfe du Saint-Laurent constitue l'un de ces atouts. Le contexte actuel n'a jamais été aussi favorable à un déclenchement d'investissements majeurs dans l'exploration des hydrocarbures. Le gouvernement entend bien favoriser un tel déclenchement, en levant toutes les hypothèques qui retardent actuellement l'arrivée d'investisseurs.

Les projets de terminaux méthaniers visent également à tirer parti des avantages dont bénéficie le Québec, cette fois-ci en raison de sa position géographique. Il importe que les promoteurs poursuivent les efforts engagés, tout en répondant avec rigueur aux légitimes questions soulevées par les citoyens. Les évaluations et audiences publiques à venir fourniront tous les éclairages nécessaires aux décisions les plus appropriées.

Avec la nouvelle stratégie énergétique, le gouvernement trace la voie pour les dix prochaines années.

MODERNISER LE CADRE LÉGISLATIF ET RÉGLEMENTAIRE

Les orientations et priorités d'action qui viennent d'être énoncées vont nécessiter, dans certains cas, des modifications législatives et réglementaires.

Plus globalement, il s'agit de s'assurer que les Québécois bénéficient, dans le secteur énergétique, d'un cadre législatif et réglementaire souple et flexible, évitant la lourdeur et les coûts inutiles, et répondant de façon efficace aux défis à relever.

DES INITIATIVES MAJEURES

Le gouvernement entend mettre en œuvre rapidement les orientations définies dans la stratégie énergétique. Il le fera avec un souci de flexibilité et d'efficacité.

Sur les plans législatif et réglementaire, plusieurs initiatives majeures vont ainsi être engagées au cours des prochains mois, sur des points que l'on peut succinctement rappeler.

- Tel qu'annoncé par le premier ministre dans le Discours inaugural du 14 mars 2006, un projet de loi créant le Fonds des générations précisera ses modalités de fonctionnement et les sources de revenus qui lui seront destinés. Plusieurs de ces revenus proviendront du secteur énergétique.
- Le gouvernement n'entend pas modifier le prix de l'électricité d'origine « patrimoniale ». Par contre, la Loi sur le régime des eaux sera amendée, afin de soumettre Hydro-Québec au régime des redevances hydrauliques.
- Le gouvernement transmettra par décret à la Régie de l'énergie les préoccupations économiques, environnementales et sociales que l'organisme devra prendre en compte lors de l'évaluation du bloc de 500 MW d'énergie éolienne réservé aux régions et aux nations autochtones.

LES PRIORITÉS D'ACTION

1) Mieux répondre à la situation des **ménages à faible revenu**
2) Mieux définir **les processus d'analyse** des projets énergétiques
3) Harmoniser le régime de **normes de fiabilité du transport d'électricité** avec celui de nos partenaires nord-américains

- La Loi sur l'Agence de l'efficacité énergétique sera modifiée, afin de définir le nouveau mandat confié à l'Agence, les règles de gouvernance qu'elle devra respecter ainsi que les responsabilités qu'elle aura dorénavant à assumer.
- Le gouvernement modifiera la Loi sur la Régie de l'énergie conformément aux orientations de la stratégie, notamment en ce qui concerne le financement de l'efficacité énergétique.
- Selon des modalités à préciser, le gouvernement fera en sorte que les normes applicables aux véhicules vendus au Québec soient plus exigeantes en termes de réduction de gaz à effet de serre et de consommation d'énergie, sur le modèle des normes définies par l'État de la Californie.
- Les mesures fiscales annoncées par le ministre des Finances dans le *Discours sur le budget 2006-2007* concernant le biodiesel et l'achat d'un véhicule hybride sont déjà en vigueur. Le remboursement de la taxe sur les carburants aux transporteurs en commun s'applique également depuis le *Discours sur le budget 2006-2007.*
- La législation fiscale sera prochainement modifiée pour intégrer les dispositions annoncées dans le

Discours sur le budget 2006-2007 et concernant les laissez-passer de transport en commun financés en tout ou en partie par les employeurs.

- Des modifications seront apportées aux réglementations concernant le chauffage des bâtiments et l'utilisation des équipements, à partir des recommandations formulées par l'Agence de l'efficacité énergétique.
- La distribution du biogaz sera déréglementée.
- Un guide des bonnes pratiques à respecter en matière de levés sismiques en milieu marin sera intégré dans le Règlement sur le pétrole, le gaz naturel, la saumure et les réservoirs souterrains édicté en vertu de la Loi sur les mines.

Le menu législatif et réglementaire donnant suite à la nouvelle stratégie énergétique est donc copieux. Le gouvernement entend la mettre en œuvre le plus rapidement possible, en ayant toujours en tête l'efficacité des gestes posés et la protection des intérêts de la population.

LES PRIORITÉS D'ACTION

S'ajoutant à ces différentes modifications de lois ou de règlements, le gouvernement annonce trois autres initiatives majeures :

1) mieux répondre à la situation des **ménages à faible revenu**

2) mieux définir les **processus d'analyse** des projets énergétiques, afin de mieux respecter les principes du **développement durable.**

3) poser les gestes législatifs et réglementaires nécessaires pour harmoniser le régime de **normes de fiabilité du transport de l'électricité** avec celui de nos partenaires nord-américains.

1) MIEUX RÉPONDRE À LA SITUATION DES MÉNAGES À FAIBLE REVENU

La pression à la hausse des prix de l'énergie et la volatilité du prix de certaines formes d'énergie préoccupent grandement le gouvernement du Québec, particulièrement au regard de la capacité des ménages à faible revenu d'y répondre adéquatement.

À cet égard, le gouvernement souhaite la mise en place de certains ajustements, réglementaires ou autres, qui permettraient aux ménages à faible revenu connaissant des difficultés à supporter leurs coûts d'énergie de mieux faire face à leur situation.

- En faisant en sorte que les entreprises distributrices d'électricité titulaires d'un droit exclusif de distribution d'électricité soient soumises, en période hivernale, à une interdiction d'interruption de service auprès des clients résidentiels dont le système de chauffage requiert l'électricité, dans les cas de non-paiement ou de non-conformité aux conditions d'une entente de paiement.
- En s'assurant que la Régie de l'énergie, dans le cadre des requêtes tarifaires des distributeurs d'énergie déposées pour son approbation, demande que des études soient faites relativement aux impacts sur les ménages à faible revenu.
- En demandant à la Régie de l'énergie d'encourager les distributeurs d'énergie à déployer des projets pilotes novateurs de mesures de soutien et d'aide aux ménages à faible revenu connaissant des difficultés de paiement de leur facture d'énergie. Le développement de ces projets devra s'inscrire dans une perspective de neutralité tarifaire à terme.

- En faisant en sorte que la Régie de l'énergie, lors de l'examen des conditions de service des distributeurs réglementés, s'assure d'une convergence vers les meilleures pratiques commerciales des distributeurs, notamment en matière de facturation, de recouvrement et de suspension d'alimentation.

2) MIEUX DÉFINIR LES PROCESSUS D'ANALYSE DES PROJETS ÉNERGÉTIQUES

La mise en valeur des ressources énergétiques et la protection de l'environnement vont de pair, illustrant la nécessité d'assurer un développement durable.

Le respect du développement durable signifie que l'on doit simultanément assurer la pérennité de la ressource, protéger l'environnement et tenir compte de l'avis des citoyens et des communautés concernées – tout cela en assurant la rentabilité économique et la création d'emplois recherchées.

Le Québec dispose déjà, avec le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE), d'un processus crédible et transparent permettant aux citoyens d'exprimer leurs préoccupations environnementales qui sont par la suite transmises au ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs par le BAPE. Pour les projets énergétiques, le gouvernement entend faire en sorte que l'aspect économique, une autre dimension du développement durable, fasse aussi l'objet d'une évaluation de la part d'un organisme indépendant et crédible.

À cette fin, la Loi de la Régie de l'énergie sera donc modifiée, afin de confier à cet organisme le mandat d'évaluer la justification énergétique et économique des nouvelles activités et initiatives énergétiques majeures. On fait ici référence aux projets qui peuvent être soumis aux audiences publiques du BAPE, en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement.

Lors de cette évaluation, la Régie devra tenir compte de l'intérêt public et de l'intérêt privé, ainsi que des autres critères établis par le gouvernement.

Le BAPE continuera comme auparavant à s'intéresser à l'aspect environnemental des projets énergétiques assujettis à la Loi sur la qualité de l'environnement.

Il importe pour le gouvernement que le nouveau mandat confié à la Régie n'entraîne pas un allongement des délais reliés au processus d'autorisation actuel. Le nouveau processus devrait entrer en vigueur en 2008 si bien que les projets pour lesquels les processus d'autorisation sont déjà engagés n'y seront pas assujettis.

3) HARMONISER LE RÉGIME DE NORMES DE FIABILITÉ DU TRANSPORT D'ÉLECTRICITÉ AVEC CELUI DE NOS PARTENAIRES NORD-AMÉRICAINS

La panne d'électricité survenue le 14 août 2003 a affecté significativement le nord-est des États-Unis et l'Ontario. Cette panne n'a pas touché directement le Québec, en raison notamment de l'isolement technique de notre réseau électrique : le caractère asynchrone des interconnexions qui nous relient aux réseaux voisins nous protège d'une transmission d'incidents de cette nature. De plus, à la suite notamment de la tempête de verglas survenue à la fin des années quatre-vingt-dix, Hydro-Québec a déjà substantiellement renforcé son réseau de transport d'électricité.

À la suite de la panne d'août 2003, un groupe de travail a été mis en place, composé de responsables canadiens et américains. Plusieurs recommandations ont été émises par le groupe de travail, dont la mise en place de normes de fiabilité obligatoires pour le transport de l'électricité applicables dans l'ensemble de l'Amérique du Nord.

Le Québec a appuyé cette recommandation. En effet, en tant que participant au grand marché nord-américain de l'électricité, le Québec a tout intérêt à participer à l'élaboration et à la mise en place des normes obligatoires de fiabilité du transport de l'électricité. La nouvelle stratégie énergétique sera l'occasion de confirmer les intentions du gouvernement du Québec à cet égard en précisant les moyens qui seront mis en place.

- Le gouvernement définit actuellement le cadre institutionnel et réglementaire qui permettra de donner suite à la recommandation du groupe de travail Canada–États-Unis. Un processus analogue a été entamé aux États-Unis, en septembre 2005.
- Les initiatives du Québec seront harmonisées avec celles du gouvernement fédéral et des autres provinces. Le Conseil des ministres de l'énergie du Canada a mandaté un groupe de travail fédéral-provincial-territorial à cette fin.
- Le gouvernement compte doter la Régie de l'énergie des pouvoirs nécessaires à l'application des normes obligatoires de fiabilité pour le transport de l'électricité, et ce, dans un cadre qui respectera les compétences et les intérêts du Québec.

Conclusion

UN QUÉBEC PLUS PROSPÈRE, UNE ÉNERGIE MIEUX UTILISÉE

CONCLUSION : UN QUÉBEC PLUS PROSPÈRE, UNE ÉNERGIE MIEUX UTILISÉE

Les objectifs de la nouvelle stratégie énergétique sont ambitieux. Ils s'inscrivent dans une vision de ce que le Québec est en mesure de réaliser, au cours des dix prochaines années.

- Avec la nouvelle stratégie énergétique, le gouvernement vise d'abord et avant tout à renforcer la sécurité de nos approvisionnements en énergie.

  Nous y parviendrons grâce à la mise en valeur de notre potentiel en hydroélectricité et en énergie éolienne, à une meilleure utilisation de l'énergie et à la consolidation et la diversification des approvisionnements en pétrole et en gaz naturel.

- Plus que jamais, l'énergie constituera un puissant levier de développement économique.

  Les investissements engagés dans le cadre de la stratégie énergétique vont créer emplois et richesse, et cela, dans l'ensemble du Québec. Les avantages dont nous disposons sur le plan des tarifs et de la disponibilité d'énergie seront maximisés, pour les particuliers comme pour les entreprises. La relance des investissements dans l'hydroélectricité et la poursuite des efforts engagés dans l'énergie éolienne contribueront au développement d'une industrie performante à l'échelle internationale, ce qui profitera également à chacun des Québécois.

- Grâce aux initiatives annoncées, les communautés locales et régionales comme les nations autochtones seront davantage associées aux développements à venir. Il s'agit à la fois d'une question d'équité et d'un gage de succès.

- Le Québec utilisera plus efficacement l'énergie, avec de nouveaux moyens et de nouvelles approches.

  L'énergie économisée réduira d'autant la facture supportée par les consommateurs ainsi que le coût de nos importations. Sur le plan écologique, les économies d'énergie nous permettront d'améliorer encore notre bilan en matière d'émissions de gaz à effet de serre. Sur le plan de la qualité de vie, une meilleure utilisation de l'énergie aura pour effet de réduire la pollution atmosphérique, de rendre les villes plus agréables et de dégager des ressources que nous pourrons affecter aux fins qui nous tiennent à cœur.

- Le Québec s'appuiera plus que jamais sur le secteur énergétique pour réaliser son ambition d'être un leader du développement durable.

  Cet objectif sera atteint grâce aux investissements dans la mise en valeur des énergies renouvelables, aux améliorations obtenues dans l'utilisation de l'énergie et aux efforts consentis en vue d'accélérer le développement et la diffusion des nouvelles technologies énergétiques. Le Québec contribuera ainsi de façon significative à la mise en œuvre du Protocole de Kyoto. Le Québec n'aura jamais été aussi bien placé pour assurer un développement qui tienne compte à la fois des considérations économiques, environnementales et sociales – un développement qui laissera aux générations futures tous les atouts nécessaires pour assurer leur propre développement.

- Avec la nouvelle stratégie énergétique, le gouvernement définit une politique des prix de l'électricité conforme à nos intérêts et à une bonne gestion de la ressource, tout en maintenant l'avantage québécois en matière tarifaire, pour les particuliers comme pour les entreprises.

Avec **L'énergie pour construire le Québec de demain,** le gouvernement met tous les outils en place pour bâtir un Québec plus prospère au bénéfice de ses citoyens, un Québec tirant parti d'atouts qui n'ont jamais été aussi stratégiques – un Québec exemplaire, face aux défis des changements climatiques et du développement durable.

Annexe 1

LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉNERGIE ÉOLIENNE : UN PROCESSUS TRANSPARENT ET ÉQUITABLE

LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉNERGIE ÉOLIENNE : UN PROCESSUS TRANSPARENT ET ÉQUITABLE

Le processus défini par le gouvernement pour attribuer l'aménagement de 500 MW d'énergie éolienne aux régions et aux nations autochtones, en partenariat avec le secteur privé, sera transparent et équitable.

- Le gouvernement déterminera d'abord par règlement les modalités d'acquisition de deux blocs distincts de 250 MW d'énergie éolienne pour les régions et pour les nations autochtones.
- Le gouvernement demandera à la Régie, lors de l'approbation des contrats des projets retenus dans le cadre du bloc de 500 MW d'énergie éolienne, de tenir compte prioritairement des paramètres propres à cette filière, notamment le prix de l'électricité.
- Le gouvernement adoptera également un décret indiquant les préoccupations économiques, sociales et environnementales dont devra tenir compte la Régie de l'énergie dans l'approbation du plan d'approvisionnement d'Hydro-Québec et la fixation des tarifs d'Hydro-Québec Distribution.
- Ces préoccupations seront principalement les suivantes :
  - développement optimal du potentiel éolien du Québec, tout en tenant compte de la capacité du réseau d'Hydro-Québec et des contraintes d'intégration qui y sont associées;
  - consolidation de la base industrielle manufacturière découlant des deux appels d'offres d'énergie éolienne;
  - la maximisation des retombées économiques québécoises et régionales;
  - la minimisation des coûts de fourniture et de transport de l'électricité;
  - le développement économique des communautés locales et autochtones.
- Hydro-Québec soumettra à la Régie de l'énergie, pour approbation, une grille d'évaluation des projets. Les critères retenus feront partie de l'appel d'offres d'Hydro-Québec.
- Hydro-Québec lancera un appel d'offres selon les échéanciers retenus par le gouvernement : début des premières livraisons en 2010, mise en production de l'ensemble du parc d'éoliennes au plus tard en 2015.
- L'analyse des propositions reçues par Hydro-Québec se fera sur la base des critères généraux suivants :
  - prix de l'électricité proposé par les promoteurs;
  - contenu régional;
  - contenu québécois;
  - respect des conditions du développement durable;
  - solidité financière;
  - expérience pertinente;
  - faisabilité du projet;
  - répartition des éoliennes sur le territoire.
- Lors de l'analyse du plan d'approvisionnement et de la fixation des tarifs d'Hydro-Québec, la Régie de l'énergie devra évaluer l'apport du bloc de 500 MW d'énergie éolienne en tenant compte des préoccupations économiques, sociales et environnementales que le gouvernement lui aura indiquées par décret.

Annexe 2

LE PROCESSUS D'APPROBATION ET DE REDDITION DE COMPTES DU PLAN D'ENSEMBLE EN EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

LE PROCESSUS D'APPROBATION ET DE REDDITION DE COMPTES DU PLAN D'ENSEMBLE EN EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

L'Agence de l'efficacité énergétique va élaborer au cours des prochains mois un plan d'ensemble en efficacité énergétique incluant les nouvelles technologies énergétiques à partir des orientations retenues par le gouvernement dans la stratégie énergétique. L'Agence respectera une démarche exigeante qui mettra à contribution les intervenants concernés. L'adoption et le fonctionnement du plan peuvent se résumer en cinq grandes étapes.

1. Élaboration du plan
2. Approbation par le gouvernement
3. Évaluation des programmes et du financement par la Régie
4. Mise en œuvre des programmes
5. Vérification et reddition de comptes

1 - Élaboration du plan

Le contenu même du plan sera défini par l'Agence sur la base de consultations étroites auprès des distributeurs d'énergie et des représentants des divers milieux intéressés.

Le plan touchera tous les usages de l'énergie, incluant les transports, et concernera toutes les formes d'énergie, qu'elles soient réglementées ou non. Le plan s'appliquera ainsi à l'électricité et au gaz naturel, mais également aux produits pétroliers et au propane.

L'Agence de l'efficacité énergétique identifiera les économies durables et rentables qu'il est possible de réaliser à partir d'interventions simples et fondées sur le « faire faire », allant de l'innovation à des propositions de réglementation au gouvernement en passant par la sensibilisation, la formation et l'appui financier.

2 - Approbation par le gouvernement

Une fois ce travail terminé, l'Agence proposera au gouvernement le plan d'ensemble, que ce dernier aura à approuver. Le gouvernement vise à ce que ce plan puisse être adopté au plus tard au début de 2007, en laissant suffisamment de temps pour engager les consultations souhaitées tout en permettant aux différents acteurs concernés de préparer les étapes suivantes.

3 - Évaluation des programmes et du financement par la Régie

Une fois le plan d'efficacité énergétique adopté par le gouvernement, l'Agence se présentera devant la Régie de l'énergie. Cette dernière aura à approuver les montants requis pour en assurer le financement.

Le financement autorisé par la Régie servira exclusivement aux programmes autorisés par cette dernière et à leur administration.

La Régie de l'énergie aura toute l'autorité nécessaire pour s'assurer que les programmes soumis par chacun des distributeurs réglementés sont conformes au plan d'ensemble. La Régie procédera à l'examen des montants alloués aux différents programmes selon le processus d'audiences habituel – ce qui permettra à tous les intervenants intéressés, et en particulier aux consommateurs, de formuler leurs commentaires.

Les distributeurs réglementés, soit Hydro-Québec, Gaz Métro et Gazifère, soumettront annuellement à la Régie la portion du plan d'efficacité énergétique les concernant exclusivement.

Pour les distributeurs non réglementés, soit essentiellement les distributeurs de produits pétroliers, la démarche est similaire mais adaptée à leur situation particulière et c'est l'Agence qui présentera annuellement à la Régie les interventions visant ces formes d'énergie, telles que le mazout et les carburants. De plus, l'Agence soumettra chaque année à la Régie de l'énergie les programmes qui sont indépendants d'une forme d'énergie, tels les programmes concernant l'isolation des maisons.

Un contrat de performance concernant la mise en œuvre du plan sera conclu entre l'Agence et le gouvernement sur la base des montants approuvés par la Régie.

Pour la période de préparation du premier plan en 2006-2007, la Régie devra s'assurer que les sommes requises par l'Agence pour l'élaboration du plan sont prévues dans les budgets d'efficacité énergétique des distributeurs réglementés.

Par ailleurs, comme c'est déjà le cas à l'heure actuelle, l'Agence de l'efficacité énergétique pourra bonifier le financement de plusieurs de ses initiatives en faisant appel à des tiers – et particulièrement au gouvernement fédéral. En effet, un certain nombre de programmes fédéraux, dotés de ressources financières significatives, visent à soutenir les efforts consentis en matière d'efficacité énergétique, d'innovation et de développement technologique.

Les ressources provenant du fédéral sont généralement disponibles dans le cadre d'une formule de partage de coûts. L'Agence de l'efficacité énergétique fera appel aux financements fédéraux lorsqu'ils correspondent aux priorités du Québec, la quote-part du Québec étant financée dans le cadre du plan d'ensemble.

4 - Mise en œuvre des programmes

Les programmes qui auront été conçus par l'Agence, en collaboration avec les distributeurs d'énergie et les autres intervenants, seront réalisés par des entreprises accréditées à cette fin, et notamment les distributeurs. Dans le cas des programmes qui concernent plus d'une forme d'énergie, la formule du guichet unique s'appliquera.

5 - Vérification et reddition de comptes

Une reddition de comptes effective sera assurée, conformément au principe d'imputabilité. L'Agence rendra compte chaque année au gouvernement de la réalisation du contrat de performance, après un exercice de vérification sous la responsabilité de la Régie de l'énergie.

- Une fois par an, l'Agence de l'efficacité énergétique soumettra à la Régie de l'énergie un rapport sur l'état d'avancement du plan d'ensemble en efficacité énergétique.
- À partir de ce bilan, la Régie émettra un rapport de vérification, qui sera repris dans son intégralité dans le rapport annuel de l'Agence transmis au gouvernement.

La reddition de comptes permettra de s'assurer de la bonne utilisation des fonds mobilisés pour mieux utiliser l'énergie. Elle pourra éventuellement conduire l'Agence et les distributeurs concernés à réviser les programmes engagés, afin de respecter les cibles retenues.

Un nouveau plan devra être soumis à l'approbation du gouvernement aux trois ans. Aussi, afin que le plan intègre à la fois les actions à court, moyen et long terme, son horizon sera de dix ans.

Annexe 3

LA CONSULTATION SUR LA STRATÉGIE ÉNERGÉTIQUE

LA CONSULTATION SUR LA STRATÉGIE ÉNERGÉTIQUE

Il importait pour le gouvernement que la nouvelle stratégie énergétique soit issue de la consultation la plus vaste possible, permettant à toutes les personnes, groupes et entreprises intéressés de donner leur avis sur les enjeux en cause et les moyens de les relever.

Cela a effectivement été le cas, et le gouvernement a choisi à cette fin une démarche exigeante, privilégiant la transparence, l'écoute et l'accessibilité. L'ensemble de la consultation s'est déroulé sur une période d'un peu plus d'un an, de novembre 2004 à décembre 2005.

Le gouvernement a utilisé des outils de consultation très diversifiés – consultation d'experts, commission parlementaire générale, consultation en ligne – afin de rejoindre le maximum de citoyens, tout en offrant à l'ensemble des participants l'occasion de discuter de la façon la plus approfondie possible sur des questions et des enjeux souvent fort complexes. Pour aider les participants à se préparer, un document d'information a été publié en novembre 2004, tandis que la dernière phase de la consultation – la consultation en ligne – était engagée à partir d'un premier énoncé des objectifs et des orientations de la stratégie énergétique.

Par le nombre de participants comme par le niveau des débats engagés, la consultation sur la stratégie énergétique doit être considérée comme un grand succès, confirmant la vitalité de la démocratie québécoise. La consultation a permis par ailleurs de confirmer l'intérêt que suscite dans la population le dossier énergétique.

La nouvelle stratégie énergétique est directement issue de ces débats. On trouvera ci-après un résumé succinct des travaux effectués au cours de chacun des trois volets de la consultation.

La consultation d'experts

Le 17 novembre 2004, le gouvernement lançait l'ensemble du processus de consultation en rendant public un document d'information intitulé « Le secteur énergétique au Québec – Contexte, enjeux et questionnements ».

Ce document présentait la situation et les grands enjeux caractérisant le secteur énergétique québécois. On y trouvait en même temps énoncées un certain nombre de questions concernant la sécurité et l'avenir énergétiques du Québec.

La consultation d'experts s'est tenue les 1er et 2 décembre 2004, dans le cadre des travaux de la Commission de l'économie et du travail de l'Assemblée nationale. Chacun des six experts invités par le ministre des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs a été appelé à présenter son avis sur une ou deux questions précisément identifiées. L'objectif était d'engager le débat sur la future stratégie énergétique à partir de bases solides et documentées.

Les experts consultés

Les membres de la Commission de l'économie et du travail, ainsi que l'ensemble des personnes intéressées, ont pu ainsi prendre connaissance des analyses des experts suivants :

- M. Pierre Fortin :
  le développement économique et régional
- M. Joseph A. Doucet :
  la sécurité énergétique et la filière thermique
- M. Alain Webster :
  le développement durable
- M. Gaëtan Lafrance :
  la sécurité énergétique et la filière éolienne
- M. Jean-Marc Carpentier :
  l'efficacité énergétique
- M. Pierre-André Bourque :
  les ressources en hydrocarbures au Québec

Les messages transmis

Les experts ont présenté les rapports préparés en fonction des questions qui leur avaient été posées, proposant parfois des mesures concrètes, pour éclairer le gouvernement sur des aspects particulièrement sensibles du secteur énergétique québécois.

En somme, les principales conclusions et remarques de ces six experts peuvent être résumées autour des points suivants.

- Pour ce qui est de la sécurité énergétique
  - Le Québec doit diversifier ses sources d'approvisionnement en énergie pour assurer sa sécurité énergétique. Il doit miser sur le potentiel prometteur de l'énergie éolienne afin de diversifier ses approvisionnements en électricité, en tirant parti de la complémentarité de cette forme d'énergie avec l'hydroélectricité.
  - Le développement du potentiel hydroélectrique québécois permettra à la fois de satisfaire les besoins en électricité et de profiter d'occasions d'affaires avantageuses sur les marchés d'exportation.
  - Il faut augmenter la marge de manœuvre d'Hydro-Québec, ce qui améliorerait d'autant notre sécurité énergétique et celle de nos voisins.
  - L'efficacité énergétique est un moyen incontournable pour renforcer la sécurité énergétique, en permettant une réduction de la croissance de la demande d'énergie.
  - La contribution de la filière thermique à notre sécurité énergétique découle d'un choix de société et non d'une optimisation économique ou technique.
  - Il serait approprié de recourir de façon accrue au gaz naturel pour satisfaire les besoins de chauffage.
- En ce qui concerne l'énergie éolienne
  - L'énergie éolienne pourrait contribuer à améliorer notre sécurité énergétique grâce à sa complémentarité avec l'hydroélectricité.
  - Cette forme d'énergie offre un bon potentiel exploitable. On estime à 4 000 MW le potentiel qui pourrait être techniquement intégré au réseau à l'horizon 2015.
  - Il est fortement recommandé de maintenir la méthode de développement par blocs d'énergie.
  - Il est préférable d'adopter une stratégie optimisant la localisation des sites propices à l'établissement d'éoliennes.
- Pour ce qui est de l'efficacité énergétique
  - Un plus grand nombre de mesures en efficacité énergétique aurait un effet bénéfique pour l'environnement, tout en procurant des économies aux consommateurs.
  - Les bienfaits de l'efficacité énergétique pourraient être optimisés si les interventions mises en œuvre à cette fin étaient à la fois stables et constantes.
  - La portée des mesures en efficacité énergétique serait renforcée si ces mesures étaient appuyées par un prix qui reflète davantage les coûts de l'énergie.
- En matière de développement économique et régional
  - Il est souhaitable d'exploiter des sites hydrauliques aux fins d'exportation d'électricité et de construire de nouvelles interconnexions, notamment avec l'Ontario et les États-Unis.
  - Nos ressources éoliennes et notre potentiel d'hydrocarbures doivent être mis davantage en valeur pour favoriser le développement économique en région.

- Pour ce qui est des hydrocarbures
  - Le Québec bénéficie d'un contexte géologique favorable à la découverte et à la mise en valeur de ressources en hydrocarbures. Son potentiel semble prometteur.
  - L'exploitation de cette forme d'énergie permettrait d'accroître la sécurité des approvisionnements et de stimuler le développement économique.
  - L'exploitation des hydrocarbures ne nous empêcherait nullement d'agir dans une perspective de transition vers des sources d'énergie moins polluantes et renouvelables.
- En matière de développement durable
  - Le concept de développement durable fait consensus au Québec, mais la façon de l'appliquer ne fait pas l'unanimité.
  - Les exportations d'électricité du Québec pourraient contribuer à l'amélioration de la performance de la région du nord-est de l'Amérique du Nord, en permettant de réduire les émissions de gaz à effet de serre.
  - On doit prendre en compte les coûts environnementaux lors de la définition et de la mise en œuvre des projets.

La commission parlementaire générale

La deuxième étape de la consultation s'est tenue du 25 janvier au 7 avril 2005, toujours dans le cadre de la Commission de l'économie et du travail de l'Assemblée nationale. Les citoyens, groupes et entreprises ont été invités à exprimer leurs préoccupations et leur vision à l'égard de l'avenir et de la sécurité énergétiques du Québec.

Les mémoires déposés

La commission parlementaire a reçu 169 mémoires. Lors des travaux de la commission, 138 citoyens, entreprises, organismes et regroupements ont présenté leur point de vue. La commission parlementaire a ainsi entendu les principaux acteurs de la scène énergétique – producteurs, distributeurs, représentants des consommateurs et des groupes environnementaux, nations autochtones – ainsi que de simples citoyens désireux de participer au débat et de faire part de leur avis.

Les députés membres de la commission ont eu la possibilité de questionner chacun des intervenants afin d'obtenir des précisions sur les analyses présentées et les recommandations formulées.

Les messages exprimés

Les mémoires déposés ont abordé tous les aspects du développement énergétique. Dans plusieurs cas, ils véhiculaient des opinions divergeant les unes des autres. Les mémoires et les dépositions en commission parlementaire ont cependant permis de traiter de tous les enjeux liés à l'énergie et d'offrir aux différentes opinions l'occasion d'être exprimées.

Globalement, les citoyens, les entreprises et les groupes veulent que les ressources énergétiques soient mises en valeur dans un souci de pérennité. Ils entendent s'assurer que les projets de développement se réalisent dans le respect de l'environnement et des communautés. Ils ont enfin de grandes attentes, particulièrement en région – là où les citoyens fondent beaucoup d'espoir économique sur le développement énergétique.

Les principaux messages reçus par la commission peuvent être résumés autour des points suivants:

- les économies d'énergie et l'efficacité énergétique doivent constituer les premiers jalons de la stratégie énergétique;
- il est essentiel que le Québec compte sur une Agence de l'efficacité énergétique plus présente et plus indépendante;
- pour assurer sa sécurité énergétique, le Québec doit miser sur le développement des énergies renouvelables, particulièrement l'hydroélectricité et l'énergie éolienne;

– il faut que le développement énergétique se fasse dans un souci de protection de l'environnement et en conformité avec les efforts consentis pour minimiser les impacts des changements climatiques;

– un secteur de l'énergie vigoureux est essentiel au développement économique et à la prospérité du Québec, particulièrement des régions;

– on doit réfléchir aux possibilités de recourir aux formes d'énergie les plus appropriées pour certains usages, notamment pour la chauffe;

– une fois les besoins énergétiques des Québécois comblés, l'électricité pourrait être exportée. Les retombées financières et environnementales résultantes pourraient profiter à l'ensemble des citoyens.

D'autres messages ont été transmis :

– la diversification des sources d'approvisionnement est essentielle;

– des tarifs d'électricité plus élevés inciteraient à plus d'économie;

– des tarifs bas aident à la compétitivité des entreprises;

– une plus grande diffusion de l'information est nécessaire afin d'accroître la confiance de la population envers le gouvernement et sa société d'État, Hydro-Québec.

La consultation en ligne

La troisième étape de la consultation a été engagée le 17 novembre 2005, avec la publication par le gouvernement d'un document présentant les objectifs et les orientations de la future stratégie énergétique.

Dans ce document, le gouvernement identifie deux préoccupations essentielles :

- assurer la sécurité et l'avenir énergétiques des Québécois;
- rendre le Québec plus prospère en utilisant pleinement les avantages énergétiques dont il dispose.

Pour y parvenir, le gouvernement propose les objectifs à atteindre et les orientations à mettre en œuvre, à partir d'une identification des défis à relever.

Les participants

Le gouvernement a invité toutes les personnes intéressées à réagir au document, en communiquant leur avis par Internet. La consultation en ligne s'est tenue du 17 novembre au 5 décembre 2005.

Près de 10 000 visiteurs ont pris connaissance du document rendu public sur Internet. Le gouvernement a reçu les avis et commentaires de 1 732 citoyens et de 148 organismes.

Les messages reçus

Globalement, les participants à la consultation ont accueilli favorablement l'accent mis par le gouvernement sur la mise en valeur de nos ressources énergétiques renouvelables, dans la mesure cependant où cette mise en valeur est effectuée dans le respect de l'environnement et des communautés concernées.

Sur plusieurs points, des consensus sont apparus :

– il faut que le développement durable guide la stratégie énergétique;

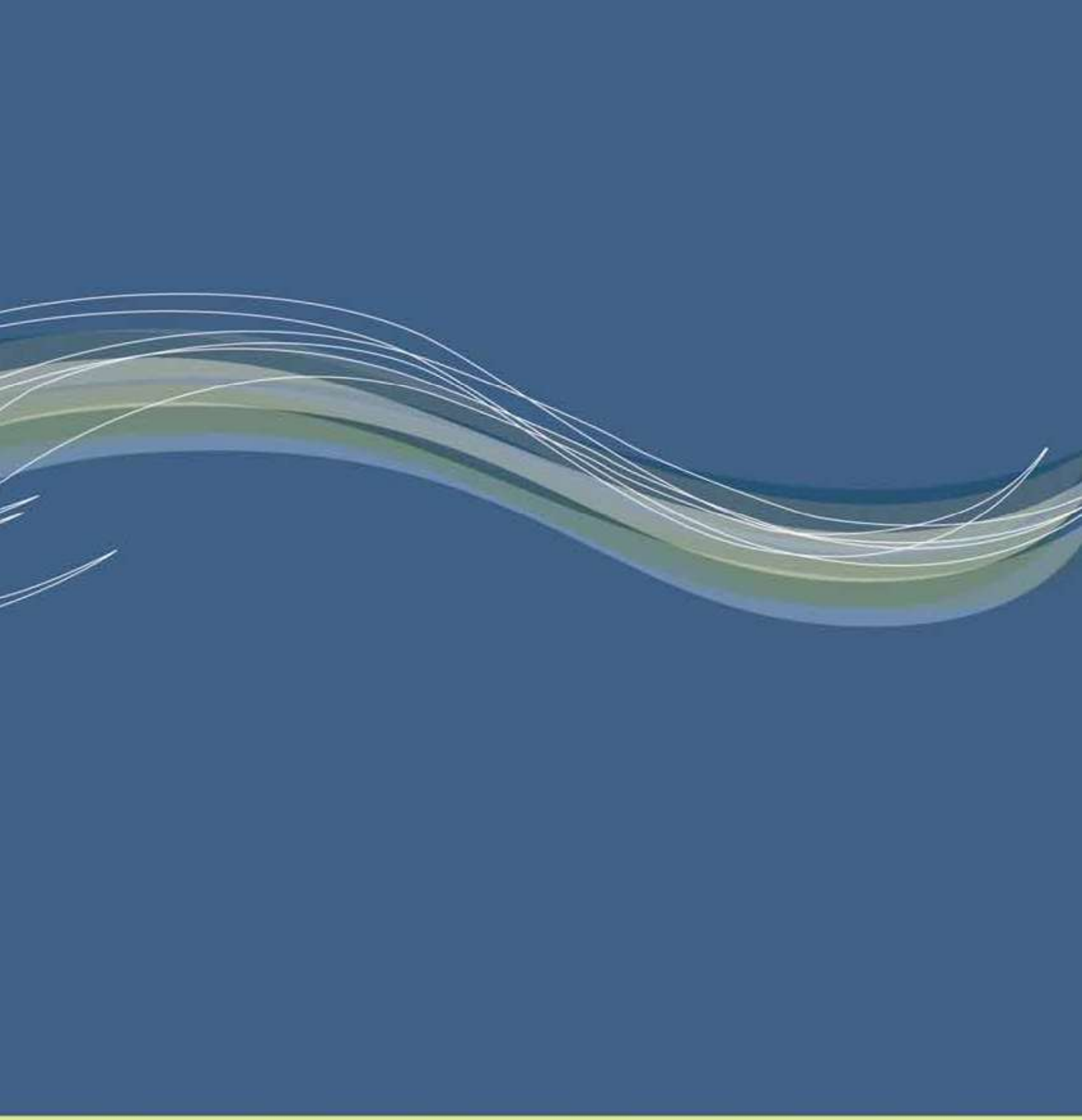
– l'efficacité énergétique, la sécurité des approvisionnements énergétiques et la mise en valeur des énergies propres et renouvelables doivent constituer les bases de la stratégie énergétique. L'hydroélectricité et l'énergie éolienne sont les sources d'énergie à privilégier;

– il est essentiel que la production d'énergie propre et renouvelable serve d'abord à combler les besoins des Québécois. Elle doit cependant également pouvoir être exportée sur les marchés extérieurs.

De façon plus précise, les messages suivants ont été formulés.

- Il faut relancer les projets hydroélectriques et créer de la richesse.
  - La relance et l'accélération de l'hydroélectricité est nécessaire pour assurer la sécurité énergétique des Québécois et favoriser le développement économique du Québec, particulièrement en région.
  - L'aménagement de petites centrales peut permettre aux communautés locales de prendre en charge leur développement économique, mais l'acceptation sociale et l'implication de ces communautés sont nécessaires dans ce type de projet.
  - Dans un objectif de création d'emplois en région, les tarifs octroyés aux entreprises grandes consommatrices d'électricité doivent être concurrentiels.
- On doit développer l'énergie éolienne, car c'est une filière d'avenir.
  - L'énergie éolienne offre des occasions qu'il faut saisir, notamment en matière de développement économique. Elle demeure un complément à l'hydroélectricité et non un substitut.
  - La capacité installée doit être répartie sur tout le territoire.
  - Certains intervenants suggèrent que le développement du potentiel éolien soit effectué par Hydro-Québec alors que d'autres souhaitent plutôt une implication du secteur privé, comme c'est le cas actuellement.
- Il est essentiel que l'on utilise l'énergie de façon plus efficace.
  - Il faut sensibiliser davantage la population aux avantages des économies d'énergie.
  - Une nouvelle structure de tarifs d'électricité davantage progressive est souhaitable. Elle favoriserait une consommation plus efficace de cette ressource.
  - Le gouvernement doit intervenir pour encourager des mesures rentables d'économie d'énergie, notamment dans les secteurs de la rénovation, de la construction et du transport.
  - Le *Code de la construction* devrait être modifié et davantage appliqué pour favoriser l'efficacité énergétique.
  - Les efforts consentis pour développer de nouvelles capacités de production doivent être mobilisés en parallèle avec ceux visant à réduire la consommation. Il ne faut pas croire que l'efficacité énergétique puisse remplacer la production d'énergie pour satisfaire l'ensemble de nos besoins.
- On doit innover en énergie.
  - Il faut se donner les moyens d'innover pour assurer la satisfaction des besoins énergétiques des générations futures.
  - Les technologies relatives à la géothermie, à l'énergie solaire, à l'hydrogène et à la biomasse doivent être favorisées par des mesures concrètes.
  - Il faut consentir des efforts pour développer des moyens de transport efficaces et des carburants renouvelables.

- Il faut consolider et diversifier les approvisionnements en pétrole et en gaz naturel.
  - La construction d'un terminal méthanier sur le territoire québécois pourrait être intéressante pour le Québec, particulièrement afin de réduire notre dépendance envers notre seule source d'approvisionnement en gaz naturel. Plusieurs intervenants se sont prononcés catégoriquement contre l'implantation d'un terminal méthanier au Québec.
  - Le Québec pourrait mettre en valeur ses ressources en hydrocarbures dans la mesure où cela est réalisé dans le respect de l'environnement et des communautés locales.
  - Il pourrait être intéressant de favoriser les carburants renouvelables pour diminuer notre dépendance envers les hydrocarbures.
  - Une révision de la réglementation en vigueur sur le marché au détail des carburants est nécessaire, afin de permettre davantage de concurrence. Toutefois, certains intervenants craignent de voir les distributeurs indépendants disparaître du marché.
- Il est essentiel de mettre en œuvre le développement durable.
  - Les énergies renouvelables doivent être développées dès maintenant pour assurer la sécurité énergétique à long terme.
  - Il faut que le développement énergétique soit toujours effectué en respectant l'environnement.



Ressources naturelles et Faune
Québec

Ce produit contient 30 % de fibres recyclées après consommation.

COPIE

ADEQ-20

RÉGIE DE L'ÉNERGIE

AUDIENCE SUR LES COÛTS D'EXPLOITATION QUE DOIT SUPPORTER UN DÉTAILLANT EN ESSENCE OU EN CARBURANT DIESEL

DOSSIER R-3399-98

RÉGISSEURS : Me CATHERINE RUDEL-TESSIER, présidente
M. ANDRÉ DUMAIS
M. JEAN-NOËL VALLIÈRE

AUDIENCE DU 8 SEPTEMBRE 1998

VOLUME 7

JEAN LAROSE
Sténographe officiel

55, rue Saint-Jacques, bureau 10
Montréal (Québec) H2Y 1K9
Téléphone (514) 286-5454
FAX (514) 286-6655

STÉNOGRAPHES OFFICIELS
RIOPEL, DAIGNEAULT, GAGNON, LAROSE & PLANTE
OFFICIAL COURT REPORTERS

L'AN MIL NEUF CENT QUATRE-VINGT-DIX-HUIT ce huitième(8e) jour du mois de septembre, a comparu :

AHMED NACIRI, professeur à l'Université du Québec à Montréal et directeur de département, 350, rue Sainte-Catherine Est à Montréal,

LEQUEL, après avoir été dûment assermenté, dépose comme suit :

Me ÉRIC BÉDARD :

Oui, avant de débuter le témoignage de monsieur Naciri, Madame la Présidente, il y a deux graphiques, ça ne change rien aux textes comme tel, les graphiques traduisent les textes, là, mais où il y a une légère correction sur le graphique qui correspondent aux textes, là...

LA PRÉSIDENTE :

Oui, j'ai remarqué.

Me ÉRIC BÉDARD :

Alors, c'est tout simplement une...

LA PRÉSIDENTE :

Vous avez donc...

Me ÉRIC BÉDARD :

--- on ne travaille qu'avec une copie informatique, là...

LA PRÉSIDENTE :

Vous avez donc de nouvelles pages à nous...

Me ÉRIC BÉDARD :

Oui, j'ai de nouvelles pages tout simplement...

LA PRÉSIDENTE :

O.K.

Me ÉRIC BÉDARD :

--- alors il s'agit de la page 11 et de la page 14.

LA PRÉSIDENTE :

C'est bien.

Me ÉRIC BÉDARD :

Je vais les distribuer à mes... je vais vous en donner des copies.

INTERROGATOIRE PAR Me ÉRIC BÉDARD :

764 Q. Bien, Monsieur Naciri, bonjour.

R. Bonjour.

Me ÉRIC BÉDARD :

Alors, je souhaiterais faire qualifier monsieur Naciri d'expert en sciences comptables et en gestion. Est-ce qu'il y a un problème?

LA PRÉSIDENTE :

Nous nous apprêtons à reconnaître monsieur Naciri comme expert en sciences comptables et gestion. Bien, alors, il est reconnu comme expert en sciences comptables et gestion.

Me ÉRIC BÉDARD :

765 Q. Monsieur Naciri, vous êtes l'auteur de l'étude qui s'intitule Les composantes du coût d'exploitation?

R. Oui.

766 Q. Pouvez-vous nous indiquer, Monsieur Naciri, de façon générale, les conclusions que vous avez obtenues dans le cadre de votre étude?

R. Eh bien la comptabilité, évidemment, se subdivise en deux groupes, une partie qui est comptabilité de gestion, l'autre, comptabilité financière; la comptabilité financière, évidemment, bénéficie d'un système de réglementation, c'est ce qu'on appelle la normalisation et les normes comptables généralement reconnues, que ce soit au Canada, que ce soit aux États-Unis, que ce soit au niveau international, reconnaissent que dans le coût d'exploitation - et là, je le répète encore - dans un point de vue

purement comptabilité financière, donc on prend tous les coûts sans exception aucune. Voilà un peu les conclusions.

767 Q. Lorsque vous avez discuté dans votre... lorsque vous nous dites « inclure tous les coûts », pouvez-vous nous indiquer pour quelle raison il est nécessaire, dans l'analyse comptable financière ou générale, de tenir compte de tous les coûts lorsqu'il s'agit de considérer les coût d'exploitation d'une entreprise?

R. Au fait, c'est sur une base simple, enfin un principe simple, c'est que normalement dans l'esprit des comptables, enfin, si on se réfère évidemment aux définitions, que ce soit de l'ICCA au Canada, que ce soit de l'American Accounting Association aux États-Unis, c'est que toutes les sorties de fonds liées directement à la production d'un bien ou d'un service, à partir de ce moment-là ça devient un peu le bon sens, en fait c'est comme si on disait que quelqu'un ne doit pas consommer plus que ce qu'il ne gagne, parce qu'à un certain point, il faut qu'il paye les pots cassés.

Donc, pour une activité économique, c'est le même raisonnement, c'est le bon sens qui impose un peu cette.. ce critère, ce qu'il faut couvrir, toutes les sorties de fonds, liées à la production d'un bien ou d'un service et donc, c'est à partir de là qu'on peut aller identifier ce qu'on appellerait coûts.

768 Q. Votre compréhension des coûts d'exploitation comprend-elle les coûts variables et les coûts fixes?

R. Oui, la comptabilité financière ne fait pas cette dichotomie, bien que dans mon étude, j'ai essayé d'expliquer - parce que le document que vous avez entre les mains a été fait dans un but purement pédagogique, il peut même apparaître à quelques spécialistes comme d'un niveau académique, ou plutôt pédagogique. C'est vrai qu'on peut déceler les coûts, chacun des coûts peut être variable, qualifié de variable ou qualifié de fixe, mais pour la comptabilité générale, ça ne fait aucune différence.

769 Q. Est-ce que votre notion de coûts inclut à la fois les coûts de produits et les coûts de périodes?

R. Oui, un coût de produit, c'est quelque chose qui rentre directement dans un produit, tandis qu'un coût de période, on le reconnaît à la fin d'une période, donc, alors, on peut avoir des exemples : le coût des marchandises vendues directement, c'est d'un produit, par contre mes amortissements que j'attends à la fin de l'année pour les reconnaître, ça peut être allié à une période.

770 Q. Votre analyse vous indique-t-elle à conclure que les coûts comprennent les coûts répétitifs et les coûts non répétitifs?

R. Oui, ça peut être répétitif, un coût que vous supportez une seule fois par année, ça s'appelle non répétitif parce qu'il arrive une fois, un autre coût

qui revient souvent chaque mois, chaque semaine, on l'appelle répétitif. On peut parler aussi de ordinaire, extraordinaire, mais enfin, quand je dis le coût, tout le coût doit être reconnu.

771 Q. Les coûts totaux et les coûts unitaires sont-ils compris dans votre définition?

R. Là encore, si vous divisez le coût total d'une période par le nombre d'unités, ça vous donne le coût unitaire, donc il est compris.

772 Q. Selon vous, le coût d'exploitation doit-il comprendre à la fois les coûts directs et les coûts indirects?

R. Oui, là encore c'est une dichotomie qui est purement, disons à l'intérieur de la gestion personnelle de l'entreprise, mais quand on le reconnaît au niveau de l'exploitation, c'est tous les deux qui sont inclus.

773 Q. Et selon vous, le coût d'exploitation comprend-il le coût de fabrication et les coûts de vente et d'administration?

R. ...

Me SYLVAIN LUSSIER :

Je pense qu'il va répondre oui, Madame la Présidente, c'est ce qu'on appelle une question suggestive.

TÉMOIN :

R. Oui.

Me ÉRIC BÉDARD :

C'est un témoin expert auquel je pose des questions. Est-ce qu'il y a une objection, Madame la Présidente?

774 Q. Alors, Monsieur Naciri, je vous invite maintenant au tableau 1 de votre étude à la page 4.

R. Oui.

775 Q. Pouvez-vous nous indiquer pour quel motif toute... d'abord, pouvez-vous nous donner une indication de quels sont, de façon brève, les types de classements de coûts et pour quels motifs, selon vous, on les inclut tous dans les coûts d'exploitation?

R. Eh bien, le tableau 1 s'inspire simplement d'une tradition de gestion, comme j'ai affirmé tout à l'heure; vous avez une partie de la comptabilité qui est purement de gestion, c'est-à-dire elle est utilisée à l'interne de l'entreprise pour ses propres fins de gestion et donc, elle disposerait, toutes les entreprises disposeraient beaucoup de liberté à ce niveau-là.

Nous avons, de l'autre côté, la comptabilité financière que j'ai suivie, moi, parce qu'elle est normalisée, elle est défendable pour les besoins de la formation externe.

Donc ici, à l'intérieur d'une entreprise, je peux, évidemment, classer les coûts d'après l'imputation

sur le revenu, c'est-à-dire je peux dire, ce coût total que je reconnais à la fin de l'année, une partie ça va aux produits directement, l'autre c'est la période.

Je peux aussi classer des coûts d'après l'activité, en coûts variables et coûts fixes. Je peux aussi classer mes coûts d'après la répétition, répétitifs, non répétitifs. Je peux aussi d'après la facilité d'imputation, coûts directs, coûts indirects; d'après l'organisation administrative, coûts de fabrication, coûts de vente, coûts d'administration.

Mais en fait, derrière ça, c'est des méthodes de calcul par exemple le full costing ou etc., qui impose aussi cette... un certain nombre de classifications.

Donc alors, évidemment, ça s'est construit avec le temps, mais derrière, il y avait des méthodes qui ont exigé ce genre de découpements. Ça n'engage en rien la comptabilité financière qui est purement d'information et qui a un caractère légal envers l'extérieur.

776 Q. Je vous invite maintenant à la page 5 de votre étude. Vous nous dites :

Quatre raisons fondamentales nous permettent

de trancher clairement quant au fait de ce qui doit être considéré dans l'établissement du coût d'exploitation.

Pouvez-vous nous indiquer un peu, brièvement, les raisons qui vous poussent à inclure les quatre éléments que l'on retrouve au tableau contenu à la page 5, comme étant des éléments vous menant à conclure à la composition des coûts d'exploitation?

R. Bien, donc alors reconnaître tous les coûts, que tous les coûts doivent faire partie, les coûts d'exploitation c'était facile, c'est-à-dire il suffit tout simplement de regarder n'importe quel bilan de n'importe quelle entreprise, mais le justifier ou bien trouver la raison était un peu plus difficile et donc, c'était ça peut-être la contribution de ce petit travail.

Donc alors, on s'est dit, pourquoi les gens se comportent-ils de cette façon-là, pourquoi reconnaissent-ils tous les coûts dans le coût d'exploitation?

Eh bien, la première des choses c'était à cause de la définition formelle, donc un coût, c'est toute sortie d'argent liée à la production d'un bien ou d'un service, ça provenait de l'American Accounting Association, c'est repris par l'ICCA au Canada dans

le chapitre...

Deuxième élément, la définition officielle du coût lui-même, j'ai dit alors... non, la définition du profit, eh bien, que ça soit d'un point de vue comptable, que ça soit d'un point de vue économique, je ne peux dire que j'ai réalisé un profit que si ma richesse à la fin est supérieure à ma richesse de début de la période, donc la comptabilité se tue à vouloir bien chiffrer cette différence qu'elle appelle « profit ». Toute la cuisine interne, c'est dans cet esprit-là.

Donc alors, évidemment, point de vue économique ou point de vue comptable, on dit quelqu'un s'est enrichi si ses actifs de début sont inférieurs à ses actifs de la fin, ou l'inverse, c'est une perte.

Troisième élément, l'objectif de l'entreprise. Alors, au niveau de la finance, il y a une loi qui est devenue très célèbre, c'est celle de la maximisation de la richesse et on dit évidemment, et du choix de l'investissement.

Actuellement, depuis déjà une trentaine d'années, la façon dont on évalue un investissement s'il doit être entrepris ou pas, c'est sur la base de sa valeur actuelle nette, le critère de valeur actuelle.

Qu'est-ce qu'il dit, ce critère de valeur actuelle? Eh bien je dois comparer toutes les sorties de fonds à toutes les entrées, s'il en reste quelque chose, c'est bon, si c'est zéro, c'est déjà pas mal, au-dessous de ça, c'est mauvais, tenant compte évidemment de la valeur temporelle de l'argent, c'est-à-dire j'actualise. Donc, voilà un peu les quatre éléments qui ont servi pour dire, après tout, on n'avait pas tort d'agir comme on le faisait.

777 Q. Maintenant, je vais vous amener à la page 6 de votre document. Pouvez-vous nous indiquer, à partir... comment vous avez dressé la liste des éléments de coûts que l'on retrouve à la page 6?

R. Eh bien, à la page 6, c'est simplement, c'est très personnel, mais enfin, ça... c'est à travers ce que j'ai vu dans les états financiers, comme je dis, c'est une vérité de La Palice que de dire que tous les coûts doivent exister là-dedans, ce que nous avons au Canada comme aux États-Unis que les coûts doivent comprendre tous les coûts.

Au Canada, ou comme aux États-Unis, vous le saviez, il y a liberté de choix des nomenclatures. Moi, je peux utiliser par exemple « le coût des marchandises vendues », quelqu'un peut dire « le prix d'achat des marchandises à la vente ».

Les règles comptables canadiennes n'imposent aucune

rigueur à ce niveau-là, à condition que ça veuille dire ce qu'elles veulent dire. Par contre, par opposition à des systèmes comme les Français où « caisse » veut dire « encaisse », je ne peux pas utiliser autre chose, la nomenclature est stricte. Au Canada, j'ai le choix.

Donc, c'est à partir de ça, toute la considération que j'avais, dont j'ai essayé de faire, c'est de couvrir l'ensemble des sorties de fonds, donc alors quelqu'un d'autre peut venir avec autre chose, c'est aussi bon que ce que j'ai ici, à condition d'inclure tout.

778 Q. Vous avez indiqué au cours de cette... du tableau 2, le un, deux, trois... le quatorzième item : « Autres frais généraux »; pourquoi, selon vous, est-il important d'inclure les frais généraux dans les coûts d'exploitation?

R. Bien, c'est toujours dans cette considération de la comptabilité financière que je dois inclure tous les coûts. Je l'ai dit tout à l'heure, le vrai profit, c'est celui, c'est le différentiel dans la richesse entre deux... dans deux points dans le temps. La comptabilité financière n'a pas réussi à chiffrer la totalité de cette différence, donc alors, c'est pourquoi parfois on nous dit « autres ».

Alors, les frais généraux doivent faire partie des

coûts d'exploitation, c'est vrai, mais il y a des limites, la comptabilisation a ses propres limites, tout est exprimé en coûts d'acquisitions, c'est-à-dire l'inflation n'a pas sa place dans ce raisonnement, alors que le profit économique, lui, se base sur la valeur marchande, aujourd'hui, qu'est-ce que je peux obtenir du même actif, etc.

Il est... il subsiste beaucoup de différences, donc la définition de la comptabilité financière reste, à mon point de vue, est encore insuffisant, mais c'est tout ce qu'on a.

779 Q. Je vous amène au graphique 4 que l'on retrouve à la page 12 de votre étude...

R. Oui.

780 Q. ... où vous nous indiquez « Le comportement des coûts fixes en fonction de l'activité »; pouvez-vous nous expliquer un peu l'évolution des coûts fixes en fonction du niveau de l'activité?

R. Bien, vous savez, il y a des coûts qui ne sont pas reliés directement ou qui ne bougent pas avec l'augmentation du chiffre d'affaires ou de l'activité, mais on les appelle pour cette raison « fixes », sauf que cette période d'immobilité n'est pas éternelle; c'est-à-dire il suffit, il suffirait plutôt, d'investir plus que ces coûts fixes augmentent, ne sont plus fixes, et donc on a un système d'escalier où les coûts fixes ne sont fixes

que pendant une certaine période et finalement, en réalité, si je regarde ça de loin et de lenteur, je m'aperçois que tous les coûts sont variables, en réalité.

Quelqu'un me dire, bien, si tu es de l'autre côté, tout est fixe, c'est un peu le fameux problème du philosophe grec qui dit, un bateau ne bouge pas, il est là où il est à chaque fois que je le regarde. C'est vrai, si je le regarde comme ça, oui, mais si je le vois sur tout le fleuve, eh bien, il bouge tout le temps. Voilà un peu le problème de ces coûts fixes, donc c'est fixe pour une certaine période.

781 Q. Quand vous dites période, est-ce que vous avez, vous faites référence, vous avez fait référence à des investissements, est-ce que la production peut avoir un effet sur l'augmentation des coûts fixes?

R. Je dirais que les deux sont reliés, si vous produisez au-delà d'un certain niveau, vous devez investir, mais c'est l'investissement qui contrôle.

782 Q. Maintenant, Monsieur Naciri, j'aimerais vous demander d'aller à l'annexe 1 que l'on retrouve à la page 36 de votre rapport; pouvez-vous nous indiquer, Monsieur Naciri, quelles sont vos conclusions quant à l'endettement à long terme des grandes pétrolières et la façon dont vous y êtes parvenu?

R. Eh bien, je me suis basé sur la structure financière des pétrolières, c'est-à-dire les quatre grandes

pétrolières comme on fait d'habitude, vous savez, la théorie financière offre un modèle de calcul, du coût de la dette, donc je n'ai rien inventé, j'ai appliqué la théorie comme telle, donc la structure, donc on regarde tout, le passif... le côté droit des bilans et on regarde qu'est-ce qui est dettes, qu'est-ce qui est capitaux propres, qu'est-ce qui est autres et on recherche, on divise par le total et ça nous donne des pourcentages.

Donc, là-dessus, je me suis retrouvé avec un soixante et cinq pour cent (65 %) de la structure ou de l'argent, pour chaque dollar, soixante-cinq cents (0.65 ¢) proviennent de l'extérieur si on inclut, évidemment, l'impôt différé ou si vous préférez, trente-cinq pour cent (35 %) provient de la poche des actionnaires. Vous pouvez le regarder comme vous voulez, voilà un peu l'idée.

Évidemment, une entreprise, plus elle s'endette, plus c'est bon, plus on arrive à utiliser le maximum de la dette, plus c'est efficace à condition de maintenir le risque à un niveau normal.

783 Q. Pouvez-vous nous indiquer, par rapport à cette dette, quelles ont été vos conclusions quant à son coût?

R. Là encore, le coût de la dette se calcule en utilisant la moyenne pondérée. Je prends le résultat de la dette, je prends chaque composante, je divise

par le total et ça me donne un pourcentage et je multiplie par le coût de ce pourcentage, le coût de cette partie-là, donc, c'est dans les notes afférents aux états financiers que j'ai puisé le coût de la dette et j'ai utilisé le calcul de la structure que j'avais faite et finalement, ça a donné un coût de sept virgule sept cent soixante-six (7,766 %) à peu près, sept virgule sept pour cent (7,7 %).

Alors, quelques... certains d'entre vous ont remarqué qu'il y avait peut-être une différence entre les montants que j'ai dans le tableau 7 et les annexes A-3, c'est que parfois les pétrolières ajoutaient par exemple les pertes sur change, des éléments que je ne considérais pas comme dettes, ou bien à la partie exigible à court terme, qui faisait partie de la dette à long terme et que pour les besoins de classement au bilan, elle doit être dans les dettes à court terme. Donc, c'est quelques variations qui peuvent être remarquées à la lecture de ces tableaux-là.

784 Q. Pouvez-vous nous indiquer où dans votre rapport vous avez explicité le calcul du coût de la dette à long terme?

R. Bien, c'est le tableau 7, A-7, vous avez Esso, un total de dettes à long terme de-mille six cent quatre-vingt-quatre (1684), si je divise par le total de toutes les dettes à long terme qui est sept mille

sept cent quatre-vingt-seize (7796), ça me donne vingt-neuf pour cent (29 %).

J'ai calculé déjà la moyenne de la dette de Esso qui est sept virgule un (7,1 %), je multiplie sept virgule un (7,1 %) par vingt-neuf virgule zéro cinq (29,05 %) et ça donne deux virgule six deux six neuf trois (2,062693 %). La même chose pour toutes les compagnies.

785 Q. Maintenant, j'aimerais revenir au graphique que l'on trouve à la page 6. Page 27 ou 6, c'est le même tableau.

R. Ah! le tableau. O.K. C'est le tableau 10, oui.

786 Q. Lorsque vous indiquez frais de financement à terme, c'est le cinquième à partir du bas; pouvez-vous nous indiquer de quoi vous parlez exactement?

R. Les frais de financement à terme, c'est le coût de la dette à long terme. Maintenant... C'est uniquement le coût de la dette à long terme. Il y a évidemment des méthodes comptables qui demandent la capitalisation des locations au Canada. Ça peut entrer là. Mais c'est tout ce qui est inclus l'endettement à long terme.

787 Q. Comment pourrait-on procéder... Dans un cas de commerce jumelé, Monsieur Naciri, comment pourrait-on procéder à l'imputation des coûts de l'un à l'autre des commerces jumelés?

R. J'avoue que ça nécessite une étude. Il y a évidemment

différents moyens; c'est la connaissance d'abord de ces commerces jumelés. La meilleure chose à faire, c'est vraiment de les étudier à fond et de savoir exactement ce qui va à quoi. Mais souvent, c'est difficile et alors on se rabat sur des méthodes moyennes, et caetera. Donc, on... mais ça arrive, qui ont toutes leurs limites, on se dira la moitié, c'est pour tel commerce, la moitié c'est pour l'autre. Ça reste toujours imprécis. La meilleure méthode, c'est vraiment d'aller par les calculs précis.

Me ÉRIC BÉDARD :

Je vous remercie. Je n'ai pas d'autres questions pour le moment.

LA PRÉSIDENTE :

Merci, Maître Bédard. Maître Pépin, alors.

CONTRE-INTERROGATOIRE PAR Me BENOÎT PÉPIN :

788 Q. Bonjour, Monsieur Naciri. Benoît Pépin pour la FNACQ et Option consommateurs, les deux groupes de consommateurs dans la présente audition. Pour débuter, quelques petites questions qui découlent de votre témoignage en chef tel que monsieur Bédard vous a posé des questions. Premièrement, les définitions que vous utilisez aux fins de votre rapport, est-ce que ma compréhension est bonne à l'effet que ce sont des définitions comptables par opposition à des

définitions qu'un économiste utiliserait en sciences économiques?

R. Purement comptables.

789 Q. Et je dois comprendre aussi que votre formation est comptable et non celle d'un économiste?

R. Je n'ai pas dit que je suis économiste; je suis financier, mais pas économiste du tout.

790 Q. Je vous remercie.

R. Mais, par contre, je peux utiliser les termes.

791 Q. Ensuite, vous avez indiqué que vous arrivez à la conclusion que l'on doit inclure tous les coûts. Un élément dont vous avez fait abstraction toutefois, c'est le temps; est-ce que vous considérez qu'une entreprise vend systématiquement pour couvrir tous ses coûts à chaque moment ou si parfois elle fait plus de profits, que parfois elle peut vendre sous ses coûts?

R. La comptabilité générale, en fait, vous savez, dans la comptabilité de gestion, et ça sort un peu du travail comptable, et je vous réponds quand même, parfois, vous avez des méthodes où l'on vend en dessous du coût si on sait évidemment qu'on va les couvrir ou on les a couverts déjà. Donc, c'est la période, la comptabilité générale va sur une période d'une année. Et donc ça se peut, que pour stratégie spécifique, qu'on puisse vendre au dessus du coût, sauf que je dis, ça ne va pas être une stratégie à long terme. À court terme, c'est acceptable dans

beaucoup de secteurs. Je ne sais pas pour le pétrole spécifiquement, mais je sais que, pour d'autres secteurs, c'est faisable. Mais les coûts fixes doivent être couverts à un certain point durant la période.

792 Q. Donc, ce que je devais comprendre de votre réponse, c'est qu'elle sous-entendait à long terme?

R. À long terme, exactement.

793 Q. Toujours sur la question du temps, est-ce que je comprends bien aussi, vous avez fait allusion au bateau et à cette métaphore relativement au bateau, ce qui distingue un coût fixe d'un coût variable, encore une fois, c'est le temps?

R. Exactement. C'est-à-dire notre position par rapport. Quand on la regarde de loin, bien, le temps, évidemment, la période est plus large.

794 Q. Disons la durée de l'observation?

R. Exactement.

795 Q. Et finalement, vous avez parlé de l'imputation des coûts à la toute fin de votre témoignage en chef et vous avez indiqué qu'il y a plusieurs méthodes afin d'imputer les coûts de deux entreprises ou de deux commerces qui pourraient être sur le même site. J'ai cru, par contre, percevoir que ce n'était pas ce que vous avez fait. Est-ce que je comprends bien que votre étude ne vise pas à faire une telle imputation et que ce n'est pas dans le cadre du mandat?

R. L'étude ne touchait pas l'imputation mais de loin.

D'accord.

796 Q. D'accord. Je retiens que vous n'avez pas fait cette étude...

R. Non.

797 Q. ... quant à l'imputation des coûts?

R. Et même ma réponse était circonstancielle ici, c'est-à-dire qu'il faut vraiment faire un travail en profondeur.

798 Q. D'accord. Maintenant, j'aimerais attirer votre attention sur votre rapport, à la page 19, et à la fin de l'avant-dernier paragraphe, le long paragraphe du centre de la page.

R. Oui...

799 Q. La dernière phrase se lit :

> Il nous est donc possible en se référant à la comptabilité financière de déterminer la liste des composantes de coûts devant faire partie du coût total d'exploitation.

R. Oui.

800 Q. Je comprends qu'il s'agit là du sujet que vous désirez couvrir, soit celui de la comptabilité financière?

R. Exact.

801 Q. Par contre, est-ce que je dois comprendre que ce n'est pas la comptabilité financière mais plutôt une autre discipline qui consiste à déterminer le niveau

ou le montant de ces coûts-là?

R. Je peux évidemment vous affirmer que je ne suis pas capable de vous dire le niveau. L'étude qui est là, c'est une étude qui vise simplement à dire exactement ce qui devrait être dans les coûts, d'accord, et non ce que doivent inclure tous ces coûts-là... à l'intérieur, quel est le montant efficace, et caetera, l'étude de base ne s'est pas attardée à ça. C'est simplement qu'il y a un certain cadre théorique, les composantes du coût, qu'est-ce qu'ils doivent être, ils doivent être là.

802 Q. Mais cette quantification, c'est cet élément-là qui n'est pas celui de la comptabilité financière et qui donc est une autre sphère d'activité ou de connaissance?

R. Exactement, tout à fait.

803 Q. D'accord. Relativement à la décision que doit prendre la présente Régie de l'énergie, est-ce que vous pourriez nous expliquer ce qui est le rôle qui vous a été attribué relativement à l'application de l'article 45.1 de la Loi sur l'utilisation des produits pétroliers? Qu'est-ce qu'on vous a demandé ou quel est votre apport dans la décision de la Régie?

R. Bien, peut-être pour vous éclairer, cette étude-là, comment dirais-je, ne m'a pas été commandée directement à moi, c'est-à-dire c'était la Chaire de coopération qui m'ont demandé à moi de faire le

travail. Et donc ce qu'on m'avait dit simplement, c'est qu'on avait besoin d'une étude qui expliquerait, scientifique, sans l'ombre d'un doute, les composantes des coûts d'exploitation, d'accord. Donc la Chaire m'a contacté et comme ça se fait toujours chez nous à l'UQAM, j'ai accepté.
Et donc il n'y avait pas de... Ce n'était pas... Ce n'était pas, comment dirais-je, pour répondre à une question précise posée par la Régie, c'était pour expliquer d'une façon simple ce que doivent être les composantes des coûts d'exploitation.

804 Q. D'accord. Mais est-ce que vous avez pris en considération l'objectif de l'article 45.1 de la loi pour les fins de votre analyse?

R. Oui, mais d'une façon simplement pour expliquer, parce qu'au fait, je ne répondais pas exactement quel est le niveau des coûts, simplement au niveau de la liste ou des composantes qui devaient être là. Je ne me suis pas attardé à décider évidemment quel niveau est acceptable. Pourquoi? Parce que la comptabilité générale ne me permettait pas de le faire.

805 Q. D'accord. Et aux fins de votre étude, avez-vous pris connaissance de la disposition législative en question?

R. Oui.

806 Q. Maintenant, je vais vous demander peut-être une petite technicalité. Deux questions ont été adressées

à l'AQIP par la FNACQ et Option consommateurs, questions qu'on m'a indiqué que c'est vous qui en étiez l'auteur...

R. Oui.

807 Q. ... mais la lettre ayant été adressée par le procureur; je vous demande tout simplement de confirmer. À la question de votre définition du court terme et du long terme.

R. Oui.

808 Q. Vous avez répondu :

> La dichotomie, coût variable versus coût fixe, peut n'être utile que dans des cas exceptionnels d'analyse à court terme. En effet, une entreprise ne peut indéfiniment négliger ses coûts fixes dans le calcul de son coût d'exploitation. Seule une situation temporaire et à court terme peut amener l'entreprise à faire exception à une telle règle. C'est le cas d'une entreprise en sous-capacité qui se voit offrir une transaction au prix de ses coûts variables. Vu que ses coûts fixes sont de toute façon déjà engagés et que la transaction proposée ne participera pas à l'accroissement de ceux-ci, l'entreprise peut décider d'accepter une telle transaction de toute évidence non profitable afin de maintenir

> ses activités conservant intact le moral des travailleurs et son image sur le marché. Le court terme peut varier de quelques heures pour la distribution à quelques mois pour la fabrication dépendamment du cycle de vente ou de production.

Vous êtes d'accord avec la réponse que vous avez donnée?

R. Exactement.

809 Q. Et à une autre question qui était :

> Selon vous, peut-il expliquer les exemples de coûts pour la distribution contenus dans le tableau 7 aux détaillants d'essence?

Vous répondez :

> Le tableau 7 fournit uniquement des exemples de classement de coûts pour différentes activités y compris la distribution de pétrole. Il ne donne pas d'exemple de coûts pour les détaillants d'essence. Un tel exercice est réalisé à la page 27 au niveau du tableau 10.

R. Exact.

810 Q. D'accord. Donc, ma compréhension de votre réponse à

l'égard du court terme dans le cas de la distribution des produits pétroliers, ce peut être aussi court que quelques heures?

R. Exact.

811 Q. Enfin, je présume, ou en fait, je vais vous demander, avez-vous pris à ce jour connaissance de la preuve additionnelle de l'AQIP par laquelle elle indique que les coûts d'exploitation qu'elle désire faire entériner par la Régie sont pour la zone du Montréal-Métropolitain de quatre point neuf sous (4,9 ¢) par litre?

R. Je l'ai vu dernièrement, oui.

812 Q. D'accord. Est-ce que vous êtes d'accord que cette preuve additionnelle de l'AQIP est conforme à la méthode d'absorption complète des coûts que vous prônez?

R. Je ne peux pas vous le dire, parce que je ne connais pas vraiment la structure du coût du pétrole, mais si ce total-là comprend tous les coûts, pourquoi pas? Mais ça reste toujours pour la comptabilité financière, je dis bien.

813 Q. Donc, vous n'avez pas...

R. Donc, je ne peux pas vous répondre à ça.

814 Q. Vous n'avez pas fait l'exercice de vérifier...

R. Non.

815 Q. ... cette preuve additionnelle?

R. J'ai juste jeté un coup d'oeil, je n'ai pas fait d'étude.

816 Q. Pour être sûr de bien comprendre aussi votre... la méthode que vous suggérez à la Régie, je dois comprendre que l'absorption complète des coûts que vous prônez correspond en coût unitaire à un coût moyen par opposition à un coût marginal variable?

R. Je ne sais pas si je suggère quelque chose. Moi, l'étude, ce qu'elle suggère, c'est voilà ce qui doit être dans les coûts, c'est à la Régie de prendre sa responsabilité dépendamment de la stratégie. D'accord. Moi, je ne suggère rien dans cette étude. Je suis simplement... Les composantes des coûts, voilà, ce qu'ils doivent être théoriquement. C'est ça la prétention de ce travail.

817 Q. D'accord. On va essayer de ne pas s'enfarger dans la linguistique, donc, je vais tenter de reformuler ma question...

R. D'accord.

818 Q. ... non plus en indiquant que vous le suggérez, mais la théorie de la comptabilité financière que vous avez étudiée, semble indiquer que si on veut déterminer quel est le coût par unité, ce doit être un coût moyen par opposition à un coût variable ou marginal, c'est la conclusion à laquelle vous en arrivez?

R. Si on devait trouver un coût moyen, c'est l'ensemble des coûts divisé par le nombre de litres.

819 Q. D'accord. Quant à la distinction maintenant entre les coûts variables ou marginaux et les coûts moyens,

distinction que vous abordez à partir de la page 28 de votre rapport, à quoi sert-elle cette distinction?

R. Bien, c'est pour des prises de... comme j'ai dit tout à l'heure, la comptabilité financière, elle, ne s'attaque pas à des stratégies de prix, ni rien. C'est une boule de cristal. On prend l'essentiel. Quand on veut aller au détail, on se rabat sur la comptabilité de gestion. Il y a plusieurs stratégies... Oui, de gestion. Il y a plusieurs stratégies qui sont utilisées dans la pratique. L'une d'elle, c'est ce qu'on appelle la contribution marginale, on suppose que les frais fixes sont couverts, et on se dit, bien, quand est-ce... jusqu'à quel point on peut... ou jusqu'à quel niveau de prix on peut accepter de vendre. Et alors on s'est retrouvé que, normalement, c'est que le coût marginal est égal à la recette marginale. On peut aller aussi bas que ça. D'accord. Donc voilà un peu la...

820 Q. D'accord.

R. Je ne sais pas si je réponds à votre question.

821 Q. En fait, partiellement.

R. Oui.

822 Q. Et je vais vous en suggérer une...

R. Oui.

823 Q. ... vous me direz si vous êtes d'accord, est-ce que cette distinction-là, justement, puisqu'on a discuté de l'impact du temps préalablement, est-ce que cette

distinction-là ne peut pas être utile lorsqu'on tente de déterminer si le comportement d'un acteur est raisonnable à court terme...

R. À court terme, oui.

824 Q. ... utiliser cet...

R. À court terme, pourquoi pas, oui, je ne vois pas de...

825 Q. Parfait. Donc, ce peut donc être rationnel pour une entreprise d'agir ainsi sur une période de temps qu'on qualifie court terme?

R. Je dirais même, elle se doit.

826 Q. Elle se doit.

R. Oui.

827 Q. Quant aux composantes du coût d'être en affaire, que vous indiquez à la page précédente, à la page 27...

R. Oui.

828 Q. ... seriez-vous en mesure de passer à travers ces différentes composantes et d'indiquer celles qui, à votre avis, sont... lesquelles de ces composantes sont des coûts fixes, lesquelles sont des coûts variables?

R. Bien, vous voulez qu'on fasse l'exercice tout de suite?

829 Q. S'il vous plaît.

R. O.K. Coût des marchandises vendues, c'est variable. Perte d'inventaire évaporé, ça dépend quand est-ce qu'on le calcule, mais c'est variable. Amortissement, fixe, si on a une méthode qui relie la production à

la vente, mais théoriquement, c'est fixe. Salaires, salaires de ceux qui travaillent sur la pompe, c'est peut-être variable, mais salaires de l'administration, et caetera, c'est fixe. Avantages sociaux, c'est le même traitement que les salaires. Équivalent normal de salaires des propriétaires, ça peut être fixe. Électricité, chauffage, la majeure partie, c'est fixe; ceux de la partie de la pompe quand elle marche, c'est variable. Déneigement, ça peut être fixe. Loyer, fixe. Assurance, fixe. Taxes, licence, permis, immatriculation, c'est fixe. Frais de franchise, c'est fixe. Téléphone et autres, ça dépend si on vend par téléphone, sinon c'est fixe.

830 Q. Prenons que c'est une station-service, on s'entend pour fixe.

R. O.K. Fixe. Uniformes et vêtements, fixe. Autres frais généraux, courrier...

831 Q. Attendez!

R. Oui.

832 Q. Vous avez passé par dessus les autres frais généraux.

R. C'est ça. Autres frais généraux, j'ai marqué courrier, carburant, siège social, normalement c'est fixe. Entretien général et réparations, fixe. Mauvaises créances, ça peut être variable. Publicité, promotion, ça peut être variable en majeure partie. Honoraires professionnels, fixe. Papeterie et autres fournitures, ça peut être variable. Frais bancaires, ça peut être variable. Frais financement des

inventaires, variable. Frais financement à terme, j'irai vers fixe. Frais traitement des cartes de crédit, variable. Frais de restructuration, fixe. Équivalent normal du coût du capital, et je vous informe ici que la comptabilité générale ne le prend pas comme ça, d'accord, elle va le prendre au niveau de la distribution; il peut être fixe. Autres, tous les coûts, alors donc, autres, ça dépend ce qu'il y a dedans.

833 Q. O.K. Reprenons l'avant-dernier et celui qui le précède, les frais de restructuration. Pourriez-vous m'indiquer le...

R. Frais de?

834 Q. De restructuration.

R. L'avant-dernier. Oui, les frais de traitement des cartes de crédit? Ah non, après?

835 Q. Tout de suite après.

R. Équivalent normal du coût?

836 Q. Non, entre les deux. Les frais de restructuration.

R. Oui. Bien, normalement, c'est-à-dire que c'est à la mode ces derniers temps, tout le monde se restructure. Donc, dans le cas où il n'y a pas de restructuration, il n'y a rien. C'est que vous avez des grosses entreprises, surtout les grandes pétrolières peut-être, pas les détaillants, vont devoir restructurer leur, comment dirais-je, les entreprises donc. C'est tous les frais de restructuration.

837 Q. D'accord. Et pourriez-vous reprendre le commentaire que vous aviez à l'égard de la catégorie suivante, l'équivalent normal du coût du capital investi?

R. Équivalent du coût du capital. Vous savez que normalement, la comptabilité générale, parce que ce tableau-là, ce qui devait être, d'accord, la comptabilité générale ne le reconnait pas comme composante de charge à ce niveau-là, d'accord. Mais, par contre, elle dit qu'on est capable de... on doit le reconnaître sous forme de prélèvement.

838 Q. Expliquez-moi!

R. En d'autres termes, la différence, c'est à quel niveau? Est-ce que c'est avant impôt ou après? On va le reconnaître après impôt.

839 Q. Est-ce que vous parlez là de profits?

R. Eh bien...

840 Q. Comptables?

R. La façon dont c'est présenté, c'est un profit, d'accord. C'est une distribution de profits pour les besoins de...

841 Q. J'en reviens maintenant à votre compréhension de l'article 45.1 de la Loi sur l'utilisation des produits pétroliers...

R. Hum hum.

Me ÉRIC BÉDARD :

Si on veut questionner le témoin, j'aimerais qu'on lui... parce qu'il ne la sait peut-être pas par coeur

là.

Me BENOIT PÉPIN :

Sans problème.

842 Q. Alors juste pour éviter toute ambiguïté, est-ce que c'est bien l'article que vous mentionnez avoir lu plus tôt dans votre témoignage ou si...

R. J'ai lu celui-là, mais j'ai aussi la loi, le 49 pardon le 59.

843 Q. D'accord, donc vous aviez, au moment de la rédaction de votre étude, vous avez eu l'opportunité de prendre connaissance de ces deux dispositions législatives?

R. Oui, sauf que je ne m'adressais pas directement à ces deux-là, c'est-à-dire mon travail à moi.

844 Q. Ça va.

R. O.K.?

845 Q. Oui. Maintenant, est-ce que vous pourriez m'indiquer ce que vous comprenez de l'article 45.1?

R. Bien qu'une entreprise ne doit pas vendre à un prix qui est inférieur à son coût.

846 Q. Pardon?

R. À son coût.

847 Q. À ce moment-là, est-ce que vous seriez en mesure de définir le terme « coût » dans la phrase que vous venez d'utiliser?

R. Bien oui, ce qu'il coûte au détaillant, c'est-à-dire son coût à lui, ce qu'il lui coûte pour faire, pour

acquérir le produit.

848 Q. À ce moment-là, est-ce que...

R. Je le redirai d'une autre façon donc, alors si ça vous coûte dix cents (10 ¢), vous n'avez pas le droit de le vendre à neuf (9 ¢).

849 Q. D'accord. Et est-ce que je dois comprendre que la définition de « coûts » que vous employez dans la phrase, que vous venez d'employer à l'égard de l'article 45.1, est la même définition de coûts d'exploitation sur laquelle vous avez fait votre rapport, est-ce qu'on parle de tous les coûts?

R. J'ai pas marqué « coûts d'exploitation » ici, mais j'avoue que je ne peux pas vous répondre.

850 Q. D'accord. Est-ce que vous reconnaissez, dans cette disposition-là, une infraction de... une protection contre le prix d'éviction?

Me ÉRIC BÉDARD :

Je ne suis pas sûr que c'est le domaine d'expertise que l'on a reconnu au témoin. En tout cas, je vous...

Me BENOIT PÉPIN :

Encore une fois, mes questions ne portent pas sur l'interprétation législative, j'ai des experts qui seront présentés, je me dois de comprendre si ces experts ont rempli leur mandat dans le cadre de la loi. J'ai posé ces questions-là à monsieur Lauzon, j'ai retrouvé dans une transcription sténographique

un extrait où maître Dunberry posait des questions relativement similaires au témoin Lauzon, l'objectif est tout simplement de savoir si le témoin a bien compris l'environnement législatif dans lequel ça se pose, c'est bien entendu que la décision d'interprétation juste revient à la Régie et non pas au témoin, et ce n'est pas là l'intérêt de la question.

Me ÉRIC BÉDARD :

C'est parce qu'ici, on est dans une position un petit peu délicate où on demande au témoin, en fait on lui a demandé qu'elle était sa définition de « coûts d'exploitation », on lui a demandé qu'est-ce que ça comprenait les coûts d'exploitation, lui demander quelle est la définition juridique de « coûts d'exploitation » m'apparait que ça va au-delà de la capacité du témoin.

LA PRÉSIDENTE :

Reformulez donc votre question, Maître Pépin, afin de ne pas tomber dans l'interprétation juridique, s'il vous plait.

Me BENOIT PÉPIN :

851 Q. Dans le cadre de l'article 45.1, Monsieur Naciri, est-ce que vous voyez dans cette disposition-là une disposition prohibant le prix d'éviction?

R. Je crois que oui, à la lecture, oui.

852 Q. Est-ce que vous connaissez des situations où soit dans vos lectures ou dans votre connaissance générale, où la disposition de prix d'éviction, comme une disposition de l'article 45.1, empêche quelqu'un de vendre sous tous ces coûts ou s'il ne s'agit pas plutôt de son coût marginal?

R. Je ne peux pas vous répondre, sincèrement.

Me BENOIT PÉPIN :

Eh bien, ce sont toutes mes questions pour le témoin, je vous remercie beaucoup.

LA PRÉSIDENTE :

Merci, Maître Pépin. Maître Bélanger, à votre tour.

Me LOUIS P. BÉLANGER :

Madame la Présidente, à cette étape-ci et pour l'instant, pour paraphraser mon collègue maître Montigny, il y a quelque temps, je n'ai pas de questions pour le témoin...

LA PRÉSIDENTE :

Merci.

Me LOUIS P. BÉLANGER :

... certaines petites choses que je désire vérifier...

LA PRÉSIDENTE :

Merci, alors peut-être...

Me LOUIS P. BÉLANGER :

On verra demain matin, mais je suis certain que de mes collègues qui en ont pour...

LA PRÉSIDENTE :

Maître Dunberry? Je vous entends parler de demain matin, on avait décidé qu'on terminait le témoignage de monsieur Naciri cet après-midi.

Me LOUIS P. BÉLANGER :

S'il se termine, il se terminera.

LA PRÉSIDENTE :

D'accord.

Me ÉRIC DUNBERRY :

Oui?

LA PRÉSIDENTE :

J'ai simplement dit à mon collègue que vous aviez l'air à vous préparer pour un long contre-interrogatoire.

Me ÉRIC DUNBERRY :

Pas du tout, Madame la Présidente, laissez-moi vous

surprendre!

CONTRE-INTERROGATOIRE PAR Me ÉRIC DUNBERRY :

853 Q. Monsieur Naciri, bonjour, mon nom est monsieur Éric Dunberry, procureur pour Pétro-Canada, j'ai quelques questions à vous poser, tout d'abord en commençant par ce que j'appelle la confection de votre rapport qui est un rapport du mois de mai mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit (1998) qui, sauf erreur, a été produit sous l'égide de la Chaire d'études socio-économiques, c'est exact?

R. Exact.

854 Q. Vous avez mentionné que ce rapport vous a été confié par la Chaire et que votre mandat n'en était pas un de répondre à des questions spécifiques, mais véritablement de fournir une étude, une analyse de ce que peut comprendre théoriquement la notion comptable de coûts d'exploitation suivant la théorie de la comptabilité financière que vous avez expliquée, c'est exact?

R. Tout à fait exact.

855 Q. Je comprends par ailleurs, des questions de maître Pépin, que vous avez pris connaissance de l'article 45.1 de la Loi sur l'utilisation des produits pétroliers, c'est exact?

R. Exact.

856 Q. Et que vous aviez également pris connaissance de l'article 59 de la Loi sur la Régie de l'énergie,

exact? Et je comprends que dans les deux cas, vous n'avez pas tenté de définir la notion de coûts d'exploitation dans l'une ou dans l'autre de ces lois, mais véritablement offrir là, comme vous l'avez dit tantôt, une définition de ce que peut comprendre le coût d'exploitation, suivant la théorie comptable?

R. Tout à fait vrai.

857 Q. Par ailleurs, cette étude vous a été confiée, Monsieur Naciri, par la Chaire; pourriez-vous être un petit peu plus précis relativement aux circonstances qui ont mené à ce mandat qui, finalement, vous a occupé au mois de mai quatre-vingt-dix-huit (98) ou avant?

R. Avec plaisir, oui. Bien en fait, c'est une tradition chez nous, c'est-à-dire quand quelqu'un a des études, ils les offrent à des collègues, donc vous allez remarquer que sur les cinquante (50) travaux que j'avais faits, deux uniquement étaient faits avec la Chaire.

Alors comment ça marche, c'est simplement on regarde un peu les affinités des gens, qu'est-ce qui peut les intéresser, on leur fait des propositions, donc alors monsieur... la Chaire m'a contacté, c'était monsieur Lauzon, dans le temps.

858 Q. Monsieur Léo-Paul Lauzon...

R. Léo-Paul Lauzon.

859 Q. ... qui était ici ce matin?

R. Exactement, qui m'a contacté, comme il l'aurait fait pour beaucoup d'autres, et puis il m'a dit : voilà, il y a une étude au sujet des coûts, est-ce que ça t'intéresse, est-ce que ça peut t'intéresser? Alors, on a discuté un peu de ce que, du mandat, comme j'ai dit tout à l'heure, une analyse de ce que doit comprendre le coût d'exploitation dans le cadre de la comptabilité générale et on s'est mis d'accord, donc, alors normalement à l'UQAM, quand on fait une étude comme ça, on a un dégrèvement d'un cours, donc j'ai été dégrevé...

860 Q. Pardon?

R. On reçoit un dégrèvement d'un seul cours, je ne donne pas de cours et je fais l'étude, c'est un peu dans ce sens-là que j'ai fait cette étude-là.

861 Q. Et c'est bien donc monsieur Lauzon qui vous a...

R. C'est lui qui est directeur, personne ne pourrait le faire à sa place.

862 Q. Je comprends. Est-ce que vous saviez qui était le client ou disant le mandat...

R. Oui.

863 Q. ... derrière monsieur Lauzon?

R. C'est vrai, après quand j'ai fait un survol du problème et j'avais un petit plan de travail, j'ai demandé à rencontrer les gens, du commanditaire, je n'avais pas de contact avec eux et je leur ai dit comment je voyais l'étude, donc je savais, j'avais contacté ces gens-là.

864 Q. Qui étaient les commanditaires, Monsieur Naciri?

R. C'était l'AQIP.

865 Q. Et qui avez-vous rencontré?

R. Monsieur Blouin, le directeur.

866 Q. Est-ce que vous avez rencontré d'autres représentants de l'AQIP?

R. Non.

867 Q. Est-ce que vous avez obtenu de l'information, est-ce que vous avez eu accès au centre de documentation de l'AQIP pour la réalisation de votre étude?

R. Non.

868 Q. Les textes législatifs vous ont été fournis par l'AQIP ou par d'autres sources?

R. Eh bien c'est... c'est-à-dire j'ai été les récupérer à la bibliothèque chez nous.

869 Q. Maintenant est-ce que ce rapport, Monsieur Naciri, c'est l'effort d'un seul homme, c'est-à-dire vous, ou s'agit-il d'un rapport conjoint avec d'autres de vos collègues à la chaire ou dans le département des sciences comptables?

R. Non non, c'est personnel, individuel.

870 Q. Alors vous êtes l'auteur de toutes les sections du rapport?

R. Exact.

871 Q. Quand avez-vous reçu ce mandat, Monsieur Naciri, quand avez-vous commencé à travailler à cette étude-là?

R. Si ma mémoire est bonne, début quatre-vingt-dix-huit

(98) c'est-à-dire février ou quelque part comme ça.

872 Q. O.K. Et est-ce que vous aviez une idée de l'utilisation dont on ferait, qui serait faite de votre rapport, pardon?

R. Au départ, on m'avait dit qu'il y avait des audiences, comment dirais-je, de la Régie de l'énergie, mais c'était ça, je ne pensais pas que j'allais témoigner peut-être, je ne sais pas, mais c'était ça, qu'on pourrait les présenter au niveau de la Commission de l'énergie.

873 Q. C'était donc une information générale qui vous a été communiquée par les représentants de l'AQIP?

R. Exact.

874 Q. Et que vous pourriez être appelé à témoigner pour défendre ce rapport?

R. Exactement.

875 Q. Et vous saviez à ce moment-là les enjeux qui étaient ceux de cette audience, les questions générales et spécifiques que la Régie devait se poser dans le cadre de cette audience?

R. Honnêtement peut-être pas, c'est la première fois que je témoigne moi, ici dans un cas pareil.

876 Q. Qu'est-ce qui s'est passé, Monsieur Naciri, entre le mois de mai mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit (1998) et le mois de septembre mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit (1998), qu'et-ce que vous avez fait pour vous préparer à rendre ce témoignage?

R. Rien, je n'étais pas là.

877 Q. Est-ce que vous avez rencontré vos procureurs récemment?

R. Ah oui, c'est-à-dire à mon retour, j'étais absent pendant un mois et demi, pendant tout l'été, à mon retour je leur ai dit, bien je savais très bien que les audiences allaient commencer à cette période-ci, je leur ai dit que j'étais là, donc on a fait une réunion de travail pour expliquer un peu comment ça marche, etc.

878 Q. Monsieur Naciri, dans votre rapport, vous avez référé à l'annexe 1...

R. Oui.

879 Q. ... tantôt et on voit lorsque l'on consulte cette annexe, que vous avez référé au rapport annuel des entreprises pétrolières de mil neuf cent quatre-vingt-seize (1996)?

R. Seize (1996), oui.

880 Q. Est-ce qu'il y a une raison pourquoi vous n'avez pas utilisé les rapports de mil neuf cent quatre-vingt-dix-sept (1997) est-ce qu'ils étaient disponibles?

R. Quand j'ai commencé l'étude, c'est les seuls que j'avais entre mes mains, c'est la seule raison. Mais je ne crois pas que la structure ait bougé tellement, j'ai vérifié même, plus tard.

881 Q. Est-ce que vous avez - effectivement c'était ma question - est-ce que vous avez vérifié si votre annexe 1 est toujours valable, compte tenu des états financiers?

R. Exactement, j'ai vérifié, ça ne change... parce que comme c'est des dettes à long terme, bon, il y a des fortes chances que ça ne change pas beaucoup, mais j'ai vérifié. Je n'ai pas fait de comparaison à la lettre, mais globalement, la structure reste un peu la même.

882 Q. Et les pourcentages que vous avez offerts en conclusion selon vous seraient les mêmes?

R. Seraient les mêmes, à quelques centièmes de différence.

883 Q. Monsieur Naciri, lorsqu'on regarde votre curriculum vitae, sauf erreur de ma part - et corrigez-moi - on ne retrouve pas beaucoup d'études, ou en fait, je n'ai pas retrouvé d'études à première vue qui traitent des produits pétroliers comme tels?

R. Vous avez tout à fait raison.

884 Q. Est-ce qu'il s'agit donc d'une première réflexion théorique concernant l'application de la théorie comptable aux stations-service ou bien, disons aux commerçants, aux détaillants d'essence?

R. Ça aurait été un mandat sur les pétrolières pures, je ne l'aurais pas accepté, c'était un mandat sur la théorie comptable, c'est-à-dire qu'est-ce qui doit être dans les coûts d'exploitation et donc là les entreprises se ressemblent beaucoup. Je connais bien, évidemment, les pétrolières, mais de loin, mais j'avoue que je ne suis pas le grand spécialiste des pétroles.

885 Q. Je comprends de votre curriculum vitae, qui comprend quand même un nombre assez impressionnant d'études, qu'il s'agissait là de la première application plus concrète, si vous voulez, au domaine du détail c'est à-dire à la vente au détail de produits pétroliers, dans ce cas-ci de l'essence, le carburant diesel, c'est exact?

R. Vous avez tout à fait raison, sauf que mon étude ne s'adresse pas... elle s'adresse... elle est théorique c'est-à-dire, c'est vraiment universel au niveau comptable.

886 Q. Cette étude pourrait être déposée devant à peu près n'importe quel forum qui traiterait de coûts d'exploitation, selon vous, dans le cadre d'un commerce quelconque?

R. Tout à fait.

887 Q. C'est de cette façon-là qu'elle a été préparée?

R. Oui, la seule particularité, c'est le tableau qui traite des composantes du coût pour les stations-service et comme je vous ai dit, c'est personnel.

888 Q. On va y revenir, au tableau. Vous avez mentionné, Monsieur Naciri, que vous avez utilisé pour préparer ce rapport, ce que vous avez qualifié d'être la théorie comptable ou une théorie de la comptabilité financière, c'est exact?

R. Oui, hum hum.

889 Q. Et vous avez même, je pense, utilisé le qualificatif « purement » basé sur la théorie de la comptabilité

financière, c'est exact?

R. Exact, oui.

890 Q. Pouvez-vous distinguer ce qui pour vous distingue cette théorie de la comptabilité financière d'une approche économique?

R. Bien, évidemment ce que je vous ai dit, la comptabilité financière aimerait bien ressembler à... c'est-à-dire aux conclusions de calcul surtout du profit fait par l'économie; or vous savez que la comptabilité est soumise à des règles, ce qu'on appelle des norme et souvent, on prend le moindre mal, parce que quand on ne peut pas faire quelque chose, on va prendre quelque chose qui nous permet quand même d'avancer, alors vous savez un certain nombre de choses qui distinguent le théorie comptable de la théorie comptable financière de l'économie, c'est par exemple l'économie va, elle, se baser sur la valeur marchande, le comptable, lui, va aller aux coûts, coûts historiques, vous avez un certain nombre de...

Alors il y a aussi un certain nombre de principes, la périodicité, on doit s'arrêter à une certaine période dans l'année, etc., tout ça fait que au-delà de cette rigueur comptable de trois fois quatre douze (3 x 4 = 12), le quatre (4) n'est pas toujours quatre (4), d'accord? Et donc, c'est ça la comptabilité financière.

Tandis que l'économie, de l'autre côté, on doit aller à l'essentiel et l'économie, par chance, n'est pas soumise à un contrôle externe, vous n'avez qu'à regarder les différentes prévisions qui ne se réalisent jamais, ça ne dérange personne, tandis que le comptable, lui, il a ce problème, on va le vérifier, l'évaluer à la fin de... alors voilà un peu la grosse différence.

891 Q. Monsieur Naciri, si je vous réfère à la page 19 de votre rapport...

R. Oui.

892 Q. ... j'aimerais vous inviter à prendre connaissance à nouveau du modèle que vous proposez.

R. Oui.

893 Q. Si vous allez au troisième paragraphe, première ligne, et je cite :

> Dans la suite de cette section, nous allons procéder à la discussion des différentes composantes du coût d'exploitation, utilisant comme fil conducteur le modèle de l'état du revenu proposé par la comptabilité financière.

C'est ce modèle que vous avez utilisé pour déterminer les composantes du coût d'exploitation?

R. Exact.

894 Q. À l'exclusion d'une approche économique ou de coûts

économiques...

R. Oui.

895 Q. ... c'est exact? C'est bien ça?

R. C'est bien ça.

896 Q. Et si nous allons à la page 27, vous référez à certains principes de base, je pense, associés... c'est sous la rubrique 19...

R. Oui.

897 Q. ... « Coût du capital investi », si vous allez à la page 26.

R. Oui.

898 Q. À la rubrique 19, à la première phrase...

R. Oui.

899 Q. ... et je cite :

> Deux principes fondamentaux de la comptabilité financière : le principe de réalisation et celui de l'unité monétaire empêchent de reconnaître des coûts qui sont pourtant réels. Le principe de réalisation indique qu'une transaction ne peut être inscrite en comptabilité que lorsqu'elle a effectivement eu lieu. Le principe d'unité monétaire impose une condition supplémentaire à savoir qu'il faut aussi qu'elle soit exprimée en termes monétaires.

Ce sont deux principes de base que vous avez

appliqués, c'est exact?

R. Oui.

900 Q. Sur la base de ces principes, je comprends, Monsieur Naciri, qu'on doit exclure des coûts d'exploitation les coûts qui ne rencontrent pas l'un ou l'autre de ces deux principes?

R. Exactement.

901 Q. Et un coût, j'utilise l'expression « coûts d'opportunité »...

R. Exact.

902 Q. ... devrait normalement être exclus de l'analyse des coûts suivant la théorie de comptabilité financière?

R. Oui.

903 Q. Et il serait donc erroné, selon vous, d'inclure ces coûts à l'intérieur d'un calcul de coûts?

R. Dans l'esprit de la comptabilité financière.

904 Q. Donc, ça serait erroné, si j'ai bien compris?

R. Oui, mais le tableau que je vous propose, je vous l'ai dit, c'était personnel, d'accord?, le tableau, le schéma...

905 Q. Qu'est-ce que vous voulez dire, Monsieur Naciri, quand vous dites que c'est personnel?

R. C'est-à-dire, ça veut dire que ce n'était pas obligatoirement... les normes comptables ne le permettaient pas obligatoirement, surtout pour ce genre, pour le coût d'opportunité. C'est la raison pour laquelle j'ai d'abord précisé et j'ai pris la liberté de l'ajouter après, d'accord?

906 Q. Je comprends.

R. Alors, vous avez aussi le manuel de l'ICCA qui fait un peu cette entorse, c'est-à-dire il l'accepte mais au niveau uniquement après avoir calculé le coût. Ça fait, il ne le met pas dans le coût d'exploitation mais comme répar... distribution de revenus.

907 Q. Je comprends mais si on se réfère à cette théorie...

R. Oui.

908 Q. ... et aux principes sous-jacents, l'item 19...

R. Oui.

909 Q. ... qui lorsqu'on lit le texte réfère à une opportunité, devrait être exclus suivant cette théorie comptable?

R. Oui, d'après la comptabilité financière, vous avez tout à fait raison, elle ne l'admet pas... d'après la théorie, comment dirais-je, la comptabilité financière, il n'est pas admis dans les comptes d'exploitation officiels que vous avez souvent entre les mains.

910 Q. Et si on regarde votre tableau à la page 10, cet item 19 correspond à l'avant-dernière ligne, c'est-à-dire à l'équivalent normal du coût du capital investi?

R. Exact.

911 Q. Très bien. Si on regarde l'item 6, je pense...

R. Du même tableau?

12 Q. Oui, intitulé « Équivalent normal du salaire du propriétaire lorsqu'il ne fait pas de salaire »; est-ce que je dois comprendre que la réponse serait la

même et qu'effectivement, en l'absence d'un véritable salaire, cet équivalent devrait également, suivant les deux principes de la théorie comptable, être retiré sur une approche conforme?

R. Vous avez tout à fait raison, il n'y a aucun lieu de pouvoir en tenir compte sauf que le propriétaire peut décider d'avoir un salaire, et le coût va être là.

913 Q. Je comprends. Et s'il décide de ne pas avoir de salaire, il n'est pas question d'en créer un?

R. Non, il n'y en a pas. On ne peut pas, dans le c.

914 Q. Est-ce qu'il y a d'autres éléments de votre tableau qui relèvent d'un élément que vous calculez le personnel, c'est-à-dire...

R. Non, je crois que c'est les deux parce que simplement, ils n'ont pas d'espace dans la comptabilité financière.

915 Q. Très bien. Le tableau 10, Monsieur Naciri, est intitulé « Composantes du coût d'être en affaires dans le secteur des stations-service ».

R. Oui.

916 Q. Avez-vous une expérience quelconque dans l'exploitation d'une station-service personnellement?

R. Aucune.

917 Q. Aucune. Et lorsque vous avez préparé ce tableau-là, vous avez parlé du coût d'être en affaires, le coût d'être en affaires pour qui, pour le détaillant?

R. C'est exact.

918 Q. C'est exact. Qu'il soit indépendant, qu'il soit

concessionnaire ou locataire, pour vous, ça ne change rien?

R. Ça ne change rien, exact.

919 Q. Et là, vous référez ici à une station-service; vous savez qu'il y a plusieurs types de stations-service?

R. Uh-huh...

920 Q. Est-ce que votre tableau réfère à un type en particulier de station-service?

R. Non, c'est global, il ne fait pas de distinction.

921 Q. Est-ce que vous avez une idée une question préalable et on continuera ensuite est-ce que vous avez une idée des différences dans la structure de coûts entre ce qu'on appelle un « gaz bar », un libre-service avec dépanneur, une station en mode, avec service, avec ou non un atelier mécanique?

R. Oui, une connaissance...

922 Q. Avez-vous une expérience quelconque quant à la différence de structure de coûts?

R. Aucune expérience mais une connaissance normale, générale, disons.

923 Q. C'est-à-dire à titre de consommateur vous-même de produits pétroliers?

R. Uniquement.

924 Q. Vous n'êtes pas en mesure non plus de nous aider à comprendre comment ces différences quant aux modes d'exploitation peuvent se répercuter quant aux coûts d'exploitation, ce n'est pas un travail...

R. Bien, comme j'ai dit tout à l'heure, le travail ne

visait pas ça, d'un côté...

925 Q. Votre mandat ne visait pas ça?

R. C'est ça, d'un côté; et deuxièmement, c'est-à-dire, ça ne veut pas dire qu'on ne peut pas le déterminer, ça veut dire simplement qu'on...

926 Q. Je comprends mais vous, ce n'était pas inclus dans votre mandat?

R. Non.

927 Q. Alors, la station libre-service, pardon, la station-service que l'on décrit ici, compte tenu que votre mandat était théorique, ne s'applique pas à l'une ou à l'autre spécifiquement, il faudra apporter les ajustements appropriés dépendamment qu'on regarde un gaz bar ou dépendamment qu'on regarde une station libre-service avec dépanneur...

R. Bien, j'avais...

928 Q. ... la structure pourrait varier?

R. Elle pourrait varier, ce que j'ai dit tout à l'heure, c'est simplement la liste de ce que doivent être les composantes du coût qui est là. Maintenant, la structure peut changer, comme vous dites.

929 Q. Alors, si par exemple on prend une structure où on a un service d'essence automatisé où il n'y a pas de salaires, évidemment, il faut retirer de la liste la composante « salaire »?

R. Exactement.

930 Q. Alors, si je comprends bien, ce tableau 10 là, c'est la liste la plus complète de tous les coûts auxquels

on peut se référer?

R. C'est ça, ce tableau-là simplement respecte une seule chose, c'est-à-dire que tous les coûts soient considérés dans le coût d'exploitation.

931 Q. Je comprends. Mais si on regarde les modes d'exploitation particuliers, on retire...

R. Oui.

932 Q. ... finalement c'est une matrice à partir de laquelle matrice on doit choisir les coûts qui sont pertinents à notre mode d'exploitation dans la réalité?

R. Tout à fait raison.

933 Q. Je déduis de votre réponse que vous n'avez jamais analysé les ententes contractuelles particulières qu'il peut exister entre un détaillant et une pétrolière, ou même entre groupes de détaillants et comment ces ententes peuvent avoir un impact sur les coûts, ça non plus, ce n'est pas reflété dans votre tableau?

R. Non, vous avez raison.

934 Q. Et s'il y a des impartitions particulières ou des absorptions de coûts contractuels, évidemment on n'en a pas tenu compte dans votre tableau?

R. Comme j'ai dit tout à l'heure, ça, c'est simplement le 4.

935 Q. Je suis d'accord avec vous. J'aimerais qu'on parle un petit peu d'efficacité, Monsieur Naciri.

R. Si je peux.

936 Q. Si vous le pouvez. On a et c'est une position que

l'AQIP propose dans ses documents on a associé le coût d'exploitation à l'efficacité. Selon vous, peut-on mesurer l'efficacité en regardant, mesurer l'efficacité d'un détaillant quel qu'il soit, en regardant ses coûts d'exploitation et conclure que plus le détaillant a une structure de coûts réduite disons en cents par litre, plus il sera efficace?

R. Bien...

937 Q. Est-ce que ça fait du sens?

R. ... je vais simplement revenir à la définition de l'efficacité. Il y a d'abord le plus efficace, il y a l'efficace. Le plus efficace, c'est quelqu'un qui fait la même chose avec le moindre de coûts, mais la même qualité de service.

938 Q. Oui.

R. Il y a les efficaces qui c'est une classe qui sont capables d'offrir en moyenne un bon service à des coûts qui sont ramenés au minimum. Donc en fait, on peut souvent jouer sur le coût, le baisser trop, mais si le service en souffre... sur le coût et vouloir le réduire à, comment dirais-je, au plus bas possible mais si le service en souffre, ce n'est pas une efficacité, c'est une réduction de coûts. Donc les deux doivent se joindre. Donc alors, pour répondre clairement à votre question, je ne peux pas, juste en regardant les coûts, dire que c'est effica ou pas, il faut regarder le service.

939 Q. Mais pour des, disons des détaillants en modes

comparables, disons que je vous offre, toutes choses étant égales, un libre-service avec un autre libre-service, et qu'on regarde leurs structures de coûts en cents par litre, toutes choses étant égales, et je comprends votre réserve, le plus efficace aura, en cents par litre, les coûts les plus réduits?

R. Théoriquement, oui.

940 Q. Et est-ce que ça choque votre esprit si je vous dis qu'en pratique, ça peut être comme ça aussi?

R. Pas du tout.

941 Q. Vous avez également référé, vous vous êtes référé, je pense, à un tableau dans votre rapport, un escalier?

R. Oui.

942 Q. Nous disant qu'un coût fixe ne l'est que sur une période de temps et que finalement, tous les coûts sont variables...

R. Oui.

943 Q. ... si la période est suffisamment longue?

R. Oui.

944 Q. Si on se trouve sur une marche, sur l'un des plateaux...

R. Oui, uh-huh...

945 Q. ... nous fonctionnons sur ce plateau-là...

R. Là, oui.

946 Q. ... reprenant la théorie que vous avez proposé, les coûts fixes sont fixes?

R. Exact.

947 Q. Et les coûts variables sont variables?

R. Exactement.

948 Q. Et dans un contexte comme ça, dans la mesure où nous demeurons sur cette marche, le détaillant a intérêt à accroître son volume pour réduire son coût dans la mesure où c'est une machine à coût fixe, on peut réduire son coût en cents par litre donc on accroît son débit pour absorber effectivement ses coûts fixes sur un plus grand débit. Sur cette marche, est-ce que la logique vous paraît correcte?

R. Tout à fait logique.

949 Q. Si nous nous trouvons en situation de surplus, Monsieur Naciri, et qu'il n'y a vraiment aucun intérêt à accroître pour passer à la marche suivante parce que l'offre excède la demande sur le marché, de sorte qu'en termes très concrets, l'entreprise risque de demeurer sur sa marche très, très longtemps, parce que nous sommes en situation de surplus d'offre sur la demande, est-ce qu'on peut croire à ce moment-là que l'entreprise va effectivement avoir comme stratégie court terme, moyen terme et long terme de maximiser ses volumes puisqu'elle est en situation de surplus de toute façon sur un marché où la demande est relativement constante, êtes-vous d'accord avec cette approche?

R. J'avoue que je ne peux pas répondre vraiment à ça, non. Il faut que j'aie... Bien, si vous pouvez refaire la question, autrement dit, donc vous avez dit que?

950 Q. Laissez-moi la simplifier.

R. O.k.

951 Q. Vous êtes en situation où...

R. D'excédent.

952 Q. ... il y a un surplus de capacité.

R. Oui.

953 Q. La demande est inférieure à l'offre.

R. Oui.

954 Q. Il n'y a pas intérêt à passer à la marche suivante, c'est-à-dire investir pour accroître...

R. D'investir, o.k.

955 Q. D'investir.

R. Uh-huh...

956 Q. Alors on se trouve dans une situation où il y a une situation de surplus sur le marché.

R. Uh-huh...

957 Q. Est-ce qu'on a raison de croire qu'une stratégie, dans un cadre comme ça, qu'elle soit à court ou à long terme, est de maximiser son volume pour réduire ses coûts, par unité?

R. J'ai l'impression que c'est une règle qui est valable à tout moment d'ailleurs, pas uniquement dans cette situation précise de surproduction.

958 Q. Vous avez également mentionné qu'il était acceptable d'avoir une stratégie de vente qui permet de récupérer ses coûts variables et une partie de ses coûts fixes dans la mesure où à terme, on récupère tous ses coûts fixes, est-ce que c'est bien votre

position?

R. C'est bien.

959 Q. Donc, un coût qui ne permet pas de récupérer tous ses coûts fixes à l'intérieur d'une période donnée n'est pas une stratégie qui pour vous est déraisonnable, c'est une stratégie qui peut être justifiée dans les circonstances?

R. Bien, comme j'ai dit tout à l'heure, si, normalement, si vous êtes sur une période sûr d'absorber vos coûts fixes, ou même si au-delà d'une période, il n'y a pas de raison de ne pas suivre ce genre de politique. Cependant, si vous n'êtes pas sûr couvrir vos coûts fixes, c'est que tôt ou tard, vous allez finir par disparaître, il n'y a pas d'autre solution.

960 Q. Je comprends. Vous avez également mentionné que vous n'aviez pas vérifié si l'AQIP avait suivi... enfin, vous n'avez pas effectué la comparaison entre les tableaux de coûts produits par l'AQIP et votre tableau 10, c'est exact?

R. Oui.

961 Q. Vous n'avez pas vérifié si on a ajouté des éléments ni retranché des éléments de coûts?

R. Je n'ai pas, je ne me suis pas livré à cet exercice, je ne peux pas vous dire si ça a été ajouté mais je n'ai pas vérifié.

Me ÉRIC DUNBERRY :

Pas d'autres questions, Madame la Présidente.

LA PRÉSIDENTE :

Merci.

Me ÉRIC DUNBERRY :

Merci beaucoup, Monsieur Naciri.

TÉMOIN :

R. C'est moi qui vous remercie.

LA PRÉSIDENTE :

Maître Lussier peut-être?

Me SYLVAIN LUSSIER :

Pas de questions, Madame la Présidente.

LA PRÉSIDENTE :

Merci. Maître Bélanger, vous ne changez pas d'avis?

Me LOUIS P. BÉLANGER :

Oui. Mais une ou deux questions.

LA PRÉSIDENTE :

Je vous en prie, il est tôt.

Me LOUIS P. BÉLANGER :

Pardon?

LA PRÉSIDENTE :

Il est tôt.

Me LOUIS P. BÉLANGER :

Bien oui.

CONTRE-INTERROGATOIRE PAR Me LOUIS P. BÉLANGER :

Je me rattrape pour ce matin, et cet après-midi, je dois dire.

962 Q. Bonjour, Monsieur Naciri, mon nom est Louis P. Bélanger, je suis le procureur d'Ultramar.

R. Enchantez!

963 Q. D'abord, je dois vous féliciter de votre excellente présentation. Une toute première question qui a trait plutôt à l'organisation de cette étude au point de vue de son commanditaire. Vous avez dit, et je ne suis pas sûr que j'ai très bien compris que, lorsqu'on vous commande une étude comme celle-là, bon, via la Chaire qui, dans ce cas-ci, vous l'a déléguée si on veut, le bénéfice personnel que vous en tirez, ce n'est pas un paiement, mais un dégrèvement de cours si j'ai bien compris?

R. C'est ce qui m'est arrivé, oui.

964 Q. D'accord. Et est-ce que c'est généralement la règle lorsqu'on commande une étude d'un chercheur à l'université par le biais de la Chaire?

R. Je ne peux pas vous dire pour la Chaire. Mais pour

nous, c'est-à-dire à l'intérieur de l'université, c'est qu'on a une composante recherche qui compte pour trente pour cent (30 %). Et donc nous sommes obligés de remplir ce trente-trois pour cent (33 %). D'accord. C'est pourquoi, quand on voit une offre quelconque, bon, l'université peut participer par un dégrèvement de cours. Cela n'exclut pas la possibilité que, personnellement, j'aurais pu contracter cette même étude ailleurs, à me faire payer plus.

965 Q. Je comprends. Donc, finalement, ce trente pour cent (30 %) là fait partie de votre charge...

R. D'enseignant.

966 Q. D'enseignant, pour laquelle vous êtes rémunéré?

R. Exactement.

967 Q. Mais la prestation qui est donnée, dans ce cas-ci, est donnée sous forme de recherche?

R. De recherche. Donc c'est un rapport qui rentre dans nos activités de recherche avec l'université.

968 Q. D'accord. Donc, il y a une forme de prestation, mais c'est une prestation via le salaire de professeur?

R. Exact.

969 Q. Je vois. Ma seconde question touche la distinction, et je comprends que vous vous êtes rattaché dans votre étude principalement à une approche du modèle théorique en comptabilité purement financière?

R. Exact.

970 Q. Par opposition à une approche d'affaire qui pourrait

relever de la comptabilité de gestion d'une entreprise particulière?

R. Oui.

971 Q. Je vais vous donner un modèle théorique mais qui a également application dans la pratique. Et vous allez me dire si l'approche, elle serait compatible avec une approche en comptabilité de gestion. Si vous avez une entreprise qui exploite un commerce quelconque, je veux dire, en l'occurrence, par exemple, un dépanneur et qui désire maximiser son taux de pénétration sur le marché, si vous le voulez, et qui va décider d'y adjoindre, d'y ajouter un produit additionnel, à savoir en l'occurrence vendre de l'essence en plus de ses autres produits. Est-ce qu'il serait approprié en comptabilité de gestion, est-ce que ce serait une méthode acceptable en comptabilité de gestion de calculer alors les coûts qu'entraîne cette activité additionnelle à cette vente d'un produit additionnel, en l'occurrence l'essence, est-ce qu'il serait approprié de calculer les coûts que ça entraîne en regardant les coûts additionnels que cette activité entraîne purement et simplement?

R. En fait, vous avez la réponse... Ce n'est pas la comptabilité générale qui la donne, mais la finance. Et la finance va, pour évaluer cet investissement, c'est les coûts supplémentaires qui sont tenus en considération. Donc, alors, évidemment, ça répond à

votre question. Donc, la règle de la valeur actuelle va dans le sens que vous dites. Par contre, la comptabilité générale fait tout. Elle ajoute les anciens aux nouveaux et fait...

972 Q. Elle ne fait pas la distinction?

R. Elle ne fait pas la distinction.

973 Q. Mais en comptabilité au niveau du financement, en comptabilité de gestion au niveau du financement, c'est une approche qui serait tout aussi valable?

R. Elle est très classique et très reconnue.

974 Q. Très classique et très reconnue. En d'autres termes, et si je me rapproche de votre modèle théorique, si d'aventure le commerce, déjà établi, fait non seulement ses frais mais fait également du profit, ni plus ni moins, il absorbe tous ses coûts d'exploitation et fait du profit, les principales composantes de cet ajout d'un nouveau produit à vendre seront principalement les coûts directs d'achat du produit et certains coûts variables susceptibles d'être modifiés par cette activité de vente additionnelle?

R. Bien, en fait, vous avez en tête certainement un exemple précis. Mais en réalité, on peut... ça peut évidemment couvrir des investissements. Ça dépend de la situation de l'entreprise, c'est-à-dire ça dépend si ça nécessite un investissement ou pas. Vous pouvez aussi trouver le cas que vous dites vraiment, c'est peut-être... Une entreprise peut augmenter son

potentiel alors qu'il a déjà investi. Dans ce cas-là, ça correspond à votre modèle beaucoup plus qu'ailleurs. Une entreprise qui démarre, autre chose, obligatoirement, elle a d'autres investissements. Et le tableau que je vous ai donné ici peut correspondre à ces charges. Mais je vous dis, moi, je ne connais pas à quel niveau et combien, et caetera. Ils peuvent être classés à l'intérieur du modèle que je vous offre. Combien?

975 Q. Reste à voir.

R. Je ne me suis pas attardé aux questions. Exact.

976 Q. Donc il y a plusieurs approches, finalement, pour calculer quels seraient les coûts d'exploitation dans un modèle donné surtout lorsque différentes activités commerciales sont rajoutées l'une à l'autre sur une base de contribution marginale. On peut en comptabilité de gestion imputer ces coûts-là de différentes façons dont celles que je viens de vous mentionner?

R. Et comme je vous dis, il y a vraiment deux façons. Il y a celle de ce qu'on appelle le choix des investissements, qui est purement finance, c'est même pas la comptabilité de gestion, et qui va dans le sens que vous dites; il y a la comptabilité générale qui, elle, va essayer de...

977 Q. Elle regroupe tout ensemble.

R. ... les classer malgré tout ensemble.

978 Q. Et vous m'avez dit que les deux méthodes sont

également valables?

R. Exact.

979 Q. Je vous remercie beaucoup. Pas d'autres questions.

LA PRÉSIDENTE :

Merci. Alors pas d'autres questions pour le témoin? Oui, Maître Montigny.

CONTRE-INTERROGATOIRE PAR Me JEAN A. MONTIGNY :

980 Q. Bonjour, Monsieur Naciri. Jean Montigny, je suis le procureur de l'ASA et de l'AARAQ. Juste pour, dans la même lignée de questions que celles de maître Bélanger tout à l'heure. Un des témoins qui va venir ici dans quelques jours témoigner nous suggère de regarder des commerces, des dépanneurs sans essence, et des commerces, des dépanneurs avec essence pour nous aider à identifier quels sont les coûts d'exploitation du commerce d'essence. Est-ce que cette façon de procéder vous semble adéquate?

R. En fait, si on arrive à isoler exactement les commerces d'essence... parce qu'au fait, le problème, c'est de comparaison. Il faut vraiment que vous ayez un échantillon qui est comparable.

981 Q. D'accord.

R. Si tel est le cas, vous pouvez identifier par différence évidement celui avec l'essence. Mais si c'est... c'est-à-dire si les éléments ne sont pas comparables, vous aurez beaucoup de difficulté.

982 Q. Et si on prend des commerces semblables...

R. Équivalents?

983 Q. Ou équivalents, oui.

R. Il n'y a pas de raison que vous n'arriviez pas à quelque chose comme ça. Mais il faut que ce soit... La clé du problème, c'est la comparabilité.

984 Q. Je comprends. Merci.

LA PRÉSIDENTE :

Maître Meunier.

INTERROGATOIRE PAR Me ROBERT MEUNIER :

985 Q. Bonjour, Monsieur Naciri. Mon nom est Robert Meunier, je représente la Régie.

R. Merci.

986 Q. Monsieur Naciri, dans des discussions antérieures au cours de ces audiences, et peut-être même étiez-vous présent, on a discuté quelque peu des coûts d'amortissement.

R. Oui.

987 Q. Et, évidemment, les coûts d'amortissement paraissent à votre tableau 10 en page 27. Il y a eu plusieurs discussions au sujet de, bon, la valeur à neuf, et caetera. Mais je voulais vous demander, et vous qui êtes expert comptable, est-ce que vous pourriez nous dire, et ça pourrait être un engagement par la suite si vous n'avez pas l'information sous la main, en ce qui concerne le secteur pétrolier, parce que vous

avez une rubrique C) qui est Application au secteur des stations-service. Et je comprends que vous n'êtes pas un expert en produits pétroliers en tant que tels. Mais est-ce que vous pourriez nous donner les catégories d'amortissement pour bâtisse, équipement pétrolier, qui s'appliquent au niveau comptable?

R. Eh bien, l'amortissement, vous le savez, tout à l'heure, on a parlé des coûts. Toutes les sorties de fonds, comme je l'ai dit tout à l'heure sont des coûts, mais on les sépare en deux. Ceux qui sont au-delà d'une année, on les appelle « investissement ». Et on va leur facturer la baisse ou l'utilisation via l'amortissement. D'accord. Et tout ce qui sont au-dessus d'une année, on les appelle « coût » ou « charge ».

Donc, automatiquement, à chaque fois que vous avez une sortie d'argent qui dépasse l'année, elle devient amortissable. Pourquoi? Parce qu'on ne voudrait pas que son impact débalance le résultat d'une seule année. Donc, on s'entend pour dire que c'est une charge. Donc, c'est clair, c'est simplement une répartition de cette charge sur plusieurs périodes. Maintenant, quelles sont les méthodes? Eh bien, il y a une méthode qui est fiscale, qui est la seule, c'est ce qu'on appelle l'amortissement dégressif, c'est-à-dire la première année, j'enlève, j'amortis un certain taux.

Et les taux sont donnés par l'administration fiscale. Donc je n'ai pas de liberté, c'est par classe. Il y a l'autre partie et l'autre classe d'amortissement; c'est ce qu'on appelle l'amortissement linéaire. Je prends le total de mon investissement et je le divise par cinq si la durée de vie est cinq ans. Et chaque année, je considère comme charge le cinquième via ma dotation annuelle. Il y en a d'autres. Celle qu'on appelle la somme des nombres d'années.

Supposons que j'ai un investissement sur trois ans, je fais trois plus deux plus un, ça fait sept... ça fait six. La première année, je prends les trois sixième. La deuxième année, les deux, les deux sixième, et caetera. Ça ressemble un peu à l'amortissement dégressif. Il y a aussi l'utilisation normale. On met un compteur puis on voit vraiment l'utilisation de la machine, et caetera. Toutes ces méthodes-là sont acceptées par les normes canadiennes. Sauf que l'impôt, lui, il ne veut que l'amortissement dégressif. Donc voilà pour répondre à votre question. Alors les bâtiments, c'est une certaine classe. La machinerie, souvent, c'est la durée de vie. Un ordinateur, c'est deux ans maximum, et caetera. C'est par rapport à la durée de vie.

988 Q. Donc dans votre tableau, par exemple, tableau 10, amortissement, est-ce que vous le sous-entendiez sur une base fiscale ou sur une base comptable

strictement de gestion?

R. Moi, je le mets sur... c'est-à-dire vous pouvez utiliser ce que vous voulez, ça rentre là-dedans. Je l'appellerai amortissement. Une fois que vous avez calculé la somme, c'est là qu'elle va. Si vous avez utilisé l'amortissement fiscal... Parce que vous avez le droit, c'est-à-dire les normes comptables canadiennes vous permettent d'utiliser la méthode que vous voulez. Sauf quand vous voulez faire votre déclaration d'impôt, c'est, comment dirais-je, le dégressif qui est accepté.

989 Q. Donc si je vous suis bien, c'est ça, au niveau fiscal, bien sûr, avec des catégories précises...

R. Exact.

990 Q. ... de pourcentage en amortissement, mais il y a aussi d'autres façons de le calculer selon les normes canadiennes comptables, par exemple?

R. Exactement. Et vous êtes libre de choisir celle que vous voulez. Vous n'avez pas le droit de changer au courant d'une année. Une fois que vous avez fait le choix, vous restez avec.

991 Q. Et le linéaire, on n'a pas le droit de changer une fois qu'on a acquis cette méthodologie?

R. C'est-à-dire vous ne pouvez changer qu'une fois que vous avez averti tout le monde. Il y a une publicité au niveau des rapports annuels pour dire aux gens : vous savez, on a changé, et voilà la différence qui en est résulté.

992 Q. Parfait.

R. Tout ça pour l'information de celui qui utilise ça.

993 Q. Je vous remercie.

R. Je vous en prie.

994 Q. Ça termine mon interrogatoire.

LA PRÉSIDENTE :

Maître Bédard.

RÉINTERROGATOIRE PAR Me ÉRIC BÉDARD :

995 Q. Monsieur Lauzon... Monsieur Lauzon! Je vais vous appeler « monsieur Bélanger » là, ça ne sera pas long. Si vous voulez aller à la page 11 de votre rapport, ça, je vous avoue que c'est une précision, j'aimerais que vous nous expliquiez, compte tenu des questions qui ont été posées par... Moi, en fait, le mot qui m'intéresse, c'est celui, et la note 3. Compte tenu des questions qui ont été posées par maître Pépin, pouvez-vous nous indiquer ce que vous entendez également par « les coûts peuvent être semi-variables ou semi-fixes »?

R. Eh bien, vous savez, parfois un coût, il peut, une composante, une partie de ce coût-là peut être fixe, l'autre variable, alors je vous donne un exemple : supposons que vous avez un contrat d'assurance qui vous couvre jusqu'à cinq mille (5,000) unités, il est fixe jusqu'à cinq mille (5,000), mais au-delà, vous payez à la pièce, donc, il devient semi-variable, semi-fixe comme on dit.

996 Q. Si je prends votre tableau 10, pouvez-vous nous indiquer où il peut y avoir des coûts semi-fixes et semi-variables?

R. À 10, assurances, je vous l'ai dit déjà.

997 Q. Reprenez-les à partir d'en haut, là.

R. Alors, on peut, évidemment... déneigement, peut-être, si par exemple vous vous engagez pour un certain montant et s'il y a plus de tempêtes et il y a des coûts supplémentaires. Ça dépend de l'engagement contractuel, c'est-à-dire qu'est-ce qu'on sait, par exemple je dis l'assurance, c'est plus facile à comprendre, on vous assure jusqu'à tant d'unités, après c'est, ça varie avec l'activité.

998 Q. Est-ce que j'aurais raison de vous suggérer que...

R. ...

Me LOUIS P. BÉLANGER :

Un instant, c'est pour le moins délicat quand on interroge son témoin...

LA PRÉSIDENTE :

Non, O.K., Maître Bélanger, ça va. Posez donc votre question de façon moins suggestive.

Me ÉRIC BÉDARD :

999 Q. Bon, alors...

Me LOUIS P. BÉLANGER :

Je comprends qu'il est cinq heures (17 h 00).

Me ÉRIC BÉDARD :

C'était pour aller plus rapidement, tout simplement.

1000 Q. Monsieur, je comprends que... quelle est la variable qui fait qu'un coût devient semi-fixe ou semi-variable?

R. La variable, eh bien, justement c'est... vous savez, dans les coûts fixes et variables, c'est le temps, c'est l'investissement, on investit plus et donc automatiquement beaucoup de coûts fixes augmentent. Dans le coût variable, c'est relié directement à un chiffre d'affaires, dans ce cas précis, c'est un peu les deux à la fois, il y a une petite relation, jusqu'à un certain point, mais aucune relation avant un certain point, donc on met une barre, on dit, au-dessus de cette limite c'est fixe. D'accord? Quand vous dépassez, évidemment parce que ça dépasse les prévisions, vous commencez de payer par rapport au chiffre d'affaires. Donc en fait, c'est le niveau d'activité, dans ce cas-là, mais c'est pas comme le, comme fixe-variable uniquement.

1001 Q. Merci. On vous a parlé de la rubrique que l'on retrouve toujours au tableau 10 : « Équivalent normal du coût du capital investi »; vous nous avez parlé de la théorie financière, est-ce que dans théorie financière il s'agirait d'un coût dont on tient compte pour un choix d'investissement?

R. Exactement, c'est-à-dire quand vous faites des choix d'investissement, le coût du capital investi trouve sa place, parce qu'il va... de même... de la même façon d'ailleurs que le coût de la dette à long

terme, l'ensemble fait un coût du capital.

1002 Q. Est-ce que cela est reconnu par les autorités comptables?

R. Comme j'ai dit, la compagnie qui a des problèmes à s'ajuster avec, c'est la théorie financière qui l'accepte, elle est complètement acceptée, la comptabilité elle-même considère ça pour les choix d'investissement, comme c'est une méthode valable, elle ne la remet pas en cause mais en son sein, elle n'a pas d'agissements pour la reconnaître, donc elle exclut à cause des... comment dirais-je, des principes qui sont à la base, vous avez d'abord la réalisation, etc., il y a tous ces principes qui l'empêchent de complètement utiliser ce qu'on appelle la méthode de la... du choix d'investissement qu'elle reconnaît pourtant et qu'elle considère comme la plus valable.

1003 Q. Comment, où pouvez-vous voir qu'elle la reconnaît, comment la reconnaît-on, est-ce qu'il y a des...

R. Dans le choix des investissements, dans toutes les entreprises, c'est ce qu'on utilise et le coût du capital accepté c'est celui qui combine le coût des capitaux propres et coût de la dette. Je pourrais peut-être dire aussi que la comptabilité générale a essayé, en vain, évidemment, de vouloir intégrer ces choses-là, il y avait au Canada une norme sur ce qu'on appelle la valeur marchande, une norme comptable qu'on a essayé d'imposer aux entreprises

au-delà d'un certain niveau d'actif, mais on n'a pas pu la continuer pour la simple raison qu'on n'avait pas les moyens de l'appliquer à cent pour cent (100 %), c'est le chapitre 4500, je crois, au coût actuel, ce qu'on appelle la comptabilité au coût actuel. Donc, la volonté de reconnaître est là, la capacité de le faire de la comptabilité n'est pas là.

1004 Q. Vous avez tout à l'heure parlé d'un groupe du plus efficace, vous avez parlé d'un groupe d'efficaces; sur une norme, où reconnaissez-vous, sur... dans un spectrum, où reconnaissez-vous ce groupe d'efficaces?

R. C'est un peu... c'est-à-dire bien que ce travail n'a pas traité d'efficacité comme telle, mais disons que dans la tradition en matière de finances, c'est que d'habitude on prenait la moyenne, on se disait, après tout, là évidemment il faut se mettre, faire attention qu'il n'y ait pas de valeur extrême, parce que si vous avez les moins efficaces qui sont très lointains, vous baissez tout le monde vers le bas; l'inverse est vrai, vous faites ça aussi au niveau boursier, vous prenez l'indice qui utilise la moyenne.

Quand on fait ça, qu'est-ce qu'on fait? On espère que d'année en année, la moyenne, ceux qui sont au-dessous de la moyenne sont exclus par le marché et on améliore l'efficacité au fur qu'on y va. L'autre méthode, c'est la médiane, on se dit : pourquoi ne

pas fixer une ligne médiane, on va diviser les intervenants en quartiers ou quelque chose, ou des fils et prendre celles qui nous apparaissent les plu efficaces. La meilleure, évidemment c'est de cherche vraiment les plus efficaces, mais je veux dire le calcul est si fastidieux que peu de gens essaient. Vous pouvez aussi choisir un groupe qui vous semble des plus efficaces.

Alors, comme vous voyez, il y a beaucoup de limites à ces propositions, chacune d'elles présente des avantages soit de simplicité, mais de l'autre côté, peut-être pas de véracité, je ne sais pas, mais... mais c'est ça qu'on a sur le terrain actuellement, c'est ce qu'on rencontre.

1005 Q. Quand vous dites ce qu'on a sur le terrain, vous faites référence à?

R. C'est-à-dire en finance en général, toutes les analyses que j'ai vues en finance, et c'est pas du domaine de la comptabilités, en fait, ça.

1006 Q. Mais quand vous dites « en finance », ils utilisent la médiane, vous avez dit?

R. Les trois sont un peu utilisés, alors chacun justifiable de son choix, à sa manière.

1007 Q. Vous venez juste de parler en réponse à ma question du capital boursier, qu'est-ce que vous vouliez dire exactement?

R. Ah, le marché boursier, non, c'est simplement pour

justifier cette fameuse moyenne, vous savez qu'à la fin de chaque soirée, on vous parle de Dow Jones, l'indice de...c'est des moyennes, avec tout ce que ça comporte, alors cette moyenne, on fait attention pour ne pas prendre les très bonnes entreprises et on fait attention pour ne pas prendre les très mauvaises et on se concentre au milieu, et quand une entreprise devient trop bonne, on l'exclut et c'est le même cas quand elle devient très mauvaise, on essaie d'avoir, disons, une image moyenne d'un certain secteur.

Me ÉRIC BÉDARD :

Je n'ai pas d'autres questions.

LA PRÉSIDENTE :

Merci. Alors merci, Monsieur Naciri.

TÉMOIN :

R. C'est moi qui vous remercie.

LA PRÉSIDENTE :

Merci tout le monde, nous recommençons donc demain avec le panel de l'AQIP. Nous aimerions commencer tôt demain matin, tôt neuf heures moins quart (8 h 45)?

Me ÉRIC BÉDARD :

Vous me prenez quinze (15) minutes tous les jours. Neuf heures (9 h 00), Madame la Présidente?

LA PRÉSIDENTE :

Neuf heures (9 h 00) vous conviendrait? Ça va neuf heures (9 h 00) pour tout le monde? O.K., neuf heures (9 h 00).

Me ÉRIC BÉDARD :

Merci, Madame

ET L'ON NE DIT RIEN DE PLUS

Je, soussigné, JEAN LAROSE, sténographe officiel dûment autorisé à pratiquer en français, avec la méthode sténotypie dans les districts judiciaires de Montréal, Laval, Longueuil, certifie sous mon serment d'office que les pages ci-dessus sont et contiennent la transcription exacte et fidèle de la preuve en cette cause, le tout conformément à la Loi;

Et j'ai signé :

Jean Larose

JEAN LAROSE
Sténographe officiel

ADEQ-30

ADEQ-21

Cycle commercial et couverture des coûts d'exploitation

Ahmed Naciri, Ph. D.

Février 2001

Cycle commercial et couverture des coûts d'exploitation

1. Introduction

Le présent document traite du cycle commercial et de son impact sur la rentabilité de l'entreprise.

Deux cycles en matière de gestion des entreprises, retiennent l'attention de l'observateur, à savoir le cycle de production et le cycle commercial. Différents produits peuvent avoir différents cycles de production et de vente. Tout dépend du temps nécessaire pour les produire et les vendre.

S'il est évident que la production d'un bien déterminé ne saurait être entreprise que lorsque son producteur est susceptible de récupérer l'ensemble des coûts engagés durant le cycle de production, que ces coûts aient comme origine de la main-d'œuvre directe, des matières premières directes ou des frais généraux, ils doivent tous être pris en compte. Il est néanmoins bien moins évident dans le cas des entreprises de distribution, où la même règle de récupération de tous les coûts engagés doit s'appliquer. En outre, le délai du cycle commercial peut avoir des effets importants sur la rentabilité de l'entreprise.

2. Le cycle commercial

Le cycle commercial est tout simplement le temps écoulé entre la réception d'une marchandise et sa vente finale. De son côté, le cycle de production est la durée nécessaire pour la fabrication d'un bien, depuis la réception des matières premières qui le composent, jusqu'à l'obtention du produit fini. Les figures 1 et 2 schématisent le cycle de production et le cycle commercial.

Figure 1
Cycle de production.

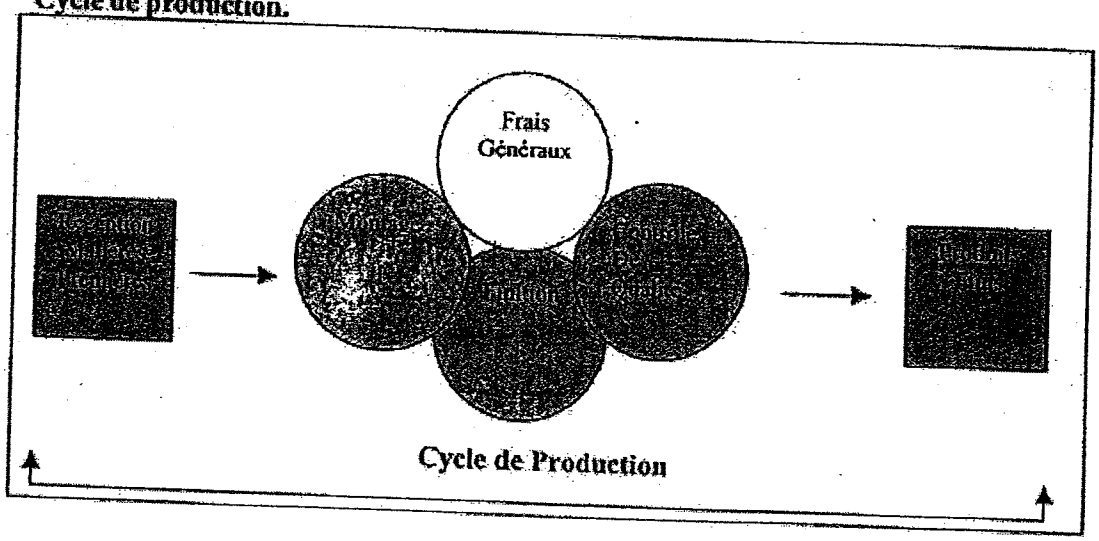
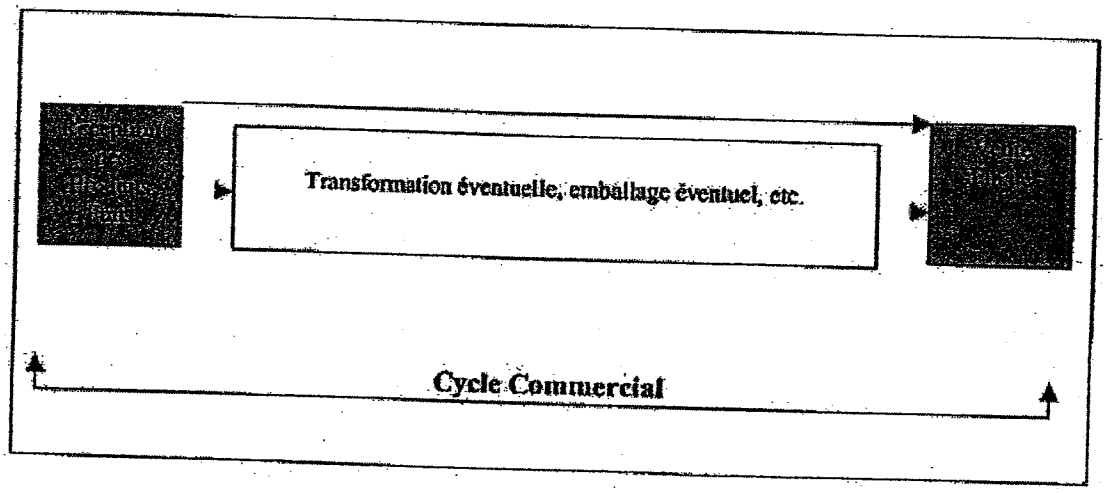


Figure 2
Cycle commercial



La durée du cycle commercial dépend de la rapidité avec laquelle une entreprise réussit à transformer ses achats en ventes. Elle s'approche souvent du délai de crédit accordé par les fournisseurs à leurs clients. Beckman et Foster[1] font état de quelques exemples de délais, tel que rapporté au tableau 1.

Tableau 1
Quelques durées de cycles commerciaux

No	Cycle	Durée
1	Fournitures électriques	60 jours
2	Sucre	7 jours
3	Jambon	10 jours
4	Essence	D'une livraison à l'autre

En ce qui est de l'essence, les propriétaires ou locataires de stations d'essence achètent souvent leur essence sur la base "d'une livraison à l'autre". Dans ce cas ils effectuent le paiement d'une livraison au moment de la livraison suivante.

[1] Beckman T.N., et R.S.Foster, « Credits and Collections : Management and Theory », 8th Edition, McGraw-Hill Book Company, 1969.

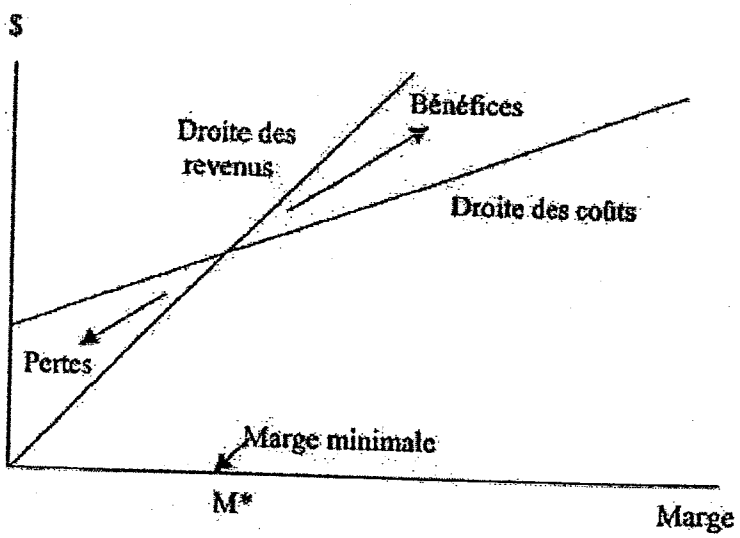
3. Cycle commercial et rentabilité

Un cycle commercial court est presque toujours synonyme de grande rotation des stocks et s'accompagne souvent de faibles marges positives. En d'autres mots, les secteurs commerciaux à cycles courts sont ceux où l'on rencontre souvent de faibles marges positives et ces derniers sont obligés de compenser ces faibles marges par de plus grandes rotations de leurs inventaires. Ce fait est déterminant dans la gestion de l'entreprise et mérite d'être bien compris par tous les gestionnaires.

En effet, les entreprises provenant des secteurs à cycles commerciaux courts comptent sur le volume et la rotation des stocks afin d'obtenir des niveaux de revenus acceptables. Plus la rotation des stocks est élevée. Plus on peut supporter de faibles marges. Cependant, la combinaison « faible marge – faible cycle commercial » s'avère une arme à double tranchants. Elle peut constituer une combinaison gagnante lorsque la marge se situe dans un intervalle positif, c'est-à-dire à partir du niveau où tous les coûts sont couverts et au delà. Elle peut, malheureusement, aussi constituer une combinaison perdante, à partir du niveau où tous les coûts ne sont pas couverts et en deçà. Dans un tel cas l'ampleur de la perte est amplifiée par la rapidité avec laquelle les cycles commerciaux se succèdent.

Le graphique 1, permet de mieux comprendre le phénomène de la combinaison marge - cycle commercial .

Graphique 1
Combinaison marge –cycle commercial



Pour un cycle commercial donné, il existe un niveau de marge minimal à atteindre et à dépasser, autrement la perte sera d'autant plus amplifiée, plus le cycle commercial est faible.

Le point M* sur notre graphique correspond au 3¢ le litre, fixé par la Régie. En effet, à ce point toute station d'essence efficace est supposée avoir couver ses coûts d'exploitation.

4. Efficacité et couverture de coûts d'exploitation

Tel qu'il s'avère de la décision de la Régie de 1999, reconduite dans la décision de 2000, une station d'essence efficace, en est une dont les coûts de d'exploitation ne dépassent pas 3¢ par litre d'essence ou 0,03 $. Cependant, les données de l'AQUIP pour la Région de Québec, telle que définie dans la requête en inclusion, de même que celles fournies par la Régie pour la région administrative de Québec, pour les mois de septembre, octobre et novembre 2001, indiquent clairement la difficulté rencontrée par les stations d'essence concernées et considérées efficaces à couvrir pour cette même période les 3 ¢ de coûts d'exploitation, fixés par la Régie.

En effet, l'analyse des données obtenues par l'AQUIP révèle que dans la région de Québec, pour la période du 29 août 2000 au 27 novembre 2000, la marge moyenne réelle disponible pour couvrir les coûts d'exploitation, pondérée en fonction de chacun des produits vendus ne serait que de : 0,9 ¢ (0,009 $). De son côté, la Régie fait état, pour la région administrative de Québec et pour cette même période de couverture allant de 0,34 ¢ à 1,22 ¢. Le tableau 2 fournit les compilations mensuelles des marges hebdomadaires publiées par la Régie pour la région administrative de Québec :

Tableau 2
Régie, marges dans la région administrative du Québec

Septembre 2000	0,34 ¢ (0,0034$)
Octobre 2000	1,22 ¢ (0,0122$)
Novembre 2000	0,49 ¢ (0,0049$)

L'analyse précédente nous permet donc de conclure que des stations d'essences efficaces, en particulier celles dans la région de Québec, n'ont pas atteint le taux de couverture des 3 ¢ de coûts d'exploitation fixés par la Régie et cela pendant les mois de septembre, octobre et novembre 2000 et malgré leur efficacité reconnue, particulièrement par la Régie.

5. Cycle commercial et couverture des coûts d'exploitation

Dans le cas des stations d'essence réputées efficaces, l'incapacité de couvrir les coûts d'exploitation de 3 ¢ ne peut être envisagée uniquement sur une base intermittente et à court terme.

- L'expression « Sur une base intermittente » s'entend ici dans le sens qu'à des périodes déficitaires au niveau de la couverture des 3 ¢ de coûts d'exploitation, doivent succéder obligatoirement des périodes excédentaires de couverture, sinon c'est la fin assurée de ces stations efficaces.

- L'expression « à court terme » doit s'entendre dans le sens où les périodes déficitaires au niveau de la couverture des 3 ¢ le litre, ne doivent aucunement revêtir un caractère entaché de permanence, c'est-à-dire qu'à des cycles commerciaux déficitaires au niveau de la couverture des 3 ¢ de coûts d'exploitation, doivent succéder des cycles excédentaires et cela sur un horizon à court terme acceptable. Le court terme doit être interprété ici en terme de cycle commercial des stations d'essence. Ce dernier est généralement d'une moyenne d'une semaine, tout au plus. Un calcul rapide permet de constater que les stations d'essence de la région de Québec, tout comme celles de la région administrative de Québec, n'avaient pas été capables de récupérer les 3 ¢ de coût d'exploitation, qui leur était concédé par la Régie et cela sur une période de 13 cycles commerciaux d'une semaine chacun.

Notons qu'une compensation postérieure ne saurait effacer les dommages causés par une période continue de non récupération des 3 ¢. En se référant au graphique 1, cela équivaudrait à maintenir la marge en deçà du niveau minimal de 3 ¢ le litre, d'une manière continue et pendant une période assez longue. De plus, la rapidité dans la succession des cycle commerciaux avait certainement amplifié indûment l'impact déficitaire sur les stations d'essence de la région de Québec.

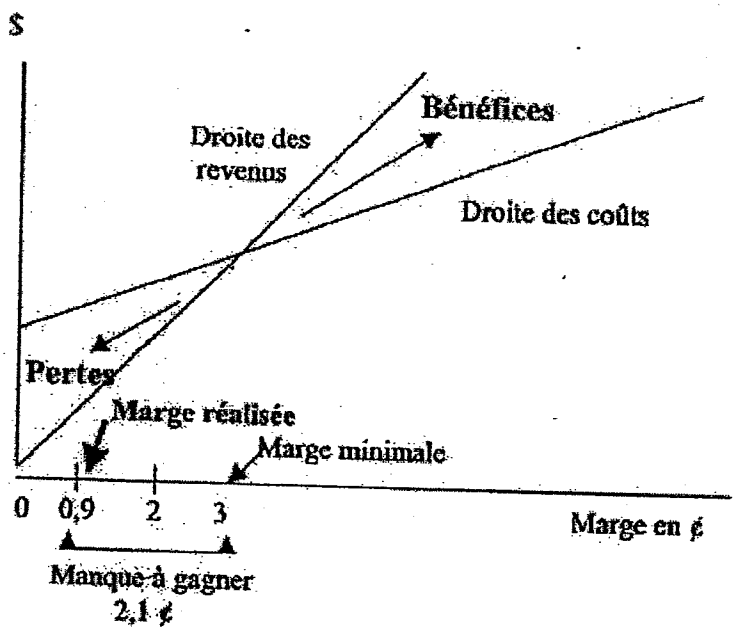
En général, une entreprise dont l'activité n'est pas réputée être saisonnière et qui ne réussit pas à couvrir ses coûts d'exploitation pendant une période aussi longue que trois mois a de quoi s'inquiéter et sa situation peut être considérée comme alarmante.

6. Conclusion

Bien que la Régie n'ait pas jugé nécessaire d'indiquer une période de tolérance en matière de non-couverture des 3 ¢, on peut conclure, sans l'ombre d'un doute, qu'une période de 3 mois consécutifs de non-récupération des 3 ¢ de coûts d'exploitation concédé par la Régie soit dangereuse.

Une période de trois mois consécutifs de non-récupération des 3 ¢ fixés par la Régie peut s'avérer beaucoup plus dommageable, pour une station d'essence, que des périodes plus courtes éparpillées sur tout un exercice financier. En effet, dans le premier cas et afin de pouvoir survivre, le propriétaire de la station d'essence doit consentir à un effort financier supplémentaire, matérialisé par une injection de nouveaux fonds à l'occasion de chaque nouveau cycle commercial, en l'occurrence à l'occasion de chaque semaine et cela aussi longtemps que dure la période de non-couverture. L'ampleur d'un tel effort financier dépendra de la différence entre les 3 ¢ fixé par la Régie et le taux de couverture effectivement atteint. Dans le cas de la Région de Québec cela représente un manque à gagner de 2,1¢ le litre, durant les mois de septembre, octobre et novembre 2001. Le graphique 2 met en valeur cette situation.

Graphique 2
Manque à gagner



Il est évident que la responsabilité d'une telle situation ne peut être attribuée aux stations d'essence concernées : leur efficacité étant établie et reconnue par la Régie. Les causes du déséquilibre constaté au niveau du marché de distribution de l'essence doivent donc être recherchées ailleurs. Quoi qu'il en soit, sur une base à court terme, à des périodes déficitaires au niveau de la couverture des 3¢, chez les stations d'essence efficaces, doivent succéder des périodes excédentaires, si l'on ne veut pas que leur existence soit mise à épreuve.

Dans le contexte étudié, nous croyons donc qu'il est justifié d'assurer la récupération des coûts d'exploitation efficaces prévus par la Régie par le moyen de l'inclusion.

RÉGIE DE L'ÉNERGIE

REQUÊTE DEMANDANT L'INCLUSION DU MONTANT FIXÉ
AU TITRE DES COÛTS D'EXPLOITATION DANS
LE PRIX MINIMUM PRÉVU AU PARAGRAPHE 59(2)
DE LA LOI SUR LA RÉGIE DE L'ÉNERGIE

DOSSIER : R-3457-2000

RÉGISSEURS : Mme ANITA CÔTÉ-VERHAAF, présidente
Me MARC-ANDRÉ PATOINE
M. JEAN-NOËL VALLIÈRE

AUDIENCE DU 28 FÉVRIER 2001

VOLUME 5

JEAN LAROSE
STÉNOGRAPHE OFFICIEL

PREUVE DE L'ASA

L'AN DEUX MILLE UN (2001), ce vingt-huitième (28e) jour du mois de février, a comparu :

AHMED NACIRI, professeur à l'Université du Québec à Montréal, domicilié au 275, rue Lorraine, Rosemère ;

LEQUEL, après avoir fait une affirmation solennelle, dépose comme suit :

INTERROGÉ PAR Me IVANHOÉ CHALIFOUX :
Madame la Présidente, je voudrais qualifier monsieur Naciri à titre d'expert en gestion financière de l'entreprise. Son curriculum vitae a été distribué et monsieur Naciri avait déjà témoigné à ce titre à l'audience qui a mené à la décision D-99-133.

LA PRÉSIDENTE :
Est-ce qu'il y a des intervenants qui ont des questions pour la reconnaissance d'expert?

Me ÉRIC DUNBERRY :
Expert en quoi?

Me IVANHOÉ CHALIFOUX :
Expert en gestion financière de l'entreprise.

Me LOUIS P. BÉLANGER :
Un instant.

Me IVANHOÉ CHALIFOUX :
En gestion financière et en comptabilité, Madame la Présidente.

LA PRÉSIDENTE :
Maître Bélanger, avez-vous quelque chose?

Me LOUIS P. BÉLANGER :
C'est ça. On délibère présentement pour voir si on aura des questions ou si... Je veux juste faire une petite vérification.

LA PRÉSIDENTE :
Alors, s'il n'y a pas de questions, monsieur Naciri est reconnu expert en gestion financière et en comptabilité de l'entreprise.

Me LOUIS P. BÉLANGER :
Gestion financière et comptabilité de l'entreprise. Alors, Madame la Présidente, messieurs les régisseurs, quant à nous, nous sommes prêts à stipuler la qualité d'expert de monsieur Naciri conformément à la qualification que cherche à lui donner maître Chalifoux. Nous n'avons pas de questions sur le voir-dire quant à nous.

LA PRÉSIDENTE :
Vous voulez commencer l'examen en chef?

Me IVANHOÉ CHALIFOUX :
Oui.

1 Q. Bonjour, Monsieur Naciri.
R. Bonjour.
2 Q. Si vous voulez prendre le rapport que vous avez produit dans le cadre de l'audience. Je voudrais produire le curriculum vitae de monsieur Naciri.
ASA-1

ASA-1 : Curriculum vitae de monsieur Ahmed Naciri

LA PRÉSIDENTE :
Maître Chalifoux, vous n'avez pas inclus un c.v. de monsieur Naciri dans votre... Ah bon! je l'ai trouvé. Merci. Vous pouvez y aller.

Me IVANHOÉ CHALIFOUX :
3 Q. Monsieur Naciri, est-ce que vous pouvez décrire le mandat que l'ASA vous a confié?
R. Bonjour, Madame la Présidente, messieurs les régisseurs, messieurs les avocats et tout le monde. Le mandat que j'avais eu, c'est simplement de voir quel est l'effet des cycles commerciaux sur un peu la rentabilité de l'entreprise en règle générale. Et la

particularité au fait des stations d'essence, en règle générale, vu leur cycle commercial pourrait avoir un effet spécial qui sort un peu de la moyenne ou des comportements ordinaires. C'est un peu dans ce sens-là.

4 Q. Est-ce que vous pouvez nous commenter les figures 1 et 2 de votre expertise?

R. Donc, au fait, pour toute entreprise, il y a deux cycles qu'on rencontre souvent, le cycle de production, le cycle commercial et même, je dirais même un autre cycle, comptable. Mais je me suis quand même limité aux deux pour simplement la clarté de l'exposé. Alors un cycle, simplement qu'est-ce que ça prend pour la production, depuis que j'ai les matières premières jusqu'au moment où je fabrique. Mais ce n'est pas tellement pertinent pour le cas qu'on a ici. Mais je l'ai expliqué tout simplement pour qu'on connaisse l'autre.

Le deuxième, c'est le commercial qui nous intéresse, dès que j'ai la marchandise jusqu'au moment où je la vends. Donc, il y a peut-être parfois des transformations, il y a peut-être un emballage différent, et caetera. Donc, voilà un peu les deux cycles.

5 Q. À la première page de votre expertise au troisième paragraphe, deux dernières lignes, vous dites :

En outre, le délai du cycle commercial

peut avoir des effets importants sur la rentabilité de l'entreprise.

Est-ce que vous pouvez nous décrire les effets importants qu'est le délai du cycle commercial?

R. Eh bien, le délai, c'est-à-dire le délai... Le délai, au fait, c'est équivalent à la rotation, c'est-à-dire plus un délai est court, plus ça tourne vite. C'est un élément de vélocité. Plus le délai est long, bien, plus ça tourne évidemment lentement. Alors, en règle générale, les entreprises à délai court ou bien à cycle commercial court sont des entreprises de qui on exige aussi une marge, ou on s'attend à ce qu'il y ait une marge plus petite. Les entreprises par exemple à cycle long vont aller vers des marges élevées.

Par exemple l'exemple, constructeur de bateaux, construction d'avions, c'est des cycles qui sont longs, par exemple dans la fabrication. Et les autres cycles, par exemple, l'alimentaire, et caetera. Donc on va se satisfaire avec des marges petites puisque la rotation est très élevée. Et qu'en fin de compte, le profit va être semblable étant donné le niveau de risque. Dans toutes les situations économiques, peu importe l'entreprise, on essaie d'atteindre la même rentabilité étant donné un certain niveau de risque. Donc alors c'est juste dans la façon d'y arriver qui

change.

6 Q. À la deuxième page de votre expertise, vous nous dites que souvent la durée du cycle commercial s'approche du délai de crédit accordé par les fournisseurs à leurs clients.

R. En fait, traditionnellement, on a... c'est l'inverse qu'on avait fait au fait. C'est qu'on a regardé le cycle commercial et après, on a dit, bien, ça mérite un financement. En fait, c'est l'idée simplement légale de garantie. Tant que vous avez la marchandise, j'ai une garantie. Je peux aller vous saisir la marchandise. Mais quand vous l'aurez vendue, je n'ai plus de garantie. C'est pourquoi on exige le paiement à la vente tout simplement.

7 Q. Est-ce qu'il y a un impact entre ce délai commercial-là et le fonds de roulement de l'entreprise?

R. Bon. En règle générale, plus la rotation est grande, moins vous avez besoin de fonds, donc il y a une relation de fait.

8 Q. Il y a une relation.

R. Plus c'est long, plus vous avez besoin de fonds.

9 Q. Je voudrais vous amener à la troisième page puisque les pages ne sont pas numérotées.

R. La mienne l'est.

10 Q. Probablement parce qu'on l'a eu par courriel. À la section 3 intitulée Cycle commercial et rentabilité, on peut dire, elle peut constituer, la courte durée du cycle commercial...

R. Oui.

11 Q. ... et la faiblesse de la marge.

Elle peut constituer une combinaison gagnante lorsque la marge se situe dans un intervalle positif.

Pouvez-vous commenter sur la notion d'intervalle positif, qu'est-ce que vous voulez dire par intervalle positif?

R. L'idée est la suivante, c'est comme toutes les notions commerciales, vous avez, c'est comme le levier, c'est positif d'un côté et négatif de l'autre, d'où tous les calculs de poids mort qu'on fait en gestion. Et donc il arrive... Si vous couvrez vos coûts, je dis bien tous vos coûts, eh bien, automatiquement, plus vous pourrez aller plus vite, plus ça rapporte parce que vos coûts sont couverts, et puisqu'il y a un excédent. Donc alors plus vous multipliez, plus simplement ça fait des petits, plus ça augmente. L'inverse est vrai. Plus ça augmente, plus cette vélocité accroît vos manques. Donc, d'où l'importance d'être, de dépasser ce point-là ou de point mort ou de « break even » en anglais. Alors, c'est pour un cycle positif quand ça dépasse un certain niveau. C'est négatif quand ça ne le dépasse pas. La responsabilité des gestionnaires, c'est de dépasser.

Q. Comme vous l'avez écrit dans votre mémoire, la Régie a déjà établi en dix-neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (1999) que le poste d'essence le plus efficace a besoin pour couvrir ses frais d'opération d'une marge équivalant à trois cents (3 ¢)?

R. Oui. Là, vous me permettez quand même de revenir juste un peu en arrière pour bien situer mon étude. Moi, je suis contre toutes les interventions sur les marchés sauf des raisons vraiment précises. Et la Régie a jugé que c'était le cas. D'accord. C'était la mode un certain temps pour des raisons de politique économique qu'on intervienne sur les marchés. Et en règle générale, non-intervention équivaut à mieux. Sauf qu'il y a des situations d'inefficacité, et caetera, et caetera. Le gouvernement a jugé que c'était le cas. On avait imposé un prix plancher. Donc c'est une intervention pure et simple. Et on avait aussi prévu un certain trois cents (3 ¢) comme critère d'efficacité. Ceux qui l'atteignent et qui le récupèrent, c'est tout ce qu'on leur reconnait pour être efficace. D'accord. Donc, ça aussi, ça a été réglé. Le gouvernement, la Régie aussi a ouvert l'option de l'inclure ou pas. Je me situe à ce niveau-là. D'accord. Donc, c'est à ce niveau des trois cents (3 ¢) comme critère, et caetera, et caetera. Alors votre question.

Q. Quand on parlait il y a un moment d'intervalle positif, dans le cadre ou dans le contexte qui nous

occupe ce matin, où commencerait l'intervalle positif?

R. Bien, normalement, d'où l'utilité de ces cycles commerciaux. Si j'étais une entreprise qui n'a pas de particularité spéciale, eh bien, je m'attends à tous les cycles commerciaux de récupérer mes coûts, pas uniquement les trois cents (3 ¢) de la Régie, mais au-delà. D'accord. Sauf que personne, si je ne les récupère pas, c'est mon problème. D'accord. En moyenne, dans une situation économique normale, il y a des gens qui récupèrent, des gens qui ne récupèrent pas, et caetera, et caetera. D'accord. Donc, mais l'entreprise qui marche bien, elle, récupère au-delà des trois cents (3 ¢). Donc voilà l'idée. Alors, c'est mon point mort ici. C'est plus, ce n'est pas uniquement les trois cents (3 ¢) mon point M sur le graphique.

Q. On parle du graphique 1?

R. Oui, du graphique 1. C'est plus que le trois cents (3 ¢). Si j'avais fait un croisement au lieu de trois cents (3 ¢), je serais plus bas. Moi, c'est l'ensemble des coûts qui va différer d'une station à l'autre dépendamment de la structure de coûts de chacun. Donc alors, si vous voulez que je la situe, il faut que je change de graphique où le croisement va être plus bas. M, d'après mon graphique, est supérieur à trois cents le litre (3 ¢/l).

Q. Le point M est le point où tous les coûts, même

ceux...

R. C'est ça.

Q. ... qui ont été, même ceux que la Régie n'a pas décidé de retenir devraient être inclus?

R. Devraient être inclus.

Q. Dans votre point, dans votre point M?

R. Voilà!

Q. Et c'est là que commence l'intervalle positif?

R. Positif, négatif si je le relaie au trois cents (3 ¢) de la Régie.

Q. Alors, on a compris que, normalement, à l'intérieur d'un cycle commercial, l'ensemble des coûts devrait être couvert...

R. En moyenne.

Q. ... par la marge bénéficiaire?

R. En moyenne, ça veut dire qu'il y en a qui ne les récupèrent pas, mais la moyenne, la masse la récupère, disons bien, parce qu'il y a des entreprises qui sont moins efficaces que d'autres. Je ne parle pas du pétrole ici, je parle d'une façon conceptuelle. Donc, obligatoirement, dans une moyenne, il y a les plus bas, il y a les plus hauts. Mais la masse, la majorité le récupère.

Q. Et vous dites à la fin du dernier paragraphe :

Dans un tel cas...

On parle du cas où ce niveau de trois cents (3 ¢)

n'aurait pas été atteint.

> Dans un tel cas, l'ampleur de la perte est amplifiée par la rapidité avec laquelle les cycles commerciaux se succèdent.

R. Bien sûr. Si par exemple, imaginons que vous perdez un cent par cycle, et que votre cycle de trois mois, vous ne perdez qu'un cent par cycle. Mais imaginons que vous avez dix cycles pendant les trois mois, vous serez à dix cents (10 ¢) de perte. Voilà l'amplification. C'est un effet multiplicateur en fait les trois tests du cycle.

Q. En d'autres mots, si je comprends bien, plus le cycle est court, plus il sera difficile de passer à travers une période où la marge se situe à l'intérieur?

R. Oui, plus elle est pénible, oui. Plus elle est pénible. C'est un peu, vous faites de la bicyclette, et si vous roulez à dix kilomètres ou à vingt, eh bien, à vingt, vous vous essoufflez plus parce que la vélocité est plus importante, vous faites plus d'effort. Ça vous prend peut-être moins de temps, mais ça vous affecte beaucoup plus vite. Si vous avez à trois à l'heure, vous pouvez tourner toute la journée tranquillement. Voilà un peu l'idée.

Q. Et dans le cas d'une entreprise qui a un cycle commercial court et qui ne réussit pas à faire ses

frais à l'intérieur de ce cycle commercial court?

R. De deux choses l'une, ou bien elle a des problèmes de gestion, ou bien il y a des choses qui lui sont imposées, je ne sais pas. Dans le cas qui nous intéresse ici, c'est que, c'est pourquoi j'ai précisé, je pars du trois cents (3 ¢) comme un critère d'efficacité. Donc, si vous maintenez ça, eh bien, il y a quelque chose qui ne va pas, ce n'est pas normal.

24 Q. Si on suppose alors que... la barre a été établie à trois cents (3 ¢), si on suppose que la réalité s'établit à une cent (1 ¢) durant ce cycle commercial...

R. Hum, hum.

25 Q. ... quelle sera la conséquence sur l'entreprise?

R. Vous dites, ce qu'on a réalisé, c'est une cent (1 ¢), alors qu'il nous est permis d'aller jusqu'à trois (3 ¢), c'est ça la question?

26 Q. Je clarifie ma question. Il ne nous est pas permis d'aller jusqu'à trois cents (3 ¢), il a été établi.

R. Non, non, la Régie nous, la Régie nous permettait.

27 Q. La Régie a établi que trois cents (3 ¢)...

R. C'est ça.

28 Q. ... était le niveau nécessaire pour couvrir l'ensemble des coûts dans le cas d'une station.

R. Oui. Et vous...

29 Q. Dans le cas de la station la plus efficace.

R. C'est ça. Vous, vous avez réalisé une cent (1 ¢).

30 Q. Une cent (1 ¢). Quelle sera la conséquence?

R. Bien, il vous manque de cents au bout de chaque cycle. Et donc ça dépend de vos... combien vous avez vendu, votre chiffre d'affaires. Vous avez deux cents (2 ¢) par litre et par cycle. Si vous avez dix cycles, c'est dix fois deux.

31 Q. Quelle sera la conséquence sur le fonds de roulement?

R. Bien, le fonds de roulement, au fait, alors de deux, là encore, bien, il faut injecter, si les cycles se succèdent, parce que si vous avez, par exemple... ne se succèdent pas, vous avez un cycle positif remplacé par un négatif, et caetera. S'il y a cette alternance, bien, on se corrige au bout de chaque deux cycles. D'accord. Donc, il vous manque un peu d'argent. Si la prochaine semaine, j'en fais plus, donc je récupère ce que j'ai avancé à mon entreprise, ça peut aller. Mais si à chaque fois ça s'accumule, l'élément cumulatif joue un autre effet. C'est que, au X qui me manquait au cycle 1, j'ajoute Y qu'il me manque au cycle 2, j'ajoute Z qu'il me manquerait au cycle 3, et donc ça s'accumule, quelle est la limite, eh bien, c'est le chiffre d'affaires de l'entreprise, sa capacité globale, dans quel niveau de marché elle est.

32 Q. Alors, à toutes fins pratiques, quelle est la conséquence si des cycles, si un certain nombre de cycles consécutifs s'accumule? Disons, prenons l'exemple quatre cycles.

R. Oui. La conséquence, quatre, je ne peux pas juger si c'est trop ou pas. Mais ce que j'avais fait, moi, c'est les trois mois qu'on m'avait donnés. On m'a donné de l'information sur trois mois. Eh bien, je peux surprendre beaucoup de gens, mais ce n'est pas la rentabilité qui m'inquiète, moi. La rentabilité, je peux la récupérer au bout d'une année, au bout de deux, au bout de trois peut-être. Mais l'horizon de l'investissement, en règle générale, peut aller à trois, quatre mois dans ce secteur-là.

Ce qui me chagrine beaucoup plus, c'est une dimension de la gestion qu'on oublie souvent, et je n'ai pas entendu parler longtemps dans cet... pendant les deux ou trois jours que j'ai été là, c'est l'élément incertitude, à part maître Bélanger qui y a fait allusion une ou deux fois. C'était l'incertitude que crée une situation. Si, par exemple, d'un côté, et c'est là toute mon argumentation, je la débloque tout de suite, si vous me dites que je suis efficace à trois cents (3 ¢) ou on dit à quelqu'un, vous êtes efficace à trois cents (3 ¢), et si l'autre côté, la réalité ne lui permet pas d'atteindre cela, non seulement parce que, parce qu'il n'y a pas de succession de positif, négatif, eh bien, ça peut créer de l'incertitude chez cet individu qui, fondamentalement, on lui a dit qu'il est efficace s'il atteignait trois cents (3 ¢).

La réalité du marché ne lui permet pas de faire ça. Les injections évidemment qu'il fait, donc ça accroît l'incertitude de l'entreprise et ça diminue sa valeur. La raison est simple, c'est que jusqu'à présent, la valeur de toute chose est basée sur le rendement qu'elle donne et le risque qu'elle fait encourir. Je peux avoir une entreprise ou même le cas simple où j'ai déposé mon argent avec les Obligations du gouvernement du Québec, j'ai X pour cent clair. Mais si je prétends à plus, eh bien, je prends plus de risque.

Donc, là, nous sommes dans une situation qui est jugée économiquement bonne, c'est-à-dire ces pertes ne me dérangent pas. C'est dans la nature normale des choses. Si nous sommes dans une situation difficile où tout le monde perd, il n'y a pas de raison, il faut perdre. Mais si dans la situation où tout le monde gagne et qu'il y en qui perdent sur une base de masse, ça m'inquiète sincèrement.

Donc, c'est un peu mon argumentation. Le risque augmente, ça baisse la valeur de ceux qui sont sur le marché. Et deuxièmement, ça les met peut-être dans des états défensifs pour affronter l'avenir. Je dis bien, par exemple, j'ai parlé avec quelqu'un qui m'a dit, on a hypothéqué des choses qu'on hypothéquait rarement. Eh bien, ça, c'est une hypothèque, si je

peux faire un jeu de mots, de l'avenir de cette entreprise-là. Donc voilà un peu comment je le vois.

33 Q. Je voudrais aller maintenant à la page de votre mémoire où on retrouve la section 6 « conclusion », c'est la cinquième page. Le premier paragraphe, vous utilisez l'expression « sur une base intermittente ». Est-ce que vous pouvez définir ce que vous entendez par « sur une base intermittente » dans une industrie comme l'industrie du pétrole où le cycle commercial est extrêmement court? On a établi déjà que le cycle commercial se situait pour une station efficace autour de cinq jours. Alors sur une base intermittente dans ce cas-là.

R. C'est-à-dire si on la respecte purement, la définition, ça veut dire, à chaque cycle négatif, j'aurai un positif, c'est-à-dire où je ne couvre pas mes marges. Mais, moi, je dis sur un trois mois, si je dis moitié, moitié, bon, je peux, mais encore s'ils sont un peu dispersés aléatoirement. Même s'ils ne respectent pas l'un après l'autre. C'est acceptable.

34 Q. Je reviens à une question encore plus pratique. Dans le cas d'une station efficace qui ne réussit pas à récupérer ses coûts à l'intérieur d'un cycle commercial, et la Régie, sachant que la Régie a établi à cent cinq mille dollars (105 000 $) le coût d'opération de cette essencerie, c'est-à-dire grosso

modo un montant de deux mille dollars (2000 $) par semaine, quelles seront les conséquences sur le plan financier pour une telle entreprise?

R. Donc, à chaque fois qu'elle n'atteint pas l'objectif, il faut qu'elle arrive avec un financement. Comme on a vu hier avec la question du procureur de la Régie, ça se peut que le timing ne correspond pas exactement au cycle. Par exemple il y a des choses qui sont payées mensuellement, d'autres qui sont payées bimensuellement, et caetera. Mais dans l'ensemble, il y a un minima, par exemple les salaires qui sont sur une semaine ou deux semaines. Il y a un minima qu'il faut injecter, ne serait-ce qu'à l'occasion d'une fin de cycle.

35 Q. Mais évidemment on ne peut pas prévoir quand la guerre de prix fera en sorte...

R. Non.

36 Q. ... que la marge descendra à un niveau inférieur?

R. Non.

37 Q. Au niveau qui a été établi de trois cents (3 ¢). Mais si on sait que, annuellement, on aura un montant d'environ cent cinq mille dollars (105 000 $) à débourser en frais d'opération, est-ce que vous pensez qu'il y aurait une façon d'établir quel sera hebdomadairement...

R. Il y a une façon, oui, par exemple, les... une façon, une façon classique, c'est un genre d'amortissement. Pour chaque mois, je peux avoir une certaine...

Pendant les cycles positifs, mettre de côté un peu d'argent, c'est-à-dire, ça peut se faire, oui.

38 Q. Sur le plan de la gestion financière, est-ce que vous pouvez me donner une liste des alternatives qui s'offriraient au détaillant d'essence qui a le malheur de vivre cette situation-là pour combler son déficit?

R. Bien, il faut qu'il voit son banquier pour des facilités de caisse qui correspondent à ce genre de chose. Cependant, moi, le problème, ce n'est pas dans l'événement lui-même. On peut trouver ce genre de chose dans d'autres secteurs qui sont dits saisonniers, c'est-à-dire je fais des jouets, quand je produis des jouets, je ne les vends pas. Pendant ces trois ou quatre mois de production, j'ai des besoins extraordinaires que je récupère quand je commence à vendre et je ne produis pas. Donc, ça existe sur le marché ce genre de phénomène.

Ce qui m'a personnellement un peu dérangé, c'est que je ne m'attends pas à ce genre de comportement dans ce secteur puisque la saisonnabilité se limite à un dix pour cent (10 %), c'est-à-dire dix de plus d'un côté ou dix de moins de l'autre. Donc, automatiquement, ce genre de besoin ne doit pas dépasser dix de l'un, dix de l'autre étant donné qu'on était dans la situation qui était qualifiée d'expansion. Si toutes les entreprises perdaient, je ne vois pas pourquoi le

secteur pétrolier ne perdrait pas. C'est simplement que par comparaison, les autres secteurs étaient supposés être en bonne situation économique.

Donc, j'avais constaté qu'il y avait une comment dirais-je incertitude, un accroissement d'incertitude que je n'ai pas pu m'expliquer, peu importe d'ailleurs les raisons. Est-ce que c'est des intervenants? Je n'entrerai pas dans le détail. Moi, c'est le résultat qui m'intéressait, les chiffres. Donc, ces chiffres-là indiquaient un excès d'incertitude beaucoup plus que celui auquel on devait s'attendre dans une situation économique normale. Voilà un peu mon idée.

39 Q. À la même page au deuxième paragraphe, le paragraphe qui commence par l'expression « à court terme ». Vous commentez sur la succession de cycles excédentaires et de cycles déficitaires. Et vous dites que ces cycles-là devraient se succéder sur un horizon à court terme acceptable.

R. Oui. Moi, j'avais pris trois mois parce que les données sont de trois mois. Mais quand vous avez, par exemple, un certain nombre de cycles, donc au point de vue comptable d'abord, le court terme, si vous voulez, d'une année, le long terme, c'est au-delà d'une année. D'accord. Mais dans le cas présent, moi, j'avais supposé que trois mois, c'était déjà beaucoup. Mais on peut... parce que c'était successif.

Maintenant, sur une base d'une année, supposons pendant six mois ou pendant toute l'année, il y a des alternances normales, je n'ai pas de problème si à la fin de l'année, je peux justement récupérer mes données. L'élément qui me dérangeait moi personnellement, c'est cette succession, cette permanence d'un effet qui ne devait pas être là. Voilà ce qui me dérangeait. Et donc je l'ai considéré comme extraordinaire.

40 Q. À la même page, le paragraphe suivant, vous écrivez que:

> Une compensation postérieure ne saurait effacer les dommages causés par une période continue de non-récupération des trois cents (3 ¢).

Pouvez-vous commenter les raisons pour lesquelles?

R. Justement, c'est comme si, par exemple, on vous fait un dommage et on vous dédommage. Ça ne vous dédommage pas totalement. L'effet est fait. D'accord. Donc alors, ce n'est pas uniquement un équilibre, il me manque un cent (1 ¢), je veux un de complément. Ce n'est pas ça mon problème à moi. À la limite, la récupération ne m'intéresse pas. Personnellement, je dis bien. Ce qui m'inquiète, c'est cette situation d'incertitude que j'instaure. Si vous faites une mauvaise expérience une fois, les prochaines fois,

vous avez peur. C'est ce genre. C'est un peu dans l'investissement financier. D'accord. Donc c'est ça cette incertitude supplémentaire. On ne peut pas faire d'affaire sans risque, ça n'existe pas. Moi, j'avais simplement enlevé le peu qui me semblait artificiel ou non raisonnable. Voilà mon idée tout simplement. Mais le risque devait être là. Les gens qui font des affaires ont des risques, il faut les supporter, c'est tout à fait normal.

41 Q. On a parlé des problèmes financiers qui sont créés par la suite de cycles déficitaires et vous avez insisté sur l'incertitude qui en résulte pour l'entrepreneur propriétaire de cette entreprise. Est-ce que vous pourriez commenter sur la réaction que pourraient avoir d'autres personnes avec qui cette entreprise-là fait des affaires?

R. Bien, si tout le monde subit les mêmes conséquences, il y a un équilibre qui s'établit, donc normalement. Mais si, par exemple, si quelqu'un veut sortir, veut vendre, supposons l'année dernière, pour la même station, on aurait pu lui proposer X. Eh bien, étant donné la nouvelle situation où l'intervenant voit qu'il y a des périodes non contrôlables, on va lui proposer Y qui est moins que X, un prix inférieur, tout simplement parce qu'il y a accroissement de risque, et on évalue les entreprises par rapport au risque rendement. Mais par rapport à ceux du milieu, s'ils sont tous affectés par le même phénomène, bien

alors l'équilibre reste le même. Donc, ils vont continuer à agir de la même façon. Je parle des intervenants internes au secteur.

42 Q. Ma question s'adressait surtout à connaître votre opinion sur les impacts que pourrait avoir la situation qu'on a décrite, un grand nombre de cycles déficitaires successifs sur les autres partenaires de l'entreprise dans le sens sur les autres fournisseurs de l'entreprise.

R. Oui. Bien, votre banquier va vous accorder moins de crédit parce que vous avez moins de risque simplement parce que comment dirais-je le « schedule » des rentrées des « cash-flow » est changé tout simplement. Qu'est-ce qu'il y a encore? Vos fournisseurs vont s'inquiéter peut-être un peu aussi. Bien, enfin! Et dans le cas du pétrole, c'est quand même le même secteur. Quoi encore? Bien, vos finances aussi. Parce qu'il faut pouvoir injecter de l'argent. Mais c'est surtout vos créditeurs qui me semblent à moi, les bailleurs de fonds qui me semblent à moi s'inquiéter un peu plus. Et si vous êtes actionnaire, bien, vos actionnaires s'inquiètent aussi un peu.

43 Q. Est-ce que vous pouvez commenter sur le graphique 2 de votre mémoire? C'est un graphique qu'on retrouve à la dernière page du mémoire.

R. Oui. Alors, ce graphique-là, il diffère du premier parce que le M dans le premier graphique, c'était l'ensemble des coûts, c'est-à-dire pour que... et qui

n'a pas de connotation d'efficacité ou de... rien. D'accord. Simplement une entreprise dans la démarche normale des choses doit faire suffisamment d'argent pour couvrir tous ses coûts. Celui-là, il prend comme hypothèse la décision de la Régie. On avait décidé qu'à trois cents (3 ¢), on était efficace. Donc alors, c'est le niveau, la barre, c'est trois cents (3 ¢). Au-delà, évidemment, il y a un bénéfice d'efficacité, c'est-à-dire il y a plus d'argent pour aller payer peut-être ce qui reste des coûts et faire des profits. Et de l'autre côté, il y a le manque à gagner, ne serait-ce que pour atteindre ce trois cents (3 ¢). Donc alors, plus votre marge, plus vous êtes capable d'avoir la marge réelle, pas celle reconnue par la Régie, plus elle est élevée, plus vous devenez riche tout simplement. Donc, là, c'est un « break even » en ce qui concerne le trois cents (3 ¢) de la Régie. Tandis que l'autre, c'est un « break even » en utilisant l'ensemble des coûts.

44 Q. Alors, à gauche du point 3, pour une station efficace...

R. Hum, hum.

45 Q. ... les pertes s'accumulent?

R. Elles s'accumulent même au-delà.

46 Q. Même au-delà?

R. C'est-à-dire les pertes en valeur, globalement, parce qu'à trois (3 ¢), vous ne faites pas de profit, vous respectez le repère de la Régie. Donc, en deçà, vous

êtes en perte, vous ne l'atteignez pas, vous ne le couvrez pas. Au-delà, vous l'avez dépassé, ça vous reste dans les poches. Enfin voilà!

47 Q. Si je vous suis au stade, au niveau 3, dans un marché qui serait en situation de surcapacité, dans un marché où on retrouverait des postes d'essence qui n'ont pas atteint le niveau d'efficacité, quel serait l'impact sur ces postes d'essence qui n'opèrent pas au point d'efficacité, quel serait l'impact sur ces postes-là de fonctionner à long terme au point 3?

R. En fait, le problème est le suivant. C'est qu'on part d'une définition d'efficacité. Si j'avais bien compris, la Régie avait pris une situation idéale sur laquelle elle a déclaré une comment on appelle ça efficacité presque universelle, que je dois retrouver dans tout le spectrum des entreprises. Donc, étant donné cette hypothèse, ceux qui sont au dessous de trios (3 ¢) ne veut nullement dire qu'ils ne sont pas efficaces... inefficaces, je veux dire. C'est simplement, le marché ne leur a pas permis d'atteindre ce niveau-là. D'accord.

Et même si on accordait ce trois cents (3 ¢) à tout le monde, les inefficaces vont complètement partir quoi qu'il arrive parce que le trois cents (3 ¢), c'est un niveau idéal d'efficacité. Et donc alors, ceux qui ne l'atteignent pas, ne veut pas dire qu'ils ne sont pas inefficaces. Ceux qui, au-delà du trois

(3 ¢), ne sont pas capables de survivre, ce sont les vrais inefficaces dans l'esprit de la Régie.

On peut avoir d'autres définitions. Mais c'est celle-là qui a été obtenue. Donc, ne pas être au-dessus du trois (3 ¢), ce n'est pas... du moins, c'est ce que j'avais, comment je l'ai vu, n'est pas une preuve d'inefficacité jusqu'à présent. Perdre de l'argent en plus au-delà du trois (3 ¢) peut supposer l'inefficacité dans toujours la philosophie de la Régie.

48 Q. Maintenant, si on descend au niveau du neuf dixième.

R. Oui.

49 Q. Et qu'on y demeure pour un temps suffisamment long, quelle serait la conséquence de cette situation-là sur la viabilité des efficaces?

R. Eh bien, c'est simple, vous prenez deux point un (2,1) que vous multipliez par le nombre vendu. Ça dépend du nombre de litres que vous vendez, c'est-à-dire votre capacité, votre importance sur le marché. Ceci va déterminer votre perte potentielle ou le « cash-flow » qui manque. De l'autre côté, ça dépend de votre capacité de financer. Vous allez tenir le coup aussi longtemps que vos finances vous le permettent, ou bien simplement qu'il y a un revirement de situation.

Donc, si les choses s'améliorent plus tard et que vous récupériez, bien, il n'y a pas de problème,

comme j'ai dit, vous allez rester sur le marché. Alors, l'intervenant d'hier avait posé un problème qui était intéressant, c'est vrai. Que parfois vous pouvez avoir un problème, vous pouvez, mais vous n'avez pas le choix de quitter. C'est-à-dire l'effet d'une situation économique difficile n'est pas immédiate, c'est un peu, je m'excuse, comme le diabète, ça s'accumule. C'est que tout simplement le jour où vous êtes en face d'une situation difficile, d'un effort physique extraordinaire, un effort d'investissement, changer les pompes, et caetera, eh bien, là, vous décidez de déconnecter complètement. Voilà!

Donc alors, il peut y avoir, mais ça ne veut pas dire que ça marche toujours comme ça, simplement ça se peut que ça cache des situations que, bien que sérieuses, on ne les voit pas immédiatement. Alors, c'est votre capacité financière. Mais comme je l'ai dit tout à l'heure, moi, ce n'est pas la récupération des coûts qui m'intéresse, c'est surtout l'effet. Dans l'esprit toujours de la décision de... Si vous me sortez de la décision de la Régie, je peux avoir un autre raisonnement. Mais c'est dans la décision de la Régie. C'est cet effet d'incertitude que je pense, on voulait, on voulait éliminer. Et malheureusement, il est là comme ça, quand il y a succession de situations déficitaires.

50 Q. Vous savez, Monsieur Naciri, qu'on est ici pour

tenter d'établir l'utilité d'inclure dans le prix plancher ce montant de trois cents (3 ¢)?

R. Oui. Moi, je ne le vois que dans un... Je dis, je ne le vois pas dans un système de récupération de coûts. Je peux décevoir beaucoup de monde. Je le vois dans l'effet dissuasif que des situations de désorganisation du marché ne reviennent pas. Voilà un peu comment je le vois. Je suis pour dans ce seul objectif. Pourquoi? Parce qu'on a décidé d'intervenir sur ce marché. Il faut être consistant sinon il ne faut même pas avoir un prix plancher. Et j'aurais peut-être applaudi, moi, je ne sais pas.

51 Q. On se pose la question, Monsieur Naciri, de savoir quel nombre de cycles commerciaux successifs ou échelonnés ou à l'intérieur d'une certaine période de temps...

R. Oui.

52 Q. ... devrait ou pourrait justifier l'intervention de la Régie. Est-ce que vous pouvez nous donner une idée?

R. Bien, vous voyez, dans toutes ces règles de gestion, il y a le bon sens. Si on le perd, bon, le reste ne suit plus. Si, par exemple, c'est intermittent, si ça dépasse six mois plus un, c'est-à-dire le cinquante et un pour cent (51 %), vous dites, bien, il y a quand même matière à s'inquiéter. Maintenant, on ne peut transporter le truc sur un événement d'investissement à long terme, et d'autres argumentations

peuvent jouer. De l'autre... c'est-à-dire si on suppose que la personne veut quitter. D'accord. Donc, là, son horizon va changer, va ne plus rester l'année, il va être à long terme.

Mais d'un autre côté, c'est, quand c'est permanent pendant une année, imaginez-vous trois mois par an, vous êtes malade, qu'est-ce que vous vous posez comme question, est-ce que vous êtes opérationnel normalement les neuf autres mois. Mais si vous êtes malade une fois par deux, ou et caetera, bon, ça va, ça passe. L'idéal, c'est de ne pas être malade du tout, mais nous sommes dans une situation économique où on ne peut pas se permettre ce genre de rêve. Donc, il faut qu'il y en a qui disparaissent. Il faut que la sélection se fasse. Mon problème à moi, c'est qu'il y a un cadre devant moi où on doit jouer le jeu. Donc, c'est à partir de ce cadre d'essayer d'être le plus raisonnable possible. Alors, c'est ce qui m'apparaît normal.

53 Q. Je n'ai plus de questions pour le témoin, Madame la Présidente. Merci, Monsieur Naciri.

R. Je vous en prie. Merci.

Me ÉRIC BÉDARD :
J'en aurai si on me donne juste deux petites minutes.

SUSPENSION DE L'AUDIENCE

REPRISE DE L'AUDIENCE

CONTRE-INTERROGÉ PAR Me ÉRIC BÉDARD :

54 Q. Juste quelques questions. Vous avez indiqué que la permanence ou la concentration des cycles déficitaires avait un impact au point de vue de la gestion pour l'entrepreneur. Est-ce que la raison de l'existence de ces cycles-là pour un joueur efficace est un élément à considérer, la cause, là, de l'effondrement?

R. En règle générale, les faits sont là. Donc, je ne vois pas... C'est vrai que sur... Je ne sais pas, il faut comment expliquer ça moi, je n'ai pas été plus loin pour déterminer qui a fait quoi. Simplement, j'ai été à l'analyse des données qui m'ont été données. Donc, c'est la conséquence des situations que j'ai vues. Donc, s'il est possible d'aller plus loin, pourquoi pas, mais à mon avis, moi, c'est tout ce que j'ai. J'ai simplement des données. C'est des conséquences de situations. Et donc, peu importe la raison, la situation est là. Il faut évidemment la traiter. Alors, qu'est-ce qu'il faut faire? Peut-être la Régie, elle, serait intéressée par la chose. Je ne sais pas. Parce que, pour corriger une situation, il faut peut-être comprendre plus.

Mais, moi, c'est les conséquences de la situation qui

ont attiré mon attention. Et j'ai agi à partir de ça, je n'ai pas regardé qu'est-ce qui pourrait être. Ce qui m'a semblé, par contre, un peu spécial, c'est que je vous dis, nous sommes dans un environnement économique globalement, on était plutôt, favorable. Et donc, on s'attendait à ce que tout le monde fasse des profits. D'accord. C'est cette situation qui m'a un peu dérangé. Voilà un peu l'idée.

55 Q. Vous avez dit que l'entrepreneur, vous avez dit que l'entrepreneur qui se retrouve à perdre de l'argent, de deux choses l'une, ou il est, je reprends vos mots, là, inefficient ou il y a autre chose. Qu'est-ce que vous voulez dire par là?

R. Bien, simplement, comme j'ai dit, trois mois de situations pour lesquelles il n'a pas pu résister. Alors, comme je disais tout à l'heure, je ne connais pas les raisons. Mais donc, c'est une situation, personne ne peut accepter une situation comme ça par lui-même, donc c'est une situation qui est là, dont il subit les conséquences. Il peut y avoir des causes très légitimes, d'autres causes moins. Mais, moi, je constate que, étant donné qu'on a décidé d'intervenir sur ce marché, que ce genre de surplus d'incertitude, si on peut l'éliminer, pourquoi pas. Voilà un peu mon idée.

56 Q. Vous avez dit en prenant pour acquis que la limite des trois cents (3 ¢) est incluse, les inefficaces vont quand même partir. Qu'est-ce que vous voulez

dire par là?

R. D'après ma compréhension des trois cents (3 ¢) de la Régie, c'est qu'on a pris une situation idéale, et donc on a déterminé qu'à trois cents (3 ¢), tous ceux qui ne l'atteignaient pas sont déclarés inefficaces, c'est-à-dire à trois (3 ¢), on peut toujours trouver des aménagements, et caetera. Alors supposons dans mon groupe, celui que j'ai étudié, parce que je n'étais pas capable de déterminer les efficaces et les inefficaces en respectant exactement la définition de la Régie, il y a certainement beaucoup qui n'ont pas les trois point cinq (3,5) de volume, et caetera.

Je me suis dit à moi, même s'ils sont dans mon échantillon, même si on leur donne trois cents (3 ¢), ils vont simplement disparaître de toute façon. Pourquoi? Parce que si quelqu'un qui a un besoin de calorifère de mille (1000), vous lui donnez cinq cents (500), il va finir par succomber. C'est vrai que vous allez artificiellement le maintenir pendant une certaine période. Mais je n'ai pas les moyens de déterminer ça, moi. J'aurais aimé parce que j'aurais pu me consacrer uniquement à ceux qui sont vraiment cent pour cent efficaces. Mais la définition de la Régie les accepte comme efficaces jusqu'à présent. Donc alors qu'est-ce que vous voulez!

57 Q. Qu'est-ce que c'est pour vous, en fonction de la

décision de la Régie, la notion d'efficacité?

R. La notion d'efficacité, c'est quelqu'un qui fait un travail de distribution au moindre coût possible. C'est ça l'efficacité.

58 Q. Et la Régie l'a fixée où?

R. Elle l'a fixée à trois cents (3 ¢).

59 Q. Et donc, si je comprends votre témoignage, ceux qui sont capables de faire la distribution à trois cents le litre (3 ¢/l) sont des efficaces?

Me LOUIS P. BÉLANGER :
Un instant. « Sweetheart ».

Me ÉRIC BÉDARD :

60 Q. Alors qui sont les efficaces dans votre, suivant votre analyse?

R. Je vous dis, alors, moi, je me réfère toujours, ce n'est pas obligatoirement ma définition personnelle, ce n'est pas moi qui ai fait ce schéma-là, je me réfère à celle de la Régie. Ils ont dit que quelqu'un qui vend trois point cinq (3,5), quelqu'un qui a dix-huit heures, quelqu'un qui ne dépasse, dont les coûts sont de trois cents (3 ¢).

61 Q. Et si quelqu'un vend moins de trois point cinq (3,5), est-ce qu'il peut tout de même être efficace?

R. D'après ce que j'ai compris, on peut peut-être me corriger, dans la façon dont la Régie a calculé trois cents (3 ¢), on a admis une...

Me LOUIS P. BÉLANGER :
Un instant. Excusez-moi, Monsieur Naciri!

LE TÉMOIN :

R. Non, je vous en prie.

Me LOUIS P. BÉLANGER :
Je pense que mon collègue vogue allégrement vers une ouverture de preuve qui ne relève aucunement de l'expertise principale et du rapport qui a été déposé, tout simplement.

Me ÉRIC BÉDARD :
Je pense que je demande au témoin, je pose au témoin des questions sur la notion d'efficacité et telle que définie par la Régie et la façon dont il l'a comprise. Alors je pense que c'est tout à fait pertinent.

Me LOUIS P. BÉLANGER :
Aucunement couvert par le rapport d'expert qui a été déposé. Ce n'est pas aucunement un sujet qui relève de l'expertise de monsieur Naciri. Ça ne veut pas dire qu'il ne peut pas le commenter, mais ce n'est pas dans son rapport d'expert et ce n'est pas un sujet sur lequel on s'est préparé à contre-interroger monsieur Naciri. Si mon collègue veut maintenant en faire son expert pour d'autres fins que l'expertise présentée par maître Chalifoux, je regrette mais il

aurait dû lui aussi déposer un rapport d'expert différent qui couvrirait ces notions-là.

LA PRÉSIDENTE :
L'objection est maintenue. Et de plus, l'examen de ce qui entre dans le trois sous (3 ¢), la détermination du trois sous (3 ¢) n'est pas à l'ordre du jour.

Me ÉRIC BÉDARD :
Merci. Ça va. Je n'ai pas d'autres questions pour le témoin.

LA PRÉSIDENTE :
Merci. Maître Bélanger.

Me LOUIS P. BÉLANGER :
Madame la Présidente, compte tenu du fait qu'on essaie de concentrer l'interrogatoire avec un avocat, je vous demanderais une pause d'une dizaine de minutes. Je vais consulter mes collègues, on va tenter de regrouper ça.

LA PRÉSIDENTE :
Nous allons prendre quinze minutes et revenir à et trente-cinq.

SUSPENSION DE L'AUDIENCE

REPRISE DE L'AUDIENCE

LA PRÉSIDENTE :
Maître Bélanger.

CONTRE-INTERROGÉ PAR Me LOUIS P. BÉLANGER :

62 Q. Oui. Bonjour, Monsieur Naciri.

R. Bonjour.

63 Q. Alors, j'aurai quelques questions à vous poser tout en restant à l'intérieur du cadre que vous avez délimité par votre rapport déposé par mon collègue, maître Chalifoux, et tel que précisé par votre témoignage.

Dans un premier temps, simplement pour clarifier une chose, je comprends bien que l'essence de votre témoignage est basée sur l'étude des conséquences comptables de phénomène qu'on vous a décrits comme s'étant produit dans la région de Québec?

R. Exact, financiers.

64 Q. Oui. Financiers et comptables. C'est ça. Et que, par conséquent, vous ne rattachez pas le modèle d'étude que vous avez fait de façon particulière à l'industrie pétrolière, vous n'avez pas fait une étude sur l'industrie pétrolière en particulier pour tenter de déterminer si ce genre de phénomène-là peut ou non être récurrent dans l'industrie pétrolière et les effets qu'il peut effectivement avoir eu dans le

passé, ça, vous n'avez pas étudié ça?

R. La seule information que j'ai, c'est les trois mois de données pour la région de Québec.

65 Q. C'est ça. Et la seule information que vous avez, quant à l'effet de ce trois mois, elle est en fait au niveau des prix. Vous n'avez pas d'information, je présume, sur les entrées ou les sorties de marché qui se sont faites avant, pendant ou après ou comme résultat de cette période-là, c'est exact?

R. Pas au-delà des informations que vous avez exigées hier et entendues, non. Moi, non.

66 Q. Puis qui ne sont pas encore complétées, il y en aura d'autres. D'accord. Donc, finalement, ce que vous nous dites, c'est qu'à partir de la seule information que j'ai reçue, à savoir que pendant une période de trois mois, il y a eu un joueur sur le marché qui est allé au prix plancher, et avec évidemment les conséquences dans le modèle comptable et financier que vous avez mentionné dans votre témoignage, c'est essentiellement l'information sur laquelle vous vous basez pour votre analyse au niveau de l'application de votre modèle théorique aux faits?

R. En fait, je n'ai pas parlé d'intervenants particuliers parce que je n'avais pas l'information, mais c'est juste à la base de la période de trois mois étant donné qu'il m'a paru au fait à moi un peu spécial étant donné la situation économique globale. Je suis d'accord avec vous.

67 Q. O.K. D'accord. Donc, finalement, vous dites, bien, écoutez, l'économie va bien en général, donc ça m'étonne un petit peu ce qui s'est produit pour ce trois mois-là, mais vous n'avez pas par ailleurs fait une étude du marché de l'essence et de ses particularités entre autres dans la région de Québec pour pouvoir déterminer si, par-delà l'économie générale qui va bien, il peut y avoir des raisons spécifiques ici qui expliquent le phénomène et le rend normal à d'autres égards. Ça, vous n'avez pas étudié ça?

R. Je ne l'ai pas étudié, comme j'ai dit, parce que mon travail se limitait à un « output ».

68 Q. Ce n'est pas un blâme que je vous fais du tout, comprenez-moi bien, là.

R. Non, non.

69 Q. Vous n'avez pas étudié...

R. Je suis d'accord avec vous.

70 Q. Vous n'avez pas étudié ces autres phénomènes, ces autres faits que je viens de vous mentionner...

R. Ma réponse est oui.

71 Q. ... pour déterminer si c'était normal ou pas à d'autres égards?

R. Ma réponse, je suis d'accord.

72 Q. D'accord. Maintenant, simplement pour tenter de vous aider à situer un peu mieux la problématique, toujours à l'intérieur du modèle d'analyse comptable et financière, si je prends une situation, parce que vous avez parlé des cycles, et si je me réfère à

votre rapport...

R. Cycles commerciaux, oui. Une semaine.

73 Q. Une semaine, je pense que vous avez mentionné...

R. Oui.

74 Q. ... une semaine, sept jours.

R. Oui.

75 Q. Bon. Replaçons ça un peu. Vous y avez fait allusion tout à l'heure, mais je veux le replacer un peu dans sa perspective.

R. Oui.

76 Q. Si je vous dis que le produit qui est pris en livraison, ce produit-là est vendu sur un cycle X qu'on peut supposer par hypothèse être de sept jours, en prenant votre donnée, et que ce n'est que lorsque l'on reçoit la prochaine livraison que l'on va avoir à payer la livraison précédente?

R. Tout à fait, oui.

77 Q. Vous me suivez?

R. Oui.

78 Q. Donc, par définition, on a à payer la livraison que l'on a reçue que lorsque le produit aura été vendu?

R. Oui.

79 Q. Puisqu'il faut qu'il ait été vendu pour faire de la place pour la livraison prochaine?

R. Exact.

80 Q. Bon. Donc, cela suppose que, à l'intérieur de ce cycle également, le marché va respecter aussi le prix plancher qui est en place?

R. Oui.

81 Q. Il n'y a pas de toute façon d'inférence que tel ne soit pas le cas. Vous êtes au courant des composantes du prix plancher?

R. Oui.

82 Q. Bon. Alors, on sait que ça couvre le coût du produit, son transport et les taxes?

R. Exact.

83 Q. Bon. Et vous êtes au courant également, peut-être l'avez-vous entendu hier puisque vous avez eu le plaisir ou peut-être parfois l'ennui...

R. Le plaisir, le plaisir.

84 Q. ... d'être ici pendant deux jours à attendre votre tour.

R. Le plaisir.

85 Q. Le plaisir. Bon.

R. Et sincèrement d'ailleurs.

86 Q. Vous êtes bon prince. Alors, vous avez pu également entendre le fait que sur le prix plancher qui comprend une composante de prix du produit, le prix du produit, lui, est déterminé à partir du prix à la rampe affiché..

R. Oui.

87 Q. ... sur lequel s'applique cependant dans un nombre de cas assez importants, s'applique un « discount », enfin un escompte du prix à la rampe à l'égard duquel, je pense que le témoignage de monsieur Crevier hier était à l'effet qu'il s'agissait d'un

point huit sous (,8 ¢), c'est monsieur Crevier qui l'a mentionné, de toute façon, c'est un escompte qui a été établi et fait partie de la décision de la Régie de quatre-vingt-dix-neuf (99), c'est un fait qui ressort de cette décision-là.

Me IVANHOÉ CHALIFOUX :
Je voudrais m'objecter. Monsieur Naciri, Madame la Présidente, a étudié l'impact sur un détaillant d'essence. Les commentaires d'hier de monsieur Crevier venaient de la situation d'un distributeur d'essence. Il a été reconnu qu'un distributeur d'essence peut bénéficier d'un escompte de volume. Il n'a jamais été établi qu'un détaillant d'essence pouvait bénéficier du même style d'escompte. Alors, les assumations, les présomptions que maître Bélanger rapporte dans sa question n'ont pas été établies hier.

Me ÉRIC BÉDARD :
En fait, si je peux compléter, Madame la Présidente. Le témoignage de monsieur Crevier hier était très clair à l'effet que le détaillant, celui de la Régie, ne bénéficiait pas, puis monsieur Gonthier est revenu après pour le dire, ne bénéficiait pas d'escompte à la rampe, que le distributeur bénéficiait d'un escompte mais que, par contre, il y avait des frais généraux, et que l'un dans l'autre, ça valait la même

chose. Donc, si on veut rappeler le témoignage de monsieur Crevier, j'aimerais qu'on le rappelle dans son intégralité.

Me LOUIS P. BÉLANGER :
Alors, comme j'ai une objection, je vais traiter de l'objection et non pas du désir de maître Bédard que je fasse son travail à sa place. Je vais lui laisser le soin de le faire. Quant à moi, je faisais référence au fait que la preuve a révélé qu'il y avait un escompte de point huit sous (,8 ¢), et c'est à cette preuve-là que j'ai besoin de faire référence maintenant et pas à d'autres preuves.

Deuxièmement, je pense que l'objection de mon collègue, maître Chalifoux, avec tout le respect que je lui dois et que je lui porte, m'apparaît mal fondée. Et la raison est la suivante. On étudie ici le problème des cycles et de l'impact d'une non-récupération de coûts sur les cycles. C'est vrai que, et je ne suis pas d'accord avec sa qualification, et c'est vrai que certains détaillants n'ont pas d'escompte à la rampe, mais un grand nombre d'autres détaillants l'ont. Je n'aime pas la dichotomie qu'on semble vouloir établir entre un détaillant et un distributeur.

Quant à moi, ce qui le qualifie de distributeur,

c'est un ensemble de détaillants regroupés sous une bannière. Donc, ce sont toujours des détaillants, c'étaient des détaillants et ça restera des détaillants. Monsieur Dufresne, qui a témoigné pour EKO, monsieur Dufresne a une bannière et monsieur Dufresne opère un grand nombre de sites qui sont tous des détaillants, et ces sites-là disposent évidemment de l'escompte à la rampe sans qu'on rentre nécessairement dans le montant.

Alors, moi, je reviens au témoignage d'expert de monsieur Naciri. Ce que je veux demander à monsieur Naciri, c'est quel est l'impact de ces fameux cycles-là sur la structure de coûts que l'on peut retrouver. Alors, je commence par le coût du produit et je le qualifie simplement en disant, ce coût du produit, tenons en ligne de compte que, dans un certain nombre de cas, pas dans tous les cas, mais dans un certain nombre de cas, il y a un escompte. Et, là, je vais continuer, je vais m'en aller ensuite aux autres items de coûts que monsieur Naciri a pu entendre hier.

Si je ne peux pas faire ça, évidemment, ce que je fais à toutes fins pratiques, c'est que j'ignore, je prends l'étude de monsieur Naciri et je la limite uniquement aux détaillants qui ne disposent pas de l'escompte. Et je regrette mais ce n'est pas l'objet

de son témoignage ici. Monsieur Naciri n'a pas limité son modèle à certains détaillants, à moins que je me trompe.

LE TÉMOIN :
R. Exact.

Me LOUIS P. BÉLANGER :
Bon. Alors, il m'a dit qu'il n'a pas limité à certains détaillants. Donc, je dois lui donner un portrait global, ce qui comprend l'escompte pour un certain nombre de détaillants. Vous en tirerez les inférences que vous voudrez à la fin. Ça ne s'applique pas à tout le monde, je le concède. Mais à partir de là, je vais avancer et je vais voir l'impact sur ce fameux cycle-là de la récupération des coûts. Je pense que c'est permis. Et de toute façon, je peux poser des hypothèses à un témoin expert, je ne suis pas obligé de me limiter aux faits, je pourrais même lui poser une hypothèse et ce serait valable.

Me ÉRIC BÉDARD :
Moi, je n'ai pas d'objection aux hypothèses. Je veux juste que si on fait référence au témoignage de monsieur Crevier, si on fait référence au témoignage, qu'on le cite au complet. Si on veut... Mais qu'on n'induise pas le témoin en erreur en lui disant, monsieur Crevier a dit qu'il peut y avoir des

escomptes. Parce que ce qui a été dit par monsieur Crevier, c'est que s'il y a des escomptes, il y a également des frais généraux.

Et la Régie, c'est pour ça qu'elle n'en a pas tenu compte de l'escompte, parce qu'elle a dit, c'est un détaillant indépendant, donc il n'y a pas de frais généraux, donc il n'y a pas d'escompte. C'est ça la décision de la Régie. Alors, si on veut faire des hypothèses avec le témoin, je n'ai pas de problème, mais si on veut citer le témoignage, je pense qu'il faut être intégral puis il faut être « fair » envers le témoin. Sous cette réserve-là, je n'ai pas de problème.

LA PRÉSIDENTE :
Maître Chalifoux.

Me IVANHOÉ CHALIFOUX :
Je n'ai aucune objection, Madame la Présidente, à ce que la personne qui contre-interroge fasse une hypothèse à l'effet que la situation serait différente si le détaillant bénéficie d'un escompte. Cependant, il est très clair que le mandat a été donné d'étudier la situation du détaillant qui se trouve dans une position semblable à celle que la Régie a décrite dans sa décision.

Et quand la Régie a établi sa décision, elle a bien mentionné que le détaillant en question n'était affilié à aucune bannière. Alors, c'est dans cette optique-là que l'étude a été faite. Quant à l'hypothèse, maître Bélanger peut faire les hypothèses qui lui plaisent.

Me LOUIS P. BÉLANGER :
Je suis obligé malheureusement de contredire mon collègue, maître Chalifoux, parce que le témoin, son témoin vient de répondre que son modèle ou son témoignage s'applique aux détaillants sans distinction. Alors, peut-être que dans la tête de...

LE TÉMOIN :
R. Juste pour répondre, l'étude, les données que j'avais, sur lesquelles j'ai étudié, c'était pour la région de Québec et c'étaient des détaillants de la région de Québec.

Me LOUIS P. BÉLANGER :
Alors, à ce moment-là, je pense que, de toute façon, il est intéressant de savoir que, selon le témoignage rendu par maître Gonthier, le détaillant qui aurait initié serait probablement un détaillant qui disposait d'un escompte selon le témoignage de maître Gonthier. Je ne vais pas plus loin dans cette ligne-là parce que, évidemment, on doit se limiter pour les

raisons qu'on connaît. Écoutez, mettons-nous pas la tête dans le sable et jouons pas à l'autruche.

Me ÉRIC BÉDARD :
Il n'y a personne qui joue à l'autruche, là. Madame la Présidente...

LA PRÉSIDENTE :
Merci, vous avez déjà eu votre temps. Maître Bélanger...

Me LOUIS P. BÉLANGER :
Oui?

LA PRÉSIDENTE :
... on suppose que vous pouvez poser votre question dans la forme d'une hypothèse. Posez une...

Me LOUIS P. BÉLANGER :
Absolument.

LA PRÉSIDENTE :
... une hypothèse au témoin expert...

Me LOUIS P. BÉLANGER :
Absolument.

LA PRÉSIDENTE :
... qui est habitué à fonctionner avec les hypothèses.

Me LOUIS P. BÉLANGER :
Je n'ai aucun problème, Madame la Présidente, et en plaidoirie j'animerai l'hypothèse avec les faits mis en preuve.

88 Q. Alors, Monsieur Naciri...
R. Oui.
89 Q. ... nous avons donc un produit, on part le cycle comme ça, on suppose ici, évidemment, que nous ne sommes pas, dans l'exemple que vous avez donné, le manufacturier du produit, puisqu'on parle de la commercialisation au détail et donc, je dois acheter le produit, finalement. Il n'y a pas de processus de transformation.

Alors, j'achète ce produit, il me coûte un certain prix et, lorsque je vais le revendre, je vais récupérer ce prix-là et il est possible que dans l'exercice, je fais l'hypothèse que dans l'exercice que dans un certain nombre de cas, le prix qu'il me coûte, je dispose d'un escompte et je revends évidemment au prix de vente, ce qui me permet de garder l'escompte dans mes poches.
R. Oui.

90 Q. Bon. Alors, on commence comme ça. Donc, est-ce qu'on est d'accord que dans ce genre de cycle-là, il y a au moins une chose dont je suis assuré, c'est de pouvoir récupérer le coût du produit que je vends à l'intérieur de mon cycle régulièrement, étant donné que de toute façon, il y a un prix plancher qui m'impose la récupération de ce coût-là?

R. Vrai.

91 Q. Et que je suis assuré également non seulement de récupérer le coût de mon produit, mais également le coût de son transport, parce que c'est une composante du prix plancher, et également taxes obligent le montant des taxes. On est d'accord avec ça?

R. On est d'accord, oui.

92 Q. Bon. Alors, à ce moment-là, si je suis assuré à l'intérieur de tous et chacun de mes cycles, au moins de récupérer ces composantes-là qui sont fort importantes, restent les autres coûts qui sont impartis dans l'entreprise pour l'opérer?

R. Oui.

93 Q. Ça va?

R. Hum, hum.

94 Q. Dans ces autres coûts-là, est-ce que vous êtes d'accord avec moi qu'il y a un certain nombre, d'ailleurs la liste a été faite hier à la demande du procureur de la Régie, qu'il y en a un bon nombre qui sont des coûts qui n'ont à être payés qu'au-delà et, dans certains cas, bien au-delà du cycle de sept

jours, c'est-à-dire qu'ils bénéficient de cycles mensuels et dans certains cas même, ça va jusqu'à des cycles annuels dans certains cas?

R. C'est ce que j'avais dit tout à l'heure, vous savez.

95 Q. D'accord. Donc, finalement, l'horizon, vous êtes d'accord avec moi que l'horizon de récupération de ces autres coûts-là, plus le cycle est long, plus à ce moment-là on peut espérer d'avoir un horizon plus long et plus confortable pour récupérer ces autres coûts-là?

R. Tout à fait, hum, hum.

96 Q. Donc, au moins, de ce côté-là, si je récupère le coût de mon produit et si j'ai un horizon plus long pour récupérer un certain nombre d'autres coûts qui sont à plus long terme, au moins de ce côté-là, je n'ai pas de facteur d'incertitude majeur?

R. Bien, ça dépend de la...

97 Q. Et je vais revenir aux coûts plus courts tout à l'heure.

R. D'accord.

98 Q. Donc, pour...

R. S'il y a une compensation, si vous me dites, par exemple : sur mon étude de trois mois, il y a des choses que je n'ai pas récupérées des autres trois mois passés et donc, je veux dire, parce que quelque chose que j'encaisse dans trois mois, si c'était le dernier mois, par exemple, du trimestre dernier, je ne vais les récupérer que le deuxième mois de ce

trimestre-là, etc., sauf qu'il y a aussi un débordement de l'autre côté c'est-à-dire cet examen est bon, si c'est la première fois que je le fais, mais après, il y a une continu... c'est-à-dire il y a un chevauchement.

Donc, alors, je suis d'accord avec vous, mais il ne faut pas oublier aussi que mon trois mois d'études, ses effets aussi vont aller sur le deuxième, le troisième trimestre, par exemple, c'est-à-dire ce que sur quoi je me suis concentré dans l'étude, eh bien, ça ne se limite pas au dernier jour de ce trimestre...

99 Q. On s'entend.

R. ... l'effet peut aller plus loin. Si on est d'accord, il n'y a pas de problème.

100 Q. On est d'accord là-dessus, mais on peut regarder les effets après, comme vous dites...

R. D'accord.

101 Q. ... qui peuvent persister, mais on peut regarder aussi et vous l'avez mentionné tout à l'heure...

R. Ce que je récupère.

102 Q. ... l'accumulation de certains effets préalables...

R. Exact.

103 Q. ... et qui peuvent avoir été positifs.

R. Exactement.

104 Q. Bon, et je vais y venir tout à l'heure, j'ai un exemple là-dessus à vous donner...

R. O.K.

105 Q. ... tout à l'heure pour vous demander vos commentaires. Donc, il peut exister une situation où le degré d'incertitude sera quand même, somme toute, pondéré par le fait qu'on récupère son produit, le coût de transport, les taxes et on a un horizon plus confortable que le cycle de sept jours pour récupérer d'autres coûts. Vous êtes d'accord avec moi?

R. Je suis d'accord, oui, je ne reviens pas là-dessus.

106 Q. Maintenant, je vais entrer dans un volet, un autre volet.

R. Hum, hum.

107 Q. Il est établi en preuve, non seulement en quatre-vingt-dix-neuf (99) par la décision du vingt-neuf (29) juillet, mais également dans une certaine mesure, par certains commentaires qui ont été faits à cette audition-ci, que l'essence est une... ce qu'on appelle en anglais...

R. « Commodity ».

108 Q. ... « a commodity » et que le modèle efficace de la Régie en est un où l'on ne vend pas seulement de l'essence, mais l'essence est un produit parmi d'autres qui sont vendus à l'intérieur d'une opération commerciale. Ça va jusque là?

R. Ça va.

109 Q. Bon. Vous êtes familier sans doute, Monsieur Naciri, avec le concept des « loss leaders »?

R. Oui.

110 Q. Je ne sais pas quel est le terme français, malheureusement.

R. On peut garder ça comme ça, je ne le connais pas non plus.

111 Q. O.K. Parfait. Alors, je présume que la théorie comptable de gestion financière de l'entreprise a intégré ce concept de « loss leader » et est capable d'en tenir compte et est capable de l'accepter, évidemment, comme étant un concept qui est commercialement acceptable. Est-ce que vous êtes d'accord avec moi?

R. Oui, hum, hum.

112 Q. Bon. Lorsqu'un produit est utilisé comme « loss leader » pour attirer la clientèle, vous me suivez?

R. Hum, hum.

113 Q. D'accord? Il faut dire « oui », parce que la...

R. Oui, oui, oui. O.K.

114 Q. ... à cause de l'enregistrement.

R. Je m'excuse.

115 Q. Alors, lorsqu'un produit est utilisé comme « loss leader » pour attirer de la clientèle...

R. Oui.

116 Q. ... à ce moment-là, est-ce qu'il est raisonnable pour une entreprise de compter sur les revenus de ses autres produits de la même entreprise, pour effectuer une sorte d'équilibre qui lui permet, en bout de ligne, de récupérer ses coûts?

R. Tout à fait vrai, mais j'ajouterai quand même que la

notion de risque dont j'ai parlé, c'est le marginal risque, donc alors quand vous... même une politique de « loss leader » ne doit pas revêtir un caractère de permanence. C'est-à-dire peut-être que vous avez un bon point en disant qu'il y a une certaine... un certain niveau de risque de produit, enfin de coûts qui est déjà assuré par le prix légal qui est là, mais le différentiel lui-même de risque est toujours là, même si vous faites des politiques de « loss leaders », si ce n'est pas intermittent, on se remet au problème toujours qu'il y ait une augmentation de risque, d'incertitude.

117 Q. Ce qui vous inquiète, c'est que si c'est une politique de « loss leader » qui a trop d'ampleur dans ses effets en raison de sa durée...

R. De sa durée, exactement.

118 Q. ... là, vous avez une inquiétude?

R. Oui.

119 Q. Mais le phénomène lui-même au niveau de la gestion financière de l'entreprise n'est pas un phénomène préoccupant...

R. Non.

120 Q. ... c'est un phénomène connu et intégré dans la gestion financière d'une entreprise?

R. C'est une stratégie comme une autre qui sont admises, oui.

121 Q. D'accord. Si je prends et je vais revenir à ce que vous me disiez il y a quelques instants l'exemple

suivant, et on va utiliser la fameuse marge de trois sous (3 ¢) comme étant...

R. Oui.

122 Q. ... le barème de référence. Si je prends une situation où à l'intérieur d'une année, parce que vous avez dit tout à l'heure que l'horizon approprié sur le plan comptable est un horizon de douze (12) mois?

R. D'habitude, enfin c'est ça, on arrête les comptes et on regarde ce qu'on a fait.

123 Q. C'est ça. Donc, une entreprise, généralement, peut s'attendre, comme vous l'avez dit, en alternance, peut s'attendre à faire des profits et des pertes durant une année financière et, au niveau de la rentabilité financière, ce qui comptera c'est à la fin de l'année lorsque l'on ferme les états financiers, est-ce qu'on est dans une situation positive ou négative?

R. Tout à fait normal jusqu'à présent, oui.

124 Q. Alors, si je regarde un modèle, donc, comptable, douze (12) mois, et je vais, je vais changer un petit peu mes chiffres, mais tout à fait... je vais le faire approximativement. Hier, j'ai utilisé, vous vous rappellerez, un exemple...

R. 10/2.

125 Q. ... j'ai utilisé le 10/2, je vais le changer pour vous, puis je vais utiliser un 9/3.

R. Pourquoi?

126 Q. Bien, parce que vous avez étudié trois mois.

R. D'accord, O.K.

127 Q. Alors, dans votre cas, vous émettez une opinion sur trois mois...

R. O.K.

128 Q. ... alors que l'AQUIP utilise, elle, un deux mois. Alors, hier j'étais à deux mois parce que l'AQUIP c'est deux mois, je m'en viens à trois mois puisque vous êtes sur trois mois.

R. Il n'y a aucun problème.

129 Q. On pourrait en faire d'autres aussi, mais prenons celui-là. Alors, sur un 9/3, je spéculerai que je ferai un six sous (6 ¢) de marge sur neuf mois et deux virgule neuf sous (2,9 ¢) de marge sur trois mois.

R. C'est ça.

130 Q. Et je ne sais pas si les deux combinés arrivent encore à mon cinq sous (5 ¢) sur douze (12) mois, peut-être un petit peu plus.

R. Bien, disons qu'on a plus que le trois (3 ¢).

131 Q. Ah! probablement, on a même cinq sous (5 ¢) et probablement plus.

R. C'est vrai.

132 Q. Alors, moi je suis une entreprise et je suis dans le domaine du dépanneur libre-service, l'essence est un de mes produits, j'ai également un dépanneur qui vend un paquet d'autres produits et je sais qu'il y a des guerres de prix dans le domaine de l'essence. Vous reconnaissez ça avec moi?

R. Hum, hum, oui.

133 Q. Vous êtes au courant de ça?

R. Oui.

134 Q. Vous l'avez déjà vu avant, c'est quand même assez médiatisé?

R. Exact.

135 Q. Bon. Alors, j'opère donc un commerce qui est multiproduit et un de mes produits est assujetti à une concurrence qui fait en sorte qu'il y a des guerres de prix et je prends le trois sous (3 ¢) de marge comme étant l'objectif. Alors, pendant mes neuf premiers mois, je suis fort heureux parce que j'ai une marge de six sous (6 ¢)...

R. C'est ça.

136 Q. ... et là, tout d'un coup, il y a un trois mois qui intervient où là il y a une guerre de prix qui se déclenche, des joueurs qui veulent tenter d'aller chercher des parts de marché additionnelles...

R. Hum, hum.

137 Q. ... en baissant leur prix et ça tombe à deux virgule neuf sous (2,9 ¢), donc en bas du trois sous (3 ¢).

R. Oui.

138 Q. Là, il y a deux phénomènes que je constate et après ça, je vais vous demander vos commentaires. Premier phénomène que je constate, c'est que sur la base de l'année financière, je n'ai pas trop à m'inquiéter, j'ai encore fait largement au-delà du trois sous (3 ¢), je suis au-dessus de cinq sous (5 ¢)...

R. Hum, hum.

139 Q. ... et deuxième phénomène, c'est que je suis allé en bas du trois sous (3 ¢) pendant trois mois...

R. Exact.

140 Q. ... mais pas énormément bas, je suis allé à deux virgule neuf (2,9 ¢). J'aurais pu vous donner un exemple à deux virgule cinq (2,5 ¢) aussi, là.

R. Hum, hum.

141 Q. Dans un scénario comme celui que je viens de vous expliquer, est-ce que vous seriez d'accord, avec moi, Monsieur Naciri, que l'inquiétude dont vous parliez initialement est très largement tempérée et, dans le fond, si vous avez à regarder ce scénario-là, vous dites : bon, il y a eu un phénomène temporaire, mais sur le plan comptable, il n'y a pas de perte significative, le phénomène a duré pendant trois mois, mais à une ampleur relativement limitée et donc, par conséquent, globalement ça arrive, on passe à l'année prochaine et il n'y a pas d'inquiétude majeure à y avoir dans le scénario que je vous ai donnée. Êtes-vous d'accord avec ça?

R. Le problème, moi toute ma présentation était basée sur l'incertitude que crée une situation. C'est vrai qu'au point de vue comptable, je récupère, tout à fait normal. Mais moi, si c'était la situation que vous avez décrite était alternante, c'est-à-dire n'obéissait pas à une situation spéciale, c'est ça mon problème, si c'était une journée je perds, je

gagne demain, la marge demain, etc., ça passerait inaperçu, c'est tout à fait normal d'ailleurs, comme situation.

Mon vrai problème, c'est quand je vois trois mois consécutifs. Donc, cette fois c'est un sou (1 ¢), c'est vrai, mais qu'est-ce qui va me garantir que ça va être toujours un sou (1 ¢)? C'est ça, le vrai problème, donc alors...

142 Q. Qu'est-ce qui va me garantir que ça va se reproduire?

R. Qu'est-ce qui va me garantir que ça va se produire...

143 Q. On ne le sait pas non plus!

R. ... donc alors, le problème que j'ai, vous avez raison c'est que simplement moi je vous ai... c'est pourquoi j'avais fait attention au départ de vous dire : je me suis inscrit dans une, comme « endéage » dans l'orientation de la Régie et dans cette... bien, je me place, je me positionne, je ne m'inscris pas, je me positionne dans la dynamique en fait créée par cette... enfin, intervention ou surveillance du marché pétrolier de la part de la Régie et du gouvernement, donc au fait, je me dis honnêtement, je ne sais pas, je peux me tromper, qu'étant donné la situation économique globale comme vous l'avez fait, je ne devais pas m'attendre à ce genre de continuité dans le non-respect... enfin, non, la non-atteinte de cet objectif fixé par la Régie et pour moi, ce n'était pas tellement financier, c'est-à-dire ce

n'est pas un niveau de récupération de coût qui m'intéressait ou qui m'inquiétait, à la limite, si on me garantissait, si on donnait plus de certitude à l'opérateur, bien la récupération ne me dérange pas, moi je n'irai pas jusque là, mais ce qui m'intéressait, c'est d'enlever à ce marché une incertitude que je considérais, je dis bien, comme artificielle. Peu importent les raisons, évidemment, je ne connais pas les raisons. Oui?

144 Q. Mais Monsieur Naciri...

R. Oui.

145 Q. ... je comprends que l'essence de votre position touche non pas à la possibilité ou non de récupérer les coûts perdus...

R. Oui.

146 Q. ... ne touchent pas à la rentabilité ultime ou non sur une base d'année financière de l'opération...

R. Oui.

147 Q. ... vous avez vraiment limité, parce que vous l'avez répété souvent, donc...

R. Oui.

148 Q. ... je pense l'avoir bien compris, moi qui ne suis pas un expert, que vous avez vraiment limité votre témoignage en disant : dans le fond, la seule chose ici qui est ma préoccupation, c'est l'incertitude qui est créée par ce phénomène qui dure...

R. Sur ce marché-là.

149 Q. ... peut-être un peu trop longtemps à mon goût.

R. Voilà.

150 Q. Bon. Maintenant, comme vous n'êtes pas un spécialiste du marché de l'essence, je pense que vous en avez convenu avec moi?

R. J'en conviens avec vous, oui, oui.

151 Q. Si...

R. Bien que j'aie des... bien, j'ai certains contacts, évidemment, j'ai passé trois jours ici.

152 Q. Je comprends. Mais si... je ne voulais pas diminuer votre autre expertise.

R. Non, d'accord. O.K.

153 Q. Mais s'il existe à l'échelle de certains marchés...

R. Hum, hum.

154 Q. ... des comportements particuliers qui peuvent découler, à titre d'exemple et je ne vous pose pas la question dans un contexte, parce que je sais que vous n'êtes pas un économiste des comportements qui peuvent découler de phénomènes de concurrence féroce, pour prendre le terme...

R. Hum, hum.

155 Q. ... est-ce qu'il est concevable dans votre esprit, à ce moment-là, que pour un joueur dans ce marché qui est au courant de ce contexte particulier de son marché, où il y a une concurrence féroce qui donne lieu à des guerres de prix qui peuvent être plus dures et, parfois peut-être, plus longues que dans d'autres secteurs. Sachant cela...

R. Hum, hum.

156 Q. ... est-ce qu'à ce moment-là le facteur d'inquiétude auquel vous avez mentionné devient de moindre importance, parce que finalement, le joueur qui entre dans le marché le sait, le joueur qui opère dans le marché le sait, et ça devient finalement, dans un certain sens, cette volatilité du prix devient une partie même du fonctionnement de ce marché et donc, les joueurs y sont habitués, ils s'y attendent. Est-ce qu'à ce moment-là ça ne pondère pas de façon importante l'incertitude? Ou si ça peut le faire?

R. Bien, en fait je pourrais être d'accord avec vous, si ce n'est que de ce marché-là où on... enfin, où j'ai eu l'occasion d'intervenir, on avait dit que c'était un marché spécial, qu'on devait le surveiller, on avait promis, enfin presque garanti aux intervenants, à condition qu'ils peuvent contenir leurs coûts dans trois cents (3 ¢), ils sont efficaces. C'est ça, mon problème. Moi, je ne défends pas les inefficaces, je vous dirais, dans votre... dans la situation du marché que vous avez décrite, je suis d'accord, et c'est la règle du marché, d'accord, dès le départ et donc, ça fait partie intégrante du risque normal, je dirais.

Ici, on a une situation spéciale et j'ai pris la peine de vous dire ce n'est pas obligatoirement une situation en absolu que j'avais prise, moi je me suis inscrit dans une démarche de celle où on a déjà

fait le débat, d'un marché qui devait être, qui méritait d'être surveillé, etc., etc., et c'est un peu dans ce sens-là.

Donc, alors, dans ce cadre-là que je vous décris, je trouve anormal; dans l'autre que vous décrivez, je suis tout à fait d'accord avec vous.

157 Q. Alors, donc et c'est très intéressant la voie dans laquelle vous m'amenez et dans laquelle je m'engage allègrement avec vous vous nous dites : si le marché est caractérisé par une volatilité importante et que les joueurs le savent, et qu'ils s'y engagent en toute connaissance de cause, et qu'ils y opèrent étant au courant de ce risque-là, à ce moment-là, et on ne parle pas pour l'instant de prix plancher...

R. C'est ça.

158 Q. ... ou de réglementation, vous me dites à ce moment-là : il n'y a pas matière à inquiétude, parce que tout le monde le sait et s'y engage les yeux ouverts, ils connaissent les règles du jeu.

R. Et si c'est la tendance normale du marché, j'oserais dire, si ce n'est pas... parce qu'au fait, dans le cas qui nous intéressent, on a fait comme hypothèse que ce marché-là présentait un risque de manipulation ou bien stratégique ou je ne sais pas quoi, parce que c'est la raison pour laquelle on a décidé d'intervenir.

159 Q. Mais je... avant d'arriver là...

R. D'accord.

160 Q. ... avant l'intervention?

R. Alors, dans votre cas, je suis tout à fait d'accord.

161 Q. Vous êtes d'accord avec moi...

R. Oui.

162 Q. ... qu'avant toute intervention, dans un marché qui présenterait des signes de volatilité au niveau des prix, les joueurs doivent s'attendre à des situations comme celles-là qui, donc, ne seraient pas cause d'incertitude. On est d'accord avec ça?

R. Incertitude, mais incertitude normale.

163 Q. Normale.

R. Voilà!

164 Q. Et acceptable.

R. Et acceptable par les joueurs, oui.

165 Q. D'accord. Et là, donc, vous m'avez dit : oui, mais maintenant, nous sommes dans un marché qui a une certaine forme de réglementation...

R. Hum, hum.

166 Q. ... en raison de l'intervention du gouvernement et du prix plancher qui existe et là, donc, on s'attend, si j'ai bien compris votre position, c'est qu'à cause de ce prix plancher-là, je m'attends à un peu plus de stabilité et, par conséquent, à un peu moins d'incertitude ou celle-ci devrait être moins acceptable parce qu'il devra y avoir plus de stabilité vu le prix plancher. Est-ce que je vous suis?

R. Ce n'est pas ça que j'ai dit, bien en fait, on

s'approche, mais simplement dans l'interprétation. Moi, je dis : je constate, évidemment, qu'il y a plus d'incertitude, donc, sur ce marché-là, inexplicable par le seul jeu du marché. Parce que vous voyez, mathématiquement ou bien économiquement, la loi des grands nombres et les éléments aléatoires, on devait s'attendre, en règle générale, à des hauts et des bas et comme vous avez une situation où il n'y a que des bas, comme une situation où il n'y a que des hauts, il y a un problème, ce qui n'est pas expliqué d'ailleurs par une situation économique. Donc, automatiquement, il y a lieu de s'interroger, c'est ce qui m'a inquiété, enfin du moins du point de vue personnel.

167 Q. Je vous comprends.

R. Voilà.

168 Q. Maintenant, je pense que vous avez mentionné que vous étiez fondamentalement, comme expert en comptabilité et gestion financière d'entreprise...

R. Exact.

169 Q. ... contre l'interventionnisme étatique...

R. Hum, hum.

170 Q. ... à ce niveau-là, au niveau réglementation. C'était votre philosophie de base?

R. Je vous ai dit...

171 Q. Bon, et...

R. ... tout à l'heure que tout simplement lorsqu'on avait le choix, parce que là, au fait, le

gouvernement a décidé...

172 Q. Je comprends.

R. ... de surveiller le marché.

173 Q. Mais votre position, c'est que fondamentalement...

R. Ma position, si on sort, si on sort du pétrole, moi je suis quelqu'un qui plutôt pense que le marché fait souvent, souvent, je dis bien, il y a des situations où ce n'est pas le cas, fait souvent du bon travail.

174 Q. À ce moment-là, est-ce que vous êtes également favorable, lorsqu'un marché présente une saturation, un surplus d'offres, enfin peu importe la qualification qu'on lui donne qui est toujours la même, et lorsqu'on a alternativement dans ma description un certain nombre de joueurs inefficaces dans un marché, vous êtes d'accord avec moi qu'à terme, ces joueurs inefficaces devraient normalement, par le biais de la concurrence et des règles du libre marché, devraient sortir?

R. C'est comme ça que ça se passe...

175 Q. Bon.

R. ... dans tous les marchés.

176 Q. Êtes-vous d'accord avec moi que les joueurs inefficaces vont normalement sortir lorsque les règles de la libre concurrence jouent?

R. Aussi, oui.

177 Q. Et dans la mesure où on mettrait un prix plancher et on additionnerait les coûts de trois sous (3 ¢), êtes-vous d'accord avec moi que cela pourrait avoir

un effet sur la vitesse à laquelle les joueurs pourraient éventuellement sortir du marché, autrement dit on remonte le plancher, on remonte la rente, si vous voulez...

R. Hum, hum.

178 Q. ... ou la subvention, si vous voulez, donc ça fait moins mal, donc si ça fait moins mal, les joueurs inefficaces vont peut-être éventuellement sortir, mais ils vont avoir moins mal moins vite, donc ils vont sortir moins rapidement. Est-ce que c'est raisonnable?

R. C'est raisonnable dans la mesure où les trois sous (3 ¢) on les considère... parce que les trois sous (3 ¢) ici, dans l'esprit de la Régie, c'est ça la barre d'efficacité.

179 Q. Je comprends.

R. Donc, automatiquement, si on part de cette hypothèse, à trois sous (3 ¢) il n'y a aucun inefficace qui est subventionné, après ça évidemment, il y a beaucoup d'inefficaces, même avec trois sous (3 ¢), qui vont partir. Donc, alors, c'est le cadre dans lequel les trois sous (3 ¢) on les a déclarés comme synonyme d'efficacité et on est parti de là.

180 Q. Je comprends...

R. Oui.

181 Q. ... mais suivez bien ma question...

R. Alors, donc...

182 Q. ... ma question n'était pas sur la barre...

R. Sur la barre, oui...

183 Q. ... mais sur l'effet.

R. ... mais vous ajoutez quelque chose.

184 Q. Sur l'effet.

R. Oui.

185 Q. Si on...

R. Si vous ajoutez quelque chose à une barre, comme vous dites, physiquement, ça ne peut être que ce que vous avez expliqué.

186 Q. Bon, donc en rajoutant le trois sous (3 ¢)...

R. Hum, hum.

187 Q. ... je le donne aux efficaces, mais je le donne aussi aux inefficaces par définition?

R. Obligatoirement, dans le mesure où vous supposez qu'il y a des inefficaces.

188 Q. Oui. Puis ça, écoutez, vous allez voir la preuve.

R. D'accord.

189 Q. Elle s'en vient, elle s'en vient. Alors, donc, quand je rajoute le trois sous (3 ¢), je le donne aux efficaces, mais je le donne aussi aux inefficaces?

R. Tout à fait.

190 Q. Donc, à ce moment-là, si vous voulez, les inefficaces ne sont pas sortis du bois parce que leurs coûts peuvent être plus élevés, mais je peux prolonger leur agonie, si on veut?

R. Exactement.

191 Q. Donc, je leur permets de rester plus longtemps dans le marché?

R. Oui.

192 Q. Et à ce moment-là, je ralentis ou je freine la rationalisation?

R. Tout à fait, oui.

193 Q. Maintenant...

R. Vous la retardez.

194 Q. Je la retarde...

R. O.K.

195 Q. ... je la freine, je la retarde, enfin pour moi c'est synonyme, temporellement, elle prendra plus de temps...

R. Plus de temps.

196 Q. ... à se produire. C'est exact?

R. C'est exact.

197 Q. O.K. Maintenant, je passe sur un sujet différent. Est-ce que, on a établi, il y a une barre qui a été établie par la Régie, qui a déterminé que le modèle efficace était le dépanneur libre-service trois point cinq millions de litres (3,5 Ml) par année et, à partir de ce modèle efficace, la Régie s'est interrogée : quels sont les coûts qu'il encourrait, ce modèle-là, pour la vente d'essence?

R. Exact.

198 Q. Bon. Est-ce que, dans votre compréhension du modèle idéal, comme vous avez mentionné...

R. Hum, hum.

199 Q. ... est-ce qu'il est possible qu'il y ait des joueurs, sur le marché, qui aient, qui soient

efficaces avec des coûts en deçà de trois sous (3 ¢) du litre?

R. Là, je me suis posé la question et vous avez, la Régie a pris une situation idéale et donc, au fait, elle est un peu coercitive dans le cas. Donc, je peux trouver des gens, je m'attends, je m'attends peut-être à trouver des gens plus efficaces dans les niveaux supérieurs, à condition... parce que là encore, de la façon dont je l'avais compris, c'est qu'il y avait une hypothèse de variabilité des frais fixes, c'est-à-dire si je suis à un million (1 M), j'ai des coûts fixes correspondant à un million (1 M), si je suis à dix millions (10 M), j'ai des coûts fixes qui correspondent à dix millions (10 M).

Là où je peux vous donner raison, c'est en changeant le palier, donc il y a des paliers peut-être de quatre à cinq ou de deux à trois. Quelqu'un qui est au bout du palier risque d'être, parce qu'il a fait, consenti un grand investissement, risque d'être moins efficace à ce niveau-là. Il faut à tout prix qu'il aille à la fin du palier où il est. Là, il rejoint, ou plutôt dépasse la moitié, d'accord? Il rejoint, évidemment, la situation de la Régie. Donc, je conçois avec vous, mais dans des situations de débuts de palier.

200 Q. Alors, prenons l'exemple du palier, Monsieur Naciri...

R. Hum, hum.

201 Q. ... c'est excellent. Si j'ai un palier qui est d'une longueur X...

R. Oui.

202 Q. ... en termes de volume qu'on puisse vendre avec les mêmes coûts fixes...

R. Coûts fixes, exactement.

203 Q. ... les coûts variables, évidemment, vont changer...

R. Également.

204 Q. ... alors, j'ai un palier...

R. Hum, hum.

205 Q. ... qui part de X millions à X plus millions, qui fait en sorte que je peux vendre ce volume-là avec le même coût fixe?

R. Exact.

206 Q. On s'entend?

R. Oui.

207 Q. Et à supposer, puisque cela n'a jamais été déterminé mathématiquement par la Régie, mais à supposer, pour prendre une hypothèse raisonnable, que le trois point cinq millions (3,5 M) est dans le milieu d'un palier...

R. Hum, hum.

208 Q. ... à ce moment-là, j'aurais raison de dire que si le trois point cinq millions (3,5 M) est dans le milieu d'un palier, au bout du palier, prenons comme hypothèse que j'aurais quatre millions (4 M)...

R. Hum, hum.

209 Q. ... ça pourrait être quatre point cinq (4,5 M), mais prenons l'hypothèse...

R. C'est ça.

210 Q. ... quatre (4 M) ou quatre point cinq millions (4,5 M) au bout du palier...

R. Oui.

211 Q. ... j'ai toujours les mêmes coûts fixes...

R. Oui.

212 Q. ... et à ce moment-là, en divisant ces coûts fixes par le volume, j'obtiens un coût unitaire moindre que le trois sous (3 ¢) du litre. En prenant uniquement les coûts fixes, évidemment, pas les coûts variables.

R. Votre analyse est vraie et ne pourrait être tempérée que par le nombre de paliers que la Régie avait choisi...

213 Q. On s'entend.

R. ... mais je veux dire au début de chaque palier, vous avez cette situation.

214 Q. Mais on s'entend que le chiffre de trois sous (3 ¢), que tout le monde accepte...

R. Oui.

215 Q. ... ça n'empêche pas un joueur efficace d'être capable d'atteindre un coût unitaire en termes de frais fixes, moindres que le trois sous (3 ¢), dans les circonstances qu'on vient de décrire?

R. Quelques joueurs, parce que reconnaissons-le, c'est pas la majorité...

216 Q. Ah! ça...

R. ... c'est au niveau de chaque palier.

217 Q. ... on le reconnaît, on va le voir des statistiques.

R. D'accord.

218 Q. Mais il y a des joueurs qui peuvent l'être. Je vais passer maintenant à un autre sujet. Évidemment, simplement pour clore sur celui-ci, il y a un certain nombre de joueurs qui pourraient être plus efficaces, pas la majorité, on s'entend là-dessus, qui pourraient être plus efficaces que le trois sous (3 ¢), ou avoir des coûts inférieurs aux trois sous (3 ¢). Mais il y en a d'autres, conversement, en raison de l'hypothèse que je vous ai posée au niveau du palier, qui, eux, pourraient être à l'autre extrémité du palier et pour eux, il en coûterait plus cher que le trois sous (3 ¢)?

R. Exact.

219 Q. O.K.

R. Ça ne peut pas faire autrement.

220 Q. Parlons maintenant du phénomène de sortie. Parce qu'il y a, comme vous le savez, dans la décision de la Régie de mil neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (1999), un constat à l'effet que le marché globalement n'a pas atteint le niveau d'efficacité souhaitable et un objectif pour que le marché atteigne ce niveau d'efficacité?

R. Oui.

221 Q. Vous avez pris connaissance de la décision de la Régie, vous êtes conscient de ça?

R. Oui, oui.

222 Q. Et l'un de ces constats au niveau de l'efficacité du marché, c'est qu'il y a un trop grand nombre de joueurs. On a d'ailleurs entendu hier certains témoins, un témoin en particulier référer au fait que dans la région de Québec, il y avait un grand nombre de joueurs, plus grand que, à titre d'exemple, dans la région de Montréal, toutes proportions gardées.

R. Hum-hum.

223 Q. Alors donc, cette rationalisation pour rendre le marché plus efficace passe par la sortie d'un certain nombre de joueurs?

R. Hum-hum.

224 Q. Jusque là, vous êtes d'accord avec moi?

R. Tout à fait.

225 Q. Bon. Pour que ces joueurs sortent...

R. Oui.

226 Q. ... et c'est là que je veux le regarder avec vous, est-ce que vous convenez avec moi que le joueur qui est dans le marché va prendre une décision de rester ou de sortir du marché en fonction d'un horizon d'investissements qui sera généralement lui-même plus long que l'horizon comptable de douze mois auquel vous avez fait référence, et je pense que vous y avez fait allusion tout à l'heure?

R. Il y a plusieurs, en fait, ça dépend où l'on se situe, mais règle générale un investissement que je dois commencer va dépasser plusieurs exercices, cinq,

six, sept, dans les stations d'essence, même plus que ça.

227 Q. D'accord.

R. Quand je suis pris dans le problème, ça se peut que...

228 Q. Quand vous dites « cinq, six, sept », vous parlez de mois ou d'années?

R. D'années.

229 Q. O.K.

R. Donc alors, dans le cas qui m'intéresse ici, mon vrai problème à moi, c'est que j'ai peur qu'on transforme des gens efficaces en inefficaces. Je suis d'accord avec vous qu'il y a toujours, dans le marché, des inefficaces. Je suis d'accord aussi qu'il faut qu'ils sortent pour que le marché s'assainisse. Mais j'ai deux petits problèmes, c'est que quelqu'un, pour sortir, ce n'est pas comme si : il a des problèmes, il va sortir. Ça peut prendre du temps, d'accord? Il peut se cacher dans son inefficacité.

Mais entre-temps, à cause de cette augmentation de l'incertitude, ça se peut que je fais d'autres candidats à la sortie, à l'inefficacité. J'ai parlé avec des gens, et cetera, c'est des gens qui, à cause de l'incertitude, ont des attitudes différentes, ne serait-ce que, quelqu'un me disait même avec sa famille; je n'ai pas été jusque là pour faire des analyses, moi, mais des gens tout simplement, ils

avaient des problèmes.

Et c'est ça que je voulais, moi, je suis d'accord avec vous qu'il faut que les inefficaces sortent, leur nombre évidemment doit être tempéré par les débuts de palier, ou la fin, et cetera, et dépendamment du nombre de paliers, mais je suis aussi d'avis qu'il faut, il ne faut pas risquer que des efficaces puissent faire le frais un peu de ce genre de, comment dirais-je, de...

230 Q. De phénomène?

R. De phénomène, bon, merci.

231 Q. Alors donc, vous êtes d'accord avec moi, Monsieur Naciri, et je pense qu'on arrive à la fin de la cassette...

R. Est-ce vrai?

232 Q. ... alors donc, vous me disiez que, et là, j'ai perdu mon fil...

R. Le nombre de l'horizon, l'horizon plusieurs années.

233 Q. Non, non.

R. Non, ce n'est pas celui-là?

234 Q. Monsieur le sténographe, pouvez-vous me relire la dernière réponse du témoin, je m'en excuse mais j'ai...

Me ÉRIC BÉDARD :

Les efficaces transformés en inefficaces.

Me LOUIS P. BÉLANGER :
Ah oui, o.k., parfait. Maître Bédard, merci, vous êtes un bon sténographe, sauf quand vous me citez parfois.

235 Q. Alors voilà, vous me dites : « Il ne faut pas risquer que des efficaces sortent »?

R. Oui.

236 Q. On arrive là, je pense, à la clé de ce qu'il faut prévenir au niveau de cette incertitude à laquelle vous faites référence, on s'entend là-dessus?

R. Bien, j'aime bien, moi, quand vous donnez ça parce que ça m'intrigue toujours, ça.

237 Q. Oui. Alors donc, vous êtes d'accord avec moi qu'un critère de référence pour déterminer un degré d'inquiétude qui pourrait être un déclencheur pourrait être de savoir est-ce qu'il y a un efficace, là, je ne rentre pas dans la définition d'efficace avec vous parce qu'on en a une...

R. C'est ça, oui.

238 Q. ... est-ce qu'il y a un ou des efficaces qui sont sortis du marché? C'est ça qu'on veut prévenir donc ça pourrait, de telles sorties pourraient être un élément, un barème de références pour déclencher finalement une inquiétude plus sérieuse?

R. Ça serait très bien sauf que je dis simplement il y a un « lag » de temps, c'est-à-dire l'effet n'est pas immédiat.

239 Q. Je comprends.

R. C'est ça, mon problème.

240 Q. Mais êtes-vous d'accord avec moi aussi, parce que regardons-le sous cet...

R. Oui.

241 Q. ... sous l'angle du temps, et c'est pour ça que je vous posais la question sur l'horizon de décision de sortir du marché, c'est un horizon, vous en convenez avec moi, qui serait un horizon de plus de douze mois, généralement?

R. Généralement, il peut y avoir des exceptions.

242 Q. Oui.

R. Mais vous faites face à des investissements qui sont à long terme, donc l'horizon ne peut être qu'à long terme.

243 Q. Donc on parle de plusieurs années?

R. Hum-hum.

244 Q. Vous êtes d'accord?

R. Je suis d'accord.

245 Q. Bon. Alors on a donc une situation où on a un certain nombre d'inefficaces mais le phénomène de sortie, basé sur un horizon de décision de plusieurs années, ne se concrétisera pas immédiatement, ce n'est pas instantané?

R. C'est, exactement.

246 Q. Bon. Mais êtes-vous aussi d'accord avec moi qu'il y a, par définition, quand on regarde, et les chiffres le démontreront, de toute façon, je pense qu'il y a eu un témoin hier qui a dit : « Écoutez, les trois

point cinq millions (3,5 M) plus, il n'y en a pas une majorité dans la région de Québec », donc à partir de ce constat, on accepte qu'il y a un grand nombre d'inefficaces?

R. Non, c'est là qu'on, je faisais allusion tout à l'heure, je suis désolé, au palier.

247 Q. Je comprends.

R. Je peux avoir des inefficaces, des efficaces avec moins de trois point cinq (3,5), je peux avoir...

248 Q. Ce n'est pas ma question.

R. Bien, simplement parce que vous me dites, les trois point cinq millions (3,5 M), c'est dans l'horizon, le palier que vous avez décrit tout à l'heure...

249 Q. Oui.

R. ... entre trois et quatre.

250 Q. Mais là, j'essaie de quantifier...

Me ÉRIC BÉDARD :
Est-ce qu'on pourrait laisser le témoin finir sa réponse, s'il vous plaît?

Me LOUIS P. BÉLANGER :
Non, non, parce que simplement, le témoin...

Me ÉRIC BÉDARD :
Madame la Présidente, j'aimerais qu'on laisse le témoin terminer sa réponse.

Me LOUIS P. BÉLANGER :
Je pense que le témoin n'a simplement pas saisi l'objet de ma question. J'ai dit dans ma...

Me ÉRIC BÉDARD :
Moi, je pense qu'il l'a saisi mais il ne vous donne pas la réponse que vous voulez.

Me LOUIS P. BÉLANGER :
... j'ai mis, Maître Bédard, dans ma prémisse, que je n'entrais pas dans la définition d'efficacité...

Me ÉRIC BÉDARD :
Mais vous y êtes depuis une demi-heure.

Me LOUIS P. BÉLANGER :
Non, non, non, j'ai dit, dans la prémisse à ma question, je n'entrais pas dans la définition d'efficacité, on aura un débat plus tard là-dessus. Ce que je voulais savoir du témoin, c'est s'il était d'accord avec moi que, dans l'hypothèse que l'on regarde, il y a un nombre appréciable d'inefficaces, peu importe où on les situe.

R. Voilà, c'est là que j'ai mal compris votre question, oui...

251 Q. Vous êtes d'accord avec ça?

R. Leur nombre doit être moins important que si j'ai un échantillon global, mais il doit y avoir, au niveau

de chaque palier, des gens qui sont à cheval un peu sur les deux. Et je peux dire aussi que dans le critère, quand on fixe un critère, eh bien, il faut quand même être honnête avec ce critère-là, il n'y a pas de vérité absolue, c'est un peu avant, un peu après.

Donc automatiquement, il faut quand même utiliser aussi le bon sens. Mais je suis tout à fait d'accord qu'il y aurait des plus ou des moins efficaces par palier et donc le fait d'imposer le palier diminue le nombre. C'est comme si je n'avais pas un échantillon global, j'aurais certainement moins, parce qu'à chaque niveau, il y aura, comme j'ai dit, alors donc, voilà.

252 Q. Mais ce que je cherche à établir avec vous, Monsieur Naciri, c'est qu'il y en a un certain nombre, et ce à quoi je veux en arriver...

R. Bien.

253 Q. ... c'est qu'ils ne sortiront pas tous le même jour?

R. Exact.

254 Q. Bon. Alors donc, le phénomène de sortie, ce phénomène-là, comme on le regarde sur un horizon d'investissements de plusieurs années, et que les investissements n'ont pas tous été faits en même temps, on est d'accord là-dessus?

R. Oui.

255 Q. Bon. À ce moment-là, s'il se produit un phénomène sur

le marché qui encourage les inefficaces à sortir, on n'a pas de problème avec ça, vous êtes d'accord avec moi?

R. Je suis d'accord.

256 Q. Si on a un phénomène, par contre, qui encourage des efficaces à sortir, là...

R. On a un problème.

257 Q. ... on a un signal d'alarme?

R. Oui.

258 Q. D'accord. Mais avant que les efficaces se mettent à sortir, est-ce que vous convenez avec moi que de façon normale, on devra d'abord assister à la sortie d'inefficaces?

R. En règle générale, je dis bien qu'on peut avoir...

259 Q. En règle générale.

R. En règle générale, oui.

260 Q. En règle générale, on devra donc voir des inefficaces sortir...

R. Oui, d'accord.

261 Q. ... avant que des efficaces sortent?

R. En règle générale, oui.

262 Q. Bon. Donc on a un premier indice qui peut nous aider, à savoir est-ce qu'il y a des inefficaces qui sont sortis du marché ou pas?

R. Oui.

263 Q. Bon. Deuxième indice qui pourrait nous aider, c'est de savoir est-ce qu'il y a des efficaces qui sortent du marché?

R. Aussi.

264 Q. Mais ces efficaces-là ne sortiront pas tous en même temps?

R. Non plus.

265 Q. Et donc, on en aura forcément, vérité de La Palice, un premier?

R. Oui.

266 Q. Vous êtes d'accord avec moi?

R. D'accord, oui.

267 Q. Et à partir du moment où il y aura un premier efficace qui sortirait du marché, on pourrait là avoir un signal d'alarme?

R. Oui.

268 Q. Et ce signal d'alarme-là pourrait faire en sorte qu'on peut alors s'interroger sur la situation et déterminer s'il y a un phénomène uniquement ponctuel, un efficace qui est sorti pour des raisons particulières, ou s'il y a un phénomène qui risque d'avoir un effet d'entraînement, vous me suivez?

R. Je vous suis, oui.

269 Q. Et généralement, ce raisonnement est bon?

R. Il est bon, sauf que normalement, on fait ce raisonnement suite à une situation historique normale, c'est-à-dire on attend que la réalité fasse son jeu et on étudie un peu, a posteriori, ce qui se passe. Ici, on avait posé le problème, enfin je l'ai posé moi-même, je ne sais pas si, c'est qu'on avait dit que la Régie avait déterminé les critères d'effica-

cité.

Deuxième élément, on avait déterminé aussi que beaucoup de gens, qu'ils soient efficaces ou pas efficaces, ça leur prendrait du temps avant de matérialiser leur départ, d'accord, l'effet n'est pas immédiat. Alors évidemment, c'est ça, le problème, y a-t-il moyen d'agir tout de suite ou faut-il attendre plus longtemps?

270 Q. Alors je vous pose une question là-dessus.

R. D'accord.

271 Q. Tant et aussi longtemps...

R. Oui.

272 Q. ... que les sorties se limitent aux inefficaces, est-ce que vous êtes d'accord avec moi qu'il n'y a pas de raison apparente d'agir maintenant?

R. S'il n'y a que des inefficaces et que la démonstration est faite, normalement, c'est ce qu'on cherche, on cherche tout simplement à faire sortir les inefficaces. Avec cette, comment dirais-je, nuance, il faut quand même rendre la vie normale à ceux qui restent. Parce que mon inquiétude à moi, et vous, comment dirais-je, votre plaidoirie me fait changer un peu d'idée peut-être, là, c'est que tout simplement, je veux que les gens, qu'il n'y ait pas de risque pour les gens qui sont efficaces.

Je veux que, par exemple, cette situation d'incer-

titude à cause, que je considère, moi, artificielle, soit atténuée. C'est ça un peu mon idée, dans la mesure où j'ai raison, évidemment. Donc voilà un peu l'idée, mais je suis d'accord avec vous, si on arrive à identifier ou à s'assurer que les inefficaces sortent, c'est un objectif en soi. Mais il ne faut pas que ceux qui restent le deviennent, avec la force un peu du temps.

273 Q. Je comprends. Mais vous admettrez avec moi, Monsieur Naciri, je pense que ça fait partie de l'équation comptable...

R. Oui.

274 Q. ... que si un certain nombre d'inefficaces, d'ailleurs c'est en preuve déjà, si un certain nombre d'inefficaces se mettent à sortir, il y aura, à ce moment-là, une redistribution de leurs volumes...

R. Tout à fait.

275 Q. ... auprès des joueurs restants...

R. Tout à fait.

276 Q. ... ce qui, évidemment, toutes choses étant par ailleurs égales comme on en a discuté il y a quelques instants avec la théorie des paliers, pourra faire en sorte que ces joueurs qui récupéreront les volumes additionnels pourront, à ce moment-là, en bénéficier?

R. Oui. La sortie d'inefficaces améliorerait obligatoirement ceux qui restent.

277 Q. Monsieur Naciri, si je comprends bien, à ce moment-là, pour bien suivre votre raisonnement, il existe,

dans votre esprit, puis vous avez bien mentionné, là, qu'avec les faits que je porte à votre attention, les questions que je vous pose, ça vous amène à vous interroger et à répondre, et j'en suis fort aise que vous vous prêtiez à l'exercice avec autant de candeur, donc d'indiquer très clairement comment finalement on doit considérer d'autres facteurs qu'uniquement le trois mois, et c'est de ces facteurs-là qu'on vient de parler.

Si, cependant, malgré tout ce qu'on vient de mentionner...

R. Oui.

278 Q. ... sortie d'inefficaces qui bénéficierait aux joueurs restants, est-ce qu'il y a ou non des sorties d'efficaces du marché, est-ce qu'on est d'accord également que dans un marché qui est caractérisé par un surplus d'offres, et pour ne parler que de la région de Québec, même si on arrivait à une situation où les, il y a des inefficaces qui sont sortis et puis ensuite, woup! il y a un efficace qui sort, même une situation comme celle-là, est-ce que vous convenez avec moi que ce n'est pas nécessairement symptomatique d'un problème à la grandeur du marché, puisque si un efficace sort, il en reste quand même déjà un bon nombre sur le marché qui, eux, ne vont pas nécessairement sortir en même temps à cause de l'horizon décisionnel de sortie, est-ce que vous êtes

d'accord avec moi?

R. Je suis, ça dépend évidemment, un, ce n'est peut-être pas normal, si vous aviez un quatre ou un cinq... De toute façon, vous ne pouvez pas, il y a d'autres raisons qui peuvent sortir les gens aussi.

279 Q. Oui.

R. D'accord. Mais ce que je dis simplement, moi, c'est que, quand on, on a décidé d'épauler ce marché, on a décidé d'une façon ou d'une autre d'être là. Donc je me dis : si, dans la mesure du possible on est capable de prévoir une situation qui n'est pas bonne pour un certain nombre, pourquoi ne pas la corriger, pourquoi attendre que les preuves sont là?

Mais je suis tout à fait d'accord avec vous, s'il y en a un sur la masse qui sort, d'ailleurs, on ne peut pas s'attendre à autre chose, qu'il y ait des erreurs un peu limitées comme ça. Ça serait prétentieux de penser que...

280 Q. Mais vous dites qu'on a décidé d'épauler le marché...

R. Pas d'épauler, d'intervenir parce qu'on a pensé...

281 Q. Le prix plancher?

R. C'est ça...

282 Q. Bon.

R. ... prix plancher et puis...

283 Q. Mais je vous arrête là-dessus...

Me ÉRIC BÉDARD :
Laissez...

R. O.K., d'accord.

Me ÉRIC BÉDARD :
J'aimerais qu'on laisse le témoin finir ses réponses, s'il vous plaît. C'est parce que ça devient compliqué de suivre, même de prendre des notes, parce que moi, j'aurai des questions puis on interrompt le témoin quand il répond.

Me LOUIS P. BÉLANGER :
Maître Bédard, si le témoin n'est pas confortable et qu'il veut compléter, il peut le faire parfaitement.

Me ÉRIC BÉDARD :
Je suis un intervenant et je ne suis pas confortable, puis je fais une objection à cette façon-là de procéder.

Me LOUIS P. BÉLANGER :
Parfait.

LA PRÉSIDENTE :
Maître Bélanger, s'il vous plaît?

Me LOUIS P. BÉLANGER :
Je peux parfois corriger...

Me ÉRIC BÉDARD :
Bien, non.

Me LOUIS P. BÉLANGER :
... une approche à une question, il ne mène pas mon contre-interrogatoire, maître Bédard, puis il ne fera pas, avec respect. Il ne me dira pas comment poser mes questions ni les reformuler, ça, c'est clair.

LA PRÉSIDENTE :
Non, je suis sûr que vous allez laisser le temps au témoin de répondre.

Me LOUIS P. BÉLANGER :
Absolument, et je pense...

284 Q. Monsieur Naciri, avez-vous quelque chose à rajouter ou vous êtes à l'aise, et puis je vais reformuler ma question?

R. Je suis à l'aise mais j'ai oublié la question, alors on continue.

285 Q. Bon, moi aussi d'ailleurs, maître Bédard nous l'a fait oublier à tous les deux. Et là, comme il ne prenait pas de notes, il ne peut pas me la rappeler.

Me ÉRIC BÉDARD :
Bien, j'ai exprimé que, justement, c'est votre intervention qui rendait l'exercice difficile.

Me LOUIS P. BÉLANGER :
Ah oui, voilà. Bon, voilà.

286 Q. Alors vous avez mentionné que, comme dans ce cas-ci, on a décidé d'épauler ou de réglementer le marché...

R. Réglementer, d'intervenir.

287 Q. ... on l'a fait avec le prix plancher?

R. C'est ça.

288 Q. Alors voilà où je veux en venir maintenant : l'objet de l'audition ici, et l'objet de l'audition en quatre-vingt-dix-huit (98), c'était de déterminer l'ampleur de cette intervention, parce que l'intervention étatique, de par la Loi qui établit le prix plancher, est là. Mais la Régie devait décider en quatre-vingt-dix-huit (98) : « Est-ce que je vais augmenter l'ampleur de mon interventionnisme en rajoutant le trois sous (3 ¢) ou je ne le rajoute pas pour laisser le marché fluctuer, laisser la concurrence s'exercer à l'intérieur même de la marge, au-delà et en deça de la marge? »

R. C'est ça.

289 Q. La Régie, en quatre-vingt-dix-huit (98), a décidé que l'état de la concurrence, entre autres choses, on peut lire la décision, fait en sorte qu'elle a décidé de ne pas inclure le trois sous (3 ¢). On est de nouveau devant la Régie, cette fois-ci pour la région de Québec spécifiquement, et on s'interroge : doit-on inclure ce trois sous (3 ¢) en raison de ce qui s'est passé durant les trois mois que vous avez étudiés?

Vous n'êtes pas favorable à une intervention. Vous avez admis avec moi, d'abord, vous avez admis avec moi que. rajouter le trois sous (3 ¢) ralentirait, ou freinerait, je sais qu'on avait, on n'a pas pris le même terme, la rationalisation. Est-ce qu'il ne serait pas souhaitable que la rationalisation se produise le plus rapidement possible, en autant qu'elle n'affecte que les inefficaces, plutôt qu'elle traîne en longueur? Et je dis ceci : dans le sens du bénéfice du consommateur, est-ce qu'il n'est pas mieux qu'elle se fasse plus vite?

R. Bien, deux choses, d'abord, on avait parlé des trois cents (3 ¢) ajoutés à un plancher...

290 Q. Hum-hum.

R. ... qui n'était pas évidemment celui, on a parlé en hypothèse. Deuxièmement, moi, ce que j'ai dit en fait dans toute la démarche que j'ai faite aujourd'hui, c'est que si le marché est normal, je veux dire, je ne vois pas l'utilité de ces trois cents (3 ¢), vraiment, les ajouter, je suis d'accord avec vous. Sauf qu'on vient ici avec une situation spéciale, celle de la région de Québec.

Cette situation, à moi, m'a semblé spéciale, je peux me tromper mais étant donné mes connaissances un peu du milieu, il m'a semblé que trois mois successifs où quelqu'un est mis dans cette situation, ce n'était pas normal. C'est la raison pour laquelle je me dis :

ce n'est pas le coût qui m'intéresse, moi, d'augmenter de trois ou ça, c'est d'essayer à ce que le marché ne soit pas induit dans ce genre de situation. Voilà un peu mon idée.

Donc si c'était en dehors, si ce marché marchait bien et qu'on me fait la preuve, et que moi, je me suis trompé, et cetera, il n'y a pas de logique aux trois cents (3 ¢). La logique des trois cents (3 ¢), c'est que la Régie avait déterminé que c'était ça, l'efficacité. Et il y avait un élément qui empêchait les gens à atteindre cette efficacité, ils sont efficaces, du moins ceux qui sont un peu étalés sur le fameux palier, ils sont reconnus légalement d'efficacité, ou beaucoup d'entre eux parce qu'il y en a qui ne le sont pas.

Et en même temps, ces gens-là, étant donné le nombre, ils n'arrivent pas à tenir le coup. Alors c'est cette situation que, moi, je, j'ai essayé, en fait, dans ma démarche, j'ai essayé de corriger. Je me dis : il ne faut pas leur faire récupérer ou pas, c'est qu'il faut que ce genre d'irritant ne revienne pas, il faut qu'il soit le, c'est-à-dire qu'il y ait un phénomène naturel.

Pour qu'il soit naturel il faut qu'il soit alternant, sur une base annuelle, il ne faut pas que ce soit,

surtout que la situation économique était bonne. Supposons, j'étais dans une situation économique mauvaise et que tout le monde baisse, je ne vois pas pourquoi les pétroliers ou les pétrolières ne baisseraient pas. Je vous donne encore, la base de mon argumentation, qu'est-ce qui m'a un peu amené à cette conclusion.

Donc voilà, c'est pourquoi je ne peux pas être d'accord de dire qu'il ne faut pas inclure, dans la situation actuelle qu'on a entre les mains. Je vous dis pourquoi : parce que si c'était, parce que je considère que ce n'est pas naturel. Alors je peux me tromper évidemment, mais d'après moi, trois mois successifs de pertes, de ne pas couvrir un peu ce qu'on considérait comme minimal avait quelque chose d'inquiéter.

Je me disais, et ce n'est pas pour moi l'élément fondamental de récupérer le coût mais surtout de l'état d'esprit dans lequel ça mettait un certain nombre de gens. Est-ce qu'on serait capable de corriger ça facilement? Je ne le sais pas mais je dis : je suis en faveur d'un système, comment dirais-je, qui découragerait ce genre de situation de se répéter.

Mais je ne voudrais pas un système qui assure aux

gens une certaine rente et dire : « Voilà, on a ça et... », non, ce n'est pas ça, mon objectif. C'est pourquoi, moi, récupération ne m'intéresse pas beaucoup, ce qui m'intéresse, c'est un certain mécanisme qui évite ce genre de situation aux gens. Pourquoi? Parce que ça les affecte, ça peut les affecter à long terme.

Et c'est pourquoi toujours j'avais, je suis revenu avec cette notion, comment dirais-je, d'effet à long terme. Ce n'est pas uniquement ce qui se passe aujourd'hui, c'est ce qui leur arrive plus tard.

291 Q. Si je vous disais, Monsieur Naciri, par hypothèse, que la situation qui a provoqué le phénomène de trois mois était peu ou pas susceptible de se reproduire, pour des raisons qui pourraient être plaidées...

R. Oui.

292 Q. ... potentiellement avec succès devant la Régie...

R. Exact.

293 Q. ... si tel était le cas, je comprends, à ce moment-là, que votre position en serait une de non-inclusion puisque l'effet dissuasif ne serait plus requis à ce moment-là?

R. Si, par exemple, la Régie a cette démonstration et que...

294 Q. Le risque est minime.

R. C'est vrai, si, par exemple, on enlève le problème et que les gens se sont donné la garantie que ce genre

de chose-là ne leur revienne pas, automatiquement, bien ça tombe à l'eau, là.

295 Q. Maintenant, et je termine là-dessus, quand vous parlez de cette incertitude...

R. Oui.

296 Q. ... que vous cherchez à éviter, c'est évidemment une incertitude chez les détaillants?

R. Oui, chez les détaillants.

297 Q. Bon.

R. Normalement, ça devrait être chez tout le monde, enfin, c'est ceux qui n'ont pas, enfin, au moins, pour moi, c'est ceux qui sont dans mon étude; il y en a peut-être d'autres qui sont affectés de la même façon.

298 Q. Mais ce serait, à partir de votre étude, l'incertitude des détaillants que vous voulez éviter, c'est ça?

R. Oui, oui.

299 Q. Donc, finalement, de votre côté, vous n'avez pas considéré, vous avez considéré les, je prends une expression qui n'est peut-être pas la meilleure mais peut-être allez-vous me la concéder...

R. Oui.

300 Q. ... ce que vous avez regardé, c'est quels sont, quel état d'âme ce genre de situation-là provoque chez les joueurs?

R. Tous les joueurs ou les détaillants?

301 Q. Bien, tous les détaillants.

R. Les détaillants, c'est-à-dire ceux qui font l'objet de l'étude?

302 Q. C'est ça, ceux qui font, ceux qui vendent de l'essence.

R. Ceux qui vendent de l'essence, et donc la période disons à étudier.

303 Q. C'est ça.

R. O.K.

304 Q. Alors vous avez regardé, finalement, l'état d'âme que ça provoque chez ces détaillants-là et...

R. Non, c'est l'inverse, j'ai regardé, bon, j'ai constaté qu'il y avait une situation d'incertitude qui mathématiquement, enfin, on peut, si vous voulez que je vous donne la formule, c'est juste par la variabilité, c'est-à-dire l'écart type, tout bonnement, qui devait normalement augmenter pendant cette période-là.

Et surtout sa concentration dans le côté négatif. Ça, d'un côté. Après, j'ai discuté avec des gens, en fait, et comme vous dites, leur état d'âme, j'ai essayé de discuter avec les gens de voir quel effet ça a eu pour eux, sans même parler de ma façon de défendre le dossier ni rien. Il s'avère, je peux vous le, ce n'est pas évidemment un échantillon représentatif, c'est deux ou trois, donc on ne peut pas généraliser peut-être...

305 Q. Ça dépend qui vous les a présentés.

R. Donc c'est simplement des gens qui ont vécu des problèmes sérieux, des gens qui, et je comprends, tout homme d'affaires qui fait face à des situations comme ça devait avoir des petits problèmes, enfin, si vous voulez, que ça soit ça, l'état d'âme. C'est ça.

306 Q. On s'entend là-dessus. Maintenant, par ailleurs, je présume que dans, en examinant cette incertitude au niveau du détaillant, vous n'avez pas, par ailleurs, fait d'étude au niveau de ce que ce genre de situation peut provoquer auprès des consommateurs?

R. Non, je vous dis, ma façon d'étudier, je suis un consommateur, j'aime bien les pas prix...

307 Q. Vous aimez les bas prix?

R. ... mais le problème, c'est que...

308 Q. Mais ce n'était pas votre mandat ici?

R. C'est exact, le problème, il faut évidemment que, une situation économique, c'est-à-dire une activité économique, il faut qu'elle soit rentable, parce qu'en fait, il faut se méfier : j'ai un bon prix aujourd'hui, si économiquement, je parle, je vais même du fait que le prix est bas, si économiquement la société perd, parce qu'il y a moins d'employés, parce que les prix augmenteraient plus tard, je ne sais pas, donc il faut assurer aux entreprises efficaces, ils ont le droit d'avoir un espace économique qui leur permet de fonctionner. C'était ça, ma prémisse. S'ils sont inefficaces, je ne veux pas en parler, et cetera...

309 Q. Ils doivent sortir?

R. C'est ça, je ne pose pas de question. Donc si vous me prouvez qu'ils sont tous inefficaces, bien...

310 Q. Mais l'intérêt, donc vous avez regardé l'intérêt d'un détaillant efficace à rester dans le marché?

R. Exact, et je n'ai pas regardé les consommateurs, non.

311 Q. C'est ça, donc vous avez regardé l'intérêt du détaillant efficace à rester dans le marché?

R. Exact.

312 Q. Mais pas celui du consommateur à obtenir le meilleur prix possible, quoique vous ne le contesteriez pas?

R. Parce que, pour moi, le consommateur y gagne, parce que, pour moi, le consommateur, à condition qu'on admette ce critère d'efficacité, le consommateur y perd si on perd des efficaces, nous sommes d'accord?

313 Q. Bien, on a fait l'exercice tout à l'heure.

R. Exact. Si, maintenant, on garde les inefficaces, il perd aussi. Donc moi, je suis parti du fait que, étant donné les trois sous (3 ¢), que c'étaient des efficaces, d'accord? Bien qu'on a fait la démonstration qu'il y en a qui pouvaient se promener un peu de palier en palier.

Me LOUIS P. BÉLANGER :
Je n'ai plus de questions pour le témoin.

LA PRÉSIDENTE :
Merci, Maître Bélanger. Maître Dunberry?

Me ÉRIC DUNBERRY :
Madame la Présidente, nous n'avons aucune question au nom de Pétro-Canada additionnelle à celles qui ont été posées.

LA PRÉSIDENTE :
C'est votre tour, Maître Dunberry.

Me ÉRIC DUNBERRY :
Je n'ai pas de questions additionnelles, Madame la Présidente.

LA PRÉSIDENTE :
Ah, excusez-moi, j'avais compris que vous en aviez une additionnelle.

Me ÉRIC DUNBERRY :
Non, c'est ça, je n'en ai pas.

LA PRÉSIDENTE :
Et Maître Hamelin?

Me PAULE HAMELIN :
Non plus.

LA PRÉSIDENTE :
Alors la Régie... Madame Landry, avez-vous changé d'idée sur votre besoin de poser des questions?

Mme PAULA LANDRY :
Non, pas de questions.

LA PRÉSIDENTE :
Maître Fraser?

Me ÉRIC FRASER :
Quelques-unes, s'il vous plaît.

CONTRE-INTERROGÉ PAR Me ÉRIC FRASER
PROCUREUR DE OPTION CONSOMMATEURS :

314 Q. Bon, je vais commencer quand même. Alors, Éric Fraser pour Option consommateurs, bonjour Monsieur Naciri.

R. Bonjour.

LA PRÉSIDENTE :
Un moment, Maître Fraser, avez-vous un micro, oui?

Me ÉRIC FRASER :
Oui, j'ai un micro, il est ouvert. Est-ce qu'on peut augmenter un petit peu le volume ou s'il faut le rapprocher? C'est bon?

R. Ça va, c'est bon.

315 Q. J'aimerais simplement vous poser quelques questions supplémentaires concernant votre présent témoignage. Si je comprends bien, votre principale préoccupation ne porte pas sur une question de récupération de perte de revenu, mais elle est plus sur la question

de l'incertitude que crée une période de trois mois en bas du trois sous (3 ¢) établi par la Régie, est-ce que c'est exact?

R. Tout à fait exact, oui.

316 Q. O.K. Lorsque vous élaborez la question, j'aimerais que vous précisiez la notion d'incertitude, évidemment c'est une incertitude qui se traduit dans un horizon à long terme.

R. Vous avez deux choses dans l'incertitude, c'est-à-dire il y a moyen de la calculer, c'est mathématiquement, c'est-à-dire dans les états financiers, c'est juste la variation dans les revenus, d'accord? Dans ce cas-là, c'est une variation négative puisque nous avons aussi le problème qui est celui des trois sous (3 ¢), évidemment, fixés par la Régie. Vous me comprenez bien, c'est dans ce cadre-là, ils sont jugés être efficaces.

317 Q. Hum, hum.

R. D'accord? Donc, alors c'est à ce niveau-là, d'un côté on leur dit : vous êtes efficaces à trois (3 ¢), mais vous ne pouvez pas l'atteindre. Il leur reste encore, après le trois (3 ¢), à récupérer des choses. Donc, mon idée à moi, c'est que sur le long terme, ils ont peut-être l'occasion, durant l'année, de récupérer, auquel cas c'est même pas la peine de s'inquiéter de ça. Je me dis : non, attention, parce que si ce genre de secousses, évidemment, reviennent ça risque, évidemment, d'affecter l'esprit même d'entrepreneurship

des, comment dirais-je, des intervenants, surtout qu'on les considère comme efficaces. C'est ça, mon problème à moi.

Donc, l'incertitude, dans ce cas-là, c'est la variation dans les revenus supplémentaires, parce que l'incertitude fait partie du travail, le risque fait partie de tout entrepreneur, celui qui ne veut pas prendre le risque...

318 Q. Hum, hum.

R. ... comme je dis, dépose son argent en bons de Trésor et qu'on n'en parle plus, c'est normal qu'il y ait des perdants, c'est normal qu'ils sortent. Ce qui n'est pas normal, c'est qu'il y ait des efficaces qui sortent.

319 Q. D'accord.

R. Voilà.

320 Q. Mais lorsqu'on parle du risque, on parle évidemment d'un risque lorsque quelqu'un se pose la question : est-ce que je vais entrer dans le marché ou se pose la question : est-ce que je vais y rester. C'est exact?

R. Dans les deux cas...

321 Q. Dans les deux cas.

R. ... l'ancien, l'ancien c'est le risque passé, mais il est très... il est insignifiant, d'après moi. C'est le risque futur qui est très important. Qu'est-ce que je vais faire dans le futur? Celui que j'ai encaissé,

il m'a secoué, mais il m'a donné un signal, je peux, à la limite, m'en occuper; mais c'est celui que j'essaie de déterminer dans le futur, alors celui-là, évidemment, est difficile à saisir. Tout investisseur normal doit être prêt à l'assumer, mais on ne devait pas en surenchère mettre une situation spéciale. Mon idée à moi, il ne faut pas mettre d'artifice dans ce risque, laisser le risque normal.

322 Q. D'accord.

R. Oui.

323 Q. Mais il ne serait pas nécessaire, à ce moment-là, d'être en mesure de qualifier une situation par rapport au risque, et là je m'explique. Si une situation, dans un contexte historique, peut être qualifiée d'exceptionnelle...

R. Oui.

324 Q. ... donc, on ne peut pas, sur la simple application de critères, là annuler tous les risques?

R. Je vais vous donner un exemple. Je vous donne un exemple de situation vraiment de risque spécial. La semaine dernière, Nortel a baissée de soixante pour cent (60 %) parce que quelqu'un a fait une bêtise, il a fait une déclaration avant qu'il a contredite le lendemain. Ce n'est pas normal, ce genre de situation. D'accord?

325 Q. Hum, hum.

R. Mais laisser Nortel déclarer normalement et baisser progressivement, c'est tout à fait normal. Donc, vous

avez des situations qui sont anormales, au moins dans mon point de vue, je veux dire, vous pouvez ne pas trouver ça normal, mais je vous dis trois mois successifs de situation dont j'ai décrit, au point de vue financier, c'est anormal. D'accord? Et donc, voilà, donc alors le risque en lui-même, il y a une partie qui est anormale et une partie qui est normale, comme pour les revenus. Les revenus, au niveau financier, on a un barème qui calcule les revenus, mais ceux qui le dépassent deviennent anormaux comme revenus, donc c'est la même situation ici.

326 Q. Mais vous venez quand même de dire que s'il y a une période de récupération qui est constatée, là on ne parle plus de risque, parce que le risque a été couvert?

R. Non, la situation, le risque, normalement... vous savez si j'ai zéro de risque, j'ai droit à quatre point cinq (4,5) du bon du Trésor; si j'ai deux de risque, j'ai le rendement, ou un de risque, de TSE 300. Si j'ai trois de risque, j'ai un rendement qui est deux fois celui des TSE. Le rendement va avec le risque, d'accord? Donc, plus de risques on me fait supporter, plus de revenus on me fait promettre. D'accord?

327 Q. Hum, hum.

R. Et donc, le raisonnement rendement n'est pas en lui-même en valeur absolue, il n'a aucune signification.

Je ne voudrais pas déborder le débat, mais tout ce que je dis, moi, on offre un risque supplémentaire aux gens, sans leur donner de contre-partie de revenus et surtout ce risque-là, à mon point de vue, n'est pas normal. Voilà, c'est tout. C'est comme si...

328 Q. C'est à ce moment-là que je ne vous suis pas...
R. Oui.
329 Q. ... parce que et d'ailleurs, peut-être que ma prochaine question pourrait...
R. Oui.
330 Q. ... pourquoi trois mois?
R. Ah! C'est parce que c'est tout ce qu'on m'a donné. Exactement.
331 Q. O.K., mais il n'y a pas...
R. C'est ce que j'avais. Il n'y a pas de logique aux trois mois.
332 Q. Il n'y a aucune logique pour trois mois.
R. C'est simplement, c'est une période dans laquelle il y avait des baisses tout le temps.
333 Q. D'accord.
R. Mais je suis d'accord avec vous, si je dois faire un raisonnement d'étude sur l'investissement, je ne m'arrêterai pas à trois mois, ça n'a aucun sens.
334 Q. Aucun sens, O.K.
R. Le sens, ici, c'est qu'on a déterminé, identifié une période spéciale et on s'est concentré sur la période spéciale, mais si vous voulez faire une analyse

d'investissement, je vous dirai : ça ne marche pas.
335 Q. D'accord.
R. D'accord?
336 Q. Je n'ai pas d'autres questions, merci.
R. O.K.

LA PRÉSIDENTE :
337 Q. La Régie va avoir des questions, mais nous devons les préparer plus avant, alors à moins que vous soyez contraint par le temps...
R. Non, je ne le suis pas.
338 Q. ... nous allons prendre le lunch maintenant et revenir à une heure trente (1 h 30).
R. D'accord.

SUSPENSION DE L'AUDIENCE

REPRISE DE L'AUDIENCE

LA PRÉSIDENTE :
Je crois que nous sommes rendus aux questions de la Régie.

INTERROGÉ PAR Me PIERRE RONDEAU
PROCUREUR DE LA RÉGIE :
339 Q. Bonjour, Monsieur Naciri.
R. Bonjour.
340 Q. Pierre Rondeau, pour la Régie. Je me réfère d'abord à

votre conclusion, au paragraphe 6 de votre rapport, où vous indiquez que :

> Bien que la Régie n'ait pas jugé nécessaire d'indiquer une période de tolérance (...) sans l'ombre d'un doute pour vous une période de trois mois consécutifs de non-récupération des trous sous (3 ¢)...

Était dangereuse. C'est votre conclusion?
R. Oui.
341 Q. Bon. J'aimerais, par contre, bien comprendre la portée de votre rapport. Vous indiquiez, ce matin, que les seules données auxquelles vous avez eu accès pour les fins de votre rapport sont les mois de septembre, octobre et novembre, la période... les trois mois?
R. C'est exact.
342 Q. C'est exact. Par ailleurs, est-ce que je dois comprendre de votre étude que votre conclusion que l'on retrouve au paragraphe 6, tient compte de l'ampleur de la secousse, c'est-à-dire le zéro point neuf (0,9)?
R. Oui.
343 Q. Et je dois donc comprendre que si la secousse avait été moindre, votre conclusion aurait été différente?
R. En fait, ce qui arrive, moi toute mon argumentation

est basée sur le risque. Il est évident que si le risque est plus bas, donc la secousse est moins importante, mais reste la philo... c'est-à-dire le principe de base, c'est que vous augmentez tout de même l'incertitude, d'accord? Parce qu'en fait, la façon dont l'incertitude est calculée, c'est autant, justement, le différentiel, le changement de prix, donc si la variation est de point neuf (0,9) au lieu de deux (2) ou quelque chose comme ça, l'effet n'est pas le même.

Mais reste que le risque, lui, c'est-à-dire l'incertitude elle-même, l'élément est là. Donc, on peut tempérer, c'est vrai, mais le phénomène reste entier, donc son impact va être moindre, donc, sur les intervenants.

Mais mon idée à moi, c'est qu'il y a une situation, évidemment, que je considère anormale au niveau, une augmentation anormale dans l'incertitude qui ne devait pas être là. Pourquoi? Parce que simplement, on a déclaré ce marché comme un marché où l'on... avec un prix plancher où, et surtout ce niveau d'efficacité reconnu, donc c'est à partir de ça, on promet aux gens, on leur dit : si vous avez un niveau de trois cents (3 ¢) au niveau des frais d'exploitation, si vous êtes capable de contrôler un niveau de trois (3 ¢), vous êtes efficace.

Mais quand on va dans la réalité, eh bien, à cause de cette non... comment on peut... à cause de cette situation anormale, ils ne peuvent pas, une situation qui n'est pas normale, ils ne peuvent pas atteindre ce trois (3 ¢), pourquoi? Parce que simplement j'ai considéré, étant donné la continuité du phénomène, que c'était un phénomène anormal.

Ça aurait été éparpillé, ce même phénomène, bien il deviendrait moins important, il deviendrait... il revêtirait peut-être un caractère même naturel, normal, puisque les phénomènes de bas, on les retrouve partout dans les cycles commerciaux ou d'exploitation d'entreprise.

344 Q. Alors, pour vous ce qui est important, c'était la durée de trois mois...

R. Exactement.

345 Q. ... au niveau que vous avez...

R. Exact.

346 Q. ... constaté dans l'analyse des données que vous ont été confiées. Dans le même ordre d'idée, il y a eu quelques hypothèses qui vous ont été opposées ce matin, surtout en...

R. Hum, hum.

347 Q. ... les 10/2 et les 3/9 sur une période de récupération sur une année.

R. C'est ça.

348 Q. Alors, dans la même ligne d'idée, si, effectivement,

vous deviez considérer, aux fins de votre analyse, la période antérieure à la période visée par votre étude, c'est-à-dire de l'année deux mille (2000)...

R. Oui.

349 Q. ... ou suivant les termes mêmes de la requête, des bases de l'hypothèse, où vous auriez une moyenne pour presque une année, là...

R. C'est ça.

350 Q. ... à deux point vingt et un cents (2,21 ¢)...

R. Oui.

351 Q. ... pour l'année, avec évidemment, comme autre hypothèse, une intermittence durant toute la période qui a précédé la période de non-récupération continue de trois mois...

R. C'est ça.

352 Q. ... est-ce que ça aurait eu une incidence sur le niveau d'incertitude...

R. Non, parce que...

353 Q. ... ou sur le risque?

R. ... parce que moi, ça ne m'inquiétait pas le niveau de rentabilité comme tel, parce que vous faites, dans un horizon éloigné, si les marchés se corrigeaient, on peut récupérer. Ce qui m'a attiré mon attention plus, c'est cette incertitude, pourquoi... et n'oubliez pas, c'est parce qu'on déclare, c'est ça mon problème, j'ai quelqu'un qu'on a déclaré efficace ou avec qui on s'est engagé qu'il est efficace s'il remplissait les conditions, et d'un autre côté, il y

a une continuité, alors quelle est la raison de ça, je... peu importe pour moi, d'ailleurs, la raison, c'est que l'effet sur les chiffres de ces trois mois, on m'a démontré qu'il n'y avait aucune... ou qu'il y a moyen de pouvoir remplir son contrat à lui. Voilà un peu mon problème.

Si c'était normal, je dirais une situation de risque normale où il y a alternance, je ne verrais aucun problème, parce que je vous dis, le risque fait partie, c'est sa continuité qui me dérange. À la limite, plus évidemment l'écart est important, plus l'effet va être important, mais le principe reste entier, même avec des minima. Il y a accroissement indu d'incertitude.

354 Q. Merci, Monsieur Naciri.

R. Je vous en prie.

LA PRÉSIDENTE :
Maître Chalifoux, avez-vous des questions en réexamen pour le témoin?

Me IVANHOÉ CHALIFOUX :
J'en ai une ou deux, mais si quelqu'un d'autre en a...

LA PRÉSIDENTE :
Mais ils ont déjà eu leur tour, là.

Me ÉRIC BÉDARD :
Madame la Présidente...

LA PRÉSIDENTE :
En tout cas...

Me ÉRIC BÉDARD :
... avec égard, j'en ai peut-être deux suite à l'interrogatoire de monsieur Bélanger, j'ai deux questions pour le témoin, suite à l'interrogatoire de maître Bélanger.

LA PRÉSIDENTE :
Allez-y.

CONTRE-INTERROGÉ PAR Me ÉRIC BÉDARD
PROCUREUR DE L'AQUIP :

355 Q. Vous avez indiqué en réponse à maître Bélanger que la... attendez juste une seconde, je vais vous citer comme il faut. Oui, O.K. Vous avez parlé de garantie. Vous avez dit : s'il y avait une garantie, évidemment l'inclusion ne serait pas nécessairement utile. Est-ce que le marché offre cette garantie?

R. Si on se base sur la période analysée, évidemment, ça ne l'est pas puisqu'on a constaté... analysée, c'est-à-dire des trois mois, si le problème est là, c'est que le marché n'a pas joué son rôle, donc est-ce que ces garanties-là plus tard vont être là? Je ne peux

pas vous dire. Donc, s'il y a, comment dirais-je, un mécanisme qui permet aux gens de ne plus souffrir de ces excès de, comment dirais-je, d'incertitude et que, bien, comme je disais tout à l'heure, toute l'argumentation, évidemment, tombait à l'eau, parce que vous avez le mécanisme qui a... ils ne seraient plus, ces gens-là, soumis à ce genre d'incertitude, donc il serait garanti que l'incertitude dont ils doivent supporter le coût, c'est les incertitudes normales pour lesquelles ils sont préparés, sinon ils quitteraient le marché.

356 Q. Si je vous suggérais comme hypothèse que ce n'est pas seulement pendant une période de trois mois, mais pendant une période de douze (12) mois précédant la requête, que les gens n'ont pas récupéré le trois cents (3 ¢) d'efficacité, est-ce que pour vous ça ajoute?

R. Simplement, on eu trois mois entre les mains et on a jugé que c'est trop, si c'est plus que trois mois, c'est un peu plus trop. Un peu plus trop, disons, je ne sais pas comment l'expliquer, mais...

357 Q. Dernière question, est-ce que les... est-ce que l'incertitude dont vous avez fait état a également des effets sur les créditeurs des participants au marché?

R. Je crois qu'on avait abordé cette question tout à l'heure, à la suite de monsieur Chalifoux, il est évident que si la suite de vos « cash-flow » est

affectée par une incertitude supplémentaire vos créanciers, si on admet ça, évidemment, bien en sentent aussi le besoin d'augmenter leurs conditions, sinon de vous refuser le crédit si vous êtes dans un extrême... Comment dirais-je, à l'extrême limite de leur octroi de crédit. Donc, ça a un effet, évidemment.

358 Q. Je n'ai pas d'autres questions.

LA PRÉSIDENTE :
Maître Chalifoux.

RÉINTERROGÉ PAR Me IVANHOÉ CHALIFOUX
PROCUREUR DE L'ASA :

359 Q. D'abord, Monsieur Naciri, je voudrais qu'on se reporte par la pensée, là, dans le contexte où la marge est inférieure à trois cents (3 ¢) pendant une période de trois mois et la marge se situe autour d'un sou (1 ¢) et cette période de trois mois-là, où la marge se situe autour d'un sou (1 ¢), suit une période de plusieurs mois où elle a été inférieure aussi à trois sous (3 ¢), mais peut-être pas aussi près du prix plancher que...

R. Hum, hum.

360 Q. ... un sou (1 ¢). Et je reprends une question, je vais construire sur une question que maître Bélanger vous a posée ce matin, il vous a dit ce matin qu'il est possible qu'à ce moment-là, alors qu'on est dans

l'environnement où la marge est considérablement inférieure au trois cents (3 ¢) qui a été reconnu par la Régie, que des efficaces ou des inefficaces soient poussés hors du marché. Ma question est la suivante : dans ces circonstances-là, sur quelle base ou à partir de quels critères qu'on pourrait décider que quelqu'un devra sortir du marché?

R. Bien, c'est les critères de la Régie. On a déterminé, comment dirais-je, à la Régie, quels sont les efficaces, donc automatiquement, c'est ceux qui s'avéreraient inefficaces qui devraient sortir.

361 Q. Ma question est plus pointue...

R. Oui.

362 Q. ... et plus pratique.

R. Oui.

363 Q. Quand vient le temps pour quelqu'un de quitter le marché, pour quelle raison est-ce qu'il sera poussé?

R. Bien, quelqu'un qui quitte le marché, bien évidemment l'explication la plus plausible, parce qu'au fait, il peut y avoir maladie, je ne sais pas quoi, etc., c'est simplement qu'il voit l'avenir, il voit que l'avenir ne lui permettrait pas de faire des bénéfices et qu'il va sortir de l'argent de sa poche. C'est ça qui va l'inciter, évidemment, à sortir a priori, il peut avoir d'autres raisons, je veux dire personnelles, etc., mais économiquement parlant, on est là pour faire du profit pour couvrir ses coûts et quand cette condition n'est plus là, bien on arrête. C'est

peut-être la meilleure décision.

Me IVANHOÉ CHALIFOUX :
C'était ma dernière question, Madame la Présidente.

Me LOUIS P. BÉLANGER :
Moi, j'en ai une, à moins que...

LA PRÉSIDENTE :
Est-ce que...

Me LOUIS P. BÉLANGER :
Une question.

LA PRÉSIDENTE :
Allez-y.

CONTRE-INTERROGÉ PAR Me LOUIS P. BÉLANGER
PROCUREUR DE L'ICPP :
Oui, merci beaucoup.

364 Q. Alors, c'est suite à votre dernière réponse, Monsieur Naciri...

R. Oui.

365 Q. ... vous dites que, bon, évidemment s'il doit y avoir une sortie, à part certaines explications particulières comme les décès, etc., une explication plausible dans le modèle économique et financier dont on parle, ce serait que le joueur voie l'avenir d'une façon qui

ne lui permette pas de croire que dans le futur il ferait des bénéfices?

R. Exact.

366 Q. Bon. Est-ce qu'il est raisonnable de croire que les joueurs qui sont susceptibles de voir ça en premier sont les inefficaces?

R. Tout à fait.

367 Q. Et à ce moment-là, est-ce qu'il est raisonnable de croire qu'on ne doit pas adopter de mesures qui soient susceptibles de leur laisser croire le contraire, c'est-à-dire de leur mettre des lunettes roses plutôt que de leur faire voir l'avenir pour qu'ils se retirent, les inefficaces?

R. Tout à fait.

368 Q. Merci beaucoup.

LA PRÉSIDENTE :
Alors, Monsieur Naciri, ça complète votre témoignage, nous vous en remercions.

R. C'est moi qui vous remercie, merci à tout le monde.

369 Q. Et vous êtes libéré.

R. Merci encore.

LA PRÉSIDENTE :
Maître Chalifoux, vous avez un autre témoin, je crois?

Me IVANHOÉ CHALIFOUX :
Un témoin ordinaire, oui, je voudrais appeler madame Lyne Proulx.

ET LE TÉMOIN NE DIT RIEN DE PLUS

EN L'AN DEUX MILLE UN (2001), ce vingt-huitième (28e) jour du mois de février, a comparu :

LYNE PROULX, technicienne en administration, propriétaire d'un atelier de réparation automobiles et de vente d'essence, ayant son adresse d'affaires au 6040, boulevard Hamel, Ancienne-Lorette, province de Québec;

LAQUELLE, après avoir fait une affirmation solennelle, dépose et dit comme suit.

DISCUSSIONS

Me LOUIS P. BÉLANGER :
Madame la Présidente, Messieurs les régisseurs, avant que l'on commence, je dois vous dire que pour moi-même et sans doute pour mes collègues qui le confirmeront je suis fort étonné que nous ayons un témoin non annoncé, qui n'a pas souscrit de preuve tel que

ADEQ-32

RÉGIE DE L'ÉNERGIE

AUDIENCE SUR LES COÛTS D'EXPLOITATION QUE DOIT SUPPORTER UN DÉTAILLANT EN ESSENCE OU EN CARBURANT DIESEL

DOSSIER R-3399-98

RÉGISSEURS : Me CATHERINE RUDEL-TESSIER, présidente
M. ANDRÉ DUMAIS
M. JEAN-NOËL VALLIÈRE

AUDIENCE DU 4 SEPTEMBRE 1998

VOLUME 6

ORDONNANCE DE NON-DIVULGATION

MICHEL DAIGNEAULT
Sténographe officiel bilingue

55, rue Saint-Jacques, bureau 10
Montréal (Québec) H2Y 1K9
Téléphone (514) 286-5454
FAX (514) 286-6655

STÉNOGRAPHES OFFICIELS
RIOPEL, DAIGNEAULT, GAGNON, LAROSE & PLANTE
OFFICIAL COURT REPORTERS

Q. Qui est...

R. J'ampute ce que j'estime être à l'est de notre zone d'influence...

Q. Que vous considérez à l'est, vous voulez dire en termes géographiques?

R. Exact. Je réinjecte le marché de l'est de l'Ontario qui nous est accessible. J'enlève le volume selon mes estimés qui appartient aux majeures et à ses affiliées et je calcule trente pour cent (30 %) du résultat.

Q. Maintenant, Monsieur Bergeron, pouvez-vous nous dire... si je vais maintenant... je reviens au paragraphe 3 de votre affidavit où vous nous disiez que le produit, le volume de pétrole est distribué à des détaillants, est distribué à des distributeurs et détaillants indépendants à quatre-vingt-quinze pour cent (95 %), pouvez-vous nous indiquer, est-ce que les détaillants et les distributeurs indépendants achètent cent pour cent (100 %) de leur volume de produits pétroliers chez vous?

R. Non, aucun à ma connaissance. La moyenne se situe sans doute aux alentours de trente pour cent (30 %) ou trente-trois pour cent (33 %), dans ces chiffres-là. Historiquement, ce pourcentage-là était assez véridique.

LA PRÉSIDENTE :

A été assez?

R. Véridique.

LA PRÉSIDENTE :

Merci.

R. Ou probant.

Me ÉRIC BÉDARD :

34 Q. Alors, je constate que le trente pour cent (30 %) dont vous nous parliez un peu plus tôt correspond à ce pourcentage-là?

R. Correspond à notre pourcentage historique.

35 Q. De la part de marché chez les indépendants?

R. Correct.

36 Q. Pour le moment, je n'ai pas d'autres questions pour le témoin.

LA PRÉSIDENTE :

Merci. Alors, Maître Paquet?

Me PIERRE PAQUET :

Pas de questions.

LA PRÉSIDENTE :

Pas de questions. Maître Lussier.

CONTRE-INTERROGATOIRE PAR Me SYLVAIN LUSSIER
PROCUREUR DE PÉTROLIÈRE IMPÉRIALE :

Oui, Madame la présidente.

RÉGIE DE L'ÉNERGIE

REQUÊTE DEMANDANT L'INCLUSION DU MONTANT FIXÉ
AU TITRE DES COÛTS D'EXPLOITATION DANS
LE PRIX MINIMUM PRÉVU AU PARAGRAPHE 59(2)
DE LA LOI SUR LA RÉGIE DE L'ÉNERGIE

DOSSIER : R-3457-2000

RÉGISSEURS : Mme ANITA CÔTÉ-VERHAAF, présidente
Me MARC-ANDRÉ PATOINE
M. JEAN-NOËL VALLIÈRE

AUDIENCE DU 1er MARS 2001

VOLUME 6

JEAN LAROSE
STÉNOGRAPHE OFFICIEL

207 Q. Oui, oui, mais je vais vous reformuler ma question d'une façon différente : est-ce qu'il serait raisonnable de penser que dans des sites moins urbanisés, donc moins densément peuplés, les débits d'essence soient moins élevés que dans des sites plus urbanisés, et que c'est la raison pour laquelle vous avez choisi de comparer des sites urbanisés?

R. Oui.

208 Q. Donc la densité de la population, pour éviter de comparer des pommes et des bananes, a un impact sur le volume des sites?

R. Oui.

209 Q. Alors ma question : avez-vous comparé la densité au kilomètre carré de population entre Montréal et Québec?

R. Non, parce que même s'il y a un lien, le lien est imparfait, vous comprenez? À cause du, parce qu'on n'a pas de données sur, on n'a pas de données, je n'ai pas regardé de données, il en existe peut-être mais je n'ai pas eu le temps ni les moyens de le faire, mais on n'a pas de données sur la propriété d'une automobile. Si vous êtes dans un site très fortement urbanisé, où il y a beaucoup de monde, donc à densité de population très élevée...

210 Q. Hum-hum.

R. ... d'une certaine superficie...

211 Q. Hum-hum.

R. ... il est possible que les gens, dans cette zone-là, ne possèdent pas d'automobile ou enfin soient, aient moins de chances d'être propriétaires d'une automobile, pour toutes sortes de raisons. À ce moment-là, ils n'achèteront pas d'essence.

212 Q. Mais est-ce que c'est un facteur que vous avez étudié?

R. Non, comme je dis, je ne l'ai pas regardé, et je me suis dit que...

213 Q. Vous avez choisi de comparer Montréal et Québec...

R. Oui, en me disant...

214 Q. Laissez-moi terminer ma question.

R. Oui, excusez-moi.

215 Q. Vous avez choisi de comparer Montréal et Québec en me disant : « Écoutez, ce sont des zones urbanisées, il faut éviter de comparer des pommes et des oranges. » Alors je vous ai demandé : « Est-ce que c'est parce que ce sont des zones densément peuplées? », vous m'avez dit oui.

R. Oui.

216 Q. Alors je vous demande : compte tenu que c'est la raison même pour laquelle vous avez choisi de comparer ces deux villes, est-ce que vous avez regardé la densité de population entre ces deux villes?

R. J'ai répondu non.

Me LOUIS P. BÉLANGER :
Ça fait plusieurs fois que le témoin a répondu, je ne sais pas combien de fois maître Bédard veut l'entendre, mais moi, ça fait plusieurs fois que j'entends qu'il ne l'a pas fait, le travail, bien là, on peut peut-être passer à autre chose, à moins...

Me ÉRIC BÉDARD :
Madame la Présidente, je suis en contre-interrogatoire, je mène mon contre-interrogatoire au rythme où je veux le mener et je pense que le témoin nous a fourni

plusieurs réponses distinctes, et je pense ma question était pertinente. Et je n'entends pas être interrompu dans mon contre-interrogatoire.

Me LOUIS P. BÉLANGER :
Bon, d'abord maître Bédard ne peut pas m'empêcher de faire une objection, et j'ai été extrêmement retiré, je lui ai laissé beaucoup de marge de manoeuvre, mais quand ça fait plusieurs fois qu'on pose la même question au témoin et qu'on obtient la même réponse à chaque fois, à un moment donné, il faut passer à autre chose, c'est tout.

Me MARC-ANDRÉ PATOINE :
Vous avez sûrement un autre sujet?

Me ÉRIC BÉDARD :
Oui, mais...

217 Q. Alors je comprends que vous n'en avez pas tenu compte?

R. Je n'ai pas regardé la densité de la population, j'ai regardé la densité des sites.

218 Q. Mais avez-vous, je vous invite à prendre le document ICPP, l'étude du Conference Board, là. Je vous invite à aller à la page 16 de ce document-là, deuxième paragraphe, dernière phrase. On commence par indiquer qu'en Ontario, dans le sud de l'Ontario, il y a des points, les points de vente les plus efficaces à six

millions de litres (6 Ml) existent.

> Le fait que le débit soit inférieur dans la plupart des autres régions du Canada s'explique par des variantes sur le plan de la densité démographique et de la géographie.

Est-ce que vous aviez pris connaissance de cette règle?

R. J'ai pas... non, je n'ai pas consulté l'étude du Conference Board.

219 Q. Et personne ne vous en a informé non plus?

R. Non.

220 Q. Juste pour terminer sur ce sujet et avant d'aborder le prochain, je comprends que si vous ne l'avez pas étudié, ça demeure néanmoins pertinent?

R. Oui, il faudrait voir sur quoi ce jugement-là est basé, mais...

221 Q. Je vous demande votre opinion à vous, là.

R. Oui, c'est pertinent.

222 Q. Merci. Maintenant, j'aimerais vous amener à nouveau aux titres. Quand vous avez dit maintenant que vous vouliez comparer des zones comparables, je retourne à votre étude, je prends le paragraphe 11 de votre étude.

R. J'y suis.

223 Q. Vous y êtes. On y constate qu'il y a soixante et un

(61) postes par cent mille (100 000) habitants dans la région, dans la zone de Québec, dans la région de Québec, et trente-deux (32) dans la région de Montréal, c'est exact?

R. Par cent mille (100 000), oui, c'est exact.

224 Q. Par cent mille (100 000), c'est exact?

R. Oui, là vous avez... oui.

225 Q. Vous nous avez indiqué également que c'était important de comparer ces deux régions, justement pour avoir des marchés comparables homogènes, c'est exact?

R. Oui.

226 Q. Bon. Maintenant, compte tenu que la densité pourrait avoir un impact, compte tenu également que Montréal n'est pas Québec, quel serait selon vous, parce qu'on pourrait s'attendre à ce que le... je vous suggère qu'on pourrait s'attendre quand même à ce que le ration ne soit pas le même qu'à Montréal, même après rationalisation, vous êtes d'accord avec ça?

R. Oui.

Tableau 1

Prix de l'essence ordinaire hors taxes
coût carbone et redevance verte
Montréal et Toronto

Années	Toronto	Montréal	Écart Toronto-Montréal
1999	28,7	27,7	0,9
2000	41,5	40,4	1,1
2001	37,7	37	0,7
2002	38,2	35,4	2,8
2003	42,5	40	2,5
2004	48,5	48	0,5
2005	59,3	57,5	1,8
2006	63,6	62	1,6
2007	67,5	65,9	1,6
2008	80,1	77	3
2009	62,4	59,4	3
2010	85	83,7	1,4
2011	85	83,6	1,4
2012	87,4	87,1	0,4
2013	88,5	87	1,5
2014	88,8	86,4	2,4
2015	69,7	64,8	4,9
2016	64,9	57,8	7,1
2017	71,5	67	4,5
2018	84	78	6
2019	75,9	71,9	4
2020	57,7	54,9	2,8
2021	83,5	80,8	2,8
2022	116,6	114,9	1,7
2023	104,4	102,7	1,7
2024	102,6	100,5	2,1
2025	100,5	96,6	3,9

La redevance verte est soustraite du 1er avril 2007 à décembre 2014.

La quote-part est soustraite à compter du 1er avril 2007.

Les frais du SPEDE sont soustraits à compter de janvier 2015 au Québec.

Les frais du SPEDE sont soustraits de janvier 2017 à octobre 2018 en Ontario.

Source : Kalibrate, Essence ordinaire, Prix au détail, moyennes mensuelles, libre-service, sans taxes et ADEQ.

Tableau 2

Prix au détail hors taxes de l'essence ordinaire au Canada

Moyennes mensuelles, prix au détail, libre-service, sans taxes et redevances vertes

¢/litre

1999	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Moyenne
Province de l'Ouest	20,0	20,6	21,1	27,4	28,9	28,9	30,1	31,7	33,3	32,5	31,9	31,8	**28,2**
Ontario	20,9	21,2	23,5	26,9	26,5	26,0	29,5	32,7	33,4	32,1	34,5	34,6	**28,5**
Québec	19,4	19,3	22,6	27,1	26,9	26,3	29,7	31,7	32,7	33,3	32,9	33,7	**28,0**
Provinces de l'Atlantique	23,2	23,5	24,1	26,9	29,0	29,1	30,6	33,8	35,1	35,4	35,6	37,7	**30,3**

2000	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Moyenne
Province de l'Ouest	33,5	34,8	41,7	38,8	39,3	41,1	43,7	42,3	45,4	45,5	44,6	43,1	**41,2**
Ontario	35,4	38,1	42,7	37,6	41,4	45,5	41,8	39,4	44,6	43,4	44,4	39,9	**41,2**
Québec	33,4	36,7	40,5	35,7	39,0	43,9	42,2	40,5	43,7	43,7	43,6	39,6	**40,2**
Provinces de l'Atlantique	37,1	38,5	43,3	40,5	41,5	46,2	46,5	43,8	46,1	47,1	49,1	45,7	**43,8**

2001	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Moyenne
Province de l'Ouest	40,3	41,6	39,5	39,6	46,4	48,4	39,8	41,8	48,7	39,2	32,8	28,1	**40,5**
Ontario	39,4	38,4	36,9	45,3	48,1	41,0	34,3	37,5	39,7	34,0	30,4	28,1	**37,8**
Québec	38,5	41,6	40,8	44,8	47,0	40,8	33,5	35,9	39,3	34,2	28,3	26,8	**37,6**
Provinces de l'Atlantique	43,3	43,0	42,8	45,3	49,1	45,8	40,3	40,4	42,0	37,6	33,6	31,8	**41,3**

2002	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Moyenne
Province de l'Ouest	29,8	30,6	36,4	41,2	42,7	44,1	44,5	46,1	44,8	44,3	44,3	41,6	**40,9**
Ontario	29,4	29,8	36,2	39,2	36,6	37,6	39,2	41,3	41,5	43,3	41,3	41,4	**38,1**
Québec	27,4	29,4	36,4	36,4	35,1	33,5	38,9	38,3	38,8	41,5	38,1	38,9	**36,1**
Provinces de l'Atlantique	32,0	32,5	35,8	40,5	40,2	39,7	40,7	42,8	43,1	44,3	44,2	43,0	**39,9**

2003	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Moyenne
Province de l'Ouest	44,8	49,7	51,7	44,7	41,2	41,9	41,2	47,4	46,4	38,9	38,8	36,7	**43,6**
Ontario	45,7	50,3	48,7	41,4	36,6	38,5	39,4	45,9	43,6	39,6	39,5	39,7	**42,4**
Québec	42,4	48,5	46,9	39,4	35,6	37,3	38,6	43,8	41,4	38,2	36,6	39,0	**40,6**
Provinces de l'Atlantique	46,7	49,6	50,0	43,9	38,4	39,5	41,5	45,3	46,1	41,2	39,5	40,4	**43,5**

2004	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Moyenne
Province de l'Ouest	41,2	45,1	47,8	50,7	58,8	58,7	54,9	54,1	53,5	53,6	53,6	47,9	**51,7**
Ontario	44,8	46,6	44,5	45,7	56,1	52,2	51,5	50,4	51,0	53,5	48,7	43,4	**49,0**
Québec	42,5	44,0	47,0	46,3	56,0	52,4	49,6	49,6	50,9	55,0	48,3	42,3	**48,7**
Provinces de l'Atlantique	43,3	45,7	48,5	48,8	56,8	56,7	54,4	54,5	54,3	56,3	52,7	47,4	**51,6**

2005	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Moyenne
Province de l'Ouest	48,7	53,0	57,1	63,4	59,9	61,6	63,5	69,3	76,9	69,5	58,9	56,3	**61,5**
Ontario	48,3	49,6	54,3	57,9	54,5	58,1	59,9	67,3	79,2	67,2	56,0	59,9	**59,4**
Québec	45,0	49,3	53,6	55,7	53,4	58,9	59,9	66,7	78,8	66,0	54,3	56,4	**58,2**
Provinces de l'Atlantique	48,1	51,7	56,0	59,5	57,6	59,9	62,5	68,3	80,3	70,3	58,3	60,5	**61,1**

2006	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Moyenne
Province de l'Ouest	59,4	56,4	64,8	74,3	77,8	75,4	80,6	80,6	64,1	59,7	59,9	62,7	**68,0**
Ontario	63,7	55,1	61,8	69,9	67,4	69,7	74,5	68,9	55,4	53,8	55,0	57,6	**62,7**
Québec	61,1	54,6	62,2	70,8	68,9	68,0	74,4	71,4	56,7	51,9	55,0	58,7	**62,8**
Provinces de l'Atlantique	63,6	58,5	64,3	74,1	73,4	72,5	76,1	76,5	61,5	56,8	56,9	61,8	**66,3**

2007	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Moyenne
Province de l'Ouest	61,0	61,9	71,0	76,3	85,1	78,4	78,8	74,1	75,8	70,3	73,8	73,1	**73,3**
Ontario	51,6	59,1	70,2	70,6	75,0	71,9	69,4	65,0	66,1	64,8	71,1	69,7	**67,0**
Québec	55,2	56,4	68,8	70,1	75,6	69,5	69,9	65,2	64,7	64,7	68,0	71,1	**66,6**
Provinces de l'Atlantique	58,9	58,7	70,6	73,7	77,4	74,6	73,6	67,3	69,1	67,1	73,0	73,4	**69,8**

2008	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Moyenne
Province de l'Ouest	74,8	77,0	82,8	90,4	97,5	105,2	105,5	100,9	100,2	80,6	62,2	48,8	**85,5**
Ontario	73,2	73,8	76,8	85,0	94,3	100,9	101,0	93,8	92,0	71,7	54,2	44,8	**80,1**
Québec	72,5	73,7	74,1	82,9	92,3	98,8	98,6	88,1	89,5	69,5	52,4	42,8	**77,9**
Provinces de l'Atlantique	75,5	74,3	78,9	83,8	92,4	99,5	100,4	92,5	92,7	75,1	56,5	44,8	**80,5**

2009	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Moyenne
Province de l'Ouest	54,2	58,7	61,0	61,6	65,7	72,5	68,4	70,3	70,1	66,7	68,9	65,7	**65,3**
Ontario	49,6	52,3	55,2	56,1	64,0	69,2	63,4	68,0	64,0	65,7	68,3	65,1	**61,7**
Québec	47,7	51,5	53,1	52,8	61,1	66,6	62,1	66,0	64,6	61,8	65,8	61,0	**59,5**
Provinces de l'Atlantique	45,7	52,4	53,3	55,9	61,3	68,9	64,8	67,7	65,7	63,2	69,2	65,6	**61,1**

2010	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Moyenne
Province de l'Ouest	68,4	67,6	70,4	71,2	72,5	69,6	70,8	71,5	70,8	71,0	71,0	74,2	**70,8**
Ontario	68,8	67,0	70,2	70,9	69,0	66,5	65,9	65,0	64,8	69,0	71,1	73,9	**68,5**
Québec	66,6	65,3	68,8	69,4	64,1	64,2	63,4	63,2	62,1	66,2	71,3	74,3	**66,6**
Provinces de l'Atlantique	68,9	66,8	70,5	70,5	69,4	65,8	66,8	66,1	65,6	69,4	71,1	74,2	**68,8**

2011	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Moyenne
Province de l'Ouest	78,1	79,0	87,1	91,5	95,2	89,5	88,3	88,5	89,2	88,9	84,0	79,6	**86,6**
Ontario	76,1	76,6	82,9	91,1	92,6	87,9	89,6	88,1	86,6	84,3	81,7	80,1	**84,8**
Québec	75,9	73,8	84,9	92,4	88,0	84,3	86,1	85,9	85,3	84,7	84,0	80,0	**83,7**
Provinces de l'Atlantique	77,2	77,2	85,1	91,2	90,0	86,5	87,1	87,0	87,8	86,3	84,4	82,3	**85,2**

2012	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Moyenne
Province de l'Ouest	81,1	84,5	91,1	93,7	92,5	92,4	88,8	89,9	91,0	89,7	79,9	76,8	**87,6**
Ontario	83,6	87,6	90,3	93,9	88,6	83,7	85,0	89,2	90,3	86,0	83,7	81,4	**86,9**
Québec	86,3	89,1	90,2	93,4	87,4	82,4	85,2	89,8	91,3	89,7	83,4	80,3	**87,3**
Provinces de l'Atlantique	87,0	91,7	94,8	99,5	90,1	85,1	84,2	89,9	95,7	91,8	85,9	82,6	**89,9**

2013	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Moyenne
Province de l'Ouest	75,6	86,3	89,6	86,9	96,3	98,4	96,3	93,7	91,3	85,2	81,7	81,3	**88,6**
Ontario	83,6	90,6	90,0	85,4	86,2	88,2	90,8	90,6	90,7	85,2	86,0	88,5	**88,0**
Québec	83,7	91,0	89,3	86,1	86,1	86,8	89,6	89,7	89,9	82,8	84,8	86,7	**87,2**
Provinces de l'Atlantique	85,8	93,8	92,9	87,3	86,1	87,4	91,4	92,6	92,7	85,7	85,7	89,0	**89,2**

2014	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Moyenne
Province de l'Ouest	81,4	85,0	92,8	97,5	97,5	100,4	95,5	93,7	92,0	84,4	79,1	65,7	**88,8**
Ontario	87,0	90,6	90,9	95,1	95,2	98,6	95,5	91,5	90,1	82,0	77,1	65,5	**88,3**
Québec	88,4	87,5	89,1	91,9	92,8	93,2	90,7	88,8	89,2	82,8	76,4	66,3	**86,4**
Provinces de l'Atlantique	90,2	93,1	95,3	96,3	96,5	95,6	94,0	90,9	91,3	86,6	78,4	67,3	**89,6**

2015	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Moyenne
Province de l'Ouest	55,7	65,2	71,6	70,4	75,4	82,0	82,8	82,4	73,1	73,8	72,2	66,1	**72,6**
Ontario	55,8	63,1	67,8	68,9	74,4	79,9	81,5	74,6	67,2	63,1	64,5	63,1	**68,7**
Québec	54,1	58,5	66,8	67,7	71,0	74,9	75,2	68,2	62,5	58,5	59,5	56,3	**64,4**
Provinces de l'Atlantique	57,1	63,6	70,0	71,0	75,5	79,5	78,4	72,6	64,8	61,7	61,9	60,0	**68,0**

2016	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Moyenne
Province de l'Ouest	57,1	50,4	60,1	63,4	70,0	76,7	69,5	70,0	70,1	73,4	64,6	71,4	**66,4**
Ontario	57,7	53,5	56,8	64,0	69,3	68,7	65,7	64,3	64,1	67,3	64,5	69,0	**63,7**
Québec	53,4	48,2	49,1	56,1	59,0	59,1	56,6	57,7	60,9	64,2	60,9	64,8	**57,5**
Provinces de l'Atlantique	56,5	51,4	52,6	62,0	65,9	65,6	61,0	61,0	64,8	67,6	65,5	69,6	**62,0**

2017	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Moyenne
Province de l'Ouest	75,3	70,4	73,7	79,9	75,3	71,8	71,3	75,2	77,6	76,8	85,7	80,0	**76,1**
Ontario	69,5	66,0	65,1	73,6	70,5	66,0	67,2	69,1	75,6	72,0	78,6	77,4	**70,9**
Québec	65,4	62,3	62,6	69,5	67,4	62,9	61,8	65,8	72,4	66,8	73,1	69,2	**66,6**
Provinces de l'Atlantique	72,5	67,2	66,4	72,5	69,1	66,2	64,7	67,9	75,3	68,7	76,0	72,5	**69,9**

2018	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Moyenne
Province de l'Ouest	82,8	82,5	88,3	95,0	100,1	96,9	99,4	95,4	95,6	94,1	82,5	75,2	**90,7**
Ontario	80,4	79,1	81,9	88,8	91,7	88,9	89,6	88,0	84,7	80,2	73,8	67,6	**82,9**
Québec	73,2	73,3	76,1	82,6	87,0	84,3	82,8	83,1	84,1	78,4	65,9	61,1	**77,7**
Provinces de l'Atlantique	75,0	74,5	74,8	82,7	88,3	85,0	85,5	84,3	84,0	83,4	71,6	64,3	**79,5**

2019	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Moyenne
Province de l'Ouest	70,6	75,0	86,9	98,6	99,1	86,4	87,8	83,2	84,8	86,7	78,5	77,2	**84,6**
Ontario	64,7	64,7	76,8	82,9	84,2	76,7	82,1	76,2	74,4	74,4	73,7	73,3	**75,3**
Québec	60,4	61,4	72,5	80,8	82,6	73,8	78,0	71,1	69,9	69,4	69,3	69,4	**71,5**
Provinces de l'Atlantique	62,4	65,7	75,8	84,8	84,2	73,1	79,3	75,2	73,4	73,6	74,2	73,5	**74,6**

2020	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Moyenne
Province de l'Ouest	78,0	78,6	60,1	39,9	56,7	67,3	70,9	69,6	70,5	68,0	66,9	68,4	**66,2**
Ontario	72,5	68,7	48,7	38,7	49,4	57,4	61,2	60,8	59,2	58,0	56,7	60,6	**57,7**
Québec	68,4	66,5	50,2	36,5	46,4	54,3	58,8	57,8	56,3	54,5	54,2	57,5	**55,1**
Provinces de l'Atlantique	73,8	69,5	53,6	36,3	45,1	54,5	59,4	58,4	58,3	58,7	56,8	61,3	**57,1**

2021	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Moyenne
Province de l'Ouest	74,0	81,2	88,3	90,6	94,0	96,8	103,4	102,3	98,0	104,7	103,3	98,8	**94,6**
Ontario	66,6	73,2	78,4	78,0	81,6	83,7	86,8	87,8	88,2	94,7	93,9	88,2	**83,4**
Québec	63,0	69,2	75,1	74,7	79,2	81,2	84,0	85,7	86,3	92,8	94,1	89,4	**81,2**
Provinces de l'Atlantique	68,8	75,1	84,0	83,9	86,3	87,7	92,6	92,4	93,4	99,0	99,1	91,9	**87,9**

2022	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Moyenne
Province de l'Ouest	105,5	112,8	133,4	132,7	148,3	162,7	149,4	128,6	129,4	142,6	123,8	103,2	**131,0**
Ontario	95,3	105,7	119,9	118,5	139,6	146,5	130,8	116,6	101,8	115,8	113,2	94,5	**116,5**
Québec	94,4	104,2	119,2	117,2	139,0	148,5	132,2	119,7	101,5	111,4	112,6	93,4	**116,1**
Provinces de l'Atlantique	98,1	108,5	123,2	123,1	144,3	155,7	139,2	124,7	109,6	120,2	123,3	101,2	**122,6**

2023	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Moyenne
Province de l'Ouest	111,3	112,5	115,2	120,0	119,2	124,1	120,8	127,5	125,7	115,7	110,2	100,7	**116,9**
Ontario	101,2	98,2	99,1	105,3	104,7	107,3	109,8	116,2	113,2	101,9	98,3	93,9	**104,1**
Québec	100,5	98,3	99,3	105,8	105,6	107,2	108,5	116,0	113,2	103,2	98,8	94,4	**104,2**
Provinces de l'Atlantique	107,9	108,6	107,3	117,7	108,4	110,3	114,3	124,5	124,3	110,0	105,1	99,7	**111,5**

2024	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Moyenne
Province de l'Ouest	95,8	103,6	118,1	124,3	119,3	112,0	114,0	112,4	103,1	104,1	102,0	100,3	109,1
Ontario	93,8	98,0	102,9	111,6	109,5	106,6	110,6	105,7	94,8	97,2	97,8	97,3	102,2
Québec	93,9	97,6	100,5	110,0	109,1	105,0	108,2	103,1	94,7	95,0	96,0	95,5	100,7
Provinces de l'Atlantique	98,8	104,3	108,4	116,6	115,3	109,0	112,2	107,1	96,0	97,1	98,4	96,9	105,0

2025	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Moyenne
Province de l'Ouest	108,0	112,8	109,4	109,4	113,4	110,1	109,1	112,7	113,7	105,9	106,0	94,7	**108,8**
Ontario	100,8	100,6	98,7	98,0	101,1	100,9	100,1	100,7	103,5	98,0	101,6	92,0	**99,7**

Québec	99,6	98,9	96,1	96,6	97,7	97,6	95,6	97,0	100,0	93,2	94,2	87,3	**96,2**
Provinces de l'Atlantique	102,8	104,2	99,5	101,5	103,1	102,9	103,5	105,6	107,8	103,0	106,5	96,7	**103,1**

La redevance verte est soustraite du 1er avril 2007 à décembre 2014.

La quote-part est soustrait à compter du 1er avril 2007.

Les frais du SPEDE sont sonstraits à compter de janvier 2015 au Québec.

Les frais du SPEDE sont soustraits de janvier 2017 à octobre 2018 en Ontario.

Source : Kalibrate., Essence ordinaire, Prix au détail, moyennes mensuelles, libre-service, sans taxes, 1999 à 2025

Tableau 3
Coûts d'exploitation par zone

Éléments des coûts d'exploitation	Coûts en 2026					
	Zone 1: CMM		Zone 2: Québec central		Zone 3: régions éloignées	
Volumes moyens (litres)	***4 020 000***		***3 150 000***		***2 050 000***	
	$	¢/litre	$	¢/litre	$	¢/litre
Salaires	84 075	2,09	65 991	2,09	52 351	2,55
Avantages sociaux	14 110	0,35	11 068	0,35	8 776	0,43
Uniformes	416	0,01	374	0,01	291	0,01
Amortissement des équipements	53 167	1,32	45 700	1,45	39 933	1,95
Frais de financement	52 125	1,3	39 165	1,24	28 095	1,37
Taxes relatives aux équipements pétroliers	22 500	0,56	15 000	0,48	7 500	0,37
Permis	834	0,02	778	0,02	694	0,03
Électricité et chauffage	7 700	0,19	6 500	0,21	5 300	0,26
Déneigement et entretien paysager	5 100	0,13	4 500	0,14	3 600	0,18
Entretien et réparation	9 422	0,23	8 465	0,27	7 255	0,35
Télécommunication et terminal de point de vente	2 352	0,06	2 352	0,07	2 352	0,11
Fournitures de bureau et sanitaires	3 188	0,08	2 398	0,08	1 733	0,08
Frais bancaires	2 000	0,05	1 500	0,05	1 250	0,06
Assurances	6 300	0,16	6 000	0,19	5 000	0,24
Honoraires professionnels	1 900	0,05	1 900	0,06	1 700	0,08
Frais de garantie bancaire	875	0,02	875	0,03	875	0,04
Publicité	4 020	0,1	3 150	0,1	2 050	0,1
Coûts environnementaux	367	0,01	450	0,01	533	0,03
Sous-total	**270 450**	**6,73**	**216 166**	**6,86**	**169 288**	**8,26**
Coûts influencés par le prix du carburant						
Cartes de crédit	63 865	1,59	50 730	1,61	34 046	1,66
Pertes d'inventaire	15 106	0,38	11 652	0,37	7 611	0,37
Sous-total	**78 971**	**1,96**	**62 382**	**1,98**	**41 657**	**2,03**

TOTAL	**349 420**	**8,69**	**278 548**	**8,84**	**210 945**	**10,29**

Tableau 4
Coûts d'exploitation indexés par zone

Éléments des coûts d'exploitation	Coûts 2026 (avec inflation projetée sur 3 ans - 3,06%)					
	Zone 1: CMM		Zone 2: Québec central		Zone 3: régions éloignées	
Volumes moyens (litres)	***4 020 000***		***3 150 000***		***2 050 000***	
	$	¢/litre	$	¢/litre	$	¢/litre
Salaires	86 647	2,16	68 011	2,16	53 953	2,63
Avantages sociaux	14 542	0,36	11 407	0,36	9 045	0,44
Uniformes	429	0,01	386	0,01	300	0,01
Amortissement des équipements	54 794	1,36	47 098	1,5	41 155	2,01
Frais de financement	53 720	1,34	40 363	1,28	28 955	1,41
Taxes relatives aux équipements pétroliers	23 189	0,58	15 459	0,49	7 730	0,38
Permis	859	0,02	802	0,03	715	0,03
Électricité et chauffage	7 936	0,2	6 699	0,21	5 462	0,27
Déneigement et entretien paysager	5 256	0,13	4 638	0,15	3 710	0,18
Entretien et réparation	9 710	0,24	8 724	0,28	7 477	0,36
Télécommunication et terminal de point de vente	2 424	0,06	2 424	0,08	2 424	0,12
Fournitures de bureau et sanitaires	3 285	0,08	2 471	0,08	1 786	0,09
Frais bancaires	2 061	0,05	1 546	0,05	1 288	0,06
Assurances	6 493	0,16	6 184	0,2	5 153	0,25
Honoraires professionnels	1 958	0,05	1 958	0,06	1 752	0,09
Frais de garantie bancaire	902	0,02	902	0,03	902	0,04
Publicité	4 143	0,1	3 246	0,1	2 113	0,1
Coûts environnementaux	378	0,01	464	0,01	550	0,03
Sous-total	**278 725**	**6,93**	**222 781**	**7,07**	**174 468**	**8,51**
Coûts influencés par le prix du carburant						
Cartes de crédit	63 865	1,59	50 730	1,61	34 046	1,66
Pertes d'inventaire	15 106	0,38	11 652	0,37	7 611	0,37
Sous-total	**78 971**	**1,96**	**62 832**	**1,98**	**41 657**	**2,03**

TOTAL	**357 696**	**8,9**	**285 163**	**9,05**	**216 125**	**10,54**

Tableau 5

	Zone 1	Zone 2	Zone 3
Heures d'ouverture	Ouvert 24 hres	6h à 24h	6h à 23h
Double présence par semaine	42 heures	30 heures	Aucune
Nombre d'heures travaillées par semaine (caissiers)	210 hres	156 hres	119 hres
Taux horaire - cassiers	16,10 $	16,10 $	16,10 $
Salaires - caissiers par année	175 812 $	130 603 $	99 627 $
Salaire du gérant	55 000 $	55 000 $	50 000 $
Salaires – caissiers dédiés aux carburants (40 %)	70 325 $	52 241 $	39 851 $
Salaire du gérant dédié aux carburants (25%)	13 750 $	13 750 $	12 500 $
Coût total des salaires dédiés aux carburants	84 075 $	65 991 $	52 351 $
Coût des salaires dédiés aux carburants ajusté à l'inflation projetée (3,06 %)	86 648 $	68 011 $	53 953 $

Tableau 6

rges sociales imputées à l'employeur en 2026

Régime des rentes du Québec		6,3 %
Assurance emploi		1,82 %
Régime québécois d'assurance parentale (RQPA)		0,602 %
Fonds des services de santé (FSS)		2,50 %
Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité au travail (CNESST)	Normes du travail et de l'équité salariale	0,06 %
	Régime de santé et sécurité au travail	1,54%
Indemnités de vacances		4,0 %
Total		16,822%

Tableau 7

	Zone 1	Zone 2	Zone 3
Coûts des avantages sociaux	14 110 $	11 068 $	8 776 $
Coûts des avantages sociaux ajustés à l'inflation projetée (3,06 %)	14 542 $	11 337 $	9 045 $

Tableau 8

	Zone 1	Zone 2	Zone 3
Coûts d'uniforme par employé	104 $	104 $	104 $
Nombre d'employés	10	9	7
Coûts des uniformes	1 040 $	936 $	728 $
Coûts des uniformes relatifs au commerce de carburant (40%)	416 $	374 $	291 $
Coûts des uniformes ajustés à l'inflation projetée (3,06%)	429 $	386 $	300 $

Tableau 9

ITEMS	ZONE 1		ZONE 2		ZONE 3	
Volume	**4 020 000**		**3 150 000**		**2 050 000**	
Configuration des distributrices	3 îlots en façade		2 îlots en façade		2 îlots en façade	
Disposition des distributrices	(2x3+0 et 1x3+1)		(1x3+0 et 1x3+1)		(1x3+0 et 1x3+1)	
Distributrices avec paiement à la pompe		100 000 $		65 000 $		65 000 $
Interface		3 500 $		3 500 $		3 500 $
Système de caisses	2 caisses	24 000 $	2 caisses	24 000 $	2 caisses	24 000 $
Réservoir en fibre de verre double parois (Litres)	65000 L	100 000 $	65000 L	100 000 $		Non
Réservoir en fibre de verre double parois (Litres) (compartimenté)	50000 L	95 000 $	35000 L	85 000 $	65000 L	110 000 $
Tuyauterie		65 000 $		60 000 $		65 000 $
Pompes submersibles	3 pompes	12 500 $	3 pompes	12 500 $	3 pompes	12 500 $
Contrôle d'inventaire électronique		55 000 $		55 000 $		55 000 $
Marquise et luminaire	24 x 80	200 000 $	24 x 50	165 000 $	24 x 32	145 000 $
Installation		220 000 $		195 000 $		200 000 $
Flex et boîtier lumineux	Cadre 3D	52 000 $	Cadre 3D	42 000 $	Cadre-toile en 2D	24 000 $
Pylône au LED et indicateur des prix et enseigne (en pieds)	18x6	25 000 $	18x6	25 000 $	18x6	25 000 $
Vérificateur agréé		3 000 $		3 000 $		3 000 $
Asphalte et préparation		70 000 $		60 000 $		45 000 $
Caméras	6 caméras et 1 moniteur	7 500 $	4 caméras et 1 moniteur	6 500 $	4 caméras et 1 moniteur	6 500 $
Mobilier urbain	3 présentoirs à lave-glace et poubelle, 3 postes de matière absorbante, 1 unité de nettoyage	5 000 $	2 présentoirs à lave-glace et poubelle, 2 postes de matière absorbante, 1 unité de nettoyage	4 000 $	1 présentoir à lave-glace et poubelle, 1 poste de matière absorbante, 1 unité de nettoyage	3 000 $
Coûts	**1 037 500 $**		**905 500 $**		**786 500 $**	
Amortissement (sur 15 ans/30 ans)	**53 167 $**		**45 700 $**		**39 933 $**	
Coût ajusté à l'inflation projetée (3,06%)	1 069 252 $		933 212 $		810 570 $	
Amortissement avec inflation projetée (3,06%)	54 754 $		47 099 $		41 155 $	
Terrain	40 000 pi2	1 400 000 $	30 000 pi2	800 000 $	20 000 pi2	300 000 $

Tableau 10

	Zone 1	Zone 2	Zone 3
Investissement pétrolier	1 037 500 $	905 500 $	786 500 $
Terrain	40 000 pi^2	30 000 pi^2	20 000 pi^2
	1 400 000 $	800 000 $	300 000 $
Investissement pétrolier et 50% du terrain	1 737 500 $	1 305 500 $	936 500 $
60% des investissements (équipements et 50% terrain)	1 042 500 $	783 300 $	561 900 $
Frais de financement (5%)	52 125 $	39 165 $	28 095 $
Frais de financement ajustés à l'inflation projetée (3,06%)	53 720 $	40 364 $	28 955 $

Tableau 11

	Zone 1	Zone 2	Zone 3
Taxes	45 000 $	30 000 $	15 000 $
Taxes relatives à la partie pétrolière (50%)	22 500 $	15 000 $	7 500 $
Taxes relatives à la partie pétrolière ajustées de l'inflation projetée (3,06%)	23 187 $	15 459 $	7 730 $

Tableau 12

	Zone 1	Zone 2	Zone 3
Capacité des réservoirs	115 000 litres	100 000 litres	65 000 litres
Coût du permis selon la capacité des réservoirs, pour 2 ans	855,38 $	743,20 $	574,93 $
Coût relié à l'évaluation des risques environnementaux pour 4 ans (personne reconnue)	325 $	325 $	325 $
Coût relié à la calibration pour 2 ans	650 $	650 $	650 $
Coût annuel total	834 $	778 $	694 $
Coût annuel total du permis ajusté à l'inflation projetée (3,06%)	859 $	802 $	715 $

Tableau 13

	Zone 1	Zone 2	Zone 3
Coûts de l'électricité et du chauffage nécessaires à l'opération pétrolière	7 700 $	6 500 $	5 300 $
Coûts d'électricité et du chauffage ajustés à l'inflation projetée (3,06%)	7 936 $	6 699 $	5 462 $

Tableau 14

	Zone 1	Zone 2	Zone 3
Coûts du déneigement et entretien paysager	8 500 $	7 500 $	6 000 $
Coûts du déneigement et entretien paysager relatifs au commerce de carburant (50%)	5 100 $	4 500 $	3 600 $
Coûts du déneigement et de l'entretien paysager attribués au commerce de carburant ajustés à l'inflation projetée (3,06%)	5 256 $	4 638 $	3 710 $

Tableau 15

	Zone 1	Zone 2	Zone 3
Volume	4 020 000 litres	3 150 000 litres	2 050 000 litres
Coûts réguliers	5 000 $	5 000 $	5 000 $
Coûts variables par tranche de 1 000 000 litres	1 100 $	1 100 $	1 100 $
Coûts totaux d'entretien et réparations	9 422 $	8 465 $	7 255 $
Coûts d'entretien et réparations ajustés à l'inflation projetée (3,06%)	9 710 $	8 724 $	7 477 $

Tableau 16

	Zone 1	Zone 2	Zone 3
Frais mensuels (caisse-contrôle, support, maintenance et mise à jour de logiciel	232 $	232 $	232 $
Frais mensuels pour 2e caisse	50 $	50 $	50 $
Frais mensuels pour ligne téléphonique	50 $	50 $	50 $
Frais pour ligne Internet Affaires	60 $	60 $	60 $
Frais mensuels totaux	392 $	392 $	392 $
Frais annuels (frais mensuels x 12)	4 704 $	4 704 $	4 704 $
Frais annuels de télécommunications reliés au commerce de carburants (50%)	2 352 $	2 352 $	2 352 $
Frais annuels de télécommunications reliés au commerce de carburants (50%) ajustés à l'inflation projetée (3,06%)	2 424 $	2 424 $	2 424 $

Tableau 17

	Zone 1	Zone 2	Zone 3
Papeterie	2 900 $	1 900 $	1 150 $
Produits sanitaires	3 475 $	2 895 $	2 315$
Coûts des fournitures de bureau	6 375 $	4 795 $	3 465 $
Coûts des fournitures de bureau relatif au commerce de carburant (50%)	3 188 $	2 398 $	1 733 $
Coûts des fournitures de bureau relatif au commerce de carburant selon le volume ajustés à l'inflation projetée (3,06%)	3 285 $	2 471 $	1 786 $

Tableau 18

	Zone 1	Zone 2	Zone 3
Frais bancaires	4 000 $	3 000 $	2 500 $
Frais bancaires reliés au commerce de carburants (50 %)	2 000 $	1 500 $	1 250 $
Frais bancaires reliés au commerce de carburants (50 %) ajustés à l'inflation projetée (3,06 %)	2 062 $	1 546 $	1 289 $

Tableau 19

	Zone 1	Zone 2	Zone 3
Coûts d'assurances	6 300 $	6 000 $	5 000 $
Coûts d'assurances ajustés à l'inflation projetée (3,06 %)	6 493 $	6 184 $	5 153 $

Tableau 20

	Zone 1	Zone 2	Zone 3
Coûts des honoraires professionnels	3 800 $	3 800 $	3 400 $
Coûts des honoraires professionnels (50%)	1 900 $	1 900 $	1 700$
Coûts des honoraires professionnels ajustés à l'inflation projetée (3,06%)	1 958 $	1 958 $	1 752 $

Tableau 21

	Zone 1	Zone 2	Zone 3
Garantie bancaire	70 000 $	70 000 $	70 000 $
Taux exigé	1,25 %	1,25 %	1,25 %
Frais de la garantie bancaire	875 $	875 $	875 $
Frais de la garantie bancaire ajustés à l'inflation (3,06 %)	902 $	902 $	902 $

Tableau 22

	Zone 1	Zone 2	Zone 3
Coût unitaire de publicité	0,001$/litre	0,001$/litre	0,001$/litre
Coût de publicité selon le volume	4 020 $	3 150 $	2 050 $
Coût de publicité ajusté à l'inflation projetée (3,06 %)	4 143 $	3 246 $	2 113 $

Tableau 23

	Zone 1	Zone 2	Zone 3
Coûts environnementaux	11 000 $	13 500 $	16 000 $
Coûts environnementaux annuels amortis sur 30 ans	367 $	450 $	533 $
Coûts environnementaux ajustés à l'inflation projetée de 3,06%	378 $	464 $	550 $

Tableau 24

	Zone 1	Zone 2	Zone 3
Volume	4 020 000	3 150 000	2 050 000
Prix au détail pondéré des trois dernières années	1,577 $/litre	1,599 $/litre	1,650 $/litre
Taux d'utilisation de cartes de crédit	55%	55%	55%
Frais de transactions de cartes de crédit	1,80%	1,80%	1,80%
Frais de cartes de crédit	62 781 $	49 880 $	33 493 $
Taux d'utilisation des cartes de débit	41%	41%	41%
Nombre de transactions par carte de débit (41% volume / 38 litres par transaction)	43 374	33 987	22 118
Frais de transaction par cartes de débit	0,05 $	0,05 $	0,05 $
Frais de cartes de débit	2 169 $	1 699 $	1 106 $
Frais de cartes de débit relatifs au commerce de carburants (50%)	1 084 $	850 $	553 $
Frais de cartes de débit et de crédit relatifs au commerce de carburants	63 865 $	50 730 $	34 046 $

Tableau 25

	Zone 1	Zone 2	Zone 3
Volume par zone excluant le diesel	3 604 600	2 824 500	1 838 167
Prix pondéré de l'essence	1,2036 $/litre	1,2181 $/litre	1,2576 $/litre
Pourcentage de pertes d'inventaire	0,32 %	0,32 %	0,32 %
Pertes dues à l'évaporation	13 883 $	11 010 $	7 397 $
Remboursement de la taxe routière 33 $ du 100 000 litres	- 1 190 $	- 932 $	- 607 $
Vols de carburant	0,0006 $/litre	0,0005 $/litre	0,0004 $/litre
Pertes dues au vol (sur volume total)	2 412 $	1 575 $	820 $
Pertes dues à l'évaporation et aux vols	15 106 $	11 652 $	7 611 $

Cibles d'inflation pour les trois prochaines années:	2%	(Banque du Canada)
Inflation totale des trois prochaines années:	6,1208%	
La moitié de l'inflation:	3,0604%	